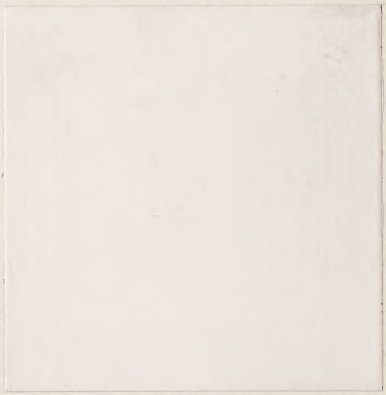
HC
5



Digitized by the Internet Archive
in 2025 with funding from
Getty Research Institute

https://archive.org/details/revuedesdeuxmon1929unse_3

REVUE

DES

DEUX MONDES

XCIXe ANNÉE. — SEPTIÈME PÉRIODE

TOME LIII. — 1er SEPTEMBRE 1929.

REVUE

DES

DEUX MONDES

SCOLASTICAT
SOC. DE MARIE

XCIX^e ANNÉE. — SEPTIÈME PÉRIODE

TOME CINQUANTE-TROISIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

1929

THE GETTY CENTER
LIBRARY

VALOMBRÉ

DERNIÈRE PARTIE (1)

L'ÉCHÉANCE

La chasse de Valombré nous avait précipités en pleine tragédie domestique. Rien n'en devait transpirer et la vie reprit dès le lendemain son cours ordinaire, ses apparences mornes et monotones. Je cachai seulement dans une armoire la veste révélatrice que je ne remettrais jamais plus. Et les jours sur les jours entassèrent les brumes de l'oubli, comme on jette des pelletées de terre sur les morts au cimetière. Les romans, les pièces de théâtre finissent. Tant bien que mal, ils conduisent à un dénouement. Or il n'y avait pas de dénouement. Ou le destin le réservait.

Peu à peu les personnages qui avaient joué un rôle, tout au moins dans l'affaire d'infanticide, se dispersaient ou disparaissaient. Le juge Bernin, appelé à la Cour d'appel de Lyon, avait quitté Grenoble. Me Arbonel avait été frappé subitement, à la barre, comme il achevait de plaider avec une éloquence qui appelait la foudre : une belle mort pour un avocat. Même cette Ninette Furon, dite Ninon Prémolette, qui n'avait eu qu'un vague soupçon de la présence de M. de Varce à Chapareillan et qui avait espéré en tirer parti pour forcer la main au marquis d'Arnay, humble comparse dans le drame, était décédée, il y avait beau temps, des suites d'un accident d'automobile, une de ces nouvelles machines qui n'était pas encore au point et

Copyright by Henry Bordeaux, 1929.

(1) Voyez la *Revue* des 15 juillet, 1er et 15 août.

qui avait pris feu. Quant à Mlle Desclaux, elle avait vendu les quelques meubles qui composaient le mobilier de sa mère et résilié le bail : qu'était-elle devenue ? Partie sans laisser d'adresse. Je m'informai vainement d'elle. Personne ne savait où elle résidait. Les uns la disaient à Paris où tout se perd et se mêle, les autres à l'étranger. Sans doute avait-elle cherché à reprendre son métier d'institutrice dans quelque pays où sa réputation n'était atteinte ni dans sa conduite, ni dans sa raison. La rente que Mme Desclaux avait dû lui laisser et dont elle ignorait l'origine l'aiderait à se refaire en des lieux nouveaux une situation si difficile à rétablir et qui serait toujours précaire, soumise à ces mauvais bruits qui circulent comme des miasmes venus des marais. Je rencontrais de loin en loin le marquis d'Arnay et les de Varce. Ils ne me recherchaient pas, mais ne m'évitaient pas davantage. Le vieux seigneur exerçait sur moi une sorte d'attrait, et même il gardait à mes yeux un extraordinaire prestige. Je voyais en lui une survivance de temps abolis, l'image d'une féodalité supprimée qui n'était pas sans grandeur. Tandis que je n'éprouvais pour son gendre que de la répulsion.

Quant à Mme de Varce, Sylvie, soit qu'elle eût deviné le sentiment que je ressentais pour elle et que, pourtant, je laissais avec tant de soin dans l'ombre, soit que ma présence lui rappelât trop vivement les événements auxquels elle devait une existence d'inquiétude et peut-être d'horreur, elle restait avec moi sur la réserve, presque sur la défensive. Un jour, elle imagina de me parler de son fils. Et dès lors, il ne fut plus question entre nous, quand le hasard trop avare nous réunissait, que de l'éducation de Bruno qu'elle surveillait personnellement, voulant faire de lui, me disait-elle, un homme d'honneur, sur le modèle de ce Bayard dont la statue orne la place du Palais de justice et que personne ne songe plus à regarder, encore moins à imiter. Je caressais volontiers ce zèle maternel. La femme, en elle, avait-elle abdiqué, et n'y avait-il plus que la mère? Bien qu'avec ce mélange de Diane des bois et de Vierge penchée, avec ce grand corps vigoureux et bien proportionné et ce visage qui se colorait et se décolorait trop vite et dont les yeux, impénétrables, parce qu'ils étaient presque toujours recouverts d'un voile humide, étaient embrumés de tant de mélancolie et demeuraient si mystérieux, elle pût inspirer des passions, — moins, il est vrai, dans son monde où l'on goûte

plus volontiers des charmes évidents et accessibles, — elle passait pour dédaigner les hommages des hommes, et combien je m'en réjouissais en secret! Cependant je ne pouvais me retenir de songer aux veillées du château. N'y avait-il plus aucune intimité entre elle et son mari? N'y en avait-il plus depuis la découverte du crime? N'étais-je pas en droit de le supposer? Le contraire n'eût-il pas été injurieux pour elle? Oui, certes, elle avait dû se libérer, et les infidélités connues de M. de Varce n'étaient-elles pas encore une preuve de cette séparation par commun accord? Plus tard, comme je devais mesurer d'autres abîmes!

Des années, des années passèrent. Le marquis d'Arnay mourut à soixante-dix ans, d'un refroidissement contracté à une chasse au sanglier où il avait servi lui-même la bête forcée. Il reçut les sacrements avec ce goût du cérémonial qui ne le quitta pas jusqu'au dernier moment et il regarda venir la mort en toute tranquillité, comme il avait si souvent regardé la nuit monter du fond des combes noires pour atteindre les sommets. Lui-même avertit son entourage de l'instant précis où défaillait sa volonté de vivre. Il était fait pour les grandes circonstances qui, trop souvent, lui avaient manqué. J'assistai à ses obsèques, et même j'y assistai à une place d'honneur. Mme de Varce exigea que je tinsse un des cordons du poêle avec la haute noblesse du pays.

— Il vous estimait particulièrement, me dit-elle pour me convaincre, quand j'aurais souhaité pour bien des raisons de m'effacer.

En l'accompagnant de si près à sa dernière demeure, ne semblais-je pas, vis-à-vis de moi-même, approuver sa manière d'écarter la justice des hommes pour rendre ensuite et exécuter ses propres arrêts? La douleur de Sylvie ne me permit pas de me dérober, cette douleur où je voyais sans réprobation un signe de complicité.

Le comte de Varce menait le deuil avec componction. Sa figure de fouine paraissait s'allonger encore et pointait vers la terre. Il conservait sa silhouette mince de jeune homme élégant et continuait d'être un objet d'attention pour les femmes. Il y avait là toute la société de Grenoble et des environs, la plus vieille aristocratie et la plus nouvelle, et la bourgeoisie opulente qui désire fraver avec la noblesse. Le snobisme n'exigeait-il pas

qu'on fût aperçu dans cette modeste église de village où l'on amenait en grande pompe un personnage aussi considérable, le plus grand nom peut-être, ou l'un des plus grands, du Dauphiné? Quelle ironie dans ces funérailles conduites par celui que le mort avait condamné! Mais l'avait-il jamais su, ou même soupçonné? Ce n'était pas à croire. Il avait simplement, le jour de Valombré, désiré se rapprocher de la baronne de Pierres qui, déjà, n'était plus qu'une conquête ancienne et qui, redevenue indifférente elle aussi, était présente avec l'air de s'ennuyer. Le hasard le protégeait : il traversait, plein d'insouciance, les responsabilités, les crimes, les condamnations, comme ces écuyères qui, dans les cirques, sautent dans les cerceaux et envoient des baisers au public. Positivement, quand il rendit les honneurs au cimetière, — un de ces charmants petits cimetières de campagne où l'on aimerait reposer, bien exposé au soleil, au-dessus de l'Isère à demi caché par les roseaux de ses rives, en face de la chaîne de Belledonne dont les neiges s'illuminaient, — il avait l'air du sociétaire de la Comédie Française qui, le soir d'une première, annonce le titre de la pièce et le nom de l'auteur et recueille les applaudissements. Il survivait au marquis d'Arnay; il était le vainqueur. Je surpris le regard de sa femme posé sur lui, tandis qu'il serrait des mains avec dignité : pourquoi fallut-il que cette buée humide, toujours posée sur ses yeux comme une larme qui se forme, m'empêchât de l'interpréter?

J'entendais les propos de l'assistance qui défilait devant moi et qui célébrait le défunt. Quelle fausse image tous ces éloges eussent donnée de lui, et comme nous sommes peu connus et peu pénétrés! Ah! que la mort est donc bien la mort, qui ne laisse aussitôt de nous qu'un souvenir déformé, la plupart du temps si éloigné de notre personnalité réelle! Ceux qui nous aiment voient-ils du moins plus clair en nous et nous gardent-ils vivants dans leur cœur? Autour de moi l'on vantait, et non sans raison, l'hospitalité, la générosité, le faste du marquis d'Arnay, mais on y ajoutait l'éloge de sa franchise et de sa spontanéité : « Il ne laissait rien ignorer de qu'il pensait... Il pouvait se fâcher, mais il n'avait pas de rancune... De la rancune, il était bien incapable d'en avoir... Tout en dehors, la parole prompte et le cœur sur la main, etc... » Personne ne se doutait qu'il avait recouvert de silence le plus douloureux

drame domestique, ni qu'il avait accepté de vivre avec un gendre qu'il méprisait et qu'il avait voulu exécuter. Personne ne le soupçonnait capable de la grandeur qu'il avait montrée jusque dans l'hypocrisie et même le crime pour l'honneur de sa maison. Personne, sauf sa fille et moi, ne le connaissait. On lui prêtait une individualité violente et despotique, et non point celle qu'il avait en partage et qui le reliait à ses ancêtres les plus fameux dans les guerres et dans les traités.

Mme de Varce, un peu plus tard, vint me consulter pour l'administration de ses biens territoriaux qu'elle pensait soustraire à son contrat de mariage. Une procuration de son mari, que j'obtins à grand peine, lui en laissa la disposition. Mais elle me demanda si Bruno ne pourrait un jour ajouter à son nom celui de marquis d'Arnay. La République ne reconnaît pas les titres de noblesse, et d'ailleurs ne perdent-ils pas leur valeur par le fait même que le recrutement en est tari et que le mérite a cessé d'anoblir? Le nom pouvait être réclamé à la rigueur afin de l'empêcher de s'éteindre avec le dernier marquis. Je commençai des démarches dans ce sens à la chancellerie. Mme de Varce elle-même m'invita à les abandonner. Son mari s'y opposait formellement. Je n'osai insister. La haine cachée du gendre pour le beau-père se révélait-elle dans cette opposition, et aussi la désunion du ménage?

La désunion du ménage : que fallait-il penser alors de la nouvelle qui se répandit un jour à Grenoble et qui parvint jusqu'à ma solitude? La comtesse de Varce avait accouché au château d'Arnay d'un enfant mort. Ainsi fus-je réveillé de la somnolence presque agréable où reposait mon sentiment pour elle. Quand l'âge est venu, c'est un art de ne pas vieillir que de garder au cœur un culte secret pour une femme lointaine et inaccessible qui vous fait, à chaque rencontre espacée, douce figure. Je m'étais accoutumé à voir rarement Sylvie, à lui servir de confident pour ce qu'elle voulait bien me livrer de sa vie, sans jamais commettre la moindre indiscrétion. J'avais l'impression qu'elle me donnait son amitié et qu'elle ne l'avait donnée qu'à moi seul. Je n'espérais, je n'attendais rien de plus. Mais je n'espérais, je n'attendais rien de plus, parce que je la savais malheureuse et seule. Voici que je perdais cette illusion. Mon idole n'était qu'un pauvre être livré à toutes les faiblesses

humaines. Plutôt que de lui prêter cette lâcheté conjugale, je préférai lui attribuer des amours illégitimes et je lui cherchai un amant dans son monde. Or, sa réputation était parfaitement intacte. On ne lui attribuait aucune liaison, ni même aucun flirt. Elle passait pour froide, farouche, orgueilleuse. Les hommes n'entreprenaient pas un siège aussi difficile : ils se contentent si volontiers, la plupart du temps, des places ouvertes et même démantelées. Fallait-il donc chercher plus bas? non, non, elle avait trop la fierté et le respect de sa race. Ainsi toutes mes suppositions aboutissaient à une réconciliation conjugale. Était-ce même une réconciliation? J'en arrivais à me pencher sur des gouffres de duplicité, de fausseté, ou de misère des sens. Ma Sylvie douloureuse et immaculée n'était plus. Elle venait donc sauver son mari quand elle m'avait rejoint au poste de Valombré. Elle n'était pas la complice de son père, mais celle de M. de Varce. Quelle comédie jouait-elle donc et n'était-elle pas la digne compagne de l'homme du Guiers-mort? Après l'avoir tant exaltée et admirée, je la précipitai à terre pour la piétiner. Mon injustice était peut-être encore de l'amour. Combien, plus tard, je devais la regretter et m'en repentir!

Des années encore, et ce fut la guerre. Mes soixante-six ans, bien que je ne sentisse point la diminution de mes forces physiques, m'empêchant de servir aux armées, je dus me contenter de présider aux destinées de la Croix rouge de Grenoble. C'était une facilité, que je ne cherchais plus, de rencontrer M^me^ de Varce, infirmière dans l'un de nos hôpitaux. J'évitais cependant toute conversation prolongée avec elle et me contentais de ces relations superficielles, mais cordiales, que la communauté de vie et de pensée avait établies. Je sus que son mari, qui appartenait aux dernières classes de la territoriale, servait sans gloire ni péril dans les services d'arrière. Il remplissait strictement ses obligations et aucun reproche ne pouvait lui être adressé. L'héroïsme ne se commande pas. Il est vrai que la guerre fournissait de si belles occasions de se réhabiliter à ceux qui avaient perdu cette estime de soi-même sans quoi la vie est une gêne continuelle! Mais le comte de Varce avait-il jamais éprouvé cette gêne?

Au cours d'une inspection, cependant, comme je m'étais

arrêté dans la salle qui était confiée à Mme de Varce, je lui demandai, par politesse plutôt que par une amitié que je ne désirais pas renouer, des nouvelles de son fils Bruno dont elle me parlait tant autrefois. Elle détourna un peu la tête pour me répondre, comme si elle me voulait cacher son émotion :

— Il va bien. Il se prépare.

— Il se prépare ? répétai-je. Mais à quoi ?

— Il s'engagera dès qu'il aura ses dix-huit ans.

— Dix-huit ans : c'est bien tôt. Et vous le laisserez partir ?

— Je ne le retiendrai pas.

J'eus l'impression que non seulement elle ne le retenait pas, mais que la date de ce départ, la mère et le fils l'avaient fixée d'un commun accord. Ensemble ils devaient s'exciter à mieux parcourir la voie de l'honneur et du sacrifice. Un jour il vint la chercher à l'hôpital. Je vis un grand garçon découplé qui tenait d'elle et du marquis d'Arnay et point du tout de son père. Il portait l'empreinte de la haute race seigneuriale sur toute sa personne, mais le visage restait marqué de ce rêve et de ce mystère maternels où je ne voulais plus voir que fausseté et perfidie. A cause de lui, je restituai à Mme de Varce la sympathie que je lui avais retirée. Il y avait entre eux une si franche et si noble complicité qu'elle effaçait toutes les autres, — entre lesquelles je n'osais pas choisir, la conjugale ou la filiale.

— Ne s'appellera-t-il pas de Varce d'Arnay ? lui demandai-je, sachant bien que je rencontrerais un écho.

En effet, le visage flétri, — elle avait dépassé la quarantaine, mais l'âge ne jouait qu'un rôle secondaire dans le sentiment qu'elle m'avait inspiré et qui renaissait à la faveur de ces circonstances nouvelles, — s'empourpra de plaisir et fut rajeuni en un instant :

— Oui, répondit-elle, dès qu'il aura sa majorité. Et même la guerre ne les émancipe-t-elle pas ?

La guerre les trouvait majeurs pour la mort. Le sous-lieutenant Bruno de Varce fut tué le 30 mars 1918 à l'âge de vingt ans sur la hauteur du Plémont qu'il défendait avec son bataillon, en face de Lassigny, entre Montdidier et Noyon. Il appartenait à ce 2e bataillon du 159e régiment d'un recrutement dauphinois, que le commandant de Surian commandait et qui résista

à trois régiments ennemis. Le 21 mars, les Allemands avaient déclenché cette offensive qui devait terminer la guerre et qui rompit le front anglais. Nos troupes, transportées en hâte, avaient arrêté la ruée ennemie. L'héritier du marquis d'Arnay, le fils de Slyvie, était mort en vainqueur.

J'écrivis à Mme de Varce, en lui adressant mes condoléances. Car elle ne reparut pas à l'hôpital. Elle me répondit par un mot d'amitié, un mot presque désespéré, et seulement quelques semaines plus tard. Je sus que la perte de son fils l'avait anéantie. Une femme que son mari soutient ne tombe pas dans un tel accès de découragement. M. de Varce, venu en permission, n'avait pas réussi à la distraire de son mal. Je le vis à l'hôpital qui, la bouche en cœur, tentait de plaire à une jeune infirmière peu farouche et toujours prête à sourire aux jeunes blessés galonnés. Malgré moi je mâchais et remâchais le ténébreux passé, celui du Guiers-mort et celui de la chasse de Valombré, celui aussi de cette impénétrable intimité conjugale, quand j'avais cru le couple divisé et même ennemi. Un prêtre, un avocat, un médecin connaissent des secrets singuliers, mais il en est peu d'inexplicables. Et M. de Varce repartit pour rejoindre son régiment territorial envoyé en Alsace. Peut-être avait-il sollicité ce poste afin d'être un peu plus exposé et de reconquérir l'estime de sa femme. Ce n'était là qu'une supposition. Mais sur toutes choses qui les concernaient, n'en étais-je pas réduit à des suppositions? Pouvais-je me douter que le moment approchait où j'allais entendre les révélations, non pas les plus inattendues, mais les plus pathétiques sur le drame de toute une vie?

Ce fut exactement le 12 novembre 1918, le lendemain de l'Armistice. Il restait encore aux fenêtres des drapeaux de la veille, et dans l'air de la joie. Je venais de rentrer de l'hôpital où j'avais rendu visite à mes blessés tout ragaillardis par la pensée qu'ils ne risquaient plus de repartir pour le front. Elle se fit annoncer avant d'être introduite dans mon cabinet de travail, en sorte que je me préparai à la recevoir. Le soleil, un pâle soleil d'extrême automne, se cachait à demi dans les nuages, s'allongeait en stries rouges qui se reflétaient dans l'Isère. Si je me souviens du temps qu'il faisait, c'est qu'elle m'apparut, comme je tournais le dos à la fenêtre pour la voir entrer, dans

la lumière de ce couchant discret. Certes, elle n'avait plus de beauté et même elle n'avait rien tenté pour prolonger sa jeunesse. Mais sa robe et son voile noir qu'elle avait rejeté en arrière mettaient en relief la pâleur de son visage éclairé par ses yeux magnifiques et toujours embués, plus embrumés qu'autrefois à cause de toutes les larmes qu'elle avait dû verser dans sa douleur maternelle.

Nous commençâmes tout naturellement par nous entretenir de Bruno. Elle me donna sur sa mort des détails que j'ignorais et m'apprit comme il s'était porté en avant, avec ses hommes, au moment de l'attaque ennemie, stupéfaite d'être devancée par cette poignée de braves qui donnait l'impression de troupes plus nombreuses. *Il s'était porté en avant.* Il s'était offert. Elle parlait d'une voix brisée, mais distincte :

— Maintenant, conclut-elle, il a racheté.

Elle n'avait pas besoin d'ajouter un mot. N'avais-je pas compris la signification de ce rachat? La justice immanente avait pris l'enfant légitime en compensation du petit être jeté au torrent, *son frère.* Mais l'enfant légitime n'avait pas attendu l'heure du paiement : il s'était offert en holocauste. Et sans doute ne l'avait-il pas su. Mais était-ce pour un autre but que sa mère, avec un zèle si attentif et diligent, l'avait élevé dans le culte de l'honneur et de l'héroïsme? Elle l'avait façonné pour une vie de noblesse. Elle avait exalté en lui l'esprit de sacrifice. Et la guerre lui avait offert son gouffre où il s'était jeté.

Un silence suivit que je n'osais rompre. Quels commentaires n'eussent diminué la valeur d'un tel mot? Elle hésita à reprendre la parole. Sans doute ce qu'elle avait à me dire lui pesait-il. Cependant je ne savais comment lui faciliter cette confidence dont j'ignorais tout et qui devait tant me surprendre.

— Voilà, dit-elle, je voudrais vous consulter sur ma séparation.

— Votre séparation?

— Oui, puisque la religion m'interdit le divorce. J'ai attendu jusqu'à la fin de la guerre. Elle permettait à mon mari de se racheter lui-même. Je l'espérais encore, lorsqu'il est parti pour l'Alsace avec son régiment territorial. Mais, depuis hier, depuis l'armistice, tout est fini.

Il avait laissé passer l'occasion. Cependant le fils n'avait-il pas payé pour le père?

— Vous n'allez pas vous quitter après vingt ans de vie commune, objectai-je. Ce serait un scandale. Réfléchissez, chère amie.

Mes réflexes professionnels avaient joué malgré moi. Que m'importait qu'elle quittât M. de Varce, et ne devais-je pas m'en réjouir? Ne devais-je pas m'y attendre après tant d'années, précisément, d'une vie commune dont j'entrevoyais tout à coup l'horreur? L'avocat avait parlé avant l'ami, avant le confident. Ce n'est pas impunément qu'on porte depuis si longtemps la toge. Ses yeux humides, posés sur moi, exprimaient son étonnement de mon objection. N'avais-je donc rien deviné et faudrait-il qu'elle m'expliquât toutes choses?

— Il y a vingt ans, dit-elle, que je réfléchis.

Et comme je me taisais quand j'aurais dû l'approuver, la secourir, elle leva peu à peu les voiles :

— Avez-vous oublié? Avez-vous pu oublier? Mon père, — vous étiez au château ce jour-là, — nous avait condamnés au silence. Il nous avait condamnés à vivre ensemble. Nous ne devions pas livrer le coupable à la justice, à cause du nom, à cause de l'honneur. Je n'aurais pas obéi si Monique Desclaux, l'innocente, avait été sous le coup d'une condamnation. Vous savez comment elle a été sauvée. Je me suis crue libérée par le non-lieu. J'ai voulu alors me séparer. Mon père m'a dit : non, et il m'a montré Bruno. A cause de Bruno, c'était la même consigne. J'ai failli en mourir. Vous n'avez donc rien pressenti? Et pourtant... j'avais cru...

Elle n'acheva pas sa pensée, mais qu'en était-il besoin? Le sentiment qu'elle m'inspirait, elle s'en était rendu compte. Cette sympathie, cette tendre amitié inavouée et qui demeurerait toujours dans l'ombre ne lui était donc pas inutile dans son martyre. Elle se croyait comprise et secrètement soutenue. Comme j'avais été inférieur à ce qu'elle attendait de moi!

— Mon père, reprit-elle après quelques instants, a eu pitié.

Mais sur cette phrase elle s'arrêta, comme si elle avait commis une trahison et l'atténua aussitôt en ajoutant :

— Qui n'aurait pas eu pitié?

Et de nouveau elle se tut. Je me levai et j'ouvris le tiroir secret d'une commode avec une clé que je portais sur moi. Elle suivait mes gestes sans y prêter attention. Du tiroir je retirai une vieille veste que le temps avait décolorée, mais dont le tissu

avait résisté, et je l'étalai devant elle sur la table. Elle me regarda faire sans comprendre.

— Oui, dis-je résolument. Ce fut la chasse de Valombré.

Tout le sang se retira de son visage et je craignis un instant qu'elle défaillît. Elle tenta cependant une défense.

— La chasse de Valombré? que voulez-vous dire, mon ami?

— Que vous m'avez sauvé ce jour-là. Voyez la trace de la balle. Ma veste a été traversée. Je l'avais posée sur ma canne et ma carabine, tandis que nous descendions ensemble au torrent. Vous étiez venue me chercher à mon poste.

Elle tenta une suprême résistance :

— Un maladroit l'aura prise pour un chamois.

— C'était, repris-je, un fameux tireur. Il visait M. de Varce avec qui j'avais changé de place. Sans vous, je payais pour lui.

Elle se cacha quelques instants le visage dans les mains et, quand elle se redressa, elle fixa sur moi des yeux confiants. Aussi bien était-elle lasse de vivre dans l'hypocrisie. J'étais le seul être au monde devant qui elle pût étaler ses souffrances et ses misères librement. Comment aurait-elle rejeté la franchise?

— Ah! murmura-t-elle, vous vous en êtes aperçu quand vous êtes revenu à votre poste. Et vous n'avez rien dit!

— Je ne pouvais rien dire sans révéler notre pèlerinage au Guiers-mort. Pensez-vous que je vous eusse trahie? Votre père exerçait un droit qui n'est plus, la justice seigneuriale. Il n'entendait pas que le coupable demeurât impuni. Et la sanction ne devait pas appeler l'attention publique. Mais voulez-vous me permettre, Sylvie, de vous poser une question?

— Je n'ai plus devant vous le courage du mensonge.

Je posai alors la question que je n'avais jamais osé résoudre, celle de la complicité :

— Saviez-vous?

Elle hésita, non pour cacher quoi que ce fût, mais pour mieux peser la vérité :

— Je ne savais pas et j'étais sûre. Il y avait eu des scènes terribles au château. Mon père me voyait dépérir, et Aynard vivait dans une insouciance qui nous déconcertait. Alors il lui rappela rudement le passé et lui demanda ce qu'il comptait faire. « Rien, répondit Aynard étonné, puisque nous n'avons plus rien à craindre. — Ah! reprit mon père, vous croyez n'avoir plus rien à craindre? A votre place, je ne serais pas si

tranquille. — Et pourquoi ? — Mais parce que la justice n'est pas satisfaite. — Le non-lieu a été prononcé. — Pas pour vous. Et vous êtes toujours sous le coup d'une condamnation. Mieux vaudrait la prévenir. — La prévenir ? — Oui, vous faire justice vous-même, comme il convient à un homme de votre sang... » Aynard sourit. Mon père ajouta : « Bien. La condamnation demeure... » Cela se passait quelques jours avant la chasse de Valombré. J'avais de mauvais pressentiments. Ils prirent corps tout à coup, lorsque j'entendis mon père distribuer les postes. Il attribuait à mon mari l'emplacement de la Croix, tout en bas, quand d'habitude il l'éloignait le plus possible, prétendant qu'il avait le mauvais œil et écartait le gibier. Hantée de sinistres présages, je rejoignis mon mari au poste que vous veniez d'échanger. J'ai tremblé pour vous et je vous ai emmené.

— Et si M. de Varce était resté à sa place ?

— Je serais demeurée avec lui afin de partager son sort, si près que la balle m'eût atteinte avec lui. Devant lui peut-être, s'il m'avait autorisée à tirer les chamois avec son fusil.

— Vous seriez morte pour lui ?

— Pas pour lui.

— Mais votre père, quel eût été son remords ?

— Il n'aurait pas eu de crime à se reprocher.

Il n'aurait pas eu de crime à se reprocher.. Elle considérait, selon sa tradition, que la fille appartenait au père. Ainsi jetait-elle des lueurs sur les cachettes de sa conscience. Je la découvrais infiniment plus scrupuleuse et religieuse que je ne m'y serais attendu. Comme nous explorons mal ces profondeurs que chaque être recèle et que souvent il ne connaît pas lui-même, sauf si quelque drame secret le contraint à regarder en dedans ! Encore la plupart résistent-ils à cet examen intérieur et se contentent, comme M. de Varce, de vivre l'instant présent. Je ne pus me tenir de continuer mon interrogatoire :

— Et après ? demandai-je.

— Après ?

— Oui, Sylvie, après la chasse de Valombré, quand, tous trois, vous vous êtes retrouvés au château ?

— Je n'ai rien remarqué, dit-elle. Je n'avais pas su que mon père avait tiré. Aynard ignorait tout. Et mon père n'a rien laissé transparaître. J'ai cru que je m'étais alarmée à tort. Et notre vie a repris comme d'habitude.

— Comme d'habitude?

— Oui, c'est-à-dire tristement.

Oserais-je solliciter d'autres confidences? Que signifiait au juste ce *Comme d'habitude*? Et que fallait-il penser de l'enfant mort-né dont elle avait accouché plus tard? Elle revint par un détour à la consultation qu'elle sollicitait :

— Mon père est décédé. Il a pardonné, mais il m'a demandé que le petit Bruno prît un jour son nom. Mon mari s'y est opposé. Jusque-là il ne m'avait jamais contrariée. Il redoutait mon père et mon père n'était plus là pour me protéger. Dès lors j'ai pu mesurer sa... oh! pourquoi le taire? sa lâcheté. J'ai attendu néanmoins à cause de mon fils qui nous supposait unis. Nous ne montrions devant lui aucun dissentiment. La guerre est venue : Bruno a été tué. J'ai attendu encore : mon mari pouvait se racheter aisément à la guerre. Il avait été rapproché du front, en Alsace : l'occasion lui était offerte. La guerre est finie. Je ne vivrai pas une heure de plus avec cet homme que je méprise.

De quel ton elle prononça cet arrêt! Je retrouvais le ton du marquis d'Arnay. De toute évidence, elle était à bout de patience et de volonté. Sa résolution était absolue. Il ne me restait plus qu'à la diriger.

— Qu'allez-vous faire maintenant?

— Voici. J'ai aménagé le château de Varce au-dessus du Touvet qui appartient à mon mari et qui n'était plus habité. M. de Varce y descendra. Je ne le recevrai plus chez moi, au château d'Arnay. Je voudrais que vous l'en informiez.

— Bien. Mais ne pouvez-vous régler cette séparation à l'amiable sans introduire une action judiciaire?

— Je ne crois pas. Car je désire reprendre mon nom de jeune fille. Je ne veux plus porter son nom. Et je veux encore disposer de ma fortune, la distribuer dès maintenant.

— La distribuer?

— Oui, à des œuvres d'assistance pour les enfants abandonnés. Je connais M. de Varce : il me contrariera dans mes dons. Il tient à l'argent. La séparation se change d'elle-même en divorce, paraît-il.

— Oui, trois ans après la transcription.

— La liberté de mes biens me sera dès lors entièrement rendue.

— Bien, dis-je encore. Mais pour demander cette séparation, avez-vous des armes?

— J'en ai. Des lettres de la baronne de Pierres qu'il a laissées traîner.

— La baronne de Pierres? C'est trop ancien.

En formulant cette objection, avais-je pensé provoquer les révélations mêmes qui me coûteraient le plus à entendre? Le visage de Sylvie de Varce, ou plutôt de Sylvie d'Arnay s'empourpra, et cette coloration soudaine, et si vive, gagna le cou, toute la chair visible, tout le corps peut-être. Le sang se précipitait contre la peau comme un torrent. Était-ce la honte qui jaillissait ainsi de tous les pores?

— Ah! murmura-t-elle, que devez-vous croire? L'accouchement de cet enfant qui n'a pas vécu est postérieur. C'est cela que vous voulez dire.

— Oh! Sylvie! protestai-je.

— Si, si, je devine. J'ai besoin de me justifier à vos yeux. Mais non, je ne puis pas me justifier. Mon confesseur souhaitait une réconciliation effective. Les liaisons de M. de Varce pouvaient être scandaleuses. Non, non, ce n'est pas cela encore. Il ne faut pas se traiter soi-même avec indulgence. Il y a une contagion de la lâcheté. Cette vie en commun est épuisante. Au commencement de mon mariage, M. de Varce ne me déplaisait pas physiquement, au contraire. Je n'ai pu résister et j'en ai ressenti de l'horreur. Est-ce possible? Se donner sans amour, oui sans doute. Mais se donner dans le mépris et presque dans la haine.... Vous désiriez ma confession : vous l'avez toute. Maintenant, vous n'aurez plus pour moi que de la répulsion. Non, je n'ai pas résisté. Quel mélange que ces cœurs humains! Tout y peut cohabiter à la fois, la pureté et l'impur. Tout y est contradiction, et l'on vit. Il n'y a que la maternité qui nous soulève un peu vers Dieu, parce que l'égoïsme n'y a pas de part. Ah! tenez, je me fais horreur par moments quand je me retourne vers le passé. Voilà pourquoi je ne veux pas revoir M. de Varce. Il va être démobilisé, il va revenir. Lancez donc mon assignation avant son retour.

Non, je n'éprouvais pas pour elle de la répulsion. De la savoir une femme comme les autres femmes, faibles comme la plupart d'entre elles, je n'en retirais qu'une tendre compassion, si proche d'un autre sentiment plus doux et dont le vieillard

que je suis n'a plus à se détourner. Je la calmai de mon mieux et tâchai d'obtenir un délai. Il me semblait que ce procès, au lendemain de la guerre et si près de la mort héroïque de son fils, ne cadrait pas avec son existence recluse et respectée. Qu'en dirait l'opinion publique? Elle ne fut pas accessible à cet argument, du moment que l'opinion ne joindrait pas, ne pouvait pas joindre cette affaire civile à l'affaire criminelle d'autrefois enterrée à jamais dans le silence et l'oubli. Elle était butée et je ne pus la convaincre d'attendre encore.

— Je n'ai que trop attendu, répétait-elle.

Avait-elle du moins d'autres preuves? Sans doute, une correspondance avec cette infirmière de Grenoble qui n'assistait que trop les blessés galonnés. Je m'effrayais pour elle de tout le scandale dont elle recevrait les éclaboussures. Rien ne la pouvait arrêter. Dès lors il ne me restait plus qu'à lui promettre mon concours. La séparation, que suivrait un jour le divorce, serait prononcée. Tout au plus obtins-je de n'engager l'affaire qu'après la démobilisation de M. de Varce qui ne reviendrait pas au château d'Arnay dont les portes lui étaient fermées dorénavant.

LE VOYAGE IMPRÉVU

Ma requête était prête. Je l'avais rédigée sur le ton le plus modéré. Elle ne désignait que vaguement la complice d'adultère. J'espérais qu'avec le brouhaha de la victoire et l'enthousiasme de la paix elle passerait inaperçue dans le monde du Palais et dans la société de Grenoble. Je l'espérais sans trop y croire. M. de Varce ne tarderait pas à revenir. Les territoriaux étaient démobilisés les premiers. N'étais-je pas tombé, tandis que j'écrivais mon papier de justice, sur ce passage des *Caractères* dont, plus d'une fois, au cours de ma longue carrière d'avocat, j'avais pu vérifier l'exactitude :

« L'on voit des gens qui avaient coulé leurs jours dans une union étroite : leurs biens étaient en commun, ils n'avaient qu'une même demeure, ils ne se perdaient pas de vue. Ils se sont aperçus à plus de quatre-vingts ans qu'ils devaient se quitter l'un l'autre et finir leur société ; ils n'avaient plus qu'un jour à vivre, et ils n'ont osé entreprendre de le passer ensemble ; ils se sont dépêchés de rompre avant que de mourir, ils n'avaient de fonds pour la complaisance que jusque-là; ils

ont trop vécu pour le bon exemple; un moment plus tôt, ils mouraient sociables et laissaient après eux un rare modèle de la persévérance dans l'amitié. »

Les divorces, les séparations se réclament surtout dans les premières années du mariage, quand les caractères ne se sont pas fondus et que les jeunes gens n'ont pas de patience, ou vingt ou trente ans plus tard, quand les enfants sont partis et que le désaccord de deux vies est arrivé à son dégré de saturation au point que le moindre incident le fait éclater. Qui pouvait se douter, dans Grenoble et dans les châteaux des environs, que le ménage de M. et Mme de Varce fût désaccordé? Quel effet produirait cette instance inattendue? Les tiers ne prendraient point parti pour Sylvie. Ils estimeraient que c'est une singulière façon de recevoir un démobilisé que de le traduire en justice. Mais je devais tenir ma promesse.

Or il n'y eut pas de procès de séparation entre les époux de Varce, pas plus qu'il n'y avait eu aux assises d'affaire Monique Desclaux. Le lieutenant d'infanterie territoriale de Varce, au moment d'être renvoyé dans ses foyers, — le foyer qu'il n'avait déjà plus, — fut atteint de cette épidémie de grippe espagnole qui exerça tant de ravages dans la population à la fin de la guerre. On le transporta d'urgence dans un hôpital de Belfort. Et par une contradition bien féminine, sa femme, au risque de se voir opposer la réconciliation dans l'instance qu'elle voulait introduire et au risque de la contagion, le rejoignit et le soigna. Il mourut dans ses bras, ou tout au moins assisté par elle. Elle le fit inhumer au caveau de famille des de Varce au Touvet, lui refusant le caveau des d'Arnay à la Terrasse; mais n'était-ce pas naturel? Elle était sans doute résolue à ne pas partager sa couche funèbre.

Elle-même conduisait le deuil aux obsèques. La baronne de Pierres y vint, et aussi la jeune infirmière de Grenoble qui avait dû être le dernier flirt du défunt. Mais aucune douleur ne passait la mesure. Sylvie montra la plus parfaite dignité. Ses amies, ses relations la savaient peu expansive. Le cortège qui était nombreux échangeait des propos qui tournaient tous à son avantage, et à l'éloge de son ménage que l'on citait, selon le mot de La Bruyère, comme « un rare modèle de la persévérance dans l'amitié ». Ainsi va l'ironie du monde, ou son ignorance. Mais n'était-ce pas le triomphe de ce respect du nom qui

recouvre les pires fautes et les plus coupables faiblesses et refuse de les livrer au public, qui instituerait plutôt un tribunal familial pour les juger dans le secret et leur appliquer des sanctions inconnues ? Personne, dans cette foule nombreuse, paysans, bourgeois, noblesse dauphinoise et savoyarde, qui suivit son cercueil, ne connaissait la moindre parcelle de vérité sur le drame du Guiers-mort, ni sur le drame de Valombré, ni sur le martyre conjugal subi au château d'Arnay. Et, statuant sur les apparences, chacun vantait la bonne entente de ces époux que la mort seule avait séparés.

Avec moi, — et mes soixante-dix ans m'inclinaient déjà vers la terre, — disparaîtrait le dernier témoin. Le sort avait toujours à temps tiré les rideaux quand le grand jour menaçait de dissiper les ténèbres. La folie de Monique Desclaux, l'échange des postes à la chasse, le décès inattendu de M. de Varce, événements imprévisibles qui tour à tour avaient servi la conspiration du silence. Sylvie de Varce, ou plutôt Sylvie d'Arnay pourrait désormais achever sa vie sans heurt et sans contradiction, sans alarmes et sans inquiétude, dans le cher et clair souvenir de son fils, seul pur héros parmi les compagnons de sa destinée. Et il me sembla que je n'avais plus qu'à me retirer, afin de ne pas même risquer de la troubler par ma présence. Je me trompais : il lui restait une tâche encore à accomplir.

Les funérailles de M. de Varce avaient été célébrées au commencement de décembre. Ce ne fut qu'au mois de juin suivant qu'elle me pria à déjeuner au château. Pour me faciliter le voyage, elle m'envoya l'automobile avec quoi elle avait remplacé les fameux trotteurs et les équipages du marquis d'Arnay. Ces quelques mois écoulés, elle les avait employés à mettre de l'ordre dans ses affaires afin de restituer à la famille de son mari tout ce qui pouvait provenir de sa succession, sans se réserver aucun usufruit comme la loi l'y autorisait, et même tout ce qui, de près ou de loin, avait pu lui appartenir et jusqu'à sa bague de fiançailles que dès longtemps elle avait cessé de porter. Elle ne portait pas davantage son anneau de noces. Les héritiers de Varce, bien qu'ils en fussent satisfaits, affectèrent de voir dans ces restitutions excessives un esprit de renoncement annonciateur d'une entrée en religion dont j'eus les échos. Elle réalisa en outre de nombreuses ventes d'immeubles, afin de se procurer

l'argent liquide dont elle avait besoin pour ses œuvres, ou plutôt pour son œuvre. Elle était résolue à léguer sa fortune entière aux enfants abandonnés, et même à la distribuer de son vivant. Le château lui-même serait aménagé en vaste orphelinat, avec les fermes et les vignobles destinés à retenir à la terre ces petits qui auraient été dressés aux travaux agricoles.

— Mais, lui objectai-je, attendez. Vous êtes encore jeune.

— Bientôt cinquante ans.

— Non, non, je sais votre âge. Tout au plus quarante-cinq.

— Croyez-vous? Non, vous devez vous tromper. Je me sens si vieille et je porte depuis si longtemps le poids de vivre! Je ne ferai pas de vieux os, si Dieu m'écoute. Et il faut recueillir ces enfants le plus tôt possible.

La charité l'enthousiasmait. Une flamme dorée brillait dans ses yeux, atténuée par cette brume qui les voilait presque toujours et changeait l'or en lumière d'étoile. Toutes ses pensées allaient aux frères malheureux de la petite victime du Guiers-mort. Le drame ancien ne cessait pas de la hanter. J'en devais recevoir la confidence plus directe.

A la fin du repas elle me proposa de l'accompagner à Briançon. Son automobile nous y conduirait par la route du Lautaret qui, depuis peu, était ouverte, la neige s'étant retirée. Pourquoi ce voyage à Briançon? Je souris en m'en informant. Comment en aurais-je soupçonné le but? Elle hésita avant de me l'expliquer, et même elle eut, à nouveau, cette rougeur qui semblait lui recouvrir tout le corps :

— J'ai retrouvé, me dit-elle enfin, la trace de Monique Desclaux et je désire lui rendre visite. Mon mari, peu avant ses derniers moments, a eu comme une lueur de repentir. Il a prononcé son nom avec un cri d'effroi auquel je n'ai pu me méprendre. Je voudrais être sûre qu'elle lui a pardonné. Je voudrais obtenir son pardon. Après, il me semble que je serais plus calme. J'ai eu beaucoup de peine à la découvrir. Ce n'est que la semaine dernière que j'ai appris, par un prêtre que j'avais chargé de cette délicate mission, son lieu de résidence. Elle est institutrice à l'école libre de filles de Briançon. Mais ce voyage m'effraie un peu. Faites-moi la grâce de venir avec moi.

— Ah! répondis-je, au comble de l'étonnement, vous avez retrouvé la trace de Monique Desclaux? Mais il y a vingt ans que le crime du Guiers-mort s'est accompli. A quoi bon troubler

cette pauvre fille qui s'est refait une existence dans cette ville perdue au cœur des montagnes? A quoi bon lui rappeler le cauchemar de son abandon, de son arrestation, de sa folie? Sylvie, ne commettez pas cette imprudence et laissez en paix Monique Desclaux.

— Vous vous trompez, mon ami. Elle vit comme moi dans l'obsession du passé. Je le sais. J'en suis sûre. Pourquoi tourner le dos à ses pensées véritables? Cette paix que vous lui attribuez au hasard, elle la recevra peut-être de ma visite et de ma demande de pardon. Peut-être ne se sentira-t-elle plus toute abandonnée à l'injustice des hommes. Peut-être n'a-t-elle pas cessé de vivre dans le désespoir, tout au moins dans l'amertume et le dégoût. Non, non, mon devoir m'appelle là-bas.

— Vous lui ferez l'effet d'une revenante.

— Cette revenante du fond de notre passé commun lui apportera la consolation.

— Pour vous-même, Sylvie, cette émotion peut être néfaste. Pourquoi la rechercher? Vous n'êtes pas en bon état de santé.

Elle eut un geste d'indifférence. Je ne réussis pas à la détourner de cet étrange projet qu'elle avait dû élaborer dès longtemps. Et je dus lui promettre de l'accompagner. Ces deux ou trois jours qui me rapprocheraient d'elle, que nous passerions dans une intimité de repas et de conversation, je n'eusse pas osé les imaginer autrefois. Elle emmènerait un vieillard de plus de soixante-dix ans. Elle-même avait abdiqué toute jeunesse. Et pourtant le lien noué entre nous par tant de confidences, par le mystère, le silence et le tragique de sa vie, était si fort que je me promettais une joie profonde de ce voyage à deux. Chaque âge a ses plaisirs. Le sentiment sans nom qui nous unissait communiquait à mon vieux cœur quelque chose de cet élan que reçoit un jeune homme de la première lettre d'amour de sa maîtresse. C'était un rendez-vous de sang et de douleur où nous allions. J'assisterais à l'entrevue de deux femmes pareillement éprouvées. Il y a peut-être aussi dans la pitié une sorte de volupté supérieure.

Les moindres détails me sont demeurés à la mémoire et cependant j'avais déjà parcouru cette route de nos Alpes. Il suffit d'une présence pour donner aux paysages un aspect de nouveauté ou pour nous préciser leur caractère. Nous prîmes,

au sortir de Grenoble, par Uriage presque désert encore, dont le parc vert luisait comme les grasses prairies anglaises, et par Vizille au lourd château Renaissance; puis, ce fut la vallée de la Romanche, cette vallée-type de la partie âpre et sévère de notre Dauphiné aux clapiers indéfinis, aux maigres gazons, et dont les parois de gravier ou de lisses murailles prennent des teintes violettes et mauves. Des usines sans nombre bordent ce torrent utilisé, producteur de houille blanche. A la Grave, nous nous arrêtâmes à ma prière, — bien que Sylvie d'Arnay, toute à la poursuite de son projet, fût peu sensible à cette nature désolée, — pour monter jusqu'à la vieille chapelle au clocher de pierre, et dont l'abside romane, très ancienne, est d'une simplicité émouvante. De là nous contemplâmes la Meije dans toute sa gloire. C'était une de ces journées de juin dont la lumière est neuve et vibrante, sans la lourdeur de l'été. La montagne encadrait dans sa brèche un peu de ciel si bleu que ni le ciel d'Italie ni celui de l'Orient ne doivent être plus colorés. Le glacier du Trébuchet brillait comme un gigantesque étal d'orfévrerie. Autrefois j'étais monté là-haut. Je reconnaissais tant bien que mal le chemin que j'avais suivi. Mes yeux n'avaient pas changé qui se caressaient comme autrefois à cet éclat de la neige et à cette légèreté des lignes dentelées sur l'horizon.

Nous déjeunâmes au Lautaret dont je revis le cirque dénudé, entre le Galibier sans végétation et le glacier de l'Homme qui s'appuie aux contreforts de la Meije. Il y avait encore, tout près de l'hôtel-refuge ouvert depuis peu de jours, des amas de neige que le soleil attaquait. Un froid agréable nous contraignit à garder, elle sa fourrure et moi mon pardessus, mais c'était ce froid sec et salubre des hauts plateaux. Puis nous descendîmes sur Briançon. Je n'y étais pas retourné depuis mes périodes d'officier de réserve aux chasseurs alpins. Elles remontaient à quarante ans en arrière. Quelle surprise que cette ville escaladant son rocher, enfermée encore dans ses doubles remparts séparés par les douves, avec son énorme cathédrale qui s'adosse elle-même aux remparts comme pour leur apporter l'appui de sa masse, et sa cascade de forts qui lui tombe des montagnes voisines! Fort du Château, fort des Têtes, fort de l'Infernet, je les nommais tour à tour, et derrière eux, l'autre rempart des montagnes rapprochées, pareilles elles-mêmes à des forts élargis et gigantesques, la Croix de Toulouse, la Croix

de Bretagne. Comme la marque de Vauban est restée visible dans ce dessin harmonieux et viril ensemble d'une ville-citadelle tout entière contenue dans ses murailles avec ses casernes, ses dépôts, ses eaux courantes et les secours spirituels de son église elle-même défendue par la puissance de sa construction! Briançon ferme le passage du Mont-Genèvre et s'oppose à toute armée venant de Pignerol et de l'Italie, commande la vallée de la Durance et celle de la Guisane, bouche la passe du Lautaret. Mais c'est aujourd'hui une ville déchue. La moitié s'en est échappée pour s'installer au bas, dans le quartier Sainte-Catherine, plus près des rivières et de la voie ferrée, et l'autre s'ennuie dans son isolement et ses fortifications. Pourtant son climat la préserve et tôt ou tard la désignera à tous ceux qui ont besoin d'un air pur et vivifiant pour mieux alimenter en eux les sources de vie. C'est déjà le climat du versant italien des Alpes. Le soleil y est amical, et si les matins et les soirs y sont frais, le milieu du jour reçoit une chaleur bienfaisante.

Nous contournâmes la ville toute baignée de lumière pour gagner notre hôtel dans le quartier du bas, proche la gare. Ma compagne de voyage avait besoin de repos. Elle n'avait plus cette vigueur de Diane dans les bois que je lui avais connue quand elle était jeune fille et même jeune femme. Par moments, elle souffrait sans distinguer nettement la cause de ses maux. Je ne me sentais nullement fatigué malgré l'âge et je lui offris de chercher la maison de Monique Desclaux où nous devions nous rendre le lendemain.

— Allez en éclaireur, accepta-t-elle. Et peut-être pourriez-vous rendre visite à M. le curé. J'ai l'intention de lui remettre une somme pour ses écoles, ce qui justifiera notre expédition.

Le vieil éclaireur se mit donc en route. J'entrai dans la ville par la porte d'Embrun. Une inscription y rappelle le siège de 1815 que les habitants soutinrent sans garnison. J'aime ces inscriptions qui rappellent sans guide le passé. Et je commençai d'errer à l'aventure dans la pittoresque cité rebâtie sur les plans de Vauban après qu'elle eut été détruite par un incendie. Je m'arrêtai sur la petite place d'armes à suivre les jeux de l'ombre sur les deux cadrans solaires qui se font presque vis-à-vis. L'un porte cette devise : *Vita fugit sicut umbra* et l'autre : *Ante solem permanet nomen Domini.* A-t-on

souvent l'occasion dans une ville moderne de méditer sur des propositions latines, philosophiques ou religieuses? De la place d'armes partent les deux rues montantes de Briançon, aussi singulières que leurs noms, la grande et la petite Gargouille. Elles grimpent à l'assaut du fort qui les domine, resserrées entre des maisons à l'italienne hautes de trois étages, avec un caniveau d'eau courante au milieu de la chaussée mal pavée. L'une semble se heurter au dôme arrondi et dénudé de la Croix de Toulouse, l'autre encadre une des tours de la cathédrale. Elles seraient amusantes si elles étaient propres, mais la plupart des immeubles qui les bordent ont un aspect misérable ou peu soigné, et le caniveau central roule trop souvent des immondices dans ses belles eaux limpides. Je voulus me faire montrer l'hôtel où coucha Louis XIII avant de passer le mont Genèvre, et la chambre de Napoléon qui, frappé de l'emplacement de la ville, ordonna de construire la route d'Italie. Sur le col une colonne ne rappelle-t-elle pas cet ordre? Mais ces souvenirs d'histoire qui jadis m'avaient occupé ne trouvaient plus d'écho.

J'entrai dans la cathédrale dont les trop vastes dimensions ne doivent plus être proportionnées au nombre décroissant des habitants. Le curé priait là, pieusement agenouillé dans une stalle, et tout seul. Je l'abordai. Il sourit à l'étranger de passage et ne me fit grâce d'aucune des particularités de son église. Il m'emmena jusque dans la sacristie pour m'y montrer une charmante adoration des Mages, peinte sur bois. La Vierge, en robe et manteau rouges, tient l'enfant Jésus sur ses genoux et le regarde avec tant de ferveur et tant de pureté sur le visage que tout l'amour maternel est enclos dans cette expression. Comme je ne me lassais pas de l'admirer :

— C'est curieux, me dit-il. Nous avons ici une institutrice, dans notre école libre de filles, qui m'a demandé la permission d'entrer de temps à autre dans la sacristie pour y revoir ce tableau. Elle prétend qu'il lui donne des forces pour mieux aimer les enfants dont elle s'occupe.

Je pensai immédiatement à Monique Desclaux, mais ne manquai pas l'occasion d'interroger à son sujet le curé, puisque cette occasion se présentait d'elle-même. J'appris ainsi qu'elle était venue à Briançon il y avait une quinzaine d'années et que son dévouement était infatigable :

— Elle n'accepte qu'une petite rétribution, acheva-t-il. Je crois qu'elle dispose de quelques rentes. Pas grand chose. Elle vit de peu et donne encore. Je n'ai jamais vu une femme s'attacher pareillement aux enfants des autres. Elle est pour eux une mère spirituelle, trop souvent supérieure aux mères de chair.

Elle rachetait donc, elle aussi, le crime du Guiers-mort et payait au centuple la rançon de l'enfant qui lui avait été arraché. Personne ne soupçonnait à Briançon qu'elle eût été arrêtée sous une inculpation d'infanticide, ni qu'elle eût sombré quelque temps dans la folie. Pourquoi venions-nous troubler son repos? J'eus peur, je l'avoue, au cours de cette cordiale conversation, de l'entrevue que souhaitait avec tant d'ardeur Sylvie d'Arnay, et de cette confrontation de deux pauvres femmes éprouvées avec un passé déjà si lointain et tout recouvert par l'oubli. Cependant, fidèle à ma mission, je préparai les voies et prévins le curé du don anonyme que souhaitait de faire une grande dame à ses écoles par l'entremise de M^lle^ Desclaux.

— Ah! que je suis content, me remercia-t-il, que vous choisissiez cet intermédiaire! Dites à votre bonne dame que je l'approuve pleinement. Elle aura sans doute entendu parler de notre chère institutrice. Entre nous, je ne serais pas étonné qu'un jour elle fît des miracles. Et n'en est-ce pas un que de nous valoir cette assistance imprévue quand précisément, épuisés par la guerre, nous manquions de ressources et nous étions à la veille de fermer nos classes? Or, savez-vous, monsieur, qu'à Briançon, l'école laïque secondaire est mixte : les garçons et les filles y sont mêlés.

Mis en confiance, n'allait-il pas me raconter par le menu ses luttes et ses misères? J'y coupai court en lui demandant l'adresse de Monique Desclaux. Nous sortîmes de la sacristie et il me conduisit derrière la cathédrale, au-dessus des remparts.

— Oh! fis-je, ébloui, quel vaste horizon!

Au sortir des ruelles étroites, c'était un spectacle inattendu qu'il me détailla : vallée de la Guisane, qui descend du Lautaret, et vallée de la Durance qui vient du Mont Genèvre, Signal rapproché du Prorel, qui sur ses contreforts porte le village de Puy-Saint-Pierre et la chapelle de Notre-Dame des Neiges au clocher pointu, massif de Montbrison en forme de ruines, avec la tour carrée du château du Gouverneur, et tout au fond les neiges de la Tête de Vautisse. Ces noms me rappelaient d'an-

ciennes randonnées au cours des manœuvres alpines. Ainsi Briançon n'est-elle point une ville perdue et étouffée. Le chemin des eaux, autour d'elle, a creusé des vallées nombreuses dans toutes les directions, et les montagnes sont assez reculées pour lui offrir sur le ciel, sans l'emprisonner, la diversité de leurs dômes ou de leurs dentelures. Le soleil qui déclinait, bien que ces belles journées de juin soient interminables, renversait, pour employer une bien vieille image, son sablier d'or sur les cimes, sur les pentes et çà et là sur les torrents qui lui renvoyaient sa lumière, tandis que l'ombre, timidement, s'emparait des fonds. Ce paysage pouvait être sévère. Je le voyais souriant et plaisant.

— Oui, monsieur le curé, dis-je enfin, je comprends que l'on puisse vivre à Briançon.

Ma réflexion lui parut sans doute singulière, peut-être même saugrenue. Il avait toujours vécu à Briançon, et peut-être ne concevait-il pas qu'on pût vivre ailleurs. Tout à son idée, il m'expliqua :

— M^lle^ Desclaux, de sa chambre, jouit de cette vue. Son appartement est petit, mais très ensoleillé. Tenez : là-bas, vous apercevez ses fenêtres.

Le long des remparts descend en effet toute une ligne de maisons bien exposées. Je fus content d'apprendre que la pauvre fille fût logée ainsi. Mais, de ce côté, je ne distinguais pas d'entrées, pas de portes.

— Ah ! me renseigna mon compagnon, les façades ouvrent sur la Petite Gargouille.

Il m'indiqua le numéro. Dès lors je n'avais plus qu'à le saluer et redescendre au quartier Sainte-Catherine où nous avions notre hôtel pour rendre compte de ma mission à M^me^ d'Arnay, car insensiblement elle reprenait son nom de jeune fille et renonçait à son nom de femme.

Le lendemain, ce serait donc la rencontre.

— Je vous accompagnerai jusqu'à la porte, ajoutai-je après avoir donné l'adresse.

— Non, non, insista-t-elle, il faut que vous soyez là. Sans vous je n'aurais pas assez de courage. Et puis, avec vous, je saurai mieux ce qu'il convient de dire et ce qu'il convient de taire.

Elle avait déjà le germe de la maladie qui la devait emporter,

mais elle refusait de consulter les médecins. Comme son père, elle semblait taillée pour vivre, et bien que sa pâleur ne fût pas naturelle, non plus que ses trop rapides colorations, elle offrait encore toutes les apparences de la force et de la résistance physique. L'ébranlement qu'elle recevrait de cette entrevue ne pouvait pas être favorable à sa santé. Je m'en inquiétai pour elle. Mais elle était résolue. Et je me demandais, en la conduisant à ce rendez-vous, laquelle de ces deux femmes M. de Varce avait le plus torturée.

LA RENCONTRE

Pour éviter à Sylvie d'Arnay la moindre fatigue dans l'état où je la voyais, nous montâmes dans l'automobile qui, s'engageant sur la route du Lautaret, fit un grand lacet, entra dans la ville par la porte de Pignerol et nous déposa devant la cathédrale. De là, il n'y avait plus qu'à faire quelques pas en descendant la rue de la Petite-Gargouille. Nous prîmes, dans une vieille maison bien bâtie, un couloir obscur et sordide. Au deuxième étage, nous découvrîmes une carte épinglée sur la porte, qui portait le nom de M^lle^ Desclaux, institutrice. C'était là. J'allais sonner quand ma compagne m'arrêta :

— Attendez un instant. Laissez-moi respirer.

Soit émotion du dernier moment, soit raideur de la rampe, elle désirait reprendre haleine. Je la connaissais assez pour ne pas attribuer cet étouffement à la crainte ni à l'émotion. Je la savais brave devant le péril : elle se fût accusée en cour d'assises sans trembler. Mais je l'avais vue dans les montagnes de Chartreuse escalader les rochers comme un jeune chamois. Dès lors, j'eus l'impression qu'un mal intérieur, inconnu et grave, la ravageait. Combien j'avais été bien inspiré de ne pas la laisser seule accomplir ce voyage ! Sur un geste d'elle, je tirai le cordon de la sonnette. Une femme parut que nous ne pouvions dévisager à cause de la demi-obscurité du couloir et de l'antichambre, bien que nous fussions assurés que c'était elle. Je demandai M^lle^ Desclaux. Elle se nomma et, un peu intriguée par ces visiteurs qu'elle n'attendait pas et qu'elle ne pouvait identifier, elle nous fit entrer. Le petit salon-cabinet de travail où elle nous reçut, pauvrement meublé, mais d'une propreté minutieuse, donnait en effet du côté des remparts sur les vallées et

les montagnes que j'avais dénombrées la veille et recevait le soleil à profusion, en sorte que nous la vîmes en pleine lumière. J'avais calculé qu'elle devait atteindre la cinquantaine, elle portait soixante ans. Les traits étaient fanés et les cheveux blanchissaient. Le corps, mince autrefois, s'était fondu, l'esprit avait dévoré la matière. Le visage, presque transparent, était mangé par les yeux, — ces yeux d'illuminée dont le regard m'avait tant frappé dans le cabinet du juge d'instruction. A ces yeux je la reconnus. Cependant, je remarquais son air calme, sa tranquillité, la limpidité de sa joue lisse. Elle avait retrouvé la paix intérieure sans nul doute, cette paix que nous venions troubler. Elle-même n'avait aucune idée de nos personnes et ne pouvait soupçonner la cause de notre venue.

Je lui exposai le but apparent de cette visite. Nous avions entendu parler de la pauvreté des écoles libres de Briançon et nous désirions les aider par l'entremise de l'institutrice dont la réputation était répandue au delà du Briançonnais. Elle protesta avec vivacité contre tout éloge, mais nous remercia chaleureusement de nous intéresser à cette enfance qu'il est si important de diriger et d'élever dans la pensée de Dieu. Elle ne montrait aucune gêne, aucune timidité, à la manière de ceux qui, s'étant effacés une fois pour toutes, se sont donnés à une cause ou à un culte. Il ne restait plus maintenant qu'à évoquer le passé. Avant d'en venir là, je considérai avec pitié la malheureuse victime que nous allions atteindre, que Sylvie d'Arnay atteindrait en se frappant elle-même. J'hésitai à lui porter ce coup et je consultai du regard ma compagne. Elle était décidée, et ce fut elle qui parla :

— Vous voyez, mademoiselle, que nous venons en amis. M. Véry qui a bien voulu m'assister est avocat à Grenoble, et moi, je suis M^me^ de Varce.

Je ne m'attendais pas à son geste. En achevant de se dévoiler, elle s'était mise à genoux devant M^lle^ Desclaux. Elle si fière, qui tenait de son père l'orgueil de sa race et de sa maison, avait voulu s'humilier. Et M^lle^ Desclaux, immobile, ne la voyait pas à ses pieds. Elle ne répondit rien, elle était épouvantée par ce rappel, elle voyait surgir autour d'elle les ombres qu'elle avait réussi à écarter. Je les contemplais face à face, toutes deux chargées d'une douleur différente, venue du même criminel. Déjà Sylvie ajoutait :

— Je suis venue vous demander son pardon.

— Relevez-vous, madame, dit enfin la pauvre fille.

— Non, non, mademoiselle, écoutez-moi. Mon mari en mourant a prononcé votre nom. J'ai compris qu'il se repentait. Je vous apporte son repentir. Dites-moi que vous lui pardonnez tout le mal qu'il vous a fait, afin que son sommeil éternel ne soit pas troublé.

Mlle Desclaux, se penchant, avait pris doucement le bras de Sylvie d'Arnay et s'efforçait de la relever.

— Oh! madame, ne restez pas ainsi devant moi.

— Alors, pardonnez-moi. Pardonnez-moi.

— Mais je n'ai rien à pardonner. Il n'est pas coupable. Le seul coupable, c'est moi. La justice m'aurait condamnée, si je n'étais devenue folle. Relevez-vous, madame, ou je vais me traîner par terre.

Ainsi contrainte, Sylvie se redressa et s'assit à côté de Monique Desclaux, tout près d'elle.

— Non, non, protesta-t-elle, n'essayez pas de nous égarer. Vous vouliez vous sacrifier pour lui. Vous avez refusé de le dénoncer, quand c'est lui qui vous a arraché l'enfant.

L'institutrice laissa échapper un cri, — cri d'effroi ou d'indignation?

— Je vous défends de parler ainsi, déclara-t-elle avec une étrange autorité. Quelqu'un pourrait vous entendre. Le dossier existe encore malgré le non-lieu. Si votre mari vous a dit cela, il vous a menti par générosité, pour me décharger.

— Oh! murmura Sylvie stupéfaite.

— Oui, reprenait l'autre déjà, par générosité. Il a eu tant de pitié pour moi! Je l'avais poursuivi à tort. Je ne pouvais pas être sa femme; alors, pourquoi lui ai-je cédé? Ou plutôt, pourquoi l'ai-je aimé? Vous, c'était vous qu'il pouvait aimer et épouser. Votre bonheur à tous deux, j'aurais dû le souhaiter. Pourquoi avais-je pensé le troubler? Cet enfant que j'avais eu de lui, j'aurais dû être heureuse de le garder et de l'élever à moi seule. Pourquoi le lui ai-je porté un jour?

— Vous l'aviez eu de lui quand il était libre et il ne devait pas l'abandonner. Il vous l'a arraché de force, pour le jeter au torrent.

— Non, non, madame, ce n'est pas vrai. Il ne me l'a pas arraché de force. C'est moi... c'est moi... c'est moi qui suis une

malheureuse. J'ai tâché d'expier ma faute en élevant, en aimant les enfants des autres. En chacun d'eux, c'est le mien que je rappelle à la vie. Le mien, le petit mien...

Elle éclata en sanglots. Nous n'osions plus, ni l'un ni l'autre, intervenir. Et je redoutais même, à la voir s'exalter ainsi, qu'un choc moral trop brusque ne déterminât une crise pareille à celle dont elle avait été frappée la veille de l'audience. Après tant d'années, elle se retrouvait poursuivie. Notre présence lui était plus cruelle que celle du juge d'instruction et pas plus qu'à celui-ci elle ne consentirait à avouer la vérité. Jusqu'au bout, jusqu'à la mort, — et sans même se douter que le cri d'amour maternel que nous venions de lui entendre pousser nous livrait cette vérité à lui seul, — elle continuerait de couvrir de son sacrifice cet indigne Aynard de Varce qui ne l'avait pas secourue dans le malheur, qui avait consenti à lui poser sur les épaules le poids de son crime et qui était parti pour Paris, tandis qu'on devait la juger aux assises de Grenoble et sûrement la condamner. O merveille de l'amour d'une femme! Son martyre ne dépassait-il pas celui de Sylvie qui avait vécu toute une vie auprès du misérable qu'elle méprisait ?

Sylvie d'Arnay, atterrée de cette défense imprévue que rien au monde ne briserait, se reprochait sans nul doute d'être venue désorganiser l'existence renouvelée de la pauvre fille. Le pardon à quoi elle attachait tant de prix lui était refusé parce que la faute qui le motivait n'était pas admise. Tenterait-elle d'aller plus avant? Elle le tenta avec une tendre douceur :

— J'ai reçu, mademoiselle, ses tristes confidences. Il faut lui pardonner sa faute, afin qu'il ne l'expie pas dans l'autre monde..

Plus exaltée encore, Monique Desclaux protesta avec véhémence :

— Oh ! madame, qu'aurait-il à expier, lui qui a donné sa vie pour son pays?

— Sa vie pour son pays? répéta Mme d'Arnay abasourdie.

— N'est-ce pas, continua l'institutrice, qu'il a été tué héroïquement quand les Allemands ont forcé le front anglais et que nos troupes ont sauvé Paris?

Elle confondait la mort du père et celle du fils. Quelle image s'était-elle donc faite de son ancien amant?

— Oui, il est mort en héros. Si jamais il a commis des fautes, il les a bien rachetées ainsi. Jamais il n'aurait dû vous parler de moi. S'il l'a fait, c'est par commisération, par bonté. Et il a eu pitié de ma mère, il a eu pitié de moi. Il n'a pas permis que ma mère fût dans le besoin. Il n'a pas permis, après ma maladie, que je tombasse dans la misère. J'ai bien deviné son intervention qu'il avait eu la délicatesse de dissimuler.

Ainsi interprétait-elle le don mystérieux remis par dom Moreuil avant le départ des Chartreux.

— Je n'aurais pas dû l'accepter, ajouta-t-elle. Mais j'étais si lasse après ma sortie de l'asile et j'avais si peur de retomber malade ! Et puis je n'aurais pu refuser sans lui causer de la peine. Je suis sûre qu'il était présent aux assises quand j'y devais comparaître et que j'aurais dû y lutter contre ses généreux desseins.

Nous l'écoutions dans l'étonnement le plus profond. L'image qu'elle s'était composée d'Aynard de Varce, nous en distinguions maintenant les contours. Nous en pouvions voir le reflet dans ses yeux d'extase comme dans un miroir. Le salut matériel que Sylvie avait assuré au cours même du procès, la volonté de la sauver en justice, elle les lui attribuait. Et de même la mort admirable du jeune Bruno. Elle prenait à la femme et au fils les traits nécessaires à la transfiguration du portrait. Nous comprenions que la pauvre fille n'avait pas cessé d'aimer, — et de quel sublime amour, de quel amour spiritualisé ! — son abominable et banal séducteur. Nous comprenions qu'elle avait, dans son dévouement quotidien, vécu toute une vie d'amour. Comment avait-elle réussi à déformer ou transformer la scène de l'infanticide ? La version que nous tenions de M. de Varce ne pouvait être déjà que la plus favorable au criminel. Pour ma part, je l'estimais volontairement atténuée. En l'admettant même telle quelle et sans restrictions, elle condamnait encore le mari de Sylvie, l'ancien amant de Monique Desclaux, et lui seul. Cette dernière, de toutes façons, devait être écartée du meurtre qu'elle s'attribuait. A force de s'accuser elle-même, avait-elle réussi à se convaincre ? Étions-nous en présence d'un phénomène d'auto-suggestion ? Ou bien aimait-elle malgré la faute, jusque dans la faute ? Alors, pourquoi prêter à cet indigne M. de Varce des attitudes de noblesse

et de chevalerie, des attentions délicates, une fin magnifique ? Jamais nous ne connaîtrions la vérité. Jamais elle ne nous livrerait ni ne livrerait à personne l'exact récit de ce qui s'était passé avant que l'enfant, — mort ou vivant, — fût jeté au torrent de la Chartreuse. Mais nous avions la révélation inattendue et pathétique d'une passion que ni la douleur, ni l'abandon, ni la honte n'avaient épuisée. Après vingt ans rien n'était changé.

Ah ! je dois confesser ici que j'en fus remué jusqu'au fond de mon vieux cœur. A plus de soixante-dix ans, j'apprenais encore jusqu'où peut aller la tendresse d'une femme. Que sont nos chétives passions auprès d'une passion comme celle-là ? Et que ce mot de passion qui signifie souffrance est donc véridique dans son étymologie ! J'aurais voulu baiser les mains de Monique Desclaux, mais je ne savais pas, je ne devinais pas ce que pensait Sylvie d'Arnay, quand je l'entendis qui disait :

— Comme vous le connaissez, mademoiselle !

Mon premier mouvement fut de me révolter contre une ironie aussi déplacée. Mais je compris aussitôt qu'il n'y avait pas là trace d'ironie. Sylvie s'était comme moi rendu compte de l'illusion sur quoi reposait toute l'existence si précaire de la victime de son mari. Elle s'était brusquement décidée à conserver cette illusion, à entrer dans ce jeu étrange. N'était-ce pas la plus grande charité ? Et dès lors j'assistai au plus extraordinaire dialogue entre les deux femmes. Nous sortîmes du monde réel, du monde de vérité, pour suivre les chimères de Monique Desclaux que personne n'éloignerait plus. Elle demanda à Sylvie brusquement :

— Dites-moi, madame, que vous avez été heureuse.

Que fallait-il répondre ? Que pouvait répondre Mme de Varce ? Mais les yeux grands ouverts, les yeux interrogateurs de l'illuminée dictaient la réponse.

— Oui, mademoiselle, fut-il déclaré sans hésitation.

Et les yeux immenses rayonnèrent. Elle avait dû offrir sa vie en holocauste, et la condamnation, et le déshonneur, et la prison, pour le bonheur de celui qu'elle aimait. Par la femme de celui-ci elle en avait l'attestation. Y a-t-il donc aussi une volupté d'amour dans le sacrifice ? J'étais secoué par ces mystérieuses puissances du cœur comme par des étincelles électriques. Mme d'Arnay, plus touchée que moi-même, comme nous

étions tous trois levés pour la séparation, fit un pas en avant :

— Mademoiselle, accordez-moi une grâce.

De nouveau le visage de fièvre s'assombrit. De quoi serait-il question? Que pouvait-elle redouter?

— Si je le puis, madame.

— Laissez-moi vous embrasser.

Les deux femmes se jetèrent dans les bras l'une de l'autre. Leurs larmes coulaient et se mêlaient sur leurs joues. Larmes plus vraies que leurs paroles, larmes venues du fond d'elles-mêmes, comme une eau remontée du puits de vérité, larmes où se confondaient leurs détresses, larmes fraternelles de deux sœurs de misère, que la même infortune familiale a brisées. Quand cessa leur étreinte, elles étaient plus liées que par toutes les confidences. Il ne fallait pas gâter par le moindre mot maladroit une si parfaite entente. Cependant, comme nous allions nous retirer, comme nous étions déjà sur le seuil du petit salon, Monique Desclaux demanda timidement à sa nouvelle amie :

— Il a prononcé mon nom à son lit de mort?

De tout l'entretien elle ne retenait que ce témoignage. C'était l'aveu de la femme, plus touchant encore que le silence qu'elle gardait sur le crime. Ce signe de faiblesse harmonisait ses excès de générosité.

— J'étais venue ici, dit lentement Sylvie comme pour donner plus de poids à sa parole, parce qu'il vous avait appelée.

Monique Desclaux avait bu la réponse comme on rafraîchit à une fontaine jaillissante ses lèvres altérées.

— Il n'était donc que blessé? réclama-t-elle encore.

Ne fallait-il pas accorder ses dernières paroles avec la fin héroïque qu'elle lui prêtait.

— Il est mort à l'hôpital, répondit Sylvie sans mentir.

Ces dames se dirent adieu avec émotion et tendresse. Ce qu'elles avaient rencontré l'une et l'autre, l'une par l'autre, elles ne l'avaient pas cherché. Elles se séparaient allégées, et ce voyage de Briançon n'avait pas été inutile. Cependant le vieil avocat n'avait pas lieu d'être satisfait. Je n'avais rien appris de définitif sur la culpabilité d'Aynard de Varce, bien qu'elle ne fît pas plus de doute à mes yeux que l'innocence de Monique Desclaux. En revanche, n'avais-je pas éprouvé, devant la puissance de l'amour et de la charité chez l'une et l'autre

de ces deux femmes, une sorte d'effroi comparable à celui que ressentait Pascal du silence éternel des espaces infinis?...

Au retour, nous ne parlâmes guère, Mme d'Arnay et moi, dans l'automobile. La scène vécue à Briançon occupait nos pensées. Au lieu des paysages violents et désolés que le soleil caressait, nous ne voyions plus que la pièce étroite où nous avait reçus Mlle Desclaux. Parvenue au bout de sa méditation, elle me la résuma d'un mot singulier, dont je ne compris tout le sens qu'après un instant :

— Je l'envie.

Comment pouvait elle envier l'humble fille trahie, abandonnée dans les pires circonstances, arrêtée, traquée, victime de son cœur, victime des hommes, menacée tour à tour par la justice et par la folie, et qui avait retrouvé une sorte de paix dans l'oubli complet de soi-même et le dévouement quotidien aux enfants des autres? Je lui manifestai ma surprise quand je la comprenais déjà :

— Oui, reprit-elle, je l'envie. Elle a aimé. Elle aime encore. Tout est là.

Tout est là pour une femme, et j'avais à côté de moi une femme au déclin de l'âge qui, d'un souvenir impitoyable, examinait et jugeait toute sa vie de femme.

— Son amour, objectai-je, ne lui a fait que du mal.

— Oh! mon ami, vous savez bien que non. Elle s'est recomposé une idole. J'étais venue pour lui dire en manière de consolation : « Il y a quelque chose de pire que d'être abandonnée par celui qu'on aime; c'est de vivre avec celui que l'on n'aime pas et que l'on méprise... » Je me suis tue. La force de son amour était telle qu'elle m'a imposé son illusion. J'ai consenti à me dépouiller pour elle. Je lui ai tout donné, et ma volonté de la sauver, et mon aide matérielle, et jusqu'à l'admirable mort de mon fils. Je lui ai tout donné pour qu'elle continuât d'en parer son indigne suborneur.

— Je vous ai admirée, Sylvie.

— Je ne pouvais pas faire autrement. Devant un tel amour, je ne pouvais que m'incliner. Et comment ne l'envierais-je pas? Elle a réussi à oublier jusqu'au crime dont elle a dû pourtant être le témoin. Moi, j'avais essayé, mais je n'ai pas pu et de cet essai je n'ai gardé que la honte et l'horreur de moi-

même. Fallait-il qu'elle aimât pour passer outre et purifier de sa propre innocence le misérable qui ne s'est jamais soucié d'elle ! Car, vous savez, il ne l'a pas appelée à son lit de mort. C'est moi qui ai inventé cet appel suprême, afin de venir ici invoquer son remords et implorer son pardon.

Elle se laissait aller à une explosion de haine contre son mari que jamais encore elle ne m'avait montrée et que, d'habitude, plus maîtresse d'elle-même, elle savait contenir. La jalousie obtenait d'elle cet aveu et j'avais bien deviné qu'elle faisait allusion à cette période qui avait abouti à la mise au monde d'un enfant mort-né. Elle avait donc essayé, elle aussi, d'aimer le misérable, tout en sachant ce qu'il était, tant le désir d'amour la tourmentait, tant le besoin d'aimer tourmente les femmes, et cette malheureuse tentative n'avait abouti qu'à l'horreur de soi. Dans une sorte de désespoir farouche, elle conclut :

— Elle a vécu, elle. Moi, je n'ai pas vécu.

Je ne savais comment lui rendre un peu de courage et de confiance, afin de l'arracher à tant de tristesse et d'amertume.

— Vous avez été aimée, Sylvie, murmurai-je timidement.

Elle ne sembla pas prêter attention à cette inoffensive et tardive déclaration d'un vieillard. Mais, après un instant, elle prit ma main desséchée sous la couverture et la serra :

— Je sais, mon ami. Cela m'a soutenue bien des fois.

Ce fut la seule allusion directe que nous fîmes jamais l'un et l'autre au sentiment sans nom qui nous unissait.

Au Lautaret elle fut prise d'une syncope dont je m'inquiétai, bien que ce malaise pût être attribué à l'air trop vif de la montagne. J'obtins sa promesse de consulter à Grenoble au retour. Comme nous approchions de la ville où elle devait me déposer avant de regagner le château d'Arnay, elle me dit encore avec un sourire qui me navra, car j'y voyais un funeste présage :

— Comme je suis faible, n'est-ce pas, mon ami ? J'ai si peu d'estime pour moi-même !

Et comme je voulais protester :

— Oh ! ne protestez pas ! N'ai-je pas été la complice de mon mari que je n'ai pas dénoncé, que je n'ai pas su contraindre à se dénoncer, et, pis encore, sa complice de consentement; la complice de mon père dont j'avais deviné la résolution à Valombré; la complice de Monique Desclaux dont j'ai flatté la

chimère et partagé les mensonges? Je me suis laissé rouler par la vie, au lieu de la conduire.

— C'est le lot commun, Sylvie : ne vous étonnez pas. Mais vous êtes injuste envers vous-même.

Elle sourit encore :

— Je n'aurais pas voulu faire partie du lot commun. Il me reste avant de mourir à régler le sort de mes enfants.

— De vos enfants ?

— Oui, de tous ceux à qui je veux laisser mes biens, de l'orphelinat que je désire installer dans le château d'Arnay. Si je demandais à Mlle Desclaux de venir le diriger, ne serait-ce pas la réparation ? Elle vivrait où a vécu M. de Varce. Elle le rejoindrait à travers le temps écoulé.

Je réfléchis à cette proposition et je déclarai :

— Elle n'acceptera pas, Sylvie. Même après vingt ans, elle redoutera que son nom soit rapproché du vôtre. Elle veut mourir dans son secret. Laissez-la à Briançon. Elle y est presque heureuse.

— Presque heureuse ! répéta ma compagne comme nous entrions dans Grenoble. Vous voyez bien que je puis l'envier.

LA RONDE DE VALOMBRÉ

Sylvie d'Arnay mourut quelques mois après ce voyage de Briançon, d'un cancer au sein qui fut opéré trop tard et qui la dévora après de cruelles souffrances supportées avec un courage digne de sa race. Je fus admis à la voir souvent au cours de cette période, bien qu'elle eût souhaité ne voir personne. Mais elle me devait consulter pour ses dispositions testamentaires et trouvait dans mon amitié fidèle un allègement à ses maux.

« Le dernier acte est sanglant, dit mon Pascal, quelque belle que soit la comédie en tout le reste ; on jette enfin de la terre sur la tête, et en voilà pour jamais. » Au cours de la comédie ou de la tragédie de la vie, elle n'avait pas trahi son rôle de silence. Rien n'avait transpiré au dehors ni du crime du Guiersmort, ni de la chasse de Valombré, ni du martyre conjugal subi pendant tant d'années. Avocat, j'ai entendu bien des confidences et connu bien des drames domestiques insoupçonnés. Les misères conjugales sont innombrables et secrètes. Mais

j'avais rencontré dans celui-ci deux femmes incomparables autour de l'homme le plus insignifiant, le plus léger et le plus malfaisant dans son insouciance.

Je perdais en Sylvie le dernier élan de mon vieux cœur vers ce qui nous fait vivre. Maintenant, le renoncement définitif se prépare. La fin émouvante et religieuse de mon amie achève de m'y préparer.

Elle avait, comme je l'avais prévu, demandé à être ensevelie dans le caveau des marquis d'Arnay. Elle ne partagerait pas la couche funèbre de M. de Varce. Mais cette décision fut approuvée aux obsèques par une noblesse très attachée à ses préjugés. Elle m'avait en outre chargé de ramener le corps de son fils Bruno qui la devrait rejoindre au cimetière. M. de Varce reposerait seul, sans femme et sans enfant.

Quelques semaines plus tard, architectes, entrepreneurs, maçons, charpentiers aménageaient le château pour le transformer en orphelinat. Quand j'y retournai, une trentaine d'enfants jouaient dans le jardin sous la surveillance de deux religieuses à grandes cornettes. Je venais m'informer de l'exécution d'une singulière clause introduite par M^me^ d'Arnay dans son testament : elle y prescrivait que chaque année les petits orphelins seraient conduits en car alpin un jour d'été, un jour de beau temps, dans le massif de la Chartreuse et goûteraient sur la pelouse de Valombré, au pied du tertre que surmonte une croix. Le jour était choisi, et je me promis de rejoindre là-haut cette volière d'oiseaux lâchés.

Je n'étais pas revenu à la Chartreuse depuis la fameuse chasse de Valombré. Quel changement depuis lors! La Grande-Chartreuse était devenue un objet d'exploitation pour le tourisme. D'innombrables cars, d'innombrables automobiles en prenaient le chemin par ce beau jour. Le paysage en était transformé. C'était le boulevard au lieu de la solitude, le vacarme des klaxons, des trompes, des conversations, au lieu du calme de la prière. La paix de la montagne est violée et la majesté en est perdue. Le monastère est une sorte de musée vide, un cadavre sur une table d'opération. Cependant les Chartreux expulsés ont repassé la frontière pour remplir leur devoir français pendant la guerre. Comment n'a-t-on pas profité de cette occasion pour les rappeler? Ah! que nous man-

quons de grandeur, de justice, de sens de l'ordre et de la beauté !

Ne relisais-je pas dernièrement, dans une enquête éditée par *la République de l'Isère* peu avant la guerre sur cette question de la Grande-Chartreuse, ces phrases si justes de M. Maurice Barrès que nos pauvres politiciens devraient bien méditer : « Le sentiment religieux, dirigé par l'Église, a couvert notre pays d'une multitude de monuments incomparables. Nos hommes d'État, avec une courte vue d'agents électoraux, sont en train de jeter bas, malgré eux, cette gloire architecturale. Malgré eux, je le reconnais. Leur but n'était pas de ruiner tant de chefs-d'œuvre, pas plus que d'avoir des malades mal soignés ou des enfants mal dressés, mais ils ont agi avec une si pitoyable imprévoyance que c'est le résultat qu'ils obtiennent et dont je les entends quotidiennement se désoler dans les couloirs de la Chambre. » Et plus loin : « ... Ils vont entretenir des cellules vides, des stalles vides, une chapelle vide. Y mettra-t-on des figurants, dans la belle saison, pour recevoir les excursionnistes?... »

Je laissai tous ces excursionnistes pour gagner l'Habert Valombré au pied du Charmant Som. En me retournant, je pouvais voir le monastère avec la masse de ses toits et de ses clochetons au bord des forêts sous les rochers blancs du Grand Som presque pareils à de la neige. Mais bientôt je ne songeai plus à me retourner. Le spectacle qui m'était offert suffisait à me retenir. Au-dessous des bois de fayards, d'ormes et de frênes aux lourds feuillages verts, — ces feuillages que j'avais vus rouge et or, comme un prodigieux bouquet, en octobre, — s'allonge en pointe la pente de gazon. Au bas, cette pente se redresse et c'est le tertre à la Croix où j'avais failli mourir. Là des enfants, se tenant par la main, tantôt décrivaient une farandole dont le long serpent descendait et remontait la pelouse, et tantôt, nouant les deux bouts, tournaient autour du tertre en une ronde moins rapide, au centre de laquelle une jeune religieuse, la cornette un peu de travers à cause de tout le mal qu'elle se donnait, dirigeait la manœuvre. Elle les excitait à chanter. J'entendais à peine leurs petites voix qui se dispersaient trop vite dans le vaste horizon, avant que les rochers ne les pussent intercepter et répercuter. Cependant je perçus peu à peu leur refrain. C'était une vieille chanson de

France que tant de générations d'enfants ont tour à tour chantée. C'était :

Nous n'irons plus au bois,
Les lauriers sont coupés...

Nous n'irons plus au bois, et ils y étaient, et ils étaient si joyeux d'y être qu'ils transformaient le sévère paysage de Chartreuse et le soumettaient à leur caprice.

Je demeurai longtemps, immobile, à les regarder. J'assistais, en suivant leurs ébats, à une cérémonie où ils jouaient sans le savoir un rôle sacré. C'était une cérémonie de purification. Sylvie d'Arnay les avait envoyés là par testament, afin que le drame du Guiers-mort et celui de Valombré fussent piétinés par eux et effacés par les incantations de leurs petites voix.

Monique Desclaux, qui venait de mourir à son tour à Briançon, dans chacun des enfants qu'elle élevait revoyait le sien et rappelait le sien à la vie. Ici, les enfants recueillis par la volonté de Sylvie d'Arnay purifiaient avec leur innocence l'atmosphère autrefois souillée. Ainsi l'œuvre des deux femmes se rejoignait-elle.

« On jette enfin de la terre sur la tête, et en voilà pour jamais », a dit le sombre Pascal de la mort. Rien ne meurt au contraire. Et j'écoute, en m'éloignant de Valombré, j'écoute et j'entends en moi-même les claires voix de ces enfants qui nous réjouissent rien qu'en vivant. Ne nous apportent-ils pas toutes les possibilités de la vie, de la vie qui peut contenir tant de choses, les faiblesses, les erreurs, les fautes, les complicités, les crimes, mais aussi les dévouements, les sacrifices, les rachats, les immolations, les expiations ?

Sylvie d'Arnay que j'ai tant aimée tout bas, pieusement, sans désir et sans espérance, et vous, Monique Desclaux, que de tout mon être j'ai plainte et admirée quand vous étiez injustement menacée et vous chargiez héroïquement de la faute d'un autre, vous n'avez pas vécu en vain. Quoi donc ? Vous croyez qu'il s'est passé, il y a tant d'années, quelque chose de tragique au bord du torrent de Chartreuse ou dans la chasse de Valombré ? Vous vous trompez, et personne ne pourrait vous renseigner : il n'y a là que des enfants qui jouent sur une pelouse...

HENRY BORDEAUX.

LA
PAIX DES EMPIRES CENTRAUX

1916-1918

I

Sur un chapitre essentiel de l'histoire de la Grande guerre, — les négociations de paix activement menées, dès la seconde année, par les Empires centraux, — nous ne possédions encore que des informations fragmentaires et souvent erronées. Pour la première fois, on en trouvera ici un exposé d'ensemble dû à une personnalité particulièrement bien placée pour avoir accès aux pièces originales et permettant d'apporter sur les points obscurs ou contestés une lumière toute nouvelle.

LA PROPOSITION DU COMTE BURIAN A M. DE BETHMANN-HOLLWEG

Les Autrichiens ont été les premiers à se lasser de la guerre, dont leur imprudente agression contre la Serbie avait pourtant donné le signal.

Une à une se sont évanouies les illusions qui les avaient aveuglés, en juillet-août 1914, et rendus dociles à l'impulsion belliqueuse de Berlin. La Russie devait se laisser intimider, puis, quand la déclaration de guerre de Guillaume II l'eut appelée au combat, être trop occupée avec l'Allemagne pour pouvoir être bien redoutable à l'Autriche-Hongrie; l'Italie devait marcher avec ses alliés de la Triplice, puis, quand elle se fut déclarée neutre, être facilement maintenue dans l'abstention; la Belgique devait laisser violer sa neutralité, puis, quand elle l'eut en vain défendue, s'incliner devant le cas de force

majeure; l'Angleterre devait se tenir en dehors du conflit, puis, quand elle y fut entrée, ne pas être de longtemps en état de jouer un grand rôle dans les opérations continentales; la Roumanie devait faire honneur aux engagements de son roi Carol avec les empires centraux, puis, quand elle les eut répudiés, ne pas oser aller plus loin; enfin et surtout l'Allemagne devait ne faire qu'une bouchée de la France. Cette dernière illusion avait été la plus consistante de toutes et celle qui, présumée universelle, avait en quelque sorte autorisé la majeure partie des autres. « Il n'est pas possible, avait-on pensé et dit à Vienne au début de la guerre, que l'Allemagne ne soit pas victorieuse de la France. »

Or, rien ne s'était passé comme on l'avait prévu et espéré; les choses avaient tourné tout autrement et l'Autriche-Hongrie se trouvait avoir provoqué une mêlée générale, par laquelle elle était chaque jour un peu plus meurtrie, un peu plus épuisée, un peu plus ébranlée. Elle avait eu à supporter le poids principal de l'effort militaire russe depuis le commencement de la guerre et celui de l'effort militaire italien depuis mai 1915. Si elle ne fléchissait pas sous ce double poids, elle en était cependant lourdement grevée. La prolongation indéfinie d'une épreuve de résistance aussi rigoureuse pour ses forces matérielles et morales rendait ses dirigeants perplexes et soucieux. Les alternatives de succès et de revers, avec lesquelles la lutte s'était poursuivie sur le front des Carpathes et de Galicie comme sur celui des Alpes, avaient produit sur eux et sur leurs compatriotes, des impressions contradictoires, tantôt de réconfort, tantôt de déception, dont se dégageait en définitive l'incrédulité aux chances d'un avantage décisif. Même contre des adversaires moins forts que les Russes et les Italiens, les opérations n'avaient pas procuré aux Autrichiens que satisfaction : ils avaient péniblement ressenti l'échec de leur général Potiorek contre les Serbes. Le prestige de leur haut-commandement était pâle, même à leurs propres yeux. Ils avaient déjà dû faire appel, soit aux lumières de généraux allemands, soit au renfort de troupes et de matériel envoyés d'Allemagne.

C'était un maréchal allemand, Mackensen, qui avait commandé l'expédition grâce à laquelle la Serbie avait pu être occupée d'un bout à l'autre. Le même officier général,

deus ex machina du front balkanique, dirigeait les opérations par lesquelles la Roumanie allait être mise hors de combat. Ailleurs, dans le Trentin, en Galicie, des troupes allemandes avaient prêté main forte aux Austro-Hongrois. Or, s'il était précieux de pouvoir puiser renforts et stratégie dans le réservoir militaire de l'empire allié, ce n'en était pas moins la preuve de lacunes et d'infériorités, dont la constatation n'allait pas sans causer quelque alarme et quelque froissement d'amour-propre.

Dans le même fait résidait le principe d'une perte progressive d'indépendance, dont on se rendait compte à Vienne, sinon à Budapest. La situation économique devenait de plus en plus précaire, la situation intérieure de plus en plus instable. Les sujets slaves, roumains, italiens, de la Monarchie remuaient, s'agitaient, s'organisaient contre elle et les désertions se multipliaient parmi les soldats appartenant à ces nationalités. Le vieil Empereur déclinait rapidement et l'éventualité de sa mort prochaine risquait de précipiter la dissolution de l'État composite sur lequel il régnait depuis 1848 et que la force de l'habitude tenait réuni sous son sceptre.

Il est vrai qu'une victoire décisive de l'Allemagne sur la France, clef de voûte de la coalition adverse, pouvait encore tout sauver, c'est-à-dire tout terminer au bénéfice commun des deux Empires centraux et de leurs moindres alliés. Mais à une victoire décisive de l'Allemagne sur la France on n'osait plus croire à Vienne, depuis qu'on voyait les Français tenir tête à la ruée allemande contre Verdun, y riposter et trouver encore le moyen de mener dans la Somme une offensive vigoureuse et prolongée.

Les Autrichiens avaient donc perdu confiance dans une « décision » militaire, qui se dérobait aux armées de Guillaume II sur le front français, comme elle s'était dérobée à celles de François-Joseph dans le Tyrol. Aussi le moment leur parut-il venu, à l'automne de 1916, d'arrêter les frais. Au lieu de jouer l'existence même de la monarchie austro-hongroise dans une lutte où elle pouvait sombrer, mieux valait conclure la paix dont elle sentait le besoin, pendant que la situation militaire, la carte de guerre comme on disait à Berlin, permettait aux Empires centraux de traiter à des conditions honorables, voire avantageuses. Il ne s'agissait pas de paix séparée.

La paix à négocier devait l'être de concert avec l'Allemagne, dont il n'était pas question de se détacher.

Ces idées ayant mûri au *Ballplatz* (1), le comte Burian, ministre commun des Affaires étrangères d'Autriche-Hongrie, en parla au chancelier de l'empire allemand, M. de Bethmann-Hollweg, dans une entrevue qu'il eut avec lui le 18 octobre 1916. Il lui proposa que les deux gouvernements fissent connaître publiquement leurs buts de guerre, en même temps qu'ils feraient auprès de leurs ennemis une démarche en faveur de la paix, dont il lui esquissa les conditions, telles qu'il les concevait. Bethmann-Hollweg n'opposa pas d'objection de principe à ce projet, mais se réserva d'en référer à l'empereur d'Allemagne.

CONTRE-PROPOSITION DE M. DE BETHMANN-HOLLWEG AU COMTE BURIAN

Guillaume II et son chancelier en conférèrent ensemble les jours suivants. L'Allemagne n'en était pas, à beaucoup près, au même point que l'Autriche-Hongrie. Mais l'état d'esprit de son souverain et du chef de son gouvernement n'était cependant plus le même qu'au commencement de l'année. La gigantesque opération montée contre Verdun décevait les espérances autorisées par l'optimisme initial du Grand Quartier. Elle avait fait une énorme consommation de troupes allemandes pour ne pas atteindre son but. Matériellement et moralement, l'échec en était patent et sensible. La pression anglo-française sur le reste du front allemand en France avait été assez forte pour faire juger à propos de le raccourcir en le ramenant en arrière. Le bilan de l'année militaire en Occident ne se soldait donc par aucun actif, et avec l'été de 1916 avait commencé la troisième année de cette interminable guerre, engagée avec tant de confiance dans la supériorité de l'Allemagne.

Le temps n'avait pas travaillé pour les Empires centraux; l'Angleterre l'avait mis à profit pour constituer ses forces de terre. La fameuse carte de guerre, sans doute imposante, susceptible d'être encore améliorée par l'occupation de nouveaux territoires russes et balkaniques, ne tenait pourtant pas lieu de percée, de rupture du front occidental, d'entrée à Paris ou d'arrivée à Calais. Le blocus étroit qui enserrait l'Allemagne

(1) Siège du ministère des Affaires étrangères à Vienne.

lui imposait des restrictions croissantes et l'acculait peu à peu à la résolution désespérée de la guerre sous-marine à outrance, qui devait être le principe de son conflit avec les États-Unis d'Amérique. Elle aussi avait donc intérêt à tirer parti des kilomètres carrés qu'elle occupait, des gages qu'elle détenait, pour conclure la paix. Mais comme elle en avait moins besoin que l'Autriche-Hongrie, elle était plus exigeante sur les conditions. Et comme les militaires étaient encore pleins de morgue et d'assurance, qu'ils constituaient, à côté du gouvernement officiel, une sorte de second gouvernement en contact journalier avec l'Empereur et très écouté de lui, que l'opinion publique était encore fort exaltée et passablement éblouie par des conquêtes dont elle s'exagérait l'efficacité, Guillaume II et Bethmann-Hollweg étaient moins disposés que François-Joseph et le comte Burian à mettre délibérément le cap sur la paix, sans réticences ni astuce. La paix était moins pour eux un but immédiat que le thème d'un jeu diplomatique, dans lequel il leur importait d'attirer l'ennemi.

Le 30 octobre, la réponse de Bethmann-Holweg au comte Burian fut apportée de Berlin à Vienne par M. de Stumm, sous-secrétaire d'État à la *Wilhelmstrasse* (1). C'était un assentiment à la proposition d'initiative pacifique du ministre austro-hongrois, mais avec des modalités d'exécution qui changeaient notablement le caractère et la portée de l'initiative à prendre. Les deux gouvernements étant déjà en pourparlers sur un projet de déclaration proclamant l'indépendance de la Pologne russe, conquise par leurs armes, Bethmann suggérait de publier immédiatement cette déclaration, de la faire coïncider avec une note qui offrirait la paix à tous leurs ennemis et serait adressée aux neutres pour être transmise aux belligérants du camp opposé, enfin de porter cette démarche à la connaissance du monde entier par un discours de lui-même au Reichstag, où il la commenterait. Il se prononçait, en revanche, catégoriquement contre tout exposé précis des conditions de paix des deux Empires, exposé qui était justement ce que Burian avait proposé de faire Pour refuser de découvrir son jeu, d'abattre ses cartes, il avait une raison majeure, dont il ne fit pas mystère à Vienne : c'est que, si les conditions de paix de l'Allemagne

(1) Siège du ministère des Affaires étrangères à Berlin.

étaient connues d'avance, elles ne permettraient même pas qu'une négociation s'engageât sur le fond. Tel eût été notamment l'effet des conditions concernant la France, à laquelle le gouvernement allemand entendait bien ne rien céder et prendre quelque chose, et de celles à faire au royaume de Belgique, que l'Angleterre désirait voir recouvrer sa pleine indépendance, tandis que l'Allemagne se réservait de ne pas la lui rendre.

L'empressement de Bethmann-Hollweg à répondre et sa hâte de donner suite à la proposition autrichienne ne pouvaient pas masquer au comte Burian les profondes modifications que la procédure suggérée par son collègue allemand faisait subir à son projet.

Effectivement, elle le transformait du tout au tout. D'un projet qui tendait à proposer aux ennemis une négociation sur des bases définies au moins dans leurs grandes lignes, elle faisait une manœuvre d'amorçage pacifique, presque un piège. Burian avait voulu un examen sérieux, entre Vienne et Berlin, Constantinople et Sofia, des conditions auxquelles la paix serait possible, et seulement après cet examen, qui exigerait nécessairement un certain temps, une communication aux ennemis, par l'intermédiaire des neutres, des bases sur lesquelles ils seraient conviés à discuter du rétablissement de la paix. Il n'avait pas songé à lier cette offre de paix à la proclamation d'indépendance de la Pologne russe, proclamation qui aurait pour effet inévitable d'irriter la Russie, au moment même où on lui tendrait la main, en même temps qu'aux autres ennemis des Empires centraux. Au contraire, la précipitation, le battage et l'imprécision souhaités par Bethmann attestaient de sa part une tactique plus machiavélique, l'intention d'exploiter les tendances pacifiques que la lutte avait déterminées chez l'adversaire, l'espoir d'attirer, par le retentissement d'une offre sensationnelle, les ennemis dans une négociation où ils s'engageraient sans savoir où ils allaient et qu'ils ne seraient plus en mesure de rompre après l'avoir entamée, enfin le souci de lancer cet appel éclatant et vague avant la campagne d'hiver de 1916-1917, qui était prévue dure et rude à passer, aussi bien par les Allemands que par les peuples de l'Entente.

A ce qu'on peut donc appeler la contre-proposition allemande, le comte Burian fit aussitôt des objections judicieuses. Il n'était pas d'avis de lier la proposition de paix à la proclamation d'indépendance de la Pologne, destinée à être péniblement ressentie en Russie. Les deux choses devaient rester distinctes et être séparées par un bon intervalle de temps. Du reste, Vienne et Berlin avaient à s'entendre avec Constantinople et Sofia sur les bases d'une paix éventuelle, et cela ne pouvait être l'œuvre de quelques jours. Quant à des propositions de paix vagues, elles pourraient faire croire que les Empires centraux étaient prêts à tout accepter. Une note des deux Empires à leurs ennemis par l'intermédiaire des neutres, ne devait pas être expédiée avant le discours de Bethmann au Reichstag. Dans ce discours, le chancelier devrait se borner à exprimer les dispositions pacifiques de l'Allemagne et de ses alliés. En somme, Burian s'en tenait à son plan primitif d'initiative pacifique sérieuse, exempte de précipitation, indépendante d'une contingence diplomatique ou militaire déterminée, accompagnée d'un suffisant aperçu des conditions de paix, pouvant se passer du secours d'un coup de grosse caisse parlementaire.

Bethmann-Hollweg, de son côté, tint bon pour son plan à lui. Il répliqua en contestant que la procédure de son choix pût donner l'impression de la faiblesse : il savait bien qu'elle lui avait été inspirée par l'arrière-pensée de se montrer exigeant. Il insista pour qu'on allât vite en besogne. Il maintint que l'on ne pouvait indiquer de prime abord des conditions concrètes, précises. Selon lui, ce serait assez de proclamer que les Empires centraux étaient engagés dans une guerre défensive pour le salut de leur propre existence et ne voulaient que garantir leur sécurité future, tout en tenant compte du droit des autres. Les seules concessions qu'il fit aux vues de son contradicteur consistèrent à accepter qu'un certain délai séparât l'offre de paix générale de la déclaration d'indépendance de la Pologne et que la Bulgarie et la Turquie fussent mises au courant, de manière à pouvoir faire connaître leurs prétentions.

La controverse entre Vienne et Berlin se poursuivit ainsi

pendant les premiers jours de novembre. Dès le début, Bethmann y avait appelé à la rescousse l'intervention personnelle de Guillaume II auprès de François-Joseph, à qui l'empereur d'Allemagne avait écrit le 1er du mois. Le vieil empereur d'Autriche et roi de Hongrie, calfeutré dans son palais de Schœnbrunn, déjà au bord de la tombe, mais toujours exact dans l'accomplissement de ses fonctions souveraines, répondit le 5 en défendant le point de vue de son ministre, mais en admettant qu'un compromis pût être trouvé. Finalement, le compromis fut qu'un minimum de trois semaines s'écoulerait entre la déclaration d'indépendance de la Pologne et l'initiative pacifique, que celle-ci ne comporterait pas de propositions concrètes, que les Empires centraux se déclareraient prêts à en formuler si leurs ouvertures générales étaient accueillies, que Vienne et Berlin se concerteraient sur leurs conditions de paix, enfin que la consultation serait ensuite étendue à Constantinople et Sofia. Il fut en outre entendu qu'une nouvelle entrevue aurait lieu en temps opportun entre le comte Burian et Bethmann-Hollweg. Le chancelier allemand avait, en définitive, satisfaction sur le point essentiel de son programme : pas d'énonciation de conditions précises. Par là lui était donnée la faculté de développer la manœuvre pacifique de grand style qu'il avait imaginée, pour amener les plénipotentiaires de l'ennemi à s'asseoir autour d'un tapis vert, dont il leur serait bien difficile de s'éloigner ensuite sans que la retraite leur fût interdite par l'opinion publique de leurs pays respectifs.

Le 5 novembre fut proclamée la reconstitution de la Pologne en État indépendant et souverain. Il va sans dire que cette reconstitution excluait de l'État ressuscité les territoires polonais possédés, soit par l'Allemagne, soit par l'Autriche, la Posnanie, la Silésie et la Galicie. L'Empire russe faisait seul les frais de l'acte gratuit de justice que ses ennemis accomplissaient solennellement et généreusement à ses dépens. Il ne s'agissait donc là de résurrection que pour la Pologne ci-devant russe. Encore les deux restaurateurs de l'indépendance et de la souveraineté polonaises demeuraient-ils en épineuse tractation entre eux sur celui des deux à qui serait plus ou moins subordonné le libre État rétabli. Le gouvernement de Vienne aurait volontiers attendu l'éclaircissement de ce point délicat,

avant d'emboucher la trompette de la résurrection. Si celui de Berlin avait préféré ne pas attendre, c'est que la renaissance d'une Pologne officielle entraînait celle d'une armée nationale polonaise, dont on escomptait l'entrée en ligne aux côtés des Allemands. Tel était le secret de ce grand acte désintéressé, soigneusement limité aux proportions dans lesquelles il ne coûtait rien à ses auteurs. Deux des co-partageants de la Pologne du XVIII[e] siècle, les héritiers de Frédéric II et de Marie-Thérèse, libéraient la part du troisième, l'héritier de Catherine II, en se réservant de la solidariser ultérieurement, soit avec l'un, soit avec l'autre de leurs Empires, et d'en faire promptement combattre les recrues côte à côte avec leurs soldats.

LES PROGRAMMES DE PAIX DE L'AUTRICHE ET DE L'ALLEMAGNE

Aussitôt après cette manifestation, le comte Burian entreprit d'établir une énumération complète de conditions de paix, qu'il soumit pour avis au chef d'état-major général des troupes de terre, Conrad von Hœtzendorff, et au commandant en chef de l'armée navale, le grand-amiral Haus. Mais il n'attendit pas la réponse de ces deux grands chefs militaires pour transmettre son esquisse à Berlin, dont il lui importait d'avoir l'adhésion d'abord, afin de pouvoir ensuite se retourner vers Sofia et Constantinople. Les conditions auxquelles la paix lui semblait pouvoir être conclue étaient les suivantes :

Intégrité complète du territoire des quatre pays alliés (Allemagne, Autriche-Hongrie, Turquie, Bulgarie). — Retour à l'Allemagne de ses colonies. — Intégrité complète du territoire de la France. — Restauration de la Belgique en État souverain, avec des garanties à trouver en faveur des intérêts allemands. — Cession du Congo belge à l'Allemagne. — Rectification de frontière au profit de l'Autriche du côté de l'Italie. — Reconnaissance du royaume de Pologne, reconstitué par l'Allemagne et l'Autriche. — Amélioration stratégique de la frontière allemande avec la Russie, en Courlande et Lithuanie. — Amélioration stratégique de la frontière hongroise du côté de la Roumanie. — Agrandissements bulgares en Serbie orientale, Macédoine, Dobroudja. — Rétablissement de la Serbie, mais avec pertes de territoires au profit de la Bulgarie, de l'Autriche et de l'Albanie. — Suppression du Montenegro ou, s'il était

rétabli, rectification de frontière au profit de l'Autriche et de l'Albanie. — Indépendance de l'Albanie sous le protectorat autrichien. — Suppression des capitulations en Turquie. — Prise en considération des vœux de la Russie pour le passage par les détroits, tout en maintenant les droits souverains de la Turquie. — Intégrité territoriale de la Grèce. — Liberté commerciale. — Liberté des mers.

Celles de ces conditions qui concernaient l'Allemagne résultaient évidemment d'échanges de vues antérieurs et verbaux entre Burian et Bethmann et reproduisaient, en les atténuant sur certains points, les principales prétentions que le chancelier allemand avait fait entrevoir au ministre austro-hongrois.

Pour juger de l'ensemble à sa juste valeur, il faut avant tout observer que cet ensemble émane de celui des deux gouvernements impériaux qui souhaite le plus sincèrement la paix, qui en a le plus besoin et qui est par conséquent le plus porté à la modération. Considérées à la lumière de cette observation, les conditions de paix ébauchées par le comte Burian apparaissent passablement prétentieuses encore. Il va sans dire qu'il n'y est pas fait mention de la moindre concession à la France sur la question d'Alsace-Lorraine. Encore est-ce notre pays qui est le mieux traité, par un retour pur et simple au *statu quo ante bellum*. Mais il est le seul dans ce cas, parmi les alliés continentaux du groupe de l'Entente.

La Belgique perd sa colonie du Congo, pour satisfaire une convoitise allemande qui s'était révélée en 1911. Bien plus, elle doit, pour tenir compte d'une exigence que Bethmann avait dû confier antérieurement à Burian, fournir des garanties aux intérêts allemands : formule pudique, qui indique qu'elle ne recouvrera pas une pleine souveraineté, mais seulement une souveraineté grevée de quelque hypothèque au profit de l'Allemagne. C'est là tirer une conséquence bien illogique, pour ne pas dire plus, de l'attentat commis en 1914. L'Allemagne, garante elle-même de la neutralité belge, l'avait violée au mépris de tout droit : et ce serait la Belgique, coupable seulement d'avoir rempli son engagement international en défendant sa neutralité, qui aurait à fournir pour l'avenir des garanties contractuelles à l'Allemagne, c'est-à-dire en fait à contracter envers celle-ci quelque obligation, prudemment laissée dans le vague.

Pas un des États alliés à la France qui ne perde quelque chose, sous la forme modeste d'une rectification de frontière ou autrement : la Russie au profit de l'Allemagne, l'Italie au profit de l'Autriche, la Roumanie au profit de la Hongrie, la Serbie au profit de la Bulgarie, de l'Albanie et de l'Autriche. Entre autres, la Serbie perd de tant de côtés à la fois qu'elle ne pourra plus être que l'ombre d'elle-même. Par là, par l'empiètement de la Hongrie sur la Roumanie, par le protectorat autrichien sur l'Albanie, est prévu un nouvel aménagement de l'Europe balkanique et danubienne, qui réalise en somme une des aspirations de la politique austro-hongroise d'avant-guerre.

Le projet de Burian fut envoyé le 7 novembre 1916 au prince de Hohenlohe, ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Berlin, qui le remit le lendemain à M. de Jagow, ministre des Affaires étrangères d'Allemagne, en lui demandant d'adresser à Vienne le projet allemand. Bethmann ayant, de son côté, fait diligence, sa liste de conditions de paix put être remise à Vienne dès le 9. Elle consistait essentiellement dans les articles qui suivent :

Reconnaissance du royaume de Pologne. — Annexion de territoires en Courlande et Lithuanie, de manière à constituer à l'Allemagne une bonne frontière avec la Russie. — Traité de commerce avec la Russie comportant pour l'Allemagne des avantages économiques. — Garanties en Belgique à négocier avec le roi Albert; si elles étaient insuffisantes, annexion de Liége. — Évacuation du territoire français à l'exception du bassin de Briey-Longwy. — Rectifications stratégiques en Alsace-Lorraine et indemnité pour dommages de guerre. — Retour à l'Allemagne de ses colonies, excepté Kiao-Tchéou, les Carolines et les Mariannes. — Annexion à l'Allemagne du Congo belge ou d'une partie de cette colonie. — Indemnité pour dommages causés aux Allemands à l'étranger. — Incorporation du Luxembourg au Reich.

Ces conditions de Bethmann, dont la liste était limitée à celles qui intéressaient l'Allemagne, étaient plus rigoureuses que celles de Burian. En ce qui concerne la France, la restauration de son intégrité territoriale comportait une première restriction, qui était l'absorption du bassin de Briey-Longwy par l'Allemagne. Cette première restriction se doublait d'une seconde, consistant dans les rectifications stratégiques à opérer

en Alsace-Lorraine. La question d'Alsace-Lorraine ne recevait donc même pas une solution négative, comme dans le projet du comte Burian : la solution en était aggravée par rapport aux clauses du traité de Francfort. La Belgique devait fournir à l'Allemagne « ces garanties », dont nous avons déjà dit ce qu'il faut penser, et, si le roi Albert se refusait à aliéner en fait l'indépendance de son pays, l'Allemagne retiendrait pour elle-même Liége. Il se pouvait donc que l'intégrité territoriale belge ne fût même pas rétablie et peut-être l'exigence d'inacceptables garanties avait-elle pour but de permettre que la possession de Liége restât à l'Allemagne. Cette puissance gourmande s'arrondissait en outre du Luxembourg et, en Afrique, du Congo belge, en tout ou en partie. Ce que Burian avait appelé l'amélioration stratégique de la frontière russo-allemande devenait annexion de territoires en Courlande et Lithuanie. L'intérêt économique n'était pas perdu de vue à l'égard de la Russie et l'intérêt financier devait être satisfait par diverses indemnités. La reconnaissance de l'indépendance de la Pologne serait celle d'un satellite, soit de l'Autriche, soit plus probablement de l'Allemagne : car il existait bien des moyens de rattacher politiquement au Reich allemand la partie de Pologne érigée en État, le plus simple étant d'appeler un prince allemand à monter sur le trône de Varsovie.

Si tout ce qui précède s'était réalisé, l'Allemagne n'aurait en somme pas fait la guerre en vain, tant s'en faut. En le constatant aujourd'hui, on constate du même coup l'illusion de ceux qui, dans les pays de l'Entente, croyaient à la possibilité de faire partie nulle ou, comme on disait alors, de conclure une paix blanche : car la paix prétendue blanche des Empires centraux était encore fortement teintée des vives couleurs de la victoire. Toutefois, quand on parle des Empires centraux, il faut se garder de trop les confondre dans un terme collectif : car l'Autriche était, ainsi qu'on le verra, plus traitable que l'Allemagne.

L'ENTREVUE DE BERLIN

Burian reçut, dans la première quinzaine de novembre, les réponses du maréchal Conrad et de l'amiral Haus à la communication de ses mémoires sur les conditions possibles de la

paix. Les deux grands chefs n'y faisaient pas d'objection et n'élevaient pas de prétention supplémentaire ; il arrivait même à l'un ou l'autre d'entre eux d'admettre qu'on pût se passer de telle ou telle des acquisitions prévues par le ministre des Affaires étrangères. Celui-ci partit alors pour Berlin afin d'y discuter avec Bethmann-Hollweg et M. de Jagow sur les documents échangés par les deux gouvernements et de se mettre d'accord sur tout ce qui restait à faire : consultation des alliés bulgares et turcs, note aux ennemis par l'intermédiaire des neutres, etc.

L'entrevue eut lieu les 15 et 16 novembre 1916. Le comte Burian confirma à ses interlocuteurs qu'il acceptait de proposer la paix sans en spécifier les conditions. Mais il ne leur cacha pas qu'il n'avait renoncé qu'à regret à donner en même temps un aperçu des conditions de la paix, ce qui eût produit au dehors une meilleure impression. Bethmann maintint que le moment n'était pas venu de les énoncer et, sans plus revenir sur ce qui avait été convenu auparavant, on se mit à les examiner. Burian déclara que les prétentions austro-hongroises se divisaient en deux catégories : la première, consistant dans l'intégrité du territoire et l'affermissement de la position de l'Autriche-Hongrie en Adriatique, était vitale ; la seconde, consistant dans les diverses rectifications de frontière envisagées, ne l'était pas. Par là, il donnait à entendre qu'il renoncerait éventuellement à une partie des remaniements territoriaux résultant de son plan. Il indiqua ensuite carrément qu'il considérait comme à peu près irréalisables les projets allemands concernant la France et la Belgique. M. de Jagow lui répliqua qu'il convenait de « demander plus pour avoir moins » et de ne pas se lier les mains, en exposant de prime abord un programme minimum.

L'énonciation doctorale de ce principe de maquignon, — demander plus pour avoir moins, — a quelque chose de choquant, dans la circonstance tragique où elle fut faite. L'allusion à un programme minimum indiquait cependant qu'il pourrait être rabattu quelque chose des exigences allemandes sur les points où Burian en avait signalé l'excès. Le ministre austro-hongrois n'insista pas pour savoir dans quelle mesure elles pourraient être atténuées et la discussion se poursuivit par l'examen des changements à prévoir dans les Balkans.

Les Allemands conseillèrent la réunion du Montenegro à la Serbie, l'entrée du royaume serbo-monténégrin dans le système économique de l'Autriche, le partage de l'Albanie entre la Serbie et la Grèce. Ce fut au tour de Burian à élever des objections. Ce n'était pas, dit-il, aux Empires centraux à proposer l'union serbo-monténégrine, ni l'adjonction à la Serbie d'une moitié de l'Albanie ; car avantager la Serbie rendrait inexplicable la guerre qui avait eu son origine dans une opération contre elle. L'Albanie devait donc, ou passer sous le protectorat austro-hongrois, ou être attribuée aux Bulgares et aux Grecs. Quant au Montenegro, au moins convenait-il d'attendre qu'on sût si les puissances de l'Entente désiraient le voir réuni à la Serbie. La suppression de ce petit État, prévue par le comte Burian dans son propre plan, semble avoir dû, dans son esprit, s'accomplir au profit de l'Autriche et à celui de l'Albanie, futur protectorat autrichien.

L'échange de vues ne conduisit pas encore à fondre en une seule liste les deux esquisses des conditions de paix. Rien ne pressait de le faire, puisque la note aux ennemis devait rester muette à ce sujet et que les prétentions des Turcs et des Bulgares n'étaient encore connues avec précision ni à Vienne, ni à Berlin. Il fut seulement convenu d'établir une esquisse unique en combinant les propositions allemandes et autrichiennes, et, dans les cas où elles ne concordaient pas exactement, en choisissant la proposition *maxima*. En revanche fut rédigé le texte de la note destinée aux ennemis. Elle déclarait que les Empires centraux luttaient pour leur indépendance, mais ne prétendaient détruire personne, qu'ils étaient prêts à continuer la lutte, mais disposés aussi à négocier et à produire leurs conditions de paix.

Enfin la décision fut prise de mettre Turcs et Bulgares au courant et de leur demander de faire connaître leurs prétentions ; aussitôt reçues leurs réponses, d'établir un programme général de paix ; d'expédier alors la note aux ennemis par la voie des neutres chargés de leurs intérêts ; de la communiquer aux autres neutres et au Saint-Siège ; de faire le même jour des déclarations aux parlements de Berlin et de Vienne. Ainsi se trouva arrêtée dans les moindres détails la procédure de l'initiative pacifique qui devait être prise dans le délai d'un mois à cinq semaines.

Les idées échangées dans l'entrevue des 15 et 16 novembre 1916 ne décèlent de particulière clairvoyance, ni de la part de Bethmann, ni de la part de Burian. Car le programme d'aucun des deux ne pouvait rendre la paix possible à ce moment-là. Cependant, si l'on veut continuer à comparer les mérites respectifs de l'Allemand et de l'Autrichien, c'est encore une fois à l'Autrichien qu'il faut donner le prix. Burian en effet voyait où était la pierre d'achoppement à la paix et le disait : il la montrait dans les exigences de l'Allemagne du côté de la France et de la Belgique Supposer que Bethmann n'en eût aucune conscience, ce serait lui prêter beaucoup d'aveuglement. Mais on ne doit pas oublier le calcul qu'il faisait : qu'une fois les armes tombées des mains de l'ennemi, l'ennemi ne les reprendrait pas facilement, et qu'alors ce serait bien le diable si de Liége, des garanties à négocier avec le roi Albert, de Briey, de Longwy, de la rectification à la frontière d'Alsace, quelque chose ne passait pas dans le traité de paix.

Une difficulté était apparue, dont le chancelier et son hôte s'étaient avisés : c'était l'armistice. Les ennemis seraient-ils assez naïfs ou assez alléchés par l'offre de paix pour consentir aux Empires centraux un armistice avec ravitaillement? Il n'y avait guère lieu d'y compter. Or, un armistice sans ravitaillement, laissant les ennemis souffler, les Allemands et leurs alliés se serrer le ventre, ne serait-il pas désastreux? Bethmann s'avoua anxieux de cette hypothèse. Burian convint qu'il y avait de quoi, mais opina qu'il ne fallait pas, à cause de cela, se laisser détourner de marcher vers le but.

LA CONSULTATION AVEC LES BULGARES ET LES TURCS

Dès qu'ils se furent séparés, chacun fit les communications convenues aux Turcs et aux Bulgares, par la voie des ambassadeurs à Constantinople et des ministres à Sofia.

Elles venaient à peine d'être faites quand, le 21 novembre 1916, l'empereur François-Joseph s'éteignit au palais de Schœnbrunn. Sa mort n'interrompit pas la consultation commencée dans les cinq ou six derniers jours de son règne. Son successeur, le jeune empereur et roi Charles, souhaitait encore plus que lui le rétablissement de la paix. Le nouveau souverain sentait l'extrême péril de l'aventure où la double monarchie était

lancée. Il était plutôt en garde contre les Prussiens et n'avait pas un goût exagéré pour les Magyars. Son désir était de mettre fin le plus tôt possible à la guerre, de manière à assurer ses couronnes sur sa tête, à prévenir la dissolution de son État et à le réorganiser intérieurement sur des bases renouvelées. L'impératrice Zita, pour les mêmes raisons et aussi par prévention contre le magistère berlinois, qui répugnait à ses traditions bourboniennes et latines, était dans les mêmes dispositions que l'Empereur et l'y encourageait.

Le changement de règne ne mit donc pas d'obstacle à l'exécution de ce qui avait été entendu entre Bethmann et Burian, à qui Charles Ier conserva la direction des Affaires étrangères pendant un mois encore après son avènement. Mais il ne s'ensuivit cependant aucune tentative du gouvernement austro-hongrois pour rendre plus sérieuse et plus efficace l'imminente initiative pacifique, en accroître les chances de succès, réduire le programme des conditions de paix, adopter la base du simple *statu quo ante bellum*. On ne doit pas en effet s'exagérer l'influence de souverains jeunes et nouveaux sur le mécanisme de la vieille bureaucratie autrichienne. On ne doit pas non plus perdre de vue que le gouvernement de Vienne, en comprenant sous ce terme souverains et ministres, n'eut jamais qu'une liberté d'action entravée par les Hongrois, très puissants dans la monarchie, et par l'Allemagne, aux mains de laquelle il ne lui était pas facile de se soustraire, après s'y être mis.

La consultation avec les Turcs et les Bulgares fut relativement longue, ni les premiers, ni les seconds ne se hâtant de dire leur dernier mot. Il est à présumer qu'aux uns et aux autres la soudaine annonce d'une proposition de paix ne parut pas l'indice d'une situation triomphale dans les deux puissants Empires, au sort desquels ils avaient lié celui de leurs deux pays. Mais ni les uns ni les autres ne pouvaient exprimer franchement surprise ni inquiétude, et ils accueillirent la nouvelle avec bonne grâce. Dès la fin de novembre, on sut à Berlin et à Vienne qu'à Constantinople et à Sofia les gouvernements consentaient à laisser prendre l'initiative décidée et approuvaient le texte de la note aux ennemis. Mais un mois entier fut nécessaire pour être en possession de leurs conditions de paix. De prime abord, les méfiants Turcs avaient soupçonné leurs grands alliés de vouloir être exigeants pour eux-mêmes et de

faire au contraire bon marché des intérêts ottomans. Halil Bey, ministre des Affaires étrangères de Turquie, demanda à connaître les conditions allemandes et austro-hongroises, de manière à formuler les siennes en conséquence. Son collègue bulgare, Radoslavoff, exprima le même désir. La question se posa donc, si l'on communiquerait à Constantinople et à Sofia les conditions mêmes des deux Empires centraux. Elle fut résolue par la négative. Il fut convenu de se borner à faire savoir aux Turcs et aux Bulgares que l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie ne réclameraient pas d'accroissement de territoire, pas d'importantes modifications territoriales et, financièrement, de simples compensations. C'était leur dire que les Empires centraux donneraient l'exemple de la modération et que cet exemple devait être suivi par la Turquie et la Bulgarie.

Halil Bey se montra déçu, en apprenant que la modération des principaux alliés l'obligeait à modérer ses propres prétentions. Le grand vizir, qui était le prince égyptien Saïd Alim Pacha, en fut moins marri ; il s'était réjoui de l'initiative pacifique en perspective et avait confié à l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie, le margrave Palaviccini, que la Turquie pourrait s'estimer heureuse si elle s'en tirait sans perdre de territoire et en se libérant des capitulations. Mais Saïd Alim n'était pas maître du gouvernement, où Halil n'avait pas non plus une influence prépondérante. Enver, Talaat et Djemal avaient plus de poids dans le Conseil des ministres. Finalement, le 25 décembre, Halil fit connaître aux ambassadeurs d'Autriche et d'Allemagne que la Turquie réclamerait l'évacuation des territoires ottomans occupés par l'ennemi, sans en excepter l'Égypte et les îles de l'Archipel, plus une rectification de frontière, par laquelle il fallait entendre tout ou partie de la Thrace, appartenant à la Bulgarie. Les ministres turcs estimaient qu'un agrandissement de la Bulgarie aux dépens de la Serbie et de la Roumanie lui permettrait de faire ce sacrifice à la Turquie.

Les Bulgares lanternèrent plus encore que les Turcs et montrèrent encore plus d'appétit qu'eux. Radoslavoff émit la prétention d'obtenir toute la vallée de la Morava, afin de relier directement la Bulgarie à l'Autriche-Hongrie, et toute la Dobroudja avec le port de Constanza. Cela représentait de fortes

amputations au détriment de la Serbie et de la Roumanie. On maugréa à Vienne et à Berlin. Le ministre bulgare invoqua des assurances qui lui auraient été antérieurement données par l'empereur d'Allemagne en personne. Il voulut bien ne pas reparler d'installer le second fils du tsar Ferdinand, le prince Cyrille, sur le trône d'Albanie, mais ne s'engagea pas à ne pas poser en échange la candidature de ce prince au trône de Roumanie, d'où la dynastie régnante pourrait être chassée. Au début de janvier 1917, il partit pour Berlin et pour Vienne, afin d'y défendre lui-même sa cause. Mais au moment où Radoslavoff accomplit ce voyage, la tentative pacifique des Empires centraux avait déjà fait long feu, en sorte qu'il importa peu que le programme des conditions de paix de leurs alliés n'eût pas pu être définitivement dressé.

LA NOTE DU 12 DÉCEMBRE 1916

Les ouvertures de paix ne devant pas comporter la communication des conditions, elles auraient pu être faites aux ennemis des Empires centraux dès que l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie furent en possession de l'assentiment des Turcs et des Bulgares au principe de la démarche et au texte de la note, assentiment qui fut donné avant la fin de novembre.

Le délai que le comte Burian avait tenu à laisser s'écouler, entre la déclaration d'indépendance de la Pologne et l'envoi de la proposition pacifique, était considéré à Vienne comme déjà suffisant. L'empereur Charles avait hâte de lancer l'appel à la paix, son inexpérience politique lui en faisant méconnaître la fatale inefficacité, dans la forme imprécise que Guillaume II et Bethmann avaient voulu y donner. Ce sont les militaires qui, dans les deux pays, retardèrent le déclenchement de cette action diplomatique, afin de laisser aux opérations victorieuses qu'ils conduisaient en Roumanie le temps de produire l'effet moral qu'on en pouvait espérer. Le maréchal Hindenburg et le général Ludendorff insistèrent pour que rien ne fût entrepris avant que les troupes austro-allemandes eussent atteint la ligne Plœsti-Bucarest. Le maréchal Conrad fit valoir à son gouvernement le même argument. A Vienne, l'empereur Charles et Burian passèrent outre et, s'impatientant, pressèrent au contraire les Allemands d'envoyer la note sur la paix sans en

subordonner l'envoi à l'avance de l'armée en Roumanie. Mais à Berlin on déféra au conseil des militaires et l'on préféra attendre au moins la prise de Bucarest.

La conquête de la Valachie et l'occupation de la capitale de la Roumanie n'étaient pas seulement des événements stratégiques, améliorant encore la situation militaire des Allemands et des Autrichiens en Europe orientale. C'étaient aussi des événements politiques, qui pouvaient justifier et faciliter une aggravation des conditions de paix. Ainsi furent-ils compris dans les deux Empires centraux. A la mi-décembre 1916, le maréchal Conrad signala à Burian que les victoires de Mackensen en Roumanie posaient une question nouvelle : la question roumaine. Laisser la Roumanie redevenir après la paix ce qu'elle était avant la guerre eût été, selon lui, dangereux. A tout le moins faudrait-il, entre elle et la monarchie austro-hongroise, « une union solide ». Une autre solution pourrait être cherchée dans un arrangement avec la Russie, puisque les Russes occupaient la Moldavie, comme les Autrichiens et les Allemands la Valachie. En tout cas, n'y aurait-il pas à se laisser arrêter par les objections des Magyars contre une extension des frontières de l'Empire austro-hongrois aux dépens de la Roumanie : les Magyars redoutaient tout ce qui pouvait affaiblir leur hégémonie dans l'Empire; mais le maréchal Conrad, qui les trouvait encombrants, ne voyait, dans l'affaiblissement éventuel de leur influence prépondérante, qu'une raison de plus pour augmenter le nombre des sujets roumains de l'Autriche.

Il s'avisait bien d'un inconvénient : celui d'accroître la force des irrédentismes travaillant contre la monarchie austro-hongroise. Mais il y opposait l'argument suivant : le moyen de lutter contre les irrédentismes consiste, non pas à respecter l'indépendance d'États nationaux comme la Roumanie ou la Serbie, mais à accorder aux Slaves et Roumains, dans le cadre de la monarchie des Habsbourg, l'autonomie nationale compatible avec l'existence de cette monarchie. L'agrandissement de celle-ci vers le bas Danube lui permettrait de s'effacer devant l'Allemagne en Pologne : or l'Allemagne était, au dire de Conrad, le seul appui militaire possible dans l'avenir. Telles sont les intéressantes spéculations auxquelles donna lieu l'écrasement projeté de la Roumanie et dont auraient fait les frais, soit sa dynastie et son indépendance réelle, soit une partie de

son territoire, soit la totalité. L'idée n'en fut pas alors retenue à Vienne; mais elle le sera peu après. Il n'y avait d'ailleurs pas urgence de statuer sur ces attrayantes suggestions, tout demeurant subordonné à l'accueil que les ennemis réserveraient à l'offre de paix.

Elle fut faite le 12 décembre 1916, sous la forme de la note diplomatique tenue prête à cet usage, consignée en mains neutres, transmise à Paris, Londres et Pétrograd le 18, appuyée d'un retentissant discours de M. de Bethmann au Reichstag de Berlin, enfin accompagnée à l'intérieur de deux ordres du jour des Empereurs à leurs troupes, celui de Guillaume II claironnant, celui de Charles Ier sur le mode pieux et mineur. Ce qui a suivi est bien connu. M. Briand en France, MM. Asquith et Lloyd George en Angleterre, M. Pokrovski en Russie écartèrent immédiatement une offre rendue suspecte par le seul fait qu'elle ne comportait aucune indication des conditions de la paix. La remise officielle de la note le 18 décembre n'eut d'autre effet que de faire répéter par les ministres français, anglais et russe ce qu'ils avaient déclaré dès le premier moment. Leur refus fut pleinement justifié. A moins d'être résignés à la paix coûte que coûte, des gouvernements n'acceptent pas d'entrer en négociation sur la simple assurance que l'ennemi tient en réserve des conditions de paix dont il ne croit pas encore devoir donner le moindre aperçu. Le calcul fait par Bethmann fut donc déjoué et l'événement donna raison, rétrospectivement, aux objections que Burian avait élevées contre cette manière de procéder. Mais quand on connaît les conditions de paix examinées entre Berlin, Vienne, Constantinople et Sofia, on doit convenir que Bethmann n'a pas eu tort de penser que leur divulgation aurait empêché toute négociation de s'engager. En définitive, la paix ne pouvait pas être conclue à ce moment-là, parce que les Empires centraux et même leurs alliés secondaires la voulaient encore trop substantielle à leur profit et que leurs ennemis n'entendaient pas leur donner gain de cause.

L'échec de cette tentative de paix eut pour les Empires centraux des conséquences graves. Leurs ennemis y répliquèrent sur le ton résolu de gens qui n'en sont pas à poser les armes sans obtenir quelques satisfactions et des garanties positives contre le retour de l'agression subie. Le président Wilson

demanda aux deux camps de définir leurs buts de guerre. La France et ses alliés répondirent en mentionnant, entre autres, le libre développement des nationalités d'Europe centrale, mots qui sonnaient assez mal à des oreilles autrichiennes ou hongroises, voire même allemandes. Le cabinet de Washington chercha à prévenir, puis à arrêter la guerre sous-marine à outrance. L'Allemagne objecta que, l'attitude de ses ennemis rendant la négociation impossible, elle devait recourir à cette arme. Par là, elle fit un pas décisif dans la voie au bout de laquelle elle rencontra l'hostilité déclarée des États-Unis.

L'ENTREVUE DE VIENNE

Rien de tout cela ne faisait l'affaire des Autrichiens, pour qui une prompte paix gardait toute sa valeur. A la fin de décembre 1916, Burian fut remplacé aux Affaires étrangères par le comte Czernin, issu d'une noble famille de Bohême. L'empereur Charles avait voulu donner une couleur slavophile à son gouvernement, à la tête duquel il avait appelé le comte Clammartinitz, lui aussi d'origine slave. Peu de semaines après son entrée en fonctions, Czernin reçut à Vienne la visite de Bethmann-Hollweg. Il eut des conversations en tête-à-tête avec le chancelier allemand et tint aussi une conférence, à laquelle assistèrent, en plus de lui-même et de Bethmann, du côté allemand le sous-secrétaire von Stumm et le comte Wedel, ambassadeur d'Allemagne à Vienne, du côté autrichien le prince de Hohenlohe et M. de Merey. Czernin ouvrit la séance en rappelant qu'il avait parlé le même jour (16 mars 1917) au chancelier allemand de la situation de la monarchie austro-hongroise. Celle-ci était, dit-il, au bout de ses forces; la situation alimentaire était déplorable et les espoirs fondés, pour le ravitaillement, sur le territoire roumain étaient vains; la pénurie de matières premières n'était pas moindre. La guerre ne pourrait être prolongée au delà de l'automne de 1917. Il ne fallait donc rien négliger qui pût mener à la paix. Le comte Czernin annonça alors qu'il se proposait d'envoyer en Suisse le comte de Mensdorff-Pouilly, ancien ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Londres, pour s'aboucher avec un interlocuteur français, puisqu'il existait un mouvement pacifiste en France. Mais il fallait donner des instructions à M. de Mensdorff et, pour

cela, arrêter un programme maximum et minimum de paix.

Bethmann répliqua qu'il lui paraissait difficile de s'entendre avec la France, car « elle voulait l'Alsace-Lorraine et le peuple allemand ne voulait pas la lui rétrocéder ». En outre, pour faire rendre à l'Allemagne ses colonies prises par l'Angleterre, il était nécessaire d'occuper le territoire français et le territoire belge. Mieux vaudrait donc attendre et laisser se développer en Russie des événements qui pourraient rendre plus accommodant le groupe entier de l'Entente. Quant à présent, les conditions de paix envers la France étaient difficiles à préciser : en tout cas, l'Allemagne retiendrait le bassin de Briey-Longwy, soit sans compensation, — ce qui pourrait constituer le maximum, — soit en compensant cette acquisition par l'abandon d'un morceau de Lorraine ou d'Alsace, — ce qui pourrait constituer le minimum. Le sous-secrétaire von Stumm se montra sceptique sur le résultat pratique de négociations avec la France et rappela que les généraux allemands comptaient sur le prochain effondrement militaire de l'Angleterre.

Ensuite fut abordée la question des frontières orientales. Bien qu'un manifeste des deux Empereurs, remontant au 5 novembre précédent, eût appelé la Pologne russe à une vie indépendante, Bethmann-Hollweg admit qu'elle pût être restituée à la Russie. Dans ce cas, l'Allemagne procéderait à une rectification de la frontière russo-allemande. Dans le cas contraire, c'est-à-dire si une Pologne était conservée, l'Allemagne aurait à annexer du territoire du côté de Grodno et de Vilna. Ce fut au tour du comte Czernin à indiquer ce à quoi prétendait l'Autriche-Hongrie. Il commença par assurer qu'elle visait avant tout à sauvegarder son intégrité territoriale. Après quoi, il déclara qu'elle prendrait volontiers la Valachie, plus la région entre les Carpathes et le Séreth, le reste de la Moldavie pouvant aller à la Russie. C'était là l'application de l'idée du maréchal Conrad sur la suppression de la Roumanie. La modalité choisie par le comte Czernin, parmi plusieurs que le chef d'état-major général avait esquissées, consistait dans le partage de la Roumanie entre l'Autriche-Hongrie et la Russie, à raison des deux tiers pour la première et d'un tiers pour la seconde.

M. de Bethmann objecta qu'un pareil gain était disproportionné avec ceux que l'Allemagne ambitionnait pour elle-même ; il ajouta qu'il n'était pas d'avis d'installer la Russie en Moldavie.

Merey, tout Autrichien qu'il fût et subordonné à Czernin, montra quelque crainte du renfort ainsi donné à l'irrédentisme et du danger de rapprocher les Russes de Constantinople. La discussion en resta là, mais le comte Czernin conclut en posant un principe : il fallait que les deux Empires fussent traités de la même façon; ou bien *statu quo ante bellum* pour l'Allemagne et alors même traitement à l'Autriche-Hongrie; ou bien modification au *statu quo* en faveur de l'Allemagne et alors même avantage à la monarchie des Habsbourg.

Entra-t-il plus de tactique envers l'Allemand que de véritable appétit dans le dessein d'annexion en Roumanie, qu'exposa Czernin le 16 mars 1917? Voulut-il faire sentir à Bethmann qu'en s'obstinant à exiger des agrandissements du côté français et du côté russe, l'Allemagne autorisait l'Autriche-Hongrie à en réclamer pour elle-même dans le bassin inférieur du Danube? Le ministre de l'empereur Charles ne semble pas avoir fait ce calcul. Hors le cas où l'Allemagne se résignerait pour elle-même au rétablissement du *statu quo ante*, c'était sincèrement qu'il ambitionnait l'extension de la Monarchie jusqu'aux bouches du Danube. Cela prouve que, malgré tout son désir d'une prompte paix, il n'était pas encore dans un état d'esprit propre à la rendre possible. Il était dans le vrai quand, à l'exemple de son prédécesseur Burian, il conviait les Allemands à se montrer raisonnables en Europe occidentale, envers les Français, les Belges et les Anglais. Il se mettait en contradiction avec lui-même et par suite s'affaiblissait aux yeux de Bethmann, quand il laissait voir des convoitises démesurées en Europe orientale.

Le seul résultat immédiat de l'entrevue du 16 mars 1917 fut l'assentiment des Allemands à l'envoi en Suisse d'un émissaire austro-hongrois prudent. M. de Mensdorff s'y rendit effectivement au début d'avril, mais il n'y rencontra pas d'interlocuteur français, les renseignements sur la foi desquels il en devait trouver un s'étant avérés dépourvus de fondement.

LE CONSEIL DE LA COURONNE DU 20 MARS A VIENNE

Les entretiens de Bethmann et de Czernin parurent, à Vienne, assez importants pour qu'ils fussent suivis d'un conseil de la Couronne, qui se tint le 20 mars, et où le ministre

des Affaires étrangères fit un exposé politique sur les buts de guerre et la question polonaise. Il commença par énoncer son principe : ou *statu quo ante* pour l'Allemagne, comme pour l'Autriche-Hongrie ; ou gains pour l'Autriche-Hongrie, s'il y en avait pour l'Allemagne. Comme la première hypothèse semblait exclue par les dispositions dont Bethmann lui avait fait part, le comte Czernin passa tout de suite à l'examen des accroissements territoriaux possibles pour l'État austro-hongrois. Il en montra la possibilité sur le bas Danube, ainsi que dans les Balkans, et la justification dans ce qu'il adviendrait probablement de la Pologne. L'État polonais, dont il regrettait que Vienne et Berlin eussent promis la création, ne pourrait être pratiquement que polono-allemand ou polono-russe. De toute façon, il était perdu pour l'Autriche-Hongrie. Celle-ci devait en outre s'attendre, dans l'avenir, à un irrédentisme polonais en Galicie ; mais il lui fallait prendre son parti des irrédentismes ; le danger pour elle venait du dehors, non du dedans, affirmait Czernin avec une belle assurance. La compensation au tort qu'elle subirait du côté polonais, elle la trouverait en englobant la Serbie dans son système économique et en annexant toute la Valachie, plus la Moldavie jusqu'au Sereth. Comme il n'y avait pas de raison pour attribuer à la Hongrie cet énorme morceau de Roumanie, on en ferait une « terre d'empire ».

Pour faire consentir l'Allemagne à cette annexion, on lui déclarerait que l'Autriche-Hongrie se désintéressait de la Pologne. Ainsi Czernin concevait-il la solution du problème des frontières orientales, en ce qui concernait la monarchie des Habsbourg, dans le cas où la base de la paix ne serait pas, pour l'Allemagne, le simple retour au *statu quo*. Cela est conforme au langage qu'il avait tenu à Bethmann le 16 et exclut donc qu'il eût cherché à le manœuvrer. Il termina son exposé en disant que « la clef de la paix était à l'ouest ». Si l'Allemagne, expliqua-t-il, abandonnait le territoire français, le territoire belge et « quelque chose en plus », alors c'était la paix. Le comte Czernin annonça aux membres du conseil de la Couronne que M. de Bethmann, en grand secret, lui avait promis ce sacrifice : par l'expression « ce sacrifice », il fallait entendre la cession d'une partie, sans doute très réduite, d'Alsace-Lorraine. Pour la faciliter à l'Allemagne, on devait lui laisser les

mains libres en Pologne, ce qui permettrait en outre à l'Autriche-Hongrie de se servir en Roumanie et dans les Balkans.

Ce système était ingénieux, mais n'en contenait pas moins une grande part de chimère et de contradiction, ce qui revient à dire qu'il était plus spécieux qu'ingénieux. Le meilleur en consistait dans cette vue, d'après laquelle « la clef de la paix était à l'ouest », notamment en Alsace-Lorraine. Le vice en consistait dans l'importance des avantages réservés à l'Autriche-Hongrie. Pas de contre-partie, de la part de celle-ci, au sacrifice qu'elle demandait à l'Allemagne de faire, en restituant à la France au moins un lambeau des provinces enlevées en 1871. Bien plus, non seulement l'Autriche-Hongrie devait, de son côté, ne rien céder à qui que ce fût, — par exemple à l'Italie, — mais encore elle s'arrondirait de la Roumanie presque entière, en échange d'un simple désistement en Pologne. Toute la combinaison péchait donc par défaut d'équilibre et par là contre la logique : car celui des deux Empires centraux qui se montrait le plus impatient de la paix et se déclarait incapable de continuer la guerre au delà de quelques mois, était précisément celui qui voulait ne rien sacrifier à la paix et, si son partenaire gagnait quelque chose, acquérir autant, sinon plus.

Le seul moyen que l'Autriche-Hongrie aurait peut-être eu de décider l'Allemagne à un sacrifice en Alsace-Lorraine, c'eût été d'en donner elle-même l'exemple ailleurs, dans le Trentin ou en Istrie, et d'y ajouter l'affirmation de son désintéressement en Europe orientale. Peut-être le gouvernement allemand se serait-il alors persuadé qu'il fallait, ou perdre l'alliance austro-hongroise, ou en passer par les vœux d'une alliée défaillante. Mais c'est ce qui ne fut pas compris par Czernin et ne pouvait pas l'être. La situation militaire dans les Balkans et en Roumanie était si brillante, la situation politique en Russie tellement mauvaise! De là vint l'illusion que la paix pût être à la fois prompte et lucrative; de là, l'idée de la fonder sur un léger sacrifice de l'Allemagne à l'ouest, désarmant l'ennemie principale, la France, et sur des gains pour les deux Empires centraux à l'est.

Le conseil de la Couronne du 20 mars approuva les idées exposées par le ministre des Affaires étrangères. Peu de jours après, fut signé par Bethmann et Czernin un résumé de leur conférence du 16. Ce résumé constata qu'ils s'y étaient mis

d'accord sur un « programme minimum de paix », consistant dans le retour au *statu quo* territorial, et que, dans le cas où leurs deux pays pourraient prétendre à mieux, ils avaient convenu de se concerter sur les avantages territoriaux à s'assurer, avantages qui seraient pris par l'Allemagne surtout à l'est, par l'Autriche surtout en Roumanie.

L'ENTREVUE DE HOMBOURG

Il n'y eut pas d'application immédiate à faire des dispositions ainsi arrêtées entre Vienne et Berlin, en prévision d'une négociation de paix. L'occasion espérée ne s'en présenta pas, puisque M. de Mensdorff fit, comme nous l'avons dit, buisson creux en Suisse au début d'avril et n'y trouva personne à qui parler. Mais la délibération des deux gouvernements ne fut pas suspendue. Sur la foi d'on ne sait quelle rumeur, dont l'ambassadeur d'Allemagne à Vienne se fit l'écho auprès de Czernin, il fut alors admis que des ouvertures de paix séparée étaient venues d'Italie. Le comte Czernin s'empressa de faire savoir à M. de Bethmann que l'Autriche-Hongrie était prête à traiter avec l'Italie sur la base du *statu quo*, mais qu'aucune cession territoriale de sa part n'était possible, ni dans le Trentin, ni à Trieste. Bethmann ne put s'empêcher d'observer qu'il était bien contradictoire de ne pas vouloir céder un pouce de terrain aux Italiens, alors qu'on affirmait avoir un besoin urgent de la paix et ne plus pouvoir tenir au delà de six semaines. Cette observation fait toucher du doigt le paradoxe de l'attitude prise par le gouvernement austro-hongrois, en insistant pour la paix, en conseillant au gouvernement allemand une cession au profit de la France, et en se refusant à rien perdre soi-même. Ce paradoxe, à son tour, explique pourquoi les exhortations autrichiennes à Berlin étaient condamnées à rester stériles. C'est d'ailleurs sans nécessité que Czernin notifia à Bethmann son intransigeance envers l'Italie : car l'Italie, contrairement aux dires de l'ambassadeur d'Allemagne, n'avait pas fait d'ouvertures de paix.

Le 3 avril 1917, l'empereur Charles et l'impératrice Zita allèrent faire leur visite d'avènement aux souverains allemands. Le comte Czernin les accompagna, retrouva M. de Bethmann, et une conversation eut lieu à Hombourg entre

les monarques et leurs ministres. Le ministre autrichien répéta, en présence des empereurs et du chancelier allemand, que l'Autriche-Hongrie ne pouvait pas continuer la guerre au delà de 1917 et qu'il fallait saisir toute occasion de faire la paix. Il mit ses auditeurs en garde contre les tendances annexionnistes et signala les répercussions que la révolution russe pouvait avoir sur la situation intérieure de leurs monarchies. M. de Bethmann en convint et Guillaume II s'en montra soucieux. Les Allemands demandèrent alors au comte Czernin s'il comptait renouveler une démarche en vue de la paix : il répondit que non, mais qu'il fallait être aux aguets des moindres symptômes de pacifisme chez l'ennemi et les exploiter. Guillaume II et Bethmann en tombèrent d'accord et il fut entendu qu'on se communiquerait toute conversation ayant la paix pour objet. Enfin le principe fut posé que, soit qu'il fallût céder du territoire, soit qu'on pût en acquérir, sacrifices ou avantages seraient partagés. Ce dernier principe allait plus loin que celui dont on avait convenu précédemment. Jusqu'alors, il n'avait été question que de deux hypothèses : d'un minimum, qui serait le retour au *statu quo;* d'un maximum, qui consisterait dans des annexions pour les deux Empires. Cette fois était prévue une troisième hypothèse : celle de cessions, auxquelles serait appliqué, le cas échéant, le même principe de parallélisme qu'aux annexions, s'il y avait lieu à annexion.

L'occasion se présenta ce jour-là à l'empereur Charles et à Czernin d'indiquer immédiatement les cessions auxquelles ils seraient prêts et de demander à leurs interlocuteurs d'en faire autant. Ils l'auraient saisie, s'ils avaient eu autant de décision que de désir de la paix. Mais ils ne la saisirent pas et, à leurs instances auprès de l'Allemagne, pour qu'elle renonçât à tout ou partie de l'Alsace-Lorraine, continua à faire défaut le poids qu'elles auraient pu recevoir de leur exemple. Pour avoir une faible chance d'être écoutés de Guillaume II et de Bethmann, quand ils leur conseillaient d'accorder une satisfaction à la France en Alsace-Lorraine, il aurait fallu qu'ils annonçassent l'intention d'en donner une à l'Italie sur Trente et Trieste. Mais cette intention, ils ne l'avaient pas. Qui veut la fin veut les moyens. Ils ne voulurent pas les moyens de la fin qu'ils poursuivaient et qui était la paix.

L'ENTREVUE DE KREUZNACH

A son retour à Vienne, le comte Czernin remit à l'empereur Charles un mémoire où il lui démontrait que l'Autriche-Hongrie ne serait bientôt plus en mesure de poursuivre la guerre, qu'il était indispensable d'aboutir rapidement à la paix et que la condition principale en était une concession de l'Allemagne à la France sur l'Alsace-Lorraine. Il prêchait un convaincu. Charles Ier transmit ce mémoire à Guillaume II le 13 avril 1917, au Quartier général de Kreuznach. Les Allemands avaient pris le sage parti, — sage à leur point de vue, — de gagner du temps, de ne pas heurter les Autrichiens de front, de ne pas les rabrouer et d'amuser le tapis. L'essentiel pour eux était de ne pas fournir à leur alliée, lasse et chancelante, un prétexte à leur fausser compagnie. Au début de mai fut établi un projet d'accord écrit, qui ne dit toutefois rien de plus que le résumé des entretiens du 16 mars; l'hypothèse de cessions n'y est pas mentionnée : il n'y est question que du *statu quo* ou bien d'annexions parallèles.

A la même époque, M. de Bethmann vint à Vienne. Le développement de la révolution russe commençait à faire espérer aux Empires centraux une paix séparée avec la Russie. Tous deux étaient naturellement d'accord pour profiter de cette chance, si elle venait à se préciser. Mais l'Allemagne désirait des conditions de paix avantageuses pour elle, tandis que l'Autriche-Hongrie, talonnée par un plus urgent besoin de la paix, faisait bon marché des annexions. Czernin avait publié à cet égard, dans la seconde quinzaine d'avril, des déclarations de désintéressement qui avaient déplu à Berlin. Les annexions prévues aux dépens de la Russie devant bénéficier à l'Allemagne et non à l'Autriche-Hongrie, il y eut là matière à des tiraillements pénibles, et c'est à les faire cesser que fut utilisée la brève visite de Bethmann à Vienne. Rendez-vous fut pris pour une nouvelle et très prochaine conférence au Grand Quartier général allemand.

Dans l'intervalle, la Bulgarie s'était émue de ces conciliabules où elle avait deviné sans peine qu'il s'agissait de la paix. Un instant on craignit, à Vienne et à Berlin, d'avoir à subir un voyage du tsar Ferdinand et de Radoslavoff. Leur visite fut

évitée. Mais les prétentions bulgares demeuraient élevées : toute la Macédoine, toute la Dobroudja, Pristina et Prizrend, Cavalla, une frontière commune avec l'Autriche dans la vallée de la Morava et, pour couronner le tout, l'imputation à la Roumanie du paiement de la dette de guerre bulgare! Cette avalanche de prétentions fut reçue par Czernin le sourire aux lèvres. Ayant intérêt à l'affaiblissement profond de la Serbie et de la Roumanie, l'Autriche-Hongrie, répondit-il, ferait preuve de sympathie pour les buts de guerre bulgares. Plus tard, en juin, Radoslavoff vint à Vienne et il y fut question de tenir à Budapest une conférence sur les affaires du Danube. Mais la mesure où les intérêts des petits alliés seraient satisfaits dépendait tout de même, nécessairement, de la ligne de conduite qu'adopteraient les grands.

Le comte Czernin fut à Kreuznach les 17 et 18 mai 1917 et y rencontra M. de Bethmann. Les événements intérieurs se précipitant en Russie, État désormais en décomposition, ce fut surtout des frontières orientales qu'il fut parlé dans cette entrevue. La perspective d'une paix séparée avec la Russie se précisait et ouvrait celle, — du moins l'espérait-on à Vienne et à Berlin, — d'un règlement de comptes avec la Serbie et la Roumanie, peut-être d'une paix générale. Il fallait donc être prêt. Czernin demanda l'intégrité de l'Autriche-Hongrie, avec en plus le Lovcen et une rectification de la frontière austro-serbe; la restauration d'une petite Serbie, sans port sur l'Adriatique; la reconstitution du Montenegro; celle d'une Albanie réduite au nord de ce pays. Ces trois États dépendraient de l'Autriche. Bethmann remarqua que c'était avantageux pour celle-ci, exprima l'espoir qu'elle en serait satisfaite, prôna une Serbie plus grande, recommanda cependant de faire droit aux prétentions de la Bulgarie, notamment sur la vallée de la Morava. Il demanda que l'Allemagne eût la faculté d'aider la Bulgarie à exploiter ses ressources et son sous-sol et qu'elle jouît de garanties économiques en Roumanie, suggéra la réunion de l'Albanie du sud à la Grèce, signala l'intérêt de faire de Salonique un port franc. On fut d'accord pour penser que les Italiens ne devraient pas être laissés à Valloña. Ce tour d'horizon balkanique épuisa les questions posées dans la péninsule. Quant au bassin inférieur du Danube, on convint que la Roumanie occupée reviendrait à l'Autriche, sauf la Dobroudja et le terri-

toire au sud de Constanza, qui seraient attribués à la Bulgarie. Mais ce morceau de choix ne tomberait dans l'escarcelle des Habsbourg que si l'Allemagne réussissait à annexer la Courlande et la Lithuanie et à s'appuyer à la Pologne. De la Pologne l'Autriche-Hongrie déclara se désintéresser. Les deux pays enfin s'engagèrent à maintenir un rapport, une parité, entre les conditions de paix pour chacun d'eux.

De tout ce qui précède fut composée une note, que paraphèrent Bethmann et Czernin. Elle resta muette sur les frontières occidentales. Deux points importants furent ensuite précisés à la demande de Czernin : si la Courlande et la Lithuanie n'étaient pas réunies à l'Allemagne, l'Autriche se bornerait à réclamer en Roumanie la même situation que l'Allemagne en Pologne; le désintéressement de l'Autriche à l'égard de la Pologne demeurerait provisoirement confidentiel.

La base des accords de Kreuznach est celle que Czernin avait fait adopter au conseil de la Couronne du 20 mars : l'Allemagne se paye sur la Russie, l'Autriche-Hongrie sur la Roumanie et les Balkaniques du camp adverse. L'une et l'autre se réservèrent toutefois de renoncer à ces acquisitions ou de s'en relâcher, vu l'intérêt de détacher la Russie de la coalition ennemie. Aussi les avantageuses conditions dont elles convinrent furent-elles arrêtées surtout en cas de paix générale. Une paix séparée avec la Russie pourrait au contraire être conclue sans annexion ni indemnité. Cette paix séparée avec les Russes, qui ne put être signée que près d'un an plus tard, tentait en effet Czernin au plus haut point; elle devint le but essentiel de sa politique, l'objet de ses plus vives instances auprès de Berlin et celui de ses soins immédiats. C'est la raison à laquelle il faut attribuer l'ampleur des acquisitions prévues à l'est, si, la Russie ne faisant pas défection, il n'y avait plus lieu de la ménager.

Mais bien qu'elles s'appliquassent au cas d'une paix générale, ou même à cause de cela, ces conditions décelaient toujours chez les Autrichiens la même contradiction : impatience de la paix, souci de n'y rien perdre et désir d'y gagner gros. Cette contradiction toutefois s'explique mieux qu'auparavant. Car la situation militaire sur le front occidental, au printemps de 1917, n'était pas brillante pour les ennemis des Empires centraux. Le mouvement pacifiste approchait, en France et en

Angleterre, du moment de sa crise. En Russie, la révolution accomplissait son œuvre de désagrégation. En Orient, la Roumanie était expirante. On ne peut douter aujourd'hui, en examinant les échanges de vues des Allemands et des Autrichiens avant et après la révolution russe, que celle-ci ne leur ait permis de prolonger leur résistance en retardant l'effondrement de l'Autriche-Hongrie. Il est donc naturel qu'en mai et juin 1917, les événements aient remonté le moral à Czernin et l'on est moins surpris de le voir combiner, selon son habitude, deux dispositions qui ne s'accordent généralement pas : soif de paix et appétit de territoires.

LA NÉGOCIATION DU PRINCE SIXTE

Toute la consultation austro-allemande, depuis l'échec de l'initiative pacifique de décembre 1916, chevaucha sur la négociation dont le prince Sixte de Bourbon fut l'agent auprès des gouvernements français et anglais. Comme cette négociation est connue dans le détail, nous ne la mentionnerons que pour en montrer la coïncidence avec le long conciliabule dont nous venons de retracer les phases. En effet, elle commence en janvier 1917 pour finir en juin de la même année; la période active s'en étend de février à mai. Elle coïncide donc exactement avec les échanges de vues de Czernin et de Bethmann. Ceci n'est pas dit pour la dénigrer, en contester l'intérêt ou en faire suspecter le sérieux. Mais ces rapprochements de dates la replacent dans son cadre et la font comprendre. Le patient, pressant et vain effort de Czernin pour obtenir de Bethmann une concession en Alsace-Lorraine; sa conviction que « la clef de la paix était à l'ouest » et que la paix était faite, si l'Allemagne offrait « quelque chose de plus » que la simple évacuation de la France et de la Belgique; son vœu que l'on fût aux aguets des symptômes pacifiques chez l'ennemi, que l'on envoyât un émissaire en Suisse : tout cela explique la mission secrète confiée par l'empereur Charles au prince Sixte, son beau-frère.

Le premier document remis, en février, au prince pour être soumis par lui aux hommes d'État français, — un aide-mémoire de Czernin annoté par Charles Ier, — n'outrepasse nullement la teneur de ce qu'on appelle une amorce ou une

entrée en matière. La remise à Paris en a lieu le 5 mars : c'est le 16 que se tient à Vienne la conférence où Czernin demande et obtient de Bethmann l'envoi de M. de Mensdorff en Suisse et plaide auprès du chancelier allemand la nécessité d'une concession à la France sur la question d'Alsace-Lorraine. Le 24 mars est délivrée au prince Sixte, à Laxenburg, la lettre autographe de Charles Ier où l'Empereur promet d'user de toute son influence pour faire reconnaître par l'Allemagne « la juste revendication » de la France sur l'Alsace-Lorraine. Vraisemblablement ce document, compromettant pour le signataire, n'a-t-il pas été connu de Czernin, à l'insu de qui il dut être écrit. Mais c'est le 20 mars, quatre jours avant, qu'avait siégé, sous la présidence de Charles Ier, le conseil de la Couronne où Czernin, rendant compte de ses entretiens du 16 avec Bethmann, avait rapporté que le chancelier allemand lui avait « promis en grand secret » le sacrifice de « quelque chose de plus » que l'évacuation des territoires occupés en France. L'on comprend mieux ainsi que l'empereur Charles ait écrit cette lettre où, d'ailleurs, il ne s'engageait qu'à appuyer auprès de son alliée la revendication par lui qualifiée de « juste ».

La visite impériale à Hombourg, où Czernin déclare que l'Autriche ne pourra pas continuer la guerre au delà de 1917 et qu'il faut saisir toute occasion de faire la paix, cette visite est du 3 avril : elle suit de trois jours la seconde audience du prince Sixte à l'Élysée. C'est très peu de jours après que le comte Czernin remet à son souverain le mémoire qui sera transmis à Guillaume II le 13 avril, où le ministre autrichien insiste sur la nécessité de la paix et en montre une fois de plus la condition dans la solution de la question d'Alsace-Lorraine : pendant ce temps, le prince Sixte est à Londres et son action provoque un entretien franco-anglais à Folkestone. Le coup de grâce est porté à sa négociation par la conférence franco-anglo-italienne de Saint-Jean-de-Maurienne, le 19 avril ; ses efforts, au début de mai, pour obtenir de l'Autriche une concession à l'Italie, restent sans résultat : dans l'entrevue de Kreuznach entre Bethmann et Czernin, les 16 et 17 mai, il n'est plus question des frontières occidentales.

Cette négociation, au courant de laquelle les Allemands n'ont probablement pas été mis sur le moment, n'a cependant pas été en contradiction positive avec les accords pris entre

Bethmann et Czernin sur l'opportunité de faire des sondages pacifiques. Elle n'a outrepassé les bornes de leurs accords que sur un point, vraisemblablement ignoré de Czernin : le passage compromettant de la lettre de Charles Ier à son beau-frère. Elle a échoué pour deux raisons : d'abord, parce qu'elle n'a pas impliqué, de la part de l'Autriche-Hongrie, l'offre de séparer son sort de celui de l'Allemagne ; ensuite, parce qu'elle n'a comporté aucune satisfaction au profit de l'Italie. Par ces deux caractéristiques, elle concorde bien encore avec tout le reste de la politique austro-hongroise, telle qu'on la voit ressortir des échanges de vues entre Berlin et Vienne.

L'éventualité d'une paix séparée, — séparée de la part de l'Autriche-Hongrie, — est toujours restée exclue des intentions, comme des actions de Czernin. Il n'y a pas de doute à ce sujet. Son ministre à Berne lui avait rapporté, le 4 mai 1917 : « La France est persuadée que nous ne pouvons rien sans la volonté de l'Allemagne et l'Allemagne cherche à fortifier cette impression à Paris. » Czernin lui répondit : « Nous suivons notre propre ligne de conduite. Il faut que l'Entente sache qu'on ne peut pas nous séparer de l'Allemagne. Mais nous devons modérer les Allemands. » Sa pensée est là, sincère et complète. Jamais il ne s'est agi pour lui de conclure la paix séparément de l'Allemagne S'en est-il agi pour Charles Ier ? Le jeune et dernier empereur d'Autriche et roi de Hongrie semble avoir eu un fonds d'honnêteté, de loyauté, trop grand pour que tel ait été son dessein. Mais si cette opinion n'est pas exacte, alors il faut conclure qu'il n'a pas su ou pas pu aller au bout de son intention : et le fait est, en tout cas, qu'il en est resté encore très loin.

L'espèce d'*aparte*, — car c'en fut un, — que, par l'intermédiaire du prince Sixte, l'empereur Charles et Czernin eurent avec les Français d'abord, les Anglais et les Français ensuite, nous apparaît donc comme complémentaire des conversations qu'ils eurent simultanément avec les Allemands. Bien que distinctes et indépendantes l'une de l'autre, les deux négociations, celle avec l'allié et celle avec l'ennemi, ont des points d'analogie et de contact. Analogues aussi sont les causes qui les ont, l'une et l'autre, frappées de stérilité. A la négociation avec l'ennemi manqua, pour réussir, la résolution de se séparer de l'allié. A la négociation avec l'allié fit défaut, pour aboutir,

la volonté de le contraindre à la paix en commun et de lui donner l'exemple des sacrifices auxquels la paix était nécessairement subordonnée, dès l'instant que l'ennemi ne la sollicitait pas.

UNE PASSE D'ARMES CZERNIN-LUDENDORFF

Juin se passa sans que les progrès de la désorganisation militaire et du désordre intérieur en Russie en vinssent à déterminer cette paix séparée avec les Russes qui était d'ailleurs attendue à Berlin avec beaucoup moins d'impatience qu'à Vienne. Le moral des généraux allemands était alors haut; il devait le devenir encore plus à l'automne de 1917 et le rester, plus ou moins, jusqu'au delà du printemps de 1918. La situation militaire des Empires centraux, sur les deux fronts, oriental et occidental, justifiait dans l'ensemble cette sérénité et cette confiance en la victoire finale. Guillaume II, le gouvernement et l'opinion publique étaient, ou optimistes, ou réconfortés. Bethmann avait dû abandonner la chancellerie de l'Empire, où il avait été remplacé par Michaelis, personnage de peu de notoriété. Le Grand quartier prévalait sur un gouvernement civil plutôt effacé. L'entrée en guerre des États-Unis d'Amérique préoccupait, mais moins que de raison : car on espérait en avoir fini militairemont, d'abord avec la Russie, ensuite avec l'Italie, l'Angleterre et la France, avant que beaucoup de troupes américaines pussent entrer en action. Aussi l'Allemagne, ou au moins ses généraux, préféraient-ils attendre plus longtemps la paix séparée avec la Russie et la conclure lucrative, que de l'avoir plus rapidement, mais moins avantageuse.

Le comte Czernin était d'un avis diamétralement opposé. Pour obtenir plus vite la paix séparée avec la Russie, il était d'avis de se déclarer prêts à la faire sans annexions ni indemnités, et il ne s'en cachait pas. Ses dispositions, à cet égard, menaçaient en premier lieu les espoirs allemands d'annexions aux dépens de la Russie. Au début de juillet 1917, Ludendorff lui fit conseiller d'afficher au contraire un programme annexionniste, comme le meilleur moyen de stimuler l'opinion publique dans son camp. Czernin lui répliqua en le rabrouant quelque peu. Après lui avoir fait observer que même le chancelier de l'Empire allemand adhérait au principe « pas d'annexion de

force », « je ne peux, lui dit-il, obtenir que l'Autriche lutte que si elle sait que c'est pour se défendre, et non pour permettre à l'Allemagne des conquêtes ». Ludendorff répondit sur un ton conciliant : il n'avait pensé, allégua-t-il, qu'aux buts de guerre autrichiens dans les Balkans et sur le bas Danube.

Ce bref dialogue est intéressant. La riposte de Czernin à Ludendorff fut sans doute méritoire de sa part. Mais il y manqua ceci : que l'Autriche-Hongrie, faisant bon marché des ambitions allemandes du côté russe, sacrifierait également les siennes propres du côté serbe et roumain. Peut-être fut-ce considéré par Czernin comme implicitement contenu dans le principe, plusieurs fois posé, de parité dans les annexions. Mais il est des cas où ce qui est implicite doit être explicitement exprimé.

Là encore, dans cette petite passe d'armes entre Czernin et Ludendorff, se fit donc sentir le contraste d'un impatient désir de paix, devant lequel étaient invités à céder les espoirs allemands de conquête en Russie, avec un vaste plan de domination des Balkans et d'expansion vers le bas Danube, que le ministre autrichien ne se décidait pas à répudier catégoriquement et définitivement pour ne plus se soucier que de la paix sur tous les fronts.

OUVERTURES TRANSMISES PAR MADRID

L'attente et la recherche de la défection des Russes absorbant l'attention des Empires centraux, leurs gouvernements s'abstinrent alors de tentative pacifique auprès de leurs ennemis occidentaux. Mais ce furent leurs ennemis occidentaux qui bientôt prirent l'initiative d'ouvertures de paix à l'un des deux Empires : l'Autriche-Hongrie.

Au printemps de 1917, était parvenue à la reine-mère d'Espagne une lettre émanant d'une dame de l'aristocratie anglaise, la priant d'intervenir auprès de l'empereur Charles pour la conclusion d'une paix séparée avec l'Angleterre, disant enfin qu'un homme politique britannique pourrait aller en Suisse pour causer avec un émissaire austro-hongrois. Un assez long temps s'écoula, sans que la reine Christine fît aucun usage de cette lettre. A la fin de juillet seulement, elle en fit part, avec l'autorisation du Roi, son fils, à l'ambassadeur d'Autriche-

Hongrie à Madrid, le prince de Furstenberg. Ce diplomate transmit aussitôt l'information à Vienne. Dès que Czernin en eut connaissance, il en fit avertir le gouvernement allemand par l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Berlin, le prince de Hohenlohe : il ne ferait rien, dit-il, avant d'en avoir parlé lui-même au chancelier Michaelis, qu'il devait rencontrer la semaine suivante ; en attendant, il signalait spontanément la situation dangereuse que pourrait créer en Autriche une proposition anglaise, étant donné le vœu unanime de paix parmi les sujets des Habsbourg et leur antipathie contre les Allemands. On ne peut donc agir avec plus de loyauté que Czernin n'en montra à l'Allemagne dans la circonstance, et c'est là une preuve de plus que l'idée de la paix séparée n'a jamais même effleuré son esprit.

A Berlin, on eut l'impression que l'Angleterre commençait à avoir envie d'en finir et craignait l'effondrement du front de ses alliés. Le chancelier Michaelis passa donc outre à l'objection que Czernin lui avait loyalement indiquée et fut d'avis que l'Autriche-Hongrie engageât avec l'Angleterre une conversation en vue de la paix générale : surpris de l'optimisme qu'il constatait chez Guillaume II et qui était le reflet de celui des généraux allemands, Michaelis n'aurait pas eu de regret à traiter avec tous les ennemis dans la situation des armées à ce moment. Czernin fit donc savoir à Madrid, le 16 août 1917, que l'Autriche-Hongrie était prête à négocier avec Londres, pourvu qu'il ne s'agit pas de paix séparée de sa part à elle, mais bien de paix générale. Il est à présumer que cette réponse fut transmise de Madrid à Londres.

Ainsi fut-il bien précisé par Czernin, avant tout nouvel *aparte* entre son gouvernement et celui d'un des belligérants du camp opposé, que l'Autriche-Hongrie ne se prêterait pas à faire la paix à l'exclusion de l'Allemagne. Ce qu'il s'interdisait à lui-même, il ne soupçonna d'ailleurs pas l'Angleterre de se le permettre : il ne se figura point qu'elle recherchât la paix à l'exclusion de la France ou de l'Italie. Peu de jours après avoir répondu à Madrid, il se rencontra avec le chancelier Michaelis. Tous deux s'entretinrent des questions posées par l'hypothèse de la paix générale, alors remise à l'ordre du jour par plusieurs initiatives simultanées de diverses origines. Mais ce fut seulement assez longtemps après, en décembre 1917, que

le gouvernement britannique donna suite à son intention, agréée à Vienne, de mettre un négociateur anglais en contact avec un autrichien.

PREMIERS COLLOQUES ARMAND-REVERTERA

Avant cette époque, un Français, le comte Armand, attaché à l'état-major de l'armée, eut des conversations en Suisse, au mois d'août, avec le comte Revertera, diplomate autrichien (1). Le rang des deux interlocuteurs maintint nécessairement leurs conversations dans les limites de la stricte information. Elles n'eurent de la part du gouvernement français, ou plutôt du ministère de la Guerre, d'autre but que de s'enquérir si l'Autriche-Hongrie pouvait être détachée de l'Allemagne ; de la part du gouvernement austro-hongrois, d'autre but que de se rendre compte si la France pouvait, seule ou avec ses alliées, être attirée dans une négociation de paix avec Vienne et Berlin. Or il n'était pas question pour l'Autriche-Hongrie de se laisser séparer de l'Allemagne, pas question pour la France d'abandonner ses propres alliés, ni de négocier avec Berlin Les colloques du comte Armand et du comte Revertera étaient donc voués à rester académiques et le restèrent.

L'initiative en fut prise, d'après les Autrichiens, par les Français, d'après les Français, par les Autrichiens. Comme tous deux ne peuvent pas avoir raison sur ce point, il faut donc que les uns ou les autres soient dans l'erreur ou ne disent pas la vérité : et il y a apparence pour que ce soient les Autrichiens. Car les uns et les autres conviennent que les premières ouvertures, en vue de ces entretiens, furent faites à la mi-juin 1917 et, à cette époque, la négociation du prince Sixte était en train d'expirer, non sans laisser déception et regret aux souverains d'Autriche. Mais, si l'initiative de renouer des pourparlers par un autre intermédiaire est venue de Vienne, il ne s'ensuit pas nécessairement que Czernin et ses services aient été de mauvaise foi en se défendant de l'avoir prise et en l'attri-

(1) Les tentatives de paix conduites avec l'Autriche-Hongrie ont été étudiées d'une manière aussi intéressante qu'approfondie par M. Édouard Bénès, ministre des Affaires étrangères de Tchécoslovaquie, dans divers chapitres de ses *Souvenirs de guerre et de révolution*, dont une traduction française en deux volumes a été publiée en 1929 (Ernest Leroux éditeur, 28, rue Bonaparte, Paris) Nous nous permettons d'y renvoyer le lecteur.

buant aux Français. Car elle peut avoir émané de l'empereur Charles en personne, qui peut n'avoir introduit son ministre dans l'affaire qu'une fois le premier pas fait.

Toujours est-il qu'à la suite des démarches d'un citoyen suisse du canton de Fribourg, tendant à faire rencontrer le comte Armand et le comte Revertera, qui étaient parents entre eux, une entrevue fut organisée et eut lieu en Suisse. Les plans que l'officier français esquissa tendaient à une paix séparée de la part de l'Autriche-Hongrie et, pour la première fois, visaient à intéresser Vienne à l'amoindrissement de l'Allemagne. La Bavière aurait été détachée de l'Empire allemand au profit de l'Autriche, la Silésie partagée entre l'Autriche et la Pologne, la Pologne rattachée à l'Autriche, la monarchie des Habsbourg transformée en un État fédéral, le Trentin cédé à l'Italie, Trieste érigé en port franc. Nous verrons bientôt reparaître, dans une négociation austro-anglaise, quelques-uns de ces ballons d'essai et surtout l'idée générale qui les gonflait : grandir l'Autriche au détriment de l'Allemagne. Les instructions de Revertera lui interdisaient d'entrer dans la discussion de pareilles vues. Il n'était autorisé qu'à demander des propositions précises, qui pussent être transmises à Berlin, et, dans le cas où les Allemands seraient disposés à négocier, servir de bases à une négociation proprement dite, que Czernin suggérait de confier aux ministres mêmes des Affaires étrangères ou à leurs représentants qualifiés et d'engager à Vaduz, dans la principauté de Lichtenstein.

Les suggestions apportées par le comte Armand n'étaient pas précisément de celles qui auraient eu chance d'être agréées à Berlin comme bases d'une négociation à entreprendre ensuite avec l'assentiment de l'Allemagne. L'antinomie des deux conceptions éclata donc de prime abord et les deux interlocuteurs ne cherchèrent pas à se la masquer. Le comte Armand déclara à Revertera qu'il s'agissait de paix séparée et Revertera repartit pour Vienne, où il rendit compte à l'empereur Charles et à Czernin. Le 22 août, il était de retour en Suisse. Son retour ne signifiait nullement que l'Autriche admît l'éventualité de traiter séparément de l'Allemagne. Revertera reçut du comte Armand une note énumérant des conditions de paix qui s'appliquaient, cette fois, non plus au cas d'une paix avec l'Autriche-Hongrie isolément, mais à celui d'une paix avec les

deux Empires centraux : évacuation et restauration de la Belgique, évacuation du territoire français, réparation des dommages, cession à la France de l'Alsace-Lorraine, création d'une zone neutre sur la rive gauche du Rhin, cession à l'Italie de Trente et de Trieste, reconstitution de la Serbie et de la Roumanie, formation d'une Pologne indépendante comprenant la Posnanie et la Galicie, fédéralisation de la monarchie des Habsbourg, etc., etc. Il semble que le ministère français de la Guerre, après avoir appris, par le rapport du comte Armand sur sa première conversation avec Revertera, que l'Autriche ne s'offrait qu'à remplir l'office de boîte aux lettres pour Berlin, ait tenu à déposer dans la boîte une lettre montrant à l'Allemagne que la France ne faiblissait pas sur ses revendications essentielles, ni sur celles de ses alliés. Revertera transmit à Czernin cette liste de conditions, plus sérieuses que les ballons d'essai lancés lors de la première rencontre, mais par cela même promises d'avance à un insuccès aussi certain, et il attendit en Suisse la réponse de Vienne. La réponse de Czernin, qui ne tarda pas, — elle vint le 28 août, — fut qu'il n'y avait pas à songer à communiquer de telles prétentions à Berlin et que les ennemis des Empires centraux devaient renoncer à l'idée de séparer l'Autriche-Hongrie de l'Allemagne. Les colloques, pour cette fois, s'en tinrent là et chacun rentra chez soi.

* * *

(*A suivre.*)

LES QUATRE SERGENTS DE LA ROCHELLE

I

LA CONSPIRATION

LES BONS COUSINS

Le 1er mai 1821, dans une maison située à l'angle de la rue Copeau, — actuellement rue Lacépède, — et de la rue de la Clef, quelques jeunes gens étaient réunis. Ils discutaient avec vivacité autour d'une table ronde, et leurs préoccupations ne semblaient ni sentimentales, ni littéraires, car les mots qu'ils affectionnaient étaient ceux de Liberté, Constitution, République, Souveraineté du peuple, Révolution... Ces étudiants, ces commis, ces employés ne se passionnaient que pour la politique : telle était alors la jeunesse libérale.

Depuis les élections de 1820, les royalistes purs, ceux que l'on appelait les ultras, avaient la majorité à la Chambre, et l'opposition de gauche, dont le chef était La Fayette, assistait impuissante au triomphe des émigrés rentrés en 1815, à celui de la Congrégation, des Missions qui parcouraient la France en incitant le peuple à faire amende honorable d'abord au Crucifix pour les outrages qu'il avait subis, puis aux personnes royales immolées pendant la Révolution.

En effet, la droite « menait la réaction au pas de course » : elle muselait la presse et excluait des hauts emplois la bourgeoisie qui, jusqu'alors, avait espéré se faire une place dans

l'État. Le vieux monde renaissant, le monde de l'Ancien Régime, se heurtait au nouveau et lui imposait sa loi.

L'opposition vaincue essaya de faire bonne contenance, de garder une attitude vis-à-vis de l'opinion publique; et, en son nom, La Fayette, de la tribune de la Chambre, lança un appel emphatique à la révolte : « Qu'on n'oblige pas les générations, s'écria-t-il, en les menaçant de perdre tous les fruits de la Révolution, à ressaisir elles-mêmes le faisceau sacré des principes d'éternelle vérité et de souveraine justice! » Mais cette rhétorique belliqueuse demeura inefficace; et les libéraux eurent beau transporter l'insurrection à la tribune, « parler par la fenêtre », ils ne trouvèrent plus d'écho. Alors, réduits à la nullité au Parlement, ils résolurent d'agir directement et secrètement sur le pays, de reprendre le pouvoir par un coup de force.

Il y a des moments, a dit un homme fort avisé, le chancelier Pasquier, où la manie de conspirer devient une sorte de maladie qui presque toujours, malgré les catastrophes, est contagieuse. »

Cette maladie, les jeunes politiques de la rue Copeau en étaient atteints. Deux d'entre eux, Joubert un étudiant, Dugied, commis-négociant en vins, avaient déjà, en août 1820, été compromis dans un complot bonapartiste et libéral, — c'était tout un, — dont le quartier général se trouvait au *Bazar français*, rue Cadet, et qui devait immanquablement entraîner la chute du roi Louis XVIII, de ces Bourbons presque inconnus que les alliés avaient ramenés « dans leurs fourgons ». La conspiration éventée par la police, les deux conjurés s'étaient réfugiés à Naples où, — heureusement, — l'esprit révolutionnaire dominait encore, et là on les avait initiés aux mystères de la « Carbonaria ».

Une étonnante institution, en vérité. — Les Napolitains, « cette pure canaille », comme disait leur roi Ferdinand, avaient eu l'art d'organiser une société secrète destinée à « purger la campagne des loups », c'est-à-dire à débarrasser l'Italie de l'étranger : émiettement des affiliés, rites ténébreux, signes cabalistiques, appareil d'effroi, rien n'y manquait. Les deux jeunes fugitifs furent émerveillés : c'était cela qu'il fallait introduire en France, c'était cela l'instrument de salut! Aussi,

dès que la prudence le leur permit, revinrent-ils à Paris apportant comme trophée, non l'émancipation des Napolitains qui gémissaient toujours sous le joug des loups, mais « les règlements et ornements charboniques ».

Dugied et un Italien, Limperani, traduisirent ces règlements, mais, en y regardant de plus près, ceux-ci n'apparurent point applicables tels quels au caractère français. Ils contenaient des exigences presque grotesques : le vénérable Grand Maître Grand Élu devait porter une tunique bleu céleste sans manteau ni col, et l'hiver, quand il ne pouvait rester jambes nues, un pantalon couleur chair. En outre, et c'était plus grave, la pensée qui animait ce code révolutionnaire apparaissait principalement religieuse, mystique même : les carbonari, « les bons cousins », comme ils se désignaient dans leur jargon, invoquaient le Christ à chaque séance, avaient en honneur les vertus théologales et plaçaient leur œuvre sous le vocable de saint Théobald ! Pour un peuple nourri de Voltaire et dévot à Béranger, de pareils patrons étaient impossibles. Une adaptation s'imposait.

Les conspirateurs de la rue Copeau, — Bazard, Buchez, Flotard, commis de l'Administration parisienne de l'octroi, en même temps étudiants et fondateurs d'une loge maçonnique *les Amis de la Vérité*, Cariol, Sigaud, Guinard et d'autres, — se mirent à l'œuvre et dépouillèrent les statuts de la Charbonnerie italienne de toutes ses excroissances religieuses ; il ne resta plus qu'un squelette politique. Mais là, les difficultés commencèrent. On avait beau faire ; la France n'était pas, comme Naples, gouvernée par l'étranger, mais bien par des Français : dans ces conditions, quel programme proposer ?

S'ils n'avaient suivi que leur inclination, les fondateurs de la Charbonnerie française auraient été tout droit à la république, car ils détestaient le despotisme impérial presque autant que la tyrannie royaliste ; mais ils devaient ménager la clientèle sur laquelle ils comptaient : la bourgeoisie qu'effrayait encore le spectre de 1793, et les 15000 officiers en retraite ou en demi-solde qui demeuraient fanatiques de Napoléon. En fin de compte, et pour satisfaire tous les ennemis des Bourbons, ils adoptèrent une formule qui proclamait la souveraineté nationale et le droit du peuple de choisir son gouvernement.

Comme innovation, c'était mince ; mais par sa généralité

même, par le vague qui l'embrumait, cette formule répondait parfaitement à la diversité des ressentiments et des haines : haine de l'Ancien Régime, de l'émigration, de l'aristocratie, de la féodalité, haine « des fantômes que la droite faisait maladroitement revivre »; elle rallumait, sous un aspect peu compromettant, « tous les feux de la Révolution contre la Restauration et les Bourbons ».

Pour découvrir un programme aussi vertigineux, il n'était peut-être pas nécessaire d'aller jusqu'en Italie; et un simple coup d'œil sur le *Moniteur* des temps héroïques aurait suffi; mais la « Carbonaria » napolitaine avait une vertu plus rare : elle fournissait un modèle d'organisation pratique, un merveilleux instrument de propagande.

Les carbonari étaient répartis dans des « ventes » composées chacune de dix à vingt personnes; le fondateur de la vente prenait le titre de député et correspondait seul avec le député de la vente supérieure. Car il y avait dans cette organisation une hiérarchie très stricte : au sommet, les ventes fédérales qui, en France, prirent le nom de hautes-ventes, puis les ventes départementales dites centrales; à la base les ventes particulières. Chaque affilié, chaque « bon cousin » s'engageait à obéir aveuglément à son chef, à garder le secret sur la société, même s'il était arrêté, et jusqu'à l'échafaud inclusivement, « à se pourvoir d'un fusil de munition et de vingt-cinq cartouches ou d'un fusil de chasse avec le moule à balles ». Ainsi le carbonarisme ne se confinait point dans la politique spéculative et prenait figure d'armée.

L'œuvre de Dugied et de ses camarades, définitivement mise au point le 1er mai 1821, eut dans l'opposition un succès extraordinaire; et de la pauvre maison de la rue Copeau, de ce triste quartier du Jardin des Plantes qui semble voué à l'immobilité, partit un mouvement qui faillit embraser la France entière.

Le carbonarisme n'attira pas seulement à lui les anciens soldats rentrés dans leur foyer après Waterloo, « les anciens brigands de la Loire », les demi-soldes, les employés... mais les avocats, les intellectuels, les historiens comme Augustin Thierry, les artistes comme Scheffer, les philosophes comme Jouffroy et Cousin; ce dernier se signalait même par son exaltation, et,

dans le jardin du Luxembourg, il déployait avec ce luxe de paroles qui lui était coutumier ses plans d'insurrection, les recettes infaillibles dont il disposait pour soulever et entraîner des garnisons entières ; plus tard, il partait en Allemagne afin de se concerter avec les « bons cousins » germaniques...

Le besoin de conspirer était alors si vif qu'au dire du carbonaro Trélat, les néophytes recevaient avec un bonheur inexprimable les propositions qui leur étaient faites. Le mot même de « vente », — qui désigne simplement en italien la coupe qui se fait dans les bois à certaines époques déterminées, — les ravissait ; ils aimaient cette ombre dangereuse, s'exerçaient au maniement des armes dans leur chambre dont le parquet était recouvert de paille, et attendaient avec impatience le moment de partir en chasse : le loup, ce n'était plus l'Autriche comme pour les Napolitains et pour Silvio Pellico, mais le Bourbon Au vrai, ils ignoraient ce qui serait résulté d'une révolution, mais celle-ci était possible, même probable, et elle satisferait sans nul doute « les vieilles haines et les jeunes espérances ».

Tout dans la Charbonnerie était concerté pour le mystère : chaque carbonaro ne connaissait que les affiliés de sa vente et, le secret gardé, l'autorité et la police restaient désarmées devant cette force obscure et pourtant agissante qui de jour en jour s'accroissait. La franc-maçonnerie, alors considérée par le gouvernement comme peu dangereuse, faisait cause commune avec le carbonarisme ; les sociétés révolutionnaires s'y ralliaient ainsi que « les chevaliers de la Liberté », association fondée à Saumur en 1815, dispersée aux Cent-Jours et réorganisée en 1821 après une conférence tumultueuse que Benjamin Constant était venu faire dans la ville.

Peu à peu l'épidémie de conspiration s'étendait, non seulement dans l'Ouest mais dans l'Est, favorisée par de riches industriels comme Jacques Kœchlin ; et la modeste Charbonnerie de la rue Copeau s'enorgueillissait maintenant de posséder d'illustres affiliés.

Il y avait, en effet, parmi les « bons cousins » des gens simples et prudents qui ne voulaient s'engager que si des personnages importants se mettaient à leur tête et leur servaient de répondants ; ils ne se suffisaient point à eux-mêmes, demandaient un chef, un nom ; et, tout naturellement, Buchez et ses amis eurent recours à La Fayette, « l'instrument, l'ornement

de toutes les sociétés secrètes et de tous les complots ». Celui-ci, passionné de popularité, était en même temps avide de prendre une revanche sur les Bourbons; on lui en offrait le moyen : pouvait-il hésiter? Buchez n'eut pas besoin de beaucoup d'éloquence pour le persuader; et le carbonarisme passa sous le haut patronage de celui qu'on appelait « le héros des deux Mondes ».

Après lui, quelques députés de gauche, des avocats libéraux entrèrent dans la nouvelle entreprise de conspiration et s'en constituèrent les directeurs : c'était Manuel, un méridional froid, tenace, dédaigneux, dont la spécialité à la Chambre consistait à opposer en toute occasion la France de la Révolution à celle de l'Ancien Régime; Voyer d'Argenson, un fanatique utopiste qui pensait que « tous les maux des sociétés humaines viennent des lois humaines »; Dupont de l'Eure, tout confit dans les traditions de 1792; l'avocat Mérilhou qui dans les réunions « se faisait remarquer par son ardeur excessive ».

Grâce à l'appoint de ces recrues d'élite, la Charbonnerie s'imprégnait de parlementarisme : on parlait maintenant de la convocation d'une assemblée constituante, de la nomination d'un directoire de cinq membres qui gouvernerait aussitôt après la réussite de la révolution, d'une sainte alliance des peuples contre les monarchies, de l'émancipation des nations européennes... On voyait loin et grand.

Cependant la propagande allait son train et les délégués de la « Vente suprême » envoyés dans les diverses régions de la France faisaient bonne besogne. Déjà l'on était sûr de plusieurs régiments, notamment dans l'Est; et les officiers, les sous-officiers, grâce aux changements de garnison, devenaient d'excellents « commis-voyageurs » pour la société. Manuel, lui, s'était chargé de « travailler » la jeunesse des écoles, et c'est ainsi qu'il demanda un jour à Montalivet, le futur ministre de Louis-Philippe, de prendre la direction d'une vente à l'École polytechnique; il ne s'agissait dans ces réunions, disait-il bonnement, que de discuter des problèmes économiques ou sociaux : « C'est le résumé et le complément de vos études pour lesquelles vous ne trouverez pas de professeurs à l'École. » Mais Montalivet, défiant, se réservait; et lorsqu'en décembre 1821 il apprit que, dans ces fameuses réunions, des fusils étaient mis à la disposition des auditeurs, il se déroba.

La Fayette estimait que le moment était venu d'agir : l'armée, les étudiants, les industriels, une partie même du Parlement avaient été gagnés au carbonarisme ; Paris à lui seul comptait 4 000 affiliés, et « l'association enveloppait la France dans un vaste réseau ». Dès lors, un mouvement d'ensemble devenait possible, et voici ce que, dans leur sagesse, décidèrent les membres de la Vente suprême ; deux insurrections éclateraient presque simultanément, l'une le 18 décembre dans l'Ouest avec Saumur pour centre, l'autre le 22 décembre dans l'Est à Belfort ; Kœchlin se faisait fort de soutenir celle-ci et empruntait dans cette vue deux millions à Bâle. Après la réussite, un gouvernement provisoire ayant à sa tête La Fayette serait proclamé, et l'on espérait que les insurrections faisant tache d'huile s'étendraient à Lyon où résidaient des « charbonniers » influents, puis dans le Midi, à Marseille, à Toulon...

Mais la conspiration de Saumur dénoncée au gouvernement avorta après l'arrestation de quelques sous-officiers de l'École de cavalerie ; à Belfort, une partie de la garnison suivit les chefs du complot, et l'on croyait presque au succès, quand le zèle d'un sergent non initié éveilla les soupçons du commandement ; l'entente entre les conjurés fit défaut et une vingtaine furent arrêtés. La Fayette, qui arrivait pour prendre la direction des opérations, fut averti juste à temps par Bazard qui venait de Belfort ; il rebroussa chemin, et, pour donner le change à la police, se dirigea vers Gray où habitait un ancien député de la gauche. Quelques jours plus tard, à Toulon, le capitaine Vallé, ancien officier de la garde impériale, qui essayait de recruter des adhérents à « la bonne cause » et s'épanchait trop volontiers au cours d'un déjeuner, était emprisonné.

Échec sur toute la ligne. La Vente suprême avait mal pris ses mesures ou péché par excès de confiance ; pourtant les chefs se tiraient d'affaire, et seuls les simples, ceux qui étaient joyeusement, courageusement entrés dans l'action, payaient. Mais le fanatisme des néophytes était tel que cet insuccès, cette inégalité dans la fortune, ne les décourageaient point ; et les carbonari de Saumur ne s'estimaient pas vaincus : « Donnez-nous un général et nous marchons », faisaient-ils dire à la Vente suprême.

Le général Pajol pressenti refusa, mais un autre officier s'offrit à tenter l'aventure : le général Berton avait été enfermé

comme suspect en 1815; libéré après une détention d'un an, enfermé de nouveau, il était depuis emprisonné périodiquement tous les six mois ; ayant perdu sa solde, voyant sa carrière brisée, il personnifiait l'ancienne armée persécutée et détestait les Bourbons. Le plan qu'il proposa consistait en ceci : entraîner la garnison de Saumur, la population de Thouars, en proclamant que la révolution venait d'éclater à Paris; l'insurrection se propagerait peu à peu.

La Fayette et les dignitaires de la Vente suprême ne se montraient pas enthousiastes du projet, mais comme ils désiraient avant tout faire oublier leurs récentes défaites et que tout nouveau « mouvement d'ensemble » paraissait actuellement impossible, ils ne s'opposèrent point à l'entreprise de Berton, une entreprise dont on lui laissait la responsabilité mais qui pouvait avoir de grandes conséquences. L'Ouest d'ailleurs restait un terrain bien préparé pour un soulèvement et l'on pouvait compter sur Nantes, Niort, Poitiers dont l'École de droit était « toute carbonarisée ». Flotard, l'un des plus actifs parmi les conspirateurs de la rue Copeau, fut chargé d'aller organiser la révolte sur place... Peut-être y aurait-il encore de beaux jours pour « les bons cousins ».

LA « VENTE » DU 45e

Formé à Chartres en 1816, le 45e régiment de ligne, en garnison à Paris, était composé d'engagés volontaires, de sous-officiers et de soldats licenciés avec l'armée de la Loire, la dernière armée impériale, et rappelés sous les drapeaux.

L'esprit qui y régnait n'était guère favorable aux Bourbons, surtout parmi les subalternes qui se plaignaient qu'on leur donnât pour chefs de vieux émigrés, des « voltigeurs de Louis XIV » ignorant tout du métier et « peu propres à leur faire aimer le service », que les grâces fussent réservées aux royalistes bon teint et les persécutions à ceux qui restaient attachés aux principes de la Révolution, enfin que l'on eût refusé de reconnaître leur grade aux anciens sous-officiers de l'Empire.

Ces mécontents, qui admiraient les vers de Béranger et en faisaient une sorte de credo, —

J'ai mon drapeau dans ma chaumière.
Quand secouerai-je la poussière
Qui ternit ses nobles couleurs?...

— regardaient comme une vérité d'évidence que les conquêtes de 89 avaient été anéanties à Waterloo sous les efforts conjugués des rois et du clergé ; et le soir, dans les chambrées, ils parlaient à voix basse des victoires passées, échafaudaient des projets de revanche. Là, fermentait comme en vase clos l'opposition contre la monarchie; cette opposition était encore informe, mais sous l'influence de la Charbonnerie elle n'allait pas tarder à se préciser.

Le colonel marquis de Toustain, commandant le 45e, savait parfaitement que la légitimité, les lys et la cocarde blanche étaient peu en honneur parmi ses hommes ; et imitant l'exemple que lui donnaient les ultras, il épura son régiment. A la fin de 1820, quatre officiers qu'il considérait comme suspects furent par ses soins renvoyés et mis en non-activité. C'était justement ceux que les soldats appréciaient le plus, et le résultat de cette épuration se révéla désastreux.

Un jour, le général baron de Crossard passa l'inspection du 45e ; il pleuvait, mais malgré cela le régiment manœuvra à merveille ; après l'avoir félicité de sa bonne tenue et avoir affirmé que, si le trône était menacé, il viendrait ici chercher des défenseurs, le général invita la troupe à crier avec lui : « Vive le Roi ! » Personne ne répondit. Bouleversé, le colonel de Toustain s'approcha : « M. le Baron, je crois qu'ils ne vous ont pas entendu », et à son tour il lança un vibrant : « Vive le Roi ! » qui resta comme l'autre sans écho et se perdit dans les rafales de pluie. L'expérience était décisive ; au grand désespoir du colonel, le 45e, regardé comme gangrené, fut renvoyé de Paris et alla tenir garnison à Dieppe et au Havre.

L'éloignement de la capitale ne l'assagit point ; et lorsqu'il fut question de demander à l'armée l'abandon d'une journée de solde dont le produit serait affecté à l'achat du château de Chambord pour le jeune Duc de Bordeaux, petit-neveu de Louis XVIII, le 45e montra peu d'enthousiasme ; il s'exécuta cependant, mais, en manière de représaille, les frondeurs répandirent dans la caserne le pamphlet de Paul-Louis Courier qui raillait la souscription ouverte en faveur de cet enfant au berceau :

« 12 000 arpents de terre enclos que contient le parc de Chambord, c'est un joli cadeau à faire à qui saurait labourer... Mais lui, que voulez-vous qu'il en fasse ? Son métier est de régner un jour, s'il plaît à Dieu, et un château de plus ne l'aidera de rien. » Quelle source de joie, quelle pure satisfaction trouvaient les soldats bonapartistes dans ce « s'il plaît à Dieu » !

Le marquis de Toustain pourtant agissait au ministère, assurait que ses hommes étaient revenus à de meilleurs sentiments et suppliait qu'on oubliât de fâcheux souvenirs ; à force de sollicitations, il obtint que la pénitence prît fin, et en mai 1821, — au moment même où la Charbonnerie française sortait tout armée de la rue Copeau, — le 45e revint à Paris.

Les deux bataillons furent casernés rue du Foin-Saint-Jacques et rue Saint-Jean-de-Beauvais, sur la frontière du quartier des écoles : mince circonstance qui échappa à l'autorité et qui décida cependant de la destinée du régiment. Là, en effet, au pied de la montagne Sainte-Geneviève, les étudiants libéraux recrutaient des adhérents ; ils accostaient les militaires, leur parlaient de victoires, de liberté, s'indignaient avec sincérité des vexations subies, des entraves mises à l'avancement..., puis, de compagnie, on entrait au café ; devant les demi-tasses les carbonari chuchotaient : « Voulez-vous faire partie d'une société qui a pour but de conquérir la liberté à main armée ? » et, peu à peu, accentuant le ton, ils endoctrinaient « les fils de Mars ». Parfois des bourgeois riches, des messieurs décorés apparaissaient, et ceux-là disposaient pour convaincre les hésitants, les militaires dont le prêt était le seul trésor, d'arguments bien forts : dans l'association à laquelle ces potentats appartenaient, on recevait de l'argent dès qu'on en avait besoin.

Parmi les sous-officiers du 45e, l'un des plus hostiles au gouvernement était Jean-François Bories. Né à Villefranche d'Aveyron, entré tout jeune dans l'armée, blessé à Waterloo, il avait repris du service dans la garde royale d'où il était passé sergent-major au 45e. Une belle taille, de la finesse dans les traits, de la douceur dans l'expression, ce fils de paysans avait une distinction naturelle ; ses mœurs étaient pures, ses goûts simples, sa vie retirée ; il lisait le plus qu'il pouvait, — les *Annales de la République française* étaient son livre de prédilection, — et se montrait flatté d'occuper dans l'ancien collège

des Grassins, transformé en caserne, la chambre de Boileau.

Protestant, il gardait une certaine rigidité d'allure et n'avait rien de l'exubérance méridionale; mais le colonel de Toustain faisait preuve de clairvoyance lorsqu'il devinait en lui « une tête fort exaltée ». De fait, Bories avait une bonne dose d'ambition : brave, passionné pour la gloire, il se jugeait capable d'arriver aux plus hauts grades et ne pardonnait point au régime monarchique de lui barrer la route; l'inaction lui pesait, il enviait ceux qui avaient accompli de grands exploits, et l'exemple de simples soldats devenus maréchaux sous l'Empire restait sans cesse présent à son esprit. Cependant, il lui fallait subir cette obscure vie de caserne, végéter sans espoir dans de bas emplois.

Un jour, aux environs de la rue du Foin, Bories rencontra un ancien condisciple de Villefranche, étudiant en médecine; et, heureux de revoir « un pays », il lui avoua son dégoût, sa rancune; l'autre, frais émoulu de la Charbonnerie, proposa aussitôt au sergent-major de le présenter dans une société où les persécutés trouvaient à qui parler, mais, en homme prudent, il n'initia Bories que par degrés; après l'avoir introduit tout d'abord dans une loge de francs-maçons, il jugea que son camarade était digne de recevoir une initiation plus haute et lui découvrit les vertus, les grandeurs du carbonarisme. Bories ne se fit point prier : comme tant d'autres, il ne rêvait que conspiration, revanche, liberté.

La réception du néophyte eut lieu sans doute dans un hôtel situé sur la montagne Sainte-Geneviève, l'hôtel de la Paix. Là, les yeux couverts d'un bandeau, le sergent-major prêta le serment rituel : « Je jure sur l'honneur et sur le fer vengeur du parjure de garder tous les secrets de la X... (la Charbonnerie) et de cacher son existence, d'associer mes efforts à ceux des amis de ma patrie pour lui rendre l'exercice de ses droits et la mettre en état de choisir un gouvernement fondé sur les principes de la souveraineté du peuple... » Puis, quand le bandeau tomba, il vit les bons cousins qui l'entouraient, tenant un poignard dont la pointe était tournée vers lui.

Alors un bourgeois qui semblait être le président proféra ces paroles : « Ces armes dirigées contre vous vous annoncent que tous les bons cousins voleront à votre secours dans toutes les circonstances, si vous respectez et observez les statuts de

notre association; mais si au contraire vous devenez parjure et manquez à vos obligations, les vengeances de la X... vous poursuivront dans tous les coins de la terre. » Avec une foi entière, Bories promit de garder son serment, et les mystères les plus élevés de la Charbonnerie lui furent découverts. On lui traça sur la poitrine « l'échelle symbolique de la résolution d'être fidèle jusqu'à l'échafaud et d'y monter au besoin » : ce signe consistait à élever les deux mains à la hauteur des épaules, à les laisser tomber perpendiculairement le long du corps, puis à les relever à la hauteur de l'estomac, de façon à « former à cet endroit avec les bras un barreau d'échelle ».

Il apprit « le second signe » qui se fait en se prenant la main et en allongeant les doigts sur le bras : « l'index forme un T, ensuite un rond, on frappe cinq coups avec le même doigt, d'abord un coup seul, deux coups précipités, et les deux derniers en marquant un intervalle entre chaque coup. » Il sut la puissance des « ternaires », des mots consacrés : espérance, foi, charité, ou honneur, vertu, probité; la valeur symbolique du trône devant lequel il avait été reçu qui figure le ciel et la rondeur de la terre, celle du drap blanc sur lequel il s'était assis, emblème de la pureté des mœurs, celle enfin des rubans de trois couleurs...

Après quoi, les parrains en vinrent à des détails plus pratiques, demandèrent au nouveau venu cinq francs comme droit de réception, et l'avertirent qu'il aurait désormais à payer une cotisation mensuelle d'un franc.

Bories trouva tout parfait; il avait découvert sa voie, et dans son zèle il travailla sans tarder à créer une vente dans son régiment; s'il y parvenait, il devenait député, avait accès dans la vente supérieure et prenait posture de carbonaro influent.

Sa première recrue fut un simple fusilier nommé Lefèvre, mais Lefèvre n'était pas un personnage ordinaire; sous-officier pendant les Cent Jours, ayant perdu ses galons sous la Restauration, il se vengeait de sa déchéance en homme d'esprit. Doué de quelque facilité « à saisir les ridicules et à les présenter dans des chansons appropriées à l'esprit du soldat », il était le barde du 45e, et dans la chambrée il apprenait aux camarades, outre ses propres chansons, celles de Béranger, subversives au plus haut point. D'autres fois, il leur racontait

l'épopée impériale qu'il opposait à la misère du temps présent, et cela dans une langue savoureuse, imagée, qui délectait ses auditeurs. « Un homme important, ce Lefèvre! » disait le colonel de Toustain. Bien qu'il n'eût plus que quelques mois de service à accomplir et qu'il dût se marier après sa libération, le barde-fusilier n'hésita pas à suivre Bories; puisqu'il s'agissait de « briser le joug humiliant sous lequel les Bourbons voulaient courber l'armée », il marchait...

Après Lefèvre, Bories initia le sergent Goubin, mais avec celui-ci il eut plus de peine. Goubin était un brave garçon, pas très intelligent, doux et prudent, qui ne se sentait point attiré vers les opinions extrêmes; peu après son arrivée à Paris, il écrivait à son père une lettre remplie de bons sentiments à l'égard des Bourbons, du Duc de Bordeaux qu'on venait de baptiser; et quand son camarade lui parla des projets des « bons cousins », il répondit qu'il aimait le Roi et qu'en cela il ne faisait que suivre l'exemple de ses parents. Mais Bories avait une force de persuasion étonnante, il insista, parla d'avenir. Goubin fut convaincu, fanatisé même; un soir, à l'hôtel de la Paix, après avoir été harangué par des bourgeois qui criaient : « Vive la constitution de 1791! » il jura sur un sabre nu qu'il ne révélerait pas les secrets de la secte, et reçut avec transport la consécration des carbonari.

A Goubin succède le sergent-major Pommier, un passionné celui-là, brusque, obstiné et déjà mûr pour l'initiation; lors d'une permission à Pamiers, son pays, il a connu un capitaine qui lui a vanté les mérites de la Charbonnerie, et Bories le « recrute » sans difficulté. Dès lors, la vente du 45e est fondée et le nombre de ses adhérents augmente sans cesse; chacun y met du sien, rivalise d'ardeur dans le prosélytisme. Bories initie encore deux sergents-majors, trois sergents, trois caporaux; Goubin, dont le zèle est tout neuf, gagne à la cause le sergent Raoulx, un petit méridional noiraud, joyeux, aux cheveux frisés et portant lunettes; les serments, les mystères, les symboles produisent leur effet, et cette fois vraiment la conspiration fait tache d'huile, sans même que la Vente suprême, ses avocats et ses politiciens aient à intervenir.

Dès la fin de 1821, presque tous les sous-officiers du 45e sont carbonari, et Bories peut avoir pleine confiance en eux : lorsqu'il souffre de la fièvre, ce qui lui arrive souvent, et qu'il

est hospitalisé au Val-de-Grâce, Pommier et Goubin le remplacent auprès des bons cousins avec un dévouement absolu.

Jours d'attente. Quand les chefs donneront-ils le mot d'ordre, quand le moment viendra-t-il d'attaquer? Une nuit de décembre, Goubin entend battre la générale; on crie dans la cour de la caserne et il croit reconnaître la voix de Bories... Plus de doute, c'est le signal! Il fait charger les fusils et descend dans la cour. Là il trouve un officier d'état-major, montant un cheval couvert de sueur, qui annonce que le feu a pris à la manufacture des Gobelins. Fausse alerte. Précipitamment la troupe remonte et Goubin ordonne à quatre hommes qu'il désigne de décharger les armes. Chacun avait compris; mais parmi ces 80 soldats dont la plupart n'étaient pas affiliés, personne ne parla; le lendemain seulement, certains regrettaient à voix basse « qu'il n'y eût pas eu quelque chose ». En vérité, il n'y avait pas à se préoccuper d'instruire les simples soldats : ils suivraient gaillardement leurs chefs immédiats.

Malgré la prudence dont faisaient preuve Bories et ses amis, la police, — et particulièrement la police militaire qui existait alors à l'intérieur même des régiments, — avait des soupçons; et dès le 30 septembre 1821, elle signalait qu'un sous-officier du 45e avait été l'objet de « manœuvres de séduction » de la part d'une société « à l'instar des carbonari de Naples », dont les réunions se tenaient chez les étudiants Malbouche et Bunel. On fit une enquête qui aboutit seulement à découvrir un nommé Brunel, et non Bunel, trésorier de la loge des *Amis de la Vérité* : on cherchait des carbonari et l'on ne trouvait qu'un franc-maçon; l'affaire n'eut pas de suite.

Pourtant les policiers militaires chargés de la surveillance du 45e ne se tenaient point pour battus, et l'un d'eux, un sergent-major, désespéré de n'avoir rien à apporter au bureau secret du marché Saint-Honoré, imagina de toutes pièces une conspiration dont il serait à la fois le héros et le délateur. Après s'être entendu avec deux sergents qui faisaient le même métier que lui, il avertit le colonel de Toustain que depuis quelques jours on essayait de l'entraîner ainsi que ses camarades dans un complot contre le Roi; un rendez-vous même était pris : minuit, aux Champs-Élysées. Effrayé, le colonel lui donna aussitôt vingt hommes qui, à onze heures du soir, sorti-

rent de la caserne et allèrent se cacher derrière les arbres des Champs-Élysées; ils devaient accourir au cri de Vive le Roi!

Minuit, un coup de feu, des cris de Vive le Roi!... Les soldats se précipitent et, dans l'obscurité, n'aperçoivent que leurs sous-officiers très échauffés et courant à la recherche d'ennemis invisibles... Le détachement rentre rue du Foin-Saint-Jacques, rapportant comme pièce à conviction le shako du sergent-major percé d'une balle.

Le lendemain, le marquis de Toustain adressa à la place un beau rapport sur l'effroyable conspiration qui avait mis en danger la famille royale; mais à la caserne on prenait l'événement moins au sérieux, et ceux qui avaient participé à l'expédition nocturne la racontaient avec de bons rires qui en disaient long. Sans doute, il y avait ce shako percé d'une balle que le sergent-major exhibait complaisamment ; mais qui avait tiré le coup de feu? Bories se montrait sceptique et après avoir examiné de près la pièce à conviction : « Pourquoi diable, dit-il au sergent-major, ne gardes-tu pas ton shako sur la tête? — Comment! Que veux-tu dire? — Je dis, farceur, que si tu l'avais porté sur la tête, la balle te perçait le crâne. »

En effet, la supercherie était un peu grosse ; à la suite d'une information rapide, le lieutenant-général comte Defrance, commandant la division, infligea au colonel quelques jours d'arrêt, éloigna les trois policiers militaires; et peu de temps après, le 45e reçut l'ordre de quitter Paris pour La Rochelle.

De nouveau la disgrâce s'abattait sur le malheureux régiment, et le marquis de Toustain n'était point le seul à s'en désoler; ce changement de garnison dérangeait tous les plans de Bories.

Celui-ci, devenu député auprès de la vente centrale, la vente Washington, était entré en rapport avec son président l'avocat stagiaire Baradère et avec trois autres délégués : Hénon, ancien officier devenu chef d'institution rue de Lourcine, Gauran chirurgien à l'hôpital Beaujon et l'agent d'assurances Rozé. Sa situation dans l'association se développait et il entrevoyait déjà le moment où le 45e entier serait « carbonarisé », quand brusquement le grotesque complot des Champs-Élysées remit tout en question : qu'allait devenir la vente disséminée au hasard des étapes? L'ardeur des affiliés ne se refroidirait-elle pas dans la dispersion?

Pour encourager ses camarades, pour leur prouver qu'ils appartenaient à une vaste société politique dont les ramifications s'étendaient partout et qu'ils auraient au moment de l'action de puissants protecteurs, Bories décida d'organiser une réunion où se rencontreraient les « bons cousins » militaires de la vente du 45e et les bourgeois de la vente centrale. D'accord avec lui, Hénon, le chef d'institution, loua, sous prétexte d'un assaut d'armes, une salle particulière chez l'aubergiste Gaucherot qui tenait une boutique de marchand de vins, rue Descartes derrière Saint-Étienne-du-Mont, à l'enseigne du *Roi Clovis;* il y aurait une vingtaine d'assistants et un repas serait préparé, un repas fort simple : du pain, du fromage et du vin de Suresnes. La Charbonnerie ne gaspillait pas l'argent.

Par groupes de deux ou trois, afin de ne pas éveiller l'attention, les bons cousins du 45e sortirent de la caserne et arrivèrent à l'auberge. Là, trois civils seulement les attendaient; le président Baradère s'était fait excuser et avait délégué ses pouvoirs à Hénon. Celui-ci prononça un discours soigneusement préparé : après avoir glorifié les armées françaises qui, en 1792, marchèrent à la conquête de la liberté et dont les pas ébranlèrent les trônes de l'Europe, il proclama que l'armée nouvelle se montrerait digne de ses aînées et imiterait le noble exemple des bataillons espagnols qui, à la voix de Quiroga et de Riego, s'étaient révoltés contre l'absolutisme. République, Constitution de 1791, telle était la devise de cette armée nouvelle qui devait se tenir prête jour et nuit à répondre à l'appel de la révolution libératrice. Cette péroraison fut accueillie par des applaudissements ; et l'ardeur des assistants étant suffisamment excitée, les bourgeois délaissèrent un moment la rhétorique et expliquèrent à leurs bons cousins ce qu'on attendait d'eux. Le départ du 45e, dirent-ils, n'est point aussi désastreux qu'il le paraît, car un grand mouvement se prépare dans l'Ouest, du côté de Saumur ; en se rendant à La Rochelle, le régiment côtoiera la région même où couve l'insurrection et apportera à celle-ci, quand le signal sera donné, un appui précieux. Cette révélation inattendue eut le plus grand succès auprès de Goubin et de ses amis qui, en chœur, s'écrièrent qu'on pouvait compter sur eux.

Pour Bories, il était déjà renseigné. Quelques jours auparavant, un délégué de la Vente suprême, nommé Larèsche, lui

avait proposé de le présenter à La Fayette ; Bories s'y était tout d'abord refusé d'un air irrité, disant que cette offre cachait une sorte de doute sur son dévouement, que sa foi n'avait pas besoin d'être stimulée par l'autorité d'un grand nom... puis, il s'était laissé persuader, et La Fayette l'avait absolument conquis par sa bonne grâce souriante, par sa familiarité de bon ton. Quel honneur pour un petit sergent-major de converser avec « le héros des deux Mondes », d'être l'objet de ses soins, bien plus de devenir son aide, son homme de confiance ! Bories reçut des « signes de reconnaissance », des mouchoirs de couleur, des moitiés de cartes découpées dont les autres moitiés seraient remises aux carbonari qui, sur la route de Paris à La Rochelle, lui transmettraient les ordres du Comité directeur ; il reçut aussi des poignards, l'emblème terrible de l'association.

En réalité, c'étaient de charmants poignards, d'une fabrique étrangère sans doute, et dont la lame d'azur et d'or semblait trempée avec soin. Les principaux affiliés du 45e, Goubin, Pommier, en possédaient déjà, mais les autres n'avaient pas encore été jugés dignes de cette distinction, et l'on profita de la réunion à l'auberge du *Roi Clovis* pour les leur remettre. Alors, le vin de Suresnes aidant, l'enthousiasme ne connut plus de bornes ; le petit Raoulx et ses amis agitaient leur arme en proférant les serments les plus effrayants ; puis, bourgeois et militaires se séparèrent, convaincus que d'ici peu la révolution libératrice éclaterait.

Le moment du départ approchait, et, fiévreux, Bories se multipliait, profitant du moindre instant de liberté pour maintenir le contact avec la vente centrale : il courait rue de l'Université voir le prudent Baradère, rue de Lourcine conférer avec l'éloquent Hénon... Un soir, au Palais-Royal, Goubin et lui furent accostés par un grand nombre de bons cousins qui les félicitèrent « parce que c'était leur régiment qui devait commencer le mouvement » avec l'aide du bataillon d'infanterie d'Oléron ; et le suffrage de ces bourgeois flatta agréablement leur orgueil : c'était la gloire en perspective.

Rue du Foin-Saint-Jacques et rue Saint-Jean-de-Beauvais, les conjurés vivaient dans une attente presque joyeuse ; car pour affermir les courages, la vente centrale s'était enfin décidée à ouvrir son escarcelle, et depuis on buvait largement à la réussite de la révolution. Certains même ne cachaient plus

leurs projets, et l'on voyait le caporal Thomas brandir son poignard au beau milieu de la cour de la caserne. Bories ne s'opposait point à ces imprudences : il était transporté à la cime de son âme et ne trouvait pas mauvais que ses hommes s'exaltassent à leur tour.

Seul, le fusilier Lefèvre ne partageait point la confiance générale : il avait refusé d'assister à la réunion du *Roi Clovis*, se défiait des « jongleries du carbonarisme » et ne regardait les fameux poignards que comme des babioles bonnes tout au plus à compromettre le succès de la conjuration. Peu après, quand il apprit que la vente du 45e avait reçu de l'argent, son indignation éclata et il déclara tout net que cet argent-là ne gagnerait à la cause que « des carottiers ».

Mais cet homme de bon sens parlait dans le désert.

LA CONSPIRATION EN MARCHE

Le 22 janvier 1822, le régiment quittait Paris.

Les bataillons ne faisaient pas route ensemble ; et quand celui auquel appartenaient Bories et la plupart des bons cousins arriva à Orléans, on apprit qu'il y avait eu la veille « du vilain » entre les hommes du 45e et les Suisses de la garnison.

Les Suisses étaient la bête noire de l'armée : ils personnifiaient l'Ancien Régime, le soutien du trône et de l'autel, la servitude aveugle, la fidélité absolue aux Bourbons, c'est-à-dire au despotisme. On les détestait par tradition, et lorsqu'un ancien troupier de l'Empire se trouvait en face d'un de ces étrangers, il était rare qu'ils n'en vinssent pas aux mains. C'est ce qui avait eu lieu à Orléans, mais le colonel de Toustain, encore meurtri de sa fâcheuse aventure et voulant manifester son loyalisme, prit aussitôt des mesures énergiques : dans un ordre du jour menaçant, il annonça son intention d'infliger les peines les plus sévères à ceux de ses soldats qui, « à tort ou à raison », auraient maille à partir avec les Suisses.

Bories aperçut le danger, car il avait les qualités d'un conducteur d'hommes : si une rixe éclatait, l'autorité intervenait, prenait des sanctions, et le complot risquait d'être découvert ; il fallait donc se tenir coi et éviter avec soin toute rencontre. Afin de mettre les affiliés en garde contre les provocations, il les convoqua à un banquet, à l'auberge de la *Fleur*

de lys; et comme, avant le départ, la vente centrale s'était montrée généreuse, la chère fut moins maigre qu'au cabaret du *Roi Clovis* : pour vingt personnes le banquet coûta cinquante francs.

Les portes sont closes, et Bories, désireux de replacer les bons cousins dans une atmosphère favorable, commence par procéder à la réception du fusilier Bicheron, dont l'initiation à Paris n'a été que provisoire. Poignards, serments, instructions rituelles, explication des signes et des vocables symboliques, le cérémonial se déroule avec la solennité accoutumée et agit toujours aussi fortement sur les assistants. On nomme ensuite au scrutin « les censeurs » chargés de surveiller les membres de la vente et de leur infliger une amende en cas de faute vis-à-vis de l'association; puis le silence se fait et le président Bories prend la parole : « Nous sommes à la veille d'agir et il est important que vous connaissiez bien notre plan, notre but et les moyens dont nous disposons... Carbonari, vous devez vous pénétrer du serment et des obligations que ce titre vous a imposés : le moment de vaincre ou de mourir pour la liberté est arrivé. Selon toute apparence, le régiment n'ira pas jusqu'à La Rochelle et s'arrêtera après l'étape de Tours, à Sainte-Maure; là commencera l'exécution. D'après le plan général, en effet, la destination présumée du 45e est de se joindre aux insurgés du pays et de marcher sur Saumur dont les portes lui seront livrées par la garnison qui est gagnée. J'attends chaque jour les dernières instructions et les recevrai sans doute à Tours. » Jusque-là, il faut à tout prix conserver son sang-froid, observer la plus stricte prudence : « Ne vous compromettez pas inutilement dans des rixes sans but; on aura besoin de vous bientôt, personne ne doit manquer à l'appel. » Et, après avoir bu « à la santé de la liberté », les bons cousins rentrèrent dans leur cantonnement.

Or, le lendemain, comme Bories est attablé au café en compagnie d'un autre sergent et de Lefèvre, il voit entrer deux sous-officiers du 7e régiment suisse. Il se lève aussitôt, mais avant qu'il n'ait franchi la porte, un des sous-officiers s'approche de lui, un verre de bière à la main et lui dit : « Sergent-major, il faut trinquer avec nous. » Bories ne répond pas, écarte le bras du Suisse, mais celui-ci, goguenard, lui porte son verre sous le nez. La provocation est évidente et Lefèvre com-

mence à s'irriter. « Laisse-le faire, dit Bories, je te réponds qu'il ne me fera pas boire de force. » Le Suisse alors fait le geste de lui lancer le verre au visage. « Arrête! » crie Bories qui tire son sabre du fourreau, mais au même instant la bière ruisselle sur sa capote. « Sortons! » dit-il furieux; l'autre emboîte le pas en murmurant : « Je vais trouver en route quelqu'un qui me servira de témoin. » Et les adversaires s'acheminent vers le grand pont d'Orléans.

Tout à coup une bande de Suisses débouche d'une rue, s'élance sur Bories et veut l'entraîner au corps de garde; la lutte s'engage; Bories, soutenu par ses deux camarades, par quelques hommes du 45e et des ouvriers qui passaient, espère se dégager, quand les Suisses du poste situé à l'entrée du pont accourent, baïonnette au canon. La partie n'est plus égale; atteint de deux coups de pointe au-dessous des yeux, Bories tombe à terre et est emmené au corps de garde; Lefèvre, blessé lui-même au front, est entraîné avec lui, mais, au moment où la troupe arrive au poste, il profite d'un instant de confusion pour s'échapper et regagne sans encombre le quartier.

Bories n'eut point pareille fortune et resta bel et bien prisonnier. Signalé comme fauteur de désordre, il fut le lendemain consigné par le colonel de Toustain à la garde du camp.

La manœuvre suisse avait pleinement réussi, et le député de la vente du 45e put se livrer à de tristes réflexions sur le danger de ne point observer les principes que l'on s'efforce d'inculquer à autrui. — De fait, la conspiration était privée de son chef, et cela au moment même où le mouvement de Saumur allait se déclencher, où l'on attendait le signal de la révolte.

D'Orléans, le régiment poursuivit sa route par Beaugency, Blois; et à chaque étape, Bories restait détenu à la garde du camp : impossible de communiquer librement avec ses amis, de savoir ce qui se passait, de recevoir les instructions de la vente de Paris. Il souffrait de ses blessures, mais plus encore de cet échec absurde dont il était le seul responsable : que n'avait-il obéi à ce Suisse et bu ce damné verre de bière? Pour une vétille, pour un instant d'impatience, tout était compromis et peut-être irrémédiablement.

Pourtant il gardait un espoir. Il y avait au 45e un ancien officier de l'Empire, le capitaine Massias qui, aux yeux des

royalistes, passait pour un franc libéral; le colonel de Toustain se défiait de lui et l'avait, dès l'arrivée du régiment à Paris, signalé à la police militaire comme éminemment suspect. Massias cependant ne donnait guère prise sur lui; ses propos n'avaient rien de subversif et ses chefs ne trouvaient guère à lui reprocher que de fréquenter les maisons de jeu. Mais Bories avait entendu parler de lui à la vente Washington et était persuadé que Massias appartenait au carbonarisme; si ce bon cousin acceptait de prendre sa place, de recevoir les ordres de Paris et de les lui communiquer, tout pouvait être réparé.

A Amboise, où le régiment vint coucher, Bories réussit à avoir avec Lefèvre un entretien secret : « C'est par Sainte-Maure, lui dit-il, que doivent venir les nouvelles de la tentative de Saumur; je ne peux aller les chercher, tu me remplaceras. Viens me trouver dès notre arrivée à Tours. »

Lefèvre fut exact au rendez-vous, reçut des moitiés de cartes découpées et, suivant les indications de son chef, se rendit à une maison de campagne située sur la route de Sainte-Maure; mais là nul émissaire de Paris ou de Saumur n'avait paru, et le consciencieux Lefèvre revint à Tours pour rendre compte de l'insuccès de sa démarche. Bories résolut alors de joindre Massias coûte que coûte, afin de savoir si quelque nouvelle était arrivée; à une heure du matin, il parvint à s'échapper du corps de garde et, en compagnie de Goubin, partit à la recherche du capitaine. Celui-ci ne se trouvait pas à son logement... Les deux sous-officiers, après avoir erré dans les rues de Tours, finirent par le rencontrer vers quatre heures du matin; Bories lui parla en particulier et revint dire à Goubin qu'à l'étape de Sainte-Maure on saurait à quoi s'en tenir. Massias s'était-il déclaré? Consentait-il à s'associer à la conspiration? Bories resta muet sur ce point.

Enfin le régiment arriva à Sainte-Maure, sur la route de poste qui relie Tours à Châtellerault. Ce fut la grande attente, l'instant décisif. Bories, inquiet, surveillé de plus près, ne put s'évader; mais, par bonheur, le brave Lefèvre, que les échecs ne décourageaient point, était là; appelé par « le député » auquel il avait donné toute sa confiance, il alla prendre ses ordres : Bories lui remit la moitié d'un foulard de couleur qui devait servir de signe de reconnaissance et lui commanda de se rendre à un certain endroit, sur la route de Chinon, où il

rencontrerait un bourgeois déguisé en paysan; celui-ci le conduirait jusqu'à une maison de campagne, et là on l'informerait des dernières instructions de la vente.

Docile, Lefèvre, après l'appel du soir, s'esquiva du cantonnement. Il faisait nuit noire. Sur la route de Chinon, il rencontra un paysan tenant en main deux chevaux de selle; Lefèvre déploya la moitié du foulard, le pseudo-paysan montra l'autre et, sans mot dire, tendit à Lefèvre une blouse dont celui-ci s'affubla; puis chacun se mit en selle et l'on partit.

Pendant près de deux heures, ils suivirent des routes, des routes, sans échanger une parole. A la fin, Lefèvre excédé, éreinté, — il n'était point cavalier et avait fourni une longue étape dans la journée, — s'écria : « Savez-vous, camarade, que j'ai déjà avalé mes dix lieues à pied aujourd'hui? Le trot de ce cheval me fatigue horriblement. — J'en suis bien fâché », répondit sèchement l'autre sans ralentir l'allure.

On était vraiment rude dans la Charbonnerie, mais le fusilier-chansonnier Lefèvre était un homme patient. Enfin son conducteur s'arrêta devant une maison isolée, une maison bourgeoise et de belle apparence, mit pied à terre et sonna à une grille... Lefèvre, endolori, descendit à son tour de cheval et demanda, en guise de représaille, quelle était la distance parcourue ? — « Six lieues. »

La grille s'ouvrit, et l'envoyé de Bories fut introduit dans un petit salon éclairé d'une seule bougie; peu après, parut un jeune homme grand et maigre, au visage émacié, mais rehaussé d'un long nez aquilin, aux moustaches noires et aux cheveux clairsemés, qui, malgré ses habits bourgeois, avait une allure militaire... Mots de passe, signes rituels; on se reconnut, et le jeune homme apprit à Lefèvre que, pour des raisons impérieuses et à la suite de circonstances imprévues, le mouvement de Saumur était retardé, mais qu'il fallait se tenir prêt sans attirer l'attention par aucune imprudence.

Le conseil venait trop tard, mais Lefèvre garda cette observation pour lui, et, toujours accompagné de son muet conducteur, il reprit le chemin de Sainte-Maure où il arriva, harassé, perclus, vers trois heures du matin...

Le jeune homme que Lefèvre venait de voir était un sous-lieutenant de l'École de cavalerie compromis dans la première

conspiration de Saumur, le sous-lieutenant Delon. Il avait pu s'échapper à temps et la police le cherchait dans le Midi.

Quand Lefèvre rapporta à Bories les renseignements qu'on lui avait donnés, celui-ci ne fut pas surpris. La nuit même où Lefèvre chevauchait, le malheureux, sur la route de Sainte-Maure, Goubin était allé voir le capitaine Massias dans la chambre qu'il occupait et lui avait demandé : « Y a-t-il quelque chose de nouveau ? — Je n'ai rien reçu, mais j'attends tous les jours de Paris une estafette », répondit le capitaine d'un air presque indifférent. « C'est fort extraordinaire ! » observa Goubin qui, entendant du bruit dans le couloir, s'éloigna...

Décidément, l'affaire était remise ; et Bories, auquel on laissait un peu de liberté, en profita pour essayer de recruter de nouveaux affiliés, particulièrement le sergent-major Choulet, qui jusqu'alors était resté réfractaire à toute sollicitation ; il mit à cette conquête une sorte de point d'honneur, revint sans cesse à la charge, entassant les arguments : indépendance, gloire, avancement ! Choulet laissait dire, mais ne se rendait point, si bien qu'un jour Bories, exaspéré, s'écria : « Quel diable d'homme êtes-vous donc ? Si tout le monde était comme vous, on ne ferait jamais rien. » Le diable d'homme était tout simplement l'espion du colonel de Toustain et le tenait au courant de « l'esprit du régiment ».

A Poitiers, Bories commit une autre imprudence. Par faveur spéciale, il logea ce soir-là, non au corps de garde, mais chez un particulier, un ancien officier qui le reçut à merveille ; il se crut chez des amis, et comme il n'avait pu depuis longtemps exprimer librement sa pensée, il se débonda. Ce n'était plus le rigide Bories des anciens jours ; bavard, confiant, éloquent même, il raconta sa vie, ses espoirs, ses déconvenues, ne cacha point sa haine des Bourbons. L'ancien officier faisait chorus ; et Bories encouragé repartait de plus belle, son exaltation croissait à mesure qu'il parlait ; et afin de prouver qu'il n'inventait pas des histoires, il exposa par le menu « ses moyens d'action », alla même jusqu'à montrer triomphalement une bourse remplie d'or... Bientôt son hôte n'ignora presque plus rien de la conspiration, et tout en attribuant au délire les propos extravagants de Bories, il les rap-

porta au général de Malartic qui commandait le département.

Cependant, à mesure que les jours passaient, le zèle de certains affiliés commençait à fléchir. Les « protecteurs » ne paraissaient point ; à Sainte-Maure, où le signal du « chambardement » aurait dû être donné, personne n'avait bougé... tout cela semblait louche ; et après réflexion, trois bons cousins, les sergents Cochet, Labourée et Perreton décidèrent de se séparer « de Bories et de sa clique ». A Saint-Maixent, Labourée alla trouver « le député », et sans fard, en son nom et au nom de ses deux camarades, lui signifia de n'avoir plus à compter sur eux : « Nous ne sommes plus des tiens, car tu nous as trompés. » Bories essaya de le raisonner, lui donna vingt-quatre heures pour réfléchir, à quoi Labourée répondit que ses réflexions étaient toutes faites. « Vous êtes des lâches, indignes du nom de Français, s'écria Bories, rentrez dans la classe d'où vous sortez ! »

Ainsi la vente s'émiettait, mais quoi ! ceux qui partaient n'étaient point des convaincus, et leur défection ne portait pas préjudice à la cause ; peut-être même fallait-il s'en féliciter. Il restait, Dieu merci, des fidèles inaccessibles, ceux-là, à la peur et qui tiendraient jusqu'au bout. On le vit bien à Niort, une des dernières étapes avant La Rochelle.

Ce jour-là, Goubin et Raoulx furent logés chez un marchand chamoiseur, — un artisan dont le métier consiste à préparer et à assouplir les peaux, — qui les accueillit avec cordialité et les invita à souper ainsi que Pommier. Le chamoiseur, nommé Garaud, était un bon compagnon ; on but, on bavarda ; et comme le repas finissait, un bourgeois entra. Celui-ci se mit aussitôt à parler politique et assura que, dans peu de temps, les soldats « seraient commandés pour faire feu sur les bourgeois ». Là-dessus Goubin et ses camarades se récrièrent, jurant que jamais ils ne tireraient sur leurs compatriotes ; alors avec prudence le bourgeois demanda : « Fréquentez-vous des sociétés ? » Il y eut un silence ; enfin Raoulx répondit : « Oui. » Le bourgeois fit certains signes que le sergent répéta. La glace fut brisée : on était entre carbonari.

Ravi de cette bonne fortune, Garaud proposa de terminer la soirée chez Bellegarde ; cet ancien officier, chevalier de la Liberté et carbonaro de la première heure, était patron d'un café qui servait de rendez-vous aux libéraux de l'endroit et que,

pour cette raison, on avait interdit à la troupe. Mais, dans la bonne petite ville de Niort, la police n'était pas très active; et sans être inquiétés, Goubin et ses amis purent suivre leur hôte.

Ce fut une belle réunion qui débuta en gaîté. Le petit Raoulx chanta :

C'est l'Amour qui fait tout le monde
A la ronde !

et, sur le même air, Bellegarde répondit par une chanson moins innocente :

Il n'est de plus plaisant que de chanter le roi...

Puis on en vint aux questions sérieuses; et chacun, les coudes sur la table, un verre devant soi, écouta Bellegarde. L'ancien officier raconta qu'il était président de la vente de Niort, que la ville comptait bien 800 charbonniers et qu'il y en avait d'autres non encore initiés, mais qui ne demandaient qu'à l'être; pour sa part, il venait de recruter un marchand ambulant, un amidonnier et un médecin des environs... L'insurrection est proche, ajouta-t-il, les bons cousins de Niort et de La Rochelle disposent de plusieurs millions pour « faire commencer », et à quatre lieues d'ici, deux pièces de canon et des armes sont cachées; le département des Deux-Sèvres tout entier s'apprête; et la gendarmerie, composée en majeure partie de carbonari, ne s'opposera pas sérieusement au mouvement. D'un instant à l'autre, le général Berton va déclencher la révolte, soit à Thouars, soit à Saumur, et l'on n'attend que l'arrivée du 45e à La Rochelle pour donner le signal; alors on marchera sur Paris qui se soulèvera, les Bourbons seront chassés... « Que je me coupe la tête si cela passe dix jours ! » conclut Bellegarde.

On choqua les verres, on porta des toasts; et, à onze heures et demie, quand Goubin, Pommier et Raoulx s'en allèrent, ils trouvaient la vie belle.

Au commencement de février, le général Despinois, qui commandait à Nantes la division militaire, était averti qu'un complot se préparait dans le 13e régiment de ligne. Il ordonna aussitôt l'arrestation de plusieurs officiers qui lui avaient été dénoncés, mais ceux-ci s'échappèrent et l'on ne mit la main que sur des comparses.

Despinois, ardent bonapartiste, puis royaliste fougueux, s'était distingué en 1815 par sa violence contre le maréchal Ney, ce qui lui avait valu le titre de comte; depuis, il ne manquait pas une occasion de donner aux Bourbons des marques de sa reconnaissance et ne dédaignait point dans sa ferveur de descendre au rôle de policier qu'il avait, disait-on, déjà joué sous l'Empire. Le 6 février, il rendit compte des événements au duc de Bellune, ministre de la Guerre : le plan d'opération des conspirateurs, écrivait-il, embrasse non seulement Nantes, mais la plupart des villes et des départements de l'Ouest, qui sont travaillés par les agents du « Comité directeur »; ceux-ci usent de tous les moyens : « suggestions perfides, excitations à la trahison et à la révolte, embauchage de militaires et d'habitants ». Mais, ajoutait le général, « leur principal moyen, leur espérance favorite, c'est d'agir sur la troupe et de l'entraîner à la défection, non en s'attaquant aux masses, mais en attirant et en corrompant les individus. C'est ainsi qu'ils ont agi à Saumur, à Belfort, à Nantes et qu'ils opéreront dans toutes les villes de garnison ».

En écrivant cela, Despinois faisait preuve de clairvoyance : Flotard, le délégué du Comité directeur dans l'Ouest, se trouvait précisément à Nantes au commencement de février et venait de partir pour la Vendée aussitôt après la découverte du complot. Pourtant le général affirmait ce dont il n'était pas encore sûr, car les quelques sous-officiers et civils arrêtés n'avouaient rien et protestaient contre les dépositions de ceux qui les avaient dénoncés. La situation restait obscure.

Or, à ce moment même, Despinois reçut du général de Malartic un rapport faisant connaître les propos tenus à Poitiers par un sergent-major du 45e régiment nommé Bories et les confidences faites par le même Bories à un de ses camarades, le sergent Choulet.

Ce fut un trait de lumière : la clef de la conspiration, il ne fallait point la chercher à Nantes, mais à La Rochelle où le 45e allait arriver.

J. Lucas-Dubreton.

(*A suivre.*)

ÉTAPES AFRICAINES

EN A. O. F.

UN BOND DANS LE TEMPS

A l'heure présente, un voyage à travers l'Afrique occidentale n'est plus une exploration, mais une simple randonnée de plusieurs milliers de kilomètres en chemin de fer, et surtout en automobile. Il y a vingt ans, il fallait cinquante jours pour traverser à cheval ce pays avec des porteurs pour les bagages ou des bêtes de bât; on le franchit aujourd'hui en quatre jours et très confortablement. On use d'un magnifique réseau de routes, grâce auquel j'ai pu revoir et parcourir plusieurs contrées vastes comme la France, à la vitesse moyenne de 60 kilomètres à l'heure. Routes de 4 et 6 mètres, taillées dans la forêt, alignées dans la savane, qui franchissent les ruisseaux, les rivières et les fleuves au moyen de ponts et de bacs; routes si droites que les Noirs qui les construisirent, — et dont les sentiers, même en plaine, sont tortueux, — prétendaient que « ça leur donnait le vertige ». Partout où passe la route, le camion gronde, supprime le portage payé ou commandé. Il supprime même la marche à pied à quoi excellent les Noirs de l'Afrique occidentale. Les récoltes sont achetées beaucoup plus cher qu'à l'époque où la tonne était portée à tête d'homme à un prix onéreux et, — ce qui importe tout autant, — elles sont entièrement évacuées, quel que soit leur éloignement.

Sur ces routes des gîtes d'étape sont installés tous les 25 kilomètres; on trouve des hôtels dans les chefs-lieux, un peu partout l'hospitalité très large des colons et des administrateurs. Ce que le pittoresque perd, — et le mystère, — est regagné en commodité. Un tel voyage n'est donc plus un exploit, et il ne

reste guère à découvrir en Afrique occidentale que le sous-sol et les âmes.

Ces hommes noirs que j'avais beaucoup fréquentés il y a quinze ans et que j'avais accompagnés en France pendant la guerre, une très belle occasion m'a été donnée de les revoir, de sonder à nouveau leur cœur. Ce fut le voyage de M. Maginot, ministre des Colonies, en Afrique occidentale, où il vient d'inaugurer le monument aux Morts africains de la guerre, à Dakar, et le canal de Sotouba au Soudan. Visite rapide, mais fructueuse, à laquelle furent invités des représentants du Parlement et de la presse.

Les transformations qui se sont opérées chez les Noirs d'Afrique occidentale en quinze ans, sont incroyables. Le voyage en Europe, la guerre, les perturbations de la monnaie y ont contribué; mais, ici encore, c'est l'automobile qui a imposé son régime. Les Noirs n'ont pas échappé à l'attrait de la vitesse : « Le monde a voyagé », disent-ils pour exprimer les changements d'existence, d'habitudes, de situations.

Quinze ans, c'est peu dans la vie d'une nation civilisée Or, en cette courte période, l'automobile a bousculé les temps anciens, le moyen âge, et même les temps modernes de l'Afrique. Des chefs Sénoufos qui envoyaient des coups de fusil et des flèches aux tirailleurs du capitaine Gouraud, sont venus à notre rencontre en camions Delahaye avec leur cour et leurs griots, leurs femmes et leurs fanfares, — trombones, cornets à piston, bassons et flûtes. Quant aux Sénégalais, blasés sur le chemin de fer déjà vieux de quarante ans, ils vident leurs économies dans la sacoche du chauffeur noir qui conduit un autocar ou une automobile de place.

Et voilà bien le nouveau pittoresque africain. Celui de 1900 est mort, celui de Pierre Loti oublié : le mystère fuit. Les sorciers n'inspirent de crainte que dans les pays pauvres, et le pouvoir des marabouts tend à être supplanté par celui des chauffeurs de camions. Les bougies et les soupapes ont plus d'importance que les amulettes, et la trace des pneumatiques sur une route a autrement de prestige que celle d'une cavalerie royale.

— Le monde s'est déplacé! me répète l'homme d'autrefois.

Je sens bien que je heurte certaines idées courantes en matière d'exotisme, ayant moi-même subi le mysticisme du mer-

veilleux et ses exigences. Mais aujourd'hui, c'est nous qui détenons le merveilleux. Nous en prenons le monopole et, si nous savons en faire usage, nous avons toutes les chances de faire pencher la balance en notre entière faveur, sans violences, par persuasion, comme nous avons toutes facilités d'imposer à ces peuples le régime de prospérité que nous leur devons.

Ici, un avertissement au lecteur. Il est bien entendu que je n'ai visité que quatre grands pays de l'Afrique occidentale : le Sénégal et la Guinée, le Soudan et la Côte d'Ivoire. Rien de ce que je dirai ici ne saurait donc s'appliquer au Dahomey ni au Cameroun et, à plus forte raison, au Congo.

Même dans l'Afrique occidentale, grande comme l'Europe, les mœurs et les langages diffèrent d'un pays à l'autre, avec les races, le pigment de la peau et l'angle facial. On ne saurait donc trop éviter d'appliquer à des animistes les procédés qui conviennent aux sujets islamisés, et aux gens de la savane les habitudes des hommes qui vivent à l'ombre des forêts; pas plus que les erreurs pratiquées à l'est ou au nord ne doivent grever l'ouest ou le sud.

Les nations civilisées à grand territoire ont bien compris qu'il ne fallait pas généraliser sans précaution. États-Unis et Brésil ont des lois fédérales qui s'étendent sur l'ensemble de la population, mais chaque État possède, en outre, des lois « d'État » qui régissent les citoyens de son territoire. La France et ses colonies ne sont pas autre chose que les États-Unis français.

AU SÉNÉGAL

Les plus hauts sommets du Sénégal apparaissent en arrivant à Dakar : 150 mètres. Le reste du pays est presque plat. Quelques pluies annuelles en fécondent le sable au point de nourrir 1 500 000 des plus beaux Noirs de l'Afrique. Tous les cent pas, un kadde, un baobab, d'une sobriété exemplaire, jalonne les espaces à peine ombrés par une broussaille modeste. On joue peu de la hache pour préparer les cultures. En bordure de l'Atlantique, d'autres arbres, amateurs d'eau saumâtre, forment une frange sombre et unie sans points de repère.

Les Noirs d'ici sont très noirs, solides, dessinés par un antique sculpteur de bas-reliefs égyptiens. Commerçants plutôt

que guerriers, leurs ancêtres accueillaient les navigateurs portugais avec une parfaite aménité. En 1910, les formes de l'accueil n'avaient guère changé; seulement, le commerce à base monétaire avait depuis longtemps remplacé le troc. La vie était patriarcale, les relations entre Blancs et Noirs demeuraient fort correctes. La mode, chez les Blancs, était de parler le ouolof. Elle est passée chez les Noirs de parler le français Une langue intermédiaire se répandra, — et commence même à être usitée, — qui ne manquera pas de pittoresque.

Le commerce n'est pas autre que celui de nos campagnes. Quant aux cultures, très simplifiées, faites à la main avec un instrument qui permet de ne pas se courber, elles portent sur deux produits: le mil pour la nourriture, l'arachide pour la vente. Ces cultures n'obligent l'homme à travailler que trois mois par an. Les autres mois se passent en voyages, en visites, en réjouissances, et surtout en palabres interminables dans la langue la plus complète et la plus surprenante de l'Afrique noire.

Dakar. — Dakar est un poing mollement tendu en plein Océan. Basalte et latérite. Du creux de la main l'île de Gorée s'est échappée. Les doigts recourbés abritent le port. Anglais ou américain, Dakar serait un des plus puissants ports de l'Atlantique. Sur les quais trop réduits, sur les aires dépassées par le trafic, s'amoncellent des sacs et des caisses, s'élèvent des montagnes d'arachides. Tout est au grand air : la pluie donne huit mois de répit. Entre les caisses, les sacs et les arachides, circulent des wagons, des automobiles, des Noirs qui cherchent du travail, des Blancs curieux et qui attendent les passagers.

Au centre, la marine a pris les bons emplacements pour armer deux avisos sexagénaires. A l'ancre, des cargos, des paquebots, des bateaux-réservoirs. Les treillis métalliques des chalands du charbonnage encombrent le ciel et servent de perchoir aux aigles de mer. Des pirogues de pêche à voile carrée, se glissent joyeusement entre les masses noires ou grises; et les cotres armés de cinq matelots de bronze, pareils aux barques des Vikings, capables de périples indéfinis, amènent sans cesse et de fort loin le trafic du littoral.

Le bruit des treuils à vapeur domine, ainsi que la rumeur des

chaînes. Les Blancs s'agitent. Les Noirs sont impassibles sous leurs haillons ou leurs riches vêtements flottants. Ce sont des gens du nord de l'Équateur et non des méridionaux. Il en est qui me reconnaissent, depuis quinze ans qu'ils ne m'ont pas vu, sans surprise apparente. « As-tu passé la nuit en paix? »

ITINÉRAIRE DE DAKAR A CONAKRY

me demandent-ils simplement à ma descente matinale du bateau. Les moins discrets me disent : « Te voici revenu!... Vas-tu aller chez les sauvages?... » Et c'est tout. (Les sauvages, pour eux, sont les autres Noirs du sud et de l'est.)

Le vent agite les tissus blancs et bleus, les soieries des femmes. Les autos soulèvent la poussière rouge, les maçons bâtissent, les camions pétaradent, les charrettes grincent, les

aiglons exercent leurs rapines. Et les monuments de brique et de fausse pierre, les banques, les maisons de commerce et les hôtels, échelonnés sur la pente qui monte au plateau, regardent de tous leurs yeux rectangulaires le mouvement du port qui les fit naître et les enrichit. Ils regardent aussi les collines d'arachides grandir à vue d'œil. Culture centenaire. C'est toujours uniquement l'arachide qui donne au Sénégal l'argent nécessaire pour payer l'impôt, se vêtir et se procurer les objets qui dépassent les besoins immédiats de la vie.

Il est bon de savoir une fois pour toutes que l'indigène reçoit régulièrement pour *un quintal d'arachides* le prix payé à un paysan pour *un hectolitre de blé.*

La production de cette graine oléagineuse qui n'était que de 127 000 tonnes il y a vingt-cinq ans, et de 213 000 tonnes au moment de la guerre, atteint et dépasse le chiffre de 400 000 tonnes. Elle a suivi l'avance du rail, qui souvent ne devait être que stratégique et qui toujours est entré automatiquement dans l'outillage économique. Les récoltes ont également suivi le progrès de l'automobile.

Les morts et les vivants. — Au cours de la guerre, plus de 140 000 Noirs africains sont venus se battre sous nos drapeaux. Grand a été leur sacrifice : il fut parfois très noble. Je me souviendrai toujours de la rencontre que je fis sur la route qui va de La Teste au Camp du Courneau, près d'Arcachon, au printemps de 1916. J'allais troquer ma tenue d'infanterie coloniale contre la tenue kaki des tirailleurs Soudanais et Sénégalais. Sur la route venait une compagnie de ces Noirs qui partaient pour le front. L'un d'eux me reconnut et me salua. C'était un jeune charpentier de navires qui avait travaillé pour mon compte : « Que fais-tu ici? lui demandai-je en plaisantant. — *Gisn'ga dé, noun itam nounga def sounou* devoir! » me répondit-il en ouolof et avec le sourire. « Tu le vois, en vérité, nous aussi, nous faisons notre *devoir.* » Je ne cite jamais les langues indigènes, la langue française étant toujours capable de les traduire ; mais je ne puis pas éviter de montrer que le mot *devoir* n'existe pas en ouolof. Je ne l'avais jamais entendu de la bouche des Noirs, et j'en fus fortement frappé.

Vingt-cinq mille d'entre eux furent tués, un grand nombre

blessés. Il fallait garder la mémoire de ces sacrifiés pour que l'exemple des héros, conscients ou inconscients, servît aux générations à venir. Les morts africains de la guerre ont été honorés à Dakar. Le ministre a inauguré le monument élevé dans le square de la place Protêt, à l'entrée d'un jardin charmant fréquenté par les bébés blancs et leurs nourrices noires, par quelques sans-travail et des vieillards sentencieux.

A gauche, la nouvelle Chambre de commerce, véritable palais que va inaugurer M. André Maginot.

Les Noirs, en passant devant le monument très officiel, où le soldat nègre, en marbre blanc, donne la main au soldat français, se disent entre eux :

— Sans nous, ils n'auraient pas gagné la guerre !

Ils ne sont pas les seuls à tenir ce langage. Qu'importe ! Quant aux morts, personne ici ne songe à les plaindre. « Un mort n'est jamais qu'un mort qui ne mourra plus de nouveau ! » Les regrets ne vont pas plus loin. Jamais au cours de ces étapes, je n'entendis parler de la guerre autrement que dans les discours officiels. Sauf par des Baoulés de la Côte d'Ivoire qui avaient servi dans le même bataillon que moi et qui me reconnurent.

En revanche, les Noirs du Sénégal prétendent que « penser aux morts, c'est bien, mais que s'occuper des vivants, c'est mieux ». Leur désir est satisfait. On nettoie la ville. Partout des équipes comblent les poches où l'eau d'hivernage attire les moustiques, colporteurs de fièvre jaune, détruisent les logis insalubres. On a sorti de Dakar des milliers de tonnes d'immondices, de détritus. Noirs et Blancs ne doivent plus stupidement mourir des épidémies que les Américains ont supprimées à Cuba et à Rio de Janeiro.

Plus bas, c'est le port que l'on double de surface. La longueur des quais sera triplée. Les engins mécaniques de manutention ont beaucoup augmenté avec le salaire des dockers noirs qui sont payés vingt-cinq francs par jour. On construit le nouveau port des arachides qui doublera le port de Dakar. Les blocs s'alignent sur les terre-pleins : armée massive, régulière et blanche, dont les unités attendent leur tour d'immersion. Tout cela produit un effet de travail, de solidité, de durée.

Le Ouolof de Dakar, de son côté, s'est adapté à la vie mo-

derne. Il cultive les légumes d'Europe, il ravitaille la ville et la rade en légumes frais. Et cela, neuf mois sur douze. L'eau manquait : en cherchant bien, on a trouvé d'autres points d'eau douce proches de la ville. De toutes parts, sur le plateau, dans la ville basse, les villas se sont ajoutées aux villas, les magasins aux magasins; et les Noirs eux-mêmes ont bâti en dur, couvert de tuiles leurs nouvelles habitations. (Le Sénégal possède les meilleurs maçons de la côte d'Afrique : vieille tradition léguée par les Portugais dont les méthodes nous doivent quelque perfection.) La ville a triplé en vingt ans; le mètre carré de terrain que l'on achetait dix sous en 1908 vaut deux et trois cents francs.

On a beaucoup travaillé à Dakar, mais comme toujours sans argent et par petits paquets. Cependant, Dakar pourra bientôt livrer rapidement aux navires les récoltes de l'intérieur qui seront accrues par une bonne et saine politique économique. Grâce au programme financier que M. le Gouverneur général Carde met au point, Dakar présentera au monde, dans quelques années, une façade honorable sur l'Atlantique. Cette façade n'offre au passager qui vient d'Amérique, qu'un aspect bien déformé du vrai visage de la colonie, mais elle donnera une idée de notre puissance coloniale.

Cependant, on ne peut s'empêcher de ressentir quelque amertume, quand on constate que, sur nos côtes de France, des millions sont dépensés dans le moindre petit coin, afin d'abriter pour l'éternité quelques barques de pêche ou un courrier électoral, alors que des ports coloniaux, qui trafiquent d'énormes tonnages, en sont réduits à des moyens précaires et n'usent que du provisoire. Les ports coloniaux ne sont évidemment pas des ports d'électeurs, mais ils sont les prolongements de nos grands ports français. Dakar, Saïgon et bientôt Pointe-Noire, font suite à Marseille, Bordeaux et Le Havre. Enfin, l'outillage moderne des colonies et de l'Afrique occidentale en particulier, permet de payer plus cher à l'indigène ses récoltes, de les évacuer à temps; en un mot, il contribue à enrichir l'indigène. Et c'est à cela surtout, avec l'éducation des peuples qui nous sont confiés, que nous devons tendre. Nous le devons encore bien mieux aux pères, aux frères et aux fils de ceux qui sont tombés pour nous, pour la défense de notre territoire. Ici plus que partout, contre les ignorants de toute

nature et les détracteurs à la solde de l'étranger ou d'un parti, contre les apathiques et les insouciants qui sont la masse, les morts doivent venir à l'aide des vivants.

AU SOUDAN

Le rendez-vous était à Bamako, capitale du Soudan, où le ministre des Colonies, M. André Maginot, inaugurait un barrage sur le Niger et le canal d'irrigation de Sotouba : Bamako, avec ses massifs géométriques de cases cubiques en terre grise et mouchetés d'arbres sombres, ses boutiques à étage et ses magasins en béton armé qui bordent les larges avenues, avec ses instituts, sa T.S.F. et ses écoles; Bamako, étalé sur la rive du grand fleuve célèbre et surveillée par le palais du gouvernement perché à deux cents mètres de hauteur sur une roche rouge, domine les travaux.

On y accède par une voie ferrée de 1 200 kilomètres qui vient directement de Dakar avec des wagons-lits et des wagons-restaurants. On y accède aussi par la Côte d'Ivoire, au sud-est, en trois étapes de 500 kilomètres que l'automobile franchit aisément sur de bonnes routes à travers des peuplades diverses, dont celle des Bobos qui ne cachent rien, hommes et femmes, de leur splendide nudité.

Territoire peu accidenté qui couvrirait deux fois la France, le Soudan est, pour majeure partie, formé de cette terre ocre rouge où affleurent des pierres et du gravier de couleur noire et jaune. La végétation, maigre et clairsemée en saison sèche, s'enrichit dans les vallées où des cours d'eau retiennent un peu de fraîcheur. Seuls le Niger et ses grands affluents gardent leur prestige sous le ciel gris de plomb, sous le soleil qui écrase les hommes, les bêtes et les plantes.

En hivernage, ce pays qui paraît désolé se couvre de verdure; on voit moins les cailloux sur les hauteurs, les bas-fonds regorgent d'eau, l'air devient limpide, le bétail engraisse, et les hommes peuvent se nourrir à leur faim.

L'ère de fertilité est très brève parmi le caillou rouge, jaune ou noir; plus longue dans la terre des vallées. Cependant, chose surprenante, l'indigène habite plus volontiers les pierres que le limon. La vallée du Niger, ce Nil français, est presque vide

Il n'en a pas toujours été ainsi. Le lit majeur du fleuve, en amont et surtout en aval de Bamako, les plaines d'alluvions, ont été tellement peuplées au XVI^e^ et au XVII^e^ siècle que l'on pouvait compter, de Kouroussa à Sansanding, plus de sept mille agglomérations. Encore au XVIII^e^ siècle, un ordre parti de Kangaba, la capitale, ne touchait pas terre, mais se criait de village en village jusqu'aux limites du pays. Il y eut, le long de ces rives fertiles, des empires tels que celui des Mandingues, capables d'administrer plusieurs millions d'hommes, de lever et d'entretenir une armée de 80 000 guerriers. Il y eut des rois et des empereurs qu'entouraient des ministres, qui trônaient au milieu de cours bien organisées, et dont la dynastie, encore représentée par un chef indigène et un lieutenant de l'armée française, ne s'est jamais éteinte depuis treize siècles.

Ces empires qui occupaient la vallée du Niger, qui s'y nourrissaient, que sont-ils devenus ? Appauvris par la mévente de l'or sur le marché de Tombouctou (après la découverte de l'Amérique), les rois et les empereurs ont vu fléchir leur pouvoir; attaqués par les envahisseurs venus du Nord désertique, de l'Ouest troublé et de l'Est montagneux, les peuples se sont désagrégés. Au cours du XIX^e^ siècle, des chefs de bandes redoutables, tels que Samory Touré, Amadou Lamine, El Hadj Omar, délaissant les déserts, les montagnes, les pays vides, s'arrachèrent cette riche vallée. Périodiquement persécutés, pillés, réduits en esclavage, les habitants de ces nombreux villages ne purent s'accoutumer aux mauvais traitements, aux cruelles fantaisies des terribles aventuriers : ils s'enfuirent dans les montagnes où ils s'installèrent dans des terres arides,des terres sèches et pierreuses, qui ne reçoivent que l'eau des pluies d'hivernage et ne livrent qu'une maigre nourriture à ceux qui les travaillent.

C'est ainsi que les libérateurs français, les Gallieni, les Joffre, les Archinard, les Gouraud, trouvèrent l'indigène du Soudan confiant dans sa pauvreté pour ne plus tenter la cupidité des envahisseurs. Il est resté à peu près dans le même état, à l'écart des terres profondes, plates et faciles à cultiver mécaniquement, comme s'il redoutait d'abondantes récoltes capables de tenter une force armée.

Le Malinké domine de Kayes à Sikasso, et de Kouroussa à Sansanding. Nombreux sont ses cousins, descendants de

l'empire fameux. Bamako, à mi-chemin des montagnes du sud et des plaines du nord larges et inondées, sert de capitale avec Bambaras, Kharsonkés, Mandingues, et d'autres encore. Les Peulhs du Macina et les troglodytes de l'est, les Sonrhayes de Gao et les Touaregs de Tombouctou en dépendent.

C'est pour ramener ces peuples dispersés dans la grande vallée que le barrage et le canal de Sotouba ont été construits, et c'est pour marquer l'avènement d'une politique nouvelle que le ministre des Colonies est allé inaugurer ces travaux.

Le canal de Sotouba dérive du Niger presque en face de Bamako, avant les rapides du même nom, et s'enfonce dans la campagne en aval du fleuve. Long de 25 kilomètres, il est surtout un canal d'expérimentation. Exécutés de 1926 à 1928, les travaux ont coûté 18 500 000 francs, après avoir été estimés à 15 millions en 1925. Conçus par M. l'ingénieur Bélime, chef du service hydraulique de l'A. O. F., ils furent conduits par M. le colonel Doizelet, M. Terrasson de Fougères étant gouverneur du Soudan. La mortalité sur les chantiers a été de 1,6 pour 100, pourcentage très inférieur à la mortalité courante dans le pays.

L'œuvre fait honneur à tous ses artisans, quelle qu'y ait été leur part. Mais elle n'est encore qu'une démonstration qui permettra d'aborder en toute confiance le grand problème de l'irrigation de la moyenne vallée du Niger, de la partie comprise entre Bamako et Tombouctou, que l'on appelle le « Delta intérieur » du Niger. Ce delta est une plaine d'alluvions dans laquelle le fleuve, canalisé jusque là par des collines, hésite sur le chemin à suivre. Cette tendance qu'a le Niger à se disperser ne date pas d'aujourd'hui. Il lui est même arrivé, au moyen âge, de quitter son lit et de s'en aller à droite, asséchant sur sa gauche des plaines riches, provoquant ainsi la disparition de royaumes qui furent célèbres dans les annales du Soudan. Le résultat à obtenir par des barrages successifs à Sansanding et dans la région lacustre est celui-ci : la mise en valeur intensive d'une superficie d'un million d'hectares, dont un tiers favorable à la culture du riz, et le reste destiné au cotonnier ; sans compter l'arachide, le mil, le manioc et les nombreuses cultures arbustives ou vivrières connues, susceptibles d'être développées sur ces terres irriguées. L'élevage se ressentira naturellement de cette richesse régulière en eau et en verdure. Plus d'un mil-

lion d'humains de belle race pourront alors être fiers de vivre sous notre tutelle, puisqu'ils seront riches et qu'ils auront quitté cet état précaire, voisin de la gêne, qui caractérise trop souvent dans ce pays l'existence des ruraux.

Le canal de Sotouba, qu'alimente le relèvement artificiel du plan d'eau du fleuve, est doté d'appareillages modernes. Ce n'est pas de ces travaux de pacotille dont la métropole prétend trop souvent que les colonies doivent se contenter, comme si l'on devait, d'un moment à l'autre, se séparer de ces terres lointaines en les vendant à une autre puissance. Il doit irriguer 5000 hectares à cultiver d'après les méthodes qui ont si bien réussi à la ferme de Niénébalé, tout près de là.

Cinq mille hectares, dira-t-on, c'est bien peu pour une dépense de 18 millions. Mais il faut tenir compte de l'effet produit par l'exemple d'une telle création : bien utilisé, il peut changer les méthodes indigènes surannées, amener une poussée économique de la contrée qui aboutira à l'enrichissement, au bien-être de l'indigène qui nous donne sa confiance. Une nation qui ne fait que recueillir l'impôt, payer ses administrateurs et protéger un maigre commerce colonial, n'est plus une grande nation. « Les nations ne sont grandes que par l'activité, disait Jules Ferry. Rayonner sans agir, c'est abdiquer. »

EN CÔTE D'IVOIRE

Sur les routes du Soudan oriental et de la Haute-Côte d'Ivoire, l'aiguille de l'indicateur de vitesse monte souvent à 95 kilomètres, parfois à 100 kilomètres. Pas besoin d'invoquer Vibilie, déesse des voyageurs égarés : les routes sont jalonnées de bornes en bois dur qui défient l'empire des termites dont les milliards de sujets creusent le sol de ces vastes régions.

Je ne saurais dire l'émotion intense éprouvée aussi à la vue des premières bornes en béton blanchi qui marquent notre avance à travers les savanes du nord de la Côte d'Ivoire : *Bouaké, 57 kilomètres, Bouaké 42 kilomètres...* Vieilles bornes de France, aucun légionnaire, aucun colon de Rome n'eut plus de joie à s'appuyer sur les bornes impériales, que je n'en eus à vous retrouver. Nulle part mieux qu'ici, je n'ai pu me rendre compte de la pérennité des méthodes latines de colonisation. C'est que l'homme qui a donné à la Côte d'Ivoire l'impulsion qui la fait

surnommer aujourd'hui la « Perle de l'A. O. F. », a toujours puisé ses directives dans les leçons d'un Gallieni et d'un Lyautey, — qui eussent été de fameux proconsuls dans la Rome antique.

La Côte d'Ivoire est faite de trois régions distinctes, faciles à délimiter : trois bandes presque parallèles de 500 kilomètres, courant de l'est à l'ouest. Au nord, la savane où les guerriers et les vaincus de Samory ont repris la vie normale, où les populations furent les premières à accepter notre tutelle. Au sud, en bordure de la mer, les peuples des lagunes, très noirs, divisés en tribus qui exploitent le palmier, ombrage de leurs demi-savanes. Entre les deux, la forêt, épaisse de 300 kilomètres, et dont les fûts droits et blancs vont porter dans le ciel leur parure verte au-dessus de la racaille gesticulante de la forêt secondaire. Cette forêt est si dense, que les tornades les plus frénétiques n'arrivent à imprimer à sa masse qu'une lourde ondulation de pachyderme.

Il y a vingt ans, vivaient là une cinquantaine de tribus ayant leur langage et leurs coutumes propres, sans relations avec le monde extérieur. Pas de bétail, pas de cultures. Les bananes et les racines farineuses alimentaient ces sauvages. On ne travaillait point; on chassait le singe, la biche, l'éléphant et l'homme. Pour acheter le sel indispensable à la vie, l'alcool et les fusils qui entretenaient le vice et le virus de la guerre, on cueillait un peu de caoutchouc et de noix de kola que la forêt et la proche savane contiennent en abondance. On ne se vêtait même pas. Les sorciers attisaient les haines qui les faisaient vivre, et aussi les filles épileptiques qui, au sortir de leurs convulsions, prétendaient avoir parlé aux dieux. Comme les tribus ne se fréquentaient que pour se voler des femmes et des enfants et s'entretuer, les plus faibles d'entre elles voyaient leur natalité diminuer, leurs enfants devenir rachitiques parce que nés d'unions consanguines ou tarées. La sournoiserie était de règle à l'ombre des grands arbres, derrière les fourrés qui abritaient les agglomérations de trois ou quatre cases, fragments de villages séparés par les dissensions familiales. L'homme était pour l'homme une hyène. Et les dieux, pour rassurer ces fous, exigeaient des sacrifices humains... Il y a vingt ans de cela !

Or, de 1909 à 1913, un gouverneur, auquel M. André

Maginot vient de rendre un éclatant hommage public à l'inauguration du canal de Sotouba, M. Gabriel Angoulvant, réduisit les volontés et établit la paix définitive en brûlant 115000 fusils. La forêt, restée jusque là impénétrable aux conquérants noirs, à Samory lui-même, fut percée de routes larges, au bord desquelles les villages durent se regrouper, s'aligner; ainsi, la surveillance politique et sanitaire en était facile. L'arbitrage des conflits fut soumis à des tribunaux. On ne levait plus le bâton sur la tête de personne ; on ne faisait plus dérailler le chemin de fer, producteur de richesses.

Tout cela n'alla pas sans pleurs ni grincements de dents. Des commerçants se plaignirent qu'ils ne pourraient plus vendre de la poudre et des fusils !... Leurs doléances trouvèrent en France des oreilles attentives et émues : les coloniaux de congrès s'en firent les échos.

Les faits ont donné raison à M. Angoulvant, soutenu d'ailleurs avec courage par son gouverneur général à Dakar, M. Merlaut-Ponty. Mais après avoir pacifié, regroupé les tribus, il fallait leur rendre en prospérité ce qu'on leur avait pris en « liberté d'être sauvages ». Le gouverneur, s'inspirant de l'exemple voisin de la Gold-Coast où les Anglais avaient admirablement réussi la culture du cacao (au point que cette colonie, de superficie égale à celle de la Côte d'Ivoire, fournit la moitié de la production mondiale), fit venir de cette contrée des graines de cacao et entreprit d'enrichir les populations qu'il venait de soumettre. Il n'était pas question de les nourrir : en une année, les cultures de manioc, d'ignames et de bananes qui font l'ordinaire de ces gens, furent développées très aisément (les villages, désormais aérés, s'étaient entourés d'une ceinture utile qui les garantissait de la faim) ; mais il fallait se vêtir, se mieux coucher, se mieux loger, en un mot se donner de l'aisance. Alors le gouvernement ordonna la culture du cacao, prévoyant avec sagesse que les temps du caoutchouc de cueillette étaient révolus.

C'était faire du nouveau, rompre avec la routine, tenter le sort. Les tribus, et leurs chefs en tête, opposèrent la force d'inertie. On ne comprenait guère l'utilité de planter des arbres, alors que la forêt en produisait toute seule, — et en quel nombre! On ne comprenait pas du tout la nécessité d'installer des pépinières et de mettre en terre des plants qui ne

rapporteraient que six ans après. Les Noirs connaissent l'année prochaine; les plus audacieux imaginent l'année suivante : le reste est dans la nuit des temps et dans la main de Dieu. Il fallut parfois briser les fauteurs de désordre verbal. Quelquefois, les chefs réfractaires étaient astreints à un séjour auprès du Gouverneur (la résidence libre mais obligatoire), séjour amical mais qui se prolongeait tant que le cacao n'était pas planté. L'administrateur de l'Indénié, la plus riche province de la Côte d'Ivoire à l'heure actuelle, usait d'un procédé supplémentaire : au jour qu'il avait prescrit pour le défrichement ou l'implantation des jeunes cacaoyers, il se transportait près du champ, avec ses serviteurs, son parasol et son déjeuner. Les indigènes se disaient : « L'homme blanc se fatiguera le premier... Le soleil le brûlera, et il partira aussitôt... » Ce fut M. Clerc qui eut raison des chefs récalcitrants. Cependant, il fallut presque les menacer de prison pour les décider à récolter.

Le résultat n'est pas encore celui qui est atteint en Gold-Coast, où chaque habitant touche en moyenne 16 000 francs par an pour ses cultures riches; mais dans deux ans la Côte d'Ivoire fournira les 35 000 tonnes de cacao nécessaires à la France, et les Français ne mangeront plus que du chocolat acheté à des protégés français. Pour le moment, en Indénié, une population de 15 000 habitants encaisse environ cinquante millions de francs pour son seul cacao. Les tribus en retard sur le mouvement se précipitent sur la forêt, la coupent, la brûlent aux abords des routes et la remplacent par des cacaoyers (et maintenant par des caféiers). Si bien que j'ai pu rouler, un certain jour, pendant quarante kilomètres entre deux rangs de cacaoyers. On dépose les sacs de fèves brunes sur le bord de la route : un camion les enlève et les porte jusqu'au plus proche comptoir. Sur une route de 141 kilomètres, par exemple, entre la gare d'Agboville et Abengourou, on a dû instituer le sens unique : soixante camions le matin vers Abengourou, soixante camions le soir vers Agboville.

Que pensent de ces efforts, de ces contraintes, ceux qui en sont les bénéficiaires? Ils étalent leur richesse avec une simplicité enfantine. Fanfares, fêtes, champagne, maisons à étages. A Abengourou et les environs, trois entrepreneurs blancs bâtissent pour les Noirs des maisons de cinquante à

cent mille francs : ils ne peuvent suffire aux commandes. Dans cet Indénié, on réclame des docteurs que l'on paiera. Partout, une émulation s'est produite entre chefs voisins. C'est à qui produira le plus de cacao et de riz. Et quand un administrateur comme M. Simon est revenu dans une contrée où il avait obligé les gens à faire des cultures arbustives, le chef est venu s'agenouiller devant lui : « Tu m'as puni autrefois, disait-il, mais tu as bien fait. Aujourd'hui, je suis riche. » Quand l'ancien gouverneur qui avait pacifié le pays, retiré les fusils et transformé les rebelles en planteurs, revint dans le pays après treize ans d'absence, tous, indigènes et commerçants, l'accueillirent comme un bienfaiteur. M. Antonetti continua l'effort pendant la guerre, et participa à l'ascension de ce pays qu'à cette heure M. Lapalud administre fort sagement.

Cette région riche et fertile est cependant embouteillée. La rade foraine de Bassam est pleine de difficultés et ne suffit plus au trafic. Il est question de faire un port intérieur à Abidjan, la capitale. Pour y arriver, il s'agit de briser le mince bord marin de la lagune dont l'eau profonde communiquera ainsi avec l'océan. Coût : trois cents millions. On m'aurait dit cinq cents millions, que je n'eusse pas été étonné. Les Anglais, en Gold-Coast, n'ont pas de lagune et ont dépensé plus d'un milliard pour le port de Takoradi. Le bénéfice que la colonie et l'armement français trouveront dans ce port lagunaire, est tel que le gage est plusieurs fois supérieur aux dépenses et aux risques de l'opération.

EN GUINÉE

Le chemin de fer qui traverse la Guinée est un des plus pittoresques qu'on puisse imaginer ici; il escalade le château d'eau de l'Afrique occidentale. Le Niger, le Sénégal, la Gambie, d'autres fleuves encore, que l'on nomme marigots et qui sont plus grands que la Garonne, y prennent leur source. C'est le pays des rochers, des eaux limpides et des forêts clairsemées où abonde la liane à caoutchouc. De même que la beauté et le parfum des fleurs, la majesté des cimes échappe entièrement aux populations noires. Les Soussous de la côte, les Malinkés de l'Est et les Foulahs des hauteurs, qui vont se répétant les sono-

rités de leur langue musicale, préfèrent à toute chose les prosaïques récoltes de millet et de riz que leur donnent les vallées resserrées, quelques plaines jaunâtres et les menus plateaux qui servent d'assise à leurs villages.

L'Islam régit avec douceur l'esprit de ces hommes après nous avoir opposé une singulière résistance. Par-ci, par-là, une stèle, une colonne, rappelle qu'une flambée a jailli du feu couvert. Aujourd'hui, le pays dort, ou plutôt il est malade de la faillite du caoutchouc de cueillette, du caoutchouc sylvestre.

En 1910, cette matière a été payée jusqu'à 30 francs-or le kilo; depuis quelques années, il ne vaut pas plus de 6 francs-papier. En 1910, un kilo de caoutchouc procurait 60 mètres de tissu blanc dont raffolent les Foulahs; aujourd'hui, le même poids ne peut acheter que deux mètres de cette étoffe. C'est le règne du haillon, de la pauvreté, dans laquelle on croupit en attendant une hausse problématique de ce prestigieux caoutchouc qui enrichissait la Guinée comme l'Amazone. De même qu'au Brésil du Nord, en Guinée chacun espère, d'un espoir que seule une guerre dans le Pacifique pourrait combler. (Ce jour-là, évidemment, le caoutchouc de l'Atlantique serait à l'honneur!)

Habitués à toucher beaucoup d'argent pour un labeur aussi fantaisiste que bref, les indigènes se virent menacés de famine lorsque le providentiel caoutchouc perdit sa valeur. Ce fut alors que leur gouverneur, M. George Poiret, entreprit de les ramener aux cultures vivrières. Il fit mieux, il leur enseigna des méthodes agricoles perfectionnées et capables de les nourrir largement par une meilleure utilisation de la terre.

La Guinée est la terre du bœuf. Cet animal est, comme sous tous les tropiques, sans ambition. Discret, il ne se vante jamais de sa force. En 1914, le gouverneur Poiret, offrant une charrue à un chef de village intelligent et influent, fit mettre au joug deux de ces bêtes à cornes. Depuis, ils ont fait école : en 1918, 109 bœufs étaient dressés; en 1928, plus de 13 000 bœufs étaient attelés à 5 000 charrues et à 2 000 herses.

Je ne connais rien de plus réconfortant pour un Français que de retrouver en Guinée les gestes ancestraux de nos paysans, de suivre un sillon, d'entendre les cris éternels que le laboureur profère sur la lente trace des bœufs. Le chef de Dalaba, le jeune Tierno Omarou, qui commande une plaine

vaste et nette comme un coin de Basse-Dordogne, me disait que là où la culture indigène donnait 60 paniers de millet, la charrue faisait sortir de terre 140 paniers. Palabres, démonstrations, médailles, concours et diplômes, rien ne fut négligé par le gouverneur. Il envoyait même en France, en apprentissage dans les fermes, des jeunes gens issus de familles indigènes aisées. Aujourd'hui 28 000 hectares sont labourés à la charrue. Le pays mange.

Mais il est pauvre. Si l'on excepte les grandes familles qui reçoivent encore un tribut féodal, le Foulah et le Malinké sont pauvres. Le caoutchouc n'a été remplacé par rien. L'arachide ne paie pas, à cause des difficultés de transport. Il faut trouver à la Guinée sa culture riche. Le gouverneur doit cela au pays qu'il aime, il lui doit cet élément de prospérité durable.

Nul n'ignore que la Guinée fut autrefois un pays du café. Elle possède même une marque renommée, le Rio-Nunez. J'ai vu à Dalaba des pieds de caféiers plantés par Auguste Chevalier. Ils sont magnifiques et poussent fièrement leur feuillage d'émeraude à côté des cyprès, des sapins et des girofliers. Le petit jardin d'essai de notre grand botaniste s'est développé tout seul. Tout près de là, le chef de Dalaba, — qui accroche au mur de sa salle à manger le diplôme du Mérite agricole, — a installé une pépinière de 23 000 caféiers. Il commence à avoir des imitateurs. Mais un encouragement direct donnerait une impulsion rapide à cette culture riche et nécessaire à la France. On sent d'ailleurs en plusieurs points cet appétit de richesse stable. Et rien ne sera plus beau, dans dix, dans quinze ans, que de voir chaque Foulah propriétaire de mille pieds de caféiers. Rien de plus sûr en même temps : allez donc parler de rébellion à un cultivateur assis au pied d'un arbre qui rapporte de vingt à quarante francs par an!

Alors le pays aura le réseau de routes qui lui est nécessaire, et ces routes traverseront des champs et des vergers capables de retenir l'homme sur la terre. Un grand pas sera fait un peu partout en Afrique dans l'évolution du Noir, lorsque nous aurons donné à celui-ci le sens de la propriété personnelle, et ce sera le fait de la culture arbustive, culture riche. Les couchers de soleil sont beaux dans le Fouta Djallon, sur la montagne : ils seront moins mélancoliques. Il faut que là où une compagnie de tirailleurs et son capitaine trop

confiant furent massacrés il y a vingt ans, les coras, les balaphons et autres instruments de musique chantent partout la joie de vivre. Le pittoresque n'a rien à y perdre.

L'extrême avancée des terres de Guinée dans la mer supporte la capitale, Conakry. Les somptueuses bâtisses édifiées au temps du caoutchouc, dans le vrai style colonial africain, vivent toujours à l'ombre d'arbres immenses et des plus beaux manguiers de l'univers. Sous les branches, le long des rues à angle droit, à travers les vérandas à arcades, circule un air de serre chaude et l'invisible vapeur que la mer distille autour de cette ville assise à ras de l'eau. Les maisons entourées de vastes jardins, les magasins aux cours spacieuses, la mission, le gouvernement et l'hôpital, tout concourt à donner à Conakry un air de villégiature aisée qui contraste avec la « petite plage » de Bassam, le bagne bétonné de Rufisque et le faux grand air de Dakar. Et c'est bien une villégiature puisque tout y repose, en attendant le nouvel essor que l'on prépare en agrandissant le port. Conakry sera un jour, en effet, un grand fournisseur de desserts pour les tables françaises, quand la Guinée sera le royaume de la banane et du café.

LA GRANDE ÉTAPE

Si l'odeur du monde, — suivant la formule de M. Georges Duhamel, — a changé ici comme ailleurs, si les vapeurs de l'essence et le ronflement des moteurs se mêlent aux rudes parfums de la brousse surchauffée, à la sueur des hommes et à l'haleine des bœufs, un autre souffle passe sur l'Afrique, qui chasse les vieux errements et fait reculer l'ancien pittoresque trop souvent fait de misère physiologique et morale.

C'est ce souffle qui anime aujourd'hui les artisans de ce progrès dont je m'excuse de ne pouvoir retracer longuement aujourd'hui, — ce n'est que partie remise, — le formidable labeur : missionnaires et administrateurs, colons et soldats.

On ne dira jamais assez la lutte qu'ils soutiennent, chaque jour, contre le climat (la pluie d'hivernage, les vents brûlants de la saison sèche, et toujours ce poids de l'atmosphère qui écrase les volontés); la lutte contre les hommes ingénus ou rétifs, contre les forces aveulies ou fanatiques, contre les puis-

sances sournoises qui les entourent, contre eux-mêmes, enfin.

Entre eux, les barrières disparaissent. L'administrateur ne dissocie plus son travail de celui du colon et de la cause du missionnaire. Chaque jour davantage, les mesquineries font place aux idées générales et généreuses. Les Noirs eux-mêmes, pour une grande part, ne sont plus des sujets de récits d'explorateur, mais des hommes entraînés, avec leurs méthodes retardées ou modernes, dans le courant économique du monde. Une récolte trop abondante d'arachides dans l'Inde les frappe aujourd'hui au même degré que nous sommes touchés par des gelées sur le café de Sao-Paulo ou une sécheresse sur les plaines à blé ou à coton en Amérique.

Quant aux missionnaires, il faudrait un volume pour relater leurs travaux, que gêne de moins en moins le mauvais esprit politique, — cet esprit anti-français qui régnait de 1904 à 1912. Partout où ils s'installent, dispensaires, ouvroirs, ateliers, s'élèvent par leurs soins en même temps que les cathédrales, les églises et les clochers; tandis que dans leurs collèges, vastes comme l'Hôtel-Dieu et construits en matériaux durables, le nom de la France est prononcé avec respect et amour.

Pour continuer, amplifier cette œuvre, il faut encore et toujours des hommes. Mais, comme le disait M. Georges Hardy dans un récent discours de fin d'études, — M. Georges Hardy, directeur de l'École coloniale de Paris et l'un des meilleurs esprits de notre époque pour tout ce qui touche aux questions coloniales, — « ce n'est pas la foule qu'il faut à nos colonies, mais l'élite ».

Les progrès de l'Afrique occidentale sont grands et rapides : ils pourraient l'être davantage. Il n'est pas d'œuvre sans lacunes. Mais ces lacunes tiennent la plupart du temps à l'opposition de la métropole. Là, des hommes ignorants ou à l'esprit oblique, au Parlement et dans l'opinion, faussent le ressort naturel des forces de la nation. Gouverner, administrer, est une rude tâche pour ceux qui travaillent au loin, qui se sentent méjugés, censurés acerbement et sans raisons suffisantes. Les plus fructueuses initiatives se perdent à cette contrainte, comme les plus généreux élans

Dans un discours d'inauguration, M Carde, gouverneur général, a dit : « L'impulsion de l'administration est indispen-

sable pour obtenir du cultivateur noir l'effort supplémentaire qui l'amène à produire au delà de ses besoins immédiats les plus élémentaires. » Il allait nettement et heureusement à l'encontre des idées et des circulaires d'un ministre radical-socialiste, bien intentionné peut-être, mais dont l'action eût été néfaste s'il était resté plus longtemps au pouvoir.

Quand il s'agit des peuples, les erreurs prennent vite de la gravité. On a laissé, par exemple, les Noirs du Sénégal organiser leurs cultures à leur guise ; aujourd'hui le pays traverse une crise passagère. La production moyenne du cultivateur sénégalais est de six cents kilos : elle est insuffisante. De là, un état dangereux pour l'indigène. En effet, chaque homme noir qui s'est arrêté à un chiffre de production ne s'est pas arrêté à un chiffre d'appétits. Plus les magasins contiennent de tissus et de denrées, et plus il en veut acquérir. Optimiste autant qu'imprévoyant, il achète à crédit et s'endette dans l'espoir de payer, comptant plus sur les faveurs du ciel que sur une augmentation de son travail. Il arrive ainsi au déséquilibre moral, quitte le pays où il serait poursuivi, échoue dans les ports et dans les villes où il trouve, avec du travail à la journée, le cinéma et les plaisirs de la rue.

L'exemple de Sotouba doit convaincre les peuplades éparses, les éclairer sur l'intérêt qu'elles ont à se regrouper sur des terres fertilisées. Les importantes dépenses que va nécessiter le système d'irrigation de la vallée du Niger doivent ramener les gens sous le regard de l'autorité, sous la surveillance du médecin et du maître d'école, sur ces terres grasses qui peuvent déjà les nourrir abondamment, qui doivent les enrichir, les élever par là aux échelons supérieurs de l'humanité. Mais depuis vingt-cinq ans que le bruit des armes s'est tu, la voix du maître pacifique ne s'est pas encore élevée avec autorité pour dire : « Reprenez possession des terres fécondes qu'habitaient vos ancêtres ! » On a confectionné des rôles d'impôt, homologué des jugements de tribunaux indigènes, protégé le commerce, la colonisation et l'administration par la présence de miliciens et de tirailleurs. On a également donné des conseils aux populations désagrégées. Mais le verbe « conseiller » n'existe pas dans la langue du pays. Dans une palabre, un administrateur conseillait ceci, conseillait cela, multipliait les exhortations. A la fin, un des chefs se leva et dit simplement :

« Maintenant, que nous ordonnes-tu de faire? » Cet homme exprimait le tempérament de sa race, et il avait raison.

Vouloir avec fermeté d'après un plan rationnel sérieusement établi, se substituer aux volontés défaillantes, subjuguer les esprits indécis, tel est le rôle du chef, quelque grade qu'il ait acquis dans la hiérarchie, depuis le gouverneur jusqu'à l'adjoint des affaires indigènes. Le Noir est très souvent intelligent, mais il manque de volonté. Il faut vouloir à sa place, exiger le progrès; il ne faut pas simplement enregistrer le produit médiocre d'un travail de quelques semaines par an, mais réglementer les cultures privées, en ordonner de supplémentaires, créer des concours, attribuer des récompenses publiques aussi bien qu'appliquer des sanctions.

Le Soudan compte 2 635 000 habitants, dont 1 900 000 agriculteurs et 600 000 pasteurs : leur production annuelle est encore insignifiante. Ils peuvent devenir une colonie considérable sur des terres où le coton, le riz et de nombreux produits donnent les plus heureux rendements.

A la volonté du chef qui doit combattre les préjugés, effacer les souvenirs encore vivaces des anciens oppresseurs, s'ajoutent certains moyens qui sont loin d'être négligeables Les marabouts influents, les sorciers redoutés, les chefs respectés, sont au plus haut point sensibles aux prérogatives, aux décorations, à la richesse. Un dégrèvement d'impôts personnels sur le terrain des nouvelles colonies agricoles, aurait également les plus heureux effets. Il y a enfin les tracts, rédigés en langue du pays (écriture arabe). On croit encore à ce qui est écrit, davantage à la chose imprimée. Et l'on fait ici grand cas de la littérature, surtout lorsqu'on y évoque l'exemple des ancêtres.

Aussi crédule qu'insouciant, aussi débordant de vanité que généreux et confiant, le Noir possède encore une âme toute neuve qu'il nous est facile d'exalter, un esprit malléable facile à guider. Mais que dirait-on d'une usine dont les ouvriers seraient dispersés et abandonnés à leur libre autorité, d'un collège où les maîtres ne contrôleraient pas les élèves?

Pourquoi l'entretien des routes est-il toujours fait avec des moyens désuets? Il est pénible, — et j'en ai personnellement éprouvé quelque honte, — quand on passe en automo-

bile dans un pays riche comme la Côte d'Ivoire, de voir des troupes de trois cents hommes et femmes porter de la terre ou des cailloux dans des paniers minuscules et des calebasses d'eau, damer le sol avec des bûches comme aux temps des caravelles, alors qu'il existe des camions-bennes, des rouleaux automobiles légers et des tonneaux d'arrosage mécaniques! Qu'on ne parle pas d'emprunt pour ces menues dépenses (3 à 5 millions pour outiller toutes les routes de la colonie), alors que le dernier budget de la Côte d'Ivoire a été bouclé avec un excédent de 18 millions, — versés à la caisse de réserve! Les réserves d'une colonie en pleine ascension ne sont pas dans ses caisses, comme dans la boutique de Shylock, mais dans son sol et surtout dans ses hommes.

Ce sont de telles méthodes qui font émigrer notre belle jeunesse noire dans les pays anglais. En Gold-Coast, les Ashantis ne travaillent plus leurs cacaoyères, mais ont des Noirs français pour valets, alors que nos terres sont capables de porter les mêmes récoltes.

Une dernière question : celle du prestige de nos administrateurs. N'est-il pas pénible de voir des chefs de cercle qui commandent à deux cent mille hommes, aller sur les routes dans de misérables voitures ou même en hamac à porteurs, alors que le dernier des trafiquants syriens ou le chef indigène du pays possède une voiture confortable ?

Déplacements rapides et communications accélérées : voilà qui permet au voyageur comme au chef de la colonie d'obtenir de l'Afrique occidentale une vue d'ensemble autrefois impossible. Ici, tous songent de plus en plus à la rapide voiture qui passe devant eux, à l'auto-camion qui rapproche les récoltes de la côte, tous parlent de ce qui vient de France et de ce qui va en France, comme ils parlaient autrefois des rois et des empires fameux. Pour eux, comme pour les Blancs, le monde, véritable peau de chagrin, s'est rétréci. L'habitant de Ouagadougou n'est plus à quarante jours du port ou du chemin de fer, mais à quelques heures. Les appétits, les habitudes, les soucis changent partout et chaque jour.

Par défaut d'entente entre l'opinion de la métropole et la colonie, l'Afrique occidentale n'a pas jusqu'ici atteint le merveilleux développement de la Gold-Coast et de la Nigéria, où le

visiteur français rencontre à chaque pas des automobiles indigènes et peut admirer une Université comme celle d'Accra, pouvant abriter mille pensionnaires et les mener aux plus hauts grades de l'enseignement britannique : mais il suffirait d'un facile effort de compréhension, pour qu'en peu de temps et avec quelques centaines de millions ce vaste pays relié par la voie de terre à notre Afrique du Nord fût le prolongement direct de la France : une France noire.

Si l'on peut faire pleine confiance à l'Afrique Occidentale Française, cette confiance sera mieux justifiée encore, quand tous les indigènes auront en masse, comme en Côte d'Ivoire, leur propriété privée plantée de cacaoyers, de caféiers, de karités, de kapockiers, bien alignés le long des belles routes qui existent : l'alignement des arbres et la régularité de la richesse contribuent à la discipline des esprits. Nous aurons ainsi le complément des Maternités, des Instituts, des Écoles d'apprentissage que l'on peut admirer dans les chefs-lieux.

Alors, l'indigène achètera couramment des couvertures pour éviter la froidure des matins qui tue les enfants; il s'offrira, outre les menus plaisirs qui mettent le sourire sur les faces, un confort supplémentaire; il couchera dans un lit, au lieu de s'étendre sur des nattes; il consultera le médecin, enverra ses enfants à l'école et au collège; il améliorera ses cultures; il s'élèvera dans l'échelle sociale. Éduquer des hommes aisés et souriants est facile : mais allez donc parler de sens moral à des ventres creux vêtus de haillons !...

Je n'ai pas eu de sensation plus plaisante, au cours de ce voyage, que lorsque l'excellent M. Aubert, administrateur de Bouaké, me faisant visiter sa pépinière de jeunes caféiers, me confessa :

— Je prétends avoir 300 000 pieds, mais c'est faux. Chaque nuit, les indigènes, pressés de devancer la distribution, m'en volent pour les planter chez eux !...

André Demaison.

MÉMOIRES

VI[1]

DE THIERS A MAC-MAHON

BARODET CONTRE RÉMUSAT

Une vacance dans la députation de Paris amenait une élection partielle. L'idée vint à quelques-uns des maires de Paris (leur vint-elle bien spontanément?) d'offrir la candidature à M. de Rémusat, le ministre des Affaires étrangères qui venait d'apposer sa signature au traité d'évacuation, en témoignage de reconnaissance pour la libération du territoire. M. de Rémusat, qui avait peu de goût pour les épreuves électorales, n'aurait pas mieux demandé que de se soustraire à une lutte toujours incertaine, principalement sur un terrain aussi perfide que celui de la ville de Paris. Mais M. Thiers, enivré de l'encens que ses adorateurs brûlaient à ses pieds, était persuadé que sa popularité personnelle rejaillirait sur son ministre et enlèverait l'élection d'enthousiasme. La candidature de M. de Rémusat fut proclamée, et M. Thiers ne s'aperçut pas que, du même coup, il se mettait lui-même aux voix dans la capitale.

On ne tarda pas à lui ouvrir les yeux sur son imprudence. Car à peine la résolution du gouvernement fut-elle connue que *la République française*, organe de M. Gambetta, déclara que la candidature d'un ministre en service était une résurrection de la candidature officielle de l'Empire et ne pouvait être acceptée par de vrais libéraux. Il fallait donc lui chercher un concur-

(1) Voyez la *Revue* des 15 janvier, 1er février, 1er et 15 mars et 15 août.

rent. Peu de jours après, le choix était fait et ne fut autre que le titulaire de cette mairie centrale de Lyon, à qui la loi venait d'enlever, en grande partie à raison de son indignité morale, sa dignité municipale, le membre du Comité de salut public qui avait arboré le drapeau rouge et fraternisé avec la Commune, M. Barodet. La raison alléguée pour cette désignation scandaleuse fut le désir de protester contre la mesure qui venait de retirer à Lyon ses franchises communales. Le vrai motif, auquel je ne me trompai pas un instant, c'était de faire repentir M. Thiers de l'alliance d'un jour qu'il avait contractée avec nous, et de lui démontrer que les radicaux, en retirant leurs mains, pouvaient le faire rentrer lui, sa popularité et son pouvoir dans le néant.

M. Thiers ne s'y méprit pas plus que moi : aussi son unique pensée fut-elle d'effacer de toutes les mémoires l'instant d'égarement qui l'avait porté dans nos bras. A la veille de tenter une lutte où les radicaux le provoquaient brutalement, tandis qu'il avait besoin de l'appui des conservateurs qui se montraient tout disposés à le lui donner, il eût été naturel de témoigner quelque mécontentement aux uns, quelque reconnaissance aux autres. Ce fut tout le contraire. On ne songea qu'à se remettre en grâce avec les radicaux, je devrais dire, à leur demander grâce. D'abord les supplications, les avances, les promesses de toute sorte furent prodiguées à M. Barodet pour le décider à retirer sa candidature. Une place étant devenue libre dans le collège électoral de Lyon, sa patrie, on se hâta de convoquer les électeurs, bien avant l'époque ordinaire, dans l'espoir qu'il trouverait là un siège plus à sa convenance. Vains efforts! M. Barodet fut inflexible : ou plutôt, le parti le fut pour lui. Ce qu'on voulait, ce n'était pas un triomphe à Lyon, où la victoire était sûre, mais l'humiliation de M. Thiers à Paris, devant toute l'Europe attentive : les convenances de M. Barodet étaient le dernier des soucis de ceux qui se servaient de son nom. Quand vint le moment de publier les professions de foi des candidats, celles qu'on dicta à M. de Rémusat égalèrent, si elles ne dépassèrent pas, en promesses et en adulations démocratiques, celles de son concurrent. Les chefs de la gauche modérée restés fidèles à M. Thiers ne quittaient plus la présidence, et chaque jour les journaux étaient remplis de proclamations, les murailles couvertes d'affiches signées de leurs

noms qui engageaient la démocratie républicaine à ne pas se séparer du chef généreux qui la conduisait au triomphe par les voies légales.

Quant à nous, nous étions des pestiférés dont on semblait craindre le contact. Une fois, je me rendis à l'Élysée où M. Thiers était établi pendant les congés de Pâques. J'y trouvai tout l'état-major de la gauche qui remplissait le salon, et ces messieurs me dévisagèrent avec des yeux irrités, comme pour demander ce qu'un tel homme venait faire dans un tel endroit. M. Thiers, qui était engagé dans un *a parte*, fit semblant de ne pas me voir et ne me rendit pas mon salut : quand sa conversation fut finie, il évita de passer devant moi et de me donner une occasion de m'approcher de lui. Il me laissa même partir au bout de dix minutes, en ayant réussi à ne pas savoir que j'étais là. Enfin, dans les derniers jours qui précédèrent l'élection, les radicaux ayant accusé M. de Rémusat d'être engagé à porter au suffrage universel une atteinte indirecte, cette assertion fut démentie comme une calomnie, sans qu'on daignât y joindre la moindre mention, le moindre commentaire du langage qu'on m'avait autorisé à tenir, un mois auparavant, dans le rapport de la Commission constitutionnelle.

Je pouvais prendre ce démenti pour moi et le relever pièces en main. J'eus le bon esprit de n'en rien faire, et jusqu'à la dernière heure mes amis et moi, nous appuyâmes du peu de pouvoir que nous avions sur les électeurs de Paris le choix de M. de Rémusat. Je n'étais pas électeur à Paris, ayant mon domicile à Broglie : je ne m'en rendis pas moins au comité de notre quartier qui appuyait la candidature ministérielle. Mais si nos actes restaient acquis à celui des deux concurrents qui avait, sinon le meilleur langage, au moins la meilleure origine, le mépris que nous éprouvions pour les adulations prodiguées aux passions démocratiques se trahissait à tout moment dans nos paroles. Dans la semaine qui précéda l'élection, à la suite d'un dîner que j'avais offert à M. le Comte de Paris, quelques amis se réunirent chez moi. La nouvelle du jour était une nouvelle circulaire de M. de Rémusat qui dépassait toutes les autres en ferveur républicaine. Chacun se communiquait ses impressions, sur cette pièce de haut goût, et c'était un véritable feu croisé de railleries et de quolibets. On racontait que le fils du candidat, Paul de Rémusat, avait déclaré tout haut qu'il aimerait

mieux voir échouer la nomination de son père que de la devoir aux conservateurs. Nous méditions d'envoyer aux petits journaux une caricature où l'on verrait M. de Rémusat lui-même mettant dans l'urne un billet pour M. Barodet avec cette légende : « M. de Rémusat craignant de voter pour un réactionnaire vote contre lui-même. » Au plus beau moment de ces plaisanteries, la porte s'ouvrit et Mme de Rémusat parut avec son fils. Un silence glacial s'établit, le vide se fit autour des nouveaux venus : nous restâmes seuls, ma belle-fille, ma sœur et moi, pour leur faire accueil et pas une de nous n'eut le courage de dire un mot de l'élection.

Enfin le jour fatal arriva, et le dimanche 27 avril, le dépouillement du scrutin apprit à la France que la République conservatrice était terrassée par la République radicale. M. Barodet fut élu à une immense majorité.

Ce résultat connu dans la soirée répandit dans la ville une véritable stupeur. C'était la première fois, depuis l'incendie de Paris, qu'un nom compromis dans les horreurs de 1871 reparaissait avec une consécration légale. On croyait assister à la résurrection de la Commune, et le lendemain, il suffisait de parcourir les rues pour voir la consternation peinte sur tous les visages. Plusieurs autres élections avaient eu lieu à la même heure et furent connues le jour suivant. Elles présentaient toutes exactement le même caractère. Lyon en particulier nous envoya M. Ranc, qui, lui, avait siégé de sa personne sur les bancs de la Commune.

Dans le camp des républicains modérés, l'inquiétude n'était pas moindre. Quelle impression allait faire sur l'esprit de M. Thiers, l'injure faite à son ministre et à son ami? Qu'allait-il penser de l'ingratitude par laquelle la République récompensait les avances dont il avait été prodigue envers elle? Un tel procédé n'allait-il pas le rejeter brusquement en arrière, et lui faire reprendre sa place à la tête du parti monarchique, enlevant ainsi à la République le puissant auxiliaire qu'il lui avait prêté, et reprenant sur elle tout le terrain qu'il lui avait fait gagner?

L'incertitude ne dura guère. Nous apprîmes bientôt en effet, que le premier moment de désappointement passé (et il fut très vif) M. Thiers avait ouvert de nouveau l'oreille aux adulations du parti républicain. On s'empressa autour de lui

pour lui persuader que la nomination radicale de Paris était, non une agression contre la politique conciliante du gouvernement, mais une réponse aux menées réactionnaires de l'Assemblée. C'était l'Assemblée et non lui, disait-on, qui était visée. Quant à lui, si sa popularité avait souffert, c'était de notre contact et du rapprochement momentané avec nous. Qu'il se séparât de nous, bien nettement, qu'on le vît de nouveau franchement entouré de républicains et repoussant toute autre alliance, et la faveur publique, un instant ébranlée, lui rendrait toute sa confiance.

Cette manière de raisonner, qui n'était pas faite pour tromper un esprit, au fond, aussi perspicace que celui de M. Thiers, suffit pourtant pour qu'il fût ou voulût paraître convaincu. Deux jours après l'élection, il était acquis à la Présidence que le vote de Paris, dirigé contre l'Assemblée, était presque un hommage rendu à l'homme d'État de qui l'Assemblée était l'implacable ennemie. Nous étions, nous, les vrais adversaires; les électeurs de M. Barodet n'étaient que des amis égarés et aigris. On raconte qu'une dame de la connaissance de M. Thiers étant venue lui faire quelques compliments de condoléance : « De quoi me plaignez-vous? lui répondit-il, je n'ai jamais été plus fort. Ceux qui votaient pour Barodet criaient : Vive Thiers! en allant au scrutin. » Je connais les illusions de l'amour-propre et l'aveuglement du pouvoir. Je ne puis cependant me décider à croire que cette étrange infatuation ne fût qu'une erreur d'intelligence. L'intelligence n'a jamais été chez M. Thiers la partie faible. C'est ailleurs, c'est dans d'autres régions qu'il faut chercher sa faiblesse. Le parti radical venait de montrer sa force et de parler en maître : il osa moins que jamais le regarder en face. On l'avait menacé, il céda. Voilà tout le mystère.

Quoi qu'il en soit, son parti fut pris de faire un pas de plus dans la voie républicaine. Il devait présenter à la rentrée de l'Assemblée les deux lois constitutionnelles que notre commission, au nom de l'Assemblée, s'était engagée à discuter. Non seulement il ne consulta aucun de nous, comme il en avait à peu près pris l'engagement, mais nous sûmes qu'elles seraient précédées d'une sorte de proclamation de la République, qui en rendrait la seule présentation insupportable à la droite. C'était une singulière réponse aux alarmes des conservateurs.

Ce n'était pourtant pas là ce qui pouvait soulever une difficulté dans le sein du cabinet, car tous les ministres, y compris le plus conservateur, M. de Goulard, ne faisaient à la forme républicaine aucune opposition systématique. M. de Goulard, qui partageait nos inquiétudes, mit à son assentiment une condition. Il exigea qu'avant la réunion de l'Assemblée et la présentation de lois nouvelles on publiât un mouvement préfectoral qu'il avait préparé et qui éloignait d'un grand nombre de sièges les fonctionnaires compromis par leurs antécédents révolutionnaires. C'était le gage qu'il voulait donner aux conservateurs en échange du sacrifice définitif de leurs convictions monarchiques.

M. Thiers ne l'accorda pas. Il promit tout ce qu'on voudrait pour le lendemain, mais se refusa à rien concéder la veille. M. de Goulard offrit sa démission et, à la promptitude avec laquelle elle fut acceptée, il fut clair qu'on s'y attendait, et que le ministre qui avait été l'instrument du rapprochement momentané avec les conservateurs faisait partie de l'holocauste qu'on offrait en expiation au radicalisme.

LES DROITES CONTRE M. THIERS

A mesure que la nouvelle de l'état d'esprit de M. Thiers se répandait, on peut juger de l'émotion qu'elle causait dans tous les rangs du parti conservateur. A l'inquiétude des premiers jours se joignait une irritation croissante. Ce sentiment était vif surtout, dans le centre droit, parmi mes amis personnels, ceux qui s'étaient prêtés à ma suite, en bravant la colère et les outrages du parti légitimiste, à un accommodement avec M. Thiers. Nous nous sentions dupes du plus odieux escamotage. Pour obtenir de M. Thiers qu'il rompît avec le radicalisme, nous avions sacrifié des amitiés précieuses et une partie de nos convictions. En échange d'un tel sacrifice, non seulement nous n'obtenions pas la faveur d'être consultés, mais on éloignait du ministère le seul représentant de nos principes, le seul des conseillers de M. Thiers en qui nous placions une véritable confiance. La paix se faisait à nos dépens entre les deux républiques, modérée et radicale.

Cette conduite dictait la nôtre, et le rapprochement des droites était la conséquence nécessaire de la réconciliation des

gauches. Très peu de jours après l'élection, une réunion eut lieu chez M. Anisson, composée de tous les membres présents à Paris de l'ancienne majorité. Elle ne fut pas très nombreuse, parce que nous étions en pleines vacances de Pâques ; mais toutes les nuances y étaient représentées et il fut unanimement convenu qu'on oublierait tous les dissentiments. Un comité de neuf membres fut désigné pour dresser le plan de campagne qui serait suivi à la rentrée de la session : cette Commission dut se réunir, rue de la Baume, dans le petit appartement du général Changarnier. Je fus unanimement désigné pour en faire partie, et comme j'étais le plus compromis dans les avances faites à M. Thiers, cette unanimité fut une preuve éclatante de la réconciliation.

Nous tînmes plusieurs séances de suite, changeant de projet suivant les nouvelles qui nous arrivaient des incertitudes de la Présidence. Pour moi, ma résolution fut prise tout de suite et rien ne l'ébranla. Nous avions tenté de vaincre la résistance de M. Thiers une première fois, à huis clos, et par une démarche amicale, une seconde fois en public, mais par une voie indirecte et détournée. Il s'était joué de notre première tentative, en abusant de la discrétion même que nous y avions mise pour la dénaturer aux yeux de l'opinion. Le vague et l'équivoque de la seconde attaque lui avaient permis de l'éluder sans y répondre. Il fallait cette fois agir à la fois publiquement et directement, exprimer tout haut nos griefs et donner aussi une expression tout à fait nette à nos demandes. Plus de mystère ni d'indécision. Une interpellation qui signalerait les vices de la politique de M. Thiers, un ordre du jour l'invitant à en changer, le tout au grand jour et dans les termes les plus clairs, il n'y avait plus, suivant moi, que cette manière d'agir qui fût digne et qui eût chance d'être efficace. Après quelques hésitations, mon avis prévalut, et comme c'était le mien, je fus chargé de l'exécution.

Les choses cette fois n'étant plus pour rire, il fallut, tout en se préparant au combat, songer sérieusement au lendemain de la victoire. Il était certain que M. Thiers, pour intimider l'Assemblée, la menacerait de sa démission : il n'était pas également sûr qu'il la donnât, s'il était vaincu. Mais c'était pourtant l'hypothèse à laquelle il fallait pourvoir.

Mon choix était fait, depuis un an déjà : je ne voyais que

le nom du maréchal de Mac-Mahon qui pût rallier les différentes nuances de la majorité conservatrice. Quelques-uns de mes amis insistèrent pourtant pour que le nom de M. le Duc d'Aumale fût mis en avant et proposé au parti légitimiste. Je n'eus pas un instant l'illusion qu'il fût accepté ; et j'y voyais l'inconvénient de faire toucher du doigt, dans un moment où l'union était indispensable, le profond dissentiment qui nous séparait.

L'effet fut celui que j'avais prévu. L'extrême droite accueillit très mal le nom d'un prince d'Orléans, et mes amis furent blessés de ce mauvais accueil et d'une méfiance que la conduite irréprochable des princes ne justifiait en aucune manière. Pasquier, en particulier, toujours irritable, se livra, dans une réunion qui eut lieu chez moi, aux plaintes les plus amères : elles furent relevées avec vivacité par M. Lucien Brun, l'avocat accrédité de M. le Comte de Chambord, et je vis le moment où notre campagne commune débuterait par un combat singulier. On s'interposa cependant, et nous évitâmes le ridicule d'opposer la querelle des deux monarchies à l'union des deux républiques. Mais Pasquier resta profondément ulcéré, parlant très mal de notre entreprise avant même qu'elle eût abouti, et déclarant que pour lui, il n'accepterait jamais le pouvoir dans les conditions où nous voulions le constituer. Ce fut la première dissidence qui s'éleva entre nous, et le début d'une disposition d'esprit, d'abord boudeuse, puis chagrine, et enfin hostile.

Le maréchal de Mac-Mahon demeurait donc de gré ou de force, et de gré plus que de force pour le plus grand nombre d'entre nous, le successeur obligé de M. Thiers. Mais il fallait être certain qu'il accepterait l'héritage. Ce n'était pas un ministère que nous voulions abattre, c'était le chef même de l'État qui était en cause, et s'il disparaissait la France ne devait pas demeurer un quart d'heure sans gouvernement.

Avec tout autre que le maréchal de Mac-Mahon, il eût été bien simple d'aller au principal intéressé et de s'assurer que, si la proposition lui était faite, elle serait agréée. Avec le maréchal, je craignais fort qu'une démarche de cette nature n'aboutît à une réponse négative qui nous empêcherait de passer outre. Ce n'est pas que je connusse assez le maréchal pour avoir étudié son caractère. Je ne lui avais pas parlé trois fois en ma vie et jamais en tête-à-tête. Pendant un hiver que j'avais passé en

Algérie, il m'avait donné une fois un dîner solennel et je lui avais rendu une visite qui ne l'était guère moins.

La conversation avec lui, on le sait, n'était ni facile, ni abondante. Nous étions alors dans des eaux politiques très différentes et nos tournures d'esprit ne se ressemblaient pas plus que nos préoccupations habituelles. Nous nous étions séparés, sans aucun attrait réciproque, et depuis nous n'avions, je crois, guère pensé l'un à l'autre. Je l'avais pourtant assez bien jugé pour être certain que si on lui offrait, à lui, subordonné de M. Thiers, d'entrer dans un projet qui pouvait amener le renversement de son chef légal, il verrait là un air d'intrigue et un acte d'indiscipline qui alarmeraient sa conscience, et il nous opposerait un refus péremptoire sur lequel il serait difficile de le faire revenir.

Que la vacance fût faite, au contraire, et que l'Assemblée, reprenant tous les pouvoirs, devînt le véritable souverain auquel il était tenu d'obéir, il accepterait le commandement de ses mains comme un poste de combat. Je fus donc d'avis de ne rien lui dire et de n'avoir même avec lui aucune communication directe. C'était audacieux; l'événement a montré que c'était prudent. Je dois ajouter cependant, pour excuser ma témérité et diminuer le mérite de ma sagacité, que l'assiduité avec laquelle tous les aides de camp du maréchal suivaient nos séances toutes les fois qu'un incident politique pouvait naître, et mes relations avec toute la famille d'Harcourt, qui était composée à la fois de ses plus proches parents et de mes plus intimes amis ne m'avaient pas laissé de doute que le jour où il faudrait faire violence au désintéressement et à la modestie de cet homme de bien, nous aurions des alliés dans la place.

Pendant que nous faisions ainsi notre plan de bataille, M. Thiers complétait le sien. Il reconstituait son ministère que la démission de M. de Goulard avait désorganisé. Pour ne pas trop effaroucher les conservateurs, en faisant pencher la balance d'un seul côté, il se décida à se séparer de M. Jules Simon, qui représentait la gauche dans le cabinet, en même temps que de M. de Goulard, qui était l'homme de la droite. C'était un jeu de bascule dont nous n'étions plus dupes. En place des ministres sortants, il fit entrer M. Casimir Perier et M. Waddington, et créa un ministère des Cultes, afin de garder M. de Fourtou qui eut la faiblesse de se laisser retenir et de céder à M. Bérenger

le ministère des Travaux publics. M. Dufaure aussi, malgré tout ce qu'il m'avait dit sur le regret que lui causaient les fâcheuses tendances de M. Thiers, consentit à rester vice-président du Conseil. Le ministère ainsi composé appartenait à la nuance la plus étroite du centre gauche et s'il eût duré, il se fût trouvé fort mal à l'aise, en équilibre entre les deux groupes principaux de l'Assemblée comme sur une lame de couteau.

Ce caractère de coterie étroite que présentait le nouveau ministère était le sujet de nos plaisanteries. Le soir du jour où les ordonnances venaient d'être signées mais non encore publiées, comme on connaissait déjà la physionomie du cabinet, mais non tous les noms de ses membres, je rencontrai, à l'ambassade d'Autriche, M. Waddington avec qui j'étais en relation de longue date et l'un de ceux qui nous avaient quittés pour s'attacher à M. Thiers.

— Eh bien! lui dis-je en riant, êtes-vous ministre?

— Pourquoi me faites-vous cette question? me répondit-il d'un air très embarrassé.

— C'est, repris-je, que, comme il y a neuf portefeuilles à donner, et que vous n'êtes guère plus de neuf dans votre parti, c'est bien le moins qu'il y en ait un pour chacun.

Je vis que la plaisanterie le faisait rire assez jaune, et je compris que j'avais touché plus juste que je ne croyais. Je n'en doutai plus quand il me dit :

— Eh bien! si le ministère est tel qu'on le dit, qu'allez-vous faire?

— Le renverser dès le lendemain, n'en doutez pas. La sortie de M. de Goulard est une injure que nous ne pouvons supporter.

Nous nous séparâmes là-dessus et quelques minutes après, dans le salon voisin, nous rencontrâmes l'ambassadeur d'Allemagne, M. d'Arnim, qui s'approcha de moi et essaya de me faire causer sur ce qui allait arriver. Je le connaissais un peu, ayant été mis en rapport avec lui à un dîner chez le Duc d'Aumale, et trouvant de très mauvais goût l'affectation qu'on mettait généralement dans la société de Paris à ne pas lui adresser la parole. Les dépêches de lui qu'on a publiées depuis, lors de son procès, ont fait voir combien il souffrait de ce cordon sanitaire tiré autour de lui et de son ambassade. C'était une vengeance puérile qui ne réparait aucun de nos maux, mais nous privait de ses bons offices, dans le cas où nous en

aurions eu besoin pour prévenir les effets du caprice impérieux de son maître. Je pensais que quand on ne peut pas, en politique comme dans toute autre relation, venger des injures à coups d'épée, il ne faut pas essayer de le faire à coups d'épingle. Je savais de plus que M. d'Arnim était mal disposé pour M. Thiers, et dans des conversations avec mes amis Mérode et Pasquier, qu'on m'avait rapportées, il avait émis à plusieurs reprises l'opinion que nous devions travailler au plus tôt au rétablissement de la monarchie. L'occasion eût donc été favorable pour savoir au juste quel concours, en cas de succès parlementaire, nous devions attendre du côté de nos redoutables vainqueurs. Il y avait même quelque intérêt patriotique à s'assurer que notre tentative ne courait pas risque de retarder ou de compromettre la libération du sol français, comme M. Thiers ne se faisait pas faute de l'assurer.

Je jugeai, cependant, qu'il était à la fois plus digne et plus prudent de m'abstenir. A la veille de prendre peut-être le pouvoir, je répugnais invinciblement à mettre un étranger (et quel étranger!) dans nos confidences. D'ailleurs, j'étais en ce moment l'objet de l'attention de l'assistance, et je ne me souciais pas qu'on me vît prolonger avec le représentant de M. de Bismarck un entretien qui eût les apparences de l'intimité. Je répondis donc à ses questions d'une manière évasive et m'éloignai. Ce fut là, je le proteste, le seul rapport que j'aie eu (quoi que les journaux aient dit) avant le 24 mai avec l'ambassadeur allemand.

Enfin, le 19 mai, jour de la réunion de l'Assemblée, nous arrivâmes les uns et les autres sous les armes, le nouveau ministère avec ses lois républicaines, nous, avec une demande d'interpellation, au *sujet des dernières modifications ministérielles et sur la nécessité de faire prévaloir dans le gouvernement une politique résolument conservatrice.*

La motion était revêtue de trois cent seize signatures. Il ne fallait donc trouver dans l'Assemblée que cinquante adhérents de plus pour que la majorité nous fût assurée. Ce redoutable front de bataille intimida M. Dufaure qui, en qualité de vice-président du Conseil, représentait le gouvernement. Au lieu de fixer immédiatement le jour de la discussion comme nous le proposions, il demanda jusqu'au lendemain pour s'entendre avec ses collègues. Le délai ne pouvait être refusé,

mais cette première marque d'hésitation jeta le trouble dans les rangs ministériels. Si M. Dufaure avait eu au contraire la témérité de réclamer la discussion immédiate, il m'aurait beaucoup embarrassé, car je n'étais nullement prêt à prendre la parole. J'en eus un instant la frayeur. C'est ainsi que dans les luttes de la tribune comme, je crois aussi, dans celles du champ de bataille, les adversaires s'intimident souvent réciproquement et au moment où ils semblent se braver, ils ont au fond, peur les uns des autres.

Après cette première escarmouche, M. Dufaure monta à la tribune pour faire la présentation des lois constitutionnelles qu'il avait préparées. Son trouble était visible et se trahit par une nouvelle faute. C'était son droit incontestable, comme chef du gouvernement, de donner lecture du texte des lois et de l'exposé des motifs. Toute communication du gouvernement doit être entendue, et il avait fait usage de ce privilège, sans même admettre qu'on pût le lui disputer. Nul doute que cet exposé rédigé par la plume habile de M. de Rémusat, et lu, comme M. Dufaure lui-même aurait su le faire, d'une voix ferme et mordante n'eût produit une certaine impression. En tout cas, les applaudissements de la gauche n'eussent pas manqué à la profession de foi nettement républicaine par laquelle ce document débutait, et cette mise en scène, qui aurait eu une apparence de triomphe, eût pu agir sur les esprits faibles. Mais au lieu de commencer la lecture sans hésiter, M. Dufaure, après avoir déposé ce document sur le bureau, s'arrêta comme pour demander si l'Assemblée voulait l'entendre. Il y eut alors, comme c'est l'usage, des cris de « Lisez... Ne lisez pas », partant des bancs opposés. Le président crut devoir mettre la lecture aux voix, et le ministre se laissa faire. Après deux épreuves douteuses, l'Assemblée décida que l'exposé ne serait pas lu. M. Dufaure dut alors descendre de la tribune, plus ému que jamais de ce témoignage visible d'une malveillance, qu'il lisait d'ailleurs écrite dans tous les regards.

La séance ne s'acheva pas sans un nouvel incident de plus mauvais augure encore. Immédiatement après le ministre, un membre de l'extrême gauche. M. Veyrat demanda à son tour la parole et déposa une protestation revêtue de quarante signatures, portant en substance que les signataires ne reconnaissant pas le mandat constituant à l'Assemblée dénonçaient

d'avance l'illégalité des lois constitutionnelles. Joints aux trois cent seize de notre interpellation, ces quarante opposants, venus de l'autre extrémité, mettaient le ministère dans une minorité évidente. Comment allait-il faire pour se tenir en équilibre sur la planche étroite et tremblante où il s'était placé?

Le résultat de cette première journée donna lieu à des commentaires passionnés dans la presse et dans les cercles politiques. La seule chose dont personne ne parut s'occuper, ce fut le texte des lois constitutionnelles présentées par M. Dufaure. Je ne crois pas que personne se soit donné la peine de les lire, et, en vérité, je le regrette. Car on aurait vu combien elles étaient insuffisantes pour donner aux intérêts conservateurs une garantie quelconque. Un Sénat élu par le suffrage universel suivant la mode du scrutin de liste, le plus favorable aux agitations révolutionnaires, un pouvoir exécutif borné à une durée de quatre années, comme la Chambre des députés elle-même, et qui eût amené à courte échéance le renouvellement simultané de tous les pouvoirs publics, voilà tout ce que M. Thiers espérait tirer de ses amis, et il n'y avait absolument rien dans ces dispositions qui fût de nature à combattre le vice essentiel des institutions républicaines. Mais je le répète, les lois eussent-elles été cent fois meilleures ou cent fois pires, que personne n'eût daigné y faire attention. L'intérêt était ailleurs. Ce qui importait, pour les uns, c'était la substitution définitive de la République à la monarchie, pour les autres, la direction politique que suivrait le régime nouveau. Quant aux institutions, le sujet ne paraissait pas digne d'un instant de réflexion.

Les trois jours qui s'écoulèrent entre le 19 et le 23 mai (c'était le jour fixé pour la discussion), furent assez agités surtout pour moi qui sentais la responsabilité dont j'étais chargé. J'avais chaque matin la preuve de l'émotion publique par des lettres anonymes ou signées de noms inconnus que je recevais pour me prodiguer les encouragements et les menaces. Les journaux de M. Thiers, d'ailleurs, ne se faisaient pas faute de faire entendre que si le pouvoir lui était retiré par l'Assemblée, l'irritation populaire serait difficile à contenir, et la paix publique recevrait de graves atteintes. Quand je quittai la maison le 23 mai au matin, je ne savais donc pas dans quelles

conditions j'y rentrerais. J'avais retenu une chambre à Versailles, pour le cas assez probable où la discussion ne serait pas terminée le même jour, et j'emportais avec moi une somme d'argent préparée à tout événement. Je partis par le chemin de fer de la rive gauche, beaucoup moins fréquenté que celui de droite par les journalistes et les curieux. Je fus presque seul dans mon wagon, et pus réfléchir une dernière fois à ce que j'allais dire. A l'arrivée, je trouvai le maréchal de Mac-Mahon qui descendait d'un autre compartiment, et nous échangeâmes un salut silencieux. Je ne lus sur son visage aucune trace d'émotion ni même de curiosité. Je crois, en vérité, qu'il ne savait pas ce qui se passait, ni ce que j'allais faire. Mais, en entrant dans la salle, je vis la maréchale et les aides de camp à leur poste accoutumé.

A deux heures, la salle était comble et le président m'appela à la tribune. Le discours que je prononçai est au *Journal officiel* où les curieux pourront le chercher. Si quelqu'un a cette fantaisie, je lui indiquerai quelle était la difficulté dont j'avais à me tirer. La majorité qui nous était nécessaire pour obtenir un vote favorable devait se composer de deux opinions très distinctes. Il y avait ceux qui ne pouvaient pardonner à M. Thiers de ne pas travailler au rétablissement de la monarchie : je dois dire que c'était le plus grand nombre et les plus décidés. Mais ils ne faisaient pas la majorité à eux seuls; il fallait y joindre pour l'appoint ceux qui avaient pris par résignation le parti de la république et ne demandaient à M. Thiers qu'une politique plus conservatrice et le désaveu de toute alliance avec les radicaux. Il fallait parler de manière à répondre à ces deux états d'esprit, et surtout à n'en blesser aucun. Si l'on paraissait faire trop bon marché de la question purement politique et de la forme de gouvernement, on eût inquiété les royalistes de profession, qui, se souvenant encore de nos dissentiments récents, ne m'écoutaient qu'avec méfiance. Mais si on avait paru faire une levée de boucliers monarchique, on eût rejeté dans les bras de M. Thiers ceux qui prenaient la république en patience. Là était l'embarras, et si j'eus quelque mérite, ce fut d'en sortir sans le laisser voir, et sans que l'extrême prudence de ma parole ôtât rien à sa véracité.

Je fus aidé par une précaution que M. Thiers avait prise contre moi, et qui au contraire, en ma qualité d'orateur novice,

me fut d'une grande utilité. Dès les premiers mots, je remarquai que l'extrême gauche, ordinairement impatiente et bruyante, avait pris le parti de rester muette, quelque provocation qui lui fût adressée : je compris que c'était un mot d'ordre et qu'on lui avait recommandé d'éviter à tout prix une scène de scandale qui, dans la disposition alarmée des conservateurs, les aurait effarouchés. Je vis alors que je pouvais aller en vivacité contre le radicalisme aussi loin que je voudrais et satisfaire ainsi les sentiments des deux nuances de mes amis en excitant leur passion contre l'ennemi commun. Je me rappelle que j'allai jusqu'à dire, à propos des élections dernières, qu'elles nous avaient fait présent d'un collègue, qui ne devait qu'à une connivence mystérieuse l'avantage d'avoir échappé à la justice du pays. Je nommai M. Ranc, il était présent et ne bougea pas.

En concluant, je mis en relief, avec assez de clarté, les oscillations de la politique de M. Thiers et la dépendance absolue où la dernière modification ministérielle le plaçait du groupe de la gauche radicale. Je terminai par cette péroraison où je trouve encore quelque valeur au point de vue purement littéraire :

« Sur cette pente funeste, dans la dépendance et sous la direction qui pèseraient sur lui, ce ne seraient pas seulement les lois constitutionnelles qui disparaîtraient bientôt, ce seraient les lois fondamentales de la société elle-même qui seraient bientôt atteintes. Le ministère irait de faiblesse en faiblesse et de chute en chute. Personne ne peut dire, dans les grands assauts auxquels est soumise cette société meurtrie par tant de blessures, quel sort nous réservent à tous les passions révolutionnaires. Il peut y avoir de mauvais jours. Ils menaceraient les membres du ministère, j'en suis sûr, ils menaceraient le plus grand nombre de leurs amis tout aussi bien que nous. Mais périr pour sa cause, en tenant son drapeau dans la main et au pied d'un rempart qu'on défend, c'est une mort glorieuse dont les partis se relèvent et qui grandit la mémoire des hommes publics. Périr au contraire après avoir préparé avant de le subir le triomphe de ses adversaires, périr en ayant ouvert la porte de la citadelle, périr en joignant, au malheur d'être victimes, le ridicule d'être dupes et le regret d'être involontairement complices, c'est une humiliation qui emporte la renommée en même temps que la vie des hommes d'État. »

M. Thiers était devant moi pendant que je parlais, le banc des ministres étant tout à fait au pied de la tribune, de sorte que je pouvais suivre tous les mouvements de sa physionomie. A ces mots, « le ridicule *d'être dupes* », je le vis tressaillir comme s'il eût senti la piqûre d'un aiguillon. Le reste du temps, je ne lus sur son visage qu'une surprise sincère, je dirais presque naïve de se voir attaquer en face. Ce vétéran des luttes parlementaires avait perdu l'habitude de la contradiction. Ses amis aussi, ou pour mieux dire ses flatteurs, partageaient son étonnement. J'ai su depuis que Mme de Rémusat, qui était dans la tribune à côté de la maréchale de Mac-Mahon, s'écria à plusieurs reprises : « Mais c'est incroyable : pour parler ainsi, il faut qu'ils aient un gouvernement tout prêt... » et que la Maréchale, oubliant la prudence, lui répondit : « Oui, madame, tout est prêt, et vous le verrez bien. »

L'effet était assez grand pour que M. Dufaure crût devoir me succéder immédiatement à la tribune. On convient assez généralement qu'il fut rarement plus mal inspiré. Personne n'a jamais eu moins que lui la qualité, si commune aux avocats, de parler sans conviction. La nature de son talent, pénétrant et incisif, et qui n'arrive à l'émotion que par la puissance d'une logique irrésistible, se refuse aux effets déclamatoires et à l'éloquence de convention. Je n'aurais pas eu besoin de savoir (aussi bien que ses confidences me l'avaient révélé) le chagrin que lui causait la mauvaise compagnie radicale chère à M. Thiers, que je m'en serais douté, à le voir réellement battre la campagne avec un mélange de violence et de faiblesse qui surprit tout le monde. Malgré la vivacité de mon attaque, mon langage, tout le monde me rendait ce témoignage, était resté mesuré. Il m'accusa d'avoir manqué à toute convenance et négligé les traditions de politesse héréditaires dans ma famille. J'avais insisté, pour montrer que nous défendions la politique conservatrice sans arrière-pensée monarchique, sur la sortie de M. Goulard, tout aussi républicain que ses collègues et coupable seulement de ne point agréer aux radicaux. Il eut le courage d'affirmer que M. de Goulard était sorti pour des raisons purement personnelles et dont il ne connaissait même pas la nature. Une assertion aussi peu vraisemblable fit partir l'Assemblée presque entière d'un éclat de rire.

Du reste, il fit des dangers du radicalisme un tableau

presque aussi chargé que moi, mais qui, dans sa bouche, avait l'inconvénient d'irriter une partie de ceux dont il attendait les suffrages.

L'échec était si complet que M. Thiers le sentit et aurait voulu le réparer lui-même sur-le-champ. Il bondissait à sa place, pour s'élancer à la tribune, comme nous l'avions déjà vu faire plus d'une fois. Mais c'est ici qu'il commença à sentir la chaîne que le dernier règlement constitutionnel lui avait imposée, et dont il s'était tant raillé. En vertu de cette règle nouvelle, le président de la République ne pouvait prendre la parole qu'à une séance spéciale convoquée tout exprès pour l'entendre. Il fallut renvoyer la discussion au lendemain; seulement, pour ne pas perdre de temps, on en fixa l'ouverture à neuf heures du matin, et on se sépara sous l'impression d'un premier engagement tout à l'avantage de l'opposition.

Je passai la soirée et la nuit à Versailles. Nous nous réunîmes (un certain nombre d'amis) chez M. Léonce de Lavergne, alors aussi animé contre M. Thiers que nous l'avons vu, depuis lors, passionné pour la République. Nous préparâmes l'ordre du jour du lendemain, qui n'était pas facile à rédiger, parce qu'il fallait, comme dans mon discours, tenir compte des sentiments divers de la majorité qui devait se réunir dans le vote. Nous nous arrêtâmes à une rédaction qui déclarait que, considérant que la forme du gouvernement n'était pas en question, puisque l'Assemblée saisie des lois constitutionnelles aurait à en délibérer ultérieurement, mais qu'il importait de rassurer *par une politique résolument conservatrice* le pays alarmé, l'Assemblée regrettait de ne pas trouver cette sécurité dans les récentes modifications ministérielles!

Cette formule nous parut avoir plusieurs avantages; elle ajournait la question constitutionnelle sans la résoudre ni dans le sens républicain, ni dans le sens monarchique. Elle faisait porter le blâme uniquement sur le ministère de manière à ne pas viser M. Thiers lui-même à la tête, et à laisser la porte ouverte à un repentir que je ne croyais ni probable, ni désirable, mais dont plusieurs, dans l'Assemblée, ne voulaient pas perdre l'espérance.

Pendant que nous délibérions, j'ai su depuis lors que la contre-partie de la scène se jouait à la présidence. Un certain nombre de députés qui étaient restés jusque-là fidèles à M. Thiers, MM. Vingtain, Target, de Tréveneuc, on m'a assuré aussi M. Vitel, venaient le conjurer de donner le lendemain au *Journal officiel* une garantie aux conservateurs en se séparant de deux ou trois fonctionnaires trop compromis; à ce prix, leur vote était assuré. M. Thiers se refusa à subir aucune condition. J'ai entendu blâmer son obstination. Je ne puis m'associer à ce reproche. Cette concession tardive eût manqué de dignité. Je doute qu'elle lui eût assuré le succès. Pour quelques voix qu'elle lui conservait à droite, il y en aurait eu bien davantage qu'elle eût exaspérées à gauche. Il fit donc mieux de courir sa chance; seulement j'ai lieu de croire qu'il n'en comprenait pas toute la gravité.

Ce qui manqua, en effet, au discours qu'il prononça le lendemain, ce fut le sentiment de la disposition nouvelle que les élections de Paris avaient créée dans l'Assemblée. Ce discours aussi habile dans sa contexture, aussi heureux dans la forme qu'aucun autre qu'il ait prononcé, n'était que la répétition, sur un mode plein de variété et de souplesse, de ceux qu'il avait déjà opposés à nos attaques précédentes. C'était le même récit, très véridique, mais devenu un peu monotone, de l'état malheureux où il avait trouvé la France, et de l'ordre comme de la prospérité qu'il avait su y faire renaître. Nous étions déjà montés avec lui, par ce chemin, plus d'une fois déjà au Capitole : personne n'éprouvait un intérêt très vif à l'y suivre de nouveau. C'était ensuite l'artifice déjà employé à tant de reprises, de tout réduire entre nous à la question politique de la forme de gouvernement : l'exposé de l'impossibilité de la monarchie, de la nécessité de la république. Mais là-dessus, il avait cause gagnée et trop gagnée. Ce que l'Assemblée demandait, ce n'était pas qu'on lui prouvât que la monarchie était impossible (ce qu'elle craignait en effet), mais que la République n'était pas nécessairement suivie du radicalisme, ce qu'elle craignait encore davantage. Or, pas un mot de son discours n'allait à l'adresse de cette inquiétude. A peine s'il parla des

élections de Paris, et ce fut pour dire que, sans en être charmé, elles ne lui semblaient pas aussi mauvaises qu'à beaucoup de gens. Et, de fait, ayant besoin de toutes les voix, même de celles des nouveaux élus, il ne pouvait guère les traiter plus rudement.

Mais l'Assemblée, au moins dans sa majorité, ne se croyait pas obligée à ces ménagements. C'est dire qu'elle ne trouva dans le discours rien de ce qu'elle cherchait : aucune assurance, aucune garantie qu'on ne la laisserait pas dériver sur la pente où elle se sentait entraînée. Et comme jusqu'au bout elle attendait toujours qu'on finirait par lui parler de ce qui l'intéressait, elle écouta d'abord en silence, puis avec des signes marqués d'impatience.

Enfin quand il descendit de la tribune, le désappointement et en quelque sorte le découragement de ceux qui lui voulaient du bien était visible.

Je pouvais suivre cette impression, à côté de moi, chez mon voisin, M. Mathieu B..., un de ces esprits timides et flottants dont toutes les assemblées sont pleines, qui demeurait depuis huit jours dans une hésitation pleine d'angoisse et qu'un mot conservateur fortement accentué nous aurait enlevé. A plusieurs reprises pendant le discours, je me tournai vers lui et l'interrogeai.

— Eh! bien lui disais-je, est-ce là la garantie que vous attendiez ?

Il me répondait par un soupir et un hochement de tête négatif.

Quant tout fut dit, et que je vis que le redoutable orateur avait passé à côté des anxiétés des conservateurs, sans daigner en prendre souci, je compris que notre succès était assuré. Tel était l'aveuglement du ministère qu'il eut l'impression contraire et que M. Casimir Perier expédia à tous les préfets une dépêche qui fut affichée sur toutes les murailles de France annonçant qu'après l'immense succès du discours de M. Thiers, le vote favorable n'était plus douteux. Je crois que l'affiche n'eut pas le temps de sécher, qu'il fallut l'arracher pour annoncer le résultat contraire.

Le fameux règlement de la Commission des Trente nous rendit alors un nouveau service. Grâce à cette disposition nouvelle, M. Thiers se trouvait avoir épuisé son droit de parole :

la séance dut être levée, et à la suivante, il ne pouvait plus reparaître. Craignant cependant quelque incident nouveau et n'ayant devant nous qu'une seule journée avant le repos forcé du dimanche, nous résolûmes de ne rien répondre au discours de M. Thiers, ce qui, en son absence d'ailleurs, eût eu très mauvaise grâce, et de hâter le vote. L'ordre du jour convenu fut déposé par M. Ernoul, député légitimiste très éloquent, dès la rentrée de l'Assemblée qui eut lieu à une heure de l'après-midi. M. Casimir Perier essaya bien de rengager la discussion par un discours empreint d'une assez grande amertume, et qui n'eut rien de remarquable que le soin avec lequel il se défendait de toute alliance avec les radicaux. La clôture fut alors prononcée. Mais, avant le vote, un double incident vint en caractériser toute la signification.

Le groupe flottant qui avait suivi M. Thiers dans son évolution vers la République, mais ne voulait pas être entraîné dans ses complaisances révolutionnaires, se divisa, et prit la parole par deux organes différents, mais l'un et l'autre, malgré des conclusions opposées, presque aussi désobligeants pour M. Thiers.

M. Target vint lire une déclaration signée de quatorze collègues qui adhéraient à notre ordre du jour en réservant comme nous toutes les questions constitutionnelles, mais en se déclarant d'avance fidèles à la solution républicaine. Au nom d'une autre sous-fraction de cette petite fraction, M. Denormandie vint au contraire réclamer l'ordre du jour pur et simple, mais sur un ton très embarrassé. Il reconnaissait qu'on pouvait reprocher au gouvernement des faiblesses regrettables, mais demandait un nouveau crédit, en quelque sorte, pour le nouveau ministère, suivi de l'examen immédiat des lois constitutionnelles; afin que le gouvernement étant solidement établi pût adopter une ligne de conduite plus décidée.

Il promettait, en terminant, que si, dans un délai peu éloigné, satisfaction n'était pas donnée aux exigences de l'esprit conservateur, les dissidents se retrouveraient avec nous. Rien n'indiquait mieux qu'une adhésion de cette nature l'esprit de méfiance qui régnait dans l'Assemblée, et pour ainsi dire le souffle qui courait sur les bancs.

M. Dufaure, en venant réclamer lui-même l'ordre du jour pur et simple, dut protester contre ces commentaires impé-

rieux, mais quant à réclamer un ordre de confiance, comme la gravité de la circonstance et la clarté de la discussion l'eussent exigé, il n'y avait évidemment aucun moyen d'y songer.

L'ordre du jour pur et simple d'après le règlement en vigueur avait la priorité. Ce fut donc le vote décisif.

Beaucoup de mes amis m'avaient promis de réclamer le scrutin secret. Je m'y refusai absolument. Pour la première fois, j'avais eu la satisfaction de parler tout haut, et d'exprimer sans détour mes convictions à la tribune. Il me répugnait de rentrer dans l'ombre et dans le silence au moment où j'allais peut-être paraître devant le pays pour prendre le pouvoir et répondre de l'avenir.

Le vote fut assez long à dépouiller. Pendant cette durée qui ne fut guère moindre d'une demi-heure, je me promenai dans les couloirs en proie aux impressions les plus confuses. On n'engage pas, on ne soutient pas une pareille lutte sans que le désir du succès s'empare de l'âme. Le chasseur le plus froid s'anime à la poursuite du gibier. Mais à part cet instinct naturel et en quelque sorte animal auquel je ne me flatte nullement d'avoir échappé, je ne savais à la réflexion quel désir former. Il était clair pour moi que, vainqueur ou vaincu ce jour-là, M. Thiers et sa politique étaient perdus. Eût-il obtenu un succès de quelques voix, aucun gouvernement n'était possible, avec l'hostilité déclarée de la moitié de l'Assemblée, et l'appui nécessaire du parti radical, déjà mis pour lui au prix de l'abandon de ses lois constitutionnelles. Ne valait-il pas mieux que la lutte se prolongeât, que l'impuissance du système fût mise mieux en lumière aux yeux de tous?

A l'heure qu'il est, je doute encore et je ne sais si notre succès n'eût pas été plus durable, s'il avait été acheté par de plus longs débats et, par là même, mieux justifié dans l'opinion. Quoi qu'il en soit, l'incertitude fut terminée par l'annonce d'une majorité de seize voix contre l'ordre du jour pur et simple. Une majorité exactement pareille, quoique composée un peu différemment, adopta l'ordre du jour de blâme de M. Ernoul.

Quand on vint me dire le résultat, mon émotion fut très vive, et je pus constater l'exactitude de certaines métaphores que la rhétorique a consacrées, et qui ont perdu par l'usage beaucoup de leur valeur. Je sentis le poids de la responsabilité

exactement comme si les voûtes de l'édifice s'inclinaient sur ma tête et venaient peser sur mes épaules. Mais je repris vite mon sang-froid ; et il le fallait, car nous étions loin d'être hors de peine. Restait à savoir ce que M. Thiers allait faire. Le blâme de l'Assemblée n'atteignait que le ministère. Le Président ferait-il cause commune avec son cabinet et prendrait-il pour lui le congé parlementaire donné à ses conseillers? Il l'avait à peu près annoncé le matin, mais quelques-uns voulaient en douter encore et je voyais de nos amis qui étaient inquiets de la figure que nous ferions, s'il nous jouait le tour de nous appeler au pouvoir pour nous miner en dessous et nous battre en brèche avec le secours de l'opinion révolutionnaire. Ce n'était pas mon inquiétude.

Ce jeu, qui eût été peut-être le plus habile, eût trop coûté à son amour-propre, et d'ailleurs nous en eussions été quittes pour lui faire des conditions qui l'eussent réduit à l'impuissance. Mais je craignais bien davantage qu'il ne demandât le temps de la réflexion et le renvoi de la séance au lundi suivant, pour nous faire connaître sa décision. Ce délai n'eût pu être refusé pour une résolution si grave. Mais quelle n'eût pas été l'émotion de la France pendant ces quarante-huit heures d'interrègne? Un mouvement populaire à Paris, une manifestation à Lyon eussent pu rejeter de nouveau tous les effrayés dans les bras du prétendu sauveur. Tout pouvait être remis en question, si le pays n'apprenait pas en même temps la chute de M. Thiers et l'avènement de son successeur.

Nous demandâmes une séance du soir, bien qu'il n'y eût rien à mettre à l'ordre du soir. M. Dufaure, qui aurait pu s'y opposer, l'accepta de mauvaise grâce, ce qui était un engagement de nous donner une réponse dans la soirée. Mais quelle serait cette réponse? Ce pouvait être la demande de délai que je redoutais.

Je n'ai su que par des récits assez confus ce qui se passa alors à la Présidence. On m'a assuré que, quand la nouvelle du vote fut apportée, M. Thiers, entendant parler d'une majorité de seize voix, crut que c'était à lui qu'elle était acquise, et qu'il dit : Seize voix, c'est peu de chose, mais cela peut grossir, et on peut essayer de gouverner avec cela.

Il fallut le détromper et alors son incertitude fut grande. La démission dont il avait tant de fois menacé, devenue une réalité, ne paraissait plus autant lui sourire. Ce furent ses amis,

et en particulier MM. de Rémusat et Duvergier de Hauranne, qui lui en donnèrent le conseil formel. Je crois que la situation leur pesait à tous, et que ses ministres n'étaient pas fâchés de l'entraîner dans leur chute. Mais, à mon humble avis, ce ne fut pas leur opinion, dont il n'avait jamais fait grand cas, qui le décida. Une visite qu'il reçut et dont il crut avoir tiré parti, fut, suivant moi, le motif déterminant.

Le maréchal de Mac-Mahon, enfin averti de ce qui se passait et de ce qui le menaçait, vint voir M. Thiers avec une certaine solennité. Son intention était, je crois, de bien s'assurer avant de prendre un parti si M. Thiers était décidé à se démettre, et si la place qu'on allait lui offrir était bien vacante. Pour peu que M. Thiers eût témoigné la moindre incertitude, je suis convaincu que jamais le fidèle soldat ne se serait cru permis de prendre la place de son chef. M. Thiers a même dit assez haut depuis lors qu'il avait pris l'engagement positif.

Je l'ignore, mais engagé ou non, jamais le maréchal (tout ce que je sais de lui m'en assure) n'aurait mis la main sur le pouvoir tant qu'un autre le détenait. La seule chose que son esprit simple et droit ne pouvait comprendre, c'était une démission donnée en apparence, avec la secrète intention de se faire forcer la main pour la reprendre, un jeu de coquette qui refuse et veut qu'on l'oblige. Le *oui* du Maréchal est *oui*, et son *non* est *non*. Jouer au fin est ce qu'il n'a jamais su faire, et la pratique qu'il ne devine ni ne prévoit chez autrui. Or, c'est justement ce que M. Thiers voulait faire avec lui.

Il se montra en apparence parfaitement déterminé à quitter le pouvoir et pour jamais dégoûté. Mais, au nom de sa vieille expérience et de son amitié, il le conjura de ne pas s'en charger. Il lui fit un tel tableau des difficultés auxquelles il serait exposé (hélas! ce tableau n'était pas chargé), des amertumes dont l'abreuverait une assemblée divisée, engagée dans une entreprise impossible et d'un tempérament ingouvernable, que le maréchal en fut troublé, et parut se laisser convaincre.

Pensant alors que nous étions privés d'avance du successeur que nous lui avions désigné, M. Thiers crut pouvoir nous mettre inpunément à l'épreuve. En nous envoyant sa démission, il pensait être sûr, ou qu'elle ne serait pas acceptée, ou que ne sachant à qui porter nos hommages, nous serions forcés de revenir humblement à lui.

Ce calcul fut trompé, et d'ailleurs il était plus fin que juste. Il n'avait pas songé que ceux qui s'étaient prononcés contre lui au scrutin public avaient sauté le pas et se sentaient compromis, et que parmi ceux qui lui étaient restés fidèles, plus d'un avait compté sur le succès et n'avait pas envie de rester parmi les vaincus.

La conséquence fut que quand, à la séance du soir, M. Thiers apporta la démission, elle fût immédiatement acceptée, au grand scandale de ses amis, par une majorité, qui ne fut pas cette fois de seize, mais de trente voix. La victoire nous amenait quatorze prisonniers. Ce n'était pas beaucoup. Puis, ce second coup porté, la force de la situation pesant sur tout le monde, il fut décidé à une majorité plus grande encore que le vote pour la nomination du successeur aurait lieu immédiatement. Tout le monde savait son nom que nous avions fait courir immédiatement sur les bancs, et nous n'avions garde de dire que son acceptation fût incertaine. On nous croyait d'accord, et plus sûrs de notre fait que nous n'étions.

Pour la première fois alors, la vérité tout entière apparut aux républicains : un pouvoir et un pouvoir conservateur allait être fait séance tenante, sans qu'on eût le temps de faire le moindre appel aux passions du dehors. « Ils ne nous laisseront même pas le temps d'aller à Paris » ; je crois en vérité que ce cri que nous entendîmes partait moins de dépit que d'effroi. Ils nous croyaient capables de les prendre au collet dès que nous serions les maîtres, et d'appuyer la voie de droit de quelque voie de fait. C'était nous faire trop de tort ou trop d'honneur. Nous n'avions ni si peu de scrupule ni tant de courage.

Quoi qu'il en soit, ils firent un effort désespéré pour échapper à l'étau dans lequel ils se sentaient enserrés. M. Buffet, en annonçant que la démission était acceptée, crut devoir l'accompagner de quelques paroles de convenance sur le regret que l'Assemblée éprouvait de la résolution qu'elle avait dû prendre. Ce fut alors un éclat d'indignation hypocrite sur tous les bancs de la gauche, et un tumulte, comme même dans cette Assemblée si bruyante, j'en ai rarement entendu. La gauche

se levait, montrait le poing au Président, et à plusieurs reprises celui-ci commença sa phrase sans pouvoir l'achever. Le but de cette petite émeute faite à la main était évident. Nos gens n'étaient pas si en colère qu'ils voulaient en avoir l'air, mais leur dessein était d'intimider M. Buffet et de le forcer à se couvrir et à lever la séance. Aussitôt le mot lâché, les oiseaux s'envolaient vers Paris, et l'Assemblée n'étant plus en nombre ne pouvait prendre aucune décision.

Avec un moins intrépide que M. Buffet, la manœuvre pouvait réussir. Car par dix fois il fut interrompu par des clameurs croissantes. Lassé enfin, mais sans perdre un instant son sang-froid, il déclara simplement qu'il ferait insérer au *Journal officiel* la phrase qu'on ne lui permettrait pas d'achever, et il passa outre au scrutin pour la nomination du successeur de M. Thiers. Le maréchal de Mac-Mahon fut nommé par 390 votants et un bulletin blanc. Toute la gauche s'abstint.

M. Buffet partit immédiatement, accompagné du bureau de l'Assemblée, pour faire connaître le résultat au maréchal, dans l'hôtel du commandant militaire, rue de Gravelle, où il résidait. Pendant cet intervalle, la séance était levée, et nous nous retirâmes dans un bureau avec quelques amis, le duc Decazes entre autres, pour arrêter la liste ministérielle que présenterait au nouveau Président de la République celui d'entre nous (et il n'était guère douteux que ce fût moi) qui serait appelé par lui. Pendant que nous délibérions et que nous cherchions à grouper les noms de manière à satisfaire les diverses nuances de la majorité qui venait de se constituer, on me dit que quelques députés demandaient à me parler. Je sortis et trouvai des émissaires du petit groupe bonapartiste, qui, dans l'Assemblée, ne s'élevait pas à trente personnes. On savait l'existence de cette fraction, mais on n'en connaissait pas nominativement les membres. La réaction si vive et si bien justifiée qui existait à Bordeaux contre l'Empire les avait décidés à user de prudence et à tenir leurs réunions sous le manteau. Parmi le grand nombre de députés qui avaient servi l'Empire (et comment un gouvernement de dix-huit ans n'aurait-il pas compté beaucoup de serviteurs dans une assemblée de sept cent cinquante membres ?), on ne distinguait pas bien ceux que les événements en avaient détachés et ceux qui lui étaient restés fidèles en dépit de ses fautes

et de ses malheurs. Mais le nom de ceux qui me faisaient appeler ne prêtait à aucune incertitude. C'étaient MM. Haentjens, Levert et un troisième dont le nom m'échappe. Ils venaient m'assurer que leurs amis me prêteraient leur concours, mais à une condition. C'est que le duc Pasquier, que son langage agressif contre eux leur avait rendu particulièrement odieux, ne serait pas chargé du portefeuille de l'Intérieur.

Je savais déjà que Pasquier ne voulait sous aucun prétexte faire partie du cabinet, mais je ne jugeai pas à propos de leur faire cette confidence. Je répondis évasivement que je n'avais aucun sujet de supposer que la mission de composer un cabinet me fût confiée par le Président, et qu'il serait ridicule à moi de partager des portefeuilles dont je ne disposais pas, plus encore d'accepter ou de prononcer des exclusions. Ils se retirèrent sans insister. M. Thiers, en terminant son discours le matin, m'avait annoncé que si je cherchais une majorité à droite, je serais le *protégé de l'Empire*, et cette parole, qui fit peu d'effet alors, a été souvent répétée. Voilà toute la protection que je reçus de l'Empire et de ses amis avant d'être ministre. Quant à celle qu'ils m'ont apportée pendant que je gouvernais, elle a consisté à me causer toute sorte d'ennuis, à voter contre la plupart des mesures que j'ai proposées, et finalement à faire partie de la coalition qui, un an après, me renversa.

Après une heure d'attente qui me parut assez longue et me causait à moi-même plus d'inquiétude que je n'en laissais voir, M. Buffet revint ; il apportait à l'Assemblée le consentement du maréchal, et à moi une invitation de me rendre auprès de lui.

La séance fut reprise, et il annonça l'issue de sa mission à l'Assemblée qui l'accueillit avec transport. Mais nous ne sûmes que le lendemain quelle lutte il avait dû soutenir pour vaincre la résistance du nouveau Président. Les prédictions sinistres de M. Thiers avaient fortement agi sur cette âme scrupuleuse et toujours prête à douter d'elle-même. Il avait fallu presque commander au soldat au nom du pouvoir légal. Je frémis encore quand je pense à l'affreuse angoisse où nous nous serions trouvés, sans l'autorité morale de M. Buffet, et en quelque sorte, la forte étreinte de sa volonté, à laquelle je sais par expérience qu'il est si difficile de résister. Ce fut lui en réalité qui sauva l'honneur de la journée.

A peine le vote connu, la gauche avait disparu comme par enchantement. Nous pouvions croire qu'elle allait à Paris soulever les faubourgs et, de fait, Paul de Rémusat, qui pouvait être du secret, annonçait que toute la France serait le lendemain à feu et à sang. En réalité, je crois qu'ils allaient se cacher, et que pendant que nous les soupçonnions, nous, de préparer l'emeute, ils nous soupçonnaient de leur côté de préparer un coup d'État. Le résultat fut qu'en me rendant chez le maréchal à minuit passé, je ne rencontrai absolument personne dans les couloirs, et dans la rue seulement une poignée de gamins, évidemment appelés de Paris, et qui s'en retournaient vers la gare en criant : Vive la République!

Je trouvai le maréchal en tête-à-tête avec M. Buffet qui m'avait précédé et l'un de ses aides de camp. Notre reconnaissance ne fut pas longue, il me donna sur-le-champ à lire une lettre qu'il avait écrite pour informer l'Assemblée de son consentement, et qui était malheureusement arrivée un instant trop tard après la levée de la séance. Cette lettre était ainsi conçue :

« Messieurs les représentants, j'obéis à la volonté de l'Assemblée dépositaire de la souveraineté nationale, en acceptant la charge de président de la République. C'est une lourde responsabilité imposée à mon patriotisme. Mais avec l'aide de Dieu et le dévouement de notre armée qui fut toujours l'armée de la loi, avec l'appui de tous les honnêtes gens, nous continuerons ensemble l'œuvre de la libération de notre territoire et du rétablissement de l'ordre moral dans notre pays, nous maintiendrons la paix intérieure et les principes sur lesquels repose la société. Je vous en donne ma parole d'honnête homme et de soldat. »

C'était un chef-d'œuvre. Je ne sais qui avait tenu la plume, mais c'était le cœur du maréchal qui avait parlé. Je compris à l'instant le parti qu'on pouvait tirer de cette heureuse inspiration. Ce qu'il n'avait pu dire à l'Assemblée, le maréchal devait le dire à la France...

— M. le maréchal, lui dis-je, vous êtes président responsable; vous pouvez parler au pays, vous-même, sans intermédiaire, sans avoir besoin d'un contre-seing ministériel. Que demain cette lettre soit affichée par toute la France sur toutes les murailles, et nous avons vingt-quatre heures pour faire un ministère.

Mon conseil fut suivi : le maréchal fit venir M. Pascal, sous-secrétaire d'État de l'Intérieur, pendant le ministère de M. de Goulard, qui avait quitté M. Thiers avec lui, mais qui, sortant à peine de ce grand centre administratif, en connaissait tous les ressorts.

Il le chargea d'aller trouver M. Casimir Perier qui était encore à son poste, pour lui demander et, au besoin, lui ordonner de faire en sorte que la lettre fût envoyée par le télégraphe à tous les préfets avec ordre de l'afficher au point du jour. Nous n'y joignions qu'un très court résumé de la séance et du vote de l'Assemblée, plus cette phrase devenue célèbre : « Rien ne sera changé aux institutions existantes. » On s'est efforcé depuis lors de voir dans ces mots une promesse du maréchal s'engageant à ce que, sous son gouvernement, aucune atteinte ne serait portée à la forme républicaine. Cette interprétation ne supporte pas l'examen, et j'affirme que, dans ma pensée (car c'est moi qui l'inventai), elle signifiait simplement que le général appelé à la tête des affaires n'avait pas le dessein de faire un coup d'État. Dans la bouche d'un militaire et avec les souvenirs du 2 décembre 1851, l'assertion n'était pas superflue. Mais promettre le maintien de la République, en face d'une Assemblée constituante, et avant qu'elle se fût prononcée, c'est cela même qui eût été un coup d'État.

M. Pascal revint, au bout de quelques minutes, annonçant que M. Casimir Perier s'était prêté de très bonne grâce à l'envoi de la dépêche (ce dont nous lui avions fait l'honneur de ne pas douter), et nous nous séparâmes, le maréchal et moi, en nous donnant rendez-vous au point du jour.

Je retournai me coucher dans ma pauvre chambre d'auberge sans l'espoir de beaucoup dormir. Les menaces de la gauche me revenaient incessamment à l'esprit, et je me demandais au sein de quel orage se lèverait le soleil qui devait le lendemain éclairer la France. Le lendemain, ce soleil était radieux quand j'arrivai à sept heures à la porte de l'hôtel de la rue de Gravelle. Je trouvai le maréchal qui rentrait avec sa femme de la messe où ma première pensée, je le confesse, n'avait pas été de me rendre. Il me fit entrer dans son cabinet, et me montra les dépêches qu'il avait reçues de tous les préfets. Le calme régnait partout : la France ne s'apercevait même pas qu'elle eût changé de gouvernement. Paris était immobile. C'était un

dimanche de mai, jour de courses au bois de Boulogne. Il n'y eut ni un promeneur ni un carrosse de moins. Le lundi, la hausse des fonds fut considérable.

Le récit que je viens de faire est dans ma pensée une sorte d'examen de conscience; il en résulte pour moi, il en résultera, j'espère, pour ceux (s'il en est d'assez curieux pour cela) qui y jetteront les yeux, qu'avant de nous séparer, mes amis et moi, de l'homme éminent qui avait si longtemps représenté nos opinions, nous avons épuisé tous les moyens de conciliation et poussé même, à plus d'une reprise, jusqu'à la duperie le désir de rester en intelligence avec lui. Conférences amicales, exhortations privées, conventions et transactions parlementaires, nous avons tout mis en œuvre. C'est lui qui a tout refusé et s'est joué de toutes nos offres d'alliance.

Il n'est pas même vrai que la condition que nous mettions à notre appui fût la poursuite d'une restauration qui, à l'épreuve, a été démontrée impossible. Il n'était pas en notre pouvoir de nous convertir d'un jour à l'autre à l'excellence de la forme républicaine; il n'était pas dans notre droit, la croyant mauvaise, d'y condamner à jamais la France. Mais nous consentions à tous les atermoiements, à tous les retards; nous consentions même à donner à une république provisoire toutes les garanties qui lui permettraient, si cette nature d'institution pouvait triompher de ses vices essentiels, de se convertir en état définitif.

La seule, absolument la seule condition dont nous ne nous soyons jamais départis, c'était une rupture franche et irréconciliable avec une secte politique dont M. Thiers condamne comme nous et plus vivement que nous les doctrines économiques et sociales. C'est celle-là qu'il nous a quelquefois promise, et à laquelle, en fait et au moment d'agir, il s'est toujours refusé.

Quels ont été ses motifs pour préférer ainsi à d'honnêtes et loyaux amis, des alliés mal famés, plus que suspects, et qui se raillaient derrière son dos de sa faiblesse? Je laisse à d'autres cette recherche. C'est ma conscience et non celle de M. Thiers que j'examine. Si j'avais un jugement à porter, il serait trop sévère. Je craindrais d'être obligé de reconnaître que l'ambition de rester au premier rang, la crainte puérile de se voir à un moment donné sacrifié par nous à un prince de la maison

d'Orléans, l'ennui de trouver dans nos rangs des hommes considérables, avec qui il aurait fallu compter, furent encore ses motifs les plus avouables. La force du parti démagogique, le danger d'entrer en lutte avec une puissance qui a brisé tant de trônes et fait verser tant de sang, ce fut là, j'en ai peur, ce qui détermina la conduite empreinte de mollesse et de ruse d'un vieillard de soixante-quatorze ans. *Solve senescentem.* La sagesse antique avait raison. Il ne faut pas que les hommes prétendent à gouverner leurs semblables au delà d'un certain âge. L'intelligence et le corps peuvent rester ou paraître intacts. La volonté et le courage fléchissent sous le poids des années Les natures héroïques résistent seules à ce lent et insensible déchet. M. Thiers n'a jamais passé pour un héros.

Je ne ferai pas entrer dans cet examen la question de savoir si, moi, personnellement, j'ai cédé dans la campagne que j'ai dirigée contre M. Thiers, au dépit d'une ambition trompée parce qu'il ne m'avait pas appelé au ministère. Il l'a beaucoup dit et on se connaît mal soi-même. Je pourrais donc me faire illusion, si je n'avais la certitude que, pour me séparer de lui, j'ai dû au contraire résister à toutes les suggestions de l'ambition personnelle. M. Thiers avait du premier coup, sans le savoir, comblé mes vœux en m'appelant à l'ambassade de Londres, et ce poste suffisait tellement à mes désirs, que j'y suis resté peut-être trop longtemps pour ma dignité, et que rien ne m'a autant coûté que de le quitter. A l'heure qu'il est, par moments, je le regrette encore.

Quant à un ministère, si j'avais laissé à M. Thiers l'espérance qu'il pourrait user de moi comme de M. Casimir Perier, c'est-à-dire si je lui avais offert de mettre à son service le nom de mon père, en trahissant mes opinions héréditaires, je pense qu'il ne se serait pas fait faute de profiter de ma complaisance. On me laissera bien dire d'ailleurs que mon ambition, si j'en avais, était plus haute, et que le rôle de ministre de M. Thiers, c'est-à-dire de premier commis sous un chef impérieux, quinteux, se mêlant de tout, et n'ayant d'égards pour personne, n'avait rien qui me séduisît. Nous n'aurions pas vécu deux jours ensemble. C'est un point sur lequel nous avons toujours été d'accord.

Le reproche d'avoir usé d'ingratitude envers M. Thiers, en lui retirant le pouvoir, soutient encore moins l'examen. Le

pouvoir, dans un pays libre, n'est pas un objet de prix ou de fantaisie dont on puisse disposer par sentiment, par affection ou même par reconnaissance. Il y va du sort d'une nation entière, et on ne peut le confier qu'à ceux qu'on croit en état et en humeur de bien user de cette redoutable confiance. Ce n'est pas le passé, c'est le présent, c'est l'avenir, ce ne sont pas les services rendus, mais les services à rendre qu'il faut prendre en considération dans un tel choix. Les bienfaiteurs d'un pays ont droit à tous les témoignages de gratitude et de respect : les témoignages doivent être matériels et sensibles, si la fortune de ces bons citoyens l'exige, et s'ils en manifestent le moindre désir; purement honorifiques s'ils ont le bon goût et le moyen de se contenter à ce prix. En ces divers genres, nous n'avons rien refusé à M. Thiers. Mais le pouvoir lui-même n'appartient de droit à personne. Nul n'a rendu de plus grands services à son pays que le vainqueur de Waterloo, et nulle nation n'est moins ingrate que la nation britannique. Aussi elle a fait Wellington, duc, maréchal, elle lui a prodigué les honneurs, elle n'a jamais songé à le créer ministre à perpétuité.

Mais le véritable grief que j'ai à discuter, ou plutôt le véritable doute auquel j'ai à répondre, est celui-ci : « A quoi a servi la révolution parlementaire du 24 mai? Vous vouliez faire la monarchie, nous dit-on, l'avez-vous faite? Vous vouliez substituer au système de M. Thiers, appuyé sur les républicains modérés, et complaisant pour les républicains radicaux, le gouvernement des conservateurs : avez-vous pu l'établir? Après quatre ans écoulés, n'est-ce pas aujourd'hui M. Thiers qui gouverne sous le nom de maréchal de Mac-Mahon? Ne sont-ce pas ses idées, et même son ami et son confident, Jules Simon, qui mènent la France? A quoi bon un tel effort, et une forte secousse donnée au pays, pour vous retrouver après quatre ans au point de départ? »

L'assertion, fût-elle aussi vraie que je vais montrer tout à l'heure qu'elle est inexacte, ce ne serait pas encore la condamnation de notre conduite. Les hommes, en ce monde, ne sont point obligés de réussir, pas plus que les généraux ne sont tenus de vaincre. Mais ils sont obligés de tenter tout ce qui est humainement possible pour le triomphe de leurs convictions. L'échec ne trouble pas la conscience de ceux qui n'ont rien négligé pour le prévenir. Ce sont ceux qui se mettent

de complicité avec la fortune, par leur défaut de résolution ou de persévérance, ce sont ceux-là qui doivent craindre la justice de l'histoire.

L'Assemblée était composée en grande majorité de royalistes, c'est-à-dire d'hommes persuadés que la royauté constitutionnelle pouvait seule assurer la grandeur et le repos de leur patrie, et que les institutions républicaines la condamnaient tôt ou tard à une fatale décadence. Ils se devaient à eux-mêmes, ils devaient surtout à la France de ne renoncer à lui rendre un tel bienfait, de ne l'exposer à la chance d'une telle ruine, qu'après avoir tout mis en œuvre pour la soustraire à cette extrémité. Une impossibilité absolue, démontrée, justifiée par une irrésistible évidence pouvait seule les absoudre devant leur conscience et devant l'avenir le jour où, de guerre lasse, ils seraient contraints d'accepter ou de subir l'épreuve nouvelle de la République comme une mystérieuse et sévère volonté de la Providence.

Nous étions en plus grande majorité encore une Assemblée conservatrice, c'est-à-dire convaincue que les principes radicaux sont la perte de toute société civilisée, quelle que soit sa forme politique, et que la complaisance pour ces funestes doctrines conduit une nation à l'abîme. Nous pouvons, aujourd'hui que la fortune a prononcé contre nous, supporter ce déplorable système de ménagements pour le mal et ses sectateurs. Tant qu'il nous restait un moyen d'y échapper, nous eussions été coupables de nous y résigner.

Ceux qui nous reprochent aujourd'hui d'avoir tenté la restauration monarchique ou essayé d'établir un gouvernement conservateur, sont ceux qui espèrent encore que la république gouvernée par les républicains modérés pourra éviter les catastrophes. Mais supposez (et la supposition n'est que trop vraisemblable) que la troisième république ait la fortune de ses devanciers, et que les nouveaux Girondins soient encore une fois victimes des nouveaux Montagnards : que diraient ces mêmes censeurs d'une Assemblée qui, voyant le péril et en possession encore de tous les moyens de résistance, se serait laissée glisser sur cette pente fatale sans essayer même un jour de remonter le courant? Ce ne serait pas son impuissant effort, ce serait sa lâche connivence qui ne trouverait pas grâce devant le jugement de la postérité.

Ma conviction, au contraire, est que le vote du 24 mai, sans tenir tout ce que nous en attendions, sans réaliser toutes les espérances qu'il a fait concevoir alors aux conservateurs, et que je ne partageais moi-même alors qu'avec réserve, a rendu à la France un service dont les effets durent encore. Si nous ne pouvons nous flatter d'avoir prévenu pour jamais une crise qu'un concours de fautes et de malheurs rend encore aujourd'hui trop à craindre, nous en avons au moins retardé l'échéance : nous avons donné au pays le temps de s'y préparer, nous lui avons réservé des chances de salut, qui lui eussent fait absolument défaut, si nous nous fussions rendus sans combat le 24 mai.

Si M. Thiers eût fait prévaloir tout ensemble et ses vues républicaines, et son système d'alliance avec la gauche (deux choses évidemment inséparables dans sa pensée), le résultat eût été prompt et certain. Une dissolution de l'Assemblée aurait eu lieu aussitôt la constitution faite et nous eût amené deux Chambres également animées de l'esprit révolutionnaire. Il n'y avait pas eu, depuis deux ans, une seule élection qui n'eût eu ce caractère, et comme le Sénat dont M. Thiers voulait nous gratifier émanait du suffrage universel, — tout comme la Chambre des députés, — il n'y a aucune raison de penser qu'on eût trouvé dans cette prétendue Chambre haute un temps d'arrêt ou un tempérament quelconque au mouvement que l'autre Assemblée lui eût imprimé. Nous entrions ainsi en plein radicalisme, deux ans après le désastre de 1870, quand nos plaies étaient à peine fermées, quand les Prussiens étaient encore en armes à nos portes, sinon sur notre sol, quand notre armée était encore dénuée d'éléments de résistance, et nos finances en déficit.

Les conséquences désastreuses d'une pareille catastrophe ne peuvent être justement appréciées. Et quant à l'influence que M. Thiers se flattait d'exercer sur les pouvoirs qui lui auraient dû son existence, nous venions d'en avoir la mesure exacte, dans le traitement que les électeurs de Paris venaient de faire subir à son ministre et à son ami personnel.

Le maréchal de Mac-Mahon a donné à la France trois années de gouvernement régulier et réparateur, pendant lesquelles l'armée a été réorganisée, le trésor remis à flot, la propriété commerciale et industrielle du pays a repris son cours. S'il a

été obligé, par le désaccord des fractions conservatrices et leur défaut d'esprit politique, à accepter une constitution républicaine votée par une majorité dont la gauche faisait le principal élément, au moins cette constitution renferme-t-elle quelques garanties d'ordre très sérieuses. Le Sénat qu'elle a établi échappe aux impulsions les plus violentes du suffrage universel, et jusqu'ici il a été suffisant pour arrêter toutes les mesures révolutionnaires. Le parti radical lui-même, discipliné par trois ans de lutte, a appris sinon à modérer ses prétentions, du moins à en contenir l'expression et à en ajourner l'exécution. Je ne suis pas dupe de cette modération apparente, et je ne vois pas l'avenir avec les yeux d'un optimiste. Mais du temps gagné en ce monde, c'est toujours quelque chose, et même quelquefois tout dans une vie mortelle.

Un homme d'État, très peu républicain et encore moins révolutionnaire, le prince de Metternich, a dit que tout l'art des médecins politiques était de faire durer le malade plus que la maladie. Je ne dis pas que notre remède ait tout cet effet, et la maladie fait, hélas! encore de trop rapides progrès. Au moins le malade dure encore et sa forte constitution permet toujours d'espérer une réaction salutaire.

BROGLIE.

(A suivre.)

LA VOIX DES JEUNES

L'ESPRIT
DE LA
LITTÉRATURE MODERNE

II [1]

A LA POURSUITE DE LA RÉALITÉ INTÉRIEURE

LA TENDANCE PSYCHOLOGIQUE

Dans la production romanesque de ces dernières années, la psychologie a conquis une place de plus en plus considérable. Peut-être est-il assez naturel, au reste, qu'après une période de concentration et de repli intérieur (influence morale de la guerre, restrictions matérielles, carte de pain et de sucre, jour sans viande, etc.), l'homme devienne plus attentif à la vie, comme au sortir d'une convalescence; par là se détermine chez lui une curiosité plus grande pour l'élément le plus vital, le plus libre, le plus jaillissant de la nature; au milieu de la matière qui tend à se conformer toujours à des lois mécaniques, à base du principe d'inertie, il y a un courant d'esprit qui passe. Et c'est en se tournant vers soi-même que l'homme per-

(1) Voyez la *Revue* du 1er août.

çoit pour la première fois la présence de cette force irréductible qui ne se soumet qu'à ses règles propres. Jadis on l'appelait ψυχή, d'où nous est venu le mot psychologie.

Aujourd'hui, c'est précisément le genre psychologique qui, en littérature, reste le plus traditionnel et le moins révolté. Il ne peut s'y produire un changement aussi catégorique que dans le domaine du pittoresque ou du fantastique, parce qu'ici tout se tient et qu'il ne s'agit plus seulement d'inspirations détachées; négliger ce qui est acquis devient aussi impossible pour le romancier que pour le savant, toujours contraint à respecter dans une certaine mesure les découvertes antérieures, alors même qu'il prétend les dépasser.

Mais la psychologie est aussi complexe que ses objets : l'esprit et l'âme humaine, dont les éléments sont innombrables et peuvent être considérés sur une infinité de plans. Les méthodes mêmes d'investigation sont variées et variables, parce qu'elles doivent s'adapter à des mouvements extrêmement subtils et fuyants; il n'est pas d'autre science qui soit obligée d'admettre d'une manière aussi courante l'identité des contradictoires : l'amour et la haine peuvent se confondre dans l'indissoluble élan qui nous porte vers tel ou tel personnage, aussi multiple lui-même que nos dispositions à son égard.

La psychologie littéraire est une branche particulière de la psychologie, mais qui se distingue des autres à la fois par ses procédés et par son but. Elle ne doit être ni systématique, ni intéressée (les romans à thèse n'en sont donc qu'une désagréable contrefaçon); elle ne cherche pas à prouver, et c'est cette attitude qui fait toute sa valeur. Presque toujours, elle tend à faire éclater les notions trop simples et les cadres trop étroits de la psychologie des manuels scolaires, tandis qu'elle utilise avec prudence l'apport de la psychologie médicale à intentions curatives et à démonstrations expérimentales. La première s'impose un idéal de mise en ordre que le rôle même de l'observateur écrivain est de dépasser, quitte à obliger le philosophe à recommencer le même effort, mais en élargissant ses classifications et en y comprenant un nombre toujours plus grand de formes diverses.

C'est donc en littérature seulement que l'étude de la vie intérieure parvient à se débarrasser de toutes considérations trop théoriques ou trop pratiques. Aussi le romancier rend-il

largement au médecin psychiatre le service qu'il en reçoit. Le docteur Georges Dumas disait d'ailleurs en propres termes, dans les cours qu'il donnait à Sainte-Anne, que « le vrai maître du psychiatre, c'est le romancier psychologue ». Les matériaux à l'état brut que fournit ce dernier risquent infiniment moins d'être déformés que les observations relevées par le médecin lui-même.

Au milieu de la complexité d'un tel univers, l'on ne saurait prétendre tracer un tableau vraiment complet de la psychologie dans la littérature moderne. Il faut se contenter d'un panorama schématique où l'on tentera de marquer quelques tendances essentielles avec leurs principales ramifications. Notre fil d'Ariane consistera dans un principe : aller toujours du moins organisé au plus organisé, par conséquent de l'analyse la plus complète au plus cohérent des essais de synthèse.

A la première étape, se groupent les écrivains pour lesquels la littérature n'est qu'un moyen d'investigation : ceux par exemple qui utilisent le monologue intérieur ou la poésie surréaliste, ces deux procédés presque cinématographiques auxquels nous devons d'admirables films documentaires. Le monologue intérieur nous présente le cours de la conscience sans chercher à lui donner une autre unité que celle du hasard : parmi les pensées qui s'écoulent, surgissent parfois des sensations et des impressions du dehors, que le flot contourne comme un écueil rocheux. C'est une projection simple et unie sans autre lien que chronologique. L'appareil de prise de vues est placé au niveau de la surface du fleuve, tandis que la poésie surréaliste vise à être le jaillissement spontané d'une réalité plus profonde ; mais il reste presque toujours chez ceux qui l'emploient une curiosité très vive des résultats obtenus ; et le poète ne manque presque jamais de se détacher après coup de sa production pour l'examiner d'un œil de savant. Cela est si vrai que le surréalisme, en dépit d'une apparente contradiction, est fondé sur des théories esthétiques et ne se contente point par conséquent de son œuvre spontanément créatrice.

Voilà deux outils qui nous permettent d'obtenir deux coupes de notre pensée, l'une horizontale et l'autre verticale. Mais, en un sens, ce ne sont que des outils et nous sommes obligés de faire appel à d'autres facteurs pour tenter de réorganiser notre

vie psychique. Il arrive aussi que, dans son œuvre, l'écrivain traduise le chaos parce qu'il le découvre au dedans de l'être qu'il considère : sensations, velléités, inquiétudes, tel est le thème d'un grand nombre de romans modernes qui ressemblent plutôt à des poèmes, puisqu'ils répugnent à l'organisation inhérente à la technique romanesque. Ces personnages nous apparaissent ballottés par des événements auxquels ils ne trouvent pas de signification ; une idée morale autour de laquelle leur personnalité aurait pu se cristalliser, leur fait défaut, et c'est ainsi que nous voyons tel personnage « incertain » (1), « valise vide » (2) ou « corps perdu » (3) s'en aller à la dérive, comme des navires désemparés.

Il est rare dans ces cas-là que la forme du roman soit assez puissante pour s'imposer à la matière informe; mais il arrive que, dans certains romans très construits, la finesse psychologique de l'auteur se révèle à l'état épars, au moyen de notations très rapides, très aiguës, qui ne cherchent pas à s'agglomérer et viennent simplement de temps à autre nous montrer comme une piqûre d'épingle que nous sommes bien dans le réel. MM. Emmanuel Bove, Pierre Bost, *et cæteri*, sont très habiles à ce jeu. Bien souvent même, ces remarques très brèves ont le don de faire naître l'atmosphère du récit : mais l'atmosphère du récit n'est encore qu'un lien en quelque sorte artistique ; et la *science psychologique-littéraire* (s'il est permis de s'exprimer ainsi) s'organise d'une façon tout à fait différente : car si l'on parle toujours « d'analyses de caractères », il ne faut pas en conclure que le contenu de notre conscience est simplement éparpillé sans ordre dans les romans d'aujourd'hui.

Obligés de nous en tenir à de grandes classifications auxquelles l'expérience, naturellement, ne fera qu'apporter des contradictions et ôter les arêtes un peu vives, nous distinguerons d'abord et surtout, — au-dessus de la production moderne, — les deux grandes tendances, représentées par Marcel Proust et par M. André Gide : la première que j'appellerai *tendance intellectuelle* et la seconde, *tendance affective*, car dans l'un et l'autre cas, nous voyons agir, — comme élé-

(1) *L'Incertain*, par Maurice Betz (Émile-Paul).
(2) *La Valise vide*, par Drieu La Rochelle (N. R. F.).
(3) *Corps perdu*, par Philippe Soupault (Europe).

ments catalyseurs pourrait-on dire, — d'une part l'intelligence, d'autre part la sensibilité.

Par un curieux paradoxe, il se trouve que, dans tous les volumes écrits « à la recherche du temps perdu », c'est, au contraire, la sensibilité qui paraît, à première vue, tenir une place essentielle : c'est elle qui, par son originalité et par son acuité, frappe d'abord notre attention. Et pourtant il faut reconnaître que la primauté reste à l'intelligence : tout ce que l'auteur sent, il cherche à le comprendre. Nous assistons à l'auscultation d'une sensibilité suraiguisée par une intelligence merveilleusement perspicace. « Tendance intellectuelle », est-il donc juste de répéter, mais aussi « tendance réaliste », puisqu'elle veut asservir l'art à la réalité. Proust écrit en effet, ainsi qu'une évidence indiscutable : « Comme l'art recompose exactement la vie... », et c'est bien là d'ailleurs le but qu'il s'est assigné lui-même au cours de sa recherche féconde.

La tendance de M. André Gide s'oppose à la précédente en tous points : primauté fondamentale de la sensibilité ; intelligence qui se manifeste au premier plan et d'une éclatante façon. D'autre part, le sens esthétique faisant partie de la sensibilité en général, il y a chez Gide un grand respect de l'art, une attitude assez proche de cet « art pour l'art » dont nous avons plus haut noté le discrédit chez les écrivains d'aujourd'hui. Mais, en approfondissant la pensée gidienne, nous constatons que l'art lui-même y est asservi à quelque chose de supérieur sur le plan vital, c'est-à-dire que le souci de l'*humain* y devient le critérium du chef-d'œuvre. « Un grand artiste, lisons-nous dans le *Journal des faux monnayeurs*, n'a qu'un souci : devenir le plus humain possible, disons mieux : devenir banal. »

Et ce qui donne une fausse apparence d'intellectualisme à l'observation de M. André Gide, c'est que son objet est en effet intellectuel. Le centre de son intérêt affectif, ce sont les idées ; mais il ne les considère qu'en tant qu'elles sont mêlées à la sensibilité d'un homme. Il est donc naturel qu'il fasse à la vie de l'esprit une place bien plus considérable que les romanciers de l'autre tendance. Pour lui les idées sont toujours incarnées en quelque personnage : et les personnages sont mus par leurs idées, alors que, chez Proust ou chez d'autres, les personnages étaient mus surtout par les sensations et les mouvements instinctifs de leur « moi ». Ici les personnages réfléchissent, et

sentent battre leurs idées comme leur cœur : ils peuvent épier leurs propres réflexions, avoir des aperçus théoriques sur eux-mêmes.

Mais M. André Gide ne voit jamais apparaître les idées dans cet ordre que Proust impose à son observation quasi scientifique. Il n'est pas en proie au même souci de toujours expliquer. Seule la tonalité morale lui importe; et voilà où s'affirme cette primauté de la sensibilité que nous avions considérée comme caractéristique. Tourné davantage vers l'activité extérieure, les manifestations de son être intérieur lui apparaissent comme des étrangères, sans suite et pour ainsi dire hachées. Il ne peut pas prétendre comme Proust que « l'art recompose exactement la vie »; il note au contraire : « Le génie du roman fait vivre le possible, non pas le réel ». Nous percevons dans cette phrase la grande différence qui sépare les deux conceptions esthétiques.

Cependant, il faut prendre garde que les deux réalités, poursuivies par Proust et par Gide, ne sont pas les mêmes. Nous l'avons déjà constaté : le premier se tourne vers la vie; le second vers l'humain, c'est-à-dire vers quelque chose que notre sensibilité appréhende à l'intérieur de la conscience, alors que c'est notre intelligence qui seule peut dégager de notre être l'élément « vie ». Il s'ensuit que les mouvements de la pensée de Proust et de Gide vont en sens inverse. Proust se dirige presque toujours du particulier vers le général : de l'élément le plus particulier, — la sensation, — il s'élève chaque fois qu'il le peut à la loi universelle et intellectuelle. Tandis qu'André Gide, partant du général, se dirige vers le particulier, en ce sens que, par un approfondissement de l'humain, — considéré dans son ensemble, — il pénètre jusqu'à l'âme individuelle. Sans doute eût-il mieux valu, pour rendre notre parallélisme plus rigoureux, utiliser le même vocabulaire dans les deux cas : les plans sont trop distincts!

La démarche de l'esprit gidien, ainsi considérée, nous fait comprendre comment l'homme qui écrivait naguère : « Ce qui m'intéresse en toi, c'est ce qu'il y a d'unique, d'irremplaçable », est le même écivain qui, dans son *Voyage au Congo* et dans ses *Souvenirs de la cour d'assises*, a su le mieux atteindre, sous les apparences physiques ou morales les plus diverses et parfois les plus monstrueuses, le fond commun d'humanité qui persiste en chaque individu.

Proust est un simple observateur, car ses héros cherchent la réalité de la vie en eux-mêmes : les actes qu'ils exécutent sont rares, infimes et surnagent presque par hasard à la surface de leur « moi ». Les personnages de Gide se manifestent au contraire par leurs gestes et la réalité qu'ils poursuivent, ils la voient à l'extérieur et qui sollicite leur activité. L'auteur des *Nourritures terrestres* est toujours celui qui veut donner aux existences leur plus grande plénitude; et c'est toujours à l'aventure de possibilités réalisables qu'il lance ses héros, devenus des expérimentateurs et non plus des observateurs d'eux-mêmes, à la manière des héros proustiens. Il veut donner de la réalité une notion sensible et non plus une notion intellectuelle; il n'a donc pas le droit de négliger les effets de surprise et d'imprévu, qui constituent la trame de notre pensée et qu'un effort de compréhension trop méticuleux risque d'effacer. De ce point de vue, l'on pourrait remarquer que ce sont désormais les écrivains de la tendance affective qui nous rapprochent le plus de la vie : non qu'ils prétendent nous en rapprocher dans le domaine de la connaissance, mais ce sont eux qui parviennent à nous en donner l'image la plus vraie, quant à notre sensibilité. Nous en arrivons à nous contredire, sans être pourtant obligés de renier ni l'un ni l'autre des pôles de notre contradiction : de ce nouveau point de vue, il est permis en effet de considérer que c'est dans la première tendance que l'on découvre le plus d'ordre (donc le plus d'art) dans l'expression du réel.

Au vrai, comment pourrions-nous distinguer d'une façon absolue les écrivains de la lignée Proust et ceux de la lignée Gide ? Il est rare que les influences ne se mêlent pas, et il faut compter avec la personnalité de chacun des influencés; mais dans une fresque à grands traits, le lecteur doit accepter une certaine part d'arbitraire, indispensable à la clarté de l'exposé. Le rôle du critique est de réduire cette part au minimum.

Pour les écrivains qui appartiennent à la tendance psychologique, dite intellectuelle, il faut choisir un élément de classement intellectuel, lui aussi : le plus simple est de les ranger selon leurs méthodes. Et ces méthodes, nous pourrions assez aisément les désigner par analogie avec les méthodes scientifiques, dont elles s'inspirent peut-être à leur tour. Ainsi nous distinguerons grossièrement, parmi les romanciers psycholo-

gues, les mathématiciens, les physiciens et les chimistes. Laissons de côté les naturalistes, car la méthode des sciences naturelles correspond plutôt à celle des manuels de psychologie scolaire; mais nous n'en trouvons pas de réplique en littérature.

Proust est bien semblable en effet à ces mathématiciens hardis qui, à la suite d'Einstein, de Langevin et de Louis de Broglie, s'élancent à l'assaut de l'irrationnel et visent à l'appréhender, à l'utiliser, en assouplissant leur intelligence à des conceptions que ne peuvent rendre sensibles aucune image, ni comparaison concrète ou familière. De même Proust ne poursuit pas l'ordre profond du monde, mais la réalité (en admettant que celle-ci puisse ne pas être conforme à cet ordre). Elle lui apparaît encore dans son unité, mais unité pleine de trous et de mystères! Ici se dresse « l'esprit contre la raison (1) », selon l'heureuse expression de M. René Crevel. Et l'intelligence de Proust s'insinue, tente d'embrasser la complexité infinie de la pensée : d'où ces retours, ces parenthèses à l'intérieur d'autres parenthèses, etc...

M. Jacques de Lacretelle au contraire serait le physicien du roman actuel. Précisons : son œuvre évoque la physique traditionnelle et non mathématique. Il croit à la loi de la causalité sans restriction; et c'est à elle qu'il soumet avec vigueur et subtilité tous les objets de ses études. Proust davantage poursuit la loi profonde parce qu'il se fie moins à ce principe causal, direct, bâti sur le modèle de la plupart des lois matérielles : il retrouve plutôt les lois moins mécaniques de l'agglomération des sentiments, non sans avoir au préalable décomposé ceux-ci pour les manier plus aisément. M. de Lacretelle, lui, les fait découler les uns des autres, ou bien de faits qu'il relate à leur place dans le temps; car il se situe dans un temps régulier et classique, bien plutôt que dans notre *durée* moderne. Il représente le maximum de logique et de compréhension rationnelle dans la vie intérieure; il s'applique à tout éclairer, même les détails les plus fugitifs. Dans la *Mort d'Hippolyte*, des impressions morales ont d'imperceptibles causes matérielles que l'œil averti de l'auteur découvre avec une délicatesse précise : « Et quand je prenais congé de Charlotte Vignet, j'avais l'impres-

1) *L'Esprit contre la raison*, par René Crevel (*Cahiers du sud*).

sion, *à un léger enrouement de sa voix*, qu'un voile avait été jeté furtivement sur tout son être. »

Comme l'historien, ce romancier reconstruit le passé en partant du présent et laissant peu de place à l'imprévu ; il embrasse son sujet d'un coup d'œil.

Troisième tendance : celle du chimiste, et nous choisirons comme écrivain représentatif de celle-ci M. Louis Martin-Chauffier. Plus que les autres, ce dernier mérite, surtout par ses premiers livres, d'être appelé un analyste. Il décompose les sentiments, les combine, et de ces mélanges en tire de nouveaux. Extrayons quelques lignes de l'un de ses romans :

« Je n'avais pas une mine d'enterrement ; j'étais seulement très préoccupé. Faute de pouvoir composer le sourire de Claire, il me restait la ressource de le faire refleurir, de rappeler à la lumière, par subterfuge, la facette de son âme, qui, ayant étincelé un moment devant moi, s'était replongée dans la nuit. Cette idée, remplaçant l'étrangère, la trouble-fête qu'elle m'avait paru d'abord, par une créature mystérieuse, apparemment dépourvue d'intérêt, mais qu'il suffirait d'orienter d'une certaine façon pour lui rendre son éclat et son prix, restitua à Claire une personnalité, à moi la présence d'esprit, et ramena son sourire à n'être plus que la révélation d'un mouvement intérieur mal défini, et non, comme il l'avait été, l'objet propre, isolé, dépouillé de mon souci. »

Ainsi l'individu passe par une série de métamorphoses successives dont la succession apparaît plus importante que son unité. Le volume, le plus typique à cet égard, de M. Martin-Chauffier est *Patrice* où l'on croit voir, dans la forme surtout, l'influence de Proust. Mais, à la différence de Proust, M. Martin-Chauffier est tourné vers l'avenir et par conséquent vers une certaine activité : ce qui dans *Patrice* plonge des racines jusqu'au cœur du personnage principal, l'auteur l'a recherché presque toujours en raison des conséquences extérieures auxquelles il s'intéressait.

Si l'on considère maintenant les écrivains de la seconde lignée, il devient impossible de conserver le classement par méthodes auquel nous nous étions tenu jusqu'alors : en effet, nous quittons le domaine intellectuel ; l'ordre devient par conséquent moins aisé ! Il faut se contenter de rechercher le point central de chaque sensibilité ; chez M. Gide, nous avons vu qu'on

le trouve dans les idées et les principes moraux : quand les êtres que l'auteur a créés agissent, c'est pour se prouver à eux-mêmes, pour sonder les murs dont ils se sentent entourés. L'action est donc chez eux plus intellectuelle que pratique.

Ce qui préoccupe un romancier de l'envergure de M. Roger-Martin du Gard, c'est surtout l'activité de ses personnages. Toute son œuvre est en mouvement; et il en étudie avec sobriété les rouages psychologiques essentiels. Des jeunes écrivains tels que MM. Jean Prévost, Robert Honnert, René Crevel cristallisent leur intérêt autour de certaines tendances physiques et vont à la découverte de leur corps (*Plaisir des Sports*, *Corps et âme*, *Mon corps et moi*). D'autres ne prêtent attention qu'à l'atmosphère morale qui imprègne les hommes et les choses : par exemple MM. François Mauriac, Julien Green. Les notations n'ont plus alors aucun but intellectuel; leur rôle est seulement de donner une impression. C'est à nous, lecteurs, d'analyser le trouble que nous subissons, lorsque les personnages révèlent à leur propre insu le fond caché de leur nature.

M. François Mauriac fait parler ses héros et ses héroïnes : on lui a parfois reproché le long monologue de *Thérèse Desqueyroux;* mais chez lui l'on ne connaît des individus que ce qu'ils pourraient dire eux-mêmes à leurs confidents. Ils sentent plus profondément qu'ils ne réfléchissent, et si Thérèse Desqueyroux, par exemple, tente d'empoisonner son mari, elle est la première à ne pas bien comprendre les mobiles qui l'ont poussée. Plus que M. Gide, M. Mauriac s'attache aux côtés affectifs de la réalité; il en respire comme le bouquet, il en ignore les lois, mais en éprouve les émanations douloureuses : douleur, seule réalité sensible ! Réalité profonde de l'homme, sensibilité, sensualité, voilà de quoi dessiner son univers. Et n'est-il pas vrai que la musique qui n'est faite aussi que de ces deux éléments est une réalité non moins évidente qu'un objet que l'on peut voir et toucher ? Avec une telle notion du monde, il est normal, quoi qu'on en ait dit, que M. Mauriac soit chrétien et catholique. Vouloir opposer son amertume à sa foi, est une absurdité, puisque cette vue sentimentale et qui ne connaît d'autre vérité que sentimentale, le prédispose au contraire à la foi.

M. Julien Green, dans *Mont-Cinère*, *Adrienne Mesurat* et *Léviathan*, peint avec les mêmes couleurs sombres; mais il y a de temps en temps dans ses livres des étincelles de lueur plus

vive, des actes qui, jaillissant du fond du cœur des individus qu'il met en scène, éclairent subitement leur volonté. Mais M. Green est plus extérieur à ses personnages que M. Mauriac : il s'identifie moins à eux; il les observe davantage.

Où prétendrons-nous découvrir, en chacun de ces auteurs, le caractère spécifiquement moderne ? Il y a une telle diversité de genres et de talents qu'il n'est guère facile de s'y retrouver à moins que cette diversité même ne nous apparaisse comme spécifiquement moderne. Et c'est assez exact ! Les variétés innombrables de la psychologie littéraire d'aujourd'hui proviennent de cet esprit de recherche et de cette instabilité inquiète qui est un caractère certain de notre âge. De tous les côtés, l'on constate une pareille effervescence. Les valeurs nouvelles ne vivent qu'un jour; la réalité voit ses limites reculer sous notre effort. Oui, la psychologie d'un Racine ou d'un Molière mérite toute notre admiration; mais pourquoi s'en tenir là? Le choix des sujets a toujours été régi par certaines règles. Pourquoi? La timidité, la pudeur, ou simplement la crainte d'un sujet insuffisamment élevé avaient jusqu'alors restreint la curiosité des écrivains. Les gens qui se scandalisent pourront protester, mais le romancier ira désormais à la découverte sur les terrains les plus dangereux; l'on n'aura pas peur d'aborder l'exceptionnel, et ce qu'auparavant l'on considérait comme l'anormal. Le freudisme, le développement des études de psychiatrie ont habitué une partie du public à considérer toutes les anomalies d'un regard froid. Des champs d'investigation plus vastes, plus étendus en tous sens, se sont ouverts. Cette plus grande hardiesse n'a pas amené un retour de l'ancien naturalisme; au contraire, la littérature contient peut-être moins de pornographie que jamais : curiosité sans réserve, oui ! mais intellectuelle et désintéressée : voyez *le Dieu des Corps*, de Jules Romains, malgré toutes ses précisions anatomiques.

Ce n'est pas seulement par l'étude de l'exceptionnel que la psychologie d'aujourd'hui a élargi son horizon. L'on ne se permet pas davantage de négliger les sentiments et les pensées quotidiennes des âmes les plus timides et les plus communes ! Il y a toujours un fond d'humanité ou un élément de vie à découvrir... et on le découvre ! Chez l'être le plus médiocre, il y a l'étoffe d'un drame. Il y a chez tous une

richesse plus grande que l'apparence n'en témoigne; et l'on s'applique à l'atteindre : refoulements, insatisfactions, abîmes insoupçonnés! M. Marcel Arland écrit *les Ames en peine*, et ce sont des âmes de petits boutiquiers de province, de gens sans espoir, sans avenir et sans passé.

Mais tout cela est la suite normale de ce travail d'approfondissement de l'idée de l'homme dont M. René Lalou (1) a su décrire la marche continuelle. On examine l'homme du plus grand nombre de points de vue possible, on l'étudie dans tous ses rapports extérieurs et intérieurs; rapports avec le groupe, rapports des personnages entre eux, et souvent alors l'individu disparaît en quelque sorte pour devenir une sorte de terme abstrait. Rapports aussi des différentes parties de l'être entre elles, une fois l'âme ouverte et décomposée par l'analyse.

L'idéalisme, disent les philosophes, est l'attitude qui consiste à considérer les rapports des choses plutôt que les choses en elles-mêmes; le réalisme est l'attitude inverse. Il est donc juste de dire que nous traversons une période d'idéalisme. Peut-être est-ce là une sorte de corollaire à cette crise de la notion de réalité que déjà nous avons constatée. Et, puisque nous nous trouvons dans le domaine de la psychologie, nous constatons que la conception même de la personnalité paraît s'effriter. De nouveaux problèmes se posent donc, très graves, si nous en croyons M. Ramon Fernandez qui, dans un important article sur *Proust et les intermittences du cœur*, insistait sur ce fait que les notions de personnalité sont indispensables à toute tentative de progrès spirituel et de vie intérieure. Toute la littérature d'aujourd'hui cherche à résoudre ces questions, car l'écrivain, à présent, est avant tout un homme. Sa tâche n'est plus simplement artistique. Il recherche dans l'homme qu'il étudie les règles humaines qui doivent l'aider à vivre.

LE PROBLÈME MODERNE DE LA PERSONNALITÉ

Que la personnalité soit conçue comme *transcendante* à la vie intérieure de l'homme (exemple : le « moi » de Thomas Reid, spectateur immobile devant un fleuve qui s'écoule), ou bien

(1) *Défense de l'homme*, par René Lalou (Kra).

comme *immanente*, c'est-à-dire confondue avec cette vie intérieure, il est évident que notre esprit d'analyse actuel tend à en dissocier la notion. Le savant, l'œil au microscope, oublie l'aspect habituel d'une goutte d'eau ou de sang pour ne plus voir qu'un grouillement de globules ou de bactéries. L'analyse, sans s'opposer à une synthèse ultérieure, donne à notre intelligence certaines formes de raisonnement qui peuvent réagir, en dehors même de la logique, sur notre système du monde.

Sans doute cela n'a empêché aucune tentative de synthèses, mais celles-ci ont été le plus souvent « désaxées ». L'auteur prenait pour centre de l'opération, parfois sa propre intelligence, parfois sa propre sensibilité : c'est à peu près comme si le savant dont nous parlions avait essayé de reconstituer l'unité de la goutte de sang, soit par une théorie physique sur le rapport des éléments qui la composent, soit par l'unité de l'impression ressentie en l'examinant au microscope. La synthèse ne se fait pas dans la matière même; nous constatons chez la plupart cette sorte d'impuissance à considérer *l'objet en soi*.

La conception d'une personnalité transcendante est très étrangère à la mentalité moderne qui répugne en effet à l'absolu. « J'appelle absolu, disait Descartes, tout ce qui contient en soi la nature pure et simple que l'on cherche. » Or, que serait d'autre un *moi* indépendant du courant d'impressions qui passent? La tendance actuelle à voir l'univers sous son apparence mouvante s'accorde d'ailleurs assez mal avec l'idée d'un « moi substance », invariable, uni et simple comme une sphère. Quant à ce que nous avons nommé la personnalité immanente, elle trouve en général sa cohérence dans la recherche d'un but défini, quand toutes les forces de l'être tendent vers une perfection. Mais n'avons-nous pas relaté la faillite de l'idéal de perfection? Au cœur même de l'immanent, nous nous heurtons donc à un autre aspect de l'hostilité de la pensée contemporaine à l'égard de tout ce qui présente le caractère du transcendant.

Si nous ne parvenons pas à reconstruire l'unité du moi par rapport à un idéal extérieur, nous sommes obligés de demander cette unité aux principaux sentiments qui régissent notre pensée; mais nous rencontrons alors un nouvel obstacle : le grand discrédit où le sentiment est tenu dans la littérature moderne. Et l'accusation portée par M. Ramon Fernandez contre

Proust (*il manque chez Proust, entre l'impression et l'intelligence, l'intermédiaire synthétique du sentiment*) paraît s'appliquer également à une bonne partie des écrivains de notre époque. Ailleurs M. Ramon Fernandez fait allusion à ce « grand travail de recréation de la conscience qui, de Newman à Proust, en passant par les esprits les plus dissemblables, constitue le caractère spécifique de l'âge moderne », et nous sommes amenés à dire qu'aujourd'hui, pour cette tâche capitale, manque presque toujours et presque partout cet indispensable *intermédiaire synthétique du sentiment.*

Dès lors, bien que la personnalité semble à première vue une évidence fondamentale et d'ordre pratique, il se trouve que certains s'aperçoivent ou croient s'apercevoir brusquement que sa notion repose sur une base instable. L'homme aussitôt la met en doute, et devient une proie mûre pour l'angoisse. De jeunes écrivains, tel M. Robert Honnert, poussent un cri d'alarme, alors même qu'ils aboutissent à un acte de foi et d'espérance en leur âme, donc en leur unité. « Qui suis-je? écrit celui-ci. Certes, je me fonds en souvenirs et en aspirations divergentes, mais ce qui me surprend, c'est mon désir de me recomposer d'une façon qui me soit propre, mon besoin d'être un tout. Explorer curieusement mes richesses, comme font mes contemporains, ne me contente pas; il faut que je subordonne et que je classe. Peut-on toutefois, à moins d'adopter la politique de l'autruche, se croire jamais un tout? Ceux qui s'affirment unifiés ne nourrissent-ils pas cette prétention seulement parce qu'ils ferment les yeux sur les phénomènes qui les démentiraient? A force d'avoir aspiré à une certaine unité raisonnable, n'abdiquons-nous pas et ne prenons-nous pas le désir pour la chose? J'ai peur de n'être qu'un émiettement. Et plus je vois à l'évidence que je suis multiple, plus je suis dévoré par une soif inextinguible d'unité. » (1) Tous les héros de la littérature moderne qui nous exposent leurs incertitudes, leur impuissance à décider, à agir, ou du moins à agir avec cohésion, ont ainsi perdu conscience du lien qui constituait leur personnalité.

Le problème a deux faces, — morale et artistique. Du second point de vue, nous pouvons remarquer que notre littérature romanesque présente de plus en plus rarement des types

(1) *Corps et âme*, par R. Honnert (N. R. F.).

vraiment marqués, comme l'on en trouve à chaque page des littératures étrangères, surtout anglaise et russe. Cette création de types n'existe guère en France, qu'au théâtre, à cause des exigences de la scène. Le roman moderne nous offre plutôt des types négatifs : *l'Incertain*, de M. Betz, le *Julien* de M. Philippe Soupault. Il y a quelques forts romanciers, vraiment objectifs comme M. Roger Martin du Gard, mais ils sont rarement de la plus jeune génération. Nous ne prétendons pas que cet état soit définitif, et même chez M. Roger Martin du Gard et dans l'admiration qui lui est vouée, nous croyons voir les indices d'un nouveau changement de point de vue, qui, peut-être, est déjà en train de s'effectuer : une tendance, encore indécise, à créer des individus destinés à vivre indépendants de l'auteur. L'influence des romans étrangers, très accrue dans ces dernières années, commence sans doute à jouer; la curiosité et la faveur du public se tournent davantage vers les traductions. L'un des plus grands créateurs d'êtres, Dostoïevski, connaît aujourd'hui chez nous une vogue qui n'avait pas eu de précédent. Essayer de créer des types, c'est à quoi s'applique un Jouhandeau dont l'étude très riche et très neuve des milieux provinciaux ne nous dessine encore cependant que des formes assez floues. Il semble que cette tendance soit quelquefois en rapport avec le mouvement mystique et chrétien que l'on a pu remarquer dans la littérature la plus récente. Les livres de M. Bernanos, de M. Green, ont subi l'influence des littératures étrangères, M. de Jouhandeau également est mystique et catholique; il est naturel que la sensibilité la plus impressionnée par la notion religieuse de l'âme individuelle, réapprenne la première à considérer l'homme dans son unité, dans sa substance. D'ailleurs tout progrès de la mystique chrétienne et de la religion témoigne d'un retour offensif du transcendant contre l'immanent, et par conséquent l'idée de la personnalité reprend en ce cas un peu de son ancienne assurance.

Mais ce n'est là qu'un courant dont il est impossible de prédire l'avenir. Peut-être faut-il encore considérer ici que l'exception confirme la règle. Nous ne pouvons le savoir avant qu'un certain recul nous soit donné. Quoi qu'il en soit, la littérature psychologique française, je dirais presque : en général (et il ne s'agit pas seulement alors de la littérature moderne), a presque toujours laissé une très petite place à l'étude des caractères.

Dans un roman anglais, chaque personnage a un caractère très net, et plusieurs même l'ont assez mauvais. Il est rare, chez le doux Dickens, par exemple, que nous n'assistions pas, au cours de plusieurs chapitres, à des scènes violentes où les mauvaises humeurs s'expriment et les colères éclatent. Un roman de jeune fille, il est vrai extraordinairement rude et puissant, les *Hauts de Hurlevent* par Emily Brönte, nous présente des caractères durs comme le roc. Cette façon extérieure qui appartient à chaque individu de réagir aux événements, au contact d'autrui, cet ensemble de manifestations apparentes et logiques qui dessinent un homme, c'est le côté le plus négligé par les écrivains français, avides au contraire des réactions intérieures, secrètes, contradictoires souvent et aux révélations illimitées. Cela nous mène loin sans doute de ces entités stables qui, justement parce qu'elles s'écartent de la vie, nous en donnent une évocation si puissante. C'est la vie, non telle qu'elle est, mais telle que nos regards la façonnent. Nous nous retrouvons, semble-t-il, en face de l'ancienne opposition de l'art et du réel, opposition qui nous avait servi à marquer les points de vue respectifs de Marcel Proust et de M. André Gide; Proust se refuse toujours à la forme d'art qui déforme la réalité pour être plus fidèle à l'impression provoquée par cette même réalité. Mais de M. Gide lui-même nous ne pouvons dire que son action ait, en général, poussé la littérature à des constructions de caractère logiques : deux tendances opposées comme celles de ces deux écrivains, sous l'égide desquels se développe notre époque, finissent quelquefois par se conjuguer, et c'est ici le cas. Les personnages de Gide ne renoncent à aucune part d'eux-mêmes, ils voudraient se sentir libres, ils commettent des actes gratuits, ils sont multiples, complexes, ils ne détruisent pas leurs caractères et leurs personnalités par la décomposition de ceux-ci ou de celles-ci, mais plutôt parce qu'ils ont plusieurs caractères et plusieurs personnalités. Ils répugnent aux limites : un caractère, par essence, est quelque chose de limité.

Les deux problèmes posés par l'Art et par la Morale finissent donc par se fondre en un seul qui, de ce fait, s'élève d'un échelon dans l'ordre des valeurs humaines. Reste dès ce moment à étudier les tentatives de reconstruction de la personnalité qui n'ont pu manquer de succéder au travail préliminaire de dissociation : un « moi », dépourvu du sentiment de son unité et

de son unité sentimentale, voilà ce que nous avons signalé jusqu'à présent. Mais il n'en subsiste pas moins un fait d'expérience indiscutable : la personnalité a une valeur pratique, et si nous lui refusons une véritable unité dans son essence intime, nous ne pouvons nier cette unité extérieure : et comment s'accommoder de cette contradiction ? L'analyse des éléments de la vie intérieure aurait pu s'effectuer sans aboutir à la dissociation de celle-ci ; et c'est le cas de Meredith, dont M. Ramon Fernandez écrit que « son intelligence s'arrête toujours à un centre de résistance constitué par l'unité du sentiment, de l'acte, de la vie. Son analyse consiste à déterminer à tous les moments l'unité psychique des personnages et à expliquer leurs actes par cette unité, d'où il suit que leurs états d'âme ne sont jamais détachés d'eux pour être étalés sur une planche anatomique. » Mais il n'est pas question, pour nos écrivains, d'organiser sous cette forme la pensée de leurs personnages : il leur faudrait, en effet, un sens de la hiérarchie qui leur est contraire, le plus souvent, et qui, d'ailleurs, est bien plus conforme au caractère anglais qu'au caractère français : l'on pourrait en trouver la marque jusque dans l'organisation politique des deux pays.

Nos personnages modernes pourraient évidemment tirer de la constance de leur volonté l'impression de la simplicité de leur nature. Mais leur volonté, justement, n'est pas constante, parce que leur intelligence, qui répugne à l'arbitraire et au traditionnel, refuse de se fixer un but, et aussi parce qu'ils ne veulent renoncer à aucune sollicitation du dehors. Curiosité, conséquence peut-être de la complexité de plus en plus grande et de l'enrichissement du monde qui nous entoure : notre siècle est un de ceux qui vivent le plus vite et, par suite, un de ceux dont il est le plus difficile de détourner les yeux. Quand on fixe un flot qui s'écoule, ou bien tel écran cinématographique où se déroule le film même le plus insignifiant, quel effort ne faut-il pas faire pour détacher son regard, reconquérir son indépendance? Les instants s'enfuient, et nous voudrions capter chacun d'eux. Le culte de l'instant est encore l'une des caractéristiques de notre époque, et c'est *à l'instant* que nous demandons l'impression de l'éternité : car l'instant est un absolu d'une nouvelle sorte, où nous avons la sensation de nous retrouver tout entiers, d'appréhender l'univers global,

de saisir l'âme de la réalité, l'âme qui ne peut pas mourir. Rappelons cette phrase de Proust : « Une minute affranchie de l'ordre du temps a recréé en vous l'homme affranchi de l'ordre du temps. » Mais les instants sont dans le temps comme des points dans l'espace : l'homme qui se jette tout entier à la rencontre de chacun d'eux, comme un amoureux fou qui n'admet le don de soi que total, n'est plus qu'une succession de personnalités instantanées, de même qu'il ne voit dans la réalité environnante qu'une succession de réalités instantanées.

Ce qui importe ici, c'est de constater que notre sensibilité elle-même nous trahit, elle à qui, précisément, il eût été naturel de demander une défense contre l'éparpillement qui nous menace. Sur ce sujet, l'on a déjà cité maintes et maintes fois le texte capital de Proust sur les *intermittences du cœur*, morceau devenu classique, dont M. René Lalou a justement signalé l'importance. « A n'importe quel moment que nous la considérions, notre âme totale n'a qu'une valeur presque fictive, malgré le bilan de ses richesses, écrit Proust, car tantôt les unes, tantôt les autres sont indisponibles, qu'il s'agisse d'ailleurs de richesses effectives aussi bien que de celles de l'imagination... » Et il explique plus loin : « Car aux troubles de la mémoire sont liées les intermittences du cœur. C'est sans doute l'existence de notre corps, semblable pour nous à un vase où notre spiritualité serait enclose, qui nous induit à supposer que tous nos biens intérieurs, nos joies passées, toutes nos douleurs sont perpétuellement en notre possession. Peut-être est-il aussi inexact de croire qu'elles s'échappent ou reviennent. En tout cas, si elles restent en nous, c'est la plupart du temps dans un domaine inconnu où elles ne sont plus de service pour nous, et même les plus usuelles sont refoulées par des souvenirs d'ordre différent et qui excluent toute simultanéité avec elles dans la conscience. »

Notre âme totale n'a qu'une valeur presque fictive, mais passant enfin sur le plan pratique, cela nous amène donc à considérer le corps « comme un vase où notre spiritualité serait enclose ». A force de poursuivre une unité qui échappe toujours de plus en plus à notre analyse, nous finissons par l'acculer contre une barrière qu'elle ne pourrait guère franchir que par un tour de passe-passe qui serait bien difficile, d'ailleurs, à faire admettre. La personnalité peut n'avoir qu'une

valeur fictive vue de l'intérieur, mais elle est enfermée dans un corps qui, lui, est un individu physique, concret, limité, indéniable. Un bateau peut avoir l'équipage le plus disparate et manquer de capitaine, il représente tout de même sur l'océan une unité dont le contour est net : si chaque matelot se dispute la barre, le navire ira de droite et de gauche, il suivra une ligne brisée, absurde, mais sans solution de continuité malgré tout; certes, il paraîtra quelque peu semblable à une embarcation à la dérive, à moins que, mû par des considérations pratiques, l'équipage ne parvienne à s'entendre, puisqu'il faut bien aboutir à un port, éviter la tempête. L'instinct tout matériel de la conservation nous y oblige. Notre corps est-il une explication suffisante à notre apparence de personnalité? C'est évidemment discutable, mais ne peut-on pas du moins prendre appui sur lui pour tenter de rassembler enfin ces éléments trop épars? Oui, sans doute, et c'est à cette théorie que se sont ralliés un certain nombre d'écrivains désireux de sortir de l'incertitude et de se redonner une cohésion intérieure qui leur permît de vivre.

La sensation a désagrégé notre vie psychique, parce que nous n'apprenions à l'examiner qu'à la façon d'un émissaire d'un monde lointain et inconnu. A peine la sensation avait-elle pénétré en lui, que Proust fermait les yeux, s'en étonnait, l'admirait, la questionnait, l'utilisait pour rappeler à lui d'autres sensations inactuelles. C'est qu'il était tourné vers son expérience psychologique interne. Il ne pouvait avoir d'autre attitude que celle du contemplatif, et la personnalité n'était jamais donnée à sa contemplation. De jeunes écrivains ont voulu expliquer cette carence : M. Jean Prévost a publié un virulent essai sur l'introspection. « N'oublions pas, dit-il, en donnant les règles de ce jeu, — l'introspection, — de rappeler que c'est dans l'Univers extérieur qu'il faut contempler l'entendement, et au dedans de nous-mêmes la matière informe. » Avec quelle véhémence il s'insurge contre l'illusion de ceux qui croient « que le *penseur* se cache en eux derrière les yeux fermés ». L'introspection, si elle cherche à pénétrer toujours plus avant à l'intérieur de l'âme pour atteindre le contenu psychologique de notre être, ne trouvera que l'ombre et peut-être le vide : « A mesure que l'introspection se prolonge, le jugement va se dégradant, l'oubli progressif des coutumes de

l'expérience l'achemine vers le rêve. » Et le rêve, c'est la désorganisation, le vague, la matière informe. Que la vie du corps, au contraire, continue, que son activité s'accroisse, que l'introspection soit détournée, non pas vers les sensations que nous distille le monde extérieur au gré des circonstances, mais vers les sensations internes de notre organisme, c'est-à-dire celles qui nous font prendre conscience de nos forces physiques, de notre cohésion corporelle, de l'équilibre merveilleux de muscles, de chairs, d'os et de nerfs dont nous sommes constitués! Le sport devient plus qu'un exercice banal. C'est lui qui nous révélera à nous-mêmes, c'est lui qui nous redonnera le goût du positif et la sensation de la personnalité. Je dis bien « sensation de la personnalité », et non plus sentiment : c'est toujours la même route que nous suivons.

La position de M. Jean Prévost est particulièrement catégorique. Il ne convient pas cependant de lui donner une portée métaphysique qu'elle ne cherche pas. M. Jean Prévost écrit, d'ailleurs : « Au reste, nous ne prétendons nullement que l'âme spirituelle ou religieuse doive être niée parce que nous n'en éprouvons point d'impression, mais nous ne la connaîtrons point par une sensation, mais par l'idée de toutes nos sensations. Et la notion d'âme sans doute n'en sera qu'épurée. »

Nous nous plaçons donc sur le terrain exclusivement psychologique. Et une conclusion s'impose, c'est que l'unité psychologique n'est plus du tout conforme à l'unité métaphysique; elle réside désormais dans la sensation d'un équilibre de forces, d'une harmonie plastique. Si nous ne retrouvons pas hors de M. Jean Prévost les idées qui lui sont chères sous une forme aussi nette, nous découvrons néanmoins d'autres tentatives parallèles de reconstitution de la personnalité. Et nous voyons dans un certain nombre de livres récents cette conception nouvelle de l'unité de notre être, constituée par l'harmonie de notre corps et de ses facultés. De ce point de départ purement physique renaîtra une véritable vie spirituelle, et c'est là ce qui apparaît très curieusement, en particulier dans les « dialogues avec le corps endormi » de Jean Schlumberger. Là, le corps et l'esprit sont attachés l'un à l'autre, inséparables, et c'est entre eux que le dialogue va s'ouvrir pour se terminer par de nouveaux vœux de fidélité et par un resserrement de cette union que d'aucuns veulent rompre au profit de l'un ou de l'autre

des conjoints. Mais c'est le corps, avec ses puissances mystérieuses et inconscientes, qui sert de modèle et de réconfort à l'esprit; c'est en lui qu'est la sagesse, c'est lui qui nous enseigne les lois de l'équilibre. Si presque tous rejettent l'idée de perfection transcendante, l'on admet maintenant la perfection dans les rapports, dans l'harmonie, dans l'équilibre. Le concept de l'homme en s'élargissant a paru se détruire, mais, en s'élargissant encore, il s'est emparé de l'homme physique, et, autour de ce nouveau centre, a déjà travaillé à se reformer. Un nouvel humanisme plus large refleurit désormais. M. Jean Schlumberger nous le disait lui-même : ce qui l'intéresse, c'est précisément cet « élargissement de l'humanisme jusqu'aux confins du mysticisme ». Encore des barrières qui tombent! Ce qui, jusqu'à présent, paraissait vouloir se tourner le dos définitivement, se rejoint par des voies détournées; que l'homme retourne s'abreuver aux « fontaines du désir », comme M. de Montherlant, c'est encore autour de son corps et de ses aspirations qu'il prend conscience de son unité et de sa personnalité.

Nous avons voulu indiquer seulement l'entrée du chemin sans prétendre que ce chemin sera suivi ; il nous apparaît en tout cas comme plein de promesses. Il ne faut d'ailleurs pas se tromper sur le sens des mots. Un examen superficiel de la littérature moderne nous la montrerait toujours s'abaissant, allant du spirituel au matériel, du sentiment à la sensation, jusqu'à se vautrer dans le temporel, dans ce qui passe sans espoir. Eh bien ! non. Il se produit au contraire une sorte de rebondissement vers les étoiles. L'on cherche et l'on trouve de nouvelles possibilités de s'élever. C'est un peu ce qui a lieu dans ces rêves où, défonçant le fond d'un puits, l'on tombe subitement en plein ciel par on ne sait quel prodige. De la sensation à l'émotion métaphysique, il existe un sentier que l'écrivain moderne est en train de découvrir.

André Berge.

(A suivre.)

QUESTIONS ÉCONOMIQUES

UN EXEMPLE DE RATIONALISATION INDUSTRIELLE ET AGRICOLE : *LE LAIT DE BREBIS ET LE FROMAGE DE ROQUEFORT*

Au sud du Massif Central, sur plus de 5 000 kilomètres de superficie, s'étendent les hauts plateaux de calcaire qui forment la région des Causses, Causse Méjean, Causse Noir, Causse du Larzac, Causse de Sauveterre et d'autres dont le nom est moins connu. C'est le vaste domaine de prédilection de la brebis. Sur les plateaux presque sans eau et sans arbres, des pâturages, dont l'étendue, pour le seul Larzac, atteint 50 000 hectares, produisent, en certains quartiers, une herbe que le voyageur Arthur Young, au XVIII^e^ siècle, disait « suave et odoriférante ». Au pied des plateaux, à l'endroit où les vallées commencent de s'ouvrir, et, plus loin, à l'entrée des avenues du Languedoc, se sont établies anciennement l'industrie de la laine et celle des peaux dont vécurent et vivent encore les petites villes de bordure, de Millau à Lodève et Mazamet. Presque au centre de ce pays tourmenté, mais un peu à l'ouest, dominant le passage du Larzac entre Sorgues et Tarn, une arête coupée en promontoire, étroite et haute, porte le vieux site de Roquefort : jadis pauvre village, mais « chastel » signalé pour sa valeur militaire, et, depuis le XI^e^ siècle au moins, en possession d'une réputation fromagère qui, peu à peu, devait faire de Roquefort le moteur économique et social de tout un peuple agricole.

Cet ensemble constitue, aujourd'hui, un des spectacles les plus intéressants de l'évolution nouvelle de nos provinces. Par

la façon dont la richesse y est produite sur un sol en apparence ingrat, par l'articulation qui unit chacun des éléments de cette richesse, par la solidarité des différentes étapes de production, par le rayonnement des résultats déjà obtenus et par les chances à développer, enfin par les problèmes d'organisation qui naissent du progrès même, le bassin laitier de Roquefort mérite l'attention de tout observateur averti des données de l'économie et de la vie sociale modernes.

LE PRIX DU LAIT

Deux lois de base de l'économie moderne peuvent être formulées comme suit, à l'égard de la matière première que transforme une industrie : *l'industrie ne se développe que si elle est assurée d'une fourniture de matière première à peu près stable quant à l'abondance et à la qualité ; en revanche, la production de matière première ne croît en abondance et en qualité que si l'industrie qui la transforme, trouve dans le perfectionnement de ses procédés et l'expansion de ses ventes un revenu suffisant pour garantir au producteur de matière première un prix rémunérant la continuité de son effort.* Toute autre formule aboutit à la pure spéculation, engendre des crises périodiques et tourne fatalement à la ruine de ceux des producteurs qui ont le moins de capitaux pour spéculer ou se défendre. On l'a vu souvent sur les marchés du sucre, des céréales, du bétail et du vin, sans parler des grandes matières industrielles comme le pétrole, le caoutchouc, le coton. C'est ce qui explique la disparition progressive dans le monde des petits producteurs de matières premières et leur remplacement par de grandes sociétés, des trusts ou des firmes à gros capitaux, toutes les fois que le marché subit le double désordre de l'instabilité des prix et de la spéculation. On ne peut associer les petits producteurs de matière première aux bénéfices d'un système industriel que si eux-mêmes, en se disciplinant, évitent la tentation de troubler leur propre marché et d'offrir la partie belle aux spéculateurs.

On conçoit l'importance de cette observation, quand il s'agit d'une matière, comme le lait de brebis, qui est fournie au transformateur par une multitude d'agriculteurs, petits ou moyens, et qui, n'étant guère comestible à l'état brut, n'a pas

d'autre emploi commercial que la fabrication du fromage.

La production laitière qui approvisionne en fromages de brebis les caves de Roquefort, intéresse aujourd'hui une dizaine de départements : d'abord l'Aveyron, le Tarn, la Lozère, la Corse, puis l'Hérault, le Gard, les Basses-Pyrénées, le Lot, et jusqu'aux bords montagneux des départements de la Garonne. 25 000 exploitations agricoles, nourrissant un troupeau global d'environ un million de brebis laitières, en tirent leur revenu essentiel. Le prix d'achat d'une brebis varie entre 250 et 300 francs. La brebis, pendant quatre ans, fournit chaque année un revenu brut qui atteint presque et parfois dépasse son prix d'achat : environ 150 ou 200 francs pour le lait, 60 ou 75 francs pour l'agneau, 10 ou 20 francs pour la laine, plus la viande de boucherie, le petit lait qui sert à engraisser les porcs, et le fumier. En des pays de terre pauvre, où les céréales sont de faible rendement et soumises à d'incessants aléas, où les prairies grasses existent seulement au creux d'étroites vallées et où la vigne n'apparaît que comme un mince expédient, le revenu de la brebis est, pour le propriétaire et le fermier, l'élément décisif du budget agricole. S'il venait à tomber trop bas, ce serait la population rurale contrainte d'émigrer, entraînant dans sa ruine les industries annexes et le commerce des petites villes, et laissant derrière elle la région des Causses et des Cévennes comme un désert. Même dans les pays mixtes, tel le Ségala, l'équilibre serait rompu.

On voit donc ici la liaison profonde, rigoureuse, inexorable entre la cause économique et le résultat social.

Pour l'agriculteur de la région des Causses, le débat sur le prix du lait n'a pas seulement la portée d'un marchandage de bénéfice : il s'agit de la vie ou de la mort de son exploitation. Or le prix du lait ne peut être tenu à un niveau à peu près stable et rémunérateur que si le fromage de Roquefort est vendu en quantité plus large ou, du moins, à un prix tel qu'il couvre les frais croissants de la production. Heureusement, le fromage de Roquefort, produit de marque, est défendu, dans une certaine mesure, contre la concurrence, par sa propre marque. D'autre part, les industriels fromagers de Roquefort s'attachent de plus en plus, comme nous le verrons, à étendre et à perfectionner leur organisation de vente.

Avant la guerre, l'industrie de Roquefort achetait le lait à

prix ferme, par des contrats qui couvraient parfois jusqu'à neuf ou dix années, la durée d'un bail à ferme. Ce système présentait un avantage de stabilité, pourvu que le rapport entre la valeur de la monnaie, l'évolution des prix, les frais de production et les conditions du marché restât également stable. Mais, dès que ce rapport variait, le producteur de lait était fatalement lésé : n'étant pas associé aux bénéfices de l'industrie fromagère, il supportait seul les aléas de sa production, sans pouvoir compenser les mauvaises chances par les bonnes, d'une année à l'autre. En tout cas, ce système eût provoqué la ruine irrémédiable de la production s'il avait été maintenu depuis la guerre, dans le désordre monétaire et l'extrême variation des données économiques.

Un premier effort, sous la poussée des circonstances créées par la guerre, fut fait pour assouplir le système. On décida que le prix du lait serait établi sur le prix de vente du fromage, qu'un règlement provisoire serait effectué chaque année au mois de novembre, pour donner une base aux fermages, et que le prix définitif, sans garantie préalable, serait fixé au mois de mai suivant, une fois la campagne fromagère terminée et les écritures arrêtées. Le producteur de lait recevrait le prix de son produit en plusieurs versements ou avances : au mois de mai pour couvrir ses dépenses de salaires, au mois d'août pour ses frais de moisson, au mois de novembre pour l'échéance de son fermage, et le solde en avril.

Ce nouveau système, qui a été pratiqué depuis dix ans, assouplissait les chances du producteur et lui permettait d'échapper aux conséquences trop brutales des variations monétaires ou du déséquilibre économique. Mais il laissait subsister entièrement le marchandage isolé entre tel producteur et tel acheteur, il favorisait les combinaisons particulières et la spéculation, d'autant plus que les industriels fromagers agissaient en ordre dispersé. Le petit producteur de lait, mal informé des conditions du marché ou pressé par la nécessité, en fut souvent la victime. Ajoutons que ce système ne prévoyait rien pour combattre la fraude sur la qualité du lait, et qu'ainsi le rendement moyen en fromage, conditionnant le prix définitif payé pour le lait, s'établissait au grand dommage du producteur honnête.

Il fallait arriver à une organisation plus rationnelle. Depuis

l'an dernier, les industriels de Roquefort, stimulés par certains agriculteurs prévoyants, l'ont compris. Ils ont compris qu'aujourd'hui, une grande industrie ne peut pas garantir son avenir et assurer son développement en cherchant son bénéfice sur l'incertitude de prix ou de qualité de la matière première, incertitude que l'acheteur ferait jouer tantôt contre son propre concurrent, tantôt contre le producteur lui-même. Ils ont compris que leur effort commun devait s'orienter, d'une part, vers l'amélioration technique du marché du lait et, d'autre part, vers l'organisation d'une vente plus large du fromage. A cette double fin, ils conclurent entre eux une entente, qui fut mise en vigueur le 15 octobre 1928. Aussitôt, cette entente, qui supprimait des frais inutiles et « normalisait » les conditions techniques d'achat de la matière première, exerça une influence salutaire sur le marché du lait en reportant au profit de l'ensemble des producteurs le bénéfice de procédés d'achat devenus moins onéreux et mieux contrôlés : on put soutenir et régulariser le prix moyen.

Il restait à introduire le producteur agricole lui-même dans l'entente que les industriels avaient réalisée entre eux, et à l'associer systématiquement aux efforts comme aux bénéfices du progrès commun. Tentative difficile à cause des traditions individualistes, des divisions trop fréquentes et des soupçons, inspirés souvent par la politique locale, qui détournent le paysan de l'action collective. Mais tentative du plus haut intérêt économique et social, si elle réussit, faisant de la production du lait de brebis et de l'industrie du roquefort un « bloc » à peu près invulnérable à la concurrence.

Le projet d'accord entre les producteurs de lait de brebis et les industries de Roquefort, comporte deux chapitres, relatifs, l'un à la répression de la fraude et à l'amélioration de la qualité du produit, l'autre à la fixation du prix du lait. Ce dernier chapitre, inspiré de calculs très ingénieux, assurerait un partage à la fois souple et équitable du produit net de la vente globale des fromages de Roquefort, entre les producteurs de lait et les industriels. De part et d'autre, une rémunération *minima* serait garantie pour couvrir l'exploitant agricole de ses dépenses de base et l'industriel de ses charges d'immobilisation ou de gestion. Le solde serait réparti dans un ordre qui favoriserait d'abord la production et le rendement du lait, puis, à

partir d'un certain chiffre, donnerait une récompense à l'effort de vente de l'industrie. Un tel accord pourrait s'étendre sur une longue période, quitte, pour les intéressés, à en reviser chaque année tel ou tel détail.

LE MÉTIER DE BERGER

Une fois assaini le marché par la régularisation des prix, le producteur de lait abordera avec plus d'aisance la difficulté principale de son exploitation : celle de recruter sa main-d'œuvre.

Un cheptel d'un million de brebis exige, pour les soins ou la garde, environ 10 000 bergers et, pour la traite, 30 000 trayeurs. Bergers et trayeurs deviennent de plus en plus rares et sont payés de plus en plus cher. Le salaire annuel d'un berger varie de 7 à 10 ou 12 000 francs, plus le logement, la nourriture et divers avantages. Malgré ces hauts salaires, qui, compris les profits en nature, surpassent la moyenne de gain des autres professions manuelles, le recrutement des bergers et des trayeurs faiblit d'année en année.

Le métier de berger exige, de celui qui l'accepte, une assiduité sans répit excluant les distractions, les fêtes, le dimanche. Tout au long de l'année, le berger veille sur son troupeau : une absence, un relâchement de la surveillance ou des soins peuvent compromettre, en une nuit, le revenu et le cheptel même. Une telle assiduité comporte le renoncement à toute sorte de plaisirs ou de relations que le campagnard apprécie comme les autres hommes et dont les habitudes nouvelles, nées de la guerre, ont augmenté chez lui le besoin. Comment obtenir, aujourd'hui, d'un homme jeune qu'il consente à ne jamais sortir, se divertir, aller au bourg ou à la ville? Comment l'obtenir, surtout, quand la tentation de la ville vient à lui et qu'il voit l'ouvrier de l'usine ou du chantier voisin borner son travail à huit heures par jour, bénéficier de la semaine anglaise? C'est ce qui explique que l'âge moyen des bergers dépasse, aujourd'hui, cinquante ans et que l'on ait beaucoup de peine à former de nouveaux bergers.

Certains pensent que si les jeunes gens s'écartent du métier de berger, on trouvera toujours des vieux, moins assoiffés de distractions, pour le remplir. C'est, à notre avis, une illusion.

Les vieux bergers, qui restent encore fidèles au troupeau, ont été jeunes, sans doute, autrefois : mais leur jeunesse fut formée dans d'autres coutumes et avec d'autres goûts que ceux de la jeunesse d'aujourd'hui. Les vieux peuvent avoir moins de besoins que les jeunes : leurs habitudes, leurs goûts et leurs tendances répondent, cependant, au pli de leur jeunesse.

Il faudra donc, tôt ou tard, si l'on veut sauver le cheptel ovin et la production laitière dont dépend la vie de plusieurs départements, aborder le problème des bergers avec des conceptions plus modernes. A vrai dire, nous nous trouvons devant un métier qui, comme d'autres métiers, tel le métier de mineur, à cause de son double caractère de travail exceptionnellement dur et de travail indispensable, évolue fatalement du type primitif vers le type qualifié ou spécialisé, avec une formation particulière, un statut et des avantages également particuliers. Cette transformation, inévitablement onéreuse, ne pourra être supportée par les producteurs que si la discipline de leur organisation économique leur permet de la prévoir, de la guider et d'en calculer le bénéfice.

Il en va de même, bien qu'à un moindre degré, pour le métier de trayeur, qui est un métier très dur.

COMMENT ON LE FABRIQUE

La production du lait de brebis et ses chances économiques, comme la stabilité sociale de toute la zone agricole qui vit de cette production, apparaissent donc liées aux moyens d'action, au rendement et à l'expansion commerciale de l'industrie du fromage de Roquefort.

Vieille et curieuse industrie, bien française par sa marque, par ses hommes et par son esprit à la fois mesuré, précis, clairvoyant et tenace! Il ne s'agit pas d'une installation apportée du dehors ou fondée sur des capitaux de passage. Hommes, capitaux, calculs et initiatives, tout, à Roquefort, est sorti du pays même et des qualités de la race locale.

La fabrication du fromage comprend deux phases : la première, hors de Roquefort, dans des laiteries dispersées sur tout le territoire de production du lait; la deuxième à Roquefort, dans les célèbres caves d'affinage. Ces deux opérations, abandonnées jadis au hasard de procédés primitifs, sont effectuées

et contrôlées aujourd'hui suivant une technique rationnelle.

Le lait mesuré et reçu dans les laiteries doit être, aussitôt, transformé en « caillé » : à cette fin, on le fait chauffer en de larges cuves et on y ajoute de la « présure ». Après deux heures environ, le « caillé » est obtenu : on le brise, l'égoutte, le met en moule, puis on l'ensemence avec une poudre de pain préparée spécialement d'où sort le champignon, *penicillum glaucum*, qui donnera au roquefort, après l'affinage, sa marbrure caractéristique, bleu verdâtre.

Cinq jours plus tard, le fromage, bien égoutté, ferme et blanc, peut être expédié de la laiterie aux caves d'affinage. Là des centaines d'ouvrières, les « cabanières », le manipulent jusqu'à ce qu'il ait acquis le fumet et la consistance voulus. Reçu et pesé, le fromage est porté au saloir, salle obscure, creusée dans le roc : on l'y frotte de sel sur toute sa surface ; puis il passe à l'atelier de brossage et de piquage, où il est nettoyé et piqué de manière que l'air des caves puisse pénétrer à l'intérieur de chaque pain et y provoquer une fermentation spéciale. Ainsi préparé pour sa transformation décisive, le fromage est exposé aux courants d'air froid et humide des caves, qui l'imprégneront de germes naturels, issus de la montagne même et que l'on a vainement tenté jusqu'ici de remplacer par une action artificielle. Jusqu'au bout il faut surveiller le fromage, le soigner, le changer de place, le « revirer », le racler... Un esprit de progrès, réglant l'organisation, l'outillage et la méthode technique, depuis la récolte du lait jusqu'aux derniers soins de l'affinage, a fait peu à peu de l'industrie du roquefort une industrie très moderne.

Pour obtenir un fromage sain et de qualité supérieure, il convient, dès le début, de réduire autant que possible le transport du lait. Jadis, le « caillé » ou fromage frais était fabriqué à la ferme même. Mais l'opération s'effectuait ainsi sans surveillance, suivant des procédés anciens et un savoir-faire qui variait d'une exploitation à l'autre, dans des conditions d'hygiène douteuse. Dès 1890, la Société des caves de Roquefort comprit l'importance qu'il y avait à corriger ces inconvénients. Elle créa une laiterie modèle, munie d'un matériel perfectionné, où un personnel spécialisé, sous le contrôle d'inspecteurs, améliora les méthodes de fabrication du fromage frais. Aujourd'hui, toute la production destinée aux caves de Roque-

fort passe par des laiteries industrielles, installées auprès des troupeaux, et dont le nombre, depuis l'Aveyron jusqu'aux Pyrénées et à la Corse, surpasse un millier. Quand le troupeau est assez considérable, la laiterie est construite pour une seule ferme. Mais, en général, chaque laiterie reçoit le lait de plusieurs troupeaux, et même des troupeaux de plusieurs villages là où, la propriété étant morcelée, les troupeaux se réduisent à quelques bêtes par exploitation. Ainsi, la récolte du lait atteint jusqu'aux plus petites quantités, permettant d'étendre aux producteurs les plus pauvres et aux régions les plus déshéritées le bénéfice de l'organisation d'ensemble.

De même le progrès des moyens de transport du fromage, depuis la laiterie, plus ou moins éloignée, jusqu'à Roquefort, a élargi de plus en plus le rayon d'approvisionnement des caves. Autrefois, on transportait le fromage à dos de mulet ou par charrette. Aujourd'hui, le fromage frais arrive à Roquefort par chemin de fer ou par camions automobiles, et, pour la provenance de Corse, en partie par mer. Ainsi la zone de collecte du lait et du fromage de brebis, qui ne couvrait jadis que les causses environnant Roquefort, couvre à présent une dizaine de départements.

Le lait, à vrai dire, en raison des frais de transport, est payé un peu moins cher dans les départements éloignés, ce qui maintient un privilège de fait à la zone initiale, aux abords immédiats des fameuses caves.

N'est-il pas singulier de voir dépendre la richesse de plusieurs provinces des jeux de l'air et de l'humidité à travers les éboulis, formant grottes, d'une simple falaise du Larzac?

LES CAVES ET LEUR HISTOIRE

Les caves de Roquefort! Leur réputation n'est pas d'hier, ni le privilège de leur fromage.

Une donation du XI^e^ siècle (1070) au monastère de Conques mentionne, parmi les revenus de cette donation, deux fromages à fournir par chaque cave de Roquefort. Au XIII^e^, au XIV^e^, au XV^e^ siècles on trouve des mentions analogues. Dix ans après la mort de Jeanne d'Arc, en 1439, Charles VII consacrait par une charte le droit des habitants de Roquefort de percevoir une redevance sur les fromages qu'on apportait dans leurs caves

« pour les illec mieulx assaisonner ». Une série de lettres patentes, de 1411 à 1619, constitue les titres de noblesse authentiques de cet humble village. Des arrêts du Parlement de Toulouse de 1550, 1666 et 1785 défendent à quiconque de fabriquer du fromage dit de Roquefort hors de la localité de Roquefort. Pendant tout l'ancien régime, le roquefort est un produit non seulement réputé, mais, pour ainsi dire, classé, dont on fait présent aux personnages notables. Diderot et d'Alembert écrivent : « Le fromage de Roquefort est sans contredit le premier fromage d'Europe. » Les gourmets du XIX^e^ siècle, et, d'abord, le plus célèbre, Brillat-Savarin, devaient confirmer ce témoignage... Il n'en a pas moins fallu attendre jusqu'à 1925 pour que la loi républicaine reconnût et délimitât une marque presque millénaire et un privilège plusieurs fois séculaire.

Avant la Révolution, il existait à Roquefort vingt-six grottes propres à l'affinage des fromages de brebis. Depuis lors, le nombre même des caves n'a pas sensiblement augmenté, mais l'utilisation en a été multipliée par la science et l'ingéniosité de techniciens avertis. De vastes façades d'usines cachent les grottes primitives : à l'intérieur, l'électricité actionne des machines frigorifiques, des machines brosseuses et piqueuses.

Un des principaux progrès que permit l'électricité, à la fois dans l'ordre technique et l'ordre commercial, a été l'installation de réfrigérants pour la conservation des fromages. Les livraisons de lait ne durent guère plus de six mois, même compte tenu des différences de climat d'une région d'approvisionnement à l'autre. Or, jadis, le roquefort ne pouvait être conservé longtemps dans les caves sans inconvénient, de sorte qu'en saison de grosse production, on risquait de laisser perdre soit une partie de la matière première, soit une partie du produit transformé, par l'insuffisance ou la surabondance de la fabrication. Ce risque a disparu par le moyen des réfrigérants. Les réfrigérants sont de grandes salles que l'on a revêtues de matière isolante et où l'on fait arriver un courant d'air refroidi à zéro degré centigrade par la détente de l'ammoniaque liquide. A cette température, toute fermentation cesse, et, dès lors, le fromage se conserve presque indéfiniment.

L'installation des réfrigérants devait permettre de livrer du fromage de même qualité en toute saison, de régulariser ainsi la fabrication et, par conséquent, d'accroître très largement, au

bénéfice de l'agriculture, les quantités de lait de brebis utilisées par l'industrie.

De fait, la production des caves d'affinage n'a cessé d'augmenter, sauf pendant la guerre. Elle était, à la fin du XVIII[e] siècle, d'environ 100 000 kilos par an. Sous le second Empire, elle dépassait deux millions de kilos. En 1900, elle atteignait 6 500 000 kilos; en 1914, dix millions de kilos. Aujourd'hui elle atteint douze millions de kilos.

Bien que la production du roquefort ait été plus que centuplée depuis un siècle, le secret de sa fabrication n'a pas changé : aujourd'hui, comme à l'origine, c'est la même vertu des caves naturelles qui lui donne sa saveur. Le site de Roquefort est constitué d'un plateau de roches calcaires reposant sur un sol argileux : à une époque indéterminée, une partie du rocher glissa sur l'argile, provoquant un éboulis de blocs enchevêtrés, séparés par des fissures, des galeries, des cavernes que traversent des courants d'air froids et humides, sous l'influence de la nappe d'eau qui séjourne entre les rochers et l'argile. Les caves sont aménagées dans l'éboulis, en étages superposés dont le nombre varie de quatre à sept. Une usine installée à grands frais, il y a trente ans, sur le territoire même de la commune de Roquefort, mais hors de l'éboulis primitif, pour tenter la fabrication artificielle du fromage de la marque, n'a pas réussi à livrer le produit voulu : cette expérience fut concluante. Même en se servant d'autres caves humides de la région, on a échoué...

L'industrie de Roquefort occupe toute une population aux caves mêmes, aux laiteries, aux transports. Elle assure la vie d'autres industries, dont elle est la cliente, fabriques d'emballages, fonderies d'étain, fabriques de lames de coton pour le tamisage, ou qui utilisent les sous-produits du troupeau, peaux et laines, telle la ganterie de Millau, la mégisserie, la chamoiserie.

CONCENTRATION INDUSTRIELLE

Ce développement et ce progrès continus, dont il existe peu d'exemples dans des domaines qui dépendent au même degré des résistances de l'individualisme rural, n'auraient pas été possibles si les industriels, de leur côté, n'avaient fait un

effort déjà ancien vers la concentration de leurs capitaux et de leurs moyens.

Jadis les caves appartenaient à de petits propriétaires particuliers, dont chacun se bornait à tirer quelques bénéfices de procédés empiriques et d'une vente restreinte. Vers 1840, un groupe de spéculateurs de Montpellier fit une première tentative de « rationalisation » : il afferma toutes les caves pour exploiter une sorte de monopole. Le caractère spéculatif de l'opération la fit échouer. Toutefois, elle avait éveillé l'esprit des propriétaires de Roquefort sur les avantages du groupement. Quelques années plus tard, une première société civile en nom collectif était constituée par six propriétaires de caves. Cette société s'élargit peu à peu : dès 1882, sous l'impulsion d'un réalisateur clairvoyant, M. Coupiac, elle arrivait à contrôler la majeure partie de la fabrication. Sans doute, la concurrence ne cessa pas entre les différents groupes, elle fut même très âpre, mais cette concurrence, entraînée par un groupe dominant, muni de capitaux et de moyens d'expansion commerciale plus larges, devait se faire dans le sens du progrès.

Enfin, depuis quelques mois, une entente semble définitivement réalisée entre tous les industriels de Roquefort. Elle mérite attention par son programme comme par ses dispositions contractuelles.

Le programme comporte : en premier lieu, l'amélioration des conditions techniques de la production et, par suite, la diminution des prix de revient du lait; en deuxième lieu, l'organisation commerciale de nouveaux débouchés pour la vente du fromage; en troisième lieu et d'une manière générale, le maintien d'un rapport à peu près stable entre les charges de la production et les prix de vente du fromage, garantissant les intérêts à la fois des agriculteurs, des industriels et des consommateurs.

Ces dispositions contractuelles revêtent la forme, d'une part, de contrats particuliers passés entre la « Société des Caves », groupe de beaucoup le plus important, et les maisons ou sociétés jusqu'à présent dissidentes, et d'autre part, une convention générale.

Les contrats particuliers prévoient l'attribution à chaque maison du tonnage moyen qu'elle avait exploité au cours des campagnes 1927 et 1928, et le maintien de ce tonnage pour

l'avenir, moyennant qu'il ne sera pas diminué volontairement. Ils indiquent comment seront fixés le prix d'achat du lait et le prix minimum au-dessous duquel les contractants s'interdisent de vendre leurs fromages.

La convention générale sauvegarde l'autonomie financière, industrielle et commerciale des différentes maisons, chacune étant laissée, notamment, propriétaire de ses marques et responsable de ses produits. Elle spécifie les règles communes, acceptées par les contractants, pour le bon fonctionnement des achats et des ventes.

Une commission de contrôle, où seront représentées toutes les catégories de maisons de Roquefort, veillera sur l'exécution des clauses de l'entente. Elle assurera le maintien de la proportion de tonnage attribuée à chaque maison, préparera les éléments qui serviront à fixer le prix d'achat du lait et le prix minimum de vente des fromages, vérifiera qu'aucune maison n'achète au-dessus ou ne vend au-dessous des prix convenus, et, enfin, elle effectuera les répartitions utiles. La procédure en cas de contestations et un barème d'amendes pour punir les infractions aux contrats ou règlements sont déterminés d'avance...

Une telle entente, groupant tous les acheteurs de lait de brebis pour la fabrication du Roquefort, devait fatalement éveiller certaines susceptibilités parmi les agriculteurs. La défiance du paysan n'est-elle pas traditionnelle et, pour ainsi dire, naturelle à l'égard du commerce contre lequel il débat le prix de ses produits? On résumait jadis l'état d'esprit des éleveurs de brebis par la formule suivante :

Paix en France et guerre à Roquefort!

C'est, à vrai dire, une grave question, et dont il ne faut pas méconnaître les difficultés, que de savoir si la concentration des industriels qui achètent une matière pour la transformer, nuit ou non aux producteurs dispersés de cette même matière. A première vue, il semble que la suppression ou l'atténuation de la concurrence à l'achat doive priver le producteur de sa meilleure base pour marchander et, par conséquent, se défendre. Mais l'expérience, dans le monde entier et pour toute sorte de matières, révèle le contraire.

En effet, la concentration industrielle n'a d'intérêt réel pour les industriels qui s'y prêtent, que s'ils l'utilisent pour

développer la vente et soutenir le prix du produit qu'ils fabriquent ou qu'ils transforment. A quoi leur servirait de s'être unis pour abolir une concurrence désordonnée à l'achat de la matière, si la concurrence mal réglée et le désordre dans la vente du produit transformé privaient, par ailleurs, ces mêmes industriels de leur principal bénéfice? L'assainissement et la régularisation du marché de la matière première a donc pour résultat d'orienter l'effort commun des industriels vers un accroissement et une meilleure rémunération de leur vente. Par voie de conséquence, au fur et à mesure qu'augmente la vente du produit transformé, le prix de la matière d'origine et sa production augmentent aussi. Il n'est pas d'exemple d'une matière, minerai de fer, pétrole, soie, coton, dont le prix n'ait suivi la courbe ascendante de prospérité et de puissance de l'industrie qui la transforme.

Tout l'effort de « rationalisation » qui s'accomplit, aujourd'hui, dans la production, le commerce et la transformation du lait de brebis, vise donc à accroître la vente du roquefort, et dépend, pour son succès comme pour sa durée, des résultats que l'on obtiendra à cet égard.

LES PROGRÈS DE L'EXPORTATION

La fabrication du roquefort atteint environ 12 millions de kilos par an. Elle représente un chiffre d'affaires de 200 millions de francs, qui monte à 300, si l'on y englobe le chiffre d'affaires des industries annexes.

Fromage de marque, acheté par une clientèle spéciale, le roquefort n'est pas un produit de première nécessité; il est consommé uniquement comme dessert de luxe. Autrefois, on ne l'achetait en quantités appréciables que dans nos provinces méridionales. Aujourd'hui, bien que la vente dans toute la France en soit devenue très active, le marché intérieur n'absorbe guère plus de la moitié de la production. C'est dire que l'exportation soutient, non seulement l'équilibre, mais la vie normale de l'industrie de Roquefort, la rémunération des capitaux qui s'y emploient, et, par conséquent, la prospérité de l'immense région agricole qui en dépend.

Depuis que les perfectionnements techniques, et notamment l'emploi du froid artificiel, permettent de fixer le degré de

maturité du fromage, de le conserver et de le transporter en toute saison, l'exportation, dont les débuts remontent à plus de cinquante ans, n'a cessé de croître.

Avant la guerre, sur les 10 millions de kilos de fromages affinés à Roquefort, on comptait que 4 millions ou 4 millions et demi de kilos devaient être expédiés à l'étranger. Les principaux marchés d'exportation étaient dès lors l'Amérique, l'Angleterre, la Suède et les Empires centraux. Les États-Unis, notamment, constituaient un débouché fructueux, absorbant déjà près d'un million et demi de kilos.

Naturellement, les circonstances de la guerre nuisirent beaucoup à ce commerce. Mais aussitôt après l'arrêt des hostilités, les industriels de Roquefort reprirent leur effort pour la conquête des marchés extérieurs. L'effort devenait plus difficile qu'auparavant, les marchés s'étant habitués à des produits concurrents. Pour regagner les positions perdues, il fallut rénover à grands frais l'organisation de vente à l'étranger. Peu à peu, cependant, les chiffres rejoignirent leur ancien niveau. Pour ne citer que les États-Unis, dès 1923, le tonnage qui y était exporté surpassait le tonnage de 1913; il devait atteindre bientôt 2 millions de kilos. Aujourd'hui, avec la France et les États-Unis, les principaux marchés de vente sont l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne et l'Angleterre en Europe, le Canada et la République Argentine en Amérique, et certains pays de l'Extrême-Orient.

Étant donné la hausse constante des frais de production du lait de brebis qui, ajoutés aux autres frais, grèvent de plus en plus le coût du fromage, la vente du roquefort ne peut augmenter désormais que sous l'aspect d'un produit de qualité supérieure, de marque réputée, réclamé par les gourmets du monde entier et dont le prix ne serait plus discuté. La fortune du système agricole et industriel qui englobe, d'une part, les éleveurs de brebis de dix départements, et, d'autre part, les fabriques de Roquefort, repose donc, en définitive, sur un effort commun à développer dans les trois directions suivantes : amélioration constante de la qualité du produit, protection de la marque, augmentation du rayon de vente par la publicité et par d'autres moyens opposés à la concurrence des produits étrangers.

Lucien Romier.

POÉSIES

L'ÉTOILE

Je ne sais pas pourquoi je pense à ma jeunesse,
A des printemps déjà lointains.
Dans mes songes, faut-il que cette aube renaisse
Où des fleurs se nouaient à mes jeunes destins?
Je revois cette école où j'apprenais à lire,
Dans la chaleur de Montauban.
On nous disait Orphée avec sa grande lyre,
Et je m'endormais sur mon banc.
J'en rougis, et qu'Orphée aujourd'hui me pardonne
De l'avoir dédaigné lorsque j'étais enfant.
Aux vacances, j'errais sous les branches d'automne
Et j'espérais toujours de voir un éléphant.

Grands dieux! Un éléphant aux forêts béarnaises!
Pourquoi pas des mammouths couchés sur le gazon,
Ou des alligators endormis sur les fraises,
Ou des panthères sous nos chaises
Devant le seuil de la maison?

Mais l'enfance est pleine de rêves;
Et derrière le puits, quand j'écossais des fèves,
J'avais toujours l'espoir de trouver un trésor.
A cet âge, sait-on s'il n'est pas une cosse
Où se cache une fève d'or?
Ce n'était pourtant pas avarice précoce;

Mais rien ne m'arrêtait en ces jours d'autrefois;
J'appelais en rêvant toutes les découvertes
Et n'eusse été surpris en d'autres cosses vertes
De trouver une perle au lieu d'un petit pois.

Hélas! en l'âge mûr, avons-nous une autre âme,
Et n'avons-nous gardé tous nos songes d'enfant?
Nous rêvons en un cœur de trouver une flamme
Et qu'au jardin paraisse encore un éléphant,
Un éléphant d'Afrique, un éléphant d'Asie,
Qui selon notre fantaisie
Broute au clair de la lune un pied de réséda,
De nos lilas se rassasie
Et s'endorme en ronflant sous notre véranda.

Il n'est pas défendu de parler par images.
Nous espérons toujours d'ineffables ramages
Et des astres nouveaux dans les cieux coutumiers.
Qui saurait apaiser un cœur dont le caprice
Attend que l'aurore mûrisse
Des oranges sur les pommiers?

Ainsi rêve la race humaine
A la manière des enfants.
Je ne sais quel diable nous mène.
L'un pense à des trésors et l'autre à sa Clymène,
Et nous soufflons nos vœux en de vains oliphants.

Nous attendons pourtant que l'ombre s'illumine,
Qu'un nocturne soleil fleurisse le décor.
Les trésors sont perdus et Clymène est en Chine;
Charlemagne est trop loin pour entendre le cor.

Que ne demeurons-nous dans la maison tranquille
A goûter les destins qui nous sont accordés?
L'un quitte sa luzerne et se rue à la ville;
L'autre songe à bâtir des palais dans une île;
Nous voulons tous jouer notre bonheur aux dés.

Il n'est pas un mortel qui reste sur sa chaise;
Ils bouclent leur valise et prennent le chemin.
Quelle est cette folie et qu'aucun ne nous plaise
Des fruits que nous cueillons sans élever la main ?

Hélas! chacun de nous veut quitter son village,
Avec l'espoir d'y retourner
Et qu'on l'y loue en son vieil âge
Des palmes que son art aura su moissonner.

Il est vrai, nous vivons pour quatre ou cinq personnes;
Pour elles, nous rêvons d'acquérir des couronnes;
Pour elles : c'est-à-dire afin que dans leurs yeux
Nous puissions voir briller la colère et l'envie,
Ou l'admiration qui berce notre vie
Et nous soutienne encore en nos ans les plus vieux.

Nous luttons; nous pensons que la prochaine aurore
Voudra nous découvrir le golfe désiré;
Matelots vainement penchés sur le beaupré,
Au déclin de nos jours nous attendrons encore.

Que la tempête crie et chasse le vaisseau,
Que le vent déchire les voiles,
Notre espoir qui frémit songe à d'autres étoiles
Et rêve d'un miracle à l'heure du tombeau.

Il nous faut conquérir des terres inconnues !...

La ville est douce avec ses calmes avenues;
Lentement les facteurs traversent les hameaux
Et boivent du vin rouge au seuil des métairies.
La province sommeille à l'ombre des ormeaux,
Jusqu'à l'heure où la lune argente les prairies;
Les cœurs silencieux sont pleins de rêveries.

Ils voient à l'occident des vergues et des mâts,
Et l'air pousse leur âme aux fabuleux climats
Où mûrissent des fruits qu'ignorent nos rivages.
Ils méprisent l'enclos et la vieille maison;

La sirène et l'espoir chantent vers l'horizon,
Et les illusions domptent les mers sauvages.

Ainsi la terre tourne et les hommes s'en vont.
L'existence est rapide et le gouffre profond.
Reverront-ils jamais la province natale?
Perdus sur un îlot de l'onde occidentale,
Mourront-ils affamés, les mains pleines de pleurs?
Reviendront-ils sur un vaisseau couvert de fleurs
Avec un astre dans la cale ?

Un astre !... Quand Derème était petit garçon,
On lui chantait une chanson :
La chanson du cueilleur d'étoiles.
Je rêvais d'un navire à voiles
Pour m'emporter à l'horizon.
L'horizon, cette ligne où le ciel touche l'onde...
Ma tante répondait : — Ce n'est pas la saison !
Pour les petits garçons la mer est trop profonde.

— Je veux, disait l'enfant, qu'on m'apprenne à nager.
Je naviguerai sans danger :
Je pourrai me sauver si le vaisseau chavire.
Mais les astres, là-bas, sont au ras de la mer;
Pour les prendre, il suffit de mettre un doigt en l'air,
Et j'en emplirai le navire.

Ma tante reprenait : — Je n'ai pas de vaisseau!
(Et disait vrai, la sainte femme.)
Attends d'être plus grand pour t'en aller sur l'eau;
En vains rêves tu perds ton âme.

Les étoiles pourtant luisaient dans le sureau
Où dormaient les deux tourterelles,
Et je les contemplais à travers le carreau
Comme des fleurs surnaturelles.

Mon oncle, un soir, me dit : — Tes vœux sont exaucés.
Le ciel pour ton caprice en a-t-il fait assez?
Es-tu content de ce prodige?

Comme une fleur céleste enlevée à sa tige,
Une étoile est dans l'herbe : elle a quitté les cieux.
Mon oncle souriait et j'ouvrais de grands yeux.
Une étoile, en effet, brillait dans l'herbe noire.
— Je la voudrais! — Prends garde! Elle va s'envoler!
— Je pourrais l'enfermer dans ma petite armoire...
— Imprudent! Tu veux tout brûler,
Ton armoire, ta chambre et notre maisonnette!
Songe, songe aux dangers de cet objet nouveau
Dont le destin te fait cadeau.
— Je le mettrai dans la cuvette
En y vidant un verre d'eau.
— Tu veux noyer l'étoile afin qu'elle soit tienne!
Et de toucher un songe il faut qu'on te retienne,
Déjà! Les temps viendront où tu t'apercevras,
Si l'on n'aspire point à des heures amères,
Qu'on ne doit pas tenter de refermer les bras
Sur les épaules des chimères.
On les peut contempler et les astres aussi,
Mais abandonne le souci
De les loger en une armoire!
Que d'autres, s'il leur plaît, pour enchaîner la gloire
S'élancent sur les flots vers des cieux inconnus!
Ils dormiront pourtant tout nus
Dans l'oubli de la fosse noire.
Où seront les trésors qu'ils avaient désirés?
L'étoile et le bonheur fuient devant le navire;
Et c'est en vain que l'on soupire
En élevant les mains vers les astres dorés.

Que parfois si l'un d'eux descend sur notre terre,
Ne te hâte point trop d'éclairer ce mystère.
Admire d'un peu loin le sublime présent;
Entre l'étoile et toi balance un léger voile,
Car si tu t'approchais, tu verrais que l'étoile
N'était qu'un pauvre ver luisant.

TRISTAN DERÈME.

A LA
CONFÉRENCE DE LA HAYE

CHOSES VUES ET ENTENDUES

Lundi, 5 août.

Les Anglais sont arrivés hier, et les Allemands ce matin; les Français arriveront ce soir. En moins de quarante-huit heures, la petite ville paisible et charmante s'est accrue de quinze cents habitants nouveaux, aussi agités, aussi fiévreux que les autres paraissent calmes et reposés. On ne change pas pour si peu les habitudes et l'humeur d'un Hollandais. Les voitures aux fanions multicolores ont beau rouler en procession sur la belle route ombreuse qui mène de La Haye à Scheveningue; les amoureux à bicyclette n'en poursuivent pas moins, la main dans la main, leur sentimentale promenade. Seuls, les grands hôtels ont pavoisé et les monuments publics. Quelques gardes à cheval, postés devant la gare ou aux alentours du *Binnenhof*, contiennent aisément une mince haie de curieux.

Imaginez qu'on interdise aux Viennois la traversée de la *Burg*, aux Parisiens le passage par les guichets du Carrousel, cela ferait un beau tapage. Les Haguenois semblent tolérer de bonne grâce qu'au centre même de leur ville, on ferme devant eux, pour quelques semaines, les deux portes du *Binnenhof*, dont l'enceinte pittoresque abritera les travaux de la Conférence internationale.

Quelques jours ont suffi à nos hôtes, si tardivement avisés, pour accommoder ces édifices séculaires à leur éphémère desti-

nation. Les salles magnifiques où siègent les deux Chambres seront affectées, l'une aux séances des délégués, l'autre aux services du Secrétariat général. Dans la salle des Chevaliers, où jadis j'ai vu la reine Wilhelmine ouvrir les États généraux, auront lieu les séances solennelles de la Conférence, s'il y en a... Pour l'instant, cette nef magnifique que surmonte une voûte en carène, retentit des coups de marteau que frappent à l'envi menuisiers, tapissiers et électriciens; car c'est ici que demain soir le gouvernement de la Reine recevra les délégués des nations.

Un escalier en colimaçon, grimpant dans une tour, me mène aux appartements annexes qu'on a réservés aux journalistes. Dans cette salle immense, on a aligné sur deux rangs trente cabines téléphoniques; à côté, s'ouvrent les bureaux du télégraphe. A l'étage supérieur, les salles de travail, où crépitent déjà quelques machines à écrire. Enfin, dans les caves aux belles voûtes gothiques, je découvre un restaurant, un bar, un salon de lecture et un billard. L'austérité des vieilles murailles s'égaie de toiles et de dessins signés des meilleurs noms de la jeune école hollandaise; on pourrait se croire à Montparnasse. Au lieu du *hall* de grand hôtel ou de l'antichambre ministérielle où d'ordinaire on parque les journalistes, La Haye nous offre, dans le château des comtes de Hollande, l'aile la plus secrète et la plus pittoresque : un cadre du XIII^e^ siècle, que rajeunit l'art du XX^e^. Après cela, si la Conférence de La Haye n'a pas une bonne presse!...

Mardi 6.

Dans la salle de la première chambre, les délégués sont venus s'asseoir l'un après l'autre, autour de la table verte. Le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, M. Beelaerts van Blokland, préside cette séance d'ouverture, assis sous le grand portrait du roi Guillaume II. A sa droite, a pris place M. Briand, le visage souriant, les mains tendues vers de nouveaux arrivants. MM. Chéron et Loucheur s'assoient à son côté. Voici la délégation du Reich. Le docteur Stresemann maigri, un peu pâle, en veston noir; les ministres Hilferding, Curtius et Wirth. Deux sièges plus loin, M. Venizelos rajeuni, le buste droit, l'œil brillant; très entouré, il répond en souriant aux félicitations et aux compliments. Les Anglais sont à gauche du président : M. Snowden, tête énorme sur un buste frêle; MM. Hen-

derson et Graham, flegmatiques visages. Parmi tant de crânes plus ou moins dénudés, brillent deux crinières d'argent : MM. Jaspar et Hymans, délégués de la Belgique.

Le président demande à l'Assemblée « une minute d'indulgence et d'attention », pour les photographes. Éclairs de magnésium, déclics d'appareils, brouhaha; le calme est bientôt rétabli. Un coup du marteau d'ivoire sur la table, la séance est ouverte. M. van Blokland souhaite la bienvenue aux délégués et un bon succès à la Conférence. Au nom de ses collègues, M. Briand remercie le représentant du gouvernement de la Reine. On pourrait s'en tenir là. Mais non! M. Stresemann s'est levé à son tour. Il parle des sacrifices de l'Allemagne et de ses déceptions. Déjà! Quel contraste entre la voix pleine et grave, simple pourtant, du ministre français, et le débit sec et saccadé du représentant du Reich. Dans cette séance de pure forme, en présence du ministre hollandais, ce troisième discours, inattendu, dit-on, détonne légèrement.

Nous en aurons un quatrième : le Chancelier de l'Échiquier demande la parole. Dans le grand débat international qui va s'ouvrir, avait marqué M. de Brokland, les Pays-Bas n'auront pas à intervenir. « Heureux Pays-Bas! souligne sarcastiquement M. Snowden. Comme je les félicite! » Vraiment, on n'est pas plus engageant. J'observe l'orateur : un regard dur, presque cruel, la bouche se crispe en parlant. Ma foi! Voilà un homme qui n'est pas au monde pour son plaisir, ni peut-être pour celui des autres. Et tandis que M. Snowden proférait ces paroles amères, un rayon de soleil, perçant enfin les nuages, faisait luire, derrière les hautes verrières, le calme miroir du Vivier.

Mardi soir.

Dès cet après-midi, M. Snowden a tenu parole, en montrant qu'il entendait faire la vie dure aux délégués des nations qui, moins heureuses que les Pays-Bas, prennent part à la Conférence Dans un long discours, qui renchérit sur celui qu'il avait prononcé naguère aux Communes, le chef de la délégation britannique a développé les raisons pour lesquelles il n'acceptait pas le plan Young. Comme on ne s'est réuni ici que pour en assurer l'application, quelques délégués se demandent si M. Snowden n'aurait pas mieux fait de rester à Londres, où d'ailleurs il prétend déjà rentrer au plus tôt.

— Hum! fait un vieux journaliste. Dans toutes les conférences, il y a toujours une délégation qui, dès le premier jour, parle très haut de faire ses paquets.

Mercredi 7.

Sans que M. Snowden ait rien abandonné de ses prétentions et de ses réserves, on a tout de même formé deux commissions : l'une s'occupera des problèmes politiques : évacuation de la Rhénanie, commission de constatation et conciliation ; l'autre des problèmes financiers : examen et application du plan Young. Ces deux organismes fusionnent parallèlement, *pari passu*. Pourvu que l'un n'aille pas plus vite que l'autre! Cette charrette fragile, qu'est la conférence, ne résisterait point à la secousse.

Vers sept heures du soir, M. Briand reçoit les journalistes français : il apparaît calme et souriant : il en a vu bien d'autres!

— Il y aurait bien, nous dit-il, un moyen de tout arranger. M. Snowden pourrait demander, et obtenir du docteur Stresemann que l'Allemagne augmente ses paiements dans une mesure suffisante, pour satisfaire la demande de l'Angleterre. Seulement, je ne me chargerais pas volontiers de la commission.

Vendredi 9.

L'hospitalité hollandaise est à la fois somptueuse et attentive. Le Comité d'organisation, qui siège au *Binnenhof*, et que préside avec une autorité souriante M. Plemp van Duiveland, déploie tant d'activité, montre tant de prévoyance, qu'il ne nous laisse même pas le temps de formuler un désir. Un journaliste arrive : quatre ou cinq charmantes jeunes femmes s'empressent, dans toutes les langues. « Voici votre coupe-file ; voici la carte pour télégraphier au tarif de presse ; celle pour utiliser gratuitement les autobus et les tramways ; voici la carte d'entrée pour les meilleurs *clubs* de la ville. Dans ce livret, vous trouverez les heures du courrier, par chemin de fer et par avion, pour tous les pays du monde. Vous pourrez téléphoner à telle heure, dans la cabine n°... » Et tout cela fut préparé en trois jours.

Ce soir, le Comité recevait la presse étrangère à Witte Brug, un joli coin de Scheveningue. Ce ne sont pas des salons, mais une série de serres merveilleuses. Buissons de glaïeuls,

d'amaryllis et de dahlias géants; sur des tables basses, alternent les gerbes de roses et les bouquets d'orchidées. Un cercle d'amateurs de jardins, le *Gladiolen club*, a planté gracieusement, à notre intention, ce rare et magnifique décor.

Samedi 10.

Fiévreuse attente au *Binnenhof* pour la sortie de la commission financière. Le baron Houtart, président, sort l'un des premiers, le visage grave. Derrière lui, quelques délégués font, aux journalistes qui les interrogent du regard, des signes inquiétants. L'un d'eux murmure entre ses dents, tout près de moi : « Mauvais, mauvais. » Allons ! M. Snowden se sera encore manifesté. Et comment ! Déjà deux mots, deux gros mots circulent dans la foule : « *Grotesque and ridiculous!* » C'est ainsi qu'en pleine séance, le chancelier de l'Échiquier a qualifié l'interprétation donnée de la note Balfour par M. Chéron. L'interprète officiel, par prudence, s'est abstenu de traduire ; mais tout le monde a entendu; et bientôt le télégraphe et le téléphone auront transmis, dans toutes les langues, aux quatre coins du monde, ces expressions malsonnantes. Que la diplomatie descende dans la rue, c'est peut-être une erreur; mais qu'elle emprunte à la rue son langage, c'est un scandale.

A l'Hôtel des Indes, où réside notre délégation, le hall s'emplit de journalistes français et étrangers, qui brûlent de connaître les suites de l'incident. Est-ce la rupture ? Assurément, M. Snowden a fait ce qu'il fallait pour la rendre inévitable. Mais la veut-il ? Passent des attachés de cabinet : il paraît qu'on négocie. Le baron Houtart est introduit chez M. Briand ; un quart d'heure après, il sort, plus soucieux qu'il n'est entré. M. Loucheur traverse l'antichambre : « Messieurs, des tractations sont en cours, c'est tout ce que je puis vous dire. » Voici, une serviette sous le bras, sir Maurice Hankey, secrétaire général de la Conférence, qui cherche la bonne porte et ne la trouve point. On le renseigne, il entre. Quel est son message ? Rien de bon, sans doute, puisque le voilà qui repasse, la bouche plissée d'un sourire furieux.

Il est huit heures du soir, l'inquiétude grandit. Combien de temps va durer ce petit jeu ? Enfin, vers huit heures et demie, M. Loucheur paraît, et, rien qu'à le voir, nous comprenons que l'incident est clos. Il lit à haute voix le texte, trois fois

amendé, de la déclaration par laquelle M. Snowden affirme qu'en anglais, les termes dont il s'est servi n'enferment aucun sens désobligeant. Allons, tant mieux !

Dimanche 11.

Jour creux, faisons le point. Sur les six puissances qui avaient envoyé des experts à Paris, cinq, dont l'Allemagne, acceptent, comme un tout indivisible, le plan que ces experts ont élaboré; la sixième, l'Angleterre, fait sur le plan Young trois réserves si graves, qu'en tenir compte équivaudrait à annuler le travail des experts de Paris, pour construire de toutes pièces un nouveau projet.

Les quatre, comme on dit ici, Belgique, France, Italie, Japon, tout en se déclarant prêts à rechercher les moyens de donner satisfaction à la Grande-Bretagne, tiennent ferme pour l'intégrité du plan. L'Allemagne appuie la même thèse, pour des raisons particulières. Avant de venir à la Haye, les Allemands prévoyaient une première phase de la Conférence, où ils ne seraient point intéressés : celle au cours de laquelle leurs créanciers travailleraient à éliminer les désaccords qui s'étaient révélés entre eux. « Que notre argent aille, en plus ou moins grande quantité, à Pierre, à Paul ou à Jacques, peu nous importe, disaient-ils : nous n'en paierons ni plus, ni moins. »

Or, les Allemands comprennent aujourd'hui qu'ils se sont trompés et ne font même plus mystère de leur inquiétude. Pour chacun des pays créanciers, y compris l'Angleterre, la rupture de la Conférence et l'échec du plan Young auraient des suites fâcheuses; mais pour l'Allemagne, ce serait un désastre. D'abord, au point de vue financier, pas de plan, pas d'évacuation de la Rhénanie ; les méthodes du docteur Stresemann font faillite; le cabinet Müller est ébranlé; crise de gouvernement, peut-être même crise de régime.

Ce désastre, les délégués allemands voudraient le conjurer. Mais on les sent retenus dans leur action, soit par la crainte de choquer leur opinion publique, soit par celle de payer eux-mêmes les frais de la réconciliation qu'ils auraient favorisée. La passivité du rôle auquel ils sont réduits leur pèse; et pourtant ils hésitent à en sortir.

Et puis, dans quelle voie chercher un compromis? « Ce qui fait tant de peine à M. Snowden, me dit un expert psycho-

logue, ce n'est point que l'Angleterre ne reçoive pas assez du plan Young, c'est que d'autres puissances en reçoivent trop. Le sentiment qui a dicté ses réserves au Chancelier de l'Échiquier est moins rapacité qu'envie. En un moment où l'économie britannique est en mauvais point, M. Snowden ne peut admettre que les économies déjà florissantes de quelque autre pays tirent encore du plan Young de nouveaux avantages. » Mais comment, et pourquoi ces pays renonceraient-ils à des avantages, dont chacun, au cours des négociations de Paris, fut payé d'un sacrifice?

Lundi 12.

Brillant débat ce matin à la Commission financière. Le docteur Curtius prouve par des chiffres que si l'économie anglaise est malade, l'économie allemande n'est pas beaucoup mieux portante; puis il indique brièvement les concessions possibles et leurs limites. M. Albert Pirelli, délégué de l'Italie, confrontant le problème économique et le problème financier des réparations, montre comment leurs exigences respectives sont contradictoires et ne se pourront jamais accorder que par un compromis imparfait. Le mieux est l'ennemi du bien, vieux proverbe que M. Pirelli rajeunit fort joliment :

— Il y avait, dit-il, une jeune princesse Colonna qui voulait se marier. Elle s'en ouvrit à l'évêque d'Urbin. Celui-ci lui répondit que prendre un bon mari serait bien, mais qu'entrer au couvent serait mieux. « Je ferai donc ce qui est bien, conclut la princesse. » Puisse la Conférence s'inspirer d'un tel exemple : elle aurait grand tort de rentrer au couvent !

Mardi 13.

M. Venizelos me reçoit dans son appartement de l'Hôtel des Deux Villes. Je le trouve plus jeune que jamais et ne me tiens pas de lui en faire mon compliment.

— Oui, m'explique-t-il, je vais très bien. Étant éloigné du pouvoir, j'avais passé par une mauvaise crise. Quand j'y suis revenu, j'ai tout aussitôt retrouvé les forces dont j'avais besoin. La nécessité est un grand médecin.

M. Venizelos représente à la Conférence un de ces États que les autres désignent par l'expression : « États à intérêts limités », mais qui, de ces intérêts limités, prétendent ne point faire le

sacrifice. On cherche ici à leur donner satisfaction sans toucher au plan Young. Le solde provenant de la liquidation des biens cédés, offre, paraît-il, quelques ressources; les réparations bulgares et hongroises pourraient en fournir quelques autres. A vrai dire, M. Venizelos plaide avec tant d'éloquence la cause de son pays, qu'il me semble voir diminuer encore et se perdre dans un lointain brumeux les chances favorables à ce fameux accord général qu'on est venu chercher à La Haye. Alors, les petits sont aussi mécontents que les grands, sinon davantage? La somme à partager n'étant pas extensible, par quelle répartition subtile, ou plutôt miraculeuse, pourra-t-on jamais satisfaire tout le monde? Je ne sais si M. Venizelos, à qui on ne peut rien cacher, devine mon angoisse; mais il ajoute :

— Si mon premier devoir est de défendre les intérêts de la Grèce, je n'oublie pas que je dois aussi travailler, pour ma part, à l'apaisement général et à la pacification de l'Europe.

Mercredi 14.

Les choses vont un peu mieux. Sans renoncer à aucune de ses réserves, M. Snowden a pourtant consenti à la convocation des trois sous-comités, chargés d'élaborer, touchant la *Reichsbank*, les chemins de fer allemands et les revenus gagés, un régime de transition entre le plan Dawes et le plan Young. Logiquement, on pourrait en conclure que les Anglais envisagent désormais comme probable la mise en vigueur du nouveau plan. Mais la logique est une chose, la politique en est une autre.

La Commission financière a entendu ce matin deux nouveaux orateurs, M. Graham, président du *Board of trade*, et M. Loucheur, ministre francais des Travaux publics. Deux discours excellents. Mais, à la sortie, tout le monde observe que, dans ce débat, la thèse capitaliste et impérialiste a été défendue par le représentant du *Labour*, tandis que M. Loucheur invitait l'assemblée à tenir un juste compte des intérêts des classes ouvrières.

Jeudi 15.

Tout est cassé. L'instrument de la rupture est une feuille, détachée d'un bloc-notes, sur laquelle hier soir M. Snowden a griffonné quelques lignes à l'adresse de M. Jaspar. Le Chance-

lier de l'Échiquier demande qu'on discute au plus tôt sa motion, tendant à la revision du plan Young. A l'Hôtel des Indes, le défilé recommence : les Belges, les Italiens, voire les Japonais viennent se concerter avec nos délégués sur le choix d'une attitude commune et sur les termes d'une commune réponse Il y a bien eu, dit-on, quelques tentatives britanniques pour dissocier, par des offres particulières, l'union redoutable des quatre; mais ces tentatives ont échoué. Les Quatre, plus solidaires que jamais, restent sur leur position, — intégrité du plan Young, — et chargent leurs experts financiers de rechercher les moyens par lesquels on pourrait, sans déroger à ce principe essentiel, satisfaire, en quelque mesure, aux exigences de M. Snowden. Nous voilà aussi avancés qu'au premier jour.

Vendredi 16.

La municipalité de Rotterdam, qui ne prévoyait pas cette aventure, a convié pour aujourd'hui les journalistes étrangers à faire la visite de la ville et du port. Un certain nombre s'excusent, craignant de manquer ce qu'on appelle, en style de conférence, « une journée décisive ». J'ai pensé que cette journée ne déciderait rien du tout et je suis allé à Rotterdam, que je n'avais pas revu depuis vingt ans. C'est aujourd'hui une ville de 600000 habitants, active, riche, mais sans beauté. Ou plutôt, la seule beauté de Rotterdam, c'est son port, vivant tableau, magnifique symbole des efforts par lesquels un petit pays est devenu l'une des premières puissances commerciales, l'un des plus grands empires coloniaux du monde. Sur les façades grises d'énormes magasins, se détachent ces noms lumineux : Java, Sumatra, Borneo, Curaçao. Les grandes lignes de l'Atlantique et du Pacifique partent de ces quais énormes et y aboutissent. Nous avons fait le tour du monde en deux heures.

A bord du *Statendam*, l'un des plus récents paquebots de la *Hollande Amerika Lijn*, un lunch somptueux nous attendait. C'est en excellent français que tour à tour M. le bourgmestre de Rotterdam et le président du cercle des journalistes néerlandais nous ont souhaité la bienvenue. L'honneur de leur répondre et de les remercier, au nom de la presse étrangère, est échu au représentant de la *Revue des Deux Mondes*. Un vol en avion au-dessus de la ville et du port a complété cette visite.

Rentrés à La Haye, nous trouvons la Conférence au point où nous l'avions laissée.

Samedi 17.

Les Quatre ont fait des offres à l'Angleterre. L'Angleterre, sans les refuser, les a déclarées insuffisantes. Les a-t-elle appréciées à leur valeur? c'est la question que se posent nos délégués; et ils chargent les experts financiers de *chiffrer* ces offres avec toute la loyauté et toute la précision possibles. Quand chaque délégation aura procédé, pour son compte, à cette opération, les experts des Quatre rencontreront ceux de l'Angleterre et compareront avec eux les résultats obtenus.

De leur côté, les membres de la Commission politique, assistés d'un comité de juristes, poursuivent l'examen des problèmes relatifs à l'évacuation de la Rhénanie. Mais, comme la solution du problème politique est subordonnée à celle du problème financier, c'est-à-dire à l'adoption et à la mise en vigueur du plan Young, aucune décision n'est encore en vue.

Dimanche 18.

Les jours se suivent, sans se ressembler, mais sans avancer beaucoup nos affaires. Et pourtant le moment approche où la plupart des délégués devront abandonner La Haye pour Genève. Il n'est que temps de consulter les grands oracles. Cet après-midi, au moment où j'entre à l'Hôtel des Indes, M. Pirelli en sort, de son grand pas vif et pressé. Je lui demande quand il me permettra de causer un quart d'heure avec lui.

— Tout de suite, si vous voulez. Je rentre à Scheveningue, montez dans ma voiture, nous causerons en route.

Grand industriel, puissant homme d'affaires, président de la Chambre de commerce internationale, M. Albert Pirelli fut l'un des experts italiens à la conférence de Paris et représente actuellement son pays à celle de La Haye. Il a prononcé ici, tantôt en français, tantôt en anglais, quelques discours très remarqués. Je voudrais savoir comment il s'explique l'attitude prise à La Haye par M. Snowden.

— Pour essayer de comprendre la position adoptée par le chancelier, me répond M. Pirelli, je dois me reporter à l'état d'esprit dans lequel, au début de février dernier, nous avons, avec les experts du plan Young, commencé à travailler. Chacun était tout pénétré de l'importance et de la justice des

revendications élevées par son propre pays; personne n'était vraiment informé des droits et des aspirations d'autrui. Pour devenir proprement des experts, il nous a fallu quatre mois, et le recours quotidien aux documents mis à notre disposition par la Commission des réparations et par les diverses Trésoreries.

« Je suis certain que, si M. Snowden pouvait nous donner quatre mois de son temps, il n'aboutirait pas à des conclusions différentes de celles auxquelles sont arrivés les hommes éminents qui représentaient l'Angleterre dans notre comité.

« On a dit que le plan Young faisait à l'Italie une situation particulièrement favorable; mais on oublie d'ajouter qu'il lui impose des sacrifices importants. Une annuité constante nous eût été plus avantageuse que l'annuité synchronique établie par le nouveau plan. Sur la part conditionnelle, l'Italie reçoit moins que le pourcentage auquel elle aurait droit. Le fait de passer l'éponge sur tous les comptes interalliés (capital) concernant le passé, entraîne pour eux une perte considérable. Enfin la réduction et la limitation des prestations en nature représentent un sacrifice tout à fait spécial consenti par l'Italie en faveur de l'économie britannique.

Quels sont au contraire les avantages que le plan Young assure à l'Angleterre? Outre les réductions des prestations en nature, on peut citer : l'acquisition définitive du surplus qu'elle a touché jusqu'à ce jour et qui aurait dû donner lieu à une répartition interalliée; l'attribution d'une somme supplémentaire sur l'annuité du plan Dawes; le synchronisme établi, année par année, entre réparations et dettes interalliées; enfin et surtout la solidarité créée entre l'Angleterre, les autres débiteurs de l'Amérique et l'Allemagne elle-même, touchant le problème des dettes de guerre contractées aux États-Unis.

« Et puisque je vous parle en ce moment, non plus comme un des experts du plan Young, mais comme l'un des délégués de l'Italie à cette conférence, laissez-moi vous dire que j'ai quelque peine à comprendre comment l'Angleterre peut nous reprocher d'avoir naguère sacrifié ses intérêts et nous demander aujourd'hui de lui faire justice. Malgré une grande amitié pour les Anglais, et un désir très vif de comprendre les points de vue les plus différents du mien, je ne puis me tenir de déclarer que s'il est un pays qui ait le droit d'articuler ici pareil reproche et semblable réclamation, ce pays, c'est l'Italie.

Lundi 19.

Tandis que les experts financiers poursuivent la confrontation de leurs chiffres, je vais frapper à la porte de M. Briand. Elle s'ouvre volontiers. Le président du Conseil, à qui les difficultés et les fatigues de cette laborieuse quinzaine n'ont rien ôté de sa belle humeur, veut bien résumer son impression.

— La Conférence, me dit-il, est complètement désaxée par l'importance excessive qu'y ont prise les débats d'ordre financier et les discussions autour de quelques points subalternes. Ce qui, à mon sentiment, devait dominer la situation, c'était le débat politique ayant pour objet de hâter le rapprochement entre les peuples et de faire disparaître certaines surfaces de friction. Je vois avec quelque étonnement, même avec quelque tristesse, qu'on oublie le principal pour s'attarder à l'accessoire, et qu'on en arrive à reprendre la discussion d'un problème qui, pendant trois mois, a alimenté à Paris les travaux des experts, et qui se prolongerait ici mal à propos si, comme je le crains, on poursuivait à La Haye la destruction du plan Young, avec l'idée de lui substituer un nouveau plan.

« Une telle entreprise nous entraînerait très loin du but que nous nous étions proposé, lorsque nous avons établi entre les six puissances le protocole de Genève. Toutefois, je ne désespère pas qu'après quelques tâtonnements, le sens des responsabilités, allié à la saine raison et au désir de la paix, ne finisse par prévaloir.

Mardi 20.

Léger espoir, mais si léger! Cet après-midi, M. Briand et M. Snowden se sont rencontrés, à l'heure du thé, chez M. Adatci, chef de la délégation japonaise, et se sont entretenus, nous dit-on, de la façon la plus cordiale.

Par une lettre officielle, adressée à M. Jaspar, président de la Conférence, les Allemands, qui parfois ont le mot pour rire, demandent à être mis au courant du progrès des négociations.

MAURICE PERNOT.

(*A suivre.*)

L'*ORLANDO*[1]

DE Mme VIRGINIA WOOLF

« Oui, se disait-elle en regardant les fiancés, ils en ont maintenant pour toute la vie à dire : *Nous*. « Nous avons fait ceci, nous avons fait cela ». Ainsi elle songeait et un arome précieux d'olives, d'huile et de jus de viande s'élevait de la grande terrine brune dont Marthe, la femme de chambre, avec un peu de coquetterie, venait d'ôter le couvercle. Ce plat se mijotait à la cuisine depuis trois jours. Attention! se dit Mme Ramsay, il s'agit de choisir quelque chose de tendre pour William Bankes. Et elle plongea le regard dans les vastes flancs de la terrine aux parois luisantes, avec sa gelée opulente de viandes sombres et dorées, de feuilles décolorées qui nageaient dans leur roux. « Voilà un plat de circonstance », se dit-elle, et elle éprouvait à la pensée des amoureux un sentiment complexe, une sympathie espiègle et tendre...

« C'est un triomphe! » s'écria M. Bankes en posant un instant son couteau sur la nappe. Il venait de manger une bouchée avec recueillement. C'était riche, c'était onctueux. C'était parfaitement à point. Comment faisait-elle pour obtenir cela au fin fond de l'Écosse? lui

(1) Virginia Woolf : *Orlando, a biography*, 1 vol. in-8, The Hogarth Press, 52 Tavistock Square, Londres, 1928. — *Mrs. Dalloway*, 1925, *To the Lighthouse*, 1927. — *Mrs. Dalloway*, Traduct. française de S. David, préface de M. André Maurois, Paris, Stock, 1928.

demanda-t-il. Vous êtes une femme étonnante. Toute son adoration, tout son culte pour elle lui étaient revenus et elle s'en aperçut.

« C'est une recette française que je tiens de ma grand mère », fit-elle avec un vif éclat de plaisir dans la voix...

Mme Virginia Woolf est, à cette heure, un des quatre ou cinq écrivains les plus en vue de l'Angleterre : elle y est l'auteur à la mode. Un de ses livres a eu l'honneur d'une traduction française, précédée d'une préface de M. André Maurois. On se fera une idée de la situation littéraire occupée par une si jeune femme, si j'ajoute qu'elle est la petite-fille de Thackeray et la fille du célèbre critique Leslie Stephen. Elle tient à deux maréchaux de la littérature; le bâton est dans sa famille depuis deux générations. Enfin, par son mariage avec un éditeur connu, fondateur de la *Hogarth Press*, la plus en vogue des librairies d'avant-garde, Mme Virginia Woolf est une sorte de puissance, le centre d'un foyer très vivant d'activité littéraire, tout particulièrement ouvert aux choses russes. Ces traits, qu'il suffit d'indiquer, font comprendre sa place un peu privilégiée, son rôle d'enfant gâté de l'*intelligentzia* anglaise.

Soit comme public, soit comme écrivains, il y a toujours eu un rôle immense des femmes dans la littérature. On me dispensera de citer toutes celles qui ont été la Sapho de leur siècle : cela commence en Angleterre avec Marie de France, auteur de ces *Lais* délicieux qui enchantaient la vieillesse de Gœthe. On a jugé le fait assez diversement. Souvent on se plaint que ces dames soient peu originales. Sans aborder le fond du débat, il me semble qu'on serait plus juste, s'il m'était permis de recourir à une comparaison. On voit dans l'entourage d'un peintre ou dans un atelier célèbre apparaître parfois une figure de femme, qui en est le talent le plus rare et le plus précieux : telle auprès de Manet une Berthe Morizot, une Marie Laurencin aux environs d'un Picasso. Sans elles, l'idée que nous nous faisons de l'impressionnisme ou du cubisme serait incomplète, il y manquerait une grâce. La charmante Berthe égaie, aère, fleurit tout ce qu'elle touche; nulle trace d'effort, de pédantisme. Il est bien entendu que ses œuvres exquises n'eussent jamais existé sans les exemples de Manet; mais sans l'influence de sa belle-sœur, ce grand peintre peut-être ne se fût jamais tout à fait libéré.

Pour en revenir à notre auteur, je ne serais pas éloigné de définir son œuvre comme je viens de faire celle de l'aimable dame d'Auteuil. Il est aisé de voir que les livres de Mme Virginia Woolf, *Jacob's Room*, *Mme Dalloway*, *le Phare*, portent l'empreinte du génie de M. James Joyce. Quoi qu'on pense d'*Ulysse*, ce livre étrange demeure une date littéraire (1). C'était un événement, une tentative de coup d'État : il s'agissait de substituer aux conventions du roman, à son intérêt de péripéties, à l'analyse des caractères, à toute description de mœurs ou de milieu, un mode de représentation entièrement nouveau. C'était un essai de prise directe, une espèce de film qui devait enregistrer dans sa totalité, pendant le cours d'une journée, la succession de phénomènes qui composent ce qu'on appelle la conscience d'un individu, tout ce que roule pêle-mêle le flot intérieur, embryons d'idées, souvenirs, désirs, projets, images, visions du dehors, la rue, les réverbères, les passants, les étalages, les trompes des taxis et les cornets de trams, et les sensations gastriques, viscérales et toute la boutique, bref, le capharnaüm physiologique, moral, l'égout de détritus, de velléités, de mémoire, de songes, d'appétits, le chaos fétide et impur dont le lieu est le corps humain et qui forme la vie, *plus* (par la somme des pressions que subit l'organisme), l'atmosphère, l'état du ciel, le paysage, un reflet du cosmos, une image du grand Tout dans le petit univers d'un homme.

Entreprise chimérique, parce qu'il n'existe pas de langage pour traduire ce qui échappe au langage. L'auteur lui-même ne se fait pas faute de s'évader de son programme et de développer, à mesure qu'il avance, d'immenses fugues lyrico-épiques, satiriques, dramatiques, qui n'ont plus rien de commun avec le dessein initial. Le livre, commencé par un réaliste, s'achève en fantasmagorie. A le prendre comme œuvre d'art, ce prodigieux *Ulysse* n'est peut-être qu'un monstre. Je ne parle pas de grossièretés qui n'appartiennent plus à la littérature depuis le temps de Rabelais. On voit qu'il restait fort à faire pour rendre un pareil livre présentable dans le monde et pour en faire

(1) *Ulysse* vient d'être très bien traduit par MM. Auguste Morel, Stuart Gilbert et Valéry-Larbaud (à Paris, chez Félicie Monnier, la Maison des Amis des Livres, 7, rue de l'Odéon). C'est un véritable fac-similé. Je rappelle l'étude excellente sur *Ulysse*, par M. Valéry-Larbaud, qui sert de préface à la traduction de *Gens de Dublin* (Plon, 1926).

quelque chose d'honnête et de décent. C'est pourtant ce qu'a réussi à faire Mme Virginia Woolf : elle apprivoise en quelque sorte l'ours de M. Joyce, elle l'a éduqué, nettoyé, peigné, parfumé, bichonné; bref, elle l'a si bien léché que le formidable animal est sorti de ses mains frisé comme un caniche et doux comme un agneau.

Ah! cette Virginia Woolf, quelle fée! Par quelle magie opère-t-elle? Comment se fait-il que le miroir, sans pitié tout à l'heure pour la nature humaine, devenu soudain optimiste, ne nous présente plus que de gracieuses images? Ce miroir se promenait tantôt dans une sentine : le voici qui se pose au milieu d'un boudoir.Nous passions vingt-quatre heures avec un quinquagénaire libertin ; nous voici dans la société de femmes distinguées. Mme Dalloway donne une soirée, Mme Ramsay fait la lecture à son petit garçon. C'est tout, ou presque tout, car dans ces pages tout unies, préparatifs d'une réception, journées d'une bonne ménagère, l'auteur s'arrange pour faire tenir toute une impression de bonheur, une tendre vision du monde, comme toute la nature s'encadre derrière la Joconde. Et je ne sais pas de plus jolis livres, de plus délicats portraits de femmes que ces deux ou trois romans de Mme Virginia Woolf : à peine des romans, d'ailleurs, des choses faites de rien, presque sans sujet, impalpables, de légers pastels qu'on craint de dissiper d'un souffle, mais qui n'en donnent pas moins des émotions bien pénétrantes, comme ces paysages du matin baignés dans une vapeur dorée. On ne peut plus oublier cette charmante Mme Ramsay « qui vous parlait de pots de beurre et vous faisait songer à une déesse de l'Acropole ». Tout est constamment élégant, suggéré plutôt que décrit, évoqué sans qu'on sache comment dans une atmosphère rêvée, d'une nature musicale : les choses les plus ordinaires se transforment en motifs poétiques. C'est de la vie la plus banale et la moins romanesque, et cela devient quoi? une écharpe, une brillante soie, une souple et chatoyante iris.

Rien qui diffère davantage des peintures de M. Joyce, nulle chose plus raffinée après une masse plus indigeste : un flacon de parfums à côté d'un tas d'immondices, une fête galante de Watteau auprès d'une kermesse de Brueghel. Et pourtant, il n'est pas douteux que ce soit le même art, presque les mêmes procédés, adroitement transposés, adaptés, nuancés, féminisés.

Jamais Mme Virginia Woolf n'aurait écrit ce petit chef-d'œuvre du *Phare* si elle n'avait songé tout le temps à *Ulysse*. Et en voyant ceci sortir de cela, on ne peut s'empêcher d'admirer ce ravissant goût de femme, cet art d'accommoder, de préparer un plat, d'en faire disparaître les incongruités, d'y verser un doigt de madère, d'y semer quelques feuilles de sauge, une touffe de thym... *Ulysse*, c'est le quartier de viande crue, à peine débarrassé de ses poils, dont un délicat cordon-bleu fait une merveille civilisée et une daube exquise.

J'imagine qu'on n'a pas manqué de relever ce trait et d'observer sans charité que le talent de Mme Woolf n'est pas absolument indépendant. C'est une très vieille histoire, que cette question de l'inégalité des sexes : peut-être seulement un peu plus vive en Angleterre, à cause des suffragettes. Est-il vrai que les femmes n'ont pas le génie créateur ? Est-ce vraiment une loi de nature ? « Les femmes ne savent pas peindre, elles ne savent pas écrire », déclare (après tant d'autres) un des personnages du *Phare*, et la jeune Lily Briscoe, qui fait de la peinture, se répète avec dépit cet aphorisme décourageant. Mais enfin, est-ce un fait prouvé que les femmes ne sont que le sexe imitateur? Est-ce à l'autre sexe qu'appartient en tout l'initiative? Voilà la question qui se pose depuis quelque temps à l'esprit de l'auteur; je ne suis point juge dans l'affaire, qui a des chances de durer aussi longtemps que le monde. Mais c'est pour sa défense dans cet éternel procès que Mme Virginia Woolf a écrit *Orlando*.

Orlando est un conte, une fantaisie d'humoriste, d'intentions assez complexes et dont je ne me charge pas de démêler toutes les allusions. Que pensez-vous d'*Orlando*? Que veut dire *Orlando?* Cet exercice, depuis six mois (du moins avant les élections), était devenu à Londres un jeu de société. L'ouvrage est une de ces fables de la famille de *Gulliver* qui, sous forme d'énigme, raillent beaucoup de choses et se moquent peut-être d'elles-mêmes et du lecteur. Le piquant est que l'auteur feint le plus grand sérieux et même le style *high brow*, comme on dit de l'autre côté du détroit; il cite gravement ses sources, a soin de placer un index à la fin du volume, selon l'usage recommandable des ouvrages d'érudition, affecte enfin le tour élevé, le genre à considérations. C'est Portia affublée de la toge d'avocat. La critique, chemin faisant, n'échappe

pas à un coup de patte et reçoit quelques égratignures. L'oracle Nick Greene est le grotesque de l'ouvrage : toujours mécontent, envieux, rabrouant le présent, n'ayant que les anciens à la bouche, ne cessant de déplorer la décadence de l'art, toujours en retard de trois cents ans, faisant la leçon à Shakspeare et s'écriant plus tard, devant les pygmées modernes que sont Keats et Shelley : « Ah ! si nous avions un Shakspeare ! »

Car il se trouve que le roman dure trois siècles (on verra plus tard d'autres merveilles) et forme une petite histoire d'Angleterre : il commence sous les Tudors et finit, puisqu'il faut finir, exactement de nos jours, sous S. M. George V. Je soupçonne que l'auteur, agacé de s'entendre reprocher ses romans d'une journée, a trouvé cette manière plaisante de nous faire sentir que le temps ne fait rien à l'affaire. Et qu'importe le temps que dure un récit, une heure ou une année, puisque chacun est, à le bien prendre, un abrégé du monde et qu'il ne tient qu'à nous de revivre par la pensée toute l'histoire dont nous sommes issus? Nous sommes tous, en comptant bien, aussi vieux que César, pour ne pas remonter plus haut. On est bien obligé à l'auteur qui se contente de prendre les choses à la fin du moyen âge.

Orlando a quinze ou seize ans au début du roman, lorsqu'il est présenté à la reine Élisabeth, et il en a une trentaine en 1928, c'est-à-dire que sa biographie couvre un espace de quelque trois cent cinquante ans et que les années comptent pour lui à peu près comme fait un mois pour les gens ordinaires. Sa vie se développe au ralenti, à une cadence dix fois moins rapide que celle qui nous emporte. Elle embrasse des périodes qui pour nous correspondent à des lustres, à des demi-siècles et qui pour lui ne sont que des instants, comme l'aiguille à secondes se hâte de faire un tour complet sur son petit cadran, dans le même intervalle que la grande aiguille se déplace d'un soixantième d'heure. Pourquoi pas? Rien n'est plus frappant dans l'art contemporain que les ressources qu'il a trouvées dans l'approfondissement de la notion du temps. La vieille catégorie kantienne, qui montait la garde et faisait la police de l'existence avec la régularité d'un gendarme inflexible, comme le hallebardier des horloges de fer, distribuant des heures uniformes, cette vieille entité glaciale, imperturbable comme la Parque, tyrannique comme un métronome, a

été détrônée et à sa place se déploie soudain l'élément le plus souple et le plus ondoyant, le domaine du libre, du frais, du fluide, du spontané, l'espace où la pensée moderne a fait le plus de découvertes. C'est une autre aventure que celle de la pendule de Bougival ! Les analyses d'un Bergson, sa mémorable distinction du temps mesurable et de la durée vécue, ont doté la pensée d'une dimension nouvelle. A mesure que le monde matériel se rétracte, que Tombouctou devient une banlieue, qu'on écoute à Londres ou à Paris les concerts de New-York et de Philadelphie, l'esprit se réfugie dans le monde intérieur, dans ce royaume variable, indéfini et merveilleux, qui est la substance même et l'étoffe de la vie.

Tout ce qu'il y a de plus précieux dans la littérature moderne est une méditation sur la nature du temps, sur le mystère de la mémoire et de la personnalité. Toute l'œuvre d'un Proust s'appelle le *Temps perdu* et le *Temps retrouvé*. Ces variations sur la durée prêtent à l'histoire d'*Orlando* un piquant de féerie : comme on voit dans le conte du *Petit Poucet* des géants et des marmots, et comme nous sommes nous-mêmes ces êtres gigantesques par rapport aux moucherons, l'ingénieux écrivain nous fait admettre sans trop de peine, non pas un phénomène extra-humain de longévité, mais une créature pour qui le temps se déroulerait moins vite que pour nous et qui par conséquent pourrait être contemporaine d'une somme d'événements qui ne tiennent pas dans la mesure d'une existence commune. Il s'agit de réaliser la métaphore de Pascal : « Toute l'histoire du monde peut se ramener à celle d'un seul homme. » Et qui ne s'imagine facilement, et non sans vérité, qu'il est cet homme-là ? Il doit être bien aisé pour une petite Anglaise, connaissant un peu son histoire, de se figurer que c'est effectivement la sienne et que les différentes époques correspondent à des chapitres de son passé : bouillonnant de force juvénile, le siècle d'Élisabeth serait pour cet enfant la période d'adolescence ; la Restauration, l'âge trouble de la jeunesse ; ensuite viendraient les crises, les agitations romantiques, les tendresses lakistes, les émotions sentimentales ; enfin l'âge de la raison, le mariage, la maturité, l'âge pratique, rangé, prosaïque et bourgeois de la reine Victoria. Cela se compose à la rigueur comme la biographie d'un seul individu qui aurait joué enfant avec des têtes de Maures et des légendes des croi-

sades, été page d'Élisabeth et vu à la cour les ambassadeurs moscovites de *Peines d'amour perdues*, causé à vingt ans avec Johnson, se serait marié au temps du Prince Consort et des premiers chemins de fer et se trouverait assez leste en 1928 pour saisir le volant et regagner en auto le château de ses pères, où il se rendait jadis cavalièrement en selle, pompeusement en carrosse, impatiemment en poste : et c'est cette histoire à vol d'oiseau que Mme Virginia Woolf nous conte dans *Orlando*.

Mais ce n'est pas encore le plus extraordinaire, et il me reste à dire la bizarre aventure qui a été la surprise et le *clou* d'*Orlando*. La voici : Orlando, au début du livre, est un charmant petit garçon, habillé peut-être, selon le goût du jour, de modes un peu efféminées, mais garçon sans nul doute, et tout ce qu'il y a de plus garçon, ne rêvant que plaies et bosses, faisant la cour aux belles, s'amourachant d'une Russe, faisant en un mot toutes les folies que peut faire un jeune gentilhomme; il a tous les genres de succès, il court les ruelles, il rime, compose des tragédies, fréquente les cabarets, jette sa gourme, fait les cent coups, voyage, se bat en duel, enlève une femme à Stamboul, l'épouse, a des enfants, enfin se conduit comme un jeune mâle lâché en liberté, jouissant de toutes choses, ravageant les cœurs sans scrupule, trouvant peu de cruelles. C'est le type du *gentleman* du temps d'Élisabeth, mondain, aventureux, voluptueux, lettré, à la fois don Juan et Sidney. Cette brillante carrière continue pendant la moitié du volume, quand elle se trouve interrompue ou du moins changée brusquement par l'accident le plus singulier: à la page 126, le héros éprouve une crise étrange, une sorte de catalepsie qui le laisse pour mort au lit pendant huit jours, et au bout de laquelle il se réveille... une héroïne.

Ce coup de théâtre nous jette en pleine allégorie : c'est évidemment le pivot de tout ce badinage, c'est là que l'auteur a caché le sens de son petit conte philosophique, et je ne serais pas surpris que ce sens fût à double ou à triple secret. « Il paraît que je fais des livres où il ne se passe rien. Eh bien! vous allez voir », s'est dit le romancier; et je croirais volontiers qu'il a voulu encore, par ce tour inouï depuis le divin Tirésias, se rire du genre moderne et tellement déplaisant, quoiqu'il fasse fureur en Angleterre, qu'on appelle *sex-novel*

ou *sex-literature*. A ce coup, il faut convenir qu'il n'y a plus qu'à tirer l'échelle : plus fort que Freud! Et qu'avez-vous à dire? L'auteur use de son droit de fée. Changer un homme en femme, c'est l'affaire d'un coup de baguette, il n'en coûte pas plus que d'une citrouille faire un carrosse et d'une couple de rats un superbe attelage. Et après? C'est le fin du jeu : Orlando fille reste à peu près Orlando comme devant. Sa métamorphose merveilleuse n'altère pas son identité. C'est toujours la même personne, les liens ne sont pas rompus, la mémoire effacée; la communication reste intacte, à l'aller comme au retour, entre le présent et le passé : il n'y a de changé que l'enveloppe, l'état civil et les obligations.

C'est là, je le soupçonne, la morale de l'ouvrage. Le sexe, dont les hommes sont si vains et si portés à abuser, ce fameux privilège dont on fait tant d'affaires et tant d'embarras, le sexe n'est pas tout : il n'est même pas chose tellement fixe et tellement certaine qu'il ne soit sujet à toute sorte de degrés, de nuances et d'intermédiaires. La nature dans le monde des plantes nous présente toute espèce d'hybrides. Beaucoup d'hommes retiennent quelque chose de la femme, plus d'une fille en revanche est à demi garçon. C'est là-dessus que les Grecs, observateurs exquis, se fondèrent pour imaginer ces types poétiques qui combinent, dans des proportions variables, les caractères des deux sexes : l'androgyne, l'amazone, et cet être double qu'ils formèrent du mélange d'Hermès et d'Aphrodite.

« La nature, disait Doudan, n'écrit pas le mot femme sur le front d'une jeune fille et pourtant, ajoute-t-il un peu imprudemment, personne ne s'y trompe. » J'en demande pardon à ce philosophe, mais le fait est qu'on s'y trompe fort bien et c'est même un des jeux communs du théâtre classique. Toutes les comédies de Shakspeare, toutes ses forêts d'Ardenne et ses routes d'Italie sont pleines de demoiselles travesties, de faux pages qui courent les chemins à la poursuite d'un infidèle. Julia, Viola, Celia, Rosalinde, Portia, Imogène vont ainsi : pour un oui, pour un non elles laissent là jupe et quenouille et les voilà parties à la chasse du bonheur. Faut-il dire que l'Orlando de M^me^ Virginia Woolf est de la famille et porte un nom de prince de *Comme il vous plaira*?

J'ai connu des petites filles qui imploraient dans leurs prières la grâce de devenir garçons et qui ont attendu fort

sérieusement ce miracle. L'esprit souffle où il veut. Les besoins héroïques ne font pas attention au corps : on ne compte pas les filles qui ont réussi à se faire soldats dans les armées de la République. Jadis, elles eussent troqué leur habit pour un froc (la légende fourmille de ces histoires) et il ne faudrait pas croire que ce fût nécessairement à cause d'un chagrin d'amour. On connaît peut-être la ballade célèbre de Mickiewicz, *la Mort du colonel*, si drôle dans son comique involontaire de sujet de pendule :

C'est du comte Plater l'enfant la plus chérie,
C'est sa fille Émilie!... (1)

Et les gazettes sont encore pleines de l'incroyable aventure du pseudo-colonel Barker, arrivée à Londres ces temps derniers. La réciproque est moins fréquente, je ne sais pour quelles raisons, mais enfin elle n'est pas inconnue dans la vie : l'abbé de Choisy en est l'exemple et, dans l'art, sans parler de l'historiette d'Achille parmi les filles de Lycomède, c'est une scène bien piquante, dans son libertinage, que celle de Chérubin affublé en soubrette, ou encore le travesti du III, dans le *Cavalier à la Rose* du pauvre Hofmannsthal.

Non, la nature, quoi qu'en pense Doudan, n'a pas tenu à nous éclairer et à tracer si nettement les frontières et les rôles : elle fait volontiers des siennes et s'amuse de nos erreurs. Elle ne se met pas en frais; elle n'a fabriqué pour nous, tant que nous sommes, qu'un petit choix de masques qu'elle campe indifféremment sur les premières épaules venues. Elle brouille parfois les visages et pose d'une main distraite et négligente sur un torse de jeune fille, une figure de garçon : c'est une loterie, tant pis pour ce qu'il en arrive! Rien de plus malaisé, dans une galerie de bustes, que de faire le départ des sexes : dans la jeunesse surtout, à l'aurore de la vie, avant l'amour, les formes sont presque insexuées; pour peu que la coiffure s'y prête, longue perruque ou cheveux courts, le tour est joué, nous voilà attrapés. Je vous mets au défi de faire la différence d'Hébé et de Ganymède : vous ne voyez que le visage universel de l'adolescence.

C'est une rêverie de ce genre qui est sans doute le point de

(1) Traduction par Eug. Gassin, Paris, P. Dupont, édit. 1864. Reproduit dans A. Mickiewicz, *Poésies* Paris, Société polonaise des Amis des Livres, in-8, 1929.

départ du curieux roman de Mme Virginia Woolf. Parmi les « documents » dont elle a pris soin d'étayer son ouvrage, selon l'excellente habitude des biographes anglais, elle n'a pas manqué de reproduire des portraits du héros ou de l'héroïne, à votre choix, qui ne sont ici qu'un seul être, et de nous montrer ces images comme des pièces justificatives. Elle étale ses cartes et abat son jeu. Pour continuer la métaphore, l'atout est la photographie d'une admirable personne, que toute l'Angleterre connaît pour une des beautés célèbres de l'aristocratie, l'auteur de ce poème de *la Terre*, qui est un peu les *Géorgiques* anglaises. Ce portrait de Lady Sackville-West est d'une magnifique noblesse ; on y admire une de ces créatures qui semblent impossibles de nos jours, faites pour le génie d'un Titien ou d'un Véronèse et qui, dans les tableaux de ces maîtres, nous font comprendre l'illusion d'où naissent les déesses et admettre la réalité des êtres mythologiques. L'architecture majestueuse de ce parfait visage, la grandeur des plans, le calme des proportions, l'absence des rondeurs, des fossettes, de tout ce qui est fait pour les jeux et les ris, une gravité marmoréenne font penser moins à Vénus qu'à Minerve, à Junon; c'est l'effet que produit une belle voix de contralto. Une telle figure, où revit sans doute quelque ancêtre paternel, invite au rêve d'une destinée tout autre que celle d'une grande dame et qui, dans un siècle différent, aurait pu être à volonté celle d'un poète, d'un homme d'État ou d'une Sémiramis. C'est la destinée de ce portrait qui est le thème d'*Orlando*.

L'amusant caprice de Mme Virginia Woolf signifie sans doute que le sexe n'a pas, dans les choses humaines, l'importance définitive que lui prête le Code, que les éléments dont est faite la nature virile ou féminine ne sont pas des données absolues comme celles dont se forme un composé chimique et que toute créature vivante étant fille de deux parents (et même d'une double série indéfinie d'aïeux), on ne peut pas fixer ce qu'elle tient de chacun d'eux ni déterminer *ne varietur* l'influence dominante : souvent les filles ressemblent davantage à leur père et les fils à la mère. Rien n'est simple, rien n'est évident : « Toute chose est encore autre chose », dit l'auteur dans le *Phare*, que je tiens décidément pour son *Art poétique*. C'est ce que pensait déjà Platon, quand il écrit qu'en tout il se trouve du « même » et de l' « autre ».

C'est aussi le sentiment de Katherine Mansfield, qui écrivait à son mari : « Nous ne sommes ni hommes ni femmes, nous sommes un composé de l'homme et de la femme. L'homme que j'aime est celui qui développe ma nature virile; tu aimes la femme qu'élit ce que tu as de féminin. Le mariage nous complète. » De sorte que, pour dire vrai (car voici où ce long détour veut en venir), ce n'est pas assez pour un livre de ce jugement sommaire que c'est un livre de femme; le sexe d'un ouvrage ne dépend pas du fait que l'auteur porte jupe au lieu d'une culotte; l'esprit et le talent ne sont pas une affaire physique; telle, dans un corps de femme, montre courage autre que féminin et se trouve par aventure plus homme que le critique qui lui reproche de ne l'être pas...

Ce spirituel plaidoyer vous a-t-il convaincus? Je conçois que Mme Woolf proteste contre une certaine opinion que l'on a dans le public de la littérature féminine, comme d'un art d'agrément, quelquefois agréable, mais rarement profond, peu solide, point construit et qui n'est jamais du « grand art ». Si ces reproches ont été justes, ils ne le sont plus aujourd'hui. Personne ne sait mieux son métier que Mme Virginia Woolf et quelques-unes de ses pareilles; personne n'écrit mieux, ne compose mieux, ne dispose d'un art plus savant et plus réfléchi. Sur tous ces points, je ne lui connais pas beaucoup de rivaux, de l'un ou de l'autre sexe, en France ou en Angleterre. Mais je lui sais gré avant tout de n'avoir pas perdu en échange les qualités du sien : je la louerai, non pas pour des mérites d'homme, mais de savoir demeurer femme, non point de forcer sa nature, mais d'avoir l'esprit de faire ce dont aucun homme ne serait capable. Elle aurait tort de trop insister sur ce que son talent peut avoir de viril : elle risquerait de compromettre le meilleur de son charme.

Entre tant de morceaux d'*Orlando*, qui pourraient donner une idée de sa manière, j'hésite : des fêtes sur la Tamise gelée au temps des Stuarts, des scènes de la rue à Londres au XVIIIe siècle, l'épisode de la petite Nell, pauvre fille qui fait le métier de Moll Flanders et résume l'Angleterre de Daniel de Foe et de Fielding. Je feuillette le livre comme on flâne à travers les gravures d'un album.

Que d'images vives, enlevées, quel délicieux recueil de vignettes de *Keepsake*! Toute l'Angleterre depuis trois siècles

défile dans ce chapelet de tableaux. C'est le plus piquant des musées anecdotiques et historiques, une promenade sous la conduite du plus malin des cicerones, dans un Carnavalet anglais, à la ville et aux champs; rien de plus brillant, de plus spirituel (parfois à mon avis, c'est un peu trop spirituel). Le romancier, dans sa préface, a bien raison de citer ses auteurs, la grande famille des humoristes anglais, de Foe, Swift, Sterne, de Quincey : son livre descend d'eux en droite ligne. Pourquoi omettre M. Joyce, le dernier et l'un des plus grands de cette race puissante? Cet oubli est injuste. Si *Ulysse* n'existait pas, Mme Virgina Woolf n'aurait pas eu à se justifier de l'avoir imité. Il n'est pas, jusqu'à la métamorphose d'Orlando qui ne sorte peut-être d'un épisode d'*Ulysse* : dans un moment de délire, Bloom aussi se croit femme. Peut-être toute la fantaisie d'*Orlando* procède-t-elle, au bout du compte, des divagations du héros de M. Joyce et des visions nocturnes où, dans une demi-ivresse, il prend ses songes pour la vie.

Ainsi Mme Virginia Woolf n'a peut-être jamais été plus près de son modèle, que dans ce livre écrit pour se défendre de le suivre. Comme toujours, bien entendu, elle a fait un livre charmant, aussi aimable, aussi gracieux, aussi facile, aussi élégant que celui de M. Joyce est énorme, broussailleux et parfois rebutant. Mais tant de raffinement et tant de politesse peuvent-ils empêcher que le grand livre, le livre passionnant, ce soit ce bouquin massif, indigeste, inclassable, impossible, ce phénomène appelé *Ulysse*? *Orlando* est un ravissant bibelot d'étagère, et jolies choses ou jolies femmes sont à leur place dans un salon. Mais le mammouth baroque, pesant, barbare, hirsute et redoutable, est tout de même le mammouth.

Louis Gillet.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

La Conférence de La Haye a concentré, cette quinzaine, l'attention de tous les gouvernements et de tous les peuples. Les incidents graves qui s'y sont produits, la marche insolite des négociations, apparaîtront peut-être, aux historiens de l'avenir, comme l'origine ou le signe d'une orientation politique nouvelle pour quelques-uns des grands États de l'Europe. Ainsi, des événements qui se préparaient de loin et mûrissaient lentement, éclatent soudain à propos d'un incident qui révèle les profondes transformations internes qui s'opéraient dans l'opinion des peuples ou la politique des États :

Momentumque fuit mutatus Curio rerum.

Les insolences de M. Snowden n'auraient, en elles-mêmes, d'autre importance que de révéler son caractère acariâtre et son éducation incomplète, si elles ne se présentaient comme l'aboutissement d'une évolution dans les idées et les sentiments du peuple britannique. M^me^ Snowden s'étonne que l'Europe « ne connaisse pas les gens du Yorkshire ». Nous en connaissions, en effet, jusqu'ici, surtout les jambons; on doit regretter que les hommes politiques leur soient inférieurs pour la délicatesse et le bon goût. Les vivacités de langage du chancelier de l'Échiquier ne seraient qu'un fait divers sans conséquence si sa politique et l'approbation générale qu'elle a reçue de la presse britannique de tous les partis ne nous mettait brusquement en présence d'une Angleterre nouvelle, de ses passions, de ses souffrances, de ses espoirs, de ses exigences, de ses illusions, de ses erreurs. C'est un lieu commun de dire que les démocraties s'entendraient entre elles plus aisément que les gouvernements d'autorité, et que l'avènement des socialistes au pouvoir marquerait la fin des discordes entre les peuples. La politique de

M. Snowden apporte, pour démontrer le contraire, un puissant argument et un exemple caractérisé. Les gouvernements qui ont précédé celui des travaillistes s'efforçaient de parler « européen », ou du moins d'en avoir l'air; M. Snowden, lui, parle anglais, brutalement et obstinément : et c'est la raison de l'approbation populaire qui ne lui a pas manqué. Voilà ce qui est grave et dont il faut essayer de nous rendre compte.

Si M. Snowden et le cabinet travailliste dont il fait partie étaient résolus à ne pas accepter le plan Young tel qu'il était sorti, non sans efforts et sans concessions réciproques, des travaux des experts réunis à Paris, leur premier devoir de courtoisie internationale et de bon sens politique eût été d'en avertir sans retard, par voie diplomatique, les autres « puissances invitantes » et de ne pas laisser se réunir la Conférence pour lui donner le spectacle d'une durable mésintelligence entre les anciens alliés. Des négociations préalables auraient, ou aplani les difficultés, ou révélé l'impossibilité d'une entente. La fiction des « experts indépendants », accordée à l'insistance malhabile de l'Allemagne, n'empêchait pas que, dans la réalité, les experts n'avaient rien décidé sans s'être assurés de l'approbation de leurs gouvernements respectifs; c'était le cas notamment pour sir Josuah Stamp, qui n'avait cessé de rester en contact étroit avec la Trésorerie. En droit strict, mais non pas en bonne foi ou, comme les Anglais aiment à dire, en *fair play*, le gouvernement travailliste avait la faculté de rejeter le plan Young; il n'en manifesta pas l'intention avant la Conférence et préféra un éclat public, ce qui autorise à croire que c'est l'éclat qu'il cherchait plus que la modification du plan Young.

Lorsque, dans la journée du 8 août, l'opinion unanime des puissances continentales se fut manifestée en faveur d'une prompte acceptation et mise en vigueur du plan des experts, et que M. Snowden se fut dressé à l'encontre, avec la raideur sèche de son caractère, il y eut, parmi les délégués, quelque désarroi, mais on s'efforça de trouver un terrain d'entente avec le ferme espoir d'y réussir ; il s'agissait, non pas de remettre en question le plan Young ni de le modifier, mais de découvrir, parmi les « précomptes » ou les reliquats de comptes, de quoi apaiser M. Snowden. Au contraire, tandis que se manifestait la bonne volonté des États continentaux et du Japon, l'opinion anglaise se rangeait, avec une singulière unanimité derrière le chancelier de l'Échiquier. Le *Daily Telegraph*, avec une tranquille audace, disait exactement le contraire de ce

qu'il avait soutenu quinze jours auparavant. Le *Times* avait affirmé qu'il s'agissait de sommes insignifiantes et que la question des pourcentages de Spa ne pouvait entrer en balance avec un règlement international des réparations; et voici que maintenant il tenait pour « irréfutables » les objections de M. Snowden et approuvait que tous les contribuables britanniques se rangeassent derrière l'homme qui entreprenait de défendre leurs droits. Toutefois, il gardait l'espoir que « M. Snowden ne perdrait pas de vue les répercussions plus larges d'une conférence si importante pour l'avenir de la paix européenne ».

Cette concentration presque unanime de l'opinion et de la presse anglaise apparaît comme le trait dominant et caractéristique de cette crise. L'incident violent du 10 août ne provoqua, dans les journaux conservateurs, que de discrètes réserves. M. Chéron exposa, avec sa courtoisie et sa bonne humeur habituelles, que les règlements de Spa, pour les pourcentages de distribution, ont été intégralement respectés et que c'est à l'intérieur des précomptes qu'une répartition nouvelle est intervenue et que furent rendues disponibles les sommes dont les experts recommandèrent l'attribution à l'Italie, à la Belgique et à la France, pour indemniser cette dernière de l'abandon de ses arriérés d'occupation. Notre ministre des Finances termina son discours par un appel chaleureux à son collègue britannique : « Je dirai à M. le chancelier de l'Échiquier, — et ce n'est de ma part qu'un acte de déférence, de confiance et de très sincère amitié pour l'Angleterre, — que ce n'est pas pour une différence de quelques millions de marks ou sur des questions de précomptes, résolues avec l'accord des experts anglais, que la Grande-Bretagne, si attachée à la cause supérieure de la paix, dont le prix est inestimable, fera remettre en question l'œuvre si délicate à laquelle ses propres experts ont ardemment collaboré. » M. Chéron fut mal payé de sa modération et de son aménité, car M. Snowden, sur le ton le plus aigre et le plus tranchant, déclara « qu'il n'acceptait l'exactitude d'aucun de ses chiffres et qu'il ne prendrait pas la peine de réfuter l'argumentation fondée sur eux... L'interprétation qu'a présentée le ministre des Finances français est inadmissible et je suis presque tenté de la considérer comme *grotesque et ridicule* ». Ce fut, parmi les délégués, un beau scandale quand on apprit, malgré les pudiques réticences du traducteur, de quelles expressions s'était servi M. Snowden. Il fallut tout le tact et la diplomatie du baron Houtart, ministre des Finances de Belgique, qui, ce jour-là, présidait.

et la condescendance peut-être excessive des Français, pour que fût évitée une rupture; M. Snowden dut se résigner à apporter des explications qui étaient des excuses et où il déclarait piteusement que les mots qu'il avait prononcés n'avaient, en langue anglaise, aucun sens désobligeant. De mémoire de diplomate, jamais l'Angleterre n'avait été mise, par un de ses représentants, en si fâcheuse posture. Mais M. Snowden, agissant et tranchant comme s'il était le chef du gouvernement britannique, n'en devint ni plus aimable, ni plus traitable. Campé au centre de ses revendications, comme dans un fort, cet apôtre du pacifisme ne se prêtait ni à une transaction, ni à un arbitrage, et attendait comme un hommage que ses collègues s'évertuassent, sans avoir le droit de les discuter, à satisfaire intégralement ses revendications.

S'agissait-il donc d'un intérêt vital pour l'Angleterre, d'annuités assez considérables pour alléger sensiblement les charges des contribuables? En aucune façon. La somme dont M. Snowden se plaignait qu'on eût frustré son pays se montait à quelque 2 400 000 livres, soit environ 300 millions de francs par an, qui ne représentent pas la huit-centième partie du budget de la Grande-Bretagne et dont, dès l'abord, les experts n'eurent pas de peine à trouver et à offrir la moitié au Moloch de la Trésorerie. Les dernières résistances de M. Snowden se cramponnent à un chiffre voisin de 75 millions de francs par an (600 000 livres). C'est pour cette goutte d'eau que le gouvernement britannique a retardé et compromis ce règlement définitif de la paix que les journaux socialistes et libéraux se montraient si pressés d'obtenir, quand ils étaient dans l'opposition ! A ce degré, l'inconséquence et l'aberration deviennent invraisemblables. Il faut chercher d'autres explications.

Nous sommes d'abord en présence d'une suite de l'excitation exceptionnelle soulevée en Angleterre par les dernières élections. Travaillistes et libéraux affirmaient à l'envi que si le contribuable britannique était surchargé, il le devait au gouvernement conservateur et à sa politique extérieure trop docile à suivre les inspirations de la France. L'opinion britannique a été ulcérée que cette Amérique, dont elle recherche avec tant d'ardeur l'amitié, eût accordé, dans le règlement des dettes, des conditions plus favorables à la France, à la Belgique et surtout à l'Italie qu'à la mère-patrie anglaise elle-même. Elle s'en prend à M. Baldwin qui négocia l'accord de Washington, à lord Balfour dont la fameuse note, — si honorable et équitable, — limite la part de l'Angleterre dans les réparations

au remboursement des sommes qu'elle verse elle-même aux États-Unis, — à sir Austen Chamberlain qu'elle accuse de complaisance envers l'Italie fasciste et de faiblesse envers la France. On oublie que la France a dû avancer plus de cent milliards pour la restauration de ses régions dévastées. Certains journaux n'ont pas craint d'imprimer que la dévastation de leurs provinces ne crée pas, pour les pays qui ont souffert, un droit spécial aux réparations et que la France a plus gagné que perdu à la destruction de ses usines puisqu'elle a eu l'occasion de les reconstruire à neuf et de les doter d'un outillage perfectionné. L'Angleterre, avec ses chômeurs, n'est-elle pas plus à plaindre?... On n'ajoute pas que le chômage tient à des causes économiques inéluctables qui ne sont pas le fait de la guerre et que les annuités allemandes ne sont pas destinées à compenser. L'injustice envers les autres, lorsqu'elle atteint ces proportions, ne peut s'expliquer que par d'exceptionnelles souffrances.

En effet, l'Angleterre souffre; mais ce n'est pas la guerre, encore moins la France, qui est la source de ses misères. Elle subit une déchéance économique, dont le chômage n'est que le signe le plus visible, dont les origines sont lointaines, les effets inévitables. Nous sommes en présence d'une génération nouvelle, dont les jeunes électeurs et surtout les électrices ont porté au pouvoir le parti travailliste. L'homme de cette génération, ce n'est plus l'idéaliste et prudent Écossais Ramsay MacDonald, c'est le bilieux Snowden qui, mieux qu'aucun autre, justifie le mot fameux : « Chaque Anglais est une île ». L'Angleterre, quand elle souffre, a, si l'on peut dire, une crise d'insularité; elle se replie sur elle-même, elle renie le continent. Les États-Unis sont riches, prospères; il faut donc les imiter, retirer des affaires d'Europe la mise de la Grande-Bretagne, s'entendre avec l'Amérique, afin de constituer une puissance économique et financière capable d'imposer aux États européens la loi de la paix et du désarmement. Mais, par une singulière ironie, au moment même où M. Snowden déchaîne à La Haye ses fureurs la *Federal-reserve bank* relève d'un point le taux de son escompte et menace la réserve d'or de l'Angleterre et la stabilité de la livre.

L'un des griefs de M. Snowden contre le plan Young, c'est qu'il est l'œuvre de la haute banque et l'expression de ses conceptions politiques. Les travaillistes reprochent aux financiers d'avoir tout sacrifié, notamment l'industrie britannique et le travail des ouvriers, au maintien de la livre sterling à la parité du dollar et de l'or. La haute banque est impopulaire parmi les nouvelles générations et

en torpillant le plan Young qui passe pour être l'œuvre des grands manieurs d'argent, M. Snowden capte les faveurs de l'opinion. Il s'est posé en défenseur du contribuable; il est le champion de la Trésorerie contre le Foreign Office; on le loue d'avoir, en frappant du poing sur la table de la Conférence, rendu à la politique britannique son indépendance et sa fierté. Le socialiste Snowden prend ainsi figure de libérateur national, d'impérialiste à qui suffit le « splendide isolement » des temps heureux de l'ère de Victoria. Il est, pour le moment, jusqu'à ce qu'on s'aperçoive que sa politique n'apporte que déboires et désillusions, l'homme le plus populaire de Grande-Bretagne, le plus populaire peut-être depuis Gladstone.

Tenons compte encore d'un autre facteur. C'est surtout l'Italie qui a bénéficié, — fort légitimement d'ailleurs, — des légères modifications apportées à la répartition des annuités de réparation par le plan Young ; or, l'Italie fasciste n'est pas populaire dans l'Angleterre démocratique. Sir Austen Chamberlain, suivant les traditions du Foreign Office inspirées par l'Amirauté, s'efforçait de maintenir la balance égale, dans la Méditerranée, entre la France et l'Italie. L'opinion libérale lui reproche ce qu'elle appelle sa partialité en faveur de M. Mussolini au moment de l'affaire de Corfou et lorsque fut signé ce traité de Tirana qui met, en fait, l'Albanie sous le protectorat de l'Italie. L'homme de la rue anglais serait particulièrement satisfait si cet argent, que M. Snowden prétend lui assurer à lui-même, il l'arrachait au fascisme italien. Ces griefs s'accroissent du traitement de faveur dont l'Italie a bénéficié dans les règlements de compte de M. Volpi à Londres et à Washington ; on ne veut pas que M. Pirelli ait la même fortune. *Le Peuple*, de Bruxelles, imprimait récemment : « Comment faire rendre gorge aux Italiens? » La presse anglaise s'en prend à M. Mussolini. « L'Italie, écrit le *Referee* du 24 août, a fait une grave erreur politique en s'imaginant qu'elle pouvait bluffer le chancelier de l'Échiquier et amener sa capitulation. » *L'Observer* indique que « M. Mussolini peut sauver la Conférence en levant le doigt ». Visiblement, l'Angleterre libérale et travailliste veut obtenir un succès sur le Duce. Il s'agit ici non pas d'argent ou de justice fiscale, mais bien de politique. C'est un moyen de rallier l'opinion des partis socialistes décontenancés par l'offensive de M. Snowden contre le règlement de la paix. Depuis longtemps, l'Angleterre n'avait pas connu pareille crise de nationalisme agressif et de défiance insulaire. Les puissances continentales sont averties : la solidarité s'impose à elles. Pourquoi se lais-

seraient-elles intimider par les exigences de M. Snowden? Bientôt l'Angleterre elle-même apercevra la vanité et les dangers de cette politique de prestige aux dépens de ses plus sûrs amis.

Même si les objections de M. Snowden contre le plan Young étaient irréfutables, elles resteraient insignifiantes. Aussi la presse continentale, avec ses habitudes de logique perspicace, a-t-elle cherché, à une telle politique, d'autres explications. Elle en a trouvé deux, l'une et l'autre vraisemblables. C'est d'abord une combinaison à longue portée. La France s'est engagée, le 16 septembre 1928, à évacuer par anticipation la Rhénanie à deux conditions, dont la première est un « règlement complet et définitif » des réparations. Le plan Young apporte ce règlement. Quand il sera en vigueur et que l'occupation aura pris fin, une entente économique, financière, même politique, entre la France et l'Allemagne, n'est-elle pas dans l'ordre des possibilités, voire des probabilités? Or l'Angleterre a toujours fondé sa politique sur la rivalité, la mésintelligence des puissances continentales. Ne l'a-t-on pas vue, après l'armistice, avec l'ambassade de lord d'Abernon, soutenir, contre ses alliés de la veille, l'Allemagne vaincue? Les divisions du continent font la force de l'Angleterre. Si le plan Young n'entre pas en vigueur, la France n'évacuera pas la rive gauche du Rhin, tandis que l'Angleterre se hâtera, en tout état de cause, d'en retirer ses troupes (M. Henderson vient de l'annoncer par écrit à M. Stresemann), l'opinion allemande, que le gouvernement et la presse n'ont pas cessé de leurrer, sera exaspérée : l'Angleterre restera maîtresse du jeu. Les projets d'organisation européenne, que M. Briand s'est trop hâté de livrer aux discussions de la presse, ne laissent pas que d'inquiéter l'Angleterre, bien qu'elle n'en soit point exclue et qu'ils ne soient dirigés contre aucun État. Telle est l'hypothèse. Peut-être n'est-elle pas sans fondement; elle vaut qu'on y réfléchisse : nous la croyons cependant trop machiavélique et trop subtile pour M. Snowden, trop malhonnête aussi et trop contraire à toutes les déclarations des gouvernements anglais sur l'organisation de la paix.

Reste la question de la banque internationale prévue par le plan Young. La Cité craindrait que le nouvel institut, même si son siège était à Londres, ne créât peu à peu une redoutable concurrence à la haute banque anglaise et n'usurpât sur le rôle international que les financiers britanniques voudraient se réserver, de concert avec les États-Unis, de régulateurs du marché de l'argent

et de banquiers de tous les États du globle. Le plan Young torpillé, la banque internationale aurait vécu ; si le plan surnageait, on pourrait du moins obtenir que le siège de la banque soit fixé à Londres dans des conditions qui en feraient un instrument de domination pour la Cité. Ainsi cette première tentative d'une organisation internationale trouverait dans le nationalisme exaspéré d'un ministère socialiste un obstacle insurmontable : mémorable leçon !

Bien que M. Snowden ait fait une déclaration publique pour se défendre de vouloir naufrager la conférence et faire échouer le plan Young, il faut bien admettre que les hypothèses que nous venons d'indiquer ne sont pas tout à fait dénuées de vérité. Tout se passe, en fait, comme si l'Angleterre ne voulait pas un règlement définitif des difficultés nées de la guerre. C'est là, de beaucoup, l'explication la moins dommageable à la réputation de M. Snowden. S'il n'était déterminé par aucune de ces préoccupations, peu généreuses sans doute mais explicables au point de vue du particularisme britannique, alors le geste olympien par lequel le chancelier de l'Échiquier tend la sébille de l'Angleterre à l'aumône des autres États serait trop dépourvu de noblesse et vraiment trop ridicule : nous employons ce mot au sens britannique qui n'a rien de désobligeant. Les journaux et les politiciens conservateurs ne tarderont pas à regretter les préoccupations de parti qui ont déterminé leur volte-face retentissante ; ce n'est pas à eux qu'elle profitera. Ce n'est pas non plus à l'Angleterre. L'attitude de M. Snowden, seul contre tous, est peut-être éminemment sportive; mais elle est très nuisible à la Grande-Bretagne, même, et surtout s'il obtenait gain de cause pour tous ses griefs. Personne ne l'a plus fortement montré que M. Layton, le distingué rédacteur en chef de l'*Économist*, dans un article du *Daily News*; mais c'est une voix isolée.

S'il n'y a, dans les plaintes hargneuses de M. Snowden, autre chose que les rancunes du *Treasury* contre le ministère des Affaires étrangères, que les prétentions de l'homme du Yorkshire à supplanter l'Écossais MacDonald, c'est troubler l'Europe pour un plat de lentilles. S'il y a le désir d'entretenir la division en Europe, c'est un jeu dangereux et une opération manquée. Les Allemands, quoique certains journaux aient donné dans le piège, savent fort bien que le plan Young leur est avantageux; ils savent aussi que la France n'a qu'une parole et que, dès que les conditions posées le 16 septembre 1928 seront réalisées, l'évacuation pourra commencer; il ne saurait leur plaire que M. Snowden remette tout en question

et les ramène au plan Dawes. Quelques-uns essayent de rejeter les responsabilités sur la France, mais ils ne trompent ni eux-mêmes, ni les autres. Au fond, comme l'a montré M. Georg Bernhard dans la *Gazette de Voss*, l'intérêt allemand est, en l'occurrence, identique à l'intérêt français. L'Italie, particulièrement visée, a éprouvé tout le prix des solidarités continentales; l'attitude de l'Angleterre a été, pour elle, une désagréable surprise pleine d'enseignements. La Belgique, avec MM. Jaspar, Hymans et le baron Houtart, a joué avec dévouement et succès un rôle de conciliation dont la France lui sait gré. Le Japon, représenté par M. Adatci, s'est donné une tâche analogue. La Roumanie, la Grèce, la Yougoslavie qui, avant la Conférence, avaient formulé quelques réclamations et demandé certaines explications, ont reçu des satisfactions sans qu'il soit porté atteinte à l'économie du plan Young que toutes ont déclaré accepter. La Pologne a fait de même. Bref, la politique française, toute de mesure et de conciliation, a rallié autour d'elle de précieuses approbations et d'efficaces concours.

« L'entente cordiale », avec M. Snowden, n'est plus cordiale et n'est plus une entente. Il faut que la nation britannique sache que l'attitude de ses gouvernants, à La Haye, a profondément ému et froissé le sentiment national français. En se séparant de la France pour annoncer à l'Allemagne qu'il retirerait très prochainement, quoi qu'il advienne, ses troupes de la Rhénanie, le gouvernement travailliste a, le premier, pris l'initiative de dénoncer la solidarité qui, depuis la guerre, liait les deux grandes nations occidentales. Il ne peut même pas se flatter d'avoir gagné l'approbation des Américains qui attachent du prix à la mise en vigueur de ce plan Young auquel ont activement participé leurs experts. M. Snowden ne nous paraît pas avoir trouvé le meilleur chemin pour une entente étroite avec l'Amérique, et il se pourrait qu'il se rendît compte avant longtemps que les solidarités européennes et particulièrement l'amitié de la France ne sont pas si négligeables. Le marché des capitaux et le marché des changes, à Londres, témoignent d'une agitation inquiétante, à laquelle la politique de M. Snowden n'est pas étrangère; le marché anglais est obligé de restreindre ses opérations internationales et l'encaisse métallique or continue de s'évader. La Banque d'Angleterre, comme la Federal-Reserve bank, va élever le taux de son escompte; si la Banque de France est amenée à en faire autant, nos établissements financiers seront conduits à rapatrier leurs devises et on verra s'accentuer la faiblesse de la livre. La

Banque d'Angleterre a besoin de la Banque de France qui possédait, à la fin de juillet, une réserve de devises étrangères atteignant presque 26 milliards. L'isolement n'est bon, pour la Grande-Bretagne, ni au point de vue financier, ni au point de vue politique.

A La Haye, M. Stresemann est resté un spectateur très intéressé du différend entre l'Angleterre et ses co-créanciers. Il a saisi avec opportunité l'occasion de montrer que l'Allemagne a besoin de savoir si, à partir du 1er septembre, elle sera sous le régime du plan Young ou sous celui du plan Dawes, et d'affirmer l'impossibilité pour elle de retomber sous le régime du plan Dawes après avoir préparé son budget d'après le plan Young. Son argumentation, sur ce point, est naturellement très forte. Mais le ministre des Affaires étrangères du Reich a été mal, — ou trop bien, — servi par une partie de la presse qui, pour ménager l'Angleterre, a tenté de rejeter sur la France la responsabilité d'un échec du plan Young. M. Stresemann recueille maintenant les fâcheuses conséquences de l'imprudence avec laquelle il a leurré son opinion publique en lui promettant une évacuation très rapide et la solution de la question de la Sarre ; sa témérité compromet par avance les résultats qu'il se flatte d'obtenir par sa politique.

On ne saurait encore prévoir, à l'heure où nous écrivons, comment se terminera la conférence de la Haye dont la fin se traîne en lamentables marchandages. La méthode des négociations directes, dans de pareilles conditions, entre chefs de gouvernement, est, une fois de plus, condamnée par l'expérience. Ou bien la Conférence sera suspendue, ou bien le plan Young sera mis provisoirement en vigueur au 1er septembre. On voudrait qu'avant la séparation, M. Briand, dont on s'accorde à louer l'esprit de conciliation, fît entendre, au nom de la France, une parole plus forte, plus énergique, pour redresser la direction et relever le ton du débat. De toute façon, le plan Young, qui avait provoqué une satisfaction justifiée quand les experts l'eurent élaboré et qui apparaissait comme le portique d'une Europe plus apaisée et libérée, ne verra le jour que parmi les inquiétudes et les déceptions : puissent ses fruits n'en pas devenir plus amers ! Jamais l'Angleterre n'avait porté à l'ordre européen un coup plus sensible.

René Pinon.

Le Directeur-Gérant : René Doumic.

ARMÉE NATIONALE

OU

ARMÉE DE MÉTIER?

I. — L'ARMÉE DE MÉTIER

En dépit de leur réputation de nationalisme aigu, les Français ont un goût très réel des importations; qu'il s'agisse de philosophie, d'art, de littérature, d'organisation du travail, les idées étrangères trouvent chez nous la plus large hospitalité. Pourquoi en serait-il autrement des idées militaires? Après 1870, nous avons adopté l'organisation prussienne de l'armée nationale et nous avons bien fait, car les événements venaient de fournir une douloureuse démonstration de sa vertu efficace; aujourd'hui, dans des circonstances heureusement fort différentes, bien des regards se tournent à nouveau avec admiration, du côté de l'Allemagne.

Pourquoi? L'Allemagne vaincue aurait-elle proclamé la faillite des institutions qui ont subi la défaite? En aucune façon, car tous ses efforts à Genève tendent à reconstituer progressivement son ancien état militaire; mais, pour le moment du moins, l'Allemagne fait du nouveau, un nouveau qui lui a été imposé par les vainqueurs sans doute, un nouveau que sa diplomatie affirme équivaloir au désarmement, c'est encore vrai, mais enfin du nouveau. Cette attitude attire l'admiration et on note la solidité d'une armée de 100 000 hommes de carrière entraînés en principe par un service de douze années; on

lui ajoute 150 000 de ces fameux *schupos* qui constituent vraiment une autre forme d'armée permanente; dans cette masse solide de 250 000 combattants insérez un nombre sensiblement égal de volontaires plus ou moins clandestinement instruits, et voilà une force de 4 à 500 000 hommes qu'on peut armer en partie sans trop de fracas, prête dès la première heure. En vérité, c'est une belle armée, et l'admiration, voilée à vrai dire d'une certaine inquiétude, augmente lorsqu'on cherche à en deviner l'emploi.

Précisément, un tout récent chef d'état-major général de l'armée allemande, un homme dont l'opinion fait autorité chez nos voisins, a, dans une conférence publique, développé sur ce sujet une hypothèse qui semble avoir été bien accueillie de son auditoire.

Cette armée, solide et par nature rapidement prête, serait jetée, dès la déclaration de guerre ou même avant, sur l'adversaire éventuel, bousculerait sa couverture insuffisante ou surprise, pénétrerait profondément dans son territoire où elle s'installerait provisoirement. Ce premier résultat serait considérable : l'envahi a subi un grave échec, partie des ressources du territoire lui est retirée, sa mobilisation est troublée, sa concentration retardée, des attaques d'aviation le harcèlent sans relâche en partant d'une base rapprochée, son moral risque d'être atteint. L'armée qui vient d'exécuter ce coup de force est donc en bonne posture pour attendre ravitaillement et renforcement qui se préparent pendant l'agression; d'ailleurs, qu'elle se trouve à bout de souffle et momentanément réduite à la défensive ou qu'elle soit en état de reprendre le mouvement en avant, un second résultat est acquis : les champs de bataille seront désormais sur le territoire ennemi et on sait ce que parler veut dire.

Si ce tableau peu engageant n'avait eu pour effet que de convaincre le public de la nécessité de mettre des fortifications solides à nos frontières, il n'eût pas été inutile; mais, chose curieuse, il a servi surtout à convaincre de l'excellence de l'organisation allemande et de la médiocrité de l'organisation française actuelle. On ne s'arrête pas à l'idée que l'Allemagne puisse chercher à tirer le meilleur parti possible d'une organisation imposée par le traité de Versailles et qu'avec une énergie qu'il faut reconnaître, elle travaille à employer ce

qu'elle a, — en attendant d'avoir mieux. Non, on a conclu que l'organisation actuelle de l'armée allemande était la forme type de l'armée moderne et, sous couleur de progrès, beaucoup d'esprits se jugeant d'avant-garde ont ressuscité à cette occasion les vieilles conceptions de l'armée de métier.

C'est assez humain, car dans le fond toutes les conceptions de l'armée oscillent entre deux pôles : nation en armes ou armée de métier. Mais les partisans de l'une comme de l'autre sont bien obligés de ne pas s'en tenir à la rigidité d'un système intégral ; ils introduisent des nuances ; ils atténuent les contours ; de sorte que leur opinion ne peut être discutée qu'après une analyse assez poussée des amendements dont ils entourent la conception originale.

Parmi les adversaires avoués ou mitigés de notre organisation actuelle, nombreux, très nombreux sont les partisans d'une armée de métier ; les doctrines politiques les plus opposées se rejoignent même sur ce terrain technique et elles s'y trouvent instinctivement d'accord pour dissimuler sous des termes atténués la brutalité de la formule. Les uns parlent d'armée qualitative opposée à l'armée quantitative, les autres parlent de groupement des forces permanentes aux frontières, mais tous en arrivent à préconiser la constitution de deux armées : l'une prête à marcher du jour au lendemain, l'autre qui se formera sous la protection de la première. L'idée en elle-même commence à éveiller des inquiétudes, mais elle ne devient complètement révélatrice que lorsque du terrain des généralités on l'amène à celui des réalisations et qu'on examine de près ce que pourrait être cette armée qualitative ou ce groupement des forces permanentes, en France tout au moins.

Je dis « en France », car il est bien entendu que nous n'avons pas à raisonner sur des abstractions, sur des discussions d'écoles décorées du nom usurpé de « principes » ; nous restons sur les réalités d'une nation dont les frontières terrestres éventuellement menacées à brève échéance s'étendent sur une longueur de 850 kilomètres, savoir : 350 pour la frontière italienne que la nature a d'ailleurs particulièrement renforcée, 500 pour la frontière du Nord-Est de Maubeuge à Huningue où les obstacles naturels font défaut, sauf pourtant sur les 130 kilomètres où le fossé du Rhin forme un obstacle d'une valeur incomplète, mais

néanmoins appréciable. Je ne parle que des frontières menacées à « très brève » échéance.

Si cette armée spéciale, qu'elle s'appelle qualitative ou de garde des frontières, est destinée à agir défensivement, son effectif doit répondre à l'étendue des frontières. Si elle doit agir offensivement pour prendre l'initiative d'une attaque brusquée dans le genre de celle que prévoit le général von Seekt, son effectif doit répondre à la puissance des nations qu'il s'agit d'entamer profondément et celles-ci sont de grandes nations susceptibles de réactions dangereuses. Dans l'un ou l'autre cas, une force considérable est nécessaire à cette armée spéciale. Toutes les études conduisent à en situer les effectifs : dans le premier cas, celui d'une défensive appuyée à de bonnes fortifications, aux environs de 300 000 hommes, ce qui est d'ailleurs le chiffre de notre couverture de 1914 étayée par le système fortifié de Séré de Rivière; dans le deuxième cas, celui d'une agression brusquée, on ne peut guère descendre au-dessous de 400 000 hommes. Il est bien entendu que, dans l'un et l'autre cas, on admet que ces troupes sont pourvues du matériel le plus complet qui soit; à l'heure actuelle, lorsqu'on parle d'effectifs, on ne saurait entendre autre chose que des unités réellement armées à la moderne : ce n'est qu'à cette condition que les effectifs restent légitimement la commune mesure des comparaisons.

Certes, la grande guerre nous a familiarisés avec des chiffres plus imposants, mais ici nous nous trouvons en présence d'une nécessité de la première heure, à un moment où, par définition, la masse des réservistes n'est point capable de fournir son imposant appoint. Dans ce système, en effet, les réservistes seront des hommes dont l'instruction n'aura été naturellement faite que par un service à très court terme ; ils seront groupés en unités qu'on ne saurait exposer à un choc de la première heure ; les Allemands, privés du service obligatoire, comptent qu'il faudra environ deux mois pour mettre ces unités en état de faire figure de troupes cohérentes ; en France, où les réservistes auront reçu tout au moins l'instruction individuelle par un service à très court terme, on admet qu'il suffira de quelques semaines. Quoi qu'il en soit, cette masse des réservistes sera bien en fait un deuxième échelon, par nature distinct du premier et qui ne sera en état d'agir qu'après une

période de temps dont on peut discuter la durée, mais non l'existence.

Étant ainsi bien définies les conditions du problème que doit résoudre la constitution de l'armée spéciale, on peut examiner les ressources dont nous disposons pour mettre en œuvre cet organisme nouveau, premier échelon de nos forces militaires, toujours prêt pour l'attaque comme pour la parade.

L'ARMÉE SPÉCIALE

Il faut noter que ces ressources diffèrent sensiblement de celles que peuvent utiliser les Allemands dont on invoque l'exemple : la Reichswehr est tout entière stationnée sur le territoire de l'empire, les schupos aussi, de sorte que les 250 000 militaires de carrière du Reich sont disponibles en permanence ; d'autre part, un complément d'effectif peut être facilement demandé à des volontaires plus ou moins clandestinement exercés que fournira aisément une population plus nombreuse que la nôtre, non écrémée par le service obligatoire et dressée par le chauvinisme scolaire. On peut donc concevoir pour l'Allemagne la mise sur pied rapide d'une force offensive de 400 000 hommes environ et le système joue avec une grande simplicité.

En France, les conditions sont tout autres, car nous connaissons des servitudes que l'Allemagne ignore. Nous avons à garder nos territoires d'outre-mer et, de ce chef, l'encadrement des troupes coloniales et des troupes de l'Afrique du Nord absorbe déjà un nombre considérable des militaires de carrière français. D'autre part, nous sommes au régime du service obligatoire et l'instruction du contingent avec le service à court terme ne peut être donnée que par des rengagés. Il existe de ce double chef un prélèvement nécessaire de militaires de carrière, imposé par une situation politique dont nous n'avons certes pas à nous plaindre, mais qui est un fait placé par la force des choses au premier plan de la discussion actuelle : ces militaires de carrière dont nous ne saurions nous passer ne sauraient figurer dans l'armée spéciale pour l'excellente raison qu'ils sont ou hors de France ou absorbés par les emplois qu'ils ne peuvent abandonner.

En réalité, sur nos 106 000 militaires de carrière, il n'en reste que 46 000 pour prendre rang dans l'armée spéciale : telle est la valeur exacte du premier élément sur lequel nous pouvons tabler.

Voyons maintenant le second élément. Dans un pays à service militaire obligatoire, on ne peut guère compter sur un nombre appréciable de volontaires, mais, en revanche, on dispose du contingent qui est en activité. Voilà un moyen dont il est légitime de jouer, mais qu'il faut regarder d'un peu près.

Numériquement, une classe du contingent français compte en moyenne 240 000 hommes, mais du point de vue envisagé, cette classe se diminue aussitôt de 20 000 du service auxiliaire et de 40 000 autres environ versés à la Marine ou envoyés dans l'Afrique du Nord, ou affectés comme ouvriers et secrétaires aux services de l'artillerie, du génie, de la Santé et de l'Intendance ; en réalité, il reste pour les corps de troupe combattants de la métropole 180 000 hommes. Comme les classes sont convoquées chaque année en deux moitiés, le contingent ne pourrait fournir à l'armée spéciale que 90 000 hommes instruits. Ces hommes sont loin d'avoir d'ailleurs la solidité des militaires de carrière, puisqu'ils comptent seulement de six à onze mois de service. En ajoutant, malgré leur disparité, aux 46 000 militaires de carrière, les 90 000 hommes du contingent, nous voilà à 136 000 ; mettons 140 000 en chiffres ronds : tel est le bilan numérique.

Ainsi, les ressources actuelles de l'armée française, tant en militaires de carrière qu'en soldats du contingent, ne permettent d'attribuer à l'armée spéciale que 140 000 hommes au plus, et, sur ce nombre, les deux tiers ont de six mois à onze mois de service. Nous sommes encore loin de compte, même en nous contentant, ce qui est raisonnable, de donner à l'armée spéciale la mission d'une couverture défensive appuyée à de bonnes fortifications, en lui assignant par conséquent un effectif de 300 000 hommes. Il manque 160 000 hommes ; où les prendre ? La réponse est facile, nous l'avons souvent entendue : recruter un supplément de 160 000 soldats de métier. A coup sûr, la solution a le mérite de la simplicité : la réalisation en est peut-être plus ardue.

Le recrutement de 160 000 soldats de métier en sus des

106000 qui sont prévus par la loi actuelle présente en effet un caractère particulièrement délicat. Tant qu'il s'agit de recruter les gradés, on peut espérer pousser le chiffre actuel de 106000 jusqu'à 150000, 160000 peut-être, le Français aime à commander ; mais trouver en outre plus de 100000 hommes destinés à rester dans le rang avec l'espérance problématique d'un avancement plus que parcimonieux est une conception réalisable seulement au prix de dépenses fabuleuses et destinée selon toute vraisemblance à ne réunir qu'un nombre restreint de sujets d'élite.

Sans donc même s'arrêter au nombre formidable de millions qu'absorberait ce recrutement, il suffit de considérer ses chances de réussite : elles sont plus qu'aléatoires. La solution qui donnera à la France l'armée spéciale de couverture de 300000 hommes n'est évidemment pas là.

Alors, où la trouver ? Dans une mesure bien connue et qui ne sera pas une révélation pour les partisans de l'armée spéciale ; il suffit de s'adresser au contingent annuel et de le partager en deux portions : une qui ferait un service à très court terme et l'autre qui accomplirait un service à long terme.

Oui, la solution pratique où aboutit la conception d'une armée spéciale, de quelque nom qu'on la baptise, se trouve dans la résurrection de ce que l'on appelle une deuxième portion du contingent. La solution à coup sûr n'a aucunement mérite de nouveauté ; elle fut longtemps appliquée en France sous les vocables les plus divers ; on l'a évoquée à mots couverts dans la discussion des lois actuelles ; l'Allemagne compte bien en user un jour pour son propre compte en vue de ramener progressivement chez elle le service obligatoire, le vrai, le service égal pour tous et la Russie des Soviets s'en sert allégrement.

On comprend que les protagonistes de l'armée spéciale ne parlent encore que par prétérition de cette solution pourtant pratiquement efficace.

La constitution d'une deuxième portion du contingent va directement à l'encontre du principe de l'égalité du service militaire admis depuis longtemps en France. Il ne s'agit pas ici d'une de ces formules politiques dont on use et abuse dans des domaines où elles n'ont rien à voir ; il s'agit du devoir le plus élevé qui justifie les droits d'un citoyen ; il s'exerce dans

le domaine moral du sentiment patriotique; l'expérience l'a consacré en fournissant à la France, aux jours tragiques, une armée pleine de toutes les forces sociales de la nation et vibrante d'union sacrée; je doute que le pays renonce à l'égalité du service militaire.

Nous ferons remarquer en outre qu'au point de vue pratique la difficulté ne sera pas mince de désigner les électeurs français choisis pour accomplir un service à long terme et ceux qui bénéficieront du service à court terme; ce problème délicat est du ressort de leurs élus, et nous estimons prudent d'attendre qu'il ait été résolu avant d'en faire état pour asseoir une conception de l'armée moderne.

De quelque façon qu'on l'envisage, de quelque nom qu'on la déguise, la constitution en France d'une armée spéciale s'engage dans une impasse d'où elle ne peut sortir que par le choix entre deux portes fortement cadenassées : l'une, tout en or, dont la clé est entre les mains du ministre des Finances, ou plus exactement des contribuables, l'autre qui porte l'écriteau « deuxième portion du contingent » et dont la clé est entre les mains des élus du Parlement. L'armée spéciale risque de rester pendant quelque temps au fond de l'impasse avant d'avoir pu, pratiquement du moins, exercer son choix.

Il est donc certain que la constitution d'une armée de métier, de quelque façon qu'on l'envisage, sous quelque nom qu'on la dissimule, se trouve aux prises avec des difficultés que nous n'avons pas exagérées, mais, à vrai dire, ce n'est là que le moindre de ses inconvénients. Elle comporte en effet, et déroule fatalement une conséquence tellement grave qu'il faut la dénoncer immédiatement et l'éclairer sans pitié : la constitution d'une armée de métier, avouée ou déguisée, coupe l'armée française en deux, elle nous fait deux armées.

LES DEUX ARMÉES

Quels que soient en effet la forme précise et l'effectif de l'armée spéciale, qu'elle soit purement de métier, qu'elle provienne d'une deuxième portion du contingent, qu'elle soit obtenue en déracinant l'armée active pour rouler ses éléments instruits le long de la frontière en un bourrelet ténu, elle n'est dans l'esprit de ses protagonistes, même les plus convaincus,

que le premier échelon de nos forces. Il y a un second échelon infiniment plus nombreux, composé de réservistes naturellement beaucoup moins instruits par un service de quelques mois, continué par quelques brèves périodes et qui ne pourra être mis utilement en ligne qu'après des délais plus ou moins considérables, mais nécessaires pour compléter l'instruction et souder la cohésion des unités.

Il est déjà assez dangereux en soi de créer un hiatus dans la mise sur pied des forces d'une nation : on risque l'écrasement successif et l'histoire n'est pas nouvelle, elle remonte aux Curiaces. Mais ce qui est encore plus dangereux, c'est que cette séparation en deux parties est un piège à l'abandon progressif des légitimes exigences de la défense nationale.

Sans doute, dans les premières années de l'expérience, les deux armées seront l'objet de la même sollicitude et, bénéficiant d'ailleurs des mœurs actuelles et de la vitesse acquise, l'entretien de l'une comme de l'autre se poursuivra avec le même zèle. Mais que les circonstances économiques deviennent pressantes, que la situation financière se resserre quelque peu, l'inconvénient ne paraîtra pas dangereux de faire des économies de temps sur l'instruction ou des économies d'argent sur l'armement de l'armée de l'intérieur, pourvu que l'armée des frontières reste abondamment pourvue : on peut non pas négliger mais relâcher les exigences relatives à l'armée quantitative, puisque l'armée qualitative la protège de sa force soigneusement entretenue. Au début, la séparation ne sera qu'une imperceptible ligne de démarcation ; mais le temps se chargera de l'élargir en fossé et, au jour tragique où une agression se produirait, le pays constaterait brusquement la rupture entre les deux armées ; il verrait avec angoisse qu'une d'elles, — somme toute la principale, — existe surtout sur le papier, que son instruction est rudimentaire et ses arsenaux incomplets. Ne semble-t-il pas que l'histoire de France ait déjà enregistré il y a quelque soixante ans un phénomène de ce genre et le progrès consiste-t-il vraiment en un simple recommencement ?

Et d'ailleurs, l'armée de première ligne, parmi tous les noms dont on cherche à l'appeler, est-on bien sûr d'y pouvoir comprendre celui de qualitative ? A ne considérer que les cadres, — et c'est l'essentiel, j'imagine, — ils seront de singulière qualité.

En temps de paix, il faudra bien pourtant répartir les officiers et les sous-officiers de carrière entre les deux armées; les uns donc, à l'intérieur, recommenceront l'instruction des recrues deux fois par an et feront pendant quelques semaines l'instruction des réservistes; les autres, à la frontière, avec des troupes instruites, se consacreront à la manœuvre des unités du 1er janvier au 31 décembre. N'espérez pas établir entre ces cadres un roulement que ne permettent, ni les difficultés du logement pour longtemps encore, ni le recrutement même des militaires de carrière; ces cadres seront et resteront spécialisés. Croit-on que cette spécialisation soit sans influence sur leur qualité? Les cadres de l'intérieur seront vite envahis par la torpeur du geste de courte envergure éternellement répété, mais ce sont surtout les cadres des frontières qui seront diminués.

Sans doute, ceux-ci manœuvreront sans relâche, bataillons, régiments, escadrilles, groupes de batteries; ils courront de manœuvres de division en manœuvres de division et les camps retentiront d'une joyeuse ardeur. J'avoue la crainte qu'ils ne manœuvrent trop bien et que peu à peu ne sorte de ce mécanisme une doctrine tactique inspirée par les expériences du champ de manœuvres au lieu et place des enseignements du champ de bataille; cela aussi s'est déjà vu et se solde durement au contact des réalités. Mais surtout je crains pour ces cadres l'oubli du principe essentiel à toute force de guerre, je veux dire la conviction qu'à tous les grades la base première du commandement, c'est la connaissanee de l'homme — et on ne connaît l'homme qu'en instruisant la recrue et le réserviste : cette instruction qu'on appelle individuelle établit vraiment le contact direct, répété, familier du chef avec l'homme, elle les révèle l'un à l'autre et établit les bases affectueuses de leurs rapports; les vrais chefs ont toujours été des instructeurs passionnés, et on ne saurait vraiment commander, si on ne s'est pas donné corps et âme à l'instruction des recrues.

Ainsi dans le système des deux armées, une partie de nos cadres connaîtra la tactique et ignorera l'homme; l'autre partie connaîtra l'homme et ignorera la tactique. Là encore l'histoire a enregistré le phénomène et ceux qui ont connu le corps des officiers et des sous-officiers de 1870 se rappellent parfaitement

qu'à côté d'individualités brillantes, la masse des cadres présentait ce caractère de déséquilibre.

Et voilà la date fatidique évoquée, celle qu'on finit par lire en soulevant les rideaux brillants dont se couvre l'armée spéciale : 1870!

J'entends bien que nul ne se propose de reconstituer l'armée du Rhin du second Empire et la garde mobile du maréchal Niel. On compte que l'armée de première ligne comprendra sans doute une forte proportion de militaires de carrière, mais aussi des hommes du contingent, malgré le service réduit et peut-être quelques réservistes; vain espoir! Sur la pente où l'on s'engage, les exigences des effectifs, mal satisfaites par l'indigence du procédé, conduiront rapidement à recourir à une deuxième portion du contingent; car la moindre tension de la politique européenne, la moindre alarme à la frontière, c'est à-dire au point sensible, dressera le pays anxieux et il faudra bien satisfaire ses légitimes angoisses.

Pas davantage on ne compte ressusciter la garde mobile; on espère bien maintenir l'armée des réserves dans un bon état d'instruction et d'armement, mais on favorise la tendance au moindre effort en partageant l'armée en deux : l'une, permanente, l'autre en puissance; sur la seconde les économies dangereuses sont moins dangereuses, les manquements auront peut-être le temps d'être réparés, la vigilance est moins immédiate et, peu à peu, la mise en veilleuse s'installera.

Qui donc d'ailleurs réagira contre ces tendances? Sera-ce les cadres? Ceux des forces permanentes perdront progressivement le contact de la masse de la nation et se confineront dans leur technicité, ceux de l'intérieur auront conscience d'être classés dans une seconde zone et bientôt ils justifieront cette classification déprimante.

Armée de métier, armée qualitative, groupement de toutes les forces permanentes, quel que soit le nom qu'on emploie, c'est la même conception et cette conception aboutit, en dernière analyse, au même dangereux résultat, savoir : deux armées.

L'expérience a été faite; nous en connaissons les douloureux résultats, il serait cruel d'insister.

ARMÉE D'OUTRE-MER

Combien il serait tentant d'arrêter la discussion sur ce souvenir accablant! Tentant, mais injuste, car si nos institutions militaires actuelles tournent carrément le dos à l'armée de métier, elles se gardent bien de pousser cette attitude jusqu'au paradoxe; elles ont réservé soigneusement la question de nos possessions d'outre-mer, lesquelles ne sauraient être soumises au régime de la nation en armes.

La défense de la France en effet est sujette à des exigences que connaissent peu de grandes nations. L'Angleterre a un domaine colonial immense, mais son territoire est une île protégée surtout par la marine; l'Allemagne est purement continentale; l'Italie doit défendre son territoire et ses colonies, mais celles-ci sont dans le bassin méditerranéen; la France a de longues frontières territoriales et un empire colonial étendu dans plusieurs parties du monde. La défense des territoires d'outre-mer ne peut être confiée qu'à une armée de métier; l'armée coloniale et l'armée de l'Afrique du Nord ont nettement ce caractère. On nous cherche noise à Genève et ailleurs en bloquant sous une même rubrique cette armée et l'armée métropolitaine, de façon à obtenir des chiffres d'effectifs impressionnants; il s'agit en réalité de troupes qui répondent à des besoins différents obligatoirement liés à notre situation à la fois continentale et coloniale.

Dans le dessein d'éclairer d'une façon définitive la position militaire de la France, le gouvernement a décidé de présenter désormais le budget de la guerre en deux parties bien distinctes : l'une concerne l'armée métropolitaine, l'autre l'armée d'outre-mer. Il n'y aura plus désormais matière à confusion et du même coup la discussion que nous poursuivons se trouvera éclaircie d'une manière singulière; il est remarquable en effet que, de toutes les critiques adressées aux institutions actuelles, aucune, absolument aucune, n'est dirigée contre l'armée d'outre-mer, tandis que toutes convergent avec une ardeur passionnée sur l'armée métropolitaine. Serait-ce donc bien que toutes procèdent de façon consciente ou inconsciente de la hantise de l'armée de métier, tirée de ses cendres mal refroidies par l'évocation de von Seekt et devenue du coup la forme supé-

rieure, la forme scientifique, la forme nouvelle de l'armée moderne ?

De 1929 revenir à 1870, remonter quelque soixante années, deux générations ! Sans doute c'est un rajeunissement ! Mais est-ce bien le mouvement en avant ?

II. — L'ARMÉE NATIONALE

L'armée métropolitaine, l'armée du territoire français, organisée par les lois de 1927-1928, est tout entière orientée vers une réalisation aussi complète que possible de la nation en armes.

Il est assez compréhensible que le grand public n'ait pas suivi de très près ce qu'on peut appeler la philosophie de l'institution : les discussions dans la presse et au Parlement se sont principalement attachées à la durée du service actif et, comme cette question le touche plus directement, le grand public n'a vu dans toute l'affaire qu'un seul point intéressant : le service d'un an.

Et pourtant la question est plus haut, beaucoup plus haut : on a procédé à une refonte complète de nos institutions militaires. Non seulement la forme de l'armée active est modifiée par une diminution du nombre des unités, mais son rôle en temps de paix n'est plus complètement le même ; elle reste au premier chef un organe d'instruction et le cadre de la couverture, mais elle n'est plus, elle ne peut plus être l'organe exclusif d'absorption des réserves. Les réserves par suite reçoivent en majeure partie une vie propre ; leur organisation, leur instruction, leurs cadres bénéficient d'une existence particulière ; la vie ne leur arrive plus par l'intermédiaire de l'armée active, elle leur arrive directement.

Voilà déjà un fait nouveau de grande importance ; un autre apparaît, qui n'est que le corollaire du premier et qui, plus tangible, a frappé davantage : la création d'un personnel important spécialisé et permanent, agents militaires, employés militaires, gardes républicains mobiles. Ces créations sont accompagnées d'une notable augmentation des sous-officiers de carrière dont la situation nouvelle est caractérisée par un statut légal.

C'est la création de ce personnel permanent et spécialisé qui

est apparue à un examen superficiel comme une orientation dissimulée pour les uns, comme une aspiration timide pour les autres vers un retour à l'armée de métier, alors qu'en réalité cette innovation a tout au contraire pour objet unique de permettre une nouvelle étape dans la voie suivie depuis cinquante-quatre ans vers une réalisation toujours plus complète de la nation en armes. Le Gouvernement et le Parlement ont attaché une importance si grande et si justifiée à ces dispositions qu'ils en ont inséré dans la loi toutes les modalités et qu'ils ont subordonné à leur réalisation l'abaissement de la durée du service. Les fameuses « conditions préalables » se présentent de ce chef comme la pièce maîtresse de la nouvelle organisation militaire du pays, et c'est justice : leur importance ne saurait être surestimée, car elles, et elles seules, permettent de résoudre les problèmes d'ordre pratique qu'il fallait résoudre. S'il est bon en effet de mettre de la philosophie à la base des institutions, — et nous n'éludons aucunement la discussion sur la question de principe : armée de métier ou nation en armes, — lorsqu'il s'agit de passer aux réalisations, la philosophie ne suffit pas : il faut alors regarder en face les problèmes pratiques, les prendre corps à corps et les résoudre.

AUGMENTATION DU MATÉRIEL

Or, dans l'espèce, la guerre, la grande guerre, venait de poser un grand nombre de ces problèmes pratiques, mais, parmi tous, deux surtout se dressaient au premier plan, visibles à tous les regards même les moins exercés, imposant sans conteste la primauté d'une solution immédiate.

Le premier, c'est l'augmentation formidable du matériel armement.

Sur ce point, tout le monde est d'accord : le problème est à tel point de notoriété publique qu'on l'entend discuter couramment; on affirme même que désormais le matériel seul comptera à la guerre et que les armées sont devenues uniquement des armées de matériel : exagération manifeste, si on réfléchit que le matériel inerte ne tire sa valeur que des hommes chargés de l'amener au bon endroit, de le servir, de le protéger et de le ravitailler. Ce qui est vrai, c'est la proportion accrue du matériel nécessaire. Le champ de bataille a

donné naissance à des armes nouvelles comme l'aéronautique, les chars de combat, les transmissions, les transports automobiles, qui tirent leur valeur exclusivement de l'existence de leur matériel. En même temps, les autres armes se sont gonflées de matériel : l'artillerie a triplé le nombre de ses bouches à feu et augmenté le tonnage des munitions nécessaires dans la proportion de un à treize; l'infanterie et la cavalerie, les armes humaines par excellence, ont plus que triplé leur armement. Voilà où nous en sommes au lendemain de la guerre. Que nous réserve l'avenir avec les perfectionnements de l'industrie? on ne peut l'évaluer, mais à nous en tenir aux données actuellement acquises, il reste que le matériel à mettre en ligne, tout au début d'une guerre, sera d'un ordre de grandeur au moins quadruple de celui de 1914.

Où trouver ce matériel?

Sans doute une partie sera demandée à la réquisition et à la mobilisation industrielle; mais ces deux sources ne sauraient suffire à satisfaire nos besoins du début, ni comme quantité ni surtout dans les délais nécessaires, car la mobilisation industrielle, même bien préparée, exige une longue période de démarrage ; il est indispensable d'avoir des stocks dès le temps de paix et ces stocks représentent au moins le triple du matériel stocké avant la guerre. Or, ce matériel, il faut le loger, le garder, et surtout l'entretenir en bon état : ces soins indispensables absorbent une main-d'œuvre énorme, main-d'œuvre qui se chiffre par l'effectif de plusieurs divisions : c'est un poids terrible pour les corps de troupe qui n'ont plus le temps de s'occuper de l'essentiel, c'est-à-dire de l'instruction.

Il est vraisemblable que le service de trois ans permettrait de supporter ce poids ; sur les deux plus anciens contingents, on prélèverait la valeur d'un contingent entier et on l'emploierait dans les différents services; solution peu militaire, mais solution économique. Avec le service de deux ans, la solution devient plus épineuse ; il est douteux qu'on puisse trouver le nombre nécessaire dans l'unique contingent disponible; car ce contingent subit des prélèvements importants destinés à la constitution des cadres, et supporte toutes les dérogations en faveur des familles nombreuses. Le recours exclusif à la main-d'œuvre militaire n'apparaissait vraiment possible qu'à la faveur du service de trois ans.

RÉDUCTION DU TEMPS DE SERVICE

Et c'est ici que se dressait le deuxième des grands problèmes posés par la guerre : la réduction du temps de service actif.

Celui-là est la conséquence directe de la victoire. Après une épreuve aussi rude et de pareille durée, le succès imposait de soulager ce peuple qui si généreusement avait consenti des sacrifices inouïs à la bonne cause : quinze cent mille morts, un million de mutilés ou de valétudinaires, dix départements dévastés, des milliards et des milliards jetés dans la lutte, la perturbation des esprits résultant d'une suspension pendant plus de quatre années de la vie sociale ordinaire, que de ravages ! et combien d'années et d'efforts pour les réparer !

D'ailleurs la Victoire offrait des garanties : sans les chercher dans la situation générale de l'Europe, favorable mais encore précaire, la situation particulière du pays a changé : la France ne porte plus au flanc la frontière saignante de 1870 et aujourd'hui des fortifications françaises commencent à s'élever à nouveau sur les bastions français de Metz et de Strasbourg. On peut dire qu'avant de s'effacer dans son passé de gloire, l'armée nationale de 1875 a forgé elle-même l'anneau solide où la jeune armée va attacher un chaînon nouveau de la tradition militaire. La réduction du service s'imposait donc et la seule question à débattre était l'importance de cette réduction.

La loi de 1923 essaya d'instituer le service de dix-huit mois qu'elle annonçait d'ailleurs comme une étape vers le service d'un an, étape plus avancée qu'on ne l'aurait voulu, car des dérogations de la dernière heure ouvraient la porte à des dispenses successives, de sorte que finalement le tiers d'un contingent environ ne fait qu'un an de service au lieu de dix-huit mois.

L'expérience faite en 1923 consista donc en réalité à faire supporter par des effectifs diminués tout le poids d'un matériel augmenté ; en vain, les auteurs de la loi avaient-ils prévu l'augmentation corrélative et même la création d'un personnel permanent chargé de soulager les contingents appelés ; malheureusement, cette précaution n'était pas inscrite dans la loi sous forme de condition préalable et d'ailleurs, lorsqu'on voulut la réaliser, les événements, par une singulière malchance, se

précipitèrent à la traverse : les soulèvements du Maroc et de la Syrie surgirent, nécessitant des crédits supplémentaires élevés au moment précis où la baisse continue du franc mettait les finances publiques en danger. De ce chef, l'expérience était faussée et l'étape intermédiaire du service de dix-huit mois laissait l'armée active supporter un fardeau écrasant sous lequel elle fléchissait d'une façon dangereuse ; il fallait, de toute nécessité, créer ce personnel permanent, il fallait le créer complètement, largement ; or, comme ce personnel est fort cher, il était indiqué de compenser en partie le supplément de dépenses par l'économie des effectifs de la troisième demi-classe du service de dix-huit mois, déjà décimés par les dérogations de la loi : on aboutissait ainsi au service d'un an.

Somme toute, les exigences du matériel avaient posé l'alternative ou bien du service de trois ans, ou bien de la création d'un personnel spécial permanent dont la dépense serait compensée par une réduction du service actif ; les conséquences matérielles et morales de la victoire ont imposé la deuxième solution.

LES « CONDITIONS PRÉALABLES »

Cette solution est-elle viable ?

Oui, à la condition de consacrer d'une façon absolue l'unique année de service à l'objet essentiel de ce service : l'instruction de l'homme et de l'unité. Car enfin le but du service militaire est bien de faire avec les citoyens des soldats et avec les soldats des unités. Il fallait donc dégager résolument la classe appelée de tout ce qui n'est pas la préparation tactique et morale à la guerre.

La tâche était complexe : mobilisation, encadrement, organisme d'instruction, maintien de l'ordre devaient être demandés à des éléments constitués en dehors de l'unique contingent appelé chaque année sous les drapeaux. Ces éléments sont fournis par la création d'un personnel spécial et permanent destiné à préparer la mobilisation, à assumer les fonctions d'instructeur et à assurer le service d'ordre. Les conditions qui permettent de réaliser une réduction dans la durée du service sont donc encore de même nature que celles imposées par l'augmentation énorme du matériel ; elles les rejoignent pour

constituer la solution commune aux deux grands problèmes posés par la guerre : constitution d'un personnel spécial et permanent.

Sans doute, il ne s'agit pas là d'une innovation dans le sens absolu du mot; les sous-officiers rengagés et les employés militaires existaient dans l'armée de 1875; mais la nouveauté est d'avoir assuré l'institution par un statut spécial, d'en avoir augmenté l'ampleur et le rendement en même temps que, par ailleurs, on créait de toutes pièces un personnel complètement nouveau celui-là, les agents militaires et la garde républicaine mobile. Les modifications apportées aux institutions de 1875 sont donc profondes et donnent vraiment à l'armée une physionomie nouvelle.

On sait que ces innovations sont précisées dans les fameux articles 103 et 104 de la loi sur le recrutement que la polémique a désignés sous le nom justifié de « conditions préalables ». Elles ne constituent pas, comme on l'a prétendu, des restrictions; elle sont, tout au contraire, la partie positive et constructive des nouvelles institutions militaires. Et on comprend que le gouvernement et le haut-commandement soient tombés d'accord pour inscrire dans la loi que la constitution de ce personnel permanent et spécialisé devait être préalable à toute réduction du service. On ne construit pas un édifice avant d'en avoir assuré les fondations; l'expérience de cette erreur est malheureusement fournie par la réduction du service à dix-huit mois effectuée avant qu'aient été réalisés les 100000 militaires de carrière et les employés nécessaires; les désordres les plus graves ont résulté de cette hâte imprudente.

En attribuant à la création de ce personnel permanent et spécialisé des vertus constructives, c'est-à-dire fécondes, nous ne pensons pas faire appel à une figure de rhétorique; elle fournira à notre armée une infrastructure particulièrement solide qui permettra de supporter par la suite les modifications que pourraient imposer les crises d'effectifs ou les crises internationales. D'ailleurs, sans attendre, les faits sont là pour démontrer que sa réalisation partielle a déjà permis d'entamer, en vue d'échéances fixes, trois grandes réformes; la première est le retour à l'incorporation à vingt et un ans, mesure de sécurité sociale s'il en est et, en même temps, de prévision

militaire; ce retour se prépare depuis deux ans en étirant les tranches d'incorporation au fur et à mesure que le recrutement des sous-officiers de carrière et des agents militaires permet de soulager les charges des corps de troupe : il sera terminé fin 1930 et c'est à cet étirage temporaire qu'il faut attribuer certaines déficiences d'effectifs qui cesseront en 1931. La seconde est le passage au service d'un an qui s'annonce déjà comme pouvant être réalisé dans les conditions fixées par la loi. La troisième sera l'organisation définitive de l'instruction prémilitaire qui selon toute vraisemblance sera réglée avant la fin de la présente législature, grâce à l'appoint d'instructeurs fourni par la garde républicaine mobile. D'autres réformes suivront qu'il est inutile d'énumérer, car, en pareille matière, rien ne sert de dire : « on fera » ; il faut dire : « on est en train de faire », ou mieux : « on a fait ».

LA FORME DE L'ARMÉE MODERNE

Sur les bases que nous venons de discuter s'édifie l'armée moderne. Quelle en est la forme?

Aujourd'hui où les unités sont définitivement en place, tout le monde peut la constater. Un article publié le 1er juin dernier par la *Revue* sous la signature du général Brindel, expose avec une remarquable clarté les détails de l'organisation.

Les lignes essentielles peuvent se définir en quelques mots.

L'armée coloniale, dont la contexture est restée la même, a été doublée de quatre divisions formées d'éléments coloniaux et nord-africains; ces troupes constituent une réserve mobile destinée en principe à être employée hors de France, si des événements survenaient dans le genre de ceux qui ont agité récemment le Maroc et la Syrie. De même qu'on dégage la classe unique de tout ce qui n'est pas l'instruction, de même, il faut dégager l'armée métropolitaine que compose cette classe de toute obligation qui appellerait hors de la métropole des unités du contingent.

L'armée métropolitaine, ainsi ramenée à elle-même, est répartie en vingt régions. Chacune de ces régions est dotée des moyens de mobilisation, d'instruction, de réquisition, de mobilisation industrielle qui lui permettront de lever, d'organiser, d'instruire et d'entretenir un certain nombre de divisions; on

peut dire *grosso modo* que l'armée du temps de guerre verra le jour par tranches de vingt divisions. La première tranche comprendra la partie instruite de la classe active et sera de ce chef plus rapidement mobilisée. Les autres tranches formeront des divisions composées de réservistes et cette simple constatation impose les mesures nombreuses qui ont été prises en vue de l'encadrement et de l'instruction de nos réserves, notamment le soin avec lequel sont assurés le recrutement et la formation des officiers de réserve et la reprise des périodes de convocation. Il ne reste plus à ce sujet qu'à attendre le moment où le jeu de la loi permettra de convoquer simultanément plusieurs classes de réserve et par conséquent de réunir les unités avec leur composition du temps de guerre: cette échéance se présentera en 1931.

Ces brèves indications suffisent pour montrer notre armée du temps de paix dégagée des servitudes qui l'écrasaient et consacrée uniquement à la tâche qui est l'objet propre du service obligatoire, je veux dire l'instruction, instruction du contingent actif et instruction des réserves. On voit en même temps le fonctionnement de l'œuvre si grave de mobilisation sous ses formes multiples, matériel et effectifs, confiée à des organismes distincts. Pour assurer la vie à cet ensemble, pour permettre à l'instruction un rythme régulier et méthodique, pour donner à la mobilisation les délais nécessaires à une réalisation calme et ordonnée, il faut la sécurité et, en un mot, organiser la couverture.

LA COUVERTURE

L'examen du problème de la couverture exige tout d'abord un effort d'imagination dont l'oubli a causé bien des malentendus : il faut se dégager de la situation actuelle et considérer la situation de nos frontières telle qu'elle se présentera après l'évacuation de la Rhénanie, au moment où l'armée du Rhin sera revenue prendre sa place dans les régions frontières. Aujourd'hui, l'armée du Rhin nous constitue, par sa présence même, une couverture de premier ordre, non seulement par sa situation géographique, mais aussi par sa composition : armée internationale en effet, elle dresse en avant de notre frontière, à côté de notre drapeau, ceux de la Belgique et de l'Angle-

terre. Mais le traité de Versailles prévoit à l'occupation un terme que les événements peuvent même rapprocher et une loi est faite en vue d'une longue période; la couverture qu'institue la loi doit donc correspondre à la période, éloignée ou prochaine, où l'armée du Rhin aura cessé de monter sa garde vigilante et efficace; en attendant cette échéance, des adaptations successives pourront facilement être réalisées: qui peut le plus, peut le moins.

Considérée dans son ensemble, la couverture sera constituée par les vingt divisions actives qui composent la première tranche de nos levées; très rapidement mobilisées, elles seront transportées de suite sur les frontières et procureront au gros de nos forces, c'est-à-dire aux autres tranches, le temps d'achever leur mobilisation et de venir les rejoindre sans délai. La mise en place des vingt divisions sera rapide, et l'efficacité de leur présence ne saurait être discutée : aussi n'est-ce pas le principe même de ces dispositions qui prête à controverse, mais un point particulièrement délicat du système.

En effet, si rapides que soient la mobilisation et le transport de ces divisions, ils demanderont un certain nombre de jours, ne fût-ce qu'en raison de la capacité de transport du réseau ferré; or, une période particulièrement dangereuse d'un conflit pourrait bien être celle des quatre ou cinq premiers jours; c'est l'époque où l'on imagine le début d'une agression dans le genre de celle dont nous avons déjà parlé.

Malgré l'invraisemblance d'envisager une agression de ce genre sur plusieurs frontières, un grand pays comme la France doit ne pas restreindre ses prévisions à la seule frontière allemande. Et dans ce cas qu'on peut bien appeler maximum, pendant les quatre ou cinq jours critiques, quelle est la valeur de notre couverture ? Ne risque-t-elle pas d'être insuffisamment renforcée et de rester trop longtemps réduite aux éléments qui garnissent nos frontières dès le temps de paix?

Ces éléments du temps de paix seront les fortifications dont nous commençons la construction, un matériel aussi perfectionné, aussi puissant que possible dont la quantité ne sera limitée que par la possibilité de le servir et enfin des effectifs. De ce point de vue encore, les effectifs permettent de mesurer la valeur des éléments matériels, car les fortifications ne servent à rien si elles n'ont des garnisons suffisantes pour mettre en

valeur leur armement, de même que le matériel étalé en plein champ doit être aux mains de troupes capables de le servir, de le mouvoir et de le ravitailler. Le chiffre des effectifs exprime donc la valeur d'une couverture armée au maximum.

On a montré que l'effectif nécessaire à la couverture défensive de 850 kilomètres des frontières nord-est et sud-est de la France, est situé aux environs de 300 000 hommes; nous avons vu également les difficultés de constituer chez nous une armée spéciale d'un effectif aussi élevé, difficultés qui ne peuvent se résoudre que par des dépenses formidables ou par le procédé fâcheux d'une deuxième portion du contingent. Sans revenir sur le danger que présenterait pour la défense nationale même la poursuite de cette solution aussi onéreuse qu'ardue, nous dirons simplement que, pour cette question de la couverture des tout premiers jours, les institutions actuelles ont une fois de plus tourné le dos à toute idée se rattachant à l'armée de métier.

Le Gouvernement a présenté, et le Parlement a adopté une solution qui procède intégralement du principe de la nation en armes, car elle demande aux réserves les ressources nécessaires en cas de menace d'agression. Les trois plus jeunes classes des réserves constituent la disponibilité; en cas de simple menace d'agression, le Gouvernement peut les rappeler sans aucun délai, en tout ou partie, dans telle ou telle région, sous condition d'informer le Parlement et d'aviser la Société des nations de l'exécution de cette mesure préventive.

Le procédé permet d'avoir de suite, là où il est nécessaire, les effectifs suffisants pour attendre l'arrivée rapide du gros des vingt divisions de couverture; il appelle des hommes ayant un an de service actif complet et libérés depuis peu; il les replace dans leurs corps de troupe actifs très étoffés en sous-officiers de carrière et particulièrement nombreux dans les régions frontières où l'armée du Rhin sera venue se placer; enfin, il n'a rien de clandestin et affirme même sa loyauté.

L'innovation, — et elle est grave, — est de préciser plus nettement que ne l'a fait aucune législation antérieure la lourde responsabilité du Gouvernement. Sans doute le Gouvernement a toujours eu la responsabilité de la mise en place de la couverture, mais aujourd'hui il a en plus la responsabilité

de la mise au point de la couverture *au moment voulu*. Il ne peut donc, sans compromettre la sécurité du pays et par conséquent remettre en question la durée du service militaire actif, laisser apporter par qui que ce soit une restriction quelconque aux droits que lui confère la législation nouvelle.

Telle est dans ses grandes lignes la physionomie de l'armée nouvelle. L'esquisse est en place sous ses traits définitifs, et le modelé des formes apparaîtra aux yeux de tous, fin 1930; à ce moment, le recrutement des cadres sera terminé, les centres de mobilisation confirmés, le service ramené à un an, l'âge d'incorporation revenu à vingt et un ans, les convocations des réserves par unités constituées pourront commencer, et enfin les fortifications sortiront largement de terre; tout ce qui est à l'heure actuelle en voie d'exécution très avancée sera définitivement en plein fonctionnement. Pendant cette courte période de transition, il n'est que de continuer méthodiquement l'exécution en train; c'est uniquement affaire d'esprit de suite et de fermeté dans le commandement.

III. — LE GRAND RESSORT

Après avoir examiné l'armée qui achève de se constituer, on peut se demander : A quelle idée répond-elle? Certains demandent même : Est-ce une armée offensive ou défensive?

Ainsi posée, la question ne comporte aucune réponse; une armée, du moment qu'elle existe réellement, est susceptible d'être employée à des opérations aussi bien offensives que défensives. Il faut dire : cette armée est-elle conçue en vue d'une politique agressive ou pacifique? je ne dis pas pacifiste.

Alors, la réponse est facile : cette armée se prêterait mal à une politique agressive. La préparation clandestine à une attaque par surprise la veille d'une déclaration de guerre, par exemple, lui serait plus que difficile, car elle est astreinte, en tout état de cause, à procéder à des appels de réservistes.

Mais la chose importante est de savoir si la politique, dont l'armée n'est que l'instrument, comporte ou ne comporte pas des opérations de ce genre, si cette politique, répétons-le, est pacifique au agressive. Veut-on faire des conquêtes? Et alors lesquelles? Le Gouvernement a fait son choix, le Parlement l'a approuvé, il est tout de même permis de penser que le

pays le ratifie, car, enfin, personne n'a encore précisé la conquête ou l'agression que la France d'aujourd'hui pourrait se proposer.

« Mais, reprend-on, ne voyez-vous pas que cette armée, instrument d'une politique de défense nationale, est l'outil inéluctable d'une guerre longue? Vous voulez une guerre longue, vous restez enlisés dans cette horrible guerre d'usure qui a épuisé même les vainqueurs. Nous, nous n'en voulons plus; il faut préparer la guerre rapide : remplissez l'air d'avions géants, inondez le sol de produits chimiques, exécutez des manœuvres foudroyantes avec des armées entières motorisées, brisez le moral de la population et sortez par surprise des procédés nouveaux qui frapperont l'ennemi de terreur. »

J'affirme n'avoir jamais rencontré, pendant toute la guerre, un homme, un seul homme dont l'idée fixe ne fût de la terminer le plus tôt possible par la victoire; pendant quatre années, des milliers et des milliers de Français, d'Anglais, d'Italiens, d'Allemands ont cherché les moyens d'abréger la guerre dont ils subissaient les angoissants sévices. Jamais on n'a vu et jamais on ne verra un homme sain d'esprit accéder à l'idée sadique de prolonger la guerre; la guerre longue, c'est malheureusement simple, n'a d'autre cause que la difficulté de l'écourter. D'où provient cette difficulté?

LA GUERRE COURTE

Les combinaisons du commandement, les plans, ne valent que par leur faculté de réalisation. On a dit « autre chose est de faire des plans, autre chose de les exécuter », comme si on pouvait donner le nom de plans à des conceptions purement théoriques; comme si un chef digne de ce nom pouvait faire un plan autrement qu'en combinant des possibilités d'exécution! Du point de vue pratique donc, les plans du commandement n'ont d'autre but que la réalisation et, plus on avance dans la période moderne, plus on constate que les possibilités de réalisation dépendent au premier chef de la nature de l'armement; sur ce point la grande guerre a converti les plus aveugles. Plus cet armement se perfectionne, plus il devient meurtrier, plus les belligérants sentent d'ardeur à le multiplier dans l'espoir précisément d'acquérir la supériorité qui permettra

d'en finir plus vite; à cet effet, ils perfectionnent sans relâche leur armement dès le temps de paix en faisant de plus en plus appel à toutes les ressources de l'industrie, à tous les progrès des sciences appliquées. Mais si le matériel est ainsi dominé et contraint d'agir au service de l'homme, il n'en conserve pas moins ses propriétés physiques et il en impose impitoyablement les servitudes.

Grande portée : les canons envoient leurs projectiles à 10, 20, 40 kilomètres et plus, les avions les portent à 500 kilomètres; alors les batailles commencent de plus loin, les ravitaillements sont menacés et allongent leur ruban; voilà la servitude de durée qui se manifeste.

Puissance meurtrière : les armes automatiques déchaînent des nappes de balles profondes et incessantes, les vagues de gaz infestent l'atmosphère, les rideaux de fumée l'obscurcissent, les explosifs produisent des cratères de mort, les chars blindés déchaînent des feux de surprise; alors, on ne peut cheminer que la nuit ou en se moulant au terrain, en creusant la protection, en s'aveuglant avec des masques; et la servitude de durée s'accroît dans des proportions énormes.

Rapidité du tir : elle se traduit par de véritables trombes de feu, mais elle exige un ravitaillement formidable en munitions de toute nature et la servitude de durée est étirée au maximum par le poids inouï des colonnes et des trains de ravitaillement; de 1914 à 1918, le coefficient du tonnage des munitions a passé de 1 à 13.

Cela, c'est la bataille. Prenez la guerre elle-même : alimentée par l'industrie nationale entière sous toutes ses formes, elle a une puissance de durée qui n'a d'autres limites que les ressources du pays lui-même augmentées encore des apports de l'extérieur par terre et par mer.

C'est l'appel de plus en plus étendu au matériel qui, depuis un siècle, allonge les guerres : l'emploi des explosifs et l'emploi des gaz n'ont pas soustrait la durée de la guerre aux servitudes du matériel, tout au contraire; il est possible que, par la suite, l'emploi de l'électricité comme engin de combat amène ce résultat, mais nous n'en sommes pas encore là.

Alors on dit : « faites appel à l'idée. » Je ne demande pas mieux, j'attends l'idée

Serait-elle simplement de préparer le coup de force de la

première heure, la manœuvre von Seekt, le bombardement aérien massif? Ce serait une solution bien incomplète; même en accordant à ces procédés d'agression des facilités, que nous contestons d'ailleurs, pour une exécution parfaite, il n'en reste pas moins que leurs résultats sont limités par leur nature même. Sans doute ces résultats infligent à la victime les plus graves dommages et la plus douloureuse épreuve, mais ils laissent intacts la plus grande partie de ses moyens; si le moral du pays réagit, la résistance a toutes possibilités de s'organiser, de fournir la riposte et d'appeler des secours extérieurs. A la base de tous les raisonnements qui font état de ces hypothèses terrifiantes, on trouve deux axiomes devant lesquels ma foi se permet d'élever des doutes. Le premier, c'est qu'aucune parade ne peut arrêter ou même dissocier en partie ces entreprises; et je pense tout de même qu'une organisation défensive permanente aux frontières, qu'une défense antiaérienne sérieusement établie à la fois à terre et dans l'air, ne sont pas complètement négligeables. Le second axiome est que le moral du pays s'effondrera immédiatement sous le coup, — et je pense à la Belgique entièrement envahie dressant son héroïque souverain et son drapeau sur le dernier lambeau du sol national pour sonner le ralliement de tous les peuples chez qui le respect des traités et l'amour de l'indépendance ne sont pas des formules vaines; je pense aussi à la France envahie sur un dixième de son territoire et qui a donné néanmoins, ce me semble, quelques preuves de son énergie et de sa volonté de vaincre.

Cependant, il est un point sur lequel je suis tout à fait d'accord avec les admirateurs de ces entreprises, c'est la nécessité absolue de leur réussite immédiate et complète. L'entreprise, ne l'oublions pas, est menée par une armée de métier, renforcée sans doute par des volontaires et quelques réservistes du service à long terme, mais dont la majeure partie des soldats et tous les cadres sans exception sont des militaires de carrière; c'est l'élite professionnelle. Et alors, que l'entreprise échoue, ou simplement qu'elle ne réussisse qu'en partie au prix de pertes sanglantes! Non seulement, c'est un début sévère, mais quelle suite! quelle terrible suite! Où prendre l'encadrement en unités solides et en gradés de toute nature, nécessaire à faire de la vague d'offensive suivante une véritable armée d'invasion? Il est dangereux de mettre tous ses œufs dans le

même panier, dit la sagesse des nations. Et c'est bien le cas! La seconde armée sera très moyenne ou exigera, pour une efficace mise en œuvre, des délais particulièrement favorables à l'adversaire.

Nous avons vu, en 1918, le grand état-major allemand mener sa formidable offensive avec des divisions d'assaut. Ce fut le coup dur, mais au bout de trois mois, les *sturm-divisions* étaient usées, et notre contre-offensive a trouvé devant elle des troupes beaucoup moins solides.

Le fameux plan Schlieffen visait, lui aussi, la guerre courte : il s'agissait de mettre l'armée française hors de cause en quelques semaines, pour se retourner contre l'armée russe à mobilisation lente : on escomptait aussi la surprise ; le moyen n'était pas demandé à la ruée d'une armée de métier, mais plus simplement à une violation de la parole donnée, je veux dire l'invasion de la Belgique. Et l'affaire a bien commencé, mais elle s'est mal terminée, sur la Marne; le coup était manqué et de ce moment la guerre a été perdue.

Ou la thèse de la guerre courte est la simple expression d'un désir que tout le monde partage ardemment, ou elle aboutit à l'apologie de l'armée de métier suivie d'une seconde armée médiocre et à la nécessité de jouer un coup de poker : enjeu, la patrie.

Ceux qui ont organisé l'armée moderne n'ont pas eu la prétention d'inventer la guerre courte, ils se sont efforcés de préparer « la guerre » tout court. A cet effet, ils ont cherché à constituer des unités instruites et à les doter du meilleur matériel possible ; ils ont cherché ensuite à permettre une amélioration constante du matériel et à promouvoir la valeur militaire des unités : ils ont voulu assurer ainsi l'évolution de l'armée vers une puissance d'action chaque jour plus grande, conjuguée avec le progrès des applications industrielles.

AMÉLIORATION DU MATÉRIEL

L'extension des moyens matériels a soudé l'armement aux progrès de l'industrie du temps de paix. Le temps n'est plus où l'armement constituait une spécialité hors de la vie nationale ; la téléphone, la télégraphie sans fil, les autos, cuirassés ou non, les avions, les explosifs sont utilisés par d'autres que les

militaires et la métallurgie se développe au bénéfice d'autres clients que les artilleurs et les sapeurs; le légendaire forgeron de la paix travaille pour la guerre. Entraînés dans cette course au progrès, nos stocks de guerre auraient tôt fait d'épuiser les budgets les plus solides; les possibilités financières ne permettent de les remplacer que par paliers successifs. Il faut déterminer ces paliers et, pour cela, entretenir des laboratoires chargés de suivre au jour le jour, parfois même de précéder les progrès des sciences appliquées et d'accuser le moment où l'adoption de tel armement nouveau devient nécessaire. C'est ce qu'on appelle la « politique des laboratoires »; encore faut-il, pour qu'elle soit de réalisation facile, que l'organisation des troupes soit assez souple pour se prêter sans à-coups aux modifications organiques qu'entraîne toujours la mise en service d'une arme nouvelle. On peut affirmer que l'armée actuelle a été conçue en vue de cette double condition et ceux qui savent lire les arides tableaux d'effectifs annexés aux textes ne s'y tromperont pas. Est-il besoin d'ajouter que cette politique des laboratoires a une répercussion constante sur la préparation de la mobilisation industrielle, — question dont l'ampleur et le caractère ne sauraient trouver place dans cette étude?

VALEUR DES UNITÉS

Quant aux unités elles-mêmes, on a cherché à leur donner une forme qui produise et entretienne la vie particulière et intense, sans laquelle une unité militaire n'en a que les apparences; cette forme se trouve caractérisée dans les deux échelons essentiels : la division et le régiment ou corps de troupe.

On parle beaucoup des enseignements de la guerre et on applique ce vocable à beaucoup de conclusions contestables : pourtant, s'il est un enseignement que nul ne puisse récuser, c'est bien l'efficacité, prouvée jusqu'à l'évidence, de l'union des armes : fantassins, cavaliers, artilleurs, sapeurs, aviateurs n'obtiennent aucun résultat durable en agissant d'une façon indépendante; ils peuvent tout en opérant ensemble. La division est la première des grandes unités de toutes armes; c'est dans la division que les armes apprennent à combattre ensemble.

Dans l'armée actuelle, la division reste constituée dès le temps de paix, la plupart de nos camps sont outillés pour l'instruction d'une division du temps de guerre, toute l'instruction d'ensemble se déroule dans le cadre de la division.

Il ne saurait être question de négliger l'instruction du corps d'armée, de l'armée et des groupements d'armées: la bataille de la Marne a illustré d'une façon définitive le travail accompli pendant les années qui précédèrent la guerre par les états-majors et les services de ces grandes unités, mais ce travail peut à la rigueur se poursuivre par des exercices sans troupes. L'entraînement au combat, tout au contraire, ne peut se pratiquer utilement qu'avec des troupes, des troupes de toutes armes : la division est l'école de l'union des armes, c'est la première éducatrice des forces morales de l'armée.

Il en est une seconde, la seconde dans la hiérarchie de la nomenclature, mais sans doute la première dans l'ordre d'importance: le corps de troupe.

Il est absolument superficiel de ramener l'instruction d'une classe au maniement, si poussé soit-il, des armes que chaque soldat est chargé de servir ; l'instruction a un but plus élevé : habituer le soldat à vivre, à agir, à combattre dans une équipe, et cette équipe à son tour dans un groupement, dans un cadre. Le cadre de forme déterminée qui est le moule professionnel de l'instruction, c'est le corps de troupe, le régiment.

On a proposé de créer des centres d'instruction où l'homme de recrue serait dégrossi, pendant six mois par exemple ; il serait ensuite envoyé dans des corps de troupe où il passerait six autres mois. Indépendamment des difficultés matérielles et des doubles emplois onéreux que présente le système, on peut dire qu'il est la négation de l'instruction. Là encore flottent les souvenirs de l'armée de métier où les corps de troupe, composés de soldats servant à long terme, recevaient un petit nombre de recrues et avaient en outre plusieurs années pour achever leur instruction dans le cadre professionnel. Mais, dans l'armée nationale, le service à court terme serait mal utilisé s'il ne s'écoulait pas en totalité dans le cadre normal d'instruction. C'est afin de maintenir au corps de troupe sa capacité d'instruction que les institutions actuelles tendent à le dégager de toute besogne parasitaire et de tout prélèvement d'effectifs ; les lois donnent les moyens d'atteindre ce but ; il

suffit que le haut commandement ait la fermeté tenace d'y arriver.

Mais le corps de troupe porte encore beaucoup plus haut sa vertu éducative : il est la véritable école du moral. C'est lui qui forge et qui trempe l'élément premier du moral, je veux dire la camaraderie. Un exemple me fera comprendre.

En 1918, j'avais l'honneur de commander la première armée ; cette armée, — comme plusieurs autres, — a mené la bataille sans interruption pendant plus de sept mois et, même au plus fort de la lutte, je lui ai maintenu un pourcentage très élevé de permissionnaires. Ces hommes quittaient le rang en pleine bataille, ils arrivaient chez eux et se détendaient dans le calme, dans le milieu de la famille, dans les distractions dont ils n'avaient plus l'habitude, enfin dans une atmosphère de paix, de tendresse, de bien-être. Au jour dit, il fallait quitter cette joie. Or ils savaient retourner dans la boue des régions dévastées, ils savaient retrouver les privations, les nuits sans sommeil, ils savaient rentrer dans la bataille sous la menace constante de la mutilation ou de la mort ; ils partaient tout de même, malgré le regret, malgré l'appréhension, malgré les tentations dont parfois on les obsédait. Et on les voyait débarquer et rejoindre leur régiment tranquillement, la pipe à la bouche, les deux musettes bien gonflées et, à la main, la légendaire canne des tranchées ; parfois une bombe d'avion ou un obus à longue portée les happait au débarquement même ; mais les arrivées ne s'en succédaient pas moins avec une régularité parfaite et, fidèlement, les permissionnaires venaient reprendre leur place dans le rang. Voilà bien de l'héroïsme, de l'héroïsme conscient, réfléchi. Quelle pouvait être la source profonde de cet héroïsme ?

Pour les uns, sans doute, la conscience philosophique du devoir, pour d'autres, l'éducation religieuse, un patriotisme élevé, mais pour la masse et d'ailleurs pour tous, un sentiment incoercible, presque instinctif qui s'exprime en une phrase : « On ne lâche pas les camarades. » C'est la camaraderie.

Dans ma jeunesse, à Saint-Cyr, on nous faisait apprendre par cœur le fameux passage de ses Mémoires où le maréchal Soult exalte les vertus militaires des armées de la première République, sources profondes de leurs succès. Nos petits-

enfants apprendront à leur tour que les armées de la IIIe République ont présenté, elles aussi, une floraison de vertus militaires qui leur a valu la victoire et, au premier rang de ces vertus, la camaraderie, cette forme militaire de la fraternité et de la charité.

Le régiment est la cellule, le sanctuaire où se prépare, s'apprend, se forme en temps de paix cette camaraderie génératrice de victoire ; ne touchez jamais au régiment, éducateur des forces morales.

Qu'il s'agisse d'ailleurs du régiment ou de la division, la culture des forces morales est en bonnes mains ; les apôtres de cette grande œuvre se trouvent dans notre superbe corps d'officiers, dont la grande majorité étale encore des services de guerre comme il en est peu. La France en a rarement eu de plus beau et, depuis la guerre, sa valeur n'a certes pas dégénéré. Au lendemain même du grand effort et de la grande victoire, nos officiers ont donné la mesure de leur résistance professionnelle dans les dures campagnes du Maroc et de la Syrie et celle de leur résistance morale, en supportant avec une dignité impressionnante la longue période de pauvreté, — le mot n'est pas trop fort, — dont la durée touche vraisemblablement à sa fin.

Pour donner à nos cadres leur pleine valeur, il suffira que le pays rende justice à leurs services du temps de guerre et du temps de paix, en les mettant à la place officielle qui leur est due et au rang social qui est le leur. Cela reste encore à faire.

L'IDÉE DIRECTRICE

Il semble bien qu'au fur et à mesure que se déroule cette discussion, on puisse voir l'idée à laquelle répond l'armée moderne ; on a cherché à préparer la guerre tout court, sans prétendre à fixer dans les nuages la durée de cette guerre ; on a organisé l'étude pas à pas de l'évolution du matériel et la réalisation des étapes d'armement à la demande des progrès industriels de toute nature, sachant bien que les vraies surprises à la guerre sont les surprises d'armement ; enfin on a renforcé les cellules, — divisions et corps de troupe, — où se forment, en même temps que les procédés de métier, les grandes

vertus morales de l'union des armes et de la camaraderie; on a maintenu en état et consolidé les cadres.

L'idée qui ordonne cette énumération est simple; elle a fourni récemment les preuves de sa vertu féconde; elle se formule en quelques mots : le métal précieux qu'on se propose de cristalliser dans cette forme large et vivante, ce n'est pas un alliage professionnellement dosé, c'est la fonte bouillonnante de la nation entière. On a pensé, pour l'avoir vu et vécu, que cette chose horrible qu'est la guerre moderne n'est pas un duel entre deux armées, mais une lutte entre deux nations; à tort ou à raison, le conflit ne se règle plus entre des champions, mais entre les peuples entiers qui mettent en jeu toutes leurs forces vives. Dès lors le problème n'est pas d'aménager une armée, mais bien l'armée intégrale, la levée en masse, la nation en armes, quel que soit le vocable choisi, et que l'effort à prévoir et à préparer ce n'est pas l'effort limité, dosé, c'est l'effort maximum.

Et nous touchons ici le fond même des controverses actuelles, nous découvrons le point précis à partir duquel s'affrontent la thèse de l'armée de métier et celle de la nation en armes : l'effort qu'exigera, au jour tragique, le salut du pays, est-il un effort mesuré, un effort en deux temps, en un mot un effort diminué? Ou bien, à une époque où toutes les puissances industrielles, économiques, sociales ont une valeur de combat, est-ce l'effort total de tous qui, seul, peut sauver la nation?

Je connais les arguments : « Vous revenez à la barbarie; sommes-nous un peuple civilisé pour tolérer ces horreurs? » Barbarie, horreur, j'en conviens et de grand cœur, mais la question n'est pas là : oui ou non, les procédés modernes de la guerre s'exercent-ils à la fois sur terre, sur mer et dans l'air? Les canons à portée toujours plus longue, les avions géants, les gaz de toute nature, le blocus atteignent-ils les non-combattants par-dessus les combattants? Les villes, les villages, les bois, le sol lui-même sont-ils abattus, brûlés, bouleversés jusqu'à constituer des régions immenses dévastées, des déserts de mort? Oui ou non, a-t-on vu cela et peut-on douter, avec les progrès des sciences appliquées, qu'on verrait pire encore? — Alors, n'est-ce pas le peuple entier menacé dans toutes ses parties qui doit tout entier pourvoir à sa sécurité? Il n'y a

plus de mesure dans l'attaque : peut-il en exister dans la défense? Le peuple français n'est-il pas arrivé en quatre années d'épreuves inouïes à fournir cet effort maximum qui lui a mérité des amitiés précieuses et qui lui a donné la victoire?

La qualité primordiale des institutions militaires, c'est de répondre aux réalités de l'heure; la sécurité du pays ne peut être livrée à des espérances philosophiques, si séduisantes soient-elles. Que ces espérances aient pris corps dans des systèmes théoriques, rien d'étonnant; mais qu'elles paraissent rencontrer une certaine faveur dans des milieux qui ont vu et parfois vécu la sauvage réalité, voilà qui étonnerait, si on ne savait l'influence que le sentiment peut prendre sur la raison.

Et ce sont précisément les réalités fatales de la guerre, les deuils, les souffrances, les angoisses qui ont laissé dans les esprits un sentiment d'horreur et de lassitude tellement profond que les esprits s'attachent désespérément à toutes les hypothèses antagonistes au fantôme redouté; on voit dans ces systèmes la panacée qui résoudra le terrible problème, qui écartera, à coup sûr, « ce qu'on ne veut plus revoir ». Envoyez à la bataille les indigènes des colonies, confiez la partie à une armée spéciale, transportez la guerre sur mer ou dans l'air, mais qu'on ne revoie plus ce qu'on a vu!... Hélas! combien ce vœu est excusable, mais un désir n'a pas la vertu de réalisation et son expression, si éloquente soit-elle, ne répond pas à la question implacable : comment résister à une agression qui vise la nation entière autrement que par l'effort total de la nation entière?

Je crois qu'un jour viendra où la Société des nations se sera constitué des moyens pratiques d'imposer l'arbitrage, et ce jour-là certainement le fléau de la guerre sera en régression sérieuse. Mais, en attendant, les conflits restent possibles et peuvent entraîner dans leur tourbillon les nations les plus pacifiques; ces conflits ont moins de chances de se produire et de s'étendre, si l'agresseur a la crainte de déchaîner contre sa criminelle initiative des forces redoutables, et pendant longtemps encore la valeur militaire d'un pays restera sa meilleure garantie de paix.

Sans doute cette valeur militaire réside pratiquement dans l'organisation destinée à mettre en action ce qu'on appelle son

potentiel de guerre. Nous avons dit les raisons techniques pour lesquelles l'armée de métier, sous quelque forme qu'elle se présente, paraît incapable de réaliser complètement cette fin, la possibilité au contraire pour les institutions actuelles de préparer la levée de la nation en armes. Mais la comparaison reste incomplète, si elle ne s'étudie que du point de vue technique; les progrès du matériel n'ont aucunement diminué l'importance du point de vue moral et la valeur militaire d'un pays sera grandement diminuée ou accrue, suivant qu'on y aura proclamé la loi du moindre effort ou celle de l'effort maximum.

Notre pays a mérité qu'on lui tienne un langage viril : il faut lui répéter qu'à l'heure actuelle, avec le matériel d'aujourd'hui et celui de demain, une guerre sera plus que jamais une guerre de la nation entière, — qu'on le veuille ou non, — et que nous la gagnerons, une fois encore, si la nation entière entre dans la lutte.

ÉPILOGUE

L'heure est venue d'affirmer très haut l'idée maîtresse dont s'inspirent nos nouvelles institutions militaires, continuant dans son esprit et élargissant la glorieuse tradition qui a préparé et conduit l'armée de la Victoire.

La plupart des critiques dirigées contre l'armée nouvelle, de même que les solutions imaginatives préconisées à l'occasion des agressions soudaines, constituent simplement les prodromes de l'attaque en règle; l'armée de métier elle-même va bientôt apparaître avec ses uniformes et son drapeau, débouchant en belle ordonnance de ses cantonnements de Genève; la conférence sur la réduction des armements marquera l'heure de l'assaut.

En effet, les difficultés que rencontrent les projets sur la réduction des armements proviennent, affirme-t-on, de l'impuissance à comparer la force militaire des États: les uns tirent cette force de l'existence de nombreuses réserves instruites par le service militaire obligatoire; les autres n'ont pas de réserves ou peu de réserves, mais une solide armée active recrutée par le service à long terme, et alors impossibilité d'établir une comparaison de valeur entre une armée de métier

et une armée nationale; entre les deux systèmes pas de commune mesure.

A cette antithèse il n'existe, prétend-on, que deux solutions : ou instaurer chez toutes les nations le service obligatoire mis en veilleuse sous le vocable de milice, ou imposer à ces mêmes nations une armée de métier à effectif déterminé. On aura alors des armées comparables, sur lesquelles les techniciens, les fameux techniciens, pourront déployer la virtuosité de leurs coefficients et de leurs barèmes.

Il est vraisemblable que la solution milice n'est pas appelée à un grand succès; en France, même les socialistes, partisans en principe de ce système, ne sauraient s'évader des traditions révolutionnaires du Comité de salut public et ils sentent bien qu'en abaissant au-dessous d'une année la durée du service, ils buteront de suite au problème de la couverture. L'instinct de la nation se révoltera à l'idée de laisser ouverte, en temps de paix, une frontière qui a vu en cent ans passer quatre invasions et il imposera la présence d'une armée permanente à la frontière; le système de la milice, en France du moins, amènera rapidement à cette armée de métier qu'il prétend combattre. M. Paul-Boncour, dont le sens patriotique a promptement perçu le danger, a défini d'un mot les conditions dans lesquelles le système des milices est possible : « Vers la milice, tel doit être notre mot d'ordre. Mais vers la milice tous ensemble, et sur le plan international, sans quoi nul ne se résoudra à tenter l'aventure (1). »

Tous ensemble! — Il sera bon de poser la question aux Anglo-Saxons et de leur demander à quelle date ils comptent instaurer chez eux le service militaire obligatoire même très réduit. Nous pouvons attendre la réponse. Et, en attendant, nous verrons s'accentuer l'offensive du système inverse et prôner, sous les formes les plus diverses, le retour à l'armée de métier, c'est-à-dire, en France, à l'inégalité d'une deuxième portion du contingent.

C'est vraiment trop exiger. On oublie que, depuis la guerre, la France a réduit dans des proportions considérables la force de son armée du temps de paix; de trois classes elle a passé à une seule classe et aucune nation n'a procédé à des réductions

(1) *Revue des Vivants*, mai 1929.

comparables. Ce qu'on prétend lui demander, aujourd'hui, c'est de sacrifier le principe même qui fait la valeur intrinsèque de son armée de guerre, c'est de casser le grand ressort.

Au risque de chagriner les adversaires souvent peu désintéressés des réserves instruites, nous devons maintenir sans aucun tempérament la ligne de conduite suivie jusqu'à ce jour avec succès par le Gouvernement français et affirmer, d'une façon absolue, pour les différentes nations, le droit d'organiser leur défense propre selon leur tempérament et leurs besoins particuliers. Ici la voie est barrée.

Il existe d'ailleurs d'autres voies pour s'acheminer vers une réduction raisonnable des armements; la France en a jalonné une en proposant le fameux Protocole : celle-ci aboutit à la seule méthode constructive et, tôt ou tard, la force des choses y ramènera.

Mais, dès maintenant, il importe d'avertir l'opinion publique et de lui montrer l'aboutissement des sentiers couverts de fleurs où certaines suggestions cherchent à l'aiguiller.

La nation française a senti trop récemment vibrer dans toutes ses fibres le principe même de sa force; elle a pris trop intensément conscience de la puissance du grand ressort national pour abandonner son salut aux organisations morcelées et dosées qui ramènent à l'armée de métier. Elle sait, à n'en plus douter, que la défense du sol sacré de la patrie ne peut être assurée que par elle-même, par la nation en armes.

Général Debeney.

L'ARBRE

PREMIÈRE PARTIE

La forêt vierge, force immobile, puissante et mystérieuse, s'arrêtait là, à vingt mètres de l'homme, massée presque jusqu'à ses pieds pour une défensive redoutable.

L'homme, Jan Dirk, l'herbe de la brousse jusqu'aux reins, recula de quelques pas, oppressé. Ses bras pendaient le long de son corps, mains vides, molles, paumes ouvertes.

Plus qu'une usine formidable combinant les forces terribles du feu, de la vapeur, de l'électricité, de l'eau, du mouvement, qui brûlent, tordent, happent et broient, la forêt lui donnait le vertige. Les machines, créées par l'homme, obéissent à son commandement, ne sont sans lui que des squelettes impuissants, tandis que la forêt, force brute, — est-ce vraiment une force brute? n'avait-il pas fallu un dessein, une énorme dépense de volonté à cette végétation monstrueuse et envahissante pour conquérir le sol, pied par pied? — ignorait l'homme; on pouvait l'abattre, non l'asservir.

Avant d'entamer le corps-à-corps, le jeune planteur, Jan Dirk, évaluait les forces respectives de la forêt et de l'homme.

La forêt avait pour elle la complicité des sèves empoisonnées, de la fièvre, de la faune sauvage qu'elle abritait, et son intense vitalité inlassablement agressive, que l'homme, même vain-

queur, devait toujours redouter; car une graine, un brin d'herbe, une racine, échappés à la destruction, lui suffisaient pour reprendre l'offensive. Quand l'homme chétif s'enfonçait seul dans la forêt, mû par la plus terrible des tentations humaines, le désir de l'inconnu, il s'y égarait, et sa chair bientôt réduite à une pincée d'humus servait d'aliment à la forêt vorace...

L'homme tressaillit, puis se retournant, face au soleil, la main en auvent au-dessus des yeux, sourit, rassuré.

Devant lui, le flanc de la colline, barbu d'herbes drues, descendait en pente graduée vers la plaine immense, où dans un carré de sol défriché, vaste tache brune coupée par un ruisseau ourlé de buissons, une minuscule villa, flanquée à quelque distance de deux longues bâtisses étroites et d'une demi-douzaine de cabanes, représentait Tjapous, centre d'une nouvelle section de la plantation Kotta Barou; campement provisoire, hâtivement construit de planches et de feuilles et que remplaceraient l'année suivante des maisons de pierres et de ciment. A gauche, les jeunes jardins plantés d'hévéas de Kotta Barou s'étendaient à perte de vue. A droite, la brousse inculte ondulait jusqu'à la montagne, et en face, à l'horizon, deux tours de fer semblables de loin à des tours Eiffel en miniature se dressaient contre le ciel clair; c'étaient des puits de pétrole récemment aménagés par une succursale de la Royal Dutch.

Le campement qu'il habitait, les jardins d'hévéas, les puits étaient autant d'emblèmes de la victoire de l'homme sur la brousse, sur la forêt, qui lui disputaient le sol, sur les entrailles même de la terre.

Des têtes coiffées de chiffons sales enroulés en turbans ou de calottes malaises, et des torses nus, râblés et glabres, apparurent peu à peu au-dessus des hautes herbes, à mesure que les équipes indigènes (une équipe de Javanais et trois équipes d'Atchinois) approchaient de la forêt. Les coolies, pieds nus, vêtus d'un court pantalon de cotonnade noué à la taille (quelques-uns seulement portaient une camisole en loque ouverte sur la poitrine) prirent les ordres du maître qui leur livrait la forêt à abattre. Il fallait d'abord diviser la forêt en sections afin que chaque équipe eût sa tâche; des chemins devaient être aménagés à travers la silve dense.

Chaque équipe, commandée par son chef, se mit au travail selon la méthode de son pays.

Les Atchinois, ouvriers libres, venus du nord de la province, chassés de leur district par la faim et la nécessité d'envoyer quelque argent à leur famille à la suite d'une mauvaise récolte de riz, travaillaient à la pièce; ils devaient défricher douze hectares de terrain pour une somme globale versée à leur chef. Aussi se hâtaient-ils afin de repartir au plus tôt pour leurs villages. C'étaient des hommes rudes, farouches, vindicatifs, hautains, durs à l'ouvrage, habitués depuis l'enfance à la lutte constante contre la forêt vierge. Armés de couteaux recourbés, ils fauchaient sur leur passage les buissons, les fougères, les tiges creuses et les lianes, laissant de côté pour plus tard les troncs épais, les bois résistants.

Pied à pied, ils creusaient une étroite galerie dans la forêt, travail de mineur qu'ils poursuivaient dans l'ombre sous le dais épais, quasi impénétrable à la lumière des troncs, des branches feuillues, des parasites enchevêtrés, tissés en entrelacs serrés au-dessus d'eux; le fer des lames frappait le mur de verdure, sapant sans arrêt, parmi les sifflements, les craquements, les froissements.

Les Javanais, moins nombreux, travaillaient plus mollement: c'était, pour la plupart, la première escarmouche avec la forêt vierge de Sumatra; quoiqu'ils ne fussent pas inhabiles au défrichement, on voyait que cette forêt-là les déconcertait et qu'ils en avaient peur; elle était plus drue, plus touffue, plus haute, plus sauvage que les forêts javanaises et abritait une faune ennemie, inconnue à leur île natale; ils craignaient l'attaque ou seulement la rencontre des éléphants, des orangs-outangs, des tapirs, des ours et aussi des serpents fabuleux qui engloutissent les hommes. Plus petits que les Atchinois, les Javanais avaient un visage plus doux, moins bistré, et dans le regard, quelque chose à la fois de sournois, de dépaysé, de traqué. Ils étaient liés à la plantation par un contrat qu'ils ne pouvaient rompre sans raison valable, car la compagnie qui les avait enrôlés à Java avait dû leur verser une avance outre le prix du voyage; la rareté de la main-d'œuvre, à Sumatra, où l'incomparable richesse du sol attire les pionniers du monde entier, rendait nécessaires ces enrôlements qui, d'autre part, permettaient à Java, l'île voisine, de se débarrasser en partie d'un sur-

plus de population dont elle souffre depuis plusieurs décades.

Cependant, bien qu'ils eussent une existence plus confortable dans les plantations de Sumatra que dans leur pays natal et qu'ils pussent, après quelques années, rentrer chez eux avec un petit pécule, voire même une pension, les émigrés javanais, recrutés le plus souvent parmi les éléments les moins recommandables de la population javanaise, étaient fréquemment mécontents. Quoiqu'ils se fussent enrôlés volontairement et que le contrat qui les liait ne renfermât aucune surprise, — les Hollandais prudents et contrôlés par une inspection du travail nommée par le gouvernement veillaient à ce que les coolies, avant de quitter Java, connussent exactement les clauses d'un contrat humain, — beaucoup, peu après l'arrivée dans la plantation, et dès qu'ils avaient dépensé l'avance reçue de la Compagnie, essayaient de déserter; pour des raisons futiles ou sans raison. Quand on les rattrapait, — une loi permettait qu'on les contraignît au travail accepté dans leur contrat, — la seule explication qu'ils donnassent de leur fuite était qu'ils « ne se sentaient pas à leur aise » (*kourang senang*) et rien ne prévalait contre cet argument tout-puissant : « *kourang senang* ». Ce qui leur manquait, c'était la promiscuité d'une ville de chez eux, la vue du *padi* croissant dans les rizières inondées, et des villages populeux enfouis sous les caféiers et les palmiers; et puis, le travail régulier sans possibilité de chômage les rebutait. A Java, lorsqu'un coolie a travaillé quelques jours dans une plantation, il prend des vacances; l'entrepreneur européen ne s'en soucie guère; dix hommes aussitôt s'offrent à remplacer l'absent. A Sumatra, où chaque coolie à peine débarqué a déjà coûté 1 200 francs à la compagnie qui l'emploie, l'entrepreneur exige le travail auquel il a droit et les congés sont fixés ainsi qu'à la caserne.

Mais ce sont là, du moins pour les plantations où les contractants sont bien traités, — et elles sont la généralité, — des difficultés passagères. Petit à petit, pourvu qu'on ne les brusquât pas et leur laissât le temps de s'habituer à leur nouvel entourage et à la régularité du travail, les contractants javanais apprenaient à préférer l'existence assurée, relativement confortable, qui leur était faite à Sumatra, à la misère qu'ils avaient quittée en s'exilant. La plupart demeuraient à la plantation, et leur contrat expiré, sollicitaient un réengagement; même, pendant

les quelques semaines de congé que la compagnie leur octroyait au pays natal, entre deux contrats, ils devenaient inconsciemment les meilleurs agents de recrutement; physiquement, ils étaient devenus plus forts; moralement, ils avaient acquis plus d'initiative et d'énergie, et l'assurance que donnent les voyages; matériellement, ils faisaient auprès de leurs compatriotes émerveillés figure de cousins d'Amérique. Et Dieu sait combien ce rôle les remplissait d'orgueil!

A Tjapous, où les coolies étaient bien traités, l'esprit était bon, ainsi qu'en témoignait la rareté des cas d'indiscipline ou de désertion.

Jan Dirk allait de l'une à l'autre équipe, la boussole à la main, afin de fendre la forêt en ligne droite, d'abord dans la longueur, puis dans la largeur, de manière à la diviser en carrés de quatre hectares. Il s'arrêtait davantage auprès des Javanais qui exigeaient un contrôle plus sévère : ils étaient trop vite enclins à poser la serpe pour fumer ou rêvasser, et à ralentir le *tempo* du travail. Jan Dirk surveillait les bras qui fauchaient, les dos ployés ou cambrés selon que les hommes coupaient les buissons ou les lianes aériennes, suivait attentivement l'effort des muscles sous la peau luisante où sourdait peu à peu la sueur. Des nuées d'insectes s'envolaient, harcelant les coolies, avec des bruissements de colère; et du faite des arbres, des cris suivis de vols lourds donnaient l'alarme. L'armée terrible des sangsues, sangsues d'eau, longues, qui s'attaquaient aux pieds, aux mollets, sangsues fines et minces comme des aiguilles qui pendaient à l'envers des feuilles, s'abattaient sur les corps demi-nus : les horribles animaux flairaient le sang, se collaient à la peau, goulues et tenaces ; gorgés ils tombaient ainsi que des fruits gonflés trop mûrs, laissant de petites plaies d'où coulaient des larmes écarlates. Les coolies, parfois, les arrachaient d'un revers de main, mais d'autres aussitôt trouaient, têtaient de nouvelles plaies. De larges taches rouges maculaient les vêtements de Jan Dirk, car les sangsues se glissaient sous chaque pli de la toile, jusqu'à la chair, et les coolies ressemblaient à d'hallucinantes équipes de suppliciés.

La forêt aussi saignait, violée par le fer : elle égouttait par mille blessures la sève riche et âcre dont l'odeur forte prenait les hommes à la gorge. Sous les minces tiges abattues, les rats, les lézards fuyaient, tandis que les serpents assoupis, lovés dans

les buissons, tranchés du même coup qui hachait le bois tendre, pareils à des tiges effeuillées qu'animerait la souffrance, mêlaient leur sang au suc laiteux des plantes mutilées.

A mesure que les équipes pénétraient plus avant dans la forêt, progressant péniblement dans la boue qui leur venait jusqu'aux jarrets, le silence et l'immobilité remplaçaient l'agitation de l'orée : les oiseaux devenaient plus rares et les singes curieux ne venaient plus en grappes crissantes observer les assaillants : toute la vie paraissait concentrée dans la sylve muette, amas formidable d'instincts obscurs luttant de force, de souplesse vers la lumière.

Jusqu'au soir, les équipes taillèrent, hachèrent, avancèrent. Deux fois le sifflet des *mandours* (contre-maîtres) avait donné le signal du repos : les hommes, heureux d'échapper pendant une heure à l'oppression de la flore écrasante, s'étaient rassemblés à l'orée de la forêt où les femmes avaient apporté leur repas. Sans hâte les coolies prenaient leur portion de riz et de poisson sec enveloppée dans une feuille de bananier : s'éloignant les uns des autres et se tournant le dos, comme des bêtes qui craignent qu'on leur vole leur proie, ils mangeaient lentement, accroupis sur les talons, les coudes aux genoux. Le repas qui répare les forces et incorpore à la chair les mérites des aliments absorbés, est un rite sacré chez les peuples primitifs; il convient de l'accomplir gravement et en silence, car celui qui se nourrit, à la vérité, communie.

Les premiers, les Javanais cessèrent le travail. Quand ils sortirent de la forêt et de l'ombre, le soleil qui déclinait les aveugla. A la file indienne, sans parler, muscles affaissés, membres las, des sillons de fatigue creusant leur visage, les coolies s'acheminaient vers leurs abris dans la plaine. Quelques-uns avaient passé leur couteau dans leur ceinture, à la manière des kriss que les Javanais ont accoutumé de porter dans le dos.

Les Atchinois, pressés par leurs chefs, demeuraient jusqu'à la nuit tombante.

Jan Dirk suivit les Javanais : il marchait à quelque distance des équipes, sans hâte de retrouver son chalet solitaire. Dans le campement indigène, des chiens misérables, la seule espèce de chiens, ces chiens de l'archipel indien, qui soient hostiles aux hommes, signalèrent le retour des coolies par des aboiements hargneux. Jan Dirk les menaçait de son bâton

ferré sans les frapper. Sur la place entre les deux *pondoks* (casernements) où gîtaient les contractants, une sorte de hangar servait de cuisine commune : une demi-douzaine de Javanaises y cuisaient le riz dans de vastes marmites de fonte calées sur des foyers primitifs bourrés de fagots. C'étaient de solides matrones ; le sarong noué autour des hanches, le ventre en avant et le chignon en désordre, elles dévisageaient le jeune Européen du coin de l'œil amenuisé sous leurs paupières mi-baissées, avec une moue brutale de leurs grosses lèvres gercées par le bétel. Jan Dirk s'enquit, parlant malais :

— Le riz est-il bon ?

— Il est bon, *Touan* (Seigneur).

— Allons ! tant mieux ! Et les pondoks ? Il n'y pas de plaintes ? Voyons un peu si tout est en ordre à l'intérieur.

Les pondoks étaient bâtis sur pilotis à cause de l'humidité. Jan Dirk gravit les rondins qui faisaient office d'escaliers devant la porte de chaque pondok et traversa le bâtiment de gauche dans toute sa longueur. Contre l'un des murs, des lits de camp coiffés de moustiquaires étaient alignés. Une planche qui courait au-dessus des lits supportait des objets hétéroclites : pendules, théières, lampes, boîtes de conserves, gramophones, noix de coco, ou simples chiffons, propriété des occupants. Sous les lits, il y avait toute une rangée de mallettes en fer, cadenassées qui servaient à la fois d'armoire, de malle et de coffre-fort à leurs propriétaires. Devant le mur opposé, des compartiments de bambou tressé avaient été aménagés pour les couples. Des enfants nus et morveux, le doigt dans la bouche, à la mode de tous les marmots du monde lorsque passe un personnage impressionnant, se blottissaient dans les jambes de leurs mères que la curiosité attirait hors des cellules privées. Jan Dirk ne poussa pas plus loin son inspection. Il savait par expérience quel spectacle l'attendait derrière les cloisons minces : un lit ou une paillasse d'une saleté repoussante ; des crachats de bétel à terre, parmi les épluchures ; des chiffons douteux pendus à quelque épine de bois fichée entre les lattes du mur ; il fallait une patience inlassable pour inculquer à ces gens les notions d'hygiène les plus élémentaires, et il n'était pas rare qu'un entrepreneur européen dût employer la force pour défendre ses coolies contre les épidémies que leur malpropreté et leur incurie eussent provoquées et propagées.

Les hommes, exténués, ayant déposé leurs outils à l'intérieur des pondoks, étaient venus s'accroupir devant les portes béantes, à même le sol. Quelques-uns s'aspergeaient le visage, le torse et les bras avec de l'eau puisée dans de vieilles boîtes à pétrole qui servaient de seaux; d'autres fumaient de minces pailles roulées en cornets fourrés de quelques grains de tabac; ou, ayant repris, sur le rebord d'une poutre, la chique de bétel qu'ils y avaient déposée le matin, mastiquaient consciencieusement.

Tout le campement vit le jeune planteur s'éloigner avec soulagement; les coolies javanais n'aiment pas à être dérangés « chez eux » et considèrent toute inspection, même superficielle, comme blessante. Devant l'épicerie-bazar (*kedeh*) du Chinois (toute section, à peine tracée, possède déjà « son Chinois » qui cumule les métiers lucratifs de marchand, de restaurateur, d'entremetteur et de prêteur), une fille qui marchandait un parapluie de papier gommé héla le jeune homme d'un : « *Tabé Touan* ! » (Salut, Seigneur) claironnant, où il y avait plus de coquetterie que de respect. Jan Dirk, instinctivement, redressa le buste, à cause sans doute de l'inconsciente provocation de la voix; des yeux, il évalua la fille tournée vers lui et qui souriait dents à l'air : une jeune Javanaise râblée, fraîche, proprement mise, arrivée depuis peu à Tjapous en qualité d'ouvrière libre. Elle répéta, plus doucement, mais cherchant cette fois le regard du jeune homme : « Tabé Touan! »

Il répondit négligemment, afin de ne pas encourager la fille disposée à la familiarité : « Tabé ! » et sans s'arrêter continua son chemin.

La nuit tombait : il la sentit peser sur ses épaules, lourde et moite; et c'est à pas lents, accablés, qu'il arriva jusqu'à sa maisonnette. Il était tout à coup assommé de fatigue et monta avec effort l'escalier de la véranda. Après avoir jeté un regard circulaire sur le modeste décor familier, il jeta son casque sur une table, se laissa choir dans l'unique fauteuil de cuir, les jambes étendues et appela « Boy ! »

Déjà, un Chinois agenouillé à ses pieds retirait les brodequins de toile encaqués de terre, disparaissait à l'intérieur de la maison, revenait chargé d'un plateau de thé et d'un bocal rempli de cigares qu'il déposa à côté de son maître; puis il alluma la lampe à pétrole suspendue au plafond et se retira. Un tourbillon d'insectes ailés s'agita bientôt autour de la

lampe; mi-brûlés, mi-étourdis de lumière, ils tombaient sur les nattes blanches où ils formèrent en quelques instants une épaisse bouillie brune et grouillante.

Jan Dirk, extrêmement las, regardait devant lui l'horizon borné par la colline, où la forêt, dans le crépuscule finissant, se confondait avec la brousse. Encore un jour de passé, parmi tant d'autres à venir, pareils à celui-ci! Il soupira : « Des années! oui, des années avant de pouvoir revenir en Hollande les poches bien garnies! » Jusque-là, le travail rude, monotone, abrutissant à la longue, et la solitude en exil. Il se prit en pitié parce qu'il était très fatigué. « Les coolies, aux pondoks, pensait-il, sont plus heureux que moi. S'ils ont, ainsi que moi, quitté la terre natale, du moins trouvent-ils ici des conditions de vie, de climat, sensiblement analogues à celles de leur pays. Ils sont tous de la même province : beaucoup viennent du même village : tous parlent la même langue, ont les mêmes coutumes, le même travail, les mêmes intérêts, les mêmes distractions, les mêmes rêves; tandis que je passe plusieurs jours sans parler à un Européen, et cet Européen, le patron, un vieil ours mal léché qui ne se pique pas de sociabilité. Ah! s'il ne s'était pas juré de montrer aux siens qu'il n'était pas un propre à rien, un paresseux incapable de faire son chemin, il n'eût pas été long à prendre un billet pour Amsterdam... Son départ, en coup de tête, avait été peut-être trop hâtif. Il se remémora la scène : son père, en uniforme, retour des manœuvres et qui hurlait : « Mon fils, refusé à l'école militaire! avec des notes humiliantes! Tu m'as mortellement humilié! Tu ne penses qu'à ton tennis, à tes flirts... Des femmes mariées!... à ce gamin!... Refusé à l'école militaire! jamais je n'oublierai cette humiliation! » Ce mot « humilié » revenait à chaque imprécation et Jan Dirk l'entendait encore résonner à ses oreilles. Et son frère, lunettes sur le nez, un vrai rat de bibliothèque celui-là et qui ne courait pas les femmes mariées, docteur à vingt-quatre ans, mais voûté, myope, triste, pédant qui ricanait dans son fauteuil! Il y avait huit mois de cela; huit mois! huit siècles! »

Jan Dirk, le lendemain de la scène, avait sollicité une place d'employé dans une plantation de Sumatra et il s'embarquait la même semaine, sans avoir revu les siens.

Après trois mois de « dressage » à l'Emplacement de Kota

Barou, pendant lesquels il partagea la maison et le travail d'un employé déjà expérimenté, et lorsqu'il sut à peu près parler le malais, il fut détaché à la nouvelle section de Tjapous où il y avait encore quatre cents hectares à défricher et à mettre en rapport. Combien de mois, d'années devrait-il y rester, n'ayant pour toute compagnie que Li Chou, son boy chinois? Il y avait bien les jours de congé, le premier et le quinze du mois, qu'il pouvait employer à rendre visite à ses collègues des plantations voisines. Quelquefois, une bande de jeunes planteurs se réunissaient pour partager la dépense d'une auto, aller faire la fête à Medan : cela signifiait quatre cents kilomètres d'auto en vingt-quatre heures, et, au retour, une nostalgie plus poignante, la tête lourde, des membres las et une bourse plate. S'il voulait faire carrière, et il y était bien décidé, revenir en Hollande fortune faite et forcer la considération et le respect des siens, du docteur à lunettes surtout, qui végéterait alors dans quelque village de Gueldre, il ne lui fallait pas perdre courage après trois mois de solitude. Bien d'autres pionniers, arrivés aujourd'hui, rentrés au pays avec un demi-million de florins à la banque, avaient débuté comme lui, plus durement que lui.

Les premières gouttes d'une pluie d'orage, fouettées par le vent, rafraîchissaient l'atmosphère. Jan Dirk en éprouva l'effet bienfaisant; sa fatigue étant passée, il envisagea l'existence avec plus d'optimisme, fit des rêves d'or pour l'avenir... Il se voyait déjà dans les rues d'Amsterdam, sous la neige, vêtu d'une pelisse fourrée; une superbe Rolls, non, plutôt une Hispano, — les Hispanos sont plus élégantes, — le suivait..., il s'arrêtait devant le restaurant de la Réserve... des huîtres de Zélande, un pâté de foie gras, une « veuve Cliquot », un bourgogne à peine chambré, bon Dieu!... et l'orchestre qui jouerait : au fait qu'est-ce qu'il pourrait bien jouer dans dix ans? car il fallait bien compter dix ans avant de pouvoir réaliser ce rêve, en somme modeste... En attendant, il n'était pas loin de huit heures et le futur soupeur de la Réserve commençait à avoir faim. Il se leva, traversa l'étroit couloir qui divisait sa villa en deux, exactement : une chambre à droite, une chambre à gauche, entra dans la « véranda de derrière », à la fois salle à manger, cambuse et pharmacie. Il s'arrêta devant le buffet de gaze métallique juché sur des soucoupes de fer remplies de

pétrole, destinées à prévenir l'invasion des redoutables fourmis blanches. Les rayons étaient chargés de boîtes de conserves, de bouteilles, de bocaux. Les mains dans les poches, le jeune homme sifflottait, faisant son choix : il avait envie de s'offrir un vrai régal au lieu des tartines qui composaient ordinairement son repas du soir, un plat national avec une bonne bouteille de bière d'Amsterdam.

— Li Chou ! viens ici, amiral des casseroles.

La tête du Chinois apparut à raz du plancher :

— Touan ?

— Tiens ! prends cette boîte... et celle-ci : confectionne-moi un bon *huspot* hollandais pour le dîner ; garde-toi d'y incorporer les grasses chenilles ou les ailerons de je ne sais quoi, chères au palais de tes honorables compatriotes : le palais d'un citoyen d'Amsterdam n'est pas en béton armé et craint les émotions de l'inconnu !...

Ainsi discourait le jeune homme dans un jargon hollando-malais, incompréhensible au Chinois. Celui-ci se contentait de sourire pour manifester son appréciation de la bonne humeur du maître ; il prit les boîtes de conserves et redescendit dans sa cuisine.

Dehors, la pluie tombait, drue, giclait jusqu'à la balustrade. Jan Dirk pencha le buste hors de la véranda, offrit son front à la caresse rude et fraîche de l'averse. Une petite toux sèche, discrète et impérieuse à la fois, attira son attention vers un paquet sombre accoté à la première marche de l'escalier extérieur qu'un toit protégeait contre la pluie. « Allons bon ! qu'est-ce qu'on lui voulait encore ? Fallait-il qu'on le dérangeât à toute heure ? » Il interrogea férocement, avec un juron :

— Que veux-tu ? qui est là ?

Le paquet s'agita et une voix, la voix qui tout à l'heure l'avait salué d'un « Tabé Touan » provocant et qu'il reconnut, malgré son affectation de timidité, répondit :

— C'est moi, Touan.

— Qui, toi ?

— C'est moi, Emeh. Je suis malade, Touan, mon bras et mon épaule me font mal.

La fille, de sa paume ouverte, se frottait le bras et l'épaule :

— Touan, j'ai bien mal ; je viens chercher un remède.

Dans les sections éloignées de l'Emplacement, l'employé

est à la fois docteur et pharmacien : c'est lui qui donne les premiers soins aux blessés, et le traitement des coliques, des refroidissements et des fièvres n'a pour lui aucun secret. Quinine ou huile de ricin; souvent les deux à la fois! Ces remèdes sont presque toujours efficaces.

Jan Dirk ouvrit une petite armoire clouée au mur, en retira une bouteille pleine d'une liqueur verdâtre :

— Monte! je te donnerai un remède excellent avec lequel tu frotteras ton épaule avant de te coucher.

La fille, courbant humblement l'échine, gravit les marches, prit la fiole d'huile aromatique que l'employé lui tendait, remercia tout en s'en allant à reculons. Une odeur nauséabonde émanait d'elle. Le jeune homme mit son mouchoir devant ses narines :

— Qu'as-tu donc mangé qui sente si mauvais?

— Des graines de *petaï*, Touan.

— N'as-tu pas honte, une belle fille appétissante comme toi, de manger des saletés pareilles?

La fille se sauvait en riant sous la pluie, oubliant d'ouvrir le parapluie de papier gommé qu'elle avait acheté chez le Chinois du campement.

II

La fille était revenue quelques jours plus tard à la même heure. Jan Dirk lisait son journal, un journal vieux de trois jours; mais le jeune homme était encore trop nouveau dans le pays pour s'intéresser bien vivement aux questions locales qu'on y traitait; il bâillait plus qu'il ne lisait, jetant de temps à autre les yeux sur la colline où la forêt ce jour-là avait subi un rude assaut. Après avoir fauché les hautes herbes, les buissons et les branches basses, les coolies attaquaient les jeunes arbres; ils ne les abattaient pas en une fois. Lorsqu'ils en avaient aux trois quarts sectionné les tiges, à hauteur de jarret, ils les abandonnaient; plus tard, les géants de la forêt frappés à leur tour devaient les entraîner dans leur chute.

Li Chou entra sans bruit, ainsi qu'il convient à un boy qui fait son service pieds nus dans une maison où toutes les portes sont ouvertes; les bras levés, il moucha la lampe qui fumait et sans regarder son maître dit négligemment :

— La femme javanaise malade est revenue; elle attend dehors à la porte de la cuisine.

— Que veut-elle encore?

— Elle demande du remède que Touan lui a donné hier; elle a rapporté la bouteille vide.

— Va la chercher.

La fille fit le tour de la maison, s'arrêta au pied de l'escalier, par déférence. Elle portait une camisole propre à fond rouge semé de fleurettes violettes et son chignon encore humide du bain récent était soigneusement peigné et huilé. Sur sa figure toute ronde la peau bistrée était tendue comme celle d'un fruit gonflé à éclater. Lorsqu'elle riait, ses lèvres et ses gencives paraissaient une pulpe juteuse, fendue, dont les dents blanches auraient été les grains murs, lisses, appétissants, prêts à jaillir; elle tenait les yeux baissés avec une feinte modestie.

Jan Dirk de son fauteuil l'interrogea :

— Cela ne va pas mieux?

— Cela ne va pas mieux, Touan. — Elle se mit à geindre, traînant sur les mots « malades, souffrir » pour apitoyer. — J'ai frotté avec l'onguent que Touan m'a donné; mais je souffre toujours; j'ai très mal; Touan peut se rendre compte s'il veut toucher la place où je souffre.

Sur un signe de l'employé, elle escalada les cinq marches, s'accroupit sur les nattes contre le fauteuil; à portée de sa main : « Là! » Elle lui présentait l'épaule malade qu'il palpa. Sous l'étoffe légère, transparente, la chair brune était grasse, ferme. Jan Dirk pressa plus fort, cherchant consciencieusement le siège et la nature du mal :

— Tu ne sens rien? Je ne te fais pas souffrir?

— Non, Touan, les doigts du maître me soulagent au contraire.

Elle rit, regardant le jeune homme en dessous, peu sûre du terrain où elle s'aventurait.

— Les doigts du maître sont doux, très doux.

Jan Dirk était jeune; mais tout jeune qu'il était, il avait une certaine expérience des coquetteries et des ruses féminines. Cependant de la part de cette paysanne javanaise sous ses ordres, dans cette île sauvage, à deux pas de la forêt vierge, une coquetterie si audacieuse le surprit et le choqua. Il ordonna sèchement :

— Allons, va! tu diras à mon boy Li Chou de remplir ta bouteille.

— Merci, Touan.

La fille ne bougeait pas, demeurait accroupie dans son humble attitude, examinant autour d'elle les meubles, les tapis, les bibelots.

Jan Dirk décontenancé prit le parti d'ignorer sa présence afin de ne pas avoir à la chasser brutalement. Il reprit son journal, parut s'y absorber.

La Javanaise se décida enfin à partir; respectueusement, elle toussa, fit le salut d'adieu les deux mains jointes contre les lèvres et s'en fut à reculons. Avant de descendre les marches elle se retourna, et dans un petit rire doux comme un roucoulement jeta :

— Je ne mange plus de petaï, Touan!

Le jeune homme ne put s'empêcher de rire : elle avait dit cela si comiquement. « Je ne mange plus de petaï, Touan! » Évidemment, cette fille cherchait à lui plaire, Hem! Au maître ou à l'homme? Bah! ces Javanaises lippues... il fallait s'y faire!... jusqu'à présent elles ne lui disaient rien... Celle-ci était drôle, elle avait sans doute un ou plusieurs amants parmi les contractants... Ces gens!... pourquoi pas?... ce n'est pas lui qui leur disputerait cette fille ou quelque autre. Celle-ci devait avoir du succès; elle était gentille, bien tournée; et comme ses yeux brillaient de malice tandis qu'elle disait : « Je ne mange plus de petaï, Touan. »

Elle avait disparu au tournant de la maison; Jan Dirk sourit.

Après le repas du soir, Li Chou, disparaissant derrière un chargement de linge et de vêtements fraîchement lavés qu'il portait sur ses bras tendus, demanda à parler au maître, et l'audience accordée entama d'emblée ses doléances.

— Il y a beaucoup de linge déchiré, Touan.

— Eh bien! raccommode-le, c'est ton affaire.

— Où est le temps, Touan? Li Chou est seul pour cuire le dîner, faire le ménage, balayer, laver, repasser. Li Chou a deux mains seulement et une seule tête; il ne lui reste pas même assez de temps libre pour ramasser une pièce d'or s'il s'en trouvait une à terre? On ne peut exiger de Li Chou qu'il allonge les heures. — Il fit une pose avant de lâcher le dernier argu-

ment, péremptoire celui-là : « Li Chou ne sait pas coudre. » Il attendit l'effet de cette déclaration et continua :

— C'est l'ouvrage des femmes ; si Touan prenait une femme pour coudre, je pourrais m'occuper du jardin, planter des légumes et il y aurait bientôt des fruits autour de la villa.

Ce Li Chou avec sa longue face safran toujours maussade (c'était son expression naturelle, car il n'y avait pas caractère plus égal dans tout l'Archipel) était au service de Jan Dirk depuis l'arrivée du jeune homme à Sumatra. Silencieux, ponctuel, actif, attentif et complaisant, il ne méritait jamais d'observation ; c'était un ancien contractant venu du sud de la Chine, vingt ans plus tôt, avec cinq cents autres coolies chinois enrôlés comme lui au service d'une compagnie de tabac. Une rixe avec des compatriotes, au cours de laquelle il avait accidentellement causé la mort de deux contremaîtres lui avait valu une affreuse cicatrice en bourrelet qui lui balafrait le crâne du front à l'occiput et douze ans de travaux forcés dans les mines de charbon. Sa conduite dans les mines avait été exemplaire ; lorsqu'il eut purgé sa peine, il se plaça comme boy-cuisinier chez un planteur. A Deli on ne regarde pas de trop près dans le passé des domestiques pourvu qu'ils soient zélés. Jan Dirk était son troisième patron en sept ans, ce qui revient à dire que Li Chou était un boy modèle.

Le Chinois, ayant déposé son paquet de linge sur la table, le déplia, montra à son maître des trous gros comme le poing, des déchirures de dix centimètres :

— Et cela, Touan, est-ce que Li Chou peut raccommoder cela ?

Il faisait une grimace bizarre, clignant ses petits yeux éveillés et fronçant le nez : une grimace qui voulait dire « Ces *blandas* (européens) sont extraordinaires ! Celui-là me demandera peut-être bientôt de tisser la toile de ses vêtements. »

« Il faudrait peut-être en effet une femme ici pour l'aider », se dit le jeune homme ; mais comme il ne voulait pas qu'on lui forçât la main, il dit simplement : « Nous verrons, nous verrons cela » et s'alla coucher...

Dans la forêt se poursuivait l'œuvre de destruction. Après l'humble végétation, les princes de la forêt subissaient à leur tour le martyre. Seuls, les « arbres aux abeilles » au faîte des-

quels les essaims se réfugient étaient épargnés. Le tronc de ces arbres est si lisse et si dur que les ours friands de miel s'y usent les ongles sans réussir à y grimper. On les appelle aussi *poko radja* (les arbres des sultans), parce qu'ils appartiennent au sultan de la contrée à qui les concessionnaires autorisés à défricher la forêt doivent payer un impôt fixe pour chaque arbre abattu; cet impôt peut s'élever jusqu'à trente florins par poko radja géant. La coutume, dégénérée en superstition, défend d'y porter le fer; les indigènes croient même que le bois du « radja » défierait la hache la mieux aiguisée ; mais il ne résiste pas au feu. Aussi la flamme est-elle son supplice : lâchée au pied de l'arbre, elle s'élance, légère, le long de l'écorce qu'elle enveloppe jusqu'au faîte pour s'y épanouir en bouquet incandescent. Elle est désormais inexpugnable ; le feu, installé, grignote, ronge, pénètre le bois, s'y incruste jusqu'à la moelle qui devient braise, torture la substance vivante comme une lèpre ardente acharnée sur sa victime.

Le supplice des « radja » couronnait le sacrifice de la forêt. Les gros arbres moins résistants et que ne protégeait aucune légende étaient abattus; les haches frappaient, entamaient la dure chair figée dont aucun tressaillement ne trahissait la douleur, faisaient voler des éclats de bois humides de sève. Le fer attaquait les arbres jusqu'au cœur, à hauteur d'homme, creusant tout autour des troncs de profondes blessures béantes.

Quand ils en eurent ainsi mutilé tous les géants, les hommes abandonnèrent la forêt. Ils allèrent creuser des trous dans les jardins de l'est, défrichés l'année précédente, où, dès que la saison serait favorable, ils planteraient les jeunes hévéas cultivés dans les pépinières de l'Emplacement.

Un jour de grand vent, tous les arbres blessés, anémiés, desséchés par l'écoulement de leur sève, s'abattirent; les grands entraînaient les petits, les assommant dans un fracas de feuillage froissé, de bois heurtant le bois, qui parvint assourdi aux coolies qui travaillaient dans la plaine. Tous levèrent les yeux vers la colline et Jan Dirk qui les surveillait feignit de ne pas s'apercevoir qu'ils eurent ce matin-là moins de cœur à leur travail. Ces êtres primitifs étaient-ils encore si étroitement unis à la nature qu'ils sentissent confusément dans leur chair la mort de toute matière vivante?

Cette nuit-là Jan Dirk fut réveillé par un bruit insolite, léger et précipité, pareil à la chute de petits cailloux sur le sol mouillé ou à un galop de chevrettes; ce bruit, d'abord lointain, se rapprocha, cerna la maison, s'éloigna, cessa en quelques minutes. Quand le jeune homme se leva pour voir ce qui se passait, la nuit était redevenue silencieuse.

Au matin, le courrier qui apportait de l'Emplacement le pain, la viande et la correspondance pour trois jours raconta qu'un couple de cerfs échappés sans doute de la forêt en décombres avaient détalé dans les pépinières de la Kotta Barou, où, en quelques heures, ils avaient brouté l'écorce d'une centaine de jeunes plants. C'était un dommage de cinq cents florins pour la plantation, et le directeur furieux faisait organiser une battue. L'employé de Tjapous reçut l'ordre de pourchasser la « gent dévoreuse ». Les Atchinois fabriquèrent un *djaring* fait de cercles de rotin passés les uns dans les autres à la manière des mailles d'une immense chaîne. Cette chaîne supportée par des piquets fut déposée verticalement à l'orée de ce qui subsistait encore de la forêt. A chaque extrémité du piège un homme d'Atjeh se tenait en sentinelle, la lance au poing, tandis que dans la forêt une équipe faisait la battue à coups de tambours et de gongs de bois.

Vers le soir seulement, un malheureux cerf sortit de la forêt ; devant l'obstacle inconnu, il hésita, se retourna, flaira derrière lui les hommes en chasse et s'élança à travers une maille géante de la chaîne comme un clown dans un cerceau. Les sentinelles tirèrent sur les deux cercles extrêmes à chaque bout du piège qui en se resserrant étrangla l'animal à la taille. Déjà un des Atchinois accourait, tranchait le jarret du cerf d'un coup de lance. L'animal mutilé ne se débattit pas; il penchait la tête vers sa patte blessée qu'il ne parvenait pas à lécher et d'où s'écoulaient de minces filets de sang.

Le lendemain Jan Dirk trouva au croisement d'un chemin encombré d'arbres abattus, une biche en gésine, heletante, sous un amas de branchages. Le jeune homme, incapable d'en permettre le massacre, commanda qu'on la laissât sans la molester ; les doux yeux effrayés de l'animal le hantèrent tout le jour. A la nuit tombante, il fit un détour pour passer près de la biche avant de rentrer chez lui. Tout contre elle un faon nouveau-né, beige, tacheté de blanc, tremblotait de froid et de

peur. Jan Dirk, pris de pitié, fit hâtivement construire tout près de sa maison une cabane entourée d'un enclos pour y abriter les rescapés que les coolies transportèrent sur un brancard de feuillages.

Depuis peu, lorsqu'il rentrait des jardins, la journée de travail terminée, Jan Dirk trouvait derrière la maison, assise en tailleur sur une natte, « la fille qui ne mangeait plus de petaï ». Elle émergeait d'un flot de linge; draps, serviettes, vestons de toile, chaussettes qu'elle ourlait ou reprisait diligemment, tout le trousseau du jeune homme était sur le chantier. Li Chou avait installé la fille dans le passage couvert qui relie la villa aux communs, soucieux sans doute de marquer par le choix de cette place que, si elle n'avait pas droit à la villa, la Javanaise, n'étant pas une domestique, n'avait rien à faire à la cuisine; ainsi, il défendait son royaume et ménageait la fierté de son maître pour le cas où celui-ci finirait par s'apercevoir que la fille n'était pas dépourvue d'attraits. Pour la même raison il ne se permettait aucune familiarité avec la couturière; il ne s'occupait pas d'elle, semblait ignorer sa présence. Elle coupait, taillait, cousait, trônant sur sa natte au milieu de son raccommodage. A l'heure d'allumer les lampes, peu après le retour du *Touan anom* (l'employé) elle pliait son ouvrage et s'en allait. Le jeune homme feignait de ne pas la remarquer; et le Chinois feignait de croire qu'il avait engagé la fille avec l'assentiment de son maître et que par conséquent il était superflu d'en motiver la présence... Jusqu'au jour où, comme s'il s'agissait d'un détail infime dont le règlement avait été négligé, il demanda :

— Touan paiera-t-il la fille javanaise à la fin du mois ? Elle travaille trois heures par jour depuis deux semaines.

Pris de court mais conscient d'avoir eu la main forcée, ce qui pouvait nuire à son prestige, le jeune homme répondit avec humeur :

— Qu'est-ce que cette histoire-là ? Je ne l'ai pas priée de venir, cette fille.

— Li Chou « reçoit la faute » s'il a mal compris les ordres du maître, s'excusa le boy avec aplomb. J'ai demandé à la Javanaise de faire les raccommodages de Touan. Pourquoi Touan ne m'a-t-il pas averti que je l'avais mal compris le premier

jour où elle est venue ? J'avais cru obéir à l'ordre de Touan.

Jan Dirk déjà amadoué, puisque le boy n'avait pas volontairement porté atteinte à son autorité, ronchonna :

— Au moins, pourrait-elle travailler quand je suis dehors.

A peine avait-il prononcé ces mots qu'il en comprit la sottise. Que pouvait lui importer en effet qu'elle vînt le matin ou le soir, si en principe, il acceptait les services de la fille ? En quoi le gênait-elle ? Elle ne le saluait même pas quand il passait à dix pas d'elle en revenant des jardins. Ne venait-il pas d'être ridicule aux yeux du Chinois en avouant qu'il avait bien remarqué la présence de la fille. Et n'était-ce pas un instinct de défense contre un danger vaguement pressenti qui lui avait fait faire cette observation saugrenue, parce que, justement, il éprouvait un certain plaisir, — dont il n'avait pas été conscient jusque-là, mais qu'il découvrait à présent, — à voir chaque soir le buste plein aux épaules carrées de la fille et son chignon lourd massé sur son cou gras, tandis qu'elle penchait la tête sur son ouvrage.

Li Chou, diplomate, avait habilement fait dévier le cours de la conversation ; un sourire chagrin tordait ses lèvres minces aux commissures abaissées.

— Touan a-t-il vu le jardin que Li Chou a tracé, bêché en quinze jours ? Touan aura bientôt des fleurs... Un jardin, c'est toujours agréable autour d'une maison ; mais il faut avoir le temps de s'en occuper ; celui du maître sera plus beau que tous les jardins de l'Emplacement.

Jan Dirk saisit la perche tendue :

— Si tu entretiens bien mon jardin, je garderai cette Javanaise : quels gages demande-t-elle ?

Li Chou, voyant la partie gagnée, tint à montrer qu'il se désintéressait personnellement de la question :

— Touan s'arrangera avec elle ; je vais lui dire de parler à Touan avant de rentrer chez elle.

... Et le jeune homme s'arrangea. La fille, avant de repartir, était venue le trouver tandis qu'il taquinait le jeune faon déjà apprivoisé qui, avec son museau, essayait d'écarter les lattes de son enclos pour rejoindre son maître ; le gracieux animal flairait les mains de son ami et, reconnaissant l'odeur du tabac qu'il aimait, les léchait goulument.

— Comme il est gentil ! fit la fille.

Puis, ayant, par cette remarque, signalé sa présence, elle demanda sans préambule quels gages le maître pensait lui donner.

— Eh ! c'est vrai, fit négligemment le jeune homme affectant de caresser le faon sans regarder la Javanaise : tu travailles chez moi depuis quelque temps ; voyons, veux-tu sept florins par mois?

— Comme le maître voudra.

— Conclu ! Dis-moi, comment t'appelles-tu ?

— Emeh !

Ce n'était qu'un nom d'emprunt ; l'indigène ne livre pas son nom véritable aux étrangers ; qui sait l'usage qu'ils en pourraient faire? Un nom d'emprunt déroute les mauvais esprits, les charmes, les malheurs qui, ainsi trompés, épargnent une *Asminah* qu'ils ne reconnaissent pas sous le nom d'Emeh.

Jan Dirk répéta :

— Emeh ! Emeh !... Tu n'es pas mariée?

Elle secoua la tête :

— Je ne suis pas mariée !

— Autrefois?

— Oui, autrefois.

Elle ajouta, après un silence :

— J'ai suivi mon frère qui est contractant ; je cuis le riz pour lui, et je couds des camisoles de toile pour les coolies.

Ce qu'elle ne disait pas, c'est qu'elle s'était expatriée volontairement dans l'espoir de faire la conquête d'un *Touan blanda* (seigneur européen).

Les recruteurs professionnels qui parcourent les provinces pauvres et surpeuplées du Java central, à la recherche d'enrôlés volontaires destinés aux cultures de Sumatra, s'efforcent d'entraîner des femmes ; la plupart de ces recruteurs sont d'anciens contractants javanais qui connaissent à la fois les conditions d'existence dans les plantations à Sumatra, et la psychologie de leurs compatriotes ; ils savent que le contractant célibataire est moins maniable que son collègue marié, et qu'il est bon de lui donner l'occasion de convoler sur la terre d'exil sans qu'il ait besoin pour cela de s'adresser à la femme du voisin. Un trop petit nombre de femmes dans une colonie javanaise peut amener des troubles sérieux : les viols, les

discordes, les rixes, les vengences, une prostitution générale éhontée y deviennent à l'ordre du jour; le travail en souffre.

Mais ce n'est pas en faisant miroiter aux yeux des filles le piètre avantage d'épouser quelque rude contractant qu'on les pipe. Le recruteur (qui dit enrôleur dit enjôleur) connaît l'ambition secrète des jolies filles, et il leur dit : « Tu es jolie comme la douce fleur de jasmin qui embaume ton jardin ; il n'y a pas dans tout Sumatra une fleur ou une fille aussi gracieuse que toi. Les Touans, lorsqu'ils te verront, sentiront gonfler leurs poumons; tu choisiras; bientôt, je le vois, tu auras des bracelets, des épingles d'or, des vêtements de soie, de l'argent à envoyer à tes « vieilles gens » ; tu seras, telle une Madame européenne, dans la maison et le lit d'un grand seigneur européen.

Mirage qui se réalisait quelquefois, le plus souvent au profit de quelque guenon sans beauté. Les autres, celles que la chance n'avait pas favorisées, se consolaient en épousant à tour de rôle les coolies dont le salaire était le plus élevé.

Emeh, comme tant d'autres, avait été tentée, et depuis plusieurs mois elle attendait la chance. Le prédécesseur de Jan Dirk était un vieux renard, du reste pourvu d'une gentille Japonaise. En Jan Dirk, dès la première rencontre, la Javanaise avait reconnu le novice, la proie possible, et, femme avisée, avait interviewé le boy Li Chou.

Tout en parlant, sans qu'il y prît garde, Emeh s'était rapprochée du jeune homme ; sa chevelure avait une odeur végétale, grasse, un peu lourde, qui s'alliait bien au parfum de sa peau. « Elle sent les fleurs de la forêt, et la pluie fraîche qui tombe sur un sol brûlant », apprécia Jan Dirk à part soi ; et il tourna la tête vers ce chignon massif qui lui arrivait au menton. Il pensa encore : « Tout en elle éclate de santé, de jeunesse ; il semble que sa peau dorée doive se fendre, tant est ferme et pleine et gonflée sa jeune chair. » Il posa sa main sur l'épaule douce et rebondie :

— Tu n'as plus mal ?

— Non, Seigneur, je n'ai plus mal.

Se voyant près du port, la fille ne risqua cette fois aucune coquetterie. Ce fut lui qui innocemment la provoqua.

— Et tu ne manges plus de petaï?

Ils se mirent à rire ensemble ainsi que des enfants ; la fille

riait, le cou renversé, et Jan Dirk se dit en regardant jusqu'au fond de la gorge rouge, d'un rouge violent, brûlant : « Telle doit être la bouche des diablesses : un enfer en miniature. » Sa main épousait distraitement l'épaule grasse que le rire maintenant secouait. Il fut soudain conscient d'une sorte de complicité entre la fille et lui; brusquement il la lâcha et, sans mot dire, rentra chez lui.

III

Le soleil de la saison ardente avait en quelques mois tari les artères ouvertes de la forêt; pas une goutte de sève ne demeurait au cœur des arbres abattus; les squelettes, sectionnés en bûches géantes, jonchaient la terre. Les plus grands arbres, ceux qui avaient été tranchés à hauteur d'homme, dressaient encore leurs moignons énormes au-dessus de l'amas de bois mort. Ici et là sentinelles restées debout sur le champ de bataille dévasté, les « arbres aux abeilles » aux longues tiges droites et nues tendaient bien haut leur maigre bouquet de feuilles. On entoura leurs pieds de brindilles et de fagots, on les ceintura de feuilles sèches ; c'était un triste spectacle que cette forêt en ruines naguère exubérante de sève et de vie; de jeunes pousses cependant rampaient entre les arbres détruits...

Quand le temps fut venu, des coolies armés de torches enflammèrent les brindilles et les fagots du côté opposé au vent. Il fallait que le feu fît sa tâche, s'enlaçât aux troncs, détruisît tous les squelettes desséchés, qu'il n'oubliât rien. Et les flammes, d'abord pâles, légères, hésitantes, ondoyaient, sournoises, jouant avec le bois mort sans s'attaquer aux troncs vivants; puis peu à peu, enhardies, couraient, montaient; elles cernaient, caressaient, léchaient, mordaient, rongeaient les géants dressés au-dessus de l'immense bûcher.

La première nuit, après qu'il eut ordonné l'incendie, Jan Dirk ne dormit pas. De sa véranda, il contemplait la colline où le drame ardent se poursuivait. Les flammes faisaient une barrière rouge d'où s'élevait une épaisse offrande de fumée lourde comme de l'encens. Parfois la fumée voilait les flammes; des coulées de vent chaud sentant le fagot calciné descendaient vers la plaine, balayant une fine poussière de cendres

jusqu'à la villa de l'employé. Les arbres « radja », au-dessus de la fournaise, semblaient subir fièrement leur torture.

Dans son enclos, la biche brama: c'était une plainte plus émouvante que l'aboiement lugubre des chiens lorsqu'ils pressentent une catastrophe. Jan Dirk descendit pour la faire taire; le biche tremblait, et le cou tendu, son jeune faon pressé contre son flanc, elle jetait à longs intervalles, telle une pleureuse aux funérailles, son appel poignant et désespéré.

Elle pleurait la destruction des arbres vivants qui se tordaient avant de s'abattre dans les flammes, des humbles animaux demeurés sous l'amas de ruines, là-haut sur la colline, ou de ceux qui y étaient revenus parce qu'ils ne savaient pas vivre ailleurs.

Une immense tristesse gagna le jeune homme; il sentit en son cœur toute la souffrance, et la mort qui accablent les êtres : les hommes, les animaux, les plantes, toute la vie éparse dans l'univers. Il se haïssait d'avoir lui-même contribué au martyre d'autres êtres; et sa tâche de pionnier, dont il était justement fier, lui parut celle d'un bourreau. Les yeux levés vers l'auto-dafé gigantesque érigé au faîte de la colline, il maudit la civilisation tout entière qui exige pour ses fins la destruction de la vie permise par Dieu.

Il oublia que sur ces cendres s'élèverait bientôt une vie aussi intense mais disciplinée, utile, profitable à l'homme. Il ne pensait qu'au brasier, à tous les êtres qu'il avait fait massacrer par le fer et par le feu: l'homme lui parut la plus cruelle, la plus sauvage des créatures.

Il eut son heure d'humilité et de découragement. Tous les bienfaits de la civilisation : le confort, le luxe, l'adoucissement des mœurs, il les renia à cause des coolies esclaves, des pauvres employés exilés et solitaires dans la forêt vierge et la brousse, des bénéfices monstrueux des grandes entreprises et des intermédiaires, de la politique économique, des guerres déchaînées autour des soi-disant conquêtes de l'homme, du corps-à-corps diabolique des ambitions et des appétits. Il eut dans sa détresse d'homme enthousiaste et jeune un désir douloureux de rédemption. Qui de nous ne l'a pas éprouvé à quelque heure sensible de sa jeunesse?

La biche venant à lui frotta son museau frémissant contre le bras du jeune homme; il tressaillit, le cœur soudain détendu

par une allégresse vivifiante. L'absolution pour les crimes de l'homme, le doux animal la lui donnait par cette caresse : cette parcelle de vie chaude, réfugiée contre lui, il l'avait épargnée, sauvée, recréée; par elle, la forêt lui pardonnait. Il prit dans ses mains la tête aux tendres yeux effarés et la serra contre sa poitrine.

Les Atchinois libres avaient construit leurs abris non loin de la forêt, à quelque distance du campement des coolies javanais; ils habitaient, par groupes de cinq ou six, de misérables huttes de ramée coiffées de feuilles de palmier *nipah*, mal fermées au vent et à la pluie et où on se glissait en rampant : ni paillasse ni oreiller; une simple natte en lambeaux, une casserole, des gobelets ébréchés, formaient tout leur mobilier. Leur chef les nourrissait, et ne leur payait leur salaire qu'à la fin de la saison lorsqu'ils étaient prêts à retourner chez eux. Mal nourris, à peine vêtus, dormant dans des cabanes moins confortables que l'étable où les Javanais des pondoks enfermaient leurs chèvres, ils supportaient sans se plaindre une existence misérable, mais libre.

Musulmans fanatiques, ils ne frayaient pas avec les Javanais tièdes dans la pratique de leur religion qu'ils méprisaient profondément. Aussi formaient-ils une petite colonie à part dans la colonie indigène de Tjapous, et ils ne venaient au campement que pour s'approvisionner de tabac ou de poisson séché chez le Chinois.

Un matin, le chef des Atchinois rapporta à l'employé qu'un de ses hommes avait été enlevé par un tigre la nuit précédente. Il racontait l'événement sans émotion apparente : l'homme fumait, assis dans l'ouverture qui sert de porte à la cabane qu'il partageait avec cinq autres coolies; ses jambes pendaient de chaque côté de l'échelle basse qu'on n'avait pas encore retirée pour la nuit et il n'avait pas vu approcher le fauve; le coup de patte qui l'avait assommé avant qu'il eut le temps de se réfugier à l'intérieur avait fait trembler la cabane. « Le Touan permettrait sans doute que la journée fût consacrée à bâtir une solide palissade autour du campement atchinois. »

La permission accordée, l'homme se retira. Ce n'était pas la première fois qu'un accident de ce genre arrivait dans le

pays ; et l'Atchinois n'écouta même pas les remontrances tardives de l'employé qui lui reprochait de n'avoir pas pensé plus tôt à protéger les abris de ses hommes par des palissades ou des feux entretenus toute la nuit. Mais ces gens étaient libres ; on ne pouvait pas les contraindre à prendre des mesures dans leur propre intérêt ; il était déjà difficile de leur faire accepter les soins de la polyclinique installée à la plantation, lorsqu'ils étaient malades et de leur faire observer les règles d'hygiène ultra-élémentaires sans lesquelles en cas d'épidémie ils eussent menacé d'être un danger pour tout le district.

Quoique les pondoks fussent fermés pendant la nuit, et que les contractants n'y eussent rien à craindre, la terreur et la consternation régnaient dans la colonie javanaise. Le tigre, surtout l'espèce connue sous le nom terrifiant de « mangeur d'homme », revient lorsque la chasse a été fructueuse : et même quand on l'a pris, les environs demeurent peu sûrs ; la femelle rôde à la recherche du mâle disparu et, pendant des semaines, nul n'ose s'aventurer dehors la nuit sans une torche et l'assistance d'un vacarme quelconque, pourvu qu'il soit formidable, destiné à effrayer « celui dont on ne prononce pas le nom ».

Depuis son installation officielle dans le passage couvert qui relie la villa de Jan Dirk aux modestes communs où règne Li Chou, Emeh avait accoutumé de venir saluer le maître chaque soir avant de rentrer au pondok. Jan Dirk attendait son «Tabé Touan » ; comme un rite quotidien qui faisait agréablement diversion entre l'heure où il lisait son journal et celle où il mettait « les livres » à jour. Il avait inconsciemment pris l'habitude de ne s'asseoir derrière son bureau, armé de lunettes et d'un stylo, qu'après le départ de la fille. Depuis sa promotion, elle n'était plus tenue à faire le tour de la villa pour paraître devant le maître ; elle traversait la maison sans que ses pieds nus fissent craquer le plancher ; à son aise elle s'accroupissait devant le jeune homme et les mains au front chantonnait :

— Tabé Touan ; je m'en vais.

Il répondait invariablement :

— Ainsi tu as fini ? Salut, Emeh !

C'était tout. La fille se relevait et repartait par où elle était entrée.

Ce soir-là cependant, elle ne dit pas « je m'en vais »; mais, le cou ployé et les mains tremblantes, elle supplia :

— Ah! Seigneur, le tigre rôde peut-être dans la plaine. Ah! Seigneur, s'il a faim, il m'emportera! Emeh a peur, elle craint de rentrer. Seigneur! permets que je passe la nuit, cette nuit-ci seulement, sur le paillasson devant ta porte, dans la maison.

Elle avait mis son bras devant ses yeux ainsi qu'une victime qui ne veut pas voir préparer son supplice. Sa poitrine comprimée par une brassière de grosse toile bombait l'étoffe transparente de sa camisole; sous la lampe, son chignon noir avait des reflets argentés; une épingle de verroterie clinquante piquée dans la masse sombre et luisante, clignotait comme une petite étoile :

— Seigneur, permets que je reste.

Jan Dirk regardait scintiller l'épingle; il en étudiait tous les détails et tandis que son attention était ainsi occupée, la décision, « sa » décision s'élaborait en lui. Il assistait au débat qui se livrait entre ses instincts multiples sans y prendre part. Il comptait : « trois pierres rouges, deux pierres blanches, une pierre blanche plus grosse au milieu, cela fait six pierres. » Et à travers ses calculs il entendait l'instinct qui avertissait : « c'est un piège », et l'instinct qui répondait : « elle est désirable ». Comme ils se disputaient sa décision, il dit, pour leur laisser le temps de se mettre d'accord :

— Qui t'a donné cette épingle?

Emeh, sans répondre, d'un geste rapide, fouilla son chignon, en retira le pauvre bijou et le jeta par-dessus la balustrade de la véranda.

La discussion, à l'intérieur, était close. Le jeune homme sourit, fit craquer ses doigts.

— Reste, dit-il. Et il s'étira, longuement.

Lorsque pour la deuxième fois la forêt eut été livrée aux flammes et que le brasier fut éteint, on s'aperçut qu'il restait au milieu de la désolation des ruines calcinées un arbre, un seul arbre vivant que le feu avait miraculeusement épargné; un arbre « radja » droit, indemne avec toutes ses branches et toutes ses feuilles; tout au plus du côté est, l'écorce avait-elle été légèrement roussie. Quoique personne ne sût expliquer ce miracle, tous, l'employé aussi bien que les Atchinois et les

Javanais, sans se consulter, furent d'accord pour respecter le rescapé et il ne se trouva pas une main pour porter la hache au flanc du tronc magique, ou la flamme au collier d'herbes sèches qui en ceignait encore la base. A coups de pioche et de bêche, des mains pieuses enfouirent tout à l'entour de l'arbre la cendre et les débris de braises, afin que la place fût nette au pied du solitaire en qui, nul n'en doutait, s'étaient réfugiées l'âme, la vie, la force mystérieuse et redoutable de la forêt.

L'arbre tout naturellement devint un objet de vénération et de culte et la colline, un lieu de pèlerinage. De modestes offrandes, bouquets de fleurettes, grains d'encens ou paquets de riz bouilli, étaient fréquemment déposées à sa base par quelques Javanais superstitieux.

Le premier regard de Jan Dirk chaque jour, à l'aube, lorsqu'il fumait sa première cigarette en prenant son café sur la véranda avant d'aller rallier ses coolies aux pondoks, était pour l'arbre « radja ». Sans qu'il sût pourquoi, l'arbre dans sa raideur, avec ses hautes branches anguleuses et sa couronne peu fournie, lui devenait antipathique; il paraissait campé avec ostentation, droit en face de la villa, ainsi qu'un reproche ou une menace; sa vue causait au jeune homme un léger malaise; pourtant il ne songea pas à le faire détruire.

CLAUDE EYLAN.

(La dernière partie au prochain numéro.)

LA
PAIX DES EMPIRES CENTRAUX

1916-1918

II[1]

LA NOTE PONTIFICALE SUR LA PAIX

Le 15 août 1917 fut publiée une note du Souverain Pontife, conviant tous les belligérants à la paix. Inattendue des gouvernements de l'Entente, elle ne l'était pas de ceux des empires centraux, qui avaient des raisons de s'y attendre. Non pas qu'elle eût été concertée avec eux : cette assertion, qui a été arbitrairement formulée sur le moment, est inexacte. Mais l'intervention de Benoît XV en faveur de la paix avait été précédée de sondages approfondis auprès des gouvernements austro-hongrois et surtout allemand, afin de permettre au Saint-Siège d'apprécier si elle avait quelque chance d'être accueillie par eux et quelles conditions pourraient, à la rigueur, être acceptées à Vienne et à Berlin comme bases d'une pacification générale. Il n'y eut donc pas concert, encore moins accord préalable entre le Vatican et les deux chancelleries impériales, mais seulement enquête de la part du premier, à qui il fut, du reste, indifférent de laisser par là prévoir aux deux empires qu'une initiative pacifique était en préparation à la secrétairerie d'État du Saint-Siège.

La préparation fut forcément longue, l'enquête sur les dispositions des deux puissances impériales ne pouvant pas ne pas

(1) Voyez la *Revue* du 1er septembre.

prendre un certain temps. Dès le 26 juin 1917, le Nonce apostolique à Munich, Mgr Pacelli, se rendait à Berlin et était reçu par M. de Bethmann, encore chancelier de l'Empire à ce moment. Trois jours après, le 29 juin, le Nonce allait porter à l'empereur d'Allemagne une lettre du Pape et obtenait, à cette occasion, audience de Guillaume II, au Grand Quartier général de Kreuznach. Peu après se développait en Allemagne une campagne pacifique, menée par le député catholique Erzberger, qui réussissait à faire voter par le Reichstag, le 19 juillet, une motion en faveur de la paix. Puis vinrent une visite de Mgr Pacelli en Autriche, un second voyage à Berlin et, au début d'août, la remise au nouveau chancelier Michaelis d'un mémorandum, indiquant les conditions possibles de la paix, au jugement du Pape : ces conditions étaient à peu près identiques à celles qui furent ensuite énumérées dans la note pontificale livrée à la publicité.

Benoît XV et le cardinal Gasparri avaient vu dans le sort de la Belgique le point central du problème de la paix. Il leur avait semblé que, s'il pouvait être obtenu que l'Allemagne promît de rétablir la Belgique dans son intégrité et dans son indépendance, la plus flagrante des injustices qui eût signalé la guerre serait réparée, que l'Angleterre aurait satisfaction sur la plus urgente de ses réclamations et que le dénouement de l'entier conflit armé en serait grandement facilité. Aussi réservèrent-ils à la question belge une place de choix dans l'énumération de leurs conditions, en y mentionnant explicitement et spécialement la complète évacuation de la Belgique et la restauration de sa souveraineté, sans se borner à les sous-entendre dans le principe de restitution réciproque des territoires occupés, base essentielle du rétablissement de la paix, telle qu'ils la concevaient. L'évacuation du territoire français obtint aussi d'eux le privilège d'une mention explicite et spéciale et, pour que l'Allemagne trouvât également son compte à l'application du principe général de leur système, la restitution des colonies allemandes fut aussi par eux spécifiée expressément. Ainsi que le voulait la logique, chaque partie de ce tout fut subordonnée aux autres, la restitution des colonies allemandes devenant ainsi la condition de l'évacuation de la Belgique et du territoire français, et réciproquement. Sans doute les pourparlers de Mgr Pacelli avec les hommes d'État

allemands lui montrèrent-ils que même l'attrait de rentrer en possession des colonies ne suffirait pas à obtenir d'eux l'évacuation et la restauration de la Belgique, sans condition concernant directement ce pays. Car le Saint-Siège admit que la pleine indépendance politique du petit royaume dût être garantie dans l'avenir à l'égard des deux parties belligérantes, ce qui paraît bien une concession, au moins de forme, à la prétention qu'élevait l'Allemagne d'assurer sa propre sécurité du côté belge.

Le règlement des questions territoriales posées entre la France et l'Allemagne (question d'Alsace-Lorraine), entre l'Italie et l'Autriche-Hongrie (questions du Trentin et de Trieste), ne fit pas l'objet de dispositions à beaucoup près aussi précises : le Saint-Siège se borna à poser en principe que ce règlement devrait s'opérer dans un esprit de conciliation et en ayant égard au vœu des populations. Il est vrai que le vœu des populations ne promettait pas grand chose de bon à l'Allemagne en ce qui concernait l'Alsace ni la Lorraine. Le principe fut également posé par le Vatican que le même esprit devrait présider au règlement des questions d'Arménie, des Balkans et de Pologne, ce dernier pays étant cité dans des termes qui donnaient à entendre que la restauration devrait en être accomplie, sans autre précision toutefois sur ses frontières.

Le gouvernement allemand ne comprit pas, à première vue, que ces suggestions du Vatican dussent incessamment fournir la matière d'un appel du Pape à tous les belligérants en faveur de la paix générale. La *Wilhelmstrasse* et le chancelier Michaelis crurent d'abord qu'il pouvait s'agir là d'un sondage indirect de la part d'un des États ennemis. Comme l'Angleterre était représentée auprès du Saint-Siège, qu'au même moment était portée à la connaissance de Guillaume II la démarche faite à Madrid pour nouer une négociation austro-britannique, on n'exclut pas à Berlin l'idée que les ouvertures de Mgr Pacelli fussent effectuées à la requête de Londres. Quoi qu'il en fût, il y fallait répondre et, pour cela, se concerter avec Vienne, ce qui eut lieu dans les premiers jours d'août 1917. Un projet de réponse fut donc soumis par le gouvernement allemand au gouvernement austro-hongrois. Ce ne fut pas sans quelque discussion que le comte Czernin y donna son assentiment. Car le programme de paix du Saint-Siège répondait mieux à ses vœux

qu'à ceux des ministres et surtout des généraux de Guillaume II; le but même de l'intervention pontificale se confondait avec celui de ses efforts pour une prompte paix; l'action et les propositions de Mgr Pacelli avaient éveillé à Vienne un écho beaucoup plus favorable qu'à Berlin; le point de vue du Saint-Siège sur le problème de la paix était assez analogue à celui de la diplomatie autrichienne; la solution en paraissait, à l'un comme à l'autre, résider dans la question des frontières occidentales, avant tout dans la question belge. Le comte Czernin essaya donc d'obtenir de Berlin un engagement précis et clair concernant la Belgique et la franche répudiation d'intentions annexionnistes de la part de l'Allemagne. Il n'y réussit pas et dut en fin de compte approuver une réponse ambiguë qui ne le satisfaisait qu'à moitié.

La même divergence d'opinion entre Berlin et Vienne se fit de nouveau sentir quand, le 15 août, eut paru la note pontificale, datée du 2, où se trouvaient énoncées les bases de paix sur lesquelles le Saint-Siège avait préalablement pressenti les empires centraux. Le comte Czernin en fut comblé d'aise et fut d'avis de répondre qu'elles étaient aptes à devenir celles d'une négociation de paix. Peut-être Michaelis, en son for intérieur, n'en jugeait-il pas d'une manière très différente; mais ce que ce chancelier pensait en son for intérieur n'avait pas une extrême importance. A côté et presque au-dessus du gouvernement se tenait le Grand Quartier, arguant de ses succès dans les opérations déjà réussies au cours de l'année 1917 et du plan des opérations qu'il préparait pour l'automne. Les généraux ne voulaient pas que le gouvernement se liât les mains au sujet de la Belgique; ils entendaient au contraire qu'il se réservât de ce côté la possibilité, soit d'annexions, soit de garanties équivalant à une diminution d'indépendance du royaume. Rien n'avait changé des projets indiqués par M. de Bethmann au comte Burian en novembre 1916. La réponse publique des empires centraux à la note publiée par le Vatican ne devait donc pas faire contracter à l'Allemagne un engagement qui pût mettre obstacle à la réalisation de ces projets. C'était le point essentiel. Sur les autres problèmes de la paix, sur l'Alsace-Lorraine entre autres, la note pontificale était assez vague pour que la réponse n'offrît pas de grosse difficulté. Mais sur la Belgique, sa précision tendait à obtenir une décla-

ration nette, qu'il importait de ne pas donner. Il y eut quelques tiraillements, même à Berlin, entre civils et militaires, à propos de cette affaire, qui était d'importance. Le 9 septembre, Guillaume II rentra dans sa capitale. Le 10, fut présenté à la commission compétente du Reichstag un projet de réponse à la note du Pape, ne soufflant mot de la Belgique. Le 11 fut tenu, sous la présidence de l'Empereur, un conseil où l'on décida au contraire d'insérer dans la réponse une déclaration relative au royaume belge. Mais le 12 et les jours suivants s'engagea une correspondance entre le chancelier Michaelis et le maréchal Hindenburg sur l'insertion, parmi les questions à traiter dans les négociations de paix, des conditions voulues par le haut commandement. D'une lettre du maréchal, datée du 15, il résulte qu'en ce qui concerne la Belgique les conditions du Grand Quartier consistaient à assurer à l'Allemagne la possession de Liége et de ses environs. Cela non plus n'était pas nouveau : c'était une prétention qui s'était déjà révélée dans les pourparlers de M. de Bethmann avec le comte Burian en novembre-décembre 1916. Il aurait fallu avoir perdu le bon sens pour faire allusion à une pareille prétention dans la réponse à une note du Pape, principalement inspirée du désir de servir les Belges. La réponse allemande se tut donc à cet égard. Elle s'en tint à être évasive et décevante.

Remise en fut faite au Vatican le 19 septembre 1917. Le Saint-Siège en éprouva du désenchantement : il lui apparut qu'en croyant possible d'arracher aux Allemands la promesse d'une renonciation catégorique à la Belgique, il s'était fait illusion. L'attitude négative de l'Allemagne enlevait beaucoup de sa valeur à la réponse, plus conciliante, de l'Autriche-Hongrie. En outre, on sut que la Turquie refusait toute discussion sur la question d'Arménie et que la Bulgarie entendait se réserver les mains libres en Macédoine.

EFFORTS DU SAINT-SIÈGE A BERLIN ET VIENNE

Dans la circonstance, le groupe des empires centraux et de leurs alliés, en dépit des vœux sincères mais impuissants de l'Autriche en faveur de la paix, ne se montra donc même pas disposé à la négocier sur les bases offertes par le Saint-Siège, bases pourtant bien peu avantageuses à leurs ennemis.

Mais faut-il même excepter complètement l'Autriche-Hongrie des dispositions peu conciliantes de ses alliés? Le 26 septembre 1917, à propos de la réponse que l'empereur Charles devait adresser à une lettre du Pape, son cabinet politique posait en principe : qu'il n'était pas question de céder du territoire autrichien à l'Italie, bien que l'on pût envisager une rectification de frontière ; que l'Autriche n'était pas opposée à la reconstitution de la Serbie et du Montenegro, mais qu'il lui fallait réserver pour elle-même la possibilité de faire des gains de territoire et pour ses alliés bulgares celle de réaliser leurs aspirations. On voit par là que, sur les sujets qui l'intéressaient directement, le gouvernement austro-hongrois, tout impatient qu'il fût de la paix, continuait à n'y vouloir pas faire grand sacrifice. Il n'était guère plus enclin à satisfaire l'Italie dans le Trentin et à Trieste, que l'Allemagne ne l'était à satisfaire la France en Alsace-Lorraine et l'Angleterre en Belgique.

Par la lettre à laquelle il s'agissait de répondre, le Pape avait demandé à Charles Ier d'insister à Berlin pour que l'Allemagne consentît à promettre l'abandon de la Belgique et pour que lui-même acceptât de discuter du Trentin avec l'Italie. L'empereur Charles répondit le 4 octobre. Il le fit en assurant Benoît XV qu'il agirait sur les Allemands dans le sens désiré par le Pape pour la Belgique. Quant à l'Italie, il se déclara disposé à causer avec elle de la cession d'une partie du Trentin, mais seulement moyennant des compensations coloniales. C'était là une idée différente de celle à laquelle lui-même se tenait encore huit jours avant. Il admettait, pour complaire au Souverain Pontife et hâter le moment de la paix, de céder à l'Italie du territoire autrichien dans le Trentin, sans que pourtant ce dût être la totalité de ce district, et en subordonnant cette concession au sacrifice par l'Italie d'une de ses colonies. De la sorte, il y aurait échange. Enfin, pour ce qui est des Balkans, l'empereur Charles affirma au Pape que l'Autriche-Hongrie était prête à évacuer les pays qu'elle y occupait, mais contre des garanties précises pour sa sécurité.

Dans cette lettre impériale du 4 octobre 1917 est énoncé le maximum des concessions que l'Autriche-Hongrie fût disposée à faire à la paix avant la période finale de la guerre. A aucun moment de 1917 ni de 1916 elle n'en a, à notre connaissance,

énoncé autant. Benoît XV s'empressa de prendre acte d'intentions qui correspondaient, somme toute, à sa propre conception des bases de la paix et en remercia l'empereur Charles par une nouvelle lettre du 21 octobre. Mais quand cette lettre parvint à Vienne, la situation avait changé et les dispositions du gouvernement austro-hongrois n'étaient plus les mêmes.

Avant de dire pourquoi, il nous faut noter que, parmi les satisfactions accordées par l'empereur Charles et le comte Czernin aux vœux du Saint-Siège en faveur de la paix, il en était une dont la valeur était toute théorique : c'était la promesse d'agir sur les Allemands pour les amener à prendre l'engagement d'évacuer et de reconstituer la Belgique. Non que les Autrichiens ne tinssent pas cette promesse ; mais leur action était de nul effet. Les Allemands n'en tenaient aucun compte. Au moment même où l'empereur Charles assurait au Pape qu'il la continuerait, le ministre allemand des Affaires étrangères, le baron de Kühlmann, répondit à une note de Mgr Pacelli, qui revenait sur le sujet de la Belgique, par un refus catégorique de toute déclaration ou engagement concernant la libération de ce pays. Si la réponse du chancelier Michaelis à la note pontificale d'août avait pu laisser le moindre doute à cet égard, celle de Kühlmann à Mgr Pacelli le dissipait. Le gouvernement allemand, rallié aux vues des généraux sur la question belge, ne se souciait pas de se lier les mains par rapport à la Belgique. Il y était d'autant moins porté, qu'il espérait bien terminer la campagne d'automne de 1917 sur un éclatant succès contre l'un des belligérants occidentaux, tandis que, sur le front oriental, la Russie, en proie au bolchévisme, s'acheminait progressivement vers la défection de Brest-Litovsk, et que la Roumanie, abandonnée par les Russes, envahie par les Austro-Allemands, approchait du moment où elle devrait chercher un refuge provisoire dans la soumission à la loi du vainqueur. Dans ces conditions, aucune attention n'était prêtée à Berlin aux conseils donnés par Vienne à propos de la Belgique. L'influence de l'Autriche sur le gouvernement allemand était d'autant plus faible, que l'Allemagne venait à son secours contre les Italiens et avait pris en mains la préparation d'une grande offensive austro-allemande sur le front des Alpes Juliennes.

Le début de cette offensive détermina le désastre italien de Caporetto, qui entraîna à son tour le repli des armées de l'Italie

sur la Piave. Au début de novembre 1917, les Autrichiens se trouvèrent donc, non seulement avoir récupéré tout le terrain qu'ils avaient dû céder aux Italiens sur le Carso, mais avoir occupé tout le territoire compris entre la Piave et l'ancienne frontière. Leur victoire et leur avance les firent revenir sur la disposition que l'empereur Charles avait manifestée, le 4 octobre, à échanger un lambeau du Trentin contre une colonie italienne. Dans la situation nouvelle où ils étaient placés, Charles Ier et le comte Czernin pensèrent être encore bien libéraux en répudiant l'intention de garder aucune partie de ce que leurs armes avaient conquis en Italie. A la requête du Pape, transmise par le Nonce à Vienne, Mgr Valfré di Bonzo, ils lui en donnèrent l'assurance; mais ils spécifièrent à cette occasion que, l'Autriche étant victorieuse de l'Italie, il ne pourrait plus être question désormais d'aucune concession de sa part dans le Trentin. Cette déclaration mit fin à l'échange de vues entre le Vatican et Vienne sur le rétablissement de la paix, comme celle du baron de Kühlmann à Mgr Pacelli à propos de la Belgique y avait antérieurement coupé court entre le Saint-Siège et Berlin.

LES ENTREVUES SMUTS-MENSDORFF

Les victoires austro-allemandes en Roumanie et en Italie et l'avènement du bolchévisme en Russie furent autant de succès remportés par les dispositions belliqueuses du gouvernement allemand sur les dispositions pacifiques du gouvernement austro-hongrois. Par là fut démontré au comte Czernin que la paix séparée de la Russie pouvait être obtenue sans y faire les sacrifices d'ambition qu'il avait réclamés de l'Allemagne, que le plan d'expansion de l'Autriche-Hongrie vers le bas Danube était exécutable et enfin qu'il n'était pas chimérique de compter sur une décision militaire contre les ennemis occidentaux. Le 4 décembre 1917, il prononça à Budapest un discours de ton résolu, où il proclama la volonté de l'Autriche-Hongrie d'aller avec l'Allemagne « jusqu'au bout ». C'est le moment que choisit le gouvernement britannique pour réaliser l'intention dont témoignait la démarche de la cour d'Espagne, datant de l'été précédent.

Très peu de jours après la défaite des Italiens à Caporetto, la

légation d'Autriche-Hongrie à Berne avertit le comte Czernin, le 5 novembre, du désir exprimé par deux personnes, connues pour être dans la confiance du ministre d'Angleterre en Suisse, qu'un émissaire anglais et un autrichien se rencontrassent pour échanger des vues sur le problème de la paix et comparer les solutions dont on le jugeait susceptible à Londres et à Vienne. Le comte Czernin répondit, le 11 novembre, par une acceptation de principe plutôt hautaine, se déclarant disposé à recevoir les communications que le gouvernement britannique aurait à lui faire et annonçant que M. de Mensdorff, le dernier ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Londres, serait chargé d'aller rencontrer en Suisse l'émissaire anglais. L'organisation de l'entrevue se poursuivit pendant la première quinzaine de décembre entre les intermédiaires des deux légations d'Angleterre et d'Autriche-Hongrie. Finalement il fut convenu que M. de Mensdorff rencontrerait le 18, à Genève, le général Smuts, président du conseil des ministres de l'Afrique du Sud, membre du cabinet de guerre et ami de M. Lloyd George. Il ne s'agirait que de conversation, d'échange de vues, n'engageant personne. Malgré cela, quand les choses en furent là, Czernin informa de l'affaire le gouvernement allemand. C'est donc au su de Berlin, où le Bavarois Hertling avait remplacé Michaelis comme chancelier le 1er novembre, que s'engagèrent les entretiens du général Smuts et de M. de Mensdorff.

Le général Smuts avait amené avec lui M. Philippe Kerr, secrétaire particulier de M. Lloyd George. Ses conférences avec M. de Mensdorff furent au nombre de trois et se tinrent les 18 et 19 décembre. Elles marquent, de la part du gouvernement britannique, une intéressante tentative pour détacher l'Autriche-Hongrie de l'Allemagne, en offrant à la première le rôle de contrepoids de la puissance allemande en Europe. Le militarisme allemand devant être abattu, il ne pouvait être question de transiger avec Berlin. En revanche, l'Autriche-Hongrie pouvait trouver dans une reconstitution sur la base fédérale le moyen, non seulement de survivre, mais d'augmenter encore sa puissance. Elle pourrait se rattacher la totalité de la Pologne par le lien d'une union personnelle. Elle pourrait comprendre dans sa fédération d'États autonomes un État yougoslave, formé de la Serbie, du Monténégro, de l'Herzégovine et de la Bosnie, et une Roumanie accrue de la Transyl-

vanie et de la Bukovine. Elle céderait à l'Italie le Trentin.

Tout cela était passablement chimérique. Car, pour le réaliser, il n'aurait pas suffi du désir concordant du gouvernement austro-hongrois et de ses ennemis occidentaux : il aurait encore fallu imposer ou faire accepter cette solution aux peuples appelés à vivre dans l'espèce de Société des nations centre-européennes et danubiennes, que serait devenue la monarchie des Habsbourg. Il n'en reste pas moins que les idées développées par le général Smuts représentaient un effort, dont on aurait mauvaise grâce à nier la valeur, pour offrir à l'Autriche-Hongrie les conditions d'une existence renouvelée et d'une puissance accrue dans l'Europe du lendemain, à la condition de se désolidariser de l'Allemagne. Ces idées s'apparentaient à celles que le comte Armand avait exposées au comte Revertera dans leur première entrevue à Fribourg, en août précédent. Non qu'il y ait eu concert entre Paris et Londres ; mais la pensée d'une combinaison de ce genre, à ce moment-là de la guerre, était naturelle. Quand ce n'aurait été que pour la paix des consciences, on voulait savoir pertinemment s'il était possible de détacher l'Autriche de l'Allemagne grâce à quelque ingénieuse solution de conciliation et, par là, d'écourter la guerre. On le sut.

Les instructions de M. de Mensdorff ne l'autorisaient en aucune façon à accepter le principe d'une combinaison dont la première condition, pour l'Autriche-Hongrie, consistait à se désolidariser de l'Allemagne. En réalité, cette seule condition vouait d'avance la tentative au même échec que celles qui l'avaient précédée. Conformément aux ordres du comte Czernin, M. de Mensdorff pressentit d'abord le général Smuts sur l'éventualité d'une rencontre entre un homme d'État anglais et un négociateur allemand, rencontre qui eût été organisée par l'intermédiaire du gouvernement austro-hongrois. Sur le refus catégorique du général Smuts, M. de Mensdorff suggéra alors que le général eût une entrevue avec Czernin lui-même, qui serait le mieux en mesure d'apprécier si l'Autriche-Hongrie pouvait brider les ambitions du militarisme allemand. Sans doute l'envoyé de M. Lloyd George vit-il, sous cette suggestion, un moyen détourné de l'acheminer vers un contact avec les Allemands, soit que Czernin lui en renouvelât l'offre personnellement, soit que le ministre autrichien fût en même temps le

mandataire de Berlin et de Vienne. Le général Smuts refusa donc aussi de se rencontrer avec Czernin. Il ne restait plus qu'à arrêter ces entretiens génevois et à se dire au revoir. C'est ce qui fut fait, non sans que M. de Mensdorff eût rappelé à son interlocuteur britannique que, déterminer l'Autriche-Hongrie à rompre avec l'Allemagne pendant la guerre était une hypothèse exclue et qu'aucun espoir de succès ne s'offrait à aucune tentative de paix séparée austro-hongroise.

Le rapport du général Smuts sur sa mission à Genève put procurer la paix aux consciences britanniques troublées par l'illusion que l'Autriche-Hongrie pouvait être détachée de la coalition adverse et que la chance en devait être tentée. Mais ce fut la seule paix que procurèrent les conversations du général sud-africain avec l'ancien ambassadeur de l'Autriche à Londres.

LES SECONDS COLLOQUES ARMAND-REVERTERA

Cette expérience n'avait pas été encourageante. On peut même dire qu'elle avait été concluante. Mais le repos des consciences, sur un point aussi essentiel que la possibilité d'écourter un affreux conflit, est toujours exigeant : et il a toutes les raisons de l'être, quand les corps et les âmes sont soumis à une aussi terrible épreuve que celle d'une guerre longue et atroce. Il l'était donc en France, comme en Angleterre, et il l'était aussi en Autriche. Ici l'on gardait, malgré le réconfort causé par les victoires, le désir d'une paix générale, c'est-à-dire conclue en commun avec l'Allemagne. Là on restait tenté par la séduisante chimère d'une paix séparée de l'Autriche.

En février 1918, le comte Armand revit deux fois le comte Revertera en Suisse. Quant à l'initiative de cette seconde série de colloques, Français et Autrichiens se sont, comme pour la première, renvoyé la balle. Il y a peu d'apparence que M. Clemenceau, qui avait pris le pouvoir à Paris en novembre 1917, aurait autorisé le deuxième bureau de l'état-major à renvoyer le comte Armand à Fribourg, si quelque invite n'était venue des Autrichiens. Mais tant de mouches du coche voletaient et bourdonnaient alors autour des missions diplomatiques accréditées à Berne, qu'il peut y avoir eu invite du côté autrichien, sans qu'elle fût partie du cabinet du comte Czernin. Ce ministre

se trouvait du reste à Brest-Litovsk, pour les négociations de paix avec la Russie. C'est de là qu'il envoya au comte Revertera ses instructions, dans lesquelles il lui disait de proposer de nouveau au comte Armand une rencontre des deux ministres des Affaires étrangères ou de leurs représentants qualifiés, comme le meilleur moyen de tirer au clair ce que chacun avait dans la tête.

La première conversation eut lieu le 2 février. Le comte Armand dit à Revertera que le gouvernement français restait disposé à examiner les conditions auxquelles l'Autriche-Hongrie pourrait traiter séparément de l'Allemagne, contre laquelle nous maintenions intacte notre revendication de l'Alsace-Lorraine. Il déplora que le comte Czernin se solidarisât avec Berlin dans des déclarations publiques, interprétées en France comme démentant de sa part toute disposition pacifique sincère.

Cette entrée en matière décèle chez le Français la pensée qui a inspiré successivement tous les sondages opérés du côté de l'Autriche : constater si elle se prêtera à séparer sa cause de celle de l'Allemagne. La réponse de Czernin, à qui le comte Revertera avait rendu compte, montra que son but restait aussi le même : amener à l'Allemagne celui des ennemis avec qui il causait. Il prescrivit en effet à Revertera de déclarer au comte Armand que la première condition d'une négociation sérieuse était que la France renonçât à réclamer l'Alsace-Lorraine. Revertera fit cette communication au comte Armand le 23 février et lui remit un mémoire, d'où il résulte que le gouvernement austro-hongrois, dans ces conversations dont il reconnaissait avoir pris l'initiative en juin précédent, avait voulu s'assurer si la France avait à formuler des propositions de paix qu'il pût appuyer auprès de l'Allemagne.

Par là se trouva défini le but que le comte Czernin s'était proposé et qui avait contrasté, dans une rigoureuse opposition, avec celui de ses interlocuteurs successifs, Anglais ou Français. Cette nouvelle expérience prouva encore que l'Autriche ne se prêtait ni à formuler, ni à discuter des propositions de paix séparée, qui pussent être soumises aux alliés de la France. A cette conclusion s'en joignit une autre : c'est que l'Autriche, qui avait, en 1916-1917, souhaité une concession de l'Allemagne à la France sur l'Alsace-Lorraine et conseillé à Berlin d'y

consentir, déclarait maintenant indispensable à toute négociation de paix générale l'abandon pur et simple de la revendication française sur ce point. Il n'y a pas lieu d'être surpris de ce changement. Même en 1916-1917, où le gouvernement allemand était moins intransigeant qu'en février 1918 et moins dans la main des généraux, il n'avait jamais songé sérieusement à accorder une satisfaction partielle à la revendication française sur l'Alsace-Lorraine. La promesse faite en grand secret par M. de Bethmann au comte Czernin, en mars 1917, d'accorder « quelque chose en plus » de la simple évacuation du territoire français occupé, n'avait été que l'éphémère effet d'une disposition personnelle vite disparue. D'un bout à l'autre du conciliabule austro-allemand de 1916-1917 sur les conditions de la paix, on voit toujours reparaître la prétention allemande à retenir le bassin de Briey-Longwy et à obtenir en outre une rectification de frontière aggravant, en Alsace-Lorraine, le *statu quo* du traité de Francfort. Ce n'était évidemment pas au moment où l'Allemagne touchait au but sur toute l'étendue du front oriental, qu'elle allait, non seulement renoncer à ses ambitions du côté de la France, mais encore se prêter à une cession, si petite fût-elle, du territoire annexé en 1871.

Le comte Czernin, qui venait d'être en contact direct avec les politiques et les généraux allemands à Brest-Litovsk, s'en était certainement rendu compte. Peut-être même que, confiant lui aussi dans la victoire à l'Occident comme à l'Orient, — il semble bien y avoir cru à partir de la fin d'octobre 1917, — il donnait raison à l'intransigeance de Berlin.

En tout cas, c'est un fait qu'à l'hiver de 1918 le gouvernement allemand n'inclinait nullement à abandonner, en ce qui concerne l'ouest de l'Europe, une partie quelconque des conditions de paix prévues au programme maintes fois exposé par lui à ses alliés autrichiens. Et l'on se rappelle que ce programme comportait, soit des restrictions à l'indépendance belge, soit l'annexion de Liége, conditions auxquelles les Allemands tenaient assez pour avoir énergiquement refusé au Pape, en août-septembre 1917, une déclaration les engageant à l'évacuation et à la reconstitution de la Belgique.

DIALOGUE ENTRE CHARLES Ier ET LE PRÉSIDENT WILSON

On se ferait une idée fausse des colloques Armand-Revertera, si l'on négligeait la part qu'y eut la préoccupation de tâter le pouls au « moral » d'un ennemi. A travers l'accueil fait par la partie adverse à des hypothèses de paix et de conditions de paix, son moral se révèle ; et l'on sait la curiosité des états-majors et des gouvernements à cet égard pendant les guerres modernes. Plusieurs des parlottes pacifiques passées en revue ici ont donc offert, sur le moment, un intérêt un peu différent de celui qu'elles présentent rétrospectivement. Pour les placer à leur plan exact, dans l'historique des conceptions de la paix pendant les hostilités, il faut se garder d'en négliger la fin d'enquête sur le moral et même, dans une certaine mesure, le but de démoraliser l'ennemi. Ce sont donc là dialogues où les répliques ne doivent être acceptées, de part et d'autre, que sous bénéfice d'inventaire. On s'y jette réciproquement pas mal de poudre aux yeux, pour voir quelle contenance fera l'interlocuteur en la recevant ; puis, quand est épuisée la provision qu'on en avait apportée, la parole reste à des engins qui s'alimentent d'une autre poudre. Ainsi en fut-il des entretiens qui avaient mis en présence un Autrichien et un Français, tous deux sans notoriété ni autorité. Vienne et Paris enrichirent de quelques données plus ou moins bien fondées les impressions de leurs gouvernements sur leur état d'esprit respectif. Le comte Czernin semble en avoir tiré une conclusion exagérée sur la fatigue des ennemis occidentaux, France et Angleterre ; M. Clemenceau, une conclusion plus juste sur la stérilité de ces contacts. Et l'immense conflit continua, après comme avant, à être régi par des lois infiniment supérieures aux inspirations fantaisistes des petites causeries ou causettes en terrain neutre : les alliances contractées, les aspirations éveillées, les principes invoqués, les sacrifices déjà faits à l'attaque par les assaillants, à la résistance par les assaillis.

D'un autre caractère et de plus de portée fut le dialogue qui s'était engagé, par dessus les fronts, entre Washington et les capitales des deux camps, au début de janvier 1918. Comme les messages et discours quelque peu prodigués par le prési-

dent Wilson au cours de la guerre ont été publiés et ont paru dans tous les journaux de l'époque, il nous suffira ici de nous y référer. Le retentissant message émis le 8 janvier 1918 par le chef de la grande République « associée » aux Puissances de l'Entente fut ce que l'on pourra appeler un décalogue en quatorze articles, quand le grec aura complètement cessé d'être enseigné en France. Or, ceux de ces fameux quatorze points qui mettaient directement en jeu des intérêts autrichiens étaient rédigés dans des termes mesurés, où paraît bien s'être révélé le souci de ne pas complètement couper les ponts avec l'Autriche. Ceux qui touchaient à des intérêts allemands étaient beaucoup plus nets. Il s'ensuivit que le dialogue public provoqué par ce message entre l'associé de l'Entente et les belligérants des deux camps fournit à l'Allemagne peu de matière pour le prolonger, mais à l'Autriche plus de prétextes à le faire durer. Le comte Czernin jugea donc opportun de donner aux aspirations pacifiques, toujours fortes dans l'Empire austro-hongrois, la satisfaction d'une conversation à la cantonade avec le président Wilson.

Son discours du 24 janvier 1918 devant les délégations (1) fut en grande partie une réponse à Wilson; et cette réponse ne fut pas une fin de non recevoir. Il déclara même qu'entre Vienne et Washington les négociations pourraient, pour commencer, s'ouvrir immédiatement, soit qu'il le crût possible, soit qu'il feignît de le croire. Mais en même temps, il refusa d'énoncer ses propres conditions de paix, en arguant du silence gardé sur les leurs par les ennemis des Empires centraux, et déclara que, pour défendre l'intégrité de l'Autriche-Hongrie comme de l'Allemagne et de leurs autres alliés, son gouvernement irait jusqu'au bout. Cette dernière déclaration faisait, en réalité, justice de tout ce qu'une tactique, d'ailleurs habile, avait fait découvrir au comte Czernin de conciliable entre les vues du président Wilson et les siennes propres. Car il n'y avait pas d'intégrité possible pour l'Empire allemand, dont l'Alsace-Lorraine faisait partie à titre de terre d'empire, si, comme le posait en principe le 8e des 14 points de Wilson, « l'iniquité commise en 1871 contre la France par l'annexion de l'Alsace-Lorraine devait être redressée ». Il n'y

(1) C'est-à-dire devant l'organisme parlementaire commun aux deux éléments de la monarchie dualiste, Autriche et Hongrie.

en avait pas davantage, si, comme l'énonçait le 13e des mêmes 14 points, « une libre Pologne devait être constituée avec tous les pays polonais et avec un accès à la mer », ce qui impliquait l'abandon de la Posnanie par l'Allemagne, celui de la Galicie par l'Autriche, et faisait même entrevoir la création du corridor de Dantzig. Pour être complet, on doit ajouter que le point 13 contenait en substance l'arrêt de mort de l'Empire ottoman, ni plus ni moins, et que le point 11 demandait un accès à l'Adriatique pour la Serbie, ce qui, — le Monténégro devant revivre, — n'était réalisable qu'au moyen d'une cession de territoire autrichien ou hongrois. Bien entendu, était aussi prévue une annexion de territoire autrichien à l'Italie. Donc, parler de lutte jusqu'au bout pour l'intégrité des Empires centraux et de leurs alliés équivalait à réduire à néant les courtoises adhésions de principe du comte Czernin aux bases de paix posées par le président Wilson. Telle fut la stricte vérité, dégagée des enjolivements dont le sens de la tactique avait conseillé de l'orner.

Il est peu probable que le président Wilson, dont les lunettes savaient être assez bonnes, ne l'ait pas aperçue sous ses voiles pudiques. Mais il lui convint de ne pas la démasquer. Si l'Autriche-Hongrie avait voulu se réserver la ressource d'une évolution graduelle, il importait de ne pas la contrarier. Dans un discours du 11 février 1918, le président des États-Unis prit donc acte des bonnes paroles du comte Czernin. En revanche, il affirma la nécessité d'en finir une fois pour toutes avec le « militarisme allemand » et de réorganiser profondément l'Europe selon des principes dont l'acceptation en bloc conditionnait, selon lui, l'entière négociation de la paix. Par sa condamnation du militarisme allemand, c'est-à-dire de l'Allemagne impériale et impérialiste, il dissipa pratiquement l'équivoque que Czernin s'était plu à faire naître et lui-même à laisser subsister dans les mots, puisque l'Autriche-Hongrie demeurait solidaire de la Puissance qu'il s'agissait de mettre à la raison.

Cependant les espoirs éveillés à Vienne par les messages et discours du président Wilson avaient été réellement très vifs et très répandus. Cette conversation publique sur la paix, dans des termes où une large part était faite à des principes généraux sujets à interprétation, avait paru aux souverains autrichiens et à beaucoup d'hommes influents de leur empire susceptible

de conduire à l'ouverture de négociations, d'abord entre Vienne et Washington, ensuite entre tous les belligérants. La « paix américaine » devint pour quelque temps l'objet des espérances à Vienne. Les professeurs Lammash, Redlich, Seipel furent, entre autres, de ceux qui s'en bercèrent et s'efforcèrent de les réaliser. L'Empereur fut des premiers à s'y accrocher. Le comte Czernin concourut à la nouvelle tentative. Au lieu de conversation à la cantonade avec M. Wilson, comme celle qui s'était déroulée du 8 janvier au 11 février, on décida de nouer avec lui une conversation directe et secrète, d'Empereur à Président, en mettant la cour d'Espagne à contribution, mais seulement comme boîte aux lettres. Ainsi fut fait. Une correspondance télégraphique s'engagea, par l'intermédiaire de l'Espagne, entre Charles Ier et le président Wilson, et dura du 17 février aux derniers jours de mars 1918. Elle est fort instructive.

Dans sa première épître à l'Américain, l'empereur Charles s'en tenait à exécuter, sous sa signature impériale, des variations sur le thème du discours de Czernin aux délégations. Les déclarations du président des États-Unis avaient, disait-il, éclairci la situation au point de permettre un échange de vues direct sur les conditions de la paix. Ses propres vues sur le conflit et la solution du problème de la paix s'apparentaient à celles que le président avait exposées dans le discours du 11 février. Tous deux pourraient faire une déclaration répudiant toute prétention à annexion ou indemnité. Cela impliquerait le principe de la totale libération de la Belgique. La concordance des idées à Washington et à Vienne était d'ores et déjà suffisante pour rendre possible la rencontre de représentants autrichiens et américains.

Le président Wilson accueillit ce document avec les égards dus à celui qui l'adressait et à celui qui le transmettait. Il laissa entendre qu'il le trouvait, à première vue, « un peu transcendantal » : c'est la manière de dire « un peu creux », dans le langage des cours et même des chancelleries républicaines. Il manifesta ensuite quelque répugnance à entrer dans une correspondance secrète, mais sans pourtant s'y refuser, et montra en tout cas sa préférence pour cette méthode, contraire à ses principes connus, plutôt que pour une négociation officielle, dans l'état actuel de la question. Effectivement, il répondit à

Charles Ier par la même voie dans les tout premiers jours de mars. Sa réponse, très courtoise, n'en fit pas moins observer poliment à son auguste correspondant qu'il avait mis la charrue avant les bœufs. Après avoir exprimé sa satisfaction de voir l'Empereur adhérer à ses principes, il déclina la proposition de mettre immédiatement des plénipotentiaires en présence. Il allégua que ses propres déclarations avaient été tellement claires et précises qu'elles pouvaient se passer des commentaires d'un délégué, tandis que lui-même ne savait à peu près rien des vues du gouvernement autrichien. Il posa ensuite à l'Empereur toute une série de questions concrètes, sur les arrangements balkaniques, les satisfactions à accorder à l'Italie, le règlement adriatique, les aspirations nationales des peuples de la monarchie danubienne, les nationalités dissidentes de Turquie. En ce qui concernait la Belgique et la Pologne, il admettait que l'Empereur et lui fussent d'accord et, pour le reste, spécifiait qu'en posant des questions il se proposait, non d'embarrasser son correspondant, mais de faire avancer la solution des problèmes.

Cette réponse ne déplut pas à Vienne, où on la reçut avant le 9 mars. Czernin se mit en devoir de préparer la réplique que l'Empereur y ferait. C'est probablement à ce moment-là qu'il avertit Berlin des relations épistolaires nouées entre son souverain et le président Wilson. Car le fait est constant qu'il en mit au courant le ministre allemand des Affaires étrangères, le baron de Kühlmann, et lui communiqua le second télégramme de Charles Ier, qui fut acheminé vers Washington *via* Madrid, le 23 mars. L'Empereur y répondait, longuement et non sans habileté, au questionnaire du président des États-Unis. Après avoir maintenu qu'une discussion orale serait bien préférable à une correspondance, il se disait prêt à tendre une main secourable aux peuples slaves voisins de sa monarchie, mais leur refusait le droit à transférer des provinces et des populations de la souveraineté d'un État (le sien) à celle d'un autre, contre la volonté et l'intérêt de celles-ci. Il arguait ensuite du mélange des nationalités en Europe centrale pour conclure à l'impossibilité de créer des États nationaux, sans faire tort aux droits tout aussi respectables d'autres nationalités. Il déclarait n'avoir en Adriatique aucune visée contraire aux vues du président et ne pas prétendre à y changer le *statu quo*. Il assurait

que des négociations directes permettraient aisément de concilier les antagonismes dans les Balkans par des solutions conformes aux principes de Wilson. Il indiquait que les minorités bulgares éparses dans les frontières d'autres États devraient être réunies à la Bulgarie. Il signalait que des facultés d'expansion économique devraient être assurées à la Serbie et aux autres États balkaniques. Il exprimait l'opinion que la question des nationalités dissidentes de Turquie pourrait être résolue en conciliant la souveraineté turque avec les vœux de Wilson en leur faveur. Quant aux revendications italiennes sur Trente et Trieste, il les réfutait par des arguments plus développés et tirés du principe même des nationalités. En terminant, il insistait sur ses deux précédentes suggestions de négociation directe et de déclaration répudiant toute annexion de populations étrangères, assignait pour rôle aux États-Unis de convaincre leurs associés, à soi-même celui de convaincre les siens, montrait le seul obstacle à la paix dans les ambitions de conquête de la France et de l'Italie, faisait enfin appel au président pour en avoir raison.

Lorsqu'on est au fait des programmes de paix élaborés entre Vienne et Berlin en 1916-1917, on reconnaît dans cette lettre de l'Empereur au président, — à n'en pas douter œuvre du comte Czernin, — une astucieuse adaptation des principes de Wilson aux intérêts des empires centraux. On ne peut se défendre d'une certaine admiration pour l'ingéniosité ou la candeur avec laquelle sont accommodés aux fameux quatorze points le maintien d'une Autriche-Hongrie gardant tous ses sujets slaves, roumains, italiens et autres, le refus de créer des États nationaux (État tchécoslovaque, État yougoslave, Roumanie unifiée), l'absorption économique de ce qui resterait de Serbie et de Roumanie, l'agrandissement de la Bulgarie, le refus de toute concession à l'Italie, la conservation de la Turquie sous la seule réserve de quelques autonomies locales, le maintien de l'Alsace-Lorraine sous la domination allemande. Il n'y a que pour la Belgique et la Pologne que l'escamotage n'a pu être aussi élégamment opéré. Sur la Belgique, peut-être le gouvernement allemand, qui a connu cette lettre, a-t-il consenti à ne pas réclamer l'annexion de Liége, peu compatible avec une libération totale. Sur la Pologne, nous verrons bientôt qu'une nouvelle combinaison était à l'étude entre l'Autriche et l'Alle-

magne. Bref, étant donné l'immense avantage qu'il y aurait eu à négocier la paix en tenant entre ses mains, comme autant de gages, tous les objets de la discussion, on voit que les empires centraux auraient eu chance de s'en tirer à bon compte, si la négociation s'était engagée sur une pareille interprétation des principes wilsoniens.

Il est douteux que le président Wilson ait jamais reçu ce second télégramme de l'empereur Charles. L'Espagne, en effet, se prêtait moins volontiers à des transmissions télégraphiques, par lesquelles elle craignait d'être compromise. En outre, Czernin lui-même, redoutant la divulgation d'un échange de messages sur lequel s'étaient déjà produites des indiscrétions, prescrivit au prince de Furstenberg, ambassadeur d'Autriche à Madrid, de faire surseoir à l'envoi du dernier.

BREST-LITOVSK, BUFTEI ET BUCAREST

Pendant cette conversation par le câble entre Vienne et Washington, l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne conclurent deux bonnes paix impérialistes. Le 3 mars 1918, fut signé le traité de Brest-Litovsk avec la Russie; le 7 mars, fut signé avec la Roumanie l'armistice de Buftei, suivi de la paix de Bucarest.

Les négociations de Brest-Litovsk furent l'occasion d'une double comédie (1). La première consista à les engager, sur le vœu exprès les bolchéviques, comme une négociation de paix générale, à laquelle furent conviés à assister tous les belligérants. Les bolchéviques tinrent à cette fiction, moins par un reste de pudeur envers les anciens alliés de la Russie, auxquels ils étaient irrévocablement résolus à faire défection, que par désir d'une manifestation théâtrale en faveur du rétablissement de la paix universelle. Allemands ni Autrichiens n'hésitèrent à se prêter à cette fiction, bien qu'ils ne missent pas en doute que Français, Anglais, Italiens, Américains ni Serbes ne songeraient pas un instant à venir s'asseoir à la table de Brest-Litovsk. Un délai fictif de dix jours fut cependant prévu pour laisser aux anciens alliés des Russes le temps d'accepter l'invi-

(1) Cf. notamment *la Guerre des occasions manquées*, par le général Max Hoffmann, traduction française éditée chez Payot, Paris, 1927; et les *Mémoires du prince Max de Bade*, traduction anglaise, chez Constable, Londres, 1928.

tation platonique et d'envoyer leurs plénipotentiaires; mais pendant ce délai furent commencés les pourparlers entre Russes et représentants de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Bulgarie et de la Turquie.

La seconde comédie jouée à Brest-Litovsk consista dans l'acceptation écrite, par l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Bulgarie et la Turquie, du principe d'une paix sans annexions. L'offre de paix des Russes ayant posé ce principe, il fallait accepter la condition en même temps que l'offre. Les Allemands et les Autrichiens n'hésitèrent pas à le faire. Mais ils mirent à leur acceptation cette restriction mentale, que détacher de la Russie des territoires dont les populations ne désiraient pas rester russes ne constituerait pas des annexions. Bien entendu, ils ne s'ouvrirent pas d'abord aux Russes de cette réserve, dont la confidence eût risqué de tout faire manquer ou au moins ajourner. Le baron de Kühlmann, qui représentait l'Allemagne, en qualité de ministre des Affaires étrangères, avait le désir ardent d'aboutir et Czernin, qui représentait l'Autriche-Hongrie, en était impatient au delà de toute expression. Les plénipotentiaires bulgares et turcs firent quelque difficulté à mettre leur signature au bas d'une note qui admettait le principe de la paix sans annexion, et qui l'admettait même pour une paix générale, puisque c'était de paix générale que fictivement il s'agissait au début de la négociation. Ils s'y prêtèrent cependant quand le baron de Kühlmann et Czernin leur eurent expliqué que c'était de la poudre aux yeux et que cela n'engageait à rien.

Une fois la conférence ouverte et les délégations en présence, le général Hoffmann, chef d'état-major-général des armées allemandes de l'Est, se chargea de déclarer à Ioffe, chef de la délégation des Soviets, que le principe de non-annexion ne s'appliquerait pas à la Pologne, à la Lithuanie ni à la Courlande, les empires centraux ne considérant pas comme une annexion le fait de régler le sort de ces trois États par une entente avec eux, à l'exclusion des Russes. Ioffe reçut cette déclaration comme un coup en pleine poitrine. Tout faillit craquer et la crainte qu'en éprouva le comte Czernin, très pressé de rentrer à Vienne avec une paix russe en poche, le porta à faire une violente scène à Kühlmann, en le menaçant de traiter séparément avec les bolchéviques. Mais Kühlmann avait vu juste en supposant que les Russes ne pourraient plus reculer.

Trotski vint en effet remplacer Ioffe et la négociation reprit. Ainsi fut-il enseigné aux bolchéviques que la paix sans annexion, telle que la concevaient les empires centraux, n'excluait pas la perte par la Russie de territoires équivalant, selon l'expression d'un délégué des Soviets, « à l'étendue d'à peu près dix-huit gouvernements ».

Cette supercherie a fait qualifier de « farce » la négociation de Brest-Litovsk par un homme d'État allemand qui devint peu après chancelier d'Allemagne : le prince Max de Bade.

Trotski opposa aux demandes allemandes une résistance obstinée. Pour le rendre plus maniable, Kühlmann et Czernin déterminèrent les Ukrainiens à traiter séparément des Russes. La paix avec l'Ukraine présentait pour l'Autriche-Hongrie un intérêt plus direct que celle avec la Russie. Kühlmann fit office de médiateur entre Czernin et la délégation ukrainienne. Celle-ci réclamait le rattachement à l'Ukraine du territoire de Kholm, appartenant à la Pologne russe, ainsi que des régions ruthènes de Galicie orientale et de Bukovine. Autrichiens et Allemands cédèrent sur Kholm, en dépit du risque de fournir aux Polonais un grief légitime contre eux. Quant aux régions ruthènes de Galicie et de Bukovine, on transigea : il fut convenu de leur octroyer une autonomie locale dans l'empire austro-hongrois. La paix avec l'Ukraine put ainsi être signée le 9 février 1918. Les concessions dont elle fut payée avaient moins de valeur pratiquement que théoriquement. Car l'existence politique de l'Ukraine était des plus précaires. Les Soviets, après l'avoir reconnue, la contestaient et entreprenaient la bolchévisation du pays. Les Allemands, qui soutenaient le gouvernement ukrainien indépendant des Soviets, devaient bientôt répondre à la bolchévisation de l'Ukraine par son occupation. Les Autrichiens se joindraient à cette opération militaire : si bien qu'à peu de semaines du traité conclu avec les délégués de Kiev, l'Ukraine allait être divisée en un territoire d'occupation allemande et un territoire d'occupation austro-hongroise.

La paix des empires centraux et de leurs alliés avec l'Ukraine contraria Trotski, mais ne le fit pas encore céder. Ne voulant pas accepter les exigences de l'Allemagne et ne pouvant pas l'y faire renoncer, les Soviets crurent trouver une échappatoire à ce dilemme, en déclarant que la Russie considérait la

guerre comme terminée pour elle, mais se passerait de traité de paix. Les Allemands répliquèrent que, l'armistice conclu ayant eu pour but de conduire à la signature de la paix, la renonciation à la négocier entraînait *ipso facto* la réouverture des hostilités : et ils les rouvrirent. Leurs armées envahirent et occupèrent tous les pays baltes. Les Soviets se soumirent alors et le 3 mars fut signé le traité de Brest-Litovsk, par lequel furent cédés à l'Allemagne et à ses alliés les territoires de Pologne, Lithuanie, Lettonie, Esthonie, plus la Bessarabie.

Le commandement suprême de l'armée allemande assuma l'administration des pays baltes, par l'intermédiaire du quartier général des troupes qui les occupaient et d'un personnel administratif constitué à cet effet. Ces pays passèrent donc en fait sous l'influence politique de l'Allemagne, sous laquelle se trouvait déjà la Pologne. Le reproche a depuis été adressé par des Allemands à leur propre gouvernement de n'avoir pas su appeler franchement à une véritable indépendance les diverses populations non russes que le traité de Brest-Litovsk détacha de la Russie. Ce semble bien en effet avoir été une faute de sa part. Cette faute provient de ce que le gouvernement allemand, même quand les circonstances l'amenaient à libérer des populations dominées par la Russie, ne s'abstenait pas assez de convoitises incompatibles avec une réelle libération. C'est ainsi par exemple que le Grand Quartier persistait à réclamer du gouvernement, qui n'osait lui opposer un refus, l'enlèvement à la Pologne d'une bande de territoire, qui eût augmenté de deux millions le nombre des Polonais vivant déjà sous la domination prussienne en Posnanie. En outre continuait entre Berlin et Vienne la discussion pour savoir auquel des deux empires serait rattachée par une union dynastique cette Pologne incomplète, qui n'eût compris ni la Posnanie, ni la Galicie, ni la moindre parcelle de Silésie et qu'il était question d'amputer d'une partie de son territoire ci-devant russe.

Quoi qu'il en soit, lorsque l'influence de Berlin, appuyée par des baïonnettes, se fut établie dans les pays baltes et en Pologne, que des troupes allemandes eurent occupé une partie de l'Ukraine et des troupes austro-hongroises le reste de ce pays, les empires centraux eurent la satisfaction de constater que, pour avoir un peu modifié le programme de leurs conditions de paix dans l'est de l'Europe, ils n'en avaient pas moins

atteint leurs fins de ce côté, si même ils ne les avaient pas dépassées.

La même constatation leur fut permise après la conclusion, le 7 mars, de l'armistice de Buftei avec la Roumanie, transformé en traité de paix à Bucarest le 1er mai. Certaines des solutions antérieurement examinées pour cette paix-là ne répondaient plus du tout aux circonstances : par exemple, le partage de la Roumanie entre l'Autriche-Hongrie et la Russie. Inopportune aussi était devenue l'absorption totale de la Roumanie par l'Autriche-Hongrie, grâce à l'expulsion de la dynastie régnante et à une union personnelle. Il y avait tout de même à tenir compte, au moins en apparence, des principes proclamés par le président Wilson et même, dans une certaine mesure, de ceux dont les Soviets faisaient étalage. Vienne et Berlin décidèrent donc d'enlever à la Roumanie toute la Dobroudja, de lui imposer une rectification de sa frontière avec la Hongrie, de manière à rendre cette frontière tout à fait indéfendable, et enfin de soumettre le royaume à des clauses économiques très rigoureuses, consistant dans la mainmise des empires centraux sur ses pétroles, moyennant une redevance dérisoire, ainsi que sur les ports danubiens. Ainsi fut fait. La Roumanie perdit toute la Dobroudja jusqu'au Danube, fut coupée de l'accès à son seul port sur la mer Noire (Constanza), subit la rectification de frontière exigée par l'Autriche-Hongrie et tomba dans la dépendance économique de ses vainqueurs. La Bulgarie récupéra ce que la Roumanie lui avait enlevé après la seconde guerre balkanique et reçut même un peu plus. L'attribution du reste de la Dobroudja, sur quoi Turcs et Bulgares élevèrent des prétentions rivales qui ne purent être conciliées, fut ajournée à plus tard : le territoire non dévolu demeurant provisoirement la propriété collective des quatre alliés de Berlin, Vienne, Sofia et Constantinople. Les empires centraux gardèrent aussi dans leur besace la Bessarabie, enlevée à la Russie par le traité de Brest-Litovsk : cette province pouvait convenir ultérieurement soit à l'Ukraine, soit à la Roumanie, selon que l'une ou l'autre la mériterait par un asservissement plus docile.

La descente vers le bas-Danube et la mer Noire se trouva ainsi assurée, sans annexions trop visibles, comme se trouvait assurée au nord-est la maîtrise de la Baltique, du cours de la

Vistule et de la steppe polonaise. Le règlement balkanique (Serbie, Monténégro, Bulgarie, Albanie, Grèce) restait en suspens, subordonné à la victoire sur les ennemis occidentaux.

L'ENTREVUE DE SPA

Le comte Czernin venait à peine de prendre sa part des lauriers diplomatiques des deux empires, qu'un coup de massue s'abattit sur lui. Il se l'attira lui-même. Le 2 avril 1918, peut-être grisé par le succès des traités avec l'Ukraine et la Russie et de l'armistice avec la Roumanie, il prononça à Vienne un discours plein de morgue, où, après avoir traité avec une méprisante dureté les adversaires intérieurs de la monarchie austro-hongroise, il donna à entendre que la France sollicitait de lui la paix. M. Clemenceau répondit aussitôt qu'il en avait menti. Czernin répliqua. M. Clemenceau riposta en publiant texte et fac-similé de la lettre de l'empereur Charles au prince Sixte, où il était question de « la juste revendication » de la France sur l'Alsace-Lorraine. L'effet de cette divulgation fut profond à Vienne et à Berlin. La polémique imprudemment engagée par le comte Czernin avec le terrible jouteur qu'était « le Tigre » tourna à l'entière confusion de lui-même et, plus encore, de son souverain. Après avoir songé à « débarquer » l'empereur Charles, en l'acculant à abdiquer, ce fut Czernin qui dut donner sa démission le 14 avril et céder la place à son propre prédécesseur Burian.

Cette mésaventure compromit l'Autriche-Hongrie aux yeux de l'Allemagne. Le meilleur moyen de se tirer de cette situation délicate eût peut-être été, pour Vienne, de prendre nettement, en face de Berlin, position pour la paix avec l'Occident et pour les concessions qui en étaient la condition. Mais tout autre fut l'attitude qu'adopta l'infortuné et jeune empereur Charles. Il ne vit de salut pour lui qu'en multipliant envers les Allemands les gages de sa fidélité, pour ne pas dire de son repentir. Il commença donc par télégraphier à l'empereur d'Allemagne que les canons autrichiens répondraient sur le front d'Occident aux « calomnies » de M. Clemenceau. Puis il fit le pèlerinage de Spa, quartier général de Guillaume II, où, accompagné de Burian, il trouva une sorte de Canossa laïque.

Le gouvernement allemand avait, antérieurement à cet inci-

dent, songé aux moyens de prémunir l'Autriche-Hongrie contre l'impatience de la paix, à laquelle il la savait en proie et qu'il ne partageait pas, parce que son état-major avait confiance dans la grande offensive préparée sur le front occidental pour l'été de 1918. Peu de temps avant la chute de Czernin, le baron de Kühlmann avait jeté avec lui les bases d'une nouvelle politique commune. Ces bases étaient les suivantes :

1° L'Autriche-Hongrie s'engagerait à conclure avec l'Allemagne une alliance offensive et défensive pour la durée de vingt années. Les deux Puissances concluraient une convention militaire. Elles chercheraient à nouer entre elles une étroite union financière.

2° L'Allemagne s'engagerait à trouver pour la question belge une solution qui ne constituât pas un empêchement à la paix et à accepter l'union personnelle de la Pologne à l'Autriche-Hongrie :

3° Comme l'Autriche-Hongrie elle-même, le royaume de Pologne s'unirait militairement et financièrement à l'Allemagne.

4° L'Autriche-Hongrie se déclarerait prête à accepter l'union étroite de la Roumanie à l'Allemagne.

5° Des solutions conformes à ces principes seraient préparées sans plus tarder.

6° La Lithuanie et la Courlande seraient autonomes avec union étroite à l'Allemagne.

Ces six points furent appelés des « lignes principales non obligatoires, fixées entre les deux ministres, au sujet des buts de guerre et de l'orientation de leurs deux pays ». Ils prouvent que le gouvernement allemand avait trouvé un succédané, un *ersatz* des plus ingénieux au procédé de l'annexion dans un procédé qu'il qualifiait d' « union étroite ». A l'aide de « l'union étroite », il mettait la main sur l'Autriche-Hongrie, la Pologne, la Roumanie, la Lithuanie et la Courlande, ce qui peut s'appeler une belle proie. Si l'on réfléchit que ces dispositions, arrêtées en principe entre les deux ministres, l'autrichien et l'allemand, sont contemporaines du début des opérations militaires de printemps et d'été de 1918, dont l'Allemagne attendait avec confiance une « décision » sur le front occidental, on peut se faire une idée de la puissance que la victoire espérée aurait conférée à l'empire allemand sur le continent européen.

Aucun de ces six points n'avait toutefois passé du principe à l'exécution avant la chute de Czernin. A la fin de mai, un mois et demi après le retour du comte Burian au Ballplatz, Berlin insistait encore à Vienne pour que le projet du traité d'alliance fût préparé. Le 11 juin 1918, Burian se rendit à Berlin où il tint des conférences avec le chancelier Hertling et le ministre Kühlmann. Il se mit d'accord avec eux sur le texte d'un traité, par lequel l'Autriche-Hongrie s'engageait à ne plus ouvrir de négociations et contractait avec l'Allemagne la plus étroite union politique, militaire, financière et économique. L'empereur Charles, dont ce fut là le passeport pour Spa, se prêta sans entrain à ces diverses applications du principe d'union étroite imaginé par les Allemands, mais enfin s'y soumit. Les modalités d'union économique et financière furent ensuite établies par une commission d'experts techniques, qui siégea à Salzbourg du 9 juillet au 11 octobre 1918.

En retour de son indépendance aliénée, l'Autriche-Hongrie n'obtint d'abord même pas cette union personnelle avec la Pologne, qui lui avait été promise antérieurement. La question polonaise ne fut pas définitivement réglée dans les entrevues de Burian avec Hertling et Kühlmann les 11 et 12 juin. Pendant la fin du mois, Burian en fut encore réduit à chercher en Pologne même des appuis en faveur de la solution austro-polonaise, tandis que les agents allemands contrecarraient son action et favorisaient en sous-main la solution germano-polonaise. Il laissa entendre à Varsovie que la condescendance des Polonais à ses vœux rapporterait à leur pays la Galicie. Cet appât produisit l'effet qu'il en attendait : le cabinet constitué à Varsovie sous la présidence de Stecskowcki pencha pour l'Autriche, généralement préférée à l'Allemagne, et jusqu'aux tout derniers jours de la guerre, des Polonais sincèrement patriotes identifièrent l'intérêt de leur patrie avec le salut de la monarchie des Habsbourg. Quant à l'Allemagne, ce ne fut pas avant le mois d'août qu'elle consentit à s'effacer devant les Habsbourg en Pologne, sans bien entendu songer à faire apport à ce royaume d'aucun territoire polonais compris dans les frontières allemandes. Elle n'eut du reste pas grand mérite à admettre pour l'avenir « la solution austro-polonaise », puisque l'Autriche-Hongrie lui était désormais rivée par une alliance draconienne et que nouer semblable alliance

avec la Pologne elle-même était dans les projets de Berlin.

Tel fut le résultat paradoxal auquel aboutirent les efforts de l'Autriche pour hâter la paix et y déterminer l'Allemagne : à serrer entre l'Allemagne et elle des liens qui ne lui laissaient plus que l'ombre de l'indépendance. Paradoxal en apparence, ce résultat est cependant logique. Un belligérant à bout de forces et menacé d'effondrement tombe fatalement sous la dépendance de son allié plus fort, quand il ne peut pas ou ne veut pas l'abandonner.

L'Autriche n'a-t-elle pas pu ou pas voulu se séparer de l'Allemagne ? Elle ne l'a pas voulu parce qu'elle ne le pouvait pas. Un des hommes qui ont eu le plus d'intérêt à suivre sur le moment, et à étudier ensuite les tentatives pacifiques de l'Autriche, M. Bénès, a très judicieusement observé qu'à vouloir se séparer de l'Allemagne, elle se serait exposée à un risque qui, jusqu'à la veille de la catastrophe finale, pouvait lui paraître égal, sinon supérieur, à celui qu'elle assumait en continuant à courir les chances de la lutte. Car, si l'Autriche avait entrepris de faire une paix séparée, l'Allemagne l'aurait envahie et en aurait occupé des parties, la Bohême entre autres. La monarchie des Habsbourg se serait donc exposée par là à être détruite par l'alliée même qu'elle aurait abandonnée. Or, s'il est vrai qu'à la destruction elle ne put pas échapper, il l'est aussi qu'elle put longtemps ne pas croire à une défaite assez complète des deux empires centraux, pour la condamner elle-même à disparaître de la carte.

LA SECONDE VISITE DE BURIAN A SPA ET CELLE DE HINTZE A VIENNE

Dès avant l'échec de la grande offensive allemande de juillet 1918, l'espoir dans le succès décisif des opérations en Occident fut ébranlé à Berlin. Il le fut chez les civils, en l'occurrence plus clairvoyants que les militaires, mais ne le fut pas encore chez les généraux du Grand Quartier. Au début de juillet, le baron de Kühlmann dut donner sa démission, parce qu'il soutenait qu'une « décision » militaire n'était plus possible et qu'il fallait faire la paix.

Après l'échec éprouvé en Champagne par l'offensive allemande, le commencement de la contre-offensive anglo-française sur le front de France, la reprise de l'offensive par l'armée

alliée d'Orient, les esprits s'assombrirent de plus en plus dans les deux empires centraux.

Les progrès de l'inquiétude, pour ne pas dire de l'angoisse, furent toutefois plus profonds et plus rapides en Autriche-Hongrie qu'en Allemagne. A la série des déceptions communes s'ajoutait l'échec d'une offensive autrichienne contre la ligne italienne de la Piave. Cette offensive avait échoué dès la fin de juin, mais l'insuccès n'en aurait pas eu grande importance si les armées allemandes avaient percé en France. Or elles n'avaient pas percé : elles étaient assaillies à leur tour sur toute la longueur de leur front. En Macédoine, les Bulgares risquaient d'être enfoncés. En Palestine, les Turcs étaient refoulés par les Anglais. Telle est la situation militaire dont le développement, pendant l'été de 1918, détermina à Vienne d'abord, à Berlin ensuite, une alarme et un désarroi croissants. La conséquence en fut d'amener le gouvernement allemand à rabattre considérablement de ses prétentions, le gouvernement austro-hongrois à abaisser encore plus les siennes et surtout à implorer de nouveau l'ouverture immédiate de négociations de paix. Ainsi la fortune contraire emporta les engagements d'étroite subordination contractés par l'Autriche-Hongrie envers l'Allemagne quelques semaines plus tôt. Plus les affaires des deux empires allaient se gâtant, plus les nécessités d'un salut d'ailleurs impossible rendirent à Vienne sa liberté d'allures envers Berlin.

Le 14 août 1918, le comte Burian retourna à Spa. Il y avait apporté le projet d'une note à adresser aux ennemis par l'intermédiaire des neutres pour leur proposer d'engager des négociations de paix. Il en appuya la communication à Hertling et au ministre M. de Hintze, successeur de Kühlmann à la *Wilhelmstrasse*, d'une déclaration catégorique disant que l'Autriche-Hongrie était politiquement, militairement, économiquement aux abois et que, sous peine de s'effondrer, elle avait besoin de la paix dans un délai de deux mois. Hertling et Hintze refusèrent leur consentement à l'envoi de la note préparée par le comte Burian et suggérèrent de faire appel à la médiation de la reine des Pays-Bas, ce que le ministre autrichien ne voulut pas. On se sépara sans avoir rien décidé.

Les 3 et 4 septembre, Hintze vint en visite à Vienne et la conversation reprit sur l'angoissant sujet. Le comte Burian

demanda à son collègue allemand les buts de guerre de l'Allemagne, dans la situation où elle se trouvait. Hintze les définit ainsi : intégrité du territoire de l'empire; liberté du commerce ; nouvelle réglementation de la liberté des mers; l'Allemagne est prête à renoncer aux annexions et indemnités; elle consent à la pleine reconstitution de la Belgique et accepte de dédommager ce pays. Burian répondit que l'Autriche-Hongrie demandait pour elle-même l'intégrité de la monarchie, mais ajouta, une fois de plus, « qu'il fallait en finir ». Donc, aussi tard que le 4 septembre 1918, le gouvernement allemand n'en était encore qu'à la solution de la paix blanche, espérant pouvoir s'en tirer sans sacrifice territorial de sa part. Le gouvernement austro-hongrois posait, lui aussi, le principe de l'intégrité de son empire, condition quelque peu contradictoire à la hâte extrême qu'il éprouvait de la paix et aux raisons impérieuses qu'il donnait de sa hâte. Mais c'est la première fois que Berlin admettait de ne rien garder de ce que les armées allemandes avaient envahi et, si l'on songe à ce qu'étaient encore les ambitions au milieu de juin précédent, on doit convenir que la distance séparant les deux termes avait été parcourue assez vite. Toutefois, on ne doit pas oublier que la renonciation aux annexions aurait pu ne pas exclure la mainmise sur divers pays par le procédé de l' « union étroite », si la victoire des peuples de l'Entente n'avait soustrait ces pays aux douceurs de ce genre d'union.

Huit jours après ses conversations de Vienne avec M. de Hintze, Burian annonça à Berlin, le 12 septembre, que l'empereur Charles allait renouveler des ouvertures pour des négociations de paix. Il n'attendit pas l'assentiment des Allemands pour mettre son intention à exécution. Trois jours plus tard, le 15, partit de Vienne une note diplomatique adressée aux neutres et au Vatican, en même temps qu'aux alliés de l'Autriche-Hongrie. Jamais encore une même note n'avait été envoyée par le gouvernement de Vienne à celui de Berlin et à des gouvernements neutres chargés de la transmettre à des ennemis. Pareille anomalie était un signe des temps, plus encore que le fait de s'être passé d'autorisation allemande pour lancer le nouvel appel à la paix. Cet appel, auquel manquait la moindre précision sur les conditions de la paix à conclure, n'obtint aucun succès auprès des ennemis des empires centraux. Tous

le repoussèrent. Les seuls à y répondre favorablement furent les alliés de l'Autriche-Hongrie, l'Allemagne comme les autres, ce qui fut aussi un signe des temps. Cependant, comme il ne s'agissait pas de faire la paix entre alliés, mais bien entre ennemis, l'adhésion des Allemands, Bulgares et Turcs à la proposition autrichienne ne servit de rien.

Douze jours à peine s'écoulèrent avant qu'on apprît à Vienne, le 26 septembre, que la Bulgarie, mise hors de combat par l'offensive du maréchal Franchet d'Esperey, avait demandé un armistice. Cette nouvelle retentit aux oreilles des Autrichiens comme un glas, non celui de la Bulgarie, mais celui de l'Autriche-Hongrie. Le lendemain se réunit, sous la présidence de l'Empereur, un conseil de la Couronne, où Burian et le général Arz, chef d'état-major général, présentèrent la situation comme désespérée et déclarèrent indispensable de refaire aux ennemis des propositions de paix avant le 15 octobre. Burian n'avait même pas attendu la réunion de ce conseil pour adresser à l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Berlin l'instruction de se concerter d'urgence avec les Allemands sur cette démarche.

Les dispositions du gouvernement allemand concordèrent, cette fois-ci, en tous points avec celles du gouvernement austro-hongrois. Le 28 septembre, Lüdendorff se rendit, en effet, au quartier général de Spa et exposa au maréchal Hindenburg que le seul moyen de sauver l'armée allemande était de demander immédiatement aux ennemis un armistice, à la faveur duquel seraient évacués les territoires envahis, où l'on ne pouvait plus se maintenir. Hindenburg en convint. Le 29, tous deux représentèrent à Guillaume II et à M. de Hintze par où il en fallait passer. Ainsi c'était le commandement suprême allemand qui montrait dans un armistice la seule chance de salut. Après le résultat de la bataille de Franchet d'Esperey s'affirmait celui de la bataille de Foch. Le lendemain, Hertling et Hintze donnèrent leur démission et furent remplacés par le prince Max de Bade et M. Solf.

Les civils, — et Guillaume II, malgré ses uniformes, n'est pas à excepter de ce nombre, — furent atterrés de la supplique ou plutôt de la sommation que leur adressaient des généraux qui, jusqu'à une date récente, les avaient constamment mis en garde contre les initiatives pacifiques. Le prince Max de Bade

fit de loyaux efforts pour se soustraire à l'obligation d'exécuter la volonté des militaires et voulut tout au moins s'assurer qu'elle leur était dictée par d'impérieuses raisons. L'affirmation écrite lui en fut donnée par Hindenburg dans des termes qui ne laissaient place à aucun doute : « Le commandement suprême insiste sur sa demande du 29 septembre, qu'une offre de paix soit faite à nos ennemis sans aucun délai... La situation devient de jour en jour plus critique et peut forcer le commandement suprême à prendre de graves décisions. »

L'effet qu'une pareille démarche et l'anxiété qu'elle décèlerait devaient avoir sur les conditions de la paix ne pouvait être que profond. Le prince Max de Bade tint aussi à s'assurer que les généraux allemands ne se faisaient pas d'illusions sur cette conséquence de leur soudain désir de paix ou, s'ils s'en faisaient, à leur ouvrir les yeux. Parmi d'autres questions à Hindenburg, il lui posa celle-ci : « Dans le cas où la situation militaire serait si critique que des démarches immédiates devraient être faites pour un armistice et pour la paix, le commandement suprême se rend-il compte qu'une initiative pacifique prise sous la pression de la situation militaire peut conduire à la perte des colonies allemandes et de territoires allemands, notamment de l'Alsace-Lorraine et des districts purement polonais des provinces de l'Est? » Dans cette question sont en effet tirées avec clairvoyance les inévitables conséquences de la défaite dont, avec une clairvoyance tardive, les généraux cherchaient à limiter les proportions par une rapide suspension des hostilités.

La réponse d'Hindenburg ne fut pas aussi franche que l'avait été la question du chancelier : « Le commandement suprême, écrivit-il, considérerait en dernier ressort la cession d'une petite partie d'Alsace-Lorraine de langue française; la cession de territoire allemand à l'est (c'est-à-dire en Posnanie et Silésie) est pour lui hors de question. » On peut douter que le commandement suprême ait été sincère en répondant de la sorte au chancelier ou bien, s'il s'est flatté que, réduite à solliciter la paix parce que vaincue, l'Allemagne s'en tirât à si bon compte, il a été singulièrement aveugle.

LE DIALOGUE DE BERLIN ET VIENNE AVEC WASHINGTON

Le 3 octobre 1918, partit de Berlin pour Washington une courte note, signée du prince Max de Bade, chancelier impérial, demandant au président Wilson de prendre en mains le rétablissement de la paix, d'inviter tous les belligérants à envoyer des plénipotentiaires pour commencer les négociations, sur la base des messages du président au Congrès des États-Unis, c'est-à-dire des « 14 points », et de provoquer la conclusion immédiate d'un armistice. Le même jour, partit de Vienne pour la même destination une note du comte Burian, proposant un armistice et l'ouverture de négociations de paix avec les États-Unis et leurs alliés. Ces deux notes furent le début d'un dialogue entre Washington d'une part, Berlin et Vienne de l'autre, qui se prolongea jusqu'au 27 octobre et par lequel l'Allemagne ni l'Autriche-Hongrie ne réussirent à se soustraire à leur sort, désormais inéluctable. Ce dialogue ne fut de leur part qu'un ultime et stérile effort pour échapper en partie aux conditions de paix que leur réservaient leurs vainqueurs.

Les appels à l'intervention du président Wilson impliquaient acceptation des « 14 points ». Mais le nouveau gouvernement allemand ne renonça pas à interpréter ces points. Dans la nuit du 4 au 5 octobre 1918, le chancelier réunit chez lui le ministre des Affaires étrangères, M. Solf, et cinq personnalités, tant civiles que militaires, pour leur donner lecture du projet d'un discours au Reichstag sur les perspectives de paix. Il y faisait connaître son interprétation des « 14 points ». Ceux qui touchaient directement à des intérêts allemands étaient, dans le texte du président, d'une clarté limpide. Tel était le cas notamment de ceux qui concernaient la Belgique, l'Alsace-Lorraine et la Pologne. Quant à la Belgique, le chancelier reconnut que lui restituer son intégrité et sa souveraineté constituait pour l'Allemagne « une obligation d'honneur ». On ne saurait mieux dire. Le seul regret à exprimer est que la conscience de cette obligation d'honneur ne revînt au gouvernement allemand qu'au moment où il était aux abois et après qu'il avait projeté pendant quatre ans de retenir Liége et de restreindre l'indépendance belge.

Quant à l'Alsace-Lorraine, le chancelier commença par

confesser : « Nous nous sommes résolus à discuter avec nos ennemis même la question d'Alsace-Lorraine. » Mais ensuite il argumenta de la sorte : « Si M. Wilson voit une injustice dans le traité de 1871 qui a donné l'Alsace-Lorraine à l'Allemagne, il doit, pour être conséquent à son principe, voir une injustice dans les actes de violence par lesquels la France maintenant arrache à l'Allemagne les districts d'Alsace et de Lorraine. » A une époque où le monde entier était en armes, on n'a rien fait de plus désarmant que ce syllogisme ! Il servait de base à la conclusion suivante : « Si l'Alsace-Lorraine ne doit pas être continuellement une pomme de discorde pour l'Europe, son sort doit être déterminé, non par des considérations tirées de torts faits dans le passé, mais par le respect des droits qui ont grandi avec sa population présente. Cette population ne doit pas être livrée à l'avenir à une loi allemande fondée sur la seule force militaire, mais pas davantage à une impitoyable réaction française. Elle doit avoir son mot à dire pour déterminer son avenir. » Ainsi serait justifiée la demande d'un referendum. Nous croyons que l'argumentation ne pouvait que nuire à la demande. Car on n'avait jamais rien imaginé de plus spécieux que cette argumentation pour refuser la réparation des « torts faits dans le passé ».

Pour la Pologne, elle aussi théâtre d'un « tort fait dans le passé », le chancelier commença par déclarer que « la base pour la création d'une Pologne indépendante était fournie par la résolution des puissances centrales de novembre 1916 ». On ne s'en serait jamais douté en se rappelant que les mêmes puissances centrales avaient discuté entre elles pendant deux ans sur ce que leurs propres gouvernements appelaient la « solution austro-polonaise » et la « solution germano-polonaise ». Il est vrai qu'elles n'en étaient plus là et que le prince Max de Bade, placé à la tête d'une Allemagne acculée à la défaite, admit de participer à une garantie internationale de l'indépendance de la Pologne. Du libre accès à la mer, réclamé par Wilson pour le nouvel État, le chancelier ne conçut la réalisation que sous la forme de facilités accordées à la Pologne pour communiquer avec la Baltique à travers le territoire allemand et d'emplacements concédés au commerce polonais dans un port allemand.

En ce qui concerne l'intégrité de la Pologne, le président

Wilson avait spécifié qu'elle devrait être formée de « tous les territoires polonais », — le prince Max de Bade chercha matière à chicane dans le mélange des populations : « Il faut admettre, dit-il, que la question de savoir quels districts sont habités par une population vraiment polonaise est un sujet de vive discussion parmi les habitants intéressés. Il y a des districts âprement disputés en Pologne, exactement comme il y en a en Ulster. » Cette observation indiqua la ressource à mettre en œuvre pour tâcher de ne pas réparer complètement « le tort fait dans le passé » à la Pologne par les partages de la fin du XVIII[e] siècle.

Quant aux pays baltes, le chancelier ne fit pas de difficulté à accepter de les évacuer tous, sous la condition que leur serait garantie la libre disposition d'eux-mêmes. Enfin, quant au sort des colonies allemandes, il se déclara désireux d'un « règlement des questions coloniales », d'après le principe suivant : « Les possessions coloniales devraient être proportionnées aux capacités économiques des nations européennes et à la mesure dans laquelle leur histoire a prouvé qu'elles étaient dignes de protéger les peuples de couleur confiés à leurs soins. »

Telle est la manière dont le prince Max de Bade conçut la mise en pratique des principes wilsoniens, sur les sujets qui touchaient le plus directement aux intérêts allemands. Il a depuis reproché au traité de Versailles d'avoir dérogé aux « 14 points ». Nous pensons que sa propre façon de les interpréter et d'en concevoir l'application pratique y dérogea beaucoup plus que le traité de Versailles.

Comme le gouvernement allemand, le gouvernement austro-hongrois, cherchant abri sous les principes wilsoniens, eut à examiner comment y adapter ses intérêts ou plutôt comment les adapter à ses intérêts. C'est, on s'en souvient, un travail auquel il s'était déjà livré en mars précédent. Mais, depuis lors, les événements s'étaient précipités; l'adaptation faite au mois de mars devait être rendue moins complaisante. Sans doute l'argumentation alors opposée aux revendications italiennes sur le Tyrol et l'Istrie, pourrait-elle encore être utilisée à l'occasion, pourvu que les troupes du général Diaz ne se fussent pas emparées de ces territoires avant la conclusion de l'armistice imploré du président américain. Mais les Bulgares ayant posé les armes sans concert avec Berlin ni Vienne et leur capitu-

lation ouvrant les Balkans aux armées de Franchet d'Espérey, il fallait d'ores et déjà faire son deuil des aménagements balkaniques projetés. La Roumanie rentrant en guerre et répudiant le traité qui lui avait été imposé à Bucarest, les servitudes dont on l'avait grevée et la rectification de frontière qu'on lui avait fait subir ne pouvaient plus être aussi que choses du passé : on devrait s'estimer heureux de ne rien perdre de ce côté.

Encore le problème ne se réduisait-il pas, pour l'Autriche-Hongrie, à échapper aux cessions territoriales ou à les limiter : il s'étendait à une question de vie ou de mort, d'être ou ne pas être, en raison du mouvement des nationalités à l'intérieur et des appuis que ces nationalités avaient trouvés à l'extérieur. Celui des « 14 points » wilsoniens qui concernait cette grave question était rédigé en termes ambigus, permettant à l'Autriche-Hongrie de s'en tirer par la concession d'autonomies locales. Seulement, les circonstances ne se prêtaient plus à répondre au président Wilson par quelque échappatoire, alléguant l'impossibilité de constituer des « États nationaux ». Si l'on voulait avoir une chance de s'en tirer avec des autonomies, encore fallait-il les concéder sans perdre un instant. Burian en eut conscience et, dès le conseil de la Couronne du 27 septembre, introduisit la question de la « réorganisation de la Monarchie ». Soit qu'il ne fût pas suivi immédiatement, soit que cette réorganisation exigeât des préparatifs, plus de quinze jours s'écoulèrent avant que parût, le 16 octobre 1918, un manifeste de l'empereur Charles annonçant la fédéralisation de l'empire. Cette mesure, qui venait trop tard pour produire des effets appréciables à l'intérieur, fut beaucoup trop tardive aussi pour procurer à l'Autriche-Hongrie les faveurs de Wilson. Le président, entre mars et octobre 1918, avait adhéré, comme les gouvernements français, anglais et italien, aux revendications d'indépendance des Tchécoslovaques et des Yougoslaves et pris des engagements envers leurs représentants. Sa réponse du 18 octobre à la note austro-hongroise du 3 signifia à Vienne que c'était aux Tchécoslovaques et aux Yougoslaves qu'il appartenait désormais de prononcer eux-mêmes sur le sort de leurs nationalités Cette réponse équivalait à l'arrêt de mort de la monarchie austro-hongroise.

La manœuvre des Allemands n'obtint pas auprès de Wilson

plus de succès que celle des Autrichiens. Répondant le 8 à la note du chancelier en date du 3, le président commença par lui demander s'il parlait « au nom des autorités de l'Empire allemand qui avaient jusqu'alors mené la guerre » et continua en refusant de transmettre une demande d'armistice aux puissances de l'Entente, tant que l'armée allemande occuperait leur territoire. Pressé par la nécessité de plus en plus urgente d'un armistice, le gouvernement de Berlin s'empressa de confirmer son adhésion aux « 14 points », de souscrire à l'évacuation des territoires occupés comme condition préalable d'une négociation de paix, enfin de se déclarer soutenu par la grande majorité du Reichstag, donc interprète d'une Allemagne parlementaire. Cette note, qui est du 12 octobre, fut concertée avec le gouvernement austro-hongrois, à qui le président Wilson n'avait pas encore fait l'honneur d'une réponse particulière. Elle ne suffit pas à satisfaire le président des États-Unis. Son secrétaire d'État, Lansing, répliqua le 14 octobre à la note allemande du 12, en signifiant à Berlin que l'évacuation des territoires occupés était une affaire à régler par le haut commandement des armées de l'Entente de manière à assurer pleinement leur supériorité militaire absolue, que toute destruction devait cesser, que la guerre sous-marine devait être arrêtée et que le régime absolutiste sous lequel vivait l'Allemagne devait être aboli. Ces sommations furent reçues à Berlin avec consternation. Elles portèrent un rude coup à l'espoir d'échapper par l'intervention du président Wilson aux conséquences de la défaite, comme le fit à Vienne la note américaine du 18 octobre.

Soustraire les armées à la bataille restait cependant le seul moyen de les soustraire à des désastres. Les soustraire à des désastres était le seul moyen d'épargner aux deux Empires des révolutions intérieures et d'atténuer pour eux la rigueur des sacrifices exigés par la paix. Obtenir un armistice était le seul moyen d'arrêter l'offensive des armées de l'Entente. L'intervention du président Wilson était le seul moyen de hâter cet armistice, sans le solliciter directement du maréchal Foch. Tel fut l'enchaînement des nécessités qui firent à Berlin et à Vienne une loi de ne pas se laisser rebuter par l'attitude de Wilson.

Le 20 octobre, une note allemande signée de M. Solf et

répondant à celle de Lansing du 14 fit savoir à Washington que l'Allemagne renonçait à faire torpiller les navires à passagers, annonça que le gouvernement allemand avait été mis en harmonie avec les formes du régime parlementaire, mais équivoqua sur les modalités de l'évacuation des territoires occupés. La réplique du président à cette note de Solf fut contenue dans une note de Lansing du 23 octobre. Elle indiqua qu'il avait transmis à ses associés sa correspondance avec Berlin et que, s'ils étaient disposés à conclure la paix sur les bases définies par lui, leurs conseillers militaires et les siens auraient à arrêter les termes d'un armistice qui leur permît d'imposer leurs conditions de paix. Elle contesta que le gouvernement allemand d'alors fût un gouvernement populaire et conclut que, s'il s'agissait pour les États-Unis de traiter avec « les maîtres militaires et les autocrates monarchiques de l'Allemagne actuelle », ce ne serait pas de négociations de paix qu'il serait question, mais bien de « capitulation ». Même à cette terrible semonce, le prince Max de Bade jugea que la situation faisait à son gouvernement un devoir de répondre. M. Solf répondit donc, le 27 octobre, en déclarant que les négociations de paix seraient conduites par un gouvernement allemand déjà constitutionnel et qu'il attendait des propositions d'armistice qui conduisissent à la conclusion d'une paix juste.

Plus complète encore fut l'abdication du gouvernement austro-hongrois entre les mains de Wilson. Le 22 octobre, le comte Andrassy, ministre commun des Affaires étrangères d'Autriche et de Hongrie, répondit à la note américaine du 18 en déclarant souscrire aux vues du président sur les droits des Tchécoslovaques et des Yougoslaves, être prêt à entrer en pourparlers pour un armistice et pour la paix, et prier les États-Unis de « vouloir bien faire les préparatifs appropriés ». Cette note d'Andrassy ne spécifia pas que la négociation à engager dût s'étendre à l'Allemagne.

Dans ce dialogue dramatique avec le président Wilson, les gouvernements croulants des Empires centraux apparaissent se débattant contre leur propre destin, et non plus discutant de celui de leurs ennemis et du leur. Effectivement, ils étaient l'un et l'autre aux abois. L'absolu désarroi de la monarchie des Habsbourg lui fit voir une ultime chance de salut dans la résolution tardive de fausser compagnie à l'Allemagne. Le

27 octobre, l'empereur Charles écrivit à Guillaume II pour l'informer de son « irrévocable décision d'émettre avant vingt-quatre heures une demande de paix séparée et d'immédiat armistice ». Le 28, le prince de Hohenlohe, ambassadeur d'Autriche à Berlin, vint communiquer cette lettre au prince Max de Bade : « Les gens vont me cracher dessus, lui dit-il; je ne peux pas plus longtemps me montrer dans les rues de Berlin! » La décision de l'empereur Charles consterna le gouvernement allemand, qui ne s'était pas attendu à être abandonné par l'Autriche avant de l'avoir été par la Turquie. Elle fut pourtant la conséquence à peu près fatale de l'effondrement du front d'Italie sous l'offensive des troupes du général Diaz et de la marche des armées de Franchet d'Espérey vers les frontières orientales de la Monarchie. Celle-ci, qui n'était déjà plus qu'un souvenir historique, ne tira toutefois aucun profit de sa défection. Quelques agitations, vaines et désordonnées, qui se placent à l'extrême fin d'octobre et dans les premiers jours de novembre 1918, eurent pour théâtre la Suisse et pour but d'apitoyer, soit l'une, soit l'autre des puissances de l'Entente : elles ne produisirent aucun effet.

L'armistice consenti à l'Autriche-Hongrie le 3 novembre 1918, le fut à une puissance qui n'existait déjà plus que de nom. Celui qui fut accordé à l'Allemagne le 11 novembre et qu'elle avait dû solliciter directement du maréchal Foch, arriva juste à temps pour lui épargner une catastrophe pire, militairement et politiquement, que la capitulation à laquelle elle se résigna. Elle ne l'obtint si vite que parce que les conditions en avaient été arrêtées d'avance entre ses ennemis, à la suite de son dialogue de trois semaines avec Washington; par là elle tira quand même un appréciable profit de son appel à Wilson.

Ce qui suivit n'appartient plus à l'histoire de « la paix des Empires centraux », mais bien à celle de « la paix des Alliés ».

* * *

LES QUATRE SERGENTS DE LA ROCHELLE

II [1]

L'ÉCHEC

LA TOUR DE LA LANTERNE

Des barques, des voiles d'un bleu sombre ou de cette belle couleur tannée qui flamboie au soleil; à l'entrée du port, placées en sentinelles, deux tours massives et grises ; une porte moyenâgeuse baroquement couronnée d'ornements Louis XV et s'ouvrant sur des rues à arcades, — à porches, comme disent les Rochelais; des palais du XVIII[e] siècle, des galeries à l'italienne; des maisons bourgeoises cossues, dont la façade est tourmentée d'emblèmes et de figures; de pauvres bâtisses trapues, tassées le long de venelles obscures, toutes ces somptuosités, ces élégances et ces misères confinées, enserrées par des remparts d'où l'on découvre l'estuaire, les vaisseaux, la libre mer : La Rochelle n'a point profondément changé depuis le 13 février 1822, jour où le 45[e] y fit son entrée.

Les casernes se trouvaient voisines de la Porte Dauphine, à l'extrémité de la ville opposée au port ; et Bories pensait faire connaissance avec la salle de police réservée aux sous-officiers, quand arriva l'ordre de le conduire à la Tour. Il eut à peine le temps de remettre en secret à Goubin une boîte en carton

(1) Voyez la *Revue* du 1[er] septembre.

contenant des lames de poignard, et se plaça au milieu des soldats qui devaient l'escorter.

De petites rues, des cabarets dont les enseignes portaient sans doute déjà des noms qui fleuraient la Bretagne, puis un escalier, une sorte de chemin de ronde bordé d'un côté par les remparts, de l'autre par des maisons basses et comme enfoncées dans le sol... Bories aperçut devant lui une bâtisse ronde, crénelée, coiffée d'un haut toit terminé en flèche et auquel s'accrochait une échauguette ajourée : la Tour de la Lanterne.

Monument fameux à La Rochelle : jadis, dans l'échauguette de pierre brûlait un gros cierge qui servait de phare et indiquait l'entrée du port. Rabelais n'avait pas manqué de faire passer son héros Pantagruel au pays de Lanternois, où sur une haute tour se dressait « la lanterne de La Rochelle, laquelle lui fit bonne clarté... » ; mais ce souvenir riant s'était tôt obscurci : prêtres persécutés au temps des guerres de religion, protestants poitevins cherchant à s'embarquer pour la Hollande, marins anglais capturés en mer, Vendéens de 1793 avaient été enfermés dans la Tour de la Lanterne désormais déchue, tombée de phare porte-lumière au rôle de prison.

Avec Bories, la tradition se continuait.

Cette arrestation inattendue donnait à penser ; elle n'était évidemment pas la conséquence de la rixe d'Orléans, et l'autorité militaire avait dû apprendre des faits plus graves. Bories soupçonna-t-il que son escapade de Tours à la recherche du capitaine Massias n'était point passée inaperçue, que son hôte de Poitiers l'avait dénoncé ? Ce qu'il vit clairement en tout cas, c'est que la conspiration pouvait d'un instant à l'autre être découverte : il avait en effet déposé chez un bon cousin de La Rochelle une malle contenant des poignards, des cartes découpées, des lettres écrites par des membres de la vente centrale ; si la police saisissait tout cela, c'était la catastrophe.

Un jour où Goubin, Pommier, Raoulx et Lefèvre étaient parvenus à se glisser dans la prison, Bories leur dit : « Il faut absolument que j'aie une heure de liberté. Il faut que je fasse disparaître une malle qui peut nous perdre tous, qui peut compromettre un brave officier du régiment. Il le faut, à quelque prix que ce soit, de quelque façon que ce soit. » Les esprits travaillèrent : comment s'échapper ?

Le cachot de Bories, situé au premier étage de la Tour et pratiqué dans l'épaisseur des murs, n'avait qu'une fenêtre étroite garnie de barreaux de fer, ce qui rendait toute évasion impossible ; la porte, de plusieurs pouces d'épaisseur, était doublement verrouillée... Après mûre réflexion, les cinq camarades décidèrent que le moyen le plus simple, celui qui offrait les plus grandes chances de réussite, était de tâcher de séduire les geôliers. Justement le gardien en chef venait de mourir, et sa veuve le remplaçait, secondée par un concierge provisoire, un ancien gendarme nommé Bolsingre ; Bories déploya toutes ses grâces, ses facultés de persuasion, parla d'amourettes ; et la veuve, apitoyée par ce sergent-major si jeune et si joli garçon, se laissa convaincre : à son tour, le brave Bolsingre se rendit, mais à condition qu'il ne perdrait pas Bories de vue et que celui-ci ne serait absent qu'une heure.

Bories accepta tout ce qu'on voulut. Une nuit, surveillé discrètement par l'ancien gendarme, il alla chez le bon cousin auquel il avait confié sa malle et fit disparaître poignards, cartes, papiers... Au moment où il s'apprêtait à regagner la Tour, Goubin et les autres le rejoignirent, et de tout leur cœur, — car ils l'aimaient, l'admiraient, — lui conseillèrent de fuir : l'affaire vraiment prenait mauvaise tournure, et rien n'était plus facile que de tromper la vigilance de Bolsingre.

— Non, dit Bories, il a notre parole, nous devons la tenir. D'ailleurs nous ne pouvons abandonner ceux qui se sont compromis avec nous ; quel que soit le sort qui les attend, nous devons le partager.

Et volontairement il se remit sous la tutelle de son gardien.

Quelques jours après, le colonel de Toustain recevait l'ordre de faire transférer Bories de La Rochelle à Nantes, où le général comte Despinois voulait l'interroger ; et le 24 février, le sergent-major quittait la Tour, « marchant, comme le porte le registre de la prison, sous l'escorte de la gendarmerie ».

Le même 24 février, après bien des tergiversations et des palabres entre ventes du premier ou du second ordre, le général Berton résolut d'agir ; mais, au lieu de partir de Saumur comme le prévoyait le projet primitif, il commença le mouvement par Thouars, petite ville fermée dont les habitants étaient favorables au libéralisme et où la force

armée consistait en cinq gendarmes, eux-mêmes carbonari.

En effet, les conspirateurs ne rencontrèrent aucune résistance sérieuse; le drapeau tricolore fut acclamé et, à la tête de quelques centaines d'hommes, Berton marcha sur Saumur, distant de sept lieues; mais à mesure qu'il avançait, sa troupe se lassait, l'enthousiasme tombait, les fidèles s'éclipsaient, et lorsqu'il parvint aux portes de Saumur, en compagnie du sous-lieutenant Delon, — celui-là même que Lefèvre avait vu aux environs de Sainte-Maure, — le général n'avait plus derrière lui que 150 hommes, harassés, mal armés.

Il comptait sur les bons cousins de la ville qui devaient se porter à sa rencontre, mais aucun ne parut, et à leur place, ce fut le maire de la ville qui se présenta. Il faisait nuit, et des deux côtés du Pont Fouchard qui traverse la petite rivière du Thouët, on parlementa. Le maire pressait Berton de se retirer; le général, espérant toujours qu'un renfort lui arriverait de la ville, s'y refusait, et pendant ces discussions, le sous-préfet alertait la garnison. « Vous n'avez que le temps de fuir, dit le maire à Berton, on va vous attaquer avec de l'artillerie ! » Furieux, Delon frappait la terre de son épée et suppliait qu'on prévînt par un effort vigoureux l'attaque des troupes régulières, mais le général ordonna la retraite, disant: « Je ne prendrai pas sur moi de faire verser le sang français. »

Alors ce fut la débandade, le sauve-qui-peut vers Montreuil, vers Thouars. Oubliés le drapeau tricolore et la liberté et la haine des Bourbons! Chacun ne songeait plus qu'à sa sûreté. Le lendemain et les jours suivants, traqués par la troupe, la plupart des conjurés furent arrêtés. Berton et Delon parvinrent à passer entre les mailles, et sous un déguisement se dirigèrent vers La Rochelle.

Avant son départ, Bories avait remis ses pouvoirs à Pommier qui, fier d'être promu à la présidence de la vente, de disposer des cartes de reconnaissance et des poignards, entra aussitôt en rapport avec les carbonari de la ville. Ceux-ci étaient nombreux, car depuis longtemps la maladie de la conspiration sévissait parmi les Rochelais : il y avait une vente civile, des sociétés politiques dont les traditions républicaines remontaient au Directoire, au temps où le général Moreau avait fondé l'association des Philadelphes, puis conspiré avec

Bernadotte contre Bonaparte. Outre les bourgeois, les militaires fournissaient un appoint important à la Charbonnerie qui pouvait compter sur les bataillons d'infanterie coloniale de l'île de Ré, sur 700 hommes de la même arme qui attendaient le moment de partir pour le Sénégal et dont le commandant, M. Sofréon, était favorable à la cause. Comment, après cela, douter du succès ?

Mais, lorsqu'on apprit l'échec de Berton et que deux compagnies du 45e furent envoyées à la poursuite des fugitifs de Thouars et de Saumur, il fallut déchanter; et le petit Raoulx qui, après l'arrestation de Bories, avait dit : « Cela va mal, il faut hâter le dénouement », était plus que jamais de cet avis. Pourtant les carbonari de La Rochelle faisaient bonne contenance et, au cours de leurs entrevues secrètes avec les sous-officiers du 45e, ils travaillaient à rétablir la confiance : si l'affaire de Saumur avait échoué, la faute en incombait aux Chevaliers de la Liberté, des incapables, des peureux, qui au moment critique s'étaient terrés au lieu de se montrer; et Berton lui-même n'échappait point à tout reproche : pourquoi parlementer, laisser passer le temps, alors qu'il fallait agir ? La leçon était bonne, et cette fois-ci on ferait mieux; le délégué, porteur des ordres de la Vente suprême, ne pouvait tarder à arriver.

Réconfortés, Pommier et ses amis repartirent sur de nouveaux frais. Thomas, le caporal si fier de son poignard qu'il le brandissait à tout propos, et un de ses camarades nommé Lecoq faisaient partie des compagnies envoyées à la poursuite de Berton : deux affiliés de moins. Il fallait combler ce vide.

Raoulx, depuis quelque temps, avait entrepris le sergent Goupillon, lui contant monts et merveilles d'une association « dans le genre de celle des charbonniers de Naples » et dans laquelle il devrait bien entrer. Goupillon, à la fois curieux et pusillanime, hésitait, mais le petit Raoulx, avec sa faconde, le persuada ; et un soir, chez Maringuy le cabaretier, Goupillon fut solennellement reçu par ses bons cousins.

Goubin tira son poignard, fit jurer au récipiendiaire de ne point révéler ce qu'on allait lui confier, et l'avertit que, s'il manquait à son serment, il serait la première victime de ses camarades. Tremblant, Goupillon jura et apprit successivement les mystères horrifiques de la secte et les nouvelles les plus

encourageantes : Niort, Poitiers, Lyon, Grenoble devaient se soulever d'un commun accord, les bourgeois suivraient...

Après Goupillon, ce fut le tour d'un autre néophyte, nommé Dariot-Seq, que l'on reçut dans les mêmes formes. La vente du 45e prospérait, et Bories eût été satisfait.

Le président de la vente civile de La Rochelle venait d'annoncer que tout était prêt et que dans trois jours le drapeau tricolore flotterait à Nantes. Espoirs magnifiques! Goubin pensa aussitôt que le capitaine Massias, l'équivoque conjuré, ne pouvait maintenant hésiter à se déclarer et qu'ainsi la vente du 45e retrouverait une tête; mais Massias, rendu prudent par l'échec de Saumur, fit l'homme qui ne comprend rien. Goubin et Pommier étaient désespérés : dans leur sincérité, ils ne se sentaient pas de taille à mener jusqu'au bout une si difficile entreprise; le courage ne leur faisait pas défaut, mais l'initiative, l'intelligence des événements.

Un jour un affilié, — un civil, — leur dit de se rendre chez Demeulle au *Café du Port*, lieu de réunion ordinaire des carbonari; ils y trouvèrent un inconnu qui les emmena hors de la ville dans un endroit désert, et leur dit, en grand secret, que le délégué de Paris était arrivé ainsi qu'un général qui prendrait le commandement de l'insurrection; Goubin fut désigné pour venir conférer le lendemain avec ces hauts personnages, Pommier se trouvant retenu par son service.

Goubin était une âme simple : parler à un délégué, à un général, lui simple sergent, cela lui semblait exorbitant. Comment Massias refusait-il un pareil honneur? Une seconde fois, il tenta de convaincre le capitaine, lui écrivit une belle lettre, mais, comme devant, l'autre fit la sourde oreille; et Goubin partit seul, ayant dans sa poche des cartes de reconnaissance.

Encore un endroit désert, encore un inconnu; on échange des mots, des papiers, puis l'inconnu s'éloigne : il va demander au délégué de Paris, — c'est Flotard, — s'il veut recevoir un modeste carbonaro. Flotard y consent et, quelques minutes après, Goubin se trouve devant un homme d'une trentaine d'années, à la taille courbée, à la barbe rousse et au teint blême, qui lui demande : « Où est le sergent Bories? — A Nantes. — Et le capitaine Massias? » Goubin raconte ses tentatives; le délégué furieux s'écrie que le refus de Massias est une violation des promesses qu'il a faites à Paris : c'est lui qu'il veut

voir, non un autre! Et, remettant à Goubin un mouchoir à carreaux rouges, blancs et bleus, il lui ordonne de présenter ce signe au complice récalcitrant : si celui-ci vient au rendez-vous, il prendra un côté de la route de Nieul ; lui, délégué, suivra l'autre; chacun aura un livre à la main et l'on pourra s'aborder sans danger.

Déçu, mais discipliné, le bon Goubin repart, va étaler, avec les précautions voulues, le mouchoir à carreaux rouges, blancs et bleus sous les yeux de Massias qui manifeste une complète indifférence. Goubin n'en peut croire ses yeux et, obstiné, fait écrire par Raoulx, qui sans doute a une belle plume, deux lettres au capitaine ; Bicheron se charge de les porter, mais Massias ne répond pas. Décidément, la conspiration risque de rester sans tête.

Quelques jours après, le 13 mars, des bourgeois viennent demander Goubin à la caserne et l'emmènent de nouveau au *Café du Port*; de là un guide conduit le sergent sur la route de L'Houmeau où l'attendent Flotard et quelques officiers habillés en civil ; de général, point. Flotard, plus affable qu'à la dernière entrevue, se renseigne sur l'esprit du 45e : « Combien de cousins au régiment? — Vingt et un, répond Goubin. — Il est temps de s'entendre avec les bourgeois, dit Flotard, car le moment de l'exécution approche : Poitiers, Niort et d'autres villes seconderont La Rochelle. » Puis, après avoir exposé le plan d'attaque : formation de deux pelotons dont l'un se portera chez le colonel, l'autre chez le général afin d'empêcher tout contact avec la troupe, il ordonne à Goubin de se rendre le lendemain au *Café du Port* pour recevoir les nouvelles.

Exact au rendez-vous, Goubin apprit que le général Berton, le fugitif de Thouars, était enfin arrivé aux environs de La Rochelle.

La conspiration retrouvait un chef; dans son enthousiasme, Pommier, dont le tour de service venait de se terminer, voulut donner à cet événement une importance solennelle : et malgré Goubin, Raoulx et Lefèvre qui conseillaient la prudence, il convoqua les affiliés à l'auberge du *Lion d'Or*, dans le faubourg de Lafond.

Lafond est un petit village, à moins d'un kilomètre de La Rochelle, au delà de la Porte Dauphine : une route bordée de

maisons basses, de cabarets; dans les rues adjacentes, des jardins, de petites fermes, des bâtisses sans caractère, et, perdu parmi tout cela, un ancien couvent au porche sculpté.

L'endroit était d'autant plus mal choisi que les soldats de la garnison avaient l'habitude d'aller à Lafond pour « godailler »; mais Pommier ne se préoccupait point de ces détails : président de la vente, son devoir était d'avertir les fidèles, et le 14 mars, vers une heure, après la parade, ceux-ci franchirent les remparts construits par Vauban, passèrent sous la voûte que surmonte l'écusson royal et se réunirent dans une salle assez vaste, au premier étage du *Lion d'Or*.

Pommier prit la parole et annonça aux bons cousins l'arrivée d'un commissaire de la Vente suprême et d'un général chargé de prendre le commandement...

— Il peut bien ne pas se presser, interrompit le caporal Demait. Si ça doit aller ici comme à Saumur!

— Vous ne pouvez savoir tout ce qui se passe, répliqua Pommier. Soyez sûrs d'une chose pourtant, c'est que toute la France est prête à marcher. Au premier signal, levez-vous et ne vous inquiétez de rien : pas un officier ne pourra arriver au quartier; les bourgeois se chargent de leur barrer le passage.

Alors, comme dans toute réunion de sérieux conspirateurs, on discuta le plan et, hiérarchiquement, chacun opina par rang d'ancienneté. Quand ce fut le tour de Goupillon, celui-ci très énervé proposa de commencer tout de suite, d'enlever le régiment, d'égorger le colonel et les deux chefs de bataillon, de mettre le feu aux casernes, puis il tira son sabre et cria : « Je jure que je vengerai les mânes de mon père qui a été outragé par le gouvernement actuel! » Mais cet avis, ce geste furent accueillis par des rumeurs, et la majorité se prononça pour la simple détention des officiers que les bourgeois conduiraient à la Tour. Ensuite, on récapitula à loisir les chances de succès : outre les Chevaliers de la Liberté, il fallait compter les galériens de Bellecroix, les prisonniers qu'on délivrerait, une partie de la garnison de Ré, d'Oléron, et plus de trois cents Rochelais qui n'attendaient que le moment d'agir. Deux drapeaux tricolores étaient cachés chez un bon cousin de la ville : Goubin connaissait la maison... Et, tout soulevés d'espoir, les affiliés rentrèrent par petits groupes à la caserne : les Bourbons n'avaient qu'à bien se tenir, la liberté était en marche.

Tous ces conciliabules, ces allées et venues n'avaient pu échapper entièrement à la police militaire, si médiocre qu'elle fût : et dès le 19 février le général Nagle, commandant le département de la Charente-Inférieure, avisait le colonel du 45e qu'un individu se disant commis-voyageur et portant avec lui « des armes et beaucoup d'or » se rendait à La Rochelle dans l'intention probable de s'aboucher avec les carbonari du régiment. Ce commis-voyageur, c'était sans doute Flotard qui prudemment restait à Marans et ne s'approchait que sur rendez-vous des endroits dangereux.

Deux jours après, le général Despinois avertissait le marquis de Toustain que son régiment était sérieusement « travaillé »; et le pauvre colonel se voyait menacé d'une nouvelle disgrâce. Déjà son attention avait été éveillée par les rapports de Choulet, par les dépenses excessives que faisaient ses sous-officiers : cafés, banquets, ripailles, rien n'y manquait ; et comme il savait que Goubin et les autres n'étaient point fils de princes, il se demandait d'où venait l'argent.

De fait, les charbonniers du 45e ne se cachaient guère : chaque jour, Goubin recevait ses camarades dans sa chambre, et, étalant une carte sur son lit, leur disait : « Voilà notre point de direction. »

Le 15 mars, il leur raconta qu'il avait vu la veille, rue du Nord, chez un marchand de tabac qui était dans le secret, deux personnages d'importance qui lui avaient assuré qu'on se chargerait de la subsistance des affiliés après la réussite du complot, que celui-ci allait éclater...

Or, le jour même où il parlait si bien, Goubin fut appelé chez le colonel qui lui demanda compte de propos qu'il aurait tenus à Niort. Le sergent répondit que tout s'était passé de la façon la plus innocente, qu'il avait été avec des camarades au café.

— Votre hôte était-il avec vous ? demanda le marquis de Toustain.

— Non, mon colonel.

Or, Raoulx et Pommier, interrogés séparément sans que Goubin le sût, avaient déclaré que l'hôte les accompagnait. Cette contradiction confirma les soupçons du colonel qui, sans désemparer, fit envoyer Goubin à la Tour.

GOUPILLON

La Vente suprême supportait sans résignation le second échec de Saumur et essayait de prendre une revanche qui rétablirait la Charbonnerie dans la vénération des fidèles; elle manquait malheureusement d'esprit de décision, de constance dans le propos et aussi de courage.

M. de Beauséjour, homme populaire à La Rochelle, pressé de prendre la direction des opérations, prétexta un rendez-vous avec le ministre M. de Villèlle et refusa de partir; La Fayette s'offrit à le remplacer, mais son entourage n'accepta point ce sacrifice : allait-on exposer le Maître comme à Belfort ?... Et c'est ainsi que Flotard et le colonel Dentzel, — un carbonaro énergique, celui-là, un vieux suspect, — reçurent en fin de compte les pleins pouvoirs du Comité directeur.

Quand les deux délégués rencontrèrent le général Berton, ils le trouvèrent non découragé mais furieux de se savoir taxé de faiblesse, d'incapacité, et voulant à tout prix faire oublier sa défaite par quelque action éclatante. De son côté, le sous-lieutenant Delon répétait avec une obstination froide qu'il fallait attaquer coûte que coûte; et c'est dans cet état d'esprit belliqueux que les « hauts personnages » se mirent en rapport avec les humbles sergents, futurs annonciateurs de la révolte, qu'ils endoctrinèrent quotidiennement le candide Goubin.

Mais, le 15 mars, celui-ci manqua au rendez-vous, et ce fut Pommier qui parut. Il raconta l'arrestation soudaine, incompréhensible de son camarade qui n'avait commis aucune faute de service. Fâcheuse histoire, mauvais indice, pensa Flotard; mais le temps pressait : Pommier fut substitué à Goubin, chargé d'assurer la liaison entre les conjurés, et, pour exciter son zèle, le délégué de la Vente suprême lui affirma qu'il ne quitterait pas La Rochelle avant que l'affaire ne fût terminée : « Mourir sur la place du quartier ou vaincre », c'était la seule alternative.

Pommier n'avait pas besoin d'encouragement : président de la vente, puis retenu par son service, il reprenait les rênes, et durant les heures suivantes, il se prodigua : « Il faut que je sois capitaine ou mort », répétait-il en arrangeant à sa manière les paroles de Flotard.

Le 16 mars, il assemble les affiliés à l'auberge de *la Boule d'Or*; Goubin prévenu parvient à séduire le gardien Bolsingre, sort de la Tour déguisé en bourgeois et va retrouver ses amis. « L'attaque est proche, dit Pommier. Six heures avant, le général Berton entrera en ville pour prendre le commandement ; il fera battre aux champs, on distribuera de l'argent, des cartouches... » Puis il part en hâte retrouver Flotard. Lorsqu'il revient, ses camarades sont encore attablés, et, cette fois, il leur annonce que le signal est imminent : la générale et le tocsin. Tous, haletants, fiévreux, écoutent. Goubin dit à Raoulx de lui apporter un poignard à la Tour, car, comme détenu, il est sans arme et doit pouvoir au moment de l'action délivrer les prisonniers... puis, consciencieusement, il retourne dans son cachot.

Les autres, très échauffés, rentrent à la caserne, et Raoulx, rencontrant un caporal qu'il a en vain tenté de convertir, lui dit : « Nous sommes menés comme des esclaves dans le régiment, mais ça ne durera pas toujours. Il faut que vous soyez bien bête pour n'avoir pas accepté ce qu'on vous... » La prudence reparaît, il n'achève pas.

Le lendemain, un dimanche, Pommier a rendez-vous, non au *Café du Port*, mais à une lieue de La Rochelle avec les hauts personnages; un homme d'une cinquantaine d'années, vêtu d'une lévite brune, l'attend près de la Porte Dauphine et lui sert de guide... L'arrestation de Bories et de Goubin pouvant faire craindre des révélations, ces messieurs décident que le mouvement aura lieu la nuit prochaine; Pommier viendra, le soir même, prendre les derniers ordres.

A peine rentré, celui-ci convoque ses camarades, non plus à *la Boule d'Or*, — il faut éviter les réunions répétées au même endroit, — mais chez Yvert, au *Soleil d'Or*, en face du Jardin des Plantes. L'heure est fixée, leur dit-il, cette nuit à quatre heures.

Chacun se prépare. Raoulx va porter un poignard à Goubin qui lui répète qu'il est sûr de tous les prisonniers de la Tour. Les autres conjurés, impatients, traînent leur oisiveté dans les chambrées, à la cantine. Là un des affiliés, le sergent Assenès, dit au tambour d'une compagnie, qui se désaltère copieusement :

— Ne buvez pas, parce que cette nuit vous battrez la générale.

— Pourquoi battre la générale? demande l'autre étonné.

— Ne parlez pas si fort; c'est cette nuit que se fera le grand coup.

Pommier ne se montre pas plus prudent et conseille au cantinier Collignon de ne pas acheter beaucoup de vin, car « bientôt il y aura du changement ».

Les heures passent, lourdes, lentes.

Après l'appel, Pommier, qui doit voir pour la dernière fois avant « le grand coup » Flotard et Berton, revêt une blouse de paysan, et, un gros bâton à la main, feignant de boiter, s'apprête à sortir du quartier. En passant devant la cantine, quelqu'un le reconnaît et lui demande si c'est pour aller voir une femme qu'il s'accoutre ainsi. « J'ai quelque chose de plus sérieux qui m'occupe », répond le sententieux Pommier. Il a presque franchi le seuil de la caserne, quand l'adjudant de garde, nommé Lecomte, trouvant à ce paysan une physionomie étrange, lui crie d'arrêter; Pommier se met à courir, Lecomte le rattrape et le fait conduire à la salle de police.

Décidément, la malchance, — une curieuse malchance, — s'acharnait sur les bons cousins : chaque fois qu'ils touchaient au but, une arrestation imprévue annulait leurs efforts.

Raoulx était furieux que Pommier se fût laissé prendre et disait tout haut :

— A sa place, j'aurais poignardé l'adjudant.

— Et où auriez-vous trouvé le poignard? demandait la cantinière qui l'écoutait.

— Je n'aurais pas été embarrassé!

Mais la mauvaise humeur ne servait de rien : tout était prêt, les hauts personnages attendaient. Malgré tout, il fallait les prévenir; or seuls Pommier et Goubin étaient accrédités auprès d'eux. Par bonheur, le gardien de la Tour, Bolsingre, était d'excellente composition, et une fois de plus, Goubin put sortir de prison et avertir en hâte le délégué et le général. Lorsqu'il revint à La Rochelle, Lefèvre et Raoulx, qui voyaient l'avenir en noir, lui dirent : « Tu ferais mieux peut-être de filer. Tu es encore libre, joue des jambes. » Mais, comme Bories, Goubin refusa de lâcher les camarades. « Tu as raison, répondirent les deux autres devenus subitement fatalistes. Tu as raison, rentre, et au bout du fossé, la culbute. »

Parmi les conjurés, Goupillon restait le plus ardent, il voulait toujours qu'on commençât tout de suite et, posté devant la fenêtre de la salle de police, il pressait les mains de Pommier à travers les barreaux, disant avec un accent de supplication :

— Il faut attaquer cette nuit, ou nous sommes perdus. Il y a des pièces d'artillerie à l'arsenal, on peut les prendre. Il y a aussi des espingoles.

Et le pauvre Pommier, qui enrageait dans sa geôle, s'exaltait à son tour : deux heures de liberté, pour Dieu, deux heures seulement!

Raoulx et Assenès essayèrent d'obtenir du sergent de garde qu'il laissât sortir quelques instants leur camarade; il ne s'agissait, disaient-ils, que d'un rendez-vous galant et il y avait conscience à tenir enfermé un amoureux; mais le sergent, moins débonnaire que Bolsingre, restait inflexible. Alors Pommier songea à se faire remplacer par Raoulx, mais dans son trouble il oublia de lui remettre les signes de reconnaissance, et Flotard éconduisit cet envoyé qui, n'exhibant ni carte découpée ni mouchoir tricolore, prenait figure de traître.

On en revint à l'idée d'une évasion.

— Il faut, dit Raoulx, que Goupillon s'empare des clefs de la salle de police. Je tiens à voir s'il se compromettra carrément : les allures de ce garçon-là me sont suspectes.

Mais, sans hésiter, Goupillon s'exécuta : avec l'aide de Bicheron, il déroba les clefs; Pommier put s'échapper, courut au rendez-vous... et rapporta les instructions des chefs : l'exécution du complot était différée de trois jours.

Vraiment, on ne sait ce qu'il faut admirer le plus, de la prudence des hauts personnages ou du dévouement des petits : les premiers, embusqués comme des guetteurs aux approches de la place, ne se dérangent que rarement, laissent venir et ordonnent; les seconds accourent au moindre mot, obéissent aveuglément et se font emprisonner... Mais ce qui est plus remarquable encore, c'est la raison qui fit retarder ce fameux « mouvement » que la vente du 45e attendait avec une impatience fébrile : Berton, en fuyant, avait laissé son uniforme à Saumur; or il était de toute nécessité que, le jour de l'insurrection, il portât son uniforme de général; après en avoir vainement cherché un à La Rochelle, on finit par envoyer un

affilié à Saumur. Le 18 mars, l'affilié n'était pas revenu. On ne pouvait « commencer. »

Les remises continuelles, les informations retentissantes puis démenties, les arrestations successives agissaient sur le moral des bons cousins du 45e, dont la passion tombait peu à peu. Goupillon, lui, en était à la peur. Il errait, comme une âme en peine, à travers la caserne, triste, rêveur, parlant aux uns, s'arrêtant devant les autres, les quittant brusquement puis revenant; il ne fallait pas être grand clerc pour deviner que « ce garçon-là » avait quelque chose sur le cœur, un secret qui l'oppressait.

A la cuisine, Goupillon rencontra le sergent Choulet, lui fit signe de sortir, et dehors, avec des larmes, des accents pathétiques, il se confessa, raconta le complot : le drapeau tricolore arboré, les galériens de Bellecroix délivrés, La Rochelle aux mains des carbonari, trois cents habitants arrivant à la rescousse sous la conduite d'un général..., et pour donner à son ami une preuve de sa véracité, il sortit un poignard de sa botte. Ah! ces poignards! il en rêvait. La nuit, il les voyait tournés vers lui ainsi qu'au jour de sa réception; il songeait aux serments terribles qu'il avait proférés : le sang, l'assassinat des faux-frères!

Choulet écoutait avec sa bonne oreille, puis affectueusement il conseilla à son camarade d'aller répéter tout cela au marquis de Toustain. Goupillon ne s'y décida point et se remit à errer, abordant tour à tour le lieutenant Lambert, le lieutenant Leloup, leur disant d'un air effaré qu'il se passait des choses extraordinaires, qu'un événement se préparait qui le faisait frémir d'horreur; et lorsqu'on lui demandait de s'expliquer, il s'en allait pleurant à chaudes larmes ou vaticinant sur le mode tragique.

En haut lieu, on savait à quoi s'en tenir, mais les précisions manquaient. Choulet, depuis le 17 mars, veillait de façon à empêcher la révolte de s'étendre, et, s'il n'avait point encore dit tout ce qu'il savait, c'est qu'en bon camarade il voulait laisser le mérite de la révélation à son ami Goupillon. Celui-ci ne paraissait pas encore tout à fait « mûr », mais il ne tarderait pas à l'être : une question d'heure.

La sortie nocturne de Pommier était restée inaperçue; mais

le sergent de garde, militaire discipliné, avait rendu compte à ses chefs des tentatives faites par certains sous-officiers en vue d'obtenir l'évasion du prisonnier ; au passage il avait nommé Goupillon, et sur l'ordre du colonel une enquête était ouverte. De son côté, Pommier, qui tenait à bien établir que, s'il s'était déguisé en paysan, c'était pour une « histoire de femme », demanda à être entendu par le marquis de Toustain : il espérait ainsi recouvrer sa liberté et renouer ses relations avec les délégués de la Vente suprême.

Quand Goupillon apprit cette nouvelle, il fut saisi de terreur ; Pommier allait tout révéler, c'était clair : il dénoncerait ses camarades, lui, Goupillon, tout le premier... Il n'y avait pas à hésiter, il fallait suivre les conseils de Choulet. Frissonnant, défait, il va trouver le colonel, commence par se disculper d'avoir voulu favoriser la fuite de Pommier, puis s'arrête, éclate en sanglots. M. de Toustain l'apaise, lui dit de ne pas persister dans un crime s'il est coupable, puis, le voyant sangloter de plus belle, l'engage à se confier au sergent Choulet qu'il sait être son ami.

Alors Goupillon se décide, et, en paroles entrecoupées, recommence sa confession. Le marquis de Toustain, qui se trouvait avec le chef de bataillon, M. de Courson, passe dans son bureau, et sous la dictée du sergent, écrit les noms des vingt et un conjurés. Mais Goupillon est maintenant en veine d'aveux, et sans se faire prier, avec l'aide de son chef, il rédige la déclaration suivante :

« D'après tous les serments que l'on me fit prêter sur un poignard, ma conscience m'engage cependant à révéler tout ce qui se trame contre la dynastie royale. Dimanche dernier, Pommier, sergent-major, membre de la Commission des carbonari, vint, immédiatement après la parade, nous prévenir de nous tenir prêts, parce qu'il devait arriver le député et le commissaire avec lesquels il devait se concerter pour que le lendemain, sur les quatre heures du matin, les carbonari pussent s'assurer des hommes dont ils sont bien sûrs dans leurs compagnies respectives, afin d'arborer la cocarde tricolore et de s'emparer du colonel et des deux chefs de bataillon. Ce que j'affirme... »

Au moment où il signe, Goupillon est pris d'un tremble-

ment. « Si vous devenez parjure et manquez à vos obligations, les vengeances des carbonari vous poursuivront dans tous les coins de la terre... » Ces paroles qu'a prononcées le président le jour de sa réception, il les entend tout à coup avec une netteté implacable. Oui, il est un faux-frère, et pourtant il a juré sur le poignard de ne pas manquer à sa parole ! Désormais, où qu'il aille, la vengeance le poursuivra, il sera traqué, assassiné ! Larmoyant, effondré, il tâche d'expliquer tout cela au colonel qui le rassure de son mieux et ordonne de « chambrer » soigneusement cette loque humaine.

Ce soir-là, 19 mars, les camarades de Goupillon s'étonnèrent de ne point le voir.

Le secret était bien gardé, et le marquis de Toustain « prit habilement les mesures qu'exigeait la gravité des circonstances ». Sur son ordre, la première compagnie de grenadiers, dont le loyalisme n'était pas douteux, resta levée et s'arma en silence ; puis, à neuf heures du soir, après le contre-appel, l'adjudant-major de Goguet suivi de quelques officiers, pistolet au poing, parcourut la caserne.

Chacun des conjurés désignés par Goupillon fut arrêté dans son lit et conduit séparément chez l'adjudant-major ; Raoulx et Lefèvre, qui revenaient à peine d'une entrevue qu'ils avaient eue avec le général Berton dans la maison du président de la vente civile, furent appréhendés à leur tour ; et bientôt toute la vente du 45e, — à l'exception de Bories, Goubin, Pommier... et Goupillon, — se trouva réunie sur le palier qui précédait le bureau de l'adjudant-major. Les grenadiers fidèles veillaient, baïonnette au canon.

La fouille commença et les officiers y procédèrent eux-mêmes, puis, après un interrogatoire sommaire, les conjurés furent emmenés à la maison d'arrêt dont la porte basse s'ouvre sous « le porche » de la rue principale de la ville.

Cependant on perquisitionnait à la caserne : paquetages, malles, paillasses étaient exactement visités, crochetés, éventrés, et l'on faisait des découvertes intéressantes : dans la paillasse du lit d'Assenès, une lame de poignard enveloppée d'un mouchoir noir ; dans celle de Goubin, un poignard emmanché, dix cartouches de poudre fine et des cartes découpées ; dans celle de Pommier, deux poignards emmanchés et onze lames, —

Pommier avait « la partie des poignards », la partie d'honneur, — et dans son porte-manteau 37 cartouches à balle et un cornet de poudre ; on saisit aussi la capote de l'ex-président de la vente, dans laquelle était cousue une poche spéciale destinée à recevoir un autre poignard, celui de tous les jours.

Tandis que les humbles végètent dans les geôles, que deviennent les dignitaires ?

Le 20 mars, lendemain de la découverte du complot, trois hommes montaient dans une barque, à la pointe du jour, et se dirigeaient vers l'île d'Aix. C'étaient Flotard, le colonel Dentzel et le général Berton qui, la veille même, avait recouvré son uniforme, mais celui-ci était devenu, temporairement du moins, inutile.

— La frégate, dit le patron de la barque, n'a pas dû aisément franchir les passes cette nuit.

— De quelle frégate parlez-vous ? s'écrièrent les trois passagers.

— De celle qui était destinée au Sénégal.

Les hauts personnages se regardèrent en silence : ils comptaient encore sur les 700 hommes du dépôt colonial, sur leur chef, M. Sofréon, qui était acquis à « la cause » ; et tous étaient partis : catastrophe sur catastrophe !

Pourtant il restait un espoir : la garnison d'Oléron, gagnée aussi celle-là. — En arrivant à Aix, Berton et ses deux compagnons furent accueillis avec amitié par le commandant de l'île, mais, comme ils parlaient de pousser leur course jusqu'à Oléron, celui-ci leur dit : « Gardez-vous-en bien. Vous y seriez fusillés sur place. » Puis il expliqua que Sofréon, dans une conversation avec un agent du gouvernement, avait avoué qu'il connaissait le général Berton, que cet aveu avait éveillé les plus vives inquiétudes : de là le départ précipité des troupes du dépôt...

Bien qu'il ne fût pas carbonaro, le commandant fit brûler sous ses yeux l'uniforme qu'avait apporté le général et fournit aux fugitifs une barque qui les transporta aux environs de Rochefort. Berton, indomptable, se cacha à Puyravault, attendant l'occasion favorable pour reprendre le mouvement. Les deux autres, avec mille précautions, parvinrent à regagner Paris.

Quant au sous-lieutenant Delon, il s'était déjà embarqué pour l'Espagne.

DE LA ROCHELLE A PARIS

L'échec du complot de La Rochelle ne suffit pas à rassurer le gouvernement qui recevait de toute part les avis les plus sinistres. La fuite de Berton n'avait pas ralenti la passion des factieux et, à Saumur même, le feu n'était pas éteint ; « il couvait sous la cendre », le nombre des initiés augmentait chaque jour, « le soldat avait de l'argent et faisait des dépenses que sa paye ne lui permettait pas de faire ». Quant aux libéraux, ils se montraient « joyeux et menaçants », et ne dissimulaient point leur espoir de sauver ceux des conjurés qui avaient été arrêtés.

Berton était devenu un véritable épouvantail pour le ministère. Il devait, affirmait la police, tenter de nouvelles entreprises à Rennes, à Nantes ; et munis du signalement du général, les agents les plus habiles, envoyés de Paris, couraient à sa recherche.

Un jour, ils crurent l'avoir découvert dans une ferme près de Saint-Calais ; en tout cas, l'individu qu'ils arrêtèrent ressemblait étrangement à Berton ; mais le prisonnier n'avouait rien, refusait même de dire son nom, si bien qu'on ne l'appelait que « le prisonnier de Saint-Calais ». Quelque temps après, on finit par établir que c'était un ancien gendarme, libéral notoire, qui se nommait Clerjault; et la police dut repartir sur de nouvelles pistes.

Après Berton, autre déconvenue. Delon est signalé à Fontainebleau, déguisé en marchand ; on se précipite... encore une fois il y a erreur.

Les informations reçues de Nantes ne sont pas plus rassurantes. Après l'avortement de la conspiration de février, la ville avait été soumise à une sorte d'état de siège, et tout habitant qui sortait après six heures du soir devait répondre au « Qui vive ! » des sentinelles. Cela exaspérait les Nantais qui sont peu endurants et qui prenaient en exécration le général Despinois autant que le préfet. Quand s'ouvrit le procès des carbonari du 13e régiment, ce fut pis encore : un des dénonciateurs, un capitaine, menacé par la foule, dut se réfugier

au château ; le général lui-même fut hué lorsqu'il se montra sur le cours Saint-Pierre ; et plus tard, le procureur du roi trouva à la porte de son appartement « un poignard en bois d'ébène ». On enquêta sans résultat sur « ce symbole des vengeances secrètes », et le ministère conclut que l'esprit de la population dans l'Ouest était vraiment déplorable.

Dans l'Est, il ne valait guère mieux. En avril, on était sur la trace d'un complot à Nancy dans le 29e régiment, d'un autre complot à Strasbourg ; en juin on découvrait que les vétérans du 54e casernés à Belfort avaient résolu de déserter après la soupe du soir : La Fayette était désigné, disait-on, comme devant se mettre à la tête d'un gouvernement provisoire... Aussitôt arrestations d'officiers à Strasbourg, de soldats à Belfort; départ du 29e de Nancy pour Marseille.

Cependant la justice sévissait. Le 2 mai 1822, le maréchal des logis Sirejean, l'un des conspirateurs de Saumur, était fusillé; il avait vingt-deux ans et « les dernières réflexions » qu'il écrivit avant de se placer devant le peloton d'exécution et de commander le feu lui-même sont d'une modestie touchante : il se félicitait d'avoir sauvé ses amis par son silence, hasardait quelques considérations politiques sur le meilleur moyen de faire le bonheur de la France et concluait : « Mais ces réflexions s'étendent trop loin, ce n'est pas à un plébéien de discuter sur des faits qui sont hors de sa compétence. »

Le 10 juin suivant, le capitaine Vallé, qui avait tâché de convertir la garnison de Toulon au carbonarisme, mourait avec le même courage.

Il était clair que le roi Louis XVIII n'entendait point faire usage de son droit de grâce en faveur des « factieux », et le gouvernement comptait sur la valeur exemplaire de ces exécutions, mais celles-ci semblaient dénuées d'efficacité : « Le jour où les conspirateurs seront exécutés, affirmait un rapport confidentiel, les conspirations commenceront. » Et, en effet, on signalait l'arrivée à Paris d'un nombre considérable d'officiers en non-activité « qui auraient quitté leur résidence sous des qualifications supposées », d'étrangers qui venaient sans doute prendre l'avis des comités secrets; fait plus grave, la figure des libéraux parisiens « annonçait, depuis cette époque, beaucoup plus de satisfaction que de coutume ».

La police est aux abois, épie les allées et venues des demi-soldes, perquisitionne dans les voitures de poste... et ne saisit rien.

C'est dans cette atmosphère de panique que se déroule le procès des sergents de La Rochelle.

Interrogés par le colonel de Toustain, les conjurés n'avouèrent rien, mais, lorsqu'ils parurent devant les juges instructeurs, il n'en fut plus de même; la toge les intimida, et ceux qui se jugeaient les moins compromis finirent par parler; tel avait assisté au banquet de la *Fleur de Lys* à Orléans, tel autre à la réunion du *Roi Clovis*, au conciliabule du *Lion d'Or*; on avait promis de l'avancement à un troisième, « appris les attouchements » à un quatrième... Le sergent Hue rapportait ce propos tenu par Raoulx le lendemain de l'arrestation de Pommier : « Si Pommier n'avait pas été arrêté, l'affaire aurait éclaté cette nuit. » Cochet, Labourée, Perreton qui s'étaient séparés de « la clique » de Bories disaient ce qu'ils savaient et même plus..., mais l'instruction ne s'en trouvait guère avancée, car Goupillon avait déjà révélé tout cela.

Ce que désirait la justice, c'était beaucoup moins des détails sur l'organisation de la vente particulière du 45e que des éclaircissements sur cette Haute Vente mystérieuse dont tout le monde parlait et dont les membres n'étaient que soupçonnés. Là-dessus les conjurés semblaient absolument ignorants. Labourée racontait bien qu'à la tête de la société il y avait des gens fort riches, Assenès que chaque affilié devait avoir un fusil, une baïonnette et vingt-cinq cartouches, Bicheron qu'on trouverait de l'argent en dépôt chez la cantinière; mais Lefèvre et Raoulx, fidèles à leur serment, affirmaient que dans tout cela il s'agissait uniquement d'une association philanthropique, d'une assurance mutuelle entre sous-officiers.

L'instruction piétinait, et le procureur du roi usa d'une dernière ressource: il fit croire à Pommier, à Goubin, à Raoulx que chacun d'eux avait parlé. Le piège était grossier, mais Pommier et Goubin y tombèrent. Ils avouèrent qu'ils avaient été reçus carbonari par Bories assisté de deux bourgeois qui faisaient partie de la vente centrale, dont le président était un certain Baradère habitant rue de Sèvres et depuis rue de l'Université, qu'à La Rochelle ils avaient eu plusieurs entrevues

avec un député, un général, que le complot allait éclater quand on les avait arrêtés. Seul, le petit Raoulx, plus fin et plus ferme, ne hasarda que des demi-aveux et ne reconnut que des faits de second ordre.

Tout commençait à s'éclaircir, et l'arrivée soudaine du général Despinois vint apporter un renfort sérieux à l'instruction. Le complot de Nantes n'avait pas appris grand chose; on savait seulement qu'une société secrète se proposait de renverser le gouvernement, que les affiliés se reconnaissaient entre eux à certains signes, notamment à un attouchement « pratiqué de manière à ce qu'en se prenant les mains droites les deux pouces formassent un N »; cela dévoilait bien l'orientation bonapartiste de la société, mais somme toute la découverte était piètre.

Bories, d'autre part, détenu à la prison de Nantes, restait muet, inébranlable malgré les interrogatoires, les objurgations, les flatteries; et le général, désespérant de rien tirer de ce gaillard-là, accourut à La Rochelle dès qu'il sut l'arrestation des conspirateurs du 45e.

Il alla d'abord voir Pommier. De quels moyens de persuasion usa-t-il? A en croire les déclarations que fit plus tard le sergent, Despinois lui aurait assuré qu'il serait fusillé dans cinq ou six jours s'il n'avouait pas; qu'au cas contraire il serait gracié; puis, voyant que cette méthode ne réussissait point, le général aurait joué l'indignation, ensuite l'attendrissement et aurait fini par dire qu'il était lui-même carbonaro et disposé à livrer Nantes!

Quels qu'aient été les arguments auxquels Despinois eut recours, un fait est certain : le 25 mars, Pommier rédigeait une confession entière dans laquelle il livrait les noms de tous les affiliés et offrait même de révéler autre chose; il la signait et la remettait au général. Le lendemain 26, Goubin signait une déclaration analogue.

Faiblesse, crainte, repentir de ces deux jeunes hommes? On ne sait, mais le ton de leurs lettres est d'une tristesse navrante; on sent que le ressort est brisé, la passion éteinte, l'énergie morte, que ces âmes s'abandonnent.

Le gouvernement maintenant avait des armes : il ne tenait pas seulement la vente du 45e, la seule dont eût parlé Goupillon, mais la vente centrale, la vente civile dont le président

et certains membres étaient connus grâce aux aveux de Pommier et de Goubin. La vente centrale atteinte, on monterait plus haut, jusqu'à cette Vente suprême où, au milieu des nuages, se dissimulaient les puissances mystérieuses, ennemies des Bourbons.

Avec des précautions extraordinaires la police parisienne arrête dès le point du jour Baradère, rue de l'Université, et Gauran à l'hôpital Beaujon. Elle perquisitionne. Chez le premier, rien de compromettant; chez le second, vingt-cinq cartouches de poudre fine, exactement le nombre prescrit par les statuts de la Charbonnerie. Puis, c'est le tour de l'employé Rozé qui dormait tranquillement dans son logement de la rue de Richelieu, quand les agents envahissent sa chambre et la bouleversent de fond en comble; mais là rien de suspect. Les trois hommes disent ignorer ce qu'on leur reproche, protestent et n'avouent rien.

Hénon, arrêté rue de Lourcine, a moins de sang-froid : il voit son institution fermée, sa famille ruinée et se désole. Ce n'est plus l'ancien officier qui parlait si magnifiquement, à l'auberge du *Roi Clovis*, du pas des armées de la République qui ébranlèrent les trônes; c'est un pauvre homme qui envisage la misère ou la mort. Les policiers s'en rendent vite compte, ils le soignent, l'entourent d'égards : voici que le directeur de la prison lui offre des secours, que le préfet de police Delavau lui parle de la clémence royale... Hénon vacille, hésite, avoue qu'il a connu Bories aux réunions de la loge des *Amis de la Vérité*, puis, le 8 avril, il se décide à tout dire, « lâche le morceau ».

Cette fois, l'instruction triomphe : les aveux de Hénon faits à cent trente-huit lieues de La Rochelle concordent presque absolument avec ceux de Pommier, de Goubin et de leurs camarades.

Alors les juristes et les politiques entrent en scène : ils n'étaient point encore fixés sur le caractère du procès qui allait s'ouvrir. Durant onze jours l'autorité militaire avait réclamé les coupables comme lui appartenant; mais ceux-ci ayant des complices civils, la cause devenait de la compétence de la Cour d'assises. Ce point établi, toute difficulté n'était point écartée : devant quelle Cour serait renvoyée l'affaire? Devant

celle de La Rochelle, disaient les simples, puisque c'est là que le complot devait éclater, que les principaux conspirateurs ont été arrêtés.

Mais le gouvernement ne l'entendait pas ainsi : il voulait faire du procès des sergents le procès même du carbonarisme, lui donner une ampleur, une majesté qu'un débat provincial, lointain, n'aurait pas permises ; il fallait que le procès eût lieu à Paris et le procureur général Bellart fut chargé d' « arranger cela ».

Homme à tout faire, bonapartiste indéniable ou légitimiste pur suivant les époques, au vrai sans opinion autre que celle de la majorité, Bellart eut vite fait de rédiger un beau réquisitoire bien grandiloquent, qui concluait à la nécessité logique, juridique, du renvoi devant la Cour d'assises de la Seine : « Paris, dit il, est le foyer d'une conspiration permanente. Le complot de La Rochelle n'en est qu'une ramification. Il a été conçu pendant le séjour du 45e dans la capitale... » Et, le 24 juillet 1822, en effet, l'affaire était évoquée devant la Cour de Paris.

Pommier ne semblait point regretter ses aveux, et sa liberté d'esprit était entière ; chacun de ses camarades n'avait-il pas agi comme lui ? Il jouait maintenant au grand coupable, plastronnait devant les gendarmes, disait ses espoirs, l'avenir qui l'attendait s'il n'avait pas été arrêté au moment où il touchait à la gloire. « Si j'avais réussi, s'écriait-il, j'aurais eu la croix et je passais capitaine de grenadiers. J'ai vu mon brevet signé du ministre qui était nommé par mes chefs, car notre gouvernement était organisé d'avance. » Puis, avec un accent d'orgueil : « Dans une bande de vingt conspirateurs je n'étais que le second, mais je correspondais tout de même avec le capitaine ! » Et, pour effrayer ses geôliers, il assurait qu'il avait déjà conspiré en 1816 et en 1817 lorsqu'il était sergent dans la garde royale, qu'alors on devait se réunir au Bois de Boulogne, enlever le roi et les siens ; mais ça n'était pas fini ! « Allez, avant un an, vous verrez encore un mouvement de la même queue ! Il y a 300000 hommes en France dans les conspirations. »

Goubin bavardait à peu près de la même façon : « Nous ne conspirions pas, disait-il, contre le roi mais contre la noblesse,

parce que le roi se laisse conduire par elle. Le roi est honnête homme, mais nous voulons, nous conspirateurs, que le roi soit choisi à la pluralité des voix, » et, après avoir exprimé d'autres idées aussi originales sur la constitution qu'il rêvait, le bon Goubin ajoutait : « Nous sommes arrêtés, mais cela n'empêchera pas l'affaire d'avoir lieu. Elle réussira une seconde fois, parce que, si l'on a coupé quelques branches, l'arbre reste debout ! » D'autres fois il ironisait : « Savez-vous qui était le chef du complot ? demandait-il aux gendarmes. Un prince de la famille royale ! »

Lorsqu'ils apprirent qu'ils allaient être transférés à Paris, les deux amis ne se firent aucune illusion : « Nous savons bien qu'on nous mène là pour être fusillés ». Mais ils gardèrent leur sang-froid malgré le traitement qu'on leur faisait subir : à Châtellerault, ils furent enfermés dans la prison, un collier de fer au cou.

Les bons cousins du 45e, auteurs principaux ou comparses, se succédaient un à un sur la route de Paris, « marchant sous l'escorte de la gendarmerie » : le petit Raoulx, Hue, Thomas l'homme au poignard, Bicheron, Assenès et l'ex-barde-fusilier Lefèvre qui regrettait sans doute de ne pas s'être assez défié des « jongleries du carbonarisme ». Le capitaine Massias, qui arrêté le 21 mars s'était refusé à répondre aux interrogatoires, persistait dans son mutisme. Bellegarde, au contraire, l'ancien officier, le cafetier de Niort, tempêtait, parlait d'éventrer Berton et s'écriait : « Pourquoi n'ai-je pas été emporté il y a vingt ans par un boulet de canon ? »

De son côté, Bories, étroitement surveillé, quittait Nantes.

Cependant, dans son asile de Puyravault, le général Berton attendait le moment de reparaître, et avec une audace, — ou une inconscience, — extraordinaire, il tâcha de reprendre le mouvement dans la ville même où il venait d'échouer. Sur les moyens il ne se montrait pas difficile, car il voulait avant tout réparer la faute qu'il avait commise en restant devant Saumur sans forcer le passage.

Cette fois, il comptait non plus sur l'École de cavalerie soigneusement « épurée », mais sur un régiment de carabiniers converti au carbonarisme. La Fayette approuva le projet, disant que la tâche serait énergiquement accomplie, car le

sous-officier Wölfeld, fondateur de la vente du régiment, était un homme doué d'une énergie et d'un courage remarquables...

Sans hésiter, Berton accourut aux environs de Saumur, eut des entrevues avec Wölfeld. Le 17 juin, il était arrêté par Wölfeld lui-même, sous-officier et provocateur.

Le mois suivant, un brave homme, le lieutenant-colonel en réforme Caron, s'imagina qu'il pourrait délivrer les accusés du complot de Belfort encore enfermés dans la prison de Colmar, et mit dans sa confidence quelques sous-officiers de la garnison, dont le maréchal-des-logis Thiers.

Un beau matin de juillet, il parvint en effet à enlever deux escadrons qui le suivirent en criant : « Vive Napoléon II ! A bas les Bourbons ! » Mais dans le village de Battenheim il fut arrêté par ses propres soldats.

Décidément les événements changeaient de face : à Bories, Pommier, Goubin et Raoulx succédaient les Wölfeld et les Thiers. Les temps étaient durs pour la Charbonnerie.

J. Lucas-Dubreton.

(*A suivre.*)

MON ÉVASION

DE BOHÊME EN MOLDAVIE

Avril-Juin 1918

EN ROUTE VERS L'ORIENT

Sergent du 67e régiment d'infanterie, fait prisonnier en 1915, sur les Hauts-de-Meuse, je m'étais évadé du camp de Würzburg, puis, une seconde fois, du camp de représailles de Lechfeld. Repris dans les montagnes du Tyrol, j'avais été envoyé au camp de Deutsch-Gabel, situé en Bohême (Autriche-Hongrie), à peu de distance de la frontière de Saxe (1). J'y avais retrouvé quelques compagnons de captivité d'Allemagne : le sculpteur Stoll, l'aviateur de la Guerrande, le maréchal des logis Lucien Rahir. Nous recevions de France, irrégulièrement, quelques colis qui nous permettaient de vivre et d'avoir la force de combiner de nouveaux projets d'évasion.

Avec patience, Lucien Rahir et moi nous parvînmes à constituer, chacun, une réserve de quatre-vingts biscuits militaires, de cinq kilos de chocolat, et à réunir, grâce à de petits mandats, une somme de six cents couronnes.

La principale difficulté qui nous arrêtait dans nos projets d'évasion était l'énorme distance à parcourir : nous nous trouvions à plus de deux mille kilomètres de cette frontière suisse, que j'avais approchée de si près lors de mes évasions d'Allemagne, et nous étions encore bien plus éloignés du front russe ou de notre armée d'Orient. D'autre part, je connaissais

Copyright by Septime Gorceix, 1929.
(1) Voyez la carte page 372.

un peu l'allemand littéraire, mais très mal la langue usuelle, et mon compagnon, sur ce point, ne pouvait m'être d'aucun secours. Cependant, dès que nous eûmes réuni les objets indispensables, boussole, cartes, vivres, nous guettâmes toutes les occasions de nous évader.

A la fin d'avril 1918, nous réussîmes à partir en *kommando* de travail dans une petite ville de Haute-Autriche, à Grieskirchen, non loin de Linz. Nous fûmes placés comme hommes de peine dans une fabrique de bière. Mais quelques bribes de conversations surprises par nos geôliers nous rendirent vite suspects, et le 1er mai l'ordre arriva de nous reconduire à Deutsch-Gabel. C'est alors que nous décidons, Rahir et moi, de nous enfuir coûte que coûte. A quatre heures de l'après-midi, nous recevons l'ordre de nous préparer pour rentrer immédiatement au camp. Bientôt nous sommes équipés. Notre costume et deux sacs tyroliens nous donnent l'allure de deux ouvriers d'usine; sur la tête nous portons notre képi, mais nous dissimulons chacun sous notre veste un chapeau de feutre.

Nous partons, escortés d'un soldat. En ayant l'air de plaisanter comme des gamins, nous courons et prenons une avance d'une cinquantaine de mètres. Nous arrivons à une auberge où doit nous rejoindre un camarade qui, lui aussi, a ordre de retourner à Deutsch-Gabel. La cour de l'auberge n'est séparée des champs que par une palissade. D'un bond nous la sautons et courons sur une centaine de mètres; nous nous aplatissons derrière un buisson pour remplacer nos képis par les chapeaux; et nous repartons à travers champs à vive allure.

Après avoir parcouru environ huit kilomètres nous nous arrêtons dans un petit bois de pins, non loin du hameau de Polham, jusqu'à la nuit complète. Puis nous repartons et marchons jusqu'à deux heures du matin dans la direction du nord-est, afin de dépister les recherches qui doivent être orientées du côté de la frontière suisse. Pour ne pas être surpris par l'aube en rase campagne, nous nous réfugions encore dans un bois.

Devons-nous prendre la direction de la Suisse ou au contraire marcher vers l'Orient? Nous savons par les journaux autrichiens qu'une mission française se trouve en Roumanie sous le commandement du général Berthelot : il s'agirait de la rejoindre à travers l'armée allemande. Ou bien, une fois engagés dans les Balkans, nous pourrions nous diriger vers

l'armée d'Orient. Cela représente plus de douze cents kilomètres à parcourir. Est-ce possible ?

Toute la journée nous tergiversons. A la nuit tombante nous arrivons à Linz; après quelques heures de repos dans une mauvaise auberge, nous pénétrons vers minuit dans la gare. Je me charge de prendre des billets pour Vienne que l'on me délivre sans incidents. Le lendemain matin, nous sautons du train : nous voici dans les rues bruyantes de la capitale autrichienne.

Notre bonne étoile nous fait découvrir un hôtel modeste. Puis, comme il serait imprudent de passer toute la journée à cet hôtel, nous ficelons très soigneusement nos paquets, les dissimulons sous un lit et sortons faire une promenade.

Dans une petite librairie j'achète un plan de la ville. Je le dissimule dans la manche de ma veste et le consulte de temps à autre ; mais cette curiosité ne va pas tarder à nous faire courir un sérieux péril. Nous avons l'impression d'être suivis par un personnage inquiétant. Nous changeons de trottoir, il nous imite ; nous prenons une ruelle transversale, il nous suit. Nous revenons derrière le *Rathaus*, nous nous asseyons sur un banc, ayant l'air de nous intéresser prodigieusement à l'architecture du superbe hôtel de ville. L'homme est venu s'asseoir sur le même banc, ne nous quitte pas des yeux et semble attendre le moment favorable de nous interpeller. Sans échanger aucun mot, brusquement nous nous levons et marchons très vite. Le maudit détective s'est levé et emboîte le pas.

Heureusement, la Providence intervient et nous sauve. Un cheval emballé tirant une voiture sans cocher, dévale d'une rue, poursuivi par des jeunes gens, pendant que la foule des promeneurs s'affole. Nous prenons notre course à travers la cohue et nous engouffrons dans une rue latérale. Nous ralentissons l'allure, mais marchons vivement, sans échanger aucune parole, pendant plus d'une heure. Enfin, grâce à notre plan, nous regagnons notre hôtel.

Le lendemain, nous questionnons discrètement l'hôtelière sur la gare, — il y en a sept à Vienne, — où nous devons prendre le train pour Buda-Pesth : c'est à l'Ost-Bahnstation. A huit heures, sans encombre, nous montons dans un wagon de troisième classe.

A Buda-Pesth, grosses difficultés : ni Rahir ni moi ne

connaissons le magyar : nous avons toutes les peines du monde à trouver notre chemin et à nous faire comprendre.

Dans une ruelle, nous apercevons un petit hôtel louche. Nous entrons. Une caissière se tient derrière un bureau vitré. En allemand, je demande à louer une chambre pour la journée. Mon accent inquiète la caissière qui me pose diverses questions auxquelles je réponds tant bien que mal. Elle consent cependant à nous donner une chambre. Après quoi nous sortons et allons nous renseigner à la gare.

Nous lisons sur un tableau en allemand qu'il y a un train à huit heures du soir, pour la direction de Temesvar. Il est indispensable que nous revenions chercher nos sacs tyroliens à l'hôtel. Avec beaucoup de peine, nous retrouvons celui-ci et, sous l'œil étrangement ironique et cruel de la caissière, nous montons dans notre chambre. Je m'aperçois qu'en notre absence on a certainement touché à nos paquets, qui ne sont plus exactement à la même place. La caissiere, dès notre arrivée, a discerné que nous étions des étrangers. Elle a dû avertir la police. Pourquoi n'avons-nous pas été arrêtés dès notre retour ? Sans doute parce qu'il ne peut venir à l'esprit de personne que nous sommes des prisonniers de guerre évadés. On doit nous prendre pour des espions. Peut-être même sommes-nous pistés par des détectives depuis notre séjour à Vienne?

Après avoir pris un peu de repos, nous décidons de fuir. Nous descendons l'escalier prestement et sans bruit. Au moment où nous passons devant le bureau vitré, la caissière, surprise de nous voir sortir, se dresse, nous crie de nous arrêter et lance des appels en hongrois. Mais nous courons vivement et nous perdons bientôt dans un dédale de rues.

Avec une appréhension très vive, nous rôdons autour de la gare. Nous regardons attentivement la grande horloge pour n'avoir pas à pénétrer sur le quai avant le départ du train à huit heures cinq. Puis, quand le moment est venu, nous entrons dans le hall d'un pas décidé. Nous atteignons le train presque au moment du départ. Très fatigués, nous ne tardons pas à dormir profondément jusqu'à l'aube.

Au matin, nous arrivons à Temesvar, à cent cinquante kilomètres des Alpes de Transylvanie; il est possible de les atteindre à pied, en cinq ou six étapes. Mais comme nous sommes affaiblis

TRAJET SUIVI PAR MM. GORCEIX ET RAHIR DE LINZ A IASSY

par le manque de nourriture, mieux vaut réserver nos forces. Nous convenons donc de reprendre le train jusqu'à Karansebès, située à une cinquantaine de kilomètres de la frontière de Roumanie...

Le train d'Orsova entre en gare. C'est un *Schnellzug* (un express). Nous courons le long des compartiments vers les troisièmes, mais il n'y en a pas. Nous consultant d'un coup d'œil rapide, nous attendons que le train s'ébranle, sautons sur le marchepied et entrons dans un wagon de seconde classe. Nous sommes dans la gueule du loup ! Le wagon est rempli de sous-officiers et soldats allemands, autrichiens, magyars qui, revenant de permission, doivent rejoindre leurs unités sur le front oriental.

Dans le couloir, nous demeurons, tout pantois, l'un contre l'autre. Le *Schaffner* s'approche, surpris de rencontrer deux civils, assez mal habillés, dans ce wagon de seconde classe, mais il prend nos tickets et dit simplement en allemand : « C'est un express. Le supplément est de onze couronnes cinquante hellers par personne. » Je tends deux billets de vingt couronnes. Il rend la monnaie et s'éloigne.

Soudain, un incident attire mon attention : deux soldats autrichiens se sont approchés de Rahir et, en plaisantant, ils essaient de toucher le sac tyrolien qu'il porte sur le dos. D'une voix avinée, l'un d'eux crie :

— *Sind noch zwiebacke! Sind noch zwiebacke!* (Il y a encore des biscuits ! Il y a encore des biscuits !)

Cette exclamation attire d'autres soldats. Mais, juste à ce moment, à l'extrémité du couloir, éclate une rixe : c'est une ruée d'hommes, Autrichiens en képis, Allemands en casque à pointe, s'invectivant avec violence. Nous sommes complètement oubliés jusqu'à l'arrêt du train à Karansebès. Immédiatement, nous sautons sur le quai et suivons une route où s'égaillent de petits groupes de soldats permissionnaires. Il pleut. La nuit est noire comme de la poix. Par un petit sentier, nous nous perdons en pleine campagne.

Il s'agit, maintenant, de poursuivre le voyage à pied dans une région inconnue ; mais nous ne sommes pas des novices ; l'expérience des précédentes évasions doit nous servir.

Nous brûlons nos faux passeports, confectionnés au camp de Deutsch-Gabel. Heureusement, n'avons-nous jamais eu à

les utiliser, car ils étaient bien grossièrement contrefaits!

Couché sur l'herbe, à l'abri de mon manteau, j'étudie la carte en m'éclairant avec une petite lampe électrique de poche. Nous nous proposons de traverser les *Vulkan Gebirge*, portion occidentale des Carpathes, et de pénétrer en Valachie par la vallée supérieure du Motroul, affluent de gauche du Danube. Nous rejoignons la grande route, puis la voie ferrée Temesvar-Orsova, que nous longeons dans la direction du sud.

A TRAVERS LES CARPATHES

A l'heure où l'aube commence à blanchir, nous approchons d'une ferme. Deux énormes chiens se précipitent en aboyant et nous avons beaucoup de peine à les tenir en respect. Nous obliquons vers l'est, par un sentier, et traversons un village aux petites maisons basses. Sur le bord de la route deux grosses pompes, disposées au-dessus des puits, dressent leurs balanciers à contre-poids. A travers un buisson, nous observons des paysans qui commencent à se mettre au travail dans les champs. Ils sont curieusement vêtus; sur leurs pantalons retombe une chemise blanche, serrée à la taille par une ceinture; ils sont chaussés de grosses bottes.

Nous remontons le cours d'un ruisseau, écumant à travers les rochers, pour atteindre une longue rangée de collines couvertes d'arbres, et nous faisons halte à l'orée d'un petit bois.

Bientôt nous sommes tirés de notre somnolence : deux jeunes paysannes paraissent discuter en nous désignant de la main. Une troisième survient et le groupe s'approche. Nous ne comprenons pas leur langage, mais elles nous indiquent avec insistance la direction de la frontière valaque. Nous faisons « oui » de la tête. Elles ont, sans doute, grand pitié de nous, car l'une d'elles cherche dans la pochette de son tablier et me tend un petit pain, gris et rond, pendant qu'une autre donne à Rahir la même aumône. Touchante spontanéité de la charité féminine! Elles nous sacrifient certainement leur déjeuner.

Dans le courant de l'après-midi, en passant au bas d'une colline, nous apercevons un petit pâtre d'une quinzaine d'années, habillé comme les paysans que nous avons vus le matin. Il se trouve au milieu de son troupeau, à flanc de coteau; se voyant brusquement cerné, il n'essaie pas de fuir, mais

semble très effrayé. En souriant pour chercher à le tranquilliser, j'essaie d'engager la conversation en allemand, en italien, en russe, mais il ne comprend pas. Quelle langue peut-il bien parler? Il paraît saisir quelques mots italiens. Est-ce un jeune Roumain de Transylvanie? Comme je sais que le Roumain est une langue latine, je compose un affreux jargon avec des bribes d'italien, de latin, de patois du Limousin, mon pays. Il ne comprend pas tout, mais il saisit le sens général. Nous lui faisons préciser que nous sommes dans la région de Varcsaro, la Roumanie est située vers le sud-est; il ne sait pas si l'on trouve des soldats qui gardent la frontière. J'ajoute que nous sommes des *Rousski*, et quand nous nous levons pour partir, ses yeux brillent de joie. Il est plus prudent de passer pour des Russes, car la gendarmerie magyare ne se dérangerait pas pour eux, tandis que la présence de Français dans cette région paraîtrait très suspecte.

Au crépuscule, nous rencontrons un vieux pâtre, enveloppé dans une houppelande grise et coiffé d'un bonnet de fourrure. Il est accroupi près d'un feu, sur le bord d'un ruisseau, et, à l'aide d'une cuiller en bois, tourne dans une marmite la bouillie de maïs. La conversation s'engage dans le même jargon que j'avais employé avec le jeune pâtre, je lui dis que nous sommes des *Rousski* et que nous allons vers la frontière. Dans sa réponse, il répète souvent : *Grenitza... Grenitza.* Ce mot, comme nous devons l'apprendre plus tard, signifie frontière, mais à ce moment il nous paraît très mystérieux. D'ailleurs, le vieux emploie une gesticulation et une mimique expressives pour nous faire comprendre, probablement, que là-haut il fait très froid, qu'il y a beaucoup de neige, qu'on n'y trouve pas à manger. Nous le quittons sans qu'il nous ait offert de partager la précieuse bouillie; égoïsme compréhensible : il y a peu de farine de maïs au fond de la marmite!

Dans le lit d'un torrent desséché, nous grimpons une pente abrupte à travers des vergnes, des aulnes, des merisiers, puis des charmes et des hêtres. Au sommet du versant, un vent frais souffle avec violence, mais nous redescendons dans un val étroit, paisible, envahi par l'obscurité. Nous nous étendons sur un épais lit de feuilles et dormons jusqu'au matin.

A l'aube, nous sommes déjà en route et apercevons le pic du mont Tsarcoul (2190 mètres), que nous devons chercher à

atteindre par un sentier, qui passe près du sommet. Nous longeons un ruisseau qui coule à pleins bords dans un vallon sauvage où des mélèzes s'accrochent aux rochers. La bruine froide cesse de tomber et le bon soleil paraît.

Dans une sorte de petit cirque, clos d'arbres verts, nous faisons halte et rassemblons de la mousse et des branches. A Deutsch-Gabel, je me suis muni de deux boîtes d'allumettes, soigneusement enveloppées, car, au cours de ma première évasion à travers les Alpes du Vorarlberg, j'avais constaté le grand réconfort, en montagne, d'une bonne flambée. Les brindilles s'enflamment et, bientôt, nous avons un énorme feu.

Nous nous dévêtons pour faire des ablutions accompagnées de frictions vigoureuses. Puis nous préparons un déjeuner, un peu sommaire, mais délicieux. Les petits carrés de biscuit militaire, mouillés et placés sur la braise, gonflent en une exquise pâtisserie dorée. En glissant trois grosses « billettes » de chocolat dans le bidon réglementaire autrichien, que mon compagnon avait eu la précaution d'emporter, nous obtenons dans nos « quarts » de fer blanc un chocolat qu'aucun restaurant de luxe n'a jamais servi dans des tasses de Sèvres à une clientèle de gourmets. Oh! la volupté de cette boisson qui coule onctueuse et fumante dans la gorge!

Nous repartons, pleins de confiance. Au soleil couchant, nous avons atteint une vaste forêt dont les branchages forment de hautes nefs. Dans le silence infini qui plane sur la solitude des bois, nous aménageons une couchette de feuillage, sous les racines à nu d'un arbre gigantesque.

Ce jeudi de l'Ascension, 9 mai, nous nous préparons à escalader le mont Tsarcoul.

Nous sommes assis sur l'herbe pour nous sécher de l'humidité matinale. Le soleil brille dans un ciel d'azur pâle; devant nous s'étendent des alpages mamelonnés, et, au-dessus, sillonné de coulées de neige, se dresse le pic.

Assez loin de nous, un objet en mouvement attire mon attention : c'est un cavalier qui disparaît derrière un pli de terrain. Nous sommes absorbés par l'étude de notre carte lorsque, soudain, levant la tête, je pousse un cri d'effroi : à une quarantaine de mètres, en contre-bas, le cavalier se dirige vers nous, une carabine à la main. D'un mouvement rapide, nous avons saisi nos sacs tyroliens et dévalons à toute vitesse vers des

sapins, puis nous nous laissons glisser sur une pente abrupte dans le lit d'un torrent desséché et grimpons l'autre versant.

Vers midi, après avoir mangé deux biscuits et une « billette » de chocolat, nous reprenons l'ascension. Entre de gros rochers, un ruisseau recouvert d'une carapace de glace et de neige durcie nous sert de chemin. Malgré de nombreuses chutes, nous parvenons, à l'aide de nos bâtons pointus, à nous hisser vers le sommet. Mais nous arrivons au bord d'un large cirque. L'air est si transparent qu'il nous semble possible de le traverser en une demi-heure. Nous descendons au fond du cirque et, de l'autre côté, remontons la pente recouverte de pierres plates assujetties par des genévriers. La montée nous paraît interminable.

A la fin de l'après-midi, nous atteignons le voisinage du col. En face de nous s'ouvre un précipice vertigineux et, au delà, s'étend un vaste paysage polaire. Le passage est difficile. Nous nous consultons rapidement et attachons nos chapeaux à l'aide de ficelles, car un vent glacial souffle avec une violence inouïe, heureusement dans le sens de notre marche. L'un derrière l'autre, tantôt debout, tantôt à quatre pattes, dans la neige, nous progressons d'un effort instinctif. Enfin, nous avons réussi à tourner le pic. Le vent ne pousse plus contre nous ses tourbillons glacés. Une immense étendue de neige s'étale en pente douce.

Le soleil a disparu. Les ténèbres commencent à envahir la montagne. Il est dangereux de s'aventurer sur la neige perfide. En reprenant haleine, je songe à la possibilité d'une effroyable catastrophe; si l'un de nous tombait dans un trou profond, se brisait une jambe? La vision qui se présente alors à mon esprit est celle d'un grand panneau blanc sur lequel se déroule le film de l'expédition du capitaine Scott au pôle Sud, quand le lieutenant Oates va mourir volontairement dans la neige pour ne pas retarder ses compagnons. Il me semble entendre la voix, marquée d'un fort accent anglais, du monsieur en habit qui commentait : « Le lieutenant Oates était un véritable gentleman ! » Mais nous avons l'audace de la jeunesse et, comme pour braver le destin, nous commençons à courir, l'un à côté de l'autre, à longues enjambées. Bientôt nous cherchons à rivaliser de vitesse, emportés par une sorte de griserie, sur cette pente où la neige glacée cède à peine sous les pieds.

La nuit est complète quand nous arrivons au débouché

d'une vallée; cependant nous distinguons sur la blancheur du versant la masse sombre d'un bouquet de sapins rabougris. Mon compagnon pense qu'il est plus prudent de se coucher sous les branchages en attendant l'aube; mais j'ai peur qu'au matin il n'y ait plus sous les branchages que deux corps raidis par le froid! Malgré notre grande fatigue, je lui demande de persévérer, dans l'espoir de trouver quelque cabane, car les pâtres doivent séjourner l'été dans la montagne, suivant la coutume de toutes les régions de transhumance. Nous continuons à avancer dans une étroite vallée, le long d'un torrent.

Ma prévision était juste : nous rencontrons une cabane abandonnée. Nous pénétrons à l'intérieur où nous trouvons un tas de bois sec. Une énorme flambée éclaire bientôt notre abri. A tour de rôle, nous allons chercher de la neige que nous faisons fondre dans notre bidon de fer blanc jusqu'à ce qu'il soit plein. Nous y glissons par morceaux trois « billettes » de chocolat, et nous avons bientôt un bon quart de boisson fumante qui nous réconforte.

Nous enlevons nos bandes molletières et nos souliers mouillés pour nous étendre sur une couchette de foin sec. Le gîte est sûr, mais, soit crainte obscure, soit excès de fatigue, nous dormons mal et, fréquemment, nous nous levons pour mettre une bûche dans le feu que nous entretenons ainsi jusqu'au matin.

Il est grand jour quand nous sortons de notre abri pour inspecter les environs. La neige tombe en flocons légers. Plus près du torrent, avec un parc à moutons, entouré d'une muraille de pierres sèches, se trouvent deux autres cabanes; mais elles sont vides et sans provisions. Nous revenons à notre bergerie que nous quittons seulement au début de l'après-midi. A l'aide de notre carte, très insuffisante pour cette région montagneuse, nous avons essayé de fixer notre itinéraire de façon à rejoindre un sentier qui passe entre deux sommets, le pic Grugou (2 292 m.) et le pic Godeanou (2 229 m.).

Nous arrivons au bord d'un torrent assez large, probablement un affluent du Riu Cel Mare. Mais nous éprouvons de grandes difficultés à remonter le long du cours par le fond de la vallée encombrée d'arbres abattus, soit qu'il s'agisse d'une ancienne exploitation interrompue, soit qu'au début de la guerre roumaine, les Magyars aient cherché à obstruer

les passages qui conduisent de Valachie en Transylvanie.

Nous nous décidons à franchir le torrent sur un tronc d'arbre pour sortir de cette maudite vallée en escaladant la rive abrupte. D'abord, nous pouvons grimper assez facilement, grâce à des arbustes, mais bientôt la paroi se dresse presque à pic. Comme il est encore plus difficile de redescendre que de monter, nous sommes obligés de continuer l'ascension qui devient très périlleuse. Pour comble de malheur, une pluie fine, aveuglante, commence à tomber. En enfonçant nos bâtons dans les anfractuosités nous nous hissons avec peine. Les morceaux de roches glissent sous nos pieds et, à chaque instant, nous risquons d'être précipités dans le torrent dont nous entendons au-dessous de nous le fracas tourbillonnant.

Enfin, nous arrivons à une pente plus douce par où nous atteignons des alpages. La pluie, maintenant, tombe drue et nous craignons que le reste de nos biscuits et de notre chocolat ne soit transformé en une bouillie gluante. Ce serait alors l'apparition effroyable de la faim dans cette région déserte! Nous plaçons, au-dessus des précieuses provisions, dans le sac tyrolien, nos mouchoirs, nos chaussettes de rechange, notre veste. En bras de chemise, trempés jusqu'aux os, nous glissons fréquemment sur l'herbe mouillée et, retenant avec peine des gémissements, nous continuons à avancer.

Il faut trouver un lieu habité, sinon les *Vulkan Gebirge* seront notre tombeau!

Sur un plateau, nous atteignons un sentier suivi par les troupeaux. Les pas deviennent plus assurés et nous nous hâtons pour avoir moins froid et surtout pour trouver un gîte. Ce chemin de pâture nous conduit à un clos entouré par une basse muraille de pierres sans mortier; à côté se dresse une baraque en bois. Comme il n'y a pas de branchages à l'intérieur, nous arrachons une partie du toit et nous pouvons enfin nous sécher, tout fumants, près d'un bon feu.

Au matin, je me charge d'aller chercher l'eau pour préparer le chocolat. Tout proche, je trouve un ruisselet. Mais, lorsque je suis revenu à la cabane, je m'aperçois que mes doigts ont souffert d'une assez sérieuse gelure : des frictions énergiques rétablissent la circulation.

En continuant notre marche vers le sud-est, nous sommes arrêtés par un torrent. Pour ne pas perdre de temps à le longer,

nous nous déshabillons et le traversons avec de l'eau jusqu'à la ceinture : c'est un véritable bain de glace. Nous traversons des plaques de neige qui s'étalent sur une croupe. Une borne de ciment (vestige humain !) qui a dû servir à des travaux géodésiques éveille l'idée que nous ne sommes plus loin de la frontière.

Nous venons d'atteindre un immense plateau couvert de neige à perte de vue. A ce moment, le vent du nord-ouest qui souffle violemment enlève mon chapeau et l'entraine à une vitesse vertigineuse vers la Roumanie. Durant plusieurs centaines de mètres, nous courons à sa poursuite en poussant des cris comme de jeunes fous.

Du rebord du plateau, nous apercevons alors à l'horizon des collines rondes, couvertes de prairies et de bois : c'est la terre promise qui nous apparaît sous la féerique dorure fauve du soleil couchant !

Nous nous engageons dans une vallée, profonde et boisée. Les branches mortes en se décomposant ont formé un humus épais où nous enfonçons jusqu'à mi-jambes. Plus loin, nous trouvons deux cabanes de bergers, elles sont vides. Après avoir hésité à nous arrêter pour y passer la nuit, nous décidons de continuer notre marche aussi longtemps que la lumière du jour nous le permettra, si bien que nous sommes obligés de faire halte en plein bois. La pluie tombe à travers le feuillage et, serrés l'un contre l'autre, sans pouvoir dormir, nous attendons le jour. Mais quoique le matin soit venu, l'aube ne paraît pas, car un brouillard épais couvre toute la vallée. A travers les arbres, nous remontons vers le sommet du versant et le brouillard devient ténu à mesure que nous nous élevons. Nous arrivons ainsi à un sentier qui se dirige vers le sud-est. Après un moment de marche, nous faisons halte au pied d'un gros arbre isolé. Sur le tronc sont inscrits des noms de Russes et de Roumains, probablement des prisonniers échappés de Hongrie qui nous ont précédés. Nous inscrivons aussi nos noms avec, en plus grosses lettres, un magnifique : « Vive la France ».

Le sentier descend assez brusquement. Malgré la pluie qui tombe dru, nous avançons d'un pas rapide. Nous traversons une épaisse forêt de hêtres et arrivons sur le bord d'un gros ruisseau. Mon compagnon me désigne du doigt un poteau,

fiché en terre et portant une inscription rédigée en magyar, allemand, roumain : c'est l'interdiction sous peine de mort de s'aventurer dans la zone que nous venons de franchir.

LES AMITIÉS ROUMAINES EN VALACHIE OCCUPÉE

Soudain nous entendons des voix juvéniles tout près de nous. Deux jeunes garçons d'une douzaine d'années apparaissent et s'arrêtent pour nous regarder avec curiosité. Ils sont vêtus d'une sorte de grosse toile d'emballage; le plus jeune a la tête nue, l'aîné est coiffé d'un bonnet de fourrure. Nous nous présentons en disant : *Rousski! Rousski!* Ils font un signe de dégoût et se détournent pour s'éloigner. Alors nous leur crions : *Françousski! Franzosen!* Français! Ils s'arrêtent stupéfaits. Ils répètent : *Francez! Francez!* et s'approchent de nous.

Nous ne comprenons pas ce qu'ils disent, mais ils nous font signe de les suivre et nous conduisent à une humble cabane couverte de chaume. Une femme est debout sur le seuil; elle répète aussi plusieurs fois : *Francez! Francez!* et nous fait entrer. La salle est obscure, le feu flambe à l'intérieur d'un gros poêle de brique, à moitié engagé dans la cloison. Nous pénétrons ensuite dans une seconde pièce, plus claire. Le poêle de brique se prolonge de ce côté; contre sa paroi chaude est appuyé une sorte de grabat recouvert de peaux de mouton, sur lequel un vieillard de plus de soixante ans est assis. Il dit d'une voix émue :

— *Francez! Francez!*

Nous nous sommes installés sur des escabeaux, lorsque le vieillard, brusquement, est pris d'une atroce crise d'asthme. La femme, qui doit être sa fille, apporte une grande marmite d'eau bouillante où elle jette des herbes. A travers l'épaisse vapeur, on entend les gémissements du vieux et les lamentations de la femme. Enfin la crise passe. Le malade, couvert d'une longue chemise blanche, s'est levé pour mieux s'exposer à la vapeur, puis se recouche, calmé.

Dans la chambre entre un homme vêtu, sous une veste de cuir sans manches, d'une chemise brodée retombant sur les pantalons et serrée à la taille par une large ceinture; il murmure quelques mots au vieillard qui commence à somnoler, puis s'approche de nous.

— *Francez! Francez!* dit-il avec un bon sourire.

Il parle rapidement, mais nous comprenons qu'il nous avertit de la présence de *Niemtz* (Allemands) dans le voisinage.

Pendant notre dialogue, où les gestes ont la plus grande part, de nos sacs entr'ouverts à nos pieds s'échappent des escargots et des limaces. Nous les avions ramassés, le matin, pour les faire griller et améliorer ainsi notre repas de biscuits. Nous indiquons par des signes que nous avons pris ces bêtes pour les manger. L'homme et la femme font une mine assez dégoûtée. La femme se lève et, quelques instants après, nous apporte dans une écuelle en bois une bonne portion de bouillie de maïs que nous engloutissons toute fumante. Puis l'hôtesse nous invite à nous installer dans la première chambre où nous dormons, toute la nuit, près de la bouche du poêle, étendus sur nos manteaux.

A l'aube, nous sommes réveillés par l'homme à la veste de cuir qui vient d'arriver. La femme nous donne une bonne platée de bouillie de maïs (*mamaliga*). Puis nos hôtes cherchent à nous faire comprendre qu'il faut partir rapidement. Dans leurs abondantes explications, nous saisissons le sens des mots : *Niamtz Patroul!* (une patrouille allemande !) et nous brusquons notre départ, après de rapides remerciements par gestes.

Dehors, il fait jour. Nous prenons la direction du bourg de Closani, disparaissant dans les taillis au moindre bruit suspect.

Sur une espèce de draille, à notre rencontre, vient un troupeau de moutons. Ils sont poussés par deux gamins et une jeune montagnarde. Nous nous avançons au-devant de la gracieuse pastoure. Le plus galamment possible, nous nous présentons, chapeau bas. *Francez ! Francez!* reprend la jeune fille en ouvrant de grands yeux et toute souriante. C'est une magnifique brune de dix-huit ans : elle semble, avec sa quenouille de laine et son fuseau, la merveilleuse apparition d'une fée des montagnes. Elle parle dans une langue harmonieuse, chantante, que nous ne comprenons pas et, avant de s'éloigner, elle nous offre trois œufs durs.

Nous rejoignons la vallée du Motroul. L'après-midi est déjà très avancé, lorsque, nous engageant sur une route, nous apercevons les premières maisons, couvertes de chaume, de Closani.

Brusquement des pas martelés retentissent derrière nous. A peine, avons-nous eu le temps de nous dissimuler dans un buisson, qu'apparaissent deux Boches, vêtus en *feldgrau*, coiffés du casque pointu, le fusil sur l'épaule. Ils nous dépassent et nous les regardons avec angoisse continuer leur ronde à l'intérieur du village. Depuis notre évasion d'Allemagne, nous n'avions plus vu en service ces hommes mécaniques, beaucoup plus redoutables que les nonchalantes sentinelles autrichiennes!

Quelques minutes après, un paysan d'une trentaine d'années, habillé à la mode roumaine, sort de la plus proche chaumière. Nous l'abordons en disant : *Francez*. D'un mouvement rapide, le Roumain ouvre le portail et nous pousse dans la maison. Il dit à une bonne femme de nous préparer à manger et bavarde avec nous dans un jargon compliqué. Il nous montre sa main droite où il manque deux doigts, perdus à la guerre contre les *Niemtz*.

Nous éprouvons deux plaisirs, deux voluptés, bien minces, mais qui nous paraissent immenses: dans la mamaliga, il y a un morceau de lard chaud, et, après le repas, nous fumons une cigarette!

Notre hôte ne veut pas nous laisser partir seuls, car beaucoup de *Niemtz*, paraît-il, sont établis dans la région. Il prend un solide bâton et se propose comme guide ; c'est un montagnard bien découplé, les pieds chaussés de souples sandales de cuir sans couture. Il nous conduit dans la vallée avec des précautions de chasseur; il nous montre, à quelque distance, une maison qui commande le passage et dit :

— *Casa Niamtz* (la maison des Allemands).

A un endroit peu profond, nous traversons le Motroul, mais comme la rive est escarpée nous continuons à suivre notre guide, qui, sans sortir de l'eau, descend le lit de la rivière pendant plusieurs centaines de mètres. Ensuite nous remontons une colline et nous nous engageons dans des bois de hêtres. La marche pour nous ne tarde pas à être exténuante.

Nous arrivons à une route où, sur un écriteau, nous lisons, en langue allemande : « Direction de Maresesci ». En bordure d'un pré, un adolescent qui tient par la bride un cheval est en conversation avec une jeune paysanne. Notre guide s'approche du groupe, parlemente, puis s'efforce de nous expliquer que

nous devons suivre la jeune fille où elle nous conduira. Nous le remercions par de vigoureuses poignées de mains et il s'éloigne avec l'adolescent.

La gracieuse Roumaine se place entre Rahir et moi. Elle est brune, porte un jupon court et une chemise brodée. Tout en marchant, elle nous parle et rit d'un rire clair et juvénile à nos réponses qu'elle ne peut comprendre. Quelques instants auparavant, nous étions exténués, mais, comme par enchantement, toute fatigue a disparu, et nous nous redressons, tout mouillés et boueux, pour faire bonne contenance.

A la nuit tombante, nous pénétrons dans la cour d'une vaste ferme. La jeune fille nous fait signe d'attendre, monte un escalier qui conduit à une sorte de vestibule extérieur soutenu par des colonnettes de bois, ouvre une porte et disparaît.

Le temps passe et personne ne vient. Assis sur un banc rustique, très inquiets, nous sommes décidés à prendre la fuite, lorsque la porte du vestibule s'ouvre à nouveau : du seuil, un homme d'une cinquantaine d'années, chaussé de bottes, vêtu d'une superbe chemise brodée, de longs cheveux flottant sur les épaules, nous hèle amicalement. Nous grimpons les marches, et le maître de céans, très cérémonieusement, nous souhaite la bienvenue en roumain et, s'effaçant, nous invite à prendre place. Un bon feu flambe dans la gueule d'un fourneau de brique. La table est mise : le maître s'assied en face d'une paysanne âgée, sa femme; nous prenons place à leurs côtés, et la jeune fille demeure debout pour nous servir.

Le repas est abondant : du pain, du laitage, du poulet en sauce. Notre verre ne demeure jamais vide, mais nous le levons avec prudence, car la boisson, que nous avions d'abord prise pour de l'eau pure, est une eau-de-vie de prune forte en alcool.

Le maître connaît seulement quelques mots de français. Il nous dit que son frère a fait des études à Lyon pour être ingénieur et qu'il est officier dans l'armée roumaine en Moldavie. Il cherche à nous faire comprendre les difficultés de la traversée de la Valachie occupée, mais nous saisissons seulement que dans chaque village sont installés des Allemands qui réquisitionnent tous les vivres des paysans.

Rahir montre à nos hôtes sa photographie en maréchal des logis français. Le maître fait, alors, aux deux femmes une petite conférence où nous entendons souvent revenir les mots

de *Francez* et de Verdun. Après avoir bavardé avec nous dans un jargon italo-franco-latino-roumain, il se lève, prend une lanterne, nous conduit, de l'autre côté de la cour, dans un bâtiment où il a fait préparer un lit avec des couvertures et nous quitte en nous souhaitant bonne nuit.

Avant de souffler la bougie, j'aperçois, fraîchement clouée au mur, à la tête du lit, une de ces cartes de propagande française, très coloriée, une carte d'Alsace-Lorraine! Comment ne pas éprouver un émoi profond lorsque, dans un coin perdu de Valachie, on trouve un accueil si amical, un empressement si généreux, une admiration si spontanée, parce que l'on porte avec soi le grand renom d'un pays aimé?

Au matin, de très bonne heure, nous sommes réveillés par notre hôte. Nous nous équipons hâtivement pour le départ. La jeune fille place dans nos sacs tyroliens des œufs durs, du pain de maïs et verse dans notre bidon autrichien de l'eau-de-vie. Sur ma carte, j'indique au maître que nous avons l'intention de descendre la vallée du Motroul. Il approuve d'un signe de tête et nous sortons tous les trois. A travers les bosquets de chênes, il nous conduit jusqu'au versant de la vallée. Devant nous s'étend un paysage de coteaux de terres rouges, interrompues par les rectangles verts des cultures et des vergers. Le grand paysan nous souhaite bonne chance et, en nous retournant, nous apercevons sa haute stature découpée sur le ciel; il s'appuie sur son bâton et agite la main gauche pour nous saluer une dernière fois.

Durant toute la matinée, nous marchons sous la pluie. Nous sommes obligés de quitter le bord de la rivière, trop marécageux, pour continuer à marcher à flanc de coteau. Sur la pente argileuse nous avançons péniblement. A un endroit boueux Rahir perd un talon de soulier. Petit incident, mais gros de conséquences, car mon compagnon marche, maintenant, en boitant, avec de grandes difficultés.

Vers le milieu du jour, nous atteignons la petite ville de Baia de Arama, que nous cherchons à contourner. Mais, sur un sentier, deux dames vêtues à la française, qui viennent à notre rencontre, brusquement nous aperçoivent et, rebroussant chemin, commencent à fuir. A tout hasard, je leur crie :

— N'ayez pas peur, mesdames, nous sommes des Français.

Immédiatement, elles s'arrêtent et l'une d'elles répond en excellent français, avec un peu d'accent :

— Comment? des Français dans cette région?

Nous les abordons et brièvement expliquons que nous sommes deux Français, évadés d'Autriche.

Celle qui nous a déjà répondu nous dit :

— Il y a un gros poste allemand, à Baia de Arama. Il vous faut être très prudents pour ne pas vous faire prendre. Nous habitons un petit chalet qui n'est pas loin d'ici. Suivez-nous à quelque distance. Vous nous verrez ouvrir la porte d'une grille. Nous ne la refermerons pas. Vous pourrez entrer dans le jardin, puis dans la maison où vous nous retrouverez.

Quelques instants après, nous sommes installés, sur de bons fauteuils, dans un petit salon, racontant les grandes lignes de notre odyssée.

Les deux dames ont de vingt à vingt-cinq ans. Celle qui parle couramment le français est mariée : son mari est en Moldavie, dans l'armée roumaine. Toutes deux habitaient une petite ville sur le Danube, mais, depuis le début de la guerre, elles résident dans une propriété où l'invasion les a surprises.

Elles nous demandent pour quelle raison nous nous sommes dirigés sur la Valachie où les Allemands pullulent. Nous confessons notre erreur : d'après les journaux autrichiens, nous avions supposé que les troupes des États centraux, depuis les défaites roumaines, avaient été réparties sur le front de Moldavie et sur le front balkanique.

Nous voici, pour la première fois, assez exactement renseignés : un armistice a été signé entre l'Allemagne et la Roumanie; des troupes d'occupation, allemandes, autrichiennes, magyares, turques, bulgares sont installées dans la Valachie tout entière; les réquisitions sont rigoureuses : on enlève aux paysans les troupeaux, la volaille, la farine, même les tapis et les meubles; il est presque impossible de circuler si l'on ne possède une sorte de passeport, le *Personal Ausweis*, signé par les autorités. Malgré l'inquiétude que provoquent de pareils renseignements, nous faisons bonne contenance. Les dames nous offrent une collation : des œufs, des gâteaux, du vin. L'une d'elles se met au piano, chante doucement des chansons roumaines et françaises. Elles sont si charmantes nos protectrices roumaines! Pourquoi ne pas retarder le moment du

départ vers le risque et vers la misère? Mais non! debout! Trêve à la musique, au délassement! Les Allemands rôdent dans le voisinage et notre présence est tellement compromettante! Nous nous levons et nous prenons congé, acceptant seulement de chacune des dames un mouchoir parfumé.

A la boussole, nous continuons notre route, nous dirigeant vers le sud, assez anxieux de l'avenir, puisque nous sommes en plein réseau d'occupation et à plus de six cents kilomètres de la Moldavie où nous pourrions nous réfugier!

A la tombée de la nuit, nous arrivons à l'entrée d'un petit village. Comme nous avons fait préciser sur la carte par les deux dames roumaines l'emplacement des *Kommandos* d'occupation, nous savons qu'il n'y a pas, là, de poste allemand, mais nous pourrions nous heurter à une patrouille. Nous nous cachons derrière un buisson et bientôt, nous apercevons un jeune gamin qui approche sur le sentier. Nous lui demandons s'il y a des *Niemtz* dans le village. Quand il nous a répondu qu'il n'y en a pas, nous ajoutons que nous sommes deux *Francez*.

Il nous conduit jusqu'à la place du petit bourg où nous ne tardons pas à être entourés par toute la population, sortie en hâte des chaumières. Tous ces gens, surtout des vieillards et des femmes, nous entourent d'un murmure sympathique. Nous représentons, sans doute, pour eux, la grande nation amie et lointaine, dont ils espèrent obscurément la victoire pour mettre fin au pillage et aux vexations dont ils souffrent. Mais ils ont peur, en nous hébergeant, la nuit, d'être surpris par une patrouille boche. Après de longs conciliabules, ils ont trouvé une solution. Un vieillard nous fait comprendre que nous devons suivre deux jeunes paysannes qui se trouvent dans le groupe, puis il paraît commander aux autres personnes de se disperser.

Nous arrivons à une petite chaumière d'humble apparence, isolée du village. Nos deux hôtesses préparent le repas pour nous quatre : une omelette et de la mamaliga. Elles ont un charme juvénile et cette allure fière, gracieuse, qui donne à la paysanne roumaine, dans son pittoresque costume, un cachet si original de noblesse.

Nous bavardons en un jargon où nous nous embrouillons avec tant de bonne volonté qu'elles paraissent beaucoup s'amuser. Nous comprenons pourquoi le doyen du village a désigné leur chaumière pour nous servir d'abri : si les Boches sur-

viennent la nuit, en patrouille, ils trouveront deux paysannes et leurs deux maris.

Le lendemain, nous avons rejoint par des sentiers la vallée du Motroul. En descendant vers l'aval, nous arrivons à un vaste espace marécageux où la rivière se divise en plusieurs bras. Un brouillard épais flotte sur les flaques d'eau croupissante : sans notre boussole, nous serions obligés de nous arrêter ou bien nous courrions le risque de tourner en rond sur de petits sentiers, qui s'entrecroisent à travers des touffes inextricables de joncs et de roseaux.

Nous rencontrons un vieillard dans ce paysage désolé, un pêcheur misérablement vêtu de toile d'emballage rapiécée. Il est stupéfait d'apprendre que nous sommes des Français, il nous salue très bas et voudrait nous baiser la main, Il nous sert de guide pour sortir de ce dédale et, lorsque nous le quittons, il me dit très respectueusement :

— *Domnule Capitan Francez !* (M. le capitaine Français !)

Avant d'arriver au village de Catunelé, nous nous dissimulons derrière un buisson pour épier les allées et venues. Aucun *Kommando* allemand ne s'y trouve, d'après nos renseignements ; mais nous avons l'intention d'attendre le passage d'un enfant pour en avoir la certitude.

Nous avons déjà remarqué notre extraordinaire prestige sur l'esprit des enfants, qui répondent avec franchise et se montrent entièrement dévoués. Dans ces campagnes valaques, les envahisseurs ont accumulé contre eux des haines farouches. Le vainqueur arrive dans le petit village, il enlève les vaches, le cheval, la farine. Qui donc oserait résister ? A la moindre velléité de refus, ce sont les coups de bâton et les coups de botte. Misérable population de vaincus ! Un seul espoir demeure dans cette nuit de ruine et de désolation ! Là-bas, très loin, un peuple ami, le peuple de France, résiste à tous les assauts, il prendra sa revanche, il saura délivrer tous ses alliés, et parmi eux, la Roumanie malheureuse. Ce sont ces rêves qui hantent l'imagination des jeunes Roumains quand ils entendent les lamentations de leurs parents. Et voilà que deux Français, mystérieux, descendus des montagnes, apparaissent soudain. Deux Français ! d'autres viendront bientôt, avec des canons et des fusils, et ce sera l'heure bénie de la délivrance...

Plusieurs paysans passent devant nous, mais nous ne bou-

geons pas. Enfin voici, tout seul, un bambin de douze à treize ans, pieds nus. Nous le rejoignons et, en souriant, nous lui faisons comprendre que nous sommes des Français. Il accepte avec simplicité le miracle, mais sa figure s'éclaire d'une joie immense. A nos questions, il répond qu'il n'y a pas d'Allemands en ce moment, à Catunelé. Nous lui demandons de nous conduire chez des amis des Français. A-t-il compris ? Toujours est-il qu'il se met en marche devant nous, bombant le torse, tout fier de sa mission.

Nous nous arrêtons devant une maison moderne, construite en pierre. Notre guide a disparu dans le couloir et ne tarde pas à revenir avec un grand garçon brun, habillé à la mode occidentale. La conversation s'engage en allemand. Notre interlocuteur nous apprend qu'il est le maître d'école du village.

Nous montons dans une salle du premier étage où nous rejoint le frère du maître d'école, qui parle assez bien le français. Nous nous installons, tous les quatre, à une table, et un jeune domestique roumain nous sert un repas de laitage avec de la mamaliga. La conversation, en français et en allemand, devient très animée. Nous avons la confirmation que les combats au front ont cessé, mais la paix n'est pas encore définitivement signée. Nos hôtes nous disent qu'une mission française, sous le commandement du général Berthelot, a pris part aux opérations de guerre : tous les officiers français sont très populaires parmi les soldats roumains. Les divisions ennemies vivent sur la Valachie occupée ; le général von Mackensen, commandant en chef, réside à Bucarest avec son état-major.

Nos hôtes admirent beaucoup notre évasion ; mais la suite de cette aventure les inquiète, puisqu'il nous reste à franchir des centaines de kilomètres à travers les postes et les patrouilles d'occupation. Que faire ? J'ai eu déjà une idée qui a été acceptée par mon compagnon. Il est certain que les autorités d'occupation ne tarderont pas à apprendre la présence de Français dans le district de Mehedinstsi ; suivant les méthodes allemandes, la nouvelle sera transmise jusqu'à l'état-major de Bucarest. L'ordre viendra de s'emparer de nous, coûte que coûte. Il est donc de première importance de nous éloigner, le plus tôt possible, du district. Le mieux serait de gagner Bucarest par le train. Les Allemands ne supposeront pas que nous ayons eu l'audace d'aller nous abriter dans le voisinage de

leur état-major, et nous avons chance de trouver dans une grande ville des complicités : ainsi pourrons-nous découvrir un moyen de gagner la Moldavie.

Cette idée audacieuse paraît raisonnable ; mais les deux frères nous font observer qu'il serait indispensable de posséder les papiers d'identité que les autorités allemandes exigent de toute personne en déplacement.

C'est alors que le maître d'école, Constantin Prundeano, prend une décision énergique, qui est un admirable témoignage de sympathie pour la France : « Vous êtes des Français en danger de mort, nous sommes vos alliés, nous devons vous venir en aide, même en nous mettant en péril. Comme maître d'école, j'assure dans le village les fonctions de *Burgermeister* et j'ai à ma disposition les sceaux des autorités. Je vais donc vous fabriquer de faux *Ausweise* (papiers d'identité) ». Et il va prendre dans un tiroir de bureau, fermé à clef, les papiers et les cachets nécessaires. C'est ainsi que je deviens Popescou et mon compagnon Vasilescou.

Maintenant, les deux frères nous fournissent les renseignements dont nous avons besoin : nous devons nous rendre à la station de Strehaia, sur la grande ligne Orsova-Bucarest, où passe un train chaque jour, à dix heures du soir. Il y a des marks spéciaux, fabriqués par les autorités pour la Roumanie occupée : aussi nous fait-on le change de la faible somme qui nous reste en billets autrichiens. Nous avons suffisamment pour payer notre voyage jusqu'à Bucarest. Le maître d'école ajoute qu'il a connu une jeune fille, Marioara, lycéenne en pension dans une famille à Bucarest, 15, Strada Franmasoni : nous pourrons tenter de nous adresser à elle.

Nous remercions chaleureusement ces Roumains dévoués et, sans plus perdre de temps, nous quittons Catunelé.

Comme la station de Strehaia est située, au sud, à une quarantaine de kilomètres, nous ne pouvons songer à l'atteindre cet après-midi. D'ailleurs, en marchant directement vers le sud, nous serions obligés de passer dans le voisinage du village de Brosteni, où se trouve un important *Kommando* allemand. Nous nous dirigeons d'abord vers l'ouest, puis nous obliquons vers le sud.

Au crépuscule, nous avons parcouru une vingtaine de kilomètres et nous arrivons au hameau de Samarinesti. Un paysan,

qui répare la toiture de sa cabane, nous aperçoit et crie, sans aucune aménité : *Rousski!* Il est probable que beaucoup de prisonniers russes, après la signature de la paix entre la Russie et les États centraux, se sont échappés de Hongrie pour chercher à regagner à pied leur pays. C'est pourquoi, à notre mine hâve et à notre allure, des paysans nous prennent pour des Russes. Mais Rahir répond : « Non, *Francez! Francez!* » Le paysan lâche ses outils et nous salue de joyeuses acclamations. Bientôt, nous sommes entourés de villageois. Deux hommes, un vieux et un jeune, nous témoignent surtout beaucoup de sympathie et nous entraînent vers leur maison.

Bientôt nous sommes installés à table tous les quatre, et les femmes nous servent des laitages, de la viande, de la mamaliga. Nous mangeons de bon appétit, en buvant du vin rouge et, vers la fin du repas, de l'eau-de-vie de prune.

Le plus jeune de nos hôtes, d'après ce que je crois comprendre, a été soldat dans l'armée roumaine; il a été blessé et fait prisonnier. Il y a eu échange de prisonniers blessés et, depuis peu de temps, il est de retour chez son père. Ce que nous saisissons très bien, ce sont les exclamations admiratives en l'honneur du général Berthelot, de la mission française, des officiers français, amis des soldats roumains.

Après avoir veillé fort tard, nous nous couchons sur un lit de planches recouvertes de tapis de lainage, ornés de dessins multicolores.

Nos hôtes sont déjà levés lorsque nous nous réveillons. Comme le vieux paysan est en train de raser son fils, nous lui demandons de nous rendre le même service. Rasés de frais, nous aurons meilleure mine pour voyager! Nous n'avons d'ailleurs pas à nous hâter, car il ne nous reste pas à franchir plus de vingt-cinq kilomètres pour arriver à Strehaia.

Les deux hommes s'amusent à mimer une scène burlesque, à la joie, mêlée d'un peu d'inquiétude, des femmes. Ils ont placé sur l'épaule, en guise de fusil, un gros bâton, puis ils frappent le plancher comme avec une crosse, en poussant des cris gutturaux, ils renversent les escabeaux à coups de pieds, ils fouillent sous les tapis et dans tous les recoins de la chaumière : il s'agit d'une réquisition de vivres pour les Allemands! Quand ils ont assez fait de simagrées, ils changent de rôles. On peut imaginer que les intrus sont partis. Les paysans

vérifient la fermeture de la porte, et levant une planche du parquet, ils découvrent un large trou creusé dans le sol : on y aperçoit des bouteilles de vin, du lard, un sac de farine, des œufs... Quelques-unes de ces provisions servent à préparer un succulent repas, bien arrosé, que nous partageons avec nos sympathiques et joyeux compères.

Nous nous équipons le plus correctement possible et après de chaleureux remerciements, nous nous mettons en route pour Strehaia.

Trois kilomètres avant Strehaia, nous faisons halte près d'un ruisseau. Tant bien que mal, nous essayons de nous donner l'air de civils respectables; nos sacs tyroliens sont pliés et enveloppés dans des journaux comme des paquets corrects, nos vêtements, qui montrent la corde, bien brossés. Nous désirons que les Allemands nous prennent pour de petits artisans roumains et les Roumains pour des civils autrichiens ou allemands à la recherche de quelque profit en pays occupé.

A l'entrée du village, nous croisons des paysans, des soldats allemands en calot rond; à notre grande joie, nous ne paraissons pas attirer l'attention.

Nous avons bien pris toutes les précautions possibles pour arriver à Strehaia juste au moment du départ du train. Malheureusement, la gare est située à l'autre bout du village qui s'étend sur un vaste espace. Nous nous hâtons, mais il est un peu plus de dix heures. Le train, que, de loin, nous avons vu stationner, siffle et s'éloigne!

Dépités, nous rebroussons chemin, et, par un sentier, nous nous réfugions dans un bois. Il nous faut attendre jusqu'au lendemain soir. La pluie commence à tomber violemment et passe à travers le feuillage. Comme notre principale préoccupation est de ne pas endommager nos vêtements, nous enlevons des rondins dans une coupe et nous nous étendons dessus, en nous recouvrant de nos manteaux. Sur cette couche inconfortable, nous ne parvenons pas à dormir et, tout endoloris, nous attendons le jour. Le jour venu, nous estimons plus prudent de demeurer dans le bois. Nous cherchons un endroit où le taillis soit assez dense pour nous dissimuler. C'est bien une des plus pénibles journées que j'aie jamais vécues au cours de toutes mes évasions! La pluie tombe par intermittence.

Nous sommes, l'un et l'autre, très énervés. De temps à autre des voix allemandes et roumaines parviennent jusqu'à nous, ou bien des coups de hache retentissent. Il nous semble que cette longue journée d'angoisse s'éternise.

Enfin, le crépuscule envahit peu à peu le bois. Nous suivons d'un regard anxieux la marche des aiguilles sur le cadran de nos montres. Pour ne pas être victimes d'une mésaventure pareille à celle de la veille, nous nous acheminons vers la gare avec un peu d'avance. Dans la station, il y a déjà beaucoup de paysans et de paysannes en costume national. Tous les employés sont des soldats allemands. J'ai retenu la phrase indiquée par le maître d'école de Catunelé pour demander les billets en roumain; mais, à cause de l'accent, je préférerais parler en allemand. C'est un feldwebel qui distribue les billets et examine les *Ausweise* (cartes d'identité). Il parle roumain, mais très difficilement; car avec chaque paysan, il engage une discussion confuse, qu'il entremêle de retentissants : *Sakrament! Sakrament!* Je m'approche et, avec un sourire doucereux, je demande :

— *Bukarest, zwei billets, dritten klasse.*

Sa figure s'éclaire et, en me rendant le peu de monnaie qui me revient, il dit avec autorité :

— *Sie sprechen ein gutes deutsch. Früher hiess es Bucuresti, jezt heisst es Bukarest. So! So! Alle Rumänen müssen das deutsche erlernen.* (Vous parlez un bon allemand. Autrefois, on disait Bucuresti, maintenant on dit Bukarest. Bien! Bien! tous les Roumains doivent apprendre l'allemand.)

Très satisfait de trouver enfin deux Roumains qui paraissent se germaniser facilement, il ne nous réclame pas nos *Ausweise* et nous nous empressons de passer sur le quai.

Le wagon où nous sommes montés est à peu près vide, mais il se remplit de paysans et de paysannes à chaque station. Nous faisons semblant de dormir ou bien nous échangeons quelques mots en allemand.

De Strehaia à Bucarest, la distance est d'environ 300 kilomètres; nous roulons toute la nuit. A l'aube, le train s'arrête dans une gare assez importante. La portière s'ouvre, deux paysannes encombrées de ballots cherchent à monter, mais un Roumain, vêtu d'un veston, assis en face de nous veut s'y opposer, parce que le compartiment est déjà bondé. L'altercation

attire un *Gefreite* (soldat allemand de première classe) de service. Il tient à la main un solide bâton. Son enquête est rapide. Il pousse violemment les deux femmes à l'intérieur du wagon, puis, debout sur le marchepied, il aligne deux bons soufflets au protestataire, qui crie lamentablement : « *Kamerad! ich habe mein Ausweis... Ich habe...* » En réponse, le Gefreite prend dans la main droite son gourdin et lui en administre un coup magistral qui fait saigner le nez et les lèvres. Évidemment, l'ordre règne en Roumanie!

A Bucarest, le train déverse un véritable torrent de voyageurs qui nous entraîne vers la sortie.

Nous marchons au hasard, pour trouver la rue Francmasoni, qui est située dans le voisinage de la gare. D'après les indications du maître d'école de Catunelé, nous devons nous présenter au n° 15, à M^lle^ Marioara. Nous découvrons enfin la Strada Francmasoni. Devant la porte du n° 15, se trouve justement une vieille femme; nous l'abordons en demandant en allemand si Fraülein Marioara est à la maison. La bonne femme répond : *nein!* et nous ferme au nez brusquement la porte grillagée. Nous insistons en faisant du bruit. Le vacarme doit s'entendre de l'intérieur de la maison. Une jeune femme ouvre la porte et nous demande en allemand ce que nous désirons. Nous lui faisons signe d'approcher et nous lui avouons que nous sommes des Français, évadés d'Autriche, recommandés par les frères Prundeano de Catunelé. Après avoir hésité quelques minutes, la jeune femme nous prie de revenir vers midi : son mari sera de retour et pourra nous recevoir.

Comme nous avons à occuper plus de trois heures, nous déambulons à travers les ruelles, puis nous suivons la Calea Victoriei, superbe avenue bordée de magasins luxueux, de cabarets où se pressent d'élégants officiers allemands en uniforme, fine fleur des embusqués berlinois. Aux murs, aux édifices publics sont attachés d'énormes écriteaux en langue tudesque, pareils à des marques infamantes sur l'épaule de la ville vaincue : on lit : *Entäusungstelle* (local où on enlève les poux), *Offiziersheim* (local des officiers), *Soldatenheim* (local des soldats), *Eintritt verboten für Civil* (Entrée interdite aux civils). Le mot *Verboten* (interdit) est répété indéfiniment.

Nous pénétrons dans un magnifique jardin public, *Cismi*

giou, en titubant, comme si l'intense mouvement de la grande ville nous avait grisés, et nous nous laissons tomber sur un banc. Les pieds me font horriblement mal. Mon compagnon, qui a les talons en sang, souffre plus que moi, stoïquement, sans une plainte. Non loin de nous, un *Herr Leutnant*, rigidement sanglé, cravache en main, monocle insolent, lorgne les barques qui promènent sur le lac, au gré des joyeux rameurs de Germanie, les filles fardées aux yeux de luxure.

C'est une féerie printanière dans ce parc : des fleurs à profusion, roses d'un rouge vif, pensées de velours noir, bleus myosotis, jacinthes aux délicates clochettes; des femmes passent, charmantes, d'une allure souple et gracieuse. Mais les *Feldgrau*, officiers, feldwebels, soldats, peuplent aussi les allées de leur innombrable grisaille. Ils sont frais, bien rasés, heureux de vivre : ce sont les vainqueurs! Combien lamentables nous sommes, nous, affalés sur notre banc, les pieds en feu, les entrailles torturées par la faim, loqueteux.

Nous revenons rue Francmasoni.

M. Biraesco nous reçoit. C'est un homme d'une trentaine d'années, de taille moyenne, vif de mouvements, les yeux très bleus. Il est, d'abord, sur ses gardes, et nous fait subir un interrogatoire serré. Mais, lorsqu'il est convaincu que nous sommes bien deux Français évadés, il nous serre la main, en nous disant qu'il est tout entier à notre disposition. Il nous invite à prendre place à sa table avec sa femme, son petit enfant de deux ans, Nicolas, et Mlle Marioara, jeune lycéenne, toute émue et rougissante...

Durant plus d'une semaine, M. Georges Biraesco, qui est originaire du Banat de Transylvanie, secondé par un autre Transylvain, M. Ilie Sora, nous abrite si habilement que les services policiers allemands, qui ont eu vent du séjour de deux étrangers dangereux, ne réussissent pas à nous découvrir.

A ce moment la puissance allemande est formidable, beaucoup pensent que la France sera vaincue : toutes les portes ne s'ouvrent pas! Ce n'est pas dans les cortèges pompeux de la victoire qu'on reconnaît les vrais amis d'une cause, mais dans les heures pénibles. Ces deux Roumains n'hésitent pas à compromettre leur sécurité et celle de leur famille pour remplir ce qu'ils considèrent comme un devoir national : ils ne marchandent pas avec leur idéal. Qu'il me soit permis, en citant

leurs noms, d'ajouter avec simplicité, avec émotion : merci !

La frontière de Moldavie est à plus de 200 kilomètres. Nous pourrions nous mettre en route à pied. Mais, nous savons qu'il est difficile de sortir de Bucarest : les routes sont gardées, les paquets visités pour la surveillance du trafic avec la campagne environnante. Nous décidons de prendre le train jusqu'à Buzeu et, de là, nous approcher du Front, à travers bois.

Le samedi, 1er juin, partis bien avant le jour, nous stationnons dans la cour de la gare, au milieu des jurons et des piétinements. Des soldats boches montent la garde près du guichet et, aux issues, d'autres endiguent le flot : un *Unteroffizier* examine les papiers des voyageurs. Il se joue là une comédie odieuse ; jamais dans nos camps de prisonniers de guerre, les Boches n'auraient osé se conduire avec ce sans-gêne de brutes. Quelques habiles s'approchent de l'*Unteroffizier*, tenant, d'une main, leurs papiers d'identité, de l'autre une boîte de cigares. Les présents sont toujours agréés, mais pas toujours jugés suffisants. Voici un pauvre diable qui offre une petite boîte de cigarettes : l'*Unteroffizier* la prend et, en jurant, il chasse le malheureux vers la sortie, à grands coups de bottes.

Les soldats refoulent les gens brutalement ; de temps en temps l'*Unteroffizier* se précipite à la rescousse et tape dans le tas avec sa canne. Indigné, je vois ainsi frapper en pleine figure une dame respectable déjà âgée. Une rage folle, inexorable s'empare de moi. J'ouvre mon couteau à cran d'arrêt et le dissimule dans une poche. Ma résolution criminelle me donne un calme merveilleux : si la brute me frappe, d'un geste brusque je lui plongerai ma lame dans la gorge.

C'est notre tour. J'avance d'un pas assuré, tenant mon *Ausweis*, l'autre main dans la poche du manteau. Le Boche a lu sa mort dans mes yeux : je suis sûr qu'il a peur. Il abaisse sa canne, arrête un juron et s'écarte pour nous livrer passage. Au guichet, on me tend deux billets pour Buzeu, et nous voilà en route vers la Moldavie.

VERS LA MOLDAVIE LIBRE

Le train est surchargé. Il y a des gens, en costume roumain, sur les marchepieds et sur les toits des wagons.

A cinq heures de l'après-midi, nous nous arrêtons à Buzeu. Nous nous éloignons rapidement de la gare et franchissons la rivière sur le pont de la grande route qui conduit à Rimnic-Sarat. Toute la nuit, nous marchons sous des ondées intermittentes. Lors de la retraite roumaine, des combats ont été livrés dans la région, car une odeur de cadavres, probablement enterrés peu profondément, s'exhale de la terre mouillée. Nous nous arrêtons à l'aube, dans un petit cimetière bien entretenu où se trouvent des tombes allemandes.

En nous dirigeant vers l'Ouest, nous traversons des champs d'orge et atteignons des collines boisées. Nous nous approchons avec prudence d'une chaumière isolée. A l'intérieur, vaque au ménage une paysanne très effrayée de notre intrusion; mais lorsqu'elle apprend que nous sommes deux Français, elle nous offre de la mamaliga, du lait, du fromage. Elle ne veut accepter aucun paiement :

— *Và ofer aceasta, Domnuli Francez, din toata inima* (Je vous donne cela, messieurs les Français, de tout mon cœur).

Les soldats allemands sont, paraît-il, nombreux dans la région. Nous ne tardons pas, d'ailleurs, à constater leur présence. Comme nous faisons halte dans un taillis, près du petit hameau de Pardosi, nous apercevons un soldat boche qui passe, une hache à la main, tout près de nous.

Pour atteindre la Moldavie, nous estimons que nous avons à parcourir une centaine de kilomètres. En utilisant une assez bonne carte allemande au 300 millième, nous avons l'intention de nous diriger vers le mont Odobesti (1 001 mètres). La contrée est accidentée, couverte de bois; notre projet consiste à marcher, le jour, à la boussole par les sentiers et le lit des ruisseaux, en évitant les villages.

Au soleil couchant, en bordure d'un pâturage, nous rencontrons un homme, vêtu de gris, coiffé d'une casquette. Je lui adresse la parole en roumain : « *Buna sera, prieten, unde mergi?* (Bonsoir ami, où vas-tu ?) », mais il serre violemment son bâton, d'un air farouche sans répondre. Il est très brun, hirsute, encore plus maigre que nous. Je continue : « *Vorbitsi niemtsechté?* (parlez-vous allemand ?) » Il répond dans un idiome slave. Nous secouons la tête pour lui signifier que nous ne comprenons pas. Alors, dans un très mauvais italien, il nous dit qu'il est soldat serbe, échappé d'un camp autrichien. C'est un com-

pagnon d'infortune, mais il serait dangereux de voyager à trois. Nous partageons avec lui quelques provisions emportées de Bucarest, lui donnons une cigarette, et lui indiquant la direction de la Moldavie, nous lui souhaitons bonne chance.

Nous dormons très mal sous les arbustes où nous nous sommes réfugiés, et, comme la nuit est assez claire, nous nous engageons dans la vallée de la petite rivière Rimnic.

Au matin, nous nous reposons à flanc de coteau, lorsque nous entendons sur le sentier, en bas, un bruit de sabots de chevaux. Un officier allemand, suivi de son ordonnance, débouche et nous apercevant, se dresse sur les étriers et nous crie d'approcher. Mais nous nous hâtons de disparaître au plus profond des fourrés.

Toute la journée, nous continuons à marcher dans la direction du nord. Comme les acacias sont fleuris, nous faisons une ample provision de pétales que nous mâchons avec avidité. Nous somnolons quelques heures au soleil, puis traversons des collines argileuses, couvertes de hêtres et de charmes. En arrivant à une déclivité presque à pic, Rahir, pour éviter un détour, avant que je puisse l'arrêter, s'élance sur un jeune arbre dont la cime est à notre niveau. L'arbre se courbe sous le poids, et je vois disparaître mon compagnon à travers le feuillage. Je le retrouve, quelques instants après, couché au milieu d'un inextricable fourré qui, heureusement, a amorti la chute.

L'après-midi, nous découvrons, dans le lit encaissé d'un torrent, des squelettes de chevaux. Nous ne sommes pas très éloignés du village de Valea Rea. Dans une chaumière misérable, une vieille paysanne nous offre une soupe d'herbes : elle n'a pas autre chose. La pluie passe à travers le toit à moitié démoli, les cloisons ont été trouées par les balles. La bonne femme se lamente en un jargon où revient fréquemment le mot sinistre : *Razboiu !* (la guerre).

Nous passons, sur un pont de bois, la petite rivière Milcov qui sépare la Valachie et la Moldavie, mais nous savons que le front s'est stabilisé plus avant.

A la tombée de la nuit, nous remontons le lit d'un torrent, le long des pentes du mont Odobesti. Il pleut violemment. Nous sommes obligés, pour nous reposer, de nous étendre sur des pierres plates. Au cours d'une somnolence, ma tête a-t-elle

glissé dans une flaque, ou bien le ruisseau a-t-il grossi? Je m'éveille, la moitié de la figure baignant dans l'eau glacée.

Nous recommençons à gravir la pente, le fond de la vallée torrentielle est encombré de troncs pourris : c'est une marche infernale dans la nuit! Pour comble de malheur, je suis pris de douleurs névralgiques dans la mâchoire, comme si l'on m'y retournait un fer chaud. Je prie mon compagnon de ne pas s'émouvoir de ces plaintes, qui me soulagent, et nous avançons, tâtonnant, butant, nous relevant, au milieu de mes gémissements monotones.

Lorsque le jour pointe, nous avons, enfin, escaladé les versants du maudit vallon en entonnoir, et saluons joyeusement les bons rayons du soleil. Nous apercevons sur un grand chêne une touffe de gui... symbole d'espérance! Nous lançons des pierres pour faire tomber quelques brins que nous plaçons précieusement dans nos portefeuilles.

Au carrefour de deux routes, méthodiquement tracées par les Allemands, se trouvent des casemates vides. Nous sommes au sommet du mont Odobesti : devant nous, à perte de vue, s'étend la plaine moldave, traversée par deux larges rivières, la Putna et le Sereth.

Durant l'après-midi, par de petits sentiers, nous descendons les pentes de la montagne dans la direction de Tifesti. Avec beaucoup de précautions, nous approchons d'un village à la recherche d'un pont pour franchir la Putna, mais nous apercevons un Boche qui se promène près des premières maisons. Nous revenons en arrière, coupons à travers des champs de vigne pour gagner la vallée plus en amont.

La nuit commence à tomber. Devant nous s'allonge une île, où nous passons, après nous être déchaussés; mais, de l'autre côté, la rivière paraît assez profonde. Mon compagnon nage très mal ; je suis, heureusement, bon nageur. Je me déshabille et me jette à l'eau ; il m'est assez difficile de me maintenir contre la violence du courant. Après plusieurs essais, il me semble plus habile de tenter le passage vers la pointe de l'île, en aval, où l'on ne perd pied que par endroits. Nous plaçons nos vêtements dans nos sacs tyroliens que nous arrimons sur les épaules et nous faisons la traversée avec beaucoup de peine, car le bras est large et le courant rapide. Sur la rive, nous nous rhabillons, en claquant terriblement des dents.

Nous nous mettons en marche dans la direction de Panciu, en sautant par-dessus plusieurs lignes de tranchées pour tireurs à genoux. Vers minuit, par un talus boisé très abrupt, nous descendons dans le lit presque complètement à sec de la rivière Susitsa. Nous sommes tout joyeux : à Bucarest, on nous a dit que le front allemand s'arrêtait là.

Nous entrons dans une chaumière à peu près démolie. Je ramasse un journal et l'enflamme pour lire ma carte : c'est un journal allemand ! Comme une réponse à la lueur, de brusques rayons de lampes électriques, espacés sur une même ligne, à quelque distance, brillent un instant.

Nous nous engageons sur une route et, de loin en loin, passons devant les décombres de maisons détruites par le bombardement.

Nous rencontrons un puits recouvert d'un toit. Comme nous sommes très fatigués, nous nous y réfugions et nous nous étendons des deux côtés de la margelle. Soudain, je suis tiré de ma somnolence par mon compagnon qui me secoue violemment et me crie dans l'oreille :

— Nous sommes chez les Boches ! filons vite !

Il est trois heures : la nuit complètement obscure. Brusquement le sol est coupé par une tranchée. Nous sautons au fond, et, en sondant avec nos bâtons, de l'autre côté, nous faisons retentir des fils de fer barbelés. Nous grimpons sur le parapet, puis nous nous glissons sous les fils de fer. Il nous semble que nous avons parcouru six à huit mètres silencieusement, mais nous faisons du bruit et nous poussons des exclamations involontaires quand nous sommes accrochés aux piquants.

Soudain, de la tranchée, une voix furieuse de sentinelle :

— *Wohin gehen Sie? Was geht los?* (Où allez-vous ? Qui fiche le camp ?)

Nous nous immobilisons. Nous courons le danger d'être fusillés à bout portant, au premier bruit qui permettra de repérer notre position ; donc il faut empêcher la sentinelle de tirer. Comme elle nous a laissés passer, elle est en faute... Nous n'avons qu'à lui laisser l'espoir de nous cueillir sans fracas.

— *Gehen Sie hinunter* (descendez), hurle la voix furibonde.

Je réponds :

— *Ia, Ia ! Ich bin Schneider. Wir gehen nach Panciu.* (Oui, oui, je suis tailleur. Nous allons à Panciu).

— *Gehen Sie hinunter.*

En même temps, bruit métallique et menaçant d'un mécanisme de fusil.

— *Ia, ia! Wir gehen hinunter : wo sind Sie?* (Oui, oui, nous descendons. Où êtes-vous)?

Mais nous rampons dans le sens opposé. Les barbelés sont franchis. Nous courons sur la prairie, follement, pris d'une terreur panique.

Nous arrivons à une nouvelle ligne de fils de fer barbelés : la tranchée roumaine! Les fils de fer sont sur une faible épaisseur : nous les franchissons, sans savoir comment, dans un véritable état d'hallucination et nous nous tapissons au fond de la tranchée. Après avoir un peu soufflé, nous reprenons notre course et nous nous enfonçons dans les taillis.

Le soleil paraît. Un coq chante à l'orée du bois. Nous quittons notre cachette et apercevons un paysan. Il nous explique, dans un discours où beaucoup de phrases nous échappent, que nous n'avons plus rien à craindre des Boches.

Au détour d'une route, nous rencontrons un détachement de soldats roumains. Ils ont formé les faisceaux et préparent du thé sur de petits feux de sarment. Combien notre joie est grande en apercevant ces humbles soldats déguenillés! Eux, nous entourent, nous regardent avec curiosité, mais aucun ne pense à nous offrir une gamelle de thé...

Par bonheur, en traversant le hameau de Movilitsa, presque complètement démoli, nous sommes abordés par un homme malingre, petit marchand israélite, qui nous interroge en roumain, en allemand, puis nous conduit dans une échoppe sordide où il nous fait donner deux tasses de café au lait et des biscuits. Notre hôte nous dit que nous sommes à huit kilomètres de la station de Pofesti. A ce moment, passe, traînée par deux vaches, une charrette dans laquelle somnole un soldat roumain. Nous y montons sans le réveiller et, bientôt, au balancement monotone des roues, nous nous endormons profondément.

Nous sommes tirés de notre sommeil par de brusques éclats de voix. Un capitaine roumain, furieux, demande des explications à notre conducteur. L'autre est au garde à vous, mais lève les bras au ciel, tout à fait ahuri. Évidemment, il lui est

difficile de légitimer la présence, dans le chariot, de ces deux personnages inconnus! Je m'adresse en français au capitaine. Mais l'aspect de ces deux individus aux vêtements en lambeaux, aux mains maculées de sang, qui racontent une romanesque évasion d'un camp autrichien situé à deux mille kilomètres, ne lui inspire pas confiance.

Comme il commande la station, il propose de nous faire restaurer, reposer, et, ensuite, conduire à l'état-major du corps d'armée. J'interromps :

— Mon capitaine, la mission militaire Berthelot est bien en Moldavie?

— Non, répond-il, depuis deux mois, elle est partie par la Russie. Mais à Iassy, se trouve la Légation de France avec M. de Saint-Aulaire, M. Robert de Flers et des officiers français.

— Eh bien! nous n'avons de comptes à rendre qu'aux autorités françaises. Donnez-nous la permission de monter dans un fourgon du train de Iassy.

En attendant, une ordonnance nous conduit dans une chambre où nous pouvons faire une toilette sommaire, prendre un léger repas et nous reposer. A cinq heures de l'après-midi, un officier roumain vient nous chercher et nous installe dans un wagon de première classe.

Le lendemain matin, 7 juin, par un soleil éclatant, nous entrons en gare de Iassy.

Nous ne tardons pas à nous présenter à la Légation de France où nous sommes reçus correctement. Après avoir fourni au général, commandant le bureau militaire français, un rapport détaillé sur les observations faites à travers les pays ennemis et la Valachie occupée, nous rentrons en service.

Septime Gorceix.

LE CONSULAT DE BONAPARTE

VI [1]

MARENGO

Depuis le 9 avril (19 germinal), jour où avait expiré l'armistice, les hostilités étaient reprises en Allemagne comme en Italie. Bonaparte, tout au désir de laisser à l'Autriche le rôle d'agresseur, avait, à cette date, fait proposer par Moreau au feld-maréchal Kray le renouvellement de l'armistice à condition qu'il fût étendu à l'armée d'Italie. Le cabinet de Vienne s'y était refusé.

C'est que l'Autriche s'exaltait d'espérances. Ses derniers succès de 1799 étaient trop près pour qu'ils n'effaçassent point dans son esprit les humiliants souvenirs de 1796 et 1797, la série formidable des victoires de Bonaparte en Italie. L'Angleterre lui fournissait presque sans compter l'or et les encouragements. On faisait dire à Vienne que, la Vendée n'ayant fait que déposer les armes, le Midi était prêt à les prendre. Tandis que les flottes britanniques (on s'y engageait depuis trois ans à Londres) jetteraient des bataillons sur les côtes de l'Ouest, les Autrichiens se porteraient sur la Provence, où on leur promettait la complicité des *Barbets*, Chouans du Midi. Le Premier Consul restait, à la vérité, un adversaire toujours redoutable, mais on le disait empêtré dans les difficultés intérieures, aux prises avec les partis, contrarié dans ses plans par des généraux hostiles, incapable de prendre souverainement la direction des

(1) Voyez la *Revue* des 15 mai, 1er et 15 juin, 15 juillet et 15 août.

opérations, plus empêché encore d'assumer, loin d'un Paris dangereusement travaillé par les intrigues, le commandement effectif d'une armée. L'Europe, qu'il avait sondée de l'Espagne à la Russie, restait dans une expectative plus inquiétante pour lui que pour la coalition. Les armées françaises demeuraient, — six mois n'ayant pu réparer les effets d'une anarchie de cinq ans, — dénuées de tout, vêtues de haillons, mal nourries, sans solde et mécontentes. L'armée du Rhin était, disait-on, particulièrement indocile aux ordres du Premier Consul, tandis que la misérable armée d'Italie, ramenée naguère, une partie de Vérone et une autre de Naples, à la rivière de Gênes et cramponnée à sa corniche, y manquait de tout, dans un effroyable état de misère physique et morale. Tout cela n'était qu'en partie exagéré. L'Autriche se croyait, en tout cas, maîtresse de la situation.

Tout son effort se porterait sur Gênes, puis sur la France du sud-est, et ce serait l'œuvre du feld-maréchal de Mélas, tandis que le feld-maréchal de Kray se contenterait de surveiller, en Allemagne, les mouvements de Moreau, tenu pour un adversaire hésitant. La situation eût été, à la vérité, bien mauvaise pour la France si celle-ci n'avait été assez solidement installée en Suisse. C'était, cette Suisse, le seul legs heureux que le Directoire eût fait au Consulat. La victoire de Zurich nous l'avait conservée, et elle constituait une énorme avancée entre Allemagne et Italie, qui, découvrant d'une part le flanc gauche des armées autrichiennes d'Allemagne, de l'autre le flanc droit de celles d'Italie, permettait toutes les manœuvres. Au cas où la France parviendrait à reporter les opérations en Souabe et en Lombardie, la Suisse faciliterait les liaisons, les échanges de forces et la sécurité des armées françaises engagées.

Elle était bien en effet la base du plan de campagne que, depuis frimaire, si absorbé qu'il parût par les mille incidents de la réorganisation et de la pacification intérieures, le Premier Consul avait conçu, remanié et mûri.

L'ARMÉE D'ITALIE

A lui, seul peut-être en Europe, la situation de nos armées n'apparaissait pas si mauvaise : il s'en fallait du tout. Ce que, tout à l'heure, il écrira à Berthier des « sottises que

viennent de faire les Autrichiens en s'enfonçant dans la rivière de Gênes », il l'eût déjà écrit en les voyant s'y acheminer.

L'Autriche, à son sens, n'avait pas assez de forces pour hasarder son gros si loin des « États héréditaires », dans le vain désir de proclamer, Gênes venant à tomber, qu'il n'y avait plus de Français en Italie ; tandis qu'elle pouvait essayer de forcer le Rhin et d'entrer en Alsace, — à moins de cent lieues de Paris, — elle était amenée, en attaquant sur les Alpes-Maritimes, à ne menacer que de très loin le cœur de la France. Cependant, elle s'exposait à être assaillie sur son flanc. Le flanc, pour Bonaparte, avait d'abord paru l'Allemagne. Franchir le Rhin, non point de front entre Strasbourg et Bâle, mais au sud de la Forêt Noire, entre Bâle et Schaffhouse, pénétrer, de cette façon imprévue, dans la haute vallée du Danube, la descendre rapidement en direction d'Ulm, forcer le passage et porter soudain la guerre aux portes de Vienne, telle était sa pensée : qu'importeraient alors le pauvre baron de Mélas et ses 120 000 Autrichiens, même s'ils étaient parvenus à Nice, et de quel secours seraient-ils pour l'Autriche menacée au cœur lorsque, lui, Bonaparte, serait à Ratisbonne ?

Il se réservait en effet le commandement de l'armée du Rhin et, s'il eût poursuivi son dessein, l'histoire n'eût pas connu Marengo, mais elle eût probablement, cinq ans plus tôt, connu Austerlitz, et la paix dictée à Vienne six mois plus tôt. Mais, à cette heure encore où l'on croit volontiers que tout lui était déjà permis, il n'était pas, nous le savons, maître de toutes ses décisions, même militaires. Il fallait donner un grand commandement à Moreau pour le satisfaire, l'occuper et l'employer pour le grand bien du pays. Or, Moreau n'acceptait que l'armée du Rhin où l'appelaient, disait-il, les sympathies des officiers et des soldats. Bonaparte la lui céda avec les 120 000 hommes qui en faisaient alors la seule armée sérieuse de la République ; l'armée d'Italie, réduite alors à 31 000 hommes par les désastres essuyés, fut confiée à Masséna avec la mission de garder Gênes à tout prix et d'interdire ainsi à Mélas l'accès du Comté de Nice.

A ces deux chefs qui, quoi qu'en pensassent certaines gens, lui étaient fort inférieurs, le Premier Consul eût voulu tout au moins faire adopter les plans qu'il avait conçus. A Masséna

il avait recommandé de tenir très concentrée sa petite armée : qu'il ne s'inquiétât point de Nice tant qu'il pourrait couvrir Gênes où il ne se fallait pas laisser bloquer, car Mélas n'oserait jamais pénétrer en France en laissant derrière lui 30 000 Français en Ligurie. Masséna n'avait pas compris, avait dispersé ses troupes à la défense de tous les passages et, de ce fait, allait se laisser couper son armée en deux et se faire rejeter lui-même dans Gênes bientôt assiégée. A Moreau, le Premier Consul suggérait l'attaque de la Forêt Noire par le sud, ce qui, jetant dès l'abord le désarroi en Allemagne, permettrait au général d'aborder plus rapidement la vallée du Danube et, avec ses corps groupés, de marcher plus puissamment sur les États héréditaires. Moreau non plus ne comprit pas. Il avait son plan : l'attaque sur les deux fronts rhénans, ce qui, de l'avis du Consul, dispersait trop les forces. En vain Bonaparte, qui ménageait son amour-propre, entendit-il le convaincre : le chef d'état-major de l'armée du Rhin, Dessoles, appelé à Paris, ne put apporter l'adhésion de son général, fort entêté, au plan génial du Premier Consul. Celui-ci avait renoncé à faire prévaloir ses idées, mais terminé l'entretien, au dire de Dessoles, par ces mots : « Ce qu'il n'ose faire sur le Rhin, je vais le faire sur les Alpes. Il pourra regretter dans quelque temps la gloire qu'il m'abandonne. »

Il avait en effet, à son ordinaire, bien avant que sa première pensée échouât ainsi dans l'œuf, bâti une autre combinaison dont il se réservait l'exécution. Tandis que Moreau, avançant en Allemagne (car Bonaparte ne doutait pas qu'une fois livré à lui-même, son « émule » ne fît triompher son plan), retiendrait dans la Forêt Noire et le haut Danube les forces autrichiennes d'Allemagne, Masséna serait chargé de retenir celles d'Italie, imprudemment hasardées, en tenant opiniâtrement sur la rivière de Gênes. Ce pendant, une troisième armée serait constituée avec tout ce que le pays pouvait encore fournir de ressources : ce serait *l'armée de réserve*, le mot ne révélant aucunement sa destination.

Celle-ci était fort nette dans l'esprit du Consul.

Formée d'une partie des conscrits levés dès nivôse et des volontaires appelés par de vibrantes proclamations, des vieilles troupes de l'Ouest libérées par la soumission de la Vendée, des

dépôts de l'armée d'Égypte alors bloquée et de la nouvelle *garde consulaire*, troupe d'élite en train de se constituer, l'armée de réserve recevait officiellement comme centre de réunion Dijon, mais en réalité elle serait provisoirement dispersée dans les vallées de la Saône et du Rhône, prête simplement à se concentrer rapidement. A Dijon, quelques unités seulement en formeraient le noyau, maigres troupes qui tromperaient par leur effectif réduit les espions de l'ennemi. Pour achever de les abuser, le Consul n'en assumait, en apparence, ni l'organisation ni le commandement, confiant l'une et l'autre à Berthier et se réservant de n'apparaître là qu'à l'heure décisive. Et le bruit fut répandu que, par Lyon, l'armée de Dijon pourrait être destinée à aller simplement couvrir la frontière de Provence ou bien, par Besançon et Bâle, grossir l'armée du Rhin. L'ennemi abusé n'attacha à ces forces nouvelles aucune importance : Londres multiplia sur cette « pitoyable » armée de réserve des caricatures qui, faisant son jeu, réjouissaient le Premier Consul.

En réalité, l'armée de réserve porterait le coup décisif. Rapidement concentrée, elle serait, dès que Moreau aurait, par de premiers succès, attiré sur lui l'attention du Conseil aulique de Vienne et avant que Masséna eût été jeté à la mer, portée sur les derrières de Mélas, par les passages des Alpes débouchant sur la vallée du Pô. Et ce « coup de foudre », en mettant à néant les plans et les espérances des ennemis, les forcerait peut-être à traiter.

La conscription s'était faite à souhait. Si troublées dans les derniers mois du Directoire, les opérations s'en étaient accomplies sans incident et presque avec élan. On avait fait appel au sentiment du pays : le Consul affirmait qu'il avait désiré et, avec instances, sollicité la paix; elle lui avait été refusée et la France, menacée d'invasion, n'avait plus, comme en 1792, qu'à se défendre. Aux préfets on écrivait : « Réveillez dans ces jeunes citoyens cet enthousiasme qui a toujours caractérisé les Français..., qu'ils se remontrent ce qu'ils étaient aux premiers jours de la Révolution, *ce qu'ils n'ont pu cesser d'être que quand ils ont cru qu'ils avaient à combattre pour des factions!* » On n'exigeait d'ailleurs du pays que 30 000 conscrits, mais on avait fait un appel pressant aux engagements volontaires pour la durée de la campagne. Particulièrement le Premier Consul

s'adressait aux jeunes gens que l'opposition de leurs parents au régime de la Révolution avait jusque là tenus éloignés des armées : il était encore temps pour eux de moissonner de la gloire. Des régiments de hussards seraient presque exclusivement constitués par ces jeunes gens de la ci-devant noblesse et de la bourgeoisie aisée. A Thibaudeau, le Consul écrivait de rabattre sur ce nouveau corps les « fils des premières familles » ; chaque préfet devait trouver « une poignée de hussards ». C'était faire coup double en montrant, par là encore, que l'ère des exclusions d'un côté, des bouderies de l'autre, était close. Et, aucun détail n'étant négligeable, l'on arrêterait pour ces hussards *nés* « un uniforme qui serait très beau ».

On ne négligerait rien en effet. Pour que cette armée de réserve pût répondre à sa destination « foudroyante », il fallait que tout fût prévu et qu'il fût pourvu à tout : la correspondance du Consul, de nivôse à floréal, nous offre le premier modèle de l'organisation d'une campagne napoléonienne. Ses préoccupations vont du plus grand au plus petit. Tandis qu'il demande au poète Lebrun, le « Pindare moderne », et à Rouget de Lisle lui-même, traité en spécialiste, « de faire un hymne aux combats sur un ton tel que celui de *la Marseillaise* ou du *Chant du Départ* » et qu'il adresse à la Nation les admirables proclamations qui, à son avis, doivent galvaniser les âmes, son esprit se porte sans cesse aux questions d'entraînement militaire, mais plus encore à celles du matériel : avant toute opération, il s'inquiète des canons, des fusils, des affûts, — d' « affûts traîneaux » qui vont être particulièrement nécessaires à travers les neiges des Alpes, et aussi des gibernes, des fers à cheval, des mulets, des souliers, des biscuits, des cartouches, et surtout des hôpitaux à installer à l'armée. « Je ne regarderai pas la République comme consolidée, écrit-il au nouveau ministre de la Guerre, Carnot, tant qu'elle n'aura pas 5 millions de fusils », et, à Berthier : « Vous voyez que je m'occupe beaucoup de *vos détails*, ajoute-t-il, mais c'est que *c'est dans votre opération qu'est véritablement le succès de la campagne.* »

En fait, l'armée de réserve s'était, avec une telle intensité d'action, constituée, que, déjà, il la sentait en main et prête, dès germinal, à porter le grand coup. Il ne pouvait sans grand péril différer, car les affaires d'Italie le talonnaient.

Masséna, pour n'avoir pas suivi les conseils de Bonaparte, venait de connaître l'aventure que celui-ci avait redoutée : Mélas, ayant pris brusquement l'offensive, le 15 germinal (5 avril), avec 75 000 hommes, avait surpris l'armée d'Italie, trop peu concentrée pour résister, forcé un des passages des Apennins, coupé de la petite armée le corps Suchet, rejeté celui-ci sur Nice, poussé Masséna lui-même, ainsi affaibli, sous les murs de Gênes et contraint le général à s'enfermer dans la ville dès lors étroitement bloquée. Combien de temps y tiendrait-il ?

Il importait évidemment de ne pas perdre Gênes, mais il importait bien plus encore de ne pas la perdre avant que l'armée de réserve n'eût commencé et même fortement avancé ses opérations. Bonaparte, avant même de savoir l'issue de la bataille engagée, avouait à Carnot « ses justes alarmes ». « Soit que l'armée d'Italie vainque, soit qu'elle soit vaincue, écrivait-il, il est indispensable que l'armée de réserve ne perde pas une heure. »

Mais celui-ci ne pouvait se mettre en branle, que lorsque Moreau se serait lui-même décidé à entrer en campagne : or Moreau, à son ordinaire, atermoyait. Stratège distingué une fois sur le champ de bataille, il était lent à l'aborder, et, ombrageux par surcroît plus qu'homme du monde, il se gendarmait contre les conseils jusqu'à en prendre, parfois inconsciemment, le contrepied. En vain Bonaparte, faisant violence à son caractère et celant sa fureur, mêlait-il aux avis les plus pressants les plus touchantes flatteries : de semaine en semaine, Moreau remettait son entrée en campagne. Après les combats de Ligurie, le Consul n'y tint plus : « Faites-lui savoir, écrivait-il à Carnot, *que ses retards compromettent essentiellement la sûreté de la République*. » Le 26 germinal, Berthier se rendit, de Dijon à Bâle, au quartier général de Moreau, où il obtint enfin de lui un accord ferme pouvant satisfaire Bonaparte, notamment au sujet du corps Lecourbe qui, après les premiers succès, serait détaché de l'armée du Rhin sur les Alpes pour appuyer, sur sa gauche, le mouvement de l'armée de réserve. Et, enfin, le 5 floréal (25 avril), Moreau, faisant, de Strasbourg à Schaffhouse, franchir le Rhin à tous ses corps, assaillait les avant-postes de Kray. Encore qu'ayant commis la faute d'attaquer par paquets, il pénétrait de toutes parts et

sans accrocs la Forêt Noire, en saisissait les défilés et, le 13 floréal, Lecourbe jeté sur Stokach, au nord du lac de Constance, y bousculait tout un corps autrichien ; Moreau, intervenant, transformait ce premier succès en vraie victoire et, par cette heureuse opération, coupait définitivement de la Suisse l'armée autrichienne d'Allemagne qui cessait ainsi d'être une menace pour la marche éventuelle de l'armée de réserve. Bonaparte ne cacha pas sa joie : « Gloire et trois fois gloire ! » écrivait-il à Moreau.

L'ENTRÉE EN CAMPAGNE

On pouvait donc mettre enfin en mouvement l'armée de réserve. Le Consul frémissait d'impatience depuis une semaine : « Dans la position où se trouve l'armée autrichienne... d'Italie, affaiblie considérablement par la lutte terrible qu'elle soutient dans la Rivière de Gênes, écrivait-il à Berthier, 30 000 hommes et des pièces de canon *vous rendent momentanément maître de l'Italie...* L'ennemi ne s'attend pas du tout à l'opération que vous faites... J'ai des renseignements très sûrs que l'on se moque à Vienne et en Italie de l'armée de réserve ; on ne croit pas qu'elle soit prête avant le mois d'août et on la regarde comme un rassemblement de conscrits pour compléter l'armée du Rhin. » Le 15 floréal, il écrivait, d'autre part : « Un aide de camp de Masséna arrive ; il m'assure qu'il a des vivres pour vingt-cinq jours à calculer depuis le 5 du mois de floréal ; ainsi, vous voyez qu'il faut qu'il soit dégagé dans la dernière décade du mois. *Faites marcher à force.* »

On marcherait sur le Grand Saint-Bernard. Depuis trois mois, le Consul se faisait envoyer rapports sur rapports au sujet des passages; nous avons ces rapports et nous rendons compte des hésitations qui se purent produire. Berthier avait combattu le choix du Grand Saint-Bernard qui, disait-il, « présente quelques difficultés ». Tous en présentaient d'analogues et celui-là permettait de tomber sur les derrières immédiats de l'armée Mélas, aux limites du Piémont et de la Lombardie et au point où, très précisément en raison des « difficultés » de passage, les Autrichiens pouvaient le moins attendre les Français. Aussi bien ferait-on subsidiairement passer des troupes par le Saint-Gothard, par le Simplon et par le Petit Saint-Ber-

nard, mais c'était bien le Grand Saint-Bernard que franchirait le gros. L'important était qu'avant dix jours, on « entrât *avec impétuosité* en Italie ».

On précipitait sur Genève toutes les ressources d'hommes et de matériel dont on pouvait disposer : soudain, toute l'armée de réserve se trouva, comme par un miracle, au pied des Alpes, concentrée et équipée, tandis que Bonaparte quittait Paris.

Il avait décidément désiré ne pas prendre officiellement le commandement. Berthier gardera, très fictivement, jusqu'au bout de la campagne le titre de général en chef de l'armée de réserve. Un avis, passé aux journaux, portait que, dans la séance du 14 floréal, le gouvernement avait décidé que « le Premier Consul irait à Dijon et à Genève *passer la revue de l'armée de réserve* ». Précaution suprême pour ne pas donner, aux yeux de l'ennemi, à l'opération l'importance capitale qu'elle avait à ceux du Consul, c'était aussi façon d'en imposer à Paris où il importait, en raison des misérables intrigues qui s'y nouaient, que l'on ne crût Bonaparte absent que pour quelques jours. Il fit lire, le 15 floréal au soir, dans tous les théâtres, la dépêche de Moreau faisant part de la victoire de Stokach, assista lui-même, dans sa loge de l'Opéra, aux acclamations qui, suivant son désir, accueillaient le nom du général vainqueur et, avant l'aube, il roulait en poste sur Genève. Il s'arrêta à Dijon où, « revêtu du simple costume de conseiller d'État », dit un journal local, il passa en revue toute une demi-brigade; puis, il courut à Genève.

Une déception l'y attendait : l'armée n'était pas entièrement en mesure de passer. Il talonna les chefs et fit pousser les avant-gardes à Martigny. Le moral était excellent. « Partout j'ai à me louer des troupes », écrit le Consul. C'était l'important. Il haranguait, l'un après l'autre, tous les bataillons. « J'ai offert la paix à l'Empereur; il ne l'a pas voulu; il ne nous reste plus *qu'à le prendre à la gorge.* » Et, de Genève, il envoyait à Masséna avis qu'il allait être secouru : « Vous êtes dans une position difficile... c'est dans des cas comme celui où vous vous trouvez *qu'un homme en vaut 20 000.* »

Le passage commença le 25 floréal (15 mai). Il a été maintes fois conté, notamment par Thiers, qui a fait de cette page

d'histoire un chef-d'œuvre de narration ; la remarquable étude technique faite soixante ans après, par le capitaine de Cugnac, à l'aide de tous les documents, n'en dément guère que quelques détails. Le Consul lui-même n'avait laissé à personne le soin d'en peindre l'aspect presque romanesque ; tendancieux, le fameux *bulletin* l'est assurément, mais les grands traits en restent vrais aussi ; il entendit frapper les imaginations par un style épique : « Nous luttons contre la glace, la neige, les tourmentes et les avalanches. Le Saint-Bernard, *étonné* de voir tant de monde le franchir si brusquement, nous oppose quelques obstacles. »

Le grand obstacle ne vint pas de la nature, mais d'une erreur d'information : on avait fait trop bon marché du fort de Bard, situé au débouché de la route en Italie et entre les mains d'une garnison autrichienne. Ce « maudit château », comme écrit Berthier le 30 floréal, faillit tout arrêter. En attendant qu'il pût être emporté, on dut le tourner, mais une partie de l'artillerie fut forcée d'attendre, pour passer, qu'il eût, le 12 prairial (12 juin), capitulé, et cet accroc allait, nous le verrons, priver l'armée de la plus grande partie de ses canons jusque dans la journée de Marengo.

Bonaparte franchit le col, le 30 floréal (30 mai), et, sans attendre l'artillerie arrêtée, il gagna rapidement le défilé de la Stradella d'où il était maintenant sûr de barrer la retraite à Mélas en tout état de cause. Dès le 6 prairal (26 mai), Lannes, qui commandait l'avant-garde, bousculait un corps autrichien stupéfait à la Chiusella et faisait face à Turin ; Murat, avec son corps de cavalerie, occupait Verceil, le 7 prairal (27 mai), et passait la Sesia, le 9. Bonaparte avait, dès le 4, écrit à Joseph : « Nous tombons ici *comme la foudre.* » Il ne doutait pas du succès : « De très grands événements vont avoir lieu » et aux Consuls : « *Tout va bien! Avant la fin de prairial, je serai à Paris.* »

C'était bien la foudre. Murat, avec sa cavalerie, galopait à l'aise au travers des maigres troupes laissées par Mélas au pied des Alpes ; il les bousculait à Turbigo, le 11 prairial, les suivait jusqu'à Milan l'épée dans les reins et, sans donner de repos à ses troupes, pénétrait dans les faubourgs ; le 13 (2 juin), le Premier Consul entrait dans la ville, précédé de la cavalerie Murat et accompagné des deux divisions Boudet et Monnier « au milieu d'une allégresse générale », — faite d'ail-

leurs d'un sentiment de miracle : tout Milan croyait le Consul à Paris et il fallut qu'il se montrât partout pour convaincre les incrédules. La foudre !

Mais l'on ne s'attardait pas. Ce jour-là même, Lannes avait occupé Pavie : Murat et lui recevaient l'ordre de passer le Pô. Les colonnes latérales avaient exécuté, ce pendant, leurs mouvements, venant du Simplon et du Gothard, et maintenant toute l'armée de réserve, — privée seulement, nous le savons, d'une partie de son artillerie, — était au cœur de la Lombardie et sur les confins du Piémont.

Lannes courait toujours en avant. Il franchit le Pô, après avoir, à San Cipriano, le 17 prairial (6 juin), forcé le passage. Un rapport autrichien avoue que le désordre est extrême dans les rangs des bataillons du feld-maréchal O'Reilly et grand « l'embarras » de ce chef. Nous le croyons sans peine. Murat s'était déjà, la veille, saisi de la tête de pont de Plaisance; le maréchal autrichien faillit y être pris. Créma, Orzinovi et Brescia occupées, Bonaparte talonnait néanmoins Berthier. Les dernières nouvelles de Gênes faisaient penser que la ville résistait peut-être encore et retiendrait jusqu'au bout Mélas. En fait, après un siège héroïque où, débordé à la fois par l'émeute et l'assaillant, privé de vivres et de munitions, Masséna avait, résistant à toutes les pressions, fait éclater un caractère sans égal, le courageux soldat avait dû, le 12 prairial, capituler, mais avec tous les honneurs de la guerre, emmenant sa petite armée avec ses armes et le droit de rentrer en campagne, — capitulation telle que, suivant l'expression d'un témoin, « le vaincu sembla dicter des lois au vainqueur ».

Mélas avait dû se résigner à ce minimum de succès. Il était maintenant averti de la foudroyante apparition de l'armée française en Lombardie et de l'entrée miraculeuse de Bonaparte à Milan. Et il lui fallait, dès lors, faire tête à queue et courir vers l'est s'il voulait encore percer. « L'ennemi, écrira-t-il sous peu à Vienne, avec ses forces considérables, envahit la Lombardie jusqu'à l'Oglio *si impétueusement et si rapidement*, que la division du maréchal-lieutenant Vukassovitch... se trouva dans l'impossibilité d'opposer une résistance efficace en un point quelconque. » De son propre aveu, il n'entendait plus que « se frayer un passage vers les pays héréditaires sur la rive droite du Pô, en portant en même temps secours aux forteresses

menacées, Mantoue, Legnano et Vérone, *et en couvrant le Tyrol occidental aussi en danger* », si bien qu'au lendemain du jour où il croyait encore entrer avant peu à Nice, le général en chef des forces autrichiennes en Italie, affolé, ne songeait déjà plus qu'à « couvrir le Tyrol en danger ». Ne peut-on dire que, de ce fait, la partie conçue par Bonaparte était, — avant Marengo, — déjà en grande partie gagnée?

Mélas « décida, écrit-il, de rassembler sur la rive droite du Pô, près d'Alexandrie, toutes les troupes disponibles et d'attaquer avec elles les forces de l'ennemi pendant qu'elles étaient encore séparées par le Pô ». Le fait est que cette circonstance seule le pouvait sauver : l'armée française éprouvait, devant le Pô débordé, de grandes difficultés à franchir le fleuve. Il fallait se presser; on venait d'apprendre, par un courrier autrichien intercepté, la capitulation de Gênes; on ne pouvait douter que l'on allait avoir sur les bras toutes les forces de Mélas, animé de l'énergie du désespoir ; or l'artillerie trop longtemps arrêtée au fort de Bard ne rejoignait toujours pas. Hardiment, Lannes alla donner de la tête contre les avant-gardes de Mélas, le corps du maréchal Ott à Casteggio : c'est ce qu'on appela plus tard la *bataille de Montebello*. Bataille sanglante : le brave Coignet y vit Lannes « couvert de sang », car « il était partout au milieu du feu ». C'est que les Autrichiens se battirent, eux aussi, avec une admirable vaillance; ils prirent les hauteurs de Montebello et ne les perdirent qu'après une résistance acharnée, mais en laissant sur le champ de bataille, d'après leur propre estimation, 2 104 blessés et tués et entre les mains des Français 2171 prisonniers.

Le résultat le plus clair était, pour l'armée de réserve, la possibilité de marcher face à l'ouest sur les deux rives du Pô. La retraite semblait, de ce fait, coupée à Mélas « Je ne sais trop comment il s'en tirera », avait écrit Bonaparte, dès le 20, et il ajoutait, avec un soupir de regret : « Si Gênes avait pu tarder soixante-douze heures, on aurait pu compter ceux qui seraient échappés de cette armée. »

Il la tenait déjà pour vaincue. Mélas, cependant, bandait toutes ses forces pour échapper en perçant. Il lui fallait forcer la route de Plaisance et, partant, se rendre, pour quelques heures, maître de la plaine de Marengo.

Bonaparte avait passé sur la rive droite et concentré ses gros entre Voghera et Stradella : Desaix, récemment débarqué d'Égypte, avait, sur son pressant appel, rejoint l'armée de réserve et reçu le commandant d'un de ses corps, — et c'était une force de plus que ce héros. Mais, fort incertain sur les projets de Mélas, induit en erreur par un agent autrichien, persuadé que le maréchal n'oserait essayer de lui passer sur le ventre à Marengo et qu'il essaierait de chercher une voie plus au sud, Bonaparte détacha de son gros le corps confié au vaillant soldat d'Égypte pour arrêter le cas échéant l'Autrichien sur la voie qu'il supposait choisie par lui; Lannes et Victor, marchant sur Alexandrie, occupèrent le village de Marengo, tandis que les ennemis se repliaient derrière la Bormida à l'ouest. Mélas semblait donc se dérober : il pouvait le faire par le nord comme par le sud; Desaix étant envoyé au sud, vers Acqui, le corps de réserve Lapoype le fut donc au nord vers Valenza. Et l'armée établie dans la plaine de Marengo sur la route de Plaisance se trouvait ainsi privée de deux de ses corps quand soudain Mélas, persuadé, par les mouvements mêmes de ces corps détachés, qu'on l'allait envelopper, préféra en finir et, faisant passer la Bormida à ses troupes, prit brusquement, le 14 au matin, l'offensive sur Marengo.

De tout cela il résultait que les 30 000 hommes de Mélas n'allaient rencontrer que 20 000 Français; mais la supériorité de l'assaillant était surtout dans l'artillerie; à ses 100 pièces, Bonaparte, on sait à la suite de quels incidents, ne pouvait en opposer que 15. L'inégalité des forces et des moyens allait, un instant, faire pâlir la fortune de Bonaparte.

LA BATAILLE

Victor occupait Marengo par sa division Rivaud : les avant-postes ayant été refoulés par la masse autrichienne, la bataille s'engagea aux approches mêmes du village. Les Autrichiens l'attaquèrent avec vigueur : Marengo commandait les vues de la plaine et trois routes; si le village restait aux mains de Mélas, la retraite lui était ouverte. Gardanne, refoulé sur Marengo, défendit le village avec énergie; sous la pesée des forces autrichiennes, il ne céda le terrain que pied à pied. Rivaud vint à son secours; le combat devint alors acharné; « les hommes,

dit ce général, tombaient comme grêle de part et d'autre. » Les Autrichiens, une première fois repoussés, tentèrent une charge de cavalerie qui se brisa sur les feux de l'infanterie française. Lannes, survenu avec son corps, essaya cependant en vain de reprendre l'offensive. Le vainqueur de Montebello se heurtait à de trop gros bataillons et à une artillerie trop forte, et son corps fléchit à son tour. Le corps Victor dut, en conséquence, abandonner le village. Son mouvement entraîna la retraite de toute l'armée qui se replia à l'est sur San Giuliano en perdant une partie de sa faible artillerie. Il était deux heures : la bataille paraissait terminée et à ce point perdue pour les Français, que Mélas, rentré à Alexandrie, expédia à sa cour l'avis de sa « victoire » qui allait être, on ne sait comment, très rapidement connue à Paris comme à Vienne.

Bonaparte s'était porté de sa personne sur le champ de bataille à neuf heures et, tout de suite, sur la ligne d'où son entourage, le jugeant très exposé, le supplia de se retirer. Un témoin le vit aborder Victor après la perte de Marengo. « Il n'avait pas l'air ému, mais il était très contrarié... Quand il parcourut la ligne, il fut accueilli par des vivats et des cris de : « En avant! » Coignet, qui nous décrit la retraite sur San Giuliano, dit que les troupes n'étaient en effet nullement démoralisées, encore qu'elles eussent brûlé trop de cartouches et que les fusils fussent encrassés. « *Le Consul parut, dit-il; nous fûmes une fois plus forts...* Il faisait voltiger les petites pierres avec sa cravache. Les boulets roulaient sur la route; il ne les voyait pas. » Quand les troupes en retraite refluèrent sur lui, il monta à cheval en criant : « Du courage, soldats, les réserves arrivent! Tenez ferme! » Il avait fait rappeler d'urgence Desaix et Lapoype: s'ils arrivaient à temps, la bataille pouvait se regagner. Le gros, très éprouvé, n'avait pas perdu courage et, manifestement, aspirait à une revanche. Au contraire, les Autrichiens, tenant la victoire pour acquise, étaient dans cette période de détente qui, si les chefs n'y veillent, peut tout perdre devant un retour offensif de l'adversaire.

Soudain on vit arriver du sud la masse du corps Desaix. Tandis que Lapoype n'avait pu être atteint par l'ordre de rappel, Desaix avait été, lui, dans sa marche sur Acqui, rejoint par l'aide de camp qui lui portait l'ordre de gagner rapi-

dement San Giuliano. Il y arrivait à trois heures. Un court conseil de guerre eut lieu entre Bonaparte, Berthier, quelques autres chefs et le nouveau venu. Le Consul avait accueilli celui-ci « en riant », dit un témoin. « Eh bien! dit-il, général Desaix, quelle échauffourée! — Eh bien! général, lui répondit Desaix, j'arrive, nous sommes frais et, s'il le faut, nous nous ferons tuer! » L'historien de la campagne, le capitaine de Cugnac, remarque que cette phrase fort simple est plus vraisemblable et tout aussi admirable que les mots lapidaires que la légende prêtera au héros. Celui-ci ne réclamait que du canon; on n'en avait guère, mais Marmont, qui commandait l'artillerie, s'engagea à en faire une seule batterie de quinze pièces qui ferait masse. « Du canon, mon cher, du canon », lui aurait crié Desaix en le quittant. Ce canon arrêta la marche en avant, d'ailleurs assez traînante, de l'ennemi. La contre-attaque française commença alors. Les Autrichiens remirent en batterie leur très forte artillerie et l'on put croire que les canons de Marmont, contrebattus, ne résisteraient pas.

L'infanterie française s'était, cependant, rejetée en avant; mais les Autrichiens se défendaient bravement : un régiment de Hongrois, troupe d'élite, se battit avec un particulier acharnement. Desaix fut tué d'une balle, payant de sa vie la victoire qu'il reconquérait. L'ennemi fut enfoncé, mais sa résistance resta jusqu'au bout « terrible », — « des lions », dit Victor, — mais ils ne purent cependant garder leurs positions. Quand notre artillerie allait être éteinte par les feux ennemis, le général Kellermann exécuta une charge de cavalerie, restée célèbre, qui acheva d'ébranler, puis de rompre la ligne autrichienne : Murat écrira qu'elle a « fixé la victoire encore flottante ». Mélas déclare lui-même que cette charge « précipita la retraite de son infanterie »; mais, la panique s'étant emparée de ces braves, cette retraite se changea en déroute; l'on cueillit les prisonniers par milliers; soixante-six pièces de canon et douze drapeaux étaient raflés, tandis que 8000 Autrichiens jonchaient le champ de bataille, et quand le soleil était à peine à son déclin, la bataille, à sa treizième heure, se tournait en une incontestable victoire qui, à travers l'Europe, allait retentir, comme un arrêt du Destin. Le bulletin épique publié par le Premier Consul, semé d'épisodes dignes des chansons de gestes, n'est qu'une magnifique

page de littérature militaire : la vérité sèche est aussi belle.

La bataille de Marengo avait failli être perdue et les adversaires de Napoléon ont voulu trouver dans cette circonstance la preuve que son génie militaire, dès cette époque, était faillible. En réalité, la bataille eût-elle été perdue, que ce n'eût été là qu'un incident. La victoire ne résidait pas dans la perte ou le gain d'une journée. La descente foudroyante de Bonaparte en Italie à la tête de toute une armée, telle était l'opération qui, semant le trouble dans les rangs des Autrichiens et forçant Mélas à rétrograder brusquement, avait soudain changé la face des choses. Bonaparte avait en réalité gagné sur le Saint-Bernard la bataille de Lombardie. Perdue à trois heures, elle avait été regagnée à cinq heures. Perdue le 14 juin, elle eût été regagnée le 15 ou le 16 ou le 20. En tout cas elle était gagnée, et magnifiquement.

Le lendemain, 26 prairial (15 juin), Mélas, enfermé dans Alexandrie et profondément démoralisé, signait la convention qui, d'un seul trait de plume, livrait toute l'Italie et ses places jusqu'au Mincio au vainqueur. « Vous voyez, écrivait le 29 prairial Bonaparte à ses collègues, que nous avons fait rapidement une assez belle besogne. »

C'était le *Veni, vidi, vici* de César.

L'ÉBAUCHE DU CONCORDAT

Il pouvait partir. Laissant à Masséna le commandement de l'armée d'Italie à laquelle s'incorporait l'armée de réserve, à tout jamais célèbre, il n'entendit régler que quelques affaires en Italie avant de regagner Paris.

Réorganiser la République cisalpine ressuscitée et destinée à une inféodation plus complète et instituer en Piémont un gouvernement provisoire qui permît, — le Roi restant relégué en Sardaigne, — de garder le pays comme gage, objet d'échange ou territoire définitivement acquis, c'était, pour le Premier Consul, déjà entraîné aux grandes opérations, règlements faciles. Dans son cerveau, en éveil sur tout, un autre projet, d'une bien autre conséquence, était en train de prendre corps : celui du rapprochement avec Rome en vue de la conclusion d'un nouveau Concordat. Mais il savait qu'avant même d'avoir à vaincre en France les plus vives résistances, il avait à faire

tomber en Italie, et spécialement à Rome, les rancunes les plus violentes et les méfiances les plus justifiées. La France y était, depuis huit ans au moins, tenue pour une nation non point seulement révoltée contre le magistère catholique, mais athée, sacrilège et blasphématrice; cette France pervertie avait proscrit toute religion, massacré les prêtres et violé les tabernacles, et le nouveau gouvernement, disait-on, ne valait pas mieux que les autres : ne comptait-il pas dans ses rangs un évêque apostat et un moine défroqué ? Du plus haut cardinal de la Curie aux plus humbles fidèles, l'Italie catholique honnissait ce pays sans religion qui avait renié Dieu et « fait pire que les Turcs ».

Bonaparte était résolu à ne pas quitter la Péninsule sans avoir tout au moins ébranlé les préjugés. Le 16 prairial, à peine entré à Milan, il avait assemblé les curés de la ville et les avait littéralement frappés de stupeur par le plus inattendu des discours : « Moi, je suis philosophe et je sais que, dans une société, quelle qu'elle soit, un homme ne saurait passer pour vertueux et juste s'il ne sait d'où il vient et où il va. *La simple raison ne saurait me fixer là-dessus ; sans la religion, on marche continuellement dans les ténèbres et la religion catholique est la seule qui donne à l'homme des lumières certaines et infaillibles sur son principe et sa fin dernière.* » Le clergé milanais s'était retiré perplexe. Mais, huit jours après, le discours courait l'Italie et venait stupéfier dans Rome le Pape et la Curie.

De retour à Milan après Marengo, le Consul avait prescrit un *Te Deum* au Dôme, le 18 juin (29 prairial) et il annonça qu'il y assisterait. « Aujourd'hui, malgré ce qu'en *pourront dire nos athées de Paris*, écrivait-il aux Consuls, je vais en grande céremonie au *Te Deum*. » Ce fut un second coup d'éclat ; un général français, qui, par surcroît, était le chef de l'État, parut, pour la première fois depuis bien des années, dans une église, suivi de son état-major; ces officiers tenus par toute l'Italie pour les soldats de l'Enfer coudoyèrent les prêtres effarés, les fidèles encore stupéfaits.

Les deux gestes n'étaient pas destinés à Milan, mais à Rome. Il y fallait créer une atmosphère favorable à toute ouverture.

Les circonstances s'y prêtaient assez, sans qu'il y eût d'abord paru. Pie VI, enlevé de son palais en 1799, était, on le sait, mort en France peu après, tandis que Rome était

occupée par les soldats de la République; ceux-ci ayant été ensuite chassés des rives du Tibre, les troupes napolitaines s'y étaient installées à leur place, pendant que les Autrichiens saisissaient les Légations, provinces pontificales, et ni les uns ni les autres, si dévots soldats de la légitimité et fils de l'Église qu'ils se proclamassent, n'avaient fait mine de restituer au Saint Siège, alors vacant, le patrimoine de Pierre. Le Conclave avait dû se réunir à Venise dans un tel état de trouble et de doute que, traversé d'ailleurs par les intrigues de l'Autriche, il n'avait pu, durant trois mois et demi, aboutir à l'élection d'un pape. A la fin, un moine, Chiaramonti, évêque d'Imola, avait été élu et avait pris le nom de Pie VII. En apparence, c'étaient les influences les plus réactrices qui avaient, sur son nom, semblé prévaloir. Et le fait avait paru de conséquence quand, sous l'influence du cardinal Maury, l'un de ses grands électeurs, le nouveau pape avait signifié son élection au comte de Lille, — ce qui était le reconnaître pour roi de France et par là dépasser de beaucoup en « légitimisme » les trois quarts des Cabinets européens. Le geste, qui, bien peu après, devait apparaître comme fort regrettable à la Curie elle-même, avait été exigé par elle. C'est qu'elle était, plus que Pie VII, portée à la réaction. Ce saint moine unissait à des principes rigides une certaine largeur d'esprit et surtout une extrême charité qui, à Imola, lui avaient inspiré des mandements d'où la note démocratique n'était nullement exclue. Bonaparte, alors général en chef de l'armée républicaine, s'était loué de ses courts rapports avec « le bon prélat ».

Pie VII, chez qui la mansuétude n'excluait pas la fermeté, manifesta, aussitôt élu, son intention de gagner Rome et de récupérer les territoires pontificaux occupés par les Autrichiens et les Napolitains. Mais ces grands catholiques, trouvant leurs prises bonnes, avaient fait à ses requêtes la plus sourde oreille. Et quand, contrarié, empêché et retenu plus de deux mois à Venise par les intrigues de la Coalition, Pie VII, tenace en son dessein, eut pris la mer pour se rendre dans « ses États », il était fort douteux qu'il les retrouvât évacués. Il s'attendait donc à une situation difficile quand il débarquait à Pesaro, le 27 juin. Mais soudain il vit Autriche et Naples évacuer, pour les lui remettre, les territoires envahis: Pierre retrouvait, sans les conflits redoutés, son patrimoine. C'est que, le 14 juin, le chef de

la République française avait battu à Marengo les troupes de Sa Majesté apostolique et que, l'Autriche renonçant à réaliser encore une fois son rêve italien, les Napolitains, de leur côté, se faisaient petits devant la réapparition des Français en Italie. C'était circonstance paradoxale, mais heureuse, que le chef de la Catholicité recouvrât, malgré la mauvaise volonté de deux princes catholiques, son royaume temporel grâce à la victoire des « mécréants » de France. L'événement ne put causer au pape qu'une simple impression, mais agréable.

Sur ces entrefaites et à peine réinstallé au Quirinal, Pie VII reçut une lettre qui le plongea dans la plus violente émotion. Cette lettre, conservée aux Archives du Vatican, porte la mention ajoutée par une plume bien ancienne : *Si custodisca gelosamente* » (A garder jalousement). Elle était datée du 6 juin et signée du cardinal Martiniana, évêque de Verceil. Elle mandait que le Premier Consul s'était présenté chez le cardinal et lui avait, en termes formels, exprimé son intention de « rétablir la religion en France » par la conclusion d'un *Concordat* dont, déjà avec une très grande fermeté d'idées et de langage, Bonaparte avait tracé les grandes lignes, en partie très acceptables. Sur le désir du général, le cardinal en informait Sa Sainteté en donnant de l'entretien un commentaire très favorable; il apparaissait clairement que le prélat avait été, du coup, séduit et conquis.

Pendant que la Curie, bouleversée par l'événement, mettait en délibération cette proposition de principe, Bonaparte, bien convaincu qu'il venait de jeter les bases d'une seconde grande victoire, avait déjà repassé les Alpes. Il eût pu, une seconde fois, écrire qu'il « avait fait rapidement une assez belle besogne ».

LA CRISE DU CONSULAT

Il ne s'acheminait cependant pas sans une sourde irritation vers Paris. Il avait appris une partie de ce qui s'était passé en son absence, — et ce qui s'était passé avait lieu de l'assombrir.

A peine connu son départ pour l'Italie, le 16 floréal, l'opinion avait paru dans un désarroi qui était d'ailleurs une preuve éclatante de la confiance exclusive que la masse mettait en lui. Sa présence seule rassurant, son absence suffisait à angoisser; jamais il n'apparut plus clairement qu'il était à lui seul tout le

gouvernement de la République. Malgré toutes les précautions et les artifices des premiers jours, on l'avait vite deviné à la tête de l'armée qui, à travers les Alpes, allait se jeter sur l'Italie, — dans des conditions jugées hasardeuses et qui deviendraient dangereuses si Masséna ne tenait pas dans Gênes jusqu'à l'arrivée du Consul. On essayait bien de se rassurer : « Le Premier Consul s'avance à grands pas au secours de l'armée d'Italie, écrivait-on le 20 floréal ; il doit la trouver en mauvais état, mais il y porte des forces considérables. » Ce jour-là même, cependant, les bruits les plus sinistres circulaient au sujet de Masséna dont, disait-on, « l'armée était détruite ». Bonaparte devinait de loin l'angoisse qui régnait : il expédiait les *Bulletins* rassurants, enthousiasmants, détaillés d'ailleurs et pittoresques « pour étancher, écrivait-il aux Consuls, la soif du public ». Le public avait « soif », mais il avait peur : « Tous les regards sont tournés vers l'Italie, dit un rapport de police, chacun paraît en attendre la paix et le bonheur... *On n'a qu'une inquiétude : l'existence de Bonaparte en est l'unique objet.* » Le 24 prairial, l'on connut à Paris la capitulation de Gênes. Dix rapports de police peignent l'émotion générale, de la Bourse, où les fonds d'État baissèrent, aux cabarets des faubourgs où l'on ne cachait pas les craintes. « Tout Paris croit l'armée perdue », écrit, non sans joie, une royaliste. Déjà dans certains salons, on osait presque se réjouir, car le Consul, vaincu, serait écarté ou plus facilement paralysé.

On ne s'en tenait pas d'ailleurs à des vœux, et les intrigues allaient leur train, s'entrecroisant et se contrariant.

Que les royalistes hostiles eussent repris espoir, cela ne pouvait manquer. Georges Cadoudal, dans le Morbihan, faisait appel à ses anciens lieutenants et, à Paris même, préparait, pour le retour du Consul, son « coup essentiel » qui était tout simplement, on le sait, l'assassinat de l'homme. Hyde de Neuville et le chevalier de Coigny se dépensaient en démarches dans la grande ville où affluaient, sous le couvert de l'amnistie, les chouans les plus dangereux, entre autres ce Bruslart, avide de venger son ami Frotté par le meurtre de Bonaparte dont il ne cessera de poursuivre l'idée jusqu'en 1815. Mais l'on espérait qu'une défaite en Italie suffirait à faire tomber l'« usurpateur corse ». « *Vaincu ou mort, c'est synonyme* », écrit une royaliste passionnée; et elle avertissait la cour de Mitau qu'il fallait

« tout préparer pour saisir la dépouille de Bonaparte *quand il lui plaira de crever ou qu'on pourra le tuer* ».

Le Premier Consul devinait ce qui s'agitait : « Prenez mort ou vif *ce coquin de Georges*, mandait-il de Milan à Bernadotte, commandant l'armée de l'Ouest. Si vous le tenez une fois, faites-le fusiller vingt-quatre heures après, comme ayant été en Angleterre après la capitulation. » Et, pour garer l'opinion de tout penchant vers une restauration royaliste, il avait fait savoir les traitements barbares que, naguère, l'Autriche avait fait subir aux républicains les plus respectables de la Cisalpine, ajoutant : « Il est nécessaire que le peuple connaisse *le sort que lui destinent les rois de l'Europe si la contre-révolution s'opérait.* » Mais tandis qu'on percevait des intrigues royalistes dans la vallée du Rhône, les agents de Georges redoublaient d'activité en Bretagne comme à Paris. « *Tout est prêt* », mandait le chouan à lord Grenville, le 19 juin; c'était l'heure où la victoire remportée à Marengo n'était pas encore connue en France.

Les « exclusifs » de gauche, les « anarchistes », assez impuissants, mettaient toutes leurs espérances dans l'intrigue des autres. Ils « paraissent convaincus que les *Thermidoriens* (Sieyès et les autres) veulent renverser le gouvernement ». « L'agent qui les suit sans relâche assure que les citoyens Barras, Sieyès et Merlin (de Thionville) ont donné, il y a deux ou trois jours, rendez-vous à Passy... à plusieurs *exagérés.* » Et ces *exagérés* commençaient à lier partie avec les royalistes même. Ces alliances anormales sont de tous les temps.

Mais l'intrigue la plus active était dans le sein des Assemblées et Sieyès en était bien l'âme, sinon le meneur. Ces « *thermidoriens* », c'étaient ceux que, d'autre part, Rœderer appelle « *les brumairiens mécontents* », éternels opposants à tout ce qui ne satisfaisait pas exclusivement leurs ambitions personnelles et l'esprit de la secte. Depuis un an, ils préparaient ce « gouvernement de rechange » qui se substituerait aux Consuls, indociles à leur influence. Ils ne rêvaient peut-être plus de la République; nous savons qu'ils pensaient à un d'Orléans ou même, s'il faut en croire un mot de Champagny à d'Antraigues, au duc d'Enghien, jeune et séduisant, à quiconque d'ailleurs consentirait à être « *un roi créé par eux* ». En attendant, un gouvernement de transition serait institué, et

l'on discutait sur ceux qu'on y mettrait : le 19 de chaque mois, ces gens se réunissaient à Auteuil; il y avait là des villas perdues dans les parcs propices au mystère. On parlait de La Fayette, de Carnot, mais Sieyès les trouvait trop personnels. « Je ne sais si *le grand prêtre* (c'est Sieyès) se déciderait pour l'un ou pour l'autre », écrit-on. Carnot avait, parmi les mécontents moins portés à l'*orléanisme*, de nombreux partisans : c'est son nom qui, si l'on en croit Girardin, fut le plus souvent prononcé. Il n'était cependant pas de la conspiration : loyal et rude, il ne songeait pas à profiter de l'absence du Consul puisqu'il avait sollicité de celui-ci l'autorisation de le rejoindre au delà des Alpes « pour se distraire de la mort de sa femme ». Mais « facile à tromper », dira de lui Napoléon, il put donner éventuellement l'assurance que, Bonaparte tué ou écarté, il consentirait à assumer le pouvoir pour le bien de la République.

Une autre intrigue se nouait dans la famille même du Consul. « Lucien n'aurait cédé à personne, écrit Beugnot peu après, et aurait eu raison. » Brûlé d'ambition, se tenant pour l'égal en génie de son frère et assez dédaigneux de Joseph, son aîné, il pensait s'imposer et fonder ainsi, avant même que la monarchie fût rétablie, une manière de dynastie latérale. Ministre de l'Intérieur, il s'était, dès l'abord, dérobé au contrôle des Consuls restés à Paris, et, à l'invitation de Joséphine de venir la voir aux Tuileries, avait répondu : « Je n'y mettrai pas les pieds pendant l'absence de mon frère. Je ne veux pas travailler avec les Consuls. » On « négociait avec lui » et déjà il faisait ses conditions et tranchait de l'héritier présomptif.

Il n'était pas le seul ministre qui se préparât à prévaloir. Fouché et Talleyrand, fort pessimistes sur le sort du Consul, préparaient aussi leurs batteries. Ce dernier y apportait une certaine nonchalance, mais se laissait volontiers sonder : un conspirateur royaliste, arrêté à Calais par les soins de Fouché, dénonça Talleyrand comme l'ayant chargé de missions suspectes; en tous cas revoyait-il Sieyès et les sénateurs opposants; il assistait aux « dîners d'Auteuil », encourageant, du bout des lèvres, les autres à tirer les marrons du feu, se gardant d'y mettre la main pour ne se pas brûler. Fouché, déjà dévoré de la fièvre d'intrigues dont il vivra quinze ans, n'entretenait pas seulement ses relations avec les « exagérés », qu'il avait

récemment préservés des colères du Consul : il tâtait tout le monde, se faisait, par Bourmont, bien venir déjà des chouans au point que Bruslart lui-même se louait de ses procédés et il offrait son alliance d'ancien terroriste aux royalistes : « Nous avons pour adversaires ces imbéciles de modérés, mais vous savez bien que ce sont des poltrons. » Avant tout, il poussait les soldats opposants : car la faction militaire, elle aussi, bouillonnait. On ne comptait pas beaucoup sur Moreau. Les républicains le tenaient pour « patriote plus qu'incertain dans ses principes et sa conduite » depuis fructidor. D'ailleurs il était occupé à la guerre ; on verrait à l'épauler, s'il rapportait un jour assez de lauriers. Bernadotte était plus près, à Rennes. Le Premier Consul lui-même, à son témoignage, lui aurait naguères dit : « Si je succombe, vous tenez entre vos mains le sort de la République », et il se prévalait de ce propos, un de ceux, fort exagérément flatteurs, dont Bonaparte était prodigue avant son départ. Fouché s'en autorisait : Bernadotte était, — et restera toujours, — son candidat militaire. « Une tête d'aigle ? avait-il dit en riant à Bonaparte. Allons donc ! Une tête de merle. » Mais ce n'était pas pour déplaire au ministre qui n'avait besoin que d'un bras, d'un nom, d'un panache, d'une figure, et se chargerait de penser pour deux.

Dix intrigues ainsi se croisaient ; on faisait et défaisait, en une semaine, des dictatures éventuelles et, pour satisfaire le plus de personnes possible, des triumvirats hypothétiques. On dit que Carnot et Lafayette en devaient former un avec, comme comparse, le sénateur Clément de Ris, — Crassus entre César et Pompée. Rien n'est précis, rien n'est sûr. Chacun se gardait, n'avançait qu'à pas comptés, reculait, réavançait : le tout en grand mystère.

Les deux Consuls semblaient ne rien voir. Contre eux, écrit Thibaudeau, « l'insurbordination » des ministres était générale : ni Lucien, ni Carnot, ni Talleyrand, ni Fouché ne consentaient à travailler avec ce Cambacérès, ce Lebrun. Eux-mêmes étaient incertains et d'ailleurs impénétrables. Lebrun disant : « On verra après », Cambacérès ne voulait pas se compromettre en sévissant. Quelques mois après, Bonaparte se tournant vers lui en plein Conseil d'État, lui dira : « Je puis être tué... Ce serait votre tour à gouverner, et *vous n'êtes pas fort sur vos étriers.* » Il pensait alors à la crise de Marengo.

Bonaparte, d'Italie, pressentait bien des choses : il envoyait des lettres enjouées, cordiales, flatteuses, à tous, pour que personne ne se crût deviné et, par là, amené à des gestes décisifs. Il s'affligeait d'une indisposition de Lebrun, couvrait Fouché d'éloges, félicitait Carnot. Il était sûr de vaincre, de revenir, de confondre toutes les intrigues dont, au surplus, il ne savait pas le nombre et l'activité. Elles restaient expectantes, mais des caches où se terraient les chouans aux cabinets des ministres, de Sieyès à Lucien, de Fouché à Bernadotte, tout le monde, comme l'écrivait Cadoudal, le 30 prairial, « était prêt ».

Le lendemain de ce jour-là même, le 1er messidor, on reçut la nouvelle que Bonaparte était battu. C'était la dépêche prématurément envoyée du champ de bataille de Marengo, après les premiers engagements malheureux ; le bruit courait, peu après, de la mort « d'un grand chef » ; c'était sans doute Desaix, mais on pouvait croire que ce chef était Bonaparte qui toujours s'exposait beaucoup. Carnot, préoccupé, trouva les Consuls « dans l'anxiété ». Les candidatures se posèrent plus nettement ; les gens détachaient lentement les masques ; un jour se passa sans nouvelles ; à la Bourse, l'on se livrait au jeu de la baisse et de la hausse ; Fouché voyait arriver à lui tous les gens intéressés à savoir avant d'oser ; il souriait, rassurait, et, se disant plein de foi dans la victoire finale, déjà tablait sur la défaite.

Soudain, le 3 messidor (22 juin), à onze heures, un courrier de Bonaparte arriva, apportant nouvelle de la victoire avec le bulletin épique de Marengo.

Le monde politique se rua aux Tuileries. Plus on s'était compromis et plus on était empressé de paraître joyeux, et d'ailleurs, il faut le dire, beaucoup ne s'étaient préparés qu'en prévision d'une défaite et d'une mort qu'ils redoutaient plus qu'ils ne les désiraient. Joséphine reçut les compliments, une palme d'or à la main qui, arrachée à un drapeau autrichien, lui avait été apportée par le courrier : elle redevenait la « Notre Dame des Victoires » de 1796.

La nouvelle, qui s'était rapidement répandue, fit se lever dans un délire d'enthousiasme la ville et plus particulièrement les faubourgs. « La joie est dans tous les cœurs, écrit-on, le 3 messidor ; *le nom du Consul est dans toutes les bouches : on le*

répète avec attendrissement, et le plaisir est tel qu'on a peine à y croire! » Tandis que « les ouvriers des faubourgs quittaient les ateliers et se répandaient dans plusieurs quartiers de Paris, marquant partout la plus grande joie », l'on remarquait « la consternation » de quelques dissidents appartenant aux vieux partis. La nouvelle fut lue à la Bourse par un des agents de change « sensiblement ému »; il avait lieu de l'être, le tiers consolidé faisant en une heure un bond de huit points — de 29 à 37 francs. Un *Te Deum* s'improvisa dans l'église de Saint-Gervais, rendue aux catholiques romains, et l'affluence y fut telle, que la plupart des fidèles accourus n'y purent pénétrer. Les *Constitutionnels*, sans plus tarder, voulurent aussi chanter leur *Te Deum* à Notre-Dame qui leur restait et, là encore, il y eut foule. On avait dit que les Consuls s'y montreraient.

Les journaux, le lendemain, criaient au « miracle » : « Paris, dit le *Journal des Débats*, n'a qu'un seul sujet de conversations : Bonaparte, l'armée d'Italie et la paix. » Illuminations et feux d'artifices s'improvisèrent spontanément. « C'est, dit un rapport, *une ivresse*, c'est un *enchantement général.* » Le faubourg Saint-Antoine tira deux feux de joie. Quatre jours après, on constatait : « Toute faction est nulle en ce moment, une majorité immense est unie au gouvernement ». Les membres des Assemblées s'étaient précipités au palais consulaire; les plus empressés étaient les conspirateurs de la veille, les opposants de toujours. Le grondement de joie de la foule faisait réfléchir les adversaires du vainqueur. Georges va abandonner la lutte pour une heure; Puyvert, agent royaliste qui agitait la Provence, écrit : « La nouvelle de l'inconcevable victoire de Marengo *vint, comme un coup de foudre, renverser tous nos projets.* » Le coup de foudre en renversait, et pour longtemps, bien d'autres.

Il allait rentrer. De Lyon, il écrivit aux deux consuls : « J'arriverai à Paris à l'improviste... Ni arcs de triomphe ni aucune espèce de cérémonie... *Je ne connais pas d'autre triomphe que la satisfaction publique.* » A Dijon, on le reçut dans un délire de joie.

Le 12 messidor (1er juillet) à 2 heures et demie, la chaise de poste du Premier Consul s'arrêtait devant les Tuileries. Le canon avait annoncé son arrivée peu avant. Il trouva tous les

ministres et conseillers d'État réunis. « Avez-vous bien travaillé en mon absence ? dit-il. — Pas tant que vous, citoyen consul », répondirent plusieurs voix. Certaines physionomies devaient être curieuses à observer. Le peuple, en un grand remous, se porta aux Tuileries ; le Premier Consul vint saluer : la foule s'exalta devant ce jeune visage « bruni par la gloire », écrit-on. « Le bon Dieu nous l'a conservé ! » criait une femme. Et du Rhin aux Pyrénées, de Dunkerque à Nice, la France illuminait. Un historien peu suspect de tendresse pour Bonaparte, Alphonse Aulard, écrit avec raison que, « dans la masse rurale, il y eut un élan d'enthousiasme, et le peuple se mit à croire à *l'étoile, à la mission providentielle du Consul* ».

Bonaparte en avait le sentiment et se tenait pour dix fois plus fort qu'avant son départ. Il avait appris par lambeaux la vérité sur les intrigues ourdies en son absence et si près de lui ; chacun d'ailleurs vint, pour se disculper, charger les autres. Cambacérès, interrogé par Bonaparte sur ce qu'il aurait fait en cas de mort, avait répondu avec simplicité : « J'eusse fait proclamer Joseph ». Le Premier Consul sourit : « Vous êtes un homme de ressource ». « Fouché, dit Thibaudeau, dénonça Lucien et Talleyrand ; ceux-ci le lui rendirent. » Le premier Consul « donna à chacun son paquet ». Il ne retira cependant son portefeuille qu'au malheureux Carnot, mais parce que celui-ci montrait le désir de le rendre, ne pouvant, écrit-il, « se résoudre à n'être que le premier commis du Premier Consul ». Mais celui-ci affecta une grande sérénité : il discutait sur celui qu'il eût été bon de choisir : « Carnot, disait-il, vaudrait mieux qu'un autre, s'il était du goût de tout le monde. » Et il entretint sans aigreur Sieyès lui-même qui d'ailleurs protesta de son ignorance, ajoutant pour démentir l'accord : « Si Carnot eût été mis là, c'était à nous d'émigrer. »

L'opposition était paralysée. Germaine de Staël, qui avait ouvertement souhaité la défaite, retrouvait soudain, pour un instant, son enthousiasme d'après Rivoli. « Cet homme, écrivait-elle à M^me^ Récamier, *a une volonté qui soulève le monde.* » A Gérando qui vantait le succès de Moreau, elle répondait : « *Rien n'a l'éclat de Marengo*, et il faut convenir que s'exposer, sa fortune faite, est plus brillant que de s'exposer pour la faire. » C'était bien la même femme, impulsive, généreuse, sincère, avec un jugement sans cesse à la merci des impressions.

Hyde de Neuville dit que Marengo fut « *le baptême de la puissance personnelle de Napoléon* », et un autre royaliste : « Bonaparte, dont un seul revers eût précipité la chute... parut un géant. » Beugnot pouvait écrire à Beurnonville : « *Il y a deux siècles entre ce moment-ci et celui où vous avez quitté Paris.* »

Bonaparte avait conscience de sa force décuplée. S'il n'avait renvoyé que Carnot, c'est qu'il avait besoin des autres encore : de Lucien, de Talleyrand, de Fouché. « Il y a des domestiques, écrivait, à ce sujet, Villiers du Terrage, par lesquels on aime à se laisser voler. » Il terrifia seulement les chefs de chouans par des menaces qu'on le savait capable d'exécuter ; Bourmont en resta bouleversé. Mais il avait gardé des autres complots, des hostilités découvertes ou soupçonnées, des infidélités révélées, des intrigues de ses ministres et de ses frères même, de la cautèle aussi ou de la faiblesse des deux Consuls subalternes, une impression singulière : *celle d'un désenchantement.* Il avait cru avoir rallié depuis brumaire tous les bons citoyens, non point seulement autour de lui, mais autour des idées d'union et de concorde qu'il représentait et, lui parti, chacun était revenu à ses querelles et à ses ambitions personnelles. Il n'avait jamais beaucoup estimé les hommes : dès lors il les méprisa et s'en méfia. L'effet est sensible : lui qui, avant Marengo, souriait volontiers, montrait de l'affabilité et recommandait « la gaîté », parut plus irascible, plus sceptique, plus impérieux. « Je suis bien vieux en cœur humain », confiait-il maintenant à un de ses amis.

En revanche, il avait senti battre à l'unisson du sien le cœur populaire. Quand le monde politique se perdait en intrigues, le peuple lui était resté fidèle ; ni les ouvriers des faubourgs ne s'étaient laissé entraîner par les menées anarchistes, ni les ci-devant chouans obscurs par leurs anciens chefs. « Perdre les chefs et bien traiter les masses », écrivait-il. Les masses, il les voulait à lui, il les avait. Elles couraient même plus vite que lui vers le but auquel il visait. Dès l'été de 1800, le bruit se répandra, bien accueilli, que les trois Consuls vont disparaître devant « un président à vie qui nommerait son successeur ». Bonaparte n'en était pas encore là. Avant que de couronner l'œuvre de restauration, il la fallait terminer. De cette œuvre tout était ébauché, mais rien n'était achevé. Il fallait

clore la guerre, conclure la paix, mener à bien les codes, achever, avec la pacification religieuse, la réconciliation nationale. Après on verrait.

La guerre, elle avançait en Allemagne par les succès de Moreau ; il avait passé le Danube à Hochstett le 30 prairial (19 juin), forcé Kray à quitter ses positions d'Ulm, porté son quartier général en pleine Bavière, et le 26 messidor (15 juillet), contraint l'ennemi à signer l'armistice de Parsdorf qui, survenant après la convention d'Alexandrie, achevait de faire taire le canon en Europe pour quelques semaines. Bonaparte attendait un plénipotentiaire de l'Empire qui, peut-être, serait autorisé à signer la paix. Il attendait aussi l'envoyé de Rome avec qui il préparerait une bien autre paix.

Il voulut que la fête du 14 juillet (25 messidor) fût plus solennellement célébrée qu'à aucune époque. Il l'appela la *fête de la Concorde*. Sur la place de la Concorde, — ci-devant de la Révolution, — à la place de la statue en plâtre de la Liberté, cette terrible Liberté qui, dressée devant l'échafaud, avait vu tomber les plus nobles têtes, une colonne s'élèverait à l'honneur de la Patrie. On exalta Desaix et La Tour d'Auvergne. Fontanes lut, dans le *Temple de Mars*, un discours où il proclama la solidarité des deux Frances. Première fête populaire depuis 1792, disait un étranger, où le peuple parût prendre part. Le soir, à un grand banquet donné aux Tuileries, le Premier Consul, accablé d'hommages, se leva : « Au 14 juillet, dit-il, et au peuple français, *notre souverain à tous* ».

Le peuple, il le voulait souverain parce qu'il le sentait prêt à lui déléguer sa souveraineté : mais il n'entendait l'obtenir qu'à force de bienfaits encore.

Louis Madelin.

LA VOIX DES JEUNES

L'ESPRIT
DE LA
LITTÉRATURE MODERNE

III[1]

L'AUTEUR ET L'ŒUVRE

La question des rapports intimes de l'auteur et de son œuvre est une question, générale sans doute, mais plus particulièrement moderne, parce qu'elle a pris une acuité de plus en plus grande à mesure que le genre romanesque prenait naissance et se développait. Car le roman, tel que nous le concevons à présent, est de formation relativement récente. « Avec *l'Astrée*, en 1610, apparaît dans notre littérature un genre nouveau, le roman », lisons-nous dans l'*Histoire de la littérature française* de Petit de Julleville. Encore faut-il de la bonne volonté pour appeler du même nom un livre comme *l'Astrée*, et *les Thibault* de M. Roger Martin du Gard, ou *la Bonifas* de M. de Lacretelle ou le *Jean Christophe* de M. Romain Rolland. L'importance littéraire des œuvres de cette catégorie ne paraît s'être vraiment développée qu'au cours du XIX^e^ siècle; et cela aussi bien en Angleterre et en Russie qu'en France. Pour la France, l'on peut même ajouter que jamais ce genre n'a pris

(1) Voyez la *Revue* des 1^er^ août et 1^er^ septembre.

une place aussi importante que dans la période actuelle, au point que le jeune écrivain auquel, de nos jours, on demande ce qu'il prépare, ose à peine répondre « un roman » et s'en tire à l'aide de périphrases par crainte d'être banal. Les romans, de toutes valeurs et de toutes espèces, abondent à l'étalage des libraires. Et ce phénomène coïncide avec le développement de plus en plus grand de la méthode introspective en psychologie.

Il est évident qu'aux époques où fleurissent surtout les genres dramatiques, les personnages objectivés sur une scène et doués d'une existence propre, aux contours nets, sont moins directement liés au personnage de l'auteur qui les a créés, de même que les exigences pratiques du théâtre laissent moins de place à l'analyse intérieure. Nous pouvons faire au sujet du roman une remarque analogue à celle que nous faisions déjà au sujet du fantastique : après avoir tourné le dos au réel et cherché à nous en distraire, il a fait volte-face et tend à se combiner davantage avec nos préoccupations, nos pensées, nos sentiments. L'évolution a été insensible : le narrateur chargé de nous intéresser pour nous distraire, s'est aperçu qu'il nous intéressait davantage s'il empruntait des éléments plus nombreux à notre vie. Et peu à peu, l'histoire est devenue un miroir de plus en plus fidèle (toujours déformé par le sens artistique, sans doute), mais un miroir assez pur cependant de notre existence. Et une qualité nouvelle a de plus en plus été exigée — qui, jadis, n'eût rien signifié : la sincérité.

M. André Gide est un des premiers écrivains chez qui nous voyons cette préoccupation prendre corps, et, certes, c'est un de nos grands maîtres en sincérité, bien que lui-même ait quelquefois paru se méfier de ce mot, au sens évidemment confus. Une première fois, en 1893, il écrivait : « J'en vins à comprendre que la parfaite sincérité, celle qui fait, selon moi, l'être le plus valeureux, le plus digne, la sincérité non point seulement de l'acte même mais du motif, ne s'obtient qu'avec l'effort le plus constant, mais le moins âpre, qu'avec le regard le plus clair, — j'entends par là le moins suspect de complaisance, — et qu'avec le plus d'ironie. » Mais dix ans plus tard, il prononçait dans une conférence des paroles qui dévoilent l'autre aspect de sa pensée, l'aspect esthétique qui, nous l'avons vu, est ce qui dans son esprit reste le plus éloigné des tendances dites modernes : « Une singulière méprise, aujourd'hui, fait prôner

par-dessus tout dans l'œuvre d'art le mérite de la sincérité. » Mais cette singulière méprise, si méprise il y a, n'a fait que se développer depuis lors, et c'est M. André Gide lui-même, consciemment ou non, qui continue à entraîner la littérature dans cette voie. Il est vrai que depuis 1903 le mot s'est précisé en évoluant, et je ne pense pas qu'aucun des jeunes écrivains d'aujourd'hui l'entende tout à fait comme on pouvait l'entendre en 1903. La sincérité est devenue quelque chose de plus subtil et qui dépasse de beaucoup en profondeur ce que l'on pouvait appeler de ce nom autrefois.

Pour marquer ces étapes, adressons-nous à un autre texte du même André Gide : « Ce qu'on appelle un « esprit faux » (l'autre haussait les épaules devant cette locution toute faite et déclarait qu'elle n'avait aucun sens), — eh bien! je m'en vais vous le dire : c'est celui qui éprouve le besoin de se persuader qu'il a *raison* de commettre tous les actes qu'il a envie de commettre; celui qui met sa raison au service de ses intérêts, ce qui est pire, ou de son tempérament. Tant que Lucien ne cherche qu'à persuader les autres, il n'y a que demi-mal; c'est le premier degré de l'hypocrisie. Mais, avez-vous remarqué que, chez Lucien, l'hypocrisie devient de jour en jour plus profonde. Il est la première victime de toutes les fausses raisons qu'il donne; il finit par se persuader lui-même que ce sont ces fausses raisons qui le conduisent, tandis qu'en vérité c'est lui qui les incline et les conduit. Le véritable hypocrite est celui qui ne s'aperçoit plus du mensonge, celui qui ment avec sincérité (1). » Il s'ensuit que, même dans un roman à personnages, qui, par conséquent, n'emprunte pas la forme de la confession, l'on peut être sincère ou ne pas l'être en tant qu'auteur, selon que l'on juge ou montre ses héros. Le comble de l'insincérité, c'est le roman à thèse et je crois qu'il a rarement été en pareil discrédit auprès de la jeune littérature. Plutôt l'on préférerait ne pas conclure, laisser le lecteur dans l'incertitude des sentiments qu'il doit éprouver à l'égard des personnages et de l'action où ceux-ci ont eu un rôle à jouer. A l'étranger il est beaucoup plus fréquent qu'il ne l'est

(1) *Journal des Faux-Monnayeurs*, par M. A. Gide (N. R. F.). Le mot « sincérité » qui termine cette citation peut prêter à confusion, parce qu'il n'est pas employé dans le sens que précisément nous cherchons à définir. La sincérité pour nous est ce qui s'oppose à cet « esprit faux » dont parle Gide.

en France de trouver des romans qui ne concluent pas. Mais justement la jeune littérature d'aujourd'hui se rapproche sur ce point de la conception étrangère, et les romans par là deviennent bien davantage ce que l'on a nommé « des tranches de vie », car la vie non plus n'apporte pas de conclusions.

Sincère, au sens moderne du mot, au lieu d'être à peu près le synonyme du mot franchise, en est souvent la contrepartie. Un homme franc met de la logique et de la clarté dans ses actes ; on dit encore qu'il est « droit » et cela montre bien qu'il ne s'embarrasse pas des détours de sa vie intérieure. L'homme qui pousse la sincérité au degré de Gide, est au contraire accusé d'être fuyant, insaisissable, hypocrite même, disent ceux qui ne comprennent pas ; et cela parce qu'il ne s'autorise pas lui-même à dissimuler ses contradictions, et que ses personnages sont semblables à lui sur ce point. Chez les écrivains de la plus récente génération, chez M. René Crevel, par exemple, la sincérité est à la base de l'œuvre : ses livres sont le plus souvent des examens de conscience à peine déguisés, et la sincérité, par ceux qu'elle choque est alors dénommée : cynisme. « Cynisme », n'est-ce pas l'un des qualificatifs que l'on entend décerner le plus volontiers à la littérature moderne par ceux qui ne veulent lui accorder ni crédit ni sympathie? Mais la plupart du temps, ce cynisme pourrait aussi bien s'appeler honnêteté intellectuelle, sincérité. L'on rencontre actuellement une extrême honnêteté intellectuelle, et qui ne se paie pas de mots. Le « mot » est infidèle, menteur, s'adapte à la fois à plusieurs idées différentes (ce qui permet un jeu malhonnête et trompeur), mais ne s'adapte jamais avec exactitude à la réalité : bref, il cherche à entraîner par ses charmes la pensée dans des guet-apens où elle risque de perdre son intégrité. Les jeunes écrivains d'aujourd'hui se refusent le secours d'un plaidoyer ; ils ne se justifient pas. Il y a surtout dans leurs œuvres quelque chose d'austère et un souci de pureté spirituelle, assez vague en général quant à ce qu'il faut entendre par là; mais n'est-il pas significatif que les mots auxquels ils accrochent désormais leur idéal soient presque toujours précisément « pureté, sincérité, honnêteté » ? Tout cela doit être compris sur le plan intellectuel, bien entendu.

Cette nouvelle forme de la sincérité nous ramène à un problème qui a connu ces temps derniers une très grande vogue

et a donné lieu à une floraison d'articles et à des discussions dont l'abbaye de Pontigny en particulier a été le siège : « l'autobiographie dans le roman ». Ne perdons pas de vue que la littérature moderne est avant tout une littérature d'expression : de quelle façon cela se manifeste-t-il, non seulement dans le roman, mais dans toutes les œuvres de tous les genres ? C'est au roman cependant qu'il convient d'accorder le plus d'attention, car c'est sur lui que nous pouvons faire les observations les plus significatives.

Notons, pourtant, ne fût-ce que pour mémoire, toute la partie de notre poésie issue du romantisme, et qui, par nature et par principe, ne cherche qu'à exhaler les sentiments ou les tendances de l'être profond, bref à exprimer ce qu'éprouve, — ou ce que renferme, — l'individu au plus secret de lui-même. Ici le processus est trop simple pour retenir longtemps notre attention. Il est plus curieux de remarquer ce qui se produit chez un poète comme M. Paul Valéry, dont toute l'œuvre témoigne en apparence d'une recherche patiente de la perfection et paraîtrait ainsi contredire nos remarques générales sur le chemin suivi par la littérature d'aujourd'hui. Les poèmes de M. Valéry ont quelque chose de plastique et de marmoréen. Et cependant c'est ce même M. Valéry qui écrit dans la préface de *Monsieur Teste* : « La sensation de l'effort me semblait devoir être recherchée et je ne prisais pas les heureux résultats qui ne sont que les fruits naturels de nos vertus natives. C'est dire que les résultats en général, *et par conséquent les œuvres*, m'importaient beaucoup moins que l'énergie de l'ouvrier, substance des choses qu'il espère. » Cette attitude nous mène bien loin de l'idéal de l'art hellène dont on rapprocherait volontiers, si l'on n'y prenait garde, l'art de M. Valéry. *L'énergie de l'ouvrier, substance des choses qu'il espère*, c'est encore une partie de l'homme qui s'exprime, alors même que dans l'œuvre accomplie il reste assez difficile d'en découvrir les traces. C'est qu'il y a deux points de vue : celui du lecteur et celui de l'auteur, car l'auteur, par le fait même qu'il considère la littérature comme un moyen d'expression, porte sa curiosité vers les rapports qui le lient à son œuvre, plutôt que vers les rapports éventuels de l'œuvre et du lecteur. C'est pourquoi il ne craint pas d'être hermétique, et ce désintéressement intellectuel a eu parfois pour résultat inespéré de

rapprocher l'auteur du lecteur, ce dernier parvenant à se hausser jusqu'au premier.

Car le lecteur est obligé de faire un effort de compréhension plus grand, mais dont il est ensuite récompensé, parce que c'est sa propre nature qu'il approfondit du même coup. Ainsi fut détrônée la conception de la littérature-simple passe-temps, distraction élégante et distinguée, amusement pour les heures vides. Dans les romans psychologiques, l'écrivain se permet de plus en plus de noter des sensations ou des sentiments imperceptibles et fugitifs, qu'autrefois on eût jugés trop personnels et trop incertains pour mériter l'honneur d'être exprimés. Cette liberté nouvelle n'a eu que d'heureux effets sur la psychologie. Le lecteur, au cours du livre, s'étonne : « Comment ! d'autres que moi ont donc éprouvé aussi cela, que je croyais inexplicable et incommunicable ? » Le mur qui sépare les humains s'effrite par endroits. Les analogies entre les individus se révèlent plus nombreuses. La compréhension réciproque des êtres ne fait qu'y gagner.

A propos de l'autobiographie dans le roman, il convient encore de citer M. Ramon Fernandez qui s'est longuement appliqué à traiter ce sujet. Son étude aboutit à trois remarques principales : 1° Le roman ne traduit pas forcément les préoccupations essentielles de l'auteur, ni ses sentiments les plus profonds. 2° L'art modifie les sentiments comme un catalyseur qui modifie les corps chimiques sans lui-même en être altéré : « D'une manière générale, il me semble bien, ajoute-t-il, que les sentiments qui subissent l'opération esthétique deviennent par là même inutilisables pour celui qui les transcrit. » Enfin, s'attaquant à l'exemple de Stendhal, il en arrive à conclure que « certains hommes trouvent dans la logique artistique des conditions plus favorables que dans leur vie pour l'affirmation et la conscience de l'être à quoi tendent tous nos efforts. Par là, confirme-t-il, l'œuvre possède une valeur métaphysique... » Et cette phrase s'éclaire par une autre phrase contenue plus haut dans la même étude : « Le grand vide métaphysique de l'existence n'est souvent que le défaut d'une technique appropriée. » L'auteur, en somme, cherche à atteindre dans son œuvre *l'être* que l'analyse et l'examen direct de la vie lui dérobent sans cesse.

Que le roman ne traduise pas toujours, et ne soit pas

obligé de traduire, les préoccupations essentielles et les sentiments les plus profonds du romancier, c'est possible : car, plus ou moins consciemment, le travail de l'auteur commence par une analyse de sa propre sensibilité dont il opère ensuite la synthèse selon un nouvel ordre pour construire son œuvre. L'art du romancier n'est véritable que s'il sait transposer les éléments de la vie : son habileté suprême consiste à s'exprimer, tout en s'effaçant. Ce sont donc les préoccupations essentielles de sa sensibilité qu'il camoufle d'abord : il change le centre de son émotion, mais n'en puise pas moins toujours dans ses impressions les plus personnelles pour grossir le nouveau noyau d'intérêt qui constitue le noyau primitif de son œuvre. L'imagination, enrichie de quelques souvenirs, permet la transposition. L'amoureux jaloux d'une femme peut donc peindre avec des accents d'une criante vérité les sentiments d'un avare, amoureux jaloux de son argent : exemple un peu grossier, mais qui souligne l'idée. Ou bien c'est une impression passée, ravivée par la mémoire, qui fournit le sujet du livre et sert à regrouper une infinité d'impressions secondaires. De même, l'auteur peut créer des personnages très différents de lui-même, parce qu'avec suffisamment de perspicacité, il peut retrouver au fond de lui, à un état plus ou moins embryonnaire, tous les éléments nécessaires pour constituer un personnage.

Il ne faut donc pas que l'écrivain se laisse emprisonner par les conventions, les préjugés, la fausse honte ; il faut que rien de ce qui peut l'empêcher de voir clair en soi ne vienne obscurcir son regard intérieur. Il y a des sentiments qui se neutralisent, de même que la combinaison de l'électricité positive et négative ne recèle plus trace de la présence de la force électrique : celle-ci existe néanmoins et l'écrivain doit savoir distinguer ces forces contraires et qui paraissent s'annuler. Mais en psychologie, pas plus que dans le domaine physique, rien ne s'annule vraiment. Tout est dans chacun et il suffit d'apprendre à le distinguer. Un bon romancier doit pouvoir placer un personnage qui ne lui ressemble pas au milieu d'événements au contact desquels il ne s'est jamais trouvé, et cependant réussir son œuvre au moyen de la seule observation intérieure. Dans la littérature moderne française, surtout, l'introspection reste à la base du roman. La plupart de nos écrivains qui tentent de tracer un caractère, vu de l'extérieur,

aboutissent à des types livresques déjà plus ou moins exploités. Une autre méthode n'est sans doute pas impossible, mais elle serait très étrangère à l'esprit de la plupart des romanciers français d'aujourd'hui, auxquels on pourrait bien plus souvent reprocher de se tenir trop près de la réalité, de *leur* réalité et de *leur* expérience. Le point faible du roman moderne serait plutôt l'imperfection de la transposition, et même dans les tentatives les plus réussies du roman objectif, il est rare que nous ayons grand mal à retrouver l'auteur. *Les Faux-Monnayeurs* en sont un exemple. Tous les personnages y sont « gidiens » jusqu'au bout des ongles. Ils ne sont pas semblables les uns aux autres, mais, à travers leur diversité, on sent nettement l'unité fondamentale de l'auteur qui les a conçus. M. Roger Martin du Gard, bien qu'il refuse de retrouver ses propres émotions dans les crises morales de ses personnages, n'a certes pu les comprendre que par une sympathie particulière, due à une certaine similitude de nature. L'introspection plus ou moins spontanée, plus ou moins consciente, — sa forme la moins consciente est en effet la sympathie, — reste à la base de toute création de caractères.

L'art permet donc d'utiliser les matériaux que l'analyse a extraits du fond de notre âme. Mais, ici encore, l'écrivain exprime quelque chose de lui-même : s'il peut éviter quelquefois de nous révéler les trop intimes préoccupations de sa sensibilité, il ne peut manquer en tout cas de manifester ses préoccupations intellectuelles. C'est par exemple le problème de la responsabilité humaine que pose toujours M. André Gide sous mille et mille formes. Ce qui intéresse M. J. de Lacretelle, ce sont les réactions de l'individu au contact de la vie. Et de même, chaque écrivain, si on l'étudiait à fond, serait sans doute obligé de nous livrer le secret de sa pensée. Certains psychanalystes se sont même faits forts de « psychanalyser » un écrivain par ses œuvres. L'on se rend mal compte de tout ce que peut renfermer le livre le plus insignifiant : tout a une portée, tout compte. M. Jules Romains raconte qu'un savant philologue allemand s'était appliqué à étudier la nature et le nombre des signes de ponctuation, contenus dans son œuvre romanesque. Et le plus curieux fut que cette besogne si ingrate se montra révélatrice. Le philologue avait su tirer de son étude si minutieuse des conclusions psychologiques qui n'étaient pas

sans contenir une grande part de vérité que l'auteur dut reconnaître.

Il existe donc deux moyens de se livrer dans ses livres : l'un direct et l'autre indirect. L'hypothèse de M. Ramon Fernandez, à savoir que *les sentiments qui subissent l'opération esthétique deviennent inutilisables pour celui qui les transcrit*, n'est valable que s'il s'agit d'une transcription volontaire et directe. Il est certain que l'art produit un effet de « purgation des passions », déjà signalé par Aristote. L'âme peut se décharger dans l'œuvre d'art et retrouver par ce procédé une paix nouvelle. Il est également indéniable que l'art modifie l'aspect intérieur des sentiments et parfois même les apaise; mais cette observation est encore plus exacte lorsque l'art est moins intellectuel. La musique et l'éloquence ont une puissance de « décharge » bien plus grande que celle d'un art intellectuel comme le roman. L'analyse peut être desséchante, il est vrai, et pourtant, dans l'œuvre de Proust, il ne semble pas qu'elle ait atténué un seul instant l'acuité de l'émotion. Je crois que dans une littérature aussi concentrée et aussi peu verbale que l'est d'une façon générale la littérature moderne, les sentiments s'ils se modifient ne deviennent pas inutilisables pour celui qui les transcrit : ils perdent une partie de leur chaleur superficielle, mais continuent à agir sourdement au fond de nous... plus activement peut-être, bien que plus secrètement.

Mais pour ce qui est des conclusions de M. Fernandez sur la portée métaphysique de l'œuvre d'art, si elles sont applicables à Stendhal et à quelques autres, il semble que la littérature moderne au contraire s'en écarte et tende à les infirmer. Le roman d'aujourd'hui, parce qu'il recherche très peu l'être, ne peut avoir qu'une faible portée métaphysique. La philosophie antique se partageait déjà autour des problèmes de l'être et du devenir. Aujourd'hui l'attention est tout entière tournée vers le devenir. Nous lisons des romans dont le sujet est la transformation d'un individu, par exemple le *Bernard Quesnay* de M. André Maurois qui, jeune homme plein d'ardeur et de révolte, finit par devenir semblable à ceux qui l'ont précédé à la tête de l'entreprise industrielle familiale dont il n'a pas la force de se dégager.

Il est vrai que M. Ramon Fernandez considère que nous atteignons l'être de l'individu dans la mesure où nous décor-

vrons ses aspirations logiques, sa ligne de conduite spirituelle. Dans le cas de Bernard Quesnay néanmoins, il me semble bien que la ligne de conduite va s'effritant, ou du moins que les aspirations du héros du livre changent de direction. L'être même paraît donc échapper complètement, puisqu'il se contredit; et l'expression des sentiments de l'auteur, dédaigneusement nommée par Fernandez « le déguisement psychologique », prend bien plus d'intérêt à mesure que la place de l'art diminue dans l'œuvre.

Retenons néanmoins une remarque de ce critique : « Tout ce qu'on pourrait dire, c'est que l'auteur reporte dans son œuvre les tendances actives et idéales dont il ne trouve pas le placement dans sa vie. » C'est en effet une autre face des rapports de l'écrivain et de son livre, et l'une de celles auxquelles il convient d'accorder aujourd'hui la plus grosse importance. Le livre, et les personnages imaginaires, prolongent la vie et les aspirations de l'auteur, mais sans plus de logique que dans la réalité. « Le romancier authentique crée ses personnages avec les directives infinies de sa vie possible, » a écrit quelque part M. Thibaudet. Comme un ballon dont on coupe les amarres qui le retenaient au sol, il semble que la pensée du romancier reconquiert sa liberté dans l'œuvre. « Ce qui manque à chacun de mes héros que j'ai taillés dans ma chair même, dit Gide, c'est ce peu de bon sens qui me retient de pousser aussi loin qu'eux leurs folies. » Si l'homme est retenu par les circonstances qui l'entourent, par les contingences de mille sortes, l'imagination, elle, ne connaît pas de limite : elle nous apporte la clef des champs, et nous en avons plus que jamais besoin.

L'homme moderne, en effet, sent la société qui, tout autour de lui, se dirige vers un idéal mécanique, se transforme en une immense machine dont lui n'est, bon gré, mal gré, qu'un tout petit rouage. En Europe ce durcissement de la vie sociale est même plus accentué peut-être que dans les autres parties du monde, car il fait partie des dogmes modernes du progrès : en Amérique, le machinisme paraît se développer à côté de l'individu plutôt qu'il ne l'englobe ; malgré des règles morales et policières plus strictes qu'en aucun pays du monde, il semble que l'individu y conserve des possibilités d'extension et d'action qu'il ne connaît pas chez nous et qui peut-être le protègent de

l'étouffement. Mais en France l'habitude de la liberté rend encore plus douloureuse l'impression d'esclavage que la civilisation impose à ses victimes. L'homme voudrait retrouver l'indépendance impossible et rêvée. Et la littérature porte les traces de ce vaste désir d'évasion qui imprègne toute sensibilité d'aujourd'hui.

S'évader : sans doute, mais comment? Reconquérir le sentiment d'une vie plus large, plus haute, où rien n'arrête le développement de la respiration. L'homme cherche et se débat : il y a plusieurs issues, il les essaie toutes. Ce qu'il faut, c'est conquérir sinon la liberté, du moins l'impression de liberté, et celle de puissance qui l'accompagne. Être libre, c'est bien souvent être le maître de quelque chose. Nous avons considéré au chapitre précédent la nouvelle place prise par le corps dans la vie spirituelle; pourquoi donc en ce cas ne pas demander au corps des sentiments qui le dépassent même par leur portée morale? On peut lui demander l'équivalent de certaines valeurs spirituelles. Et, lorsque nous nous sentons maîtres de nos muscles et de nos membres, lorsque notre être physique s'épanouit, c'est que nous avons su triompher, nous évader de la laideur et de la petitesse du monde en nous élevant jusqu'à une forme quasi divine de la bestialité.

Le sport a pris dans la société moderne une importance capitale, et la littérature, dont c'est le rôle, exploite ce domaine inédit, nous révèle sa beauté et le sens nouveau de la perfection que l'on peut en tirer. La littérature sportive, — non pas une littérature journalistique, mais au contraire genre très pur, très intellectuel et très noble, — est née et jouit à présent d'une faveur exceptionnelle. *Plaisir des Sports*, de M. Jean Prévost, *5 000* de M. Dominique Braga, *les Onze devant la porte dorée* et *le Paradis à l'ombre des épées* de M. Henri de Montherlant, *l'Orgue du Stade* de M. André Obey, *l'Histoire de Quinze hommes* de M. Marcel Berger, et combien d'autres, nous font participer à une autre existence que celle qui nous est quotidienne, mais à une existence resplendissante de force saine, sorte de résurrection de l'homme physique, avec toute la subtilité inimitable de ses muscles, au milieu de notre univers mécanisé. Le stade est le seul emplacement, dans la cité moderne, où il soit encore possible d'avoir un

large morceau de ciel au-dessus de sa tête, le seul endroit où l'homme se retrempe dans la nature et cependant retrouve son individualité matérielle, apprend à percevoir les contours de son corps. Nous assistons en somme à une évasion de notre esprit par la sensualité, mais non point par une sensualité morne et honteuse, par une sensualité triomphante et pure. C'est d'abord le sentiment d'une harmonie et d'un équilibre que le sport nous enseigne à découvrir dans notre corps. Et en même temps, nous y retrouvons l'oubli ; instinctivement, lorsque nous sommes joyeux de notre liberté physique retrouvée, lorsque le sport délie nos membres trop longtemps emprisonnés de vêtements, nous remettons chacune de nos mesquines préoccupations à sa place relative et minuscule. Le sport est une leçon de renoncement en même temps qu'un merveilleux épanouissement de l'être, à qui sait le comprendre. Les écrivains sont là pour l'interpréter; ils cherchent en lui bien autre chose qu'une distraction, qu'un exercice vulgaire : un moyen de vivre.

Et ne s'aperçoit-on pas soudain que le corps nous apporte l'illusion des plus hautes satisfactions, presque mystiques ? La découverte que le personnage mis en scène par M. Jean Prévost dans *Brûlures de la Prière* en fait soudain est une véritable illumination. Il écrit :

« Un dimanche pourtant, — jour qu'ils consacrent au linge empesé et à l'ennui, — je m'étais mis au large dans mon lit, pour y rêver. Les fatigues de mes travaux se mêlaient l'une à l'autre, au travers de mon repos, avec une douceur musicale. Je me rappelai que j'avais oublié Dieu, et, par contraste, je me sentis avec force en état de grâce.

« Le travail corporel avait donc suffi à me fournir ce bonheur où tendait autrefois l'effort spirituel ; des illusions de la grâce je remontai vers les causes : nul de mes travaux qui ne fût le simulacre de ce que mon esprit avait voulu accomplir. La sagesse de la vie monastique, devenue à peu près la mienne, m'apparut tout à coup. Scier du bois assouvit, sans qu'il le sache, l'esprit qui s'était désolé de ne pouvoir pénétrer au cœur des choses. Remuer la terre rassure celui dont l'esprit s'efforçait dans le vide, et il se croit fécond. Copier la pensée d'autrui applique et calme notre pensée. Je vois même comment l'esprit imagine se dépouiller et avancer au

cours d'un pèlerinage, et pourquoi, lorsqu'il veut s'élever, il préfère les hauts lieux.

« Lorsqu'il sent le corps simuler ses opérations triomphantes, l'esprit se réjouit et croit lui-même triompher. »

Le mysticisme, d'ailleurs, sous sa forme sentimentale et religieuse, est encore un moyen d'échapper à l'emprise de la société. De retentissantes conversions prouvent la soif d'absolu qui dévore certaines âmes. Autour de M. Jacques Maritain, des écrivains se sont groupés : dans la lettre à Maritain de M. Jean Cocteau et dans la réponse à Cocteau, nous voyons religion, littérature et art, mysticisme et vie terrestre, cohabiter étrangement, se mêler, composer une sorte de symphonie où l'âme cherche sa réalisation la plus parfaite. M. Robert Honnert pousse un cri d'espérance chrétienne : c'est par là lui aussi qu'il s'évade. Car s'évader, ce n'est pas seulement quitter une prison, mais encore, si l'on veut, annihiler cette prison par le mépris de ses murailles, par l'indifférence.

Cependant l'intelligence de l'auteur, en dehors du sport, en dehors du mysticisme, a voulu faire par elle-même un effort pour se replonger dans une atmosphère d'air libre. Nous avons reconnu que le romancier chargeait ses personnages de réaliser ce qu'il ne pouvait pas réaliser lui-même ; dans ses personnages il revit, dégagé de tous liens, de toutes responsabilités et de toutes conventions. Et voici que surgit, comme un espoir dans la vallée encaissée où nous vivons, l'hypothèse peut-être invraisemblable dans le réel (mais que l'art réalise à sa façon) de l'acte gratuit. L'on se souvient du Lafcadio des *Caves du Vatican* qui précipite l'innocent Amédée Fleurissoire par la portière du compartiment de chemin de fer, pour rien ou du moins pour se prouver une de ses possibilités, pour renverser un des murs qui l'enserrent (1).

Même problème dans le *Prométhée mal enchaîné* : toute la littérature moderne aspire à « cet acte gratuit » libérateur. Dans le *Voyage d'Horace Pirouelle* de M. Philippe Soupault, revient sans cesse la même hallucinante supplication : « Un acte gratuit, s. v. p... »... « un petit acte gratuit, s. v. p. ». Sans doute il est rare de rencontrer une véritable croyance en la possibilité d'un acte gratuit, mais l'on en tente l'essai litté-

(1) *Les Caves du Vatican*, par André Gide (N. R. F.), p. 230.

rairement. C'est une gageure de l'esprit. Cette question est si grosse de conséquence que nous avions tenté pour les *Cahiers du Mois* d'ouvrir sur ce sujet une discussion qui aurait mis aux prises un philosophe catholique, M. Jacques Maritain, un métaphysicien, M. B. Groethuysen, un romancier déterministe, M. Jacques de Lacretelle, un psychologue analyste, M. Louis-Martin-Chauffier, et deux partisans de l'acte gratuit, chacun se plaçant sur un plan très différent, MM. Philippe Soupault et Marcel Arland. La discussion s'était amorcée d'une amusante façon, mais la suite l'a révélée pleine d'embûches et de difficultés, car chacun tentait de l'amener sur son terrain propre : et les philosophes et les littérateurs ne pouvaient poser le problème sous la même forme. Le numéro des *Cahiers du Mois* n'a donc jamais été réalisé. Une première rencontre des adversaires avait révélé le même scepticisme chez tous, et l'on s'était séparé uni par une commune négation. Mais un revirement se produisit ensuite et de longues lettres en témoignèrent où chacun, de son point de vue, définissait à sa façon l'acte gratuit. Pour M. Maritain, la grâce est le seul acte gratuit. M. Soupault s'en réserve la possibilité, mais accuse ses habitudes logiques de l'empêcher de le saisir. M. de Lacretelle imagine des petits « moi » bolides et indépendants, mais sans ajouter foi à leur intérêt littéraire. M. Marcel Arland se demande si l'acte gratuit volontaire ne serait pas l'acte moral par excellence.

Les hypothèses se multiplient, mais une seule chose importe et qui nous frappe : le désir de cet « acte gratuit » qui nous donnerait l'impression de liberté. Cela fait songer sans doute à ces souverains absolus qui coupent des têtes au hasard pour se prouver à eux-mêmes leur toute-puissance. L'auteur dans son œuvre réalise son rêve, quitte à retrouver plus tard toutes ses déceptions.

L'HUMOUR MODERNE

Plus nous approfondissons notre étude de la littérature moderne, plus il semble que nous finissions par découvrir en elle une extrême logique de sentiments. Dans toutes ses branches des analogies se révèlent. L'on a l'impression que toute la production livresque de ces dernières années, pourtant

si individuelle et si individualiste, est la manifestation d'une seule âme collective qui se cherche, se contredit parfois, comme il nous arrive à nous-mêmes, individus, mais sans manquer de rester toujours fidèle à son harmonie essentielle.

De même, en effet, que nous avions, dès le seuil de cette étude, constaté que notre époque était plus éloignée qu'aucune autre de ce que l'on a appelé « l'Art pour l'Art », nous pouvons dire que jamais peut-être l'on n'a été aussi étranger à l'idée d'un « Humour pour l'Humour ». Puisque l'on assigne à la littérature certaines fins qui la dépassent et qu'elle-même on la considère seulement comme un moyen, il est aisé de comprendre que l'écrivain ne se contentera pas de procurer à ses lecteurs des sentiments hilarants, pas plus qu'il ne se contente de chercher à leur procurer un sentiment d'admiration esthétique. Il y a bien aujourd'hui quelques auteurs uniquement comiques, mais qui s'indignent d'être un peu traités en parias et ne comprennent pas l'ostracisme dont ils sont l'objet. L'on a tort cependant de les mépriser. Il ne s'agit pas de considérer le rire comme inférieur aux larmes ou à quoi que ce soit. Alphonse Allais, lui, ne se froissait pas de la lettre qu'il recevait un jour de deux jeunes midinettes : « Chaque matin, écrivaient-elles, quand on ouvre le journal, tout de suite on regarde s'il y a une « vie drôle », et quand il y en a une, ce n'est qu'un cri : quelle histoire à dormir debout va-t-il encore nous raconter aujourd'hui, cet imbécile-là? Rassurez-vous, ajoutaient-elles, le mot imbécile est pris ici en bonne part, un peu comme les petites mamans appellent leurs bébés des horreurs. »

Il y a peut-être entre les humoristes contemporains (les Cami, les La Fouchardière etc.), et les écrivains de notre jeune littérature un lien caché, beaucoup plus puissant que ne le croiraient les uns et les autres. Il y a certainement un esprit de l'époque dont on peut, dans tous les domaines, retrouver les traces chez ceux mêmes qui veulent l'ignorer ou s'insurgent le plus contre lui : mais puisque nous avons entrepris de parler de « l'humour moderne » et que nous avons expliqué plus haut ce que nous voulions exprimer par le mot « moderne », c'est dans la littérature à laquelle on attribue communément ce même qualificatif que nous chercherons les modifications que notre époque a pu apporter à

l'essence et à la forme du comique, et la place qu'elle a voulu lui assigner.

Rien n'est plus difficile, pourtant, que d'expliquer ce qui fait rire. Il y a plusieurs sortes d'humour qui sont autant de langages différents. Que de fois nous raconte-t-on des histoires, soi-disant irrésistibles, qui visiblement épanouissent la rate de ceux qui les racontent et dans lesquelles nous ne découvrons absolument rien qui soit capable de nous égayer! J'ai vu des accès d'hilarité naître d'un crayon tombé à terre, etc. Et j'ai entendu d'autre part, à la Sorbonne, un cours où certain professeur trop consciencieux s'essayait à montrer la drôlerie d'une lettre de Voiture, et ne parvenait qu'à la dissiper entièrement. Cela fait songer à certaine anecdote racontée par M. Jean Cocteau : « Dieu montrait à ses élus l'utilité de toutes les choses qu'il avait créées dans l'univers : les animaux les plus infimes et les plus vils avaient leur rôle, la puce, la punaise même. Tout était à sa place exacte et ne pouvait être ailleurs. Mais comme quelqu'un objectait : « Et les accidents de chemins de fer, Seigneur... Comment expliquez-vous les accidents de chemins de fer?... » Dieu, très ennuyé, répondit : « Ça ne s'explique pas... ça se sent. » Il en est ainsi de l'humour en général, et en particulier de l'humour moderne. Or, il est plus difficile de faire sentir ce que l'on éprouve à d'autres qui ne l'éprouvent pas, que de faire comprendre ce que l'on comprend. Nous voudrions tenter pourtant de faire l'un et l'autre, ici même.

Il y a deux grandes tendances dans la littérature contemporaine, l'une logique, représentée surtout par les romanciers psychologues, l'autre illogique volontairement, et représentée plutôt par les poètes (que ceux-ci, d'ailleurs, écrivent en prose ou en vers). A ces deux tendances s'apparentent deux formes de comique très différentes : dans le premier cas, le comique est moins brutal ; il s'appellerait ironie plutôt qu'humour. Le romancier connaît ses personnages mieux qu'ils ne se connaissent eux-mêmes et, par conséquent, découvre les dessous de leurs actes ou de leurs paroles, leurs petitesses, les contradictions de leurs attitudes. Proust excelle dans cet art : intrigues savantes qui mettent en jeu des forces disproportionnées avec la petitesse du but poursuivi. Nous songeons au salon des Verdurin, à la comédie subtile des amours-propres, des vanités, des rivalités mondaines.

Rien de plus délicieux que la longue scène où une amabilité maladroite de M. de Porcheville éveille la jalousie des Verdurin à l'égard des hautes relations de Swann. « On me paierait bien cher que je ne laisserais pas entrer ça chez moi, conclut Mme Verdurin en regardant Swann d'un air impérieux. » Et Swann s'enfonce dans la maladresse, et au lieu de répondre : « Dame, c'est une duchesse, il y a des gens que ça impressionne encore » (ce qui, dit Proust, eût permis au moins à Mme Verdurin de lui répondre : « Grand bien leur fasse ») il prend la défense de « ces ennuyeux » au scandale général. Une rapide esquisse de l'attitude de chacun achève le tableau. M. Verdurin, « continuant à jeter sur sa femme des regards furtifs, voyait avec tristesse et comprenait trop bien, qu'elle éprouvait la colère du grand inquisiteur qui n'arrive pas à extirper l'hérésie »; le docteur, lui, intervient finement lorsqu'Odette s'est écriée : « Quelle blague ! » pour demander : « Blague à tabac ? » Tous les traits se combinent pour reproduire fidèlement la réalité, et l'ironie paraît découler presque naturellement de cette réalité et du jeu même des personnages, plutôt que d'une volonté arrêtée de l'auteur. Il y a un humour qui découle de lui-même de l'analyse intérieure, parce que le contenu de nos esprits est presque toujours quelque chose de bien déconcertant. Il y a, dans les moments les plus graves de l'existence, place pour des préoccupations minimes qui forment contraste avec les autres et par là font au moins sourire le spectateur averti. Il y a tant de choses dans un homme, tant de plans différents dans une conscience, que l'on ne peut manquer de découvrir, par un simple examen psychologique, des farces, parfois très burlesques, dont nous sommes le théâtre, le plus souvent sans nous en douter.

L'on connaît l'histoire du monsieur qui, sincèrement affecté du deuil d'un de ses amis, va voir celui-ci et lui serre la main avec componction en répétant : « désolé, désolé » ; mais comme l'étreinte chaleureuse des mains se poursuit, il finit, en secouant toujours la main de l'affligé, par scander de la même façon ses condoléances et par chantonner distraitement le même : « désolé, désolé » sur un air, cette fois, de café concert. Ici, la drôlerie s'est manifestée au dehors; mais que d'amusantes contradictions du même genre peut déceler au-dedans de nous-mêmes l'observateur au regard attentif !

Or, nous avons plus d'une fois relevé dans le roman moderne une tendance à étendre le champ de la curiosité soit du côté de l'exceptionnel, soit au contraire du côté de la vie la plus quotidienne et des personnages les plus médiocres. Par le choix nouveau de ses sujets, la littérature psychologique a par conséquent l'occasion de devenir assez humoristique. Lorsqu'un romancier étudie le développement de tel sentiment, d'une grande passion, par exemple (amour ou haine), dans certaines circonstances déterminées, il est obligé d'élaguer tout ce qui retarderait le développement de son œuvre : *la Princesse de Clèves*, par exemple, ne contient pas la plus petite parcelle d'humour. Mais aujourd'hui existe bien davantage le désir de donner une impression fidèle et globale de la vie, sans en négliger aucun élément. Les romantiques avaient déjà, sous le signe de Shakspeare, réappris au public à goûter la combinaison du burlesque et du tragique. Pour accomplir cette révolution, il était bon de prendre des extrêmes violemment opposés. Mais aujourdhui le mélange est devenu plus subtil, plus « vrai » également, plus intime. Humour, ironie, inquiétude, tristesse s'entrepénètrent. De tous temps, l'on a noté que les auteurs comiques avaient souvent des natures profondément tristes, mais il était bien rare que leurs œuvres permissent de le deviner. Aujourd'hui les livres les plus désespérés ont parfois des pages pleines de cocasseries. Car l'on ne voit pas d'incompatibilité entre les sentiments. Il n'y a plus ce souci de rigoureuse unité grâce auquel on distinguait si aisément les genres autrefois. En se rapprochant de la réalité et de la vie, la littérature moderne, plutôt austère par nature, a ouvert à l'humour une porte neuve, et cela d'une manière assez inattendue, car la cause en est l'austérité même de ses ambitions.

« Faire remarquer à Angèle combien j'ai la plaisanterie sérieuse », marque sur son almanach *celui qui écrit Paludes*. *Paludes* est un petit opuscule de M. André Gide, mais c'est aussi l'histoire d'un homme qui écrit un livre auquel il compte donner le titre de *Paludes*. Il faut donc distinguer André Gide de *celui qui écrit Paludes*. « Faire remarquer à Angèle combien j'ai la plaisanterie sérieuse », inscrit ce dernier personnage ; et réparties sur les différents jours de la semaine, d'autres obligations du même ordre prennent place, telles que : « penser

à l'individualité de Richard, — espérer que je pourrai finir Darwin, — bouleverser Hubert (important). » Le livre est, tout entier, un chef-d'œuvre d'humour, mais où l'humour n'est que le vêtement d'une pensée.

Pourtant, qu'est-ce que *Paludes*? C'est une question qui revient plus d'une fois au cours même du livre et reçoit chaque fois une réponse différente : un homme, celui qui parle à la première personne, a conçu une œuvre qui l'emplit d'enthousiasme : l'histoire du Tityre de Virgile, de ce berger qui est satisfait de son sort, lequel, pourtant n'a rien d'enviable : il ne possède, en effet, qu'un champ plein de pierres et de marécages. C'est d'abord, et surtout, la satire de la quiétude, de l'incuriosité, de l'absence de désirs et d'aspirations. Si tel est le sujet du *Paludes* dont il est question, le *Paludes* de M. André Gide est bien plus complexe encore. Nous y voyons à côté de tout le reste les réactions de l'auteur au contact de ceux qui l'entourent, auxquels il raconte son œuvre et qui jamais ne la comprennent deux fois de la même façon, prenant toujours le symbole explicatif pour l'idée principale. Nous y voyons aussi le travail enregistreur de l'écrivain qui note « bon pour *Paludes* » lorsqu'il fait à tout autre propos une remarque ingénieuse. Nous y voyons tant et tant de choses que le sujet du *Paludes* d'André Gide est à peu près impossible à définir, c'est-à-dire à limiter. De tous ces chocs, entre l'auteur et le public, et entre l'auteur et la vie, naissent des oppositions, des malentendus, d'où résulte un comique d'une particulière saveur.

Mais il s'y trouve un élément qui paraît difficile à saisir; dans la façon très simple de raconter certaines choses très simples, apparaît une drôlerie discrète, indéfinissable et que nous retrouverons souvent au cours de livres plus récents : ainsi le récit du très méritant Richard auquel son ami demande des nouvelles de sa femme. Et tel récit de chasse par Hubert. On se demande presque ce qui nous fait sourire. Ce sont des phrases que nous entendons chaque jour, qui ne devraient nous frapper en aucune manière, mais qui justement nous frappent par la façon dont M. Gide les détache, et justement parce qu'elles sont banales et quotidiennes.

Dans une époque aussi assoiffée que la nôtre de nouveauté et où le dégoût du cliché est à la base de la littérature, cette

forme d'humour devait se développer. Certain jeune écrivain s'amuse à faire enregistrer par des disques de phonographe toutes les phrases les plus communes et quelconques... Il y a la conversation du monsieur qui vient retenir sa chambre dans un hôtel : « Bonjour, madame. — Bonjour monsieur, que désirez-vous? — Je voudrais une petite chambre avec une toilette à eau courante. — Nous n'en avons qu'une assez grande au deuxième étage, mais nous pourrions faire un arrangement pour le prix. » La conversation se poursuit sans autre fait saillant, semblable aux dialogues des manuels de conversation à l'étranger; mais combien nous amuse cette image trop fidèle d'une réalité trop quelconque qui est la nôtre et dont personne, quel que soit son dégoût, ne pourra jamais se libérer tout à fait. Pourtant il y a des cas où le banal poussé jusqu'à l'extrême atteint un certain degré de poésie : M. Max Jacob, mieux qu'un autre, a su l'exprimer. Il y a par exemple la lettre de la bonne à son ex-patronne ou celle de la mère à son fils dans le *Nouveau cabinet noir*.

Mais il faut citer surtout un poème où l'évocation de toutes les banalités est pimentée d'imprévu et de fantaisie. C'est encore de M. Max Jacob et il me semble que pas un mot ne peut en être supprimé ou même changé de place :

QU'ON SE LE DISE

Monsieur Vron,
Monsieur Pickle,
Monsieur Rididi du Radada,
Monsieur et Madame Poufle,
Monsieur et Madame Lèsemajesté et leurs enfants,
Monsieur Brègedent,
Madame Bègle,
Madame Farabeuf et ses neveux,
Monsieur Lanjuinais,
Monsieur Piédeporc,
Madame Coron,
Monsieur et Madame Léonard de Vinci et leurs enfants,
Monsieur Coucicouci, membre de l'Interprétation nationale,
Madame Lefèvre, directrice,
Madame Membre, membre,

Madame Arthur Membre, membre,
Monsieur et Madame Eugène Membre, membres,
Monsieur Petitfixe, membre,
Monsieur Grandœil, directeur de la Direction générale,
Monsieur Toutalègue, directeur général;
Madame Longanimité, ainsi que leurs père, mère, fils, fille, neveux, oncles, tantes, belles-mères et beaux-fils, et toute la famille, ont l'honneur de vous faire part qu'ils sont décorés de l'Ordre du Petit Bâton Transversal en ivoire de Chine.

Mais ici nous approchons de la cocasserie, forme d'humour apparentée à la tendance illogique de la littérature moderne. « Cocasse » est tout ce qui amuse en surprenant. Ce qui dans le poème de M. Max Jacob donne cette impression, c'est le rapprochement de tous ces noms, assemblés comme pour une lettre de faire-part d'enterrement, et dont on apprend soudain l'invraisemblable décoration collective. L'on imagine cette distinction exotique et fantaisiste tombant tout à coup sur toute une famille, et les modifications intérieures des membres de cette famille si bien groupée qu'il semble qu'on ne puisse l'imaginer en proie à l'imprévu, aux voyages, à l'héroïsme. Et pourtant ils sont décorés de l'Ordre du « Petit Bâton transversal en ivoire de Chine »!

Parfois, le cocasse reste englobé dans un récit fantaisiste mais d'apparence logique. C'est le cas des « copains » de M. Jules Romains où un groupe d'amis, aux cerveaux embrumés par les libations trop généreuses, décident d'ouvrir les hostilités contre les villes d'Ambert et d'Issoire dont l'aspect sur une carte géographique tirée du grenier leur a paru semblable à un œil au regard déplaisant. Le sujet n'est qu'un prétexte à un enchaînement de mystifications burlesques, entremêlées de réflexions philosophiques et de paradoxes. Le tout forme un très savoureux mélange; aucun des éléments n'en est peut-être essentiellement nouveau, mais c'est plutôt la façon de les assembler qui paraît neuve. Cependant ce qui est le plus particulièrement moderne dans ce livre, c'est l'atmosphère de liberté où se meuvent lesdits copains; il semble que ni conventions, ni respect humain n'appesantissent leurs gestes; en un certain sens, ce sont de purs esprits qui agissent gratuitement, modelant les circonstances à leur gré, sans arrière-pensée, sans

prévoyance. Peut-être est-ce encore notre désir profond de la liberté par rapport à la machine sociale qui s'exprime ici. Les copains mystifient les villes ennemies, l'un en se faisant passer pour ministre de la Guerre et se présentant à la porte d'une caserne pour ordonner des grandes manœuvres nocturnes qui réveillent en sursaut tous les habitants de la petite cité... Un autre fait le prédicateur et bouleverse de ses sermons, pour le moins inattendus, tout son auditoire de pieux fidèles. Pendant quelques jours, ce petit groupe de farceurs est vraiment maître des deux cités, maître aussi du monde, car rien n'arrête ni ne ralentit l'expansion incohérente de leur pensée.

Mais, — et cela surtout dans des ouvrages plus récents, — nous trouvons souvent une cocasserie plus accentuée. Nous avons déjà vu, à propos du fantastique, que le goût des chocs d'images, dont le rapprochement stupéfie, des chocs de sentiments et d'idées qui ne semblent pas faits pour se rencontrer, est un goût profondément moderne. Ainsi M. André Beucler confectionne un album où il confronte des tickets de métro, des reproductions de tableaux ou d'affiches, des gros titres de journaux, le tout de la façon la plus proche du hasard, la plus mystérieuse par conséquent. C'est, nous l'avons dit, un élément du fantastique moderne, mais ces oppositions ne peuvent manquer en même temps de produire un effet étrangement humoristique. Et l'on entrevoit la possibilité d'une cocasserie beaucoup moins liée à la logique de la vie comme dans *la Fin du monde, filmée par l'ange N. D.* de M. Blaise Cendrars ou dans tels livres comme ceux de M. Ribemont-Dessaignes, où l'humour, cette fois, passe au second plan et n'est à vrai dire qu'un autre aspect du fantastique. *Céleste Ugolin* donne une impression d'ensemble très inquiète, très âpre; le détail est au contraire bourré de l'humour le plus extraordinaire. Il faut lire ce genre de volumes comme l'on entend un morceau de musique : le détailler donnerait une fausse idée de l'impression générale, impression, ici encore, de liberté déchaînée, d'évasion en dehors de la raison.

Tout cela décèle un humour qui n'est drôle que si l'on isole les passages qui le contiennent. C'est que le livre est entièrement placé sous une lumière spéciale, lumière de rêve. Ainsi dans un rêve, des événements effroyables peuvent revêtir un

aspect insignifiant ou comique : l'on coupe par exemple la tête à quelqu'un qui vous est cher, ou à vous-même, et vous vous surprenez à dire : « Ça ne fait rien, on lui en remettra une autre plus ronde ou plus allongée. » Au contraire, un détail insignifiant vous torture. Ce qui sépare le rêve de la réalité, entre autres choses, c'est que la manière de juger n'y est plus la même. L'on découvre dans un rêve une idée sensationnelle, une plaisanterie irrésistible et si, réveillé un instant, on peut noter l'une ou l'autre, l'on ne retrouve parfois, le lendemain matin, que des mots sans suite, ni drôlerie, ni originalité. Le mérite d'un livre comme *Céleste Ugolin*, c'est de vous maintenir dans l'état d'esprit du rêveur et de vous pourvoir de ses facultés exceptionnelles ; mais il arrive ici que l'humour ne donne pas une impression de comique : tout le livre déconcerte. Mais, une fois admises ces nouvelles lois de la pensée, le détail ne paraît plus déconcertant : vous êtes transporté dans un monde à part ; vous n'avez plus d'esprit critique ni d'ironie.

Il y a de même un grand nombre de poèmes modernes dont l'étrangeté scandalise les non-initiés. « Est-ce qu'on veut faire passer ça vraiment pour de la poésie? Est-ce qu'on ne se moque pas de nous? » C'est qu'humour et poésie se combinent volontiers, et qu'une certaine impression de mystère, et d'étrangeté souvent, est à l'origine de l'un et de l'autre. M. Léon-Paul Fargue nous en fournit d'excellents et nombreux exemples.

De l'humour, de l'esprit, de la drôlerie, sans doute il sera toujours possible d'en trouver un peu partout et de toutes sortes. Mais ce qu'il est curieux de constater, c'est la façon indirecte que ceux-ci ont de se glisser dans les œuvres littéraires d'aujourd'hui. A l'heure actuelle, on ne peut pas dire que l'humour soit une façon de regarder l'univers, une attitude en face de la vie. Nous ne connaissons plus guère le scepticisme souriant d'un Anatole France, par exemple : non que nous ayons acquis un plus grand nombre de certitudes que celui-ci, mais nous ne sommes plus capables désormais de cette indifférence « élégante » et « jolie » qui nous déplaît plus que tout le reste. Tourner agréablement une toute petite idée pour en faire un trait d'esprit est un art sans intérêt aux yeux des écrivains de notre génération. L'humour est un accompagne-

ment que nous admettons, mais sans le rechercher. Toute la campagne déclenchée contre Anatole France, dès sa mort, était beaucoup plus une campagne déclenchée contre une sensibilité et une forme d'intelligence périmée que contre un écrivain. L'humour moderne peut être fin à la manière de Proust, mais volontiers il est violent, grossier même quelquefois et le plus souvent mêlé d'angoisse. Jamais ou presque jamais, il ne dénote une véritable indifférence; et, pour tout dire, il manque presque toujours de gaîté.

L'on comprend qu'il y ait une certaine peine à faire admettre à certains qu'humour et rire ne sont plus synonymes. Toutes les transformations que l'on peut faire subir à des trouvailles comiques, l'aspect nouveau et troublant que l'on peut leur donner, l'utilisation que l'on peut en faire pour traduire des sentiments ou des idées qui n'ont rien de comique, voilà peut-être encore l'une des caractéristiques de notre époque.

Mais sous tout cela, ce qui apparaît de plus en plus, c'est une sorte d'inquiétude... ou de désespoir!

André Berge.

(A suivre.)

A LA
CONFÉRENCE DE LA HAYE

CHOSES VUES ET ENTENDUES

Deuxième article (1)

Mercredi 21 août.

Les Six se sont réunis cet après-midi à cinq heures. Les Six, ce sont, outre les Quatre qui tiennent pour l'intégrité du plan Young, l'Angleterre qui n'en veut pas et l'Allemagne qui demande à savoir où l'on en est. Hélas ! on n'en est pas où les Allemands souhaiteraient qu'on en fût. Entre créanciers, le désaccord subsiste ; en vue de le réduire, les Quatre ont fait des avances généreuses à M. Snowden : mais M. Snowden, lui, n'a pas bougé.

La presse est morose. Affalée sur les bancs qu'une dame compatissante a fait placer le long du mur, dans la cour intérieure du *Binnenhof*, elle attend, sans espoir, en bâillant, l'heure de la délivrance. On pourrait se croire dans un lycée, ou dans une caserne. Pour secouer cette mélancolie, un photographe, spécialiste de clichés en couleurs, nous invite à poser devant son appareil. Tous les journalistes de la Conférence, docilement, viennent se grouper sur les marches de l'escalier qui monte à la Salle des Chevaliers. Mais ils font des mines si longues que l'artiste renonce à fixer un aussi lugubre docu-

(1) Voir la *Revue* du 1er septembre.

ment. « On part samedi ! » s'écrie un loustic. Tous les visages s'illuminent, et le photographe opère.

L'instant d'après, M. Adatci sort de la première Chambre, se dirigeant vers sa voiture. On l'entoure, on l'interroge. « Tout va très bien, répond froidement l'ambassadeur japonais; nous reprenons la discussion demain matin à dix heures et demie. »

Jeudi 22.

Vers midi, le secrétariat général de la Conférence nous distribue ce communiqué remarquable : « Les délégués des six Puissances invitantes se sont réunis ce matin à 10 h. 30, en vue de continuer l'examen des travaux de la Conférence, et ont *décidé* (souligné dans le texte) à l'unanimité de reprendre immédiatement les conversations privées et de les pousser sans interruption, avec l'intention ferme d'arriver à des conclusions qu'ils communiqueront à une nouvelle réunion de ces délégués, qui aura lieu demain après-midi. »

Transmettons pieusement aux âges futurs ce témoignage officiel d'une énergie fatiguée.

Vendredi 23.

Au grand hôtel de Scheveningue, où M. Snowden a pris ses quartiers, les pèlerins se succèdent, chacun apportant son offrande. Hier soir, c'était M. Franqui; ce matin, c'est M. Jaspar; puis viennent les Allemands, ensuite M. Pirelli. Le Chancelier d'acier se laissera-t-il fléchir ? Si encore il disait ce qu'il veut ! Mais non. Cet homme intraitable ressemble fort à un enfant têtu : « Je ne veux pas, et voilà tout ! » Pourquoi ses partenaires ne l'ont-ils pas invité à formuler des propositions positives, au lieu de s'exposer eux-mêmes, après s'être bien creusé la tête, à l'entendre repousser les leurs d'un mot dédaigneux : « *Inadequate* » ? Devant le *magister* à lunettes et à férule qu'est M. Snowden, les délégués des quatre Puissances font à peu près figure de mauvais écoliers, qu'on oblige à recommencer deux et trois fois leur devoir...

A une heure, contrairement à l'usage, pas de « rapport » à l'hôtel des Indes. « Ça continue », nous disent simplement MM. Briand et Chéron, qui, d'ailleurs, ne paraissent découragés ni l'un, ni l'autre. Nous n'osons par leur demander si « ça » continuera encore longtemps.

Cinq minutes d'entretien avec M. Breitscheid, arrivé hier de Berlin. Le député social-démocrate est très sombre : que va-t-il se passer en Allemagne, si les délégués du Reich rentrent les mains vides? Déjà les communistes ont amorcé leur campagne. Quant à M. Hugenberg et aux grands industriels avec qui il fait son jeu, ils attendent, pleins d'espoir, la crise bienfaisante qui acculera les petits à cette alternative : faire faillite et disparaître, ou bien se laisser absorber par les gros. « Si nous n'obtenons ni le plan Young, ni l'évacuation de la Rhénanie, conclut M. Breitscheid, gare la casse au mois d'octobre ! »

Samedi 24.

L'évaluation en chiffres des offres faites par les Quatre à l'Angleterre n'a servi de rien. M. Snowden a contesté les chiffres qui ne concordent point avec ceux de ses experts. Il veut bien nous accorder encore trois jours pour réfléchir; après quoi, si on ne lui a pas donné entière satisfaction, il quittera La Haye et la Conférence. Que de tels procédés sont déplaisants !

Cependant les deux Commissions ont siégé. A la commission politique, on a fait quelque progrès dans l'examen des nombreux problèmes que soulève l'évacuation des territoires rhénans. De leur côté, les financiers se sont à peu près mis d'accord sur le nouveau régime des livraisons en nature, l'un des trois chapitres du plan Young dont M. Snowden a demandé la revision. « Si l'on m'apporte sur ce point un amendement raisonnable, aurait dit le chancelier de l'Échiquier, je pourrai me montrer plus conciliant sur les deux autres. » Les experts des Quatre vont encore s'escrimer. Quant aux délégués, ils ne se réuniront pas en séance plénière avant mardi; mais les Quatre auront d'ici là deux séances de travail par jour.

Dimanche 25.

M. Briand devait partir aujourd'hui pour Paris, et M. Henderson pour Londres, afin d'assister au Conseil des ministres. Mais tous les deux se sont ravisés, craignant que leur départ ne prête à des commentaires pessimistes, touchant les chances de succès de la Conférence. Les experts ont passé une partie de la nuit à établir le texte des nouvelles propositions; on pense

qu'il sera fixé demain. Comme les Anglais ont discuté le taux d'intérêt et la valeur actuelle des capitaux offerts, on va, cette fois-ci, leur proposer des annuités. L'Italie, particulièrement accusée d'égoïsme, consentira, dit-on, à quelques sacrifices.

Ce dimanche d'attente vide serait aussi lugubre pour moi que pour M. Snowden, si le savant historien de Rembrandt, M. Hofstede de Groot, ne m'avait permis de feuilleter avec lui les albums où il a réuni quelque deux cents dessins du maître hollandais. Je sors de chez lui les yeux émerveillés, le cerveau rafraîchi; et, pour ne point gâter trop tôt cette belle impression, au lieu de retourner à l'hôtel des Indes, j'irai voir tomber l'ombre du soir sur les tranquilles étangs de Marlot.

Lundi 26.

La nouvelle note des Quatre, qu'on a fini de rédiger à deux heures ce matin, a été remise vers neuf heures entre les mains de M. Snowden. Elle avait coûté à nos experts trois jours d'un travail acharné. Mais le ministre anglais n'a pas jugé qu'elle méritât de sa part plus de trois heures de réflexion. Dès le début de l'après-midi, les délégations intéressées recevaient sa réponse : toujours la même. Avant le dîner, le Chancelier réunissait les journalistes britanniques et leur déclarait que les nouvelles propositions faites à l'Angleterre étaient « vraiment incroyables ». Il voulait bien ajouter pourtant qu'il n'était pas pressé, et qu'il attendrait à La Haye tout le temps nécessaire. Est-ce que nous allons attendre, nous aussi? Les mêmes mots sortent de toutes les bouches; ou plutôt, les mots diffèrent, plus ou moins imagés, plus ou moins énergiques, mais ils veulent tous dire : « Allons-nous en ! »

Mardi 27.

A midi, M. Loucheur nous donne lecture de la lettre que M. Briand vient d'adresser au président de la Conférence. La situation paraissant désormais sans issue, le chef de la délégation française demande que les six Puissances invitantes soient convoquées d'urgence pour cet après-midi, six heures. De leur côté, les Italiens ont saisi M. Jaspar d'une proposition analogue, le priant de fixer la séance à cinq heures. Enfin M. Snowden, encore plus pressé que les autres, a fait savoir au président qu'une réunion lui semblait désirable, et qu'il la souhaiterait

à trois heures et demie. M. Jaspar, en président impartial, adopte une solution moyenne et convoque les six pour cinq heures.

Est-ce la fin de la conférence ? On le dit tout haut, mais on songe tout bas qu'entre midi et cinq heures, il y a temps pour bien des essais de raccommodage. M. Adatci, qui depuis quelques jours ne connaît plus de répit, multipliant les démarches, prêchant des deux côtés la patience et la conciliation, n'a peut-être pas dit son dernier mot. M. Jaspar n'a pas encore épuisé toutes les ressources de sa prudente diplomatie. Enfin l'échec de la Conférence et l'abandon du plan Young jetteraient gouvernements et peuples dans un tel désarroi, qu'on hésite à penser que, pour une différence de quelques millions de marks, les représentants de six grandes Puissances osent déclarer tout accord impossible. Les dernières propositions, qualifiées d'incroyables par M. Snowden, lui assuraient environ 60 pour 100 de sa demande. Le chancelier de l'Échiquier ne peut tout de même pas espérer qu'on lui offrira 100 pour 100.

Encore une fois, les voitures ont tourné dans la cour du *Binnenhof* ; encore une fois, les journalistes ont repris leur faction monotone devant la maison où il se passe quelque chose. Chaque heure qui s'écoule rend une rupture plus improbable, et déjà l'on ne parie plus que sur le pourcentage qu'atteindra l'offre suprême.

Vers sept heures et demie, un cortège pittoresque traverse la cour : des huissiers, tranformés en maîtres d'hôtel, apportent aux délégués, — comme à des cardinaux en conclave, — victuailles et boissons de choix. Si la Conférence dîne, c'est qu'elle dure, c'est même peut-être qu'elle a l'intention de durer longtemps. Les Allemands, qui sortent de la première Chambre, où on les rappellera plus tard, n'hésitent pas à regagner, en attendant, leur hôtel à Scheveningue. Quant aux journalistes, les uns restent stoïquement à leur poste, les autres, — dont je suis, — vont reprendre des forces dans quelque restaurant voisin.

Au retour, nous trouvons au *Binnenhof* une figure que nous ne lui avions encore jamais vue. Au sobre éclairage des lanternes, qui fait si bien valoir les belles proportions du cloître et de la cour, s'ajoute l'illumination intérieure, qui resplendit à travers les vitres des fenêtres; enfin, au milieu du

large carré que forment les bancs, si opportunément réservés à la presse, des flammes rouges montent, entre des volutes de fumée. « On brûle le plan Young! » s'écrie avec horreur un journaliste français. Présage sinistre. Mais non, ce feu vengeur ne consume que les journaux, nos tyrans, qui dès demain, hélas! renaîtront de leurs cendres. Cependant deux agents de police surveillent attentivement l'incendie; le foyer meurt de sa belle mort sous leur regard indulgent.

Aux professionnels, que retient ici leur devoir, les curieux se sont mêlés : gentlemen en *smoking*, femmes du monde, ou peut-être dactylos élégantes en toilette du soir. Il ne manquait plus qu'un *jazz*... et le voici. A la porte de la première Chambre, un confrère vient d'installer un appareil portatif de T. S. F., et le concert commence, si l'on peut dire...

Mais là-haut, que se passe-t-il? On raconte qu'à peine restaurés, les délégués se sont remis au travail, qu'ils se sont d'abord répartis par groupes, chaque Puissance ayant l'air de bouder dans son coin; qu'ensuite quelques messagers, faisant la navette, ont rétabli le contact; qu'enfin M. Snowden, assis derrière son comptoir, additionne fiévreusement les offrandes qui désormais se succèdent sans interruption. Voilà, du moins, ce qu'on raconte...

Quelqu'un sort : un expert. L'accord est-il fait? — S'il n'est pas fait, du moins on y travaille, et la séance ne sera pas levée qu'on ait abouti : « Vous verrez, dit un Français, qu'ils vont nous bâcler l'accord comme on bâcle un budget le 31 décembre. Arrêtez donc l'horloge du *Binnenhof* à minuit moins cinq! » Quelques étrangers demandent une explication; on la leur donne, au risque de jeter une lumière fâcheuse sur les méthodes législatives en usage au Palais-Bourbon.

Cela n'empêche point l'horloge du *Binnenhof* de sonner minuit; nous les entendons même sonner au clocher de Westminster, dont la T. S. F. fait retentir jusqu'à nos oreilles le légendaire carillon. Dix minutes après, sans qu'on sache pourquoi, course éperdue des journalistes vers la salle des téléphones : par quelle fenêtre a-t-on fait signe aux confrères allemands que l'accord était conclu?

Mais quel accord? on voudrait savoir. Nouvelle attente, encore plus fiévreuse. Enfin à une heure et demie du matin, la séance est levée. L'attaché de presse britannique arrive au pas

de course et dicte aussitôt le communiqué à ses compatriotes. 80 pour 100 : tel est le taux qu'à l'en croire aurait obtenu M. Snowden. On réunit les journalistes français au premier étage, dans un couloir, et on leur annonce : 75 pour 100, pas un sou de plus! Il est trop tard pour critiquer ces évaluations contradictoires. Au surplus, les chiffres ne disent-ils point ce qu'on veut leur faire dire?

Mercredi 28.

M. Tirard, président de la Commission rhénane interalliée, et le général Guillaumat, commandant l'armée d'occupation, sont venus conférer avec M. Briand sur les modalités de l'évacuation, qui doit suivre de près la mise en vigueur du plan Young. J'ai demandé à M. Tirard, à qui onze années de fonction ont assuré une compétence unique et unanimement reconnue, de bien vouloir nous exposer son point de vue, tant sur l'occupation qui va prendre fin, que sur les conséquences qu'elle a produites ou qu'elle pourrait produire dans un avenir prochain.

— Pour apprécier la situation en Rhénanie et ses répercussions au regard de la population rhénane, m'a répondu le président, il ne faut pas oublier que notre occupation se distingue nettement des occupations antérieures dont l'histoire nous offre l'exemple. Le traité de Versailles a fait de l'occupation rhénane le gage général de l'exécution des accords qui ont mis fin à la guerre. Je n'ai pas besoin de vous rappeler par quelles vicissitudes ont passé, durant ces dix ans, les relations de la France et des Puissances alliées avec l'Allemagne. Nulle part, la répercussion n'en a été plus sensible, plus aiguë que sur le Rhin. A deux reprises, les Puissances occupantes, — en 1921, la France, la Belgique et l'Angleterre; en 1923, la France et la Belgique, — ont donné mandat aux autorités d'occupation de dépasser leurs attributions proprement militaires, pour assurer l'exploitation économique et financière des pays occupés.

« Permettez-moi de dire que, même dans les circonstances les plus difficiles, ces autorités ne se sont jamais départies de la règle qu'elles s'étaient imposée dès le début, et qui consistait à alléger dans toute la mesure possible pour les populations rhénanes les charges inhérentes à toute occupation. Nous avons réussi à maintenir l'ordre dans les territoires occupés, et même

à les protéger contre les désordres révolutionnaires d'extrême-droite et d'extrême-gauche qui, à diverses reprises, ont éclaté en Allemagne, et cela, sans jamais recourir à des mesures militaires d'exception. Notre tâche nous fut d'ailleurs facilitée par le bon sens et la haute culture politique qui distinguent la population rhénane. J'ajoute que nous n'avons jamais cessé d'entretenir avec les autorités allemandes, particulièrement avec le baron Langwerth von Simmern, des relations correctes et courtoises.

Je demande :

— La population rhénane réclame-t-elle, attend-elle l'évacuation comme une délivrance? Car une certaine presse allemande se fait chaque jour l'écho, plus ou moins fidèle, de ses plaintes et de ses impatiences.

— Quand il s'agit de la Rhénanie, réplique M. Tirard, il faut toujours distinguer entre les allégations de la presse et la réalité des faits. Dans une intention connue, et même avouée, de propagande politique, quelques journaux allemands n'ont cessé de représenter notre occupation sous des couleurs dont ils connaissent eux-mêmes l'outrance et la fausseté, inventant de toutes pièces des incidents scandaleux, et passant sous silence des faits qui eussent contredit leur thèse, comme par exemple ces actes de dévouement mutuel, qui ont attesté si clairement la sympathie de la population pour nos soldats, celle de nos soldats pour la population. Ces actes furent d'ailleurs récompensés avec éclat, tant par les autorités interalliées que par les autorités allemandes.

« Est-ce à dire que les Rhénans ne désirent pas l'évacuation? Certes, non. Il est très naturel qu'ils la désirent, et nous trouvons leur patriotisme infiniment respectable. Mais, ce que je tiens à marquer, c'est qu'il n'entre dans ce sentiment aucune haine, aucune hostilité contre nous. La France peut être fière de l'attitude qu'ont gardée sur le Rhin ses fonctionnaires et ses soldats, comme de l'œuvre qu'ils y ont accomplie. Il est regrettable que notre politique de rapprochement ait été souvent méconnue, parfois même combattue. On pouvait attendre d'excellents résultats des cours de français organisés par nous dans toutes les places de garnison, et qui furent supprimées si mal à propos, sur la demande du gouvernement allemand.

« Ce n'est pas une vaine politique de prestige, que nous avons faite sur le Rhin, c'est une politique d'avenir. Nous avons vu dans les jeunes soldats de l'armée du Rhin, originaires de tous les départements français, les électeurs de demain; et, dans la population rhénane, un élément important de la future politique du *Reich*. Et nous avons tout fait pour que chacune des deux parties en présence emportât de l'autre la meilleure impression possible.

— Quelles pourraient être, à votre jugement, les influences que la population rhénane, après la fin de l'occupation, exercera sur l'ensemble de la politique allemande ?

— Il est toujours difficile de prévoir, répond M. Tirard. Mais ces influences seront sans doute déterminées surtout par les souvenirs que la population rhénane aura gardés de notre occupation. Or, au point de vue matériel, les charges de l'occupation ont été relativement faibles, et souvent compensées par des avantages certains, dont nous voyons aujourd'hui les Rhénans, ou du moins certains d'entre eux, appréhender la disparition. Au point de vue psychologique, la Rhénanie a tout ce qu'il faut pour jouer entre la France et l'Allemagne un rôle d'intermédiaire intellectuel et moral. Ce rôle utile, elle sera plus libre de l'exercer après l'évacuation. Souhaitons toutefois qu'on ne se méprenne point sur le sens d'une évacuation anticipée, et surtout qu'on ne profite pas de la circonstance pour se livrer à des excitations nationalistes, qui risqueraient d'anéantir ou de paralyser bien des aspirations favorables à la paix.

— A ce propos, que faut-il penser, monsieur le Président, du projet qu'ont révélé quelques journaux ? Un monument aux morts allemands serait élevé sur les bords du Rhin ; de toutes les contrées du Reich, les associations nationalistes y viendraient en pèlerinage...

— Ce serait exploiter un pieux sentiment pour des fins bien dangereuses. Le culte dû aux morts de la guerre leur a été rendu, chaque année, et en commun, par les autorités allemandes et les autorités d'occupation, dans les cimetières de Rhénanie. Tout récemment, les délégués de Hesse-Nassau, territoire occupé, sont allés fleurir, sous l'Arc de Triomphe, la tombe du soldat français inconnu. Ils ont pu voir que, pour honorer et conserver à jamais la mémoire de ses héros, la

France n'a pas songé à leur élever un monument sur quelque point de sa frontière reconquise : c'est au cœur de Paris qu'elle a scellé la pierre sous laquelle repose le soldat vainqueur.

Jeudi 29.

Les délégués dînaient hier soir à Scheveningue chez M. Snowden : ils ne sont rentrés que ce matin. Une conversation politique était prévue après le dîner; mais on ne pensait pas qu'elle dût être aussi longue et la plupart des journalistes avaient attendu le retour de leur délégation, transformant peu à peu en bivouacs les grands halls des grands hôtels.

Ce matin, à dix heures, les Puissances occupantes ont conféré avec l'Allemagne. L'entretien, interrompu vers midi par une séance de la commission politique, a été repris à trois heures. Au rapport du soir, M. Loucheur nous en apprend le résultat. Les Allemands ont accepté sans réserve les quatre conditions qui leur étaient posées. Deux d'entre elles tendaient à rendre exécutables les engagements pris envers l'Angleterre, les deux autres avaient trait aux modalités de l'évacuation.

La liquidation va bon train. Il ne reste plus désormais qu'à fixer le lot des Puissances à intérêts limités. On s'y emploiera cette nuit et demain matin.

Tout à l'heure, M. Snowden, sortant du *Binnenhof*, a été accueilli par les applaudissements d'un public qui, d'ordinaire, se montre fort réservé. Rendait-on cet hommage à sa victoire ou à son geste final de conciliation?

Vendredi 30.

Les Six se sont réunis ce matin au *Binnenhof* pour entendre lecture des accords intervenus et pour signer l'instrument qui en fait foi. Après cela, il ne restera plus qu'à régler le détail des stipulations, c'est-à-dire à les rendre applicables. Ce sera la tâche d'innombrables sous-commissions qui vont siéger les unes à Berlin, d'autres à Paris, d'autres peut-être à Lausanne. Leurs travaux achevés, il appartiendra à la Conférence d'en examiner et d'en ratifier les conclusions; et pour cela, l'étiquette exigerait qu'on revînt à La Haye.

Mais, pour le moment, il n'est question que d'en partir. M. Briand donne le bon exemple et prend à une heure le train pour Paris; on lui fait à la gare une ovation discrète, mais

sincère. L'accord si laborieusement obtenu est en grande partie son œuvre, et lorsque le but semblait le plus lointain, il est peut-être le seul qui eût jamais désespéré de l'atteindre. Ce matin, les journaux hollandais, ordinairement sobres de commentaires, consacrent au chef de la délégation française une série de notes fort élogieuses.

On annonce pour demain samedi une séance publique de clôture, qui se tiendra au même lieu que la séance d'inauguration et avec une égale solennité.

Samedi 31.

C'est aujourd'hui l'anniversaire de la Reine des Pays-Bas, le *Koninginne Dag*. La Haye s'éveille en musique. Dans le *Binnenhof* enfin reconquis, — on a renoncé à tenir une séance de clôture, — des fanfares militaires jouent le *Wilhelmus*, l'hymne de Guillaume le Conquérant, grave et plein comme un chant liturgique.

Les gens du faubourg, les villageois aux costumes pittoresques affluent vers la ville, qui elle-même a revêtu sa toilette des jours de kermesse. Des fillettes en coiffe de dentelle et en robe de soie rouge offrent aux passants des insignes aux couleurs de la Reine. Et ce sont encore des oranges, plus grosses et plus dorées que celle de Jaffa, qu'on accroche par centaines aux arbres du Vivier. Déjà des haut-parleurs se dressent sur les places où l'on dansera.

Cependant les voitures aux fanions multicolores roulent vers la gare, emportant les derniers acteurs de la Conférence internationale. Ils ne verront pas la jolie kermesse : on dirait qu'ils fuient devant elle. Aussi bien, les mille oriflammes ne flottent point en leur honneur, et ce n'est pas pour eux que ce soir on allumera les lampions !

MAURICE PERNOT.

LES ACADÉMIES DE PROVINCE

AU TRAVAIL

Veut-on une preuve du souci qu'ont plusieurs entre les Académies de province de suivre, — ou parfois de devancer, — les progrès de la science? Elle nous vient de la vieille Académie de Nîmes, qui, fondée en 1682, reçut la première, après l'Académie française, des lettres patentes de Louis le Grand. Donc, dès 1922, alors que la radiotéléphonie était encore dans l'enfance, l'Académie de Nîmes ne tint pas sa grande séance annuelle parce qu'elle avait projeté de faire entendre aux habitants de son antique cité un des premiers concerts de la Tour Eiffel. Mais c'était compter sur l'insuffisance des récepteurs d'alors. Et la séance, plusieurs fois ajournée, ne put être tenue.

M. Maurice Reynaud nous conte ainsi l'aventure : « Ah ! que ce programme était beau et simple à la fois ! Le progrès de la science et la vulgarisation scientifique dans la même soirée ! L'attrait de la nouveauté, la communion de l'Académie et du public dans la joie d'apprendre ! Hélas ! il a fallu en rabattre et la bonne volonté de l'Académie, le désir de vous intéresser, avaient dépassé les moyens pratiques dont nous disposions actuellement. Nous allions trop vite !... »

Et, en ce domaine, l'Académie de Nîmes ne fut pas seule à aller trop vite, ou mieux à collaborer aux prodigieux progrès de la nouvelle science. A Montpellier, le professeur Morje a apporté, dès la première heure, et continue d'offrir une contribution importante au problème, capital en T. S. F., du redressement des courants alternatifs en courants continus; à Bordeaux, puis aujourd'hui à Poitiers, le professeur Turpain, malgré des jugements excessifs, a utilement collaboré à la connaissance de l'émission radio-électrique, base du

développement de la T. S. F. ; à Lille, le professeur Pélabon continue avec succès l'étude des courants intermittents qui mena l'illustre Branly à la découverte du détecteur, fondement même de ce nouveau et merveilleux moyen de communication entre les hommes.

Dans presque toutes les Académies et Sociétés savantes de province, on a prévu l'immense avenir de la radiophonie, qui permet de dispenser aujourd'hui à tous les hommes, en tous les lieux de la terre, avec des informations instantanées, l'immense trésor des arts et des connaissances humaines. Et partout on a été d'autant plus unanime à réclamer la liberté, contrôlée par l'État, de ce nouveau moyen d'expression de la pensée qu'on a mieux compris la nécessité de nouveaux progrès, fruits de la libre recherche, et le caractère inaliénable de la liberté de l'esprit.

Dans les mêmes *Mémoires* de l'Académie de Nîmes, M. Eugène Margier rend un juste hommage à un grand naturaliste et savant, Jean-François Séguier; le commandant Espérandieu y décrit avec toute son érudition l'art, assez primitif, imité des Grecs, de la céramique chez les Gallo-Romains depuis le III^e^ siècle avant notre ère. M. Édouard Bondurand y rapporte les doléances des hôteliers de Nîmes dans les cahiers de 1789 ; le chanoine Albert Durand y écrit une savante histoire du *Culte catholique dans le Gard sous la Convention thermidorienne*. A citer encore les études de M. Marcel Fabre sur la *Réaction thermidorienne à Uzès* ; de M. Jean Bosc sur *Nîmes la Romaine* ; de M. F. Greif sur *la Philosophie de Gourd* ; de M. E. Lacombe, son éminent secrétaire perpétuel, sur M. de Pontmartin.

Enfin, toute une théorie de poèmes en français et en provençal de MM. Raymond Février, Émile Granier, P.-H. Bigot, M^me^ Martinazzo, et surtout une *Fille de Jephté* en deux actes, de M. Émile Reinaud, qui n'est guère du théâtre, mais contient de charmants vers et d'heureuses paraphrases de la Bible. C'est un ensemble vraiment digne d'une compagnie qui conserve précieusement la tradition de la plus belle culture latine.

La Société d'Agriculture, Sciences et Arts d'Angers, — ancienne Académie des Belles-lettres, fondée par lettres patentes de Louis XIV en 1684, — vient de célébrer avec éclat son centenaire. A vrai dire, dès 1817, Joseph-François Pavie avait reconstitué à Angers cette Société sous le titre de Société d'Agriculture, mais ce ne fut qu'en 1828, que se constitua la Société actuelle, dont Pavie resta l'animateur jusqu'à sa mort.

A la cérémonie de ce centenaire, M. le chanoine Urseau, président, montra excellemment tout le grand travail spirituel que peuvent faire les Académies de province : « Les sociétés savantes de province, dit-il, sont la terre féconde dans laquelle, un jour ou l'autre, pourront germer les illustrations de la patrie. Presque toutes, à l'heure actuelle, sont pauvres ; leurs ressources sont limitées et leurs besoins sont étendus. Mais une passion commune les anime, celle de connaître le mieux possible et de faire connaître davantage la terre où elles sont nées, la ville où elles demeurent... » Après avoir rappelé à grands traits l'histoire de cette belle Société laborieuse, il termina, évoquant l'effort futur, par cette haute parole de l'Ecclésiaste : « *Laetari in opere suo* », se réjouir en son travail.

M. G. de la Villebiot retraça ensuite avec érudition et esprit ce que fut la vie d'Angers en 1828, en plein romantisme. « Les lumières, dira tout à l'heure M. de Rougé, sont Chateaubriand, Lamartine, Victor Hugo. Le rayonnement est immense. La province est illuminée des soleils dont elle a vu les aubes... »

M. Xavier de la Pennaudière, descendant d'une lignée de poètes, célèbre en vers ce centenaire. Et M. O. de Rougé, sénateur, président d'honneur, termine cette séance mémorable en exaltant la beauté de la vie spirituelle, menacée aujourd'hui par une passion excessive du barbare athlétisme : « Athènes, qui avait tout amené à la perfection, voulait que ses adolescents, égaux à ses dieux, fussent habiles à la course, au disque, à l'arc..., à la force et à la plastique; mais elle voulut que Pindare chantât la gloire des vainqueurs et que Praxitèle sculptât leurs formes. L'art était le souverain but, parce qu'il distrait l'homme de la réalité. C'est votre rôle, messieurs, comme c'est celui de tous vos émules, de maintenir la prééminence de l'esprit et d'entraîner la masse, qui l'oublie, vers les hauteurs sereines d'où la vie paraît meilleure, parce qu'elle est plus approchée de l'idéal! »

Le *Bulletin* de la Société archéologique de Touraine contient l'impressionnant *Catalogue de l'Exposition des souvenirs religieux de la Révolution en Touraine*. Ce catalogue a été établi par M. l'abbé Audard, professeur au Petit séminaire. Il décrit sommairement un grand nombre de documents, portraits, dessins, photographies de monuments. Une introduction de l'historien Gabriel Aubray évoque à grands traits émouvants l'histoire de cette période tragique qui accumula tant de ruines.

Les Amis du Musée Masséna, l'active société historique de Nice, ont organisé aussi dans cette ville une Exposition, celle des souvenirs du premier Empire. Et, en dehors de leur *Bulletin* périodique, ils y ont consacré un catalogue richement édité et plein de belles reproductions.

L'Académie Stanislas dispose d'assez nombreux prix de vertu (vingt-neuf) qu'elle décerne, comme l'Académie française, avec solennité. Le colonel Blaison, chargé du dernier rapport sur ces prix, généralement destinés à maintenir les vertus familiales, qui sont aussi les premières vertus sociales, remarque justement « que la Société contemporaine, à l'inverse de la Cité antique, s'est organisée dans son cadre officiel pour ne connaître de toutes les sanctions qu'une seule : le châtiment... » C'est donc aux particuliers et notamment aux Académies d'offrir aux citoyens, avec des récompenses méritées, les salutaires, les lumineux exemples de la vertu.

L'Académie Stanislas l'a fait avec la plus scrupuleuse attention. Et les sujets ne lui ont point manqué dans cette Lorraine vaillante, pleine d'une forte vie intérieure, et toujours prête à tous les sacrifices, des plus humbles aux plus éclatants.

Les *Bulletins* de la Société des Sciences historiques et naturelles de Semur-en-Auxois contiennent une remarquable étude de M. A. Voisin sur *M^me^ de Sévigné et Bussy-Rabutin*, qui entretinrent, non sans quelques brouilleries, « un commerce épistolaire de quarante années » ; une étude de M. R. Bréon sur le sanctuaire miraculeux de Saint Antoine à Montigny-sur-Armançon ; une note de MM. Berthoud et Vittenet sur la curieuse stèle gallo-romaine de la fontaine de Roche d'Y ; une savante étude de M. Petit sur *la Vie mystérieuse des abeilles*, qu'il a pu étudier à loisir, puisqu'il est en même temps apiculteur ; enfin diverses notes de l'érudit président de la Société, M. J. Toutain, notamment sur les origines bourguignonnes de Nansouty.

Le *Bulletin* de la Société bretonne de Géographie ne contient pas seulement des études fort intéressantes sur les diverses régions du globe, comme *la Carélie Orientale*, par le commandant Bécue, *la Région du Haut-Amazone*, par le R. P. Tastevris, *Santorin, la perle des Cyclades*, par M. Tulasne, etc. Il comprend encore de belles études scientifiques, comme *les Nouvelles théories physiques : la Rela-*

tivité, par M. Florian La Porte. On ne saurait trop féliciter ces Sociétés de Géographie de l'effort qu'elles poursuivent pour faire mieux connaître notre vaste empire colonial dont les immenses ressources sont si loin d'être utilisées.

L'Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Bordeaux s'est occupée, dans ses dernières séances, du problème, capital pour le sud-ouest de la France, de l'érosion des côtes landaises. M. Buffault, inspecteur général des Eaux et Forêts, a montré comment, en de nombreux points, le littoral landais a reculé devant l'Océan. C'était pour lutter contre ce fléau que l'ingénieur Brémontier, en son fameux rapport de 1778, réclamait la plantation méthodique des dunes du littoral, qu'il commença d'ailleurs, et le creusement de canaux destinés à assainir cette région. On sait que ces travaux ont transformé l'un de nos départements les plus pauvres en l'un des plus riches. Mais le programme de Brémontier n'est pas encore achevé. Il faut le poursuivre et le compléter. A la même compagnie, notes du président, M. Huyard, sur le savant Ulysse Goyon qui découvrit l'action des sels de cuivre sur la vigne, et de M. Fallot sur les pierres prétendues « précieuses » de la Gironde.

A l'Académie d'Aix, M. de Mougins-Roquefort, délégué à Arezzo, aux fêtes de Pétrarque, fit un délicat et émouvant discours sur la fraternité latine.

A la Société historique du Cher, M. Turpin a fait un brillant récit des grandes fêtes qui eurent lieu à Bourges, en 1729, à l'occasion de la naissance du Dauphin. M. Gandilhon a examiné des lettres de propriété datant de 1582 à 1784 et les restes d'une construction, à Châteauneuf, qui pourrait bien être un barrage romain.

A la Société Gorini, de Belley, le chanoine Joly a retracé la vie de Mgr Labenche, évêque de Belley, mort en 1910, les abbés Renoud et Alloing ont terminé leur remarquable histoire des monastères de la Visitation, et le chanoine Béréziat a rappelé la vie de dévouement des sœurs Saint-Joseph de Bourg, fondatrices de la Maison de santé de la Madeleine pour les aliénés (1118 en 1902). Et puis ce fut la grande persécution inique qui, de 224 établissements en 1897, n'en laissait debout en 1908 que 14, et des centaines de sœurs durent prendre le sinistre chemin de l'exil...

C.-M. SAVARIT.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

La comédie de La Haye s'est terminée par où elle aurait dû commencer, par un compromis. Qu'un ministre des Finances britannique ait tenu en suspens, pour quelques millions, pendant plus d'un mois, une conférence internationale, et que, finalement, sa ténacité hargneuse ait eu gain de cause, c'est un fait psychologique et politique dont les conséquences ne sont pas près de s'effacer.

Valait-il mieux rompre la Conférence et remettre en question le plan Young? Peut-être, car il est toujours dangereux de céder à un chantage. L'encouragement donné au mauvais procédé du gouvernement travailliste suscitera des imitateurs. Les relations franco-anglaises en seront plus gravement affectées que par une rupture des négociations qui aurait fait éclater à tous les yeux, même britanniques, le danger et l'inconvenance de la politique de M. Snowden. M. Ramsay MacDonald, qui n'a quitté qu'au dernier moment sa villégiature écossaise de Lossiemouth, se serait aperçu de son imprudence, et les journaux conservateurs qui ont bruyamment approuvé le sanglier du Yorkshire auraient compris leur faute. Le *Times*, aujourd'hui, respire; mais il a tremblé, tout en soutenant la politique de M. Snowden, que celui-ci n'allât trop loin et ne provoquât la rupture de la Conférence. Il eût été profitable de lui montrer que, dès le premier jour, M. Snowden était allé trop loin. Quelle que soit la valeur objective des raisons qu'il a alléguées, en toute chose il y a la manière : celle de M. Snowden ne fut ni équitable, ni correcte. Un principe domine les relations entre peuples civilisés, c'est qu'un gouvernement est solidaire des engagements pris par les gouvernements qui l'ont précédé. Louis XVIII a payé les dettes de la Révolution et de Napoléon. Seuls, jusqu'à présent, avaient manqué à cette loi de haute moralité politique,

les bolchévistes de Russie et les États-Unis d'Amérique, quand ils refusèrent de ratifier un traité conclu par le Président de leur République lui-même. L'Angleterre a imité, avec son gouvernement travailliste, ce déplorable exemple en désavouant ses experts. Détestable précédent, crise singulière de particularisme insulaire, qui marque, en Europe, la fin d'une époque.

Pourtant, ni l'Italie, ni la Belgique, ni l'Allemagne, ni la France n'ont voulu prendre la responsabilité de faire échouer le plan Young, et toutes les puissances intéressées se sont évertuées à trouver, en grattant, de ci de là, le supplément que réclamait M. Snowden. C'est que le besoin d'un règlement définitif du problème des réparations qui pèse depuis si longtemps sur l'Europe et particulièrement sur la France dévastée, a parlé plus haut que l'indignation provoquée par M. Snowden. Le plan Young, dont nous avons montré les avantages pour tous les intéressés, y compris l'Allemagne et l'Angleterre, était apparu comme une solution favorable et équitable à laquelle on ne s'est pas résigné à renoncer. M. Poincaré et M. Briand avaient insisté, avec raison, auprès des Chambres en faveur de la ratification des accords avec l'Angleterre et les États-Unis pour les dettes interalliées; et quel argument principal avaient-ils donné? Que le plan Young apportait un règlement des réparations et que, dès lors, rien ne s'opposait plus à la ratification des accords. Ils étaient fondés, en toute bonne foi, à croire le plan des experts accepté d'avance, au moins tacitement, par tous les gouvernements dont les experts y avaient collaboré. Il était particulièrement difficile à M. Briand de reparaître devant le Parlement français, où sa majorité avait été si faible, sans rapporter le plan Young. M. Snowden connaissait cette situation délicate et il en a abusé sans vergogne : la France n'est pas près d'oublier ses procédés.

C'est donc le 29 août qu'un compromis est intervenu à La Haye. Dans les derniers jours, il n'y avait plus, entre le refus hautain du chancelier de l'Échiquier et les offres des quatre puissances, qu'une différence de 7,400 000 marks par annuité! Une dernière quête, où chacun apporta son obole à l'exigence britannique, fournit enfin de quoi satisfaire M. Snowden pour environ 75 pour 100 de ses réclamations. Il daigna s'en contenter. Avec habileté M. Stresemann saisit l'occasion de faire valoir, moyennant un léger sacrifice sur le papier, la bonne volonté du Reich, assuré qu'il était d'en retrouver avec usure la compensation dans le domaine politique. La France, la Belgique, l'Italie, ont fait avec abnégation quelques concessions

opportunes. Mais, somme toute, le plan Young reste intact, tel qu'il est sorti des travaux si consciencieux des experts. Les transactions ont porté sur deux points principaux dont l'importance financière est loin de justifier les exigences de M. Snowden. Le premier consiste à attribuer tout entier à l'Angleterre ce que l'on appelle le solde permanent des cinq dernières mensualités du plan Dawes. Le plan Young entre en vigueur le 1er septembre, mais les experts ont proposé qu'il soit réputé commencer le 1er avril 1929, c'est-à-dire que les annuités Dawes (un douzième de 2 500 millions de marks) payées par l'Allemagne du 1er avril au 1er septembre sont réparties entre les créanciers suivant les dispositions nouvelles du plan Young. Les annuités Young étant moins élevées que les annuités Dawes, il en résulte qu'un solde de 308 millions de marks-or se trouve disponible. Les experts n'ayant pas précisé quel devrait en être l'emploi et ayant laissé ce soin aux gouvernements créanciers, ceux-ci ont décidé de l'attribuer globalement à l'Angleterre, ce qui, en répartissant cette somme sur les trente-sept ans de la durée du plan Young, représente, compte tenu des intérêts, une annuité supplémentaire de 21 millions de marks au profit de l'Angleterre. L'Italie d'une part, la France, l'Italie et la Belgique d'autre part, ont consenti en outre certains sacrifices qui se montent à 15 millions de marks par an.

Par un artifice de comptabilité de même nature, auquel l'Allemagne consentit à se prêter et qui, d'ailleurs, ne lèse pas ses intérêts, on réussit à augmenter la part de l'Angleterre dans les paiements inconditionnels de 42 millions de marks par an. Un accord, en outre, est intervenu au sujet des réparations en nature que le plan Young limite à dix années. Des mesures sont prises pour que le commerce britannique ne soit pas exposé à souffrir de ces prestations. Par exemple, les charbonnages anglais redoutaient la réexportation par l'Italie des houilles allemandes reçues au titre des réparations. Le gouvernement de M. Mussolini a consenti, avec une sage abnégation, à diminuer d'un million le nombre de tonnes de charbon allemand qu'il aura la faculté de recevoir. En outre, il est entendu qu'après la fin des prestations en nature, dont le terme sera vraisemblablement abrégé de une ou deux années, il faudra, au cas où l'Allemagne bénéficierait d'un moratoire, pour que la reprise des livraisons en nature devienne possible, consulter un Comité international adjoint à la Banque des règlements internationaux. Restent encore quelques points de détail que nous négligeons; aucun ne vaut la peine d'une discussion.

Ce qu'il importe de retenir, c'est qu'aucun de ces arrangements nouveaux ne change quoi que ce soit aux dispositions du plan Young qui subsiste intégralement : c'est là l'essentiel. Dès lors, il faut bien admettre que M. Snowden souhaitait un succès d'un autre ordre : il voulait assurer la prompte évacuation des régions occupées, tout en prenant pour cela le plus mauvais moyen, puisque l'échec du plan Young aurait eu pour effet d'empêcher l'évacuation dont il était la condition. Il voulait, en outre et surtout, détruire ou accaparer au profit de Londres la nouvelle Banque des règlements internationaux qui inquiète la Cité. Ce rôle de *clearing house* de la finance internationale que l'on veut attribuer au nouvel Institut, n'était-ce pas la haute banque anglaise, qui, en liaison avec la finance américaine, le remplissait et en tirait profit? Mais, de deux choses l'une : ou bien la nouvelle banque ne sera qu'un instrument aux mains de la finance anglo-saxonne, et alors elle fera avec elle double emploi; ou bien elle sera un organisme indépendant, vivant, dont il n'est même pas certain que le siège sera à Londres, et alors elle deviendra dangereuse pour la suprématie financière de l'Angleterre. Mais ce que l'on ne veut pas voir à Londres et ce que l'on sait bien à New-York, c'est que la suprématie financière anglaise n'est plus guère aujourd'hui qu'un grand souvenir. La détresse actuelle de la livre sterling a plus besoin de bonnes amitiés et de solides concours que d'irritantes batailles. Si la démocratie anglaise était capable de s'élever au-dessus du point de vue sportif, elle s'apercevrait que M. Snowden la pousse vers une situation de plus en plus difficile et lui aliène les sympathies actives sur lesquelles elle était en droit de compter. L'amitié de la France et le concours de la Banque de France, — grâce à M. Poincaré, — ne sont point si négligeables. Nous attendons patiemment que l'Angleterre comprenne qu'elle a commis une faute peut-être irréparable, mais nous reprenons vis-à-vis d'elle notre pleine liberté d'action.

M. Snowden, à son retour, a été acclamé par le populaire. A-t-il vraiment remporté un succès? Sans doute, si c'est un succès que d'obliger les autres Puissances à se plier au caprice d'un ministre britannique; oui encore, si c'est un succès que de brimer ses amis et d'isoler l'Angleterre pour un avantage financier insignifiant. Non, au contraire, si son véritable objet n'était pas celui-là. A moins de le classer parmi les plus dangereux brouillons, il faut conclure qu'il a voulu détruire le plan Young, afin de torpiller du même coup la Banque des paiements internationaux; il n'y a pas réussi

et, pour obtenir que le siège de la Banque soit à Londres, il n'est pas prouvé qu'il ait pris le bon chemin.

Après la Conférence, le cabinet travailliste, gêné de l'attitude prise à La Haye par sa délégation, a cherché à nous faire avaler la pilule amère. M. Henderson, le chef du Foreign Office, a fait l'éloge de M. Briand et a conclu que l'entente cordiale est plus vivante que jamais : « Des gens sans responsabilité ont laissé entendre que l'on pouvait s'attendre, à l'avenir, à un manque de cordialité ou de confiance entre les gouvernements français et britannique. Sous le prétexte qu'il y a eu, à la Conférence de La Haye, quelques explications très franches, ils prétendent qu'elles décèlent de la froideur et même un certain sentiment d'hostilité dans les relations des délégations française et anglaise. Des suppositions de ce genre sont absurdes. Elles ne peuvent provenir que des effets d'une imagination surexcitée. » Nous pourrions croire qu'en effet notre imagination est « surexcitée », si nous ne lisions dans le *New Statesman* un article bien clair de M. Snowden. De l'entente cordiale, il ne veut plus. « Il faut être aveugle pour ne pas voir que l'entente cordiale avec la France est détruite. Après la signature des traités de paix, cette entente n'avait d'ailleurs plus de raison d'être. Elle n'était plus qu'une chaîne gênant les mouvements du peuple anglais. La France est une puissance qui cherche à atteindre des buts qui nous sont étrangers et qui veut réaliser des plans exactement contraires aux plans anglais. Les vues de la France en politique mondiale sont très opposées aux nôtres. L'entente cordiale ne pourrait avoir désormais d'importance que pour la France ; mais elle constituerait pour l'Europe une continuelle menace à la paix mondiale. » Ce texte, si sincère, nous paraît définitif. On y retrouve toutes les calomnies qu'un Lloyd George et ses pareils ont répandues, de bonne foi peut-être, sur la France d'aujourd'hui. Il faut, pour en découvrir l'origine, remonter à Guillaume d'Orange et à Louis XIV. La politique britannique, au XIX^e^ siècle, a renversé tous les gouvernements français qui ont été fidèles à l'entente cordiale : Louis-Philippe après Charles X, Napoléon III après Louis-Philippe. La haine d'un Palmerston revit dans l'âme d'un Snowden. Le chancelier de l'Échiquier a pris soin de nous apprendre, par T. S. F., que les délégués britanniques avaient quitté, après la dernière séance, la salle des délibérations en chantant l'hymne de Luther. De vieilles rancunes historiques parlent par la bouche d'un Snowden et d'un Lloyd George.

Les amabilités intéressées de M. Henderson, la visite de M. Ramsay MacDonald, se rendant à Genève, à son bon ami M. Briand, viennent trop tard. C'est au moment où M. Snowden aiguillait sur la mauvaise voie la politique britannique que M. MacDonald, chef du gouvernement, aurait pu s'en apercevoir et intervenir. Maintenant, nous ne sommes plus dupes. A Genève, M. Briand a été l'objet d'un accueil, flatteur pour son talent et son esprit de conciliation, mais qui, espérons-le, ne lui fera pas prendre le change. Entre les Anglais adversaires et les Allemands jamais satisfaits, la manœuvre est, pour lui, difficile. A La Haye, on doit regretter qu'il n'ait pas tenu plus ferme sur la question du contrôle de la démilitarisation de la Rhénanie, et que l'évacuation dont elle était une des conditions, ait été résolue sans compensations ni précautions suffisantes. Dès que l'adhésion de l'Angleterre au plan Young a été connue, la commission politique a décidé que l'évacuation de la région rhénane commencerait immédiatement par le retrait des troupes anglaises et belges « dans un délai de trois mois à partir de la date du commencement des opérations ». Les troupes françaises quitteront la deuxième zone, celle qui, d'après le traité de Versailles, devait être évacuée en 1930, dans le même laps de temps. L'évacuation de la troisième zone (Mayence, Trèves) par les troupes françaises commencera aussitôt après la ratification par les parlements français et allemand et la mise à exécution du plan Young. Elle devra être terminée le 1er juillet 1930.

Les mots « mise à exécution » du plan Young sont trop faibles et trop vagues. Tout l'intérêt du plan Young, tout son avantage, tant au point de vue des États créanciers de l'Allemagne que de l'avenir de la paix européenne, c'est une rapide « commercialisation » des annuités allemandes, c'est-à-dire la conclusion d'emprunts, gagés sur ces annuités, qui apporteraient rapidement, aux pays dévastés par la guerre, de substantielles satisfactions. N'était-ce pas la condition d'un règlement « complet et définitif » des réparations ? L'évacuation, puisqu'elle était déjà résolue depuis septembre 1928, n'aurait dû s'achever qu'après l'émission de la première tranche d'un emprunt des réparations. C'est ce que n'aurait pas manqué, en pareil cas, d'exiger un Bismarck. Le dernier homme des troupes prussiennes d'occupation ne fut retiré, en 1873, qu'après le paiement intégral et anticipé du dernier milliard. Certes, nous n'avons pas l'ambition d'imiter Bismarck, mais la politique généreuse de M. Briand apparaîtrait moins scabreuse si les Allemands raison-

nables reconnaissaient parfois que, précisément, nous ne l'imitons pas et que concéder cinq années d'occupation, c'est témoigner à l'Allemagne une confiance que nous ne sommes nullement assurés qu'elle mérite. La campagne de la presse Hugenberg contre le plan Young nous apprend que le nationalisme allemand le plus intraitable, s'il n'est pas le maître aujourd'hui, espère toujours le devenir demain et qu'en attendant, il ne reste pas sans influence sur le Gouvernement et le Parlement. Le traité du 15 mars 1873, qui est l'équivalent du protocole du 16 septembre 1928 et de la récente convention de La Haye, précise que Verdun, la dernière place occupée, ne sera évacuée qu'au moment où sera payé le dernier milliard. Le loyal Manteuffel donnait à Pouyer-Quertier ce conseil qui exprimait le désir de Bismarck : « Vous devez avant tout inspirer confiance, et vous y parviendrez en payant vite et beaucoup. » Le commandant de l'armée d'occupation déplorait « les violences hautaines » du chancelier. Elles persistèrent cependant jusqu'à la fin : on peut en lire le récit par exemple dans le premier volume de *l'Histoire contemporaine* de M. Hanotaux. Mais aujourd'hui, chaque concession de M. Briand est accueillie, dans la presse allemande, par de nouvelles plaintes, des récriminations, parfois des menaces. En 1873, ce ne fut pas l'évacuation, ce furent les paiements qui furent anticipés. En est-il de même aujourd'hui ? Et il s'agissait d'une lourde indemnité de guerre, non pas de paiements de réparations.

Voilà quelques-unes des raisons pour lesquelles l'opinion française regrettera surtout que M. Briand ait renoncé, en pratique, à la deuxième condition que la déclaration du 16 septembre posait à l'évacuation anticipée, la « commission de conciliation et de constatation ». La presse et les hommes politiques allemands, M. Stresemann le premier, ont sciemment égaré sur ce point l'opinion allemande en représentant une telle commission comme une diminution de la souveraineté du Reich, alors que les Allemands ne se seraient même pas aperçus de l'existence d'une commission tant que de sérieuses difficultés ne se seraient pas produites en Rhénanie. M. Briand n'insista pas. On se contentera de soumettre l'examen des litiges relatifs à l'exécution des articles 42 et 43 du traité de Versailles aux commissions de conciliation prévues par les accords de Locarno, dont l'efficacité paraît bien illusoire. M. Stresemann l'emporte donc sur tous les points. Il était résolu à troquer son adhésion au plan Young contre l'évacuation rapide et l'abandon du projet de commission de conciliation; au prix de quelques millions, M. Snowden a

facilité sa manœuvre et assuré son succès. Aussi la presse allemande réserve-t-elle ses amabilités à l'Angleterre ; quant aux sacrifices de la France, elle les méconnait systématiquement. C'est cela, en vérité, qui est alarmant.

M. Briand suit depuis longtemps une politique qui, par Cannes, Locarno, Genève, la déclaration de septembre 1928 et la Conférence de la Haye, a pour objet une réconciliation générale des peuples et particulièrement un rapprochement avec l'Allemagne. Il reste logique avec lui-même. Sa politique est parfois faible et manque d'accent dans ses modalités, mais dans sa ligne générale, elle est audacieuse, pour ne pas dire téméraire. Il faut ajouter d'ailleurs que l'Angleterre l'a poussé de toutes ses forces dans cette direction, mais si l'expérience tournait mal, il n'est pas certain qu'elle nous aiderait à en pallier les conséquences. En dernière analyse, c'est de l'évolution intérieure du peuple allemand que dépend le succès final ou le désastre d'une telle méthode. Il est dangereux de s'y fier, mais n'aurait-il pas été dangereux aussi de ne pas encourager, dans la mesure du possible, les éléments pacifiques plus nombreux en Allemagne qu'on ne le croit généralement ? L'essentiel, pour l'avenir, est de ne pas donner dans le piège du désarmement que tous les disciples de Bismarck et les émules des Snowden et des Lloyd George prétendent nous imposer. Il n'est personne de bonne foi qui ne sache, en Allemagne, que notre armée très diminuée ne menace personne et est le gardien indispensable de la paix. Toute faiblesse, sur ce terrain, serait impardonnable et aurait les plus graves conséquences.

Le champ de manœuvre de prédilection où M. Briand développe sa politique, c'est l'assemblée de Genève. Elle a ouvert, comme chaque année, le 1er septembre, sa dixième session. Le premier, parmi les chefs d'État, M. Ramsay MacDonald a fait entendre sa voix. Il a cherché d'abord, tout en approuvant M. Snowden, à amadouer les Français. Parlant de la Conférence de La Haye, il a dit sans rire : « Jamais je n'ai pensé que la Conférence pouvait échouer ou échouerait... Le désaccord passager qui a pu se produire à La Haye, a disparu avec le règlement auquel on est parvenu, et le résultat en est que nos bonnes relations se sont trouvées renforcées et qu'on verra ici, côte à côte, ceux qui étaient opposés les uns aux autres là-bas, collaborer à la pacification de l'Europe. » Quand on se souvient qu'il ne dépendait que du Premier britannique de mettre fin rapidement au différend de la Haye, on se demande si cet Écossais sentimental et rusé se moque du monde ou s'il nous prend pour des

niais. L'accueil réservé que l'Assemblée a fait à cette partie de son discours lui a sans doute montré que personne n'était dupe de ses formules. Il a tout de suite montré où il voulait en venir, quand il a insisté sur le désarmement : « les progrès que nous ferons dans cette voie seront le baromètre de notre œuvre » ; il s'est répandu sur ce thème en considérations vagues qu'il a cru renforcer par quelques variations sur le verset de l'Évangile : « Celui qui tire l'épée périra par l'épée ». Il devrait se souvenir qu'il y a aussi, dans l'Évangile, de terribles anathèmes contre les pharisiens de la justice et de la paix. La réduction des armements, surtout de l'armée française, est l'un des succès que les démocrates et travaillistes britanniques ont promis à leurs électeurs. Si l'on y ajoute une adaptation du système économique continental à l'avantage du commerce britannique, on aura indiqué les deux principaux moyens par où le *labour party* s'efforce de donner satisfaction à l'opinion britannique et d'asseoir sa fortune électorale. Il n'entre pas dans notre jeu de les y aider. Quand on en vient au faire et au prendre, on s'aperçoit que les protestations de zèle de M. MacDonald pour l'organisation de la paix ne vont même pas jusqu'à reprendre le fameux protocole de 1924 ; il s'est contenté d'annoncer que l'Angleterre est résolue à signer la « clause facultative » pour l'arbitrage. Il a entrepris des négociations particulières avec le gouvernement de M. Hoover pour la limitation des armements navals, c'est-à-dire qu'il fait exactement, — ainsi que M. Briand l'a malicieusement souligné, — ce que lui et ses amis ont si âprement reproché à la France, d'avoir tenté de réaliser avec l'Angleterre conservatrice.

Le 5 septembre, M. Briand, à son tour, prenait la parole. Son discours habile, nuancé, prudent, a obtenu un vif succès. Il a constaté d'abord combien s'accroît l'autorité de la Société des nations qui est devenue une grande puissance morale ; « on ne la discute plus, on la suit avec intérêt, souvent même avec une sympathie enthousiaste. » Sur ce terrain spécial, M. Briand se sent à l'aise et remporte des succès dont il ne faut ni exagérer, ni méconnaître l'importance. Une opinion universelle se forme peu à peu autour de l'organisme de Genève et M. Briand la cultive comme une plante encore délicate, mais qui grandit peu à peu et dont il espère voir sortir un arbre vigoureux. Pour qu'il prenne mieux conscience de sa force, M. Briand énumère avec une complaisance un peu partiale ses succès. Mais l'œuvre de la Société des nations n'est pas achevée : il ne lui suffit pas de condamner la guerre, il faut encore

qu'elle dispose, pour la punir comme un crime, « d'un bras séculier ». En ramenant à l'ordre du jour la question des sanctions, M. Briand gagne l'approbation de tous les petits États et gêne les manœuvres de quelques grands.

Puis notre ministre des Affaires étrangères fait allusion aux « heures d'inquiétudes » qu'il a vécues à La Haye et où il était soutenu par l'idée de la paix à laquelle il a consenti « quelques sacrifices »; il se félicite des résultats : « nous pourrons demain lever les dernières difficultés existantes entre nous et l'Allemagne. Certaines polémiques devront cesser. » Quant au désarmement, M. Briand y touche d'une main légère. « Le problème est difficile, il y a à sa base la question de sécurité. Quand on interprète sa propre sécurité, on la sent profondément, on trouve les formules nécessaires, mais quand on parle de la sécurité des autres, on l'envisage toujours avec une générosité d'esprit beaucoup plus large. » Enfin, après M. Hymans, M. Briand insiste sur le problème économique et il oriente, non sans opportunité, dans cette direction, l'activité de la Société des nations. « Pour le résoudre, il faut se placer résolument sur le terrain politique »; et M. Briand esquisse son projet de « fédération économique des États européens » qu'il demande aux divers gouvernements d'étudier.

Ayant montré à l'Assemblée ce que la Société des nations a déjà fait et ce qui lui reste à faire, M. Briand, excédé par certaines polémiques allemandes, conclut avec force : « Il faut vous tourner vers ces organisations qui mettent dans les cerveaux des petits des germes de haine, et qui font, des générations futures, des générations de haine et de sang. Ce sont là d'abominables criminels. Il faut leur arracher le poison des mains. » Ces paroles seront-elles entendues là où elles devraient l'être ? En tout cas, M. Briand a été acclamé par l'assistance et applaudi par M. Stresemann. Ainsi se forme peu à peu une opinion et une conscience européennes. Mais de tels succès, s'ils sont de bon aloi, restent précaires et il faut prendre garde de n'en être pas dupe. Les instincts de violence et les intérêts envenimés par les passions gardent toute leur emprise sur l'histoire des peuples comme sur la vie des individus.

René Pinon.

Le Directeur-Gérant : René Doumic

MES MÉMOIRES

Nos lecteurs n'ont pas oublié l'étude qu'ici même M. François Duhourcau consacra aux Cahiers *où Maurice Barrès, pendant trente années, nota tout ce qui lui paraissait capable d'enrichir sa vie spirituelle et, par là, de nourrir son œuvre. Les* Cahiers, *c'était en quelque sorte la réserve de l'œuvre de Barrès. Or de tous les ouvrages qu'il poursuivait dans les dernières années de sa vie, ce sont les* Mémoires *qui l'occupèrent le plus. « J'y dirai tout », a-t-il écrit dans son* Claude Gellée. *Il eut à peine le temps de les ébaucher : nous n'en avons que quelques pages. On lira avec émotion ce noble chapitre initial qui se dresse comme une arche complète sur le seuil d'un monument inachevé.*

J'entreprends de raconter les heures qui me sont demeurées fidèles dans la vie, au milieu de tant d'autres qui sont parties loin de ma vue, loin de mon cœur.

J'ai bien envie d'étaler maintenant sur un banc du parc toutes mes richesses, toutes les images que j'ai gardées de mon enfance, de ma jeunesse, mon trésor de rêveries, de jolis visages et de songeries dans ce crépuscule.

Il ne s'agit pas que je peigne des tableaux, je suis las de tout cela, mais je désire connaître quels enseignements j'ai su tirer de ma vie, comment j'ai mûri et si j'ai progressé. J'aimerais me rendre compte par moi-même des expériences saines ou malsaines que j'ai enregistrées.

Je m'aperçois qu'au jour le jour j'ai désiré que ma vie fût un poème et que pour qu'elle me fît plaisir, pour qu'elle me plût, je me suis tenu comme un bon ouvrier à l'envers de la tapisserie, travaillant avec joie et sans repos, sans jamais aller l'admirer. Il n'est pas sûr que j'aie ainsi créé une belle tenture, mais il est certain que je n'ai pas cessé de m'efforcer...

A propos des Mémoires *du maréchal Lyautey.*

Je vous ai lu en rentrant. Quel document, étonnant de jeunesse! Accent de vérité. Vous peignez vrai et vous êtes vrai avec vous-même. Ce sont bien là vos parents et leurs mœurs; ce sont bien là les sentiments que vous éprouvez. On s'intéresse à cette galerie de tableaux et à l'allégresse que vous éprouvez à la parcourir. Quel profond Français vous faites, quel gentilhomme!

Il saute aux yeux que vous avez trouvé dans cette galerie l'art de commander et, en surcroît, l'art et le goût de plaire, qui est une part de votre commandement.

J'aime les beaux lignages. Ce sont des arbres chargés d'exemples et comme les grands arbres de la forêt ils aident la forêt à se faire.

Cependant je n'ai pas mon esprit exactement orienté comme le vôtre. J'aime la beauté, la grâce, la sainteté, le génie, l'héroïsme, et comme je sais bien qu'ils ne naissent pas tout seuls, j'aime les ordres religieux, l'armée, les églises, ce qui est générateur, ce qui encadre.

Je n'ai que faire de ceux qui sont de la chair de cimetière, mais des hommes comme vous qui inscrivent leur pensée sur la carte du monde, qui modifient la forme des royaumes et les mœurs des nations...

Vous pensez que si je dis que j'ai eu de l'amitié secrète pour un Jaurès, dont je repousse les idées, mais qui avait une flamme...

Lyautey enfant ajoutait à sa prière :

Je vous remercie de m'avoir fait naître dans la meilleure catégorie sociale et Français.

— Qu'est-ce que tu ajoutes? lui disait sa mère.

—Je suis content d'être né Lorrain et Français.

Lyautey me raconte comment, en 1867, il a encore entendu M. de Rutans, vieux gentilhomme lorrain, à l'entrée de l'empereur d'Autriche et des archiducs ses frères, crier en agitant son mouchoir et en contenant ses larmes : « Vivent les ducs de Lorraine ! Vivent nos princes ! »

PETITE ENFANCE

Mes quatre grands-parents.

Un quart d'Auvergne, trois quarts de Lorraine.

Les miens avaient tous les idées de la bourgeoisie de 1830, mais ils considéraient que l'empereur Napoléon III avait sauvé l'ordre. C'est d'ailleurs l'opinion que j'ai entendu exprimer dans le particulier par la plupart des républicains qui déclamaient publiquement contre l'Empereur. Quant à ma mère, elle ne faisait pas du tout de politique.

Je suis d'une famille où toutes les femmes sont pieuses et trouvent du plaisir à l'église ; où tous les hommes reconnaissent dans le baptême, la première communion, le mariage et la mort, la noble et bienfaisante autorité de l'Église. Je mourrai avec son appui. Je ferai mienne la phrase de J.-J. Ampère à son lit de mort : « Qu'y a-t-il là pour l'éternité ? »

Je suis né en 1862. Ces années 60 sont pour l'énergie française le point le plus bas de sa courbe. Une époque de profonde dépression. Cela commandait mon rôle.

Je crois que cette époque-ci est une des plus intéressantes qu'il y ait eu et je pense que je m'y suis placé d'une bonne façon pour la connaître. Cependant je n'ai pas l'intention de la peindre. Mon projet est de me rendre compte à moi-même de mon expérience et d'en faire profiter des jeunes gens de mon espèce. Je voudrais tirer la moralité de la vie, et pourquoi ne parlerais-je pas en toute liberté ?

L'incident du ver luisant.

Je me rappelle qu'un soir d'été dans les herbes mêlées d'orties...

C'est un de mes plus lointains souvenirs. C'est un geste que j'ai renouvelé une multitude de fois au cours de ma vie, toujours avec la même ardeur de curiosité et toujours avec la

même vénération triste devant la part chétive qu'il y a au centre de nos attraits. Je voudrais maintenant saisir ce que j'ai trouvé derrière les illusions, derrière les lueurs.

J'ai pourtant des images plus lointaines encore. Ai-je deux ans, trois ans? je me rappelle qu'on m'avait donné des étoupes de soie teintes de vert, de jaune, de violet, de toutes les couleurs, quel incroyable attrait! Je les caressais. Il est difficile de rendre intelligible le battement de cœur, le bien-être de l'œil, la joie de possession qu'un enfant éprouve de ces petits trésors. C'est l'origine de la volupté.

> Corps féminin, qui tant es tendre,
> Poli, souef, si précieux...

Je me rappelle une étroite petite pièce qu'on appelait l'office, très propre, ouverte sur le jardin par une large fenêtre qu'envahissaient les arbres et l'abondante lumière, un petit coin tout parfumé de l'odeur du miel qui m'attendait pour mon goûter et où se glissaient trois, quatre abeilles ou guêpes redoutables et charmantes.

Je me rappelle mon angoisse absurde du crapaud sur qui j'avais jeté une pierre et j'avais fui. Exactement Caïn. Exactement un chien quand il a cassé la patte de son compagnon de jeu et qu'il a monté l'escalier en rasant les murs.

Au grenier, la chambre des livres.

Et dans son coffre-fort, mon père avait les *Mémoires* de mon grand-père.

Je me suis souvent demandé d'où venait à ma mère cette petite bibliothèque qui m'a formé et limité, car je n'en suis jamais sorti. J'y vois quelques livres de dévotion recommandés certainement par les Jésuites de Nancy.

J'aurais voulu que mon père m'apprît les sciences. Mais je n'étais pas fait pour les comprendre.

Nous restions seuls à la salle à manger. Il fumait et moi je lui demande :

— Y a-t-il à Charmes beaucoup d'élèves de l'École centrale?

— Pourquoi? » me dit-il en riant.

Et moi, j'étais confus d'être surpris en péché d'orgueil.

Aux bêtes.

Et je voudrais, au seuil de ces Mémoires, où j'espère bien ne pas les oublier, leur dire ma gratitude amicale.

Si j'essaie de me rappeler mon enfance et de repasser par les premières impressions de ma vie, elles me paraissent fort semblables à celles que j'ai pu observer chez un grand nombre de charmantes bêtes, des chiens surtout, avec lesquelles tout au long de ma vie j'ai vécu.

J'étais demi-pensionnaire chez M. Morel au petit collège de Charmes; j'y étais de beaucoup le plus jeune élève et Mme Morel voulait bien m'y apprendre mes lettres.

Je me rappelle toujours avec un vif déplaisir le mélange de pommes de terre et de carottes que l'on y servait fréquemment, avec une vraie volupté l'effet d'une bande d'ombre le long des murs par un plein jour de soleil et la joie de laper de l'eau en passant auprès de la Fontaine des Gendarmes sous la côte, la bonne odeur de miel.

Chaque fois que j'ai eu des bêtes, je me suis préoccupé de leur nourriture.

Je m'excuse de ces images sans âme. Je n'offre jamais un morceau de sucre à un petit chien absurde et ravi sans songer à ces premiers temps d'enfance animale.

J'entends les parents ou grands-parents, leurs voix qui m'appellent et qui sont, aussi bien qu'un point d'appui, une source d'inquiétude.

Mais laissons ces premiers temps, ces lueurs dans la forêt, ces sensations entrecoupées.

Quelques-unes de ces impressions quasi animales ont, je crois, continué d'agir sur mon esprit tout au long de ma vie.

Au milieu de ces impressions quasi animales qui furent mon initiation terrestre, la voix de ma mère, son sourire, ses caresses, ses longues histoires, dont je comprenais le chant plutôt que le récit, m'ouvraient un ciel. Elle eut une voix d'espérance, de joyeuse annonciation, une jeune voix qui chante toujours l'orgueil d'élever un garçon et me prédit tous les bonheurs, tous les succès, tous les plaisirs qui me plairaient pourvu que je m'en montre digne.

La lecture de Walter Scott.

Et j'ai pour ouverture à toute la part divine de ma vie une lecture qu'elle me fit interminablement de Richard Cœur de Lion en Palestine une fois que j'avais eu la fièvre muqueuse.

A cette minute, mon imagination s'empare de quelques figures ravissantes qui ne doivent jamais plus me quitter : les jeunes femmes qui sont des anges, l'Orient, allaient dormir au fond de mon esprit avec l'harmonie de la voix de ma jeune maman pour se réveiller à l'heure de mon adolescence.

La Toussaint avant la guerre de 1870.

Ma mère continuellement malade était soignée presque toute l'année à Strasbourg dans la fameuse maison tenue par les Sœurs de la Toussaint, et ma sœur et moi, tour à tour, nous lui tenions compagnie, et le reste du temps à Charmes avec mon père ou parfois tous quatre à Strasbourg.

Une maison immense, cette Toussaint, toute traversée dans ses trois étages de corridors qui s'enfuient à l'infini et d'où surgissaient soudain des religieuses que je confondais avec les anges. Mes premiers souvenirs sont pleins de leurs voix gentilles, de leurs noms charmants; et puis du vol des cigognes, autres archanges de l'air.

Quelquefois j'allais voir l'horloge de la Cathédrale, l'ours du jardin zoologique et les gâteaux, mené par ces dames parfumées.

Je recueille les images qui subsistent en moi de cette période.

Je suis couché à plat ventre sur le parquet de la pièce qui est aujourd'hui mon cabinet de travail et j'y lis (dans les *Débats*) tout le procès du prince Pierre Bonaparte. Avec quelles couleurs éclatantes et tragiques leurs deux noms demeurent au fond de ma mémoire! Je demeure curieux de voir la maison d'Auteuil; je suis encore sensible à cette marche rapide du prince sous les insultes ; bien plus tard, trente ans plus tard, quand j'ai appris que Victor Noir était Vosgien, j'ai imaginé avec plaisir qu'on pourrait me donner des détails sur lui.

Naturellement je ne suis pas allé les chercher, pas plus que je ne me suis informé si la petite maison d'Auteuil existait encore. C'est un attrait qui subsiste en moi, indépendamment de moi, sans adhésion de ma raison, sans adhésion de tout mon être, une survivance, le legs d'un mort, un lambeau de brocart sous la poussière de mon grenier.

Leurs figures, *Le Cloaque*, je rattache tout cela à la lecture que je faisais en 1869 du procès du prince Pierre Bonaparte. Pourquoi est-ce à lui que j'étais favorable? L'orgueil du nom? Je pense que les récits durent me persuader.

Tout cela mince, chétif, sans portée particulière, insuffisant à nous rendre compte d'une vie qui telle quelle a eu sa courbe propre et qui ne s'est intéressée qu'à certains aspects de la vie. Est-ce dans ces minces expériences que je crois que je me suis formé? Nullement. Je ne les raconte que pour obéir à l'usage, comme ces veilleuses qui achèvent de briller dans les ténèbres d'où je suis sorti, sans les éclairer. Je dois tout aux mœurs de la Lorraine, tout à sa position historique et géographique, ce qui fit que je suis pareil.

Je m'impatiente d'indiquer ces traits d'enfance. Où mènent-ils? Ce qu'il est intéressant de connaître, ce sont les habitudes, les impulsions de toute cette Lorraine et cette Alsace telles qu'elles allaient être confirmées et exaltées par la guerre de 1870, telles que nous allions les reconnaître et les respecter.

La Lorraine a une mission et elle propose à chacun de ses enfants qu'il la remplisse.

Je crois que ces conditions géographiques, historiques, politiques sont toujours puissantes en Lorraine ; mais elles allaient l'être prodigieusement, parce que mes premières impressions allaient me plonger dans une des crises lorraines.

On ne parlait pas expressément de la Lorraine.

On ne parlait pas davantage de l'Empereur.

Mais on vivait dans l'idée qu'il y avait eu un grand homme et qu'il y avait des invasions, et que de Paris on devrait bien régler des problèmes qui, pardieu, étaient inconnus à Marseille.

Quand nous sommes tous assis dans l'église, chacun avec ses pensées, à quoi pensons-nous en commun? Nous ne vou-

lons pas être Allemands. La principale pensée religieuse, chez nous, à Sion, partout, est patriotique. D'où cela nous vient-il, cet amour de la France? Regardons au sortir de la Maison des Loups (1).

Cela nous vient de là et puis du fonds éternel. Nous sommes orientés vers le soleil. Callot et Claude Gellée vont à Rome et Hugo à Virgile.

C'est la Lorraine qui m'a donné les idées par lesquelles, à mon insu d'abord, puis consciemment, j'ai été gouverné.

LA MALGRANGE. LE LYCÉE

Arrivée à la Malgrange.

J'avais lu et relu le beau prospectus où il y avait une vue du parc, des grilles et la façade du château; on m'avait expliqué le joli uniforme que je porterais : tout cela excitait mon imagination.

Le train avait un peu de retard. Je tambourinais sur la vitre de la salle d'attente en chantant : « Partons, partons. » Mes parents s'étonnaient tout de même un peu de cette naïve impatience de les quitter. Et par la suite, quand je me plaignais, ils devaient quelquefois me la rappeler. Je ne me doutais pas du gouffre où je courais.

Je reconnus l'avenue, nous passâmes la grande grille, nous nous trouvâmes dans un petit parc, sur le devant de la façade; tout était bien conforme au prospectus; il y avait d'autres voitures, d'autres familles, d'autres enfants.

Mes parents profitèrent du moment que je causais avec un petit camarade et s'en allèrent à la dérobée. Je me retournai, les cherchai. J'étais seul. L'enfer commençait.

Odeur des couloirs, sonorité des dalles, désolation des dortoirs, le soleil sur les feuilles mortes et bientôt la pluie et les rhumes d'octobre, de novembre. Je revois tout cela avec mon absolue incapacité d'élève et ma faiblesse épouvantée en récréation. J'avais dix ans, je savais lire, écrire, et mon catéchisme. Rien de plus. Tout petit enfant, j'avais été chez les religieuses et durant la guerre au collège.

(1) Maison seigneurale de Jean de Charmes dans laquelle le duc Charles IV et Richelieu signèrent en 1633 le traité dit de Charmes.

J'avais des culottes serrées au-dessus des genoux par un élastique. Cette mode, je ne sais pourquoi, parut inadmissible, indigne d'un interne. Je me trouvais dans la situation excentrique d'un caniche qui parmi d'autres caniches a une casserole attachée à sa queue. Tous ses congénères lui tombent dessus. J'étais couvert d'engelures, de névralgies et de coryzas et bien incapable de me soigner ou préserver. Enfin je ne comprenais absolument rien... en sorte que mes jours se passaient dans la terreur et dans l'attente de la nuit pour pouvoir pleurer dans mon lit en pensant à la vie de Charmes.

Les fleurs, les papillons, et les martins-pêcheurs, le parfum des œillets et des roses, le chant des rossignols et des fauvettes, la joie des enfants et la bonté des femmes... c'est la série scintillante et puis il y a la série grave, la série brune, brune...

Le règlement strict eût exigé que j'allasse en huitième. C'est en huitième que commençait alors l'étude du latin dont je ne savais pas le premier mot. Mais tenant compte de l'empêchement absolu qu'avait été la guerre on m'admettait en sixième où étaient les enfants de mon âge. C'est une décision pleine de bon sens et de bonne grâce, mais quelle stupeur pour moi d'entendre ces récitations de *rosa*, la rose, de *amo*, *amas*, *amavi*, *amatis*, dont je ne comprenais en aucune manière le sens et qui sonnaient à mes oreilles comme des mélopées énigmatiques, affolantes!

Ces longues rapsodies de la dixième année ont amassé pour moi derrière toute rose une rumeur, un fond de désespoir qui amplifie ses parfums et sa beauté. Comme (on) embête l'innocence dans le monde!

J'aimais les offices et le dortoir. C'était mes solitudes. Au dortoir, je pleurais; aux offices, je m'aperçois maintenant que j'étais rempli d'une magnifique poésie. Qui croirait qu'un enfant de dix ans récitait avec ivresse les Psaumes de la Pénitence?

J'ai toujours souffert d'une sensation d'isolement. Je dis : souffert et isolement. Mais ces deux mots devraient être ouverts et tout leur paquetage étalé sur ce papier. D'abord, est-ce souffrance? C'est parfois simple et dur constat. Parfois même, j'éprouve de ce fait de solitude une espèce de volupté. Je me frotte contre. Dur contre dur. Seul dans le monde, soit! Qu'est-ce que cette solitude? Il n'est guère de minute, si je me

réveille la nuit, que je n'en prenne conscience et cela va de l'épouvante à la résignation. Au dortoir du collège, gamin de dix ans, je pleurais tous les soirs. Et maintenant encore, la nuit immobile et environné de ténèbres, je songe dans cet océan de dangereuses ténèbres. A tous les âges, quel remède? Aucun ne vaut le sommeil.

A cette heure je suis complètement dégagé de ces histoires-là. Je dis à ce petit garçon : « Que voulez-vous, mon ami? C'est la vie. Vous en étiez dès ce moment un privilégié; vous ne l'avez pas su, vous avez été prodigieusement malheureux, sans raison suffisante : c'est le fait de votre sensibilité un peu particulière qui par ailleurs vous a rendu service dans vos travaux littéraires, c'est la racine de votre aptitude artistique. » Je sais que je suis toujours pareil à ce petit garçon, mais ni lui, ni moi ne m'intéressent dans leurs particularités. Je ne saurais dire à quel moment m'est venu ce détachement à l'égard de ma jeunesse. Je sais que ma solidarité avec elle s'est indéfiniment prolongée. Tous mes premiers livres sont nourris des émotions intenses de mon internat. *Sous l'œil des Barbares* en est un écho. Je crois que la guerre a contribué beaucoup à remettre à leur juste place ces souffrances et à me faire me blâmer moi-même de les avoir ressenties à un tel point. Je pense aussi que le cours de l'âge y est pour beaucoup et qu'il en advint de moi comme de combien de Jeannot. J'ai beau me nommer toujours Barrès et Maurice, que reste-t-il en moi de cet ignorant petit garçon? Il en reste plus que je ne semble dire? Eh bien! que tout cela s'apprête à mourir.

Après quatre années de Malgrange, j'allai au lycée. En toute franchise, je dois dire que je ne conserve un bien bon souvenir ni de cette maison-ci ni de cette maison-là. Mais du moins la Malgrange était bien située, on y sentait le cours des saisons. J'y suis une fois retourné avec plaisir; il ne me viendrait jamais à l'esprit d'entrer dans les bâtiments...

Devais-je devenir leur pareil? J'y répugnais et n'en étais guère capable. Trop faible, trop timide, prodigieusement imaginatif, désireux d'un autre monde. Mais quel monde? *Je n'avais pas de modèle de ce que j'aspirais involontairement d'être.* Ma prédestination n'intéressait personne, n'était soupçonnée de personne, ni de mes maîtres, ni de mes parents, ni de

moi-même et je n'avais qu'à tâcher de devenir un collégien.

Singulière irritation contre le nigaud Lagneau.

Cependant quand j'eus seize ans, il m'arriva une grande chose, je fis la connaissance des esprits avec lesquels je devais passer ma vie.

Il faut dérober les livres, les lire en cachette.

Mes nuits d'été, à l'aube, au dortoir, comment je lisais les livres de la Bibliothèque nationale... *Roméo.*

Les mauvais caractères.

C'était le théâtre sans décor, dans une grange.

Le ver luisant devenait papillon, les couleurs divines se levaient, la rosée... J'ai retrouvé cela au printemps de Provence, quand la route de Mirabeau à Pertuis est divine de fleurs de pêchers, d'amandiers...

Mes Maîtres.

Ils n'ont rien éveillé en moi.

Ils m'ont bien ennuyé pendant huit ans. Je ne leur en veux pas. Moi-même étais-je pour eux quelque chose d'amusant? On parle toujours du pauvre enfant au collège. Eh bien! le pauvre professeur! Ai-je su leur rien témoigner d'aimable? Laissons mes griefs. D'autre part, j'ai rencontré bien des jeunes gens de cet âge difficile de dix à dix-huit ans, ai-je su agir sur leur esprit ou même les intéresser? Ai-je désiré les intéresser? Je ne vaux pas mieux ni aujourd'hui ni jadis que ne valaient mes professeurs.

Je ne les accuse pas. Je me borne à constater que, sauf erreur, je ne leur dois pas un moment d'émotion féconde. Je vais dresser le compte des grandes minutes d'acquisition de ma vie :

1° Quand ma mère me lut ce premier volume de Walter Scott et par la suite, toutes les fois que j'ai lu Walter Scott.

Walter Scott m'a donné cette charmante idée fausse que j'ai toujours eue des femmes, me les représentant comme des créatures idéales qui n'ont aucune de nos passions matérielles.

C'est ma musique à moi.

2° Ce dimanche matin où je suis allé au petit château de Florémont, près du cimetière, et où je lus dans le fossé *les Trois Mousquetaires* et *les Girondins.*

3° La bibliothèque de ma mère, un peu en cachette.
4° Les livres de Bonay.

La vocation. Les jardins d'Adonis.

Une émotion profonde, c'était de planter une pensée, un coucou, et de les voir périr.

J'ai planté des jardins d'Adonis, j'ai élevé des chenilles et fait éclore des papillons, j'ai collectionné des insectes. Tout cela est resté au seuil du mystère. Aujourd'hui encore je bénéficie de mes émois d'enfant. En Égypte, je me suis ému devant le scarabée en retournant sur lui ma crainte et ma vénération première. Au Liban, je me suis dit : « Mais moi aussi j'ai planté ces jardins d'Adonis. » L'éveil d'un papillon, combien ça me remplit de songes et d'enthousiasme. J'étais sur le point d'avoir une éducation profonde de l'âme. Il fallut aller au collège. J'y connus le chagrin. Pour rien. Huit années perdues. J'allais redoubler au Quartier Latin.

A VINGT ANS. — MA FORMATION LITTÉRAIRE

Qui donc a tort quand je suis si mesquin ? Est-ce mon éducation bourgeoise? Sont-ce mes maîtres du collège et du lycée? Ou, de naissance, n'étais-je point formé pour m'aller placer aisément à un point élevé? Je n'écartais rien, je ne soupçonnais pas qu'il pût s'agir d'autre chose que du plaisir d'un nom retentissant. Soyons justes, l'estime des maîtres et des connaisseurs, bref des cénacles, m'importait fort. Et ce que je voulais, c'était bien une belle qualité de notoriété. Une maîtresse, la gloire, mais tout de même que c'était court ! Par quelles étapes suis-je arrivé à quelque progrès dans cette question ?

La faiblesse de mon enfance et de ma jeunesse a été de ne pas connaître d'hommes supérieurs. C'est d'eux que j'avais soif et faim. Il n'y avait même pas de notables, de hauts types de civilisation. Il n'y avait pas de grands cœurs.

Un jour, Maurice Valentin m'a appris qu'à Paris on voit des grands hommes et qu'on se rend compte que leur mérite n'est pas inaccessible.

Je n'en ai pas vu au début. Et surtout je n'ai pas su en voir.

Pourquoi je voulais Paris et la vie d'écrivain ?

Aucune raison claire et forte, une invincible orientation, comme l'oiseau. Mais nulle raison raisonnable, nulle idée claire de mes lendemains, pas même un plan de travail. C'était mince, mais invincible.

Pour quitter Charmes. La page du Martinet.

La chenille elle-même un jour dans l'année cesse de traîner à terre et reçoit des ailes.

Nul être qui n'ait sa chance.

Si l'oiseau est emprisonné, une seconde les vitres s'ouvriront.

C'est la saison nouvelle.

Au printemps, les martinets, que l'on appelle surtout des hirondelles, envahissent la Lorraine où ils multiplient avec une rapidité prodigieuse leurs infatigables tournoiements. Ces petites bêtes ont des ailes si longues qu'elles ne peuvent pas marcher, et si pour quelque raison elles sont à terre et ne trouvent pas une pierre où grimper pour reprendre leur élan, elles meurent sur place, si intactes qu'elles soient. Quand je lisais la belle pièce de Baudelaire sur l'albatros, je me disais : « Nous en avons ici de ces héros de petite taille par milliers. Mettez-moi un caillou, jetez-moi par la fenêtre. »

Arrivée à Paris.

C'était l'âge des illusions. Qu'est-ce qu'on entend par là? Je continue de m'émouvoir de tous mes chocs avec la vie et à me faire le jour, la nuit, de folles imaginations. Je crois même que, moins sensible à la superficie des êtres, à leurs paroles, je me fais d'eux, à l'occasion, une idée plus grave, plus bienveillante et plus profonde. Et si je vais invariablement à la solitude, c'est par sensibilité.

A vingt ans.

Quand j'arrivai à Paris, royauté de Hugo, mais un roi de fait, installé par sa [supériorité], à la force du talent. Sa pièce de vers en tête du Tombeau de Théophile Gautier, ça, c'est des coups qu'on ne pardonne pas. Elle leur criait bien autre chose

que la supériorité de l'auteur : leur néant. Et ainsi chaque fois.

On ne pouvait l'attaquer comme font les élèves du maître ou les valets de l'office, le blaguer, l'épier... Les plus raisonnables d'entre eux aimaient distinguer qu'il n'était pas intelligent : « Oui,... comme l'Himalaya », rectifiait Leconte de Lisle.

Hugo. — Son prestige sur nous était fait de sa gloire plus encore que de son œuvre. Une gloire sacerdotale et charlatanesque. Quelle vie il acceptait et s'était organisée ! C'était l'ancêtre et le prophète du régime, au milieu d'une génération de blagueurs.

Cependant, la gentilhommerie du pair de France subsistait sous le poil broussailleux du radical-socialisant.

Et de son œuvre s'exhalaient, ce que l'on peut voir encore aujourd'hui, quelques-uns de ces accents de profonde songerie qui firent à Virgile la réputation d'un sorcier. Et plus loin encore, je songe aux vieux cultes naturistes.

Dans le train de Versailles à Paris, les mères le priaient de bénir leurs enfants, et les femmes les plus brillantes au pied de cette gloire avaient les rêves dont profita Booz.

Laissez tomber le vieil ouvrier, ceci, cela, c'est un Mage.

C'est alors que nous avons commencé d'aimer pour toujours, car on n'aime qu'une fois.

Notre goût pour Hugo.

Je vois qu'on n'a pas encore fini d'épiloguer sur le « Bête comme l'Himalaya ». Nous savons que le génie de sonorité chez Hugo était supérieur au génie de réflexion.

On voudrait que je préférasse Ronsard à Hugo. J'ai fini par m'apercevoir que j'aime Charles d'Orléans, Villon et Musset.

C'est quelque chose qui me plaît beaucoup que les poèmes de Charles d'Orléans aient été découverts et puis édités dans un petit cénacle où se formait Stendhal. Le bon père Martin, le professeur Vincent Chalvet, en même temps qu'ils donnent au jeune Beyle, l'un le goût de Shakespeare, l'autre des notions d'histoire, donnent la première édition de ses poèmes, celle de 1803. Si j'aime Stendhal, c'est parce qu'il « transpose les gestes de la vie réelle dans des régions imaginaires ». Son Julien Sorel est un mauvais garçon, comme Villon, c'est possible, mais il vit dans les idées; son Mosca, son Fabrice filent dans la musique.

L'homme de génie, c'est celui qui nous donne ce dont nous avions besoin et qu'un autre ne pouvait pas nous offrir.

Le plus misérable individu, s'il nous offre un verre d'eau quand nous mourons de soif, est un grand homme, un bienfaiteur.

Omettre était la méthode, le secret principal de l'esprit de Leconte de Lisle. Il me disait qu'un poème ne doit rien exprimer que d'utile et qu'il doit pouvoir se terminer par C. Q. F. D. Mais c'est surtout dans sa vie que cela était sensible. Il eût bien voulu gagner de l'argent. Il mit son honneur à ne pas écrire au *Rappel*, à ne pas faire comme Baudelaire et il lui parut préférable de toucher une pension de Napoléon. Il craignait les discordances et il donne ainsi du caractère à son œuvre et à sa physionomie.

A ses yeux du moins.

Il louait l'unité de la mort et haïssait les discordances de la vie. Un moine.

Trois des pièces que Leconte de Lisle préférait :

La Vérandah.

Le Cœur de Hialmar.

Le Sommeil du condor.

Baudelaire.

Je n'aime pas une œuvre trop aimée de tous.

J'aime ce que disait Descartes : *Scientia est velut mulier : si casta apud virum maneat, colitur; publica vilescit.*

La science est comme une femme, il faut qu'elle soit réservée.

Je n'aime pas parler de ce qui me tient à cœur. Il faut qu'il y joue des rayons et des ombres. Traînée en pleine lumière devant tous, non.

En ce temps-là, ayant écrit un article sur *le Bonheur* de Sully Prudhomme, je reçus du poète une lettre de remerciement qui me fit grand plaisir. Ayant remarqué l'heureuse influence de cette lettre sur mes sentiments et qu'elle me confirmait dans ma haute estime à l'égard du poète, je résolus de produire un effet semblable chez les personnes qui, dès lors,

commençaient à me consacrer des articles, et n'espérant pas mieux faire que mon illustre correspondant, je m'inspirai étroitement de sa lettre dans toutes mes réponses.

On allait à la vitrine du marchand du boulevard Saint-Germain admirer la *Vieillesse du roi David* gravée par Bracquemont d'après le tableau de Gustave Moreau et que Gabriel Sarrazin admirait si fort que ses amies se cotisèrent pour la lui offrir. J'ai beaucoup aimé cela et les préraphaélites que je découvris successivement dans des revues d'art, dans des recherches assez difficiles chez les photographes et au cours de voyages à Londres. Puis je sentis que je me nourrissais de sucreries, et cette sensation fut si forte qu'elle me dégoûta des Primitifs italiens que les esthètes avaient copiés et dont je ne sus pas sentir la vigueur ni les mystérieuses ambitions.

Ma formation littéraire.

Comment toute ma vie j'ai été sur une fausse piste par désir de me nourrir l'esprit.

Et puis par le goût de l'harmonie sans pensée.

C'est l'entre-deux qu'il m'eût fallu, l'élan léger.

Les développements trop lourds de Taine et la rhétorique de Hugo sont bien beaux, mais à mettre dans les assises de l'édifice. Il faut prendre le vol. Et alors je vais où m'appellent ces signes d'amitié que je reconnais bien.

Sadi, — le seul auteur qu'à certains jours, en vieillissant je trouve plaisir à lire, un La Fontaine dont les marges ne sont pas maculées, ni les couleurs ternies par les doigts de notre enfance scolaire, — raconte que cette rivière irrésistible, au début de son cours et quand elle écartait les roseaux de sa source, en quelques coups de pioche on la pouvait détourner... Quels sont les coups de pioche qui m'ont détourné de la voie la plus probable et d'être notaire, médecin, ingénieur, fonctionnaire? (L'Enfance des Hommes célèbres).

Mes livres. Un chapitre à la Montaigne.
Là repose un feu inextinguible.

Au moment de l'*Homme libre*.

Bien souvent je me suis demandé ce que pensait le prince

André quand il va mourir et qu'étendu sur le champ de bataille et regardant le ciel il songe au néant de sa vie, oui, je me suis demandé le sens de cet épisode saisissant de *la Guerre et la Paix*, car enfin, moi aussi peut-être je gâche l'étoffe de mes jours et je mésuse de la vie. Et ce que Tolstoï croit qu'a pensé alors le prince André, je l'ai trouvé dans ce qu'un paysan russe, dans un mémoire authentique, rapporte du profit qu'il a trouvé auprès du vieillard d'Isnaïa Poliana :

« Cher, très cher Léon Nicolaïwitch, écrit ce paysan au lendemain de la mort de Tolstoï, c'est à toi que je suis redevable de ma nouvelle naissance spirituelle... Tu ne m'as pas dit comment je devais vivre, tu m'as dit seulement que chaque homme est libre, qu'il peut et qu'il doit organiser sa vie le mieux possible, comme il l'entend, sans considération pour la façon dont ceux qui l'entourent vivent eux-mêmes ou apprécient sa façon de vivre, sans se laisser déterminer par tout le patrimoine spirituel que chaque homme tient en héritage du passé... »

Cette phrase me donne la clef, me révèle l'illumination du prince André devant la mort. Il y a là toute une part que j'admets, et c'est ainsi qu'un jeune homme posait le problème, mais pour trouver sa liberté il s'appuya après quelques recherches sur ce patrimoine même qu'il tenait en héritage du passé et que Tolstoï réprouve.

En Italie.

La souffrance, l'expérience trop précoce m'avaient donné une « intelligence à faire peur ». C'est l'expression qu'emploie Henry James parlant des conversations que j'eus avec lui à vingt ans à Florence. Je lui expliquai la vie. Plus tard, j'ai laissé cela en jachère, parce que je me suis préféré dans les minutes où je regarde les êtres un peu au-dessus de leur tête pour voir le type dont ils sont un symbole et dont ils me donnent l'idée.

J'avais une lettre pour Henry James. Je le trouvai dans un hôtel sur le quai de l'Arno. Il me reçut avec la plus charmante grâce et me conduisit via Garibaldi chez Vernon Lee où je connus Carlo Placci. Bien des années après, j'ai lu une lettre qu'il écrivit à cette époque et où il parlait du jeune M. B... « intelligent à faire peur ». Cette épithète m'a beaucoup frappé

et j'ai essayé de la comprendre. Je nous ai revus déjeunant via Tornabuoni et lui expliquant tous les hommes dont il prononçait les noms avec cette froide lucidité qui est peut-être dans mes goûts et à laquelle me disposait ma jeune malice de Lorrain ébloui par certaines supériorités, et vivement dégoûté par les amas de sottises et de mensonges d'où elles émergent. H. James me vantait Lemaître : « Eh! lui disais-je, il écrit avec une souplesse et une grâce extraordinaires. Mais qu'écrit-il? Ce qui est l'ordinaire des jugements dans les conversations de jeunes professeurs, de jeunes écrivains. Encore le fait-il sans courage vrai, habilement. Il exprime des points de vue, mais de lui-même n'en a pas; c'est un penseur sans portée. »

Autant que je me rappelle, ces Anglaises étaient athées avec délices.

Leur culture dépassait de beaucoup la mienne.

J'étais dans un milieu préraphaélite.

Quand je veux prendre une idée de ce que fut la vie des Browning à Florence, je pense que j'en ai respiré là quelque chose.

Confessions.

Je souffrais de quelque chose de mesquin, de subalterne, où l'élan de mon imagination était gêné, irrrité. C'était insupportable au matériel et au moral. Cela refroidit, ratatine.

Mais il ne suffit pas que je grimoule. Qu'est-ce qui me faisait plaisir et me délectait? Cela il faut que je le dise.

MA VIE POLITIQUE

Ma vie politique : je ne pouvais pas me contenter d'une vie facile, du jeu facile de mes aptitudes littéraires et des satisfactions peu à peu d'un *cursus honorum*. J'ai voulu sentir la difficulté. Ma mère avait tant souffert de rester à Charmes! J'ai péché par excès d'efforts sur moi-même. Jusqu'à l'absurde, je me suis contraint, maltraité. A quoi bon ces victoires sur moi-même?

Une grande affaire, la grande affaire aura été pour moi de trouver dans ma vie active, parlementaire, électorale, bref dans la politique, de quoi nourrir mon imagination, ma sensibilité,

mon âme. Il ne me suffisait pas de m'y distraire, de m'y employer et dépenser. Il fallait que j'y reçusse quelque chose. J'y parvins par intermittences seulement. Souvent j'y souffris de sécheresse, de dispersion, de confusion. Mais dans quelle vie y a-t-il parfaite unité, équilibre constant? Et ces nostalgies au milieu des besognes parfois, peut-être me furent utiles. Peut-être la politique et le Parlement me furent-ils des milieux favorables qui m'enrichirent. Faut-il l'unité? Ne sera-ce pas, pour un tel que je suis, la mort?

Il s'agit d'aimer ce qu'on est obligé de faire, et dans mon cas, d'une manière incroyable de complication, ce qu'on s'est obligé de faire.

Car c'était ainsi, je m'étais obligé à faire un métier dont j'avais horreur et il me fallait l'aimer, ou vraiment être perpétuellement mécontent de moi et stupide à mes propres yeux, il fallait distinguer en lui de quoi l'aimer.

J'y réussis.

Je désirais sentir ma vie sans contradictions, ne pas être divisé, tiré à quatre chevaux, être *un pour moi*. Ma littérature et ma politique devaient se correspondre, se compléter, s'harmoniser, puisque j'avais de l'une et de l'autre le même besoin spontané, puisque j'étais allé à l'une et à l'autre sans le vouloir, d'un élan fatal.

A la surface, elles se contredisaient et me divisaient.

J'ai fait l'unité.

A moins que, plus simplement, je n'aie accordé mon art désintéressé avec mon ambition intérieure, — c'est mal dit: — accordé mon goût du beau avec mon goût du succès.

Pendant mes campagnes électorales.

Dans ces réunions, dans ces études, quand j'avais à prendre connaissance des besoins d'un si beau pays, quand j'y pouvais déployer mes facultés d'étude et d'imagination, il me venait un absurde et misérable désir de porter ailleurs mon regard et mon désir. Je me sentais atrocement seul et rempli d'aspirations inexprimables. Je rêvais de solitude, de paysages primitifs et incultes. J'en ai gardé toute ma vie un désir constant de changer de nom, de recommencer une existence inconnue. J'ai passé mon temps à être excédé de moi.

A de nombreux moments, j'ai senti la grandeur de la vie inculte, je l'ai appelée, ou plus exactement j'ai rêvé de renoncer à me posséder, de livrer mes compartiments, de délier mes gestes, de m'engloutir sous les sensations.

Le Boulangisme.

Au moment du boulangisme, je n'eus pas le sentiment de ce que peut et de ce que doit un esprit qui s'attache à une grande vérité. Je m'ébrouai avec allégresse en violence d'approbation et de réprobation. Je goûtai profondément le plaisir instinctif d'être dans un troupeau.

Je dirai même que j'avais la foi.

Mais, faute d'un puissant travail, je restai dans la superficie, dans les propos des journaux. Je ne sus pas dégager la symphonie d'une vie.

J'admirais Naquet. J'étais ébloui par Laguerre. Je le demeure.

Ce fait d'un peuple acclamant...

Je ne l'ai pas approfondi.

Tous ces longs mois sont recouverts par le flot. Quelques îlots émergent. Une soirée à la Rotonde, où je vis le succès ultime pour le *Père la Victoire*... Je les voyais tous redresser la tête et s'emplir de sentiments allègres et vertueux.

Comme nous modelions les âmes! J'avais plaisir à me dire : « Je suis de cette race des artistes. »

Au lendemain de mon élection (la première au 1er arrondissement, 1906), je suis allé passer quelques jours à Domremy. Affreuse installation. C'était pour y chercher une digne énergie vitale. Sorte de démarche grave, me placer sous un signe beau et noble en secret. Je me rappelle surtout un après-midi : seul, couché dans l'herbe près de Notre-Dame de Bermont, je voyais toute cette charmante vallée de la Meuse. Je sentais un bonheur profond et un scrupule, un conflit en moi; saurais-je satisfaire, cultiver quand même les hautes parties de mon être? Je percevais à mon insu qu'il serait bien de faire cette fusion de mon plaisir (d'être élu) et de mon travail. J'aspirais à cette unité. Mais je ne m'en faisais pas une idée claire, pas même une préoccupation avouée. Cela se bornait pour moi à un problème de

temps; trouverais-je le temps de travailler? Et pourtant, à mon insu naissait en moi une âme : elle n'avait pas de corps. Je ne devais lui trouver un corps que vers la guerre. (Peut-être la campagne des églises.)

APRÈS LA MORT DE MES PARENTS

État mystique où je me trouvai après la mort de mes parents. Comment je connus la plaine de Sion.

Je ne puis dire que j'aie pensé, senti que je n'étais pas seul. J'ai su que j'étais eux, et que c'était ma destinée, ma nécessité de les maintenir aussi longtemps que je pourrais, comme un nageur qui sauve les siens jusqu'à ce qu'il s'engloutisse avec eux ou trouve une barque. De là les *Amitiés françaises* et mon nationalisme. Je me moquais de l'univers dès l'instant que j'étais d'accord avec cette mémoire, et bien sûr d'être dans notre sentiment tel que je l'interprétais.

Ce point sur cette eau obscure me donne ma juste mélodie. Cette eau si profonde où l'œil étranger ne peut indiscrètement pénétrer, dont rien ne peut troubler le sentiment au milieu d'une nature muette, en glissant elle me chuchote ce qui s'accorde avec les pulsations les plus vraies de mon cœur.

Pourquoi me plaît-elle, me donne-t-elle une émotion si puissante et vers laquelle secrètement je me retourne, cette vallée du Madon, à la ferme de Maxévoid, au village de Xirocourt, sur la place plantée d'Haroué?

Cette eau lente d'octobre au ras des prairies, sous une arche de pierre, c'est beau comme un oiseau qui plane sur un immense ciel gris.

Tout mon passé m'assiste et mes sentiments essentiels m'entourent sans me faire souffrir. Je n'ai rien près de moi que mes morts, des êtres enrichis par mes songeries.

C'est dans l'église de Charmes, à la messe que l'on dit pour les morts le lendemain de la fête patronale, ou bien le 2 novembre, que je comprends le mieux mes racines. J'y suis venu enfant avec ma mère dans cette église. J'en connais l'histoire.

Quand j'étais enfant, quelque chose occupait mes pensées, le vitrail des Trois morts et des Trois vifs. Je ne lui donne pas ce sens-là.

Voilà des morts qui accostent des vivants.

Ils leur adressent une supplique. Laquelle ? Ils ont besoin de quelque chose. De quoi aurai-je besoin quand je serai mort ?

...Ceux qui apparaissent après qu'ils sont morts. Ce ne sont pas des morts muets. Ceux qui durent après qu'ils sont morts, ceux qui apparaissent, ceux avec qui l'on cause. Et moi qu'aurai-je à dire ? Quels sont les morts que les vivants rencontrent, les morts qui ne soient pas totalement des morts et dont nous entendons les voix ? Je cherche dans Charmes. Je cherche en remontant depuis chez moi la grande rue.

Qu'y a-t-il là qui puisse entrer dans une autre vie et y devenir vivant, efficace et dont elle m'aura de la gratitude ?

Quand je rentre de la petite ville à ma maison par le chemin qu'enfant je suivais, je n'ai plus ce mystère, ce désir du bain et de la fontaine, ce sentiment d'une épaisseur d'âme tout autour de moi. Les choses de la vie me sont claires et le mystère est allé plus loin. Il y a quelque chose de parti : le ver luisant. La plus lointaine image qu'il y ait dans mon cœur, c'est ce ver luisant que j'ai vu dans le fossé de la route en allant chez moi. Je n'ai pas demandé la lune, j'ai demandé le ver luisant qui s'éteint dans la main.

Je n'ai jamais eu de déception. J'ai vu que l'éclat qui m'avait attiré s'évanouissait dès que je tenais l'objet en main. L'Académie et le Parlement, l'Espagne, l'Asie, le Rhin, la gloire autant que je l'ai approchée, et bien d'autres objets, sitôt que je les possédais, perdaient ce feu brillant qui m'avait attiré, mais en place je trouvais quelque chose de grave et de grandiose où j'étais dépassé, insuffisant, et qui pouvait, si j'avais la force d'y fixer mon attention, fournir d'importantes réflexions.

C'est le jour de mes soixante ans, à la minute où j'ai publié l'*Itinéraire* de mon grand-père J.-B. Barrès, que m'est venue l'idée d'écrire, moi aussi, mon Itinéraire. J'y ai pensé deux, trois ans, le temps d'achever d'autres travaux. Qu'allais-je dire de mon enfance ? C'est un temps où mon esprit ne se reporte jamais. Là ne sont pas mes sources. Ce n'est pas là que j'ai pris ma vie. Ce qui me remplit, m'émeut, m'attriste, me contente, ce que je regretterai en mourant de laisser inachevé ne provient pas de ce bon petit garçon follement timide, épouvanté

et malheureux que j'étais. Et même ne provient pas de mes chers et respectés parents qui m'ont fait toute ma conception de l'honneur et de l'honnêteté mais non mes attachements et mes curiosités. Si je cherche les raisons de ma formation, je les trouve dans mon milieu de naissance, dans ma petite ville, dans les événements de la guerre, dans la conception lorraine. Mon imagination avait été nourrie et orientée par Strasbourg, Sainte Odile, Sion, le château d'Andlau et je ne cesse pas de construire avec ces beaux éléments. Une idée dont j'étais à la fois l'auteur et le disciple.

Mes rapports avec la Lorraine sont d'un mariage, je la crée et je me crée.

Je n'ai pas cessé de cultiver, d'inventer, de créer en moi cette Lorraine intérieure par le roman que je me faisais de cette idée perpétuellement caressée. Plus tard, au cours de ma vie, j'ai bien souvent remercié le ciel de cette fortune que j'ai eue d'être Lorrain et non pas de Nancy, que les fonctionnaires nuancent, dénaturent, ni des Vosges trop enfermées dans leurs hivers et dans leurs forêts, mais de cette petite ville ducale et dans cette position si hasardeuse de poterne avancée.

Qu'y a-t-il de vrai en moi parmi tous les semblants auxquels de bonne ou de mauvaise foi je me prête ? Il y a mon sentiment des pays lorrains. Cela est réel, jaillissant et créateur en moi. Mais ai-je enveloppé cette force intérieure d'un silence assez prolongé, assez fréquent... L'ai-je écoutée comme il eût fallu, d'une manière exacte ? Car enfin qu'était-ce que cette aspiration sous forme de souvenirs ?

Je crois que j'ai souvent péché par abus de la volonté. A cette date de 1893, n'aurais-je pas dû accepter la leçon des événements ? Pascal attire là-dessus notre attention. Mais quels sont les événements qui viennent de Dieu ? Il y a aussi : « Aide-toi, le ciel t'aidera. » Mme de L... me le disait ainsi : « Vous n'êtes peut-être pas fait pour la politique. » Cette phrase m'entrait dans le cœur comme un poignard. N'aurais-je pas mieux fait de multiplier des livres comme *les Déracinés* ? C'est un problème que j'ai agité toute ma vie,

Les hommes et les paysages qui m'ont occupé toute ma vie, il m'est impossible de les voir aujourd'hui dans la première maigreur qu'ils eurent il y a un demi-siècle dans mon esprit. Je puis retrouver quelque chose de leur aspect de jadis. Mais il

faut en prendre mon parti, je mêle à ce qu'ils furent, à ce que je fus, ce qu'eux et moi nous sommes devenus.

Très vite pourtant la Lorraine existait pour moi. Le chapitre de *l'Homme Libre* est de 1888 au plus tard. J'avais vingt-six ans. Où se fit cet éveil? Je n'en ai pas d'idée claire.

Il m'est arrivé une singulière aventure. Je me suis aperçu que je m'étais imposé une vie que je n'aime pas. J'ai marché vers l'horizon pour y saisir quelque chose qui n'y existe pas, j'ai fait des efforts bien conçus en vue d'habiter un jour un palais de délices parfaitement chimérique. Quelque chose est vrai, la poursuite d'une certaine note juste qu'il s'agit de dégager en soi, de composer et d'exprimer. Quelque chose est faux, qu'il y ait aucun plaisir dans la notoriété.

Grande parole de Lamartine : « Ce n'est pas pour vous, monsieur, que j'écris. » Et moi à cet autre : « Je vous défends de me lire. »

Que de fois j'ai formé le rêve de recommencer ma vie. Non pas d'être à nouveau un Barrès de vingt ans. Je rougis de ce garçon-là, je n'y veux plus penser et j'aimerais cent fois mieux entrer au cloître que retourner dans une chambre du Quartier Latin.

Un jour d'été j'ai dîné avec Paul Bourget au Quartier Latin et, passant dans l'ombre devant les cafés et les restaurants violemment éclairés, il disait : « Que j'aimerais être un de ces jeunes gens, pauvres comme j'ai été et recommencer de vivre! »

Et moi, je l'écoute avec étonnement. Ce n'est pas de cela, ce n'est pas d'être jeune que j'ai soif, mais d'être un autre, de n'être pas moi dont j'ai épuisé les ressources.

Cinquante années se sont accumulées entre moi et ce petit garçon. C'est un mur épais de ténèbres. Pourtant, à certains moments, mes sentiments d'alors furent si forts qu'ils ne se laissèrent pas recouvrir et qu'à travers cinquante années je m'aperçois encore. Je respire le froid terrible du réveil et de l'eau glacée, — la leçon que je ne sais pas, — la récréation où tous se précipitaient, — le dégel dans les cours, — le mal de dents, — et surtout la récitation des *Psaumes de la Pénitence*.

Je n'ai jamais eu besoin d'autres idées que celles où j'ai baigné de naissance. Grâce à elles, j'ai toujours su parfaitement

quelle était la vérité. Mon nationalisme n'a été que leur expression, leur clameur et leur frissonnement. Quand vint l'affaire Dreyfus, mon père était mort. Je crois que tout ce que j'ai dit à cette heure était de chez nous. Lavisse ne s'y trompa pas. Le jour où je lui fis ma visite de candidat, il me dit : « Je reconsnais chez vous tout ce que j'ai vu à Nancy, je ne voterai pas pour vous. » Je lui dis combien je pensais qu'il devait souffrir de marcher avec des ennemis de l'armée.

Ma mère m'écrivit une lettre inoubliable. Ayant lu mon article de Rennes sur Picquart, elle me dit qu'elle était allée le relire au cimetière près de la tombe de mon père. Je n'y vais jamais sans songer à ce tableau.

De mon expérience propre, qu'est-ce que j'ai dégagé en outre? J'ai compris que lorsqu'on se trouvait en présence d'un esprit supérieur, il fallait chercher le point de contact que l'on pouvait prendre avec lui. Ne prenons pas aisément notre parti de n'être pas d'accord avec le génie.

J'ai cherché à me compléter avec ce qui ne me faisait pas horreur, à m'harmoniser plus large et plus haut.

J'ai développé en moi le bon sens qui est très puissant dans ma famille, et je suis content de savoir la portée qu'il faut lui donner. Descartes pensait qu'il nous vient de Dieu, qu'il ne peut pas nous tromper, parce que Dieu ne saurait nous tromper. Le bon sens, je l'ai employé à retenir le bon. J'écoutais les meilleurs à la Chambre et secrètement je les aimais. Je ne le disais guère ou rien que d'un mot. (Cela par *fausse* idée de l'impuissance à se faire entendre). Mais je faisais mon être intérieur. Je portais au-dedans de moi-même un trésor. Mon bon sens est de Dieu.

C'est le bien-être de la tombe où je vais goûter l'éternité avec tout ce que j'ai de meilleur. Ici, je suis soustrait à la dispersion vulgaire, et mon cœur paisible emplit ma poitrine, cependant qu'un autre moi-même chante les grands chants que j'aimais, la mélodie infinie de mes sentiments, la musique qui répondait à mes désirs.

MAURICE BARRÈS.

LA VÉRITÉ

SUR LA

TRAGÉDIE D'EKATERINBOURG

I

LES FAITS

Onze années se sont écoulées depuis la nuit historique du 16 au 17 juillet 1918, au cours de laquelle, — à l'est de la Russie, à la frontière qui, par l'Oural, sépare l'Europe de l'Asie, dans la ville peu connue d'Ekaterinbourg, dans les caves de la maison « à destination spéciale », qui appartenait à l'ingénieur Ipatieff, — fut anéantie la famille entière de l'empereur Nicolas II, avec tous les serviteurs qui avaient jusqu'à l'heure suprême partagé avec lui son sort cruel.

A une autre époque, dans d'autres conditions d'existence des peuples, le monde entier aurait su les détails les plus insignifiants de ce drame. Tout homme civilisé saurait exactement comment il s'est produit, qui en est matériellement et moralement responsable, et pourquoi la tempête révolutionnaire russe l'a rendu inévitable.

La réalité est tout autre. La tragédie d'Ekaterinbourg est mal connue. On sait, d'une manière générale, que l'empereur de Russie Nicolas Alexandrovitch qui, un an auparavant, avait été forcé d'abdiquer, sous la poussée de la révolution et pour épargner à sa patrie les horreurs de la guerre civile, fut assas-

siné en même temps que l'Impératrice, le Grand-Duc héritier et toutes ses filles. Ni les détails du crime, ni l'analyse objective des facteurs qui en ont préparé l'exécution, n'ont encore été l'objet d'une étude sérieuse. Des épisodes sans suite, des on-dit, des informations de rencontre, dont l'invraisemblance sauterait aux yeux si l'on connaissait, fût-ce de la manière la plus superficielle, les circonstances essentielles du drame, — c'est à peu près tout ce qu'on trouve dans la presse sur le martyre de la famille impériale russe.

Est-ce qu'on manque des éléments nécessaires pour le reconstituer à l'aide de données certaines? Tout au contraire, nous sommes en possession de documents dont on ne saurait suspecter l'authenticité, la certitude et la bonne foi. Il n'y a qu'à les étudier impartialement et à tirer les conclusions qui s'imposent. Alors la vérité éclatera, la tragédie apparaîtra dans sa réalité atroce; on connaîtra, sans erreur possible, les causes et les responsabilités.

C'est pour essayer d'accomplir cette tâche que j'ai écrit la présente étude.

Pour reconstituer la tragédie d'Ekaterinbourg, je me servirai presque exclusivement d'informations recueillies en dehors de moi, et je n'y ajouterai que très rarement mes renseignements particuliers : ainsi on ne pourra m'accuser de travestir les faits ou de les présenter sous un jour tendancieux.

Toutefois, je crois devoir rappeler au préalable certaines circonstances qui me sont personnelles.

1° — Dans la nuit du 30 juin au 1er juillet 1918, je fus arrêté et transporté dans la rue Gorohovaya, à l'ancienne Préfecture de Pétrograd, où se trouvait à cette époque la fameuse « Commission extraordinaire d'enquête pour la lutte avec la contre-révolution et la spéculation », connue sous le nom abrégé de « Tchéka ».

La cellule où je fus conduit était la cellule commune n° 96, où se trouvaient déjà réunies soixante personnes, — mélange extraordinaire des catégories les plus hétéroclites : soldats de l'armée rouge arrêtés pour crimes variés, matelots suspectés de pillages effectués sans ordres émanant de leurs chefs, paysans détenus pour vente illicite de produits alimentaires, ouvriers dénoncés par leurs camarades communistes, anciens

grands dignitaires d'État, officiers supérieurs, etc. Le soir seulement, je pus trouver asile dans une des deux petites cellules de moindres dimensions, assignées aux détenus « politiques », — où le général Verkhovsky, le dernier ministre de la Guerre du Gouvernement provisoire et actuellement une des autorités militaires soviétiques, transporté de Gorohovaya à la prison de Kresty, me céda son grabat.

Pendant toute une semaine, je n'ai vu aucun représentant des autorités en dehors de l'adjoint du commandant de la Tchéka, Kousmine, qui nous rendait souvent visite vers le soir et nous communiquait différentes nouvelles du jour. Il était le plus souvent entre deux vins, mais n'était pas grossier avec nous et ne s'appliquait pas à rendre plus dures encore les conditions humiliantes où nous étions réduits.

J'appris par Kousmine que je serais interrogé par le président même de la Tchéka, Ouritzky. Kousmine ne m'en félicita pas et me prévint que je ne devais espérer rien de bon de cet interrogatoire. Le même Kousmine me dit qu'Ouritzky était parti le 2 juillet pour Moscou afin d'assister au « Congrès des Présidents des Tchéka » et qu'il ne devait pas rentrer avant samedi ou même dimanche.

La semaine se passa dans l'énervement de l'attente. Nous avions pour seule distraction les récits que Kousmine nous faisait, parfois jusqu'à une heure avancée de la nuit, sur les incidents de la vie de la prison et même sur quelques-uns des événements du dehors, — que nous connaissions d'ailleurs par les journaux qu'à cette époque il nous était encore permis de nous procurer par l'intermédiaire de la chancellerie de la Tchéka.

Le samedi soir, 6 juillet, nous apprîmes que le bâtiment du Corps des pages, qui abritait une partie de la garnison de Pétrograd non ralliée encore à l'armée rouge, avait été pris d'assaut et, tard dans la nuit, courut le bruit de l'assassinat à Moscou de l'ambassadeur d'Allemagne, le comte de Mirbach.

En nous communiquant ce bruit, Kousmine ajouta qu'on attendait pour le lendemain matin l'entrée à Pétrograd des troupes allemandes cantonnées à Pskoff, qu'alors la garde de la prison abandonnerait ses postes et se retirerait. Il nous conseillait de suivre son exemple et de nous cacher en ville, sans attendre que la foule fît irruption dans nos cellules pour nous massacrer.

Rien de pareil ne s'est produit. Les Allemands ne sont pas entrés à Pétrograd et rien n'a été changé à notre détention. Le lundi soir, 8 juillet, Kousmine nous déclara qu'Ouritzky était de retour de Moscou et que je n'aurais plus longtemps à attendre. En effet, le mardi matin, vers onze heures, — heure tout à fait exceptionnelle pour les interrogatoires, qui se pratiquaient ordinairement dans la nuit, — je fus amené devant Ouritzky. L'interrogatoire dura deux heures; après quoi Ouritzky me déclara que je ne serais pas inculpé, mais qu'il me demandait de répondre à trois questions.

La première concernait la personne de l'Empereur et l'état de sa santé. Elle était ainsi formulée : « L'ancien Empereur était-il sain d'esprit et, au cours de vos longs services auprès de lui, n'avez-vous pas eu l'occasion de remarquer que ses facultés mentales n'étaient pas en état normal? »

Après avoir écouté ma réponse qui fut développé et m'avoir posé encore deux questions subsidiaires, qui avaient pour but de me démonter ou de provoquer de ma part des réponses qu'il aurait pu ensuite commenter à sa manière, Ouritzky me dit : « Je vois que la commission d'enquête n'obtiendra pas de vous les éclaircissements dont elle a besoin, et j'ai d'autant moins d'envie de prolonger votre interrogatoire, que le Pouvoir soviétique a décidé de soumettre le procès de l'ancien Tsar au tribunal du peuple : vous y serez appelé pour témoigner. » Ceci se passait le 9 juillet 1918.

Quel était le but d'Ouritzky en me parlant ainsi? Croyait-il qu'en réalité le Pouvoir soviétique soumettrait au jugement du tribunal du peuple les prétendus crimes du régime tsariste? Ou avait-il l'intention de dissimuler ainsi la décision, déjà mûre à ce moment, du Gouvernement soviétique de massacrer l'Empereur et toute sa famille? Je l'ignore, mais ce qui est certain, c'est que, pendant les journées du 3 au 8 juillet passées par Ouritzky à Moscou, Golostchekine, — commissaire militaire de l'Oural et exécuteur suprême du plan diabolique, imaginé par le Gouvernement soviétique et réalisé une semaine plus tard, le 16-17 juillet, — se trouvait également à Moscou, dans l'appartement de Sverdloff, ami intime d'Ouritzky.

Une autre pensée vient d'elle-même à l'esprit : la réunion des présidents des Tchéka n'a-t-elle pas été convoquée à Moscou au cours de cette semaine, précisément pour informer les prin-

cipaux agents locaux du Gouvernement soviétique de la décision qui avait été prise à la même époque par le Comité central exécutif, que dirigeait Sverdloff, et pour décider des mesures à prendre, si l'assassinat de l'Empereur et de la famille impériale provoquait des manifestations et des troubles dans le pays? Le communiqué sur le crime d'Ekaterinbourg, que publia la *Gazette rouge* en décembre 1925 et dont on trouve le texte dans le livre du professeur Speransky, publié à Paris en langue française, semble bien confirmer mes suppositions.

2° — Le 20 juillet 1918, les habitants de Pétrograd ont appris par un communiqué soviétique officiel la nouvelle de l'assassinat de l'Empereur.

Je me rappelle parfaitement le texte de ce communiqué.

Le communiqué disait que le Comité régional de l'Oural, vu l'approche vers la capitale de l'« Oural rouge » des bandes contre-révolutionnaires, dont l'intention de soustraire le Tsar au tribunal du peuple était établie, avait décidé, en exécution de la volonté du peuple, de fusiller l'ex-tsar Nicolas Romanoff, coupable devant le peuple d'innombrables crimes sanglants. La décision avait été exécutée dans la nuit du 16 au 17 juillet. Dans l'intérêt de l'ordre public la famille de Romanoff, détenue avec lui, avait été transférée d'Ekaterinbourg dans un autre endroit... Le communiqué était signé du président du Sovdep Beloborodoff (1).

Quant à l'impression produite sur la population de Pétrograd par ce communiqué, on n'en peut rien dire sinon que tout le monde se taisait, personne n'osant exprimer à haute voix ses sentiments. Seules les railleries cyniques de quelques individus de la populace, lisant le communiqué, se faisaient entendre au milieu du silence général.

Je puis affirmer qu'à partir de ce jour et jusqu'au jour de mon départ de Russie (4 novembre 1918) pas un mot ne fut publié par les journaux soviétiques sur le crime d'Ekaterinbourg.

3° — Au début du mois de décembre 1918, à mon passage par Londres, je rencontrai l'ancien président du premier Gouvernement provisoire, le prince Lvoff, qui arrivait d'Amérique et

(1) C'est ce même Beloborodoff qui, d'après les informations parues dans la presse, devait être exilé à l'étranger comme appartenant au parti de Trotzky. Il serait intéressant de savoir quel est le pays qui lui réservera l'hospitalité.

se dirigeait, comme moi, vers Paris. En ma présence, le prince Lvoff raconta qu'il avait été détenu, dans l'été de 1918, à la prison d'Ekaterinbourg, et que la famille impériale avait été transportée dans la même prison et massacrée dans une cellule qui se trouvait à l'étage même du bâtiment où lui-même était enfermé. Le prince Lvoff ajouta quelques détails qui ont été reconnus, comme son récit même, inexacts par l'enquête ultérieure. Le récit du prince Lvoff fut publié par les journaux parisiens sous forme d'interview.

Je puis enfin affirmer que, jusqu'à la fin de l'année 1920, l'émigration russe, de même que la presse étrangère, n'avait reçu aucune information sur le crime d'Ekaterinbourg.

La vérité, sous la forme la plus brutale, qui détruisait tous les espoirs et toutes les illusions, n'a été connue qu'à la fin de 1920 ou au commencement de 1921, lorsqu'arriva à Paris N.-A. Sokoloff, qui, sur l'ordre de l'amiral Koltchak, avait procédé à l'instruction sur le crime d'Ekaterinbourg.

En même temps, dans la seconde moitié de 1920, nous avons reçu à Paris le fascicule du mois de février du recueil *la Russie future*, qui contenait sur ce crime deux rapports du procureur de la Cour de justice de Kazan au ministre de la Justice du gouvernement d'Omsk, Starynkevitch, datés du 12 décembre 1918, n° 38, et un autre rapport non daté adressé au même Starynkevich par le procureur du tribunal d'Ekaterinbourg, Iordansky.

N.-A. Sokoloff hésita longtemps avant de se décider à la publication de son enquête : il considérait que les conclusions devraient être contrôlées par des investigations dans les archives de Berlin. C'est là qu'il fallait, d'après lui, chercher le mot de l'énigme. Il finit par obtenir l'accès aux archives allemandes, où je crois qu'il ne trouva rien. Enfin, sur le conseil des personnes qui l'entouraient, sous l'influence des difficultés matérielles et aussi en raison de la publication de plusieurs ouvrages qui utilisaient les résultats de son travail, N.-A. Sokoloff se détermina à publier son enquête, qui parut en 1925, — après sa mort, — en France, en langue française.

Auparavant, en 1920, avait paru le livre de Robert Wilton, intitulé : *Les derniers jours des Romanoff*. En 1921, M. Pierre Gilliard, l'ancien précepteur du Grand-Duc héritier Alexis Nicolaévitch, publia son livre : *Le tragique destin de Nicolas II et de*

sa famille. En 1922, ont paru à Vladivostok les deux volumes de l'ouvrage du général Ditericks qui s'est trouvé sur place à Ekaterinbourg, immédiatement après le massacre de la famille impériale. Enfin, en 1926, le dix-septième volume des *Archives de la Révolution russe* a reproduit le texte d'une petite brochure publiée à Ekaterinbourg en 1923, par le Sovdep local, sous la signature de Bykoff, et racontant dans quelles conditions avait été massacrée la famille impériale et le rôle que joua dans cet événement le Sovdep.

Toutes ces publications ont pour base les résultats établis par l'enquête du juge d'instruction, malgré toutes les difficultés et tous les obstacles qui se sont dressés sur son chemin. L'instruction est parvenue à découvrir tout ce que doit savoir le peuple russe, ce que doit savoir le monde entier, ce que les coupables ont essayé de soustraire au jugement de l'histoire.

Je puis donc affirmer que nous sommes actuellement en état de dire la vérité tout entière sur la tragédie d'Ekaterinbourg et de remonter, sans crainte de nous tromper, des événements qui se sont passés dans cette ville au cours de l'été 1918, à leurs instigateurs et auteurs responsables.

LA RECHERCHE DE LA VÉRITÉ

UN TÉMOIGNAGE DIRECT

Dans la nuit du 24 au 25 juillet, sept jours après la nuit fatale, un détachement des armées blanches, commandé par le colonel Voytzekhovsky, dispersa l'armée rouge du « camarade » Berzine et entra à Ekaterinbourg que les bolchéviks avaient évacuée la veille.

Le premier soin de l'armée blanche, à son entrée à Ekaterinbourg, fut de s'enquérir du sort de la famille impériale. Le bruit s'était répandu que le Tsar avait été amené de Tobolsk à Ekaterinbourg, où l'avait rejoint ensuite sa famille. Mais où étaient-ils détenus? Étaient-ils même encore en vie? C'est par le communiqué récent des autorités en fuite affiché aux murs et aux poteaux des lanternes qu'ils apprirent le terrible supplice infligé à l'Empereur.

Mais qu'était devenue la famille impériale? Avait-elle été épargnée, ou avait-elle subi le même martyre? D'abord per-

sonne n'osa parler. Mais quelques heures après, quand on fut certain que les bolchéviks avaient définitivement quitté la ville et que leurs espions n'étaient plus à craindre, les langues se délièrent, et, avec précaution, par allusions et sans nommer personne, les habitants finirent par avouer que « d'après les bruits qui couraient en ville », un malheur était arrivé en tel endroit à toute la famille.

Alors, voici, — d'après le récit du général Diteriks, — ce qui se passa.

« Le jeudi 25, vers midi, tous les officiers non retenus par le service, par instinct ou sur les indications des habitants, se dirigèrent vers la maison blanche située sur un sol en pente, au coin de la perspective Voznessensky et de la ruelle du même nom et entourée de deux palissades. Du côté de la perspective et du côté de la ruelle, les portes étaient ouvertes, et la maison pleine de gens qui circulaient dans les chambres. Les uns passaient sans proférer une parole, d'autres fouillaient par terre dans des tas de débris et dans les cendres des poêles; d'autres encore choisissaient et emportaient des souvenirs. Il y en avait aussi qui pleuraient en silence ou en échangeant de timides réflexions.

« Vers le soir seulement, les autorités militaires pensèrent à faire de l'ordre dans la maison, évacuer le public, fermer les portes, placer des sentinelles et procéder à un examen systématique des lieux. En même temps, on ouvrit les portes de la prison d'Ekaterinbourg. On libérait les détenus après un court interrogatoire. Parmi eux se trouvait un vieillard de haute taille et tout voûté, le valet de chambre de l'Empereur, Tchemadouroff, qui, presque immédiatement après l'arrivée de l'Empereur à Ekaterinbourg, avait été évacué, comme malade, de la maison Ipatieff à la prison. On l'avait oublié, lorsque, quelques jours après l'arrivée de la famille impériale à Ekaterinbourg, on tira de la prison, pour les fusiller, le général aide de camp Tatistcheff, le prince Dolgorouky, le laquais Ivan Sedneff et le matelot du Grand-Duc héritier, Nagorny.

« Tout d'abord, Tchemadouroff ne se rendit pas exactement compte de ce qui lui arrivait; il hésitait à dire son nom, mais ensuite il demanda en pleurant : « Où sont Sa Majesté et ses enfants? On dit à la prison qu'on les a tués, mais je ne veux pas le croire. » Il demanda encore des nouvelles du général

Tatistcheff; puis, s'étant repris peu à peu, il se rendit très utile au cours de la première étape de l'instruction. »

Voici comment le général Diteriks décrit la première impression produite par l'examen des lieux, le premier contact avec le mystère de la maison Ipatieff.

« Un chaos indescriptible régnait dans la maison. Dans toutes les chambres, depuis celles de l'étage inférieur, à moitié en sous-sol et où se tenait la garde intérieure composée de dix personnes appartenant à la Tchéka, jusqu'à celles du coin de l'étage supérieur qui servaient de chambres à coucher à Sa Majesté, à l'Impératrice et au Grand-Duc héritier, étaient épars sur le sol, sur les tables, sur les canapés, derrière les armoires et les caisses, des objets et bibelots de toute sorte, cassés pour la plupart, ayant appartenu à la famille impériale ou aux personnes de sa suite détenues dans la même maison. C'étaient des billets et des morceaux de lettres, des photographies, des images déchirées, froissées, en partie brûlées, des livres, des évangiles, des livres de prières, des icones grandes et petites, des croix, des chapelets, des morceaux de chaînettes et des rubans qui servaient à les porter. L'image de la Sainte Vierge de Feodorof, qui ne quittait jamais l'Impératrice au cours de ses déplacements, a été trouvée dans la cour, dans la fosse aux ordures; une précieuse auréole composée de gros diamants qui ornaient cette image avait été découpée. Par terre gisaient de petites bouteilles, des flacons d'eau bénite et de saint chrême, provenant de Livadia, de Tsarskoié-Sélo et des couvents de Kostroma; et c'étaient encore des caissettes, des boîtes ajourées, des boîtes à ouvrage, des sacs de voyage, des coffrets, des mallettes, des paniers, des tiroirs et objets de toilette qui en étaient sortis, tous objets sans valeur et très abîmés.

« Dans la chambre à coucher de l'Empereur et de l'Impératrice, gisait par terre un *Recueil de prières* que, depuis son jeune âge, ne quittait jamais l'Empereur et qui portait, gravés sur la couverture, les monogrammes entrelacés N. A. et A. F. et, sur la dernière page de garde, la date : « 6 mai 1883 ». A côté se trouvait un double cadre dans lequel l'Empereur conservait les photographies de l'Impératrice au temps de leurs fiançailles, et du Grand-Duc héritier; quant aux photographies elles-mêmes, il n'en restait que des morceaux, déchirés et calcinés. Tout près, se trouvaient les livres qui accompagnaient

toujours l'Impératrice, *l'Échelle du Paradis*, *la Patience dans les douleurs*, la *Bible*, tous portant le monogramme A. F., la date « année 1906 » et des annotations marginales de la main de l'Impératrice; les débris de son chapelet préféré; une machine électrique médicale servant pour les soins à donner à l'héritier, malade depuis le mois d'avril; ses médicaments, ses jouets; une planche qu'on fixait à son lit et qui lui servait de table quand il jouait ou quand il travaillait; des bouteilles d'eau de toilette, des verres, des boîtes à savons, des pots et des flacons à médicaments et des amas de cendres provenant des bas, linges, tissus, papiers, photographies, boîtes et icones brûlées.

« Ces débris calcinés étaient en quantité plus grande encore dans la pièce voisine, qui servait de chambre à coucher aux Grandes-Duchesses. On avait l'impression que les objets de toilette, les vêtements, tous les chers souvenirs des anciennes demeures, des voyages, des parents et des amis, avaient été ramassés à la hâte, et jetés pêle-mêle dans les deux poêles qui se trouvaient dans cette pièce. Les cheveux des Grandes-Duchesses, qu'on avait dû couper lors de leur maladie à Tsarskoié-Sélo, au mois de mars 1917, gisaient mêlés aux balayures dans le corridor à côté de la chambre qu'occupait le commandant de la maison, Yourovsky. Des lettres encore et des photographies étaient jetées derrière une armoire, dans une chambre de l'étage inférieur habitée par les bourreaux de la garde intérieure. A l'office, dont la fenêtre donnait sur un petit jardin, un amas de linge sale : des serviettes et des essuie-mains tachés de sang. Et si l'on se penchait de la fenêtre dans le jardin, on apercevait le mur éclaboussé du haut en bas par du sang : quelqu'un avait lavé ses mains ensanglantées en les aspergeant sous le robinet et les avait secouées ensuite par la fenêtre; un autre s'était tout simplement essuyé les mains avec du linge de table, sans les laver.

« A l'étage inférieur de la maison Ipatieff, dans le coin le plus éloigné et le plus abandonné, est située une chambre, moitié en sous-sol. Son unique fenêtre est grillagée et donne sur la ruelle Voznessensky. Les deux palissades qui s'élèvent jusqu'au toit ne laissent pénétrer qu'une maigre lumière. Ni balayures, ni objets jetés par terre, même pas de poussière; on voyait que tout avait été lavé, y compris les tentures. Mais on

distinguait par terre, surtout le long des plinthes, des traces de sang et, sur les murs, de petites éclaboussures sanglantes. Dans les murs, dans le plancher, dans le pilier d'une porte et dans les corniches, s'apercevaient des trous où des balles étaient restées. Dans le coin droit de la pièce, on remarquait des égratignures qui ont dû être produites par une arme triangulaire et étroite. Là devait avoir coulé beaucoup, beaucoup de sang, dont on avait lavé les traces, qu'on avait frotté avec de la sciure de bois, de la glaise, du sable; mais le sang, en s'étendant, avait recouvert la plinthe du mur de gauche et celle du mur qui se trouve en face de la porte d'entrée. C'est aussi dans ce mur que les trous de balles étaient les plus nombreux.

« En entrant dans cette chambre, on se sentait pris à la gorge, oppressé, non seulement par la demi-obscurité qui y régnait, mais surtout par l'horreur de ces traces visibles que la mort y avait laissées, la mort de nombreuses personnes, une mort violente et sanglante. On sentait qu'une terrible tragédie, qui avait fait non pas une, mais plusieurs victimes, s'était déroulée dans cette pièce. On se représentait les malheureux réunis dans cette petite chambre formant piège, fusillés à bout portant, se jetant de tous les côtés dans leur lutte inutile pour la vie ou plutôt dans leur agonie, comme le prouvent les traces de balles qu'on trouve partout, dans le plancher et dans tous les murs, en bas, en haut, jusque dans le pilier de gauche de la porte d'entrée et dans la porte même qui était ouverte sur l'antichambre au moment de la tragédie.

« L'aspect des murs était affreux à voir. Des individus sales et dépravés ont couvert, de leurs mains grossières et ignorantes, les tentures murales d'inscriptions, en prose et en vers, de dessins cyniques et stupides, et d'injures signées en toutes lettres par leurs auteurs. Et parmi cette masse d'inscriptions grossières, se détachait, dans le coin du mur le plus proche de la porte, un distique allemand tracé au crayon :

Belsatzer war aber selbiger Nacht
Von seinen Knechten umgebracht (1)

avec cette date : 15, VII, 1918. »

(1) « Cette nuit même Balthazar fut assassiné par ses esclaves. » H. Heine, *le Festin de Balthazar*.

ENQUÊTE JUDICIAIRE

L'enquête sur l'assassinat de l'Empereur et de la famille impériale passa par beaucoup de vicissitudes avant d'être concentrée, par l'ordre de l'amiral Koltchak, entre les mains du juge d'instruction pour affaires extraordinaires, Nicolas Sokoloff.

Les autorités militaires avaient donné ordre de commencer immédiatement les recherches. Il n'y avait pas encore, au premier moment, d'autorités civiles à Ekaterinbourg : la population, qui n'avait pas été exterminée par les bolchéviks ou qui ne s'était pas enfuie, ne sortit des refuges où elle se terrait que le troisième jour.

Le général Golitzine, commandant de la garnison, nomma une commission spéciale, sous la présidence du colonel Cherekhovsky, aux travaux de laquelle prit part, à partir du troisième jour, c'est-à-dire à partir du 28 juillet, le substitut Koutouzoff, remplaçant le procureur Iordansky absent. C'est sur ses indications que les autorités militaires confièrent l'enquête judiciaire au juge d'instruction pour les affaires de première importance, qui se trouvait sur place, Nametkine, mais ce choix ne fut pas heureux. Les milieux militaires accusaient Namektine de ne pas montrer assez d'initiative et d'énergie, et de ne pas diriger l'instruction avec l'autorité et la compétence nécessaires. Il fut aussitôt remplacé par un membre du tribunal, Sergueff. Cependant les autorités militaires, mises en méfiance par les procédés de Nametkine, organisaient une enquête militaire indépendante. Sergueff, que tous ceux qui ont suivi son travail accusent de lenteur et d'un formalisme extrême, fut dominé dans son enquête par une idée préconçue : à savoir que le meurtre de la famille impériale était l'œuvre des bourreaux d'Ekaterinbourg : il tenait pour « ridicule » l'hypothèse de la participation de Moscou au crime.

Les deux enquêtes, militaire et civile, qui marchaient parallèlement, fournirent de précieux éléments à l'instruction, des pièces à conviction et des témoignages importants. Mais cette dualité présentait de graves inconvénients : c'est pourquoi, six mois après, le 25 janvier 1919, l'amiral Koltchak retira l'instruction à Sergueff et lui enjoignit de remettre au général

Diteriks les procès-verbaux et les pièces à conviction qui furent transportés à Omsk. Le 9 février, presque sept mois après le crime, l'amiral confia l'instruction, tout entière, au juge d'instruction pour affaires extraordinaires, Sokoloff, dont il assura l'indépendance et la liberté d'action par son autorité personnelle.

Après avoir pris connaissance des documents transportés à Omsk, Sokoloff arriva à Ekaterinbourg au commencement de mars, et ne termina l'instruction que le 12 juillet 1919. Il avait travaillé jour et nuit, vérifiant les résultats fournis par les enquêtes antérieures, provoquant de nouveaux témoignages, à l'affût de nouvelles pièces à conviction. C'est lui qui parvint à dévoiler les secrets de la mine « Ganina » et du lieu dit « les Quatre Frères », et à obtenir des preuves irréfutables des dernières violences commises sur les corps des victimes de la maison Ipatieff. Comme il me l'a dit lui-même à maintes reprises, à Paris, en 1922, son travail était terminé à la fin du mois de mai ; dès ce moment, il aurait pu rentrer à Omsk pour coordonner les résultats obtenus par l'instruction. Mais la forêt de Koptiaki l'attirait irrésistiblement : il lui semblait toujours qu'en fouillant la mine, les cendres des bûchers éteints et la terre foulée, il trouverait des preuves nouvelles du crime et des indices permettant non pas de rechercher des témoins, dont le nombre était déjà plus que suffisant, mais de découvrir ceux des bourreaux qui restaient encore non identifiés.

Cependant, une nouvelle tempête s'amassait dans l'ouest : les bolchéviks reprenaient Perm et menaçaient Ekaterinbourg ; le front se désagrégeait : ce fut la retraite en désordre. Sokoloff dut partir pour Omsk où il transporta tous les documents de l'instruction, ainsi que les « reliques » des augustes martyrs découverts au cours des recherches, tous les objets leur ayant appartenu, restitués par les personnes qui les détenaient et, avant tout, les objets et fragments d'objets qui avaient révélé les bûchers de la forêt de Koptiaki.

Le séjour de Sokoloff à Omsk ne dura pas longtemps : la tentative de l'amiral Koltchak pour sauver la Russie touchait à sa fin ; l'heure approchait de sa mort tragique.

A travers les plus grands dangers, Sokoloff put atteindre Kharbine en Chine. Il remit « en mains sûres » les pièces de l'instruction et les « reliques », et partit pour la France. Il y est mort subitement, le 23 novembre 1924, dans la petite

ville de Salbris et a été enterré au modeste cimetière local.

Pièces de l'instruction et reliques de la famille impériale subsistent intactes; mais j'ignore le sort de très nombreux objets qui appartenaient à l'Empereur et à sa famille et qui furent trouvés à Ekaterinbourg par Nametkine, Sergueff et Sokoloff, ou qui leur furent rapportés par ceux qui les détenaient. Le nombre de ces objets était considérable : leur ensemble pourrait constituer un véritable musée, un lieu de pèlerinage, à l'heure où sonnera enfin la renaissance de la Russie. L'enquête de Sokoloff contient l'énumération détaillée de ces objets. Leur nombre dépasse quatre cent cinquante, sans compter tout ce qu'on a trouvé à Alapaievsk, où furent assassinés la sœur de l'Impératrice, la Grande-Duchesse Élisabeth Feodorovna et plusieurs Grands-Ducs. Tous ces objets ont été transportés à Omsk : que sont-ils devenus?

LE RÉCIT DE LA NUIT TRAGIQUE

DÉPART DE TOBOLSK

Les données de l'instruction judiciaire, méthodiquement recueillies et sévèrement contrôlées, permettent de préciser les conditions dans lesquelles fut préparé et accompli le crime abominable de la nuit du 16 au 17 juillet 1918.

Le 30 avril 1918, l'Empereur, l'Impératrice et la Grande-Duchesse, Marie Nicolaevna, avec quelques domestiques, furent emmenés de Tobolsk à Ekaterinbourg et placés dans la maison appartenant à l'ingénieur Ipatieff, maison qui, quelques jours auparavant, avait été réquisitionnée et entourée à la hâte d'une double palissade en bois.

L'Empereur, flairant un piège, refusa d'abord de quitter Tobolsk. Il n'obéit que sous la menace de l'emploi de la force et devant l'inutilité de toute résistance. Le Grand-Duc héritier était malade et le déplacement présentait pour lui un danger mortel. L'Impératrice se résigna à abandonner son fils, n'admettant pas la pensée de se séparer de l'Empereur, dont elle était décidée à partager le sort.

A cette époque, l'Impératrice croyait à une aide rapide venant de Tumen : nous savons maintenant que cet espoir ne reposait sur rien.

L'Empereur fut emmené par un certain Basile Yakovleff, qui se disait ancien officier de marine et s'intitulait « commissaire extraordinaire du Comité central exécutif », en exhibant des pouvoirs signés de Sverdloff son président; ces pouvoirs l'accréditaient comme investi « d'une mission d'importance particulière » qui n'était pas autrement définie. Quiconque désobéirait aux ordres de Yakovleff, devrait être fusillé sur place.

L'Empereur ignorait où on le conduisait. A ses questions Yakovleff se bornait à « répondre sur son honneur de la vie de l'Empereur » et lui donner l'assurance que toute la famille le suivrait aussitôt que l'héritier pourrait supporter le voyage.

D'un propos de Yakovleff, que le voyage devait durer quatre à cinq jours, l'Empereur conclut qu'on le menait à Moscou. Il crut à un ordre venu d'Allemagne, et il s'écria : « Ils veulent que je signe le traité de Brest-Litovsk ! Je me ferais plutôt couper la main ! » Yakovleff ne disait ni oui, ni non, et gardait le silence. Il continuait seulement d'insister, sous une forme correcte, mais avec une menace dans la voix, sur la nécessité du départ immédiat.

La personnalité de Yakovleff reste mystérieuse, de même que tous ses actes, son désir vrai ou simulé de passer avec l'Empereur vers la Russie d'Europe sans s'arrêter à Ekaterinbourg, sa tentative manquée de revenir sur Omsk pour se diriger ensuite sur Samara, son retour forcé à Ekaterinbourg, sa soumission, après une protestation violente, au Sovdep local et à l'ordre de Sverdloff. Restent de même mystérieux, après cet échec, son voyage à Moscou, son retour dans l'Oural, son passage du côté de l'armée blanche et son apparition à Omsk, à l'état-major tchécoslovaque, d'où il disparut ensuite sans laisser aucune trace. C'est un mystère qui ne sera probablement jamais éclairci.

ARRIVÉE DE LA FAMILLE IMPÉRIALE

Le 23 mai, au matin, arrivèrent à Ekaterinbourg l'héritier, les trois Grandes-Duchesses, le docteur Botkine, le valet de chambre de l'Empereur Tchemadouroff, un autre valet de chambre, Troupp, le cuisinier Kharitonoff, le laquais Sedneff, un jeune domestique, Léonide Sedneff, le matelot de l'héritier, Nagorny, et la femme de chambre de l'Impératrice, Demidova.

Ils furent conduits, avec brutalité et vexations de toute sorte, à la maison Ipatieff. Le général aide de camp Tatistcheff, le prince Dolgorouky, la demoiselle d'honneur Hendrikoff, la lectrice de l'Impératrice Schneider et le valet de chambre Volkoff, qui arrivèrent en même temps que l'héritier, furent dirigés directement de la gare sur la prison et furent fusillés peu de temps après, les uns à Ekaterinbourg même, les autres plus tard à Perm.

Jusqu'au 4 juillet, la maison Ipatieff fut sous le commandement de l'ouvrier Avdeeff, secondé par un autre ouvrier, Mochkine. La garde avait pour chef un ouvrier de la fabrique des environs d'Ekaterinbourg appartenant aux frères Zlokasoff, Paul Medvedeff; le chef du détachement supplémentaire de garde était aussi un ouvrier, Yakimoff. Il y avait encore dans la maison le chauffeur Loukhanoff, homme de confiance du Sovdep et du commissaire militaire Golostchekine. Ce dernier, commissaire militaire pour toute la région de l'Oural et d'Ekaterinbourg, était au-dessus du Sovdep, dont le président était Beloborodoff, entièrement entre les mains de Golostchekine. En effet, Golostchekine, après l'avoir convaincu d'un vol de 30 000 roubles aux dépens de la caisse du Sovdep, avait fait de lui le président du Sovdep, en lui adjoignant, pour l'espionner, un homme à lui, un certain Saratoff, l'auteur de la tuerie d'Alapaievsk.

Au début du mois de juillet, Moscou manifesta des inquiétudes sur ce qui se passait à Ekaterinbourg, à la maison Ipatieff. Il est possible qu'à Ekaterinbourg, comme cela s'était déjà produit à Tobolsk, le contact des gardiens avec les prisonniers, toujours doux, toujours affables et simples, résignés à leur sort, eût fini par toucher même le cœur du gardien-chef Avdeeff, « ivrogne, débauché, voleur et canaille », comme le caractérisent le général Diteriks et le juge d'instruction Sokoloff. Ou ce qui est plus probable, la nervosité de Moscou s'expliquait par le fait que l'heure fixée pour le supplice approchait. A une demande de renseignements, Beloborodoff répondit, le 4 juillet, par télégramme : « Aucune inquiétude à avoir. Tout va bien. Avdeeff est remplacé par Yourovsky. Mochkine est arrêté. La garde est remplacée par des hommes de toute confiance. » Et, en effet, ce même jour, la garde à l'intérieur de la maison Ipatieff fut remplacée par des hommes sûrs fournis par la

Tchéka qui s'installèrent dans les pièces du sous-sol de la « maison à destination spéciale ».

Les témoins les appellent tous du même nom de « lettons », mais, en réalité, tous n'étaient pas des lettons. Il y avait parmi eux des prisonniers allemands et autrichiens, triés sur le volet, qui avaient gagné la confiance de la Tchéka par leur participation à d'autres expéditions, au cours desquelles ont dû périr de nombreuses victimes innocentes. C'est à ces hommes que fut confiée l'horrible tâche : des Russes pouvaient au dernier moment refuser de l'accomplir.

L'inscription murale du distique du poème de Heine, que nous avons reproduit plus haut, faite la veille du massacre par l'un de ces hommes (qui connaissaient, par conséquent, ce qu'ils devaient accomplir le lendemain), des noms magyars tracés sur les murs, tout cela confirme que le détachement qui exécuta le massacre, était composé principalement de Lettons, d'Allemands et de Hongrois.

LA DERNIÈRE MESSE

Le dimanche matin 14 juillet, l'Empereur et toute la famille impériale assistèrent au service religieux que servit, sur leur demande et avec l'autorisation de Yourovsky, le prêtre Storojeff. Yourovsky, raconte le prêtre, se tenait près de la fenêtre et regardait fixement ceux qui priaient. Ils semblaient tristes, inquiets, on aurait dit torturés. En partant, le diacre dit au prêtre Storojeff : « Il a dû leur arriver quelque chose » ; et le prêtre Storojeff répondit : « Oui, c'est sûr. Ils semblent tout changés, et aucun d'eux n'a chanté. »

Le lundi, 15 juillet, les femmes Starodoumova et Driaguina furent envoyées par l'Union professionnelle sur l'ordre de Golostchekine, dans la maison Ipatieff, pour laver le parquet. A l'instruction, devant le juge, elles ont déposé avoir vu toute la famille impériale à sa place ordinaire, dans la salle à manger ; rien de particulier ne les a frappées. Les Grandes-Duchesses, gracieuses et aimables, comme d'ordinaire, les aidèrent à déplacer les meubles, mais ne leur parlèrent pas, ce qui était défendu.

Le même jour, 15 juillet, deux sœurs d'un couvent situé aux environs d'Ekaterinbourg et qui apportaient tous les jours

des œufs et du lait aux prisonniers de la maison Ipatieff, remirent, comme d'ordinaire, les provisions aux soldats de la garde. Ceux-ci, au reçu des provisions, transmirent aux sœurs, comme elles en ont déposé par la suite, l'ordre du commandant Yourovsky d'apporter le lendemain un panier d'une cinquantaine d'œufs durs. Le lendemain, quand elles apportèrent le panier, les soldats leur dirent de ne plus revenir « parce qu'on n'avait plus besoin de rien ». Depuis, les sœurs n'allèrent plus à la maison Ipatieff.

C'est aussi le 16 juillet, que fut emmené de la maison Ipatieff le jeune domestique Léonide Sedneff, sous prétexte d'être conduit auprès de son oncle, qui, en réalité, était fusillé depuis déjà un mois et demi.

L'enquête a établi qu'au cours des journées des 14, 15 et 16 juillet, Yourovsky ne venait que rarement à la maison Ipatieff.

Le 16 au soir, il appela dans sa chambre le chef du détachement de garde, Paul Medvedeff, qui jouissait auprès de lui d'une confiance exceptionnelle, pour avoir provoqué l'éloignement d'Avdeeff accusé d'adoucissements apportés au sort de la famille impériale. Il lui ordonna de réunir les revolvers des sentinelles de la garde extérieure système Nagan, et lui dit brutalement : « Nous allons les fusiller tous cette nuit. » Medvedeff exécuta l'ordre et les sentinelles ne lui posèrent aucune question.

LES DERNIÈRES PAGES DU JOURNAL DE L'IMPÉRATRICE

Dans le recueil de lettres de l'Impératrice à son mari et de son Journal, recueil qui vient d'être édité à Berlin, sous le titre *la Dernière des Tsarines*, on trouve les notes suivantes :

« *2-15 juillet, Lundi.* — La matinée est grise d'abord et ensuite ensoleillée. J'ai pris mon déjeuner sur le matelas de paille, dans la grande pièce, parce que des femmes sont venues pour laver le parquet. Je me suis recouchée ensuite et j'ai lu avec Marie le *Livre de Jésus*, fils de Syrakh. De 2 h. à 3 heures : elles sont sorties, comme d'habitude, deux fois dans le jardin. Le matin, j'ai lu avec Tatiana un extrait des Saintes Écritures. Wladimir Nicolaevitch (le docteur Derevenko) n'est pas encore venu. 6 h. 30 : Baby (le Grand-Duc héritier) a pris son deuxième

bain. Je me suis couchée à 10 h. 15. La nuit j'ai entendu l'écho d'un coup de canon et des coups de revolver.

« *3-16 juillet, Mardi.* — La matinée était grise, mais ensuite agréable et ensoleillée. L'enfant est un peu enrhumé. Tous sont sortis le matin pour une demi-heure. J'ai rangé avec Olga les médicaments. Tatiana nous a lu des extraits des Saintes Écritures. Les autres sont sorties. Tatiana est restée avec moi et nous avons lu le livre des Prophètes. Le commandant est venu tous les jours dans nos chambres. A huit heures, le souper. On a subitement emmené le petit Léonide Sedneff, comme pour une visite à son oncle. Il est parti en fuyant. Je voudrais savoir si c'est vrai et si nous allons revoir le gamin. J'ai joué au besigue avec N... Je me suis couchée à dix heures trente. 15 degrés au-dessus de zéro... »

Ce sont les derniers mots inscrits par l'Impératrice dans son journal.

LE MASSACRE

Trois heures de calme et de silence.

Subitement Yourovsky, accompagné de son aide Nikouline, entra dans les chambres de l'Empereur, de l'Impératrice, de l'héritier et des Grandes-Duchesses et, après, dans les pièces occupées au même étage par la suite. Il ordonna aux prisonniers de se lever et de s'habiller pour être emmenés dans un autre local. Il leur donna pour prétexte qu'on s'attendait à une attaque des troupes tchécoslovaques.

Chacun se leva en silence, fit sa toilette, s'habilla et tous sortirent, précédés de Yourovsky. Derrière Yourovsky venaient l'Empereur portant l'héritier dans ses bras, l'Impératrice, les Grandes-Duchesses, Tatiana Nicolaevna portant son petit chien, puis Botkine, Demidova, Troupp et Kharitonoff. Suivaient le commissaire militaire Pierre Ermakoff avec un aide et Paul Medvedeff. Les prisonniers descendirent dans la cour et, par la porte menant au sous-sol, ils furent introduits dans une petite pièce faiblement éclairée à l'électricité, séparée par une porte verrouillée d'une chambre de débarras.

Ne soupçonnant rien et croyant qu'il faudrait attendre dans cette pièce des automobiles qui devaient les emmener, l'Empereur réclama des chaises. On en apporta trois. L'Empereur,

l'Impératrice et l'héritier n'eurent pas le temps de s'asseoir quand Yourovsky, qui venait de sortir, réapparut suivi des individus nommés ci-dessus, et de sept autres que l'enquête désigne comme des « Lettons ». L'un d'eux se posta dans la chambre face aux prisonniers, les autres restèrent à la porte. Yourovsky s'approcha de l'Empereur et brandissant un revolver : « Nicolas Alexandrovitch, dit-il, les vôtres ont voulu vous sauver, mais ils n'y ont pas réussi : nous sommes obligés de vous fusiller. » L'Empereur n'eut que le temps de s'écrier : « Comment? Quoi? » Yourovsky tira, tuant net l'Empereur, et donna ainsi le signal à la décharge générale. Le crime horrible fut consommé.

Tous les détails du massacre ont pu être exactement reconstitués d'après les dépositions des témoins oculaires. L'un d'eux, malgré ses dénégations, participa certainement à l'assassinat. C'est Paul Medvedeff, le chef du détachement de garde, qui a pu être arrêté et deux fois interrogé avant sa mort, de la fièvre typhoïde, à la prison d'Ekaterinbourg. Sa déposition est confirmée par plusieurs autres : celle du témoin oculaire du crime, Yakimoff, qui faisait partie de la garde extérieure de la maison Ipatieff, celle de Proscouriakoff, de la sœur de Yakimoff, de la femme de Medvedeff même et des tchékistes qui ont vu le massacre par la fenêtre ou qui ont été appelés, aussitôt après le crime, à laver le plancher et faire disparaître les traces du meurtre.

Nous nous bornons à reproduire une seule déposition, celle de Medvedeff. Les autres sont identiques.

« Le 16 juillet, vers sept heures du soir, a déclaré Medvedeff, Yourovsky m'ordonna de rassembler les revolvers de toutes les sentinelles. Il y en avait douze, du système Nagan. Je réunis les revolvers et les apportai à Yourovsky dans la chambre du commandant où je les déposai sur la table. Dès le matin, Yourovsky avait éloigné le petit domestique et l'avait installé au corps de garde de la maison voisine, celle de Popoff; Yourovsky ne m'expliqua pas les raisons de tout cela, mais, après avoir reçu les revolvers, il me dit : « Aujourd'hui, nous allons fusiller toute la famille. » Il m'ordonna d'informer à dix heures les sentinelles qu'elles n'avaient pas à s'alarmer, si elles entendaient des coups de feu. Je prévins donc les sentinelles à l'heure dite, puis je rentrai dans la maison. A minuit, Yourovsky réveilla la famille impériale. Tous se levèrent, firent

leur toilette, s'habillèrent et, une heure après environ, sortirent de leurs chambres. Ils étaient calmes et ne soupçonnaient aucun danger. Ils descendirent l'escalier, Nicolas II portant lui-même Alexis. Ils entrèrent dans la chambre située à l'extrémité de la maison. Quelques-uns avaient chacun un coussin, la femme de chambre en portait deux. Yourovsky fit ensuite apporter des chaises; on en apporta trois. A ce moment, arrivèrent deux membres de la Tchéka, dont l'un, comme je l'appris par la suite, était Ermakoff, de Verkh-Issetsk. L'autre m'était inconnu. Yourovsky, son aide et ces deux individus, descendirent au rez-de-chaussée où se trouvait la famille impériale. Il y avait aussi sept Lettons : les trois autres se trouvaient dans leur chambre. Les revolvers avaient été distribués par Yourovsky aux sept Lettons, aux deux tchékistes et à son aide. Il en avait gardé un. Cela faisait onze. Quant au douzième, il m'avait donné l'ordre de le reprendre. Yourovsky portait en outre un revolver Mauser.

« Sur les chaises s'assirent l'Impératrice, l'Empereur et Alexis. Les autres restèrent debout contre le mur. Tous étaient calmes : ni larmes, ni sanglots. Yourovsky, quelques minutes après, entra dans la chambre voisine où j'étais et me dit : « Va voir dans la rue s'il n'y a personne et écoute si on entend ou non les coups de feu. » Je sortis et aussitôt j'entendis des coups de feu et je vins informer Yourovsky qu'on les entendait. Lorsque j'entrai dans la pièce, tous les détenus gisaient par terre, dans des positions diverses, au milieu d'énormes flaques de sang. Tous étaient morts, sauf Alexis, qui gémissait encore. Devant moi, Yourovsky lui tira deux ou trois coups de son Nagan et il cessa de gémir. La vue de ce massacre me fit une telle impression que j'eus la nausée et que je sortis. Puis Yourovsky m'ordonna de courir au poste et de dire aux gardes de ne pas s'émouvoir des coups de feu. En partant, j'entendis encore deux coups, et je rencontrai dans la rue Starkoff et Constantin Dobrynin qui accouraient vers moi. Ceux-ci me demandèrent : « C'est bien Nicolas II qu'on a fusillé? Si on avait fusillé un autre à sa place, tu aurais à en répondre : c'est toi qui as pris charge de lui. » Je leur répondis que j'avais bien vu de mes yeux fusiller Nicolas II et sa famille, et je leur dis d'aller rassurer leurs hommes. J'ai donc vu fusiller l'ex-Empereur, sa femme Alexandra, son fils

Alexis, ses quatre filles, le docteur Botkine, le cuisinier, son aide, et une femme de chambre. Chacun reçut plusieurs blessures, et leurs vêtements étaient inondés de sang. Aucun d'eux, jusqu'au moment de la fusillade, n'eut conscience du danger.

« Lorsque je revins dans la chambre, auprès de Yourovsky, celui-ci m'ordonna de lui envoyer des hommes et de transporter les cadavres sur l'auto. Je fis venir une dizaine d'hommes, dont j'ai oublié les noms. Ils fabriquèrent des civières avec les brancards de deux traîneaux de la remise, y attachèrent un drap avec une ficelle et transportèrent ainsi les cadavres sur l'auto. On enleva aux victimes ce qu'elles avaient dans les mains, leurs bagues, leurs bracelets et deux montres en or. Le tout fut remis à Yourovsky : je ne puis d'ailleurs préciser le nombre des bagues et des bracelets.

« L'auto chargée de cadavres était un camion spécial, amené dans la cour vers le soir. Elle emporta aussi les deux tchékistes. Le chauffeur s'appelait Loukhanoff. Les cadavres furent placés sur du drap gris de soldat qui servit aussi à les recouvrir. On l'avait pris dans la chambre de débarras.

« Je ne sais pas où on emmena les corps et je ne m'en suis pas informé. »

On trouve dans les procès-verbaux de l'instruction judiciaire d'autres dépositions de témoins, qui tracent, avec beaucoup de détails, le tableau de ce drame terrible. Mais elles sont identiques à la déposition de Medvedeff. Je ne les reproduis donc pas.

Un passage de l'une de ces dépositions doit être pourtant cité, parce qu'il détruit certaines légendes qui continuent encore à courir.

Les témoins Yakimoff, Klestcheff, Deriabine, Lesnikoff, Brousnizine et autres, — les uns comme témoins oculaires, les autres d'après les confidences reçues à la caserne même, tôt dans la matinée, immédiatement après la tuerie, — déposèrent que les assassins, après avoir fusillé leurs victimes, les palpèrent avec soin et « pour être plus sûrs » tirèrent sur eux encore quelques coups de feu. Ils remarquèrent alors que la fille du Tsar, la Grande-Duchesse Anastasie, était vivante, étendue à terre en une profonde syncope. Revenue à elle, elle se mit à pousser des cris : on l'acheva à coups de feu et de baïonnette. Les témoins ont raconté que les cadavres restèrent

longtemps dans la chambre du meurtre, parce qu'on employa beaucoup de temps à les examiner, à les palper et à les dévêtir.

Vers trois heures du matin, tout était fini. Les corps des victimes furent fouillés, dévêtus, et le linge soigneusement examiné et décousu; on enleva tout ce que les victimes avaient pu porter sur elles ou cacher dans leur linge et leurs vêtements; on prit des draps dans les chambres où, il y a encore quelques heures, vivaient et souffraient les malheureuses victimes, et on enveloppa les cadavres qui furent chargés sur une auto, conduite par un homme de confiance, Loukhanoff. On jeta dans l'auto le cadavre du petit chien tué. Ermokoff avec son aide y prit place, et l'auto chargée de l'horrible butin se dirigea vers l'usine Verkh-Issetsk, par le passage à niveau, n° 803, traversa une autre voie ferrée et continua par une forêt déserte dans la direction du village de Koptiaki. Les routes, du côté d'Ekaterinbourg et de Koptiaki, étaient gardées par le détachement spécial de Pierre Ermakoff. Ce détachement était à la disposition de Golostchekine et de Yourovsky, qui commandaient tout, au cours de cette nuit sinistre.

L'endroit où se dirigeait l'auto chargée de cadavres fut choisi par Ermakoff, qui était du pays et qui connaissait chaque chemin, chaque clairière dans les forêts qui entourent les usines d'Ekaterinbourg. Toutefois, l'automobile où avaient été entassés les corps des suppliciés ne put atteindre l'endroit choisi pour leur destruction définitive par Golotschekine et Yourovsky, sur les indications d'Ermakoff. Le lourd camion n'avançait que difficilement sur le sol marécageux et détrempé par les pluies. A mesure qu'il s'enfonçait dans la forêt, il laissait derrière lui de profondes ornières qui étaient encore distinctement visibles lors des premières investigations de Sergueff et de l'enquête ultérieure de N.-A. Sokoloff. Il plia vers le sol les jeunes pousses, arracha l'écorce des vieux arbres, pour s'enlizer enfin, à un tournant difficile, et s'arrêter définitivement.

Il fallut décharger le camion, fabriquer de nouveaux brancards, à l'aide de troncs de jeunes arbres et de morceaux d'étoffe qui recouvraient les cadavres, pour les transporter ainsi vers l'endroit où ils devaient subir la destruction et qui n'était d'ailleurs distant que de 80 ou 90 mètres. Le juge d'instruction Sokoloff, au cours de l'enquête qu'il effectua sur

place, au printemps de 1919, a retrouvé les débris de ces brancards, morceaux de bois et étoffes, en même temps que d'autres objets énumérés dans son enquête. L'incident a été confirmé par les témoignages des paysans du village de Koptiaki : ils ont pu désigner les arbres auxquels avaient été attachés les chevaux du détachement de Pierre Ermakoff qui, laissés sans nourriture pendant que leurs cavaliers accomplissaient leur long et lugubre travail, en ont arraché l'écorce. L'endroit choisi par Ermakoff pour la destruction des cadavres fut, au cours des journées des 12, 13 et 14 juillet, soigneusement inspecté par Golostchekine. Plusieurs témoins, interrogés au cours de l'instruction, ont déclaré avoir vu dans ces parages Golostchekine et Yourovsky occupés à inspecter les lieux et faire les derniers préparatifs.

DESTRUCTION DES CADAVRES

C'est dans ce coin désert choisi par Ermakoff, que, depuis l'aube du 17 juillet jusqu'à la fin de la matinée du 19, pendant deux jours et deux nuits, les assassins ont accompli leur hideuse besogne.

Des automobiles apportèrent dans la forêt de Koptiaki, au lieu dit « Quatre Frères », plusieurs bonbonnes d'acide sulfurique, en tout 190 kilogrammes, et de grandes quantités d'essence. Les corps, coupés en morceaux au moyen d'instruments tranchants, furent ensuite détruits sur d'énormes bûchers, par l'acide et par le feu. Les ordres, en vertu desquels la droguerie d'Ekaterinbourg a délivré l'acide sulfurique, ont été retrouvés. Ils sont signés du commissaire Voykoff, le même Voykoff que le gouvernement soviétique a ensuite nommé, — pour le récompenser de ses services, — ambassadeur de l'U. R. S. S. auprès du gouvernement de la République de Pologne.

L'enquête a enregistré ce détail macabre : à l'endroit où les cadavres furent détruits, N.-A. Sokoloff trouva, sous l'herbe et les feuilles, une quantité de débris de coquilles d'œufs. Il suppose que là étaient assis ceux qui, dirigeant le travail de destruction des cadavres, mangeaient ces œufs durs que Yourovsky, — comme nous l'avons rapporté, — avait eu le soin de commander aux sœurs du couvent et qui furent livrés le 16 juillet, du vivant des victimes.

Autre fait significatif. Le matin du 19 juillet, les hommes qui avaient été employés à la destruction des cadavres, Ermakoff, Vaganoff et quelques autres, de retour de Koptiaki, se trouvaient au cercle ouvrier de l'usine Verkh-Issetsk. A la question qui leur fut posée de savoir où ils avaient passé les deux dernières journées, ils répondirent qu'ils étaient exténués de fatigue parce que, « sur l'ordre de Golostchekine, ils avaient procédé le 17 à l'enterrement et le 18 au réenterrement ».

Ainsi le Gouvernement soviétique a essayé de faire disparaître toute trace du meurtre, de soustraire le crime hideux au jugement de la postérité, et de celer ainsi aux yeux du peuple russe et de l'humanité entière sa scélératesse. Mais des témoins muets du crime ont rendu le mensonge impossible : ce sont les « reliques », les objets divers que Sokoloff a trouvés dans la mine, où furent jetées les cendres des victimes, et dans ses environs immédiats.

Tandis que l'automobile chargée de cadavres quittait la ville et se dirigeait vers la forêt de Koptiaki, on essayait dans la maison Ipatieff de faire disparaître les traces de la tuerie. Pour enlever les taches de sang, les ouvriers du détachement de garde extérieur, sur l'ordre de Medvedeff, lavaient le plancher avec de l'eau et de la sciure de bois, et les murs avec des torchons mouillés. Le 17 au matin, les soldats revinrent dans leur caserne et y trouvèrent le petit domestique Léonide Sedneff. On lui avait déjà tout raconté et il pleurait à chaudes larmes, n'adressant la parole à personne. Le garde rouge Letemine a raconté à l'instruction qu'il était entré dans la maison dont la porte restait ouverte et monté au premier étage. Il y trouva, devant la porte fermée de l'appartement, le chien de l'héritier, l'épagneul Joy, qui poussait des cris plaintifs. Il eut « pitié » du chien (ce sont ses propres paroles à l'instruction) et l'emporta. C'est trahi par ce chien qu'il fut arrêté par la police. Le désordre régnait dans toutes les chambres : tous les effets appartenant à la famille impériale étaient jetés çà et là; sur toutes les tables étaient amoncelés des bijoux d'or et d'argent. L'un des gardes rouges déposa à l'instruction que de bon matin, Golostchekine, Yourovsky et Beloborodoff avaient tout fouillé et rangé.

Avant son départ, Isaac Golostchekine organisa, dans l'après-midi du 18, au théâtre de la ville, un meeting auquel assista

le Présidium au complet. Une foule s'y pressa. Golostchekine déclara, en ornant son discours d'épithètes appropriées, que l'ancien Tsar avait été fusillé sur l'ordre du Soviet local et sa famille transportée en lieu sûr.

Des cris de : « Montrez-nous son cadavre » retentirent, timidement d'abord, ensuite avec une insistance de plus en plus grande; mais cette curiosité déplacée fut vite réprimée par l'orateur qui cria aux questionneurs de sortir des rangs et de poser leurs questions en se montrant. Cela suffit pour que l'assistance se dispersât rapidement.

On ne sait pas quel fut exactement le butin qu'emportèrent Golostchekine et ses complices. Sokoloff dit qu'après le départ du Tsar de Tobolsk il y restait beaucoup d'objets : l'Empereur et la famille impériale n'avaient emporté presque aucun bagage, mais plus tard un certain nombre d'objets leur appartenant furent expédiés à Ekaterinbourg. Les auteurs du crime s'en sont probablement emparés. En tout cas, on n'a retrouvé ni bijoux, ni effets, ni chaussures, ni linge de corps et de table.

Quand, le 22 juillet, les derniers détachements rouges quittaient la ville, on proposa à l'ingénieur Ipatieff de reprendre sa maison : il s'y refusa. Qu'est devenue la maison tragique? Occupée d'abord par différents bureaux soviétiques, elle servait, en l'année 1922, d'asile et de crèche pour les enfants pauvres. Le bruit a couru qu'elle aurait été détruite par un incendie.

COMTE W.-N. KOKOVTZOFF.

(*A suivre.*)

L'ARBRE

DERNIÈRE PARTIE (1)

I

Le jour vint où le grand chef, directeur de l'emplacement et des « sections indépendantes », jugea opportun d'inspecter les terrains nouvellement défrichés, sarclés, nettoyés de Tjapous. La première chose qu'il vit, avant même d'être descendu d'auto, au pied de la colline, fut l'arbre.

— Qu'est-ce que cela? dit-il. En voilà une fantaisie! Pourquoi cet arbre est-il encore là? Un arbre qui m'a coûté vingt-deux florins de droits!

— Monsieur, voulut expliquer l'employé, cet arbre a été miraculeusement épargné. Aussi, les indigènes lui attribuent-ils une essence et un pouvoir surnaturels : un esprit l'habite, disent-ils, et je n'ai pas voulu...

— Magique, quoi, magique?... Vous n'avez pas voulu... Qu'est-ce que vous n'avez pas voulu?...

L'administrateur, un Anglais de l'espèce de ceux dont les colonies britanniques elles-mêmes ne voulurent pas et qui cherchent aventure et fortune chez les voisins accueillants où ils affichent une supériorité tout insulaire, fulmina :

— Quelle outrecuidance! Un galopin hollandais ne se per-

(1) Voyez la *Revue* du 15 septembre.

mettrait pas d'avoir une volonté sous les ordres d'un sujet du roi d'Angleterre!

Cet administrateur, tout roux et apoplectique qu'il était, n'était pas un méchant homme; il était seulement imbu de sa supériorité d'Anglais; c'est un caractère commun à toute la race, à qui le monde entier ne persuadera jamais qu'il peut exister un autre droit que celui de l'Angleterre, d'autre marmelade que celle de Dundee, un système des poids et mesures plus pratique que le système anglais, du pain plus digestif que le pain anglais, des colonies aussi bien administrées (soyons modestes) et plus prospères que les colonies anglaises.

Ainsi donc, la décision de respecter la vie de l'arbre, n'ayant pas été prise par une volonté anglaise, ne valait rien.

— Un arbre de cette taille-là au beau milieu des jeunes hévéas qu'on allait planter incessamment? Cela n'avait pas le sens commun; il attirera la foudre, votre arbre magique! Et en s'abattant il m'écrasera quelques bonnes douzaines de plants. Faites-moi disparaître cela, mon garçon, et presto, hein!

Il n'y avait pas à répliquer; on ne réplique pas à un ordre de l'administrateur donné sur ce ton; pour l'employé qui s'y risque, eh bien! « l'espace est là, mon garçon, prenez du large, bonjour. Allez donc raisonner ailleurs chez le voisin, si le cœur vous en dit. »

Jan Dirk prit à part Atmah, le mandour chef (contremaître chef) des contractants.

Les mandours chefs exercent une autorité quasi souveraine sur les coolies; leur position même d'intermédiaire et de truchements entre le personnel européen et les contractants, la confiance dont ils jouissent auprès des uns et des autres, sont autant de facteurs qui en font les véritables grands vizirs des plantations. Pour tout dire, ils sont indispensables et le savent.

Le jeune employé dépaysé, lâché au milieu de cinq cents coolies, dont le caractère et les mœurs lui sont étrangers et dont il comprend à peine la langue, est forcé, à tout instant, d'avoir recours au contremaître chef, homme d'expérience qui connaît aussi bien les entrepreneurs européens que ses compatriotes; il faut être psychologue pour arriver au poste envié de contremaître chef et s'y maintenir. Le jeune employé prend l'habitude de le consulter et de suivre ses conseils; il s'en trouve généralement bien, mais se met ainsi petit à petit à la discrétion du

Javanais. Du reste, en cas de conflit entre un employé européen et un contremaître javanais, les directions sacrifient l'employé sans hésiter.

Les coolies, toujours disposés à respecter l'autorité, sont à la merci de leur chef. Non qu'ils ne puissent se plaindre de lui auprès du personnel européen ou de l'inspection du travail; la loi hollandaise leur donne toutes les facilités pour faire valoir leurs griefs, s'ils en ont; mais le Javanais, habitué à supporter la pire tyrannie de la part de ses chefs indigènes sans se plaindre, préfère se taire. Il y a de la nonchalance, de la patience, du fatalisme, du respect et beaucoup de terreur dans sa soumission.

Trop souvent le mandour chef, sultan effectif du campement javanais, en profite avec usure, littéralement. Il prélève des droits sur la distribution du riz, revend des vêtements et des provisions le double du prix qu'il les a achetés, prête de l'argent à un taux exorbitant ou, au contraire, en emprunte sans donner de garantie. Et malheur à qui regimbe! Accablé des plus lourdes tâches, surveillé, contrôlé jusqu'à l'obsession, desservi auprès du personnel européen dont le mandour chef a l'oreille, la vie lui est rendue insupportable.

Jan Dirk savait tout cela, et qu'il avait besoin de l'appui d'Atmah, contremaître chef de Tjapous, pour assurer l'exécution de l'ordre reçu au sujet de l'arbre.

Atmah était un petit homme mince et madré, depuis longtemps au service de la compagnie et qui appartenait à l'espèce des chefs honnêtes, de ceux qui ne pressurent leurs compatriotes que le moins possible.

Il reçut l'ordre, transmis par l'employé, les yeux poliment détournés.

— Je compte sur toi, Atmah, pour faire disparaître cet arbre au plus tôt : c'est un danger pour la plantation; fais-y mettre le feu par qui tu voudras.

Atmah toussa, hésita, grommela un vague acquiescement pour la forme, réfléchit, et finalement objecta :

— Les hommes tiennent à cet arbre, Touan. C'est un arbre sacré, ne l'oublie pas.

— Promets un *slamatan* (fête propitiatoire, donnée pour apaiser les esprits qu'une mesure prise sans les consulter pourrait courroucer).

— Je crains des difficultés, Touan. Pourtant, je ferai mon possible; je m'adresserai d'abord aux contremaîtres.

— Arrange-toi comme tu pourras.

Le jeune employé répéta :

— Je compte sur toi.

« Oui, se disait Atmah en regagnant sa maisonnette, il compte sur moi; tous ces jeunes gens comptent sur nous et ils ont raison. Mais, cette fois-ci, il y aura de la résistance. J'en viendrais à bout, naturellement, car les hommes sont dociles, s'il n'y avait pas Nassim, le sorcier. »

Nassim, un contractant récemment embauché, était une épine douloureuse dans la vie et la conscience d'Atmah. Le nouveau venu avait rapidement conquis une grande autorité à Tjapous, grâce à sa faconde et à son pouvoir de guérisseur. Il venait du Bantam où l'esprit de révolte souffle avec vigueur; s'il se taisait sur les raisons qui l'avaient décidé à s'exiler, d'aucuns, et parmi eux Atmah, pensaient qu'il était devenu suspect dans sa province à cause de ses idées révolutionnaires.

Il était intelligent, discret et relativement instruit. Dans ses discours, il n'était pas rare qu'il citât quelque verset du Coran; et parfois il lisait et commentait à haute voix pour ses compatriotes des passages des journaux malais qu'il se procurait on ne savait comment.

Non, Atmah n'avait pas confiance en ce Nassim beau parleur qui dépensait sa paie et plus que sa paie en objets de luxe achetés chez le marchand chinois. Mais il avait, à peine arrivé à Tjapous, sauvé le fils d'Atmah malade des fièvres; et, quand il le voudrait, pourrait rejeter l'enfant à son mal. Du reste, ponctuel et docile, il n'y avait rien à redire à son travail, et s'il jouait aux dés malgré les règlements, il n'était pas de ceux qui ruinent un campement en six semaines.

Le soir, il organisait des réunions auxquelles prenaient part une vingtaine de coolies à qui il exposait « ses idées ». « Des idées que je préférerais lui voir répandre ailleurs », jugeait Atmah, car il aimait la paix; cependant la crainte de se créer des ennuis avec le sorcier, des ennuis dont son fils eût pu faire les frais, lui faisait fermer les yeux.

Plusieurs fois déjà, en entrant inopinément dans le pondok, le contremaître chef avait trouvé les coolies assemblés autour d'un feu de braises et au milieu d'eux Nassim qui pérorait.

Quoiqu'il ne demeurât pas à l'écouter, il en avait entendu assez pour juger des intentions du *gourou* (sorcier). Les discours de celui-ci étaient des réquisitoires pseudo-politiques entremêlés de revendications matérielles, les seules qui eussent quelque chance d'intéresser et d'émouvoir les hommes simples auxquels ils s'adressaient : le gourou se servait de tout pour éveiller le mécontentement. La destruction de l'arbre sacré lui serait un excellent prétexte à donner vent aux magnifiques théories nationalistes et humanitaires qu'il avait ramassées dans les clubs intellectuels de Java et qui étaient toute la nourriture spirituelle qu'il eût jamais reçue, et, croyait-il, digérée.

En cela, Atmah ne se trompait pas. Le soir même, après l'appel, lorsque le contremaître chef eut déclaré qu'il était question de détruire l'arbre, Nassim grommela, assez haut, pour que chacun entendît ses mots favoris de tyrannie du capital, d' « exploitation des travailleurs javanais par les entrepreneurs hollandais », etc. Cette même nuit, Atmah, en faisant sa ronde dans les pondoks, le surprit en conciliabule animé avec les chefs d'équipes et une poignée de coolies connus pour les plus mauvaises têtes du campement.

Lorsqu'il entra, quelques Javanais, mal à l'aise d'être surpris avec le sorcier, firent mine de se lever pour s'en aller. Nassim, d'un geste autoritaire, les contraignit à s'accroupir de nouveau : il les apostropha dédaigneusement :

— Frères lâches! que craignez-vous de votre mandour chef? N'est-il pas comme vous Javanais? Et, je vous le dis, quand l'arbre sacré tombera, l'esprit qui l'habite le quittera et se vengera : un homme, parmi nous, mourra, un homme de la section... Qui de vous oserait porter la main sur l'arbre sacré? Que l'Européen maudit l'abatte lui-même! Ne le forcerez-vous pas à respecter vos croyances en refusant d'exécuter son ordre barbare? Si vous y obéissez, lui, sera riche dans dix ans, et vous, vous aurez la vie d'un pauvre coolie sur la conscience. Qui consent, pour un salaire de misère, à risquer la vie de son frère d'exil? Pourquoi le Touan n'ordonne-t-il pas aux gens d'Atjeh de détruire l' « arbre aux abeilles »?... Parce qu'ils sont libres, eux, et qu'ils refuseraient. A vous, à nous, Javanais esclaves, liés par un contrat monstrueux, il croit pouvoir commander un sacrilège...

Les coolies buvaient les paroles du sorcier; ils n'y compre-

naient qu'une chose, la seule qui leur importât : la mort de l'arbre devait entraîner fatalement la mort de l'un d'eux : chacun craignait pour soi-même; il ne fallait pas que l'arbre mourût.

Tous se tournèrent du côte du contremaître chef qui, comprenant l'inutilité d'une controverse avec le gourou, gardait le silence : les hommes enhardis se levèrent, s'approchèrent de lui, lui soufflèrent au visage :

— Tu as entendu, Javanais! aucun de nous n'exécutera l'ordre sacrilège!

Atmah, sentant les hommes hors d'eux, soutenus par le sorcier qui les avait excités, comprit qu'il serait vain et dangereux de les contredire. Afin de conserver son prestige, il dissimula sa colère et son humiliation. Très calme, sans ciller, il répondit :

— Avez-vous douté de moi, frères? Mon cœur est un avec le vôtre.

Averti par Atmah que les hommes refusaient « la corvée de l'arbre », Jan Dirk affecta d'avoir oublié l'ordre donné et s'adressa aux Atchinois. Ceux-ci, à leur tour, se dérobèrent. Leur chef allégua qu'il avaient été engagés « à la pièce » pour défricher une certaine superficie de terrain délimitée par l'employé lui-même, et que l'arbre récalcitrant ne se trouvait pas sur ce terrain. Que les Javanais négligents qui ne savent pas travailler et oublient de détruire un arbre de cent pieds, comme s'il s'agissait d'un mauvais brin d'herbe à peine visible, réparassent cet oubli! Car s'ils étaient « inhabiles à abattre les grands arbres, du moins étaient-ils capables d'en approcher une torche enflammée ». Ce n'était pas à eux, « ouvriers libres d'Atjeh », d'achever le travail mal exécuté par les contractants javanais; du reste, leur tâche était terminée et ils se préparaient à retourner chez eux.

Il en était, parmi ces fiers Atchinois, qui n'eussent pas mieux demandé que de détruire l'arbre, moyennant quelque argent. Que leur importait la vie d'un Javanais, s'il était vrai, ainsi que la rumeur leur en était parvenue, que l'un d'eux dût mourir lorsque l'arbre périrait? Mais les autres, et parmi eux le chef, ceux qui craignaient que la prédiction de mort ne les menaçât aussi bien que les Javanais, les en empêchèrent.

L'employé demanda des volontaires à qui il promit une

prime : personne ne se présenta. Il désigna deux coolies parmi les plus brutes du campement : ils firent dire par l'intermédiaire de leur chef d'équipe qu'ils ne porteraient pas la main sur l'arbre sacré.

— Il faudra donc, dit Jan Dirk aux contremaîtres javanais, me résoudre à envoyer mon boy chinois sur la colline pour faire votre ouvrage ?

L'affaire devenait sérieuse ; l'ordre du directeur était net : abattre l'arbre dans le plus bref délai. Mais comment contraindre les hommes à l'exécuter, puisqu'Atmah lui-même se dérobait, se sentant impuissant. Une amende générale pour refus de travail risquait de soulever tout le campement. Ce maudit arbre menaçait la paix de la section où, jusque-là, il n'y avait eu ni plainte ni exemple d'insubordination, ni désertion. Pendant la semaine qui suivit la rébellion des deux Javanais désignés pour détruire l'arbre sacré, cinq coolies s'enfuirent la nuit; ils préféraient la prison à l'obligation de commettre le sacrilège dont la perpétration devait, croyaient-ils, causer leur mort. Une atmosphère de méfiance et d'hostilité planait sur la section de Tjapous. Nassim l'exploitait habilement, semant ses magnifiques théories dans les cerveaux ignorants.

Cependant, l'arbre rigide, debout au faîte de la colline, semblait narguer les hommes. Pour le jeune planteur, il était devenu une telle obsession que le pauvre garçon se rendait parfois après le travail jusqu'au haut de la colline pour contempler de près son ennemi ; car, peu à peu, il en était arrivé à voir dans « l'arbre aux abeilles » une volonté ironique appliquée à lui nuire. Chétif au pied du tronc géant, lisse, invulnérable, il réfléchissait au moyen de s'en débarrasser sans provoquer d'incident fâcheux dans la section. Des offrandes, de jour en jour plus nombreuses, déposées entre les racines crispées en longues coulées figées à ras du sol, témoignaient de la dévotion croissante des indigènes envers le rescapé miraculeux. Découragé, il revenait lentement vers la plaine.

II

Les jours passaient. Le directeur, qui avait bonne mémoire, pouvait vouloir constater *de visu* que l'arbre avait disparu. Jan Dirk risquait le renvoi pur et simple.

La position de l'employé, tampon amortisseur entre le directeur autocrate et les coolies obtus, obstinés, enclins à la résistance passive, pour peu qu'un ordre ne leur convienne pas, est à la fois délicate et dangereuse. L'employé doit obéir aveuglément aux ordres d' « en haut » qu'il lui est souvent impossible de faire exécuter « en bas ». En cas d'insuccès, il encourt à la fois le blâme de son chef et la haine de ses coolies. Trop de directeurs oublient qu'ils ont été employés, et planent à la manière de ces domestiques devenus patrons qui accablent leur personnel d'ordres et de mépris.

Jan Dirk décida de profiter d'un jour de congé pour consulter son collègue Kleiweg, de l'Emplacement; un vieux routier, celui-là, qui avait dix ans de Sumatra et dont on parlait comme successeur éventuel du directeur actuel qui devait rentrer en Cornwall l'année suivante, fortune faite.

Trois heures de marche n'effraient pas un planteur, dont les jambes sont le moyen de locomotion habituel.

Jan Dirk se mit en marche après le déjeuner, le *tiffin*, comme on dit là-bas à la mode anglaise pour être *smart*. Il avait fait prévenir Kleiweg qui l'attendait, et comptait rentrer tard dans la nuit muni d'un bon conseil.

La route est longue qui relie la section de Tjapous à l'Emplacement; longue et monotone. Après quelques kilomètres à travers des jeunes jardins d'hévéas, elle coupe la brousse marécageuse d'où s'élancent en hauts bouquets raides et drus, les longues palmes luisantes des nipahs sans tige. Jan Dirk, casque sur la nuque, col ouvert, manches retroussées jusqu'aux coudes (sa peau cuite et recuite par le soleil n'en craignait plus les brûlures), marchait au bord de la route, afin de profiter de l'ombre parcimonieuse projetée par la maigre flore qui réussissait à croître sur cette terre ingrate. Il entra bientôt dans la zone des mangroves où toute une forêt vert sombre, sur pilotis, s'étendait à perte de vue. Les racines noirâtres aériennes, tordues en ogives enchevêtrées, baignaient dans une eau stagnante que le soleil pailletait de taches lumineuses.

La mer était proche, dont le flux alimentait le marais, nourricier de cette étrange végétation. La mer ! Elle s'avançait en larges entailles encaissées de mangroves, sous les ponts qui relient les tronçons de la route. Si différente soit-elle, sur cette sauvage côte Est de Sumatra, de l'étendue mouvante dont

les flots heurtent les dunes de son pays, le jeune Hollandais reconnaissait en elle une amie. La mer ! Frontière de l'exil !... Il évoqua les paquebots en route pour la métropole et qui sont déjà, l'ancre à peine détachée, la patrie retrouvée.

Kleiweg était de la race des Hollandais pratiques et de sens rassis, durs à l'ouvrage pour soi et pour autrui, mais justes, joviaux et doués de cette suprême diplomatie : le tact. De tels hommes font les bons subordonnés et les bons chefs. Aux Indes néerlandaises, ils forment la majorité des pionniers, et c'est grâce à eux sans doute que les colons de l'Archipel ont acquis la réputation de colons modèles.

Jan Dirk d'une haleine exposa son cas : de vagues rumeurs en étaient parvenues à Kleiweg; elles lui avaient paru peu inquiétantes, mais dès qu'il connut tous les détails de l'affaire, il flaira un de ces conflits anodins pourvu qu'on les traite avec tact et prudence, mais qu'une maladresse peut envenimer et faire dégénérer en vilaine histoire. Lui-même en avait débrouillé bon nombre d'analogues au cours de sa carrière de planteur; mais ces jeunes gens, à peine débarqués, perdaient la tête : comment exiger qu'ils se tirassent d'affaire sans casse? Les directions étaient imprudentes en confiant des postes difficiles à de nouveaux venus qui ne connaissent encore ni les patrons ni les coolies et parlent mal la langue des indigènes; il faut de la routine pour concilier l'obéissance, la bonhomie et le prestige. Celui-ci, Jan Dirk, n'était pourtant pas un sot : il l'avait vu à l'œuvre à l'Emplacement durant quatre mois. On en ferait quelque chose avec le temps; mais, en attendant, il fallait lui « enlever son arbre de dessus le cœur ». Après tout, il avait fait de son mieux, ce petit, et le patron, avec son autocratie bornée, l'avait fourré dans de bien mauvais draps.

Les deux hommes fumaient leur pipe autour d'une bouteille de whisky écossais, car il n'en est point de comparable. Kleiweg buvait sec : c'était son moindre défaut; il se versait rasade sur rasade sans perdre le fil de ses idées, au contraire : « Une goutte de plus lui éclaircissait le jugement. »

— Le vieux, décréta-t-il en tassant le tabac de sa pipe avec le manche de sa cuiller, le vieux n'est pas un mauvais bougre. C'est une brute, d'accord, mais pas une mauvaise brute. Têtu ! ça ! c'est autre chose et c'est sa force; il s'agit avant tout de ne pas le buter. Laisse-moi réfléchir au moyen de l'approcher par

un mouvement tournant : on verra ce que cela donnera. Au fond, il a raison, cet homme ! Ton arbre, quelque jour d'orage, pourrait bien dégringoler tout seul et démolir une demi-douzaine de coolies et une cinquantaine de jeunes plants. Au prix où sont les berlingots !...

— Je ne dis pas non ! Pour ma part, je l'ai assez vu, cet arbre de malheur ! Mais mes coolies déserteront...

— Tu, tu, jeune homme ! on les rattrapera, tes coolies ! La sanction pénale n'a pas été instituée pour les hévéas qui n'ont point encore appris à courir : désertion, refus de travail.... on connaît cela... on est paré... Dans un cas ordinaire, tout cela ne vaudrait pas la peine d'en parler; mais, voilà le hic ! ce cas-ci n'est pas un cas ordinaire. Quand il s'agit de religion, de superstition ou d'*adat* (droit coutumier), — il sifila, — de tout ce qui tient au cœur et à la moelle des indigènes, il convient de marcher prudemment et sans semelles à clous, si on veut éviter du vilain.

Kleiweg caressa le flanc de la bouteille de whisky, se versa une ultime rasade qu'il but d'un trait, et, se frappant le front, s'écria :

— J'ai mon plan ! Oyez, bonnes gens ! Je vais aller trouver le patron, de ce pas; car il vaut mieux liquider ton affaire au galop et durant que je suis, comme tu le vois, en veine d'éloquence. Tu as dû remarquer que l'Inspection du travail ne nous honore pas souvent de ses visites; les Anglais la regardent d'un mauvais œil et, quant à nous, il faut convenir qu'elle n'aurait pas grand chose à critiquer à Kofa-Baron. Le « vieux », cependant, entre en ébullition dès qu'on mentionne en sa présence « l'immixtion injurieuse du Gouvernement hollandais dans des affaires qui ne le regardent pas »... Tu me suis ?... Je m'en vais donc lui dire que ton histoire d'arbre sacré m'est revenue aux oreilles, que les coolies menacent de mutinerie générale, etc... Tu saisis ?

Jan Dirk opina :

— Je te suis...

— Nous ne pouvons pas mettre une mutinerie sous le boisseau ; il en suintera bien quelque chose dehors, et l'Inspection du travail, qui compte quelques fins limiers (ce n'est pas vrai : la plupart sont des bûches; mais une fois n'est pas coutume ! encensons-les), viendra mettre le nez chez nous, ce qui nous fera perdre patience et du temps...

Kleiweg se leva, désigna du doigt un gramophone poussiéreux juché sur un amas de disques :

— Tiens ! amuse-toi en m'attendant !... Je reviens, j'imagine que ce ne sera pas long !

Ce ne fut pas long en effet ; en dix minutes, Kleiweg était de retour ; il riait, se frottant les mains : le patron était par hasard de bonne humeur : le spectre de l'Inspection du travail (on ne sait jamais... si irréprochable soit-on) avait fait le reste ; la cause était entendue : l'arbre de Tjapous avait officiellement reçu droit de cité.

Le brave garçon tapait sur l'épaule de son jeune collègue :

— Garde ton arbre, mon petit, et bonne chance !

Il le poussait dehors d'une bourrade amicale.

— Tu ne m'en voudras pas d'être si peu hospitalier ? Non ? Eh bien ! rentre chez toi... on ne t'aura pas vu par ici... tu comprends... Tu reviendras un autre jour ; on passera la soirée avec quelques collègues ; gramophone, punch pour les *sinkehs* (bleus), ça va ? Il fait encore jour, c'est demain pleine lune ; allons ! tu n'es pas à plaindre... tu vas pouvoir rêvasser à ton aise sur la route ; — il cligna de l'œil : — gentille, ta Javanaise !...

Son rire accompagna Jan Dirk jusque sur la route.

Le jeune homme hâtait le pas ; il était content de rentrer chez lui ; pour la première fois, depuis des jours, il pourrait dormir tranquille... Gentille, ta Javanaise !... Il sourit. Parbleu ! aucune exigence et une inlassable complaisance ; elle tenait si peu de place dans la maison ! Sous la moustiquaire il y avait deux oreillers, et dans la galerie intérieure une machine à coudre !... On se fait à ces visages sombres...

Jan Dirk approchait de Tjapous ; en passant au pied de la colline, il leva les yeux vers l'arbre nettement découpé dans la nuit claire et auquel la lune faisait un halo blond lumineux. Il pensa : « Cela fait japonais, cette silhouette noire solitaire et cette lune ronde un peu orangée. » Il n'éprouvait plus aucune rancune contre l'arbre et il avait envie de lui crier : « Tu vois, je ne suis pas méchant ; je m'en suis donné du mal pour te sauver la vie ! Tu ne m'en veux plus au moins à présent, hein ? »

Dans les pondoks, tous dormaient : il songea que, chez lui, Emeh et le boy ne l'attendaient pas si tôt, qu'il avait faim et

qu'il lui faudrait patienter une heure avant de pouvoir se mettre à table.

Arrivé à proximité de sa villa, il remarqua qu'il n'y avait pas de lumière dans les communs, et s'étonna que Li Chou ne fût pas occupé dans « sa » cuisine; la lampe de la véranda n'était pas allumée, et, n'eût été la faible lueur de la veilleuse qui filtrait entre les volets de la chambre à coucher, la maison eût paru désertée. Emeh, la paresseuse, était déjà couchée : il n'était pourtant pas tard. Jan Dick contourna la villa avec précaution, s'appliquant à ce que ses souliers ne résonnassent pas sur la terre sèche, afin de ne pas réveiller la Javanaise. Li Chou, l'animal, était sans doute chez son compère du *kedeh*. Bah! il trouverait bien tout seul du pain, du fromage et une bouteille de bière!

A deux pas de la fenêtre éclairée, il fut tout à coup conscient d'un danger; il eût été incapable d'en préciser la raison concrète; s'il avait dû motiver son appréhension subite, il aurait dit : « Il se passe quelque chose... Il y a du mouvement, de la vie insolite à l'intérieur; je n'ai rien entendu, je n'ai rien vu, mais je sens une sorte d'intensité étrangère, hostile, derrière ces volets. »

La maison étant bâtie sur pilotis, la tête du jeune homme atteignait le plancher; il attendit, retenant son souffle... quoi? que se dénouât par un signe quelconque l'atroce drame de l'attente qui étranglait la vie dans sa gorge.

Enfin, le silence fut heurté par un gémissement plaintif et doux, et le bruit d'un corps pesamment agité sur le lit de fer. Instantanément, la vie en lui reprit son cours normal et il se reprocha sa stupide angoisse : Emeh dormait; elle avait un cauchemar ainsi qu'il lui arrivait quelquefois, et, tout endormie, geignait.

Il comprit alors seulement de quoi et combien il avait eu peur; une sueur abondante coulait de son front sur ses joues et son menton. Quelle folie! Personne dans la section n'eût osé... pendant son absence... Fallait-il qu'il fût devenu nerveux! Dans un délire d'expansion, succédant trop brusquement aux secondes terribles, il voulut un témoin à qui crier sa joie et il allait appeler « Emeh! » et frapper le plancher de son bâton ferré pour réveiller la dormeuse, quand une voix très nette, la voix discordante et rauque de Li Chou prononça au-dessus de

lui : « Je te fais cadeau des cinq florins que tu me devais encore... et c'est bien payé ». Et la voix d'Emeh, ironique et un peu étouffée, répondit : « Non, mais, bien sûr, à présent que je ne te dois plus rien, est-ce moi qui te paierai ? »

Chose étrange, ces paroles distinctes dont il comprit parfaitement le sens ne causèrent à Jan Dirk aucune émotion; il en avait parcouru toute la gamme quelques minutes plus tôt, tandis qu'il ne savait rien; maintenant, devant la réalité, il était sans réflexe; la colère, la violence, la douleur avaient été écumées de son cœur. Il demeura calme, et sans se hâter ni amortir son pas, tourna le coin de la maison et monta les escaliers de la véranda, en maître. Une porte, à l'intérieur, s'ouvrit et, dans le passage sombre, Jan Dirk vit le Chinois qui s'enfuyait. Hagarde, le buste découvert et les hanches hâtivement enroulées dans un sarong qu'elle tenait serré contre elle, aussi haut que possible, d'une main tremblante, Emeh se précipitait au-devant du jeune homme; elle était si impatiente de savoir immédiatement ce qu'il avait entendu et ce qu'il ferait d'elle qu'elle n'avait pas eu la présence d'esprit de se rajuster. Elle faisait effort pour l'interroger d'un ton naturel :

— Touan est rentré bien tôt ! Touan n'a sans doute pas dîné?

Jan Dirk, tranquillement, alluma la lampe, qu'il dut moucher, jeta l'allumette dehors, conscient et surpris à la fois de son extrême sang-froid. La fille commençait à se rassurer :

— Touan m'a effrayée en arrivant si tôt; Touan n'est pas souffrant ?

Il lui asséna un regard si direct et si glacé qu'elle se tut et recula jusqu'à la cloison où elle s'appuya, prête à défaillir.

Jan Dirk tonna : « Va-t-en ! » et avec les premiers mots qu'il prononçait, la colère revenait en lui :

— Prends tes hardes, va-t'en ! Allons ! va-t'en donc, va-t'en avec ton amant!

Il traversa la maison en courant, descendit jusqu'à la chambre du boy à côté de la cuisine et hurla avec un juron :

— Li Chou ! chien ! hors d'ici ! et de la section ! Si je te revois, je te brise les os !

Aucun signe de vie ! Il donna un coup de pied dans la porte qui céda; la chambre était vide; la lumière de la lune l'éclairait tout entière par une lucarne du toit; personne ne se cachait sous le lit de camp qui en composait tout l'ameuble-

ment, et la mallette de fer où le boy enfermait son modeste avoir avait disparu. Li Chou, redoutant les terribles représailles de son maître, s'était enfui en emportant ses bagages! Un Chinois abandonnera la vie plutôt que sa propriété.

Dans la maison, Emeh se lamentait bruyamment; elle entremêlait ses cris et ses sanglots de protestations d'innocence! Jan Dirk, tandis qu'il remontait, lui intima de se taire :

— Tais-toi donc, à la fin! tes simagrées sont sans effet! Tais-toi donc!

Il ajouta :

— Tu peux passer la nuit dans la chambre de Li Chou, si tu as peur de partir à présent; mais gare à toi, si je te retrouve ici demain matin; compris?

Tout en parlant, il avait pris la fille par le bras et la jetait presque en bas des escaliers; puis il alla chercher ses nippes et les lança derrière elle dans le passage extérieur, là où, pour la première fois, il l'avait vue travailler quelques mois plus tôt.

Quand il eut fermé la porte, il se rappela qu'il avait faim; il se coupa d'épaisses tartines qu'il emporta sous la véranda.

C'était une nuit splendide dont le calme peu à peu magnétisait les nerfs du pauvre humain délivré momentanément de la nécessité d'agir. Jan Dirk, abattu de fatigue, se trouvait dans l'état de prostration hébétée qui suit les grandes dépenses nerveuses; il était presque heureux; la détente de son corps surmené et de ses passions stimulées jusqu'à l'exacerbation était une volupté apaisante dont il jouissait en toutes ses fibres. La dégoûtante machination du Chinois qui avait introduit Emeh complice dans sa maison, pour la pousser ensuite dans ses bras, ne le révoltait plus; c'était par acquit de conscience, par un sentiment de justice et de convenance, qu'il se disait :

— J'aurais dû casser mon bâton sur le dos de ce brigand.

Dehors, Emeh sanglotait toujours, et ses sanglots réguliers, rythmés, troublaient le calme bienfaisant de la nuit. Jan Dirk alla jusqu'à la chambrette où, docilement, la fille s'était réfugiée et lui dit sans se fâcher :

— Je t'ai priée de cesser, si tu tiens à continuer à geindre, va-t'en!

Il remarqua que les vêtements de la Javanaise gisaient encore sur le sol, pêle-mêle, tels qu'il les y avait jetés et il se souvint du geste qu'elle avait eu, naguère, pour retirer l'épingle

de son chignon et la lancer par-dessus la balustrade. Orgueilleuse, vicieuse et ambitieuse, oui! et menteuse! mais spontanée et indifférente à l'argent. Le Chinois, lui, en s'enfuyant, n'avait pas oublié une épingle derrière lui, tandis qu'Emeh était capable de filer en laissant là tout son avoir. Il ne la regrettait pas; mais il se dit qu'elle était pourtant moins coupable que le Chinois. Qui sait quelle pression il avait exercée sur elle?...

Seul, en face de la nature sereine, baignée de silence et de clarté douce, disproportionnée aux éphémères passions humaines, il revécut sans amertume les jours passés avec la Javanaise. Elle avait toujours été gaie, serviable, docile, à la fois servante et compagne; compagne charnelle, sans plus, il est vrai, car la différence de race, de mentalité, de civilisation est si profonde entre un Hollandais et une Javanaise qu'il ne peut être question d'union véritable et complète dans ces ménages mixtes. Toujours la première levée, Emeh préparait le café du maître, disposait des vêtements propres à côté de son lit, lui tendait son casque et son bâton sur le pas de la porte. A table, elle ne se servait que lorsqu'il avait terminé son repas et, le soir, elle s'étendait la dernière sous la moustiquaire; la lumière orangée de la veilleuse patinait son corps brun d'une teinte chaude veloutée, surnaturelle, qui contrastait avec la fraîcheur lisse, la fraîcheur d'une pelure de pomme, de sa peau. Il se rappelait des nuits d'insomnie, fréquentes les dernières semaines, qu'Emeh avait passées à lui masser les tempes d'une pression circulaire du pouce jusqu'à ce qu'il s'endormît... Chaque fois qu'elle avait eu l'occasion de lui rendre service, elle ne s'était pas dérobée; même dans cette malheureuse affaire d'arbre, elle lui avait été d'un grand secours en lui rapportant les potins des pondoks; c'était elle aussi qui lui avait conseillé d'apprendre le javanais et elle s'était donné beaucoup de mal pour le lui enseigner : « Quand tu parleras couramment javanais, tu entreras facilement dans le cœur des coolies... »

Dommage, oui, dommage pour elle-même et pour lui également qu'elle eût tout gâté par son odieuse inconduite! Deux phrases surprises..., il n'en avait pas fallu davantage!... elles résonnaient encore à ses oreilles...

Balayé, effacé cet épisode-là!... Désormais, il était seul, n'ayant pour toute compagnie... qu'une biche, et, — ses yeux

fixèrent l'horizon où la lune avait monté, — un arbre, l'arbre qui, dans sa raideur, à présent que la lune ne lui faisait plus de halo, ressemblait plus que jamais à une sentinelle sévère. Au flanc de la colline, il lui sembla voir se traîner un animal blessé; quelque sanglier ou bien un cerf; à mieux l'observer, on eût dit plutôt un singe, un grand singe ou un homme : bien sûr, un homme, le dos chargé d'un faix et qui avançait lentement, mais régulièrement, en suivant le sentier en zigzag; un animal eût couru, fait des bonds, ignoré le sentier. Qui donc, à cette heure, quoiqu'il fît clair de lune, pouvait bien avoir affaire de ce côté-là? La colline était déserte, il n'y avait plus de bois mort à voler! Au pied de l'autre versant, à quelques kilomètres de la mer, il y avait un village de pêcheurs : des pêcheurs!... et aussi des barques... parbleu! le promeneur solitaire, ce ne pouvait être que Li Chou, sa malle sur les épaules, et qui allait demander asile aux pêcheurs pour cette nuit, et une barque, à l'aube, pour gagner en suivant la côte quelque petit port des environs. Bon voyage! Il était au moins débarrassé de celui-là!

Jan Dirk suivit quelque temps les progrès de l'homme courbé sous son fardeau, le long du sentier. Peu à peu, le sommeil ligota ses muscles et sa pensée; il rentra à l'intérieur de la maison : devant la chambre où la veilleuse clignotait, il frissonna; il y avait une autre chambre, en face, où se trouvait un lit de camp; il en poussa la porte, se jeta tout habillé sur le lit, et s'endormit.

Lorsqu'il s'éveilla, dans ses vêtements froissés de la veille, il se sentit plus mal à l'aise qu'après une nuit de bombance à Medan; ses souliers maculés de terre pesaient à ses pieds; ses muscles étaient endoloris, et il n'y avait pas de linge propre étalé sur une chaise à portée de sa main; il avait faim, et, s'il ne voulait pas partir à jeun, il lui faudrait allumer du feu à la cuisine, faire bouillir de l'eau pour le café... à moins qu'il n'en restât de la veille au fond de quelque pot. Pourvu qu'il eût cette chance! La lampe à alcool suffirait alors pour réchauffer son déjeuner... Où donc ce diable de Chinois enfermait-il l'alcool à brûler? Les difficultés matérielles de sa nouvelle situation lui parurent insurmontables : il décida de demander le jour même à quelque femme des pondoks de l'aider jusqu'à ce qu'il eût remplacé Li Chou.

Il gagna la salle à manger, traînant les pieds, maussade... Quoi?... il se frotta les yeux; la table était servie, ainsi que chaque matin; sur la nappe son couvert brillait; le lait chaud dans le pot de faïence à fleurettes bleues, le café bouillant, les tartines rôties l'attendaient; il huma l'arome appétissant, puis eut honte de sa faiblesse, se ressaisit et appela aussi sévèrement qu'il put :

— *Si apa sini?* (Qui est ici ?)

Emeh apparut en haut de l'escalier, tirée à quatre épingles, les yeux un peu cernés et la bouche pâlie. Elle s'affala sur le paillasson, y demeura prostrée dans la plus humble attitude.

— Touan! Touan! Emeh ne pouvait pas partir sans te donner d'abord ton déjeuner... Touan a été bon pour moi... ici, je n'ai ni père, ni mère.... Touan est en colère pour une faute qu'Emeh n'a pas commise et qu'elle ne connaît pas. — Elle leva la tête : — Pardon, Touan! aie pitié, Touan!

Jan Dirk, abasourdi, la laissait parler; il était soulagé de trouver son repas servi comme s'il n'y avait rien de changé, ce qui le disposait à l'indulgence; le drame de la veille lui paraissait lointain, irréel..., la réalité, c'était le café brûlant... et la faim qui le tenaillait depuis son réveil.

La fille, sentant que le maître était près de faiblir, se mit à expliquer, dans un flot de paroles, sans gestes, les mains au creux de ses genoux, tandis que ses yeux alertes guettaient le visage du jeune homme.

— Li Chou volait Touan, il volait les boîtes de conserves, la farine, le riz, le sucre, le pétrole qu'il revendait aux contractants... je le savais, mais le « Chinois pourri » me suppliait de me taire. Hélas! je l'avoue et j'en demande pardon au maître, j'avais promis à ce mauvais homme de lui donner trente florins s'il m'aidait à devenir la « ménagère » de Touan; *saja tjinta sama touan* (je suis amoureuse du maître). — Elle inclina la tête, plusieurs fois, avec un geste gracieux de contrition : — Je prends la faute, je prends la faute! Quand j'ai découvert qu'il volait, j'aurais dû le dénoncer; mais il me menaçait et me disait : « Si tu gardes ta langue derrière tes dents, je te tiendrai quitte de ta dette ; si tu me trahis, je me vengerai. » Je le jure, devrais-je mourir, je ne mens pas. Hier soir encore, il a payé mon silence ; je ne lui devais plus rien, et c'est alors que je lui ai demandé : « Est-ce moi qui te paierai la pro-

chaine fois ? » Touan est arrivé ; Li Chou a eu peur, puisqu'il était coupable, et s'est enfui ; quand Emeh a vu les yeux clairs du maître en colère, sa tête a tourné, l'ombre a troublé sa vue.

Jean Dirk, les mains dans les poches, dominait la fille de toute sa hauteur. Qu'elle était humble et faible, ainsi courbée à ses pieds ! Il demanda :

— Que faisait Li Chou dans ta chambre, la nuit, lorsque tu étais couchée ?

Sans hésiter, Emeh expliqua :

— J'avais le mal chaud (la fièvre) et me reposais ; j'ai eu soif, et j'ai appelé Li Chou pour me faire du thé. Il est venu et il était insolent ; j'ai dû le menacer de découvrir tous ses vols au maître ; alors, cette fois encore je prends la faute ; il a cousu mes lèvres avec le fil d'or.

Le jeune homme ne savait que penser ni que dire ; l'explication ne lui paraissait pas très satisfaisante, encore qu'elle fût plausible. La fille avait eu la nuit pour réfléchir et inventer quelque fable à sa décharge ; il y avait, du reste, la fuite du Chinois, aveu accablant pour les deux délinquants ; la crainte d'être convaincu de vol eût-elle suffi à terrifier Li Chou au point de le faire s'enfuir incontinent ? Les vols en espèces, surtout lorsqu'il s'agit de denrées ménagères, sont considérés avec une extrême indulgence en Orient ; il n'est de domestique indigène qui ne prélève « sa part » sur les provisions de son maître et ne se croie moralement justifié : tout au plus la « quantité » pourrait-elle être alléguée contre lui... D'autre part, Li Chou, ancien forçat, pouvait redouter un contact possible, si le maître était mal luné ou seulement pointilleux au sujet de sa propriété, avec la police. Jean Dirk se mit à table sans avoir prononcé une parole, ce qui pouvait passer pour un pardon tacite ou un délai dans l'exécution du verdict prononcé la veille.

Il était sept heures et demie et le jeune homme n'avait pas entendu le deuxième appel du *tong tong* (cloche de bois creusée dans un tronc d'arbre qu'un coolie frappe à coups redoublés pour réveiller et rallier les équipes). Peut-être les jérémiades d'Emeh l'avaient-elles empêché d'y prêter attention, à moins que le brouillard épais abattu sur la plaine, — de la maison, on ne distinguait pas la colline, — n'en eût amorti la sonorité. Les coolies devaient avoir quitté les pondoks depuis une bonne heure.

Grande fut la surprise de l'employé lorsqu'il les trouva tous accroupis sur la place du campement où ils paraissaient tenir un conciliabule consterné. Atmah, qui, sans doute guettait l'arrivée du maître, se leva dès qu'il l'aperçut. Sur un signe qu'il fit, les coolies se précipitèrent dans les pondoks d'où ils ressortirent aussitôt, leurs outils à la main, pour se mettre en marche silencieusement. Le jeune homme les héla de loin :

— Que veut dire ce rassemblement? D'où vient que vous soyez encore ici à ne rien faire et que je n'aie pas entendu le tong tong? Dois-je mettre tous les chefs d'équipe à l'amende?

Personne ne répondit, et le dernier coolie disparaissait derrière le pondok, tandis que l'employé arrivait sur la place. Les femmes, sur le pas des portes, le considéraient avec effroi et méfiance; aucune ne le salua.

Le brouillard s'était dissipé, ou plus exactement Jan Dirk l'avait laissé derrière lui. Le soleil oblique et blond des premières heures caressait la colline.

Le jeune homme, y ayant par habitude porté les yeux, resta cloué de stupeur : une colonne de feu pâli par la lumière du jour et que le vent tordait en spirale s'élevait au faîte de la colline. L'arbre flambait! Alors Jan Dirk comprit et son cœur s'alourdit dans sa poitrine; des larmes lui vinrent aux yeux; il baissa la tête et hâta le pas pour rejoindre les coolies.

III

Nassim, avant l'aube, avait quitté le pondok de gauche où gîtait la femme du mandour Kesban en traitement à l'hôpital, où il mourait d'une pneumonie. Le gourou tenait à regagner le pondok de droite, où il habitait, avant le jour; car point n'est besoin de témoin lorsqu'on revient d'une visite galante à la jeune femme d'un absent. Le premier, Nassim avait vu le sacrilège : le « radja » en flammes, torche géante éclairant l'horizon; il n'avait pas donné l'alarme ; il s'était assis face à la colline pour réfléchir. Il demeura ainsi quelque temps absorbé par la contemplation de l'arbre, le long duquel les flammes couraient actives et rongeuses, agrippées dans le bois dont elles avaient déjà dévoré l'écorce. Lorsque le soleil levant commença à blanchir les flammes, il s'en fut lui-même frapper le

tong tong avant l'heure réglementaire de l'appel. Tout en frappant, il clamait :

— Sacrilège, sacrilège, l'arbre brûle, l'arbre est profané, l'arbre est assassiné !

Les pondoks se vidèrent en rafales sur la place; les yeux mal éveillés interrogeaient la colline; les cœurs s'emplissaient de terreur et de rancune; les mains cherchaient machinalement dans les plis des ceintures le kriss vengeur des ancêtres.

Nassim rallia le troupeau autour de lui, parla :

— Frères javanais, le Touan a mis sa menace à exécution ; il a fait détruire le « radja » par son Chinois. L'arbre est debout, mais déjà la mort inévitable a mordu sa chair ; le feu allumé à sa base l'étouffe; déjà il l'a envahi jusqu'à la cime où il s'est réfugié ; personne ne peut l'y atteindre. L'arbre dépouillé de son écorce, tel un homme écorché vif, périt. Cette nuit j'ai eu un songe; l'esprit de l'arbre sacré m'est apparu; chassé par les flammes, il s'élançait hors de sa couronne feuillue, ainsi que l'oiseau s'élance hors de son nid lorsqu'il aperçoit un chat sauvage tapi dans les branches. Tel un oiseau, l'esprit s'envola, et c'est sur la maison du Touan qu'il est allé se poser. Pourquoi, frères? Pour demander vengeance !

Les coolies effarés, stupéfiés, le sarong remonté aux épaules à la manière d'une toge pour se protéger de la fraîcheur et des esprits rôdeurs qui s'attardent avec les derniers lambeaux de la nuit, regardaient le gourou, bouche bée, tremblants de peur; quelques-uns toussotaient, gênés, pressentant que le discours du sorcier se terminerait par un appel direct.

Plusieurs fois Atmah voulut interrompre l'agitateur dont il ne comprenait que trop bien la manœuvre; mais chaque fois qu'il rencontrait le regard perçant de Nassim, sa gorge se desséchait et il se taisait. Pourtant, à la fois pour obéir à sa conscience et pour sauvegarder son prestige aux yeux des coolies ordinairement disposés à prendre le mot d'ordre de leur chef, mais qu'il sentait échapper à son autorité pour se rallier au gourou beau parleur, il leva la main afin d'imposer silence à Nassim : « Tais-toi, gourou ! le Touan n'est pas méchant ; il n'a pas ordonné le sacrilège ; les Hollandais sont rudes, ils ne sont pas faux ; celui-ci m'eût averti avant de faire détruire l'arbre.

— N'a-t-il pas menacé de faire abattre le « radja » par son Chinois ? rétorqua le gourou.

Il ricana :

— Il ne l'a pas fait abattre, car dix hommes travaillant pendant dix ans n'y parviendraient pas, mais il y a fait mettre le feu...

Atmah soutint encore :

— Je sens qu'il n'est pas coupable.

Nassim négligea de répondre. Avec un haussement d'épaules pour le mandour chef, il continua :

— L'arbre meurt, mes frères; sa mort entraînera celle d'un habitant de Tjapous. Voulez-vous sacrifier l'un des nôtres, pauvres coolies, à la vengeance imminente de l'Esprit?

Ayant ainsi parlé, Nassim regarda fixement le mandour chef qui baissa la tête; car, hélas! à sa dette de reconnaissance envers le gourou, une autre, matérielle, s'était ajoutée. La veille du nouvel an, un bijoutier chetty avait visité le campement; il portait avec lui un coffret rempli de chaînes et de bracelets d'or. L'hindou avait déballé sa pacotille sur la place. La femme d'Atmah convoitait deux beaux anneaux d'or massif pour encercler ses poignets fins et cinq pièces d'or pour orner son *kabaja* (camisole). Le contremaître chef, qui ne savait rien refuser à la belle Asminah, avait acheté les bijoux qui la paraient si gracieusement. Le Chetty en demandait huit cents florins, payables en quatre fois à raison de deux cents florins par mois. Demain tombait la troisième échéance et Atmah ne possédait que la moitié de la somme; il avait compté emprunter le reste aux contractants le jour de la paye; soixante-quinze cents par homme, ce n'était pas une affaire; mais ceux-ci étaient tous endettés au marchand chinois qui, chose inouïe (Atmah soupçonnait quelque machination diabolique de Nassim), réclamait son dû sans délai. Atmah connaissait le danger des échéances ajournées ; il serait irrémédiablement à la merci du Chetty qui, par un système d'étranglement progressif, doublerait sa dette en quelques mois. Il avait déjà reçu une avance sur son salaire et n'osait s'adresser à l'employé européen ; il s'était affolé et avait eu l'imprudence d'accepter l'aide de Nassim. Le gourou avait toujours de l'argent, et sans exiger d'intérêt exorbitant, avait avancé cent florins au contremaître chef :

— Tu me rembourseras petit à petit, Atmah: l'argent

prêté ne risque pas d'attirer les voleurs dans mon sillage.

Atmah avait bien un peu hésité avant de prendre l'argent de Nassim dont il se méfiait; car l'instinct éveillé des races primitives, l'avertissant du danger, lui conseillait : « Attention! ne te crée pas de nouvelles obligations envers le sorcier, si tu ne veux pas tomber tout à fait en son pouvoir. » Mais il craignait encore davantage le Chetty et l'échéance pressante.

Atmah réfléchissait à toutes ces choses et il regrettait son amour pour la belle Asminah et sa faiblesse. Un instant il songea à aller à la rencontre de l'employé qui sans doute à ce moment même quittait sa maison, pour lui avouer :

— Touan, je t'ai trahi, car j'ai perdu mon autorité sur les coolies. Un autre, qui te veut du mal, leur prêche la révolte et pire. Je suis entre ses mains comme un oiseau nouveau-né, car je lui dois cent florins. Prête-les moi et congédie ce mauvais Javanais!

Il n'osa pas s'éloigner, craignant d'éveiller la méfiance du gourou qui le guettait du coin de l'œil.

Nassim continuait :

— Si le choléra emportait cette nuit le Touan, l'Esprit de l'arbre serait satisfait... L'esprit s'est posé sur sa maison... Je l'ai vu en songe. — Il fit une pause, scruta les visages mornes, indécis de ses auditeurs. — S'il portait la main sur moi pendant le travail, l'esprit insulté n'aurait pas besoin de choisir une victime parmi vous...

Les coolies tressaillirent...

— Que risquerais-je ? une loi des Hollandais leur interdit de nous frapper. Celui qui l'ose fait acte de provocation et un Javanais au cœur chaud ne se laisse pas provoquer impunément. Qui le blâmerait? Seuls les cœurs de souris refuseraient de l'aider... Que risque-t-il ? trois mois de prison ; c'est peu de chose. Les prisons sont fraîches, le riz y est bon, l'eau claire ; on n'y travaille pas plus de huit heures. Est-ce payer trop cher la gloire d'avoir détourné des contractants javanais la vengeance de l'Esprit?

L'auditoire fasciné frémissait. Des yeux s'amenuisaient. D'autres presque en extase fixaient le gourou. Une transe collective s'emparait peu à peu des Javanais impressionnables. Nassim, les prunelles brillantes, les envoûtait; lui-même s'échauffait à sa harangue, en subissait la griserie.

— L'inspecteur du travail, lorsqu'il apprendra qu'un contractant s'est défendu contre l'attaque d'un employé européen, plaidera pour l'ouvrier javanais. Je vous le dis : la peine sera légère. Voyez le nombre d'employés dont les coolies se sont vengés cette année...

A ce moment, Jan Dirk était apparu sur le chemin.

. . . . . .

Une heure après le repos de midi, comme Atmah s'arrêtait auprès de la terrasse où travaillait le gourou, celui-ci posa sa bêche, alluma ostensiblement une cigarette en fredonnant et s'assit. Atmah lui intima de se taire et de se remettre au travail : Nassim se leva et alla s'asseoir plus loin, cette fois presque aux pieds de l'employé qui faisait rectifier la courbe d'un tracé à quelques pas de là.

Jan Dick crut que le coolie avait quelque chose à lui demander.

— Que veux-tu?

— Rien!

— Alors, que viens-tu faire ici?

— Rien.

— Eh bien! retourne à ton travail.

Le gourou regarda le jeune homme insolemment, sans bouger et la cigarette aux lèvres. Jan Dirk se demanda s'il avait tout de bon perdu l'esprit. Sans se fâcher, il dit encore :

— Ne m'as-tu pas entendu? Es-tu malade?

— Non, je me repose.

A cet instant seulement l'employé devina le coup monté. Autour d'eux, les coolies ayant interrompu leur travail épiaient la scène; et il sembla au jeune homme qu'ils le regardaient d'un air narquois. Le sang lui monta au visage. Il ne pouvait se laisser insulter par un contractant javanais en présence de toute l'équipe. Instinctivement, il chercha un allié, appela le mandour chef : Atmah s'éloignait de toute la vitesse de ses jambes comme s'il fuyait, disparaissait derrière un tertre. Le jeune homme contint l'envie impérieuse qu'il sentait grandir en lui de prendre Nassim par la peau du dos et de le jeter en bas des terrasses.

Le gourou se leva, s'étira, lança un regard circulaire aux contractants et leur cria :

— *Begitou* (c'est comme ça qu'on fait).

Jan Dirk alors perdit tout contrôle de ses nerfs, donna dans le piège, leva son bâton...

Avant qu'il fût retombé sur les épaules de l'insolent, celui-ci, tirant un kriss de sa ceinture, avait bondi; la longue lame sinueuse atteignit l'employé en pleine figure. Le sang aveugla le malheureux qui ne voyait pas son agresseur, inonda le blond visage juvénile. De toutes ses forces, une fois il cria :

— On m'assassine.

Le gourou frappait de nouveau, entaillant les bras, la poitrine de sa victime; il hurlait :

— Allons, frères, qui me secondera ? Avez-vous peur de trois mois de prison? Manquez-vous tous de courage?

L'équipe, d'abord hésitante, accourait pioche ou bêche levées. Le jeune homme tomba littéralement haché de coups sans avoir pu se défendre...

Le sifflet du mandour chef alerta les assassins. Au détour d'un pli de terrain, Atmah arrivait hors d'haleine. Derrière lui, de larges couteaux à la main, une vingtaine d'Atchinois accouraient. C'étaient des coolies libérés qui rentraient chez eux, et avaient pris le chemin de la colline pour atteindre la côte où ils devaient s'embarquer.

Ils avaient entendu l'appel désespéré du Maître et ils se précipitaient à son secours, conduits par Atmah qui les avait rencontrés en s'enfuyant.

Les Atchinois fanatiques haïssent et méprisent les Européens « infidèles » au point que le mot *kappé kafir* (infidèle), qu'ils prononcent avec dédain, est pour eux la suprême insulte, et qu'ils croient mériter le ciel lorsqu'ils en ont massacré un ou deux avant de mourir.

Pourtant, intelligents et pratiques, ils comprennent que le voisinage des entreprises européennes enrichit la contrée, et s'efforcent d'attirer les colons dans leur province; ils réservent leur haine pour les fonctionnaires et les militaires qui leur rappellent les vexations de la « Kompenie » et ne représentent à leurs yeux aucun avantage matériel. Molester les intérêts des colons européens, c'est molester les leurs; ils ne le tolèrent pas, et accueillent avec joie chaque occasion offerte de donner une leçon à « ces chiens de contractants javanais ».

Les coolies, dès qu'ils virent les Atchinois, s'enfuirent dans

toutes les directions; il n'en resta que quelques-uns pour tenir tête « à ceux d'Atjeh ».

Ce fut la mêlée!

Jan Dirk respirait encore. Que lui était-il arrivé? Il ne comprenait pas pourquoi il gisait à terre et ne pouvait pas remuer son corps; il ne ressentait aucune douleur.

Depuis combien de temps était-il étendu là? La chaleur s'écoulait de sa chair et il était fatigué, très fatigué; il ne pouvait ouvrir les yeux; ou bien, est-ce que ses yeux grands ouverts ne voyaient plus ?... De l'ombre, partout de l'ombre autour de lui; il lui semblait fixer de l'ombre...

De cette ombre, petit à petit, se détachait quelque chose d'immense, de rigide, et de rouge;... d'abord rouge comme le feu, puis rouge comme le sang... c'était un arbre géant, formidable, allumé ainsi qu'une torche et qui se rapprochait.

Derrière la vision infernale de l'arbre martyr, un mur épais avançait, masse terrible et menaçante, tissée de troncs, de branches et de feuilles; il en était de redoutables; il y avait des troncs tordus et d'autres droits comme des colonnes, des branches chargées de chaînes en lianes souples et résistantes, des feuilles aiguës, hérissées, aussi tranchantes que des baïonnettes.

Hallucinante, la forêt ressuscitée venait vers lui. Terrifié, il voulait la fuir, mais une langueur irrésistible le clouait au sol où il s'incrustait; il adhérait à la terre par toutes ses fibres, sentait l'échange de fluide entre elle et lui... Il était devenu plante, une mousse légère, humide, rampant à ras du sol :

— Pourvu, songeait-il, que la forêt ne me reconnaisse pas sous cette forme; sinon, je suis perdu.

Il voulut s'enfoncer davantage, s'incorporer à la boue féconde et nourricière... A présent il devenait fluide, s'infiltrait entre les mottes de terre... Il pensa encore :

— Quel cauchemar! pourvu que je m'éveille avant qu'elle arrive pour m'écraser!

L'arbre en flammes était presque sur lui; son tronc lisse, gris argent, se dégageait d'une gaîne de feu; il répandait autour de lui des flammèches légères, vite éparpillées, qui tombaient sur la poitrine du jeune homme en pluie brûlante qui le piquait de morsures intolérables...

Lentement, l'arbre déploya d'affreuses tentacules qui, à

tâtons, rampaient jusqu'à l'homme pour enfoncer une griffe aiguë munie de ventouses dans sa chair douloureuse... C'étaient les racines, les longues racines, figées en forme de serpents, de l'arbre radja, qui suçaient le sang humain pour en abreuver la forêt.

Une des griffes avait atteint le cœur de l'homme, et là, à la source même de la vie, se gorgeait... Toute la sève de la forêt serait bientôt teintée de son sang... Il était la chair... il était le sang... il était l'hostie...

Une joie détendit sa souffrance jusqu'à l'apaisement bienheureux de la mort.

. . . . . .

. . . . . .

Le rapport ne fut jamais très clair, que l'Inspection du travail et la Justice de paix firent de l'événement. Il y eut des contradictions dans les témoignages. Le verdict fut : assassinat pour cause de provocation et de coups. Nassim fut condamné à six mois de « mines ».

Claude Eylan.

M. YEATS

ET LE

MOUVEMENT POÉTIQUE EN IRLANDE

I

LE POÈTE DU RÊVE

Dramaturge et conteur, critique et essayiste, mais avant tout poète, M. Yeats, s'il est peu connu en France, a rempli dans le monde de langue anglaise une belle destinée poétique. Depuis longtemps il était célèbre lorsque le prix Nobel de littérature est venu, en 1924, lui rendre un tardif hommage. C'est son nom, c'est son renom qui ont fait donner naguère droit de cité, dans la république des lettres, aux lettres anglo-irlandaises. Son œuvre s'est récemment enrichie d'une collection de souvenirs autobiographiques qui l'éclairent d'un jour nouveau (1), et jettent quelque lumière sur le délicat problème de psychologie qui se pose à propos de sa poésie comme de celle de ses successeurs, et de la littérature anglo-irlandaise en général : nées au confluent de deux traditions, de deux nationalités, de deux mentalités opposées, qu'ont-elles reçu ou tiré de l'une ou de l'autre? Que doivent-elles à l'Angleterre, que doivent-elles à l'Irlande? Et qu'est-ce qu'a produit la fusion qui s'est faite en elles entre deux éléments aussi réfractaires que l'élément irlandais et l'élément anglais?

(1) *Reveries over Childhood and Youth*, 1917. — *Autobiographies*, 1926. — *Estrangement*, 1926. — *The death of Synge and other passages from an old diary*, 1928.

POURQUOI UNE LITTÉRATURE ANGLO-IRLANDAISE

Mais d'abord, qu'entend-on par littérature anglo-irlandaise? Ce n'est pas la littérature anglaise proprement dite, ou du moins ce n'en est qu'un rameau divergent, une greffe ou un « rejet » séparé. Ce n'est pas non plus la littérature irlandaise écrite en irlandais, en « gaélique », dont on vante d'ailleurs une intéressante résurrection avec les vers et les comédies de Douglas Hyde et les romans du P. O'Leary ou de Padraic O'Conaire. C'est une littérature originale et à part, exprimée en anglais, mais conçue et sentie par des Irlandais, irlandaise de caractère, d'atmosphère, et dont les traits spécifiques dérivent et témoignent de l'esprit et du génie de la moderne Hibernie.

Elle est récente, car il n'y a pas longtemps que l'Irlande a éprouvé le besoin, et acquis, bon gré mal gré, le moyen de traduire son âme dans une langue étrangère.

La vieille Erin gaélique a pourtant été la première en Europe, on le sait, à se donner une littérature, au début de notre ère. Une littérature toute primitive : épopées, voyages et contes fantastiques, « visions » ou incantations. C'est d'elle que nous sont venus nos premiers chants d'amour. Le merveilleux y règne, et avec lui le sens de l'au-delà, et le mysticisme de la nature; le sentiment, l'amitié noble, y voisinent avec les traits de la rudesse de l'époque : de la fraîcheur et de la vigueur, l'image concrète et vive, une riche musique dans une métrique savante, la rime enfin, inventée, dit-on, par les Celtes, toutes les rimes, simples ou multiples, initiales, médianes, finales, les assonances et les allitérations les plus recherchées. On a quelque peine aujourd'hui à se représenter que du VI^e^ au VIII^e^ siècle, et plus tard encore, l'Irlande a été, en même temps que l'apôtre du continent, l'asile de la culture classique, alors que toute civilisation semblait éteinte en Europe. Et plus encore à comprendre comment ce foyer spirituel allait s'éteindre peu à peu au cours des temps, sous le coup des invasions successives.

Pendant huit siècles, la culture gaélique lutte comme elle peut contre la guerre et la persécution étrangère. Les bardes, les écoles bardiques, maintiennent tant bien que mal les traditions nationales; aux heures les plus sombres, on voit fleurir l'élégie,

la satire, les lamentations; au XVIII^e siècle, les poètes jacobites chantent encore les malheurs d'Erin. Mais l'oppression finit par triompher. Déjà Elisabeth et Cromwell ont broyé l'Irlande « comme dans un mortier » : plus de races distinctes, la masse catholique, où se sont fondus les Gaëls, les Normands et les Anglo-Saxons « hibernisés », est tout entière asservie au bénéfice des derniers *conquistadores* protestants; son élite a péri ou a fui; le « Code pénal » la prive de tous les droits, de celui même de s'instruire. Encore courante il y a cent ans, malgré les lois, la langue d'autrefois, après l'épreuve de la grande Famine et de l'Emigration, n'est plus parlée que par moins d'un million d'habitants sur cinq. Seuls les paysans savent encore les vieux contes et chants populaires, ils récitent parfois des poèmes entiers du moyen âge : il n'y a plus de littérature que chez les illettrés! Sans doute, à défaut de la lettre, l'esprit survit plus ou moins; mais bien faible est le filet qui des sources quasi épuisées de la tradition coule encore, vivifiant à leur insu ceux-là mêmes qui ne le reconnaissent pas!

A mesure que le « gaélisme » déclinait, la langue anglaise s'était répandue dans l'Ile Verte, et avec elle la culture anglaise, mais celle-ci réservée par privilège aux maîtres du pays, à la « colonie » anglo-saxonne. Pendant tout le XVIII^e siècle et une partie du XIX^e, la littérature anglaise connaît en Irlande des heures brillantes. Swift, Berkeley, Goldsmith, Burke, irlandais d'occasion, représentent les uns et les autres les lettres anglaises, quoi qu'il puisse y avoir en eux de tempérament irlandais, et même quand ils défendent, comme Grattan, la cause d'Erin à l'encontre de celle d'Albion. Avec Thomas Moore, la poésie se revêt, dans le romantisme régnant, d'une teinte nouvelle de tendresse envers la petite patrie; le roman se marque de l'humour local avec Lever et Carleton : mais c'est tout de même une littérature proprement anglaise. De fait, vers le milieu du XIX^e siècle, l'Irlande qui, au cours des siècles, avait si bien su « hiberniser » ses envahisseurs, se voit bien près d'être enfin anglicisée. De la langue et de la littérature traditionnelles il ne reste guère alors qu'un souvenir; il n'y a plus que les vieux, dans l'ouest, pour parler le gaélique; l'instruction, en ses éléments, s'est rouverte aux catholiques, mais une instruction toute mécanique, la mieux faite pour dénationaliser la nation; à la bourgeoisie catholique, très réduite en nombre et en

moyens, le haut enseignement est pratiquement fermé. Et dans la « colonie » privilégiée, tout ce qu'il y a de culture est d'esprit anglais; son université, *Trinity College*, est hostile même aux études celtiques. Il semble alors que l'Angleterre ait réussi non seulement à imposer sa langue à l'Ile sœur, mais à étouffer l'âme irlandaise.

Or, c'est à ce moment-là même que cette âme allait commencer à renaître. Sous quelles influences? Celle d'abord de la révolution de 1848, et du mouvement de la « Jeune Irlande » qui revivifie l'esprit national et dont les poésies populaires, bien que dénuées d'art, enflamment le pays comme avaient fait autrefois celles de Robert Burns en Écosse. Puis celle de la rénovation des études celtiques, aussi bien en Irlande que sur le continent, celle de la vulgarisation des vieilles légendes et épopées, et de la mise en valeur des richesses inexplorées du folklore. Bientôt l'instruction supérieure s'entr'ouvre aux Irlandais. Et voici que, sous l'impulsion de Douglas Hyde et de la Ligue gaélique, l'Irlande s'adonne à l'œuvre de sa « désanglicisation », en s'efforçant de rapprendre la vieille langue d'autrefois dont l'enseignement deviendra bientôt obligatoire et dont les plus fervents cherchent à se servir pour créer de toutes pièces une littérature moderne en gaélique. Ainsi l'Irlande nationale tend à reprendre conscience d'elle-même et à reconstituer son patrimoine moral en se rattachant à son passé; cette renaissance se voit indirectement favorisée par la mode du « néo-celtisme » qui s'est répandue en Angleterre par un contrecoup tardif de la thèse de Matthew Arnold dans son livre *On Study of celtic literature*, — à peu près contemporain de la *Poésie des races celtiques* de Renan, — où le grand critique prônait l'utilité de l'apport celtique dans la pensée anglaise pour contrebalancer les influences germanisantes. Bref, les temps alors sont mûrs, et après les précurseurs, Ferguson, Allingham, Todhunter, voici que naît en Erin, proche et distinct du mouvement gaélique proprement dit, un mouvement intellectuel anglo-irlandais, une littérature qui ne sera plus celle des Anglais en Irlande, mais celle de l'Irlande en anglais.

Ses débuts n'allèrent pas sans protestations. Une littérature anglo-irlandaise, n'était-ce pas une contradiction dans les termes? Bâtardise! clamèrent d'ombrageux censeurs en Angleterre, comme si l'originalité, la légitimité d'un Verhaeren, par

exemple, ou d'un Amiel, se pouvaient contester, et ne faisaient pas honneur à la culture française en même temps qu'à celle de la Belgique ou de la Suisse romande. Contrefaçon ! prétendirent d'autre part en Irlande les ultras du « gaélisme », protestant qu'une pensée nationale ne saurait s'exprimer que dans un langage national. Et certes, nul ne contestera que la langue d'un pays ne soit l'image et le dépôt moral du génie propre de ce pays, qu'elle ne l'incarne et l'inspire à la fois, et l'on ne peut qu'applaudir aux efforts faits pour ressusciter le gaélisme. Mais ressuscitera-t-il, et, après tant de siècles de sommeil, le verra-t-on parvenir à maturité ? L'histoire, en tout cas, ne peut être effacée. L'Irlande n'est plus celle des épopées primitives, ni celle du moyen âge, ni même celle des Jacobites. Si caractéristiques de ses origines que se révèlent bien des traits actuels de sa physionomie morale, elle n'est plus exclusivement gaélique; d'autres races se sont intimement mêlées à la race originaire pour former un alliage où les divers éléments ethniques ne se distinguent guère plus les uns des autres et d'où est sorti, — après combien d'épreuves ! — ce produit composé qu'est l'Irlande d'aujourd'hui, avec sa psychologie originale et complexe. *Volens nolens*, elle est anglo-irlandaise. Il fallait donc bien admettre qu'à côté de la renaissance gaélique, fortifiée par elle, une littérature irlandaise en langue anglaise avait sa place dans l'Irlande moderne, en dépit des critiques qui au reste durent bientôt se taire, d'un côté comme de l'autre du canal Saint-Georges, et s'incliner devant l'art éminent de celui qui allait conférer aux jeunes lettres anglo-irlandaises le baptême de la renommée, M. Yeats.

LA JEUNESSE DU POÈTE

William Butler Yeats est né en 1865 à Sandymount, près de Dublin, d'une famille de bonne bourgeoisie protestante et unioniste, d'origine anglaise et très anciennement établie en Irlande. Tel de ses ancêtres s'est battu à la Boyne aux côtés de Jacques II, tel autre fut lié d'amitié avec le patriote Robert Emmet; par les Butler, il se rattache à l'illustre lignée des ducs d'Ormonde. Son père, portraitiste de grand talent, était passionné de littérature autant que d'art, très libre d'esprit, critique et caustique : « nos familles irlandaises, dit-il, sont pauvres,

ambitieuses, et intellectuelles »; Jack Yeats, son frère, peintre lui aussi, a exposé à Paris. Une grande partie de son enfance et de sa jeunesse s'est passée à Sligo, dans l'ouest irlandais, où ses grands-parents maternels sont établis armateurs depuis des générations, et toujours il aimera d'amour tendre ces fjords dentelés que bordent les montagnes, ces mille petites îles de rocs et de verdure, ces lacs cernés de bois, tout l'enchantement de ces oasis de beauté qu'un dieu clément s'est plu à ménager dans l'*ultima Thule* de l'Europe. A dix-huit ans, déjà plein de poésie, au lieu d'aller à l'Université, à *Trinity College*, selon la tradition familiale (il avouera plus tard qu'il aurait échoué à l'examen liminaire), il entre à l'École des beaux arts de Dublin ; sa première formation est ainsi celle d'un artiste : elle le suivra, et quand il aura délaissé le pinceau pour la plume, il restera artiste avant tout.

Pendant un temps il réside avec les siens à Londres. Le souvenir de Rosetti, ami de son père, l'affection de William Morris, l'y entourent d'une atmosphère préraphaélite. Il s'y lie avec les adeptes du néo-celtisme, avec les maîtres de l'esthétisme, Walter Pater surtout, dont il admire le *Marius l'épicurien* comme la plus belle prose de l'Angleterre moderne, avec les jeunes symbolistes du « Club des rimeurs » et de la revue *Savoy*, Arthur Symons entre autres; avec eux il apprend à mettre l'art, et dans l'art le « métier », au-dessus de tout. Mais il se sent comme exilé à Londres, qu'il trouve horrible et haïssable, il voudrait avoir un peu de terre de Sligo pour la baiser, et traduit sa nostalgie dans un petit poème, l'*Ile d'Innisfree*, qui devient tout de suite populaire.

A Dublin, où il vivra de longues années, il explore de bonne heure et avec passion son futur champ poétique, la vieille mythologie héroïque d'Erin, lisant les textes en traductions, car il ignore le gaélique et raconte que c'est un savant français qui lui a enseigné la prononciation de quelques noms propres. Parmi les œuvres modernes, le charme l'a pris des poèmes barbares de Ferguson, des grandes légendes restituées par ce Michelet irlandais, Standish O'Grady, et même de la poésie romantique de la « Jeune Irlande » qui parfois, si médiocre soit-elle, l'émeut par sa flamme nationale « plus encore que Spenser ou Shelley ». Par son vieil ami John O'Leary, l'ex-fenian, il fréquente les partis avancés, non sans critiquer libre-

ment un nationalisme soi-disant littéraire où l'art est peu prisé, le goût médiocre, le « métier » négligé. Ces patriotes qui considèrent la littérature comme un facteur de propagande, il les trouve étroits et orgueilleux, d'un dogmatisme inférieur et agaçant. A leur tour, ils blâment son esthétisme exclusif, sa thèse que l'art doit rejeter toute « impureté », fût-ce le patriotisme. Ils nourrissent quelque défiance envers cet indépendant qui, venu d'une caste sociale accoutumée à n'entretenir que dédain ou suspicion à l'égard du nationalisme et du papisme, affecte de donner des gages aux extrémistes et de parler à de nombreux meetings, tout en déclarant que la politique ne l'intéresse pas et qu'il ne s'attache qu'à une cause, celle de l'art, et qui s'amuse parfois à des manifestations antibritanniques : il refusera le toast à la Reine, ou bien, le jour où on attend le Vice-Roi pour une cérémonie officielle, il ira rouler et enlever de ses mains le tapis tendu devant le perron. S'il regrette, dit-il en souriant, de se fermer par ces incartades les portes de maint salon où il aimerait à fréquenter, il se divertit à la pensée qu'on « peut se passionner, se fanatiser pour des opinions qu'on a choisies comme on choisit un camp dans un match de cricket ». C'est le début d'un désaccord qui ne fera que s'aggraver par la suite entre lui et le monde nationaliste.

C'est surtout dans l'ouest, à Sligo, — comme plus tard dans le comté de Galway, — qu'il se sent chez lui, dans la campagne familière, la terre de son enfance. Pour surprendre ses secrets, il va coucher dans les bois. Connaissez-vous ce Finistère irlandais où la nature semble avoir voulu épuiser, au bord de l'Océan, son luxe et sa sève ? Entre le climat et l'homme, nulle part le lien n'est plus fort. Ce n'est pas ici la rigueur glacée du Nord, qui tend nerfs et muscles, durcit les cœurs et parfois affole les âmes. C'est, dans le Nord, le Midi, doux et mou, portant à la contemplation, à la fantaisie et à l'inertie. Rudes sont les tempêtes, mais comme l'épreuve s'oublie vite dès que la nature déploie à nouveau sa magnificence ! Comme on s'explique ici la mobilité « mercurielle » des caractères, cette émotivité impulsive et cette outrance dans l'aspiration spirituelle ! C'est une terre de rêve, où l'imagination est maîtresse. Si la pierre figure la dureté du monde, la mer parle de l'inconnu, de l'infini. Sous le ciel pâle et la brume languissante qui estompe tous les contours, la réalité semble un

mirage, et le mirage une réalité. Les choses mêmes sont-elles? « J'ai eu parfois l'impression, écrit M. Yeats, lorsqu'un doux brouillard pendait sur la grisaille de la mer et des pierres, que le monde allait soudain s'évanouir et qu'il n'en resterait rien, pas même un peu de poussière sous mes pieds. » Tout n'est qu'hallucination, fantasmagorie, chimère. La nature changeante et fuyante s'efface devant les visions, et voici parfois que semblent s'ouvrir aux regards des mondes inconnus comme ceux que les vieux Celtes voyaient surgir de l'Océan. Idéalisme, symbolisme, mysticisme ont ici leur patrie d'élection : c'est celle de M. Yeats, et c'est Sligo qui a donné son caractère à sa poésie.

Comme notre Bretagne, c'est aussi une terre de magie et de mystère. Elle se ressent et se souvient de son passé druidique ; sa mémoire s'exprime en visions et légendes. Bons ou mauvais, les « génies » y abondent ; la merveilleuse reine Maeve, dont Shakspeare a fait Mab, a son tombeau sur le Mont Knocknarea, et la porte du monde enchanté s'ouvre au flanc du Ben Bulben : « un carré blanc dans le roc calcaire, nul mortel ne l'a touché ! » Les croyances des générations ont peuplé ces lieux d'hôtes surnaturels, esprits, fées, fantômes ; si le monde réel n'existe pas aux yeux du philosophe idéaliste, en revanche le monde invisible existe pour ces paysans qui sont pleins des récits et contes où s'est fait depuis des siècles le dépôt des imaginations, des mythes populaires. Ce riche folklore, M. Yeats, dont l'enfance en a été bercée, s'en est passionnément épris et pour ainsi dire saturé, comme il a fait par ailleurs de la vieille mythologie gaélique ; il l'a recueilli, non en critique, mais en artiste, arrangé et publié sous un titre, *le Crépuscule celtique*, qui précise le caractère de ces impressions partagées entre le rêve et la réalité comme entre le jour et la nuit. Ces vieux mythes enchantent son âme visionnaire, non qu'il y voie, comme Matthew Arnold, une caractéristique de race des Celtes, mais bien « la plus ancienne religion du monde, l'antique adoration de la nature, avec l'extase et le trouble qu'elle inspire ». Il aime cet art traditionnel qui lui semble « la plus vieille aristocratie de la pensée » ; il croit alors (il en reviendra) que « toute bonne littérature est populaire » ; il veut se faire entendre « des hommes simples et forts dont l'attention n'est pas adonnée à l'art, mais à une boutique, à une chaire de

maître d'école ou à la délivrance des médicaments » : le peuple, dit-il, est notre refuge contre la vulgarité.

Entre lui et cette terre, et toute la littérature qui est née de cette terre depuis les poèmes primitifs jusqu'au folklore encore vivant, il y a affinité innée et comme harmonie préétablie. Il se retrouve lui-même dans cet héritage poétique et mythique qui s'offre à lui à peu près intact et auquel il veut rendre la vie. Dès 1889, il a publié ses premiers vers et sa grande épopée des *Pérégrinations d'Ossian ;* dans les dernières années du siècle, — c'est le moment où la vague du néo-celtisme est à son apogée, — il a fondé le théâtre national irlandais, qui connaît le plus beau succès ; il est salué comme le chef du mouvement littéraire anglo-irlandais ; George Moore le dépeint sous le nom d'Ulick Dean dans son roman *Evelyn Innes*. Il est célèbre, maître de son talent, et jusqu'aux approches de la guerre il exercera en Irlande une magistrature poétique incontestée.

UNE « LÉGENDE DES SIÈCLES » IRLANDAISE. — LA NATURE ET L'AMOUR

Épique, lyrique ou dramatique (1), sa poésie est à la fois très variée de forme et très une par son esprit constamment idéaliste comme par les thèmes ou décors qu'il prend le plus souvent à sa terre natale ou au passé de son pays. Éparse dans son œuvre, il y a toute une « légende des siècles » irlandaise, où il fait magnifiquement revivre les passions tragiques des vieux Gaëls, et ces belles vertus de fidélité, de courage et d'héroïsme qui furent la source de la chevalerie du moyen âge. Des épopées primitives, pleines de grandeur farouche et d'aventures merveilleuses, il a tiré des poèmes de l'art le plus noble, d'une forme toute classique, où le romanesque n'a pas de place, remplis comme la tragédie grecque du sens de la fatalité. Ses héros ont des mots brefs et puissants. Quand Couhoulaïn, l'Achille irlandais, tue en combat singulier l'adversaire en qui il découvrira son propre fils : « Je t'ai mis hors

(1) *Wanderings of Usheen*, 1889. — *The land of heart's desire*, 1894. — *Poems*, 1895. — *The Countess Kathleen*, 1892. — *The wind among the reeds*, 1899. — *The shadowy waters*, 1900. — *The old age of queen Maeve*, 1903. — *Baile and Ailinn*, 1903. — *In the seven woods*, 1904. — *On Baile's strand*, 1904. — *The Hour Glass and other plays*, 1904. — *The King's threshold*, 1904. — *Deirdre*, 1906. — *Collected works*, 1908. — *The green helmet and other poems*, 1910. — *Responsibilities*, 1914.

de peine. Plus je ne puis. » Cathleen mourante parle comme une héroïne antique : « La tempête est dans ma chevelure, et je dois partir. » Avouons d'ailleurs que M. Yeats n'évite pas toujours quelque froideur distante et trop savante, lorsqu'il traite ainsi objectivement et pour elles-mêmes ces vieilles épopées gaéliques qui, même « poétisées », se laissent malaisément ressusciter.

Aussi bien n'est-ce pas, dans le gros de son œuvre, une restitution qu'il tentera de la mythologie et du folklore. Il y prend le cadre où il insère ses propres rêves et visions. D'ailleurs il y retrouve bien des tendances qui, compte tenu de la différence des temps, sont en intime correspondance avec son tempérament et ses ardeurs profondes : foi au surnaturel, soif de l'inconnu, élan vers l'idéal, insatiabilité du désir, tous sentiments encore primitifs dans la vieille littérature, liés d'abord au « merveilleux » païen qui devait se muer en spiritualité chrétienne et en superstitions populaires. Toutes ces aspirations, il les interprète, les renouvelle, les transpose; le mythe se change en symbole, et qu'il parle de la nature, de l'amour ou de l'idéal, c'est toujours son lyrisme subjectif qui s'exprime sous la figuration traditionnelle.

Il n'est pas des « poètes de la nature », bien que la nature lui soit toujours présente, comme elle l'était aux grands ancêtres, si sensibles à son enchantement, à sa gloire mystique. Plus que sa beauté, c'est son mystère qui l'émeut; il l'aime moins pour elle-même, à la façon d'un Wordsworth, que pour le sens de l'infini qu'elle implique et la lueur qu'elle découvre sur l'au-delà. Culte tout idéaliste : en bon fils de Berkeley, pour qui les choses ne sont que l'image du spirituel, il voit toujours le surnaturel dans la nature. C'est aux heures secrètes de la pénombre qu'il aime à scruter sa figure fuyante et voudrait forcer ses confidences; on l'a appelé le poète du crépuscule. Sans description, en quelques mots, il évoque un paysage et une atmosphère qui ont la netteté fugace et saisissante du rêve : tout passe, tout tombe en silence, comme le vent et la bruine; tout frissonne et palpite avec les feuilles; tout est fluide, aérien, vaporeux, cristallin; peu de couleurs, et cela est juste en cet ouest irlandais où, le soleil à peine apparu, les couleurs sont comme bues par la lumière; ses tons et ses mots sont le blanc, le pâle, le gris, l'argenté, le clair-

obscur, l'obscur; et le monde entier n'est que magie merveilleuse et mirage insaisissable.

Sa nature n'est ni une mère ni une tombe, elle est le voile sacré qui cache et révèle l'au-delà, le « voile du Temple » dont les tremblements oppressent l'humanité, qui se déchire pour chacun de nous à l'heure de la mort, — mourir, c'est savoir, — voile trop dense pour être percé par nos regards, assez léger pourtant pour qu'à travers sa trame le poète entende les voix mystiques qui répondent à ses appels intérieurs. Les vieux mythes gaéliques rejoignent ici les symboles éternels de la nature. Le ruisseau qui court? C'est l'évanouissement de la beauté mortelle : « tout ce qui est beau s'en va se perdant — comme les eaux ». La mer? L'amertume de la vie. Les eaux, — qui ne sont jamais touchées par le soleil, — font l'homme à leur image. Le bruissement des feuilles est la plainte des esprits, que le roi fou, Goll, n'arrive pas à faire taire. Lui-même, parfois, il voudrait échapper à l'hallucination : « O douces voix, voix immortelles, silence!... » Pourquoi cet émoi, cet effroi, devant « le vieux cri las de la terre »? C'est que l'ultime secret lui échappera toujours, ce secret de l'au-delà que Shelley, dans ses transports, croyait saisir. Plus belle la nature, plus angoissant le vertige. Elle nous laisse jouer avec les tresses de ses cheveux, mais « elle nous refuse son regard ». Ce n'est pas son indifférence ou sa cruauté qui l'oppresse, mais l'énigme scellée sur ses lèvres closes.

Même mélancolie, même hantise de l'éternel dans ses poèmes d'amour, d'une sensibilité un peu précieuse parfois, mais subtile et charmante, et des plus rares et personnels qui soient. Dans toute la littérature gaélique, depuis les *Sagas* du début jusqu'à ces *Chants d'amour du Connacht* recueillis naguère par M. Douglas Hyde, on voit rayonner, à travers les rudesses primitives, avec le respect de la femme, l'amour le plus délicat et magnanime. Ici, il est spiritualisé, presque impersonnel; il vient de la tête plus que du cœur : au lieu d'amants, on dirait des âmes. Nulle offrande n'est trop précieuse pour la femme, emblème de l'idéal; voici celle du poète, ce qu'il a de plus cher, ses rêves : « J'ai répandu mes rêves sous vos pieds. Marchez doucement, car vous marchez sur mes rêves. » Sous le nom de la « Rose du monde », ce n'est pas l'idole humaine qu'il célèbre, ce n'est pas

même l'éternel féminin, c'est le pur symbole de la beauté (1).

L'accent humain, au reste, ne fait pas défaut chez M. Yeats. Nulle sensualité; mais il n'ignore pas, s'il les réprime d'ordinaire, les emportements de la passion qui lui font un jour s'écrier, de celle qui a rempli ses jours de misère : « Y a-t-il une seconde Troie pour être brûlée par elle? » Il n'ignore pas la révolte, la détresse, il sait qu'il n'y a pas de baume pour les cœurs meurtris : « Ah! si seulement elle tournait la tête, tu saurais la folle vanité de la consolation! » La tendresse, la pitié, parfois, l'étouffent. Mais ce qui domine, c'est l'angoisse devant la fragilité, la brièveté de l'amour, et les ravages du temps. « Ne donnez jamais tout votre cœur », « n'aimez pas trop longtemps », voilà de ses titres; et il y revient sans cesse. Écoutez *Ephemera* : « Si notre amour décline, allons — une fois encore au bord du lac solitaire — ensemble, en ces heures de grâce — où le pauvre enfant las, Eros, s'endort : — que les étoiles semblent lointaines, et lointains — nos premiers baisers, et combien vieux mon cœur! — Nos âmes sont amour — et perpétuel adieu! » C'est ce tourment intérieur qui lui a inspiré l'un des plus connus de ses petits poèmes, *Quand vous serez vieille*, où l'on retrouve, dans un esprit d'ailleurs assez différent, et bien caractéristique de la manière de M. Yeats, comme un écho du célèbre « Sonnet pour Hélène » de notre Ronsard.

Rien de ce qui est mortel ne saurait satisfaire cette âme toujours avide d'infini. Heureux les amants séparés ici-bas et réunis là-haut où « le Temps les oubliera et la Peine ne saura les atteindre »! « Leur amour ne sera pas noyé dans le souci — de ceci ou de cela, ni refroidi quand leurs corps deviendront vieux..., — ils fleuriront dans la joie sans fin » : c'est le thème de *Baïle et Aïlinn*, deux jeunes fiancés qu'Angus, l'Eros celtique, a fait mourir pour les réserver au bonheur suprême du monde

(1) « Qui donc a rêvé que la Beauté passe comme un rêve? — Pour ces lèvres rouges, et tout leur sombre éclat, — si sombre qu'il n'est pour l'égaler nulle merveille, — Troie a passé dans une haute lueur funèbre — et les enfants d'Usna sont morts.

« Nous passons, et le monde en peine passe. — Parmi les âmes humaines qui s'agitent et fuient — comme les eaux pâles dans leur course hivernale, — sous les étoiles vagabondes, écume du ciel, — figure solitaire, elle demeure.

« Courbez-vous, Archanges, dans vos obscures retraites : — avant que rien ne fût et que ne battît un cœur, — lasse et douce elle était près du trône divin; — et Dieu a fait du monde un chemin de verdure — sous ses pas errants. »

(Usna : tribu primitive dont un des fils, Noïsé, fut l'amant de Deirdrée.)

invisible. M. Yeats, a écrit un critique, « ne peut voir l'amour sous l'aspect du temps, il ne peut voir la beauté qu'en tant que beauté absolue, il ne peut distinguer entre la personne vivante et l'idée éternelle : chaque ravissement le transporte au delà des limites du monde et de la fin des temps ». L'amour humain n'est pour lui qu' « un rêve tombé du ciel », il n'est là que pour lui révéler et lui faire désirer l'amour idéal, la beauté immortelle.

LES GRANDS POÈMES ET LE VERTIGE DE L'ABSOLU

Il n'est qu'une forme de cet élan mystique vers l'absolu qui fait le fond de ses épopées et de ses grands poèmes. La résistance à l'inévitable et la convoitise de l'impossible ont toujours été chez les Irlandais un trait de caractère : toute leur histoire, jusqu'à celle d'hier, en fait foi. Réaction contre le despotisme du fait, disait Matthew Arnold : c'est l'imagination qui déborde les vues concrètes et la froide raison. Lassitude et dégoût des choses d'ici-bas, impatience du réel, besoin et faculté d'illusion, on retrouve tout cela et constamment chez M. Yeats. *Weary*, las, est un de ses mots qui reviennent le plus souvent ; « cœur usé, dans un monde usé », trouvera-t-il seulement du repos dans la tombe? Comment libérer l'âme de la matière, comment rompre le cercle fatal et sortir de la prison « du Temps, du Changement et du Destin »? Par le rêve. Comme l'imagination prime la raison, le rêve domine la vie. « Rêve, rêve, car cela aussi est vérité » ; l'exemple est donné par le roi Fergus qui troque sa couronne contre le sac des songes offert par le druide. « Tout serait bien — si seulement nous pouvions nous donner entièrement au rêve, — et entrer dans ce monde qui à nos sens — est ombre, et ne pas languir misérablement — parmi les choses substantielles ; car c'est le rêve — qui nous élève jusqu'au monde mouvant — que notre cœur désire. » Et son rêve le mène ainsi à l'ambition de l'inaccessible, à la quête obstinée de l'idéal.

Déjà la vieille poésie gaélique faisait une grande place à l'au-delà : voyages au pays des morts, visions merveilleuses, expéditions aux régions surnaturelles ; une section de la littérature épique est intitulée *baili*, « extases ». « L'élément essentiel de la vie poétique du Celte, a écrit Renan, c'est l'aventure,

c'est-à-dire la poursuite de l'inconnu, une course sans fin après l'objet fuyant du désir. » De même chez M. Yeats. Ses héros aspirent douloureusement à gagner le monde supérieur où « le Temps et les Temps seront abolis »; ils sont tout en outrance mystique; brûlés d'une fièvre spirituelle, ils cherchent à leurs ardeurs une issue dans les actions héroïques, ou dans le sacrifice surhumain, ou dans l'idéal ineffable. C'est Caolte qui assaille les palais des dieux, et Couhoulaïn qui, après avoir tué son fils, va de son épée combattre la mer. C'est Oïsinn, — le vieil Ossian, — qui trois siècles durant assouvit ses désirs insatiables dans les Iles Fortunées, puis revient, fatigué des ombres, vers le monde des vivants, dans sa patrie terrestre qu'il trouve courbée sous l'obédience chrétienne, repousse le joug et le salut offerts par saint Patrick et s'en retourne au pays de l'héroïsme vers ses amis les Fenians (1). C'est la comtesse Cathleen, pieusement aimée du poète Aleel, qui, pour sauver ses paysans de la famine, vend, suprême immolation, son âme aux démons, cette âme que sa pureté sauvera de l'enfer, car « la Lumière des Lumières considère le motif et non l'acte » (2). C'est enfin Forgaël qui, voguant sur des mers spectrales à la recherche de l'île Magique, jette un enchantement sur la reine Dectora et, aimé d'elle, l'entraîne à renoncer au monde des vivants et à poursuivre avec lui le mirage du bonheur pur, le symbole de la perfection (3). Tous sont assoiffés de surnaturel, en proie au vertige et au délire de l'absolu; ils semblent obéir à un sixième sens, ou planer dans une quatrième dimension; ils sont d'un autre monde, héros et victimes de « cette inexprimable passion qui porte l'homme intérieur à pénétrer l'infini ».

Ne nous laissons pas leurrer par ce qu'il y a ici de formes merveilleuses et de décorations gaéliques. Rien n'est plus loin du romantisme fleuri, du sublime à l'eau de rose dont l'artificieux Macpherson a paré son *Ossian*, et dont nous nous étonnons si fort aujourd'hui que Gœthe, et Napoléon, et toute une génération aient pu s'éprendre jusqu'à l'enthousiasme. Des traditionnelles aspirations d'Erin à l'idéal, que la littérature primitive ne connaissait qu'à l'état vague d'inquiétudes ou

(1) *Les Pérégrinations d'Ossian.*
(2) *La Comtesse Cathleen.*
(3) *Les Eaux illusoires.*

d'imaginations, M. Yeats fait l'expression moderne d'un sentiment qui, s'il passe à bon droit pour caractéristique du Celte, est au fond de tous les temps et de tous les pays. La vieille mythologie s'est ici changée en un mysticisme symbolique, un mysticisme fort orgueilleux au reste, car il ne se contente pas de chercher, comme celui du chrétien, l'amour de Dieu dans l'humilité et l'ascèse, mais rêve de déchirer le voile pour connaître et posséder l'absolu; un mysticisme bien aventureux aussi, car il fait volontiers confiance aux doctrines secrètes, et ne cache surtout pas sa foi dans la toute-puissance de l'intuition, cette grande maîtresse de l'heure, qui prétend à détrôner à la fois la science et la religion!

Qu'y a-t-il au bout des songes mystiques de M. Yeats? Il y a sans conteste un grand idéalisme, une belle élévation spirituelle, un constant et austère effort vers ce qu'il croit être la lumière. Si l'on veut scruter le fond des choses, on y trouverait aussi un certain sens ou appel païen. Le monde invisible qu'il imagine paraît plus proche des empires mythologiques que du Paradis de Dante. Lorsqu'il montre Oïsinn résistant aux objurgations de saint Patrick, c'est l'héroïsme des vieux Fenians qu'il exalte aux dépens de la soi-disant tristesse et servitude de l'Irlande convertie, c'est la révolte de l'âme païenne contre la discipline chrétienne. Dans le *Pays du désir*, voici Maïre, la jeune épousée, qui fait appel aux fées pour la sortir de ce qu'elle nomme sa prison : « Venez, tirez-moi de cette triste maison, rendez-moi la liberté perdue : travailler quand je voudrai et quand je voudrai paresser. — Oui, tu viendras avec moi, jeune mariée, là où la beauté n'a pas de flux, ni l'âge de reflux, là où la joie est sagesse et le temps un chant sans fin... » Nostalgie de l'âge d'or, rêve d'un royaume d'allégresse et de liberté, voilà qui côtoie de près le « paganisme immortel », — un paganisme tout littéraire, au reste, et fort idéalisé.

D'autre part, à force de sonder l'inconnaissable et de frôler le surnaturel, l'esprit humain risque de se troubler. Le mirage semble parfois éblouir le poète qui oublie d'être humain en poursuivant le surhumain, qui s'évade un peu bien aisément de notre monde et marque quelque propension, disons le mot, quelque lâcheté, à rejeter le *Tædium vitæ*, le fardeau des devoirs de l'homme ici-bas. Si le rêve est tout, — « ce rêve que les dieux las exhalent sur le miroir poli du monde, puis effacent

de leurs mains éburnéennes avec un soupir », — l'action n'est plus rien : « un roi, dit Fergus, est un fol et misérable ouvrier : agir, agir! et ne jamais rêver! » La science pas davantage, la pensée n'enfante que des illusions : les simples et les fous sont plus sages que les savants : purifions-nous dans l'ignorance! La religion, hors celle de la beauté, ne compte plus. Ni la morale. S'il n'y a pas un mot d'impudeur dans ses poèmes, le point de vue éthique en est absent, ou plutôt l'éthique s'y confond avec l'esthétique; il aspire à « dégager son cœur des rets du bien et du mal », et tout en prêchant l'ascétisme au saint, il revendique pour le poète le droit à la passion. Enfin la vie n'intéresse plus. Elle est un accident, une erreur ou un leurre : il se pose hors la vie. Les héros ne peuvent plus « ni vivre ni mourir »; l'un d'eux, dans une pièce en prose d'ailleurs à demi désavouée par l'auteur, est mené par l'exaltation mystique à l'anarchie pure : « il faut détruire le monde, détruire tout ce qui a loi ou nombre, parce que là où il n'y a plus rien, il y a Dieu. » Leur terme serait la « mort du phénix », ou le suicide de l'Axel de Villiers de l'Isle-Adam, dont M. Yeats cite avec admiration le mot fameux : « Vivre? Nos serviteurs feront cela pour nous! » Cet idéalisme, à sa limite, irait rejoindre le nihilisme : c'est la peine des mystiques qui se refusent à une règle et à une foi positive.

Mais à vouloir fixer ainsi les élans et les vertiges d'une âme inquiète et insatiable, à pousser au bout de la logique des aspirations qui sont par nature hors de la logique, n'est-ce pas le critique qui abuse et qui erre? Les rêves d'un poète ne sont pas faits pour être soumis à la froide analyse, mais suivis, écoutés comme une musique aérienne qui nous transporte et nous enchante par sa magie. D'autant que, quoi qu'il en ait, M. Yeats est au fond plus symboliste que mystique. Fervent du spirituel, artiste qui rêve les yeux levés au-dessus des contingences, il n'a rien non plus du dilettante. Avec une dignité fière et une gravité passionnée, il exalte le service de l'idéal, le détachement des choses, le sacrifice de soi. Il exalte même ce que les bourgeois appellent la chimère, fidèle en cela à sa race, fidèle aussi aux leçons de ses ancêtres dont il évoque avec attendrissement la mémoire :

« ... Pardonnez, — vous qui n'aviez pas d'avance pesé le prix, — vieux Butlers! quand vous avez enfourché vos che-

vaux et défendu — les rives fourrées de la Boyne, — jusqu'à ce que votre mauvais maître lâchât pied dans la défaite (1). — Et vous, patron marchand, qui sautiez par-dessus bord — après un vieux chapeau, dans la baie de Biscaye, — vous surtout! silencieux et fier vieillard, — car vous fûtes l'image qui enflamma — mon imagination, et fit dire à mes jeunes lèvres: — seules les vertus prodigues conquièrent le soleil... »

Il aime aussi à répéter : « toutes les choses précieuses sont vaines »; c'est le message de l'idéaliste, du poète, si déconcertant pour le vulgaire, pour tous ceux qui « traînent un boulet à la cheville ». Si l'on ne peut dire qu'il aide à vivre, il élève du moins la vie, affine l'âme; il nous enseigne à écouter les appels d'en haut, à « vider nos cœurs de leurs désirs mortels » et à cultiver la vie intérieure. Le monde ne vaut que par ce que l'esprit de l'homme y met de lui-même; c'est l'idée qu'il exprime symboliquement dans un délicieux petit poème, *les Deux arbres* : « Aimée, regarde dans ton cœur, l'arbre saint y grandit... » Il prend parti pour l'esprit et pour la beauté, en un temps où règne le matérialisme et où l'art semble rechercher le difforme et le repoussant. Écho d'un monde étrange et lointain, son œuvre lyrique n'est qu'« un long hymne à la beauté intellectuelle », écrit M. Symons; un long *sursum corda*, pourrait-on dire, encore que ce ne soit pas vers un Dieu personnel qu'il élève ses prières.

L'ART ET LE MÉTIER. — LE THÉATRE

Et puis cette œuvre est d'une extrême beauté poétique. Tout de suite, on se sent transporté dans une atmosphère à part, à quoi rien ne ressemble : ce n'est ni la douceur vaporeuse, ouatée de verdure, du pays des « Lakistes », ni le cadre idyllique et savant d'un Tennyson ; c'est moins encore la scène de fantaisie d'un Verlaine ou le décor de convention d'un Mæterlinck. C'est comme un reflet de la lumière d'un autre monde, ou, plus simplement, c'est l'atmosphère de l'ouest irlandais, profonde et lointaine, féerique et rêveuse, avec son mirage et son mystère. Peu d'artistes ont su mettre à leur

(1) Allusion à la bataille de la Boyne où ses ancêtres avaient combattu pour Jacques II.

tableau un fond aussi vrai et suggestif à la fois, et adapter une technique plus souple à une pensée plus éthérée.

Ses premières poésies n'étaient pas encore dégagées de toute « littérature »; son *Oïsinn*, fini à vingt-deux ans, il allait bientôt le juger lui-même « trop orné, trop étudié », et le refaire. Très vite il allait comprendre que ses vers devaient présenter, comme dans un miroir, les couleurs de son climat et de son pays : « Quand je les trouvai trop pleins des rouges et des jaunes dont Shelley s'était chargé en Italie, je pensai à me corriger, non pas comme je ferais aujourd'hui... en remplissant mes images d'une certaine froideur, d'une certaine rigueur hivernale, mais en mangeant peu et en dormant sur une planche. » Je ne sais s'il pratiqua longtemps cette discipline originale de la mortification appliquée au travail poétique; on ne peut en tout cas qu'admirer, par delà l'exubérance et la profusion des images, la pureté de sa facture, qu'il doit sans doute à l'influence du préraphaélisme, ami de sa jeunesse. Pureté de langue aussi, rare chez un Irlandais. Nulle rhétorique; pas de mots à effet, trop brillants, pas de grands mots savants: un style d'une extrême simplicité, trop condensé souvent, mais libre de tout artifice, vivant et plein, précis, « direct », tout à l'opposé de celui de nos symbolistes français qui proscrivaient du vers ce que l'un d'eux appelait l'état de parole, brut ou immédiat. De même dans sa prosodie : des mètres qui ont servi cent fois, où c'est à peine si l'on peut découvrir quelque « procédé », l'iambe et le trochée recherchés pour leur coulant, les mots brefs aux larges voyelles ouvertes, et, à la fin d'un petit poème aux vers courts, la langueur d'un long vers terminal peu accentué qui semble l'exhalation d'un soupir.

Comment arrive-t-il, avec des moyens aussi simples et une « matière » si commune, à cette expression immatérielle et nerveuse qui saisit du premier coup l'oreille et la mémoire? Son grand art semble être dans la fluidité des mots scintillants et légers, leurs miroitements, leur tonalité chatoyante et leur sonorité vibrante et cristalline. Rien de plus personnel et prenant que ce rythme sinueux et liquide, habile aux ruptures et aux reprises, avec çà et là d'étranges syncopes, tantôt indolent et lent, pensif, plein de langueur et prêt à défaillir, et tantôt pressé, oppressé, passionné, triomphant dans la grandeur et la solennité. Incomparable, surtout, est la « musique » du vers.

Jamais incantation plus savante n'a mieux évoqué une atmosphère magique, jamais harpe éolienne n'a fait entendre, avec une telle noblesse d'accent, une plus frémissante volupté. Auprès de cette voix délicieusement pure et aérienne, celle de Poe semble métallique et menue, celle de Swinburne clinquante et cliquetante. Si bien que cette maîtrise rythmique et musicale, chez un poète qui n'aurait, dit-on, pas d'oreille en dehors du vers, les connaisseurs ont été portés à l'expliquer par l'influence lointaine de la vieille poésie gaélique, si musicale elle-même : influence que M. Yeats aurait subie inconsciemment d'abord, puis par l'intermédiaire des admirables traductions de poèmes irlandais en anglais qu'ont données des savants comme George Sigerson et Douglas Hyde.

Non seulement il affectionne, comme tant d'autres, à l'exemple des anciens Gaëls, la richesse des rimes intérieures et des assonances, mais sa prosodie est fondée sur l'intonation naturelle plutôt que sur la stricte observance de l'accentuation martelée, comme dans la poésie gaélique où la syllabe d'appui est moins frappée qu'en anglais, et le ton général plus uni. Selon un critique celtisant, la qualité musicale de ses poèmes est à rapprocher de la vieille tradition du parler « chanté », d'où serait sortie toute poésie, et qui en Irlande a préservé la diction poétique aussi bien de la monotonie que de la rudesse métallique du débit; de fait, M. Yeats aime que ses strophes soient déclamées ou à demi chantées au psaltérion, comme au moyen âge. Ainsi, poète anglais par la technique comme par la langue, il serait poète irlandais par la musique et le rythme; et c'est ce qui pourrait expliquer que, de tous les poèmes en langue anglaise, ceux-ci sont parmi les plus accessibles aux oreilles étrangères, et peut-être les moins éloignés de notre art français.

Le plus spontané des poètes, en apparence, il est le plus difficile pour lui-même. Cent fois il a retouché chacune de ses œuvres, suivant en cela l'exemple de son père le portraitiste, pour qui un portrait n'était jamais fini. Il a écrit lui-même : « Amis, qui pensez que j'ai tort — quand je refais un de mes chants, — sachez bien ce qui est en cause : — c'est moi-même que je refais. » Non pas que ses corrections aient toujours été heureuses, notamment pour ses poèmes dramatiques, qu'il a tous mis à la scène. Il n'est pas, au reste, le premier poète

moderne qui ait été tenté par le théâtre. Au contraire de Mallarmé qui voulait que ses poèmes fussent lus et non pas écoutés, c'est, dit-on, le plaisir d'entendre déclamer ses vers qui l'a porté vers les planches, plutôt qu'une forte inclination personnelle, c'est la perfection artistique de la diction qui l'a attiré.

En retouchant ses œuvres en vue de la scène, il les a souvent déformées pour satisfaire aux exigences de l'acteur qui veut jouer. Sa pure poésie ne pouvait que perdre aux nécessités du théâtre, de l'action dramatique. Et puis, poète avant tout, et poète lyrique, il n'a pas, tel Shelley dans les *Cenci*, le grand don du dramaturge. Comme son regard est moins tourné vers la vie et ses épreuves que vers les mystères de la destinée, le sens tragique prédomine chez lui sur le sens dramatique; ses poèmes scéniques manquent d'émotion, ses personnages de personnalité: c'est d'ailleurs une de ses théories familières que les caractères, nécessaires dans la comédie, sont secondaires dans le drame et superflus dans la tragédie. Plus libres, ses pièces en prose échappent à ce défaut : voyez ce petit acte patriotique, *Cathleen ni-Houlihan*, qui soulève l'enthousiasme à chacune de ses représentations en Irlande. On a comparé son théâtre à celui de Mæterlinck, et leur commun symbolisme prête en effet au rapprochement. Toutefois, à côté des figures fantomatiques et gémissantes du dramaturge belge, « faibles comme un souffle sur un miroir », celles de M. Yeats paraissent plus saines et solides; pas d'afféterie languissante, pas de recherche des effets d'angoisse ou de terreur; le ton général est plus vivant, plus nerveux, sans compter que l'art tient chez M. Yeats une place autrement grande, ou plutôt l'art est avant tout, il est tout.

Il appartient en effet à cette génération pour qui l'art est un culte, la beauté une religion, le symbole un sacrement. Pourtant il n'hésite pas à rejeter la formule de l'art pour l'art. Sa conception va plus loin. Puisque la beauté est « la seule issue ouverte hors du filet où nous avons été pris à notre naissance », et l'art « le seul moyen laissé à l'homme de s'entretenir avec l'éternité », c'est découronner la poésie que de n'y voir qu'une critique ou une interprétation de la réalité : elle est une *révélation*. « Les lois de l'art sont les lois secrètes du monde », elles sont souveraines : la conscience et l'intuition du poète

n'admettent pas d'autre règle. L'art se doit donc à lui-même de raffiner et spiritualiser jusqu'à la perfection ses moyens, en bannissant tout ce qui est réalisme, mimétisme, récit, description. L'art se doit de « ne regarder la vie que du dehors », d'écarter toute « cette extériorité qu'une époque de pensée politique et scientifique a fait entrer dans la littérature », de ne s'intéresser qu' « aux états d'âme, aux moments lyriques, aux essences intellectuelles », en excluant toutes « les impuretés », que ce soit science ou morale, philosophie ou religion : « impuretés » dont ni Wordsworth, ni Swinburne, ni Browning n'ont su se défendre, à la différence des « purs » artistes, comme Keats ou Shelley.

Symboliste, il l'est non par un effet des tendances du jour, mais par nature et d'instinct, par la forme de son esprit, comme il est intuitif et mystique, comme il est irlandais ; ce n'est que plus tard qu'il fondera sur cette forme d'esprit une théorie philosophique. Le symbole à ses yeux est partout. « Ce n'est qu'avec Gœthe, Wordsworth et Browning que la poésie a renoncé à son droit de considérer toutes les choses du monde comme un dictionnaire de types et symboles. » Son symbolisme est naturel et inne, au lieu d'être acquis et voulu comme chez nos symbolistes français : son « atmosphère » n'est pas imaginaire comme la leur, mais réelle ; et cela le garde contre certains abus où tant d'autres sont tombés.

A l'un de ces dangers, à vrai dire, il n'échappera pas : l'obscurité, rançon du symbolisme. Sa pensée trop condensée court au but en supprimant les moyens termes qui aideraient à résoudre l'équation. Ses images ont des reflets, ses mots un second sens dont on se demande souvent si l'on a bien saisi la claire vue. Il use et abuse des formules chères à la « science secrète », et surtout des vieux termes de la mythologie gaélique, des allusions familières peut-être aux celtisants, mais peu accessibles au lecteur non préparé. Un glossaire ne serait pas de trop. Tels de ses petits poèmes, *le Cavalier du Nord*, ou *L'amant s'attriste du changement survenu en lui*, sont bien peu intelligibles pour qui ignore le folklore irlandais ; saurait-on même que « l'homme à la baguette de coudrier » est Angus, le dieu de l'amour, et que le « cerf blanc sans cornes » représentait pour les anciens Gaëls l'objet de l'amour idéal. Dans son plus beau recueil lyrique, *le Vent dans les roseaux*, il

avait d'abord introduit trois personnages symboliques, Aedh, Hanrahan et Michaël Robartes, dont la signification était loin d'ajouter à la clarté du vers et qui d'ailleurs ont disparu des éditions ultérieures. Certain sonnet de ce recueil, sur « une Maison », a donné lieu à bien des doutes en Irlande : s'agissait-il de la Chambre des Lords, ou du château de Lady Gregory, Coole Park ? Sur le tard, écrivant son *Autobiographie*, l'auteur avouera qu'il ne se rappelle plus ce que, dans certaines de ses premières poésies, il entendait par telle ou telle expression. Aussi bien, il était jeune encore quand son ami George Moore faisait un jour cette prédiction qu'à force d'obscurités il « finirait par se perdre dans Mallarmé, qu'il n'a jamais lu ».

LE POÈTE DU RÊVE ET L'IRLANDE

Le pronostic devait-il se réaliser ? On pouvait se poser la question dans les années qui précédèrent la guerre et où son talent poétique, son art raffiné semblent avoir atteint leur limite de perfection et donné tout ce qui était en eux. En Irlande, dans tous les pays de langue anglaise, sa célébrité est au faîte ; ses drames lyriques ont au théâtre le même succès que ses poèmes auprès du public lettré. Il a publié une édition définitive de ses œuvres. Il approche de la cinquantaine, et sa carrière poétique pourrait alors être tenue pour achevée si, par l'effet d'une évolution dont les origines sont lointaines, par un contre-coup aussi de la guerre et de la révolution en Irlande, une autre figure de M. Yeats, nouvelle ou renouvelée, n'allait se substituer à l'ancienne. Mais avant d'aborder cette seconde phase de sa vie poétique, il convient de s'arrêter un moment devant la première, qui restera la plus brillante.

Il est avant tout un artiste, un maître de l'image et du verbe. Ne cherchons pas tant dans ses poèmes des vues métaphysiques que des visions d'art ; le sens de la beauté lui suffit, comme la grâce des chrétiens. Visionnaire plus que visuel, il porte partout sa vision personnelle d'artiste-poète qui traduit et transforme toutes choses selon le réflexe de son sentiment intérieur : un de ses amis, lui enseignant le pastel, ne le trouva-t-il pas certain jour d'été dans la campagne, en plein midi, peignant, — faut-il dire d'après nature? — un sous-bois ensoleillé dont instinctivement il faisait un clair de lune !

Lorsqu'il publie les légendes populaires recueillies par lui dans l'ouest irlandais, au lieu de s'attacher en loyal fokloriste à telle ou telle version d'un même récit, il prend dans chacune d'elles, en artiste, ce qui fait le mieux. Rien à ses yeux ne prévaut contre l'art; en revanche rien de terrestre ne vient ternir sa vision idéale : « Il possède le plein tempérament poétique, a dit de lui M. Symons, il vit sur un plan unique, celui du beau... C'est cette qualité continûment poétique de son esprit qui me semble distinguer M. Yeats du grand nombre des hommes de talent et le placer dans le petit nombre des hommes de génie. »

De génie, c'est beaucoup dire. Il n'est pas un poète universel, sa lyre n'a pas toutes les cordes. Il a une très noble conception de l'art, une très sévère conscience artistique, et c'est sans doute à la culture anglaise qu'il les doit, comme c'est aux grands modèles et aux grandes traditions britanniques qu'il doit la haute tenue de sa facture, avec l'essentiel de ses moyens techniques. Il ne prétend pas à la révolte désespérée d'un Byron, il n'atteint pas à l'extase sublime et souveraine d'un Shelley. Son art est en vif contraste avec la méditation mesurée et recueillie d'un Wordsworth comme avec l'harmonie étudiée d'un Tennyson; c'est peut-être de Coleridge, autre visionnaire, autre pèlerin du surnaturel, qu'il semblerait le moins éloigné. Mais il est différent de ses prédécesseurs et contemporains anglais. Par sa constante recherche et curiosité du supra-terrestre, par cette atmosphère idéale qui baigne toute son œuvre, par son interprétation très personnelle des vieux mythes, il est à part, il est d'une autre lignée.

A l'influence française, sa connaissance insuffisante de notre langue fait qu'il ne doit, croyons-nous, presque rien. Il est venu souvent à Paris, il y a vu Verlaine, Péladan; il a bien peiné à lire l'*Axel*, de Villiers de l'Isle-Adam, qui pourtant le passionnait; ce n'est que par les traductions d'un ami qu'il a connu un peu de Mallarmé. Entre nos symbolistes et lui, il y a correspondance et non influence; ce qu'il a pu trouver en eux il l'avait déjà en lui-même; sa forme d'ailleurs est de tendance bien plus classique que la leur. Et pourtant, si loin de nous que paraisse ce rêveur entre les rêveurs, qui n'a rien de latin, ce visionnaire éperdu qui, en scrutant l'invisible, semble s'affranchir de tout ce que nous appelons expérience ou raison,

quelque chose tout de même nous le rend proche : son idéalisme indompté, sa recherche passionnée de la forme, son admirable musique poétique, et surtout son inquiétude intellectuelle et son tempérament d'artiste. Les Anglais lui reprochent de manquer de philosophie dans ses poèmes; nous serions sans doute tentés de lui reprocher au contraire d'en trop mettre. Mais le poète qui, à vingt ans, dans son premier livre, écrit que « les mots seuls sont un bien certain », ne saurait manquer d'éveiller en France, en même temps que de la curiosité, une certaine sympathie, auprès de maints fervents des lettres, et de la lettre.

Par-dessus tout, il est Irlandais. L'œuvre qu'il a écrite, nul autre qu'un fils d'Hibernie n'aurait pu l'écrire. Et s'il est poète irlandais, ce n'est pas parce qu'il a emprunté à l'ancienne littérature gaélique, avec certains de ses thèmes, son décor et son arrière-plan poétique. Il n'est pas un Macpherson, un pasticheur du vieux gaélisme, mais un Irlandais de son temps, avec les formes de pensée et de sensibilité qu'ont empreintes dans l'âme irlandaise les vicissitudes de l'histoire, le mélange des races, le climat, le pays et tous les facteurs moraux et sociaux. « J'aurais pu trouver plus de l'Irlande, dit-il, si j'avais écrit en gaélique, mais j'en ai trouvé un peu, et je me suis trouvé tout moi-même. » Aussi bien, sa personnalité déborde son cadre. Il est vrai aussi que la figure qu'il donne de son pays est prise d'un certain biais, avec certaines déformations, car il ne semble pas s'être jamais libéré d'un certain fond de mépris pour le nationalisme irlandais, d'hostilité à l'égard du catholicisme d'Erin. Enfin les traits caractéristiques qu'il révèle de l'âme irlandaise, s'il les traduit en maître, il les pousse toujours à l'extrême.

« Poète des ombres », a-t-on dit de lui. Nous dirions plutôt qu'il est le poète du rêve. Essentiellement imaginatif et intuitif, doué d'un extraordinaire pouvoir d'évocation, il fait de sa vision, de son rêve, la base de sa conception du monde. Il ne se plaît que parmi les fantômes créés par lui, il n'aime qu'un mirage, qui fatalement le déçoit. Il est venu à son heure dans cette Irlande de la fin du XIX^e^ siècle, quand, lasse de la politique et de la lutte toujours renouvelée, elle se rétractait sur elle-même et demandait l'oubli à un *alibi*, l'évasion hors de la réalité, la liberté dans les songes. Erin n'a-t-elle pas d'ailleurs été de tout temps la terre du rêve? Le pays du lotus, selon un

romancier. Elle « s'est fatiguée à prendre ses songes pour des réalités et à courir après ses splendides visions », disait Renan de la vieille race celtique. En dehors des données ordinaires de l'esprit et des sens, elle aime à se construire des mondes imaginaires qui lui paraissent plus vrais que le vrai monde, et où elle voit des choses et saisit des vérités dont la valeur et le sens profond échappent aux autres hommes. Cette tendance à l'hallucination, ce n'est pas seulement chez les paysans de l'ouest éblouis par le mirage de la nature qu'on la trouve, mais à la ville, dans la vie ordinaire, là où on l'attendrait le moins, chez ceux-là mêmes que leur tournure d'esprit paraîtrait bien mettre à l'abri de pareille aventure; témoin le romancier naturaliste George Moore qui, par une belle journée de printemps, à Dublin, au bord de la Liffey, se voit un jour victime de l'enchantement : « les choses ne semblent plus vraies, ni les quais, ni les maisons, tout perd sa réalité habituelle et en revêt une autre toute pareille à celles que nous rencontrons dans les songes... Serait-ce que pour avoir trop rêvé pendant des siècles, les Irlandais vont tous à la fin s'évanouir dans le rêve, et l'Irlande avec eux? » Douloureuse et dangereuse, pour le poète comme pour le pays, est cette maladie de la rêverie dont on a dit qu'elle a perdu tant d'âmes. Qui pourrait dire quel rôle elle a joué dans la longue succession historique des épreuves d'Erin, et si elle n'explique pas un peu pourquoi, selon la formule connue, « rien ne réussit en Irlande »?

Que d'autres traits typiques encore, et de M. Yeats, et de l'Irlande! La révolte contre le fait et contre la force des choses, avec l'appel passionné à l'excessif, à l'exclusif, à l'impossible, le culte de la chimère joint à l'outrance du désir : l'insatiabilité orgueilleuse du poète aspirant à ravir le feu du ciel n'a-t-elle pas son pendant, et qui sait? quelque part de responsabilité peut-être, dans l'intransigeance de M. de Valera et des extrémistes qui, en 1921, après la guerre anglo-irlandaise, se refusant à accepter l'inévitable, c'est-à-dire le traité avec l'Angleterre, allaient jeter durant deux ans leur pays dans la guerre civile? Puis l'inquiétude, la mélancolie ou l'angoisse, nées du contraste entre le rêve et la réalité, entre les aspirations idéales et la dureté ou la vanité des choses de la terre. L'idéalisme enfin, cette conception immatérielle du monde qui a toujours été chère aux Irlandais depuis Berkeley, et bien avant Berkeley,

depuis Scot Érigène; qui leur fait voir l'esprit derrière la matière et le surnaturel derrière le réel, qui se tourne en mysticisme religieux chez les chrétiens, en croyances aux forces spirituelles supra-terrestres chez d'autres, et développe chez tous ce frisson du mystère dont parle M. Yeats dans une certaine phrase de son théâtre qu'en tout autre pays le public ne songerait pas à relever, mais qu'à Dublin le « poulailler » ne manquait pas d'applaudir: « A tout prendre, nous n'avons pas la preuve que les vérités spirituelles soient illusoires, tandis que nous savons bien qu'illusoire, le monde, lui, l'est. » — Tous traits néo-romantiques, dira-t-on; l'expression s'en retrouve en maintes littératures, en Allemagne, en Orient.... — Sans doute, mais nulle part, croyons-nous, à cette même puissance, avec cette même persistance au cours de l'histoire d'un pays, et nulle part avec une si étroite et manifeste correspondance entre le poète qui parle et les hommes qui écoutent, et qui répondent.

Poésie, c'est délivrance. En jetant son âme dans ses vers, le poète parfois trouve la paix. L'esprit éminemment spéculatif de M. Yeats ne semble pas avoir connu cette détente. Il cherche toujours, sur les frontières de la vie, la solution du grand problème. D'où vient, dans cette poésie pure, cette expression inquiète, et inquiétante en certains de ses modes, c'est ce que nous chercherons en étudiant le second Yeats, sa philosophie et son influence.

L. Paul-Dubois.

(A suivre.)

LETTRES A UN AMI

DAGNAN-BOUVERET

Les lettres que nous présentons aux lecteurs de la *Revue* sont le témoignage d'une longue et chère amitié. Depuis plus de trente ans, elle nous unissait au grand peintre qui vient de disparaître. L'homme et l'artiste s'égalaient en lui, mais ne se ressemblaient pas. Nous voudrions tenter une esquisse de l'un et de l'autre. Ceux qui les ont connus, aimés tous deux, les y retrouveront peut-être avec une mélancolique douceur.

De meilleurs juges loueront dignement des toiles fameuses : les *Bretonnes au Pardon* et les *Conscrits*, certaines madones, les *Disciples d'Emmaüs*, le *Violoneux*, la *Cène*, le *Parnasse*, sans compter, — ou plutôt en les comptant, et pour beaucoup, — de très nombreux portraits. Mais pour admirer quelques-uns de ceux-ci, nous avons des titres privilégiés et les raisons du cœur avec les autres. Nous devons à Dagnan l'image de plus d'un être cher. Nous écrivons de lui devant une figure de femme, au jeune visage, au front sans rides, sous des cheveux de neige longtemps avant l'hiver. Assise, vêtue ou plutôt drapée de velours et de tulle noir sur un dessous de satin blanc, « elle tient à la main une rose, et regarde ». Et si profond, si pur est son regard, que Melchior de Vogüé naguère avait proposé d'écrire au bas de son portrait le vers d'Eschyle :

C'était une âme sereine comme le calme des mers.

D'autres visages non moins chéris, enfantins ceux-là, nous entourent, souvenirs du même talent et de la même amitié.

Puis voici des dessins, des pastels, des croquis au crayon de confrères de l'Institut : Saint-Saëns, les yeux et le nez baissés; Paladilhe, qui fut notre maître; Massenet, vieilli, déjà touché par la mort; Fauré, délicieux de rêveuse langueur; un autre enfin, que nous ne nommerons pas, d'une ressemblance criante, à faire crier le modèle surtout, mais pas de joie. Ailleurs, je vois une des Muses du Parnasse, voilée de rose et de bleu de lin; Apollon, radieux de jeunesse, torse nu qu'on dirait modelé par Michel-Ange; enfin l'un des disciples d'Emmaüs, au front lisse, au crâne rasé, dont le mâle visage tendu vers le Maître reconnu soudain, garde jusque dans l'extase divine une expression de robuste et presque rude humanité.

Je connais peu d'œuvres du peintre, religieuses ou profanes, où se mêlent ainsi l'idéal et le réel, la vérité et la poésie. Aussi bien, il ne les séparait pas l'une de l'autre. Son art est fait également de ce qu'il voit et de ce qu'il imagine. Mais c'est au dedans qu'il aimait le mieux regarder. Il aurait pu prendre pour devise la parole tant de fois citée : « Tôt ou tard on ne jouit que des âmes. » Il les préférait aux plus belles choses, à la nature même, qu'il a pourtant beaucoup admirée Mais il l'a rarement peinte. Son œuvre compte peu de paysages. Autour de ses portraits il épargnait les détails et les accessoires. La figure y règne solitaire. Et cette figure humaine, féminine surtout, de quels yeux aigus, perçants, il l'observait, la pénétrait jusqu'au fond! Je l'ai vu, — pendant plus de soixante séances! — chercher à surprendre sur un visage de femme, selon ses propres expressions, « une lumière qui s'en va, glissant sur une forme, s'évanouir dans la beauté d'une ombre ».

« Une âme sereine comme le calme des mers... » Presque toute l'œuvre de l'artiste, mais son œuvre seule, respirait la sérénité. Son âme à lui l'a rarement connue, et ce n'est qu'à la fin, ou près de la fin, que par une grâce suprême elle lui fut pleinement donnée.

De naissance modeste, Dagnan s'était « élevé » lui-même, au sens véritable du mot. Presque seul il avait été l'artisan de sa propre et double ascension, intellectuelle et morale, le maître et le disciple à la fois de cette « école intérieure » dont parle Bossuet. Elle lui fut sévère. Il en connut l'effort et le travail plus que la douceur. Passionnément épris de son art,

cet art lui refusa trop souvent la joie parfaite, celle dont surabondent l'esprit et le cœur. Ses lettres témoignent de ses doutes et de ses luttes, de ses défaites, ou de ses défaillances, plus nombreuses que ses victoires. Inquiet, troublé sans cesse et sans cause, poursuivant l'idéal et désespérant de l'atteindre, mais, semblable au personnage antique, il se tourmentait lui-même d'un noble tourment. Il ressentait au plus profond, au plus vif de sa conscience, le souci des hautes questions et des grands problèmes, esthétiques, moraux et religieux. Il vécut longtemps étranger à la foi. Non pas, nous le savons, indifférent, et moins encore hostile. Il en avait le respect et peut-être un secret désir. S'il en parlait rarement, c'était peut-être aussi qu'il se disait tout bas, comme Carlyle craignant de nommer Jésus : « Qu'un silence sacré enveloppe cette matière sacrée ! »

Le silence devait se rompre et l'enveloppe se déchirer sous les coups de la douleur. Ils ne furent point épargnés à notre ami. Mais il était de ceux qui ne les reçoivent pas en vain. La perte de son fils unique, celle de sa femme, la solitude et le délaissement, puis l'âge, la maladie, le renoncement à son art et à son travail, c'est-à-dire à lui-même, à tout lui-même, enfin les misères physiques et morales d'une longue et lente mort, tout cela, plutôt que le révolter, ne fit que l'attendrir. De stoïcien qu'il avait été, il devint chrétien avec une humble et patiente douceur. Son dernier billet en témoigne par quelques mots, les derniers aussi : « J'ai très certainement mérité d'être ainsi traité. La symphonie en *ut* mineur, qu'on me joue en ce moment, m'en convainc par toutes ses notes, et bien douloureusement. »

A chacune de mes visites, je le trouvais plus calme, plus résigné. Un jour, il me pria de lui faire de la musique, et religieuse. Je le vois encore, — et c'est peut-être la suprême vision qui me restera de lui, — pâle, amaigri, mais souriant avec gravité. Je lui jouai des fragments du *Nerone* de Boito : le *Pater noster* de Rubria, la jeune chrétienne, puis sa mort, bercée par les cantilènes évangéliques, où le saint ami qui l'assiste retrace à ses yeux, près de se fermer, les paysages de Galilée et, sur le lac de Tibériade, à la clarté de la lune, la barque où pria Jésus. L'artiste, le croyant, fut touché de ces mystiques beautés, et quand nous nous séparâmes, il me remer-

cia par une étreinte muette et par un regard où montait, avec un sourire encore, un vague désir de larmes.

Un autre jour, — était-ce avant ou après celui-là ? — comme je lui parlais de son passé, de sa glorieuse carrière, il m'interrompit et murmura seulement : « De toutes mes œuvres, la meilleure est encore ma souffrance. » Je sentis alors qu'en lui tout était consommé et que sur les sommets de son âme, comme de son art, avait fini par régner la paix.

CAMILLE BELLAIGUE.

LETTRES

14 juillet 1901.

De la littérature vous passez à la musique en penseur et en sage. Vous savez apprécier les joies de la vie et jouir de toutes les créations de la pensée simplement, sainement. Cela ressort de toutes vos paroles, cela se lit dans toutes vos lettres... Votre lettre m'a été remise avant que je n'aie pu achever celle-ci. Toujours des exagérations ! Quand donc pourrai-je vous ramener à l'expression juste en ce qui me concerne ! Entreprendriez-vous de me rendre vaniteux ? Vous avez certes, pour convaincre, des armes soigneusement entretenues et vous maniez avec dextérité l'éloge et l'hyperbole. Mais je vous crois aveugle par affection. J'aime mieux cela. Car si je vous estimais clairvoyant et sincère, il me faudrait reconnaître la médiocrité de vos jugements. Veillez à vous corriger, car vraiment vos appréciations détonnent, comparées à celles que vous émettez sur toutes choses avec tant de netteté et de mesure, de justesse et d'énergie. C'est un point faible que je vous signale.

6 octobre.

Je me rends parfaitement compte de mes travers et de mes défauts, parce que je tends en écrivant à être le contraire de ce que je suis comme peintre, ce qui est fort dangereux. Je vise à la simplicité dans mon art et j'ai grand souci de la mesure, du goût et de la forme. Dès que j'essaie d'écrire, je

verse facilement dans l'emphase et le pathos, faute de science. Gluck avait bien raison de prétendre que la science assurait seule la liberté en art.

12 décembre.

Pour vous peindre, il faudrait vous détacher sur un fond de « bonheur pur », sans la moindre ombre morbide. Vous jugez les choses du point que vous occupez, et certes il est des plus heureux, puisque tout vous apparaît rayonnant de lumière. D'où nous sommes, nous autres, on distingue bien un peu de lumière. Mais combien d'ombre !

Lundi 24...?

Je vous sens heureux, non parce que les circonstances vous favorisent, mais parce que vous avez constitué en vous de fortes raisons pour l'être... Le bonheur n'est pas un colossal gros lot qui s'en va s'abattre au hasard dans le cœur d'un fou. La chance ! J'entends presque continuellement invoquer ce mot. Tous les paresseux, tous les ratés et tous les lâches l'ont pour fétiche. Elle est, je crois, rarement pour eux. Est-ce naïveté ou sagesse ? Je ne crois pas qu'on puisse être heureux, réellement heureux, et de façon durable, sans le mériter...

Tout en me débattant au milieu des petites misères du métier, je poursuis mes rêves. A l'horizon de la pensée, sans cesse, l'ensorcelant mirage se renouvelle. Devant lui, n'est-ce pas, les déceptions et les fatigues d'hier s'oublient, tant on se sent courageux et fort pour demain. C'est de cette consolante illusion que je me repais en ce moment, mon cher ami. Ce que j'espère toujours faire me permet de supporter ce que j'ai fait.

23 septembre 1902.

D... est venu passer une semaine avec nous. Le temps, maussade pendant son séjour ici, m'a permis d'être beaucoup avec lui. J'aime cet esprit sérieux et réfléchi, malgré l'apparence de sa résignation, sinon de son découragement. Il est tendre avec rudesse et affectueux en bougonnant. C'est un cœur simple associé à une intelligence subtile et profonde. Il observe et médite ; c'est un contemplatif, qui accepterait peut-être de de ne plus produire. Sans doute a-t-il atteint les plans supérieurs où règne la sagesse. Ce qu'il y a de différent et d'opposé

en moi s'attache sans doute par la loi des contrastes à cette nature contraire à la mienne, et je m'imagine toujours recueillir à son contact de nouveaux éléments de conscience que je saurai utiliser un jour.

15 septembre.

Mme B... a bien raison de se mêler à ceux qui souffrent, et de les assister. Les joies de l'esprit ne peuvent suffire. Elles ne rassasient pas d'ailleurs autant que les joies du cœur. Et puis on peut se convaincre plus aisément, il me semble, qu'on a accompli une bonne action, qu'on ne parvient à se rassurer sur la qualité d'une œuvre d'art. Une joie est au plus profond de soi quand on croit avoir fait le bien. Est-ce que cela ressemble à une joie, ce que l'on ressent après un succès?... J'étais plongé dans ces perplexités quand un ami m'a envoyé un livre de Tolstoï : *A la recherche du bonheur*. Ce grand chrétien venait répondre à mes secrets tourments, et cela m'a réconforté quelque temps. Comme il est difficile de mettre de l'ordre en soi!

18 octobre.

... Une sorte de lassitude physique et morale pèse sur moi, qui engourdit les ressorts de ma volonté. Aussi, par instants, pourrais-je croire tous mes élans entravés, mes rêves obscurcis, et ma foi en train de s'insensibiliser.

Je la veux croire aussi passagère, cette dépression, à cause de ses intermittences. Parfois je n'ai pas le courage de prendre une plume. Est-ce que cela ne vous surprend pas, vous qui en avez toujours une sous pression à portée de la main et du cœur, vous dont l'entrain et la joie de vivre sont débordants? Il se peut après tout que je solde un arriéré d'efforts ininterrompus, il se peut aussi que je sois arrivé à l'un de ces tournants de la vie d'où l'on découvre avec un profond émoi de l'âme les allées qui, selon l'expression de Montaigne, conduisent à la vieillesse.

... Mes paysages ont assez plu, bien qu'incomplets. Mes saules, sous les chauds rayons d'un soleil d'automne, n'inspirent pas la mélancolie que dégage le chant de Desdemona. Ils étendent les panaches de leurs ramures dans une paisible lumière d'après-midi au-dessus d'une petite rivière qui les reflète dans la transparence de ses eaux, tout simplement.

... Tout à l'heure on a frappé à ma porte... Un pauvre diable

d'artiste, m'exposant ses déboires, ses angoisses. C'était affreux, irrémédiable, et j'en suis encore si ému, si troublé, que ma joie d'être avec vous s'est dissipée du coup. Il y a dans Paris des misères atroces, qu'on est impuissant à soulager. Dieu veuille que je ne sois pas trop souvent en présence de pareilles détresses, car cela me déprime et m'enlève tout courage au travail! Nous traversons des temps odieux. Heureux ceux qui se sont habitués à regarder au-dessus de la vie!

24 juillet 1903.

... Une visite qui m'a touché et réjoui, c'est celle d'Hébert. Le vieux maître s'est montré très satisfait. Il m'a beaucoup loué pour l'Apollon (1), qu'il place au-dessus des autres figures de ma composition pour sa beauté plastique et pour son expression. En me quittant, assez ému, il m'a dit : « Mon cher ami, c'est entre vos mains que je remettrai le flambeau quand je disparaîtrai. J'ai confiance en vous. »

Sans date.

Je vous remercie d'avoir fait pour moi vos dévotions devant les murailles neuf fois saintes de la Sixtine et des Chambres. Les regards de mon âme sont toujours fixés sur le sanctuaire.

Dimanche, D... m'a apporté les photographies qu'il a faites du Saint-Père (2). Elles sont intéressantes dans leur brutalité.

L'homme semble rude par la structure, peuple même. Mais les yeux ont été formés par le dedans. Je ne sais s'il me tenterait à peindre. De quelle coloration est-il?

20 octobre.

Oui, j'aimerais m'entretenir souvent avec vous... mais par lettres c'est impossible... ou du moins cela m'est impossible. La plume n'est pas mon outil. Par la nature même de vos travaux, vous êtes appelé à étudier bien des choses, vous devez prendre contact avec toute sorte d'intelligences et pénétrer des arts très différents; cela vous enrichit considérablement. Tandis que moi je travaille dans mon coin avec des préoccupations picturales, des soucis et des tourments que quelques peintres comprendraient, mais qu'il vaut mieux oublier lorsque j'écris à un ami...

(1) Dans le tableau du Parnasse (à la Sorbonne).
(2) Pie X.

20 avril.

Je vous aurais bien écrit dimanche, mais... j'étais depuis la veille, — jour de notre vernissage, — dans un état de dépression à rester quarante-huit heures inerte dans un coin. Je subissais l'inévitable crise annuelle, le contact avec le public, cette épreuve qui me torture, — qui peut-être est nécessaire, salutaire même, — mais contre laquelle je ne peux lutter qu'en reprenant mon travail.

Lundi, j'avais de nouveau ma palette en main pour conjurer les mauvais esprits qui m'assaillent. Le soir j'étais déjà mieux. Deux jours d'efforts et me voilà presque bien aujourd'hui, et disposé à de nouvelles luttes. Car c'est bien le combat pour ses idées, ses rêves, qu'il faut livrer. Tout autour de moi je vois l'envahissement : la veulerie, l'anarchie, le muflisme, le mauvais goût, la folie et l'orgueil impuissant font rage dans notre Exposition... Je devine une malveillance sourde. On me la signale dans les journaux et je constate une fois de plus que, selon Stendhal, « différence engendre haine ». Mais à le constater, j'éprouve une certaine émotion et puis je me ressaisis et, je vous assure, avec confiance, car je ne vois guère, parmi ceux que je pourrais considérer comme mes « ennemis », que des roquets.

4 août.

Je quitterai avec regret un ami que j'aime, mais je retrouverai mes outils de travail et déjà le cœur me bat. Il ne devrait pourtant pas me rester la moindre illusion sur l'usage que j'en peux faire et sur les conquêtes auxquelles je peux prétendre, mais mon instinct l'emporte sur ma raison et j'obéis comme un chien de chasse obéit à son odorat. Tant que ce soleil-là, — celui de l'art, — se lèvera sur mon âme, je croirai à ma vie.

Si je n'ai rien fait ici, ou presque rien, — deux dessins d'après Mme C., — en revanche, j'ai lu un livre qui ne m'a pas laissé indifférent. L'auteur, qui n'est rien moins que Nietzsche lui-même, après m'avoir révolté dans l'*Antechrist*, m'a fortement ébranlé et même conquis sur des points particuliers. Peu de livres m'ont pris ainsi à la gorge et contraint à les suivre. Et maintenant mon effroi est, — étant donné que sur l'état social, par exemple, je pense comme lui, — de croire que j'obéis, en ne pensant pas comme lui sur le reste, à un

manque de réflexion, ou au désir de ne pas réfléchir, ou peut-être simplement au besoin de tendresse sentimentale dont mon cœur a soif et faim. Car mon cœur seul parle en cela. Vous me direz que c'est bien suffisant pour choisir dans la vie. N'importe, ce penseur, en posant devant moi ce problème de la conception de la vie avec cette énergie, cette âpreté et cette audace, m'a très vivement intéressé et je lui sais gré de toutes les émotions que j'ai ressenties en le lisant. (Le livre est le *Crépuscule des idoles*.) Nous reparlerons de cela plus tard.

11 septembre.

... Et maintenant, puisque vous vous occupez de Nietzsche, dites-moi donc ce que je dois connaître de lui pour le bien connaître. J'ai en ce moment en mains le *Gai savoir*. J'avoue qu'il y a parfois des passages que je ne parviens pas à comprendre. Est-ce insuffisance d'intellect, ou bien habitude de lire trop vite, ou bien est-ce qu'il y a des obscurités?

Cette lecture m'intéresse fort. Elle me soulage. Je rencontre un homme qui est fier d'éprouver des impressions que je m'efforçais de repousser; un homme qui me crie : « Mais il faut vivre, la vie est bonne », alors que j'entreprenais une sorte de suicide, en m'imaginant qu'il était noble de tout tuer en soi avant l'heure de la mort. Et je l'entreprenais en désespéré, croyant bien faire!... Ce Nietzsche me fait comprendre, en m'exposant ses raisons, que mes instincts ne me trompaient pas. Je le remercie de me donner confiance en moi.

Il a de la fierté, de la force, il vit tellement au-dessus du « troupeau »! Son orgueil de Titan ne me déplaît pas non plus... C'est une si véhémente protestation contre l' « à quoi bon? » et les tendances socialistes actuelles... Son cri de guerre m'a été doux. Pour l'instant, il me fait du bien et du mal. Comme c'est difficile de vivre!... En attendant, travaillons... N'est-ce pas votre avis? Et soyez rassuré en ce qui concerne mes sentiments d'amitié.

14 novembre.

... En vérité, votre pensée me manquait, votre pensée qui toujours s'enveloppe si délicatement d'affection.

C'est parce qu'on ne peut jamais conserver son égalité d'âme, c'est parce qu'on redoute les chutes dans les abîmes

chaque fois qu'on a pu atteindre quelque sommet, c'est parce qu'on se sent trop meurtri pour avoir trop violemment tiré sur sa chaîne, qu'une lettre d'ami est nécessaire. Seule, après les trop profondes dépressions d'âme, elle réconforte.

Vous avez raison, cher ami, c'est dans mon atelier qu'il eût dû être déposé, cet Érard. Vous m'auriez aidé à gravir les flancs du mont sacré (1); j'aurais oublié mon fardeau en vous écoutant et, l'âme épanouie, j'aurais goûté le divin repos après l'effort. Il faut la solitude pour bien apprécier l'œuvre d'art. Je souffre de ne pouvoir m'isoler suffisamment dans un concert.

Ce printemps, les paysans ont coupé ras tous les saules qui formaient le motif de mon étude... De chagrin, j'ai cherché un petit modèle et j'ai découvert dans un village voisin une fillette d'une dizaine d'années dont les traits fins me plaisent. Je me console de mes saules disparus devant la mignonne grâce de cette enfant. Il me plaît tout de même davantage de consacrer tous mes efforts à la traduction d'un visage humain... Je veux bien qu'un beau paysage soit un état d'âme. Une belle figure n'en est-elle donc pas un ? Ce qu'on pourrait m'objecter, c'est que c'est moins reposant et que lorsque pendant dix mois on a peint des têtes, il est peut-être plus sage de se réserver ses deux mois de vacances pour vivre dehors devant des paysages... Mais je n'ai aucune disposition pour la sagesse, ce qui navrerait D... s'il le constatait.

Ce beau spectacle de la lumière se jouant sur l'étendue du lac, je vous l'envie, car j'en ai savouré la beauté, la douceur, la variété. Le matin et le soir surtout, l'eau se plaît à faire vivre en les décomposant, en les heurtant, les nuances audacieuses et pleines d'harmonie du ciel et des montagnes. Et c'est une joie d'admirer le concert de colorations inouïes qui vont se fondre dans l'éclat incandescent du plein jour ou se dissoudre mélancoliquement dans l'ombre immense de la nuit. C'est une joie exquise pour le penseur, ce grand silence entre le ciel et l'eau.

16 mai...?

Je vous écris de Bretagne. J'ai voulu revoir une fois encore ce coin auquel je dois beaucoup. Les impressions varient avec l'âge. Je ne demande donc pas à celles que j'attends d'être celles

(1) Dagnan travaillait alors à son tableau du Parnasse, pour la Sorbonne.

que j'ai reçues il y a vingt ans. On s'accommode d'ailleurs mieux du changement de celles-ci que de l'inévitable transformation des affections. A ceux qui l'admirent et l'aiment avec passion, la nature se dévoile, s'offre, se donne.

Sans date (même année).

Si quelque chose d'un peu amer perçait dans le mot que je vous écrivais en me rendant en Bretagne, comment, cher ami, avez-vous pu le prendre pour vous? J'ai la certitude, moi aussi, que quelque chose de durable s'est lentement établi entre nous, et je ne vois pas, étant donné les bases de notre amitié, ce qui pourrait survenir dans la vie qui puisse l'ébranler.

... J'ai cru être bien inspiré en voulant revoir la Bretagne. Je l'ai revue et je lui en veux de la voir disparaître, car elle va s'effaçant, je l'ai pu constater facilement. Certes son ciel, sa flore, et ce qui tient à la nature du climat et du sol, durera probablement toujours, mais l'être qui vivait là, qu'elle semblait pétrir et former, ira se transformant de plus en plus pour disparaître bientôt.

J'ai donc refait le voyage que j'avais entrepris il y a vingt ans... Le temps n'a cessé d'être d'un breton des plus bretonnants. J'ai l'âme saturée de mélancolie brumeuse, de fine pluie enveloppante, d'impressions rudes, lugubres, simples et misérables.

Il ne m'a pas semblé que je puisse, à l'avenir, exprimer quoi que ce soit de nouveau sur la Bretagne. J'ai dit ce que j'avais à dire au moment où je l'ai aimée. C'est un chapitre terminé.

Septembre, 1905.

Clarens! Ce nom a résonné comme avec un accompagnement d'épinette; un souffle du XVIII^e^ siècle a passé sur moi. Pourquoi? Jean-Jacques sans doute. C'est à l'art, en vérité, que nous devons de voir ainsi les temps disparus dans une apothéose. C'est lui le grand magicien...

N'est-ce pas que la vue d'un lac est agréable? Certes la mer est plus grandiose, sa puissance est magnifique, mais elle compte trop quand on est en face d'elle. Le lac, avec des montagnes, a la douceur d'une belle tapisserie; on peut rêver librement devant ces fonds plus calmes : c'est plus fresque.

14 juillet 1906.

Autant sont insipides et indifférentes les petites histoires de ceux qui ne nous intéressent pas, autant nous recherchons avec avidité et plaisir les moindres détails sur ceux qui nous sont chers. Il me plaît que ceux que je considère comme mes amis me témoignent cette confiance de me parler à cœur ouvert de ce qui les occupe, ou les préoccupe, ou les réjouit. Ainsi je crois être plus avec eux, les suivre dans leur vie et, par l'intérêt que j'y prends, les aider peut-être un peu et les aimer mieux, sûrement...

Pour me reposer un peu des portraits, pour m'affranchir un instant de la rigoureuse soumission qu'ils m'imposent, j'ai mis trois tableaux au chevalet.

Dans l'un, sur un ciel de nuit, j'enveloppe de nuages légers la Vierge et l'Enfant. Elle l'entoure tendrement de ses bras, pendant que souriant il répand des étoiles.

Dans l'autre, une jeune femme vêtue de pourpre, assise dans une stalle de bronze doré que décorent des guirlandes de roses rouges et de lauriers, tient en main un globe de verre où se lisent ces mots : « Gloire, Amour. » J'essaierai, par l'expression douloureuse et sceptique, d'expliquer le titre que j'ai choisi : *Chimères.*

Septembre 1906.

Pourquoi n'ai-je pas répondu de suite à votre carte toute trépidante de lumière, de joie, d'attente, cette carte écrite des environs d'Aigues-Mortes ?... Il est vrai qu'en ce moment, je me sentais las d'esprit, peut-être las aussi de cœur. Et j'obéissais sans doute en me taisant à un sentiment de honte et de pudeur. Dans ce long et lent effort vers ce qu'on voudrait atteindre, on est comme dans les ascensions de montagne. On monte, puis on descend, puis bientôt on remonte pour encore redescendre. On ne sait jamais où l'on en est, le but paraît toujours plus éloigné. Terribles, les réflexions en cours de route....

Croiriez-vous que je n'avais jamais lu *Adolphe*, de Benjamin Constant ! Cette lecture m'a plu profondément... Comme, après cela, m'ont paru pâles, incertaines, *les Désenchantées* de Loti ! Rien que de la substance psychologique dans l'un, des personnages énergiquement dessinés sur un fond quelconque,

aussi sobre que ceux de Michel-Ange, tandis que dans l'autre le fond est tout, absorbe tout. Les petites ombres falotes s'y diluent ; l'orchestre étouffe la mélodie et il a la monotonie d'une musique orientale. Il est dommage sans doute que ces deux lectures se soient succédé, si rapprochées surtout.

12 octobre 1907.

Maintenant je suis dans l'âge ou l'on commence à ne plus vous dire la vérité. On vous trouve une mine superbe : façon de vous dire que vous changez visiblement. Vous n'avez jamais rien fait d'aussi bien, ou de mieux : moyen de dissimuler qu'on constate un affaiblissement. Étape cruelle ! Dans la carrière, la fin est plus rude que le commencement.

On dure toujours trop au gré des autres. De plus en plus il faut prendre confiance en sa conscience et, courageusement, marcher ce qu'on croit être son chemin sans se laisser distraire par rien. Et demeurer, si l'on peut, son meilleur juge.

20 septembre.

Il faut vivre sa vie comme si elle avait une importance considérable dans l'ensemble du monde; mais il est bon en même temps, pour moi du moins, de considérer toute vie comme un chaînon invisible dans la vie sociale C'est un contrepoids nécessaire.

On est révolté, par exemple, à la pensée que S. P..., qui laisse son œuvre,— ce qui est très suffisant,— a pris des dispositions pour constituer, là où il a longtemps vécu, une sorte de musée ! C'est grotesque et misérable.

Et non moins révolté quand je songe que X... s'est laissé ériger une statue et assiste à son inauguration, etc. C'est un manque de fierté qui me dégoûte.

...Travaillons et regardons en arrière, sur les hauteurs.

28 octobre.

... Je sais que votre âme aussi s'est faite forte dans les épreuves de la vie. Néanmoins, je vous plains parce qu'il faut les vivre les unes après les autres, toutes les minutes de la souffrance, et l'on n'a pas constamment le même courage. En vérité, ce qu'elle veut nous enseigner, puisqu'il est admis que la douleur est notre maître, elle pourrait nous le dire plus brièvement,

en moins de *maux*, car elle retarde notre action, dont les autres ont besoin, elle prélève avec usure sur notre temps et sur nos forces; c'est pourquoi j'enrage lorsqu'elle s'en prend à un homme de cœur, d'énergie et de travail. Mais il vaut mieux, cher ami, que vous prêtiez l'oreille à des propos plus consolateurs... On a besoin de choses douces quand on souffre. La voix des tendres est celle qu'on préfère. Il se pourrait donc qu'avec mon meilleur et très amical vouloir, je ne fusse pas, étant près de vous, le plus secourable des compagnons, car l'habitude de l'effort et de l'entraînement de la lutte développe souvent un esprit de rudesse et de dureté.

18 septembre 1908.

La raison et la passion s'accordent toujours assez mal. Et quand je pense qu'un homme comme D... m'estime un sage! On est toujours méconnu.

Afin de vivre beaucoup dehors, j'ai entrepris un peu de paysage, car je sais à quoi seront employées mes journées de cet hiver. J'aurai le harnais du portraitiste au dos... Le paysage est une excellente étude, parce qu'on y peut observer la corrélation des choses entre elles, leurs rapports. L'ensemble pose à la fois. Il s'impose donc et l'on peut en faire l'objet de son étude, tandis que nous ne voyons jamais nos tableaux qu'avec les yeux intérieurs et c'est par fragments que nous constituons ou cherchons à constituer un tout. L'artiste, en tant qu'animal, se trouve bien de cette cure d'air et c'est ce que j'envisage comme bénéfice réel dans cet effort.

11 mai 1909.

D'ici (de Paris) que vous dire ? Plus que jamais c'est le bourbier de l'incohérence. Les écuries d'Augias et pas d'Hercule à l'horizon... Donc je travaille, me bornant à m'efforcer d'apprendre à modeler. Car rien n'est suave, émouvant et divin comme une lumière qui s'en va, glissant sur une forme, s'évanouir dans la beauté d'une ombre. De contempler cela et d'essayer de le traduire je fais ma joie de chaque jour.

17 août.

Que de fois, moi aussi, je me suis livré à ces inventaires de la pensée, et toujours pour souffrir terriblement des constata-

tions devant lesquelles je me trouvais ! Maintenant, quand il m'arrive de m'arrêter à de pareils examens, je me console en pensant que j'ai loyalement et courageusement fait de mon mieux et que l'on ne donne après tout que ce qu'on peut donner. C'est d'ailleurs toujours devant moi que je regarde, rarement vers le passé, car c'est devant moi que marche l'espérance et je la suis comme un aveugle ou comme un fou.

17 août 1909.

Ah ! les beaux rayons de soleil du soir sur les massifs de la Savoie ! Quels accords dans les roses et les violâtres et comme le lac y répond harmonieusement, — au-dessous, — ainsi qu'un écho, en les nuançant capricieusement des couleurs du ciel !...

L'important et le difficile est de bien modeler un corps dans la lumière. On n'est un peintre qu'à cette condition. Parfois, à la recherche de la ressemblance ou de l'expression, on pèche contre la lumière ! Il faut de temps à autre des exercices expiatoires, de rédemption, purificateurs, comme vous voudrez. J'essaie de les pratiquer pour l'instant.

11 septembre 1910.

A dire vrai, après avoir vécu absorbé dans le monde des formes et des couleurs, j'éprouve une sorte d'embarras à me servir des mots. Leur sens est si limité et l'art de les assembler dans un ordre déterminé pour arriver à leur faire exprimer quelque chose m'échappe de plus en plus. De plus, comme mon intérêt pour les images, ou plutôt l'image, croît en raison directe de mon éloignement pour les réalités de la vie telles que la société les rend possibles, j'en arrive à n'être presque plus occupé que par ce qui est plastique. Cette fâcheuse disposition me rend par instants comme étranger, indifférent à bien des choses dont je vois que beaucoup se préoccupent, et cela me crée au point de vue humain et social une réelle infériorité. Il faut s'accepter tel qu'on est, affirme Amiel. Je le fais sans difficulté, tout en me demandant comment on peut me tolérer... mes amis surtout.

26 septembre 1911.

Mon travail, qui est le jeu le plus divertissant, le plus passionnant et le plus décevant, m'entraîne à l'égal d'un vice.

Mon malheureux esprit, qui ne se repait que de doute, trouve au moins dans la contemplation de la lumière et de l'ombre quelque chose de beau et d'indiscutable en son éternité, qui l'attire et le fascine. Et il s'abandonne à cette certitude évidente pour lui, problématique pour l'aveugle, insuffisante pour le croyant, avec tout l'emportement d'un désespéré. Comme elle doit vous sembler fragile, cette joie !... Puisse-t-elle au moins m'être laissée !

... Il est certain qu'il n'est pas dans les choses auxquelles on pouvait s'attendre, qu'un jour la *Joconde* disparût du Louvre. Elle en était en quelque sorte la divine doyenne. Si elle existe encore, tôt ou tard elle se retrouvera. Si on l'a détruite, hélas ! il manquera à ce dont le génie humain peut se glorifier une de ses plus merveilleuses manifestations. Il me sera toujours pénible, en traversant le grand Salon Carré, de ne pouvoir me recueillir quelques instants devant les savantes et subtiles harmonies de ce tableau qui réalisait à mes yeux, dans l'ordre de la pensée réalisée par la forme, ce que l'homme a pu exprimer de plus absolu dans la perfection. Quand Flaubert écrivait : « Voici l'ère du muflisme qui se lève », il ne pouvait certes imaginer à quel point il était bon prophète, et ce que nous verrions et ce que d'autres après nous verront encore. Pauvre humanité ! Qu'elle verse dans la foi ou dans l'incrédulité, il lui faut toujours aller aux pires excès.

16 août 1912

Depuis quelque temps, cher ami, je m'imagine être sur un champ de bataille : de tous côtés la mort frappe autour de moi : simples connaissances, camarades, amis disparaissent. En avançant, on s'aperçoit qu'on est de plus en plus à découvert... Massenet disparaissant ces jours-ci m'a fait plus particulièrement réfléchir à ce qui est inéluctable... Et mes pensées s'attachaient à la brièveté de la vie et à la joie de pouvoir travailler... à défaut de convictions sociales, morales et religieuses.

Rien ne m'apparaissant certain, absolument certain, que la mort, ma foi dans la Beauté et dans l'Art est devenue mon refuge, et le travail l'exercice de mon culte. A quelqu'un qui comme vous s'appuie sur ce qu'il croit des vérités éternelles, cela doit paraître bien fragile et bien borné, un tel idéal. Par simple réflexion je vois bien ce qu'a de précaire toute joie de

croire se bornant à l'exercice de son art, car c'est compter sur la santé, sur les forces intellectuelles toujours en performance et sur le désir de créer toujours confiant et toujours jeune. Hélas! Mais comment d'autre part refaire sa nature, vaincre ses propres raisonnements, accepter avec soumission ce que personne ne peut prouver?

Remarquez-vous que le peintre est par définition plus attentivement amoureux de la matière, qu'il a de toute façon plus commerce avec elle pour l'expression de son art, qu'il lui doit plus que les autres artistes et que par conséquent... une indulgence spéciale peut être pour cette catégorie?... Vous demanderez cela en haut lieu.

Arles, 2 octobre 1914.

Depuis le 9 nous sommes ici. L'Institut ayant décidé qu'il n'y avait plus séance, nous avons quitté Paris. Si loin de tout, nous avons repris un peu de calme.

Dans la journée, je travaille. Ici cela m'est plus facile. Si la peinture a chance d'intéresser encore un peu, — plus tard, — j'essaierai de faire argent de ce que je rapporterai, pour aider mes confrères dans le besoin. Ce sera ma façon de servir, celle qui est le plus dans mes moyens.

Depuis trois jours des trains remplis d'Hindous passent en gare. C'est fort impressionnant. Et quand on songe pourquoi!...

Et moi aussi j'ai foi et j'ai toujours eu foi en notre triomphe définitif. Mais que d'abomination! et comme les Allemands sont ignobles!... L'écrasement absolu, et pour cent ans si c'est possible!

4 mars 1915.

Moi aussi, cher ami, je suis privé de vos visites, je veux dire de tout ce qu'elles m'apportaient d'affectueux et de réconfortant. Mais, je le comprends, vos devoirs, tels que vous vous les êtes tracés, sont impérieux et vous réclament tout entier. C'est pour le mieux, je m'incline et j'attendrai. L'attente, n'est-ce pas ce que tous nous avons appris à supporter?

Que votre cœur et vos mains s'emploient au service de ceux qui souffrent. Ce que vous saurez recueillir des humbles besognes que vous aurez acceptées, vous saurez nous le rendre en beauté, en sentiment, en tendresse dans vos écrits.

12 septembre 1917.

J'essaie d'exécuter une commande qui m'a été faite *il y a vingt-quatre ans*, par Gli Uffizi de Florence : mon portrait. Que de fois je l'ai commencé ! Et toujours, le dessin à peine en place, je l'abandonnais. Vous n'imaginez pas l'ennui qu'on peut ressentir, — à moins d'être Narcisse, — à rester devant une glace pendant des heures, et cela pendant des jours et même des semaines !

Comme j'avais promis, ce qui me reste d'honnêteté m'a soutenu et je crois être aux trois quarts de mon travail. Rembrandt, qui s'est offert bien des fois le luxe de se peindre, agrémentait son visage de toques, de casques, usait d'éclairages très variés, se traitait comme une simple « nature morte » souvent. A notre époque, c'est difficile et le mieux sans doute en ce cas est la simplicité.

J'incline à croire qu'aucun des grands événements de l'Histoire ne s'est accompli avec l'ensemble et la grandeur que le recul dans le temps leur a donné. A distance tout s'est simplifié. Nous qui vivons heure par heure, et trop renseignés, et trop mal renseignés, les événements actuels, ils nous semblent parfois bien incohérents. La rapidité des moyens de communication a permis de susciter mille entraves au succès de toute action. De près on a toujours l'air d'être dans le gâchis. Il en a peut-être toujours été ainsi. Aussi ai-je toujours préféré les œuvres d'un seul : penseur, savant ou artiste.

17 avril 1918.

« Donnez-nous aujourd'hui notre pain quotidien. » Ces paroles du *Pater*, je ne les prononçais plus, et voilà qu'aujourd'hui j'en comprends la valeur, l'intérêt et la réalité. Ce matin, revenant à Poitiers, au restaurant on me demanda : « Avez-vous votre ticket de pain? » Par pitié on m'a accordé une tartine et donné quelques pommes de terre à l'eau. J'ai dû solliciter à la mairie comme un chemineau, — que je suis depuis trois semaines, — quelques bouts de papier contre lesquels on m'octroiera deux cents grammes de pain.

29 août.

Ah ! mon cher ami, puissiez-vous ne jamais connaître les émotions que nous avons supportées pendant ces quinze derniers

jours! Qu'un malheur semblable au nôtre vous soit épargné!

Ce fut comme un coup de tonnerre dans un ciel calme. J'étais en plein travail... sentant que je tenais enfin la belle lumière pour quelques jours. La lettre d'une femme de ménage m'apprend que notre fils est atteint d'une pneumonie double et que depuis huit jours, alité à l'hôpital, une fièvre de 40° le consume. Je cours à Vesoul, j'obtiens une voiture et nous parvenons à prendre le rapide de Paris. A Chaumont, trois heures à attendre. De Chaumont à Vitry, toutes les stations à subir, des retards partout. Nous arrivons enfin, à dix heures et demie du soir. La gare est à douze ou quinze (cents) mètres de la ville. Pas une lumière. Toujours tout droit, nous dit-on. Serrés l'un contre l'autre, pour soutenir les pas de ma pauvre femme qui n'a fait depuis des années un pareil trajet, nous nous acheminons lentement, pèlerins au cœur meurtri et désolé, sous un ciel resplendissant d'étoiles.

Après trois quarts d'heure, une heure, nous étions sur la place où je savais être l'hôpital. Pas une lumière. A tâtons, dans l'ombre, je cherche aux portes une sonnette. Une fenêtre s'ouvre, on me renseigne, enfin nous sommes devant l'hôpital. Je sonne. Qu'allions-nous apprendre, après huit jours? Vivait-il encore?

La porte s'ouvre, des soldats entourent une infirmière qui s'avance. Je me nomme, tremblant, attendant ses paroles... elle me rassure. Alors je vais chercher ma femme, immobile dans l'obscurité, à distance. On nous accueille à l'hôpital, il est minuit, mais nous ne pouvons le voir. Demain seulement, l'après-midi, quand on l'aura prévenu de notre arrivée, car il a formellement interdit de nous avertir, tant il redoute de nous inquiéter. On nous trouve une chambre à l'hôtel et nous attendons anxieusement l'après-midi.

Enfin! Quelle vision! Sa chère tête pâle et amaigrie et un sourire douloureux contracte ses lèvres. Il est brûlant, il parle lentement et s'assoupit bientôt. Nous nous regardons, épouvantés. En mon cœur je ne doute plus, sans nous le dire, nous ne doutons plus qu'il ne soit perdu.

Le jeudi 15, il est plus calme, il semble près de nous, mais le vendredi, un nouveau foyer se reforme, et nous le voyons décliner, délirer par moments, occupé de son service, dictant ses observations, parlant l'allemand, puis l'italien, correcte-

ment, mais sans suite... Spectacle atrocement douloureux pour nous qui de plus en plus le sentons lointain, perdu pour nous. Et cela jusqu'à dimanche soir !

Tout a été tenté. Médecins, infirmières, personnel de l'hôpital, chacun s'est employé de tout son zèle, de tout son dévouement, avec tendresse même, à le sauver. Il était aimé, très aimé. Il avait fait cet hôpital sien, comme aménagement et comme direction. La décoration en était aimable et gaie. Il avait imposé sa manière douce, affable, humaine, et il avait réussi.

Par tout ce que nous avons appris là, nous avons compris à quel point il était soucieux de dissimuler les vertus de son cœur. Car s'il était peu souple et fier vis-à-vis des superbes, il était tendre et indulgent pour les humbles et les simples. Détail que vous apprécierez : il louait de ses deniers, pour l'hôpital, un piano à l'année, pour que ses malades eussent de la musique chaque fois qu'un camarade musicien passait. Il avait dans la discipline de sa vie quelque chose d'un saint laïque. Nous le comprenons maintenant, et ce n'est pas la moindre de nos douleurs.

15 septembre 1919.

Plus que jamais, cher ami, je demande au travail le secours bienfaisant et salutaire. Grâce à lui mes pensées se disciplinent et se virilisent en vue de l'acceptation de l'irréparable. Puisque cette épreuve m'a été imposée, il convient que j'en recueille l'enseignement qu'elle renferme. Je m'y applique...

Vous le voyez, c'est plutôt vers le côté ombre que je m'achemine dans la vie. Mais puisque les moyens de le supporter m'ont été accordés, je n'ai pas le droit de me plaindre.

12 juillet 1922.

... J'espère, dans la solitude, m'efforcer d'atteindre au contentement de moi. D'avance, je sais que je dois échouer, mais cela n'entame pas ma confiance. Le soir descend sur moi et cependant je conserve l'espoir de faire mieux, une fois au moins, pour que j'achève ma journée dans la satisfaction.

...J'aime la lecture pendant les séances de pose. On me lisait dernièrement *Hommes et Dieux* de Paul de Saint-Victor (du talent, mais un peu pompeux). J'ai écouté avec émotion ce qu'il écrit sur Marc-Aurèle. Aussi veux-je emporter cet été ses *Pensées*.

Dans l'isolement on goûte mieux ce qui émane de la profondeur d'une âme. Et face à face avec une conscience qui se scrute impitoyablement, quoique indigne, une sainte et fraternelle émotion vous étreint.

D... est en Bourgogne. Il délivre en ce moment d'un bloc de pierre de l'époque tertiaire une Victoire qui patiemment l'attendait. Le voyez-vous, le ciseau d'une main, le maillet dans l'autre, la foi dans l'âme, taillant la dure matière? Le geste d'un Persée était moins pur.

8 septembre 1923.

N'est-il pas un philosophe et presque un sage, l'homme qui peut écrire qu'il aime le pays où il ne sent plus son âme? Combien ses ambitions doivent être calmées et sa conscience en repos ! Cher phénomène, puis-je dire que je vous envie?... Non, mais sûrement je vous admire.

... Triste privilège pour un artiste, de savoir trop s'analyser. C'est une source de souffrances dont il n'est pas assuré que son art retire bénéfice. Sa conscience est à la torture, et sa confiance ne risque-t-elle pas d'être ébranlée?...

Heureux, trois fois heureux, l'ami qui a découvert la « terre promise » ! Quant à moi, j'erre sur la terre du doute, guidé par une âme tourmentée, mais qui sait apprécier ce dont elle est redevable à l'amitié.

15 novembre.

... Ci-joint une carte qui vous permettra, au cas où vous voudriez visiter le musée Henner, de le voir avant qu'il ne soit ouvert au public. Vous y connaîtrez mieux un artiste de grande valeur, qui se contente, — étant fort épris de beauté, — d'essayer de traduire ses émotions plastiques. Et comme il était sincère et sensible, il fut à la fois poète et peintre ; et très beau peintre et très délicat poète. De lui aussi on pourrait dire qu'il eut, dans son œuvre, pour devise : *Suaviter et fortiter*, et que c'est tantôt à la Douleur et tantôt à la Volupté qu'il doit ses meilleures inspirations.

4 septembre 1925.

Si je travaille, mon cher ami? Plus qu'en mes jeunes années, car le soir vient. Il est possible que je me fasse des illu-

sions sur la valeur de ma production. Si cela est, tant mieux : je n'en travaillerai qu'avec plus de confiance et je ne sentirai pas le poids des jours. Sans attendre que j'aie achevé le *Stabat Mater* que j'ai entrepris depuis plus d'une année, j'ai commencé il y a un mois une *Via Dolorosa*... une trentaine de figures de grandeur naturelle. Un cinquième acte à grand orchestre, de quoi me casser les reins en fin de carrière.

11 septembre 1926.

On est silencieux par ce temps d'anxiétés prolongées. On vit son minimum ou à peu près, tant on a le sentiment de disparaître complètement devant ce qui s'accomplit chaque jour.

La discipline, à laquelle on se plie d'autant plus volontiers qu'elle est celle qu'on a choisie, apporte en soi de l'ordre et une sorte de contentement qu'on n'analyse pas, mais qui soutient dans l'épreuve. Et c'en est une, celle qui depuis deux ans nous est imposée !

Mai 1928 (dernier billet).

Depuis notre dernière rencontre, j'ai vécu bien des heures douloureuses, décourageantes, même ici où j'ai dû me désintoxiquer de tous les traitements que j'ai eu à subir!... Sévère, bien sévère épreuve ! Dans une dizaine de jours, je rentrerai... On ne me promet guère de pouvoir reprendre mon travail régulier avant la fin de l'été.

J'ai très certainement mérité d'être traité ainsi. La symphonie en *ut* mineur, qu'on me joue en ce moment, m'en convainc par toutes ses notes, et bien douloureusement.

DAGNAN-BOUVERET.

LA PRESSE ET LA VIE POLITIQUE AUX ÉTATS-UNIS

Un admirateur de l'ancien régime, en 1789, regrettant qu'on rendît la bride à la presse, craignait qu'il suffît désormais « d'une goutte d'encre sur une feuille de papier pour provoquer une révolution ». S'il pouvait venir aujourd'hui aux États-Unis, de quels troubles ne croirait-il pas menacé ce pays, où la presse jouit d'une liberté absolue et noircit chaque année deux à trois millions de tonnes de papier!

Mais il ne faut pas évaluer au poids l'influence des journaux sur la vie des nations. Ceux d'Amérique atteignent incontestablement des proportions inconnues ailleurs. Ils comptent chaque jour de la semaine de seize à soixante pages, souvent plus de cent le dimanche. Si quelques-uns, à l'usage d'une élite, gardent une apparence austère et digne, la plupart, égrenant d'édition en édition des dépêches frémissantes d'une actualité météorique, font étalage de photographies alléchantes et de titres sensationnels. On les achète avec avidité. Sans doute, quelques instants plus tard, les voit-on abandonnés avec dédain sur le plancher du métro ou la banquette de l'autobus; mais leur lecture est devenue, même pour les femmes, plus qu'une habitude, un besoin. Ils trouvent, en moyenne, chaque matin 14 millions d'acheteurs, chaque soir 23 millions et chaque dimanche 25 millions.

Or, la moitié du papier que le lecteur emporte sous son bras, — de 45 à 60 pour 100 environ, — est couverte d'annonces. Celles-ci, plus habituellement que les nôtres réparties à travers

le texte (de sorte que les yeux, attirés hors de la colonne qu'ils parcourent, se reposent avec complaisance sur des placards agréables et persuasifs), ont un rendement considérable. Leur volume, qui entraîne l'augmentation automatique du nombre des pages, grossit d'année en année. Il atteignait l'an passé le chiffre record d'un milliard trois cents millions de lignes.

C'est ce développement formidable de la publicité qui a tué la presse politique aux États-Unis. Jusque vers 1850, les journaux américains, qui inséraient volontiers moyennant paiement, mais en petits caractères, les avis des marchands de la ville, s'étaient obstinés à ne pas employer de courtiers. Le célèbre et audacieux Gordon Bennett avait longtemps cru que solliciter de la publicité retirerait du prestige à son jeune *Herald* et de l'autorité à ses écrits. La poussée des affaires eut raison de ces scrupules. En décembre 1879, pour la première fois, parut dans le *Philadelphia Record* une annonce couvrant une page entière. Et les dix ou vingt dernières années du siècle passé sont la période de transition où le journalisme cesse d'être surtout politique pour devenir avant tout mercantile. Aujourd'hui, il figure parmi les principales industries des États-Unis. Il a fait en 1926 plus d'un milliard de dollars de chiffre d'affaires. De succès en succès, il vogue vers des destinées dorées ; et beaucoup d'Américains se demandent ce qui subsistera bientôt du vieil idéal professionnel d'autrefois que ces préoccupations commerciales altèrent de plus en plus.

LES JOURNAUX POLITIQUES D'AUTREFOIS

Dès l'époque coloniale, dans ce pays neuf, isolé du reste du monde, où les distances étaient grandes et les communications difficiles, les journaux avaient répondu à un besoin d'information. C'étaient des « Lettres de nouvelles » (*News letters*). Ils paraissaient sur deux ou quatre pages qu'on imprimait lentement sur des presses à bras, étaient généralement malmenés dans les diligences et arrivaient si froissés qu'on était obligé de les aplanir avec un fer à repasser avant de pouvoir les lire. Mais l'instruction n'était pas très répandue et la vie de pionnier laissait peu de loisirs. Aussi, les tirages de cette époque étaient-ils très faibles, et les lecteurs limités aux élites qui assumaient la responsabilité de diriger les petites communautés démocratiques

des treize premiers États. Les éditeurs, qui se faisaient le service de leurs feuilles et se copiaient sans vergogne, publiaient surtout des nouvelles politiques.

L'indépendance change peu cette situation. Un relevé des tirages des sept journaux de New-York, à la fin de la guerre de 1812, les montre s'échelonnant entre 800 et 2000 exemplaires. Il faudra attendre la guerre civile (1860-1866) pour que les péripéties d'une lutte intestine longue et dramatique, s'ajoutant aux progrès de l'enseignement, apportent aux journaux une clientèle plus étendue.

Jusqu'alors, c'est un pauvre métier que celui de journaliste. Le papier et la main-d'œuvre coûtent cher. Les fins de mois sont pénibles. Même en Californie, où l'or vient d'attirer des milliers d'hommes aventureux, c'est encore en 1855 une entreprise hasardeuse que de fonder un journal. James King, qui crée le *San Francisco Bulletin*, s'en excuse de façon typique dans son premier numéro : « La nécessité, écrit-il, et non pas un libre choix nous a amenés à cette expérience. Personne ne peut se rendre compte plus pleinement que nous de la folie qu'il y a à faire dans un journal un placement d'argent... » Il n'y a que peu de publicité. La vente des numéros constitue encore la principale ressource. Et quand, au dernier moment, un message de Washington apporte le texte d'un discours important, c'est la publicité qui s'efface devant l'information.

Aussi les propriétaires de journaux s'efforcent-ils d'amortir leurs frais en utilisant au mieux leur matériel, en faisant des travaux d'imprimerie pour « le dehors ». Pendant longtemps, la plupart des journaux américains n'ont eu que ce moyen de subsister. Cela suffit à expliquer comment ils ont été amenés à unir étroitement leur cause à celle des factions politiques. Sans doute l'esprit de parti était-il plus fort qu'aujourd'hui parmi les lecteurs de cette époque dont la plupart jouaient un rôle direct dans la vie publique. Mais un des meilleurs clients de l'imprimerie, souvent le plus gros, pouvait être la municipalité et, dans les capitales d'État, le gouverneur et le congrès. Ces autorités ont, en effet, maints rapports ou délibérations à publier, maints avis officiels et affiches à faire placarder. Or, en ce temps-là, les équipes de politiciens qui prenaient le pouvoir donnaient naturellement leurs travaux aux « amis » qui avaient fait campagne pour eux et les avaient soutenus. Par

nécessité, les journaux devaient donc s'efforcer de faire triompher un parti aux élections dans l'espoir d'obtenir ses commandes en cas de succès.

Les profits de ce patronage officiel n'étaient d'ailleurs pas minces. Un scandale qui éclata à la fin de cette période, vers 1870, a révélé que la municipalité d'Albany, capitale de l'État de New-York, avait distribué aux journaux locaux 207900 dollars pour des travaux d'imprimerie qui normalement n'auraient pas dû en coûter plus de 10000. Si la note n'était pas toujours majorée dans des proportions aussi délictueuses, les rabais sur devis étaient rares.

Voyant le patron tirer profit de la politique, le reporter mal rétribué était tenté de l'imiter, et souvent n'attendait pas de son seul journal le pain quotidien. C'est ainsi que lors du scandale d'Albany, on découvrit une demi-douzaine de reporters de grands quotidiens payés par la municipalité 2000 à 2500 dollars par an pour « services divers » : en fait, pour défendre dans leurs organes la politique et les intérêts des hommes au pouvoir.

Mais ces accidents, qui se firent de plus en plus rares à mesure que la presse devenait plus prospère, n'étaient pas les seules conséquences de la situation précaire des journalistes. Les plus ambitieux et les plus capables parmi eux, rêvant d'une carrière politique, se servaient de leur tribune comme d'un tremplin. Tous les grands journalistes étaient des politiciens en puissance, qui préparaient leur heure. La présidence de Jackson est célèbre par le nombre de ces hommes de plume qui atteignirent des postes importants dans l'administration.

Un des exemples peut-être les plus typiques de journaliste politicien est fourni par le fondateur de la *New-York Tribune*, le célèbre Horace Greeley. Ayant débuté comme simple compositeur, Greeley était arrivé à diriger une entreprise imprimant pour les loteries, fort en faveur à l'époque, les bulletins de propagande et les listes de numéros gagnants. Vers 1831, il avait, avec ses économies, contribué à lancer la *Morning Post*, et en 1834, en fondant le *New-Yorker*, il entre de plain-pied dans la corporation des journalistes où il figure désormais comme un phénix. Il édite lui-même son journal, écrit beaucoup. Pourtant, la politique active l'attire bientôt. Dès 1837, il se fait admettre dans un petit groupement dirigé par le gou-

verneur Seward, et prend la tête d'un journal d'attaque, le *Jeffersonian*, fondé à Albany, à l'instigation du comité central du parti whig. Il reçoit en rémunération de ses services 1 000 dollars par an. Mais il espère bien obtenir de Seward une fonction publique quelconque qui lui rapporterait de 3000 à 20000 dollars. Une première fois, il est déçu. Pour la campagne de 1840, il crée un autre journal, le *Log Cabin*, qui ne contribue pas peu au succès des whigs. Il demande alors l'emploi grassement rétribué de maître des postes de New-York. De nouveau, il est bafoué. Cette fois, résolu à se venger, il fonde, en 1841, la *New-York Tribune* qui eut sur la politique américaine de ce temps, surtout au cours de la guerre civile, une si grande influence. L'hostilité célèbre de Greeley contre Seward se trouva d'ailleurs avivée après un incident qui confirme l'étroite dépendance des journalistes et des factions politiques : Greeley, qui avait réussi à se faire nommer imprimeur de l'État au moment où les whigs mangeaient la poussière, vit son rival personnel, Henry Raymonds, du *Times*, lui enlever cette situation dès que Seward et ses amis revinrent au pouvoir. Jusqu'à la fin de sa carrière, ce malheureux Greeley fut travaillé d'ambitions politiques. Il eut même l'audace, en 1872, de poser sa candidature à la présidence des États-Unis contre celle du général Grant, échoua et perdit à la fois son prestige politique et la direction suprême de la *Tribune*.

Il furent ainsi des centaines qui, ayant commencé petits reporters, n'eurent qu'une pensée : arriver à une situation politique. Combien ont fondé des feuilles éphémères avec de l'argent emprunté! Il est vrai que quelques centaines de dollars, quelques milliers au maximum, suffisaient pour lancer un journal. On comprend d'autant mieux le succès relatif de ces organes personnels, qu'ils n'avaient pas à soutenir la concurrence de grands journaux d'information. Bien rares étaient les feuilles de l'époque qui appartinssent à des entreprises commerciales fortement organisées; beaucoup étaient la propriété des partis ou des chefs de parti qui les avaient créées pour les besoins de leur cause. Le *Jeffersonian* par exemple dut son existence à l'émission de bons de 10 dollars que s'étaient partagés tous les membres influents de l'état-major whig. Le *New-York Evening Post*, — qui poursuit de nos jours une brillante carrière, — avait été fondé en 1801, pour fournir un organe à Hamil-

ton, après que la victoire écrasante des démocrates eut provoqué la brouille de ce dernier avec l'autre grand chef fédéraliste, Adams. Le *Springfield Republican*, qui, paraissant dans une petite ville, eut néanmoins une influence considérable sur la politique nationale, fut de même créé par les anti-fédéralistes pour des raisons électorales.

On ne doit pas se tromper sur le rôle que jouaient les politiciens dans la coulisse de ces journaux. Le cas du *New-York Evening Post* est significatif. La direction de ce journal était confiée à un certain Coleman, qui passait pour donner le ton. Mais un de ses amis, Jeremiah Mason, qui représentait le *New Hampshire* au Sénat américain, eut la finesse de sentir que le mérite de Coleman était inférieur à ses articles et il nous a révélé le véritable inspirateur des éditoriaux profonds qui faisaient l'admiration des contemporains : « Est-ce que le général Hamilton écrit lui-même dans votre journal? demanda un jour Mason à Coleman. — Jamais un mot, répondit celui-ci. — Quel rôle y joue-t-il donc? » Et Coleman avoua : « Chaque fois que quelque chose survient sur quoi j'éprouve le besoin de plus amples informations, je le lui expose. Quelquefois, je lui laisse une note. Il me fixe une heure à laquelle je peux le voir, généralement tard dans la soirée. Il se tient toujours minutieusement au courant de toutes les questions politiques. Dès que j'arrive, il se met à dicter d'une manière décidée, et je prends des notes sténographiques. Quand il s'arrête, mon article est fini. »

Par journalistes interposés ou directement, les grands partis réussissaient ainsi à avoir sur la presse une influence prépondérante, dont ils usaient principalement en période d'élections. Grâce à la complaisance des journaux pour leurs mots d'ordre, de savantes campagnes étaient organisées qui obtenaient toujours l'effet attendu. Les grands pontifes d'un parti se mettaient-ils d'accord pour faire élire l'un des leurs comme gouverneur? C'est par la presse qu'ils enrôlaient les électeurs. Ils invitaient un petit journal rural à proposer ce candidat de leur choix et à vanter ses mérites. D'autres journaux ruraux dans l'État reprenaient la suggestion, l'appuyaient. Puis, un journal de la capitale consacrait un article à résumer la situation. Inévitablement le rédacteur constatait, citations à l'appui, que de tous côtés dans l'État on souhaitait le candidat dont le nom était si souvent reproduit, et concluait que, devant cette mani-

festation spontanée d'une volonté populaire, on devait s'incliner, même si tout d'abord, dans les milieux de la capitale, on avait pu envisager d'autres compétiteurs. Naturellement, il demandait pour en finir que toutes les voix du parti se portent sur ce candidat unanimement désigné. Le nouveau prétendant au poste de gouverneur paraissait ainsi avoir été appelé par les vœux du public, qui l'élisait sans se rendre compte que la consigne en sa faveur était souvent partie de lui-même.

LA PUBLICITÉ REND LES JOURNAUX INDÉPENDANTS

Le prodigieux essor industriel et commercial dont furent témoins les États-Unis après la guerre civile, eut pour effet de dégager les journaux américains de leur tutelle politique. Le *boom* des affaires, qui caractérise la période de « reconstruction », leur profita directement. Partout s'ouvrent des marchés nouveaux. L'Est manufacturier produit à plein rendement. Comment les marchandises de la Nouvelle-Angleterre s'imposeront-elles à la clientèle toute neuve de l'Ouest et aux consommateurs désorientés du Sud ? Par la publicité.

De grands brasseurs d'affaires ont conçu à cette époque, avant que l'économie politique le reconnût officiellement, le rôle important de la publicité dans la distribution et la vente des produits. Barnum, cet endiablé propriétaire de cirque, et Wanamaker, le pionnier des fondateurs de grands magasins, firent sauter les règles étroites des gazettes récalcitrantes et y introduisirent leurs annonces sensationnelles. Le second surtout posa les grands principes sur lesquels repose encore aujourd'hui la publicité des journaux, à savoir que les quotidiens sont les intermédiaires les plus efficaces et que pour obtenir son plein rendement la publicité doit être continue. Il ne se contenta pas d'innover en insérant dans les journaux des placards énormes avec de gros caractères : pour rédiger ses textes, il recourut à des journalistes qu'il avait remarqués par la qualité de leur style. Pour les illustrer, moins soucieux de dépeindre ses marchandises que de produire sur le lecteur un effet saisissant de recherche artistique, il avait engagé des artistes français et anglais chargés d'illuminer ses pages par des dessins aux inspirations les plus diverses : un peintre français, en particulier, lui envoyait chaque mois douze

« crayons » de Paris à cet effet. Les campagnes de Wanamaker furent très remarquées du public et les femmes trouvaient ses pages d'annonces si intéressantes qu'elles refusaient souvent d'acheter un journal qui ne les contenait pas.

Ce développement de la publicité coïncidait avec une extension des services d'information. La clientèle populaire qui lisait maintenant les journaux demandait d'autres aliments à sa curiosité que les comptes rendus parlementaires. Le fait divers et le grand reportage s'installaient dans le journal. L'usage accru du télégraphe, les déplacements par chemin de fer plus fréquents, élevaient les dépenses rédactionnelles, en même temps que l'augmentation du nombre des pages rendait nécessaire l'acquisition d'un matériel plus puissant et plus perfectionné, la consommation de plus de papier, la présence de plus de personnel. Il fallait immobiliser plus de capital, consentir des frais plus élevés. En regard, que rapportait le journal? Les administrateurs durent tôt constater que les revenus drainés par leurs amis politiques paraissaient moins séduisants auprès des ressources, chaque année plus considérables, que leur procurait la publicité. Les subventions des partis n'étaient abondantes qu'en période électorale. Les travaux officiels d'imprimerie ne leur étaient alloués que si leur parti triomphait ; en cas de revers, c'était pour plusieurs années le chômage partiel de leurs presses. Par ailleurs, la clientèle ne s'accommodait plus qu'imparfaitement de la propagande électorale qu'ils déversaient avec un parti pris criant. Si, dans le feu de la bataille, le journal réussissait par ses attaques virulentes à s'attirer des lecteurs nouveaux, ceux-ci, dès que les élections étaient passées, ne manifestaient pas plus d'intérêt pour les querelles politiques qu'une foule réunie dans un stade lorsque le match est terminé.

Il devenait de plus en plus difficile pour un journal de concilier les deux fonctions d'organe de parti et de véhicule de publicité commerciale. En effet, les grandes distances séparant les villes américaines ne permettent pas aux journaux de rayonner facilement. L'attrait de l'information fraîche, le goût des nouvelles locales favorisent nettement le journal régional. A l'exception du *New-York Times* qui vend quelques milliers d'exemplaires d'une côte à l'autre, il n'existe pas aux États-Unis de quotidien répandu sur tout le territoire national

comme ceux d'Angleterre ou de France. D'autre part, la majorité des annonceurs ne se soucient pas de lecteurs éloignés, disséminés, qui ne sont pas pour eux des clients éventuels. Ils favorisent les journaux à gros tirage, sans doute, mais plus précisément ceux qui ont la plus grosse « densité de vente », c'est-à-dire ceux qui révèlent le plus gros pourcentage de lecteurs dans la population totale de la région où ils circulent. Le journal américain doit donc considérer comme son territoire productif, uniquement la ville où il paraît et l'arrière-pays.

Telles étant les conditions commerciales de leur production en Amérique, on conçoit que, pour augmenter leur tirage et s'assurer la clientèle des annonceurs, les journaux aient dû chercher non pas à étendre de plus en plus loin leur zone de vente, comme ceux de Paris ou de Londres, mais à saturer leur territoire. Or, cet effort pour trouver le maximum de lecteurs dans un rayon géographiquement restreint devait les détourner de la politique active. Car prendre une attitude nettement démocrate ou républicaine dans ce pays qui ne compte que deux partis, c'est s'aliéner toute la population que des traditions familiales sinon des opinions personnelles portent de l'autre côté. Quels que soient par ailleurs les mérites d'un journal, ce préjugé politique lui interdit l'espoir de pénétrer dans *toutes* les maisons, surtout s'il a en face de lui un concurrent indépendant. En 1913 encore, la *New-York Tribune* éprouva l'exactitude de ce principe. Elle fit une campagne de relèvement colossale, dépensa sans compter des sommes fabuleuses, razzia les autres journaux de New-York, leur enlevant à prix d'or tous leurs meilleurs collaborateurs, s'attacha les plus grands artistes, les plus aimés du public. Malgré ces efforts gigantesques, elle n'enregistra pas alors les gains de tirage qu'elle était en droit d'attendre, car elle faisait une politique républicaine et justement à une époque où le vent soufflait derrière l'étendard des démocrates.

La plupart des journaux américains, renonçant aux profits aléatoires d'une affiliation politique, abandonnèrent donc leurs anciennes croisades qui les auraient forcés à chercher une clientèle dans des territoires trop étendus et ne leur auraient pas permis de devenir de grands journaux d'information. Il n'est guère aujourd'hui que le *Christian Science Monitor*,

organe d'un groupe philosophique, qui rayonne sous forme de journal quotidien d'un bout à l'autre des États-Unis.

Ainsi, de même qu'un temps les conditions économiques firent une nécessité aux journaux de s'asservir aux intérêts politiques, de même l'avènement de la publicité et les lois de la concurrence les obligèrent à choisir le destin d'organes indépendants. Aujourd'hui, la plupart d'entre eux, qui se vantent d'être complets et qui disposent de nombreuses colonnes pour rendre compte de toute l'actualité, publient jalousement les deux côtés des questions politiques. Ils ne prennent parti, avec modération d'ailleurs, que dans une page qui continue à s'appeler la page éditoriale. Tout Américain peut lire l'un quelconque des deux mille journaux quotidiens paraissant aux États-Unis avec l'assurance de ne rien trouver qui heurtera directement ses sentiments.

DISPARITION DE L'ÉDITORIAL

Mais si la presse américaine, changeant délibérément sa mission, vers la fin du XIX^e^ siècle, a cessé son œuvre militante de presse de parti pour accroître son rôle commercial et social, comme presse d'information, cette conversion s'est faite aux dépens de l'éditorial qui subsiste dans le journalisme moderne comme le témoin déchu d'une époque révolue.

Des maîtres, enseignant dans des écoles américaines de journalisme, démontrent avec une demi-douzaine d'arguments que l'éditorial ne saurait périr complètement. A les en croire, il apporte au journal un élément de réflexion qui le complète; il rehausse son prestige; il étend sa réputation en le faisant citer par d'autres journaux; enfin il donne au public le sentiment que la presse n'oublie pas ses responsabilités à son égard et lui apporte les principes d'une direction politique suivie. Il est vraisemblable en effet qu'assez longtemps encore les journaux continueront de publier des éditoriaux. Récemment, en novembre 1928, le *Boston Traveller* avait cru pouvoir les remplacer par des commentaires de ses propres lecteurs. Dix jours après, il dut revenir, sur la demande du public, aux éditoriaux habituels de ses collaborateurs.

Mais dans leur sens traditionnel d'articles de fond consacrés à l'exposé vigoureux d'une doctrine politique, les édito-

riaux sont en voie de disparition en Amérique. Suivant une expression consacrée, la décade qui précéda la guerre civile est véritablement « l'âge d'or de l'éditorial », tandis qu'aujourd'hui, la page éditoriale est dédaigneusement appelée par les journalistes eux-mêmes : *The layer-cake*. Faute de terme exact pour désigner ce gâteau, et quitte à faire un solécisme en langage de pâtisserie, on peut expliquer que la page éditoriale ressemble à un *feuilleté*, depuis que mille frivolités se superposent aux doctes commentaires politiques auxquels elle devait être primitivement réservée. Une colonne ou deux à peine traitent des grands problèmes parlementaires ou diplomatiques; un dessin, le plus souvent conventionnel, illustre une situation politique; le reste de l'espace libre est occupé par des traits d'humour, du babillage, des lettres de lecteurs, et souvent par les mondanités.

Pour justifier cette diminution continue de la place réservée aux éditoriaux, on prétend, dans les salles de rédaction, que le public américain moderne a un esprit affranchi : il n'aime pas qu'on lui dise ce qu'il doit penser des événements. Étant passé par l'école publique, il a appris à dégager les opinions des faits. Qu'on expose dans les colonnes réservées aux nouvelles les faits tels qu'ils se sont passés : il se chargera bien d'en conclure tout seul ce qu'il faut en penser.

Le plus célèbre des écrivains d'éditoriaux, Arthur Brisbane, qui, chaque jour, en de courts paragraphes, commente l'actualité dans la presse Hearst, est le champion d'une doctrine semblable : « Personne ne veut savoir ce que vous pensez, écrit-il. Les gens veulent savoir ce qu'ils pensent. Si je vois un bébé qui pleure, et vais lui dire ce que j'en pense, ce bébé ne m'écoutera pas. Mais si je peux trouver l'épingle qui le pique, je suis l'homme de ce bébé. Si vous pouvez trouver l'épingle qui pique le public, alors, vous êtes l'homme de ce bébé. Si vous êtes très gentil avec lui, peut-être ensuite vous laissera-t-il lui dire un peu de ce que vous pensez. »

Au lieu de sous-estimer les facultés intellectuelles de ce grand bébé de public américain, à qui l'on peut accorder l'âge de raison, et de se faire des illusions sur ses aptitudes à tirer d'événements compliqués qui lui sont rapportés en quelques phrases sensationnelles des leçons profondes, représentons-nous plutôt la majorité des lecteurs et des lectrices, ainsi que les

montrent des statistiques, consacrant dix minutes ou un quart d'heure au maximum à parcourir leur volumineux paquet de papier dans l'assourdissement et la trépidation d'un moyen de transport en commun, ou encore dans le va-et-vient de ces crèmeries en série, où s'avalent deux œufs au jambon posés sur le bras en spatule d'un fauteuil de bois. Car on ne lit plus son journal comme autrefois au coin du feu, mais bien dans le métro, le tramway ou l'autobus, au restaurant, toujours dans une position inconfortable. (C'est d'ailleurs pour répondre à ces contingences nouvelles qu'on a vu se créer depuis 1919 de nombreux journaux de petit format ; ces *tabloids* ont obtenu un si gros succès auprès du public que plusieurs vieux journaux ont suivi leur exemple et réduit les dimensions de leurs pages.) Il est avéré que, dans ces conditions, le lecteur peut difficilement concentrer son esprit sur un article de fond.

Peut-être conserverait-il la page éditoriale pour la lire chez lui, si elle était bien écrite. Or trop souvent, des journalistes médiocres, sans culture, sont employés à la rédiger. Ayant bien réussi dans les autres avenues du journalisme actif, la direction les récompense en les élevant à cette place d'honneur à laquelle leurs exploits de reporters ne les ont pas suffisamment préparés. On peut compter les journaux qui publient des commentaires originaux sur les questions de politique étrangère. Il n'y a vraiment que ceux du *New-York Times* et quelquefois du *New-York World* qui fassent autorité.

Mais si l'éditorial paraît si faible par rapport aux grands mérites des autres sections du journalisme américain, s'il est si totalement dépourvu d'influence et de lustre, comparé à l'éditorial des journaux d'Europe, il faut en tenir responsable, pour partie, l'institution de la « conférence éditoriale ».

Lorsque le journal était l'organe personnel d'un *editor*, ce personnage prenait parti dans toutes les grandes questions sans demander avis à personne, sinon à des autorités politiques dont les opinions étaient plus tranchées encore que les siennes. Il écrivait nettement, violemment, comme le voulait le style de l'époque, ce qu'il pensait. De nos jours, le journal, coûteuse entreprise, souvent repose sur plusieurs millions de dollars de capital, n'appartient plus à un individu, ni même à une famille, mais généralement à une société anonyme. Il est fort difficile de dégager les vues de cette collectivité. Car l'édi-

torial, selon la conception anglo-saxonne, doit refléter l'opinion du journal, être impersonnel et impérissable, et non de celui qui le rédige de sa plume. Il est aujourd'hui le résultat d'une délibération, d'une conférence. Celui qui l'écrit n'exprime sans doute jamais des idées contraires aux siennes, mais il fait des emprunts aux uns et aux autres, retient de préférence les suggestions de son supérieur, le *chief editorial writer*, et donne, en somme, la note moyenne des opinions exprimées. Comme pour émasculer encore ces articles non signés dus à la collaboration de tant de pères, surviennent le *managing editor*, notre rédacteur en chef, le *business manager*, administrateur, et quelquefois l'*advertising manager*, chef de la publicité. Ils participent généralement à la conférence quotidienne des *editorial writers* qui est précédée ou suivie d'une conférence plus restreinte, de caractère administratif.

Contrairement à ce que l'on croit généralement, le chef de la publicité joue un assez faible rôle dans ces conseils éditoriaux. C'est un hommage à la presse américaine : son intégrité est extrême. La publicité sournoise, sous forme rédactionnelle, existe beaucoup moins que chez nous: la loi, d'ailleurs, l'interdit. Quant aux interventions que l'on prête aux annonceurs pour déformer ou supprimer les nouvelles, elles sont peu fréquentes et rarement tolérées ; les journaux américains sont fiers de ne pas laisser dicter par eux leur politique. A cet égard, grâce à l'abondance de la publicité, ils sont dans une situation assez indépendante. Tel grand journal de Chicago a pour principal annonceur un grand magasin de la ville qui chaque année lui passe des ordres de publicité s'élevant à plusieurs dizaines de milliers de dollars. Mais si ce grand magasin se permettait des intrusions intempestives dans la politique du journal, celui-ci pourrait froidement envisager la perte de ce principal client : il ne représente qu'un pour cent du chiffre total de la publicité insérée. Le chef de publicité, lorsqu'il intervient dans la conférence éditoriale, ne prend pas ouvertement les intérêts momentanés d'un client précis. Il met plutôt ses collègues en garde contre les dangers d'une politique qui risquerait d'atteindre les intérêts permanents du journal, en portant tort à toute une corporation dont la clientèle est appréciée, ou aux affaires en général. Si l'on ne peut

pas parler d'indépendance absolue à l'égard de la publicité, la servitude n'est pas non plus très étroite, et son poids se fait généralement moins sentir dans les colonnes éditoriales que dans les colonnes de nouvelles.

Mais les journaux américains de notre époque ont des intérêts très ramifiés. Chargés de publicité, leur prospérité, leur existence même, est liée à la prospérité des affaires. D'autre part, vendus dans la rue, ils pénètrent dans toutes les maisons avec leurs pages féminines, leurs suppléments illustrés pour les enfants et leurs contes de fées destinés à endormir les nourrissons. Les dirigeants responsables d'une grande feuille doivent avoir, à défaut de théories économiques sociales et politiques précises, une vue claire de tout ce qui peut favoriser ou gêner la marche très compliquée de leur embarcation. Les rédacteurs d'éditoriaux n'ont souvent aucune notion des écueils qui préoccupent l'administration d'un journal. Celle-ci ne désire pas toujours révéler les motifs des directives qu'elle donne. Pour être bien sûr de ne pas aller à l'encontre des volontés directoriales, l'*editorial writer* s'applique à rendre parfaitement inoffensif son article. Comment s'étonner dès lors que les éditoriaux soient édulcorés?

Si certain que soit le diagnostic, le remède n'est pas aisé à trouver. Jusqu'à présent, il semble que l'évolution de la presse vers cette forme industrialisée que nous lui connaissons en Amérique, entraîne nécessairemeut la décadence de l'éditorial d'antan. Aux États-Unis, aujourd'hui, il n'est guère que le *New-York World* qui se signale par la vigueur de ses campagnes éditoriales, imité par un autre journal où survit la même tradition du grand Pulitzer, le *Saint Louis Post Dispatch.* Il est à croire qu'un journal ayant un gros tirage et une abondante publicité, est obligé à trop de réserves pour pouvoir exposer vigoureusement une grande doctrine politique.

LES PARTIS ET LA PRESSE

Mais la presse américaine ne se désintéresse pas de la politique pour autant. Si elle la suit de moins près qu'autrefois, elle lui consacre plus d'attention lors de ses grandes manifestations. Se faisant forte d'être complètement renseignée, elle a donné une grande extension à ses services d'information poli-

tique et entretient dans tous les centres de nouvelles une armée imposante de correspondants. Toutes les capitales d'État, tous les chefs-lieux de comté sont sérieusement « couverts ». Mais aux bords du Potomac, la concentration des forces journalistiques est particulièrement imposante.

Bien que Washington ne soit rien d'autre qu'une ville politique, le siège d'un gouvernement *fédéral* relativement peu centralisateur, les agences d'information y entretiennent chacune huit à dix correspondants. Ils se partagent les débats au Sénat et à la Chambre des représentants, les couloirs, la conférence bi-hebdomadaire à la Maison Blanche, et la tournée des ministères. Les grands journaux de New-York et de Chicago y maintiennent un personnel presque aussi pléthorique qui se répartit les mêmes besognes. Nombreux sont les organes qui ont deux ou trois correspondants courant tantôt au Capitole, tantôt dans les bureaux de l'administration, selon l'actualité. Enfin, les plus petits ont tous au moins un représentant chargé de suivre les affaires ayant une répercussion locale et de tenir leurs lecteurs au courant des faits et gestes de leurs députés et sénateurs.

Tous ces collaborateurs travaillent d'une manière assez typique de la presse américaine. Ils envoient par télégraphe, rarement par lettre, presque jamais par téléphone, un volume formidable d'informations, d'anecdotes, de « papiers de physionomie ». Ils font d'eux-mêmes une discrimination entre ce qui est *important* et ce qui est *intéressant* et n'envoient que l'intéressant. Ils ont en effet appris par expérience que le gros public ne comprend pas la portée des événements les plus importants, les plus chargés de conséquences lointaines, s'ils ne prennent une forme sensationnelle. On leur a enseigné, à leurs débuts, à reconnaître ce qui est intéressant. « Quand un chien mord un homme, leur a-t-on dit, ce n'est pas intéressant; mais quand un homme mord un chien, ça c'est intéressant. » Ce qu'ils retiennent donc, c'est l'exceptionnel, le pittoresque. Et leurs journaux, avides de copie, avalent ces matériaux avec précipitation.

Il a été d'une importance capitale pour les grands partis américains, de connaître ces procédés de travail des journalistes et de s'y adapter. C'est ainsi qu'ayant perdu la collaboration officielle des journaux, ils ont réussi néanmoins à se servir d'eux pour présenter leur cas au public.

Les travaux d'imprimerie sont bien toujours commandés par les comités locaux aux petits journaux qui persistent à travailler pour « le dehors ». D'autre part, en période électorale, des budgets de publicité sont prévus et répartis entre les journaux qui ont montré des dispositions amicales. Les comités d'État soumettent au président du comité national la liste des journaux sur lesquels ils voudraient voir déverser la publicité payante du parti ; des cartes portant les tarifs d'insertion sont jointes. Des contrats seront faits et des placards seront préparés contenant la propagande officielle, comme s'il s'agissait d'une maison de commerce faisant la publicité de ses marchandises. Un républicain, qui fut un temps chargé de répartir cette publicité payante, a rapporté devant une commission d'enquête du Sénat américain qu'en 1916 son parti avait acheté 30 000 lignes dans des quotidiens, 20 000 lignes dans des bi-hebdomadaires, 10 000 lignes dans des hebdomadaires et que, d'après les tarifs de l'époque, il en avait coûté plus de cent mille dollars.

Les plus grands journaux participent plus ou moins à la manne. Mais cette manne ne constitue pas auprès d'eux la meilleure introduction des partis qui ont mieux à offrir du point de vue journalistique que de la propagande ouverte. En effet, les comités nationaux chargés de la publicité ont su flatter le goût du public pour l'information pittoresque et exploiter la voracité des journaux pour les histoires *intéressantes*. Républicains et démocrates emploient d'une manière régulière des agents de presse (*press agents*), anciens journalistes pour la plupart, qui habillent d'un vêtement *intéressant* la propagande du parti. Le moindre fait divers piquant, survenant à l'occasion d'une manifestation politique, est relevé par un de ses spécialistes, habilement tourné, monté en épingle, envoyé aux journaux directement ou par l'intermédiaire de leurs correspondants et généralement accueilli dans leurs colonnes.

Lorsqu'il ne se substitue pas au journaliste, le parti lui facilite son travail par tous les moyens en son pouvoir. Il a organisé un service de presse dont le principe est de toujours permettre aux journalistes de se renseigner vite et complètement. Il n'est pas de congrès politique où les aménagements pour la presse n'aient été minutieusement préparés : tables pour les reporters à côté de la tribune des orateurs, services de grooms pour porter la copie, installation de cabines téléphoniques

spéciales, installation même, lors des grands congrès, de lignes télégraphiques spéciales. Les orateurs sont priés de fournir à l'avance un résumé de ce qu'ils diront ; des copies multiples sont faites et distribuées, afin de donner aux journalistes plus de temps pour préparer leurs messages. Ces facilités, très appréciées de la corporation, sont encore accrues lors des campagnes électorales. La section de presse qui fonctionne dans les deux et trois Q. G. principaux des partis, s'enfle alors dans des proportions gigantesques. Le campagne du candidat à la présidence, dont la personnalité joue un rôle si considérable, est l'objet de tous les soins des experts en publicité.

Lors des élections de novembre 1928, le candidat démocrate, M. Al. Smith, avait amené dans son train spécial quarante-sept journalistes et photographes qui l'accompagnèrent dans sa tournée. Il les réunissait au moins une fois par jour dans son wagon-salon et causait librement avec eux. Dès qu'il avait achevé de préparer un de ces nombreux discours, qu'un candidat présidentiel doit inévitablement prononcer, des secrétaires en faisaient des copies aussitôt distribuées. Dans un wagon transformé en salle de rédaction, une trentaine de machines à écrire étaient à la disposition des journalistes. Pour alléger leur besogne matérielle, plusieurs boys se tenaient toujours prêts à porter leurs dépêches au bureau télégraphique installé à l'extrémité du train ; c'est ce bureau ambulant que M. Smith avait chargé de classer les messages, d'en compter les mots, et de les faire transmettre au premier arrêt. Une chambre noire avait été aménagée pour permettre aux reporters photographes de développer leurs clichés.

Une cinquantaine de journaux qui n'avaient pas voulu ou pu envoyer de correspondants dans le cortège de M. Smith (car le voyage était payant) reçurent cependant du train spécial une documentation abondante. Un secrétaire expédiait chaque jour, dans des enveloppes adressées et timbrées à l'avance, des notes et informations sur les faits et gestes du candidat. Aucune disposition n'avait été omise qui permît aux journalistes de transmettre sur M. Smith le maximum des documents, commentaires et anecdotes, pouvant trouver place dans un journal.

Dans l'ensemble, les partis américains ont fort bien réussi à utiliser pour leurs fins propres ce formidable engin de diffusion qu'est la presse américaine d'aujourd'hui. Finis sont les

temps où un journaliste-politicien pouvait secouer gouvernements et assemblées des foudres tombées de sa plume. La presse n'est plus l'inspiratrice de la politique; elle n'est plus même l'organe docile d'hommes d'État en mal de triomphes électoraux. Elle n'est qu'un véhicule impersonnel, infiniment supérieur cependant à tous les murs où se placardent des affiches, un véhicule admirable qui dépose chaque jour au seuil de toutes les maisons sa cargaison de nouvelles et d'idées. Ce véhicule, les partis l'ont enrôlé presque servilement pour porter leurs messages.

L'Européen est surpris quelquefois de la générosité avec laquelle les journaux américains ouvrent leurs colonnes aux mille babillages des deux partis : pourtant, quand la politique est d'actualité, quelle limite y aurait-il à en parler dans ces journaux volumineux? S'il reconnaît sous la fantaisie ingénieuse des anecdotes la propagande véritable, il s'étonne aussi de l'accueil également bon que des organes, continuant à porter l'étiquette républicaine ou démocrate, réservent aux adversaires. C'est que, pour remplir complètement cette mission véhiculaire dont elle tire gloire, la presse américaine se fait un point d'honneur de ne pas discriminer, de commander le respect et la confiance de tous par son impartialité. Les grandes agences qui alimentent pratiquement presque toutes la presse, se montrent si jalouses de leur honnêteté à cet endroit qu'après l'élection de M. Hoover à la présidence, les deux candidats adverses, en termes presque identiques, ont tenu à rendre hommage à leur impartialité.

Il n'est d'ailleurs pas pour déplaire aux partis eux-mêmes que les grands journaux observent cette impartialité au moins apparente. La psychose politique est telle aux États-Unis qu'un candidat est plutôt desservi par une campagne trop vigoureuse, entreprise en sa faveur par un de ces redoutables journaux qui paraissent s'imposer à toute une région. On a vu maintes fois un journal, dominant incontestablement une ville, préconiser ouvertement un candidat qui sortait battu des élections. Il serait à croire que le public lui-même conspire avec les forces économiques pour interdire aux grands quotidiens de faire de la politique active.

Il n'est qu'un point sur lequel la presse américaine se départ de son libéralisme et s'abstient de rendre justice à des

groupements politiques. Elle se refuse systématiquement à servir de tribune à des voix socialistes. Il est aussi impossible actuellement d'entrevoir l'existence aux États-Unis d'un grand journal socialiste, que celle d'un grand quotidien nègre. C'est affaire de constitution organique. En supposant que les pouvoirs publics ne s'y opposent point, un journal socialiste devrait chercher trop loin ses rares lecteurs éventuels, éparpillés à travers le territoire américain; il devrait fixer trop haut son prix de vente, n'ayant pas à compter sur les ressources de la publicité. Il ne pourrait soutenir la concurrence des grands journaux quotidiens actuels. C'est un journal israélite, le *Jewish Forward* de New-York, qui sert le plus souvent d'organe aux socialistes. Cette feuille paraissant en yiddish marque la limite actuelle des succès que peuvent remporter les idées socialistes dans la presse quotidienne, et si l'on voit quelquefois des journaux populaires prendre le parti des ouvriers dans certains conflits industriels, aucun grand quotidien n'a encore osé braver les colères de toute sa clientèle publicitaire, pour exposer et défendre un programme socialiste.

INSUFFISANCE DES QUOTIDIENS A FORMER L'OPINION PUBLIQUE

En résumé, la presse américaine qui a cessé d'être une presse véritablement politique, comme elle l'est encore en Allemagne par exemple, loin d'être indifférente à la politique, entretient de nombreux contacts avec elle. Parlementaires et fonctionnaires ont avec les journalistes des relations cordiales dont la familiarité ne s'explique pas seulement par l'atmosphère de liberté qui préside à toutes les relations sociales aux États-Unis. La presse est fort courtisée, tant par les hommes politiques que par les partis et le gouvernement, parce qu'elle joue un rôle effectif dans la vie politique des États-Unis. Députés et sénateurs sont flattés d'y voir le reflet de leur activité parlementaire. Plusieurs ministères ont donné une extension remarquable à leur service de presse, parce qu'ils ont acquis la conviction qu'en fournissant abondamment aux journaux, grands et petits, des renseignements sur leur activité, ils obtenaient plus rapidement et plus facilement du Congrès, subissant ainsi indirectement la pression de l'opinion publique, les crédits budgétaires qu'ils désiraient.

Comme le poète seloni Vctor Hugo, la presse est l'écho sonore de tout se qui se passe dans la vie politique des États-Unis. Mais, à la différence du poète, elle n'est pas un mage. Pour mettre en scène avec autant de bienveillance et de prodigalité les personnages politiques, elle n'en néglige pas moins l'éducation politique véritable du peuple américain. Elle intéresse sans doute vivement le public avec les potins de couloir, les scandales, les épisodes dramatiques ou pittoresques de l'activité journalière du gouvernement ; elle ne lui expose pas le fond des grandes questions, ne le tient pas au courant des affaires sérieuses qui ne prennent pas un tour sensationnel. Ce défaut est si caractérisé qu'on a cru récemment pouvoir fonder un journal qui s'occuperait exclusivement et complètement de l'activité du gouvernement fédéral de Washington, le *United States Daily*.

Peut-on trouver une excuse à cette insuffisance ? Sans doute, car ce n'est pas par choix, de propos délibéré, que les journaux délaissent ainsi l'*important* dans la vie politique de leur pays. Ils sont victimes des nécessités inéluctables de leur développement et des rigueurs de la concurrence qui leur impose de donner au public, en somme, ce qu'exige ce public. Si l'on cherche un responsable, c'est bien plutôt le public lui-même qu'il faut accuser, car si l'on comprend que les journaux quotidiens pressés par l'information, limités dans leur champ d'action géographique, ne puissent traiter objectivement, sérieusement, méthodiquement les problèmes essentiels de la politique américaine, il n'en va pas de même des périodiques.

Or, il existe plusieurs hebdomadaires consacrés presque exclusivement à la politique. C'est bien à eux que revient organiquement ce rôle fondamental d'animateurs politiques. Deux d'entre eux au moins, *The Nation* et *The New Republic*, s'acquittent avec beaucoup de talent de leur mission. Mais leur succès relativement faible donne la mesure du goût de l'Américain moyen pour les questions politiques. Périodiquement, lors des grandes campagnes électorales, ces revues voient leur tirage s'élever légèrement : la politique est dans l'air, et quelques curieux éprouvent le besoin de creuser certains problèmes. Mais aussitôt les élections terminées, la vente baisse de nouveau : le public est déjà retombé dans son apathie. Qu'on n'ac-

cuse pas ces deux journaux d'effrayer par des vues radicales le grand public américain dont les tendances sont de tous points opposées au socialisme. Ils s'obstinent à rivaliser dans la défense des idées radicales, parce qu'il est avéré que c'est surtout dans les milieux avancés qu'on prend intérêt à la politique. D'ailleurs, l'absence de toute revue politique d'idées modérées, alors que tant de publications s'arrachent les loisirs du lecteur moyen, prouve surabondamment que l'homme moyen se désintéresse de la politique.

Si les quotidiens aux États-Unis sont incapables d'entreprendre l'éducation politique du public, si les périodiques ne font à cet égard que des efforts vains, il faut en conclure que cette tâche doit appartenir à d'autres organes. Les partis, les Églises, les universités, les associations, les clubs sont les agents prédestinés de cette mission. A des degrés divers ils s'emploient à l'accomplir et trouvent alors un auxiliaire précieux dans la presse. Ils prêchent, ils plaident, ils protestent, ils critiquent, ils encensent; et, toujours impartialement, elle transmet leur parole, avec l'ampleur que commande l'actualité. Leur voix qui, sans elle, resterait sans écho, grâce à elle retentit. Si tant de sons divers tintés par la même cloche peuvent quelquefois créer de la confusion dans les esprits, c'est du moins un des mérites essentiels de la presse américaine de ne pas laisser passer un murmure sans le recueillir. Tout homme qui sent en lui quelque chose à dire n'a qu'à parler : il est sûr d'être entendu.

PIERRE DENOYER.

LES QUATRE SERGENTS DE LA ROCHELLE

III [1]

LE PROCÈS

M. DE MARCHANGY

Quand ils arrivèrent à Paris, les quatre sergents furent conduits à Sainte-Pélagie et enfermés dans des chambres séparées, dont les fenêtres étaient grillées avec soin « et garnies de plâtre sur les côtés, de manière à ce qu'ils ne pussent rien voir au dehors ni être aperçus ». Ils occupaient seuls cette partie du bâtiment, et une légion de soldats, de policiers, veillait sur eux : un sur la plate-forme de la prison, un sur le carré devant les chambres; d'heure en heure, un agent venait voir ce qui se passait.

Il était défendu aux prisonniers d'élever la voix, et comme ils ne sortaient que successivement, ils ignoraient qu'ils fussent voisins. Tous d'ailleurs, bien qu'on les eût avertis qu'ils risquaient l'échafaud et non le peloton d'exécution, gardaient un calme parfait; pour passer le temps, Pommier dessinait sur le mur de sa chambre une guillotine accompagnée de ses accessoires et écrivait au-dessous « quelques réflexions sur ce genre de mort qui annonçaient de la philosophie ».

Le gouvernement cependant n'était point rassuré et faisait

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 septembre.

envoyer à ses fonctionnaires des poignards de carbonari, « qui pourraient servir de piste » et permettre de saisir d'un seul coup toutes les conspirations ouvertes ou latentes qu'il devinait dans le royaume. Il recourut même, croit-on, à des procédés discutables : le procureur du roi Mangin, chargé de requérir dans le procès des conjurés de Saumur, avait déclaré que le secret même de la confession ne devait pas être respecté quand il s'agissait de crimes intéressant la sûreté de l'État, et, malgré la protestation de certains membres du clergé contre cette opinion opposée à la doctrine de l'Église, le ministère ne dédaigna point, semble-t-il, d'agir auprès des aumôniers des prisons; en même temps, il violait le secret des correspondances. Cela indigna le public; et lors d'une représentation d'*Amphitryon* au Théâtre Français, quand l'acteur Damas, parlant du coffret scellé dont on avait dérobé le contenu, prononça ces vers :

> Le vol des diamants n'est pas ce qui m'étonne :
> On lève les cachets, qu'on ne l'aperçoit pas...

l'assistance applaudit à tout rompre et la représentation fut interrompue.

Mais avec Bories protestant, avec Goubin et ses camarades, libéraux et irréligieux, de tels procédés ne pouvaient réussir, et insensiblement la rigueur se relâcha : les quatre sergents furent réunis à la Conciergerie.

Bories n'avait point revu ses amis depuis le mois de février et n'était point sûr qu'ils eussent parlé. Goubin et Pommier avouèrent leur défaillance et s'excusèrent en disant qu'on les avait trompés à La Rochelle, qu'ils croyaient de bonne foi que chacun d'eux avait libéré sa conscience. Bories qui, lui, était resté inébranlable, ne leur fit aucun reproche ; il les embrassa en pleurant et s'accusa de les avoir entraînés, compromis.

La présence du chef releva aussitôt les courages et l'on tint conseil. Qu'avait appris la justice ? L'organisation de la vente du 45e, les noms de quelques membres de la vente centrale, mais au delà, elle ne faisait que soupçonner, et la composition de la Vente suprême lui demeurait inconnue. Bories ne dissimula point à ses camarades qu'ils étaient perdus et qu'une seule chance de salut leur restait : livrer les noms des « hauts personnages ». Voulaient-ils sauver leur tête à ce prix? Vou-

laient-ils trahir leur serment, condamner à mort la Charbonnerie, anéantir pour jamais l'avenir de la Liberté?

Unanimement, Goubin, Pommier, Raoulx, décidèrent de se sacrifier : les deux premiers rétracteraient leurs aveux, nieraient toute relation de la vente militaire avec la vente civile et soutiendraient envers et contre tous qu'ils faisaient simplement partie d'une société philanthropique fondée par Bories entre les sous-officiers du 45e.

Système de défense puéril, dont on avait déjà usé, et qui ne pouvait tromper les juges. Mais, tel quel, les avocats des accusés l'appuyèrent de toute leur force; certains avaient leurs raisons pour cela : Barthe, avocat de Gauran, Mérilhou, avocat de Bories, étaient tous deux des carbonari de la grande espèce qui figuraient en bonne place aux réunions de la Vente suprême, et l'on sait que le second s'y distinguait « par son ardeur excessive ». Sans doute admiraient-ils le dévouement de ces jeunes gens, le sacrifice qu'ils faisaient délibérément de leur vie; mais les conseils qu'ils leur donnaient n'étaient point inspirés par un pur altruisme; à leur sens, faire de la politique, conspirer pouvait être profitable, mais jusqu'à l'échafaud exclusivement.

Le 21 août 1822, après cinq mois d'instruction, le procès s'ouvrit devant la Cour d'assises de la Seine.

Sur vingt-cinq accusés, douze, — Massias, Bories, ses amis, — avaient à répondre du crime de « participation à un complot contre la sûreté de l'État »; les autres de non-révélation. Un beau procès, en vérité, et la foule se précipita vers le Palais de Justice.

Le jury était composé du baron Trouvé, directeur d'une grande maison d'imprimerie, ex-bonapartiste devenu fougueux royaliste, du vicomte d'Arlincourt, maître des requêtes au Conseil d'État, auteur dérisoire d'*Ipsiboé* et d'un grand poème, *la Caroléide*, en attendant d'autres œuvres terrifiantes, de Pavet de Courteille, médecin, de propriétaires, de fonctionnaires; il y avait aussi un peintre.

Les accusés, séparés les uns des autres par un gendarme, prennent place sur un triple rang de bancs. Presque tous des jeunes gens : le plus vieux des conjurés militaires, Bories, a vingt-sept ans, et parmi les civils, Hénon, âgé de trente-quatre ans, fait figure d'ancien. Celui-ci, après la lecture de l'acte

d'accusation, est mis le premier sur la sellette et obstinément rétracte ses déclarations antérieures : s'il a parlé comme il l'a fait, c'est sur les exhortations du préfet de police Delavau, qui lui a donné à entendre qu'un aveu quelconque de sa part le ferait mettre immédiatement en liberté; or, les journaux du ministère ne cessant de proclamer l'existence des sociétés secrètes, il a jugé indispensable, pour satisfaire l'autorité, de reconnaître qu'il était membre de ces sociétés-là...

Le président fait comparaître le préfet qui, un peu empêché, déclare qu'il a engagé l'accusé à dire la vérité pour se concilier, — peut-être, — la clémence du Roi. L'interrogatoire de Hénon ne semble pas un succès pour l'accusation.

Avec Baradère, président de la vente centrale, même échec. Cet avocat stagiaire, qui avait annoncé qu'il ne s'expliquerait qu'aux débats, répond maintenant par des distinguos : de quoi l'accuse-t-on? De complot, non de carbonarisme. Or, il n'est ni carbonaro, ni membre d'une association secrète, ignore tout, n'a jamais conspiré...

Massias adopte la même attitude ; et le procès, qui se traînait au milieu des dénégations, ne reprend un peu de vie qu'avec l'interrogatoire des sergents. Goupillon essaie le premier jour de revenir sur ses aveux, les confirme le lendemain, déclare ingénument qu'on l'a un peu aidé à rédiger sa dénonciation, puis, pour montrer sa science carbonarique, il mime les signes de reconnaissance : « Voilà comment cela se fait, dit-il en prenant la main du gendarme assis à côté de lui : on place le doigt perpendiculairement sur le plat de la main de celui qu'on veut reconnaître, on trace deux lignes droites, on fait ensuite une espèce de C, on tape trois petits coups et c'est fait. »

Bories le regarde avec mépris. Pour lui, quand vient son tour, il s'en tient à son système : il a créé une société de secours mutuels entre les sous-officiers du régiment qui payaient vingt sous de cotisation par mois; quant aux serments, aux poignards, ce n'étaient que des signes mystiques destinés à intriguer les fidèles, et pourquoi trouver cela extraordinaire? « Je suis maçon, s'écrie-t-il, et je puis dire que les serments de la maçonnerie sont bien autrement terribles que les nôtres! Néanmoins, je ne sache pas que leur violation ait jamais coûté une seule goutte de sang. »

Brusque, violent, Pommier accuse le général Despinois de

l'avoir trompé en se disant carbonaro, en affirmant qu'il allait livrer Nantes; et le président de la Cour, M. de Monmerqué, sursaute : « Comment ferez-vous croire qu'un général français ait eu recours à des suggestions aussi lâches, aussi criminelles ? C'est une monstrueuse absurdité... Il est trop invraisemblable qu'un brave guerrier qui a toujours bien servi son Roi soit descendu à de telles bassesses! » Alors l'avocat de Massias et de Hénon, Me Mocquart, intervient et subtilement : « Il y a une distinction à faire entre l'impossible et l'invraisemblable. Quelle que soit, M. le Président, l'étendue de votre pouvoir discrétionnaire, il ne va pas jusqu'à reculer les bornes de l'impossible. Il est des généraux fidèles à l'honneur, il en est aussi qui ont forfait à l'honneur. »

Ces mots soulèvent un tumulte; l'avocat général requiert contre Me Mocquart que ses confrères défendent, et la sérénité de la justice est compromise... Il y avait pourtant un moyen simple d'élucider la question, c'était de faire comparaître le général lui-même ; mais celui-ci se retrancha derrière les nécessités du service qui lui interdisaient toute absence, et cette excuse fut admise avec une étonnante facilité : il y avait « inconvenance et danger » à encourager de pareils déplacements.

Le calme revenu, on entend les témoins, lieutenants, sous-officiers, caporaux, soldats, cantinier, cantinière... Toutes ces dépositions apportent dans la salle d'audience une atmosphère, un parfum de caserne, auxquels se mêle baroquement cette conspiration terrible et enfantine qui serpente, invisible, des bureaux de compagnie à la cuisine, des chambrées à la salle de police et au corps de garde. Vraiment le marquis de Toustain, colonel du régiment, n'est pas né sous une heureuse étoile.

Quand l'avocat-général se lève, un grand silence...

Ce n'était pas une personnalité commune que celle de M. de Marchangy. Fils d'un huissier de Clamecy, il étonnait ses contemporains par sa faconde, son feu et l'éclat de ses images; devant la nature, il improvisait intarissablement et devant les livres, les dossiers, sa rhétorique coulait à plein bord. En 1813, *la Gaule poétique*, en plusieurs tomes, dans laquelle, à grand renfort de chroniques et de couleur locale, il tentait de ressus-

citer le moyen âge et la Renaissance, lui avait assuré une sorte de célébrité, et de fait cette rhapsodie gothique qui annonçait le romantisme n'était point sans mérite. Au barreau, dans la politique, M. de Marchangy s'imposait également : dévot à l'Empire jusqu'en 1814, il s'était, comme tant d'autres, découvert ensuite une âme bourbonienne et fréquentait le pavillon de Marsan où résidait le Comte d'Artois, chef des ultra-royalistes. Comment, après cela, s'étonner que la vanité de M. de Marchangy fût immense ?

Lorsqu'il lisait ses œuvres en public, il s'arrêtait aux endroits marquants et, dardant sur l'auditeur « un coup de pointe de l'index de la main droite », il poussait un « hein ? » saccadé qui signifiait : « Voyez-vous cela? Entendez-vous cela? » Chacun en effet écoutait comme un oracle ce rhétoriqueur frêle, nerveux, volontiers atrabilaire qui savait si bien assembler les mots et semblait animé d'une passion toujours vive, particulièrement à la fin des repas où il abusait du champagne. Cette intempérance, « qui n'excluait point les autres », finit même par l'emporter à quarante-cinq ans.

En 1822, Marchangy n'avait que quarante ans et représentait pour les royalistes « le magistrat de confiance » : avec lui on pouvait être tranquille, les intérêts de la monarchie étaient en de bonnes mains. Pourtant le dossier de l'avocat-général ne contenait que peu de chose : la dénonciation de Goupillon, les aveux de Pommier, Goubin, Hénon ; des notes de police non signées désignant, comme membres de la Haute Vente, La Fayette et deux défenseurs des accusés, Barthe et Mérilhou : pour étayer le réquisitoire formidable que la France attendait, c'était mince. Marchangy suppléa à cette insuffisance par l'imagination, la vigueur des formules et la véhémence du ton.

Déjà, au cours des débats, il avait indisposé l'auditoire par son attitude impatiente, hargneuse, voire par une espèce de mauvaise foi. Comme il essayait de déformer un propos de l'accusé Thomas, il s'était attiré du président cet avertissement courtois : « Je regrette de dire à M. l'avocat-général que je crois qu'il s'est trompé. » Mais maintenant Marchangy est maître de la tribune, et en véritable pré-romantique il va jouer de la terreur, de l'ombre, du mystère : il va jongler avec les poignards.

« Messieurs les jurés, une conspiration dont le but était de

renverser le gouvernement, devait éclater dans les murs de La Rochelle. Déjà le jour et l'heure étaient choisis, lorsque les conjurés furent arrêtés, armés des poignards que leurs serments consacraient à des attentats... » Et cela continue sur ce ton : le poignard, diplôme d'affiliation à la secte, arme cabalistique, arme des traîtres et des lâches, celle dont a usé Sand, l'assassin de l'infortuné Kotzebue, celle que l'exécrable Louvel a plantée dans la poitrine du duc de Berry ! La Haute Vente, nouvel enfer d'où Bories sort « pour échauffer du feu dont il est embrasé, les membres de la vente roturière » ! Le carbonarisme, association de malfaiteurs ! Ses rites, un pacte monstrueux proclamé par « les proconsuls de la sédition » !

Puis, à sa manière, Marchangy raconte l'histoire de la secte, cite les statuts qui la réglementent et qu'il confond avec ceux de la franc-maçonnerie, embrouille la loge des *Amis de la Vérité* avec la vente *Washington*, fait de la société des Chevaliers de la Liberté une sorte de noviciat du carbonarisme, « une avenue de la secte-mère » et se lance dans de hautes considérations sur les révolutions, épidémies morales qui ne sont pas innées, mais apprises : « La France, marchant la première à la tête de la civilisation, ne court-elle pas le risque d'arriver aussi la première à ce rendez-vous de l'abîme, où les peuples aboutissent lorsqu'ayant échangé les vertus pour les connaissances, les mystères pour les découvertes, et l'instinct pour le raisonnement, il ne leur reste, au lieu d'illusions, que les métamorphoses de l'erreur ou les caprices du dégoût? »

Parfois, cependant, ce pathos disparaît, et Marchangy ressaisit ses avantages lorsqu'il s'attaque aux seigneurs de la Vente suprême, à ces « privilégiés de l'anarchie qui, du fond de leur comité invisible, prennent leurs sûretés contre les chances auxquelles ils exposent leurs séides ». Le jury n'a devant lui que des êtres obscurs, des jeunes gens égarés, des soldats sans nom, de faibles roseaux qui, sans de puissants instigateurs, n'auraient pu « former le sanglant faisceau des décemvirs ». Où sont-ils ces seigneurs qui, « dans l'insolence de leur turbulente aristocratie », — ceci pour La Fayette, — disent à leurs serviteurs : « Allez tenter pour nous les hasards d'une insurrection dont nous sommes les actionnaires !... Nous paraîtrons au signal de vos succès... Si vous succombez dans une agression tumultueuse, nous vous érigerons à grand bruit des tom-

beaux, nous ferons sortir des étincelles de votre cendre agitée ! » Cette fois, Marchangy frappe juste. Plus prudent que le magistrat de Poitiers Mangin, il ne désigne point par leur nom les membres de la Vente suprême, mais chacun reconnaît La Fayette dans ce Vieux de la Montagne qui de sa retraite inaccessible envoie au péril « les hachischins », ses séides aveugles et fanatiques.

Réduit à ceux-ci, l'avocat général esquisse, et avec assez de bonheur, leur physionomie. D'abord, les accusés entourés de nuages : Baradère, Gauran, Massias, « personnage presque impalpable, qui a plutôt glissé qu'il ne s'est arrêté sur la conspiration ». Ensuite, les accusés en pleine lumière : Bories, l'âme du complot et qui en a tracé la marche; Goubin, Pommier, Raoulx ses lieutenants; Goupillon qui passe alternativement de la déclamation aux larmes, de la férocité à la terreur ou au repentir; puis ceux qui ont suivi leurs guides avec plus ou moins de décision, ceux enfin qui n'ont point révélé l'abominable attentat qui se préparait. Sans doute, celui-ci n'a pas été commis, mais cette objection n'arrête point Marchangy : « Le législateur, s'écrie-t-il, doit surtout frapper le projet d'un complot, parce que le crime, s'il était consommé, échapperait à la vindicte publique et se ferait absoudre et couronner par une aveugle fortune. » Et il conclut : « L'accusation est épuisée... Nous avons rendu compte à la loi des seuls accusés qu'elle nous avait livrés... Il nous suffit d'avoir brisé la pierre de l'antre et fait pénétrer la lumière à travers les intrigues ténébreuses et les affiliations des conspirateurs. »

Réquisitoire saisissant. Le succès en fut grand parmi les royalistes, et le tsar Alexandre, qui depuis 1815 ne cessait de surveiller l'opinion française, fit savoir officiellement sa satisfaction à Marchangy.

Après celui-ci les avocats parurent ternes : hommes de parti, flottant entre la peur de se compromettre et le désir de sauver leurs clients, ils enflèrent la voix, ergotèrent, soutinrent qu'aucun crime n'avait été commis, qu'on poursuivait l'intention, qu'on ne pouvait de faits généraux tirer une accusation particulière..., et seul, Chaix-d'Est-Ange fit preuve de quelque originalité. On vit ce jeune avocat, — il avait vingt-deux ans, la voix, les traits et la taille d'un enfant, — agiter à la barre

un minuscule poignard maçonnique et s'écrier que si son client Bicheron en possédait un, les maçons en avaient aussi, que c'était, comme les jurés pouvaient le voir, un emblème fort innocent.

Pour la première fois, l'assistance s'égaya ; et paternel, le président, montrant le joujou, dit à Chaix-d'Est-Ange :

— Vous ne l'avez apporté que pour vous fournir un mouvement oratoire.

— Mais je suis maçon, répliqua le petit homme.

— Eh bien ! conservez-le dans votre tiroir.

Marchangy fut de moins bonne composition et, irrité par cet effet de tribune qu'il n'avait point prévu, il déclara qu'il se réservait de signaler à la Chambre de discipline des avocats « cette indécente parade ».

Mais ce n'était pas assez pour lui : il voulait convaincre le jury qui avait pu être impressionné par les plaidoiries, et sa réplique fut plus acerbe encore que son réquisitoire. Il ne faut pas confondre, dit-il, — et c'était de sa part une sorte de rectification, — le carbonarisme avec « cette franc-maçonnerie surannée qu'on épargne parce qu'on la méprise ». Le carbonarisme couvre la France, il a recours aux pires moyens, s'adresse même à des galériens pour renverser l'ordre établi ; et triomphant, fort des aveux recueillis à La Rochelle et à Paris, Marchangy demanda des têtes : « Toutes les puissances oratoires ne peuvent arracher Bories à la vindicte publique. »

Les partisans mêmes des accusés semblaient s'ingénier à les perdre.

Depuis le commencement du procès, on répandait à profusion dans les boutiques, les théâtres, au Palais, des feuilles volantes qui contenaient la liste des membres du jury : « Le baron Trouvé, imprimeur, électeur, rue Neuve-Saint-Augustin, n° 17 ; d'Arlincourt, maître des requêtes, électeur, rue de l'Arcade, n° 23 ; Pavet de Courteille, médecin, électeur, rue de Tournon, n° 13... » et au-dessous se lisaient ces mots : « La Mort ! le Poignard ! Le sang veut du sang ! » Ces affreux papiers à chandelle, imprimés « à la brosse », furent adressés aux jurés, et la police s'en empara. La manœuvre était connue : au même moment on essayait par les mêmes méthodes d'effrayer à Poitiers les juges de Berton. « Trois fois malheur aux

assassins, disaient les affiches placardées la nuit. Votre tête nous répondra de celle du général Berton. Que les bourreaux tremblent, le jour de la vengeance approche... » et, comme marque de fabrique, les auteurs des placards adoptaient un serpent lové entourant le nom de Brutus. Les carbonari parisiens n'avaient rien inventé.

Marchangy tira parti de l'incident, puis, bon prince, demanda au jury de n'en point tenir compte. Mais Bories, qui avait feint de dormir paisiblement durant le réquisitoire, se réveilla alors, s'indigna, et, en son nom, Barthe flétrit « la manœuvre ténébreuse ».

Indignation, rhétorique inutiles. La cause était entendue, et, sauf quelques traits de passion ou noble ou basse, l'on n'assista plus qu'au déroulement du rituel judiciaire.

Les débats prirent fin le 5 septembre. Bravement, simplement, Bories s'offrit en holocauste : « M. l'avocat général, dit-il, n'a cessé de me présenter comme le chef du complot. Eh bien ! messieurs, j'accepte, heureux si ma tête en roulant sur l'échafaud peut sauver celle de mes camarades ! » Ces paroles inattendues stupéfièrent les avocats : Mérilhou força Bories à se rasseoir et avec chaleur il supplia les jurés d'oublier « ces accents nouveaux », de ne pas sanctionner par leur suffrage « l'exaltation de l'amitié » ; mais l'effet était produit.

Le président, qui avait déjà fait preuve d'impartialité en expulsant à la demande des accusés un certain Danies, « espion du colonel », chargé d'endoctriner pendant l'audience les témoins à charge, résuma l'affaire objectivement, sans grands mots, avec une exactitude bienveillante. Puis l'on batailla au sujet des questions qui devaient être posées au jury : pour les accusés principaux, une seule était prévue, celle de participation à un complot ; mais la défense prétendait qu'on en posât subsidiairement une autre, celle de proposition de complot non agréée qui n'aurait entraîné, au cas de réponse affirmative, que le bannissement.

La décision de la Cour ne pouvait être douteuse. Si Bories et ses camarades avaient avoué leur participation à une société secrète, on eût pu discuter le degré de gravité de leur faute, prouver qu'il n'était sorti de leurs conciliabules aucune résolution coupable ; mais ils avaient tout nié contre l'évidence et s'étaient interdit cette chance de salut.

La Cour rejeta les conclusions des avocats, et, à six heures et demie du soir, les jurés entrèrent dans la salle des délibérations. Trois heures après, l'audience était reprise hors de la présence des accusés ; et le baron Trouvé, chef du jury, prononçait, la main sur le cœur :

« Oui, Bories, Goubin, Pommier, Raoulx sont coupables du crime de complot... »

Les quatre sergents et leurs complices avaient été ramenés à la Conciergerie. Vers dix heures, on vint les chercher ; mais tandis que jusqu'à ce jour, on les avait tous exactement fouillés avant leur arrivée à l'audience, cette fois le plus grand nombre échappa à cette formalité. C'étaient les absous. En revanche, quand vint le tour de Bories, les policiers le fouillèrent minutieusement ; alors, se tournant vers Lefèvre, le sergent lui lança un regard qui signifiait : mon compte est bon.

Onze heures passées. Dans la salle, — celle-là même où, sept ans auparavant, avait été jugé et condamné à mort Lavalette, le fidèle de Napoléon, — quelques bougies éclairent à peine le bureau des juges, le banc des jurés, celui des avocats ; les accusés, eux, sont dans l'obscurité. Là-bas seulement, un point lumineux qui permet d'apercevoir la figure contractée de Marchangy.

Le greffier lit la déclaration du jury, mais à peine a-t-il commencé qu'on entend un cri de douleur.

— Taisez-vous donc ! dit Marchangy de sa voix aigre.

Ce cri, ce n'est pas Bories qui l'a poussé : il reste calme, souriant. Et le greffier continue : Goupillon coupable, mais ayant révélé en temps utile, Lefèvre et six de ses camarades coupables de non-révélation ; Hénon, Massias et les autres, non coupables...

Après que Marchangy a requis l'application de la peine, un avocat tente un dernier effort, supplie la Cour de ne pas statuer quant à présent ; mais sa voix s'étrangle, il s'évanouit presque.

— Parlez plus haut, je n'entends pas ! glapit Marchangy.

— Tout le monde n'a pas même puissance d'organe dans un pareil moment ! réplique Me Boulay de la Meurthe.

Et la Cour se retire à nouveau pour délibérer.

Alors, au milieu de l'obscurité, c'est un concert de lamen-

tations, de lamentations sincères, car les carbonari remplissent la salle. Bories écoute ces rumeurs, ces sanglots et dit avec orgueil : « C'est comme pendant la Révolution! » Il remet à un jeune avocat une montre, une bague, une épingle et prononce une adresse à voix basse : « Envoyez cela, ils me le prendraient peut-être ce soir. » Mais il retrouve vite son rôle de chef, recommande à ceux que la justice a épargnés de vivre pour le venger, puis : « Je mourrais sans regret, si je ne laissais ma mère, car je suis convaincu que ma mort sera plus utile que ma vie à la cause de la liberté. »

Le bon Goubin, lui, voit moins loin : « Et dire que pendant trois mois j'ai pu être royaliste, avoir la même opinion que cette hyène! » s'écrie-t-il en tendant le poing vers le siège qu'occupait Marchangy.

Quant au petit Raoulx, très simplement il déclare : « Ce qui me fâche, c'est l'appareil de l'échafaud. Si c'était la fusillade, j'irais comme à l'exercice. » A quoi Bories répond en souriant : « Moi aussi je voudrais conserver ma tête, mais qu'y faire? » et avec une expression fraternelle, il ajoute : « Si du moins ma tête avait pu sauver la vôtre! »

A une heure du matin, la Cour rentre en séance et le président lit l'arrêt qui condamne Bories, Goubin, Pommier, Raoulx à la peine de mort, Lefèvre et les autres à cinq, trois ou deux ans de prison; Goupillon le délateur échappe à l'échafaud, mais sera soumis pendant quinze ans à la surveillance de la haute police.

La séance est levée et les gendarmes s'apprêtent à emmener les condamnés, qui, pressés par leurs avocats, serrent les mains, s'étreignent, s'embrassent. « Adieu! vous tous! crie Pommier. Nous sommes innocents. La France nous jugera. » Et Bories, plus calme : « Nous finissons notre carrière à vingt-sept ans. C'est bien tôt. Adieu! »

... Cette nuit-là, un avocat descendait le grand escalier de la Galerie Mercière, titubant, hagard, gémissant : « C'en est fait. Ce sont de malheureuses victimes. » Cet homme sensible ne s'appelait ni Barthe, ni Mérilhou, mais simplement Martin, et n'a laissé aucun nom dans l'histoire.

Pour M. de Marchangy, il s'y était assuré une place.

« LE SANG DE VOS FILS... »

Les quatre condamnés avaient obtenu de n'être point séparés jusqu'au jour de leur exécution, et à Bicêtre, qui leur servait de prison d'attente, les geôliers leur accordaient « toutes les douceurs de la vie, afin de leur faire oublier autant que possible qu'ils étaient sur le point de la quitter ». Dans la journée, ils se promenaient dans une cour, sous la surveillance, il est vrai, d'un gardien et d'un soldat, le sabre à la main; et l'inspecteur des prisons nommé Bonneau s'empressait autour d'eux, tâchait de les séduire par sa bonne grâce et par la courtoisie de ses procédés.

Le gouvernement, en effet, n'était point entièrement satisfait, car le silence des sergents, de Massias, de Baradère ne lui avait pas permis d'atteindre la Vente suprême, le tout-puissant Comité directeur dénoncé par Marchangy; et il espérait obtenir soit des condamnés, soit des prévenus relaxés par la Cour, quelques lumières nouvelles.

Tous ceux qui, de près ou de loin, avaient joué un rôle dans la conspiration, — Hénon redevenu instituteur rue de Lourcine; Gauran qui avait été mis en demeure de donner sa démission de chirurgien à Beaujon; Baradère qui vivotait à Luz dans les Hautes-Pyrénées « en faisant des écritures pour les avocats »; Massias retiré à Limoges; Bellegarde qui avait retrouvé son café à Niort; les sous-officiers ou soldats rentrés dans leur foyer, après leur acquittement, avec un congé illimité; les témoins à décharge qui, comme les étudiants Recurt et Colson, paraissaient suspects, — tous étaient espionnés, suivis dans leurs moindres déplacements, soumis à la double surveillance de la police civile et militaire. En pure perte.

Le procès de Berton, qui n'était point encore terminé, n'amenait aucune découverte sensationnelle, et dès le 29 août, le procureur général Mangin écrivait au directeur de la police : « Quant à Berton, il se défend pied à pied; je crois qu'on pourrait en obtenir d'importantes révélations, mais il faudrait pour les lui arracher d'autres moyens que ceux que nous avons à notre disposition. Réfléchissez-y : cela en vaut la peine. » D'autres moyens? Le mot vaut d'être pesé : le procureur Mangin conseillait-il de rétablir en l'honneur du carbonarisme la question et les brodequins?

Dans l'affaire de La Rochelle, il semble que la justice ait également pensé à employer des méthodes inusitées : Goupillon vivait retiré à Chartres, et voici la lettre que le procureur du roi reçut à son sujet le 14 septembre, neuf jours après le procès : « Ce jeune homme, qui s'était laissé entraîner par des suggestions coupables et qui depuis a paru témoigner du repentir, pourrait avoir été initié assez avant dans le secret des factieux, et il est vraisemblable qu'il eût fait à la justice des révélations importantes s'il n'avait pas été retenu par des considérations de sûreté personnelle. Aujourd'hui qu'il est éloigné de ses co-accusés et que l'affaire dans laquelle il est impliqué est arrivée à sa fin, peut-être obtiendrait-on de lui par des moyens extraordinaires des renseignements utiles au gouvernement et propres à diriger les investigations relativement aux associations secrètes... » On ne sait si le procureur de Chartres donna suite à cet avis. En tout cas, il ne semble pas que Goupillon ait parlé.

Pour la Charbonnerie, l'exécution de la sentence du 5 septembre équivalait à un arrêt de mort : les sergents montant à l'échafaud, son prestige s'effondrait et sa puissance mystérieuse devenait un objet de raillerie : il fallait à tout prix faire évader Bories et ses amis.

Déjà, lorsque ceux-ci étaient enfermés à Sainte-Pélagie, on avait creusé un souterrain qui s'ouvrait dans une maison adossée à la prison, et le travail se trouvait presque achevé quand survint l'ordre de transférer les accusés à la Conciergerie. Maintenant, il s'agissait d'arriver aux cabanons de Bicêtre et c'était plus difficile. Chaque vente se réunit en permanence, et pour sauver leurs frères, les bons cousins rivalisèrent d'ingéniosité.

Les uns proposaient d'enlever les condamnés à force ouverte, au moment où ils seraient conduits à Paris : un grand chariot rempli d'armes renversé au milieu de la route, les voitures de la prison bloquées, des carbonari sortant de leur cachette, mettant en fuite l'escorte, coupant les traits des chevaux... Mais d'autres objectaient que ce guet-apens en rase campagne risquait de tourner mal et développaient un plan plus grandiose : il y avait à Paris 9 ou 10000 bons cousins (1), nombre qui

(1) Les bons cousins se faisaient illusion ; leur nombre paraît avoir été moindre.

dépassait de beaucoup celui des soldats qui feraient la haie, le jour de l'exécution, depuis la Conciergerie jusqu'à la place de Grève. Pourquoi ne pas placer derrière la troupe une double ligne d'affiliés qui, à un signal convenu, immobiliseraient le soldat placé devant eux, pendant que les autres se précipiteraient sur les charrettes et délivreraient les prisonniers qu'une chaise de poste conduirait en lieu sûr ?

Certains, plus romanesques de tempérament, eurent la pensée de simuler l'arrivée d'un courrier qui apporterait la grâce et agiterait au-dessus de sa tête « un papier plié en forme de dépêche »; sans nul doute il y aurait une hésitation parmi la troupe, les gendarmes, les exécuteurs; et un heureux coup de main devenait possible.

Mais tous ces projets furent abandonnés, quand un étudiant en médecine nommé Guillié-Latousche, attaché à l'amphithéâtre de Bicêtre, vint soumettre à La Fayette un autre plan d'évasion plus simple et probablement plus efficace. Le directeur de la prison, dit-il, est chargé de famille et n'a qu'un traitement de 3000 francs; il consent à favoriser l'évasion des condamnés si on lui assure un capital dont les revenus équivaudront à ses appointements. La proposition fut adoptée avec enthousiasme : le colonel Dentzel revenu de La Rochelle, le colonel Fabvier carbonaro notoire, le peintre Ary Scheffer et son ami Horace Vernet, un Anglais nommé Bowring s'employèrent à réunir les fonds et à préparer les moyens de faire passer en Angleterre les quatre sergents, ainsi que le directeur de la prison et son oncle, un vieux prêtre qui exerçait à Bicêtre les fonctions d'aumônier. En même temps, ils se mirent en relation avec Guillié-Latousche et avec un de ses confrères, un jeune chirurgien nommé Margue. La somme nécessaire, 70 000 francs, fut réunie, Bories prévenu.

Celui-ci ne croyait guère au succès et ne voulait pas qu'on avertît ses camarades : « Ne troublez pas leur calme. Épargnez-leur une désillusion. » Mais les bons cousins étaient tout feu, tout flamme : le succès ne faisait pas de doute. Les prisonniers feindraient d'être malades, iraient à l'infirmerie; là on leur procurerait les moyens de s'évader.

Cependant la police se méfiait. Elle surveillait à Tivoli la maison du colonel Fabvier, une maison qui donnait à la fois rue Saint-Lazare et rue de Clichy; et un agent, ancien mili-

taire, nommé Prou, qui se faisait passer pour demi-solde, essayait de joindre l'officier suspect; mais on ne s'avise jamais de tout : la police militaire arrêta l'agent qui n'avait pas de permis de séjour, bien que demi-solde! Alors on changea de méthode : à Bicêtre même, un ex-limonadier condamné pour faux, Gilbert dit Saint-Laurent, finit par capter la confiance de Bories et de ses camarades, qui peu à peu se laissèrent aller à quelques confidences; Gilbert, de bon cœur, s'offrit à les aider... et prévint l'inspecteur Bonneau. Aussitôt la garnison de Bicêtre, qui était déjà de cent hommes, fut renforcée d'un escadron de gendarmerie et d'une compagnie d'infanterie ; on doubla les postes et deux brigades de policiers furent apostées aux alentours de la prison... Le souvenir de Lavalette, qui s'était miraculeusement évadé en 1815, hantait les nuits des « sbires de la rue de Jérusalem ».

Cet appareil de force, cette mobilisation furent bien inutiles; le vieux prêtre, oncle du directeur de la prison, affolé à l'idée d'un complot et d'une fuite en Angleterre, dénonça son neveu à Delavau le préfet de police. Celui-ci convoqua sans tarder le coupable qui, pour se justifier, assura que, s'il n'avait rien dit jusqu'alors, c'était afin d'attendre que le projet fût plus avancé et de saisir les conspirateurs sur le fait; Delavau, feignant d'accepter cette excuse, lui ordonna de persister dans son rôle.

Le 19 septembre, sans défiance, Guillié-Latousche et Margue apportent au directeur une partie de la somme convenue : 10000 francs, moitié en or, moitié en billets, payables d'avance; le surplus ne sera remis qu'après la réussite du complot. Au moment où le directeur et Margue comptent l'or et les billets étalés sur la table, des gendarmes font irruption dans la pièce et arrêtent les deux hommes. Guillié-Latousche, lui, a le temps de se rejeter derrière la porte, descend quatre à quatre un escalier et va se cacher dans la salle de dissection.

Le lendemain 20 septembre, Bories écrivait de Bicêtre à un ami : « On nous affame; on veut nous séparer. Si vous ne pouvez nous sauver aujourd'hui, il est à désirer que nous mourions demain. » Son désir fut exaucé.

Le 21, dans la cour de Bicêtre, deux voitures attendaient, l'une petite dans laquelle les quatre sergents et leurs gardiens

s'entassèrent, l'autre grande qui partit la première, escortée bien que vide. C'était la tactique de M. Delavau en pareille occurrence.

A dix heures du matin, Bories et ses trois amis arrivèrent à la Conciergerie où le directeur les accueillit par de bonnes paroles : il s'agissait seulement d'une formalité relative au pourvoi que Goubin, Pommier et Raoulx avaient formé contre l'arrêt de condamnation et dont ils s'étaient désistés. « C'est bien, dit Bories avec une certaine brusquerie. Mais nous ne sommes pas des enfants qui ont besoin d'être trompés; nous savons ce qui nous attend à la fin de la journée, et, comme vous voyez, nous n'en sommes pas plus émus. » Puis, docilement, ils se laissèrent enfermer dans des cachots que séparait une simple cloison. A midi, on leur apprit que l'exécution était fixée à quatre heures, et, quelques instants après, l'aumônier de la prison, l'abbé Montès qui, deux ans auparavant, avait assisté Louvel le régicide, se présenta; il ne fit que passer dans la cellule de Bories qui était protestant, mais auprès des trois autres condamnés, son insuccès fut aussi complet; reçu avec respect, il ne put se faire écouter.

Le silence régna ; les condamnés dormaient. Vers deux heures, Raoulx se réveilla et appela Goubin son voisin.

— Tu me fais tort, répondit Goubin en bâillant. Je dormais de si bon cœur !

— Tu es bien pressé ; dans deux heures nous dormirons tous ensemble, et pour longtemps Parlons-nous du moins jusque-là.

Et ils échangèrent des propos.

Les quatre sergents avaient demandé qu'il leur fût permis de se couper mutuellement les cheveux ; mais l'autorité redoutant des tentatives de suicide refusa, et l'exécuteur procéda lui-même « à la toilette ». — « Dans quel ordre monterons-nous à l'échafaud ? » demanda Bories. L'exécuteur désigna Raoulx comme devant passer le premier : « Il a toujours été heureux, reprit Bories en souriant, le bonheur le suivra jusqu'au bout ! »

Point d'angoisse apparente chez ces jeunes hommes. La toilette terminée, Raoulx se lève, redresse sa petite taille : « Il y a vraiment conscience à me couper la tête, observe-t-il. Une fois coupée, voyez ce qui restera ! »

Quatre heures sonnent. Les condamnés s'approchent de la porte de sortie ; mais aucun bruit dans la prison. Pourquoi ce retard ? L'exécution est-elle différée ? Le Roi a-t-il fait grâce ? Ou bien, les bons cousins se sont-ils décidés à agir ?

La porte s'ouvre, et le président de la Cour, M. de Monmerqué, paraît. Il vient, sur l'ordre du gouvernement, tenter un dernier effort pour obtenir des révélations et prend à part chacun des sergents : « Ne voulez-vous pas essayer de mériter la clémence royale ? N'êtes-vous point les instruments sacrifiés de puissants et riches personnages, qui vous ont conduits au bord de l'abîme et vous y laissent tomber sans même lever le doigt pour vous secourir ? — Nous n'avons rien à dire », répondent les quatre camarades. M. de Monmerqué insiste, il sait qu'il a gagné par son attitude aux débats la sympathie des condamnés, mais ceux-ci imperturbables répètent : « Nous n'avons rien à dire. »

Il est près de cinq heures. Depuis le Palais de Justice jusqu'à la place de Grève, dans la rue de la Barillerie, sur le Marché Neuf, les ponts, les quais, aux fenêtres, sur les toits mêmes, une foule immense, immobile, attend.

Au dernier moment, les ventes ont convoqué leurs affiliés place de l'Odéon et au Marché aux Fleurs pour « prendre conseil des événements ». Sont-ils là, dans la foule, derrière les soldats qui font la haie, les Bazard, les Buchez, les Joubert, les Flotard, les conspirateurs de la rue Copeau ? Sont-ils là, les seigneurs de la Haute Vente, les Barthe, les Mérilhou qui viennent d'échapper au péril grâce au dévouement des humbles ? Et ce seigneur des seigneurs, le héros des Deux Mondes, le Vieux de la Montagne, est-il là, La Fayette ? Vient-il voir marcher ces enfants à la mort ?

Seuls quelques carbonari convaincus furent exacts au rendez-vous ; ils restèrent effrayés de leur isolement... La garnison de Paris tout entière était sous les armes, des détachements de gendarmes parcouraient lentement les rues. Alors, chaque bon cousin, « comptant sur un autre et se défiant de son voisin », oublia les serments proférés dans l'ombre des réunions et demeura spectateur.

Voici les charrettes, voici les condamnés, nu-tête, assis deux à deux ; on les a revêtus d'habits bourgeois, ce ne sont même plus des soldats. Indifférents aux paroles des prêtres qui

les accompagnent, ils regardent autour d'eux, saluent... Des femmes, des enfants, des hommes même tombent à genoux, des vieillards se découvrent. L'air est pesant, la foule muette, un silence qui semble annoncer une catastrophe.

La place de Grève, des troupes en carré, un espace vide, l'échafaud. Leste, Raoulx est le premier à terre, embrasse ses amis. A les voir tous quatre si simples et cordiaux, les connaisseurs disent : « Ils mourront bien. » Déjà Raoulx a gravi les degrés de la plate-forme, et pendant que l'exécuteur l'attache, il s'écrie : « Vive la liberté ! » Goubin, puis Pommier montent à leur tour et font entendre le même cri. Quant à Bories, avant de suivre ses compagnons, il se tourne vers la foule, et grave, forçant sa voix : « Rappelez-vous que c'est le sang de vos fils qu'on fait couler aujourd'hui ! »

... Des tombereaux passent, contenant des cadavres; la foule se disperse, la troupe rentre dans les casernes. Sur la place, les aides de l'exécuteur démontent l'échafaud, lavent les planches ensanglantées ; et un étranger qui se trouve là, l'Allemand Börne, ne peut s'empêcher de penser à la tache de sang qui rougit la main de lady Macbeth, « cette petite main que tous les parfums de l'Arabie ne pourraient purifier ».

Les connaisseurs avaient raison : les quatre sergents étaient morts dignement. Un si tranquille courage, une fierté si grande étonnaient les royalistes ; et l'un d'eux, ancien émigré, que le mouvement de la foule avait poussé jusqu'au pied de l'échafaud, racontait avec une admiration mêlée de crainte la quadruple exécution à laquelle il venait d'assister : « Ces malheureux jeunes gens semblaient mourir avec joie ; leur seul cri était : vive la liberté ! Ils le poussaient même lorsque leur tête placée sous le couteau était près de tomber. Cet amour de la liberté est donc un sentiment bien puissant, bien profond pour inspirer un aussi fanatique dévouement ! »

Jeunesse, énergie, foi dans la même cause, tout concourait à émouvoir le peuple ; et c'est par la pitié que les sergents de La Rochelle entrèrent tout droit dans une sorte de gloire. Le gouvernement ne pouvait se féliciter de sa rigueur : on en voulait au Roi de n'avoir point fait grâce, et plus encore d'avoir toléré que, le soir même de l'exécution, une fête fût donnée aux Tuileries pour célébrer l'anniversaire d'une fille de la duchesse

de Berry. C'était « un outrage à la pudeur publique »; et, dans les milieux libéraux, on répétait ce distique :

Louis sait se donner deux fêtes en un jour,
On égorge à la Grève et l'on danse à la Cour.

Vainement le ministère faisait poursuivre les journaux tels que *le Constitutionnel*, *le Courrier*, *le Journal du Commerce*, qui avaient rendu compte de l'exécution avec « infidélité et mauvaise foi »; un vent de fronde soufflait, et l'exécution du général Berton qui mourut aussi courageusement que les sergents, le 5 octobre, sur la place publique de Poitiers, surexcita encore l'opinion. Wölfeld, qui avait livré Berton, faillit être assassiné d'un coup de poignard à Saumur, et sentant sa situation impossible dans l'armée, demanda à entrer dans la gendarmerie; le maréchal des logis Thiers, insulté à Carcassonne où il avait été envoyé après sa trahison du lieutenant-colonel Caron, fit la même demande. Les faux frères payaient.

En revanche, au cimetière Montparnasse, la foule se pressait autour d'une simple dalle de pierre ombragée par des peupliers et portant ces mots : « 21 septembre 1822. Cinq heures du soir » (1), et, à Villefranche d'Aveyron, les habitants s'entendaient pour cacher aux parents de Bories la fin de leur fils; s'il n'écrivait plus, c'est qu'il était passé aux colonies.

Le *Drapeau blanc*, journal ultra-royaliste, écrivait alors à propos des quatre sergents : « Ils ont persisté à emporter jusque dans la tombe un secret qui rassure beaucoup de coupables consciences. »

C'était le mot juste. La Fayette, que l'on désignait ouvertement comme l'instigateur des complots, comme celui « qui délivrait les feuilles de route » aux conjurés, n'avait pu être atteint et faisait le brave à la tribune de la Chambre; il sommait le gouvernement d'apporter des preuves, s'associait à une demande d'enquête, et cela avec autant plus d'aisance qu'il se savait invulnérable.

Pourtant sa situation et celle des seigneurs de la Vente suprême n'étaient point enviables : « Ils n'avouaient pas leurs œuvres et ne soutenaient pas leurs amis », tâchaient de sauver

(1) On éleva ensuite un monument, une colonne ronde sur un soubassement, avec le nom des quatre sergents et la date.

la face en accentuant la violence de leurs attaques contre le ministère, mais c'était « une pauvre compensation à leur faiblesse ». Et pourtant, de quels dévouements n'avaient-ils point disposé? Dans toute l'armée, le gouvernement ne trouve que quatre ou cinq délateurs; les membres des ventes particulières donnent de leur personne sans compter, avec une foi entière, absolue, et préfèrent mourir plutôt que de dénoncer leurs chefs.

Mais ceux-ci restent prudents. Bourgeois, ils ne veulent être « ni les premiers, ni les seconds à lever l'étendard de la révolte »; spectateurs bienveillants et immobiles, ils conseillent, aident au besoin de leurs deniers, mais n'agissent point, et si l'affaire tourne mal, ils abandonnent leurs troupes : Margue, le chirurgien qui coopèra à la tentative d'évasion de Bicêtre, est condamné à la prison; quand il en sort, il se plaint de l'ingratitude de ceux qui l'ont employé, et, sa situation étant perdue, il doit emprunter de l'argent pour rentrer dans son pays. Un autre, élève de l'École de Saumur, emprisonné, évadé, réfugié en Angleterre, dénonce les hommes pusillanimes qui ont poussé en avant les sergents de La Rochelle et « les ont laissés périr sans leur tendre la main ». Il faut, ajoute-t-il, que les chefs se montrent, car « un chef constamment caché derrière les bataillons est rarement victorieux ».

Si le carbonarisme finit par sombrer « dans l'impuissance et la lâcheté », c'est en effet à ses chefs qu'il le doit. Après la mort de Bories et de ses camarades, la période de dévouement est passée, « celle de l'intrigue commence ». Les seigneurs de la Haute Vente ne se préoccupent plus de rassemblements, de signes de reconnaissance, de cartes découpées; ils ne songent qu'à se reprocher leurs défaites. Les uns prônent La Fayette, d'autres s'appliquent à le perdre dans l'opinion, et au milieu des dissensions de sectes, de rivalités mesquines, la Charbonnerie se décompose.

Les conspirations cessent, — on n'en vit plus qu'un essai lors de la guerre d'Espagne en 1823, — et l'ordre triomphe. Le vent de fronde est tombé.

Après les journées de juillet 1830 et la chute de la monarchie légitime, La Fayette, le victorieux La Fayette, proposa de graver les noms de Bories, Goubin, Pommier et Raoulx parmi ceux des grands hommes objets de la reconnaissance publique;

et le 21 septembre, sur la place de Grève, se déroula avec les honneurs militaires une cérémonie expiatoire. L'avocat Mérilhou allait devenir ministre, et les politiciens paradaient à l'endroit même où avaient succombé leurs victimes.

L'histoire des sergents de La Rochelle demeure chère au peuple qui la chante; mais avec le temps, au hasard des révolutions, elle a perdu son caractère et pris une allure de légende républicaine; elle s'est agrégée au « cycle des précurseurs », et Anaxagore Guilbert, poète de 48, déclame ingénument :

Français, pour honorer la gloire
Des quatre sergents rochelois,
Que chacun sache dans l'histoire
Qu'ils sont morts frappés par les rois...

Fidélité louable en somme. Bories et ses amis ont péri pour une cause sans trahir leur serment, et dans cette tragédie le beau rôle leur reste. Le vilain appartient sans conteste à La Fayette et aux « privilégiés de l'anarchie » qui, confortablement installés dans leur anonymat, envoyèrent ces malheureux à l'échafaud.

J. Lucas-Dubreton.

LA VOIX DES JEUNES

L'ESPRIT
DE LA
LITTÉRATURE MODERNE

IV [1]

L'INQUIÉTUDE MODERNE

Ce n'est pas un sujet bien neuf que cette actuelle « inquiétude du siècle »; mais c'est un sujet dont tous les aspects ne sont pas près d'être épuisés. Les articles écrits sur ce thème se sont multipliés depuis quelque temps; il est même paru un livre de trois cents pages, *Notre inquiétude*, par un jeune écrivain et critique contemporain, M. Daniel Rops : livre extrêmement documenté et dans lequel on peut trouver, intelligemment présentées, un grand nombre de citations très révélatrices des principales tendances du jour. Mais quoi de plus insaisissable et de plus indéfinissable que l'inquiétude? Quoi de plus multiforme et variable également? L'on s'est trompé le plus souvent en cherchant à la réduire à un « commun dénominateur », comme l'on dit en arithmétique. Un vieux précepte de la médecine déclare : « Il n'y a pas de maladies, il n'y a que des malades ». Nous pourrions presque déclarer à notre tour,

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 août et du 15 septembre.

— avec quelques restrictions inévitables, cependant : « Il n'y a pas une inquiétude moderne, il n'y a que des inquiets. » Attribuer ce trouble général des esprits aux troubles de toute sorte qu'a connus notre époque, nous pouvons le faire sans excès d'audace. Mais dès que nous tentons d'être plus précis, il nous reste bien quelque chance de découvrir les causes principales de l'état d'âme de tel ou tel individu pris en particulier, mais nous nous écartons du problème d'ensemble qui malgré tout subsiste.

La plupart des jeunes écrivains qui ont proposé une tentative d'explication doivent, pour cela même, nous être suspects, parce qu'il est bien rare qu'ils fassent autre chose que de généraliser leur cas particulier. L'on entend dire par l'un : « Disproportion entre la grandeur de l'homme retrempé par la guerre et la petitesse de la vie civilisée ». L'autre affirme : « Absence de Dieu », ou bien « Excès d'une intelligence impitoyable et desséchante »; un autre encore, volontairement plus terre à terre, ne veut voir en ces différents bouleversements que les répercussions des troubles économiques d'après-guerre sur le budget de chacun, ou encore une simple crise de la santé publique. Aucune cause de n'importe quelle catégorie n'est à négliger, et pourquoi même s'arrêter en si beau chemin? Nous voyons qu'il est question en tout cas de beaucoup d'ardeur et de beaucoup d'élan : élan d'expansion de jeunesse, de vie, ardeur mystique, élans du cœur, des sens et du corps; et toujours, de tous côtés, les barrières de la société, de l'intelligence, du scepticisme, de la faiblesse humaine ou de la pauvreté : des vagues furieuses contraintes à s'attaquer en vain à des digues indestructibles retombent en arrière et poursuivent leur violence en un bouillonnement de haine comprimée. Lorsque le conflit est intérieur et humain, la tempête confinée dans les âmes se manifeste par de l'angoisse, une perpétuelle insatisfaction, parfois une révolte contre les générations qui vous ont précédés et dont on subit la loi toujours un peu, — bon gré, mal gré.

Il s'ensuit que cette question de l'inquiétude est un des principaux terrains de conflit entre certains jeunes et certains de leurs aînés. L'on peut accuser quelques-uns parmi les premiers d'avoir trop volontiers fait montre de leurs angoisses et de leurs dégoûts. Mais chez les seconds il y a, quelquefois, un peu de

cette jalousie puérile des personnes qui ne veulent jamais admettre que d'autres aient été plus malades ou plus en danger qu'elles-mêmes. L'on croirait qu'aux yeux des hommes il y a une sorte de supériorité dans la souffrance, dans la diminution des forces, dans l'approche du néant. Ainsi beaucoup d'écrivains d'une génération antérieure à la nôtre se plaisent trop volontiers à croire que l'inquiétude de leurs cadets est une attitude, une pose et qui n'est pas sans les agacer quelque peu. De leur côté, il arrive aux plus jeunes de reprocher aux autres leur sérénité injustifiée, leurs certitudes trop faciles, leur acceptation trop simple d'une réalité superficielle. La littérature moderne s'est assigné des buts, difficiles à atteindre, ingrats surtout, puisque, faute de vouloir se contenter de résultats arbitraires, il faut prolonger la recherche, les hypothèses, et par conséquent l'incertitude, l'inquiétude.

Les livres des écrivains les plus récents donnent donc parfois une impression d'anarchie qu'on aime à leur reprocher; mais l'anarchie, — plusieurs l'ont déjà dit, — n'est rien d'autre qu'un nouvel ordre qui se cherche. Et la pensée a le devoir de faire éclater de temps en temps les murs de la prison où les hommes toujours timorés essaient de la retenir, s'efforçant d'arrêter ses progrès par des formules rigides, par des concepts étroits. M. Jean Paulhan raconte, paraît-il, que, chez les Hovas, les discussions commencées se prolongent jusqu'au moment où quelqu'un trouve un proverbe qui s'applique plus ou moins bien au cas discuté, mais qui par le seul fait de son allure sentencieuse clôt toutes les controverses. Sans aller jusqu'à Madagascar, qui n'a vu bien souvent des arguments absolument vides, mais puissants par leur forme, convaincre comme par miracle des personnes réfractaires à la plus élémentaire logique? Chez les enfants, la chose est courante, et, seuls, d'autres enfants arrivent à arrêter la série interminable des « Pourquoi » par une réponse définitive. Si à la question : « Pourquoi l'herbe est-elle verte? » l'on tente de donner une explication conforme à la chimie botanique (description de la chlorophylle, etc...), l'enfant ne sera pas satisfait; mais qu'un autre, — petit garçon ou petite fille du même âge, — survienne et réponde par exemple : « parce que c'est les bêtes qui la mangent », ou tout autre argument aussi indirect, la grande personne reste interloquée, mais bien obligée parfois de cons-

tater que c'était bien la seule réponse satisfaisante et attendue.

Parce que cet exemple est tiré du monde enfantin, l'absurdité d'une pareille explication saute aux yeux sans peine; mais comme il n'est jamais possible à personne d'examiner sans cesse chacune des idées sur lesquelles nous vivons, il faut bien convenir qu'une grande partie de notre vie repose sur des théories aussi peu solides. Partout des formules arrêtent l'essor de la pensée. En art, l'homme invente des règles pour endiguer l'expression de sa sensibilité; règles plus ou moins formulées, mais toujours destinées à constituer quelque chose comme une croûte qui se durcit autour de l'esprit avide de s'épandre et d'aller de l'avant. Avec des mots tels que « l'esprit français », la « tradition », d'aucuns essaient de placer des frontières dans les intelligences, de faire naître des limites. Il faut être constamment en éveil pour ne pas se laisser duper par les jugements tout faits, les illusions verbales. Or, la jeune littérature livre bataille contre tout cela, redouble ses attaques contre tout ce qui cherche à mettre une fin à ses hardiesses. Il en résulte qu'elle ne peut se satisfaire de rien; et nous revenons ainsi par un détour à cette inquiétude qu'elle se doit d'exprimer, parce que l'inquiétude est presque toujours l'état affectif qui accompagne les combats de la pensée contre elle-même, les tentatives de marche en avant vers les régions encore inexplorées. La lutte des générations, la lutte surtout contre la tradition me semble inséparable du sentiment de l'angoisse, car il faut renoncer pour l'entreprendre à tout soutien, à la certitude même de la stabilité du sol sur lequel on marche.

Cet aspect de l'inquiétude d'aujourd'hui tendrait assez à la rapprocher de ce que l'on a appelé le « mal du siècle » à l'époque du romantisme. Que de fois cette comparaison a été faite! Certains critiques, qui ne considèrent sans doute pas que la jeunesse d'aujourd'hui ait traversé des événements suffisants pour agir d'une façon originale sur sa formation, se plaisent à ne voir dans les sentiments de notre époque qu'un relief attardé de l'art romantique. Un jeune écrivain dont le nom est lié à l'histoire de cette souffrance actuelle, M. Marcel Arland, n'a pas craint lui-même de donner à un article qu'il fit paraître en février 1924 dans la N. R. F. et qui eut alors quelque retentissement, le titre, — un peu trop analogique peut-être, — de *Sur un nouveau mal du siècle* Et il écrivait ces lignes : « On

a parlé d'un nouveau mal du siècle, on a mis à la mode des mots et des sentiments nouveaux; le moindre lecteur des revues d'avant-garde s'est cru atteint de ferveur, puis d'inquiétude. Je regrette fort la vulgarisation de ces mots qui nous obligera à de fâcheux néologismes. Mais les notaires qui, il y a cent ans, se crurent Werther ou René, ne nous font douter de Gœthe ni de Chateaubriand. Et quelle que soit notre répugnance pour ce trop emphatique « mal du siècle », nous l'admettrons pourtant, si nous en croyons notre angoisse. »

Devant la possibilité d'une confusion et l'évidence de quelques ressemblances, il convient donc d'insister d'abord sur tout ce qui sépare l'inquiétude actuelle de l'inquiétude des Werther et des René. Il semble que l'une des différences essentielles réside dans le lyrisme, caractère principal du romantisme et que notre époque ne connaît guère. Le héros romantique pleure, se lamente, exhale sa douleur qu'il berce de paroles dont l'harmonie est une volupté. Nous lisons dans la *Confession d'un enfant du siècle* de Musset : « Au milieu de tout cela, les larmes venaient à mon aide... » Non seulement les larmes, mais aussi les paroles : « Eh bien! criai-je alors dans mon délire, dites-moi de vous tous, bons et mauvais génies, esprits de vie et de mort assis à mon chevet, poètes et ruffians, conseillers du bien et du mal, dites-moi ce qu'il faut faire. » Ainsi s'exprime une crise de doute et de scepticisme. Comme tout cela est loin de nous! Quelque chose s'est développé entre temps : la critique de soi. Le scepticisme s'est généralisé, l'ironie également et l'on préférera être ironique vis-à-vis de soi-même plutôt que de donner prise à l'ironie des autres. Au moment d'écrire, un Drieu la Rochelle est pris de scrupules et d'hésitations (voir l'essai intitulé *le jeune Européen*) : combien tout cela se rapproche de nous davantage!

A tous les doutes, à tous les scepticismes anciens qui faisaient déjà l'angoisse des romantiques, s'ajoute un doute nouveau, plus pénible peut-être, ou du moins qui nous rend les autres plus pénibles; nous y avons déjà fait allusion à d'autres propos, mais il est indispensable d'y insister ici une fois de plus : l'on n'accorde plus sa foi à la littérature, au lyrisme, aux mots que Victor Hugo lui, au contraire, avait déifiés. C'était une échappée consolatrice dont le défaut désormais donne un tout autre aspect à l'inquiétude d'aujourd'hui, laquelle est beaucoup

plus voisine par là de la véritable détresse. La parole est le soutien normal du sentiment; chez combien d'hommes ou de femmes une simple attirance sensuelle s'est-elle transformée en sentiment, du jour où le mot « amour » est apparu dans leur cœur? C'est bien souvent la traduction simpliste de ce que nous éprouvons en langage verbal qui sert à simplifier notre existence psychique et à lui donner sa logique. L'on est en droit de se demander si le sentiment n'est pas toujours, ou presque, une conséquence du langage. On connaît le phénomène, vulgairement désigné par l'expression « se monter la tête »; les quelques petites peines qu'a pu vous faire un individu, les quelques petits travers qui en lui vous ont déplu, mais qui, jusque-là, restaient encore à l'état fragmentaire, s'agglomèrent sous l'effet d'une conversation ou même d'un dialogue intérieur et prennent tout d'un coup une intensité et une force qui changent nos dispositions à son égard et les rendent féroces. Ceux qui *se montent la tête*, s'y entraînent en parlant avec abondance. Sans le savoir, ces gens-là recherchent leur unité intérieure. C'est ainsi que se détermine la direction de leur activité, et rien ne peut mieux préserver ou guérir de l'inquiétude.

L'on peut dire que les romantiques se « montaient la tête » lyriquement. Ils pouvaient donc plus facilement que nos contemporains prendre conscience de leur unité, de leur direction spirituelle, qui se manifestaient alors en aspirations : aspirations insatisfaites, sans doute, mais tout de même logiques. Il y avait surtout chez eux un besoin d'infini, au lieu que la carence métaphysique de notre âge se traduit plutôt par un besoin d'absolu que par un besoin d'infini. La différence est sensible et une image suffira à la souligner : le romantique est semblable à l'homme qui se jette dans les flots de la mer, voudrait s'y confondre, se lamente de n'y pouvoir réussir assez parfaitement, se désespère de ne pouvoir lui-même être la mer et s'étendre sans limites. Le moderne serait au contraire l'homme qui, ballotté par les vagues, cherche la terre ferme, cherche des rochers qui, au lieu de céder à la pression de sa main, lui permettent enfin de s'accrocher solidement, de se tirer de la tempête.

Cet exemple nous ramène presque malgré nous au grand problème moderne de la Réalité : le romantique doute de la réalité métaphysique, se tourne vers elle et appelle à grands

cris la révélation mystique; le moderne, lui, doute de toutes les réalités : non pas qu'il doute de l'existence d'une réalité extérieure comme pouvaient le faire des disciples outrés de Berkeley; mais il ne sait où la trouver, il ne sait où elle commence. Ainsi le romantique était obligé de se dégager de la vie pour chanter ses poèmes, alors que l'écrivain moderne reste accroché à la vie. Il y a dans ses mouvements, par conséquent, plus d'incohérence, puisque son attitude est un composé d'éléments plus nombreux. Son trouble apparaît comme une succession de sensations, de velléités, de désirs, présentés presque sans lien, sous une forme hachée, comprimée, violente.

« Cercles vicieux, désirs en lambeaux », note M. Philippe Soupault dans *le Bar de l'Amour*. L'angoisse naît en grande partie de l'incapacité des sentiments à se maintenir dans l'âme des personnages. Il semble que ces derniers soient devenus eux-mêmes, par leur instantanéité, par leur intensité, et par leur mode d'évolution, semblables en tous points à des sensations; plutôt que sentiments, nous pourrions presque appeler ce qui les anime des « sensations morales ».

Abandonnant enfin la comparaison extérieure du mal romantique et de l'inquiétude moderne, il nous reste encore beaucoup à faire pour approfondir la nature de cette dernière. La comparaison, à cet égard, n'a d'ailleurs pas été inutile, car elle nous a permis de préciser par opposition certains caractères de l'esprit anxieux de notre époque. Adoptant aussi une autre méthode, nous nous sommes servi de notre publication des *Cahiers du Mois* comme moyen d'investigation pour pénétrer plus avant dans l'âme des jeunes gens de notre génération. Et c'est une sorte « d'examen de conscience » que nous avons demandé à un certain nombre d'entre eux et que nous avons publié en un cahier auquel nous laissâmes précisément ce titre. Nous avons bien pris garde de ne pas nous adresser exclusivement à la série de jeunes écrivains qui constituaient le noyau habituel du groupe formé par notre revue. Évidemment, sans toujours se destiner à la littérature, la plupart des jeunes gens consultés avaient une certaine pratique de la réflexion et de l'intelligence, ainsi que l'habitude d'exprimer leur pensée. Cela restreint peut-être la portée de l'enquête entreprise, mais c'était pourtant une condition *sine qua non* pour obtenir des réponses qui valussent la peine d'être publiées.

A travers ce *Cahier*, nous pouvons donc tenter de suivre la marche de l'esprit de la génération, sorte d'être théorique, mais réel cependant, et auquel nous nous sentons profondément liés. Catholiques, libres penseurs, rationalistes, anarchistes, se sont exprimés dans ces pages dont nous croyons voir pourtant se dégager une ligne générale.

Partout la même inquiétude sourde, admise et reconnue par quelques-uns, repoussée et refusée par d'autres qui, malgré eux, la manifestent encore plus ou moins. M. Louis Martin-Chauffier, que la foi cependant abrite de la plus grande angoisse, dit : « J'ai atteint le premier palier. Non point le calme, ni le bonheur, ni la vertu. » Et plus loin : « La réalité vécue est trop pesante pour moi, autant par sa masse que par son mystère impénétrable ; mais j'ai le goût le plus vif, la curiosité la plus attentive de la réalité possible. » Le refuge de la religion ne le garantit pas absolument du trouble. La tempête souffle au dehors, à présent, mais n'a pas encore cessé de l'émouvoir, bien que sa certitude ne paraisse plus susceptible d'être ébranlée.

Chez presque tous les collaborateurs de ce volume, se révèle au premier plan une conscience très aiguë de leur évolution et de la rapidité de cette évolution. « Je ne voudrais jamais qu'une phrase de moi puisse être considérée comme un témoignage définitif », dit l'un. « J'ai peur de projeter une image fausse », écrit un autre. « Impulsif, je vis en journées distinctes et closes. Mes tendances fixes, mes goûts profonds et immuables, je ne les vois qu'avec mes yeux d'aujourd'hui : demain je ne dirai pas les mêmes choses. Et saurais-je me confier ? » D'autres encore retracent leur passé : « Il y a un an, il y a deux ans, j'aurais répondu différemment », affirment-ils. Bien peu se croient arrivés au terme d'une route. Tout ce qui arrête ou risque d'arrêter l'essor de la pensée inspire la méfiance. « Je n'aime pas les formules qui limitent la pensée. Celle-ci déjà ne me satisfait plus, puisqu'elle néglige la publication de l'œuvre qui est absolument indispensable », confesse M. Philippe P. Datz. Ainsi la contradiction naît d'elle-même sous la plume ; plus on cherche à y voir clair et à embrasser un maximum d'horizon, plus on s'aperçoit que toute idée contient toujours en l'un quelconque de ses recoins une petite imperfection qui nécessite le retour à l'idée contraire, également imparfaite.

Le scrupule de la sincérité est un supplice angoissant : tous ceux qui ont vu *le Cirque*, de Charlie Chaplin, se souviennent de la scène où Charlie Chaplin, égaré dans une galerie de glaces, est rejoint par le policeman qui le poursuit. Tous les deux s'aperçoivent l'un en face de l'autre, mais ils s'aperçoivent reproduits à un nombre presque infini d'exemplaires. En fuyant une image de l'agent de police, Charlie se heurte à une autre, à mille autres parmi lesquelles se trouve peut-être la vraie, la seule redoutable. Le policeman se précipite avec la même ardeur contre des panneaux où il se heurte en vain, et c'est par hasard qu'il finit par attraper la manche de sa victime. Notre perpétuelle recherche de nous-mêmes ne manque pas de s'égarer dans des labyrinthes d'illusions, semblables à ceux que le film de Chaplin nous a présentés. « Ma pensée flotte », dit encore M. Philippe P. Datz. « Inutile de préciser ni d'expliquer, ni de développer, puisqu'il ne s'agit ici que de tendances. » La grande soif de sincérité et de vérité est affolée par ces phénomènes de « mirages », si fréquents dans les déserts.

Dans ce désir même de vaincre toute illusion se trouve donc l'une des premières causes de l'inquiétude humaine actuelle. Désir aussi d'éprouver nos possibilités et nos limites, ainsi que l'indiquait un jeune critique, M. André Desson : « Nous n'avouons jamais que nos erreurs ou que nos manques. Si nous éprouvons quelques impressions, c'est pour y chercher bientôt plus que nous ne paraissions y trouver d'abord. Nous laissons-nous aller à quelque action, il semble que ce ne soit pas pour répondre à quelque vœu que nous aurions forgé et dont nous connaîtrions la valeur. Bien plutôt, de cette action nous espérons qu'il sortira un vœu. » Et plus loin il ajoute : « Ainsi nous absorbons-nous dans l'examen d'états, de problèmes qui ne sont que la forme, la manifestation d'autre chose. Nulle valeur absolue en eux : chacun, pourtant, lorsqu'il nous domine, est considéré comme tel. D'où la multiplicité des points de vue et l'incapacité de parvenir à rien de positif. »

Il arrive, en effet, ceci : c'est qu'au milieu de la grande instabilité des choses contemporaines, l'homme cherche en soi-même le premier et fondamental élément de reconstruction de son univers. En France, depuis Descartes, — et peut-être les théories de celui-ci n'étaient-elles que les manifestations d'un instinct de la race, — tout essai d'édification de système part du

« moi » : seul le contenu du mot « moi » a pu varier, la notion s'approfondir et se compliquer. Comme une araignée tisse sa toile en partant du centre, c'est de la réalité la plus directement saisissable, c'est-à-dire du moi qui pense, que s'est élevée la réflexion de tous ceux qui éprouvaient le besoin de préciser leurs rapports avec la vie. Spinoza, si fort inspiré qu'il soit de Descartes, procède de tout autre manière : et il ne faut pas oublier précisément qu'il était hollandais et appartenait par suite à une tradition de pensée différente. En effet le premier volume de l'*Éthique* traite « de Dieu » et c'est par déduction qu'il en arrive ensuite à traiter, d'abord « de la nature et de l'origine de l'âme », problème métaphysique encore, et, en second lieu, « de la nature et de l'origine des affections » (*affection* étant pris ici, bien entendu, dans son ancien sens et désignant ce qui affecte l'homme, aussi bien les sentiments que les passions). C'était donc le problème psychologique qui arrivait en dernier, précédant seulement les problèmes moraux. Cette marche est bien différente de celle à laquelle le plus souvent nous assistons chez nous : dans les « Examens de conscience » des *Cahiers du Mois*, nous lisons, par exemple : « La seule chose qui ait de l'importance pour moi, c'est moi-même. » M. Alfred Colling écrit : « Je ramène tout à moi », et aussi : « J'ai conscience de mon incommunicabilité », ce qui explique et justifie la phrase précédente. Un autre écrit : « Mais moi, qui suis-je? Par ces trois mots commence le drame de toute vie. »

Rappelons-nous ce que nous avons dit à propos de la crise actuelle de la conception de personnalité. Le « qui suis-je? » est en effet beaucoup plus énigmatique et insoluble que jamais. M. René Crevel l'a bien senti, qui s'attaque à la forteresse où se réfugient ceux qui veulent vivre tranquilles à l'aide du « Je pense, donc je suis » cartésien. « Cette forteresse, dit-il, c'est une notion étriquée de la personnalité humaine », et il ajoute : « Des faits indéniables sont encore méprisés; beaucoup se refusent à reconnaître l'inconscient devenu évidence, etc.... » Cette forteresse a déjà commencé à s'effondrer; nous n'en avons parlé jusqu'alors que d'une façon objective, comme d'un simple problème de psychologie moderne; mais il faut à présent considérer les répercussions de ce problème sur toute la sensibilité d'aujourd'hui. Que l'on imagine un lutteur qui prend son point d'appui contre un mur et se croit ainsi ferme en des positions

qu'il croit inexpugnables; et soudain le mur s'effondre, le lutteur culbute en arrière. C'est l'image de celui qui, en dernier ressort, s'accroche à l'idée de sa personnalité et qui, tout d'un coup, ne sait plus au juste ce que veulent dire ces mots.

Sous un « moi » conscient, nous sommes donc supposés avoir un « moi » inconscient, et peut-être même plusieurs superposés. Comment, en ce cas, connaître notre véritable destinée, notre véritable ligne de conduite, puisqu'il y a en nous-mêmes des contradicteurs cachés que nous devinons mais qui nous échappent sans cesse. Pour considérer toutes les parties de cet être trop vaste que nous avons découvert en nous et qui est nous, il faudrait embrasser tout l'univers. Et il est exact qu'à l'heure actuelle le désir n'a plus de limites. L'homme, et surtout le jeune homme, ne peut se résigner à limiter son intelligence, ni son activité, ni sa liberté. Et cet appétit immense le paralyse. L'âne de Buridan, placé en face de deux tas d'avoine égaux, se laisse mourir de faim parce qu'il ne peut se résigner à choisir. M. André Gide nous a appris l'infini des possibilités humaines, mais il a bien vu lui-même que l'action restreignait ces trop séduisantes possibilités par la réalisation exclusive d'un trop petit nombre d'entre elles. Comment, dès lors, se résigner à l'action?

La question est grave, car une trop grande richesse intellectuelle risque ainsi de démontrer sa propre inanité en n'aboutissant à rien. « Faillite de l'intelligence », disent quelques-uns, et nous comprenons mieux alors cette vague d'irrationalisme qui nous submerge; le cercle commence à se refermer. Nous comprenons que la haine se tourne contre une intelligence accusée du mal dont nous souffrons; et pourtant de cette intelligence nous ne pouvons pas nous dégager, alors même que nous savons qu'elle nous ronge. C'est l'histoire de tous les intoxiqués; et nos contemporains sont des « intelligencomanes ». M. Daniel Rops dénonce ce qu'il appelle l'Hamlétisme de notre époque parce que, — de même qu'au prince d'Elseneur, — c'est le sens du but, selon lui, qui nous fait défaut. Et l'angoisse peut bien nous saisir à la gorge, nous que le désir d'une trop grande lumière a presque aveuglés; l'homme ébloui ne sait plus où il va et prend peur.

L'inquiétude apparaît comme l'aboutissement normal des divers courants qui nous entraînent; elle résulte de la combi-

naison de certaines tendances traditionnelles de notre pensée avec les circonstances qui nous entourent, avec, aussi, un certain instinct de révolte. Mais, par une nouvelle contradiction, nous nous apercevons que cette inquiétude n'est pas si vaine ; elle est le ferment qui entretient l'activité des esprits ; c'est elle qui tient en éveil notre curiosité, qui encourage nos recherches. Les romantiques aimaient leur « mal du siècle » sans l'avouer ; aujourd'hui l'on se refuse à appeler cette inquiétude un « mal ». Elle ne peut pas être un but par elle-même : elle n'a de raison d'être que si l'on cherche à en sortir, sans doute, et il serait stupide de s'y complaire. Mais la quiétude prématurée, fondée sur l'indifférence ou le malentendu, n'est-elle pas dix fois plus haïssable ? Et quel intérêt pouvons-nous prendre à des âmes qui ignorent toute angoisse ? Ce sont des âmes mortes, car la vie est toute inquiétude. Et de son côté l'inquiétude nous fait percevoir tous les battements du cœur de la vie. Combien en sont avides, tous ceux auquels une période troublée a montré la mort de si près ! Au milieu d'un grand dégoût apparent, je crois que jamais l'amour de la vie n'a été aussi profondément ancré dans les individus, même parmi les plus pessimistes. Oui, sans doute, l'on reproche à l'existence de nous cacher le but vers lequel elle tend ; mais si l'on plaçait un but au-dessus d'elle, c'est elle à son tour qui perdrait de son importance.

L'homme accepte plus volontiers de mourir dans un combat que dans son lit, parce que dans un combat toutes ses forces sont tendues vers un objectif qui lui paraît l'essentiel de tout désir, et cet objectif peut être atteint, même en dehors de lui, même après la disparition de son être individuel. Avoir appris la valeur de la vie en elle-même, n'est-ce pas ce qui nous empêche le plus de diriger la nôtre ? Aujourd'hui l'on imite bien peu les Werther, alors même que l'on proclame que tout est désespéré. Aujourd'hui nous entrons dans une ère de la civilisation où l'on attache un plus grand prix que jamais à l'existence humaine individuelle. La fréquence plus ou moins grande des assassinats ne saurait passer pour une objection, car ceux-ci résultent d'une hypertrophie de la vitalité égoïste du meurtrier ; mais ensuite la société érigée en tribunal hésite à punir, et la peine capitale est discutée, rejetée par beaucoup. Autant de symptômes. Pour celui dont l'esprit se place au

centre de son univers, la mort est l'équivalent de la fin du monde : l'idée de la mort est de nos jours l'un des plus riches aliments de l'angoisse; elle cause même un certain étonnement : « Je ne crois pas que je mourrai, je le sais, mais je ne puis le croire », disait, en février 1926, un jeune poète belge, plein d'espoir, Odilon Jean Perier, que la mort, hélas ! a emporté en février 1928, âgé de vingt-six ans. Les hommes ne se sont pas de tous temps préoccupés au même point qu'à présent du terme de leur existence terrestre.

Mais la pensée est soumise à plusieurs rythmes contradictoires. Ceux mêmes qui faisaient à l'instant l'éloge de l'inquiétude, se débattent contre elle et cherchent à s'en délivrer. L'inquiétude ne peut pas être un refuge, une attitude prise une fois pour toutes, sans quoi, elle ne serait qu'un mensonge de plus. L'homme sait qu'il doit réapprendre à agir ; la vie continue. Et les essais pour retrouver l'équilibre, pour retrouver des raisons d'être, et des systèmes éthiques plus puissants se multiplient, prennent forme. C'est là ce que désormais nous devons montrer, non par une impossible anticipation de l'avenir, mais par la description des efforts déjà faits et des résultats déjà obtenus dans cette voie.

RECHERCHES ET DIRECTIVES

De tout ce que nous avons indiqué jusqu'à présent, nous pouvons d'abord conclure que notre époque est surtout marquée par l'esprit de recherche qui l'anime. Les choses, les gens, les conditions de vie et les idées changent avec une rapidité dont on n'avait jamais eu d'exemple, et cela précisément parce que cet esprit de recherche ne se laisse arrêter par aucun semblant de solution. Or, la vérité est un idéal dont on peut approcher indéfiniment, mais qu'il est bien difficile de prétendre jamais posséder. En géométrie, pour calculer le périmètre d'une circonférence, l'on doit calculer le périmètre d'un polygone régulier construit à l'intérieur de la circonférence et dont on multiplie indéfiniment le nombre des côtés, en admettant qu'à l'infini le périmètre du polygone arrive à coïncider avec le périmètre de la circonférence. Tous ceux qui, dans tous les ordres de la pensée, cherchent aussi à atteindre une vérité, ou plutôt un aspect de la réalité, ne font rien d'autre que de mul-

tiplier sans fin les côtés d'un polygone idéal ; et cette tâche ne peut avoir de terme que dans l'arbitraire. Nous disions, au dernier chapitre, que l'inquiétude n'avait de raison d'être que si, au lieu de s'y complaire, l'on cherchait sans cesse à s'en délivrer. A présent, j'ajoute que ce n'est pas si facile : de tous temps l'on a cherché ce qu'en philosophie on appelle des « critères de la vérité », c'est-à-dire des sortes de pierres de touche qui garantissent la pureté d'une démonstration, des sortes de *preuve par neuf* pour chacun des systèmes que l'on édifie. Il est probable que seul le prestige de la philosophie ou des philosophes a jusqu'à présent empêché de classer les chercheurs de « critères de la vérité » parmi les doux illuminés, peut-être géniaux, qui espèrent trouver la pierre philosophale ou le mouvement perpétuel. Mais faute de pouvoir s'appuyer sur une certitude véritable, comment l'homme va-t-il trouver le repos et l'équilibre qui lui sont nécessaires pour vivre? Il y a plusieurs façons d'aborder le problème, plusieurs façons aussi de le résoudre.

L'on peut, en effet, considérer d'abord soit l'individu, soit ce qui est en dehors de l'individu et peut servir de but à ses aspirations ou de base à son activité. C'est pourquoi certains s'appliquent à découvrir un remède psychologique, certains un remède métaphysique, selon que l'inquiétude actuelle est considérée comme une maladie de la sensibilité ou comme une crise intellectuelle. Les uns apaiseront leur âme en la délivrant d'espoirs qu'ils jugent injustifiés, les autres, pour l'apaiser, chercheront au contraire à justifier leurs tendances et leurs espoirs. Et ces deux voies qui nous sont ouvertes ont elles-mêmes plusieurs ramifications. Soigner l'individu, en effet : mais quand il s'agit de soins physiques, chacun sait que les traitements possibles sont presque aussi nombreux que les médecins consultés : celui des allopathes, celui des homéopathes, celui des médecins herboristes, qui traitent tout par les simples, etc..., etc...

Ici également les méthodes sont nombreuses : quelques-uns, sans s'attaquer à la cause, se contentent de soigner l'effet, pareils aux infirmiers qui administrent des calmants, des anesthésiques et appliquent sur les points douloureux des baumes qui ne ferment pas les plaies, mais les font oublier. Nous prendrons pour exemple le plus typique le traitement du docteur Paul Valéry : un bon cachet d'aspirine et n'y pensez plus. Il suffit de détourner son attention de sa propre sensibilité pour ne plus

jouir que des pures satisfactions cérébrales. Bien que sa poésie nous donne parfois l'illusion d'une émotion, tout en M. Paul Valéry n'est que jeu de l'esprit : jeu admirable de finesse et de précision, mais qui ne prétend à rien d'autre qu'à être un jeu. Et après tout, n'est-ce pas une attitude suprêmement philosophique que de tout considérer de ce perpétuel point de vue de sérénité agnostique? Il est arrivé à M. Paul Valéry d'exposer les hypothèses les plus funestes sur l'avenir de notre civilisation, sans se départir de son sourire, et sans autre conclusion que : « En tout cas il est intéressant de mener l'expérience jusqu'au bout. » Ce n'est pas le point de vue d'une intelligence pragmatiste (ou disons simplement : pratique). M. Paul Valéry aime certainement la belle ligne qui mène à une catastrophe, beaucoup mieux que ces hésitations inesthétiques dont les conséquences risqueraient davantage d'être heureuses. Cela fait songer à la réponse de ce métaphysicien à un homme qui lui objectait : « Mais vos théories sont inacceptables : je ne peux en supporter la pensée; il y a de quoi être trop malheureux, cela mène droit au suicide. » Et l'autre de répliquer : « Mais, cher monsieur, que vous soyez malheureux ou que vous ne le soyez pas, que vous existiez ou que vous n'existiez pas, cela n'a aucune espèce d'importance ! » Et sur le plan où il se plaçait, il n'avait évidemment pas tort.

M. Paul Valéry se tient sur ce même plan. Dans une discussion il manie des théories, les retourne, jongle avec elles d'une manière éblouissante, mais qui témoigne de son indifférence totale pour le fond des idées qu'il exprime. En somme, l'on trouve chez lui une répulsion évidente à l'égard de la sensibilité, répulsion qu'il ne cherche pas à cacher. « Et même, écrit-il dans la préface de *M. Teste*, je ne pouvais songer qu'avec dégoût à toutes les idées et à tous les sentiments qui ne sont engendrés ou remués dans l'homme que par ses maux et par ses craintes, ses espoirs, ses terreurs; et non librement par ses pures observations sur les choses et sur soi-même. » Notons en passant à quel point cette façon d'envisager l'univers est différente de celle de M. André Gide qui, lui, ne s'intéresse aux idées qu'en tant qu'elles dépendent justement des maux et des craintes, des espoirs et des terreurs, en un mot, de la personnalité affective de l'homme. M. Teste, personnage de M. Paul Valéry, est une sorte de Paul Valéry arrivé à la perfection.

Voici ce que M. Teste auteur écrit de M. Teste personnage : « Il n'avait pas d'opinions. Qu'avait-il fait de sa personnalité? Jamais il ne riait, jamais un air de malheur sur son visage. Il haïssait la mélancolie. Il parlait et l'on se sentait dans son idée confondu avec les choses, on se sentait reculé, mêlé aux maisons, aux grandeurs de l'espace, aux coloris remués de la rue, aux coins. Et les paroles les plus adroitement touchantes... pouvaient venir à lui... il savait admirablement qu'elles auraient ému *tout autre.* »

Prenez un des plus beaux poèmes de *Charmes*, le *Cimetière marin* : les strophes finales expriment en rythmes harmonieux le désir de n'avoir pas de désirs, le désir de n'avoir pas de sentiments. Et une discipline rigoureuse de la pensée aboutit en somme assez aisément à la réalisation de cet idéal. M. Paul Valéry est un tour de force du monde moderne; il représente pour nous la satisfaction de l'incomplet. C'est le docteur souhaitable par excellence pour tous ceux qui se savent incurables.

M. André Gide, lui, plus que tout autre, a contribué à alimenter nos inquiétudes : il nous apportait en même temps d'embryonnaires solutions. Solutions esthétiques, comme celles de M. Paul Valéry, mais qui partent du principe le plus diamétralement opposé. Continuons nos comparaisons médicales : M. André Gide est un médecin homéopathe, car c'est avec la sensibilité qu'il soigne la sensibilité. Tout son effort tend à la conciliation des contradictoires, à l'adoption simultanée de toutes les tendances, de tous les sentiments et les idées. Il y parvient par la création de l'œuvre d'art, par son œuvre, par ses œuvres qui, ainsi que l'a fort bien vu M. Bernard Faÿ dans son *Panorama de la Littérature française contemporaine*, sont des « dialogues entre Gide et les offres de la vie ». Son inquiétude se résout dans la ferveur, qui est une espèce d'enthousiasme concentré, ému, au son plein. M. André Gide est plus jeune que nous tous : son aspiration est infinie. Souvenons-nous de cette savoureuse « ronde de la Grenade » que nous trouvons dans les *Nourritures terrestres.*

« Où sont Nathanaël dans nos voyages,

« De nouveaux fruits pour nous donner d'autres désirs ? »

Comme nous voilà loin de M. Paul Valéry !

Concilier tous les désirs, soit : dans la mesure du possible. Toutes les formes de pensées et toutes les opinions? Déjà la

difficulté s'accroît. La contradiction est, malgré tout, un écueil contre lequel notre raison se heurte anxieusement. Un jeune et remarquable écrivain représente aujourd'hui cette immense avidité moderne qui n'accepte de renoncer à rien. Je veux parler de M. Henry de Montherlant. Souvent il nous surprend et nous agace par son orgueil et son mépris de tout et de tous, de la vie comme des êtres, comme de soi-même. Il est tout entier et magnifiquement force et violence : et cependant le fond de sa nature est le désabusement. Les voyages, au lieu d'entretenir en lui cette soif infinie, chantée par André Gide, n'ont fait que lui démontrer la vanité de l'espoir lui-même. A la base de sa pensée nous découvrons l'ennui, la déception de celui qui a voulu tout connaître et que rien n'a contenté.

Jadis il avait exalté le sport, la religion, les qualités morales qui dérivent de l'un et de l'autre. Mais comment fixer sincèrement son amour, sa croyance, son esprit avec de telles dispositions profondes? Il n'est pas dupe, il ne peut pas et ne veut pas être dupe de quoi que ce soit; dès lors son attitude se compose du choc inattendu de son scepticisme et de sa naturelle violence : il ne peut pas rester dans l'inertie mélancolique que commanderaient ses convictions, ou plus exactement son absence de convictions. Il y a là une affaire de tempérament et c'est tout. Aussi est-ce sans illusion aucune qu'il cherche et trouve une solution, sa solution personnelle, la mieux adaptée à son être. Il ne s'interdit rien, il n'accepte de limites que provisoires : tout juste celles qui sont nécessaires pour lui permettre d'agir. L'attitude de M. André Gide, en effet, interdisait l'action, cette dernière étant considérée, nous l'avons vu, comme une limite imposée aux possibilités sans nombre de la vie. M. de Montherlant, lui, ne peut se contenter de cette avidité qui se satisfait d'elle-même, de cette ferveur qui n'aboutit à aucune réalisation. Il lui faut plus encore; il demande bien plus à l'existence, car il lui demande non pas des désirs, mais des plaisirs. Considérable différence! D'où cette dureté qu'on lui a reprochée parfois : il a trop le besoin du concret pour n'être pas dur, et il rejette tous les amusements de l'intelligence qui n'aboutissent qu'à l'œuvre écrite... Il a besoin de prendre des buts, mais des buts auxquels il ne croit pas et qui n'ont de valeur que par rapport à lui, à la richesse de sa personnalité qui seule compte. Il a compris qu'il fallait regarder au delà de

sa vie individuelle, objet de toutes les déceptions : et il prend pour modèle ce philosophe Pérégrinos dont il écrit : « Par là il se rapproche davantage encore de nous, qui ne pouvant avoir de foi, ni cependant se passer de grandeur, rêvons à ce que pourrait être de mourir volontairement pour une cause à laquelle nous ne croirions pas. » Cette attitude est très forte et possède une grande noblesse, puisqu'elle aboutit par égoïsme au sacrifice du « moi ».

M. de Montherlant a sans doute entendu la leçon de Barrès qu'il appelle lui-même « ce fameux individualiste qui sent la nécessité de s'accrocher à quelque chose qui le dépasse et qui demeure ». Mais il a poussé plus loin et plus nettement sa pensée, combiné plus catégoriquement son besoin d'agir et son scepticisme. Cependant il est placé dans l'obligation de choisir la cause devant laquelle il acceptera de s'effacer : cet homme qui, de son propre aveu, ne rejette aucune attitude morale, qui est persuadé que « tout est vrai », comment va-t-il se restreindre jusqu'à devenir un homme d'action? Comment embrassera-t-il le monde? Il nous le dit avec une franchise qui a déconcerté bien des gens : « Si la synthèse, écrit-il, est décidément trop difficile, épuisons la vie par l'alternance. » Et il précise ailleurs : « Je me renierai pour me retrouver, je me détruirai pour m'atteindre, je mordrai à la vague et je rejetterai comme des femmes toutes les croyances tour à tour. Énorme amour? Bien sûr. Ou, selon votre goût, énorme indifférence. L'univers n'ayant aucun sens, il est parfait qu'on lui donne tantôt l'un, tantôt l'autre. C'est bien ainsi qu'il faut le traiter. » Et s'adressant à M. Romain Rolland au moment même où il se sent le plus proche de celui-ci, il ne lui dissimule pas qu' « il ne faut pas beaucoup d'imagination pour concevoir des circonstances où, obéissant au rythme que nous venons d'évoquer, je serais dans mon rôle en vous faisant fusiller. De nombreuses raisons me justifieraient de le faire. » Il y a donc à la base de la pensée de M. de Montherlant un sentiment interne du devoir; mais, comme ce devoir ne s'appuie pas sur une conviction extérieure véritable, c'est donc d'abord et avant tout un devoir vis-à-vis de soi-même.

Il y a en effet parfois une force morale qui survit même à la perte de toutes les croyances. Le « Salavin » de Georges Duhamel aspire ainsi à la sainteté sans la foi. Cette force morale n'a

pas besoin de certitude : elle est purement intérieure, mais suffit à soutenir l'individu, à le préserver du désespoir, à le guider. C'est une sorte de carcasse spirituelle autour de laquelle est construit l'être et dont on éprouve la solidité dans les périodes de trouble et d'angoisse, lorsque déjà l'on ne compte plus sur rien. C'est ainsi que l'impression du devoir reste nécessaire à M. de Montherlant. D'une tout autre façon et sous une tout autre forme, M. Jean Schlumberger possède une armature analogue, mais plus stable parce qu'accordée à un esprit plus pondéré, d'une ardeur plus contenue, plus sévère, plus dirigée. Dans ses *Dialogues avec le corps endormi* apparaît une sorte de morale naturelle de l'esprit et du corps, et il termine par ces paroles d'apaisante sérénité : « Tes sûretés, mon corps, prends-les où tu sais que tu peux les avoir : dans cette étoile de ton sang où la race continue et dans l'honnête ouvrage de tes mains. Pour moi, j'ai la paix de l'eau qui glisse à la mer. »

Par conséquent, il y a des disciplines dont l'effet par lui-même ne peut manquer d'être profitable. Tous les partisans d'un moderne humanisme veulent que l'homme trouve en soi son salut. Et si l'action est nécessaire, il faut s'y plier, non pour le but toujours assez vain qu'elle poursuit, mais pour sa valeur propre, sa valeur de « discipline ». M. Ramon Fernandez, qui précisément nous exhorte à un « humanisme de l'action », proclame : « Si l'intelligence veut se sauver, qu'elle se réfugie dans l'action : l'individu et la société s'en trouveront également bien. »

Si l'inquiétude qu'il s'agit de surmonter est considérée comme une maladie morale sans rapport avec le but que l'on assigne à son existence, et si cette maladie est considérée comme un aspect affectif de cette dissociation de la personnalité que nous avons étudiée plus haut, toutes les tentatives de réorganisation du « moi » que nous avions examinées à ce propos sont autant de remèdes au mal. Il est donc inutile de répéter ce que nous avons déjà dit, mais il est nécessaire de préciser que nous avions décrit alors ces tentatives comme des solutions proposées à un problème psychologique. A présent le point de vue n'est plus le même et nous ne pouvons pas nous en tenir simplement aux mêmes remarques, car le problème à résoudre devient plutôt d'ordre mental que psychologique. Si la personnalité spirituelle se sert de l'unité du corps qui la con-

tient pour reconstituer son unité propre, c'est avec l'espoir qu'en bornant ainsi son horizon à sa vie physique elle retrouvera la paix que nous supposons régner dans l'âme de ces sympathiques ruminants qui regardent passer les trains avec de si bons yeux : la paix de celui qui se contente de vivre sans philosopher, ou du moins sans philosopher sur soi-même.

On se rappelle que dans *Brûlures de la prière*, M. Jean Prévost en arrivait à conseiller l'abêtissement par un exercice monotone du corps. Mais ce qu'il faut surtout remarquer chez lui, c'est ce besoin et ce goût du positif : besoin d'une sensibilité qui, plus que celle de tous les autres écrivains de notre génération, se refuse à l'inquiétude. Mais il y a plusieurs façons de retrouver ce sens du positif, nécessaire à l'existence, et dont nous avons considéré le déclin à travers presque toute la littérature d'aujourd'hui. M. Jean Prévost a choisi la plus directe, la plus brutale : il ne se préoccupe pas d'un but extérieur à sa personnalité, il se contente de s'affirmer dans la vie, comme une réalité matérielle, comme un objet. En somme, il continue, suivant la tradition, à partir du « moi » pour édifier son système; mais ce « moi » il le simplifie, l'unifie. Imaginez un homme qui se trouve dans une voiture : il peut passer son temps à faire l'inventaire des coussins et des tapis de la voiture, en analyser le contenu. Mais il peut aussi chercher à prendre conscience de la forme extérieure du véhicule et négliger son contenu dans la mesure où celui-ci ne le renseigne pas sur l'aspect du contenant. Cette dernière attitude ressemble à celle de l'auteur de *Plaisir des sports*. Il prend bien pour centre du monde le « moi », mais, comme l'on dit en langage de philosophie, il s'agit du « moi-objet » plutôt que du « moi-sujet ». Et l'on ne peut tarder à s'apercevoir que le moi, ainsi considéré, n'est pas un phénomène unique : l'introspection seule peut donner cette illusion dans sa vaniteuse naïveté : « Imaginons un aveugle qui pourrait entendre tout le monde et pourrait, par impossible exception, voir une seule personne; cette personne ne serait pas pour lui plus essentiellement différente de toutes les autres qu'un fervent de l'introspection ne se voit différent de tous. » Cette comparaison contient sans doute une part de vérité. La conclusion morale à laquelle aboutit nécessairement l'écrivain est donc la suivante : « La modestie, aussi éloignée de l'humilité que de l'outrecuidance, consisterait à oublier l'introspection

dans les rapports sociaux, *à se mettre à sa place comme on verrait les autres*, à prévoir les pensées d'autrui non plus selon les siennes propres, mais d'après l'empirisme de finesse. »

M. Jean Prévost nous offre une transition naturelle pour passer de la première partie de notre exposé à la seconde. Nous avons dit que l'on pouvait tenter de réduire l'inquiétude soit en cherchant à guérir la sensibilité qui en est atteinte, soit en cherchant à lui ôter ses raisons d'être extérieures. Supposons, par exemple, une mère qui s'inquiète de ne pas voir rentrer son fils à l'heure attendue : on peut l'apaiser soit en lui ramenant son fils, soit en lui apprenant, par toute une éducation de la volonté et de la sensibilité, à vaincre ses peurs irraisonnées et excessives. Nous avons en somme commencé par étudier ce second moyen, le moyen thérapeutique; maintenant, revenons au premier, le plus simple en somme, à la condition de savoir à peu près où l'on retrouvera le fils égaré : cessons de parler par symbole : M. Jean Prévost, en remettant l'individu à sa place et en retournant dans une certaine mesure à la conception de l'objet et du positif, s'apparente à la réaction que par endroits nous croyons voir se dessiner. Déjà dans les « Examens de conscience », l'un des correspondants écrivait : « De toutes manières, être soi-même ne me paraît plus toute la question. » M. Léon Bopp fait un acte de foi vigoureux en la Connaissance, en la Science, en la Raison; M. André Desson choisit un but plus métaphysique :

« Le seul bien désormais que nous puissions fixer, sera dans le renoncement à tout bien, le seul bonheur dans le renoncement à tout bonheur, et Dieu non pas dans le renoncement à Dieu, mais d'abord dans le renoncement à nous-mêmes.

« Car, prétendons-nous, après l'avoir si longtemps voulu vaincre, ce Dieu, disions-nous, que nous ne connaissions plus, enfin l'atteindre. Non, pas l'atteindre : l'attendre.

« Et je ne saurai plus découvrir d'absolue beauté, comme d'absolue richesse que dans un absolu sacrifice. »

Ainsi, que l'objet poursuivi soit matériel ou métaphysique, c'est toujours quelque chose d'absolu qu'en lui nous nous efforçons de retrouver. Et cette soif d'absolu est si grande chez certains qu'il n'y a pas lieu de s'étonner si le mot seul leur apporte une sorte d'étrange griserie. Personne plus que M. Pierre Morhange, — alias John Brown, — et ses amis du

groupe « Philosophies » (devenu « l'Esprit ») n'a pu s'en enivrer. Nous admirons en eux leur ardeur, et pourrions-nous ajouter leur conscience précise de tout ce qui manque à la pensée de notre époque, et par conséquent de toutes les choses dont le manque est une cause de souffrance et de trouble. Dans un manifeste liminaire, ils nous ont chanté la « Métaphysique de la totalité », le « Réalisme absolu », etc.... Ils veulent en effet apporter à l'esprit de quoi se compléter, de quoi se redresser. Mais leur bonne volonté et leur enthousiasme méconnaissent parfois un peu la difficulté de la tâche à accomplir : portés par leur élan, ils ne croient pas que cet élan s'arrêtera jamais et ils pensent nous mener ainsi jusqu'au but que leur vision mystique leur propose. Ce but, il semble qu'ils en aient une impression toute mystique et affective; quant à la précision en langage rationnel, ils l'atteignent moins souvent.

Aussi ce qui nous intéresse le plus en leur mouvement, ce sont les virulents reproches qu'ils adressent à notre temps; mais ne les méritent-ils pas eux-mêmes ? Tout au plus, devons-nous leur reconnaître le grand et sincère désir de ne plus les mériter. En outre, nous remarquons chez eux une vigoureuse réaction contre cet anti-lyrisme que nous avions noté comme l'une des caractéristiques modernes. Personnellement, je ne puis les suivre sur ce terrain. Et le flot oratoire de leurs paroles m'est une gêne plutôt qu'elle ne me paraît apporter un élément de persuasion. Ici encore, question de tempérament. Lorsque M. Georges-Philippe Friedmann juge âprement et avec beaucoup d'intelligence ceux qui ont « perdu la partie éternelle d'eux-mêmes », c'est-à-dire presque tous nos contemporains (sauf, évidemment, ceux du groupe dont il fait partie), il fait surtout œuvre de critique, mais son ton prophétique lui donne à lui, comme à quelques autres, l'illusion qu'il entreprend une œuvre créatrice et positive. Après tout, pour se reconquérir soi-même et retrouver son équilibre moral, l'illusion ne suffit-elle pas?

Les extrêmes se touchent, a-t-on coutume de dire. Cet axiome qui nous semble presque sot, tant il est usé, trouve ici encore une application : il nous explique comment le surréalisme et le groupe « Philosophies » ont pu s'entendre par moments, et parfois s'opposer en des querelles d'amoureux, non dépourvues de coquetterie.

Le surréalisme arrive à être une solution à l'inquiétude

actuelle, à force d'être la négation de toute solution. Il érige en absolu la non-existence de l'absolu. De but, il n'accepte que les buts qui se proposent spontanément à la personnalité non contrôlée, non cultivée, dégagée autant que possible des barrières érigées par la civilisation, l'éducation, les habitudes arbitraires, — ou jugées telles, — de l'esprit. La surréalité remplace la réalité, elle est bien loin de tout ce que l'on pourrait désigner du qualificatif de « positif », mais elle est elle-même une sorte d'absolu, puisqu'il n'y a plus rien à chercher au delà.

Sans compter les solutions traditionnelles, les suggestions ne font pas défaut. Mais rien n'est plus troublant que l'abondance en telle matière. La plupart des tentatives faites pour retrouver une notion plus positive de la réalité soit intérieure, soit extérieure, mécontente toujours un peu telle ou telle partie de nous-même en nous forçant à en faire trop bon marché au profit de telle ou telle autre. C'est ainsi que le surréalisme méprise l'intelligence, le Valérysme la sensibilité, les théories de M. Jean Prévost rejettent volontairement les apports de l'analyse intérieure. Presque toutes ces solutions sont les solutions d'un tempérament plus que d'un esprit : les plus intellectuelles traduisent non pas les suggestions de l'intelligence, mais bien celles d'un tempérament intellectuel; car l'intelligence est incomplète si elle dédaigne la sensibilité et si elle ne sait pas comprendre et interpréter le langage de celle-ci. Ce qui manque à ceux mêmes qui s'en réclament le plus, c'est le sens de l'universel; chaque tentative de reconstruction est précédée de la négation de toutes les autres et l'œuvre critique prend une plus grande importance que l'œuvre positive. Partout des tentatives individuelles et qui ne cherchent qu'à être individuelles. Beaucoup d'intelligence, beaucoup d'avidité spirituelle et intellectuelle, mais un grand dédain les uns des autres : voyez M. de Montherlant, M. John Brown, les surréalistes et tant d'autres ! Et, partant, un grand désordre.

C'est un peu à cela que correspondit la fondation des *Cahiers du Mois*. Reprenant un mot de M. André Gide sur sa propre attitude, nous nous étions flattés de jouer un rôle d'extrême milieu. « Extrême », car il s'agissait d'aller de l'avant et de ne pas avoir peur de toutes les audaces. Mais il fallait aussi chercher à comprendre d'abord, puis à intégrer les tendances les plus diverses. Non pas à les concilier, mais bien à

les intégrer : ce qui suppose un travail de digestion bien différent, plus lent et plus difficile. Il ne s'agit pas de tuer une inquiétude féconde, il s'agit d'en tirer l'enrichissement le plus vaste possible; il s'agissait en somme de coordonner des efforts dispersés, de prendre une conscience plus claire des besoins, des défauts et des aspirations de notre époque; et par conséquent d'organiser, en quelque sorte, les progrès de l'esprit, plutôt que de les arrêter prématurément, par une solution péremptoire et qui tenterait de s'affirmer à l'exclusion de toutes les autres.

Sans doute tous les mysticismes nous offrent des refuges et toute conviction profonde, si purement rationnelle qu'elle puisse paraître, est fondée sur un mysticisme... quand ce ne serait que le mysticisme de la raison. Ne faut-il pas en effet au seuil de chaque raisonnement un acte de foi dans la raison? Mais si, individuellement, nous nous réservons le droit d'aborder à l'un ou l'autre de ces ports de la pensée, nous n'en voulons pas moins, ce faisant, continuer à contribuer à une sorte de discussion loyale et, mettant au besoin à l'abri notre destinée métaphysique si cela convient à certains d'entre nous, notre recherche ne se conçoit à elle-même aucun terme et ne se refuse jamais à utiliser tout ce que d'autres ont déjà découvert. Nous pourrions parler ici d'éclectisme, si Victor Cousin, par une maladroite mixture de théories philosophiques, n'avait déprécié ce mot, pourtant sympathique.

C'est ainsi que nous avons constaté, après bien d'autres, que l'absence d'absolu nous était une cause de trouble. Mais nous n'avons pas cru à la possibilité de revenir délibérément aux vieilles conceptions, ainsi que l'on retourne à de vieilles habitudes. La notion de l'absolu ne peut plus être ce qu'elle était autrefois : l'on n'efface pas le travail acharné d'une intelligence critique et relativiste, sur lequel se sont construits la pensée et, pourrait-on même dire, le monde moderne Ce qu'il faut constater, c'est que la compréhension parfaite de la relativité des choses nous fait entrevoir un absolu d'une nouvelle sorte. « Retrouver l'absolu par une saine conception du relatif », écrivait François-Berge. Sans doute, une telle formule est encore bien loin d'être précise, mais c'est peut-être une tâche de plusieurs siècles que de la préciser : que dis-je? cette tâche n'a pas de terme possible, pas plus que la recherche et l'ap-

proche de la vérité. Quant à cet absolu que nous pouvons retrouver par une plus parfaite compréhension des choses relatives, il faut une comparaison pour en faire comprendre le sens : par exemple ces boussoles marines dont un dispositif spécial garantit l'horizontalité continuelle, alors même que le bateau est secoué sans cesse par la tempête.

D'autre part, supposez au théâtre un spectateur qui sait qu'il assiste à un drame, et que, par conséquent, il a devant les yeux de simples acteurs déguisés, et non des rois, des reines, ni tous ces personnages dont on essaie de lui donner l'illusion. Premier stade : scepticisme. Il peut être gêné de trop connaître les coulisses, le maniement des décors, les exigences techniques. Deuxième stade : il peut retrouver son émotion, par le spectacle de la conjugaison de toutes ces forces qu'il est désormais à même d'apprécier, et de toutes ces pensées qui convergent pour mettre en valeur l'émotion réelle et profonde qui a donné naissance au drame. Ces rapprochements peuvent nous donner une idée de la nouvelle espèce de positivisme à laquelle il ne nous paraîtra pas impossible d'atteindre. De même, les nouvelles conceptions scientifiques de la réalité matérielle renversent tous nos préjugés et nous bouleversent; mais nous pouvons exercer nos intelligences à les comprendre, à s'y adapter peu à peu. Il ne faut pas chercher à rallier trop directement ces problèmes aux problèmes métaphysiques, que nous laissons aux métaphysiciens de profession; toujours il manquera à leurs hypothèses la confirmation d'une preuve. Mais pour vivre, il nous faut, sans attendre, une règle humaine, que l'homme doit tirer de lui-même, de son esprit. L'absolu métaphysique est hors de cause; mais nous sommes situés, nous, dans un univers relatif où tous les absolus se sont disséminés, éparpillés en une poussière de petites vérités provisoires et relatives. A nous de ne pas faire fausse route en attribuant à ces petites vérités une valeur entière à laquelle elles n'ont aucun droit. Nous devons tenter, au contraire, de rétablir l'équilibre comme l'on arrive à changer en une expression simple des suites compliquées de fractions qui se multiplient ou se divisent ou se soustraient ou s additionnent jusqu'à vous faire perdre la tête.

Le tempérament de chacun est un facteur que l'on ne peut guère prétendre éliminer entièrement; mais que chacun tâche de savoir lui-même la part de son tempérament dans ses con-

victions et ne prenne pas pour un argument un désir de sa sensibilité. Il faut toujours, à notre avis, chercher à redresser sa pensée au milieu des déviations sans nombre auxquelles elle est sans cesse exposée. Mais profiter aussi de son tempérament pour découvrir non pas sa vérité intellectuelle, mais sa vérité affective : car chaque sensibilité a droit à sa vérité propre, en dehors des recherches de l'intelligence.

Les mots peuvent aider à la trouver : c'est une attitude qui vous convient, et qui, par là même que ce n'est qu'une attitude, n'a pas besoin d'être justifiée. Prenez par exemple la mort pour l'incroyant : il peut s'en effrayer et s'en désespérer, s'il songe qu'elle est la fin de sa personnalité, la fin de cet élan vital qui est en lui et dont il a besoin ; mais si, fermant les yeux et songeant à sa fatigue, à la longueur des années qui passent, il compare la mort à une sorte de sommeil où l'on s'enfonce très profondément et qui se prolonge sans fin, ses craintes s'apaisent naturellement. La sensibilité appelle à la rescousse les sensations délicieuses et quotidiennes du sommeil attendu qui enfin s'étend sur vous et du repos qui s'empare de votre âme. Point de vue, simple point de vue que vous savez arbitraire, mais aussi auquel on ne peut rien opposer, puisque nous sommes uniquement dans le domaine de la sensibilité, et cela nous le savons.

Nous avons vu que certains écrivains étaient injustes pour telle ou telle forme de pensée, telle ou telle partie de l'être. Mais tout le monde n'est pas capable de se contraindre à l'injustice : la critique de l'instropection, par exemple, ne nous convainc pas de l'inutilité de celle-ci, car l'introspection aussi peut mener à la sagesse, si l'on sait la manier et comprendre sa véritable portée. Le tout est de tout bien mettre à sa place. La vérité, la réalité, ne peuvent pas être apportées sur un plateau, toutes prêtes à être dégustées. Nous sommes simplement en présence d'un chemin dont la direction est marquée par une flèche : à chacun de s'y engouffrer selon ses moyens propres et son courage.

André Berge.

IDÉES ACTUELLES
SUR LE SALAIRE

Au sens ordinaire du mot, le salaire est le paiement du travail. Il a pour caractère essentiel d'être convenu d'avance : c'est un forfait. Les partisans du salariat voient dans ce caractère même la supériorité de ce régime; il soustrait ainsi le travailleur à tous les hasards de la production, ce qui est un bien. Ses adversaires lui reprochent de restreindre d'une manière arbitraire la part du profit que le salarié pourrait prétendre tirer de son travail. C'est pour détruire ce régime qu'ils veulent bouleverser la société. Nous n'aborderons pas le débat sur le fond et essaierons seulement d'exposer la question du salaire ouvrier telle qu'elle se présente aujourd'hui. Elle a beaucoup évolué depuis que M. d'Eichthal la traitait ici même, il y a quarante ans, dans un savant article.

Les économistes classiques ont soutenu que le salaire devait être réglé par l'action des lois économiques qui régissent les prix. Le travail, disent-ils, est une marchandise comme une autre, et le salaire en est le prix. La loi de l'offre et de la demande est le principal régulateur du marché du travail. D'après eux, le salaire naturel serait celui qui permettrait à l'ouvrier de vivre et d'élever son remplaçant. Le salaire ainsi défini équivaut au coût de vie de la famille ouvrière.

Définition inhumaine. Les socialistes en ont déduit naturellement la fameuse loi que Lassalle a qualifiée de loi d'airain. L'ouvrier ne pourrait espérer aucune amélioration de son sort puisqu'il serait condamné à n'avoir jamais comme salaire que le minimum indispensable à l'entretien de sa famille. Les faits

ont démontré que la loi d'airain, et elle joue trop souvent, ne peut pas être regardée comme une loi économique d'une portée générale; presque partout les ouvriers ont amélioré constamment leurs conditions de vie, du moins les ouvriers qualifiés. Pour les simples manœuvres, il n'en est pas de même.

La théorie même du salaire naturel est inexacte, puisqu'à un même moment le salaire varie dans les professions diverses, et dans une même profession suivant les individus. Il est donc faux de dire que le jeu des lois économiques doive ramener fatalement le salaire à un chiffre qui représente le coût moyen de vie de la famille ouvrière. Cette théorie n'en a pas moins été professée comme un dogme. Cela nous montre une fois de plus que la science économique est très différente des sciences exactes, parce qu'elle doit tenir compte du facteur humain, que l'homme soit considéré comme individu ou comme membre de la société. C'est pour avoir méconnu si longtemps cette vérité élémentaire que les économistes ont fait souvent fausse route.

Il en est ainsi quand ils prétendent que le salaire, paiement de la marchandise travail, dépend surtout du jeu de l'offre et de la demande. En droit, disent-ils, le taux du salaire est fixé par le contrat de louage de services ou de travail. Ce contrat est censé avoir été débattu librement entre les parties. En fait, il n'en est pas toujours ainsi, car l'ouvrier n'ayant le plus souvent aucune réserve devant lui, la nécessité de manger pour vivre lui enlève toute indépendance. Il est donc excessif de parler dans ce cas de contrat passé entre égaux, de libre jeu de l'offre et de la demande. Quant au travail, ce n'est pas une marchandise comme une autre, parce qu'il est lié à la personne humaine.

Ces erreurs ont contribué à créer un état de choses qui, si regrettable qu'il fût, a duré jusqu'au jour où les syndicats ouvriers sont devenus assez forts pour discuter avec les patrons. Bien qu'ils eussent une existence légale depuis 1884, c'est seulement en 1919 que la loi a reconnu la convention collective de travail. Dans cette partie du domaine social comme dans les autres, elle n'a guère fait que sanctionner et réglementer les usages qui s'étaient introduits.

D'autre part, vers la fin du XIX^e^ siècle, un facteur nouveau était entré en jeu. Le monde patronal avait accepté ou subi inconsciemment l'influence des idées que le pape Léon XIII avait proclamées avec tant de force dans son encyclique fameuse,

en traçant aux hommes de bonne volonté la voie où ils devaient s'engager pour atténuer les maux inhérents au développement trop souvent désordonné de la grande industrie.

En ce qui concerne le salaire, s'appuyant sur la justice naturelle, supérieure à la liberté des contractants, Léon XIII posa le principe que le salaire « ne doit pas être insuffisant à faire subsister l'ouvrier sobre et honnête », et cela, quelles que soient les conventions que le patron et l'ouvrier puissent faire entre eux. Si l'ouvrier accepte des conditions dures qu'il ne lui est pas loisible de refuser, « c'est là subir une violence, contre laquelle la justice proteste ». On notera la différence essentielle entre cette doctrine et la loi du salaire naturel des économistes. Nous verrons tout à l'heure que la détermination du salaire ainsi défini pose un problème dont la solution n'est pas aisée.

En tout cas, cette idée était devenue courante, si bien que les rédacteurs du traité de Versailles l'ont introduite dans la partie qui concerne l'organisation internationale du travail.

Le conseil d'administration du Bureau international du Travail devait donc se saisir de la question. Mais il s'est heurté tout de suite à la difficulté de déterminer ce salaire minimum. Au surplus, un certain nombre d'États n'avaient pas attendu l'intervention de Genève pour régler les salaires, au moins dans les industries qui font travailler à domicile.

Toute intervention législative suppose la fixation périodique du salaire mininum. Elle est confiée soit à des conseils spéciaux pour chaque industrie, soit à des conseils centraux. Les tribunaux d'arbitrage ont un rôle différent. Alors que le conseil peut modifier les salaires en tout temps, si cela paraît désirable, le tribunal n'exerce aucune activité tant qu'il n'y a pas conflit.

La composition des conseils est assez uniforme dans les divers pays. Un conseil comprend en nombre égal des représentants des employeurs et des salariés de l'industrie intéressée. On leur adjoint une ou deux personnes indépendantes, souvent des fonctionnaires. En France, c'est le juge de paix qui préside le conseil. Quelques pays, dont la France, l'Allemagne, la Norvège, fixent le salaire minimum à domicile par comparaison avec celui qui est en usage dans la région pour un ouvrier moyen travaillant en atelier. Ce procédé a l'avantage d'être simple.

Là où il n'est pas appliqué, la fixation, plus incertaine, repose sur quelques principes. Les plus importants sont ceux

du salaire vital et de la capacité de paiement de l'industrie. Malgré les apparences, ils se trouvent en étroite relation mutuelle : si désirable que soit pour les ouvriers le salaire vital, impossible de l'accorder, s'il devait avoir pour effet de tuer ou même de ralentir l'industrie. Nous noterons qu'il n'y a pas ici de contradiction avec la doctrine de l'Encyclique. « Elle traite la question du salaire en le jugeant au point de vue du droit naturel. Or, le droit naturel se rapporte à la nature considérée dans ses conditions générales et ordinaires. Les cas de force majeure, les circonstances extraordinaires, les conditions anormales pourront donc et devront modifier l'application du principe fondamental. » Par exemple, en temps de crise, lorsque l'industrie travaille à perte, le salaire peut, sans injustice, tomber en dessous du minimum naturel.

La difficulté commence avec l'application des principes. En Australie et en Nouvelle-Zélande, la loi stipule que le salaire vital du travailleur adulte doit avoir pour base les besoins d'un homme marié ayant deux enfants de moins de quatorze ans. Mais comment déterminer ces besoins? Leur définition varie dans les divers États. Elle parle tantôt d'un confort raisonnable, tantôt d'un confort moyen satisfaisant, tantôt de besoins normaux et raisonnables, dont la satisfaction doit permettre aux ouvriers de se conserver en bonne santé. L'imprécision des termes montre l'embarras du législateur. Il y a tous les degrés entre la subsistance stricte et le confort même moyen. Et, comme le disent les théologiens, il n'est point requis que l'ouvrier exerce une parcimonie excessive et pratique des vertus héroïques. On ne peut lui demander autre chose que la moyenne commune de la vertu et une manière de vivre conforme à son état. Nous reviendrons sur ce point en étudiant l'adaptation des salaires au mouvement des prix.

Le salaire vital défini comme nous venons de le voir en Australie soulève une objection très grave : c'est qu'il ne correspond à la réalité que dans le cas exceptionnel où l'intéressé est marié et a les deux enfants prévus. Beaucoup trop élevé pour le célibataire, il devient insuffisant pour l'ouvrier qui a plus de deux enfants.

A cet égard, la législation sociale des pays anglo-saxons est immorale, parce qu'elle tend à détourner l'ouvrier du mariage. Ajoutons que ces pays, qui se donnent si volontiers en exemple,

sont singulièrement en retard. Ils ignorent le progrès que nous avons réalisé avec les allocations familiales, qui sont le seul moyen de satisfaire la justice en assurant à l'ouvrier les ressources indispensables pour entretenir sa famille, sans payer son travail plus qu'il ne vaut en soi.

En dehors du salaire vital, un autre élément intervient dans la fixation du salaire minimum, c'est la capacité de paiement de l'industrie : une entreprise ne peut pas payer au personnel qu'elle emploie un salaire tel qu'il lui enlèverait tout profit et l'acculerait à la faillite.

Si bien calculé que soit un salaire minimum, s'il était appliqué uniformément à tous les travailleurs d'une profession, les ouvriers d'une capacité inférieure à la normale ou simplement inexpérimentés, trouveraient difficilement un emploi. Pour obvier à cet inconvénient, la législation prévoit des taux particuliers pour ces travailleurs, les adolescents et les adultes débutants.

La Conférence internationale du travail a adopté un questionnaire sur le mode de fixation du salaire minimum dans les divers pays. Il a été envoyé aux États, membres de la Conférence. Le principe même du questionnaire et la forme sous laquelle il a été rédigé, ont donné lieu à un débat assez vif. La délégation patronale française a soutenu justement qu'il fallait distinguer entre les industries qui pratiquent le travail à domicile et les autres. L'ensemble du groupe patronal s'est rallié à cette manière de voir, à l'exception des seuls délégués britanniques. Ces derniers se sont prononcés avec leurs collègues ouvriers contre la proposition de limiter au travail à domicile l'étude du salaire minimum, et leur avis a prévalu.

LES BESOINS DE L'OUVRIER

Nous avons dit qu'il était difficile de déterminer exactement les besoins d'une famille ouvrière. Comment distinguer dans les dépenses de nourriture, d'entretien, de loyer, de distractions même, celles qui sont indispensables et celles qui, tout en étant utiles, répondent au superflu ? C'est le premier obstacle auquel se sont heurtées les commissions paritaires, composées de délégués patronaux et ouvriers qui, depuis la guerre, ont été constituées dans la plupart des centres indus-

triels pour fixer les salaires d'après le mouvement des prix. Il faudrait une base ferme pour établir le train de vie convenable à l'ouvrier, la qualité des denrées alimentaires et celle des vêtements auxquels il a droit. Pourra-t-il faire la cuisine au beurre, ou sera-t-il astreint à l'emploi d'un de ses succédanés? Quel prix mettra-t-il à son vin? Le café entrera-t-il dans la consommation journalière, ou sera-t-il regardé comme un extra? Sur le chapitre du costume, même incertitude, surtout s'il s'agit de l'habillement féminin. Les ouvriers ont toujours protesté contre « le salaire ration », déterminé par des procédés soi-disant scientifiques. D'ailleurs les dépenses de la famille ouvrière varient suivant la région et le climat qui créent des habitudes ou des besoins. Elles varient encore dans une même région suivant la catégorie des salariés.

Dans une période d'instabilité monétaire, comme celle que nous avons traversée depuis la guerre jusqu'en 1927, les questions de salaires deviennent particulièrement compliquées. La hausse continue et quelquefois très rapide des prix tend à chaque instant à décaler le salaire, à déprécier sa valeur réelle. Normal, le jour où il a été fixé, peu de temps après, il ne répond plus au coût de la vie. On se trouve alors conduit à chercher un moyen de le mettre d'accord avec les prix. Celui qui se présente naturellement, est de rendre le salaire directement proportionnel à leurs variations. Il faut pour cela suivre dans leurs oscillations les prix des éléments indispensables à la vie. C'est ce que l'on fait par le calcul de nombres indices mensuels ou trimestriels. Ils sont établis dans chaque région par des commissions paritaires, comprenant en nombre égal des patrons et des ouvriers.

Pour donner des résultats précis, ce calcul des indices devrait s'appliquer à tous les éléments du prix de la vie et les prendre avec un coefficient proportionnel à leur importance dans le budget familial. Or, il n'en est pas toujours ainsi. Nous retombons à ce propos sur les considérations que nous avons exposées quand nous avons parlé de la détermination du budget ouvrier. A supposer que le calcul des nombres indices soit assez précis pour traduire exactement les variations du prix de la vie, est-il possible et désirable d'y ajuster les salaires mécaniquement à intervalles réguliers?

Les syndicats ouvriers eux-mêmes font valoir contre ce sys-

tème que les augmentations de salaires ainsi obtenues arrivent toujours en retard ; l'adaptation ne peut guère se faire que tous les mois. Or lorsqu'une dépréciation excessive de la monnaie fait monter les prix, comme on l'a vu en Allemagne par exemple, la hausse procède par bonds quotidiens, quand ce n'est pas d'heure en heure.

Inversement, les syndicats ouvriers se sont toujours opposés à la baisse des salaires parallèlement à celle du prix de la vie. Leurs contestations avec les syndicats patronaux portent alors sur le calcul des nombres indices. Nous conclurons qu'en fait le taux des salaires ne peut pas être fixé exactement d'après le coût de la vie, parce qu'il n'est pas possible de faire abstraction des autres éléments dont il dépend : la production de chaque ouvrier, le genre de son travail, la situation particulière de l'entreprise et la situation économique d'ensemble.

Tout système de fixation automatique des salaires présente en outre le danger d'affaiblir le sentiment de la responsabilité personnelle de l'ouvrier dans son effort pour obtenir une rémunération plus haute ; par suite il exerce une mauvaise influence sur son moral et son rendement.

Chez nous, dans la pratique, après les hésitations du début, les salaires ont fini par s'adapter sensiblement au mouvement des prix. Pour les ouvriers non qualifiés et les manœuvres, leur hausse a même dépassé celle du coût de la vie. Pour les spécialistes, elle est à peu près proportionnelle. Il en résulte un décalage entre les diverses catégories. Les industriels s'efforcent toujours, dès qu'ils le peuvent, de rétablir l'écart normal qui doit exister entre elles. Le *Groupe des industries métallurgiques et connexes de la région parisienne* a publié des graphiques et des statistiques qui mettent en évidence les résultats qu'il a obtenus au cours des années si difficiles que nous venons de traverser. Ce Groupe n'a pas cessé de répéter à ses adhérents que si l'on ne pouvait poser en principe absolu de lier d'une manière systématique et rigoureuse les salaires aux fluctuations des prix, il y avait lieu pourtant de regarder cette adaptation comme une règle qu'il fallait suivre autant que possible. Les employeurs se sont si bien conformés à cette recommandation que, sans prendre des engagements qu'ils n'étaient pas sûrs de pouvoir tenir, ils ont observé en fait les obligations que ces engagements auraient comportées.

Mais toute mesure législative pour réglementer le salaire sur cette base eût donné de mauvais résultats.

Pour la même raison, il eût été mauvais, dans la période d'instabilité monétaire, d'établir le salaire-or que certains ont réclamé. Cette conception paraît séduisante en théorie. Le salaire payé en papier sur la base de l'or, montant à mesure que le franc se déprécie et parallèlement à la hausse des prix, son pouvoir d'achat resterait sensiblement le même. Mais les choses ne se passent pas si simplement. Pour que dans la pratique ce système pût donner les résultats escomptés, il faudrait que le mouvement des prix suivît rigoureusement celui du change. Or, il ne le suit qu'avec un retard plus ou moins long. A certains moments, l'industrie française a subi une pression très vive en faveur de ce mode de salaire. Elle a su y résister et a rendu ainsi service à la société. D'ailleurs, et c'est tout à son honneur, elle n'a pas eu besoin de l'intervention législative pour fixer des salaires équitables par un accord entre les patrons et les ouvriers.

Le consortium de l'industrie textile de Roubaix-Tourcoing a appliqué la formule du « salaire moyen ». Est-elle valable pour les autres industries? Dans une étude qu'a publiée le *Bulletin de la Société d'encouragement pour l'industrie nationale* (octobre 1927), M. Étienne Villey, directeur du *Groupe des industries métallurgiques, mécaniques et connexes de la région parisienne*, montre qu'il n'en est rien.

Il constate que l'ouvrier est le juge naturel de ses besoins, et le patron le juge naturel de la valeur commerciale du travail fourni. La fixation du salaire résulte donc d'un débat dans lequel s'opposent les représentants des organisations ouvrières et patronales. Que cette procédure puisse fonctionner dans certains cas, l'expérience du consortium en est une nouvelle preuve, après beaucoup d'autres. Mais, trop souvent, la mauvaise volonté des syndicats ouvriers s'y oppose. La première difficulté consiste à apprécier les besoins auxquels le salaire doit répondre.

Ensuite, il n'est pas toujours possible d'établir le salaire à un taux tel que ces besoins soient à chaque instant satisfaits de façon normale. Qu'arrive-t-il si la consommation s'arrête et que la marchandise reste pour compte au fabricant? Celui-ci est obligé de restreindre la production, donc de diminuer les

heures de travail. N'oublions jamais le client qui, en tout état de cause, suivant qu'il multiplie ses achats ou les restreint, demeure le facteur principal de la prospérité industrielle, et par conséquent, exerce une action efficace sur le niveau des salaires.

Dans l'industrie textile, les conditions du travail permettent de fixer un salaire moyen pour chaque catégorie professionnelle, parce que la composition des équipes dans chacune de ces catégories est homogène. Il n'en est pas de même dans la métallurgie. « Le travail y revêt des modalités et des nuances infiniment variées; on y peut distinguer quelque deux cents catégories professionnelles différentes; chacune compte toute la série des exécutants, depuis le simple manœuvre jusqu'aux mains les plus fines. »

Nous pouvons garder la notion du salaire moyen de la profession, à condition de ne pas lui demander une formule objective qui s'impose brutalement, mais de la prendre comme base de discussion. La rémunération du travail est une matière trop complexe pour se prêter à des définitions aussi précises; elle ne peut s'établir que par une collaboration intime entre l'employeur et le salarié. Le rôle du syndicat consiste à leur apporter la documentation qu'il a les moyens de réunir, mais il ne doit pas se substituer à l'action individuelle des intéressés. Ce sont ces principes que M. Étienne Villey a appliqués dans le groupement qu'il dirige. Nous avons dit tout à l'heure que les industriels qui le composent avaient réussi à adapter sensiblement les salaires aux fluctuations du coût de la vie.

LE TRAVAIL FOURNI

Jusqu'à présent, nous n'avons envisagé le salaire qu'au seul point de vue des besoins auxquels il doit satisfaire. La parfaite justice exige qu'il réponde adéquatement au travail fourni, suivant les propres paroles que Léon XIII adressait aux pèlerins français en 1891. En dehors de toute considération d'ordre social, sa détermination précise à cet égard, c'est-à-dire sa correspondance aussi exacte que possible au travail fourni, présente une grande importance. Toutes les fois que la main-d'œuvre est le facteur essentiel de la production, le mode du salaire peut agir sur cette production, la modifier en quantité et en qualité. L'expérience montre qu'un paiement du travail

plus ou moins rationnel peut la faire varier du simple au triple, peut-être davantage. « Un bon tarif de salaires, écrit un spécialiste, sans faire appel à la discipline, sans violence, par la simple persuasion, combat la paresse naturelle, et réprime la flânerie systématique, c'est-à-dire la pratique de l'allongement du travail. » En même temps, il enlève à l'ouvrier les motifs que celui-ci peut avoir de limiter volontairement la production. Il réagit aussi contre sa limitation inconsciente, en excitant l'intelligence et en provoquant l'initiative des ouvriers. C'est du salaire à la tâche ou aux pièces qu'il s'agit ici. Il tient l'ouvrier en haleine, excite son émulation, aiguise son intérêt.

Le salaire fixe, s'il présente l'avantage de garantir à l'ouvrier la sécurité de son gain journalier, est incapable de produire aucun de ces heureux effets. Proportionnel, non pas même à la durée du travail, mais à la simple action de présence, il est une prime au moindre effort et à la médiocrité. A ce titre, il possède toutes les faveurs des syndicats ouvriers; c'est humain. D'une manière générale, en France tout au moins, ils sont peu favorables aux divers types de salaires à la tâche. Ils demeurent en effet imbus de l'idée qu'une production ralentie leur est avantageuse, parce qu'elle combat le chômage, en laissant du travail pour tous. En quoi ils se trompent. Elle finit au contraire par porter préjudice aux ouvriers en même temps qu'aux industriels. Elle entraîne, avec l'augmentation des frais généraux, celle du prix de revient, par conséquent entrave la consommation et réduit les débouchés possibles. Or l'industrie ne travaille que pour vendre. Aussi les chefs d'entreprise, de même que les dirigeants de la classe ouvrière qui ont conscience de leur mission, n'ont-ils pas aujourd'hui de tâche plus pressante que de convaincre les ouvriers que leur intérêt est d'augmenter leur rendement.

Ils le comprendront d'autant mieux qu'ils en tireront un profit immédiat et tangible. Tel doit être l'effet d'un système rationnel de salaires. Le tout est de le faire accepter par les ouvriers. Il faut pour cela qu'il n'entraîne pas pour eux de surmenage et qu'ils soient assurés d'une répartition équitable, entre eux et le patron, des bénéfices que l'accroissement de la production procure à l'entreprise.

Contrairement à une opinion courante, ce ne sont pas les

Américains qui ont imaginé le salaire à prime. En France, dès 1880, M. Charles Lallemand, de l'Académie des Sciences, avait établi et appliqué un tarif qui cherchait à concilier l'intérêt de l'employeur avec celui de l'employé par l'abaissement du prix de revient de la main-d'œuvre et l'augmentation du salaire. Mais comme il arrive trop souvent, cette innovation est passée presque inaperçue. C'est seulement une vingtaine d'années plus tard que les systèmes de salaires rationnels se sont répandus dans l'industrie américaine à la suite des travaux de F. Winslow Taylor sur l'organisation scientifique du travail. L'énorme augmentation du rendement qu'elle produit ne permet plus d'employer le tarif à la journée, ni même le simple tarif aux pièces ; en même temps, l'application de salaires à primes d'un type toujours assez compliqué a conduit à perfectionner la préparation et l'organisation du travail.

En pratique, il existe plusieurs types de salaires différentiels aux pièces : systèmes Gantt, Rowan, Halsey, etc. Nous ne pouvons pas entrer dans les détails techniques à ce sujet. Disons en gros que la prime que reçoit l'ouvrier est proportionnelle, tantôt à l'accroissement de sa production, tantôt au temps économisé pour un travail donné.

L'application de ces systèmes suppose le travail parfaitement organisé, les tâches et les temps très exactement mesurés, ce qui est toujours difficile, et quelquefois impossible dans les petites et moyennes entreprises qui ne disposent pas des capitaux et des hommes nécessaires pour mettre au point cette organisation. D'autre part, le maniement de ces systèmes de salaires est extrêmement délicat. Il exige, entre la direction et les ouvriers, une collaboration étroite.

Insistons sur cette collaboration comme sur le facteur essentiel du succès, toutes les fois que la personne humaine est en cause. Le système, à supposer qu'il puisse être parfait en théorie, laisse toujours à désirer dans la pratique, par suite de la difficulté que présente, même pour des techniciens exercés et consciencieux, la fixation équitable du prix de la tâche et du temps étalon pour un travail donné. C'est pourquoi son application exige l'art de manier les hommes et la mise en œuvre de toutes les qualités qui font le chef digne de ce nom. Il s'agit d'amener les ouvriers à travailler avec goût. Les primes donnent un moyen pour les intéresser à la production.

Mais ce n'est pas tout, et dans l'industrie, comme dans les autres domaines, le facteur moral qui résulte de l'ascendant personnel du chef tient une grande place à côté des facteurs matériels. C'est ce qui fait dire à certains directeurs d'entreprise que le rendement des ouvriers dépend bien plus du chef d'atelier que du mode de salaire. C'est vrai en partie seulement, et il est toujours bon d'aider l'action morale par des moyens matériels. De là vient l'importance de la question des salaires, sous les divers aspects qu'elle revêt.

LES HAUTS SALAIRES

La *Revue internationale du Travail* (janvier 1928) a publié à ce sujet des documents très intéressants de source américaine; ils concernent le salaire minimum des femmes. Les employeurs se félicitent de la législation qui fixe le salaire, parce que leurs ouvrières et employées, mieux payées, travaillent davantage pour conserver une place à laquelle elles tiennent. Et comme ils ont eux-mêmes intérêt à ce que ces employés atteignent un rendement suffisant pour compenser leur salaire plus élevé, ils sont incités à s'occuper de leur formation professionnelle et à perfectionner leurs propres méthodes de gestion et d'organisation. Ces constatations ne sont pas spéciales aux États-Unis. Récemment, une grande maison de bonneterie de Troyes, bien connue par le soin qu'elle apporte à sa publicité, n'a rien trouvé de mieux, pour affirmer la qualité supérieure de ses produits, que de l'attribuer aux salaires élevés qui ont permis de sélectionner la main-d'œuvre.

Idée très juste. On ne peut douter que les hauts salaires que gagnent aux États-Unis les ouvriers spécialisés ont créé chez eux un état d'esprit favorable à la production industrielle. En général, ils sont étrangers à tout sentiment de lutte de classe, et grâce au niveau de vie élevé qu'ils ont atteint, s'estiment contents de leur sort, ce qui influe heureusement sur leur ardeur au travail. Comme ils savent d'autre part que leur salaire ne sera jamais comprimé par le patron, mais n'aura d'autres limites que celle de leur rendement, ils sont incités sans cesse à de nouveaux efforts pour l'accroître. Henry Ford s'explique crûment à ce sujet. « Toutes les théories sur le juste salaire et le salaire vital sont vides de sens, dit-il. Elles sont

une insulte à l'intelligence des employeurs et des travailleurs; il est peu d'hommes en effet qui ne tiennent à améliorer constamment leurs conditions de vie. » Mais il ajoute, et ceci est essentiel : « C'est l'ouvrier qui rend les bons salaires possibles. »

Il explique aussi qu'en dehors même de l'intérêt que les industriels auraient à stimuler la production par de hauts salaires, ils y trouvent encore un avantage, parce qu'ils augmentent ainsi le pouvoir d'achat des ouvriers qui sont eux-mêmes consommateurs, et en raison de leur masse, ouvrent de vastes débouchés aux produits industriels. C'est la théorie américaine telle qu'Henry Ford l'a exposée dans ses livres, après en avoir fait lui-même une application qui lui a assuré un succès industriel éclatant. On sait que ce système est aujourd'hui la règle générale aux États-Unis, du moins pour les ouvriers spécialisés, car les manœuvres y sont peut-être plus mal payés encore qu'en Europe. Que jusqu'à présent il y ait parfaitement réussi, nul ne le conteste; les Américains eux-mêmes y voient un des facteurs les plus actifs de leur éclatante prospérité. Quant à son application dans les industries européennes, on se demande ce qu'elle donnerait, tant nos conditions diffèrent de celles des États-Unis.

De son côté, la *Fédération américaine du travail* a formulé sa doctrine. Elle voudrait que les ouvriers fussent assurés d'une élévation progressive de leurs salaires, afin d'avoir la garantie de toucher une part régulièrement proportionnelle dans le revenu de la production nationale. C'est nécessaire, dit-elle, pour qu'ils puissent maintenir le taux de leur consommation, sans quoi l'industrie devra restreindre sa production. Il faut de plus que leur puissance d'achat augmente constamment, pour que leur niveau de vie, dont les Américains sont si fiers, ne baisse pas par rapport à celui des autres consommateurs.

Que devient cette théorie dans la pratique? Il paraît difficile de généraliser son application. Elle est subordonnée aux conditions particulières de chaque branche de la production. Une industrie comme celle de l'automobile, où le rendement fait des progrès rapides, élèvera sans peine le taux des salaires; ils pourront doubler ou tripler, alors que dans d'autres industries, où le rendement ne serait susceptible que d'une amélioration très lente, ils ne bougeraient pas. Les ouvriers de ces dernières se verraient sacrifiés, bien qu'ils soient aussi habiles et aussi

laborieux que les autres. En tout cas, toute hausse des salaires exige l'accroissement de la production, à moins que les capitaux n'acceptent une diminution de leur part des profits, ce qui n'est pas toujours possible, car elle est quelquefois assez faible. Sinon, cette hausse aurait pour effet certain d'élever le prix de revient, par conséquent de restreindre la consommation et d'affaiblir la branche d'industrie intéressée.

Ce n'est pas tout. Si nous considérons l'ensemble des industries d'un pays, l'expérience nous apprend que la part qui revient aux salariés dans le total de la richesse créée varie dans des limites très étroites. Des statistiques précises, comme les Américains excellent à les établir, montrent qu'aux États-Unis, depuis trente ans, cette part est demeurée presque stable aux environs de 50 pour 100, malgré les troubles qu'ont apportés la guerre, les fluctuations des prix, les modifications profondes survenues dans l'organisation industrielle. Il s'ensuit que toute hausse des salaires au profit des ouvriers d'une industrie donnée devrait entraîner leur diminution dans les autres industries, ce qui revient à dire qu'elle devrait être subordonnée au développement de la production nationale.

Il s'ensuit aussi qu'un conflit de salaires qui éclate dans une industrie n'intéresse pas seulement les patrons et les ouvriers de cette industrie, mais ceux de toutes les autres, de même qu'il touche tous les consommateurs, puisqu'ils subiront ses répercussions sur les prix. C'est pourquoi certains de ces conflits revêtent un caractère si grave, et ouvrent pour ceux qui ont à les résoudre un débat de conscience angoissant, pour peu qu'ils regardent plus loin que les contingences immédiates, et envisagent l'intérêt général.

L'ÉPARGNE OUVRIÈRE

Si favorable que soit Henry Ford à de hauts salaires pour les ouvriers, il s'élève contre leur prétention de bénéficier du profit des inventions qui abaissent le prix de revient. Si tous les profits leur étaient distribués, les améliorations industrielles deviendraient impossibles.

Nous touchons ici une des raisons que l'on invoque souvent contre l'attribution aux salaires d'une part trop forte des bénéfices : il faut bien réserver à l'entreprise les fonds de roulement

indispensables et les capitaux nécessaires pour se développer. La contradiction entre les deux thèses n'est pas insoluble. On peut les concilier en prenant un moyen terme. Les Américains y ont réussi, car leurs ouvriers ne se contentent plus de mener un train de vie que leur envieraient nos fonctionnaires moyens, mais ils ont pris l'habitude de l'épargne : ils portent volontiers leurs économies à la compagnie même qui les emploie, et celle-ci s'efforce de leur faciliter, par des combinaisons de crédit, l'achat de ses actions. Ce mouvement a pris tant d'ampleur que l'on peut dire que c'est en grande partie l'épargne ouvrière qui, dans ces dernières années, a permis à l'industrie américaine de développer son outillage. Résultat matériel qui n'est pas à dédaigner. Mais le résultat moral est plus important encore. L'ouvrier qui épargne tend à s'élever au-dessus de sa condition et réduit la distance qui le sépare du patron. En France, la différence la plus caractéristique qui distingue l'ouvrier de l'employé, souvent moins payé que lui, est que ce dernier se prive pour épargner, au lieu de dépenser tout son gain. Le jour où il commence à mettre quelque chose de côté pour assurer sa vieillesse et transmettre à ses enfants un capital, si petit soit-il, l'ouvrier a fait le premier pas pour sortir du prolétariat. Ce jour-là, il comprend qu'il a intérêt à accroître le rendement de son travail, pour voir augmenter sa rémunération : il sent qu'il a partie liée avec son patron.

Nous en revenons à l'idée essentielle. De la part du patron, assurer à l'ouvrier la possibilité de gagner de hauts salaires, et les lui donner, s'il les gagne réellement. Du côté de l'ouvrier, s'y efforcer en conscience, prendre goût à sa tâche, abdiquer la fâcheuse tendance qui le pousse à limiter volontairement sa production, sous la mauvaise influence du syndicat. Ce qu'il faut, en un mot, c'est à l'antagonisme substituer l'esprit d'association. En France, trop souvent nous en sommes encore loin. Pour y arriver, c'est affaire d'éducation, et surtout de bonne volonté. Que ce ne soit pas impossible, les résultats obtenus dans certaines de nos industries, grandes ou petites, le montrent d'une manière éclatante.

ANTOINE DE TARLÉ.

UN GRAND REPORTAGE AU XVI^E SIÈCLE

La découverte de l'Amérique ne fut d'abord qu'un accident : longtemps on s'obstina à chercher au nord du Mexique le passage des Indes. Vers le milieu du XVI^e siècle, les contours du nouveau continent s'étant solidifiés, l'idée d'un établissement remplaça les anciennes chimères. L'amiral de France, Coligny, conçut alors un grand dessein. En présence des difficultés que la Réforme rencontrait en Europe, ce grand homme, dans l'intérêt de la paix, s'était mis à chercher pour ses frères un terrain vierge et jetait les yeux sur le Nouveau Monde pour y fonder un vaste empire et servir Dieu et le Roi, en créant là-bas une Nouvelle France qui serait le royaume de l'Évangile. Une première troupe s'était établie au Brésil d'où elle venait d'être délogée par les Portugais. L'amiral, changeant ses batteries, songea alors à la Floride, terre vacante, déjà effleurée par Jean de Verrazzano pour le compte de François I^er, mais qui demeurait sans maître et n'était encore à personne.

Une flottille de reconnaissance partit de Dieppe sous les ordres de Jean Ribault et de Laudonnière et toucha la Floride dans les derniers jours du printemps de 1562. Elle rangea la côte du sud au nord et dressa une carte où les noms des

(1) *La Floride française*, par M. Charles de la Roncière, 2 vol. petit in-f°, 42 planches en couleurs, Paris, 1929, aux Editions nationales (23, rue de Châteaudun).

rivières, la Rivière de Mai, la Somme, la Seine, la Loire, la Garonne semblent faire des nouveaux rivages un décalque des bords de la patrie. Laudonnière revint seul en 1564 à la tête d'une troupe de soldats et de colons, presque tous huguenots, dont il laissa une partie au camp de la Caroline, nom du roi Charles IX, et se mit à explorer méthodiquement le pays. Mais il s'était brouillé avec les tribus de la côte (ces roitelets indiens ne pouvaient se souffrir entre eux) et la situation devenait menaçante quand une flotte de secours arriva dans l'été de 1565, sous le commandement du colonel Ribault (ce n'était pas le même dont nous avons parlé ; le premier avait déserté et passé aux Anglais).

Mais il y avait quelqu'un que ces mouvements alarmaient. Philippe II ne pouvait songer à partager l'empire du Nouveau Monde. La Floride française lui semblait une menace pour sa sûreté aux Antilles. Surtout, il se croyait le gardien de la foi et sa religion prenait ombrage d'une puissance protestante. Dans la mystique de ce temps, la découverte du Nouveau Monde jouait comme un coup de la Providence : on y voyait une réserve faite pour compenser les pertes que l'Église venait de subir dans l'ancien. Philippe se tenait pour l'instrument de cette pensée et ne pouvait permettre à l'hérésie de traverser les plans de Dieu. Il se sentait pressé d'agir et de confondre les pervers. Une escadre, dépêchée d'urgence sous l'*adelantado* Pedro de Menendez, apparut avec une célérité inouïe devant les côtes de Floride, trois semaines après le renfort du colonel Ribault.

Devant le péril imminent, les Français tinrent conseil et les avis se partagèrent. Laudonnière opinait de livrer bataille à terre, en obligeant l'ennemi à se déployer sous le canon du fort. Ribault préféra, au contraire, une bataille navale : c'était fou, on entrait dans la saison des orages ; ce fut malheureusement ce parti qui prévalut. Ce qui était fatal arriva : la flotte fut disloquée la nuit par le gros temps et les débris de l'équipage atterrirent tant bien que mal, inutiles, en deux points séparés de la côte. Cependant Menendez attaque le fort que Laudonnière occupe avec une poignée d'invalides. Tout fut égorgé, l'Espagnol ne fit grâce à personne. Après cette exécution, ce fut le tour des naufragés que Menendez découvrit en deux groupes, désarmés et mourant de faim, au nombre

d'environ deux cents. Il ne fut fait aucun quartier. La mémoire de cette boucherie (20 et 25 septembre 1565) survit encore dans les noms de *Matanzas inlet* ou Anse du massacre et de la Barre de Jean Ribault ou *Barreta de Ribao*.

Ce crime atroce, en pleine paix, commandé par un prince qui était le beau-frère de Charles IX, souleva l'opinion, mais Philippe n'était pas homme à s'en dédire. La France dut ravaler l'affront. Cependant l'honneur du pays suscita un vengeur. C'était un gentilhomme gascon, un ancien soldat de Montluc, Dominique de Gourgues, qui avait un compte à régler avec les Espagnols; il avait tâté de leurs galères. A ses frais et avec de l'argent prêté par ses amis, il arme en secret trois frégates, cingle pour donner le change sur les îles du Cap-Vert, comme s'il méditait un coup sur les côtes de Guinée, puis brusquement met le cap à l'ouest et débarque en Floride dans l'été de 1567. Menendez s'était retranché d'une manière formidable; l'ancien camp de la Caroline, muni de neuf pièces de gros calibre et appuyé par un système de deux nouvelles redoutes, était imprenable. Gourgues passa l'hiver à ruminer son plan et à renouer des intelligences avec nos amis les Indiens, déjà exaspérés par les brutalités des Espagnols. Puis subitement il se démasque et brusque l'offensive. Par une manœuvre foudroyante, il s'empare des deux points d'appui qui tombent le 24 et le 25 avril, puis le 27, d'un dernier coup de main, sans canon, il emporte le fort qui se vantait de pouvoir tenir un an. Toute la Floride espagnole succombait en trois jours.

Le vainqueur rapportait les clefs de l'Amérique. S'il comptait sur quelque gratitude, il fut cruellement trompé. On le traita en gêneur et en aventurier. Éconduit, ruiné, réduit à se cacher pour échapper à la rancune de l'ambassadeur espagnol, le héros éprouva ce que peut être, à certaines heures, la lâcheté du pouvoir. Un prince italien, le comte de Nevers, eut l'honneur de comprendre ce que commandait l'intérêt de la France. Une expédition massive se prépare pour une occupation en force; on décidait de créer un empire d'Amérique, ayant pour vice-roi le duc d'Anjou (le futur Henri III); Laudonnière, Gourgues sont rappelés à des commandements. C'était en 1572. La Saint-Barthélemy coupa court à tous ces projets. L'occasion ne se retrouva plus. Gourgues mourut obscur en 1582. Les relations de ces épreuves parurent peu après à

Londres, exhumées par un admirateur, du nom de Basanier, qui en dédia le recueil au ministre Raleigh. L'Angleterre n'eut qu'à étendre la main pour ramasser l'empire que nous n'avions pas su garder.

* * *

Cette histoire, trop souvent renouvelée chez nous, ne serait plus qu'un thème de réflexions mélancoliques, n'était une circonstance qui lui prête un nouveau genre d'intérêt. Parmi les livres les plus recherchés qui forment les archives de la découverte du Nouveau Monde, se trouve un in-folio imprimé à Francfort en 1591 avec un texte latin et des bois de Théodore de Bry. Ce livre est le tableau de l'expédition de Floride. Laudonnière, à son retour en 1564, avait pris soin d'emmener dans son état-major un dessinateur de mérite, Le Moyne de Morgues, pour dresser la carte du pays et noter les curiosités du voyage, dans un dessein de publicité pour la future colonie. Par miracle, le peintre survécut : il fut un des rares rescapés du massacre de la Caroline et put même rapporter en France les notes de ses compositions, qui parurent gravées dans l'édition de Francfort. Une seule des miniatures originales se trouve conservée aujourd'hui dans la collection de M[me] la marquise de Ganay. Mais un exemplaire de l'in-folio, colorié par un très bon copiste, existait à Paris où M. Charles de la Roncière, l'historien de notre marine, à qui rien n'échappe de cette grande époque, a eu la bonne fortune de le retrouver à la Bibliothèque du Service d'hydrographie. C'est cet exemplaire, reproduit en fac-similé avec une perfection extrême, qu'il vient de publier et qui est l'occasion du dramatique récit que je viens de résumer. Cet album est un précieux document de propagande par l'image et l'un des premiers monuments de ce que nous appellerions aujourd'hui le reportage mondial.

Je ne sais rien de l'auteur, que le peu que nous apprend son œuvre. C'était, nous dit M. de la Roncière, un cartographe dieppois, de cette école où l'on avait l'habitude de compléter les lacunes de la topographie par de petites scènes qui parlaient à l'imagination : un lion, un chameau figuraient le désert; une baleine, des dauphins représentaient l'Océan. Ces rébus avaient l'avantage de prêter aux anciennes cartes du monde un charme que les nôtres n'ont plus. L'univers se présente aux

yeux comme un jardin de merveilles, une ménagerie de conte de fées. Le Moyne conserve dans son livre ce système ingénu de représentations : plusieurs de ses dessins portent la trace des vieilles méthodes; l'auteur figure un territoire en projection cartographique, puis il anime ce canevas de vignettes anecdotiques, silhouettes d'Indiens, de huttes d'animaux, mêlant ainsi deux ordres de renseignements divers, un guide nautique pour le pilote et un catalogue de notions pratiques pour le maître-coq et le colon.

On assiste pendant une dizaine de pages aux premières scènes du débarquement, au choix du site de Port-Royal, à la construction du camp de la Caroline; c'est le journal de l'expédition. Le paysage n'est point décrit à la manière lyrique, avec des effusions et des étonnements, mais au contraire décomposé en éléments utiles, par un esprit attentif et dans le sens le plus terre à terre : voici la grande forêt et l'arbuste à calebasse et cette espèce de vigne sauvage chargée de grappes d'indigo; la rivière charrie les longs alligators. C'est la façon de décrire du peuple, celle de l'enfant : un dénombrement à grands traits et sans cabotinage. Mais le décor n'intéresse jamais bien longtemps; au contraire, l'homme est toujours un spectacle pour l'homme. Ces indigènes, ces Indiens, ces races inconnues, toute cette humanité barbare, ces cousins oubliés de la famille humaine offraient un sujet de curiosité et d'intérêt inépuisables. Ils ouvraient à l'esprit cent problèmes, qui sont bien loin encore d'être tous résolus. Cet agrandissement du monde, cette porte ouverte tout à coup sur une antiquité nouvelle, sur l'origine de l'homme et des sociétés, fut un événement capital, la question la plus troublante pour l'humanisme de la Renaissance. Pour représenter ces choses nouvelles, Le Moyne change de style; le cartographe disparaît et s'essaie à faire des tableaux. J'ai dit que Laudonnière avait détaché une mission dans l'intérieur des terres, chargée de remonter vers le nord et d'explorer les Apalaches; le peintre fit partie de cette colonne. Il vit en route des tribus différentes de celles de la côte et nota curieusement leurs mœurs et leurs cérémonies. Aujourd'hui que ces indigènes ont achevé de disparaître, son recueil est un trésor pour l'ethnographie américaine.

Sans doute, Le Moyne n'est pas un grand artiste; il a une rhétorique qui est celle de son temps et qui s'interpose

comme une grille entre nous et ce qu'il nous montre; son dessin a toujours besoin d'être traduit, et malgré lui le type Peau-Rouge se banalise, comme les figures du XII^e siècle, dessinées par le graveur de Montfaucon, perdent leur caractère archaïque et deviennent des « monuments de la monarchie française ». Il aurait fallu un Dürer pour oser être vrai et naïf, se débarrasser du « tout fait »; notre homme n'a pas ce pouvoir; ses Indiens sont un compromis du nègre et du Tartare, seules races que l'Occident eût appris à différencier (comme, dans un pays dont on ignore la langue, on croit se faire entendre en employant ce qu'on sait d'autres langues étrangères), et ces têtes bâtardes posent sur des académies d'Hercule Farnèse ou d'Antinoüs. Rien n'est plus amusant que cette convention classique, ce langage gréco-romain appliqué au portrait d'Œil-de-Faucon et de Bas-de-Cuir; mais il résulte de ce contraste un effet involontaire qui équivaut à la plus forte sensation d'exotisme.

Cette suite de tableaux représente les occupations des Indiens, la forme de leurs villages, leurs cases pareilles à des ruches d'abeilles, leur système de palissades et de fortifications, des scènes de guerre ou de chasse; le rôle des sorciers, les convulsions et les grimaces, les opérations magiques pour consulter les sorts; l'ordre de bataille, la façon de déclarer la guerre en semant le territoire ennemi de flèches où on attache une mèche de cheveux, de mettre le feu aux récoltes avec des flèches incendiaires; la manière de relever les blessés, les civières pour le transport, les bandages de mousse, l'hygiène des Indiens, leur médecine de décoctions et de bains de sueurs; les triomphes après la victoire, les déplorations des veuves, le système d'impôts, la culture, le jardinage, les travaux et les danses des femmes; les jeux de la jeunesse, l'exercice du javelot, le tir à l'arc et une sorte de pelote qui rappelle le *basket-ball*; l'affût où le chasseur attend le cerf à l'abreuvoir, camouflé lui-même d'une peau de cerf, l'art de tuer le caïman, en le retournant sur le dos, un pieu enfoncé dans la gueule; la façon de sécher les viandes et de les boucaner, les rites du culte du soleil, le protocole et les usages du mariage des rois.

Il y a là un répertoire complet de la vie sauvage, une observation touchante, sans dégoût, sans aucun sentiment de supériorité. En somme, ce qui dit tout, un grand fond de sym-

pathie. Nulle idée de reprocher à ces pauvres gens leur barbarie : bien au contraire, il semble que pour ces hommes de la Renaissance, les Indiens s'offrent comme un texte non corrompu où l'on peut lire dans sa naïveté la leçon de notre première mère. A cet égard, l'art un peu pompeux de Le Moyne est significatif : c'est comme un parti pris de voir les choses en beau, de rattacher la vie indienne, en dépit de la couleur, à la nudité des statues et au monde d'Homère. Il y a là comme une idée d'un état d'innocence, d'une dignité primitive, de la noblesse de la nature.

Certes, l'artiste est trop honnête pour généraliser. Il ne dissimule rien des coutumes féroces de ses hôtes : l'épouvantable cruauté envers les prisonniers, le sacrifice des premiers-nés broyés aux pieds du roi et offerts en prémices au génie de la tribu. On serait embarrassé devant ces usages monstrueux pour parler de la bonté de l'homme de la nature. Le Moyne n'ignore pas que le sauvage, autant que le civilisé, est sujet à l'appât du lucre et aux tentations de la cupidité : un de ses camarades l'apprit à ses dépens; il revenait chargé d'or, quand un de ses rameurs l'assomma d'un coup d'aviron.

On le voit, le dessinateur est un témoin qui mérite confiance : il ne ment pas, ne surfait pas, il dit le mal comme le bien. Et cependant, le livre fermé, il semble malgré tout que c'est le bien qui l'emporte : ce qui surnage de son voyage, ce sont plutôt des images de bonheur, de beauté, d'un certain état frugal de discipline et d'ordre spartiate, tel qu'il pouvait régner sous les lois de Lycurgue. Il peut y avoir des horreurs : la misère est absente et la décrépitude. Point de luxe et point de mendiants ; point de riches et point de pauvres. Une certaine industrie commune et pour ainsi dire élémentaire, qui rend ces sauvages assez habiles pour construire des canots, leur fait connaître l'usage du feu, des stratagèmes de guerre et de chasse, les ornements de plumes, les semailles et les récoltes, les fêtes, la musique et la danse. Les corps nus, niellés de tatouages, ressemblent à des bronzes; les femmes, vêtues de leur chevelure et d'une ceinture de mousse, n'ont pour parure que leur beauté. La rondes qu'elles forment sur le gazon, devant le roi et sa jeune épouse éventés par des *Flabelli*, ressemblent au chœur des Muses dans le Parnasse de Mantegna. Et une charmante gravure qui montre une famille indienne traversant un gué à

la nage, la mère soutenant ses petits comme une nymphe des eaux, respire une paix de grande idylle, la félicité de l'âge d'or.

Il est bien curieux de voir, en dépit des épreuves, se former chez nos voyageurs la légende, la chimère qui deviendra le thème de tant de rêveries. Elle date de loin avant Rousseau, l'utopie de l'état de grâce, la grâce de nature : elle nous vient de la Renaissance. Étrange fortune de l'Amérique, terre des expériences religieuses, et berceau de la religion qui devait faire concurrence au vieux christianisme, celle de la bonté naturelle de l'homme! Les nôtres, bons enfants, curieux, point fiers, sans morgue espagnole ni hauteur puritaine, n'y furent pas étrangers, toujours firent bon ménage avec les indigènes : plus d'un fit souche là-bas, épousa une sœur ou une fille de cacique. Ai-je dit qu'un certain François de la Lagüe, oncle de Michel de Montaigne à la mode de Bretagne (c'était le mari d'une Eyquem), montait une des frégates de Gourgues? On peut imaginer le philosophe se délectant aux récits de l'oncle, à ses vivants romans de Fenimore Cooper. Peut-être lui en souvenait-il en écrivant le chapitre *des Cannibales* ou la charmante gasconnade qui termine celui *des Coches* : « Mais quoi! Ils n'ont point de hauts de chausses. »

Louis Gillet.

QUESTIONS SCIENTIFIQUES

LES DÉLUGES GÉOLOGIQUES

L'homme qui imagine chaque jour tant d'artifices ingénieux et d'explications profondes, n'en demeure pas moins bien enfant quand il doit « réaliser » les notions les plus simplement imposées par le raisonnement ou par l'expérience. Il sait parfaitement qu'il mourra; mais il agit, il pense le plus souvent comme s'il devait vivre sans fin. Il se rend compte que le monde a été et sera tout différent de ce qu'il est; mais il persiste à le supposer toujours semblable. Il n'ignore plus que l'univers s'étend à des distances où l'on est forcé de compter par années ou par siècles de course lumineuse; mais il persiste à se croire instinctivement le centre de cet infini. La géologie et l'astronomie auraient dû rabattre cet orgueil naïf; mais il s'est appuyé au contraire sur leurs résultats pour le rehausser. Le mécanisme scientifique lui a paru la preuve convaincante que le ciel même est soumis aux calculs inflexibles de son génie... La science actuelle tend heureusement à se dégager de cette excessive confiance dans ses forces et s'habitue à reconnaître que ses hypothèses sont fragiles, ses explications provisoires, ses calculs momentanés. Mais la majorité du public garde une foi candide dans la religion du progrès illimité et s'indignerait volontiers contre l'incurie des pouvoirs publics quand ils n'empêchent pas les tremblements de terre, les raz de marée ou les cyclones. En étudiant ce que, pour simplifier, j'appelle très incorrectement les « déluges géologiques », à savoir les grandes invasions d'eau par lesquelles ont pu être successivement noyés nos continents, nous verrons à la fois

l'étendue de nos incertitudes et l'impossibilité où nous sommes d'expliquer les phénomènes géologiques les plus nets sans invoquer des causes hors de proportion avec ce qui se répète sous nos yeux.

Il va s'agir ici, j'en fais tout de suite l'observation, non pas du déluge biblique, mais d'autres déluges très différents, tous ou presque tous antérieurs; et, si le lecteur était tenté d'établir un rapprochement entre deux ordres d'idées indépendants, je lui demanderais de vouloir bien oublier un moment toute préoccupation religieuse ou antireligieuse, comme on le doit quand on aborde un problème scientifique. Les simples faits d'observation, auxquels nous allons nous borner en les interprétant de notre mieux, seront déjà assez obscurs et assez singuliers.

Le premier qui frappe tout naturaliste attentif, c'est la prodigieuse intensité des phénomènes aqueux dont la terre porte partout l'empreinte. Ces phénomènes sont de deux natures : déplacements des mers qui s'accusent sur toute la surface du globe depuis les temps les plus reculés; précipitations pluviales, particulièrement manifestes quand elles se sont produites à une époque récente. Je ne dirai qu'un mot des premiers qui n'ont qu'un lien indirect avec notre sujet. Cependant il est impossible de ne pas rappeler que la preuve du passage des mers est partout évidente sur nos continents et jusque sur le sommet des plus hautes montagnes. Nous ne sommes plus au temps où Voltaire, en bon journaliste, jugeait très spirituel de railler à ce propos les géologues et prétendait expliquer suffisamment les coquilles marines des terrains alpins par le passage des pèlerins venant de Terre Sainte. Nous ne voyons plus aujourd'hui, dans les fossiles primaires ou secondaires, un rapport quelconque avec le déluge des quarante jours; ce qui eût suffi pour satisfaire l'auteur de *Candide*. Mais nous y trouvons la preuve irrécusable que la mer a recouvert récemment l'emplacement des Alpes ou des Pyrénées.

On peut recueillir, tant qu'on le veut, des organismes marins dans le sous-sol de Paris; le Plateau central en renferme; il en existe sur la Jungfrau. L'histoire de la terre n'est que la succession de semblables flux suivis de reflux, tous datés

par leur faune, qui ont accumulé dans nos champs, parfois sur des milliers de mètres d'épaisseur, les terrains les plus communs, les calcaires, les marnes, les schistes et les grès. Nos plaines si tranquilles et si continentales de la Bourgogne, de la Champagne ou du Poitou sont des cimetières où se sont entassés les restes de générations qui, à cet endroit même, ont peuplé les flots. Chacun de ces déplacements marins, constatés par centaines, accuse, qu'on le veuille ou non, une modification interne de l'écorce terrestre. Ce n'est pas la mer qui monte en pareil cas comme lorsqu'elle est attirée par la lune ; c'est bien, en principe, et quoiqu'on ait soutenu la théorie inverse, la terre qui s'abaisse. De tels mouvements verticaux, qui constituent la seule explication plausible de faits indubitables, sont fréquemment prouvés, non pas seulement pour des temps reculés, mais aussi pour des époques voisines de nous : des époques où l'homme, s'il n'existait pas encore, était du moins bien près d'apparaître. Il suffit de rappeler l'ouverture très récente de l'Océan atlantique nord et du détroit de Gibraltar, l'effondrement de l'Adriatique ou de la Mer Égée qui, pour un géologue, sont des événements presque contemporains.

Sans vouloir abuser ici d'une terminologie rébarbative, je me borne à rappeler que les toutes dernières époques géologiques dont je puis me trouver amené à citer les noms, comprennent l'éocène, le miocène, le pliocène et le pléistocène, ce dernier (souvent mal nommé quaternaire) englobant le temps même où nous vivons et tous étant des subdivisions de la période tertiaire. Or c'est dans ces dernières époques, — si modernes, — que s'est presque uniquement façonnée la topographie visible pour nous sur le globe : la topographie plus ancienne étant réduite à ses fondations souterraines comme dans une coupe archéologique. Les hautes chaînes montagneuses remontent à l'éocène et au miocène. Les contours approximatifs des principales mers se sont fixés vers le même moment. Mais les affaissements dont je viens de parler (Atlantide, Égéide, etc.), sont encore postérieurs ; ils datent du pliocène et, partiellement, du pléistocène. L'homme a peut-être réellement assisté à la submersion de l'Atlantide. Il a vu en tout cas émerger et s'engloutir des îles dans la Méditerranée, vu se relever ou s'affaisser de plusieurs dizaines de mètres certains rivages, et ces derniers mouvements, qui se continuent insensi-

blement sous nos yeux, dont les séismes nous apportent un plus brusque écho, ne sont pas, nous allons le voir, sans corrélation avec les inondations fluviales que nous voulons particulièrement examiner.

Mais, avant d'y arriver, un mot encore pour éviter une confusion. Quand nous avons rappelé tout à l'heure les invasions marines, les « transgressions » qui se sont produites sur de très vastes étendues, par exemple à l'époque secondaire, nous avons employé les mots de flux et de reflux. C'était une simple image et il ne faut nullement penser à nos marées journalières, ni même à ces incursions dévastatrices de la mer qui accompagnent parfois les cyclones ou les éruptions et qui constituent les raz de marée : à ces grandes vagues qui envahissent un continent, parfois jusqu'à de fortes distances, mais qui se retirent vite après avoir tout détruit sur leur passage. L'observation est d'autant plus utile qu'on a proposé d'expliquer par un semblable raz de marée, parti du Golfe Persique, l'inondation mémorable dont les peuples de la Chaldée et de l'Assyrie avaient gardé le souvenir terrifié. Le géologue autrichien Suess, qui commence bizarrement son grand traité de géologie par un long chapitre d'exégèse et d'assyriologie sur le déluge, a cherché à démontrer cette hypothèse. Tout au contraire, les « transgressions » marines, dont il vient d'être question, ont installé la mer sur le continent submergé pour des périodes géologiques entières que nous sommes incapables de chiffrer en années, mais dont nous soupçonnons que la longueur doit se compter par centaines ou milliers de siècles. Ce ne sont pas là des inondations plus ou moins passagères ; ce sont des submersions, des engloutissements, parfois définitifs.

Nous laissons maintenant de côté les mers pour envisager l'action des eaux douces déversées par les nuages sur les continents. Le phénomène qui en résulte est cette usure générale dont les effets peuvent différer suivant l'altitude et suivant les terrains, mais qui n'en est pas moins partout manifeste et qui permet de reconnaître aussitôt l'âge d'une chaîne montagneuse d'après son degré d'aplanissement. Dans un paysage, les lignes horizontales caractérisent l'action de l'eau opposée à l'effort vertical du feu. J'ai déjà retracé ici (1) ce gigantesque combat des

(1) Voyez la *Revue* du 15 février 1928.

deux éléments rivaux. Il faut maintenant préciser les effets obtenus par le travail de l'eau et essayer d'en expliquer l'intensité.

La première disposition topographique, théoriquement la plus simple, qui peut en résulter, est celle qui se réalise lorsque l'érosion attaque un empilement de terrains horizontaux. En pareil cas, les eaux courantes en isolent des mamelons, des piliers qu'elles contournent et rétrécissent de plus en plus. Simultanément à cet effort en plan, l'eau en ajoute un en coupe verticale et décape, sur tous ces mamelons ou plateaux, les terrains meubles qui ont pu les recouvrir, en s'arrêtant quand elle rencontre un banc dur. Le résultat est de dresser au-dessus de la plaine une série de trapèzes plus ou moins allongés pouvant se réduire à des triangles : allure particulièrement accusée dans certaines régions comme le pays des phosphates sud-algériens ou le désert du *karoo* dans l'Afrique australe. Sans aller chercher si loin, bien des paysages de la région parisienne, où les lignes horizontales dominent, s'expliquent de la même manière.

Mais, ce qui est déjà plus singulier, cette tendance au nivellement, à l'horizontalité que nous attribuons au passage des eaux, s'accuse même lorsque les terrains ont commencé par être ondulés ou redressés, lorsque leur dureté semblait les mettre à l'abri de ces attaques.

J'ai sous les yeux en écrivant une vallée du Vendômois entaillée dans la craie, celle de la Braye, affluent du Loir. Le plateau de Troo, qui la domine, se silhouette par une longue ligne de niveau dont le calme contribue à la douceur tranquille et souriante de cette vieille France. Soixante mètres plus bas, un autre plan, également horizontal, marque la très large vallée, au milieu de laquelle serpente un mince ruisseau et, lorsqu'on examine la pente du coteau qui relie le plateau à la vallée, on la voit entaillée par une série de ravins asséchés, tous allant rejoindre au sud des vallons affluents de la vallée du Loir. Point n'est besoin d'être géologue, il suffit d'ouvrir les yeux pour voir que tout cela a été modelé par des eaux courantes comme dans une argile meuble, en suivant et élargissant au besoin des cassures antérieures. Mais cette explication sommaire cesse de suffire lorsqu'on cherche à mieux comprendre ce qui a pu se passer. En effet, ni le plateau ni le plan

de la vallée ne sont déterminés logiquement, comme dans le cas précédent, par l'existence de quelque strate résistante ayant arrêté l'érosion. Un géologue voit bien qu'il y a là deux terrains superposés, la craie de Touraine sur les sables du Perche; mais, l'un comme l'autre, ils ont subi, postérieurement à leur dépôt horizontal, des ondulations très marquées et ces vagues de la surface ont été tranchées par le ravinement, sans souci apparent de la dureté plus ou moins grande que pouvaient y présenter les terrains. Nous avons là un premier exemple très restreint de ce que nous allons maintenant décrire sous le nom de « pénéplaine ».

Il arrive, en effet, de rencontrer, sur des massifs de roches anciennes tels que l'Ardenne ou le Plateau central, à des hauteurs souvent considérables au-dessus des plaines proprement dites, de grandes zones grossièrement nivelées, au-dessus desquelles peuvent seulement se dresser des pitons volcaniques postérieurs à ce nivellement et sans rapport avec lui. Ces pénéplaines ne donnent nullement, quand on y chemine, l'impression d'une plaine, surtout si elles renferment des granits. Elles présentent souvent une topographie fortement mamelonnée. Mais, au lieu que des saillies très inégales y soient distribuées à peu près au hasard comme dans une chaîne alpestre, ici toutes les sommités se disposent suivant un plan, suivant une surface continue, de telle sorte qu'à distance l'œil, faisant abstraction des accidents de détail, est, comme dans les cas précédents, frappé par l'horizontalité des lignes. Tout ce plan, toute cette surface gauche peut d'ailleurs présenter une inclinaison d'ensemble : ce qui le différencie encore des paysages tabulaires que nous avons décrits en premier lieu. Enfin, à une grande profondeur dans ce massif coulent, étroitement encaissées, des rivières calmes rachetant par de nombreux méandres ce qui leur reste de pente à franchir.

Suivons la Meuse dans sa traversée de l'Ardenne. Vers Deville, Monthermé et Revin, les coteaux se tiennent uniformément vers la cote 400. Plus au nord, ils s'abaissent progressivement vers 370 du côté de Fepin. Partout ils apparaissent à distance horizontaux. Dans le même trajet, le lit de la Meuse, 200 mètres plus bas, s'abaisse de 140 à 120.

De même, tout le Plateau central présente, dans son ensemble, une surface gauche qui s'élève peu à peu du nord au

sud et de l'ouest à l'est pour tomber ensuite dans les deux sens d'une chute brusque. Le plateau situé au sud de Guéret oscille vers 640 pour atteindre 900 aux abords de la Corrèze et 950 plus au sud. Ailleurs, on atteint 1 000 mètres (volcanisme à part) dans le Puy de Dôme. La Sioule se comporte ici comme la Meuse et descend de 610 vers Pontgibaud à 310 vers Ébreuil, en même temps que les hauteurs au-dessus d'elle fléchissent de 730 à 600.

Enfin, ce phénomène de la pénéplaine que nous constatons ainsi à la superficie et que nous pouvons alors rattacher à une époque relativement récente, nous observons qu'il a pu se produire également à des époques très anciennes; car nous le retrouvons dans des sortes de Pompéi, enfouies sous des superpositions de sédiments datés par leurs fossiles. Ainsi, sur le bassin houiller du Nord, fondation d'une ancienne chaîne plissée, un manteau de craie horizontal, un dépôt franchement marin, atteint 200 à 300 mètres d'épaisseur. Or les travaux de mines ont permis de reconstituer la topographie, aujourd'hui souterraine, de la pénéplaine, jadis façonnée à l'air libre, qui forme la base de cette craie. On voit qu'elle était déjà arasée (tout en gardant des inégalités) quand, à la suite d'un affaissement, la mer crétacée est venue la recouvrir.

Tels sont les faits, bien extraordinaires quand on y réfléchit, que nous nous sommes bornés jusqu'ici à décrire. Mais quelle est leur signification? A la condition de mettre en jeu de grandes masses d'eau et beaucoup de siècles, les explications ne nous manquent pas; aucune toutefois ne nous satisfait entièrement si nous ne recourons pas en même temps à des mouvements internes.

De toutes façons nous sommes sûrs d'une chose, c'est que, sur des centaines de mètres ou des kilomètres d'épaisseur, sur des centaines de kilomètres carrés en étendue, des terrains ont recouvert jadis tous ces plateaux pour disparaître ensuite et que leur destruction est due aux eaux Mais comment s'est opéré ce coup de rabot? A quelle espèce de déluge, puisque nous avons écrit abusivement ce mot, devons-nous penser?

Les phénomènes lents, très longtemps continués, sont bien forts. Il suffit de laisser agir patiemment tous les agents de désagrégation et d'entraînement qui opèrent à la fois sur les

saillies d'une chaîne alpestre : les gelées et les végétations alternant leurs efforts pour l'émiettement des roches, les ruissellements, les fusions de neige ou de glace, les torrents, la gravité. Au début, cela marche très vite. Emportés par le torrent, les galets, bientôt arrondis, bombardent les obstacles. A moins d'un mètre par seconde, on voit encore rouler des galets d'un centimètre. Puis, à mesure que le travail avance, les pentes se régularisent et s'adoucissent; plus de persévérance devient nécessaire; mais la pulvérisation des roches finit toutours par permettre leur déplacement à l'état de limon. Même sur une plaine haute, les pluies creusent des cuvettes accolées dont les parois finissent par se rompre. Est-ce là tout et devons-nous nous tenir si aisément satisfaits? Bien des raisons conduisent à invoquer en outre un surélèvement du massif : ne fût-ce que pour comprendre ces entailles de 200 mètres et plus où coulent aujourd'hui des rivières. Le mouvement naturel des eaux courantes déversées sur une surface accidentée n'est pas de les scier, mais de se créer tant bien que mal un chemin sinueux, agrémenté au besoin de lacs et de cascades. C'est ce qu'elles ont dû faire ici à l'origine, sauf à rompre bientôt quelques barrages de lacs ou à entamer l'amont de leurs chutes pour les adoucir. Mais une gorge traversant de part en part tout un massif de roches dures ne s'explique pas ainsi. Imaginons au contraire que le continent s'élève peu à peu par rapport à la mer. Les rivières, sans abandonner leur premier lit, seront conduites, ayant une distance verticale plus grande à franchir sur un même trajet, à s'encaisser de plus en plus en conservant des méandres bizarres dont une étape ultérieure pourra amener l'élimination.

On a proposé une autre explication toute différente en faisant intervenir la mer : ce qui est particulièrement indiqué lorsque l'incursion de celle-ci se manifeste par une superposition de sédiments comme nous venons de le dire pour notre bassin houiller. C'est la théorie, jadis très en vogue, de l'abrasion marine. La mer, on le sait, ronge ses rivages, abat les falaises, nivelle les plages et peut, à la faveur d'un affaissement, déterminer ainsi, le long des côtes, une zone dite plateau continental. Cette zone est étroite. Mais supposons que le continent s'enfonce peu à peu. La mer l'envahit progressivement en laissant derrière elle une zone nivelée de plus en plus large. La vague agit

comme une scie entamant une pièce de bois qui s'incline. L'abrasion préparerait ainsi la transgression, toutes deux résultant de l'affaissement. Après quoi, tout le bassin marin aurait été relevé en masse pour apparaître au jour.

Cette théorie est ingénieuse; mais, comme il faut bien choisir entre les hypothèses, je lui ferai des objections. Il n'est pas très facile de l'appliquer au Plateau central ou même à l'Ardenne, pour lesquelles l'aménagement de la pénéplaine ne semble pas avoir amené ou accompagné un envahissement de la mer. D'autre part, les fonds de nos mers actuelles, y compris les plus récentes, montrent assez combien le nivellement y a été peu réalisé. Je ne parle pas du mouvement de bascule qu'il faut supposer dans les deux théories. Les géologues, on l'aura déjà remarqué, ne sont plus étonnés pour si peu. Sous la pression des faits, ils acquièrent vite une grande facilité pour faire surgir ou s'affaisser ainsi notre fragile écorce terrestre. On va le constater encore en arrivant maintenant aux grandes manifestations fluviales récentes qui, dans la période tertiaire, ont amené le creusement et le recomblement partiel de nos vallées, avec des effets plus exactement diluviens. Ici encore, je vais prendre surtout mes exemples en France pour qu'ils aient plus de chance de parler au souvenir du lecteur. Mais il doit être bien entendu que n'importe quelle région de la terre pourrait en fournir de pareils.

Dès l'éocène, en même temps que surgissent les Pyrénées, nous assistons à d'immenses déversements fluviaux qui, sans avoir aucun rapport avec le cours de nos vallées actuelles, couvrent des dizaines de kilomètres de large : soit des Pyrénées vers l'Atlantique ou la Méditerranée, soit du Plateau central vers la Manche. Ce sont, au sud, les poulingues ruiniformes du mont Serrat ou du Palassou. C'est, dans le nord, cette longue traînée de sables et de galets, dits sparnaciens, dont nous retrouvons les débris disséminés du Gâtinais au pays de Caux. Pendant le miocène qui succède et qui marque la surrection des Alpes, les sables de l'Orléanais, puis de la Sologne couvrent encore des pays entiers; le haut bassin de la Loire se vide alors dans la Seine par le Loing; le fleuve de la Sologne aboutit au centre de la Manche. Puis vient un autre large fleuve nord-sud réunissant l'Allier à la Loire. Le temps passe; la géographie se fixe; nous assistons, pendant le pliocène, au creusement

des grandes vallées qui constituent le lit majeur, le lit démesuré de nos petites rivières actuelles. Après quoi, pendant le pléistocène, ces mêmes vallées pliocènes livrent encore passage à des crues gigantesques qui, malgré leur caractère local, donnent cette fois plus exactement l'impression de déluges ayant pu frapper l'imagination des hommes. Voici une Seine atteignant 5 kilomètres de large près de Paris; une Loire de 10 kilomètres avant Orléans; un Loir de 3 kilomètres recevant une Braye d'un kilomètre; une Garonne de 30 kilomètres à la hauteur de Toulouse; un Tarn de largeur presque égale; une Durance de 6 kilomètres; un Var coulant sur 800 mètres de large et 7 m. 50 de profondeur, etc. En même temps, tous ces cours d'eau s'élèvent souvent de 100 mètres et plus au-dessus de leur lit actuel. On croirait voir notre réseau hydrographique dans le grossissement d'une forte loupe.

Ce fait remarquable est général dans le nouveau monde comme dans l'ancien. Les mauvaises terres des Montagnes Rocheuses en sont un exemple classique. La terre devait présenter alors, sous ces torrents d'eau, un aspect bien singulier. Et cela, non pas seulement pendant quelques jours ou quelques semaines de crues, mais pendant les siècles nécessaires pour entailler des terrains durs sur cent ou deux cents mètres de haut, accumuler les galets dans ces thalwegs et les déblayer. Et, remarque également curieuse, presque partout ce régime de pluies intenses paraît s'être arrêté brusquement. On n'a pas vu, en général, sur les graviers du fond, s'amasser les épais limons qui auraient caractérisé une phase tranquille; mais un peu de végétation les a aussitôt recouverts, sur lequel s'est mis à sinuer le filet d'eau qui subsiste aujourd'hui.

Que s'est-il donc passé de spécial pendant cette dernière période de l'histoire géologique? Assurément, comme on l'a fait remarquer, certaines coïncidences dans le gonflement des divers affluents et l'impossibilité de débiter assez vite par un chenal restreint peuvent suffire à provoquer des inondations très vastes et, en relevant le bief d'amont, déterminer des vitesses torrentielles. C'est ainsi que nous avons vu en 1910 la Seine reprendre presque son lit majeur. Mais ces crues n'entaillent pas le thalweg et leur effort s'épuise vite. Il a dû y avoir, à diverses reprises pendant le tertiaire, mais surtout pendant le pliocène et le pléistocène, des périodes de pluies

extraordinaires. Et l'on ne saurait manquer de remarquer que, durant le pléistocène, des périodes de glaciation intense se sont également succédé, de même que des phases où s'accumulaient ces immenses limons énigmatiques appelés loess. On est bien tenté, pour expliquer ces anomalies, de leur chercher un lien avec la surrection des hautes chaînes montagneuses qui s'accomplissait dans le même temps.

La substitution d'une montagne à une plaine, ou même à un bras de mer, outre qu'elle crée un condenseur de nuages, provoque la chute de neiges d'où naissent les glaciers qui alimentent les torrents. Elle entraîne des modifications dans le régime des vents, dans la température, dans le climat. Une rivière dont la source se trouve relevée reprend une allure torrentielle. Il y a plus; les grands événements dont l'Atlantique a été alors le théâtre, n'ont pu manquer d'avoir leur contre-coup, en Europe comme en Amérique. C'est à ce moment que, l'isthme de Panama se fermant et une barrière se rompant entre la Floride et les Antilles, le golfe du Mexique s'est trouvé relié à l'Atlantique, entraînant la production du Gulf Stream dont on connaît toute l'influence sur nos côtes européennes. Les mouvements du sol que nous invoquons ici pour nos rivières ne sont pas imaginaires. Il suffit d'examiner l'embouchure des cours d'eau dans l'Atlantique pour constater leur existence irrécusable. La Seine, la Loire, la Gironde, l'Adour, le Douro, le Tage se prolongent par un lit sous-marin creusé autrefois à l'air libre dans une plate-forme continentale : ce qui implique deux avances de la mer encadrant un recul. Les fjords norvégiens démontrent des alternatives semblables.

Peut-on préciser davantage, dater ces événements et les rapporter à la préhistoire humaine? La tentation était forte et on n'y a pas résisté. Il suffit de synchroniser arbitrairement les crues ou les glaciations successives portant localement le même numéro d'ordre pour généraliser et chercher dans l'astronomie ces évaluations en années dont nous serions si friands. Mais, en dépit de travaux patients et minutieux qui ont essayé de les démontrer, toutes ces hypothèses restent bien problématiques. Quand nous arrivons ainsi à la fin de l'histoire géologique, l'instrument de mesure que nous fournissaient les êtres marins nous fait défaut. Ils n'ont plus le temps de se modifier. Les extinctions, les émigrations des animaux terrestres

sont des événements d'une portée purement locale, sur lesquels, en entrant dans la préhistoire, l'influence humaine commence à se faire fâcheusement sentir. Les dépôts matériels eux-mêmes sont trompeurs. Des alluvions, des sables, des argiles nous dissimulent leurs remaniements. Des objets de silex ou même des dents de mammifères ont pu être déplacés par les eaux et artificiellement enfouis sans que nous le soupçonnions toujours. Toute affirmation exige ici une prudence infinie et des discussions interminables. Plus notre curiosité pose impatiemment des *pourquoi*, moins nous sommes en mesure de lui répondre avec certitude des *parce que*.

Nous en savons assez toutefois pour pouvoir répéter après Hamlet, dans ce cas comme dans bien d'autres, que tout n'est pas clair ici-bas et que tout n'est pas explicable par des causes à la portée de notre petitesse. Notre soif de tranquillité et de paix n'empêche pas plus les convulsions à l'intérieur de la planète que les guerres sur sa surface. Sans cesse, pour qui ne se contente pas des explications d'un manuel, quelque fait nouveau ou simplement regardé de plus près provoque l'étonnement. Et les savants ont l'égoïsme de s'en féliciter; car, si toute la vérité était connue, ils ne goûteraient plus le plaisir suprême de la chercher et de s'imaginer la découvrir.

L. DE LAUNAY.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

C'est vers Genève et l'Assemblée de la Société des nations que se tournent tous les yeux ; mais c'est à Washington, où se négocie l'entente anglo-américaine, que se joue la partie décisive. Nous assistons, sans que l'Europe continentale s'en rende suffisamment compte, à une extraordinaire tentative, dirigée par le Président Hoover et M. Ramsay Macdonald, pour établir sur le monde l'hégémonie anglo-saxonne. L'établissement de la paix universelle, la réduction des armements, n'apparaissent plus, quand on se place à ce point de vue, que comme des instruments au service d'une formidable volonté de domination par l'or, par la puissance financière, appuyée par une suprématie navale inattaquable. Si l'on regarde sous cet angle les événements contemporains, depuis l'armistice de 1918, tout s'ordonne et s'éclaire : le pacte Briand-Kellogg, la Conférence de La Haye, Genève. Le problème se présente bien tel que le posait, il y a deux ans, M. Lucien Romier ici-même et dans son livre : *Qui sera le maître : Europe ou Amérique ?*

Mais il faut bien voir que, par Europe, il convient d'entendre le continent. Car l'Angleterre, emportée par ses Dominions, qu'elle suit et à qui elle obéit de crainte de les voir s'émanciper totalement, n'est plus européenne. La signification des dernières élections, l'explication de l'attitude de M. Snowden à La Haye et de l'approbation presque unanime qui l'a soutenu, c'est la volonté du peuple britannique de rejoindre à tout prix la puissante démocratie ploutocratique des États-Unis, de s'éloigner de plus en plus des difficultés de l'Europe et des périls de guerre qui s'y embusquent au coin de chaque montagne, au détour de chaque golfe. La vieille métropole, dans sa cruelle détresse, s'accroche désespérément à son ancienne colonie ; elle aspire à se confondre avec elle,

à s'identifier à elle, malgré les profondes différences qui les séparent; elle se rue, pour lui plaire, à toutes les abdications, comme le fleuve puissant qui se hâte vers l'Océan où disparaît son individualité. Lorsque, le 28 septembre, le Premier britannique s'embarquera pour New-York et Washington, un grand acte symbolique s'accomplira; la vieille Angleterre portera aux États-Unis la charte de ses renoncements. Il est moins certain que M. MacDonald en rapporte, en échange, tout ce qu'il souhaite.

L'Angleterre a déjà sacrifié sa suprématie navale, aboutissement et fruit de toute son histoire depuis le XVI^e^ siècle; elle sacrifierait jusqu'à l'indépendance de sa pensée. Il s'agit d'abord de sauver la parité de la livre sterling avec le dollar et la situation mondiale de la City comme marché de l'argent. Sur le terrain financier, comme pour la puissance navale, l'Angleterre d'aujourd'hui se résigne à une royauté partagée, à un condominium, dans lequel elle garde surtout les illusions de la puissance, tandis que les réalités ont passé l'Atlantique. Et puis, il s'agit aussi de réaliser une certaine vision générale du monde spécifiquement anglo-saxonne et protestante, tout imprégnée de Bible, surtout d'Ancien Testament, toute pénétrée d'un pacifisme sincère, mais applicable d'abord aux autres peuples, ceux qui ne sont pas le peuple élu. Que ces aspirations soient nettement conscientes dans l'esprit des dirigeants des nations anglo-saxonnes, on ne saurait le prétendre; il s'agit plutôt d'un instinct traditionnel qui peut-être prend forme plus précise chez certains esprits distingués, tels que M. Hoover, mais qui, le plus souvent, ne s'analyse pas lui-même et ne reconnaît pas ses propres traits. Qu'il y ait de la grandeur en de telles conceptions, personne ne le conteste; qu'elles puissent devenir fort dangereuses pour les autres peuples, c'est aussi l'évidence même. Il faut toujours prendre garde à ce sport que Francis de Pressensé appelait jadis « une croisade de philanthropie agressive qui sert les intérêts britanniques ». Il suffirait d'ajouter: « et américains », pour que l'expression prît toute sa portée et sa pleine valeur.

Mais rendons-nous compte, nous aussi, nous Français et nous Européens, de notre force; comprenons que nos positions sont solides, tant que nous ne les abandonnerons pas naïvement, et que l'on ne peut guère se passer de nous. Faut-il rappeler certains arguments d'ordre financier que la Banque de France est en mesure de faire valoir et que, sans doute avec raison, elle a jusqu'ici jugé préférable de garder en réserve? Il subsiste notre puissance militaire qu'il

serait insensé de diminuer outre mesure; il y a notre empire colonial et tout ce qui constitue, par le monde, le rayonnement français. Il faut savoir jouer, sans en être dupes et surtout victimes, de la Société des nations et de cette idéologie spéciale, généreuse et imprudente, qui se développe à la faveur de ces courants d'idées que M. Robert de Traz analyse, dans l'intéressant ouvrage, *l'Esprit de Genève*. On sait fort bien, en Europe et ailleurs, que le jour où, se sentant menacée ou diminuée, la France dira : « non », on ne passera pas outre à son veto. Et puis, nous avons, en Angleterre et aux États-Unis, des amis qui savent ce que valent la loyauté de la France, sa puissance et son génie et qui sauront, à la lumière des événements, faire comprendre à leurs compatriotes qu'ils ont, ou qu'ils auront, plus qu'ils ne pensent, besoin de nous.

M. Ramsay MacDonald ne l'ignore pas et c'est pourquoi il prodigue les bonnes paroles à l'effet de nous endormir. Quelques actes de bon vouloir feraient mieux notre affaire et peut-être aussi la sienne. Ami de tout le monde, il l'est certes aussi de la France. Il l'a répété avec insistance à M. Élie J. Bois, du *Petit Parisien*, qui lui exprimait son inquiétude pour l'avenir de l'entente cordiale. L'entente cordiale, c'est, lui a-t-il déclaré en substance, un mot qui n'est plus de saison ; il faut parler « d'étroite coopération » ; il n'y a plus d'alliances, plus d'ententes, seulement une collaboration intime pour l'organisation de la paix. La Haye? Ce fut une nécessité malheureuse ; il fallait prouver que l'Angleterre est indépendante, libre de tout engagement. Il s'agissait de réagir contre « l'opinion très répandue non seulement dans le Labour, mais même dans les milieux conservateurs, que la politique de l'Empire avec la France était non une coopération, mais une subordination, et qu'elle devait faire place à une situation indépendante. Pour la grande majorité de l'opinion, la politique britannique était à la remorque, sous la dépendance de la France. » Ce sont là les calomnies et les mensonges que la presse libérale et travailliste a accrédités dans l'opinion anglaise. M. Ramsay MacDonald peut garder son miel, car il ne vaut guère mieux que le fiel de M. Snowden. Lorsqu'il a désigné le vicomte Cecil pour représenter, avec M. Henderson, le gouvernement britannique à Genève, le Premier britannique n'a pas pu s'imaginer qu'il préparait « une étroite coopération » avec le cabinet de Paris.

C'est dans une telle ambiance, parmi les desseins imprudents de l'Angleterre et les manœuvres avouées de l'Allemagne pour la

destruction des traités, que M. Briand a exposé, au cours d'un déjeuner, ses projets volontairement imprécis de fédération européenne. L'accueil fut chaleureux sur le moment et l'effet considérable; mais les réponses restèrent prudentes, commençant toutes par une adhésion de principe et finissant par les plus expresses réserves sur l'application. M. Briand souligna deux points : la nouvelle organisation ne serait dirigée contre personne; elle devrait se fonder et se mouvoir dans le cadre et sous l'égide de la Société des nations. M. Briand a été chargé de rédiger un mémoire et un questionnaire qui seront envoyés à tous les gouvernements dont les réponses fourniront les éléments d'un rapport général à l'Assemblée de 1930. En attendant, sur la proposition de M. Hymans et de M. Graham, ministre du Commerce britannique, le Comité est invité « à provoquer une réunion des représentants des gouvernements intéressés, en vue d'examiner s'il est possible d'aboutir à un arrangement international qui, sauvegardant à la fois les intérêts des producteurs, ceux des consommateurs et ceux des ouvriers, permettrait d'éviter les fluctuations considérables actuellement enregistrées dans les prix du charbon et du sucre et réduirait en même temps l'ampleur du déséquilibre existant entre la production et les besoins de la consommation ». Ces deux objets d'étude sont heureusement choisis. La crise du charbon est la cause prédominante du chômage qui désole l'Angleterre; d'autre part, on sait que la production rapidement grandissante du sucre de canne dans les pays tropicaux, particulièrement à Java et à Cuba, menace la prospérité rurale et l'équilibre financier de nombreux peuples européens, notamment les Tchécoslovaques, les Polonais, les Allemands, les Français du Nord. Mais comment concilier tant d'intérêts opposés? Il faut d'abord étudier et puis essayer.

Quand on en vient au faire et au prendre, le projet de M. Briand, séduisant au premier abord et qui répond certainement à un besoin généralement ressenti, apparaît singulièrement délicat. Une telle organisation, pour devenir réalisable, ne devrait-elle pas être dirigée, au moins défensivement, contre un ou plusieurs États? On n'a guère vu, dans l'histoire, de grandes créations surgir autrement que par un besoin de lutte ou de résistance. Est-il nécessaire de rappeler le blocus continental de Napoléon? Les nouveaux projets de tarifs douaniers actuellement en discussion devant le Sénat des États-Unis éveillent naturellement, par leur exagération souvent prohibitive, l'idée d'une organisation défensive européenne et de représailles.

Le danger est de se laisser entraîner à organiser l'Europe contre les États-Unis, dont la collaboration est si désirable à tant de points de vue. Quant à l'obstacle, il gît surtout dans l'admission ou l'exclusion de l'Angleterre qui entraîne avec elle ses Dominions. Si l'Empire britannique et, avec lui, les États-Unis qui constituent, l'un comme les autres, une fédération autonome et complète, sont introduits dans la fédération européenne actuellement en projet, ils ne pourront manquer d'en devenir rapidement les maîtres et de s'en servir comme d'un instrument d'enrichissement et de domination. S'ils restent en dehors, ne risque-t-on pas d'aboutir assez vite au conflit économique qu'il importe d'éviter? Nous croyons que tout projet d'une fédération universelle ou très vaste est condamné à un échec. L'opposition des intérêts, pourvu qu'elle ne dégénère pas en conflit et qu'elle n'exclue pas la conciliation, est féconde, nécessaire même au progrès. On peut concevoir trois grandes fédérations des peuples d'origine européenne : les États-Unis, l'Empire britannique, l'Europe continentale. L'Union des républiques soviétiques socialistes crée encore une autre difficulté; elle constitue, en effet, une fédération d'un genre très particulier qui aspire à englober tous les États à mesure qu'ils adopteraient le communisme; son système économique et politique en fait une individualité collective à part qui devrait, elle aussi, rester provisoirement en dehors de la fédération européenne.

Plusieurs journaux anglais du groupe de lord Beaverbrook, — parmi lesquels le *Sunday referee* du 8 septembre, dans un éditorial intitulé *Civis romanus sum*, — déclarent que l'Empire britannique ne pourrait pas concilier ses intérêts avec ceux de la fédération européenne esquissée par M. Briand et devrait s'abstenir d'y entrer. « Les diplomates britanniques se montreront sages en évitant de prendre de nouveaux engagements soit politiques, soit économiques, avec l'Europe, s'ils ont le désir de collaborer à la constitution du nouvel Empire britannique. » De son côté M. Ben Tillett, définissant, le 2 septembre, au congrès des Trade-Unions, à Belfast, ce que sera désormais la politique des grandes organisations ouvrières, conclut qu'elle doit devenir non plus nationale, mais impériale, c'est-à-dire qu'elle tendra à former, avec les Dominions et toutes les possessions de la Couronne, une unité non plus seulement politique, mais économique et douanière. Telle est la tendance générale des Anglais; malgré l'accueil sympathique fait par la presse travailliste au projet de M. Briand, on peut prévoir dès maintenant qu'il se

heurtera au particularisme irréductible de l'Empire britannique.

On voit avec quelle circonspection il convient de s'avancer; c'est peut-être sur le terrain politique d'abord qu'il y aurait le plus de chances d'aboutir à une entente. Ces difficultés ne doivent pas nous empêcher de chercher une solution et de faire quelque chose. M. Briand, d'ailleurs, n'a prétendu qu'indiquer une direction générale et un but à une entente européenne. L'idée est dans l'air; elle est sortie des tranchées de la guerre; elle se fortifie par la politique douanière des Américains et le particularisme insulaire de la Grande-Bretagne. *Europe, ma patrie:* c'est le titre d'un livre intéressant de M. Gaston Riou. Mais qu'est-ce, au juste, que l'Europe? Elle ne se définira qu'en s'opposant. En attendant, d'importantes améliorations pourraient être étudiées et réalisées, par exemple en ce qui concerne les transports, dans l'esprit de la conférence de Barcelone, les monnaies, et tant d'autres menues difficultés qui surchargent et entravent les échanges et les voyages. Tâchons, sans idéologie, de préparer quelques solutions pratiques.

L'affaire principale, d'où dépendent toutes les autres, c'est l'entente anglo-américaine pour la limitation des armements navals. M. Ramsay MacDonald s'est hâté d'annoncer, peut-être prématurément, que l'accord est fait. C'est là, pour le cabinet travailliste, un incontestable succès. Le public anglais a tout à fait abdiqué ses prétentions naguère si vivaces à posséder une flotte supérieure aux escadres réunies des deux plus fortes puissances navales. Le problème des croiseurs, qui avait fait échouer, l'année dernière, la conférence de Genève, serait, dit-on, résolu, les États-Unis obtenant une plus forte proportion de grands croiseurs de plus de 10 000 tonnes, et l'Angleterre se réservant d'en construire un plus grand nombre de petits. Ce qui souligne le caractère d'exclusivisme et d'impérialisme anglo-saxon des accords en préparation, c'est la proposition anglaise de supprimer les sous-marins qui sont, par excellence, l'arme défensive des puissances les moins fortes. Ainsi s'affirment les plans d'hégémonie universelle des deux grands *Commonwealth* anglo-saxons. Une conférence des cinq principales puissances navales ayant participé aux accords de Washington en 1922 serait réunie au commencement de 1930 : Américains et Anglais se proposent d'y faire admettre leur programme par le Japon, la France et l'Italie. C'est avant d'accepter de nous rendre à la Conférence qu'il convient que nous prenions nos précautions et posions nos conditions, après avoir négocié avec le Japon et l'Italie,

dont les intérêts s'accordent avec les nôtres. D'abord, il ne saurait être question de supprimer les sous-marins. En second lieu, si les pourcentages de Washington en *capital ships* sont maintenus, le nombre des croiseurs devrait être proportionnel à l'importance des lignes de communication à surveiller. Nous avons confiance que M. G. Leygues et ses collaborateurs, qui ont si utilement travaillé à relever la marine française, ne laisseront pas détruire leur œuvre dans quelque guet-apens diplomatique.

La limitation des armements terrestres apparaît aux deux grandes puissances anglo-saxonnes comme la conséquence nécessaire et comme l'objet même de la limitation des armements navals. Seulement, elle est infiniment plus délicate et dangereuse. Pour les armements sur mer, l'Empire britannique et les États-Unis travaillent à leur propre cause; dès qu'il s'agit des armements terrestres, ils s'appliquent à imposer leurs conceptions aux autres puissances; or, comme l'a dit M. Briand, dès qu'il s'agit de désarmer le voisin, on n'aperçoit guère les difficultés. L'accord anglo-américain n'a pas, en réalité, pour objet une réduction des forces navales de ces deux puissances maritimes, mais une limitation, ou, plus exactement, la fixation d'une parité entre elles, bien au-dessus de toutes les autres. Qu'y a-t-il de comparable entre une limitation des armements navals qui assure et stabilise la suprématie de deux puissances et écarte loin d'elles toute possibilité de rivalité, et une réduction des armements terrestres qui détruirait jusqu'à la sécurité des États auxquels elle s'appliquerait? La construction d'un cuirassé ne peut passer inaperçue, tandis que des mitrailleuses, des fusils, des canons même, se dissimulent aisément, et que la levée en masse plus ou moins préparée donne rapidement à l'État le plus peuplé ou le plus militaire une supériorité impossible à compenser.

Les Américains, qui n'ont pas de voisins et qui ne se représentent pas ce qu'est une invasion ou la simple menace d'une invasion, les Anglais qui, tant qu'ils détiennent la suprématie navale, ne peuvent craindre un débarquement, ont imaginé une conception mystique de la paix qui s'oppose à la conception juridique de M. Briand. C'est en vain que M. Briand, dans son discours de Genève, a réclamé des sanctions contre les violateurs du pacte et demandé que l'on mît un « bras séculier » à la disposition de la Société des nations; sa suggestion n'a pas eu de succès. Au contraire, les Anglo-Saxons des deux côtés de l'Atlantique n'ont qu'un souci : se délivrer de toute obligation juridique d'intervenir, sur

l'injonction du conseil de la Société des nations, en faveur d'un peuple victime d'une agression. Même les engagements de Locarno, si légers qu'ils soient, l'Angleterre d'aujourd'hui ne songe qu'à les éluder en créant un état de choses tel que le cas ne puisse se produire où elle serait obligée d'intervenir. M. Dalton, sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, a expliqué que les dernières possibilités de guerre se trouveraient abolies par une revision des articles 12 et 15 du pacte qui prévoient les cas où un État serait victime d'une agression ; ainsi deviendrait inutile l'article 16, déjà si imprécis, qui prévoit l'assistance à apporter en pareil cas à l'État attaqué.

Bien mieux, M. MacDonald, dans son discours à Genève, avait annoncé qu'il donnerait son adhésion au projet d'assistance financière aux petits États victimes d'une agression. Mais, quand le projet, œuvre du Comité économique que préside M. de Chalendar, vint en discussion devant la troisième commission de l'Assemblée, on s'aperçut que l'adhésion de la Grande-Bretagne était conditionnelle, incomplète et qu'elle refusait de s'interdire de prêter aussi de l'argent et de vendre des munitions à l'agresseur. Il est vrai que, pendant la guerre, ainsi que l'a révélé l'amiral Consett, l'Angleterre n'a pas cessé de pratiquer contre elle-même la contrebande au profit des Allemands; comment s'étonnerait-on que le vicomte Cecil tienne à ménager pour ses compatriotes la liberté de vendre des armes à un État agresseur? Le projet d'assistance financière est donc enterré.

Le vicomte Cecil ne s'est pas tenu pour satisfait de cet exploit. Il a déposé sur le bureau de la troisième commission un projet de résolution relatif à la réduction et à la limitation des armements; il y énumère les quatre principes d'après lesquels le gouvernement britannique estime que devrait être revisée l'œuvre de la commission préparatoire pour la réduction des armements; l'un des points exposés par lord Cecil vise la limitation des réserves instruites, c'est-à-dire une question particulièrement délicate parce qu'elle implique, pour la France, tout le problème de la sécurité et la forme du service militaire. La limitation des réserves instruites aurait, en effet, tôt ou tard, pour conséquence l'adoption d'un système d'armée de métier et de service à long terme tel que celui que le traité de Versailles impose à l'Allemagne. Les candidats travaillistes, durant la campagne électorale, avaient demandé que l'on revînt sur le compromis réalisé sur ce point entre le ministère conservateur et le cabinet Poincaré. Le projet Cecil aggravait donc par récidive l'offensive de M. Snowden à La Haye, puisque, pour la seconde

fois, le ministère travailliste se croyait en droit de renier un accord conclu par le ministère conservateur. Le projet de convention signé par lord Cushendun ne pouvait pas, d'après les usages diplomatiques les mieux établis, être remis en question par les États mêmes qui l'avaient conclu. La résolution de lord Cecil avait en outre l'inconvénient d'offrir au comte Bernstorff l'occasion d'une offensive contre la France et les lenteurs de la procédure de ce désarmement général, que l'Allemagne attend comme une préface à l'abolition des articles du traité qui établissent ses responsabilités dans la guerre. Lord Cecil défendit son projet avec modération et courtoisie ; M. Massigli, au nom de la France, les représentants de l'Italie et du Japon, en montrèrent les inconvénients et les dangers. Un texte transactionnel, habilement rédigé par M. Politis, rallia finalement toutes les opinions, lord Cecil ayant retiré son projet. Rien n'est changé dans la procédure établie précédemment ; la réduction des armements sur terre, sur mer et dans les airs reste un problème unique dont toutes les parties sont liées ; le Conseil n'est pas dessaisi au profit de l'Assemblée ; la commission préparatoire continue ses travaux dans le même esprit.

L'offensive menée par lord Cecil au nom du gouvernement travailliste aboutit en fin de compte à un échec. Elle a été l'occasion d'une manifestation caractéristique qui montre que l'opinion anglaise commence à se ressaisir. Le *Times* du 18 septembre critique en termes très vifs « l'inopportune intervention » de lord Cecil. En reniant les concessions souscrites par lord Cushendun, lord Cecil fait plus d'honneur à sa candeur qu'à son tact. Est-il assuré d'ailleurs que le cabinet travailliste, au moment où se réunira la conférence, sera encore au pouvoir et que lui-même sera son représentant? « Il ne sied véritablement guère à une grande puissance navale comme la Grande-Bretagne de paraître faire la leçon aux puissances continentales sur le meilleur système militaire sur lequel elles doivent baser leur défense nationale. » On ne saurait mieux dire et l'on doit se féliciter que ce soit le *Times* qui le dise. Il n'y a pas de commune mesure entre la limitation de ses armements navals qu'accepte l'Empire britannique en consolidant sa suprématie navale et la réduction que l'on voudrait imposer à la France de la puissance militaire qu'elle juge indispensable à sa sécurité.

Le représentant de la Chine, M. Chao-Chu-Wu, a, lui aussi, soulevé des orages en déposant une motion qui tend à préciser et à appliquer le fameux article du pacte qui prévoit « un nouvel examen des traités

devenus inapplicables, ainsi que des situations internationales dont le maintien pourrait mettre en péril la paix du monde. » Le gouvernement de Nankin rêve d'appliquer cette disposition, d'ailleurs imprudente, à ce qu'il appelle « les traités inégaux » dont il se plaint ; il ne s'est pas demandé s'il n'allait pas soulever les plus violentes polémiques. L'article 19 est, en effet, la suprême ressource de tous ceux qui veulent détruire les traités de 1919 et qui s'efforcent, en apportant toute leur mauvaise volonté à les appliquer, de les faire déclarer « inapplicables » et d'invoquer l'article 19. Le *Journal de Genève* et, avec lui, la presse allemande, ont insisté sur l'importance de cet article qui, à leurs yeux, est le point culminant du pacte, car « il faut passer d'un pacifisme purement conservateur à un pacifisme évolutionniste », dit le docteur Koch-Weser, ce qui signifie pratiquement que les traités ne sont jamais définitifs tant qu'ils ne sont pas à l'avantage de l'Allemagne. L'Assemblée a eu la sagesse d'écarter poliment la proposition de la Chine ; mais les polémiques soulevées autour de l'article 19 nous avertissent une fois de plus que la destruction des traités est plus que jamais l'objet de la politique allemande et hongroise. Il apparaît de plus en plus que la presse et l'opinion allemande ne seront satisfaites par aucune concession ; ce qui est accordé à leurs instances perd instantanément toute valeur et elles ne voient plus que ce qu'elles réclament encore.

Rien n'est plus révélateur à ce sujet qu'un article publié, le 6 septembre, par la *Gazette de Cologne*, journal populiste qui suit les directions de M. Stresemann. La méthode prudente et juridique de M. Briand ne trouve pas grâce à ses yeux ; il préfère le pacifisme de M. MacDonald qui ne s'embarrasse guère des traités et qui s'applique à abolir jusqu'au souvenir de la victoire. « La différence ui existe entre le courage dont fait preuve M. MacDonald et celui dont fait preuve M. Briand est gigantesque. Qu'on ne dise pas qu'il s'agit là de deux façons différentes de travailler au bonheur du monde. La façon de M. Briand est désespérément périmée, bien que, malheureusement, elle ne soit pas encore retirée de la circulation... Il n'y a plus de doute à avoir à ce sujet : M. Briand, lui aussi, se voit de plus en plus contraint de se rallier à la méthode de M. MacDonald qui est aussi la méthode de M. Stresemann et celle de tous les citoyens du monde qui désirent la paix... M. Briand ne veut pas jouer le tableau de la paix, à moins que cette paix ne soit assurée par des baïonnettes. Ce faisant, il expose son peuple, à qui il voudrait épargner une guerre, au danger d'une guerre. M. MacDonald

et M. Briand : deux hommes, deux mondes ! Le monde que M. MacDonald veut créer nous paraît plus beau que celui de M. Briand. Les idées de M. MacDonald ont plus de droits à l'existence que celles de M. Briand qui les a tirées du magasin aux accessoires de ses aïeux. »

A côté de basses flatteries à l'égard de la politique travailliste, on voit reparaître ici toutes les haines germaniques envers la France et tout l'objet de la politique allemande : détruire les traités. M. Stresemann est un disciple et un admirateur de Bismarck. « Le bonheur du monde », pour le journal populiste, ce serait le retour à l'Europe bismarckienne. Nous sommes sûrs qu'il y a plus de justice et d'espoir de paix dans l'Europe des Foch, des Poincaré et des Briand : nous saurons la maintenir.

Un grand prélat, un grand Français vient de mourir : le cardinal Dubois, archevêque de Paris, n'est plus. L'heure à laquelle nous apprenons cette douloureuse nouvelle ne nous permet que d'adresser le salut ému et respectueux de la *Revue* à la noble figure qui disparaît. Successivement évêque de Verdun, archevêque de Bourges, de Rouen et de Paris, Mgr Dubois ne sépara jamais sa fidélité indéfectible à l'Église et à la Papauté de son amour profond pour sa patrie. Ayant assisté avec tristesse à la rupture du Concordat et des relations avec le Saint-Siège, il eut la joie de travailler, avec un dévouement inlassable et souriant, à la reprise des rapports diplomatiques. Envoyé par le gouvernement en Orient, où, pendant la guerre, des ambitions rivales battaient en brèche notre influence, il y montra sous sa vraie figure nationale et catholique, la France de toujours. Bon d'une bonté conquérante, doué de cette rectitude de jugement qui profite des leçons de l'expérience, il exerça, en des circonstances souvent difficiles, avec une discrétion et un tact supérieurs, une influence bienfaisante et apaisante sur les hommes de son temps ; il laisse un nom honoré, à côté du cardinal Amette, dans la grande lignée des prélats conciliateurs qui furent les bons serviteurs de l'Église et de la patrie.

René Pinon.

Le Directeur-Gérant : René Doumic.

ÉPILOGUE
DE LA VIE AMOUREUSE

PREMIÈRE PARTIE

A Madame***, à...

C'est à vous encore, ma défunte amie ou ennemie, que j'adresserai cet « épilogue » : j'aurais l'air de vous mettre en disgrâce tardivement et quand vous n'êtes plus là pour vous défendre, si je vous dérobais le chapitre final de mes confessions, dont vous avez été la destinataire dès l'origine.

Toutefois, je vous avertis que cette lettre, dernière d'une correspondance commencée de votre vivant et continuée depuis par habitude, ne se conformera pas bien rigoureusement aux règles du genre épistolaire. La cause en est la nature même du sujet que je dois traiter.

Il va de soi que l'épilogue de ma vie amoureuse est une histoire d'amour. Tout le monde, y compris M. de la Palice, le devinerait. Cela pourrait, si vous y teniez, s'intituler roman. C'est une manière d'aventure. Il y a des péripéties, de l'imprévu, de l'invraisemblable, comme dans la vie, du sentiment, des joies courtes, des souffrances profondes.

Mais, s'il n'y avait rien de plus, ledit épilogue serait fort indifférent, et je ne prendrais pas la peine de déranger une morte dans sa tombe pour lui en servir le récit.

Copyright by Abel Hermant, 1929.

Ce qui le sauve de la banalité, ce qui lui donne peut-être quelque prix, c'est qu'il est justement l'épilogue, que je l'ai su dès la première minute, comme je sais tout de moi et de mes affaires intimes, c'est que, tout en le vivant avec la passion du désespoir, je l'ai observé stoïquement avec une immense curiosité. Je vous communique le carnet de notes de ma conscience, rien de plus.

Je débute par une parenthèse, comme si je vous écrivais une vraie lettre et me souciais peu de savoir où je vais ; mais soyez tranquille, la digression n'est qu'apparente, elle m'amènera vite à mon propos.

Figurez-vous que depuis quelque temps je me suis pris de fantaisie pour les romans interminables et illisibles du dix-septième siècle. Naturellement, je n'ai pas l'imprudence de les lire : le goût m'en aurait vite passé; mais vous apprendrai-je que Patru, oui, l'inventeur des discours de réception, Patru qui depuis... Rome alors n'estimait pas singulièrement sa vertu, mais toutes les femmes le trouvaient irrésistible. Il visita l'Italie en 1623. Il a laissé de son voyage une relation tout aussi agréable, bien plus naïve que les lettres du président de Brosses.

Il conte que dans le Piémont il vit l'illustre d'Urfé, « et je le vis, dit-il, avec tant de joie qu'encore aujourd'hui je ne puis penser sans plaisir à des heures si heureuses. Il avait cinquante ans et davantage... (Cinquante ans, quel chiffre !) Je n'en avais que dix-neuf; mais la disproportion de nos âges ne me faisait point de peur; bien loin de cela, je le cherchais comme on cherche une maîtresse, et les moments que je passais auprès de lui ne me duraient guère plus qu'ils ne me durent auprès de vous. » Ai-je besoin de vous dire que Patru écrit à une femme, comme je vous écris?

Il ajoute d'ailleurs :

« D'Urfé m'aimait comme un père aime son fils... Dans nos entretiens, il me parlait de diverses choses; mais, pour moi, je ne lui parlais que de son *Astrée*. »

Peut-on lire ces lignes charmantes et douter encore que l'auteur de ce roman aux innombrables éditions fût le plus séduisant homme du monde ?

Quant à son ouvrage, s'il a fait perdre le sommeil à tous les contemporains et s'il nous fait bâiller aujourd'hui, qu'inférer de là, sinon que le goût est changé, et qui nous prouve

que c'est notre goût qui a raison ? Je suis de mon temps et il est probable que, si j'avais la témérité de le feuilleter, il me tomberait des mains. Aussi bien m'en garderai-je, afin de préserver l'indépendance, je veux dire l'incertitude de mon jugement. Mais je retiens que d'Urfé, qui arrangeait ses histoires à peu près comme j'arrange les miennes pour vous les conter, appelle cela *romancer* : nous lui devons ce néologisme, si j'ose qualifier de néologisme un verbe qui a déjà tant de quartiers.

D'Urfé m'ayant mis en appétit, je me suis avisé que Madeleine de Scudéry devait bien présenter aussi quelque intérêt. Mon enquête lui a été très favorable. Saviez-vous que c'est elle qui a inventé l'analyse ? Parfaitement : l'analyse psychologique. Je ne doute pas qu'il n'y ait loin d'elle à Stendhal et de la *Clélie* à la *Chartreuse*, mais il y a aussi commencement à tout.

J'appliquerai le même dicton à sa fameuse carte du Tendre. Vous me faites l'honneur de penser que je sens la puérilité précieuse de cette topographie et de ce vocabulaire. Quand je vous décrirai tout à l'heure les stations de mon dernier amour, ne craignez pas que je pousse le goût du symbole ou la manie de l'archaïsme jusqu'à vous dire : « J'ai demeuré peu d'instants à Tendre-sur-Inclination, d'où je n'ai fait qu'un saut à Tendre-sur-Enthousiasme. » Mais il me plaît de croire que ce jeu traduit en termes romanesques des finesses de la sensibilité qu'aujourd'hui encore nous pourrions être fiers de noter aussi justement. L'expression seule en est démodée. Nous dirions les mêmes choses, de façon plus scientifique. Qui prouve que cette autre manière ne fera pas sourire demain ?

« Pays de Tendre, dit Littré, nom allégorique d'un royaume imaginaire. » Nous n'usons plus guère de l'allégorie et nous tendons toujours à ramener, autant que possible, l'imaginaire au réel. Je crois pour ma part que le royaume du Tendre est de ce monde. Il l'est du moins au regard de ceux pour qui sans doute le monde visible existe, qui cependant ne sauraient garder le souvenir d'un paysage, soit à la ville, soit aux champs, s'ils n'y attachaient le souvenir personnel d'un état d'âme.

Ce nom de « Tendre » n'est donc pas, à mon gré, d'une généralité suffisante ; il donne indûment le pas à la sensibilité sur l'intelligence, ainsi que dans les salons à la mode ; car je suis persuadé qu'un Newton, par exemple, se rappela toujours

la figure du pommier d'où il vit tomber la pomme qui lui suggéra la formule de la gravitation, tout de même que le héros de roman se rappelle l'arbre désormais sacré où il grava le chiffre de sa maîtresse entrelacé avec le sien. Mais je serais mal venu à critiquer ceux qui, dans cette géographie et cette nomenclature, ne font état que du sentiment, puisque je n'ai moi-même dessein pour le moment de vous parler que de mon cœur et de ses lieux d'étape.

Le pluriel est ici de trop, vu que je suis tombé amoureux pour la première fois de ma vie et pour la dernière, — je le souhaite, — exactement à la même place, avec seulement un intervalle d'un demi-siècle.

Les circonstances de ces deux événements ne furent pas moins semblables que leur situation. Je ne crie pas au miracle, vous savez que ce n'est pas mon genre. Cette rencontre ne me paraît même pas singulière : je la trouve, à rebours, pleine de sens et conforme, sinon aux apparences communes de la nature, du moins à son ordre supérieur; mais j'avoue que ces bonnes fortunes sont rares : elles n'échoient guère à des gens qui ne seraient capables que de s'en amuser, non d'en interpréter le mystère ni d'en tirer un enseignement.

L'endroit où je vous conduirais, s'il vous prenait fantaisie de quitter votre paisible séjour et de revenir sur la terre, que je pourrais frapper du bout de ma canne, comme lord Seymour, jadis, je ne sais quel pavé du vieux Paris, en disant : « C'est ici le centre du monde », le point est avenue Matignon, très légèrement à gauche de l'avenue Gabriel, et juste vis-à-vis l'hôtel qui, sur l'autre trottoir, fait le coin de la rue de Ponthieu.

Cet hôtel n'existait pas lors de mon premier amour. Il y avait, en contre-bas du trottoir, une salle nue, ouverte à tous les vents, où un homme, ambitieusement vêtu et coiffé de blanc comme un chef de cuisine qualifié, avait établi un fourneau à gaufres.

Fénelon, qui est un rêveur, s'est plu à nous conter que, dans l'île des Plaisirs poussaient de grands arbres d'où tombaient des gaufres que le vent emportait dans la bouche des voyageurs. Les gaufres de mon enfance ne tombaient pas des arbres de l'avenue Matignon, mais on les montait du sous-sol jusqu'à une terrasse de café qui était devant, et les consommateurs les arrosaient ordinairement de « sodas ».

On appelait « soda », en ces temps lointains, un mélange de sirop de groseilles et d'eau de Seltz. Je crois que la maison Schweppe ne fabriquait pas encore, et d'ailleurs, le soda anglais devenait en français « eau de soude ». Je l'ai vérifié notamment dans une traduction de Byron, de l'époque romantique.

Si je vous donne ces détails apparemment oiseux et qui n'ont point de rapport à ma psychologie, ne croyez pas ce soit par manie de l'exactitude : ce serait plutôt par mortification. J'aime amèrement tout ce qui rappelle que d'une année à l'autre l'humanité, comme on dit vulgairement, ne se ressemble pas, et que rien, partant, ne peut subsister aujourd'hui de ce qui amusait mes yeux quand j'étais jeune.

Mais je me fais aussi une raison : je songe qu'outre cette mince surface, rien ne change au cours des siècles, voire des millénaires, et qu'il m'importe peu que la machine à mesurer le temps s'affole, puisque ma pensée est affranchie du temps. — Mon Dieu ! que j'ai de peine à ne pas me perdre dans les nuées ! Redescendons vite ici-bas, et plus bas même, jusque dans le sous-sol des gaufres.

Ces gaufres de la rue de Ponthieu étaient une célébrité de Paris; à telles enseignes qu'elles ont survécu lorsque la maison qui les abritait a été démolie et reconstruite. L'hôtel, anglais naturellement, qui s'est mis à leur place, ne pouvait s'approprier leur nom, trop modeste pour un hôtel : il l'a laissé tomber; mais un grand cabaret qui est un peu plus loin, sur la même avenue et sur le rond-point, l'a relevé. Les gaufres de la rue de Ponthieu ne sont plus rue de Ponthieu, mais Champs-Élysées.

De même, à Ferney, on montre à gauche la chambre de Voltaire qui était à droite. C'est pour la commodité du nouveau propriétaire : avouez que cela ne fait de mal à personne et qu'il aurait tort de se gêner. Au contraire, la symétrie de mes deux histoires serait dérangée, et elles perdraient en même temps leur identité symbolique, si je consentais au glissement du décor. C'est bien rigoureusement à la même place que je suis tombé amoureux pour la première fois de ma vie, et, cinquante ans plus tard, pour la dernière fois, vis-à-vis des gaufres de la rue de Ponthieu, rue de Ponthieu.

Les deux souvenirs, l'un de jadis, l'autre d'hier, se super-

posent dans ma mémoire si exactement qu'il me serait, je crois, impossible de les séparer pour vous faire deux récits distincts. Essayez donc de vous reconnaître parmi cette confusion, dont le pittoresque vous divertira peut-être.

Toutefois, sachant votre solidité, je pense qu'un autre caractère commun à mes deux aventures vous intéressera plus encore : l'amour, aux deux extrémités de ma vie, s'est produit dans mon cœur et a, comme on parle maintenant, évolué de façon si conforme à ma doctrine de l'amour, qu'une si étroite obéissance aux règles m'effraie; elle ne me paraît pas seulement prodigieuse : elle touche à l'irrégularité. *Summum jus...* Mais ne nous amusons pas davantage aux considérations, toujours hasardeuses : venons aux faits, qui les justifieront peut-être et qui auront leur prix, même s'ils ne les justifient pas.

Je vous ai donné de moi enfant plusieurs crayons dont je vous garantis la fidélité, mais il y aurait de belles choses à écrire sur la relativité des portraits. Ils ne sont pas vrais en soi : ils le sont, — ou ne le sont pas, — selon le point de perspective que l'on a été amené à choisir.

J'ai le sentiment que, pour vous conter mon enfance et me peindre, j'ai procédé comme les anciens artistes japonais qui travaillaient accroupis et à ras de terre : si bien que les premiers plans leur masquaient les fonds, et ce n'étaient pas les arbres qui les empêchaient de voir la forêt, c'étaient les humbles gazons et les petites fleurs des champs.

Aujourd'hui que je dois vous présenter un double portrait, de l'adolescent et du sexagénaire, il me faut regarder d'un peu plus haut ces deux personnages qui n'en font qu'un. C'est leur unité, en effet, qui me frappe, leur « identité », comme parlent les pédants de philosophie. Je ne crois pas qu'il manque au rhétoricien de quinze ans un seul des traits essentiels que j'aperçois chez son aîné d'un demi-siècle.

Vous allez me dire que ce qui est en acte chez celui-ci était chez celui-là en puissance, et vous aurez l'air d'avoir raison, mais pratiquement vous aurez tort, parce que de leur point de vue, les jeunes qui se connaissent voient ou pressentent accomplies leurs plus magnifiques possibilités : c'est ce qui excuse leur arrogance et fait même beaucoup mieux que l'excuser, mais n'excuse point du tout la méfiance, les doutes ou le stupide aveuglement des vieux à leur égard.

Je ne vous cèlerai pas que j'avais de moi-même, à l'aube de ma seizième année, une opinion extrêmement flatteuse; mais j'avais le bon goût de n'en rien laisser voir et de feindre la modestie. A vrai dire, je ne la feignais pas absolument. J'avais trop d'orgueil pour avoir ombre de vanité. De plus, je poussais la connaissance de moi-même jusqu'au point de comprendre, chose en un tel âge fort rare, que les adultes n'étaient pas en mesure d'apprécier la valeur actuelle de mes mérites et que je n'étais pas, moi, en mesure de la leur prouver.

Je ne leur en voulais pas : j'ai toujours été, avant tout, juste. Et je ne rongeais pas mon frein : j'avais déjà cette patience inaltérable, vertu sans doute, mais indice d'une confiance presque monstrueuse en soi, cette insolente patience qui, je l'espère, me soutiendra jusqu'à mon dernier jour, et qui, sur mon lit de mort, s'alliera, un peu bizarrement, à mon impénitente curiosité.

Enfin, j'étais bien élevé, moins sévèrement que ne l'avait été mon père, qui me permettait de prendre la parole à table, même quand je n'étais pas interrogé; mais, toute réflexion faite, je jugeais plus prudent de ne me pas révéler que je n'eusse atteint le point de ma croissance ou, si vous préférez, de mon entraînement. J'avais, outre l'éducation, un rien de timidité, un farouche besoin d'indépendance et de secret.

Tout cela me donnait une apparence de froideur en même temps que d'ingénuité, qui mentait fort impudemment. Je me rendais bien compte de mon involontaire fausseté, qui m'eût diverti davantage si j'avais su goûter, dès cette époque, les agréments de l'ironie. J'avais seulement alors une certaine disposition romantique, et ce qui m'intéressait plutôt, c'était le contraste de mes dehors pacifiques avec le bouillonnement de mon gouffre intérieur.

Lorsque j'y plongeais mon regard, je m'épouvantais moi-même, ce qui est chez les tout jeunes gens la seule véritable façon de s'admirer. Sans doute, j'étais assez fier de mon intelligence, de ma culture et d'une maturité précoce que j'apercevais fort bien; mais ma fierté sur cet article ne passait pas celle du bon élève qui est toujours premier, qui s'en blase par l'habitude, et le trouve aussi naturel que les gens nés leur naissance et les riches qui ne sont pas des parvenus leur fortune.

Je n'étais pas d'ailleurs seul confident de mes mérites intel-

lectuels, et l'excessive publicité qu'on leur donnait alentour de moi, outre qu'elle m'agaçait les nerfs, en diminuait le prix à mes yeux jaloux. Personne au rebours, hors moi, ne soupçonnait la violence de mon tempérament, et je ne pouvais m'empêcher de rire tout seul quand j'imaginais la stupeur où seraient tombés mes proches, si par miracle ils avaient vu tout d'un coup jusqu'au fond de l'âme trouble de cet enfant sage.

Je ne jouais guère, je ne criais point, je rêvais, mais avec tant d'instinctive hypocrisie que j'avais plutôt l'air distrait que rêveur; je ne résistais jamais franchement, mais j'usais les volontés adverses par ma désobéissance passive, et avec cela, j'étais déchaîné.

Je n'étais pas moins innocent, d'une innocence matérielle rare à cet âge, qui eût dérangé tout le système de Freud, ce grand découvreur de mystères honteux, percés à jour depuis la création du monde. Je ne pensais avoir aucun mystère, mais pour moi, pour moi seul; et je crains que cette prétention ne fût une grande naïveté, mais je ne me trompais pas quand je me flattais d'être pour toutes les autres créatures vivantes un inviolable secret.

Ce privilège, illusoire ou non, de me connaître et d'être inconnu, à la lettre m'enivrait. Je disais, comme Descartes, *Eo larvatus*, mais je retirais mon masque, dès qu'il me prenait fantaisie de descendre dans l'abîme ardent de mon cœur, et j'avais des accès de puérile allégresse en même temps que d'effroi, comme un jeune héros de Jules Verne qui, ayant pénétré dans les entrailles de la terre par la bouche d'un volcan, se hâte vers le feu central. Cette évocation de Jules Verne nous remet à propos dans le ton de la quinzième année.

J'étais alors intimement lié avec deux frères, mes camarades, qui n'étaient ni l'un ni l'autre, au lycée, dans la même classe que moi, mais, entre les classes, demi-pensionnaires, selon le terme consacré, chez le même professeur. Ces détails, qui vous semblent probablement futiles, ont, au regard de la sensibilité des enfants, une importance capitale. Pendant toute la durée de leurs études, les « petits d'hommes », ainsi que les autres animaux les appellent dans la jungle, sont des êtres doubles : élèves, ou camarades, dans leur collège, créatures humaines chez eux.

Les éducateurs, gens d'ordinaire peu éclairés, ont la mala-

dresse de corner aux oreilles de ces innocents qu'un garçon bien élevé n'a pas honte de ses parents, quels qu'ils soient. Ce précepte part d'un fort bon sentiment, mais à l'impossible nul n'est tenu : or, tous les enfants ont naturellement honte de leur famille, pour la même raison qu'ils ont naturellement honte de soi; il leur semble qu'ils ne sont pas faits comme tout le monde, et aussi que les usages de leur maison diffèrent des usages de toutes les autres maisons par une originalité peut-être louche.

Ils n'en sont pas moins fiers, en même temps que honteux, de cette originalité. Une pudeur, qui cette fois n'est plus de la honte, les empêche d'initier aux mystères intimes quiconque n'est pas de leur sang; et quand, par exception, ils lèvent cet interdit, quand ils admettent au foyer une personne étrangère, c'est une grande victoire, un véritable miracle de l'amitié. Il ne faut pas oublier que, du moins à cet âge, l'amitié est d'abord un sentiment.

Celle que m'inspiraient les deux frères, Alphonse et Roland de Chavonne, était passionnée, toutefois avec une préférence. Ils n'étaient pas jumeaux, bien que pour la commodité on leur eût toujours fait suivre les mêmes cours. Alphonse était même l'aîné de onze mois, si j'ai bonne mémoire. Il était beaucoup plus grand, avec une jolie figure, et déjà de l'élégance. Roland était un peu noué, il avait l'air pauvre et, ce que je déteste, intéressant. Sa seule beauté était son regard enfoncé où on lisait toujours, non certes une prière, mais comme un reproche.

Il va de soi que je résistais héroïquement à la séduction d'Alphonse, et que ma préférence allait, avec une idée de sacrifice, à celui des deux frères qui me semblait disgracié.

Si la raison de la préférence me faisait honneur, en revanche, la cause même de la double amitié me paraît aujourd'hui assez médiocre. J'étais d'un milieu trop bourgeois, pour qu'une particule ne me fît pas dresser l'oreille. Peut-être n'eussé-je pas seulement pris garde à ces deux petits Chavonne s'ils avaient été Chavonne tout court; mais au collège on les appelait *de* Chavonne (ce qui, d'ailleurs, est une hérésie). Je tombai en de véritables transports, quand j'appris un jour, par hasard, que leur père était marquis, et qu'Alphonse le serait à son tour lorsqu'il deviendrait, selon la loi de nature, orphelin. Je demandai ce que deviendrait Roland. On me

répondit : comte. Je soupirai, et je le préférai encore plus à raison de cette infériorité.

Nous nous entendions fort bien tous les trois, mais il n'était pas encore question de nous rencontrer dans le monde, c'est-à-dire dans nos familles; toutefois, le modeste foyer du professeur chez qui nous allions faire nos devoirs et prendre un de nos repas, s'il n'était pas le siècle, n'était pas non plus le collège, et nous pouvions ébaucher une amitié plus humaine que la camaraderie.

Pour une raison qui vous fera bien rire, je ne m'étonnais point qu'on n'eût jamais parlé de m'inviter chez le marquis de Chavonne. Mes jeunes amis avaient une sœur aînée, une sœur de dix-sept ans, et il ne me semblait pas convenable que moi qui n'en avais point, je fusse admis dans une maison où respirait une jeune fille. Si vous pouvez, ou si vous voulez bien vous rappeler ce que c'était encore qu'une jeune fille, environ l'Exposition universelle de 1878, ma candeur vous paraîtra moins ridicule.

Mlle de Chavonne m'était, en principe, indifférente, mais je lui voulais mal de mort, parce que je la rendais responsable de l'exclusive dont je me croyais victime. Cependant, du jour que j'appris par hasard qu'elle se nommait Ghislaine, malgré moi ou à mon insu ma curiosité commença de rôder autour de la jeune personne qui portait ce nom rare.

Je perdis en même temps le dernier espoir qui pouvait me rester de l'approcher jamais; et j'accueillis comme un pis-aller fort agréable, comme un compromis avantageux, la proposition que me firent Alphonse et Roland de prendre rendez-vous avec eux les jours de congé, soit aux Champs-Élysées ou au Bois. C'était un nouveau progrès dans la voie de l'amitié particulière.

Cette amitié fut alors traversée par malheur, — ou plutôt par bonheur, car l'accident lui profita. Rien ne m'obligeait de raconter à la maison où j'allais me promener le jeudi et le dimanche, ni de publier la liste de mes relations ; mais j'ai toujours eu, j'ai encore un besoin double et contradictoire de cacher mes fortunes et de les crier sur les toits. Je fus bien aise de pouvoir dire que je passerais une partie de l'après-midi avec les *de* Chavonne; et j'appuyai, sans avoir l'air d'y toucher, sur le *de*, qui ne faisait pas à ma mère moins d'impression qu'à moi.

Mais cette fois je tombais mal ; mon père avait en ce moment quelques ennuis de carrière, et devait ménager certains personnages officiels d'une rigoureuse orthodoxie républicaine. Tel était le libéralisme de l'époque, que le fils d'un haut fonctionnaire ne pouvait, sans rendre son père suspect, fréquenter des gens à particule.

Quand on me le dit, j'eus un transport d'indignation, mais j'eus aussi l'habileté de n'en rien laisser paraître. Cette petitesse me révoltait : je suis naturellement généreux, mais je suis pour la politique des résultats. Du moment que j'étais sûr de moi, résolu à ne rien céder de mon amitié, qu'aurais-je avancé de le déclarer tout haut ? Je me sentais prêt à tous les sacrifices, à ceux du moins qui n'atteignaient que ma famille ; mais je dissimulai, je mentis. Je dis d'un air détaché, toutefois sèchement :

— Bon ! Je ne verrai plus les Chavonne...

Ma mère me dit qu'on ne m'en demandait pas tant. Je lui repartis stupidement :

— Oh ! moi, tu sais, c'est tout l'un ou tout l'autre. Ou bien je les verrai tous les jeudis et tous les dimanches, ou bien, hors du lycée, je ne les verrai jamais.

Et je fis une belle sortie. Puis je courus rejoindre mes camarades.

Si je me permettais d'arranger les événements, je ne manquerais pas de vous dire que la rencontre de mon premier amour date de ce même jour-là, deux heures à peine après la scène dont j'étais encore tout échauffé. Mais, à vous, je ne mens pas. Et puis, je n'ai plus quinze ans. Non, ce ne fut point ce jour-là, ce fut un autre de ces jours-là, un jeudi.

J'étais allé prendre les deux Chavonne au manège Latry, qui était alors l'école d'équitation la plus réputée, et qui se trouvait environ le milieu de l'avenue des Champs-Élysées, non loin de la rue de Berri, si j'ai bonne mémoire.

Alphonse et Roland... Je n'ai pas songé à vous dire que du jour où l'on m'avait invité à les fréquenter un peu moins, j'avais, pour protester, pris l'habitude de les appeler par leurs prénoms. Cette dérogation à l'usage est, dans les lycées et collèges de l'État, l'aveu officiel, presque provocant, de l'amitié particulière. Ils m'appelaient de même, mais pas toujours, quelquefois, quand ils y pensaient, et si visiblement par pure

politesse, pour ne pas me froisser, qu'ils obtenaient un effet contraire et qu'ils me déchiraient le cœur. Je retourne à l'équitation.

Les Chavonne apprenaient à monter; quant à moi, mes parents avaient décidé que je n'avais aucune aptitude aux exercices du corps et qu'il était bien inutile de me payer des leçons. Je crois, en effet, que l'économie était le seul « considérant » de ce jugement téméraire, injuste de surcroît, car je me sentais aussi capable que n'importe qui de tenir un cheval; mais le fait est que les Chavonne y montaient et que je n'y montais pas.

Cette différence, bien plus que leur particule, me marquait l'inégalité de notre naissance, d'une façon toutefois moins sociale que militaire. J'étais vis-à-vis d'eux le fantassin vis-à-vis des cavaliers. C'est sûrement par esprit de revanche que, deux ou trois ans plus tard, j'annonçai mon intention de servir dans les chasseurs : on voulut bien alors me permettre d'aller faire, trois fois par semaine, dans une école spéciale de préparation, du trot sans étriers.

Que la revanche était illusoire, au regard d'un jeune penseur déjà tout imbu de philosophie allemande! J'avais une raison d'apprendre à monter, les Chavonne n'en avaient aucune. Ils apprenaient pour rien, pour le plaisir, pour le chic. Or, je venais d'étudier de près le jugement esthétique. Je savais que l'art a sa fin en soi. Pouvais-je douter que, par analogie, toute élégance qui n'a pas sa fin en soi ne fût irrémédiablement gâtée par l'intérêt? Mais je ne l'avais même pas alors, ma revanche illusoire. Aussi enviais-je mes deux amis si atrocement que je me demande comment je pouvais faire pour ne pas les détester : je les aimais de tout mon cœur. Ces contradictions sont coutumières à l'adolescence.

En voici une autre, plus singulière : j'étais humilié devant eux quand nous descendions l'avenue ensemble, moi en piéton, eux en costume de cheval; et j'étais avec cela si fier d'eux, que je n'aurais pas cédé ma place pour un empire. Nous ne nous promenions pas de compagnie : je les promenais, je les montrais, j'étais leur montreur. Ma dignité cependant en souffrait : ah! c'était un étrange plaisir, assaisonné de mortification.

Je n'en voulais pas perdre une minute. Je n'osais point

arriver au manège dès le début de la leçon, mais j'arrivais bien avant la fin. Je me glissais dans la tribune, parmi les mères attentives et quelquefois angoissées. Je demeurais discrètement tout au fond, dans l'ombre, et j'assistais à la dernière reprise, celle où l'on franchit la barre. Je voyais sauter Alphonse et Roland. Je les admirais. Aujourd'hui que j'ai un peu plus de compétence, je dois à la vérité de dire qu'ils sautaient tous les deux fort mal, et le bel Alphonse encore plus mal que Roland. Mon préféré avait, hélas ! l'air d'un singe, mais un singe ne tombe jamais de cheval. Le bel Alphonse saluait en passant l'obstacle et je croyais toujours le voir rouler dans la sciure. Le cœur me manquait.

S'il avait, comme on dit vulgairement, ramassé un bouchon, il n'aurait jamais su que j'avais été témoin de sa honte ; car je me gardais de raconter que je savais le chemin de la tribune. Je décampais dès que l'écuyer commandait : *pied à terre !* Je courais tout le long du très long passage de porte cochère ; et quand mes amis, sans se presser, en devisant, sortaient, ils me trouvaient sur le trottoir. J'avais le front de leur dire :

— J'étais en retard, j'ai bien cru que j'allais vous manquer.

Alphonse déclarait avec hauteur qu'on ne m'aurait pas attendu, ce qui d'ailleurs était faux ; et Roland, que l'exercice avait mis en appétit, demandait :

— Où allons-nous goûter ?

— Celui-là ne songe qu'à manger, disait Alphonse avec un accent de mépris.

Je vous prie de remarquer comme nous étions bien élevés tous les trois, même du point de vue de la grammaire. Un petit jeune homme d'aujourd'hui dirait : « Où va-t-on goûter ? » et trouverait l'autre expression aussi affectée que traînante.

La question de Roland était oiseuse, attendu que nous avions adopté les gaufres de la rue de Ponthieu et que rien ne nous aurait pu résoudre de leur faire une infidélité.

Nous nous y rendions à pas comptés, en faisant, comme on parlait à l'époque, « notre persil », c'est-à-dire en posant pour la galerie. Je marchais entre les deux frères, dans une crainte continuelle de trahir par un geste, par une inflexion de voix, la préférence que l'aîné m'inspirait à demi à mon insu, ou la préférence que je m'efforçais de ressentir pour le plus jeune.

Durant ce trajet assez court, même si notre flânerie l'allon-

geait, je me croyais si heureux que la pensée qu'un tel bonheur finirait bientôt suffisait à le gâter ; et cependant, la folle course du temps me donnait le vertige, sa lenteur me faisait bâiller. Ces inconséquences sont naturelles à la quinzième année.

J'aurais voulu n'arriver jamais au coin de l'avenue Matignon et de la rue de Ponthieu, qui était le terme de la première étape; et quand j'y arrivais las, excédé, je ne pouvais me figurer que nous marchions depuis à peine vingt minutes. Je vous donne ces détaits, par eux-mêmes d'un intérêt médiocre, pour vous montrer combien j'avais, chaque jeudi, les nerfs agacés dès cette première halte de notre promenade. Ces causes d'irritation, d'un étrange artifice, d'une invraisemblable, d'une touchante absurdité, sont justement celles qui agissent avec plus de force sur la délicate sensibilité d'un enfant ou d'un adolescent.

Il ne me souvient pas d'avoir jamais été plus à leur merci ni plus puérilement supplicié qu'à l'instant du coup de théâtre qui me procura ma première émotion d'homme. J'étais à bout. J'aurais demandé grâce ; mais, à cet âge, on aimerait mieux mourir.

Après avoir descendu l'avenue des Champs-Élysées, nous contournions le Rond-Point, nous traversions l'avenue Matignon, inutilement, puisque nous nous trouvions du bon côté ; mais nous faisions semblant de n'avoir pas décidé encore si nous irions ou si nous n'irions pas aux gaufres de la rue de Ponthieu.

Nous nous dirigions cependant par là, avec nonchalance; puis nous nous plantions sur le trottoir vis-à-vis, où nous demeurions souvent plus d'un quart d'heure, comme des garçons incapables de prendre un parti.

Ce jour-là, j'étais exténué; j'attendais, résigné, le bon plaisir de mes deux amis, de mes deux tyrans, lorsque soudain retentit la voix claire de Roland, avec un accent que je ne lui connaissais pas, qui pourtant ne m'empêcha pas de la reconnaître. Il criait :

— Ghislaine!

Je me redressai, d'instinct je levai les yeux et je regardai droit devant moi, comme si j'eusse entendu un appel mystérieux, un avertissement d'en haut, ou peut-être, plus simple-

ment, un commandement militaire, et je vis... Vous n'espérez pas de moi un portrait. Selon ma coutume, je ne chercherai rien de plus qu'une de ces épithètes de monnaie courante que dédaignaient, en ce temps-là précisément, les écrivains « artistes », et il faudra bien que vous vous en contentiez.

Je vis une créature... éblouissante : c'est, en effet, mon éblouissement que je me rappelle plutôt que son apparition. Elle a su rester éblouissante, car elle a su vieillir, et il m'arrive de la rencontrer, superbe encore, après un demi-siècle, avec ses cheveux blancs ; mais sa lumière d'aujourd'hui ne saurait effacer le souvenir de sa flamme d'il y a tantôt cinquante années. Je ne pousserai pas la comparaison, qui serait une façon indirecte et hypocrite de vous faire le portrait que je vous ai refusé. Au surplus, les événements, qui se précipitent, ne m'en laisseraient pas le loisir.

A ce moment, Ghislaine, qui venait à nous, mais ne regardait que ses frères, tourna les yeux vers moi sans y songer et avec une entière indifférence. Le cœur me manqua au même instant, comme si j'avais fait une chute dans l'infini de ces yeux ; et malgré la soudaineté prodigieuse du phénomène, j'eus clairement conscience que j'aimais. C'est depuis que je *sais* que tout amour naît, comme on dit assez ridiculement, par coup de foudre.

Il ne faut pas me contrarier là-dessus : cette expérience fut la première, mais par la suite j'en ai fait cent, personnelles ou non, et pas une de mes observations n'a entamé ma théorie. Ce qui met les gens en doute du coup de foudre, c'est d'abord le mot, qui prête à sourire ; puis, c'est que l'on ne reçoit pas toujours le coup à la première rencontre. Maintes personnes s'avisent un beau jour qu'elles s'aiment quand elles se connaissent déjà depuis très longtemps, et elles se félicitent alors d'avoir appris à s'aimer. Mais « apprendre à s'aimer » n'a aucun sens. L'amour est quelque chose de spécifique, qui peut n'être point en dépit de l'affection et de l'intimité. Quand il se manifeste au cours de cette intimité, c'est toujours un premier commencement, brusque, et tout ce que l'on en peut dire, c'est qu'avant les deux sujets ne s'aimaient pas au sens propre du mot, et après ils s'aiment... Pardonnez-moi, j'ai l'air de vous faire un cours, ou, selon le terme cher aux contemporains de Stendhal, une « physiologie ». Je reviens aux faits.

Une force irrésistible m'attirait vers Ghislaine. J'avais besoin de l'approcher, de la toucher, j'aurais oublié toutes les convenances et les excellents principes de mon éducation. Heureusement, comme Alphonse m'avait nommé à elle sans d'ailleurs que je m'en fusse aperçu, elle me tendit sa main gantée, que je saisis. Je me courbai si bas qu'elle crut sans doute que j'allais commettre l'erreur de lui baiser la main. Pour me l'épargner, elle raidit un peu le bras, et je pensai à ma grand mère, dont le bras devenait ainsi de fer pour me tenir à distance, quand je marquais naïvement l'intention de lui sauter au cou; mais Ghislaine corrigea ce que le geste pouvait avoir de désobligeant par une pression plus forte, presque amicale, de la main.

La scène finit là. Aujourd'hui, la sœur, les deux frères, moi et l'Anglaise, dont j'ai omis de vous faire mention, traverseraient en bande joyeuse l'avenue Matignon, entreraient au bar, et, perchés sur les hauts tabourets, prendraient ensemble de nombreux cocktails; peut-être même serait-ce l'institutrice qui les secouerait. Entre nous, je n'y verrais pas grand mal; mais, il y a cinquante ans, quel jeune homme bien élevé n'eût pas tenu sa sœur compromise, si elle s'était livrée à de tels excès? L'idée ne nous en serait pas venue, même en rêve.

Nous échangeâmes avec M^lle^ de Chavonne, par pure cérémonie, quelques propos dépourvus de caractère. Elle repartit avec l'Anglaise, nous traversâmes enfin l'avenue Matignon, nous nous assîmes à la terrasse. Je remarquai que la pâte des gaufres était ce jour-là d'une légèreté incomparable et que le sirop de groseilles avait un parfum exquis.

Vous souvient-il d'un passage des *Confessions*, où Jean-Jacques raconte l'une des plus anciennes iniquités dont il prétend avoir été victime et qui firent de lui un persécuté dès l'enfance? Il ne peut encore, dit-il, après des années et des années, en faire le récit de sang-froid. Il est tout frémissant d'émotion et transporté de colère.

Ce n'est pas là une observation de qualité bien rare. N'importe qui, un Français moyen, s'il est doué d'une bonne mémoire et d'une imagination normale, a de ces souvenirs du premier âge qui, bien après le milieu du chemin de la vie, lui font monter le rouge au visage ou lui mettent la rage au cœur; mais j'aime que Rousseau l'ait écrit, autorisé de son nom, et illustré ainsi une des opinions dont je suis entêté, savoir que

le caractère ni le tempérament des hommes ne change sensiblement au cours de la plus longue journée.

Jamais, depuis les temps lointains où, chaque jeudi, je descendais l'avenue des Champs-Élysées entre Alphonse et Roland de Chavonne, de la porte du manège Latry à l'avenue Matignon, jamais je n'ai pu refaire le même chemin, — en mettant, je le gagerais, mes pas dans mes pas, — sans répéter toute la série des émotions puériles, compliquées, bizarres qui alors m'affectaient, et sans souffrir le même malaise nerveux qu'aux jeudis troubles de mon adolescence.

Je pense que vous admettrez bravement cette singularité psychologique; peut-être même vous « amusera-t-elle », comme parlent les artistes, vous feindrez du moins qu'elle ne vous étonne pas; mais vous commencerez de vous méfier, si je vous dis que j'ai toujours senti de l'électricité dans l'air en approchant du lieu où, à la première vue de Ghislaine de Chavonne, j'ai reçu le coup de foudre, puisqu'il faut bien employer cette locution fâcheuse, d'ailleurs exacte, qui n'a pas, hélas! d'équivalent. Et si j'ose naïvement vous avouer qu'à plus de soixante ans, chaque fois encore que je passais par là, j'avais le pressentiment d'une récidive, vous hausserez les épaules. Pourquoi?

M'obligerez-vous de vous faire une citation banale, comme il sied à mon âge, une citation de vieux monsieur qui a des humanités, et de vous rappeler que le vrai peut n'être pas vraisemblable? Paradoxe bien timide, car le vrai n'est jamais vraisemblable, et le vraisemblable est toujours arrangé.

Je crois vous avoir dit souvent, trop souvent, que mes pressentiments ne sont guère trompés: c'est à quoi j'attribuais jusqu'ici l'espèce de certitude qu'ils me procurent d'abord en dépit des résistances de ma raison. Je me suis avisé récemment d'une autre explication que vous allez trouver plus scientifique, et qui ne me justifie pas d'être ensemble incrédule et superstitieux, mais qui me devrait valoir les circonstances atténuantes.

Vous savez, car vous savez tout, que nous ne pouvons imaginer un geste sans l'ébaucher, d'une façon, il est vrai, imperceptible, ni concevoir une action sans, pour ainsi dire, l'amorcer. Je me demande si le pressentiment n'est pas de même, pour l'esprit qui pressent, un commencement de réalisation, et si par suite il ne comporte pas, encore que dans une mesure très restreinte, la certitude de fait.

Il est curieux qu'après un demi-siècle écoulé, lorsque de nouveau j'entendis l'écho de la voix qui, en ce même lieu jadis, joyeusement annonçait le nom de Ghislaine, je tressaillis certes, mais d'allégresse amoureuse, non de surprise, et la chose me parut d'abord toute naturelle. Ce n'est qu'après y avoir rêvé un instant que j'en aperçus l'invraisemblance, et que je l'expliquai, fort simplement, par une hallucination de la mémoire.

Mais ces sortes d'hallucinations sont d'ordinaire les copies littérales d'une image passée; et cette fois je n'avais pas entendu « Ghislaine » : j'avais entendu un nom presque pareil, dont la seule consonance m'avait frappé.

— Élaine ! avait appelé la voix.

Si je l'orthographie de cette façon inusitée, vous allez dire évidemment : « Belle malice ! Il a su deux jours ou cinq minutes plus tard que la personne, qui manquait probablement de simplicité, affectait d'écrire ainsi son prénom pour ne pas l'écrire Hélène comme tout le monde. » Je l'ai su, en effet, un peu plus tard, et même je l'ai blâmé; mais ce n'est point ce qui m'a fait entendre fort positivement Élaine, comme Ghislaine, sauf la première syllabe.

A cet appel, instinctivement je tournai les yeux dans la même direction que le jour où Ghislaine de Chavonne s'était manifestée à moi ; et je vis d'abord une jeune femme arrêtée tout près de moi, si près que Roland et Alphonse n'en étaient pas plus près ce jour-là ; et vers elle, mais il me semble que c'était vers nous, je vis venir une autre jeune femme comme était venue cinquante années auparavant Ghislaine de Chavonne vers ses frères et vers moi.

Il ne restait plus à répéter qu'un épisode essentiel, le plus essentiel il est vrai, mais qui ne pouvait plus tarder. L'inconnue, — Élaine, — par hasard tourna la tête et sans y penser me regarda, et j'eus l'ivresse, — mon amie, songez à mon âge, — l'orgueilleuse ivresse de sentir la même brusque défaillance du cœur, je fis la même chute vertigineuse dans l'abîme sans fond, dans l'infini de ces yeux.

Je ne pus me défendre de fermer les miens. Quand je les rouvris, presque dans le même instant, les deux femmes avaient disparu. Élaine avait si brièvement posé devant moi que ma mémoire n'en avait pu prendre aucune image visuelle.

Je le croyais du moins, j'ai su plus tard que je me trompais et que l'image, instantanée, était d'une netteté parfaite ; mais elle s'était rangée d'abord dans ces archives obscures où attendent et dorment les souvenirs et où la conscience ne pénètre pas.

A ce moment, j'ignorais, je croyais ignorer absolument les traits et la physionomie d'Élaine, la forme et l'habitude de son corps. Elle n'était pour moi qu'un nom prononcé d'une façon insolite, un regard où je m'étais abîmé. J'eus une affreuse angoisse. Il me sembla que, dans le même éclair, elle m'avait été donnée et reprise ; j'avais inventé ce trésor, aubaine à mon âge inespérée, et je l'avais perdu, mes mains débiles n'avaient pas su le retenir.

Lorsque mon cœur, étonné de pouvoir encore tendre tous ses ressorts, s'apprêtait avec une allégresse juvénile, mais avec l'expérience des ans, à élaborer un nouvel amour, brusquement son objet lui faisait défaut, et il n'avait éprouvé, — avec quel orgueil ! — sa force intacte que pour la voir inutile, — quelle déconvenue !

Que j'avais hâte de renoncer ! N'était-ce pas un autre symptôme de vieillesse ? Puisque je me flatte de si bien savoir comment l'amour se crée soi-même de rien par une sorte de *fiat lux* toujours miraculeux, puis par quels artifices de la nature il se développe et s'accomplit, n'aurais-je pas dû prendre garde que le peu que j'avais retenu d'Élaine suffisait à ce jeu de chimères, et surtout que pour un joueur qui n'a plus l'agilité de l'adolescence, moins il y a de matière réelle, plus sa tâche en est facilitée ?

Je vais encore fâcher ceux qui admirent Stendhal sans aucune réserve et comme Victor Hugo se vantait d'admirer Shakspeare, enfin comme des brutes, — ce n'est pas moi qui l'ai dit, — mais je n'approuve pas ce culte, rendu à un Shakspeare et, de lui à Stendhal, il y a encore une certaine distance. Je crois d'ailleurs admirer beaucoup mieux l'auteur de la *Physiologie de l'amour* en raisonnant mon admiration et en la chicanant au besoin.

Je reconnais volontiers qu'il a noté, avec plus d'exactitude que pas un moraliste, tous les petits faits qui signalent la naissance de cette passion et sa première montée de sève ; mais il s'est en effet borné à les décrire et à les énumérer sans ombre d'analyse ou d'interprétation. Ah ! c'est un vrai romancier :

c'est le grand peintre des apparences et qui s'arrête aux surfaces.

Il m'est impossible de découvrir, dans sa fameuse cristallisation, autre chose qu'une théorie, plausible, j'en demeure d'accord, de l'idée fixe et de l'association des idées. Comment ce chercheur a-t-il pu se contenter d'une science à ce point élémentaire? Je m'en étonne d'autant plus que le terme de cristallisation, qu'il se déclarait si fier d'avoir emprunté, semble témoigner qu'il était sur la voie. Cristallisation n'est qu'un à peu près, une métaphore, un mot d'homme de lettres qui ne signifie rien, ou il signifie que les éléments qui cristallisent ne se rencontrent pas seulement, mais qu'ils ont une tendance à s'ordonner : c'est la loi de cette ordonnance dont il fallait trouver la formule...

Je sens que je ferais mieux de suivre le mauvais exemple de Stendhal et que je suis imprudent de glisser dans mes phrases des mots étrangers à la littérature, de ces mots d'école que l'Académie chasse impitoyablement de son dictionnaire. Je ne risquerais rien si ces lignes ne s'adressaient qu'à vous, qu'aucun pédantisme n'effraie, mais j'aurai peut-être des lecteurs plus frivoles.

S'ils ont, en tout état de cause, peine à me suivre, ils ne se plaindront pas que j'aille vite, et vous ne me reprocherez pas davantage ma hâte, vous qui au besoin me devanciez. Ah! votre promptitude d'esprit et votre bagage d'érudition me sont furieusement commodes! C'est quand je passe sur un terrain scabreux et aride que j'aperçois comme j'ai été heureusement inspiré, quand, parmi tant de correspondantes qui s'offraient à moi, je vous ai choisie.

A vous, je ne ferai pas l'injure d'expliquer longuement la différence qu'il y a entre le mythe et la légende. Vous me couperiez la parole, vous auriez une petite toux sèche et irritée, puis vous me remontreriez promptement que vous le savez aussi bien que moi, ou mieux.

Le mythe est une fable entièrement inventée pour illustrer ou pour symboliser un dogme. La légende est une lente transfiguration des réalités historiques, œuvre instinctive, inconsciente, des simples, du peuple, et dont l'objet notamment, dans l'ordre des choses religieuses, est d'amener peu à peu le souvenir de ce qui est arrivé à paraître avoir accompli ce que les prophètes avaient annoncé qui arriverait.

Eh bien ! mon amie, tout homme entend résonner dans son cœur, dès l'aube de sa sensibilité, une voix prophétique. Elle lui annonce la femme qu'il aimera, une fois ou plusieurs fois, et qui sera toujours, sous des noms divers, la même idée de femme. Or, aucune femme mortelle ne peut ressembler à cette idée ; mais il suffit d'apercevoir chez celle qui passe le moindre trait ou la moindre illusion de ressemblance pour que le choc se produise : et sitôt qu'il s'est produit, le cœur complaisant commence à ourdir sa légende, afin que la passante soit transfigurée, que l'identité devienne absolue et que la prophétie s'accomplisse.

Dois-je m'excuser d'avoir hasardé dans un récit des considérations sur l'amour qui seraient moins déplacées dans *le Banquet* de Platon ? Je songe que Dumas a bien introduit, dans l'une de ses dernières pièces, une recette de salade, et que c'est même tout ce qui a survécu de la comédie. Ma doctrine vaut bien sa recette. Je regrette seulement de n'avoir pu vous attribuer les modestes réflexions qui précèdent, comme Socrate fait honneur des siennes à Diotime de Mantinée, car l'emploi de cette femme supérieure vous conviendrait à merveille. Je veux du moins, chaque fois que j'y penserai, vous prêter le nom de celle qui « était savante aux choses de l'amour et à bien d'autres choses ».

Avouez donc, Diotime, puisqu'il me prend fantaisie maintenant de vous appeler ainsi, avouez que pour créer le personnage légendaire, pareil à l'Idée, constant et immuable objet de mes diverses amours, je ne pouvais rêver mieux qu'une femme si peu chargée de réalité gênante et de matière : un regard, splendeur d'une âme, un nom agaçant.

Créer est toujours un miracle, mais créer de rien ou de presque rien est le miracle le plus facile. C'est une tâche à la portée des commençants et de ceux qui sont près de finir. Voici qu'une fois de plus je surprends l'harmonie et le rythme de la vie, qui s'achève dans le même ton et dans le même mouvement qu'elle a commencé.

La vieillesse neuve fait pendant à l'adolescence, et si la fortune veut qu'elle aime encore, c'est avec les mêmes étonnements et les mêmes timidités. Je ne crois pas cependant que jamais le destin eût donné à personne un signe plus marqué de cette symétrie : je trouvais même que d'avoir fait naître au

même lieu de la carte du Tendre mon premier et mon dernier amour, c'était un procédé bien gros, injurieux à ma dignité, et qu'il fallait donc que l'on méconnût le pouvoir dont j'étais si vain de pénétrer jusqu'à l'intime secret des choses, puisque l'on avait l'impertinence de me mettre le doigt dessus.

Mais j'appréciais aussi, un peu lâchement, l'aide que me prêtait cette rencontre à peine invraisemblable de Ghislaine et d'Élaine. Puisqu'elles devaient toutes deux ressembler à la même idée, n'était-il point fatal qu'elles ressemblassent l'une à l'autre? Le décor qui, sur le théâtre de ma mémoire, leur avait été commun, rendait cette confusion facile; et comme je ne pouvais non plus me dispenser de donner à Élaine des traits humains, car je ne suis pas, hélas! de ceux pour qui le monde invisible seul existe, je lui attribuais tout naturellement le visage de Ghislaine rajeunie.

Mais ce qui rendait sa tâche aisée au vieux poète ouvrier de légende amoureuse, la rendait aussi précaire. Pour se maintenir parmi ces nuées insaisissables, il lui aurait de surcroît fallu avoir encore l'esprit d'aventure, les longs espoirs, le courage de ceux qui sont vraiment à l'âge d'aimer. Il lui aurait surtout fallu n'avoir pas acquis au cours des ans le sens de la possibilité, dont les jeunes, c'est leur plus grande force, ne tiennent aucun compte. Mais moi, Diotime, pouvais-je, à plus de soixante années, n'avoir pas l'expérience et la sagesse, qui ne sont que d'autres noms de l'impuissance? Pouvais-je être assez fou pour imaginer que je rencontrerais Élaine une seconde fois et que ce beau jour aurait un lendemain?

La devise des vieillards n'est pas celle du Taciturne, et quand ils ne sont pas à peu près sûrs de réussir, ils n'entreprennent pas, ou ils abandonnent. Que vous dirai-je, mon amie? Je ne me dissimulais pas l'inutilité de mon effort, et si je le prolongeai deux ou trois semaines, ce ne fut que par manière d'acquit. L'œuvre d'amour, qui m'avait d'abord passionné, n'amusa plus bientôt que ma curiosité. Je sentais deux hommes en moi, l'amant et le témoin : ce qui se passait dans mon cœur intéressait bien davantage celui-ci que celui-là, et sans la présence du témoin, l'amant n'aurait pas tenu.

J'avais encore cependant, de loin en loin, de grands élancements d'amour, douloureux et délicieux. Il me semblait que de ma cendre, un instant rallumée, jaillissait toute droite une

flamme brusque et brûlante; puis elle devenait fumée, se dissipait au vent clair; la cendre s'affaissait un peu plus et sa chaleur passagère tombait.

II

J'ai rencontré au cours de ma vie bien des personnes jalouses. C'est même les seules que j'aie recherchées, parce que la jalousie, à mon gré, est l'étoffe même de l'amitié ou de l'amour, et que je dénie la moindre ombre de sensibilité à tous ceux comme à toutes celles que le ciel, si ce n'est l'enfer, n'a pas gratifiés de ce don, d'ailleurs incommode, souvent pire. Assurez-vous que, si vous n'eussiez été un monstre de jalousie, je n'aurais pu prendre sur moi d'être votre ami, même dans les régions hautes et froides où notre intimité s'est toujours, sans peine, maintenue.

Après vous avoir rendu cet hommage, vous me permettrez de vous dire que j'ai observé chez vous une variété de jalousie particulièrement difficile et qui m'aurait encore plus vite éloigné que rapproché de vous, si vous ne l'eussiez pratiquée avec une candeur, avec une inconscience qui me désarmait.

Au fond, vous ne m'avez jamais pardonné de ne vous avoir pas attendue, et je ne me fais point d'illusion, vous ne me pardonnerez pas davantage de vous avoir remplacée. M'accorderez-vous les circonstances atténuantes?

Un célibataire qui ne rêve que les joies du foyer est bien forcé de mendier chez les autres ce qui lui fait défaut chez lui. Son instinct bourgeois triomphera toujours de sa discrétion et de son goût d'indépendance. Un tel homme est constant, pour ainsi dire, par définition, mais il est aussi infidèle par nécessité, quand la mort le chasse du refuge où il avait ses habitudes; et en ce cas, il se « remarie » le plus tôt possible, si je puis étendre un peu le sens de ce mot.

Je me demande pourquoi je perds mon temps à vous donner des raisons, qui sont bonnes, mais qui vous mettront d'autant plus hors de vous. Je n'essaierai pas de vous convaincre et, sans m'émouvoir de vos récriminations, je poursuivrai mon récit.

Je ne voudrais pas non plus trop me noircir. Je ne me suis pas remarié si vite que je vous l'ai donné à entendre. A vrai dire,

ce ne fut point ma faute. Vous ne devez imputer qu'à la guerre le long délai de convenance dont je vous ai honorée. A l'hôtel, où j'ai vécu dès le début des hostilités ou à peu de chose près et jusqu'au jour de l'armistice, je me suis senti chez moi plus qu'en aucun de mes logis précédents : je n'avais besoin de personne. Déjà cependant, le hasard ou la Providence avaient mis sur mon chemin celle qui, sans effacer votre cher souvenir, allait me tirer d'embarras, quand, désheuré par votre perte, je ne savais plus où passer la fin de mes après-midi.

Ce n'était certes pas une femme supérieure et l'idée ne me serait point venue de l'appeler Diotime, comme vous. C'était, selon le consentement universel, une fort jolie femme, bien en chair, et blonde comme ces enfants de la campagne qui, pour rester toujours tête nue en plein soleil, ont les cheveux décolorés. Mais, comme je n'aime point les grasses ni les blondes trop fades, et que le consentement universel ne me fait pas peur si je suis d'un avis différent, ce n'était pas du tout une jolie femme, ni même une femme pour moi. Vous n'allez pas manquer de me resservir un mot connu et de me dire que ce n'était pas une femme, mais un endroit.

Mettons endroit, mais non pas où l'on s'ennuie, car toutes les sortes de monde y défilaient, chaque jour de cinq à huit. Dans l'étrange société où nous vivons, rien n'est plus avantageux pour une femme et ne lui ménage plus d'agréments qu'une situation irrégulière, si avec cela elle est née, et s'il lui est resté un peu de fortune après son accident.

Fille du marquis de Flesquières, mariée au comte d'Aisonville, séparée au bout de huit jours sans que ni l'un ni l'autre des intéressés eût jugé à propos de dire pourquoi, héroïne ou victime d'un scandale dont personne ne doutait, mais qu'on enrageait de ne pouvoir conter en détail, faute des premiers éléments d'information, d'un canevas pour les broderies, ne vous semble-t-il pas que Laurence fût dans les conditions les plus favorables pour tenir un salon achalandé ?

Elle avait dû songer d'abord à se fabriquer un état civil sortable, qui ne fût pas absolument de fantaisie. Pendant cinq ou six mois après le divorce (prononcé aux torts réciproques, ainsi que parlent les gens de loi), son ci-devant mari l'avait autorisée, au moins tacitement, à continuer d'être comtesse d'Aisonville. C'était plutôt par méchanceté que par complai-

sance; car il la mit dans un bien plus grand embarras en lui faisant défendre brusquement de porter ce nom. Il lui fallut en trouver un autre du jour au lendemain.

Pour le nom, ce n'était pas fort difficile, et la question même ne se posait pas : elle redevenait Flesquières. Mais Flesquières sans titre lui parut impossible : elle n'osa point usurper celui de marquise et se contenta modestement du titre de comtesse, auquel d'ailleurs elle n'avait non plus aucun droit. Saint-Simon aurait jeté feu et flamme, mais il n'y a plus de Saint-Simon. Ces gens du Faubourg sont étonnants : ils n'ont aucune notion des règles de leur caste ; ou bien ils profitent de l'ignorance des gens de rien pour les tourner impunément, avec la complicité de leurs pairs.

Est-ce parce qu'il y a une justice immanente, même pour ces petites choses-là? Nul ne se fût avisé de dire « madame la comtesse », sauf, pour demander si elle était là, à la femme de chambre qui ouvrait la porte de son hôtel rustique, rue Berton, sur les confins de Passy et d'Auteuil. On disait toujours « Laurence », soit que l'on parlât d'elle ou qu'on lui parlât. Elle était, à la seconde comme à la troisième personne, Laurence tout court, sans cérémonie, mais avec une nuance de familiarité affectueuse.

Ce ton camarade ne signifiait point qu'on la jugeât déclassée. Comme on ne soupçonnait pas les raisons de son divorce, et qu'elle n'était officiellement brouillée avec personne de sa famille, ni même de sa belle-famille, elle continuait de recevoir tout le faubourg Saint-Germain. J'avais seulement observé que les maris y venaient assez volontiers sans leurs femmes ; mais les femmes y venaient aussi volontiers sans leurs maris, cela faisait compensation, et souvent, mari et femme, venus chacun de son côté, partaient ensemble.

Outre ses anciennes relations, elle recevait, et sur le même pied, tout ce qu'elle n'aurait pu recevoir si elle fût demeurée comtesse d'Aisonville, c'est-à-dire la terre entière, au petit bonheur. Sa facilité à faire connaissance et à se lier instantanément était extraordinaire, un peu choquante. Si quotidien que l'on fût chez elle, il était bien rare que l'on n'y trouvât point de nouvelles figures et que l'on ne subît pas plusieurs présentations.

Il n'est pas douteux que, sous le second Empire, on l'aurait,

vu son irrégularité, rangée dans le demi-monde, mais ce mot n'a plus de sens. Environ les années quatre-vingt, elle aurait eu le genre artiste. A présent, c'était le genre bonne fille, très agitée, un peu folle même, — la folie simulée est dans ces sortes d'existences d'une grande commodité.

Elle avait des moments de distraction, d'absence, qui permettaient de supposer que, sous sa gaîté apparente, elle cachait un grand fond de tristesse; mais elle disait qu'elle ne voulait pas « embêter ses amis avec ses histoires ». Celles de ses amis, en revanche, semblaient la passionner, et en effet je crois bien qu'elles la passionnaient beaucoup plus qu'elles ne l'intéressaient véritablement

Avec le cœur sur la main, je crains fort qu'elle n'eût peu de sensibilité. Elle était toujours prête à se mettre en quatre, et je n'oserais dire qu'elle fût dévouée. Elle aimait à la folie de recevoir des confidences, et elle se montrait obligeante, trop obligeante, — vous m'entendez. Dans ces fausses positions, la complaisance est l'écueil.

A l'époque dont je vous parle, le quartier d'Auteuil était déjà « en proie », comme eût dit Bossuet avec des points de suspension à faire frémir. Je les biffe et j'achève la phrase à ma manière : en proie aux maçons du ciment armé. Aucun cependant n'avait encore osé toucher à la rue Berton : ils se sont rattrapés depuis. Elle avait gardé son genre campagnard, et ceux qui l'habitaient avaient, sans y penser, ou affectaient les façons d'être et de parler qui sont usuelles dans les banlieues.

Ils disaient : « Je vais à Paris », quand ils faisaient une course dans un autre arrondissement. Dès les premiers beaux jours, au lieu de reconduire ses hôtes jusqu'à la porte du salon, tout au plus jusqu'à l'antichambre, Laurence les accompagnait volontiers dehors, traversait avec eux le petit jardin de curé, leur ouvrait elle-même la porte de bois vermoulu, et adossée au vieux mur qui semblait fléchir sous le poids de sa couronne de lierre, elle prolongeait les adieux : ainsi que la plupart des femmes qui ne distinguent pas entre faire la conversation et bavarder, Laurence ne savait pas finir.

Ce n'était point selon l'étiquette, mais selon son caprice du moment qu'elle accompagnait les uns jusque-là et laissait tomber les autres; car il lui arrivait de rendre cet honneur à des visiteurs sans importance, et d'oublier qu'elle le devait aux

Altesses sérénissimes, royales ou impériales qui fréquentaient chez elle dans les occasions.

Par parenthèse, elle s'embrouillait souvent dans les épithètes, et elle qualifia un jour d'impérial un prince qui n'était rien de plus que le frère d'une souveraine détrônée. Tous les petits bourgeois présents s'en formalisèrent. Mais ne s'était-elle pas elle-même titrée comtesse de son autorité privée?

Ce n'est pas une fois, mais cent fois que, venant chez elle, je l'avais vue de loin, sur le pas de sa porte, comme une fermière de l'ancien village d'Auteuil, faisant d'interminables discours à un visiteur souvent pressé, qu'elle ne laissait point partir. Si elle m'apercevait, elle se décidait alors à lui rendre la liberté, et m'attendait sur place pour retourner chez elle avec moi, sans avoir interrompu qu'un instant le flux de ses paroles.

Mais ce jour-là, soit que je fusse encore trop loin pour qu'elle me reconnût, soit qu'elle eût un autre caprice, elle quitta assez brusquement une femme avec qui elle était, disparut, et je l'entendis jeter avec bruit la vieille porte branlante.

Cette femme venait vers moi. Je pensais à autre chose. Je ne la regardais pas; quand soudain la porte fut rouverte, Laurence reparut et cria :

— Élaine!...

J'éprouvai un tel saisissement que je cherchai, d'instinct, un appui contre le mur. Il faisait, par bonheur, justement à l'endroit où je me trouvais, un angle rentrant assez prononcé, et je pus non seulement m'adosser un instant, mais me dissimuler.

J'imagine que cependant Élaine était retournée jusqu'à la porte, que Mme de Flesquières l'avait appelée pour lui rendre son sac ou quelque autre objet oublié par elle sur un meuble du salon. Elle revint aussitôt sur ses pas, et elle doubla l'angle du mur dans le moment précis que, redevenu maître de moi, j'allais sortir de ma cachette.

J'eus l'air de l'avoir guettée, et je crois qu'à une autre heure du jour, en ce lieu désert, ma vue soudaine l'aurait effrayée. Mais elle se contenta de sourire avec un peu de malice, sans daigner m'accorder un regard, même irrité, même indifférent. J'en profitai, moi, pour l'observer, — à loisir, si bref que fût son passage, — et à ma grande surprise, je la

reconnus : je me trompais donc, quand je croyais qu'elle n'avait livré d'elle à ma mémoire aucune image visible?

Pas un de ses traits, pas une ligne de son corps, ni une valeur, ni un mouvement, n'était nouveau pour moi. Tout cela s'était fixé en moi instantanément, à la lueur de l'éclair qu'avait fait jaillir entre nous le choc de notre première rencontre. Et voici que je retrouvais d'elle, à l'improviste, tout ce que je n'en croyais pas posséder, tout, sauf le regard, moi qui, durant tant de semaines, m'étais figuré qu'elle n'était pour moi qu'un regard et un nom.

Puis, ce regard que d'abord elle m'avait refusé, elle ne me le refusa plus. Pourquoi? Mouvement involontaire, hasard aidé par un instinct, par une pitié dont sa conscience ne l'avertissait pas? Sans doute, cela était écrit. Elle me donna ses yeux, et ce fut le même vertige, la même chute que l'autre fois dans l'infini de ces yeux; mais je gardai cette fois, en m'y précipitant, une lucidité singulière, surnaturelle, et un signe, — je ne pourrais vous dire quel signe, je ne sais plus, — m'assura de la complicité de l'abîme qui m'appelait.

Ma raison, qui ne désarmait guère au temps de ma jeunesse, et qui ne se gêne plus maintenant pour abuser de son autorité, protestait en vain contre l'invraisemblance de telles chimères : l'intuition, ou l'illusion, gardaient l'avantage, et faisaient battre mon cœur, moins d'amour que d'un orgueil extravagant.

Cependant Élaine était passée, je ne l'avais même pas suivie des yeux. Je songeai tout d'un coup que, cette fois encore, elle avait emporté son secret, et que le hasard ne serait pas si complaisant de la ramener une troisième fois à la portée de mes mains.

Quel enfantillage! Puisque Laurence, comme j'aurais dû m'y attendre, la connaissait. Puisque Laurence allait sûrement me dire tout ce que je souhaitais savoir.

Et soudain je m'avisai que j'étais bien imprudent, que je perdais un temps précieux, que, si je tardais plus, dix autres femmes seraient entrées et sorties, et que Laurence ne saurait plus de qui je voudrais parler, quand je lui dirais : « Qui est celle qui s'en allait tout à l'heure et que vous avez rappelée? »

Ce raisonnement n'avait pas le sens commun, mais il m'angoissait; et tout haletant, le cœur serré, je courus vers la

porte close, qui me semblait impossible à forcer comme une porte de prison ou de couvent.

III

Je n'eus cependant que la peine de sonner : cette porte s'ouvrit d'elle-même.

Personne ne venant à ma rencontre, je traversai, d'un pas plus lent le parterre modeste qui est devant la maison. Je cherchai d'abord mon image dans la grande glace du vestibule. Je pensais être à faire peur et je ne me souciais d'effrayer ni Laurence ni ses amis, d'ordinaire malveillants. J'eus la surprise de me trouver présentable, je ne perdis point davantage de temps, et je n'hésitai pas à me risquer dans le salon.

Un cri que jeta Laurence à ma vue me fit craindre d'avoir été imprudent.

— Mon Dieu ! dit-elle, qu'est-ce qui vous est arrivé ?

J'allais balbutier une explication inutile et probablement maladroite. Par bonheur, quand Mme de Flesquières interroge, elle n'a jamais la patience d'attendre la réponse. Elle enchaîna donc et ajouta :

— Vous n'avez jamais eu l'air si jeune ! Vous rajeunissez tous les jours.

Sans nulle vanité, je suis un peu blasé de cette sorte de compliment. Je me suis même souvent demandé si c'est un compliment tout de bon, et si l'on doit se tenir flatté d'étonner les gens par un air de jeunesse quand on est tantôt un vieux monsieur.

Mais j'eus le sentiment que ce mensonge habituel de mon visage n'était pas aujourd'hui tout à fait un mensonge : il ne mentait que sur le chiffre véritable de mon âge, et il traduisait au contraire avec une franchise ingénue le tumultueux retour de jeunesse qui venait de bouleverser mon cœur. Je ne pus me défendre de rougir comme un novice qui a péché, et qui se dit, dans les transes : « Cela n'est-il pas écrit sur mon front ? »

Je m'en tirai par une plaisanterie assez faible, qui m'a déjà beaucoup servi. Puis, comme on ne s'occupait plus de moi, j'en profitai, pour m'installer d'abord, et ensuite pour étudier l'assistance, pour essayer de mettre un nom sur chaque figure.

J'observai, d'ailleurs sans étonnement, que d'une dizaine de personnes présentes, j'en connaissais, ce qui s'appelle connaître, cinq, y compris la maîtresse de la maison et moi-même. J'en *reconnaissais* trois, il y a une nuance, et j'aurais été bien empêché de renseigner la police sur leur compte. Quant au reste, c'étaient des passants, qui sûrement n'étaient point là hier, — j'y étais, — et qui n'y seraient pas demain, à moins qu'ils ne fussent devenus en quarante-huit heures intimes, nécessaires et tutoyés.

Je fus bien aise, à la réflexion, de trouver une assemblée si nombreuse ; car si le hasard, que sottement j'en eusse béni, m'avait ménagé un tête-à-tête avec Laurence, je n'aurais pas manqué de lui raconter mon histoire toute chaude : j'avais alors la rage de lui livrer tous mes secrets d'âme et les physiques, jusqu'aux cas réservés, quoiqu'elle ne m'inspirât aucune confiance et que je ne pusse douter, ni de son indiscrétion ni, au besoin, de sa perfidie. Je me félicitai d'avoir eu le loisir de me remettre, et je songeai que je dirais tout à l'heure à M^me^ de Flesquières d'un petit ton détaché :

— Au fait, qui est donc une femme que je n'ai pas encore vue ici, et que vous reconduisiez comme j'arrivais ?

En attendant, j'essayai de me mettre dans la conversation ou d'abord de la suivre. Ce n'était pas une tâche aisée, je commençai par n'en pas comprendre un traître mot et par me sentir absolument perdu.

J'éprouvais jadis un pareil sentiment de détresse quand, pour faire comme tout le monde, je lisais des romans russes, par exemple, *Guerre et Paix* (que j'admire, croyez-le bien). Il y a, au début, des conversations interminables entre gens dont les noms me semblent encore plus difficiles à retenir que les noms français. Je les écoute avec une application touchante, mais vaine, et je feins, parce que suis bien élevé, de m'intéresser à ce qu'ils disent, dont je n'attrape pas au vol une syllabe.

Le miracle est qu'au bout de fort peu de temps je m'y intéresse en effet, tant le mouvement de l'entretien est juste et le ton est humain. Aussi longtemps que je ne prends garde qu'à l'accent et au timbre des voix, sans m'attacher au sens des paroles, je puis, tout en ayant l'air d'écouter poliment ce qu'on dit, suivre ma pensée, et c'est ce que je faisais ce soir.

Vous devinez à qui je pensais... tandis que Laurence, avec volubilité, — mais ses propos étourdissants m'entraient par une oreille et sortaient par l'autre, — tandis que Laurence donnait à qui voulait l'entendre les renseignements les plus circonstanciés sur une nouvelle amie d'enfance qu'elle s'était faite depuis la semaine dernière. Vous avez aussi deviné que c'est d'Élaine qu'il s'agissait ; moi, j'étais si absorbé ou si distrait que je mis, le croiriez-vous ? dix bonnes minutes à m'en apercevoir.

Je tremblai alors d'avoir laissé, par ma négligence, par mon absence, échapper quelque document précieux, essentiel. Je fis le pauvre bilan de ce que j'avais par chance recueilli, en dépit de mon inattention. C'était d'abord l'autre nom d'Élaine : Mme Haubourdin. Je m'étonnai même de l'avoir retenu, moi qui oublie si facilement les noms propres. Elle était veuve, si jeune ! Son jeune mari avait été tué la deuxième année de la guerre, et elle devait se remarier bientôt avec un ami fraternel de celui qu'elle avait perdu, Jacques Nointel.

Ce nom, je l'avais retenu aussi. Décidément, c'était le jour où les noms s'imprimaient dans ma mémoire, d'ordinaire moins curieuse de l'état civil. Et pourquoi m'avait-il frappé ? Celui d'Élaine, passe encore. Mais Jacques Nointel m'était indifférent et j'avais reçu la nouvelle de ces longues fiançailles, de ce mariage prochain, sans ombre d'émotion. Tout cela me semblait à peine réel, de peu d'importance, de petit intérêt.

Au fait, le récit romanesque, enthousiaste que continuait de débiter Laurence, de sa rencontre avec Élaine et de leur amitié brusquée ne m'intéressait pas non plus. J'étais accoutumé à ses toquades, à ses découvertes de femmes ravissantes ou de garçons délicieux, qu'elle adoptait, qu'elle imposait, et de qui la semaine suivante ou le mois d'après elle ne se souciait plus. Ce qui m'importait, ce qui vraiment était un coup de fortune, c'est que présentement, pour quelques jours ou pour jamais, elle connût Élaine Haubourdin. Ce qui pouvait me servir, c'est ce que je tirerais d'elle, tête à tête, après que tous ces gens seraient partis.

Je n'avais pas une minute à perdre. Ah ! volontiers je les aurais mis à la porte. Mais chez Mme de Flesquières, si les amitiés éternelles durent peu, les visites s'éternisent. J'eus tout le loisir de songer comment je devais mener la scène, quand je

serais seul avec Laurence, de préparer ce que je lui dirais, et surtout ce que je ne lui dirais pas.

Pour le moment, comme je n'ouvrais guère la bouche et que je n'étais plus du tout à la conversation, elle s'irrita et s'inquiéta de mes façons bizarres sans le témoigner autrement et sans le laisser voir qu'à moi. Comme toutes les femmes dont la position n'est pas nette, elle a un peu le délire de la persécution. Elle m'observait en dessous, j'épiais ses mouvements nerveux. A la fin elle n'y tint plus et m'interrogea d'un regard. Je répondis de même. Ce dialogue muet pouvait ainsi se traduire, sommairement :

— Vous avez à me parler ?

— Oui.

Elle se récria aussitôt, après avoir fait mine de jeter les yeux sur son bracelet-montre, comme le temps passait vite en notre compagnie.

— Quelle heure est-il donc ? dis-je, hypocritement.

Sa fausseté naturelle, cette fois contagieuse, tantôt m'amuse et tantôt me met hors de moi.

Elle me répondit qu'il était presque huit heures, qu'elle dînait dehors et qu'elle avait à s'habiller. Tous les retardataires se levèrent avec empressement; je fis comme eux, mais, avec un sans-gêne d'assez mauvais goût, je marquai, en m'éloignant de la porte et en allant à l'autre bout du salon, que moi, je ne partirais pas.

Laurence reconduisit ses visiteurs sans se hâter le moins du monde, et la conversation dut reprendre dans le vestibule (c'est l'habitude de la maison), car elle me laissa seul dix bonnes minutes : j'entendais à côté des éclats de voix et des rires. J'essayais de me persuader que ce nouveau délai m'était fort utile et que j'en profitais pour achever la préparation de la scène, à mes yeux capitale, qui allait suivre. Le fait est que je n'avais aucun sang-froid, je n'étais rien moins que capable de réflexion et d'habileté. J'enrageais de penser que Laurence, qui ne sait jamais où elle va, aurait cependant la direction de l'entretien, me mènerait où elle voudrait, et que nous allions enfiler bien des paroles et perdre bien du temps pour n'aboutir à rien.

Je faillis lâcher la partie et, puisque Laurence ne reparaissait pas, disparaître, ne fût-ce que pour lui donner, me disais-

je, une leçon de politesse. Mais je n'avais même pas assez de décision pour fuir et, tandis que j'hésitais, elle rentra.

— Il est temps ! dis-je, de mauvaise humeur. Vous ne serez jamais prête à huit heures et demie.

Elle ne m'entendit seulement pas. Elle me déclara, en riant, qu'elle était furieuse.

— Tout le monde s'est moqué de moi. Vous auriez pu faire semblant de partir avec les autres, et puis revenir sur vos pas sous prétexte que vous aviez oublié...

— Mon petit sac, comme Mme Haubourdin.

— Non, Élaine, c'était son tom-pouce... Comment le savez-vous ?

— Je vous ai vues.

— Vous rôdez autour de la maison un quart d'heure avant de tirer la sonnette ! C'est charmant !... Si on vous avait vu, vous ? Mon cher, vous me compromettez.

Je fis un « oh ! » qui signifiait trop clairement : « Est-ce possible ? » Elle le prit mal et m'invita, d'un ton sec, à être convenable. Puis, avec un air de parfaite indifférence, ou même de lassitude et d'ennui anticipé :

— Allons, dit-elle, racontez-moi votre histoire... Un peu vite.

— Désolé, ça ne peut pas se raconter vite.

— Tant pis, ce sera pour une autre fois.

— Tant pis... ou tant mieux.

— Pourquoi tant mieux ?

— Parce que quelque chose me dit que je ne devrais pas vous la raconter.

— Une voix intérieure ?

— Le démon de Socrate.

Je dus croire à ce moment que c'était à vous que je m'adressais, car la pauvre Laurence n'a jamais ouï parler du démon de Socrate. Mais elle ne sourcilla pas : à défaut de culture, elle a du monde.

— Vous n'avez pas besoin de me la raconter, votre histoire, dit-elle. Je la connais.

— Qu'est-ce que vous pariez que non ?

— Je la connais dans les grandes lignes... sans savoir les noms des personnages... sauf le vôtre, naturellement.

— Dites un peu.

— C'est une histoire d'amour...

— Comme c'est malin !

— Attendez... une histoire d'amour, qui n'est pas de votre âge.

— A quoi jugez-vous cela ?

— A votre figure. Vous paraissez dix ans de moins que la semaine dernière.

— Vous m'avez dit la même chose tout à l'heure, mais en termes plus gracieux... Ma chère, à mon âge,... aucune histoire d'amour n'est de mon âge...

— C'est vrai en général ; mais, dans la pratique, il n'y a que des cas particuliers.

— Des cas d'espèce, comme on dit.

— Expliquez-moi le vôtre.

— Je plaiderai à huitaine... ou demain. Vous savez qu'il est huit heures vingt-cinq.

— On m'attendra.

— Si *on* vient.

— *On* va venir, et à la minute : *on* est exact. Quel défaut, par parenthèse !... Je n'ai menti qu'à moitié : je ne m'habille pas mais *on* vient me prendre à huit heures et demie pour dîner dans un endroit tranquille, et causer... Une idée ! Si vous veniez dîner avec nous, tous les trois ?

— C'est une idée... Elle me paraît insensée... Si vous avez décidé de dîner avec *on*, — que j'ignore, — dans un endroit tranquille, pour causer, il est probable que je vous gênerais beaucoup. Je suis discret de nature.

— *On*, que vous ignorez ! Nous n'avons parlé que de lui pendant une heure, là, devant vous. Il est vrai que vous n'écoutiez guère.

— Je vous jure que je ne sais pas de quel *on* il s'agit.

— Voyons, Nointel ! Jacques Nointel ! Le fiancé d'Élaine.

— Alors, c'est lui qui me gênerait beaucoup pour vous parler de M^me^ Haubourdin.

Je n'étais pas mécontent de la façon brusque dont j'avais amené le nom ; mais, tout en filant la scène, je m'étais bien promis de ne pas m'engager plus loin quant à présent dans la voie des aveux. Je n'eus cette fois aucune peine à me tenir parole.

Laurence, en entendant ma réplique passablement théâ-

trale, avait jeté comme malgré elle un cri de joyeuse surprise. Elle avait été frappée d'abord, elle avait été ravie de ce que lui offrait, en effet, de théâtral la situation qu'elle entrevoyait. On pouvait hésiter entre le genre vaudeville et le genre tragédie. Je crois, entre nous, qu'elle avait une préférence pour le vaudeville ; vous pensez bien que moi, je prenais la chose ensemble au tragique et au sérieux. Elle trahit son penchant pour la pièce gaie et pour l'intrigue par les questions dont elle m'étourdit, auxquelles j'étais résolu de ne pas satisfaire. Heureusement, selon sa coutume, elle ne me laissait pas le temps de glisser même une réponse évasive dans la trame serrée de son interrogatoire.

Ce jeu, sans risque pour moi, aurait pu durer fort longtemps ; mais, comme je le prévoyais, l'arrivée de Jacques Nointel y mit fin. La femme de chambre, sachant que M^me^ de Flesquières l'attendait, l'introduisit dans le salon sans demander au préalable si madame la comtesse voulait le recevoir. J'ai à peine besoin de vous dire que Laurence, après me l'avoir nommé, lui déclara que j'étais son ami le plus ancien et le plus cher.

Mon premier sentiment fut de le trouver bien, d'allure élégante, de visage franc, peut-être avec un léger excès d'ingénuité, mais fait pour inspirer la sympathie. Mon second mouvement, dont je ne fus pas autrement fier, fut de lui reprocher d'être là, vivant ; car sa vue me fit penser à un autre, qui aurait le même âge et qui n'est pas revenu. Mais cette jalousie était bien forcée, bien artificielle, et je partis, somme toute, sur une impression favorable, après avoir échangé avec M. Nointel quelques paroles nécessairement de la dernière banalité.

Quand je fus seul dans la rue Berton, je fis réflexion que les événements prenaient une étrange tournure ; car j'avais eu cette miraculeuse fortune, que je n'espérais plus, que je ne souhaitais plus, de retrouver Élaine ; mais elle n'avait fait que passer devant mes yeux ; et c'est son fiancé, dont je ne soupçonnais pas l'existence deux heures auparavant, qui m'avait été présenté, qui m'avait parlé, à qui j'avais répondu ; c'est son fiancé avec qui maintenant je pouvais dire que j'étais en relation.

IV

Ce n'était pas seulement une bizarrerie assez piquante pour ne me point déplaire. Elle avait de moins frivoles conséquences. Vous avez, de votre vivant, su plus de mathématiques et d'astronomie que la marquise du Châtelet, et assurément plus que moi. Je ne me mêlerai donc pas de vous apprendre ce que les gens de la partie entendent par le participe présent « troublant », dont ils font, en dépit de l'Académie, un adjectif. Ils appliquent cette épithète à certains astres qui causent, si j'en crois Littré, certaines perturbations dans le ciel, et qui sont à leur gré les pires des trouble-fête : des trouble-calcul.

Jacques Nointel jouait ce rôle entre Mme Haubourdin et moi : il était l'astre troublant.

Après cette récidive à peine atténuée de coup de foudre qu'avait provoquée la seconde vue d'Élaine, l'amour aurait dû spontanément reprendre, dans mon cœur remis en branle, son cours interrompu, c'est-à-dire recommencer et poursuivre, à la ressemblance d'une Élaine mieux connue et mieux dessinée, la création de cette figure légendaire qui seule pouvait être son objet.

Mais pour que ce travail délicat s'accomplisse, il faut que le candidat à l'amour demeure sans témoin vis-à-vis de son modèle. Je ne pouvais plus concevoir, — c'est le mot propre, et dans toute la plénitude du sens que lui donne la raison pure, — je ne pouvais plus concevoir Élaine Haubourdin, abstraction faite de Jacques Nointel.

Quand on aime dans le monde, on est bien obligé de se résigner à la rareté extrême ainsi qu'à la brièveté des tête-à-tête, et cela est assurément pénible, irritant, avec un côté comique; mais l'impossibilité du tête-à-tête d'imagination est bien autrement grave et suffirait à détruire ou à nouer un amour à l'état naissant.

Ces deux êtres dont l'accord était pour moi le mal sans remède, la ruine des espérances que je ne m'avouais ni ne me définissais pas, mais qu'il fallait bien pourtant que j'eusse formées, voilà que je prenais l'habitude dangereuse de les associer moi-même, de les marier et de les penser inséparables! Je n'en éprouvais, ce qui, vu mon tempérament, était pour le moins inattendu, aucune velléité de jalousie. Je n'avais même

pas eu ce premier mouvement qui, la veille, m'avait fait manquer le cœur, quand, voyant Jacques si plein de vie, j'avais songé d'abord à celui qui n'est plus.

Bien que ma fantaisie refusât de considérer à part l'un de l'autre Élaine et Jacques, j'étais étonné de voir que plus qu'elle il m'occupait, qu'il offrait à ma curiosité plus de prise. Est-ce parce que j'avais eu avec lui un contact plus positif, encore que bien rapide et bien superficiel?

Si j'avais fait au sujet d'Élaine si peu de confidences à Mme de Flesquières, et si je ne lui avais posé que peu ou point de questions, je me flattais que ce fût par méfiance et par habileté : n'était-ce pas plutôt que je n'avais ni confidences à lui faire, ni questions à lui poser? Je m'avisai en revanche, à peine étais-je rentré chez moi, qu'il était inouï que je ne l'eusse pas interrogée tout d'abord sur deux ou trois points touchant ce Jacques Nointel, qui me semblaient être du plus vif intérêt et de la première importance. Je n'y avais même pas songé. En vérité, je ne me reconnaissais plus !

Je ne crois pas qu'un homme doué d'imagination, dans les occasions, romanesque, puisse entendre conter qu'une jeune veuve épouse l'ami le plus intime de son premier mari, sans qu'un soupçon bien naturel l'effleure.

S'il donne dans le roman feuilleton, il aura une inclination à ne pas douter que non seulement les fiancés d'aujourd'hui se soient aimés un peu trop tôt, mais qu'ils aient aidé le mari d'hier à trépasser. Ce n'est pas mon genre de littérature, aussi n'allais-je pas jusque-là; et même, comme ces tromperies qui salissent une noble amitié sont, à mon sentiment, plus banales encore que dégoûtantes, comme je tiens la banalité critérium de la fausseté, je m'assurais que les amours de Jacques et d'Élaine étaient les plus honnêtes du monde, les plus propres, enfin que c'était leur faire injure gratuitement que de les accuser d'une intrigue ancienne.

Mais alors je me demandais ce que venait faire en cette affaire une intrigante comme notre amie commune. J'avais vu Mme Haubourdin sortir de chez Mme de Flesquières environ sept heures. J'y avais vu Nointel arriver à huit heures et demie. Il venait chercher Laurence pour dîner « dans un endroit tranquille et causer ». Causer de qui, sinon de celle qu'il devait épouser prochainement? Et comment ne point

supposer que ce fût en cachette d'elle? que Jacques eût avec Laurence un secret contre Élaine?

Cette conjecture, qui n'avait que trop d'apparence, me désola. Je pris aussitôt parti pour Élaine naturellement, mais non pour Élaine seule : de nouveau je lui associai Jacques Nointel; je pris parti pour tous les deux contre Laurence. Je ne veux pas me faire valoir, mais je vous serais obligé de remarquer avec quel sublime désintéressement je m'oubliais moi-même. Toutefois mon mérite n'était pas si grand qu'il semble : je n'avais pas eu la peine de me sacrifier, car pas un instant je n'avais pensé à moi.

Dès le matin, après une nuit agitée, j'appelai Laurence au téléphone. Cette hâte et l'heure indue étaient pour bien lui marquer que je surveillais. Je pris même, quand je pus lui parler, un ton si sévère, que je le trouvai à part moi ridicule et qu'elle crut que je plaisantais. Elle me demanda en riant pourquoi je la grondais. Je lui répondis avec impatience que je ne la grondais pas, mais que j'avais mes nerfs.

— Vous?

— Oui, moi. Vous n'allez pas me dire que je ne suis pas nerveux! Rien ne me met hors de moi comme d'entendre dire que je ne suis pas nerveux.

— Calmez-vous, je ne l'ai pas dit. Vous avez vos nerfs, c'est convenu; pourquoi?

— Parce que j'ai à vous parler... A vous, pas à vos trente-six amis... Et je pourrais vous voir tous les jours pendant dix ans.,. sans vous voir seule une fois.

— Vous exagérez. Je suis plus lâchée qu'on ne pense... Comme c'est difficile de prendre un rendez-vous!

— Vous le manquerez.

— Chez moi.

— Vous serez sortie.

— Non... si vous n'avez pas la maladresse de me dire d'avance, au téléphone, ce que vous avez à me dire. Alors, certainement, je ne vous attendrais plus.

Je pris garde que je n'avais pas laissé, en effet, échapper un mot qui trahît mon idée fixe, et je n'en fus pas médiocrement fier; mais je perdis, l'instant d'après, tout le profit de ma discrétion, car je dis, d'un ton qui voulait être indifférent, mais qui fut plutôt aigre-doux et ironique :

— Ça s'est bien passé, hier?

— Quoi? fit-elle.

— Ce petit dîner.

— Très bien.

— Vous me raconterez?

— Certainement non.

— Secret?

— Professionnel.

— Oh!...

— Vous êtes bien content, maintenant que vous m'avez fait dire une bêtise.

Je ne me repentis pas de l'avoir fâchée : elle n'est capable de sérieux que si elle se fâche. Je dus à son humeur une précision qui ne lui est pas coutumière : elle fixa l'heure de notre rendez-vous tôt dans l'après-midi, et je sentis qu'elle n'avait nullement l'intention de me faire faux-bond.

Elle n'était pas encore trop bien disposée à mon égard quand j'arrivai. Elle me dit, en me regardant d'un œil soupçonneux :

— Décidément, ils vous intéressent beaucoup, mes nouveaux amis.

Je tardai un peu à lui répondre, cherchant comment je mentirais. Elle m'épargna ce grand péché en m'expliquant pourquoi je faisais joliment bien de m'intéresser à Élaine et à Jacques, sans paraître se douter que je pouvais avoir d'autres raisons, meilleures, au moins plus personnelles, de m'intéresser à eux, et sans tenir aucun compte du demi-aveu que je lui avais fait la veille au soir.

Les raisons que m'alléguait Laurence n'étaient point, à rebours des miennes, ce que les prédicateurs classiques eussent appelé opérantes. Elles se bornaient à une énumération de toutes les épithètes trop sucrées que l'abus quotidien a rendues intolérables. M^me^ de Flesquières les appliquait par indivis au couple et ne voyait ni inconvénient ni ridicule à qualifier le mâle lui-même de ravissant. J'en étais tout affadi et je ne l'écoutais plus que d'une oreille, lorsque enfin elle déclara, sans ombre de transition :

— Jacques est très malheureux!

Je ne pus me défendre de pousser un soupir de soulagement. Elle éclata de rire.

— On dirait que ça vous enchante, fit-elle.

— Pas le moins du monde; mais je suis enchanté de voir que nous en avons fini avec les caractères et que nous abordons le récit. Je brûle d'apprendre pourquoi Jacques est très malheureux.

Laurence a trop d'esprit pour que la plus fugitive ironie lui échappe; elle en a même assez pour faire mine de ne pas s'apercevoir qu'on la raille quand elle ne trouve pas sa réplique sur-le-champ. Elle prit cet air affairé des femmes qui s'apprêtent à instruire un amateur d'âmes du cas psychologique d'autrui.

— Élaine, me dit-elle, est extraordinaire!

— Ah! dis-je, tant mieux.

— Pourquoi?

— Nous n'en étions qu'à délicieuse et ravissante : extraordinaire est un progrès marqué.

Laurence haussa les épaules et me dit qu'Élaine ne ressemblait à personne.

— Comme tout le monde, dis-je.

— Si vous m'interrompez à chaque mot!

— Je ne le ferai plus, je vous écoute.

— Élaine n'a jamais aimé.

— Vous dites cela pour me faire plaisir.

— Oh! c'est très drôle... Élaine... Dois-je continuer?

— Mais oui.

— Élaine, quand elle a épousé Haubourdin, avait pour lui non seulement... de l'estime... mais une affection... profonde, tendre, presque passionnée... Et pourtant... elle ne l'aimait pas... L'amour est quelque chose... de...

— Spécifique.

— C'est ce que je voulais dire.

— C'est moi qui l'ai dit.

— Elle a été une épouse...

— Parfaite.

— Fidèle. Croiriez-vous qu'elle ne l'a jamais trompé?

— Mais je le crois très volontiers, n'ayez pas l'air d'en être étonnée à ce point-là.

— Quand il est mort, elle a eu un chagrin!...

— Fou.

— Et quand, moins d'une année plus tard, Jacques lui a timidement demandé d'être sa femme...

— Elle s'est révoltée?

— Oh! non. Elle a tout de suite accepté, mais si raisonnablement que Jacques me le disait hier encore : il aurait presque mieux aimé un refus.

— Il est difficile à contenter.

— Taisez-vous donc, vous le comprenez parfaitement.

— Peut-être.

— Il a un grand amour pour elle...

— Et elle n'a pour lui qu'une affection profonde, tendre, passionnée, comme pour Haubourdin.

— Oui.

— Et il se trouve à plaindre!

Je me taisais depuis un instant.

— A quoi, ou à qui songez-vous? fit-elle.

— A un orateur de l'antiquité, qui composa, dit-on, un discours d'apparat sur ce sujet : les relations d'amour sont-elles plus agréables avec celui qui aime ou avec celui qui n'aime pas?

— Auquel votre orateur donnait-il la préférence?

— A l'amant qui n'aime pas, bien entendu. On ne pose ces questions-là que si d'avance on est décidé à faire la réponse paradoxale.

— Est-ce la vôtre?

— Évidemment. Mais je suis un juge suspect en la matière. Je crains l'amour parce qu'il me fait mal. Il me fait tant de mal que tout mon plaisir en est gâté... Ne parlons pas de moi, je ne suis pas en cause.

— Est-ce bien sûr?

— Je commence à comprendre pourquoi Jacques Nointel est très malheureux et pourquoi il vous donne des rendez-vous secrets.

— Pour me faire ses doléances! Mais dès que nous sommes tête à tête, il ne dit plus rien. C'est moi qui parle tout le temps.

— Pauvre garçon! Je m'en doutais... Si c'est vous qui parlez tout le temps, comment devinez-vous ce qu'il voudrait vous dire et qu'il ne vous dit pas?

— Mon cher, j'ai assez d'esprit...

— Pardonnez-moi, je l'oubliais.

— J'ai aussi de l'expérience.

— La vôtre ou celle d'autrui?

— Plutôt celle d'autrui. J'ai reçu tant de confidences!...

— Vous connaissez toutes les variétés de l'amour, par procuration.

— Et surtout l'amour qui souffre du défaut de réciprocité. Oh! Jacques Nointel n'est pas mon premier cas.

— « Mon premier cas » est charmant.

— C'est un garçon d'une intelligence très fine, mais... comment dire?... très... élémentaire.

— Un ingénu.

— Oui.

— Il sent bien, il sent profondément qu'il manque à son bonheur quelque chose d'essentiel; mais jamais à lui tout seul il ne se rendrait compte de ce qui lui manque...

— Si vous ne lui ouvriez pas les yeux. Je commence à comprendre pourquoi, dans vos entretiens, c'est vous qui parlez tout le temps.

Je pris en pitié ce pauvre Nointel, qui la laissait courir, et je fus bien stupidement fier de penser que moi, je la tenais dans la main.

Puis je pris garde que ma façon de riposter plus ou moins heureusement à chacune de ses répliques et de couper tous ses effets était aussi malavisée qu'impertinente. Elle avait pu révéler à Nointel, auditeur muet et docile, parmi beaucoup de futilités, maints traits de son propre caractère ou du cœur d'Élaine, que jamais sans aide il n'aurait aperçus; au lieu qu'après ce long dialogue de théâtre, où Laurence et moi nous avions sans doute, comme disent les gens de théâtre, un nombre sensiblement égal de lignes, il ne me restait plus aucun espoir de rien tirer d'elle, outre les points acquis, à la vérité fort importants et de conséquence : savoir qu'Élaine avait pour Jacques une grande affection, point d'amour et qu'il en souffrait cruellement.

Pour y voir plus clair et plus en profondeur, je ne devais plus compter que sur mes yeux. Dès que je sentis que je perdais mon temps, notre jeu de raquette cessa de m'amuser. J'y mis fin assez brusquement en demandant à Laurence quand elle nous faisait « dîner ensemble ». Remarquez cet *ensemble*, qui est vulgaire et à peine grammatical, mais a l'avantage, précieux parfois, de l'indétermination.

Mme de Flesquières se récria.

— Croiriez-vous qu'il m'a demandé la même chose après vous avoir vu cinq minutes ? Ah ! comme vous savez séduire, quand vous voulez !

Je haussai les épaules, je lui repartis du ton le plus bourru que je détestais les compliments, qu'elle devait le savoir et que je la priais de me les épargner.

— Surtout, dis-je, les compliments qui n'ont ni queue, ni tête. Qu'est-ce que ça signifie, séduire quand on veut? C'est quand on n'y pense pas qu'à la rigueur on peut avoir quelque chance de séduire. Mais je ne me soucie pas de plaire... D'ailleurs, je ne me soucie pas non plus de déplaire. Le « plaisir aristocratique de déplaire » est une invention des esprits du commun. Il n'y a rien de moins aristocratique. C'est un snobisme de parvenu.

— A qui en avez-vous? dit Laurence. Il n'y a pas de quoi vous fâcher. Personne ne vous oblige à dîner avec M. Nointel, si vous n'en avez pas envie.

— Je viens précisément de vous dire le contraire ! Mais j'imagine que vous n'avez pas la prétention de me faire dîner avec lui seul et que vous n'oublierez pas d'inviter Mme Haubourdin?

— Mon cher, je pense à tout.

— Arrangez-vous avec eux, dis-je d'une voix que la colère faisait trembler. Vous me téléphonerez leur jour.

J'ajoutai, vraiment au comble de la fureur :

— Je suis libre tous les soirs de la semaine prochaine !

Je pris congé. Il était temps. Dans la rue Berton, heureusement déserte, je ne pouvais m'empêcher de parler encore tout haut, tout seul. Je grondais :

— Je veux bien dîner avec Élaine et Jacques, mais je ne dînerai pas avec Jacques sans Élaine !

ABEL HERMANT.

(La dernière partie au prochain numéro.)

LE LONG DE NOS FRONTIÈRES

LA QUESTION DE LA SARRE

It's a long, long way to Tipperary.

La route est rocailleuse et pleine de surprises, qui descend pour nous de Versailles à La Haye. Qui vraiment oserait nous accuser d'impérialisme? Qui méconnaîtrait ce que, à travers l'anormale abondance oratoire des négociateurs, « l'organisation de la paix », en passe de devenir ce qu'on a déjà appelé « la liquidation de la victoire », nous a coûté de désillusions et d'abandons? Nous avons déchiré beaucoup de papiers, vu renier beaucoup d'engagements, que nous avions crus scellés à côté des nôtres par d'augustes signatures, négligé beaucoup de possibilités qui s'ouvraient à nous, entre le temps où Foch, accompagné de l'amiral Wemys, agissait à Rethondes et celui où M. Snowden, sortant des voies communes de la diplomatie, a fait connaître dans le vieux palais du « Taciturne » l'âpre volonté anglaise.

L'offensive britannique, avec les revirements qu'elle comporte, ses conséquences et ses conclusions de La Haye, nous coûte annuellement en plus du reste, au dire du rapporteur du budget du ministère des Finances, dix-huit millions et demi de marks-or. La tenace offensive allemande nous guette et nous suit pas à pas. Notre pays aurait-il perdu l'habitude de garder ses arrières? Et cela n'est pas tout encore. A la Conférence de La Haye, que l'Allemagne et l'Angleterre ont abordée, toutes deux fortes d'une préparation mûrie, nous avons vu

régler l'évacuation anticipée de cette Rhénanie, où, inférieurs à la France de la Monarchie, de la Convention et de Napoléon, nous n'avons pas su avoir, dans le cadre des faits tels qu'ils se présentaient, une politique suivie depuis 1919. Déjà nous savons que, sous le souffle du même esprit, on s'entretient activement de la Sarre où d'immenses intérêts français sont engagés.

La nouvelle officielle de ces négociations ne nous est pas venue de France. Nous l'avons tenue de M. Stresemann, dans le discours où il évoquait également le problème si épineux des minorités, auxquelles le Reich semble vouloir faire aujourd'hui l'honneur inattendu de les ranger sous sa bannière. « Le peuple et le gouvernement allemands, a-t-il dit à Genève le 9 septembre, regrettent profondément que le territoire de la Sarre continue d'être soumis à une administration non allemande. Je dois constater néanmoins que les premiers pas ont été faits pour mettre fin à l'état de choses actuel et pour achever la liquidation de la guerre. — Nous sommes persuadés que la Société des nations accompagnera les négociations qui vont s'ouvrir de toute sa sympathie. »

Dès le lendemain (car on ne perd pas de temps à Berlin), la *Gazette de Voss* annonçait qu'une commission spéciale, — présidée par le docteur von Simson, ex-secrétaire d'État des Affaires étrangères, secondé par le conseiller chargé des intérêts allemands en territoires occupés et par des représentants de la Prusse et de la Bavière auxquels les Sarrois demandent l'adjonction de délégués locaux, — allait se rendre à cet effet à Paris. Son dossier est prêt de longue date. L'Allemagne ne veut pas attendre, si nous en croyons la *Germania* du 24 août : « Dans l'état de nervosité actuelle, la question de la Sarre est malheureusement laissée à l'arrière-plan. Les Français, n'ont, paraît-il, pas le temps, à ce point critique de la Conférence, de s'occuper de la Sarre. Dès le début, la délégation allemande a déclaré qu'elle considérait la question de la Sarre comme partie intégrante de la Conférence de La Haye. Il s'agit, en tout cas, d'une chose plus importante que ce qui sépare la France de l'Angleterre. » La presse de Berlin échauffe l'opinion; celle de Sarrebrück donne le ton. Le 10 septembre, l'industriel sarrois Rœchling, délégué par son parti à Genève auprès de M. Stresemann, écrivait dans la *Saarbrücker Zeitung* : « Maintenant

que la fin de la domination étrangère est devenue si proche que l'on peut presque la toucher de la main, la population de la Sarre va retrouver sa gaieté. Il faudrait que tous les bons génies eussent abandonné ceux qui jusqu'ici ont été les maîtres et les fonctionnaires français si, au dernier moment encore, ils voulaient provoquer particulièrement la population par leur attitude. La plupart d'entre eux doivent déjà être en train de faire jouer leurs relations en France pour obtenir rapidement dans leur pays une prébende aussi grosse que possible. Nous leur souhaitons à tous une bonne réussite. Les derniers seront mordus par les chiens. Sauve qui peut! »

La France va-t-elle être mise, là aussi, en présence d'un fait acquis qu'elle n'aura qu'à enregistrer? N'est-ce pas le temps d'éclairer sur cette question l'opinion nationale, trop volontiers ignorante de ce qui se passe le long de ses frontières, trop portée à se désintéresser de l'incroyable rayonnement dont la victoire lui avait ouvert les voies, trop indifférente à l'action que le pays peut exercer dans les marches limitrophes de notre territoire, où notre politique traditionnelle veut que nous cultivions une ceinture d'amitiés, d'intérêts et de sécurités?

« Nous avons fait un grand pas en avant, disent les Allemands. Le but national qui dominait tout le reste depuis dix ans est atteint. » Une immense explosion de germanisme éclatera le 30 juin 1930; et que l'on ne compare pas cette situation à celle qui fut la nôtre en semblable occasion. Lorsque, le 5 septembre 1873, le dernier soldat allemand quitta le sol français, cela n'était pas sur de simples promesses ou sur la foi d'engagements, mais bien parce que la tour Julius de la forteresse de Spandau avait définitivement reçu de nous l'or avec lequel l'Allemagne constituait son trésor de guerre.

Il convient de s'y préparer sans illusions. Quelle que soit la nécessité d'une entente avec l'Allemagne qui conduise à une vie normale, nous sommes installés de sa part dans le régime des doléances et des réclamations quotidiennes. Nos voisins ne cachent pas leur... scepticisme sur la durée d'application par eux-mêmes du plan Young, si péniblement enfanté. Avec leur habituelle méthode et leur si méritoire énergie, nous les entendrons parler, après le Rhin et la Sarre, d'Eupen et de Malmédy, du couloir de Dantzig, de la Haute-Silésie, des colonies sous divers mandats, du Togo et du Cameroun que, paraît-il, « la

France conduit administrativement à la mort et dont le tenace effort allemand avait fait des pays prospères ». Qui sait si, malgré Locarno, nous n'aurons pas la surprise d'être interpellés, à Genève ou ailleurs, sur l'Alsace et la Lorraine dont les catholiques allemands s'occupaient ces derniers jours dans leur congrès de Fribourg-en-Brisgau? Et voilà que, mise en goût, la presse germano-autrichienne annonce déjà que le traité de Versailles ne faisant plus que figure de vieillard, c'est au traité de Saint-Germain qu'elle va maintenant s'attaquer. Est-ce sur ces bases et dans cet état d'esprit que la « Pan-Europe » va commencer de s'édifier?

Je me rappelle l'étonnement de jeunes visiteurs américains et canadiens lorsqu'on leur montra, le long du Rhin, *la frontière* pour le rétablissement de laquelle leurs frères venaient de combattre magnifiquement à nos côtés. Ils n'avaient jamais vu pareille chose, outre-Atlantique, ni compris, jusqu'alors, pareille menace.

Que peuvent penser nos populations de l'Est, d'Alsace et de Lorraine en particulier, celles de *la frontière*, lorsqu'elles voient se rapprocher à nouveau d'elles, avec une énergie reconstituée, ceux dont elles connaissent, par expérience personnelle, les manières, les coutumes et l'appétit, qu'elles croyaient écartés de leur voisinage par de solides garanties et qui, songeant à installer un consulat général à Strasbourg, parlent officiellement de ne pas admettre de contrôle sur le respect de leurs engagements dans la zone démilitarisée? Quelle confiance tous ces faits peuvent-ils leur inspirer et comment ne pas prendre en considération la complexité de leurs sentiments et la légitimité de leurs appréhensions? Peut-on oublier, à Strasbourg, que Kehl est à une portée de fusil, que Wissembourg est niché au creux de la frontière palatine? à Metz, que Sarrebrück est devant Forbach et Saint-Avold, que Sarrelouis est à 30 kilomètres de Thionville, qu'en Sarre des intérêts économiques ont été liés qui contribuent à la prospérité d'une admirable région française? Faut-il admettre que, dans le territoire sarrois, notre voisin immédiat, soient bénévolement mis en question, avant l'heure marquée par les stipulations formelles des traités, les avantages et les compensations légitimes qui nous y ont été reconnus? On voudrait avoir la ferme assurance que tout ce qui concerne la question sarroise a été étudié, par tous les organes

responsables, dans tout le détail de toutes ses répercussions économiques, politiques, militaires et morales, avant qu'ait été admise à La Haye la possibilité même d'un de ces entretiens-engrenages qui paraissait avoir été écartée, il y a quelques mois, à Madrid et que l'on menace de conclure cette fois à Paris.

Dans de telles conditions d'ensemble, notre frontière de 1919, qui n'est autre, avec ses imperfections voulues il y a un siècle, que celle que la coalition européenne avait consentie après Waterloo à la France écrasée, le trésor des richesses qu'elle abrite, désormais privé des garanties qui contribuaient à les protéger, vont-elles, à cette heure grave, demeurer encore sans défense?

LE PASSÉ DE LA SARRE

Nulle histoire n'a été plus embrouillée, nulle géographie politique plus ardue à connaître que celles qui se sont succédé au cours des siècles entre Rhin et Moselle, dans cette Lotharingie qui vit l'éternel conflit du celto-latin et du germain. La carte qui tente de les retracer semble toute pigmentée et apparentée à une peau de lézard. On demeure confondu du morcellement, de l'enchevêtrement des autorités, tant laïques qu'ecclésiastiques, importantes ou minuscules, qui se glissaient les unes au milieu des autres en écheveaux embrouillés, se superposaient, s'alliaient ou se combattaient, cherchaient à droite ou à gauche un appui au mieux des événements. Comtes, ducs, princes, abbés, évêques et archevêques, rois et empereurs, se partageaient sous des allégeances diverses des territoires dispersés, émaillés d'enclaves et toujours incertains de leur lendemain. Encore aujourd'hui, il subsiste comme un très lointain témoignage de cet imbroglio avec la répartition des territoires prussiens, bavarois, hessois et, sur ses froids plateaux, l'anormale principauté de Birkenfeld, administrée par le septentrional Oldenbourg.

L'une des missions historiques de la France, soucieuse de « fermer la Gaule aux Germains », fut de réaliser le rassemblement, l'unité politique, la concentration morale et intellectuelle de telle ou telle de ces mosaïques : elle le fit pour l'Alsace et, plus tard, pour la Lorraine. Elle avait aussi sur la

Sarre une œuvre à accomplir. C'est dans cette région de tourmentes séculaires et de convoitises que s'étend le « Territoire de la Sarre », né officiellement à Versailles, le 28 juin 1919, de par la volonté des diplomates. Il est limité, dans sa forme politique actuelle, à un essai de durée restreinte qui doit être remis en question en 1935. Singulier contraste ! Cet être éphémère, hybride, ne ressemblant à rien de ce qui avait existé jusqu'alors, revêtu d'un caractère international, est, avec la « Ville éternelle » de la Cité Vaticane, dont tout le différencie, l'un des derniers venus parmi les États européens.

Rome a longtemps laissé là sa robuste armature, puis son empreinte, se superposant à une population celte ou gauloise dont Metz (*Divodurum* des anciens) était la métropole. Ses légions, qui arrivèrent en l'an 58 avant notre ère, se maintinrent durant quatre siècles. Sur la rivière Saravus, elles élevèrent un pont, dont on a retrouvé les fondations à Sarrebrück (*Sarrae Pons*), et y firent passer la grande route de Lyon à Mayence. Au v^e^ siècle, l'ère des invasions violentes et des destructions s'ouvrit, marquée par les luttes des Francs, des Vandales, des Huns et des Suèves. En 406, le gouvernement des Gaules devait quitter Trèves pour Arles. La mort de Clovis, puis celle de Charlemagne, remirent successivement en question l'existence des entités qu'ils avaient créées et à laquelle ces territoires avaient dû un renouveau de vie en se rattachant, par les relations latines qu'ils entretenaient et par les missions chrétiennes installées au VII^e^ siècle sur la Sarre, à Saint Arnual, à la civilisation occidentale. Ce fut ainsi, jusqu'à la Réforme, de Metz et partiellement de Trèves, que la Sarre reçut, exclusivement de l'ouest, ses directives spirituelles. En 870, le traité de Mersen remettait à Louis le Germanique l'immense Lotharingie, dont la Sarre, avec les Évêchés de Metz, Toul et Verdun. Burg féodal, fondé au IX^e^ siècle, Sarrebrück fut donné par l'empereur Othon à l'évêché de Metz, qui le transmit en fief en 1085 à Siegbert, comte de Saargau, et ne manqua jamais de revendiquer et d'exercer son droit formel d'investiture dont la France devait hériter cinq siècles plus tard.

Dans le désordre local, constamment accru, les représentants d'un pouvoir lointain et distendu trouvèrent une raison pour acquérir, aux yeux des populations, l'autorité de véri-

tables souverains. Ainsi naquirent, issus de la même famille (la célèbre maison d'Ardennes), les duchés de Lorraine, de Luxembourg, de Bouillon et le comté de Sarrebrück, et à côté d'eux, le duché de Deux-Ponts et la principauté de Bliescastel, rattachés les uns et les autres, par des liens fort lâches, au Saint Empire romain germanique, en lequel il serait assez vain de chercher quelque parenté avec le Reich que nous connaissons.

Sarrebrück appartint pendant trois siècles à ces premiers comtes. Lors de l'extinction de cette famille à la fin du XIVe siècle, l'évêque de Metz donna l'investiture à la maison de Commercy qui, par ses alliances, possédait de nombreux biens en Champagne, en Bourgogne et en Lorraine. Au XIVe siècle, Jean II de Commercy-Sarrebrück était au service du roi de France. Lorsqu'il mourut, son gendre, le comte de Nassau, lui succéda et prit le nom de Nassau-Sarrebrück. La fille de ce dernier épousa Ferri de Lorraine.

L'incorporation de Metz à la couronne de France (1552), sanctionnée par le traité de Cateau-Cambrésis, resserra de plus en plus ces liens par la reconnaissance du droit de suzeraineté.

En mettant fin à la guerre de Trente ans qui avait dévasté la région, le traité de Munster avait reconnu à la France la possession des Trois Évêchés « avec leurs fiefs et dépendances », qui s'étendaient sur le comté de Sarrebrück. Le traité de Nimègue confirma cet état de choses dont la « Chambre de réunion de Metz » définit les conditions (1680). Louis XIV, ayant, en effet, occupé en 1670 le duché de Lorraine qui s'étendait sur la région sarroise, son autorité se substitua à celle du prince lorrain et y dura vingt-sept ans. La diète de Ratisbonne (1684) avait enregistré cet état de fait pour les comtés de Sarrebrück, Deux-Ponts, Hombourg, les bailliages de Saint-Wendel, Bliescastel et Merzig. Le Roi décida la réunion à la France de la « Province de Sarre » dont le premier intendant fut Bergeron de la Goupillière. Il confia à Vauban le soin de la défendre. Ce fut, à la suite d'un pari, l'affaire d'une année. En 1680, sur un emplacement vendu en 1661 par le duc de Lorraine, le lieutenant général Thomas de Choisy créait Sarrelouis pour en faire la capitale de la province. En 1697, le traité de Ryswick rendait au duc la Lorraine et le Barrois, Sarrelouis restant français avec six villages; mais dès 1766, par la réunion du duché à la

France, un tiers de la Sarre se trouvait incorporé à la couronne.

C'était bien vers elle que, fidèles à l'exemple de la Rhénanie entière, alors soumise au mirage de l'ouest, se tournaient aux XVII[e] et XVIII[e] siècles les autres territoires sarrois demeurés indépendants. Les comtes de Sarrebrück sont, eux, les clients du Roi ; ils s'installent à sa cour, ils reçoivent ses subsides, s'allient à sa noblesse qui les traite « comme d'autres gentilshommes du royaume »; ils commandent les régiments : Sarrebrück-Allemand, Royal-Allemand, Nassau-Sarrebrück-Infanterie, Volontaires-Royaux de Nassau, Nassau-Hussards, Nassau-Infanterie qui devint en 1793 le 96[e] régiment d'infanterie.

En 1789, les habitants de Sarrebrück demandent l'application des nouveaux principes à tous les Rhénans; puis ils écrivent à la Législative : « Que la Nation qui nous adopte aujourd'hui et avec laquelle nous ne ferons plus désormais qu'une seule famille, apprenne à connaître notre ferme volonté d'inaltérable union. Associés de cœur et d'esprit à la France, notre mère-patrie, nous n'aurons avec elle, à l'avenir, que des sentiments, des volontés, des intérêts communs et nous vivrons avec elle d'après les principes de liberté et d'égalité. » Lors de l'organisation départementale, des traités rectifièrent nos frontières. Il sera question plus loin de ce que la Sarre, département français, dut à Napoléon. En 1804, sur une population de 200 000 habitants environ, 100 000 Sarrois votèrent pour l'Empire, 78 contre.

Le 30 mai 1814, le traité de Paris reconnaissait à la France ses frontières de 1792. Il lui laissait la rive gauche de la Sarre avec Sarrelouis, Sarrebrück, une portion de la rive droite, soit les trois cinquièmes du « Territoire » actuel. En apprenant cette nouvelle, M. Roechling, président du Consistoire luthérien, — les Nassau étaient protestants, — écrivait à Paris au ministre des Cultes : « Puisqu'il est de notoriété publique qu'une partie de l'ancienne principauté de Sarrebrück reste incorporée à la France, le soussigné, inspecteur des communes protestantes et président du Consistoire local de cette ville, se permet de donner à Votre Excellence l'assurance de son profond respect... Votre Excellence connaît déjà les sentiments qui animent les protestants de cette région. » Éphémère illusion : au lendemain de Waterloo, avant même que le reste des territoires rhénans

eût été partagé entre les vainqueurs, le traité du 20 novembre 1815 attribuait aux alliés les cantons de Sarrebrück, Sarrelouis et Lebach. De cet ensemble, et non sans discussions entre elles, la Prusse, nouvelle venue en la région, faisait un morceau de la Prusse rhénane et la Bavière un morceau du Palatinat.

De 1815 à 1918, la Sarre n'a pas changé de maîtres. La population y a passé de 200 000 habitants à 778 000. C'est il y a cent quatorze ans que la Prusse y apparut et l'a colonisée ; car Sarrebrück, avec ses 125 000 habitants (9 000 en 1870 et 35 000 avec les agglomérations voisines), son aspect et ses habitudes, est bien une colonie prussienne, comme il y eut en Pologne des colonies de même nature. Est-ce une légitimation ? Lorsque nos troupes défilèrent à Sarrebrück en 1918, elles ne se firent pas d'illusions à ce sujet. Le Prussien est, en Sarre, superposé à la population autochtone. Il s'y est installé et multiplié avec abondance : fonctionnaires, industriels, commerçants, ouvriers appelés par la pénurie de main-d'œuvre. Est-il bien assuré que la thèse des « droits historiques » et celle de la réunion de la Sarre à « l'Empire »... en 925 (qui a fait l'objet, en 1925, en pays rhénans, de la célébration du millénaire consacré à Henri l'Oiseleur) jouent ici *de plano* en sa faveur ? Mais passons.

Le régime prussien ne fut pas doux ni libéral pour la Sarre qui fut purement et simplement incorporée à la Prusse sans connaître un régime analogue à celui de l'Alsace et de la Lorraine. Les protestations locales furent nombreuses et les témoignages d'affection française multiples. Tous les fonctionnaires vinrent d'outre-Rhin. N'en serait-il pas de même demain ? Un mouvement de révolte éclata en 1848 et fut réprimé comme dans le reste de l'Allemagne. Si le pays profita de la prospérité inouïe due à l'exploitation de ses richesses et dont l'État prussien fit un large profit, le système d'un patronat rigide, tracassier, dur à la main-d'œuvre ouvrière, personnifié par la dynastie des Stumm que Guillaume II honora de son amitié condescendante, s'installa dans les usines. Les historiens libéraux d'Allemagne ont qualifié ce système de « régime des pachas », « créateur d'une lourde atmosphère qui pesa comme un cauchemar sur les âmes. La délation et l'espionnage s'étendirent sur tout le pays. »

Les fonctionnaires d'outre-Rhin n'occupent plus tous les emplois et les Sarrois les ont remplacés ; mais leurs compa-

triotes sont restés et, avec eux, le pli donné depuis plus de cent ans aux esprits. La Sarre, pays de dialecte allemand, est actuellement un pays de formation allemande soumis, pour une part, aux disciplines prussiennes. Il serait absurde de le nier. Mais ce n'est pas ainsi que la question se pose aujourd'hui. Que serait-il advenu de l'Alsace si l'occupation y eût duré un siècle au lieu de quarante-huit ans?

LE PRÉSENT

Le 20 novembre 1918, le général Wirbel (1) prenait en main l'administration supérieure de la région sarroise, dont rien ne pouvait faire encore prévoir le sort. Durant la guerre, la restitution des frontières de 1814, le long des limites allemandes, n'avait pas figuré dans les revendications officielles de la France. Nos alliés ne manquèrent pas d'en faire état.

Les négociations relatives à la Sarre furent épineuses et parfois dramatiques. M. Tardieu en a donné le récit dans son livre: *la Paix*. Les premières conversations de janvier et de février 1919 laissaient prévoir l'intransigeance doctrinale du Président Wilson et la volonté de l'Angleterre de ne pas concéder à la France d'avantages trop marqués. Le mémoire français, plaidoyer ardent, remis le 27 mars à la « Commission des Quatre », était discuté le 25; le 31, M. Wilson acceptait pour la France le principe de la propriété des mines de charbon, mais se refusait à entendre parler de déplacememt de frontière ou de création d'un État indépendant. Le 8 avril, M. Lloyd George se ralliait cependant à la thèse française amendée, qui se rapportait soit à la constitution d'un tel État lié à la France par une union douanière, soit à la souveraineté de la Société des nations avec mandat confié à la France, et plébiciste au bout de quinze ans. M. Wilson, au contraire, laissant presque entrevoir la possibilité d'une rupture, se bornait à proposer la constitution d'une commission arbitrale entre les mines, remises à la France, et le gouvernement allemand. Sur le refus catégorique de M. Clemenceau, M. Wilson l'adjura de ne pas suspendre la paix du monde à la question de la Sarre. Le chef du gouvernement français répliqua que la paix du monde exi-

(1) Remplacé en 1919 par le général Andlauer.

geait d'abord le rétablissement de la justice entre les alliés : il semblait presque que le *George Washington* fût sous pression pour ramener aux États-Unis le chef d'État, dont la signature ne devait pas être, plus tard, ratifiée par ses concitoyens.

Ce ne fut que le 10 avril 1919, que la Commission, dont les travaux se ressentaient de ces conflits et de certaines ignorances, se mit d'accord sur un texte transactionnel devenu les articles 45 à 50 de la partie III, section IV du traité, et l'annexe qui règle la propriété des mines, le gouvernement du nouveau « Territoire » et la consultation populaire.

De ces dispositions diverses, il résultait :

1° — Et avant toutes choses, que « en compensation de la destruction des mines de charbon du nord de la France, et à valoir sur le montant de la réparation des dommages de guerre dus par l'Allemagne, celle-ci cédait à la France la propriété entière et absolue, franche et quitte de toutes dettes ou charges, avec droit exclusif d'exploitation, des mines de charbon situées dans le bassin de la Sarre » (art. 45). L'État français a le droit d'exploiter ou de ne pas exploiter, ou de céder à des tiers. Sa propriété s'étend sur tous les établissements, aux gisements libres ou non encore concédés ainsi qu'aux gisements concédés. Les droits des ouvriers demeurent intangibles, mais l'introduction de la main d'œuvre étrangère est libre. L'État français a le droit d'entretenir des écoles primaires et techniques et la faculté de régler en monnaie française le personnel des mines et les contrats relatifs à l'exploitation.

2° — Que, « dans le cas où la Société des nations déciderait l'union à l'Allemagne de tout ou partie du territoire du bassin de la Sarre, les droits de propriété de la France sur les mines situées dans cette partie du territoire seront rachetés en bloc par l'Allemagne à un prix payable en or ». — « Si néanmoins l'Allemagne, un an après la date à laquelle le paiement aurait dû être effectué, n'y a pas satisfait, la Commission des réparations y pourvoira en conformité des instructions de la Société des nations et, si cela est nécessaire, en liquidant la partie des mines en question » (Annexe § 36). Si (§ 37) à la suite de ce rachat, la propriété des mines ou d'une partie des mines est transférée à l'Allemagne, l'État et les nationaux français auront le droit d'acheter la quantité de charbon du bassin justifiée par leurs besoins industriels et domestiques ».

— Il est entendu (§ 38) que la France et l'Allemagne pourront par des accords particuliers, conclus avant la date fixée pour le paiement du prix de rachat des mines, déroger aux dispositions des § 36 et 37.

3° — Qu'il était créé un territoire indépendant dit « Territoire de la Sarre » dont la superficie s'étendait, d'après les frontières assignées, sur environ 1 880 kilomètres carrés (ce qui représente la moitié du département du Bas Rhin).

4° — Que l'Allemagne renonçait en faveur de la Société des nations, « fidéi-commissaire », au gouvernement de ce territoire et que, à l'expiration d'un délai de quinze ans à dater de la mise en vigueur du traité, la population serait appelée à faire connaître la souveraineté sous laquelle elle désirerait se voir placée. Le vote aura lieu par commune ou par district et portera sur les trois alternatives suivantes : a) maintien du régime établi par le traité et l'annexe ; b) union à la France ; c) union à l'Allemagne. Le droit de vote appartiendra, sans distinction de sexe, à toute personne âgée de plus de vingt ans à la date du vote, habitant le Territoire à la date de la signature du traité. A la date fixée, la Société des nations décidera, pour tout ou partie du Territoire, de la souveraineté sous laquelle il sera placé en tenant compte du désir exprimé par le vote de la population.

5° — Qu'il serait créé une Commission de gouvernement de cinq membres, nommés par le Conseil de la Société des nations, siégeant en Sarre, désignés pour un an avec mandat renouvelable, deux d'entre eux étant obligatoirement un Français et un Sarrois. Le président, choisi parmi eux, agent exécutif, est nommé par le Conseil de la Société des nations. La Commission de gouvernement a sur le Territoire tous les pouvoirs de gouvernement appartenant antérieurement à l'Empire allemand, à la Prusse et à la Bavière. Les lois en vigueur antérieurement au 11 novembre 1918 seront maintenues ; à partir de cette date, pleins pouvoirs de légiférer pour la Commission, « après avis des représentants élus par la population ».

6° — Que le bassin de la Sarre serait soumis au régime douanier français, le produit des droits étant attribué au budget sarrois (1). Les produits métallurgiques et le charbon

(1) Environ 150 millions.

sortant vers l'Allemagne ou venant d'Allemagne en Sarre bénéficient de la franchise; des franchises étaient accordées pour une durée de cinq ans à certaines catégories de produits.

Le 10 janvier 1920, le traité entrait en vigueur; le 26 février 1920, l'entrée officielle de la Commission de gouvernement avait lieu dans Sarrebrück, choisi comme capitale, malgré Sarrelouis où la Cour suprême fut installée. Ainsi donc, c'est en 1935 que prendra fin le mandat de la Commission, que le plébiscite aura lieu et que la question du rachat de tout ou partie des mines pourra se poser avec ses conséquences, aux termes du traité. Jusqu'à cette date positivement déterminée, les droits de chacun sont fixés; la Commission est investie de la souveraineté, sans que cette souveraineté (de l'exercice de laquelle elle est responsable devant la Société des nations) puisse aller jusqu'à la modification des clauses du traité. On sait comment la Commission a donné un drapeau au Territoire (où il ne peut y avoir aucun service militaire) et a introduit la monnaie française comme monnaie légale.

Le pouvoir législatif appartient à la Commission sous les réserves indiquées. En 1922, elle a créé un Comité d'études de huit membres, nommés par elle, et un « Landesrat », conseil consultatif élu par les habitants du Territoire sans distinction de sexe. Mais les avis de ces deux organismes ne sont pas obligatoires pour la Commission, et c'est précisément là l'un des objets de plaintes.

Les dernières élections au Landesrat ont donné les résultats suivants : Centre 129 000 voix, Social-Démocrates 43 000, Communistes 56 000, Deutsch Saarland-Partei (Rœchling) 36 000, Parti économique 9 000, Deutsch-National 10 000, Chrétiens sociaux 9 000, Deutsch-Démocrates 3 000. La liberté de la presse est absolue et s'élève en particulier avec violence contre la France avec la *Saarbrücker Zeitung* de Rœchling (tirage 40 000), — la *Landeszeitung*, organe du centre, tire à 16 000, — exploitant tous les événements, Maroc, Syrie, et jusqu'à la récente absence d'un ministre français à la commémoration de la bataille de la Marne ! Depuis que l'évacuation de la Rhénanie est en marche et que la question sarroise a été évoquée, l'unité de front semble s'être refaite, comme déjà en 1920 et en 1925, entre les partis qui entendent que les deux questions soient liées.

Le premier président de la Commission de gouvernement a été M. Rault, représentant de la France, dont le mandat fut plusieurs fois renouvelé. Le président actuel est un Anglais, Sir Ernest Wilton ; le représentant de la France, M. Morize, ancien secrétaire général de la Commission depuis sa création, ardemment dévoué à sa tâche, gère les finances, les affaires économiques et les mines; les trois autres membres sont sarrois, tchécoslovaque et finlandais.

La population sarroise, sensible à l'action d'un clergé ardent, est, pour les deux tiers catholique, pour un tiers protestante; cette dernière est en majeure partie immigrée, et particulièrement à Sarrebrück. Elle compte peu d'israélites, peu d'étrangers en dehors des Français qui forment l'une de nos plus importantes colonies à l'extérieur. Cette population est, dans l'ensemble, laborieuse, très stable; un grand nombre d'ouvriers sont propriétaires, presque « embourgeoisés »; ils jouissent d'une législation sociale fort complète. Avec ses 441 habitants au kilomètre carré, la Sarre a l'une des populations les plus denses de l'Europe. Son budget s'élevait en 1927 en dépenses et en recettes à 403 millions.

On n'y peut plus parler d'occupation militaire. La Sarre ne constitue pas à proprement parler un gage comme la Rhénanie. Son gouvernement constitue une expérience, une sorte d'attente, une sécurité pour les mines qui sont, elles, propriété française. Seuls 800 hommes (620 Français, 120 Anglais, 60 Belges) veillent à la protection des voies ferrées par où nous sommes reliés à la Rhénanie ; 75 gendarmes français, véritable prévôté, assurent la police militaire et 130 gendarmes sarrois l'ordre public.

LA VIE ÉCONOMIQUE

La Sarre est un bloc de houille où l'agriculture est tombée au dernier rang. Elle possède de belles forêts où l'on a la surprise de voir surgir des puits de mines; mais on estime que, limitée à ses seules ressources, elle ne pourrait vivre que trente ou quarante jours par an.

Sur cette houille, créatrice de force, une puissante industrie, principalement attachée à la transformation des produits du sous-sol, s'est établie au cours du XIX^e^ siècle. Napoléon donna

son premier et véritable essor à l'exploitation de gisements connus depuis fort longtemps, mais médiocrement mis en valeur par les comtes de Nassau. Il créa l'École des mines de Geislautern, confia aux ingénieurs français, Duhamel, Beaunier et Calmelet, le soin de faire, aux frais de l'État, la reconnaissance des gisements sur 367 kilomètres carrés, fit donner 60 concessions divisées en 60 districts, et vit la production passer de 550 000 quintaux à 1 500 000. Il s'arrêtait en 1812 à Sarrebrück, se prononçait alors en faveur de l'entreprise d'État, se faisait montrer le plan de prospection établi par les ingénieurs et décidait les études d'un projet de canal. Lorsque, en 1815, les mines passèrent aux mains de l'État prussien, le plan demeura introuvable : emporté par M. de Gargan et caché par M. Villeroy à Sarrelouis, il y demeura jusqu'en 1817.

Le bassin lorrain, avec ses « minettes » de fer, reconstitué à notre profit depuis 1918, et le bassin de la Sarre, où le charbon est abondant, d'une extraction relativement aisée, et d'assez bonne qualité, forment (le premier, à l'ouest de Metz, de Thionville et de la Moselle, le second, à cheval sur le cours moyen de la Sarre) deux blocs géologiques et deux môles économiques. Distants d'une quarantaine de kilomètres à leurs limites intérieures, entre lesquelles le plateau lorrain s'étend de la Nied à la Moselle, ils sont solidaires l'un de l'autre, se complètent et constituent l'un des ensembles industriels les plus puissants d'Europe. Qui ne se rappelle ce que nous coûtèrent, de 1914 à 1918, la non-couverture et la perte de la partie alors française du premier? C'est encore un souvenir poignant pour les combattants d'avoir dû l'évacuer du 20 au 24 août 1914, alors que les incendies accompagnaient notre retraite comme d'un rideau sinistre qui se fermait sur nous. Les Allemands entendaient bien corriger, là, le traité de Francfort : le 6 novembre 1916, M. de Bethmann, en vue de donner à cet état de fait un caractère définitif, transmettait au gouvernement austro-hongrois sa réponse à l'avant-projet du comte Burian, relatif aux conditions d'une paix éventuelle : on y voyait figurer l'évacuation du territoire français, à l'exception du bassin de Briey-Longwy, et l'annexion du Luxembourg au Reich.

Le « Territoire de la Sarre » a été précisément limité, défini, organisé, en raison de ce bloc de houille, dont l'État français, substitué en ce point à l'État prussien, a été, à titre

d'indemnité, constitué le propriétaire; il est ainsi, par là, le régulateur de la vie sarroise. La France produit environ 50 millions de tonnes de houille par an et est obligée d'en importer 25 millions, soit le tiers de sa consommation; elle est donc partiellement tributaire de l'étranger (en particulier ses ports, presque tous éloignés des charbonnages) et notamment de l'Angleterre qui redoute et combat âprement sur ce point toute rivalité. Les besoins en charbon de la France ne cesseront de croître, parce que sa métallurgie se développe, parce que les livraisons au titre des réparations prendront fin, parce que l'Alsace et la Lorraine, réintégrées dans sa vie, sont grandes mangeuses de charbon, parce que la consommation de tous les sous-produits de la houille ne cesse de se développer suivant un rythme rapide.

Avec leurs 27 sièges d'extraction et leurs 4 centrales électriques, les « mines domaniales de la Sarre », complétées par la cokerie d'Heinitz où d'importantes améliorations sont en cours, par un port à Sarrebrück, un réseau routier et téléphonique, ont vu leur production augmenter de 2,85 pour 100 sur celle de 1913; elles ont fourni, en 1927, 13 595 000 tonnes. Les effectifs de cette immense et lourde entreprise n'ont que peu augmenté (59 900 ouvriers au lieu de 56 600). Le rendement par jour et par ouvrier s'est accru (850 kilos, contre 777 en 1913) malgré l'application de la journée de sept heures. Il n'y a pas de chômage. La France et les industries sarroises utilisent 80 pour 100 de la production, l'Allemagne 8 pour 100 seulement; la Suisse, la Belgique et l'Italie chacune 3 à 4 pour 100. La France trouve donc là, non seulement une réparation légitime, mais encore une partie de ce dont elle a besoin, ainsi qu'un élément de prospérité et d'indépendance qui représente plus du double de la production actuelle des houillères lorraines, malgré la constante augmentation de cette dernière (5 200 000 tonnes en 1926). Le 11 octobre 1927, M. Defline, l'éminent directeur général des Mines, écrivait : « Si on laisse de côté les notions d'amortissement, d'immobilisation, de réserves.... on constate qu'à la fin de 1926, les bénéfices avaient permis de payer les travaux neufs, de verser effectivement 157 000 000 au Trésor et de faire passer le fonds de roulement de 34 millions à 480 millions. »

Le bassin ferrugineux de Lorraine peut évidemment com-

pléter par la Ruhr, la Campine et Charleroi, ses approvisionnements de charbon lorrain et sarrois, et leur envoyer le minerai, ce qu'il ne manque pas de faire. Mais le bassin houiller de la Sarre, qui ne possède pas un gramme de fer, ne peut pratiquement trouver le métal nécessaire à son industrie que dans les gisements français et luxembourgeois (1). Il a toujours trouvé du côté des industriels westphaliens une rivalité tenace, qui s'est traduite par l'opposition faite à toute amélioration des transports par eau, contre laquelle, avant la guerre, les Sarrois ne manquaient pas de protester avec énergie. La Sarre est, pratiquement, barrée du Rhin. La Sarre, qui échangeait jadis son charbon contre le sel lorrain, comme elle le fait aujourd'hui pour le fer lorrain, est donc géographiquement, historiquement, économiquement tournée vers l'ouest. Elle ne peut, que par l'ouest et le sud-ouest, trouver sa vie, la majeure partie de ses débouchés et ses voies de communication. Chose capitale pour ses exportations lourdes : elle n'a pas de liaison par eau avec l'Allemagne, car la rivière n'est plus navigable de Ensdorf en face de Sarrelouis, à son confluent avec la Moselle, et il paraît bien improbable que l'Allemagne réalise, à travers une région difficile, le canal de Sarrebrück au Rhin (Ludwigshafen) par la trouée de Landstuhl, rêvé par le pangermaniste Rœchling. Elle est loin de la mer, à égale distance d'Anvers et de Dunkerque. Sa situation géographique et ses liaisons économiques sont extrêmement défectueuses.

Un seul canal, encore bien insuffisant malgré les travaux faits depuis la guerre, le canal français des Houillères, créé en 1866, la relie au grand système des voies d'eau, par le canal (insuffisant lui-même) de la Marne au Rhin, c'est-à-dire avec Paris, Strasbourg, le Nord, et par un fort long détour, avec le fer lorrain. Elle peut, si nous avons la prévoyance et les moyens financiers de la relier à la Moselle (dont les travaux de canalisation de Metz à Thionville sont commencés), et d'améliorer nos voies d'eau, trouver avec la France des liaisons plus aisées : entreprise indispensable. C'est de l'ouest et du sud (Lorraine, Alsace) qu'elle fait venir 98 pour 100 de ses moyens de subsistance. Les importations de France qui pourraient

(1) Depuis la découverte du procédé Thomas Gilchrist, en 1878, la production du minerai de fer lorrain utilisé en Sarre est de 90 pour 100 (10 pour 100 environ de minerai suédois).

nous offrir un précieux moyen de publicité, représentent 2 milliards cent millions et la classent au dixième rang de nos exportations (avant l'Espagne, l'Italie, la Hollande, le Maroc) (1). Sarrebrück est un important nœud de voies ferrées, et six des voies de communication qui nous mettent en relation avec l'Allemagne passent par le Territoire, doté d'un réseau de chemins de fer autonome, extrêmement serré (2).

L'histoire avait déjà intimement uni et même enchevêtré la Sarre et la Lorraine, avant que les richesses de leur sous-sol fussent soupçonnées. Depuis qu'elles sont exploitées, leurs industries se sont interpénétrées. C'est ainsi qu'avant 1914, les usines de Burbach (Sarre) étaient unies à celles de Eich et Dudelange (Luxembourg) qui constituent le puissant groupement franco-luxembourgeois de « l'Arbed »; les aciéries de Völklingen (Sarre) appartenaient aux Roechling qui possédaient en Lorraine celles de Thionville; les usines de Neunkirchen et Halberg (Sarre) appartenaient aux Stumm qui possédaient en Lorraine Uckange; celles de Dillingen (Sarre), qui comprenaient des capitaux français, possédaient Ridange en Lorraine. — Après 1918, les biens allemands en Lorraine ont été séquestrés et liquidés au compte des réparations. Ils sont devenus biens français, dont les propriétaires (parfois à cheval sur le Luxembourg, comme « l'Arbed » et « l'Hadir ») se sont installés à leur tour, pour les mêmes raisons, en Sarre où ils finissent les produits des hauts-fournaux lorrains ou fondent le minerai. Sauf les aciéries de Völklingen, presque toute la métallurgie sarroise est aujourd'hui, dans la proportion de 75 pour 100 environ, dans des mains françaises. La production sarroise en fonte atteignait, en 1927, 1 771 000 tonnes, et en acier 1 892 000. — Le même travail de groupement a été effectué par la puissante industrie de la céramique.

L'accord franco-allemand du 23 février 1928, relatif aux échanges commerciaux du Territoire, complétant l'accord général du 17 août 1927, a donné à la Sarre de précieux avantages et la place dans une situation privilégiée, puisqu'elle dispose en fait, pour ses achats et ses ventes, d'un double marché

(1) Commerce avec l'Allemagne : exportation, 230 325 000 marks, importation, 80 780 000 marks.

(2) Trois lignes de pénétration en Sarre sont exploitées par le réseau d'Alsace et de Lorraine.

qui comprend, l'un quarante millions de Français, l'autre soixante millions d'Allemands. Dans ce pays où les impôts sont moitié moins lourds qu'ailleurs (700 francs par tête en Sarre, 1 400 en Allemagne, 1 800 en France), la prospérité est indiscutable; le *standard of life* est élevé; les services d'assistance sont richement dotés; les moyens de communication sont multipliés et la circulation intense; les constructions nouvelles s'élèvent partout; les avoirs en banque auraient, dit-on, triplé depuis quelques années.

« DISSIPAT ATQUE FOVET »

Sarrelouis porte les armes que Louis XIV lui a données : d'azur au soleil d'or éclairant un nuage, le tout surmonté d'une fasce chargée de trois fleurs de lys d'or. Sa devise, de même origine, est : *Dissipat atque fovet* — Il dissipe et il réchauffe.

Les défenses créées par Vauban dans les prairies de la Sarre ont été rasées, sauf le vieux pont, une partie de la face nord-est de la place, une contrescarpe, l'hôpital militaire. Ces pierres françaises, dénuées aujourd'hui de toute valeur militaire, moussues, rongées et bronzées par le temps, sont autre chose que des pièces de musée ou des documents archéologiques : elles signifient qu'il y eu ici une volonté créatrice d'ordre et de sécurité. Sous la douce lumière d'une journée de septembre qui finit, je viens de les voir, éloquentes et émouvantes, s'efforçant de se mirer à l'ombre des vieux ormes dans les eaux infectes de la Sarre, dont la couleur et l'odeur n'effrayent pas une bande de gamins qui se baignent en lançant du pain aux pigeons indolents et souples. A la place où s'élevaient les défenses avancées, des jardins fleuris encadrent le classique monument allemand de granit, orné de l'aigle et de la Croix de fer. Sarrelouis, c'est, en plus grand, Neuf-Brisach et Phalsbourg : des sentinelles. L'origine, la raison d'être, l'empreinte première qui demeure sont les mêmes. Les destinées ont été parentes, mais pas jusqu'à la conclusion.

Une place centrale carrée, coupée par une avenue que croisent des rues à angle droit dont les maisons étroites et basses d'autrefois subsistent, quatre fontaines, un mail de platanes taillés. L'ancien Hôtel du commandement, rude et sobre, voit se dresser devant ses fenêtres la pyramide élevée par la commune

aux morts de la guerre. L'Hôtel de Ville renferme le fauteuil de Vauban et les « Gobelins » donnés par le grand Roi. La vieille église Saint-Louis, incendiée, a été remplacée par une église gothique moderne ; jure-t-elle plus de rompre la symétrie, jadis voulue par nos architectes, que ne le font les maisons à quatre étages, en affreux appareil, et les panneaux de publicité qui annoncent la *Landesbank*, ou celle des *Gebrüder Roechling*? En somme, le plan seul est resté là; presque toute la parure a disparu.

Mais, dans une rue latérale, il y a la petite maison natale de Ney, « le brave des braves » ; elle est pour nous un lieu de recueillement et de pèlerinage. Plus loin, le cimetière qui, tout comme celui du bourg voisin de Beaumarais, donne une de ces leçons d'histoire que l'on ne reçoit qu'en certains sites. Les tombes racontent la vie et la résument : celles-là évoquent les noms de quelques-uns des serviteurs que la surprenante cité a donnés à la France pour leur honneur commun et pour leur gloire : un maréchal de France, douze généraux, quatre cents officiers. De 1793 à 1815, la conscription ne fut pas appliquée à Sarrelouis, car tous les hommes qui y étaient soumis servaient comme volontaires. Il n'y en eut pas un seul pour la Prusse, de 1815 à 1870... Et l'on soutiendrait que ce n'est pas là un lambeau de la France?

Par les sorties de la ville, j'aperçois, sur la rive droite, les flammes des hauts-fourneaux de Dillingen, sur la rive gauche le bastion naturel, que je viens de parcourir, prolongement du plateau lorrain, qui laisse brusquement tomber dans la rivière ses escarpements vêtus de futaies. C'était bien, historiquement et géologiquement, une terre lorraine, prolongée sur la rive droite par un cap de même formation et dépendant de la même souveraineté. Vraiment, l'expression « tête de pont » signifie quelque chose, à Vaudrevange, aux avancées de Sarrelouis vers le sol français. Les officiers du roi de Prusse ne s'étaient pas trompés lorsqu'ils exigèrent de s'y installer il y a cent quatorze ans. C'est de là qu'on est maître des passages de la Sarre et qu'on surveille le plateau lorrain. Les paysans qui habitent cette terrasse élevée sont de même race, de même visage, de même parler, de mêmes coutumes que les nôtres, à Boulay et à Bouzon-en-Moselle. Ils ne sont plus concitoyens les uns des autres : ainsi l'ont voulu 1815 et 1919. Rien n'est plus absurde,

plus artificiel, plus directement dirigé contre nous. Peut-on comprendre que rien ne soit fait par nous, avant le plébiscite de 1935, dans cette région sensible du territoire sarrois, en dehors de l'action toute personnelle et singulièrement désintéressée de quelques bons veilleurs de la pensée française?

Dans les premiers jours de 1919, le conseil municipal de Sarrelouis vota, à l'unanimité, une résolution demandant son annexion à la France, qu'il assurait de « sa fidélité à ses traditions ». M. Clemenceau embrassa la délégation envoyée par la ville... et pleura : le veto américain s'était déjà manifesté. — En juillet 1919, 11000 demandes de naturalisation française avaient été formulées, émanant toutes d'hommes âgés de plus de vingt et un ans et représentant plus du tiers de la population de l'arrondissement. Ces demandes n'eurent pas de suite. — Qui s'étonnerait que, désabusés par ces expériences, pressés par l'intense propagande allemande, effrayés par l'éventualité de représailles dont ils se sentent dès à présent menacés par les maîtres d'hier en passe de devenir les maîtres de demain, tentés peut-être par les subsides distribués pour préparer le marché des opinions et des votes et par les subventions données sous mille formes diverses avec une prodigalité et un art infinis, ces sentinelles lointaines menacent de dire adieu au courage et à la confiance? — Il ne faut pas tenter le diable.

Dissipat atque fovet... C'est tout à la fois la leçon, le reproche et le murmure des pierres de Sarrelouis.

NOTRE FRONTIÈRE

Les limites du « Territoire » essentiellement artificielles, comme nous l'avons montré, et, si l'on ose dire, exclusivement minières, sidérurgiques et économiques, ont été définies, en tenant compte, d'une part, sur la rive droite, du bloc houiller, d'autre part, sur la rive gauche, « de la frontière de la France telle qu'elle est définie par le traité ». Elles nous laissent donc, en Lorraine française, les charbonnages de la Houve, de Sarre et Moselle et de Petite Rosselle. Mais cette frontière, « telle qu'elle est définie par le traité », n'est autre que celle de 1815, alors calculée, là comme ailleurs (Landau, Sambre, sources de l'Oise, région de Chimay, Marienbourg, Philippeville), de manière à laisser des portes ouvertes sur nous. C'est ainsi que

la Prusse possédait, depuis Waterloo, sur la rive gauche de la Sarre, une tête de pont offensive, longue de 50 kilomètres, profonde de 10 à 15, établie sur des hauteurs qui dominent parfois de 150 mètres le fond de la vallée dont les vues nous sont ainsi enlevées. Cette tête de pont consacrait l'avance du royaume de Prusse vers nos provinces, nos richesses et nos défenses orientales. Elle est aujourd'hui sarroise; mais pour combien de temps? Sarrebrück en amont, Merzig en aval en occupent les flancs, Sarrelouis le centre. Elle subsiste comme une menace, un observatoire et une base de départ, enserrant dans une nodosité nos charbonnages lorrains.

Au nord de la rivière, commence la région des hauts plateaux, morose, humide et froide, de relief tourmenté, propre aux surprises et aux concentrations analogues à celles que couvrirent les forêts des Ardennes en 1914, et fendue par les vallées de la Prims et de la Blies; elle prolonge au sud les massifs difficiles du Hochwald, à l'ouest celui de la Hardt; la Basse Sarre et la Moselle s'y ouvrent, dans les schistes, des passages étroits que l'on a appelés « la trouée héroïque ». Entre le Territoire de la Sarre, la Lorraine et le Luxembourg, la Prusse Rhénane actuelle se raccroche à la tête de pont sarroise et s'insinue, au nord de Sierck et du département de la Moselle sur 15 kilomètres, entre le Luxembourg et le « Territoire ». De Lauterbourg (sur le Rhin français) à Longwy (aux confins des limites communes de la France, du Luxembourg et de la Belgique, pays amis), notre frontière mesure 180 kilomètres. C'est l'un des points vitaux de notre existence (1), plus particulièrement sensible encore, en raison du voisinage allemand, de Lauterbourg à la Moselle. Le Rhin est, à l'Est, un obstacle facile à surveiller; la plaine d'Alsace, dominée par les Vosges, sans issue aisée vers l'ouest, paraît (en dehors de l'éventualité d'un vaste « coup de main ») peu propice à des opérations définitives pour des armées modernes. Cette frontière qui est largement ouverte, qui est la gardienne de richesses mal connues en 1815, situées à quelques kilomètres d'elle et mille fois accrues depuis 1870, doit être défendue et équipée. Elle ne l'est pas.

Par l'adoption du service d'un an, le Parlement a marqué

(1) Les Bassins de Longwy, Briey, Metz-Thionville et Nancy fournissent annuellement 6 000 000 de tonnes d'acier sur les 8 400 000 tonnes produites par la France, soit les trois quarts de l'acier français.

sa volonté de créer un instrument strictement défensif, dont la mobilisation exigerait un temps fort long et dont la couverture, — qui ne peut guère compter comme éléments immédiatement utilisables que sur la moitié de son contingent, — doit être minutieusement étudiée et disposée. On peut penser que l'armée du Rhin va en fournir les éléments principaux. L'organisation de points d'appuis, de compartiments fortifiés, est donc indispensable comme contre-partie, pour faciliter cette attente dont la « nation armée » aura besoin, pour permettre cette répartition des forces, pour créer cette canalisation des efforts adverses, cette zone et cette durée de liberté nécessaires à toute action militaire, et pour mettre le territoire national à l'abri des ravages qu'il n'a que trop connus de 1914 à 1918. Le général von Seckt ne nous a pas caché ce que pensent les chefs de la Reichswehr sur les avantages de l'attaque brusquée, ni sur l'éventuelle réalisation de la prophétie du vieux von der Goltz, lorsqu'il écrivait « qu'un jour viendrait, peut-être, où un nouvel Alexandre à la tête de quelques phalanges solidement encadrées, triompherait des grandes masses des « nations armées ».

Il semble donc que tout déploiement défensif de l'armée française sur le front nord-est, doive être appuyé, précisément sur les flancs de l'actuel territoire sarrois : 1°, à l'est, à des organisations englobant les Vosges de Bitche et leurs contreforts; 2°, à la région Thionville-Metz. Les premières et leurs avancées couvrent Strasbourg, les passages des Vosges, une région économique importante; elles constituent le glacis nord de la défense de l'Alsace, entre les vallées de la Lauter et de la Sauer (1). Les événements militaires de 1702, 1706, 1744, 1793, 1870, ont surabondamment prouvé que c'est là que l'Alsace se défend contre l'aile gauche d'une offensive venant du nord, et là que se couvre l'ensemble de notre flanc droit. Sur ce dernier point des projets de voies militaires et d'organisation ont été annoncés. Où en sont-ils? Il n'y a rien sur le terrain. Et en Lorraine? Quelques routes minées, de part et d'autre; et c'est tout... et c'est peu !

Où en est l'exécution des plans établis par la commission présidée par le général Guillaumat? Des discours ont été pro-

(1) Wissembourg, Lembach, Woerth, Soultz-sous-Forêts,

noncés au Parlement, de misérables crédits votés; des marchés ont, dit-on, été passés; mais une bonne organisation défensive nécessite des années pour sa réalisation. Les Allemands, pendant ce temps, restent-ils inactifs? Ne réclament-ils pas de nouveaux ponts sur le Rhin? Ne créent-ils pas gares de triage et routes en des régions où des dépenses improductives peuvent surprendre? On sait ce que représente, avec les habiletés de ses camouflages, le budget total des dépenses militaires de l'Allemagne comparé aux nôtres. Le commandant de l'armée du Rhin n'a-t-il pas signalé ce qu'il y a d'insolite et d'inexplicable dans tant de travaux effectués et d'entreprises créées en zone rhénane? Il y a là, sous le couvert de l'équipement économique et touristique, sur les arrières de la frontière allemande, comme un Janus à double face, dieu de la paix sur l'un de ses visages, et, sur l'autre, dieu des transformations guerrières.

La question de la Sarre est liée intimement à cet ensemble. Elle risque d'ouvrir une brèche dans notre frontière et d'accroître encore notre front de contact avec le Reich. Si les charbonnages et les usines de la Sarre sont, en cas de conflit économique, de tension politique, ou d'action militaire, de quelque manière que ce soit entre les mains d'une puissance adverse, nous aurons beau avoir organisé la défense de nos aciéries lorraines, elles risquent, par ailleurs, leur existence même, — et la nôtre, — avant toute opération militaire, parce qu'elles n'auront pas toute la houille qui doit les nourrir, même si nos propres cokeries françaises, dangereusement situées, continuent de se développer suivant le même rythme heureux et sont, dans dix ans, à même de suppléer à la majeure partie des produits sarrois.

Resterons-nous les témoins indifférents de cette situation paradoxale de laquelle il résulte que la France victorieuse de 1919 est en retard, pour l'organisation *défensive* de sa frontière, sur ce qu'avait su réaliser la France de 1870? Serons-nous condamnés à penser que nos pères ont su faire mieux et plus vite que nous? Dès le mois de mars 1874, s'ouvrait la discussion sur les fortifications de Paris; en octobre 1874, le général Séré de Rivière déposait le rapport général qu'il avait établi au nom de la Commission de défense. En 1875, les travaux commençaient sur la frontière; déjà utilisables en 1880, ils étaient entièrement achevés en 1884, puis adaptés à partir de 1885

a des faits nouveaux. Il a fallu neuf ans, de 1920 (date à laquelle le Conseil supérieur de la Guerre a abordé la question) à 1929, pour arrêter un projet de défense, pour le faire adopter par le ministre et pour en étudier le détail sur le terrain. Sa réalisation, échelonnée en plusieurs périodes d'urgence, fort longues, ne peut guère être écourtée. Encore une fois, pratiquement, où en est-elle?

M. Bouilloux-Lafont, rapporteur du projet de loi du budget de 1929, disait à la Chambre, le 26 novembre 1928 : « Quels sont les crédits figurant au budget de la guerre 1929, du chef des travaux de fortification? *J'ai le droit de dire qu'il n'y a rien.* Un crédit de 65 millions y figure bien cependant, mais il se rapporte simplement à l'organisation de trois forts qui défendent Briey et Thionville, sur notre nouvelle frontière de Lorraine, actuellement ouverte et exposée à toutes les violations. Un crédit de 17 millions est, en outre, prévu pour l'établissement de la défense contre avions sur cette même frontière. Je ne pense pas que quelqu'un dans cette Chambre puisse s'élever contre la nécessité impérieuse de ces travaux rendus obligatoires pour la défense de notre frontière. La loi de finances comporte, en outre, une autorisation d'engagement de 150 millions, destinés à la création de routes, de voies de 60 et normales, à l'installation de lignes téléphoniques et télégraphiques sur cette même frontière. Il n'y a pas un seul crédit en dehors de ce que je viens d'indiquer. Le Parlement est donc libre de les voter ou de les refuser lorsque M. le ministre de la Guerre les proposera, *car il faudra tout de même qu'il les propose un jour.* »

Tout cela est officiel, connu, se voit, et l'Allemagne ne l'ignore pas. Elle a, par l'évacuation anticipée de la Rhénanie et par l'ouverture de la question sarroise, tout simplement gagné cinq ans sur notre imprévoyance. Faut-il l'y aider encore et, pour gage de relations de bon voisinage, devenir maintenant en Sarre les parrains de sa restauration?

GRIEFS SARROIS. — OFFENSIVE ALLEMANDE

Que, sans tenir compte des faits et du labeur de la Commission de gouvernement, les Sarrois aient des griefs et qu'ils les exposent, nul ne saurait s'en étonner.

Ils se plaignent de ne pas avoir de liberté politique et d'être

condamnés au mutisme parlementaire, « de vivre dans un pays où l'argent est rare, où les salaires sont insuffisants, où leurs habitudes sont contrariées, où le régime douanier les oblige à acheter des chaussures françaises, alors qu'ils ont le pied allemand, où l'exploitation des mines par les ingénieurs français a créé systématiquement une misère générale ». Évidemment, le Landesrat n'a qu'un rôle consultatif et ne ressemble pas à un Parlement, ce qui est déplaisant pour des Rhénans, volontiers orateurs; et les vieilles lois d'Empire subsistent, ce qui est, sans doute, un peu suranné aujourd'hui. Ainsi l'a voulu le traité, qui ne cesse pas d'être en vigueur; les faits n'ont pas changé depuis dix ans, mais la Commission de gouvernement s'est efforcée d'y remédier par un remarquable travail législatif. Sans doute, les salaires sont, en certains points, inférieurs de 22 pour 100 à certains des salaires d'ouvriers rhénans particulièrement favorisés (et non pas à ceux d'ouvriers français, de même catégorie, qu'ils dépassent); mais l'argent abonde et les achats de produits fournis en majeure partie par la France se font en francs français, monnaie dans laquelle ces salaires sont payés, sur la demande des ouvriers eux-mêmes, depuis l'époque où le mark n'avait plus aucune puissance d'achat. Est-ce notre faute si le mark s'est alors effondré, si toute une classe d'Allemands a été ruinée? et une semblable différence n'existait-elle pas autrefois entre le mark et le franc, influant par conséquent dans la même proportion sur le coût de la vie? Pour ce qui est des mines, les rapports entre la direction et les ouvriers, troublés lors de la mystérieuse grève des cent jours de 1920, ne sont pas mauvais. L'exploitation s'est développée ainsi que les installations techniques qui en ont accru la valeur. — Et les « chaussures allemandes » entrent en Sarre comme les françaises!

Ces expressions de mécontentement, auxquelles les milieux syndicalistes prennent, du reste, une moins grande part que ceux de la bourgeoisie, aigrie de ne pas jouer de rôle, sont beaucoup moins professionnels et économiques que politiques. La propagande allemande se charge de les exploiter sans faire de mystère. Nourrie d'argent, méthodique, prévoyante, tenace, elle ne manque pas une occasion de s'en prendre à la France. Tout lui a été ou lui est prétexte. Multipliée depuis la Ruhr, elle s'est encore accrue depuis 1926, suivant, pas à pas, la

marche d'approche du Reich. Depuis les accords sur la Rhénanie, elle est impérieuse ; elle a préparé jour après jour le plébiscite de 1935; aujourd'hui elle le devance. Par ses soins, un ouvrage vient d'être édité, à cet effet, par le professeur Klœvekorn. Toutes les fêtes, sports, arts, commémorations, lui sont un prétexte politique. Elle s'attaque aujourd'hui en particulier à la région frontière dite du Warndt qui, face à nos charbonnages lorrains, voit vivre, dans une région boisée et peu ouverte, une population sarroise paisible, employée en majeure partie dans nos mines. Elle s'attache le clergé qui se forme pour les catholiques à Trèves et à Spire (puisqu'il est réparti entre ces deux évêchés) et, pour les protestants, généralement à Bonn ou à Heidelberg : ni sur les uns ni sur les autres nous n'avons essayé d'agir. Elle embrigade la jeunesse qui, à part quelques exceptions, s'instruit dans les universités allemandes. Elle exploite les leçons du passé, rappelant comment en Rhénanie nous avons sacrifié nos amis et laissé misérablement mourir les « pétrolés de Pirmasens », cette honte !

A cela qu'avons nous opposé ? Quelques écoles primaires ; une école technique, le lycée de Sarrebrück fréquenté par de jeunes Français. Nous n'avons pas mis la main, lorsque cela était possible, sur les journaux qui cherchaient des acquéreurs, ni soutenu, comme il convenait, ceux qui nous étaient favorables. De même que Paris n'a pas eu de politique rhénane suivie de 1918 à 1929, de même Paris, — et non pas, certes, nos éminents et actifs représentants à Sarrebrück, — n'a pas eu de politique sarroise : pas d'unité de vues, pas de programme, pas de ressources. Les hommes n'auraient pas fait défaut. L'action, toute privée, du *Groupement des intérêts français en Sarre* et celle de l'*Association française de la Sarre* sont là pour le prouver. C'est le faible des démocraties de ne pas prévoir.

De cet ensemble, encouragée par ses succès de La Haye, l'Allemagne a tiré fort naturellement la conclusion que l'heure était venue pour elle d'agir et de se démasquer. Et nous avons écouté ce qu'elle disait.

Elle se trompe, du point de vue politique, si elle essaie de faire croire qu'une rectification de frontière est actuellement possible, car sa frontière est fixée par le traité à la limite nord du « Territoire », jusqu'en 1935. Après, la Société des nations statuera ; cela n'est pas affaire à discuter seulement entre

Berlin et Paris. Aucune clause ne prévoit de modification à cette situation, comme cela était le cas pour la Rhénanie, dont l'évacuation anticipée avait été envisagée dans le traité même, par zones successives, si l'Allemagne remplissait ses engagements. Les deux cas n'ont aucun rapport juridique ni moral. Il n'y a pas de « conditions » posées à notre situation en Sarre, à celle de la Commission de gouvernement, au plébiscite. Nous sommes liés, comme l'Allemagne, et couverts par des précisions.

Elle se trompe et elle trompe l'opinion, du point de vue économique, — qui celui-là ne regarde que la France et elle, — si elle croit que les mines, qui nous ont été remises pour compenser nos pertes de guerre, ne nous appartiennent pas jusqu'en 1935, et si elle prétend que le traité prévoit l'installation d'un nouveau régime avant cette date. Cette propriété a des bases positives qui ne relèvent d'aucune discussion.

Allons-nous sacrifier, bénévolement et prématurément, notre situation en Sarre et les avantages qui en découlent pour nous? Oublierons-nous les liens économiques qui unissent depuis plus de cinquante ans la Lorraine, l'Alsace et la Sarre? Avons-nous pensé aux résultats d'un abandon prématuré pour notre exportation, pour nos commerçants installés sur place à grands frais et qui ont besoin de longues garanties, pour nos milliers d'ingénieurs, de fonctionnaires, d'employés utilisés dans les mines sur la foi du traité, pour nos milliers de concitoyens originaires d'Alsace et de Lorraine qui travaillent dans le Territoire? Avons-nous pesé ce fait que, plus nous attendrons, plus nos charbonnages lorrains prendront d'importance, perfectionneront leur outillage et plus également ils utiliseront la main-d'œuvre sarroise et pourront agir sur elle? Avons-nous réfléchi aux conséquences pour la France et la Sarre elle-même d'un brusque revirement économique qui, même s'il s'accomplit dans les conditions de temps prévues par le traité, et avec tous les ménagements, risquera de donner au « Territoire » un coup mortel? Forte de ces tractations, l'industrie allemande ne s'efforcera-t-elle pas de nous supplanter dans les entreprises où nous avons acquis la majorité?

On a vu naître, depuis quelques semaines, divers projets relatifs aux mines : internationalisation, partage entre l'Allemagne et la France avec direction française, amodiation

aux usagers, etc. Déjà M. Roechling nous a fait connaître que « rien de tout cela ne saurait être envisagé ». « Toute la population est d'accord, dit-il, pour penser que les Français n'ont rien à faire chez elle. » Lorsqu'ils seront partis, « on pourra leur vendre du charbon », et « rien ne s'opposera à ce que la Sarre entretienne des relations amicales avec la France ». En vérité, que voilà une amitié qui a bonne grâce!

Tel est l'ensemble des faits. Ils concernent vis-à-vis de l'Allemagne, notre dernière carte, acquise, il y a dix ans, au prix de quelles difficultés!

Si l'on songe, sans passion, à l'intérêt des Sarrois, il est, à n'en pas douter, actuellement dans le *statu quo*. La Sarre, coupée de ses matières premières dont nous sommes les maîtres, rattachée à l'Allemagne, au système prussien, réintégrée dans le Reich, depuis le Reichsmark jusqu'à la Reichswehr, depuis les produits agricoles jusqu'à la concurrence westphalienne, pourrait comparer dans dix ans ce que lui coûtera la vie, ce qui adviendra de sa prospérité et de sa main-d'œuvre.

Quels engagements téméraires ont été pris à La Haye? Quelles raisons pourraient amener la France à devoir « payer » l'Allemagne? Comment, chez nous, les mêmes hommes qui ont, il y a dix ans, pesé de leur autorité politique pour pousser l'industrie française à s'installer en Sarre, font-ils aujourd'hui mine de l'abandonner?

A côté de l'histoire, du souvenir, du sentiment, il y a, en cette affaire, autre chose : il y a, de Mulhouse, Strasbourg, Nancy, Metz, Thionville, à Sarrebrück, Dillingen, Saint-Ingberg, etc.... la fumée des usines, les puits de mines, les hauts-fourneaux, les établissements industriels, les maisons de commerce, les produits des champs, tout un magnifique effort national que complète l'obscur labeur d'une légion de petites gens.

Vraiment, non, il ne saurait être question, comme le bruit en court, de « liquider en un tournemain » une question qui, sur tant de points, — nous croyons l'avoir montré, — touche aux droits, aux intérêts, à la sécurité, à l'autorité morale de la Nation.

François de Witt-Guizot.

MÉMOIRES

I

SECOND MINISTÈRE

J'ai raconté de quels incidents politiques et parlementaires était sortie la loi du 10 novembre 1873, qui donna au maréchal de Mac Mahon un pouvoir septennal. Je n'ai pas dissimulé ce qu'avait de précaire et de peu logique cet expédient trouvé à la dernière heure pour rallier la majorité conservatrice de l'Assemblée nationale, qu'avait ébranlée et mise en déroute la défaillance inattendue de M. le Comte de Chambord. Le plus grand mérite de cette mesure, ou plutôt de ce tour de force législatif, était d'avoir conservé le pouvoir à cette majorité, au lieu de le laisser retomber aux mains de M. Thiers, ramené au rang suprême sur les bras du parti révolutionnaire. Mais son tort était de laisser le gouvernement dans une situation équivoque et provisoire qui prêtait le flanc à toutes les attaques et ne pouvait supporter la discussion.

Le septennat (comme on l'appelait) du maréchal de Mac Mahon, c'était la République de fait : car, qu'est-ce qu'une République, sinon un État gouverné par un chef électif? Mais ce n'était pas la république de nom, encore moins la république légale. La plupart de ceux qui avaient donné leur adhésion à cette combinaison, avaient bien tenu à établir cette distinction.

Copyright by duc de Broglie, 1929.

(1) Voyez la *Revue* des 15 janvier, 1er février, 1er et 15 mars, 15 août et 1er septembre.

Rien n'était stipulé, ni pour le lendemain de l'échéance de la septième année, ni pour le cas toujours possible où le maréchal cesserait de vivre avant d'avoir atteint le terme assigné à son pouvoir. En un mot, le caractère d'une véritable organisation politique manquait à ce fragment détaché de constitution, qui pouvait à peine passer pour la pierre d'attente d'un édifice encore à construire. Il fallait s'attendre qu'avec la rigueur logique qu'affectionne, surtout dans le domaine des idées spéculatives, l'esprit français, et sous le feu de la polémique des partis, ce côté faible de la situation ne tarderait pas à être mis en lumière.

Il y aurait eu un moyen bien simple d'y porter remède : c'eût été de se résigner à accepter franchement le caractère républicain du nouveau pouvoir, sauf à entourer cette République créée par nos mains et marquée de notre estampille, d'institutions conservatrices qui l'eussent rendue inacceptable pour tous autres que les conservateurs, et en eussent fait ainsi leur propriété. On y aurait joint une clause de revision, facile à appliquer, et qui aurait laissé place au retour des institutions monarchiques, le jour où on aurait pu sérieusement en concevoir l'espérance. Mais cette résolution virile qui ne m'aurait, à moi, coûté en aucune façon, ne pouvait pas même être proposée à la plus grande partie de la majorité, et cela pour des raisons à la fois bonnes et mauvaises.

Je dirai tout de suite et avant tout, les bonnes ou plutôt la seule bonne. Beaucoup d'esprits sensés affirmaient que le jour où la République serait reconnue comme le régime légal de la France, le suffrage universel, par suite de cette logique grossière qui entraîne les masses, croirait que, dans l'intérêt de la paix publique et pour éviter des révolutions nouvelles, il devrait nommer à tous les postes électifs des candidats républicains. On assurait donc, pour les élections prochaines et pour toutes les vacances particulières à remplir d'ici là, un avantage à ceux qui pouvaient, sans rire et sans faire rire, se targuer d'un dévouement sincère aux institutions républicaines ; et ce n'était pas là à nos yeux la meilleure et la plus saine partie de la population. Leur livrer le pouvoir, n'était-ce pas trahir notre mandat et amener la ruine de la France ?

De plus, tout régime établi a droit d'être protégé contre

ceux qui attaquent ou méconnaissent son principe. La conséquence de la proclamation légale de la République, c'était donc l'adoption de mesures légales aussi, prises pour empêcher que la République fût mise en question par aucune tentative monarchique. Or, quel était celui d'entre nous, conservateur, qui ne se sentît pas, dans un avenir plus ou moins éloigné, menacé par de telles mesures? En un mot, n'étant nullement devenus républicains de profession, n'ayant renoncé à la monarchie que devant un obstacle qui pouvait disparaître d'un jour à l'autre, puisque tout dépendait, soit de l'obstination, soit de la durée de la vie d'un seul homme, il nous répugnait de donner à notre résignation, contrainte et temporaire, le caractère d'une adhésion faite à un principe et d'un engagement pour l'avenir.

Voilà ce qu'on pouvait dire pour justifier la résistance un peu puérile que nous éprouvions tous à proclamer le principe républicain. Mais d'autres abritaient sous ces prétextes honorables des vues plus intéressées. C'étaient, d'une part, les royalistes de l'extrême droite qui n'avaient consenti à donner un pouvoir prolongé au maréchal que sous le coup d'une impression déjà effacée et par un entraînement dont ils se repentaient tous les jours. Accablés de reproches des violents de leur parti, frappés peut-être de blâme par M. le Comte de Chambord, ils ne songeaient qu'à revenir sur une résolution précipitée, et ils espéraient toujours pouvoir renouveler (peut-être avec l'assentiment du maréchal lui-même) la tentative manquée en 1873. Ils tenaient à laisser, suivant l'expression usitée dans les chancelleries diplomatiques, le protocole toujours ouvert. C'était aussi la fraction beaucoup moins importante dans l'Assemblée, mais beaucoup plus nombreuse dans le pays, des bonapartistes que l'échec de la royauté légitime laissait pour le moment les seuls défenseurs avoués et possibles du principe héréditaire. Ceux-là n'entendaient pas arrêter le mouvement antirépublicain qui venait de se produire, mais bien le détourner à leur profit.

Ces deux fractions de l'Assemblée étaient l'une et l'autre peu nombreuses, mais elles suffisaient, soit réunies, soit même séparées, pour mettre en péril une majorité qui, au grand complet, ne comptait pas plus de soixante voix, et qui se trouvait, par conséquent, à tout moment à la merci de trente mécontents. Voici donc la situation très précaire dans laquelle

nous nous trouvâmes au lendemain du grand succès que nous avait valu la prolongation des pouvoirs du maréchal de Mac Mahon. D'une part, il fallait bien donner à ce pouvoir encore informe une organisation quelconque, prévoir ce qui arriverait si la mort venait en interrompre le cours, lui donner le moyen de survivre à l'Assemblée qui ne pouvait se perpétuer elle-même pour sept années, quand elle en comptait déjà trois d'existence. Mais dès que nous essayions de faire un pas dans ce sens, nous étions accusés ou soupçonnés de tendre à la proclamation de la République, et nous courions risque d'être abandonnés par une partie de nos soutiens naturels. En face de nous, au contraire, nous trouvions une opposition compacte et disciplinée qui avait à soutenir un thème simple très propre à agir sur l'esprit public et qui nous répétait sur tous les tons : « Mais reconnaissez donc la République, puisqu'en fait vous l'avez, et donnez à l'homme que vous avez choisi vous-même, au pouvoir que vous avez vous-même créé, l'assiette et la consistance d'une constitution régulière. »

DIFFICULTÉS MINISTÉRIELLES

Cette difficulté sous laquelle je devais succomber six mois plus tard, je la rencontrai dès le lendemain du 20 novembre, quand il s'agit de reconstituer le ministère dont je demeurais le chef. Cette réorganisation était nécessaire. Plusieurs des membres du cabinet du 24 mai ne pouvaient rester en place. Mon excellent ami M. Beulé n'avait pas réussi au ministère de l'Intérieur. Il n'avait ni l'improvisation facile ni les connaissances administratives nécessaires pour ce poste. Il le sentait lui-même et ses nerfs ébranlés (on ne s'en aperçut que trop, peu de temps après) réclamaient quelque temps de repos. M. Batbie non plus n'avait pas pris à l'Instruction publique, sur le corps très difficile à mener de l'Université, l'autorité suffisante. Un programme d'ailleurs devait être dressé pour l'exercice d'un pouvoir qui avait devant lui un délai de sept années à parcourir, ce qui est un long avenir dans notre pays. Quand il s'agit de le rédiger, nous heurtâmes contre un obstacle qui n'était pas tout à fait inattendu.

La première chose nécessaire, c'était de couper court au mouvement assez vif qui s'était produit dans certaines régions,

dans l'Ouest et le Midi par exemple, pour le rétablissement de la monarchie. Des pétitions dans ce sens circulaient encore, des réunions publiques avaient lieu pour envoyer des adresses à l'Assemblée. Tout cela devait finir, si l'on voulait que le pouvoir nouveau fût pris au sérieux. On ne pouvait avoir établi un régime à longue échéance et le laisser battre en brèche dès le lendemain. Mais quand vint le moment de mettre à exécution cette idée si simple et d'en faire un des articles du programme du nouveau ministère, le représentant de l'extrême droite dans le Cabinet, M. de la Bouillerie, s'y opposa formellement. Nous eûmes beau lui représenter qu'ayant adhéré lui-même à la prolongation des pouvoirs, il ne pouvait, sans une contradiction manifeste, tendre la main à ceux qui voulaient remettre cette solution temporaire en question. Rien n'y fit : il s'enferma dans une dénégation obstinée qu'il ne prenait même pas la peine de motiver. J'aperçus, derrière l'insuffisance de ses motifs et derrière la ténacité de sa résolution, l'effet d'une instruction venue de plus haut, et mon parti à moi fut arrêté de ne plus garder, dans l'intérieur du ministère, que des collègues qui se décidaient par eux-mêmes et avec qui on pouvait raisonner, non les aveugles instruments d'une volonté étrangère qu'on ne pouvait atteindre.

Il fallait donc se séparer de M. de la Bouillerie ; mais je ne sais par quelle fantaisie ou par suite de quel calcul M. Ernoul, beaucoup plus important que lui, car il était doué d'un véritable talent de parole, et qui avait appartenu, jusque-là, à une nuance beaucoup plus modérée du parti légitimiste, voulut absolument faire une condition de son maintien ou le suivre dans sa retraite. Résolution d'autant plus singulière qu'il avait le bon sens de ne pas s'enfermer comme M. de la Bouillerie dans un système incompréhensible de contradiction et d'inertie. Il accordait parfaitement qu'ayant fait le pouvoir du maréchal, nous devions le défendre. Mais cela dit, il ne voulait prendre aucune précaution pour garantir cet intérêt dont il reconnaissait avec nous l'importance. Il alléguait la crainte d'aliéner de nous par des mesures intempestives une des nuances de la majorité. En réalité, c'était un sentiment plus personnel qui le retenait. Il n'osait braver le déplaisir royal dont il apercevait l'ombre derrière la résistance de M. de la Bouillerie. Petit avocat de province, il ne se sentait pas de force à se séparer d'un gentil-

homme mieux placé que lui dans la société royaliste, et qui pouvait lui fermer l'entrée des salons où il se flattait d'être admis, peut-être même éloigner de son cabinet de Poitiers la clientèle aristocratique dont il était fier. C'est là une des faiblesses du parti légitimiste que j'ai pu constater à plusieurs reprises pendant ma vie commune avec lui. Les situations sociales, les avantages de la naissance, les relations de société y jouent un rôle trop important. Ceux qui n'apportent pas avec eux dans la vie politique ces avantages naturels ou factices ne sont jamais tout à fait sur le même pied que ceux qui les possèdent. Quels que soient l'éclat de leurs talents, ils gardent toujours envers ces supérieurs (qui ne sont en réalité pas même leurs égaux) l'attitude d'une subordination déférente. Ils sont des avocats plutôt que des chefs de leur parti, et au dernier moment, c'est eux qui obéissent, et leur parti qui commande. C'était le cas, sous le gouvernement de Juillet, même du grand Berryer, qui ne s'est jamais senti tout à fait l'égal, encore moins le supérieur, du duc de Noailles et du marquis de Brézé.

Quoi qu'il en soit, la retraite de MM. de la Bouillerie et Ernoul faisait disparaître entièrement l'élément de droite du ministère, et je vis le moment où je ne pourrais le remplacer. Les ordres qui faisaient partir ces messieurs s'opposaient également à ce que leur place fût prise par aucun de leurs amis, et M. Lucien Brun, qui paraissait être l'organe de ces commandements suprêmes, déclarait très haut que pas un membre de la droite n'oserait se charger de leur succession. Heureusement, la situation était encore tellement grave, et le danger de la scission si apparente, qu'il ne réussit pas complètement à se faire obéir. Deux hommes de cœur, plus que de parti, et qui ne manquaient ni l'un ni l'autre d'une ambition légitime, osèrent le regarder en face. M. Depeyre prit les Sceaux et M. de Larcy les Travaux publics que M. Deseilligny abandonna pour aller au Commerce. M. Depeyre était un avocat d'un grand talent, bien qu'un peu gâté par le ton emphatique de la province et du Midi. Son caractère inégal et sa figure un peu rébarbative me faisaient craindre de trouver en lui un collègue d'humeur difficile. Je me trompais : j'eus en lui, et j'ai encore, un ami sûr dont la loyauté ne s'est jamais démentie. Jamais apparence ne fut moins conforme à la réalité.

Quant à M. de Larcy, c'était un vieux gentilhomme, au cœur

chaud, et qui se battait à la tribune comme ses aïeux à la guerre. M. Thiers, qui le connaissait de longue date, l'avait mis dans son premier ministère et ne s'en était séparé qu'à regret.

Quelque effort fut pourtant nécessaire pour leur faire sauter le pas; et, pour enlever leur consentement de vive force, le maréchal déploya une énergie qui ne lui a jamais manqué sur le champ de bataille, mais dont il n'a pas toujours fait également preuve dans le cabinet. Il emporta véritablement la place d'assaut. Mandant M. de Larcy et M. Depeyre dans son cabinet entre cinq et six heures, pendant que l'Assemblée tenait une séance qui n'était pas finie, il leur représenta avec une véritable éloquence l'embarras où il allait se trouver si, le lendemain de sa nomination, la possibilité même de faire un cabinet lui manquait, la figure ridicule qu'ils feraient lui et ceux qui l'avaient nommé, puis les conséquences qui n'auraient assurément pas de quoi faire rire. Larcy se défendit quelque temps, mais Depeyre qui mourait d'envie d'accepter pesa sur lui, et le *oui* sortit enfin de sa bouche tremblante.

Deux heures leur furent alors données pour aller, non consulter, mais prévenir leurs amis, et à huit heures, dans la soirée, ils durent être de retour pour signer les ordonnances. Comme ils sortaient du cabinet du maréchal, tout étourdis encore de sa véhémence inaccoutumée, je voulus les reconduire jusqu'à la pièce d'attente. Le maréchal me retint par le bras : « Restez, me dit-il, ils seraient capables de se repentir et de dire non dans l'antichambre. » Il me retint même à dîner, ce qu'il n'a fait que cette seule fois dans notre vie commune. Il était radieux et riait aux éclats en racontant cette petite scène. Mais je vis moins de satisfaction sur le visage de la maréchale. Évidemment, son cœur suivait ceux qui sortaient. J'appris, en effet, que ses amis de l'extrême droite avaient commencé un travail pour troubler sa conscience, et on l'avait entendue s'écrier : « C'est donc le maréchal maintenant qui est l'obstacle au « retour du Roi » ! Le mécontentement de l'extrême droite fut assez encouragé par cette haute sympathie. Nous essayâmes à la vérité de lui donner satisfaction en lui réservant une grande ambassade au défaut d'un ministère. Nous envoyâmes à Londres le duc de Bisaccia. On doutait qu'il acceptât. Il le fit au contraire de très bon cœur. Mais ses amis, moins flattés que lui du succès qu'il allait obtenir

dans le grand monde de Londres, trouvèrent la compensation maigre et insuffisante.

Il restait encore deux ministères vacants, ceux de MM. Beulé et Batbie, l'Intérieur et l'Instruction publique, que j'avais résolu, pour des raisons que j'ai dites, de remplacer. J'aurais désiré faire au nom du pouvoir naissant du maréchal quelques avances aux anciens amis de M. Thiers, dont plusieurs, je le sais, regrettaient de ne plus connaître le chemin de la Présidence. Un choix était tout indiqué : c'était celui de M. de Goulard pour le ministère de l'Intérieur. On le lui avait offert au lendemain du 24 mai, et là sa séparation de M. Thiers avait été l'occasion même de cette révolution parlementaire. Par délicatesse, il avait refusé, ne voulant pas s'élever tout de suite sur les ruines de son ancien chef. Le motif ne subsistait plus, et il avait acquis de nouveaux titres à la reconnaissance des conservateurs en se chargeant lui-même d'ouvrir le feu pour la prolongation des pouvoirs. Rien ne m'eût été plus agréable que de lui offrir le poste que, je le savais, il désirait vivement retrouver. Mais je rencontrai, dans les rangs de la majorité, même parmi mes amis personnels, une résistance que j'eus peut-être le tort de croire invincible. Les uns trouvaient M. de Goulard trop républicain (il avait fait effectivement, comme ministre de M. Thiers, des protestations républicaines assez vives) ; les autres, c'étaient ceux qui m'approchaient le plus, doutaient de sa fermeté et de son énergie dans une administration où une main ferme est aussi nécessaire que celle de l'Intérieur. Je tins bon quelque temps, mais les réclamations furent si vives que je désespérai de les vaincre. Je ne voulus pourtant pas renoncer à faire ce que je pouvais appeler une invite au centre gauche, et j'imaginai d'offrir le portefeuille de l'Instruction publique à M. Fourtou, l'un des derniers ministres de M. Thiers, conservateur égaré mais repentant, qui venait de voter avec nous dans la dernière épreuve parlementaire.

Mais que faire de l'Intérieur et à qui offrir cette rude tâche ? Ne trouvant personne qui pût s'en charger, je fis l'effort héroïque de quitter mon poste naturel, celui des Affaires étrangères, pour prendre celui-là qui ne me plaisait en aucune façon. Je laissai la diplomatie au duc Decazes. Ce changement me coûta plus que je ne puis dire, mais je dois convenir qu'il fut heureux. Car l'esprit souple et le caractère liant et fécond

en ressources du duc Decazes se tira beaucoup mieux que moi des circonstances difficiles que nous devions traverser, et il sut faire à la France vaincue et humiliée une place dans les conseils de l'Europe que lui seul peut-être pouvait lui assurer. Dans les rapports avec l'Italie en particulier, je n'aurais pu, sans démentir péniblement tout mon passé et mes convictions religieuses connues, satisfaire comme lui aux nécessités politiques. J'ai pu approuver, en plusieurs occasions, une conduite et un langage que je n'aurais pu tenir moi-même.

LA LOI SUR LE CHOIX DES MAIRES

Pendant que ces difficultés ministérielles m'occupaient tout entier, la même faiblesse de situation se trahissait au sein de l'Assemblée elle-même par d'autres indices.

D'après la loi du 20 novembre, il fallait procéder dans les trois jours à la nomination d'une commission de trente membres pour préparer les lois constitutionnelles. C'était là que nous attendait l'opposition. Quel genre de constitution allions-nous donner au pouvoir du maréchal? Si c'était une constitution républicaine, la majorité nous faisait défaut. Mais que serait une constitution qui ne serait ni république ni monarchie? Quel nom donner à ce produit hybride? C'était là que nous attendaient aussi l'extrême droite et les bonapartistes, très décidés les uns et les autres à ne donner ni au maréchal un moyen d'affermir son autorité, ni à la France même une tente à l'abri de laquelle elle pût se reposer quelques jours et se dispenser de chercher, ailleurs qu'à Frohsdorf ou à Chislehurst, un refuge contre les tempêtes révolutionnaires. Entre ceux qui ne voulaient rien organiser sans le nom de République et ceux qui ne voulaient d'organisation d'aucune sorte, notre frêle embarcation était bien compromise. Aussi se tira-t-elle très mal de cette première épreuve. L'opposition fit aisément sa liste composée de toutes les nuances de la gauche dont elle eut même soin, pour n'effrayer personne, d'effacer les plus extrêmes. Au contraire, la majorité eut beaucoup de peine à faire la sienne et encore plus à la faire passer. D'abord, on n'y fit aucune part aux bonapartistes, qui n'en réclamèrent aucune, mais se réservèrent de s'en venger, en faisant au scrutin du pis qu'ils pourraient.

Restaient les différentes nuances de la droite, en méfiance les unes avec les autres, et chacune mécontente du lot qu'on lui avait attribué. Mes amis personnels votèrent contre l'extrême droite par rancune contre la conduite du Comte de Chambord, et l'extrême droite vota contre mes amis personnels, qu'elle commençait à accuser d'avoir pris le prince dans un piège. Huit ou dix tours de scrutin furent nécessaires et ces divisions étalées ainsi devant le public commencèrent à ébranler la confiance que l'installation du nouveau pouvoir avait un instant réussi à inspirer. J'eus à regretter l'échec de mon neveu, d'Haussonville, que l'extrême droite ne voulut jamais laisser passer, parce qu'on l'accusait tout haut d'être l'auteur du procès-verbal du centre droit, cause première de la rupture. Ce fut pour moi une peine de cœur et d'amour-propre.

En définitive, la commission resta composée d'éléments assez divers et assez peu d'accord entre eux pour qu'elle fût paralysée dans tous ses mouvements. La gauche eut dans la personne de MM. Laboulaye, Waddington, Dufaure, etc., tout ce qu'il lui fallait pour exploiter à son profit ces dissentiments.

La majorité de la commission sentit si bien tout de suite son impuissance qu'elle se mit à l'œuvre le plus lentement qu'elle put, et commença par la partie de sa tâche la moins compromettante. Elle mit à son ordre du jour l'étude d'une loi électorale. Il faut toujours une loi électorale, à une monarchie comme à une république. On pouvait donc y travailler en commun sans soulever aucune des questions délicates. M. Batbie fut désigné pour présider la commission. C'était une faible compensation au grand déboire d'amour-propre que sa sortie du ministère lui avait fait éprouver. Il m'en voulait au fond beaucoup, quoiqu'il fît extérieurement assez bonne mine, mais je retrouvai, en plus d'une circonstance où j'aurais eu besoin de son concours, l'effet indirect de sa mauvaise humeur. Quant à MM. Ernoul et de la Bouillerie, ils ne cachaient pas leur dépit. M. Beulé, seul, parmi ceux dont je dus me séparer, ne me témoigna pas un instant de déplaisir. Il reprit sa place à l'Assemblée, l'air souriant, le front serein et nos relations d'amitié ne se démentirent pas un moment jusqu'au jour où j'appris sa fin aussi terrible qu'inattendu. Je suis encore à me demander ce qui l'a porté à ce coup de folie : je ne lui connaissais d'autre chagrin que celui de cet échec dont il prenait si

courageusement son parti et qu'il était assez jeune pour réparer. Quant à sa santé, toujours assez faible et ébranlée par les soucis de son ministère, je ne la trouvai jamais meilleure que le dernier jour où je le vis, l'avant-veille de son suicide. Les causes de cet acte désespéré demeurent un secret que je n'ai pu pénétrer.

En attendant le résultat des travaux de la commission qui ne se pressait guère, je fis comme elle, et j'occupai l'Assemblée d'un projet de loi qui, bien que touchant à une des grandes institutions du pays, passait pourtant à côté de toutes nos dissidences intérieures. Il s'agissait du choix des maires, qu'une loi rendue en 1871, dans la ferveur de la réaction contre l'Empire, avait laissé aux conseils municipaux, et que je proposais de restituer au gouvernement. Le maire, on le sait, dans nos communes, a deux qualités distinctes : il est à la fois l'agent du gouvernement pour l'exécution des lois et l'agent de la commune pour la gestion des intérêts municipaux. De là, la difficulté de trouver un système d'élection qui satisfasse aux conditions de ce double mandat.

Si le maire est l'élu de la commune, quelle garantie de subordination offre-t-il au gouvernement? Quel contre-sens qu'un ministre responsable qui n'a pas le choix de ses agents! En revanche, si le maire est nommé par le ministre, l'intérêt municipal ne trouve plus en lui son représentant. Bien des systèmes de conciliation ont été mis en avant pour échapper à cette alternative : aucun n'y réussit pleinement. Pendant toute la durée du gouvernement de Juillet, on croyait avoir trouvé la solution véritable en laissant au gouvernement la liberté du choix parmi les membres du conseil municipal, et, de fait, avec les choix habituellement modérés et toujours décents que faisaient les collèges électoraux d'alors, composés de censitaires et de notables, il était rare qu'on ne trouvât pas dans le conseil un sujet digne de confiance. Mais il en était tout autrement avec le suffrage universel qui nous faisait don dans certains pays de conseils municipaux tout d'une couleur, pris dans la nuance la plus foncée de cette couleur. Dans de telles conditions, le choix du gouvernement, limité aux conseillers municipaux, devenait absolument illusoire. Il suffisait aux conseillers de s'entendre entre eux, pour que tous refusassent la nomination du gouvernement, sauf un seul qui devenait

alors, comme on dit, la carte forcée. Il fallait donc bien, si l'on voulait faire quelque chose d'efficace, permettre au gouvernement de choisir en dehors du conseil. C'était le retour au système de l'Empire.

Je n'allai pourtant pas tout à fait jusque là du premier coup : j'aurais voulu ne laisser cette latitude au gouvernement qu'après une première épreuve, et si le maire, choisi pour la première fois dans le conseil, s'était trouvé indigne du poste auquel il était appelé. Je raisonnais ainsi, et je crois, assez justement : deux intérêts et deux droits sont en présence, celui du gouvernement et celui de la commune; un premier essai doit être fait pour les concilier; si cette tentative échoue, il faut donner la préférence à l'intérêt le plus étendu, qui est celui du gouvernement. Je pensais d'ailleurs que cette mesure suffirait pour rendre au gouvernement son indépendance et maintenir les conseils dans une certaine réserve.

La commission de l'Assemblée fut plus hardie que moi, et, sans s'arrêter à mon raisonnement, voulut rendre au gouvernement la liberté illimitée de son choix, comme sous le régime impérial. Je dus céder à son exigence et la loi arriva ainsi à discussion. Le débat fut long, orageux, et parfois assez pénible, car une grande partie de la majorité avait pris, pendant l'Empire, des engagements envers les principes de décentralisation administrative et ne voulait pas s'en départir. Le vote des principaux articles eut lieu à de petites majorités. Il y eut même un jour où, profitant de l'absence d'un grand nombre de membres, l'extrême droite jointe à la gauche fit décider l'ajournement de la discussion, et je dus faire mettre ma démission à l'*Officiel* pour décider l'Assemblée à revenir sur cette décision irréfléchie. En définitive pourtant, la loi passa, je me fis quelque honneur dans le débat et le ministère en sortit pour quelque temps fortifié.

LUTTES INTESTINES

Mais cela même, qui le fortifiait et paraissait donner au septennat du maréchal de Mac Mahon l'apparence d'un gouvernement assis et régulier, ne faisait qu'inquiéter et pour ainsi dire agacer davantage les deux fractions conservatrices qui ne voulaient pas lui laisser prendre cette assiette. Bona-

partistes et légitimistes commencèrent à m'attaquer assez vivement, comme le représentant du système dont ils voulaient se défaire, et à organiser, chacun pour leur compte, des manifestations en l'honneur de leurs prétendants.

Les bonapartistes commencèrent. Le 15 mars 1874, le Prince impérial (l'infortuné jeune homme qui devait périr sous les coups des sauvages du Cap) atteignait sa dix-huitième année. C'était l'âge où, d'après les constitutions de l'Empire, il aurait atteint sa majorité. On résolut de célébrer avec pompe cet anniversaire et d'en faire une sorte de couronnement *in partibus*. Tous les fidèles furent pressés de se rendre solennellement à Chislehurst, et on mit dans la bouche du Prince impérial un véritable discours du trône. Parmi ceux qui allèrent ainsi faire blanc de leur épée et montre de leurs espérances, se trouvèrent des fonctionnaires publics et des maires que je venais de nommer. C'était un désordre que je ne pus tolérer. Je dus prononcer plusieurs révocations qui ne me furent pas pardonnées.

L'extrême droite s'y prit autrement. A l'occasion de je ne sais plus quelle interpellation (on m'en faisait tous les jours), on dépêcha à la tribune un jeune député que l'on savait être l'ami personnel de M. le Comte de Chambord, M. Cazenove de Pradines, et qui déclara que sa conscience l'obligeait à expliquer dans quel sens et sous quelles réserves il avait voté les pouvoirs prolongés du maréchal. Il ne l'avait fait, disait-il, que parce qu'il avait la certitude que le maréchal, sentant qu'il avait le pouvoir en dépôt et non en propriété, ne le garderait pas une minute de plus que ne le commanderait l'intérêt même qui le lui avait fait accepter, et serait prêt, à toute sommation, à le rendre à l'héritier légitime. J'aurais voulu que cet étrange commentaire fût réfuté séance tenante par un des membres de la droite du Cabinet, et je fis, au banc où nous étions assis ensemble, d'assez vives instances à M. de Larcy et à M. Depeyre. C'était à eux de châtier celui qui se permettait de parler au nom de leur parti : la timidité, la crainte de mécontenter leurs amis, leurs électeurs, peut-être leurs femmes, les retint cloués à leur place, et ce fut encore moi qui dus monter à la tribune pour désavouer au nom du maréchal les intentions d'une humilité exagérée qu'on se plaisait à lui supposer. J'y mis beaucoup, peut-être trop de ménagement. On trouva dans l'Assemblée que ma réplique était faible, et nous crûmes devoir conseiller au

maréchal de m'écrire le lendemain une lettre qui fut insérée au *Journal officiel*, pour approuver mon langage en donnant plus d'énergie à mon affirmation.

Un incident d'une autre espèce, mais non moins fâcheux, acheva de rendre mes relations avec cette fraction extrême de l'Assemblée de plus en plus difficiles. A son dévouement monarchique qui avait déjà un caractère religieux, l'extrême droite joignait un dévouement, plus profond encore et prenant cette fois sa source dans un sentiment tout à fait surnaturel, pour l'Église catholique et pour son chef. M. de Belcastel, M. de Saintenac, l'excellent et éloquent Chesnelong lui-même étaient catholiques, ou, comme on disait déjà, cléricaux, avant d'être royalistes; et le Comte de Chambord était à leurs yeux l'oint du Seigneur encore plus que le fils de Henri IV. J'eus le regret d'être obligé de froisser aussi cet ordre de convictions que je partageais pourtant avec eux bien plus encore que leurs sentiments royalistes. C'était le moment de la persécution engagée en Allemagne contre les catholiques. Les évêques des provinces rhénanes et du Grand-Duché de Posen étaient jetés en prison. Les communautés religieuses étaient dispersées pour n'avoir pas voulu se soumettre à des lois véritablement sacrilèges, qui foulaient aux pieds toutes les libertés de la conscience. Nos évêques cédaient à un sentiment bien naturel de fraternité chrétienne, en engageant leurs troupeaux à aider de leurs prières et de leurs secours ces victimes si intéressantes de la foi et de la liberté religieuse. Plusieurs le firent, entre autres Mgr Plantier, évêque de Nîmes, avec une chaleur bien explicable, mais avec une vivacité de termes qui avait le tort d'oublier dans quelle situation délicate et toujours humiliée nos revers nous avaient laissés vis-à-vis de l'Allemagne.

M. de Bismarck, très soucieux de ce qui s'écrit dans le monde sur et contre lui, n'eut garde de rester insensible à ces critiques; je crois même qu'il exagéra à cet égard sa susceptibilité naturelle, heureux qu'il était de trouver quelque grief contre nous et de susciter quelque embarras au gouvernement conservateur qui avait le tort à ses yeux de travailler plus efficacement que tout autre au relèvement de la France. La conséquence fut que Decazes vit arriver chez lui, dans les premiers jours de mars, le chargé d'affaires d'Allemagne tout effaré qui réclamait le châtiment du prélat coupable d'avoir, dans un

document public, offensé son souverain : et comme nous alléguions la difficulté de trouver dans nos lois une pénalité qui s'appliquât à ce genre assez inaccoutumé de délit, il nous remit un mémorandum qui établissait que le gouvernement français avait, d'après les articles organiques du Concordat, le droit de déférer au Conseil d'État et d'appeler *comme d'abus* tous les actes des évêques qui sortaient de leurs fonctions et prenaient parti dans la politique.

L'assertion était fondée, mais ce que le ministre allemand ignorait, ou du moins ce qu'il ne voulait pas savoir, c'est que la formalité un peu surannée de l'*appel comme d'abus* faisait partie de cet héritage du vieux gallicanisme que le Premier Consul, en 1801, avait inséré de son propre chef dans des articles organiques ajoutés après coup au Concordat, et dont l'autorité n'a jamais été reconnue par le Saint-Siège, ni par les catholiques vraiment croyants.

S'il y avait une chose impossible au monde, c'était de faire accepter, soit par le clergé de France, soit par la majorité parlementaire, la résurrection de cette arme impuissante et d'une efficacité douteuse. Jamais tempête parlementaire n'eût été pareille à celle que nous aurions soulevée. L'épiscopat français tout entier, se sentant appuyé par l'Assemblée, se serait dressé devant nous. Il eût peut-être été plus facile encore de traiter l'évêque comme un simple particulier, et de le citer en police correctionnelle, par la voie du droit commun, comme ayant outragé un gouvernement étranger. Mais quel scandale! Un évêque français traité en criminel pour complaire à M. de Bismarck! La seule pensée faisait monter le sang au visage.

Dans cet embarras qui devenait très grave, le hasard vint à notre secours, en nous suggérant un expédient qui n'était pas non plus héroïque, mais qui nous tira de peine sans trop de déshonneur. Pendant que nous délibérions, un autre prélat, l'évêque de Périgueux, publia un nouveau mandement plus imprudent encore que celui de Nîmes; mais il fit la faute de l'envoyer au journal *l'Univers* qui l'imprima tout au long, peut-être malicieusement et pour accroître nos difficultés. Nous imaginâmes alors de frapper, non le mandement, mais le journal qui l'avait inséré : en vertu de l'état de siège qui durait encore, nous suspendîmes *l'Univers* pour une durée

d'un mois. L'émoi fut grand au premier moment dans la droite de l'Assemblée. On nous menaça d'une interpellation dont j'aurais eu quelque difficulté à me tirer. Mais au bout de quelques jours, le bon sens revint : on comprit que j'avais agi contraint et forcé par une nécessité, que, dans l'intérêt de la dignité nationale, il ne fallait pas me faire avouer à la tribune. Les interpellateurs se turent, et M. de Bismarck se tint pour satisfait.

Mais qui ne le furent pas, ce furent *l'Univers* lui-même et son rédacteur, M. Veuillot. Il se figura que j'avais poursuivi en lui la vieille querelle du catholicisme libéral et des ultramontains, que c'était le rédacteur du *Correspondant*, l'ami de Montalembert et de l'évêque d'Orléans, qui avait voulu se venger d'un adversaire et user du pouvoir matériel déposé entre ses mains pour satisfaire une rancune théologique. Rien n'était plus loin de ma pensée et le *Correspondant*, que je n'avais même plus le temps de lire, n'était pour rien dans le parti plus prudent que glorieux que j'avais pris. Mais il n'en fallut pas davantage pour rallumer de vieille haines et *l'Univers* commença à nous attaquer avec violence.

Bien que M. Veuillot eût été, en son temps, très bonapartiste, flatteur pour l'Empire, il s'était fait tout récemment royaliste ardent et portait dans ses convictions nouvelles l'ardeur de son tempérament et son mode violent de polémique. Il soutenait, presque seul, dans la presse, le drapeau blanc, au nom des vrais principes et du bon plaisir du Comte de Chambord. Son influence était nulle dans l'Assemblée. Mais dans les presbytères, dans les châteaux, auprès des prêtres de campagne et de beaucoup de bonnes âmes, il était presque tout-puissant. Deux ou trois articles lui suffirent pour persuader à ce troupeau honnête, mais crédule, que j'étais coupable non seulement d'avoir voulu empêcher le Roi de monter sur son trône, mais de méditer, à l'aide du bras séculier, une réforme semi-hérétique dans l'Église. On vint bientôt me raconter une curieuse historiette qui fait voir à quel point cette calomnie béate avait fait de chemin dans ces âmes innocentes. Je demeurais à Versailles à côté d'un couvent de sœurs où j'allais régulièrement entendre la messe. Un jour que j'en sortais, un de mes amis qui venait derrière moi entendit une des religieuses qui disait à l'autre : « Voilà le duc de Broglie.

— Quoi! reprit l'autre, c'est donc là, ma sœur, l'auteur de tous nos malheurs! »

Voilà comment, ayant ainsi fait face de tous les côtés et porté le poids du jour dans toutes les circonstances, je devins en quelque sorte la *bête noire* des partis extrêmes et le point de mire de leurs feux croisés. J'en aurais assez bien pris mon parti si, par un contre-coup que j'aurais dû prévoir, la contagion de la mauvaise humeur et du mécontentement n'avait gagné mes meilleurs amis, j'entends par là ceux qui étaient attachés comme moi à la maison d'Orléans, mon neveu d'Haussonville, Bocher, Lambert Sainte-Croix, Louis de Ségur, etc. Ceux-là, beaucoup plus raisonnables que l'extrême droite, guidés par des sentiments bien plus désintéressés que les bonapartistes, n'étaient pourtant pas non plus exempts de la faiblesse de porter dans la politique la préoccupation d'un dévouement trop personnel aux princes, si dignes d'ailleurs de leur affection. Beaucoup avaient pris parti contre M. Thiers, moins parce que sa ligne de conduite et sa pente vers la gauche les inquiétaient, que parce que cet ancien serviteur de la maison d'Orléans avait mal reconnu ses bienfaits et tenté de fermer sur elle les portes de la France. Ils avaient adhéré à la fusion, parce qu'elle rendait un rang et ouvrait un avenir royal au Comte de Paris.

Mais la perte de cette espérance, le dépit d'avoir été joués et de s'être compromis inutilement dans une alliance impopulaire leur causaient, depuis le 20 novembre, un malaise que je voyais croître chaque jour. M. Thiers n'étant plus là, et M. le Comte de Chambord ayant fermé la porte à la monarchie, ils se demandaient au fond de l'âme pourquoi ils restaient séparés d'anciens amis comme les membres du centre gauche, avec qui ils avaient bien plus d'affinités de sentiments et d'habitudes qu'avec les gentilshommes au cerveau pointu dont les bancs de la droite étaient garnis. L'union avec la droite était une chaîne qui commençait à leur peser, et comme le ministère était l'anneau qui rivait cette chaîne, ils commençaient aussi, non pas encore à appeler de leurs vœux, mais à envisager sans crainte, le jour qui les en délivrerait.

Mais cette mauvaise humeur contre la droite n'était rien auprès de l'explosion de colère qui éclata dans leurs rangs, quand les bonapartistes eurent jeté le défi audacieux dont j'ai

parlé. Entre les bonapartistes et les d'Orléans, c'était une guerre déclarée et une haine à mort. Avec le Comte de Chambord, la conciliation était possible, puisqu'elle avait été presque faite. Mais le nom de Bonaparte rappelait, outre la compétition inévitable des prétendants, le souvenir de spoliations et de proscriptions récentes qui rendaient toute pacification impossible même à concevoir. La menace du retour de l'Empire opéra donc dans le petit groupe des orléanistes une véritable terreur, et je vis tout de suite que, pour échapper à cette perspective, ils étaient prêts à constituer la République de compte à demi avec leurs adversaires de la veille. Celui qui éprouva ce sentiment le plus vivement et qui l'exprima le plus haut, ce fut mon ami, le duc Pasquier, chez qui la haine de l'Empire était à la fois un instinct passionné et une nécessité de situation. Il avait dû sa grande renommée oratoire à ses discours contre les marchés de la guerre, véritables réquisitoires contre l'administration impériale. Il ne pouvait abandonner une position prise avec tant d'éclat. Une secrète impatience d'être depuis un an à côté du pouvoir s'était-elle glissée dans son cœur? Je n'oserais l'affirmer, mais je ne suis pas sûr non plus du contraire. Toujours est-il que la crainte du bonapartisme devint son thème favori, et la faiblesse pour le bonapartisme fut le reproche qu'il adressa au cabinet, dans des termes souvent très vifs, dont il faisait retentir, soit les couloirs de l'Assemblée, soit les wagons de chemin de fer entre Versailles et Paris.

Je persiste à penser que ces alarmes étaient exagérées et faisaient au bonapartisme plus d'honneur qu'il n'en mérite. L'expérience a prouvé que l'ascendant que le nom de Bonaparte exerçait sur le suffrage universel au début du second Empire était singulièrement amoindri. Il n'y avait donc, à mon sens, aucun danger de voir revenir l'Empire par la voie légale d'une élection. Mais ce qui pourrait et ce qui peut encore lui donner de sérieuses chances de retour, c'est la réaction qui se produirait infailliblement après une période d'anarchie révolutionnaire.

L'Empire peut toujours renaître, comme en 1848, au sein d'une société troublée demandant à tout prix l'ordre et le repos. Il est encore pour beaucoup d'esprits le symbole de l'ordre matériel renaissant après l'anarchie, et le seul régime qui puisse terminer une révolution. La meilleure, la seule manière

même de le combattre, c'est donc de ne pas laisser arriver la révolution pour qu'on n'ait pas besoin d'y mettre un terme : et pour la maison d'Orléans en particulier, il n'y aurait eu, suivant moi, qu'un moyen efficace de porter un coup mortel au bonapartisme, c'eût été de lui faire ce que j'appellerai une concurrence conservatrice, en se posant hardiment comme le champion de l'ordre social en péril. On eût enlevé ainsi aux bonapartistes leur drapeau et les trois quarts de leur armée. On a dit qu'en politique on ne détruit que ce qu'on remplace. Jamais cette maxime n'a eu de plus juste application. Si le Duc d'Aumale, qui possédait l'immense avantage de porter une épée. avait donné à la France l'idée qu'il était tout prêt à la tirer pour mettre les révolutionnaires à la raison, on n'eût jamais prononcé le nom du Prince impérial et on ne lui chercherait pas en ce moment un successeur.

Tout en résistant de mon mieux aux prétentions exagérées des bonapartistes, je ne voyais pas de raison suffisante pour rompre, par antipathie pour eux, l'union de la majorité conservatrice, et chercher de nouvelles alliances qui l'auraient dissoute. Mais j'étais presque seul de mes anciens amis à penser ainsi, et je m'aperçus bientôt que mon flegme à cet égard redoublait leur impatience. J'expliquai ainsi l'ardeur extrême que je leur vis mettre soudainement à exiger de moi que je misse fin à l'incertitude du public en forçant la commission à accoucher des lois constitutionnelles sans délai. Ils ne pouvaient ignorer que je risquais, en provoquant prématurément un débat à ce sujet, de mettre le ministère en minorité. Mais, sans le dire, je crois, sans se l'avouer à eux-mêmes, ils prenaient assez gaiement leur parti de cette chance.

Ainsi se formèrent, sur les flancs de cette pauvre majorité de cinquante ou soixante voix dont nous disposions, trois ailes, pour ainsi dire, qui tendaient chaque jour à s'en dégager. Ma situation devenait par là extrêmement pénible, d'autant plus que les divisions qui frappaient à la porte du Conseil ne tardèrent pas à la forcer, et que l'intérieur du cabinet reproduisit bientôt dans son sein toutes les dissidences de la majorité. M. de Larcy, qui n'avait jamais appartenu à l'extrême droite, crut devoir, je ne sais pourquoi, prendre le rôle de son défenseur et nous apporter l'écho de toutes ses exigences. Le duc Decazes, de son côté, bien revenu de la ferveur monar-

chique qui l'animait l'année précédente, et qui l'avait abandonné dès le lendemain de l'échec de la fusion, se fit l'organe des impatiences constitutionnelles des orléanistes. On l'a beaucoup accusé d'avoir pris cette attitude par calcul pour abréger la durée du ministère, et lui survivre en formant un cabinet dont il serait le chef. Il est certain que les compliments qu'il recevait des journaux de gauche, et que les confidences que ces journaux reçurent à plusieurs reprises et qui ne pouvaient partir que du quai d'Orsay, prêtaient un peu à ce soupçon : à l'heure qu'il est encore, on ne l'ôterait pas de l'esprit de plus d'un de nos collègues. Je ne le partage pas, du moins en ce qui me touche personnellement. L'amitié qui me liait au duc Decazes était ancienne, et je ne lui ai jamais vu de mauvais procédé à mon égard. Mais qu'il eût le désir d'amener un remaniement ministériel dans lequel, en se dégageant de l'alliance de la droite, on pût faire vers le centre gauche au moins un demi-quart de conversion, c'est ce qui n'est guère douteux. Je crois qu'il comptait sincèrement que nous ferions ensemble cette manœuvre, et il ne me comprenait pas au nombre de ceux dont il voulait se délivrer.

Le duc Decazes a d'ailleurs toujours aimé, dans tous les cabinets dont il a fait partie, et il en a vu passer beaucoup pendant les quatre années qu'il est resté aux Affaires étrangères, à se faire une situation personnelle, je ne dirai pas aux dépens, mais à côté de ses collègues, et à se distinguer de ceux avec qui il était obligé de s'associer. Ce jeu n'échappait pas à nos collègues de droite qui en conçurent une violente humeur. Les rapports devinrent très aigres, surtout avec M. Depeyre qui, moins entier d'opinion que M. de Larcy, l'était plus de caractère. C'était, presque à chaque conseil, des scènes très pénibles. Je ne sais ce qui serait arrivé, si ceux qui représentaient parmi nous l'élément bonapartiste s'étaient montés au même diapason. Mais MM. Magne et Deseilligny n'avaient aucune des passions de leur parti, et je n'eus pas un instant à me plaindre d'eux. M. Magne, excellent esprit, mesuré par nature, ne songeait qu'à finir en paix, en gardant intacte jusqu'au bout sa réputation de bon financier. Je n'eus donc de ce côté aucune difficulté dans le cabinet. Il n'en était pas de même au dehors où la presse bonapartiste m'accablait de tous les genres de calomnie, même sur ma vie privée.

VERS LA DÉMISSION

Je sentis bientôt que toute ma considération se perdait dans ces luttes intestines, et à tout prix je résolus d'y couper court. Quand nous eûmes atteint les vacances de Pâques, c'est-à-dire au commencement d'avril, mon parti fut pris de jouer à la rentrée le tout pour le tout, et de mettre le marché à la main à tout le monde. Au lieu d'attendre le terme des travaux de la commission constitutionnelle, dont la gestation laborieuse n'en finissait pas, je résolus de présenter moi-même un projet d'organisation politique. La décision ne passa pas sans difficulté dans le Conseil. Mais le maréchal y donna les mains, Decazes l'appuya chaudement, Larcy soupira et nous nous mîmes à l'œuvre. Tout le mois d'avril fut consacré à discuter le projet de loi que je rédigeai.

Je dirai très nettement comment je l'avais conçu et quelle était ma pensée. Il me paraissait indubitable que le prochain essai que nous allions faire du suffrage universel tournerait contre les conservateurs. En thèse générale, leurs chances sont toujours assez mauvaises devant cet absurde tribunal. Le suffrage universel est une loterie dont le désordre est le banquier : c'est-à-dire que l'esprit révolutionnaire y a toujours huit ou neuf chances sur dix de l'emporter. Mais dans la conjoncture où nous étions, après l'échec que nous venions d'éprouver, et les fautes commises, la partie était perdue d'avance : des députés que leurs électeurs avaient nommés pour établir la monarchie, se représentant devant ces électeurs mêmes après avoir constaté leur impuissance, étaient à peu près sûrs que leur mandat ne serait pas renouvelé.

D'un autre côté, dans l'état de division de l'Assemblée, on ne pouvait songer à lui demander le grand effort d'énergie qui lui eût été nécessaire pour changer le mode électoral. Jamais les bonapartistes qui comptaient encore sur leur popularité auprès des masses, jamais l'extrême droite qui comptait quelques collèges de l'Ouest et du Midi où la classe inférieure leur appartenait, n'y auraient consenti. Et d'ailleurs, quel système adopter? A quel degré de l'échelle fallait-il remonter? Pour introduire un privilège électoral, sur quel principe ou sur quel prestige pourrait-on le fonder?

Je renonçai donc franchement à toute espérance de trouver dans la composition du corps électoral une garantie contre les entraînements révolutionnaires que je prévoyais, et ce fut à contenir ces entraînements certains par l'intermédiaire d'une seconde Chambre fondée sur d'autres bases, que j'attachai tous mes efforts. La constitution de la seconde Chambre était le point principal de la loi organique que je présentais. Je proposais de la constituer, moitié par le choix du pouvoir exécutif, moitié par un corps électoral spécial, formé de toutes les situations élevées et indépendantes du pays, conseils généraux, conseils d'arrondissement, magistrats d'un certain ordre, officiers d'un certain grade, etc. C'était la représentation de l'intelligence et des intérêts opposée à la brutale représentation du nombre. Je proposai hardiment de donner à cette Assemblée la haute main législative. De concert avec le Président, elle devait avoir le droit de dissoudre la Chambre populaire, et, dans ce cas, la nouvelle Chambre ne devrait être convoquée qu'au bout de six mois; dans l'intervalle, le Président gouvernait avec le Sénat, et ces deux pouvoirs unis pouvaient pourvoir à toutes les nécessités politiques.

Je crois encore aujourd'hui que ce système était bien conçu, et que si la majorité, qui en avait la puissance, avait eu le bon sens de l'accepter, le parti conservateur et la saine politique pouvaient garder le pouvoir quelques années, donner satisfaction ainsi au besoin de repos qu'éprouvait le pays, rendre quelque essor aux intérêts matériels, et attendre que le temps eût amené la solution des difficultés qui empêchaient le retour de la monarchie. Si, cette trêve une fois établie, la Chambre issue du suffrage universel fût venue à la traverse pour replonger le pays dans de nouvelles agitations, une dissolution faite à un bon moment et sous un bon vent aurait pu ramener des députés mieux intentionnés. En tout cas, la faculté de gouverner six mois avec le Sénat aurait mis le pouvoir à l'abri des coups de vent d'une opinion égarée et permis à l'action administrative, la seule qui, dans un pays dénué d'aristocratie, puisse tenir tête à l'action révolutionnaire, de s'exercer avec énergie pour la préservation sociale.

La preuve que ce calcul trompé par la mauvaise volonté et l'inintelligence des partis ne manquait pas de justesse, c'est que la Constitution de 1875 a reproduit quelques traits de mon plan,

en le défigurant, et que, même sous cette forme dénaturée, les éléments conservateurs dont j'avais essayé de combiner le jeu, se sont encore montrés capables de résister avec quelque efficacité à l'entraînement révolutionnaire. A la place d'un Sénat nommé par moitié par le chef du pouvoir, et pour l'autre moitié par les représentants naturels des grands intérêts conservateurs, nous avons un Sénat, émané du système électif le plus bizarre, et le moins rationnel, dont l'unique garantie consiste à donner à la moindre commune rurale la même représentation qu'aux plus grandes villes, le tout surmonté de soixante-quinze inamovibles, recrutés par l'Assemblée elle-même, le mode d'élection le plus favorable aux intrigues, le plus propre à exciter les jalousies et les rivalités personnelles qui sont le fléau du régime parlementaire.

Pour couronner ce beau chef-d'œuvre, une odieuse coalition a livré cet élément inamovible pour le premier coup à la prééminence absolue de la gauche, de sorte que ce qui était destiné à former la réserve et la citadelle du parti conservateur, s'est trouvé livré à l'ennemi. Eh bien ! même après ce bouleversement de toutes mes idées primitives, le Sénat a encore trouvé une faible majorité pour résister trois ans à une Chambre radicale. Le chef du pouvoir exécutif a obtenu de lui la dissolution de cette Chambre, et si, après ce coup d'audace, il avait pu gouverner six mois paisibles avant de recourir à une élection nouvelle, demander au Sénat le budget de l'année suivante, avoir ainsi dix-huit mois de calme et de force à promettre au pays, il est probable que les choix électoraux eussent été différents, et que l'issue de la tentative du 16 mai eût été plus heureuse.

Quoi qu'il en soit, mon parti fut pris de déposer le projet à la rentrée de la Chambre, et, malgré les gémissements de M. de Larcy, à qui les confidences de l'extrême droite ne faisaient rien augurer de bon, le Conseil décida que lecture en serait donnée, dès les premières séances, et qu'il serait renvoyé sur-le-champ à la commission constitutionnelle.

J'allais plus loin et ce fut peut-être de ma part un excès d'audace ; mais l'impatience que j'éprouvais des embarras qui m'étaient créés était telle que je voulais à tout prix en sortir, en forçant mes ennemis intimes à reculer, ou en me retirant devant eux. En attendant que mon plan d'organisa-

tion générale eût été discuté par la commission, il fallait occuper la Chambre. J'avais à choisir entre une loi municipale élaborée par une grande commission qui travaillait déjà depuis trois années, et la loi électorale que venait enfin de terminer la commission constitutionnelle. En mettant à l'ordre du jour la première de ces deux lois, très compliquée, hérissée de questions nombreuses et délicates, nous pouvions nous flatter d'occuper toute la session d'été sans toucher aux points qui divisaient la majorité. La loi électorale, au contraire, par sa nature même, était une loi essentiellement politique. Il était impossible que, sinon directement, au moins à propos des questions qu'elle posait, elle n'amenât pas dans la discussion quelques conflits entre les divers éléments qui commençaient à ne plus pouvoir vivre ensemble. Mais aborder la loi électorale, c'était mettre la main à l'organisation politique. Celle-là finie, on voyait venir derrière elle et sans interruption la loi organique du Sénat, puis celle qui constituait les attributions du pouvoir exécutif. Ce fut la raison qui me décida, désireux comme j'étais d'une solution, à lui donner la préférence et à insister pour la priorité. La raison contraire décida tous ceux qui désiraient ajourner, et en définitive écarter, toute solution constitutionnelle, à prendre le parti opposé! L'extrême droite se déclara tout de suite pour la mise à l'ordre du jour de la loi municipale.

Je crois encore que j'avais raison, qu'il fallait en finir et que je n'aurais rien gagné à attendre. La loi municipale ne m'aurait pas sauvé. C'était une discussion longue, ardue, semée de pièges où ceux qui voulaient se délivrer de moi auraient trouvé cent occasions de me viser derrière un buisson et de me faire périr sur un amendement.

La corde d'ailleurs était trop tendue, il fallait la détendre ou la rompre. Mais le procédé véritablement parlementaire, celui que j'aurais dû peut-être employer, eût été de donner à la tribune la raison de ma préférence pour la loi électorale, et de forcer ceux qui se refusaient à lui donner le pas, à venir dire tout haut que, faute de pouvoir faire la monarchie, ils ne voulaient rien faire du tout. Cette manière franche de poser la question m'aurait parfaitement convenu, parce que la solution alors eût été très claire. Le succès était le pas décisif dans la voie où je voulais entrer; l'échec, si je ne pouvais l'éviter

(comme je commençais sinon à le croire, au moins à le craindre), donnait à ma chute une signification qui ne manquait pas de grandeur. Mais le débat ainsi engagé rendait inévitable la discussion de la conduite de M. le Comte de Chambord avant, pendant et après les événements du mois d'octobre précédent; peut-être la production de ses ordres à la tribune faite par les affidés qui en étaient dépositaires; enfin un déchirement à ciel ouvert entre ceux des royalistes qui ne connaissaient que l'obéissance au mot d'ordre, et ceux qui, bien que dévoués à sa personne et même à son principe, faisaient passer le salut du pays avant le devoir d'obéir. Ce furent ceux-là surtout qui me supplièrent presque à genoux de leur épargner cette épreuve. Ils me représentèrent tout en larmes quelle serait l'angoisse de leur situation s'ils étaient obligés de venir, à la grande lumière d'un débat public, se séparer du prince qui était pour leurs timides amis de province l'incarnation même de l'autorité, presque une émanation de la divinité. Cette scission éclatante dans les rangs monarchiques amènerait des deux parts des injures irrémissibles et comblerait de joie les républicains. Le parti conservateur sortirait de là brisé, en morceaux, résultat qui serait bien plus grave qu'un simple échec ministériel toujours réparable.

J'aurais certainement eu tort, sans une raison majeure, de céder à ces conseils de faiblesse et peut-être eus-je tort, en effet, malgré cette raison même. Ce qui me décida, c'est que ces instances m'étaient faites surtout dans l'intérieur du cabinet par les deux représentants de la droite, Larcy et Depeyre. Le premier surtout ne pouvait braver la pensée d'une lutte à la tribune avec le noyau extrême des légitimistes. L'idée de se voir dénoncé comme traître à la foi de toute sa vie lui était insupportable. Je vis que je ne l'amènerais pas à aborder une telle hypothèse, et une crise ministérielle avant la discussion aurait eu tous les inconvénients réunis. L'échec, très probable même avec le ministère uni, était certain avec le ministère divisé.

Je formai donc mon plan de la manière suivante: je résolus de porter le même jour à la tribune le projet de loi organique, d'y donner lecture de l'exposé des motifs, puis, le renvoi à la commission prononcé, de demander immédiatement et séance tenante la mise à l'ordre du jour de la loi électorale. De la sorte, je pensais que tout le mondre comprendrait que ces deux

actes étaient solidaires, et qu'à mes yeux le débat électoral était le prélude, le prologue de la discussion constitutionnelle. Effectivement, dans l'Assemblée personne ne s'y méprit. Mais le public qui lisait peu et suivait mal nos débats n'a jamais bien compris pourquoi je faisais dépendre le sort du cabinet et de la majorité conservatrice d'une simple question de priorité. Ce fut la même faute ou le même malheur qui amena, en 1828, la chute du ministère Martignac. Ce fut sur une priorité entre deux sections de la loi départementale que le parti libéral fut conduit à abandonner le ministère de transaction et le livra ainsi aux ressentiments du roi Charles X qui, le voyant délaissé par ses soutiens naturels, ne se gêna plus pour s'en débarrasser. Je ne puis trop recommander à ceux qui manœuvreront après moi sur cette mer semée d'écueils du régime parlementaire, de poser toutes les questions nettement et d'éviter ces pièges perfides de règlement, d'ordres du jour, et de priorité.

Quoi qu'il en soit, dès qu'on eut compris dans l'Assemblée le gros intérêt qui se cachait sous cette affaire en apparence insignifiante, chacun prit son parti en conséquence. L'extrême droite se prépara à m'exécuter. La machine qui devait porter le coup fut préparée dans l'ombre par mes deux anciens collègues, La Bouillerie et Ernoul, saisissant avec empressement, bien que sans en rien laisser paraître, l'occasion de se venger d'une exclusion que ce dernier surtout ne pouvait me pardonner, bien qu'elle eût été, de sa part, entièrement volontaire. L'ordre émané de Frohsdorf de ne se prêter à aucune disposition constitutionnelle de nature à affermir le pouvoir du maréchal circula sur les bancs, et de très honnêtes gens, qui avaient toujours voté avec moi de confiance, commencèrent à se demander si je n'étais pas au fond un ennemi de la royauté aussi perfide que M. Thiers, attirant le pays, comme lui, bien que par des voies plus douces et sous une forme plus déguisée, au fond de l'abîme républicain. Les bonapartistes, sans rien dire, se mirent aux aguets pour profiter du trouble qui régnait dans la majorité, et en faire sortir le désordre général dont ils attendaient leur victoire.

Tous ces sentiments étaient naturels, je m'y attendais et j'avais pris le parti de les braver. Mais ce que je prévoyais moins, et surtout ce qui me fut plus sensible, ce fut l'empressement que mirent mes meilleurs amis du centre droit, dès

qu'ils surent que j'étais décidé à risquer sur cette question l'existence du cabinet, non seulement à m'approuver et à me soutenir, mais à m'engager bruyamment dans cette voie, de manière à ne me laisser aucun retour, ni même aucun temps d'arrêt possible. J'eusse été très heureux de leur assentiment, si je n'avais vu clairement chez quelques-uns que la mauvaise chance qui pouvait naître de ma résolution, non seulement ne les effrayait pas plus, mais même les séduisait presque autant que la bonne. Tous assurément ne se réjouissaient pas d'avance de mon échec; mais tous voyaient, dans la lutte que j'engageais, une manière de se délier des liens qui leur pesaient, et de reprendre leur liberté à l'égard de l'extrême droite, sauf à user de cette liberté, avec moi, — si je réussissais à former une majorité affranchie de cette dépendance, — sans moi, si, le capitaine périssant dans la lutte, le corps d'armée restait libre de disposer de lui-même comme il l'entendrait.

J'eus un indice assez clair de cette disposition d'esprit dans un incident sans importance, mais qui attestait qu'elle était plus générale et surtout qu'elle remontait plus haut que je ne pensais. Mon ami, M. de Viel-Castel, se trouvant en visite chez la vieille M^me^ Mollien, autrefois dame d'honneur de la reine Marie-Amélie, y vit arriver M^me^ de Bondy, femme d'un des députés du centre droit, cousine du duc Pasquier, et dont les fils, élevés avec le Comte de Paris et le Duc de Chartres, étaient restés leurs amis familiers. Comme on parlait devant elle de la crise possible et du danger d'y voir succomber le ministère : « Mais je l'espère bien, dit-elle vivement : on pourra alors se rapprocher du centre gauche. » M^me^ de Bondy était une personne incapable de rien imaginer en politique, mais très capable de répéter au hasard et à tout venant ce qu'on laissait échapper devant elle. Derrière l'écho, j'entendis la voix dont elle répétait les paroles. Et comme, au même moment, j'apprenais par le secrétaire de la Présidence, Emmanuel d'Harcourt, que la maréchale formait, pour un motif tout autre, des vœux assez analogues, je vis qu'après avoir été à la veille de restaurer la monarchie, je n'étais plus bien en cour d'aucun côté. Mes adversaires d'ailleurs connaissaient aussi bien que moi ce dessous de carte. Le centre gauche se tenait en éveil et donnait de bonnes paroles à ceux qui venaient le sonder. M. Waddington, qui était resté en relation avec ma sœur, vint

un matin tout exprès chez elle pour lui dire que tout s'arrangerait, quand je ne serais plus là, et qu'un sacrifice patriotique de ma part suffirait pour rassembler les éléments épars et divisés du parti conservateur.

Comme je l'ai dit, toutes les dispositions du dehors se reflétaient à l'instant dans l'intérieur du Cabinet. Aussi, tandis que, d'heure en heure, M. de Larcy, qui tâtait le pouls de l'extrême droite, et le trouvait de plus en plus agité, portait la désolation plus vivement peinte sur son visage, la joie de Decazes éclatait, et son ardeur à engager la lutte ne pouvait se contenir. Cette attitude provocante exaspérait Depeyre, qui ne se cachait pas pour laisser voir l'interprétation qu'il y donnait. Le conflit renaissait à tout moment et amena à la dernière heure une scène où le cabinet faillit périr d'un mal intérieur au lieu de recevoir du dehors le coup mortel. Mes amis de la droite modérée, qui me voyaient avec un vrai désespoir courir à ma perte, imaginèrent une transaction qui pût retarder au moins, sinon éviter tout à fait cette extrémité. On songea à diviser en deux parties distinctes les lois électorales et municipales, à extraire de chacune une partie qui leur était commune et sur laquelle, de bon accord, on se serait entendu pour commencer la discussion. Ainsi on eût fait tout d'abord une loi sur l'électorat en général, soit politique, soit départemental ou communal, énumérant les conditions diverses que devaient remplir les citoyens français pour prendre part aux élections soit de député, soit de conseiller municipal. On eût réservé pour une autre loi les stipulations particulières à chaque genre d'élection, les conditions d'éligibilité, la nature et le fractionnement des collèges, etc. ; enfin pour une troisième les attributions de divers conseils électifs. De la sorte on aurait pu passer quelques semaines en paix, et attendre la fin de la session sans querelles. Je n'avais pas grand goût pour cet atermoiement qui laissait subsister toutes nos faiblesses. Mais je ne voulais pas paraître chercher les coups et semer à plaisir la discorde : et d'ailleurs, pour gagner la partie très nombreuse de mes soldats qui redoutait la bataille, il fallait mettre tous les torts du côté de nos adversaires et ne pas paraître provoquer nos provocateurs. J'accédai donc à l'accommodement et promis d'en faire rapport au Conseil.

Mais à peine eus-je émis cette idée, le soir même, dans une

soirée au ministère des Affaires étrangères, chez le duc Decazes, qu'une véritable émeute se déclara chez mes amis du centre droit. L'idée de voir échapper la bataille, dont ils espéraient tirer leur indépendance, leur causa une irritation qui s'exprima en termes assez peu aimables pour moi. On me dit sans ménagement, que j'étais le prisonnier des chevau-légers, comme j'avais accusé M. Thiers de l'être des radicaux, et que je ne savais pas plus que lui faire le métier d'un gouvernement qui commande et n'obéit pas à ses soldats. La scène fut plus vive encore dans le Conseil le lendemain, entre Depeyre, auteur et patron de l'amendement, et le duc Decazes. Je crus que le cabinet sortirait brisé de cette discussion, et voulant éviter le ridicule d'arriver à l'Assemblée en pleine déroute, je résolus de retarder de vingt-quatre heures, sinon la lecture du projet constitutionnel, au moins la fixation de l'ordre du jour sur lequel le vote décisif devait avoir lieu. Qui le croirait ? ce retard, qui avait par lui-même si peu d'importance, fut encore un nouveau grief qu'on eut peine à me pardonner. Les meilleurs, les plus dévoués, ceux qui le lendemain devaient le plus regretter ma chute, ne tarissaient pas en exclamations sur ma faiblesse. L'excellent Roger Anisson, mon ami d'enfance, accourut chez moi tout hors de lui, et presque en me montrant le poing. Je tins tête à l'orage du mieux que je pus, et me rendis à l'Assemblée assez troublé.

Je donnai lecture du projet constitutionnel à un auditoire inquiet, et qui n'était guère en humeur de m'écouter. Mais l'exposé des motifs était bien fait et je le lus avec un certain art. Les applaudissements, d'abord assez faibles, se multiplièrent et, en finissant, j'avais reconquis la sympathie de mes amis. Je crus même un instant que la partie pouvait être gagnée. Un auditeur intelligent eut la même illusion et s'en alarma. C'était M. Gambetta, qui est convenu depuis qu'en m'écoutant, il s'était dit : « Si ceci passe, l'avènement de la démocratie est retardé de trente ans. Heureusement, ajouta-t-il, je fus rassuré le lendemain. » Je dois dire que Baragnon, qui était mêlé aux rangs de la droite et qui lisait notre sort dans l'expression concentrée de certaines figures, ne me laissa pas longtemps cette espérance.

Quelques-uns de mes amis conservaient encore un faible espoir qu'une partie au moins du centre gauche se rallierait à

nous sur cette question de priorité. On nous avait tant reproché, depuis le début de la session, de retarder le débat des questions organiques, faute de pouvoir les résoudre et de tenir ainsi le pays en suspens, et toute l'activité sociale en arrêt! Le jour où nous faisions ce pas décisif, quelques-uns au moins de ceux qui nous jetaient sans cesse ce grief à la figure, n'auraient-ils pas un peu de honte de se jeter à la traverse pour nous arrêter? Ceux qui faisaient ce calcul (et je n'étais pas du nombre) ne comptaient pas avec la violence de l'esprit de parti. J'étais l'ennemi dont à tout prix il fallait se défaire. Je pus m'en convaincre dans un entretien que j'eus quelques moments avant la séance avec la commission constitutionnelle. L'attitude des plus modérés, MM. Dufaure et Waddington, ne me laissa aucune incertitude, et j'entrai dans la salle sans la moindre illusion.

On convient généralement que je me tirai avec honneur de cette situation critique. Ce fut M. Batbie qui fit la proposition de mettre la loi électorale à l'ordre du jour. Il n'était peut-être pas absolument fâché, m'en voulant toujours un peu de sa retraite forcée, de mettre le feu à l'amorce du canon. M. Théry, organe avoué de l'extrême droite, réclama pour la loi municipale. J'exposai brièvement les motifs de ma préférence. J'éprouvai à cette dernière heure une forte démangeaison de lever tout à fait le masque et d'expliquer tout haut ce que tout le monde savait, c'est que la question n'était pas entre deux lois d'égale importance, mais bien entre le parti de ne rien faire pour tirer le pays de peine, ou celui de lui donner une organisation, à l'abri de laquelle il pût vivre et travailler quelques jours. Mais j'avais promis à M. de Larcy de ne rien faire qui pût amener entre ses amis et lui d'explication trop pénible. Je me bornai à indiquer ce qui était sous-entendu dans la pensée de tout le monde en ces termes très réservés : « Nous croyons que le pays aimera à nous voir agir en ce sens, et lui donner la preuve de la préoccupation que nous avons sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, de pourvoir à son avenir. C'est comme gage de cette préoccupation, comme une attestation de la nécessité d'aborder les grandes questions, que nous vous demandons la priorité pour la loi électorale. »

M. Lucien Brun, le confident attitré de M. le Comte de Chambord, me succéda à la tribune, et ne l'occupa que quelques

moments. Il se borna tout simplement à assurer le ministère qu'en se séparant de lui, sur une question de détail, il n'avait nullement l'intention de lui retirer sa confiance. C'était nous promettre la vie sauve à la condition de notre soumission. Cette démarche, qui voulait être conciliante, ne me parut que blessante. C'est assez l'habitude du parti légitimiste de croire que lui seul ayant de l'honneur et des convictions, les autres ne sont mus que par leurs intérêts et qu'on obtient d'eux toutes les concessions, en leur offrant des compensations personnelles. C'est par un procédé de ce genre que, pendant tout le cours des négociations de la fusion, M. le Comte de Chambord n'avait cessé de me faire dire que j'étais le ministre indispensable de la monarchie restaurée, tandis que le plus petit bout de drapeau tricolore aurait bien mieux fait mon affaire que ces fades compliments. L'irritation que me causèrent les paroles de Lucien Brun se sentit dans ma courte réponse. Je remerciai en deux mots M. Brun de son obligeance, mais je priai l'Assemblée de ne pas se méprendre sur l'importance du vote qu'elle allait émettre.

Dans l'humeur belliqueuse dont étaient mes amis, l'accent un peu dédaigneux de ma voix eut un grand succès. Mais ce fut mon dernier succès. Le président mit la question aux voix, par assis et levé, et un groupe assez compact se levant à la contre-épreuve des bancs de la droite ne laissa aucun doute sur le résultat. Par amitié pour moi, et par égard pour la solennité de la décision, le bureau déclara l'épreuve douteuse et on passa au scrutin. La priorité que nous demandions fut rejetée par soixante-trois voix de majorité. Un cri de triomphe partit des bancs de la gauche, mais fut à l'instant réprimé par les politiques du parti.

La stupeur régna seule pendant quelques moments. Après quelques incidents de discussion assez confuse sur l'ordre du jour, la séance fut levée. Nous nous rendîmes à la Présidence pour remettre nos démissions au maréchal. Il les reçut avec un regret sincère et un embarras visible. La majorité qui l'avait porté au pouvoir un an auparavant avait vécu.

BROGLIE.

(A suivre.)

M. YEATS

ET LE

MOUVEMENT POÉTIQUE EN IRLANDE

II[1]

LE PHILOSOPHE ET L'INFLUENCE

UN AMI DE L'OCCULTE

Poète du rêve et de l'idéal, artiste incomparable, M. Yeats a noblement traduit, dans le décor des vieux mythes gaéliques, sa passion de l'infini, de l'héroïque et de la chimère, sa révolte contre la réalité et ses aspirations à l'absolu. Ce symboliste est aussi un mystique, dont les appétits surnaturels n'ont su trouver leur aliment dans la religion chrétienne : vide et avide de foi, il a cherché à satisfaire sa soif de croire dans une philosophie à lui, — une philosophie de poète, — et jusque dans les spéculations de la « science secrète », où, chose curieuse, l'ont rejoint d'autres poètes anglo-irlandais, tel celui de ses contemporains qui signe A. E. On le connaîtrait mal si l'on ignorait cette face de sa pensée, l'action qu'elle a eue sur la poésie de sa vieillesse, comme aussi l'influence que, par l'ensemble de son œuvre et de son art, ce grand poète a exercée sur la nouvelle génération poétique dans son pays.

Cette curiosité de l'occulte, cet attrait pour le « grand secret » remontent chez M. Yeats à sa jeunesse, à ses longs séjours

(1) Voyez la *Revue* du 1er octobre.

dans l'Ouest irlandais où il étudiait, avec le folklore, les imaginations et sentiments de ces paysans pour qui le merveilleux est resté tout proche du réel, le monde invisible du monde visible, les êtres surnaturels, esprits ou apparitions, des hommes vivants, et dont la religion peut ainsi paraître s'associer à la superstition. Superstition? Non pas, semble dire M. Yeats : seuls de nos jours, avec les enfants, les simples, ces sages, ont gardé la faculté de voir et de croire autrefois donnée à tous et peu à peu atrophiée par la civilisation. Leurs visions, il les trouve très analogues à celles que lui-même il sait évoquer par des symboles; leurs croyances, il y voit « la menue monnaie des vieilles philosophies », il les apparente aux plus vieilles traditions de la mystique secrète comme aux thèses les plus modernes des spirites. « Souvent je me perds en raisonnements indéfinis quant à la vraie nature des apparitions; mais d'autres fois je me dis comme disait Socrate à propos d'une théorie savante sur la nymphe de l'Ilissus : l'opinion commune me suffit... »

Son propre tempérament favorise ses ardeurs spéculatives et imaginatives : un esprit toujours en quête, « une imagination fiévreuse, quasi hystérique, comme excitée par une drogue », dit M. George Moore; entre veille et sommeil, les visions lui viennent « vives et solides comme le monde matériel sous les pieds », heureux quand il découvre dans l'une d'elles une image familière à quelqu'un de ses amis, ou un vieux mythe déjà connu dans l'antiquité; il s'exerce aux évocations symboliques au moyen de formules ou dessins magiques. Il semble sujet aux dédoublements : un jour, à Londres, entré par hasard dans un théâtre où l'on jouait une pièce de lui, *the Player Queen*, il oublia si bien que c'était son œuvre qu'à la surprise d'un de ses voisins il s'aperçut qu'il applaudissait.

Point de religion chez les siens. Il a bien eu un grand père dans les ordres de l'Église (protestante) d'Irlande, mais c'était surtout, dit-il, un fervent de chasse et de chevaux, si bien qu'à son premier poste son *rector* se serait écrié un jour : « J'avais demandé un vicaire et on m'a envoyé un jockey! » Il raconte que, très religieux personnellement, il a été de bonne heure dépouillé par Huxley et Tyndall, qu'au reste il détestait, de la foi ingénue de son enfance. A Dublin il vit dans un milieu protestant de nom, de fait libre penseur, où l'instinct mystique reparaît sous

la forme de croyances et expériences spirites. Lui-même il est dans son jeune temps porté par « un penchant irrésistible » aux investigations occultistes, il fait partie d'une petite société hermétique où l'on étudie le (soi-disant) bouddhisme ésotérique, où l'on écoute un Persan, professeur à *Trinity College*, parler des magiciens orientaux, et le jeune brahmane Mohini révéler la sagesse hindoue : « Que d'années il m'a fallu pour m'éveiller de ce rêve! » écrira-t-il plus tard. Le rêve continue à Londres, à Paris où il voit Péladan et un petit groupe de « Martinistes » du quartier latin. Entre temps il étudie, de près ou de loin, les doctrines ésotériques, les mysticismes hétérodoxes, les *Upanishads* et le *Baghavad Gita*, les néo-platoniciens, la Kabbale, Cornelius Agrippa et Paracelse, Bœhme et Swedenborg, les Rose-Croix et jusqu'aux spirites anglais de notre temps; n'oublions pas William Blake, le poète visionnaire, qu'il admire passionnément et dont il a dès le début subi l'influence profonde. Dès 1897 il tire parti de tout cet « hermétisme » dans un volume de contes, la *Rose secrète*, contes étranges voisinant avec de singulières extravagances (1). Et peu après il en dégage une philosophie de sa façon, exposée dans ses *Essais* (1901), où du symbolisme littéraire, — et qui chez nous est resté littéraire, — ce maître du symbole fait un symbolisme métaphysique.

UNE PHILOSOPHIE DU SYMBOLE

Ce fils d'Erin est un disciple de Plotin; il est néo-platonicien, à l'exemple de l'Irlandais Scot Erigène qui, au IX^e^ siècle, avait répandu dans l'occident la philosophie d'Alexandrie, pour quoi Rome le condamna. A ses yeux, les frontières psychologiques de l'homme n'ont rien de fixe, de limité; nos petites âmes individuelles ne sont que des parties de l' « âme universelle », avec qui elles communiquent par leur subconscient, au moyen des images et des émotions, c'est-à-dire des symboles. Or, de ces symboles, ou si l'on veut de ces mythes, le poète métaphysicien fait des entités transcendantes, vivant dans la conscience cosmique d'une vie propre et immortelle, telles les Idées de Platon. Qu'ils soient émanés des âmes humaines ou des puissances

(1) Cf. *Rosa Alchemica, les Tables de la Loi*, l'*Adoration des mages*.

supérieures, ils sont « de tous les pouvoirs les plus grands », et d'âge en âge ils s'imposent aux hommes, « générateurs de prodiges, évocateurs d'anges et de démons ». « Il existe dans le monde éternel les éternelles réalités de tout ce que nous voyons réfléchi dans le miroir de la nature » : cette affirmation de William Blake est-elle vraie, ou n'est-ce qu'un rêve qui passe? « Répondre, c'est prendre parti dans la seule question où un parti vaille la peine d'être pris, et la seule qui ne sera jamais résolue. »

Ces symboles, c'est dans l' « extase » plotinienne que l'homme les reçoit, et reçoit par eux la révélation. Suspendez la réflexion et les sens dans le recueillement, « comme en dehors du temps et de l'espace », immergez la conscience dans le subconscient, et sur le « miroir poli » de votre âme viendront passer les images et les émotions, les rêves et les visions. Intuition, imagination, voilà, — thèse connue, — la vraie source de la connaissance, puisque par elles l'homme est en liaison directe avec l'au-delà : la « grande maîtresse d'erreur et de fausseté » n'est pas l'imagination, mais la raison; sens et intelligence nous trompent, seule la vison intérieure nous dit vrai. Ainsi se justifieraient la sagesse des simples et des fous, le rôle divin de l'artiste et du poète tel que le voyaient les romantiques, et toute une partie de ce qu'on appelle aujourd'hui la métapsychique subjective. Ainsi s'explique pour M. Yeats la valeur profonde du rêve : admettez avec lui que les illuminations et prescriptions reçues de la « grande âme » dans le songe ou l'extase s'imposent à nous comme les plus hautes et les plus impératives qui soient, et vous verrez alors s'éclairer d'un jour étrange ces mots qu'il a placés en tête d'un de ses recueils de vers : « Au rêve commence la responsabilité. »

Mais l'homme les crée, lui aussi, les symboles, il les projette à son tour dans l'âme du monde et par delà dans les âmes humaines : après la révélation, c'est l'évocation. De même que, dans le monde physique, lever la main sur la terre change la gravitation dans Sirius, de même « une méditation sur le soleil affectera la nature tout entière, produisant tous les effets qui découlent de la nature symbolique du soleil ». L'Allemand Jacob Bœhme ne disait-il pas déjà : « L'imagination crée et substantialise »? Cette projection des symboles n'est pas figure littéraire, mais dynamisme effectif, c'est une « magie »,

qu'elle soit exercée consciemment par les maîtres magiciens d'autrefois ou demi-inconsciemment par leurs successeurs, le poète, le héros, le saint. Quand M. Yeats nous dit que « les mots seuls sont un bien certain », c'est que dans les mots il voit la toute-puissance de la formule magique. Ainsi par la poésie, la religion, les grands rêves et les grandes actions, les symboles créés par l'humanité viennent à dominer l'humanité. Un lyrisme d'abord a évoqué une émotion, d'autres émotions s'y ajoutent, il naît une grande épopée, et alors le symbole « devenant de plus en plus puissant, éclate et se répand, avec tout ce qu'il a amassé autour de lui, parmi les instincts aveugles de la vie, et devient une puissance entre les puissances ». Doués d'un pouvoir inhérent d'agglomération et d'expansion, ils se font toujours plus complexes, plus riches en énergie; ils agitent les cieux et gouvernent le monde, ils tendent constamment « à faire et défaire l'humanité ». Combien différent eût été le cours des choses « si autrefois telle âme ne s'était pas donnée à telle émotion, comme une femme se donne à un amant!... Je doute que de sa nature le monde, qui semble créer toutes nos émotions, fasse plus que réfléchir comme en un miroir grossissant les émotions qui sont venues aux solitaires dans leurs moments de ravissement poétique... »

Plus près de la nature, les anciens âges entendaient mieux ces voix symboliques que ne fait notre âge moderne, avec sa vie de ville qui détourne l'homme de la méditation et l'enferme dans l'artificiel. « Nos âmes autrefois étaient nues aux vents du ciel, aujourd'hui elles sont lourdement vêtues, et l'homme ayant appris à se bâtir une maison en a fermé les portes et les fenêtres. » Au reste, c'est peut-être tant mieux, car « si beaucoup croyaient à ces vérités, beaucoup quitteraient les parlements, les universités et les bibliothèques pour courir au désert... Quel sage prendrait la peine de faire des lois ou d'écrire l'histoire, s'il voyait les choses de l'éternité à portée de sa main? »

L'histoire! On ne la comprend pas si l'on n'admet cette influence des grands symboles ou mythes sur les hommes et les actions des hommes. « Je ne sais jamais, quand j'entends parler de quelque guerre ou mouvement religieux ou de quoi que ce soit qui emplit l'oreille du monde, si tout cela n'est pas arrivé à cause d'un petit air de flûte qu'un pâtre a fait un

jour entendre en Thessalie. » N'y a-t-il pas plus de vérité profonde dans les mythologies que dans toutes les annales des guerres ou des révolutions? Il faut récrire l'histoire, dit M. Yeats, car « on doit admettre que des forces invisibles, des influences à lointaine portée, des formes projetées peut-être par un ermite du désert, errent dans les chambres du conseil, les cabinets de travail et les champs de bataille. Comment serait-on sûr que ce n'est pas quelque femme foulant sa vendange qui a provoqué au cours de l'histoire tel subtil changement de mentalité, tel puissant mouvement de pensée..., ou que la passion qui fait que tant de pays se sont adonnés à l'épée n'a pas pris sa source dans une émotion née un jour de l'esprit de quelque berger, et qui a illuminé ses yeux avant de prendre son vol? »

Ces rêveries métaphysiques, ces méditations « mythologiques », M. Yeats, poète dédaigneux des systèmes et des discussions, « voyant » fidèle à ses visions, nous en livre l'expression par touches légères, en aperçus subtils et brillantes images, avec force réserves, scrupules et points d'interrogation. C'est en poète encore, et en symboliste, qu'il considère, dans un ordre d'idées voisin, le fait psychologique de la création d'art, — un point que critiques et poètes discutaient hier avec passion chez nous. On pense bien qu'à la base de l'inspiration il met, non pas l'intelligence, mais l'illumination subite et secrète dans l'extase : « Le signe de la poésie n'est pas dans la raison, mais dans un charme assez semblable à celui qui vient à l'homme au premier choc de l'amour. » Mais que signifie cette opposition qui se pose en fait presque toujours, dans la genèse poétique, entre l'homme et le poète, entre l'*animus* et l'*anima*, suivant l'expression de M. Paul Claudel, entre le *je* et le *moi*, selon celle de M. l'abbé Bremond? Avant M. l'abbé Bremond, avant M. Paul Claudel, M. Yeats avait déjà figurativement décrit la lutte intérieure d'où sort l'œuvre d'art, et distingué en l'illustrant la double personnalité du créateur : son moi propre et son moi antithétique, *hic* et *ille*, comme il dit dans un de ses poèmes, ou encore l'homme d'une part, et de l'autre ce « démon », d'allure platonicienne, cet esprit qui s'attache à l'homme non par similitude mais par antagonisme, qui tend toujours à contrarier sa nature, à le « mener devant le plus grand obstacle qu'il puisse aborder sans désespérer et à lui faire « réaliser de

toutes les choses non impossibles la plus proche de l'impossible ». Entre lui et ce « démon » familier, cet adversaire intime qui veut lui imposer un « masque » aussi opposé que possible à sa vraie figure, un duel de tous les instants est engagé, dont le prix sera l'œuvre de création : elle lui sera imposée par la violence, elle lui viendra d'en dehors et d'au-dessus de lui, avec un caractère antithétique à son caractère. Ce sont ainsi, à entendre M. Yeats, les puissances supérieures qui ont banni Dante et lui ont ravi sa Béatrice, qui ont jeté Villon dans les bras des filles, afin que Villon et Dante, à force de passion, trouvent leur « masque »; ce sont elles qui, du fils d'un maquignon, grossièrement élevé, pauvre et malade, ont fait le plus noble, le plus raffiné des poètes, et le plus rayonnant, Keats. Le poète voudrait se trouver lui-même, et non une image ou un « masque » ? Quelle prétention ! « Il ne peut pas plus faire cette image ou ce masque que la graine ne peut être faite par la terre où elle est jetée. » Lorsqu'il lui semble qu'il découvre son vrai moi, c'est son moi antithétique qui le trouve : l'épreuve de la lutte, son effroi même devant la tâche d'écrire, lui font bien vite voir que dans le travail de la production il n'a pas plus été lui-même « que l'herbe médicinale n'est le chat qui la croque dans le jardin ».

Que dire enfin des spéculations d'ordre psycho-astrologique dont M. Yeats a parsemé ses poèmes et qu'il a exposées tout au long dans un gros livre récent, *Une vision* (1925), où il imagine qu'un de ses amis a découvert à Cracovie un manuscrit du *Speculum angelorum et hominum*, écrit en 1594 par un certain Giraldus, et trouvé l'explication de cette doctrine secrète en Arabie chez les Judwalis, secte fondée par un philosophe chrétien de la cour d'Haroun-al-Raschid ? Nous ne le suivrons pas dans ses conjectures sur les quatre facultés de l'homme, sur la classification des caractères selon les phases lunaires, sur le grand cycle du monde, les périodes zodiacales et les mois solaires, sur la vie des êtres désincarnés, les « démons », la condition d'air ou de feu, la lutte entre le Choix et la Chance, l'explication des dix Sephiroth de la Kabbale : tout un vaste mécanisme d'horlogerie hermétique, strictement déterministe, par où il prétend interpréter l'évolution de l'humanité et traduire en mouvements historiques, avec exemples vivants, ce que Swedenborg et Blake exposaient en figures bibliques ou mytho-

logiques. Ce livre extravagant, abstrus et dogmatique, coupé de beaux poèmes, illustré de diagrammes et de tableaux schématiques, sera-t-il dans cent ou deux cents ans oublié comme l'est depuis longtemps le *De signatura rerum* de Bœhme, ou commenté et discuté avec passion comme sont maintenant les *Livres prophétiques* de William Blake? On ne peut que se dire, avec l'auteur lui-même, que l'auteur aurait dû vivre à Byzance, au VI^e^ siècle, parmi les maîtres mosaïstes et les artistes émailleurs, les magiciens et les hérésiarques, au temps où Justinien ouvrait Sainte-Sophie et fermait l'Académie...

Étranges aberrations d'un grand esprit, à la fois spéculatif et visionnaire, passionné d'intellectualité autant qu'adversaire de l'intellectualisme, se complaisant aux constructions imaginaires hors de tout contrôle, pour le plaisir de jouer avec des hypothèses qu'instinctivement il transforme en symboles; un mystique épris de l'occulte, aimant à penser que toute connaissance est, de sa nature secrète, « une sorte de mort »; un rêveur, artiste en idées comme en images, qui s'enthousiasme pour les beaux mythes, les points de vue rares, tel un peintre qui s'exalte devant un « motif », parce que « cela fait bien » : le seul mot « Kabbale » le ravit par son parfum d'inconnu et ses harmoniques cachées, à ce que raconte George Moore. Il n'est pas le premier poète qui ait goûté à la source trouble de l'occultisme, où Gœthe et Victor Hugo, pour ne citer qu'eux, ne se sont pas fait faute de puiser; mais il semble bien qu'il lui ait manqué à l'origine quelque chose de la forte culture générale, de la sévère discipline critique, — rappelons qu'il n'a pas eu la formation universitaire, — et de la compétence philosophique qui lui eussent épargné de se laisser prendre à certains mirages. S'il a émis çà et là, sur le subconscient, sur l'intuition, des vues assez voisines de celles qu'allaient développer un Bergson ou un William James, il ne saurait prétendre à l'originalité en philosophie pour un système de constructions métaphysiques qui procède de Plotin et des mystiques issus de lui; il semble souvent découvrir des choses déjà dites depuis longtemps, et en revanche ignorer des objections restées depuis longtemps sans réponse. Son symbolisme métaphysique n'est guère qu'une dérivation, une déviation, dans le sens moniste et panthéiste, du vieil idéalisme cher à Erin : idéalisme traditionnel dont il fait une vaine idéologie occultiste.

Sa propre créance dans ses spéculations ne va pas sans quelque flottement : tantôt elles lui paraissent « expliquer le monde » et lui procurer « toute la philosophie dont il a besoin », et tantôt il les qualifie de « paraboles », il y voit « un symbolisme » ou « une mythologie ». Sans doute son ironie s'amuse quand il parle des risques qu'il court pour avoir dévoilé les arcanes de la science magique : « Je ne considère pas sans alarme ce que j'ai écrit, car j'en ai dit sur le grand secret plus que mes confrères ne trouveront bon..., et il est possible qu'il y ait des êtres qui veillent sur ce secret, à ce qu'assure la tradition, et qui réprouvent et punissent les paroles imprudentes... » Mais d'ordinaire telle est la candeur, la gravité, la scrupuleuse conscience de ses exposés que nul de ses lecteurs n'a l'impression que son mysticisme cache une mystification.

Aussi bien, s'il se complaît dans son penchant pour la science secrète, il en souffre. C'est comme malgré lui qu'il s'y est livré, il aimerait à chasser ces croyances magiques, s'il pouvait, et souvent il se sent perdu dans l'*Hodos Chameliontos* de la Kabbale. Mais en même temps il aime à se persuader qu'il a trouvé une foi dans l'hermétisme, où il prétend voir une tradition plus vieille qu'aucune des confessions existant en Europe. Faute d'une base solide de culture et de croyances, séduit par les rêveries brumeuses de l'Orient, il s'est fait une vague religiosité sans dogme ni morale qu'il confond avec la religion : à tel point qu'en 1917, dans l'épilogue de *Per amica silentia lunæ*, comparant son cycle de vie à celui des symbolistes français et de leurs successeurs jusqu'à Péguy et Claudel, lesquels, comme plusieurs des symbolistes, ont abordé au port du catholicisme, il se croit, — combien à tort! — en droit d'ajouter : « N'est-il pas vrai que mes pensées ont suivi une courbe semblable, bien que je n'aie pas trouvé ma voie dans l'Église catholique, qui n'est pas l'église de mon enfance, mais là où la tradition est, à ce que je crois, plus générale et plus ancienne? »

LA SECONDE VIE POÉTIQUE DE M. YEATS

Symbolisme soi-disant transcendantal, système de conjectures ésotériques, toute cette idéologie de poète ne devait-elle pas nuire au poète? L'occultisme, dont ses premiers vers por-

taient déjà la trace, se fait dans son œuvre ultérieure une place grandissante ; il a des poèmes sur *hic* et *ille*, sur les phases lunaires, le Choix et la Chance, les « démons », il en a d'incompréhensibles, il en a de scandaleux aux regards du chrétien ; et la magie de l'artiste ne saurait toujours racheter ce que cet hermétisme a de rebutant. Et dans le même temps son symbolisme littéraire semblait avoir épuisé ses ressources et touché sa limite ; le poète devait renouveler sa manière dans la seconde phase de sa vie, sous peine d'avoir à dire un jour comme Mallarmé : « Mon art est une impasse. »

Une autre cause allait contribuer au changement, c'est que, dès les années qui précédèrent la guerre, M. Yeats, qui jusqu'alors avait tiré toute son inspiration de l'Irlande, s'est peu à peu détaché de l'Irlande, et coupé de son vieux cadre ; la muse gaélique ne l'enchante plus ; Irlandais, il est devenu peu à peu un isolé parmi les Irlandais, et comme un étranger dans sa patrie : *Estrangement*, c'est le titre de la publication qu'il a faite récemment d'un journal tenu par lui au cours de l'année 1908. Toujours admiré, il est, du fait de son esthétisme exclusif et de son dédain du patriotisme, moins populaire qu'autrefois chez ses compatriotes, dont il ne cesse de critiquer le manque de culture et d'indépendance de jugement. La tension s'est marquée avec la *Comtesse Cathleen* et le *Pays du désir*, où les catholiques se froissèrent de voir une châtelaine vendre son âme au diable, même pour sauver ses paysans, ou un prêtre cacher le crucifix qui choque les yeux de la jeune mariée séduite par les fées ; elle s'est accrue lorsqu'en 1906 il fit jouer à Dublin la pièce de son ami Synge, *le Baladin du monde occidental*, dont le réalisme fantaisiste ridiculisait à plaisir le paysan irlandais.

Dès lors il semble ressentir avec amertume l'ostracisme dont il se croit l'objet ; il s'irrite d'avoir à mener « la bataille journalière contre les valets et les sots », contre « cette coterie de patriotes qui n'ont jamais été achetés parce que nul ne croit qu'ils vaillent un prix ». Quand le vieux fenian John O'Leary vient à mourir, en septembre 1913, il se lamente à la pensée que « l'Irlande romantique est morte » avec lui : l'Irlande idéaliste et enthousiaste de naguère, absorbée maintenant dans les soucis de son relèvement matériel, lui paraît déchue ; « l'âme d'Erin est devenue une vapeur et son corps une pierre », et il se demande si c'est pour en arriver là que lord

Edward Fitzgerald est mort, et Robert Emmet, et Wolfe Tone... Ajoutons qu'il ne devait pas tarder à faire amende honorable, car peu après, lors du soulèvement de Pâques 1916, il consacrera à la gloire des insurgés deux beaux poèmes, déclarant que, « quoi qu'on puisse dire de son opportunité, cette rébellion sera toujours célébrée pour son héroïsme ».

Et puis l'âge est venu, et de cela comme du reste le poète se ressent dans sa dernière manière (1). Elle est de plus en plus dépouillée, et dans le fond détachée. Sa forme, plus libre, n'est plus seulement simple comme autrefois, mais comme dévêtue : « J'avais fait à mes vers un vêtement, — couvert de la broderie — des vieilles mythologies, — de la gorge au talon ; — mais les sots l'ont pris — et l'ont porté à tous les yeux, — comme s'ils l'avaient fabriqué ! — O mon chant, laisse-le leur, — car il y a plus de mérite — à aller nu. » Certes son art n'a plus la fraîcheur, la spontanéité, l'exubérance de la jeunesse ; « la fascination de ce qui est difficile a tari la sève dans mes veines », prétend-il, mais sa puissance lyrique ne sent pas plus le déclin que ne fait son émouvante magie musicale ou sa merveilleuse maîtrise du verbe. « Jamais, dit-il, je n'ai eu l'imagination plus excitée, passionnée, fantastique, l'œil ni l'oreille plus avides de l'impossible. » C'est par une discipline délibérée qu'il « renonce à se créer une cité sainte dans l'imagination, pour ne plus exprimer que l'individuel ». Il n'admet plus que le « lyrisme condensé » et « l'émotion désincarnée ». Moins irlandais qu'autrefois et plus exclusivement intellectuel, il plane sur les sommets arides de la pensée et n'écoute que sa méditation intérieure qu'il traduit, oracle orgueilleux, en révélations sibyllines ; mais la note est singulièrement haute et belle, l'image souvent étrange et tendue, mais puissante, et le vers, aux arêtes aiguës, a l'éclat rude et froid du granit d'Irlande. « Il y a deux voies ouvertes à la littérature, écrivait-il dès 1906 : celle qui monte vers une sublimité toujours croissante, avec Verhaeren, avec Mallarmé, jusqu'à ce qu'enfin quelque entente entre les hommes cultivés, raffinés, donne naissance à une passion nouvelle, et que ce que nous appelons

(1) *Per amica silentia lunæ*, 1918. — *The wild swans at Coole*, 1919. — *Plays in prose and verse*, 1922. — *Plays and controversies*, 1923. — *Later Poems*, 1923. — *October blast*, 1927. — *The Tower*, 1928.

littérature devienne religion ; celle qui descend, et qui veut qu'on prenne son âme avec soi jusqu'à ce que tout soit à nouveau simplifié et solidifié. Voilà le choix des choix. » Il avait choisi d'abord la première voie, et c'est à la seconde qu'il est maintenant revenu. L'idée pure lui tient lieu d'idéal. Son symbolisme risquait de s'évaporer dans la brume : voici qu'il s'est condensé en un rare cristal, pur et dur, où le poète veut enfermer l'essence même de la pensée et de la poésie.

Tout aristocratique est cet art. La « fière et majestueuse multitude » dont sa jeunesse voulait se faire entendre, il la tient maintenant à distance. Il ne veut plus que l'oreille d'une élite, et l'a cherchée récemment à la scène. En écrivant ses *Quatre pièces pour danseurs*, « destinées à quelque cinquante personnes dans un salon ou un *studio* », il a voulu « s'affranchir de la stupidité d'un auditoire ordinaire ». Il les a conçues dans une forme imitée du Nô japonais, de l'ancien drame lyrique des Nippons : une toute petite scène, devant un mur ; une pièce courte, avec accompagnement de flûte, cithare ou gong ; deux ou trois musiciens remplaçant le chœur antique, et disant ou chantant les vers où l'auteur explique la situation et les circonstances ; des acteurs (pas d'actrices) revêtus de beaux masques, vraies œuvres d'art, à l'expression stylisée ; un jeu grave, des gestes noblement sculpturaux, sans violence de passion, sans éclats de voix ; tout doit converger à produire l'effet le plus conventionnel et à faire ressortir avant tout la beauté du vers.

Chose curieuse, si l'on excepte la pièce tristement blasphématoire intitulée *le Calvaire*, ce sont des sujets irlandais qu'il insère dans ce cadre étrange autant qu'étranger. *Le Puits du Faucon* est un épisode de la jeunesse du héros mythologique Couhoulaïnn, qu'une fée détourne de boire à la fontaine sacrée dont une goutte d'eau, venant à sourdre, lui aurait donné l'immortalité. Dans *la Jalousie d'Emer*, Couhoulaïnn étant mort, sa femme Emer appelle sa maîtresse dont l'amour pourrait le ressusciter. La plus émouvante est la *Rêverie des ossements*. Au XII^e^ siècle, le roi de Leinster, Dermot, a séduit Devorgilla, la femme de l'*Ard Righ*, Roderick O'Connor, son suzerain, et appelé les Anglo-Normands qui, sous la conduite de Strongbow, puis d'Henri II, envahirent l'Irlande ; les deux amants doivent subir après leur mort la peine de leur double

trahison : leurs ombres s'approchent, leurs yeux se voient, leurs mains se lient, mais leurs lèvres qui se cherchent ne se toucheront pas jusqu'au jour où il se trouvera quelqu'un de leur race pour leur pardonner. Les voici, dans une vieille abbaye ruinée de l'ouest irlandais, en mai 1916 ; et voici qu'arrive, se cachant, un jeune rebelle qui vient de faire le coup de feu à Dublin dans l'insurrection de Pâques : il est sensible, il est ému, va-t-il pardonner?... Mais non, le patriote de 1916 n'absoudra pas les traîtres de 1169!

Malgré son apparent détachement, le second Yeats est plus humain que le premier, mais humain dans une âpre et orgueilleuse acrimonie. Il reste occupé des choses de son pays, il tient à son public. Le démon politique l'a pris : il est sénateur de l'État Libre. Et le démon anticlérical le tient comme au temps où il poussait son jeune confrère, Synge, dans la guerre au catholicisme.

Il nous confie ses souvenirs, ses impressions sur les dramatiques événements dont l'Irlande est le théâtre. Il nous parle surtout de lui-même, de son désenchantement de poète, de l'amertume de l'âge : il est « usé par les rêves, tel dans l'onde un vieux triton de marbre fatigué par le temps ». Connaissez-vous un poète heureux, le seul ? C'était, à Hayderabad, « un mangeur d'opium qui faisait en songe d'admirables poèmes et qui, à son réveil, écrivait les titres et avait oublié le reste ». Il en veut à la vie, au printemps qui n'est plus ; par un curieux retour des choses, comme il a enfermé sa jeunesse dans le rêve, il enferme sa vieillesse dans sa tour d'ivoire : et c'est toujours le même esprit de rébellion contre la réalité. Déjà, dans *le Seuil royal* (1904), il avait mis en scène le vieux barde Seanchan, se laissant mourir de faim à la porte du palais, sur lequel sa mort attirera la malédiction, plutôt que de résigner son droit à s'asseoir à la table du Conseil, d'où l'ont chassé « les évêques, les soldats et les fabricants de lois » : apologie personnelle sans doute, par où il entendait revendiquer pour le poète la primauté dans la nation. Sa devise semble être celle qu'il donne à un ami : « sois secret et exulte, car de tout ce qu'on sait c'est le plus difficile ». Il crache son mépris au vulgaire : au politicien qui prétend mener le monde ; au bourgeois qui « peine et prie », « ajoute les sous aux sous et, tremblant, la prière à la prière, jusqu'à sécher la moelle de ses os » : aux érudits et

aux savants, qui sont la terreur des enfants et la risée des amoureux : « Crânes chauves, oublieux de leurs péchés, vieux crânes doctes et respectables, ils éditent et commentent les vers que de jeunes amants rimèrent dans l'insomnie par désespoir d'amour... Ils tousseront dans l'encre jusqu'à la fin du monde, ils useront les tapis de leurs souliers et gagneront la considération... : ont-ils péché, nul ne sait ! Seigneur, qu'eussent-ils dit si leur cher Catulle avait été comme eux ! »

On dirait que, comme un de ses personnages, il est « accablé par le vide et le silence d'un monde d'où il a tout chassé, sauf ses rêves ». L'idéalisme quintessencié de sa jeunesse ne lui suffit plus, ses spéculations hermétistes ne semblent pas le satisfaire. Il n'a trouvé ni le port ni la paix. Dans son dernier recueil de vers, *la Tour*, ce disciple naguère fervent des néo-platoniciens déclare ainsi sa foi : « Je me ris des dires de Plotin, — et je clame aux oreilles de Platon, — que la mort et la vie n'étaient pas — jusqu'à ce que l'homme ait fait toutes choses, — en les tirant de son âme désolée..., — et puis que les morts se lèvent et de leurs rêves créent — le paradis translunaire. — Je me prépare ma paix, — avec les œuvres de culture d'Italie, — avec les pierres orgueilleuses de la Grèce, — imaginations de poète, — souvenirs d'amour, — mémoires et paroles de femmes, — toutes choses avec quoi l'homme fait son rêve surhumain, — le miroir de son rêve. » Ainsi le rêve est tout, et tout n'est que rêve : le poète du rêve est jusqu'au bout fidèle à lui-même. Mais ce rêve, commencé dans l'idéal, finit dans le pessimisme et la désolation, loin de toute foi, de toute espérance ; et la courbe de sa vie se referme sur le néant.

UN ÉMULE DE M. YEATS : LE POÈTE A. E.

On ne peut parler de M. Yeats sans parler de son émule et contemporain, M. George Russell, en littérature A. E. (1), dont l'œuvre, sans avoir été en rien influencée par la sienne, découle cependant de la même source et a suivi un cours parallèle. Vrai poète, mais étrange poète que celui-là ! De peu

(1) *Homeward songs*, 1894. — *Earth breath and other poems*, 1897. — *Knuts of Knowledge*, 1903. — *The divine vision*, 1904. — *By still waters*, 1906. — *Collected poems*, 1913. — *The voice of the Stones*, 1925. — *Cf. Imaginations and reveries* (1921) et *The Candle of Vision* (1919).

d'années plus jeune que M. Yeats, il a étudié avec lui la peinture avant d'entrer comme comptable, — il faut bien vivre ! — chez Pim, drapier à Dublin, où sir Horace Plunkett alla le chercher en 1897 pour faire de lui la cheville ouvrière de sa grande œuvre de coopération économique; il dirige actuellement la revue l'*Irish Statesman*, et en dehors des sphères officielles, au-dessus des partis, il exerce dans l'ordre intellectuel, social et politique un noble apostolat. Par la variété de son action, — il est peintre, critique et sociologue en même temps que poète, — comme par un fond d'enthousiasme mystique qu'accompagne le sens le plus avisé et désintéressé des choses pratiques, sa carrière rappelle un peu celle de William Morris en Angleterre. Il est le seul des gens de lettres marquants de Dublin dont M. George Moore, dans ses malicieux souvenirs littéraires d'Irlande, n'ait pu trouver de mal à dire ; l'acerbe critique aurait même dû, à l'en croire, renoncer à décrire son visage embroussaillé, sous prétexte qu' « il n'existe que dans l'imagination et le sentiment », et qu'on ne voit de lui que « ses longs yeux gris de panthéiste, ces yeux qui ont *vu* les dieux celtiques ».

Entre lui et M. Yeats les analogies sont frappantes : mêmes débuts artistiques chez l'un et chez l'autre, même absence de culture universitaire, et tout au long de la vie mêmes aspirations idéalistes et mystiques dans le panthéisme et l'ésotérisme. Comme M. Yeats il a des visions, il en a plus souvent, au dire de M. Yeats, que personne n'en a eu depuis Swedenborg, et dans ces visions il arrive souvent que ce que M. Yeats déclare symbolique, M. Russell le dit réel. Protestant de naissance, mais agnostique, lui aussi, à tendances anticatholiques, il a le même attrait pour les philosophies secrètes, il a lui aussi étudié tous les mystiques *in partibus* et les soi-disant « livres sacrés », voire les modernes théosophes, au nombre desquels il s'est d'ailleurs compté dans sa jeunesse, mais qu'il jugera plus tard avec une ironie assez méprisante, tout en partageant beaucoup de leurs erreurs. En bon occultiste, il croit que de la connaissance des microcosmes intérieurs que sont nos esprits on peut passer tout droit à celle du « macrocosme » d'où ils sont issus, comme de l'image réfléchie on conclut à l'original : n'est-il pas dit dans le « Divin Berger » d'Hermès qu' « il n'y a rien qui ne soit l'image de Dieu » ? Un jour il discutera la question

de savoir « si les imaginations ont un corps ». Un autre, il s'amusera à ce qu'il appelle un « exercice d'intuition » : ce n'est rien moins qu'un essai sur « le langage des dieux », lisez les formes élémentaires du parler humain en tant que figures émanées de l'âme du monde ; n'est-ce pas Bœhme, le savetier philosophe, qui prétendait que l'homme, en recréant spirituellement le monde par le langage, pouvait reconstituer la langue naturelle du Paradis terrestre ?

A la différence de M. Yeats, il tient ces spéculations à leur place et ne les laisse pas déborder dans sa poésie. Si M. Yeats est plus symboliste que mystique, A. E. est plus mystique que symboliste, mais son mysticisme ne le mène pas au néant, comme celui de M. Yeats : le rêve chez lui exalte la vie et l'action au lieu de les étouffer. C'est dans la nature, — divine puisque Dieu est partout, — qu'il « localise » d'abord son sens du mystère, à l'exemple des vieux Gaëls. Il adore la terre maternelle et sacrée, la terre deux fois sacrée d'Erin : l'âge d'or n'est pas mort, « les Hespérides sont tout près », mais nos yeux aveugles ne savent plus voir cette gloire ; heureux les fils qui reconnaîtront leur mère et baiseront ses lèvres d'argile ! Dans son panthéisme idéaliste, ce « retour à la terre » n'est au vrai qu'un retour à l'esprit. L'esprit est un, comme l'être est un. « Il n'y a qu'une vie, indéfiniment divisée, différente en degré non en nature ». Notre être, temporairement séparé du grand être, doit s'y résorber un jour, et comme il en est issu il y rentrera. « Je sais que je suis esprit, et que je suis né de l'esprit ancestral en vue de labeurs non encore accomplis ; et dans la nostalgie de ma patrie divine j'ai fait ces chants de route sur le chemin du retour » : ces mots qu'il a mis en tête de ses premiers vers pourraient servir d'épigraphe à toute son œuvre.

Il chante ainsi et le souvenir des origines divines de l'homme et son élan vers sa divine destinée. A l'esprit s'identifie la beauté, cette beauté idéale dont la courtisane de Mantinée désignait au philosophe grec la contemplation comme le bien suprême : « La Grèce de Périclès est froide, — mais voici que luit toujours par delà les mers — la sagesse que Diotime confiait — aux oreilles ravies de Socrate. » Il est prêt à tout quitter à son appel : « J'abandonne, — pour la Beauté, la plus rare fleur de beauté, — pour la Vérité, les lèvres qui n'ont jamais menti, — et pour l'Amour je délaisse le séjour familier de l'amour. » Il

aspire à s'évader dans l'absolu : « L'esprit est la porte ouverte — par où s'échappe le prisonnier..., — pour se mêler aux masques dans la danse — et se fondre dans l'Éternité qui joue avec le Temps ». Mais il ne prétend pas comme M. Yeats à forcer la porte et à s'ouvrir par la violence une vue sur l'au-delà. A quoi bon l'impatience et la révolte quand « il n'y a rien qui soit refusé à la vie »? L'exaltation mystique lui devient une source, non pas d'inertie et de déception comme chez M. Yeats, mais d'optimisme et d'énergie, il en tire une joie ardente au lieu d'une inquiète mélancolie. L'idéalisme, qui a perdu l'un dans le rêve, tonifie chez l'autre la volonté. D'elle-même sa poésie s'insère dans la vie : « Je m'intéresse plus à la vie qu'aux ombres de la vie », écrit-il dans une de ses critiques de M. Yeats.

Ses vers sont ainsi des motifs d'action en même temps que des actes de foi. Là où M. Yeats voit une matière poétique à exploiter, A. E. voit surtout une vérité, — ou ce qu'il croit une vérité, — à répandre. L'un est poète et artiste avant tout, l'autre est d'abord et à sa manière un croyant : c'est le druide qui parle, et non plus l'aède. Il a certes la flamme lyrique, mais avec moins de richesse d'image et de rêve que de force et d'élévation de pensée. Sa facture n'offre pas la merveilleuse maîtrise de M. Yeats. Mais il est plus humain. Il ne supprime pas de son univers le point de vue éthique. Ses vers portent peut-être moins apparente la marque irlandaise : c'est qu'il a été plus profondément influencé par les mysticismes orientaux, et c'est aussi que, passionnément épris de sa patrie, s'il en aime le passé, il en aime aussi l'avenir, si l'on peut dire, il veut cet avenir beau et fort : « Nous sommes moins les enfants de cette terre — que ceux d'une nation non encore née, — d'un empire caché encore au sein du Temps... — Nous ne voudrions effacer nul signe d'Erin, — et pourtant nos lèvres salueraient avec plus de joie — le premier-né de la race nouvelle — que la splendeur dernière du Gaël. »

On l'a appelé l'Emerson irlandais. Fervent de l'idéal, comme le « sage de Concord », imbu comme lui de panthéisme et adorateur de ce « rêve divin » qu'est le monde, de cette nature qui « parle toujours de l'esprit » et « suggère l'absolu », pareillement adonné à l'intuition divinatoire et unissant à une spiritualité débordante un sens aigu des réalités, il n'est pas comme

le moraliste américain un pur lettré spéculant à sa table ; ardent apôtre social, serviteur efficace et passionné de son pays, il a un beau don poétique en plus, avec le même fond à la fois mystique et puritain. Faut-il croire que, comme l'a dit un critique, pour produire chez l'un et chez l'autre cette extase à froid dans l'exaltation mystique, le puritanisme anglais a dû s'exiler d'abord d'Angleterre et se transplanter sur un autre sol, dans des milieux nouveaux, de l'autre côté du canal Saint-Georges ou par delà l'Atlantique ?

UNE NOUVELLE GÉNÉRATION POÉTIQUE. — M. JAMES STEPHENS

Par attraction ou répulsion, l'influence de M. Yeats, et l'on peut dire aussi dans une moindre mesure celle de A. E., ne pouvaient manquer de se faire sentir sur leurs successeurs, sur la plus récente génération poétique en Irlande. Les jeunes d'aujourd'hui se distinguent presque tous par une technique savante, une scrupuleuse exigence de métier, et c'est à M. Yeats qu'ils doivent cette première des vertus professionnelles, si l'on peut dire, de l'ouvrier en vers. M. Yeats n'a pas fondé d'école, sa « manière » même a été peu imitée, — elle était à vrai dire peu imitable, — mais il a laissé un grand exemple aux nouveaux venus, une haute règle d'art, une belle leçon de discipline poétique. L'idéalisme est resté en honneur chez la plupart : tels T. Mac Donagh, Padraic Pearse (qui a surtout écrit en gaélique), et Joseph Plunket, trois insurgés de 1916 qui furent exécutés à l'issue de la rébellion ; tels M. Higgins et M. Austin Clarke, fervents du gaélisme, tous deux d'une grande richesse verbale et rythmique ; tel M. Padraic Colum, peintre joyeux et vigoureux du paysan et du paysage irlandais, devenu aujourd'hui homme de lettres américain ; tel encore ce noble rêveur, M. Seumas O'Sullivan, pur artiste, rare musicien du vers, et qui, comme M. Colum, comme aussi miss Susan Mitchell, se rattache à A. E. par un certain penchant pour la spiritualité panthéiste. Plus rares sont ceux qui, par réaction, ont suivi la poussée réaliste, maîtresse aujourd'hui de la prose anglo-irlandaise : le poète sans doute se défend mieux contre la contagion ! De fait, dans les petites pièces lyriques imitées du genre élisabéthain, à l'art délicat et contenu, qu'a publiées en 1907, sous le titre *Musique de chambre*, le plus osé, — pour

ne pas dire plus, — des nouveaux romanciers irlandais, M. James Joyce, on ne trouve pas grand chose qui fasse prévoir le futur auteur d'*Ulysse*; il est vrai que ses vers ultérieurs sont d'une note beaucoup plus avancée, et que, de son côté, le dramaturge réaliste Synge n'avait pas craint de déclarer, dans la préface de son unique volume de vers, qu'« avant de redevenir humaine la poésie devait apprendre à être brutale ».

Brutal, mais surtout humain, est en effet M. James Stephens, le plus original des jeunes poètes anglo-irlandais (1). Son premier volume porte ce titre significatif : *Insurrections*. Il s'insurge non pas tant contre l'idéalisme traditionnel de sa race que contre les abus de cet idéalisme et du symbolisme mystique. Ce n'est pas à l'esprit qu'il en veut, mais aux esprits, aux superstitions, au rêve et au surhumain, en même temps qu'à tout ce qu'il y a d'artifice ou de convention dans les lettres et les mœurs. C'est la vie qu'il célèbre, avec ses joies et ses douleurs, ses éclats et ses audaces. « Le devoir du poète, dit-il dans une de ses préfaces, n'est pas d'exprimer ou d'expliquer, mais *d'intensifier* la vie. »

Débordant d'énergie, d'optimisme et d'ardente gaîté, ivre d'indépendance, familier, profond, impertinent avec candeur, irrévérencieux avec délices, il fait la guerre aux formes et formules, à la raison et à la foi, à la matière et à l'absolu, à tout ce qui limite ou régit la liberté humaine. Plutôt que de faire l'ange, il ferait la bête ! Il s'est essayé à la mythologie celtique et y paraît emprunté, comme un homme à qui le seigneur Angus est moins familier que le dieu Pan, bien qu'à ce qu'il dit Pan ne soit jamais venu en Irlande ; il s'est essayé aussi dans le merveilleux, où il a trouvé, avec son *Crock of gold*, un grand succès populaire. Nulle notion de surnaturel chez lui : il fait à Dieu la leçon, en camarade. Impatient de toute contrainte, plein de verve et d'humour, il se plaît dans le caprice et la fantaisie, voire la gaminerie ou l'insolence. Tel son fond, telle sa forme : vigoureuse, audacieuse, leste dans ses tours, ses bonds et ses pirouettes, d'une extrême richesse de cadences et de mots, avec une belle maîtrise et conscience de métier pour en racheter l'indiscipline. Après les extases des

(1) *Insurrections*, 1909. — *Hill of vision*, 1912. — *Songs of clay*, 1915. — *Reincarnations*. — *Cf. The Crock of gold*, *The Charwoman's daughter*, *Demi-gods*, etc...

mystiques et les spéculations des visionnaires, voici donc un retour à l'humanité vivante et souffrante ; par un contre-coup naturel, et dans la même note d'idéalisme, l'hymne à la vie libre et intense a pris chez M. Stephens toute la place que le culte du rêve et du surnaturel avait occupée chez ses devanciers.

L'IMAGINATION, FACULTÉ MAÎTRESSE

Ainsi, après M. Yeats et sous son influence directe ou indirecte, le mouvement poétique se continue en Irlande. Lorsque M. George Moore écrivait, en 1914, dans une phrase souvent citée de sa piquante trilogie *Ave*, *Salve*, *Vale*, que « tout le mouvement irlandais est issu de M. Yeats et retourne à lui », il rendait certes un bel hommage à M. Yeats, mais la formule trop étroite faisait tort aussi bien à ses prédécesseurs et à son contemporain A. E. qu'à ses successeurs. Dans ce que le critique appelait la « renaissance littéraire irlandaise », il ne voyait que l'efflorescence momentanée de la mode néo-celtique, laquelle a passé en effet comme elle était venue : après l'avoir saluée dans *Ave*, il n'a pas tardé à lui donner congé dans *Vale*. Or, derrière la mode néo-celtique, il y avait autre chose : une littérature anglo-irlandaise qui naissait, sous le signe de la poésie, et qui bientôt allait prendre possession des autres formes de l'art d'écrire. « L'Irlande, écrivait M. Yeats il y a trente ans déjà, l'Irlande s'ouvre son chemin, et se libérant peu à peu de l'inorganique et du médiocre, se crée peu à peu une littérature en langue anglaise dont on peut dire que, quelle qu'en soit la valeur, elle se fait de plus en plus différente des autres littératures. »

La poésie anglo-irlandaise offre en effet chez M. Yeats, chez A. E. et ceux qui les suivent, un caractère incontestablement original, dans une belle atmosphère d'art, avec un je ne sais quoi de frais et de vigoureux qu'elle doit à sa jeunesse, et quelque chose aussi de savant, de lettré, qu'elle tient de la grande tradition anglaise. Elle n'a pas encore fait le tour de tous les grands problèmes qui agitent l'humanité ; ceux qu'elle s'est choisis, elle les aborde dans un esprit de noble élévation qui contraste avec la sensualité, la bassesse ou la perversion de maintes autres écoles poétiques. Ce n'est pas non plus toute l'âme de l'Irlande moderne que nous voyons se révéler en elle. L'image

qu'elle nous en donne n'est ni complète ni toujours très juste, et cela ne saurait surprendre, puisque ses premiers porte-parole sont issus d'une caste étroite, l'ancienne « colonie » anglo-saxonne (et protestante) qui, bien que plus ou moins « hibernisée », n'était pas encore affranchie de tous ses vieux préjugés religieux et sociaux, tandis que le fond national (et catholique) de la population luttait encore pour s'élever lentement à l'indépendance et à la culture.

Du moins, par ses qualités comme par ses défauts, elle témoigne très manifestement de ce que nous croyons être, — et de ce qu'on nous excusera de nommer, — la « faculté maîtresse » de la psychologie d'Erin : *l'imagination débordante et incontrôlée*. Une imagination créatrice étonnamment riche, impétueuse et impérieuse, exubérante et passionnée, qui se traduit chez un Yeats en aspirations idéales, chez un A. E. en illuminations mystiques, chez un Stephens en audacieuses fantaisies, comme elle se tournera chez d'autres en constructions mythologiques ou en inventions fantastiques ; qui trouve un perpétuel aiguillon dans l'extrême agilité et impressionnabilité de l'instrument mental, comme dans les ardeurs d'une sensibilité impulsive et mobile, toujours prompte à pousser à bout ses impressions et à passer d'un extrême à l'autre ; une imagination plus intuitive que sensorielle, demandant moins aux influences du dehors qu'à l'émotion ou à l'analyse intérieure ; qui, par son exaltation même, tend spontanément à créer l'illusion, l'hallucination, s'installe dans les spectacles qu'elle se donne à elle-même comme dans la seule réalité vraie, et se complaît à s'aventurer dans le merveilleux, le morbide ou l'absurde comme à courir après les fantômes ou à se perdre dans les abîmes.

Où trouverait-elle un frein, un guide ? Dans le tempérament qui la soutient ? Le tempérament irlandais n'aime pas à obéir, comme celui de l'Anglo-saxon, aux leçons de la réalité ; volontiers il rejette le joug des faits, et il récusera l'expérience. Dans la forme d'esprit qui l'accompagne ? L'esprit irlandais, ayant moins subi l'empreinte latine, n'est pas porté comme le nôtre à suivre d'instinct les lois de la raison ; il n'hésite pas à se révolter parfois contre les vieilles règles traditionnelles de la pensée, et il récusera la logique. De là, dans cette imagination, ce caractère d'indiscipline et de démesure qui déconcerte l'étranger,

cette propension à l'outrance et à l'aberration, à l'utopie ou au délire, ce caractère à la fois indompté et illuminé, ces égarements, et ce fond d'anarchie ou de rébellion, — ici psychologique, ailleurs politique, — par où Erin se rend si facile à critiquer et si difficile à expliquer.

Qu'une telle imagination, portée à ce degré de puissance et de licence, favorise le don poétique, c'est vrai sans doute, mais à quel prix ! Associée à l'idéalisme et au mysticisme traditionnels de la race, on a vu à quelles erreurs elle a pu mener de grands esprits. Ce n'est pas une doctrine de tout repos que l'idéalisme, dont le germe, en certains terrains, développe aisément ses affinités panthéistes. Et quant au mysticisme, s'il est vrai que, fécondé et dirigé par une foi positive, il a produit chez les Irlandais catholiques cette admirable et pure ferveur religieuse qui a toujours fait l'honneur de l' « Ile des Saints et des Savants » , comment nier qu'il ne prête à de singuliers abus chez ceux qui ne sont plus chrétiens que de nom, et qui prétendent s'affranchir de la discipline de la raison et de la vie comme de celle du dogme et de la morale ? Ces agnostiques sans défense risqueront de se laisser séduire par les mirages de l'occultisme, de la théosophie, de l'hermétisme, de toutes ces rêveries de pseudo-spiritualité et de mysticité pathologique qui nous viennent de l'Orient : idéologies fuyantes, équivoques et subversives dans leur prétention à constituer, contre la foi chrétienne, une sorte de mystique universelle où le merveilleux remplacerait le divin et la vieille Maïa les espérances futures, chaos mental et moral où l'on verrait peu à peu s'anéantir la liberté et la responsabilité, la conscience et la personnalité, l'intelligence même, tout ce qui fait le prix de notre culture classique et chrétienne : *spiritualia nequitiæ*, selon l'expression de saint Paul !

C'est le danger qu'illustre le cas de M. Yeats, comme celui de A. E. et de quelques-uns de leurs imitateurs irlandais qui ont mal résisté à la contagion. Non pas que ces hérésies néo-païennes aient par elles-mêmes aucune racine en Irlande : importations étrangères, elles n'ont réussi à s'infiltrer çà et là, chez tel ou tel, qu'à la faveur d'une insuffisance de discernement critique jointe au manque de point d'appui religieux. On sait d'ailleurs que la réaction salutaire ne s'est pas fait attendre: déjà le poète A. E. avait lui-même remis en honneur l'action

et le devoir, et l'on a vu comment M. Stephens a rendu leur place à la vie et à l'humanité dans la poésie.

Très jeune encore, la littérature anglo-irlandaise soutiendra-t-elle le bel effort que, pour son début dans la poésie, elle a su faire sous l'inspiration de M. Yeats ? Au théâtre et dans le roman, avec Synge, O'Casey, O'Flaherty, Lennox Robinson, James Joyce, elle s'est depuis vingt-cinq ans livrée au réalisme le plus brutal et parfois aux extravagances les plus déplaisantes de la pensée comme du style. Crise de croissance, sans doute? Saura-t-elle la surmonter, cette crise, pour revenir et progresser ensuite dans le droit chemin ? C'est ce que l'avenir dira. Il dira sans aucun doute aussi que le mérite de lui avoir ouvert la voie, par son œuvre et par son exemple, en mettant du premier coup au premier plan la poésie anglo-irlandaise, appartient sans conteste à William Butler Yeats.

L. Paul-Dubois.

LA VÉRITÉ

SUR LA

TRAGÉDIE D'EKATERINBOURG

II [1]

LES RESPONSABILITÉS

Nous avons relaté les faits matériels révélés par l'enquête judiciaire sur le crime de la maison Ipatieff.

Le simple examen de ces faits pose de nombreuses questions dont voici les plus pressantes :

1° Les bourreaux d'Ekaterinbourg sont-ils les seuls coupables, ou la responsabilité de ce crime, devant l'humanité et devant la Russie future, pèse-t-elle encore sur d'autres personnes et sur lesquelles principalement?

2° Qui a eu l'idée de transférer l'Empereur et la famille impériale de Tobolsk à Ekaterinbourg?

3° Aurait-on pu éviter la tragédie d'Ekaterinbourg?

C'est à ces questions que nous essaierons maintenant de répondre.

(1) Voyez la *Revue* du 1er octobre.

EKATERINBOURG OU MOSCOU ?

Le juge d'instruction Sergueeff, après une enquête de six mois, concluait que le crime de la maison Ipatieff avait été l'œuvre exclusive du sovdep régional de l'Oural et qu'il serait « tout simplement ridicule » de rechercher si l'ordre n'est pas parti de Moscou.

Tout au contraire, l'enquête de N.-A. Sokoloff, les données irréfutables qu'il a recueillies, les documents chiffrés par les procédés les plus ingénieux qu'il est quand même arrivé à déchiffrer, tout cet ensemble de preuves nous permet d'affirmer, — avec entière conviction et sans le moindre danger de commettre une erreur, — que les traces du crime mènent directement à Moscou et au Comité exécutif central. Le plan diabolique tout entier, dans son ensemble et dans ses détails, fut élaboré par ceux qui formaient à cette époque le Pouvoir central bolchévique, Lénine, Trotzky, Zinovieff, Dzerjinsky etc., et exécuté par Yankel Sverdloff, bras droit de Lénine.

C'est le Pouvoir soviétique central qui est le coupable moral, l'instigateur du crime. Le sovdep local d'Ekaterinbourg n'a joué que le rôle de bourreau.

La preuve en est d'abord dans la composition même du pouvoir local qui fut chargé d'exécuter les ordres de Moscou.

Nous savons que parmiles trente compagnons de Lénine, — arrivés avec lui de Suisse dans le fameux wagon plombé et solennellement accueillis à la gare de Finlande par la délégation du sovdep de Pétrograd, — figuraient Sverdloff, Golostchekine, Saratoff et Voykoff.

Pourquoi crut-on nécessaire d'envoyer à Ekaterinbourg trois des satellites du grand astre, alors que la « capitale de l'Oural Rouge » n'était en réalité qu'une ville provinciale de second ordre? A cette question une seule réponse : à partir du moment où l'Empereur fut arrêté et surtout à partir du moment où, officiellement sur l'ordre du gouvernement provisoire, mais en réalité par la volonté du Smolny, c'est-à-dire du Comité exécutif du sovdep, il fut transféré de Tobolsk, son sort était décidé par le Pouvoir soviétique.

Ekaterinbourg fut choisi parce que c'était le centre d'une

agglomération ouvrière profondément démoralisée par la propagande, où s'était accumulée une lie de population, parmi laquelle il fût facile de trouver autant qu'on voulait d'individus prêts à participer à un coup de force sanglant. Il fallait à Lénine des collaborateurs déjà installés dans la ville : au moment voulu, Golostchekine, Saratoff et Voykoff se sont trouvés sur place. Le nom de Golostchekine est particulièrement à retenir; c'est l'ami intime du président du Comité exécutif central de Moscou, Sverdloff; ils se tutoient et, pendant son séjour à Moscou, Golostchekine descend au Kremlin dans les « appartements » de son ami Sverdloff. Ces trois individus n'avaient aucune attache, aucun intérêt dans l'Oural : leur présence à Ekaterinbourg, longtemps avant le transfert de la famille impériale de Tobolsk dans cette ville, est une preuve certaine de préméditation.

Il est donc évident que l'entente existait entre les organes locaux et Moscou. Est-il admissible que des amis et collaborateurs intimes des dirigeants de Moscou aient pris l'initiative du massacre à leurs risques et périls, sans en avoir informé le Pouvoir central, et même sans en avoir reçu des ordres directs ?

C'est ce qui eut lieu en réalité. En 1921, a paru dans l'Oural une brochure signée de Bykoff, le successeur de Beloborodoff, et tirée à 10 000 exemplaires, dont le texte fut ensuite reproduit dans le XVII[e] volume des *Archives de la Révolution russe*. D'après l'auteur de cette brochure, c'est sur les indications d'Ekaterinbourg que fut décidé le transfert de la famille impériale. Par le moyen d'une surveillance étroite exercée sur Tobolsk, le Sovdep d'Ekaterinbourg acquit la conviction que la population de Tobolsk était sympathique aux augustes prisonniers et même qu'il y avait, parmi les hommes qui composaient la garde, des éléments auxquels on ne pouvait pas se fier. Longtemps avant le transfert de l'Empereur, des émissaires visitèrent Tobolsk, se glissèrent parmi les hommes de la garde pour faire de la propagande et les persuader de traiter les prisonniers comme ennemis du peuple. L'un d'eux, l'émissaire Khokhriakoff, matelot de la flotte Baltique, montra un zèle tout particulier; c'est lui qui, ensuite, au cours du voyage à Ekaterinbourg, eut, avec son aide Rodionoff, un ancien gendarme, la haute main sur les Grandes-Duchesses et l'héritier.

Il existe sur Rodionoff, dans les procès-verbaux de l'en-

quête, une déposition de Mme Tegleff, la gouvernante des Grandes-Duchesses qu'épousa ensuite M. Gillard. C'était, dit-elle, une canaille, une malfaisante canaille qui prenait plaisir à nous torturer. Il se comportait avec une impertinence et une grossièreté toutes particulières vis-à-vis des enfants, défendant de fermer les chambres des Grandes-Duchesses, où il s'adjugeait le droit d'entrer à tout moment.

Arrivé à Tobolsk le 14 mars, cinq semaines avant la venue dans cette ville de Yakovleff, Khokhriakoff, comme le reconnaît la brochure que nous venons de citer, n'a pas cessé jusqu'à son départ, le 20 mai, avec les Grandes-Duchesses et l'héritier, pour Ekaterinbourg, c'est-à-dire pendant plus de deux mois, de communiquer par ligne directe avec Moscou.

Ce n'est pas tout : il existe des faits qui constituent des preuves flagrantes du rôle d'Ekaterinbourg comme simple exécuteur, — exécuteur féroce, — d'un plan dressé et dirigé par Moscou, et par Moscou seul.

L'assassinat de l'Empereur et de la famille impériale n'a pas été un fait isolé, mais seulement le chaînon le plus important de la longue chaîne de violences exercées par le pouvoir soviétique contre tout ce qu'il y avait de plus sacré en Russie. Détruire totalement la famille impériale, de telle manière qu'il ne restât même pas de trace de cette dynastie des Romanoff qui avait, au cours des siècles, présidé aux destinées glorieuses de la Russie, était considéré par les bolchéviks comme la partie principale de ce programme destructeur. Ce n'est pas leur faute s'ils ne sont pas arrivés à le réaliser entièrement.

En juin et au commencement de juillet 1918, — la date exacte n'a pas pu être fixée, — a été assassiné aux environs de Perm, par les ouvriers (trois, comme on le présume) de l'usine Mutovilihinsky, le grand-duc Michel Alexandrovitch, frère de l'Empereur.

Le 16/17 juin, ont péri dans les sous-sols de la maison Ipatieff, l'Empereur, l'Impératrice, tous leurs enfants et leurs fidèles serviteurs.

Le lendemain, 18 juin, furent jetés dans un puits de mine, à Alopaïevsk, la grande-duchesse Élisabeth Feodorovna, le grand-duc Serge Mikhailovitch, les princes Jean et Constantin Constantinovitch et plusieurs personnes de leur suite. Les victimes ont

été jetées vivantes dans le puits, sauf Serge Mikhaïlovitch tué préalablement d'un coup de revolver.

En août de la même année, ont été arrêtés à Pétrograd ou y ont été amenés et emprisonnés, puis fusillés au début de l'année 1919, les grands-ducs Paul Alexandrovitch, Nicolas et George Mikhaïlovitch et Dimitri Constantinovitch. Seul le fait que leur domination dans le Caucase septentrional a été de trop courte durée, a empêché les bolchéviks de faire subir le même sort aux deux fils du grand-duc Vladimir Alexandrovitch et à leur mère.

Enfin, c'est un vrai miracle que l'impératrice Marie Féodorovna, les grands-ducs Nicolas Nicolaévitch et Alexandre Mikhaïlovitch avec leurs familles, qui se trouvaient en Crimée, aient pu échapper à la mort.

Devant l'ensemble de ces crimes, qui se rattachent tous à un même plan, peut-on vraiment supposer que le plus horrible parmi eux ait pu être commis par un organe local et non pas par le Pouvoir central? Non! C'est ce Pouvoir, ce Pouvoir tout entier, et ce Pouvoir seul, qui porte devant l'histoire, devant l'humanité et devant la Russie future, la responsabilité du forfait commis à Ekaterinbourg.

Jusqu'ici nous nous sommes borné à raisonner suivant la logique. Produisons maintenant les faits, — prouvés et indiscutables, — qui donnent à cette argumentation sa base solide et que nous devons à N.-A. Sokoloff. Par une analyse minutieuse, qui fait songer au travail d'un savant égyptologue, des morceaux de documents destinés à être détruits et qui furent saisis au Sovdep d'Ekaterinbourg, surtout par l'étude des télégrammes originaux découverts à la station télégraphique d'Ekaterinbourg et qu'il est arrivé à déchiffrer, N.-A. Sokoloff a pu reconstituer dans toute leur horreur les rapports de Golostchekine et de Beloborodoff avec Moscou et, en particulier, avec le Comité central et avec Sverdloff en personne.

Le 4 juillet 1918, deux semaines avant la nuit fatale, en réponse à la demande de renseignements venue du Centre, Beloborodoff télégraphie :

Moscou. Président du Comité exécutif central Sverdloff par Golostchekine.

Syromolotoff est parti pour organiser l'affaire selon indica-

tions du Centre. Appréhensions vaines. Inutile s'inquiéter. Avdeef révoqué. Mochkine arrêté. Avdeef remplacé par Yourovsky. Garde intérieure changée, d'autres la remplacent. 1558.

Après ce télégramme, peut-on encore douter que tout ait été organisé et dirigé par Moscou?

Notons, d'autre part, que c'est à cette époque que le commissaire régional de l'Oural, son dictateur Golostchekine, habitait dans l'appartement de son ami Sverdloff et qu'il ne rejoignit Ekaterinbourg que le 12 juillet. Pour quelle raison a-t-il pu se rendre à Moscou, si ce n'est pour arrêter tous les détails du crime?

Il y a plus. Le 16 au matin, *quinze heures avant le meurtre*, Beloborodoff expédie à Sverdloff un télégramme contenant le projet du communiqué officiel qui devait annoncer, comme nous le savons déjà, que l'Empereur avait été fusillé et que l'Impératrice et la famille impériale avaient été transférées dans un lieu sûr.

Le 17, à neuf heures du soir, c'est-à-dire environ vingt heures après le meurtre, le même Beloborodoff télégraphie :

Moscou, Kremlin. Secrétaire du Conseil des commissaires du peuple Gorbounoff. Faites savoir à Sverdloff que toute la famille a eu le même sort que son chef. Officiellement elle périra pendant l'évacuation.

Ce même jour, Golostchekine télégraphie d'Ekaterinbourg à Sverdloff :

Télégraphiez la décision du Comité exécutif central et si nous pouvons communiquer à la population le texte que vous connaissez.

Sverdloff répond le 19 :

Dans sa séance du 18, le président du Comité exécutif central a décidé d'approuver la décision du Sovdep régional de l'Oural. Pouvez publier votre texte. Chez nous hier un communiqué analogue a été publié par tous les journaux. J'ai envoyé chercher le texte et je te le transmettrai.

Il est inutile de rechercher d'autres preuves du rôle dirigeant et déterminant de Moscou. Non seulement Ekaterinbourg n'agit jamais d'une manière indépendante, mais il ne se permet même pas de publier un communiqué sans y être autorisé par Moscou.

Ces télégrammes sont intéressants encore à un autre point de vue.

Ekaterinbourg et Moscou, comme on vient de le voir, mentent tous les deux et s'engagent mutuellement à travestir la vérité et à mystifier non seulement la Russie mais le monde entier.

Quel est le but qu'ils poursuivent ?

Dès le premier jour, Moscou et le Sovdep d'Ekaterinbourg connaissaient la vérité; ils savaient que la famille impériale avait été détruite tout entière ; mais jusqu'au dernier moment, et lorsque le gouvernement soviétique reconnut les faits, Moscou et Ekaterinbourg répétaient sous les formes les plus diverses et en toutes occasions (notamment dans leurs rapports avec l'ambassade d'Allemagne) que l'Empereur seul avait été fusillé et que toute la famille impériale avait été transférée en lieu sûr.

Le mobile qui dictait ce mensonge cynique est clair. En fusillant l'Empereur, le Gouvernement soviétique anéantissait le représentant du Pouvoir suprême : c'était un crime politique. Le même Gouvernement n'avait cessé de répéter aux masses ignorantes, qu'il était venu pour délivrer le peuple du joug de l'oppresseur qui l'asservissait et était le seul obstacle au bonheur de tous : le meurtre de l'Empereur pouvait s'expliquer comme un châtiment. Mais l'assassinat de son fils, un enfant malade, et de ses filles innocentes, qui avaient su, par leur douceur, inspirer respect et affection même à leurs plus farouches gardiens, — un pareil assassinat aurait pu émouvoir le peuple, provoquer son mécontentement, et, en tout cas, desservir, aux yeux du monde, le pouvoir soviétique et lui créer des difficultés.

A vrai dire, c'était là craintes vaines : la réalité ne l'a que trop démontré. Le peuple russe garda le silence, et quant au reste du monde, occupé par ses propres affaires et affaibli par la guerre, il côtoya avec indifférence l'effroyable drame.

C'est pour les mêmes raisons d'intérêt politique que le Gouvernement soviétique mentait à la puissance à laquelle, à cette époque, il faisait la cour : l'Allemagne. Le 20 juillet, c'est-à-dire *trois jours après le meurtre*, Radek, représentant du commissariat des Affaires étrangères, déclarait tranquillement ce qui suit au chargé d'affaires allemand, M. Ritzler : « Si la mission allemande prend un intérêt particulier aux dames de la famille impériale de sang allemand, on pourrait autoriser leur

départ », et il ajoutait : « On pourrait, peut-être, à titre de compensation ayant un caractère humanitaire, libérer l'Impératrice et l'héritier, qu'on ne saurait pas séparer de sa mère. »

Pour comprendre ce mot de « compensation » employé par Radek, il faut savoir qu'à cette date, — dix jours après l'assassinat à Moscou de l'ambassadeur d'Allemagne, le comte Mirbach, trois jours après le meurtre de la famille impériale, — le Gouvernement des Soviets désirait ardemment que l'Allemagne ne donnât pas suite au projet d'introduire à Moscou un détachement de troupes allemandes pour la garde de l'ambassade.

N.-A. Sokoloff, dont le livre contient le texte des dépêches que je cite, les a extraites des documents qui furent mis à sa disposition à Berlin.

TRANSFERT DE LA FAMILLE IMPÉRIALE DE TOBOLSK

D'après N.-A. Sokoloff, c'est sur le désir, sinon sur l'ordre des autorités allemandes, que l'Empereur et sa famille auraient été évacués de Tobolsk pour une autre destination. Les Allemands redoutaient que la puissance militaire russe vînt à se reconstituer en Sibérie sous l'égide de l'Empereur. Aussi, faisaient-ils surveiller par leurs espions toutes les routes menant à Tobolsk et, en particulier, Tumen, qui pouvait être considéré comme la clef de cette ville. Un des principaux parmi ces espions aurait été Solovieff, le mari de la fille de Raspoutine. Il s'agissait d'empêcher l'infiltration de monarchistes russes à Tobolsk, de contrôler leur arrivée et de les diriger sur de fausses pistes. Sokoloff estime que Yakovleff était, lui aussi, un espion allemand, ou, tout au moins, un agent secret de l'Allemagne. Yakovleff devait emmener l'Empereur vers l'ouest, sans s'arrêter à Ekaterinbourg. Mais les Soviets auraient, une fois de plus, trompé les Allemands : d'une main, ils munissaient Yakovleff de pouvoirs extraordinaires pour faire quitter Tobolsk à l'Empereur, de l'autre, ils arrêtaient son train à Ekaterinbourg et détruisaient ainsi tous les projets des Allemands, en assassinant la famille impériale tout entière.

Telle est la version de Sokoloff.

Robert Wilton émet une opinion analogue et précise le but des Allemands : ils auraient voulu restaurer la monarchie en Russie, dans un intérêt allemand et contraire aux intérêts

nationaux russes. Pour réaliser leur projet, ils avaient besoin de l'empereur Nicolas II, qui seul pouvait le sanctionner : ils auraient mis sur le trône de Russie le Grand-Duc héritier. C'est pour cela qu'il fallait tirer l'Empereur de Tobolsk. Cette mission fut confiée à Yakovleff qui, pour des raisons indépendantes de sa volonté, n'a pu l'accomplir...

De ces deux versions ni l'une ni l'autre ne nous paraît admissible. Elles ne s'appuient sur aucun document. Ni Sokoloff, ni Wilton ne fournissent aucune preuve de ce qu'ils avancent. Ils ne se fondent que sur de simples suppositions. Ils prennent pour base l'hypothèse que Yakovleff aurait été un agent allemand ainsi que Solovieff. De Yakovleff nous ne pouvons rien affirmer ; quant à Solovieff, il y a plutôt des raisons de croire qu'il était en relations avec les bolchéviks.

Qu'on songe à ce qu'était, à cette date, la situation politique. Le traité de Brest-Litovsk a été signé en février 1918, deux mois avant les événements de Tobolsk. Or, rien ne donne à croire que les autorités allemandes aient eu l'intention de changer d'attitude vis-à-vis des Soviets. Au contraire, le rapprochement avec le Gouvernement soviétique s'affermissait de jour en jour. En outre, l'Allemagne comprenait parfaitement qu'ayant travaillé à la décomposition du front russe et facilité aux bolchéviks l'entrée en Russie, il lui était difficile de se retourner maintenant vers l'Empereur et faire de lui le défenseur de l'intérêt allemand. Il savait que l'Empereur ne trahirait pas la Russie, quand même il y irait du salut de sa famille, si tendrement aimée par lui.

On le voit, les documents dont nous disposons ne permettent d'établir aucun lien entre Tobolsk et la mission allemande à Moscou. Jusqu'à preuve du contraire, nous devons rejeter l'hypothèse d'après laquelle l'assassinat de la famille impériale aurait été provoqué par son transfert de Tobolsk à Ekaterinbourg, effectué conformément au désir des autorités allemandes. Inutile d'ajouter ces torts imaginaires aux torts réels que les dirigeants allemands causèrent à la Russie et qui justifient pleinement notre amertume et notre rancune.

Sans parler de la guerre dans laquelle nous avons été entraînés par l'Allemagne, de la révolution que cette guerre a engendrée, de la décomposition de notre front par l'Allemagne, souvenons-nous seulement de la complète indifférence, — prouvée par les

données irréfutables recueillies par N.-A. Sokoloff, — avec laquelle le comte Mirbach accueillit la demande (émanant de Russes dont les noms sont connus) d'intervenir en faveur des prisonniers de Tobolsk. A cette époque, il était en mesure d'exercer une pression décisive sur le gouvernement des Soviets. Un ordre allemand était pour celui-ci une loi; le Pouvoir soviétique tremblait pour son existence et n'osait montrer la moindre résistance. Rappelons le coup de poing sur la table du général Hoffmann qui décida du sort, honteux pour la Russie, du traité de Brest-Litovsk. A la demande russe d'intervenir en faveur d'enfants innocents et de l'héritier malade, le comte Mirbach répondit par des considérations sur le thème du *vae victis!* et un refus de recevoir les personnes qui sollicitaient de lui un entretien.

Certes, même si une intervention des autorités allemandes s'était produite, il est plus que probable que les augustes prisonniers auraient été sacrifiés : les Soviets auraient trouvé le moyen de tromper leurs nouveaux amis politiques, en inventant, par exemple, comme on le verra plus loin, un accident de chemin de fer. Du moins, resterait-il une consolation morale à penser que le gouvernement allemand ait fait en temps utile, et non pas au moment où le crime avait été déjà consommé, une tentative « inspirée par l'humanité ».

Qui donc a voulu le transfert de l'Empereur de Tobolsk à Ekaterinbourg? Seul l'a voulu et décidé le Pouvoir soviétique central, afin d'exécuter le projet arrêté depuis longtemps d'anéantir la famille impériale.

Tobolsk ne convenait pas : il est éloigné de la voie ferrée; on risquait, en raison de la sympathie que la population et même une partie des gardes manifestaient aux prisonniers, d'éprouver des difficultés pour évacuer le butin, soit même pour organiser une fuite des assassins en cas de non réussite du projet. Le choix se porta sur Ekaterinbourg, parce qu'il ne présentait aucun de ces inconvénients.

Une autre preuve de la préméditation de ce projet diabolique et de sa minutieuse préparation dans tous ses détails, est constituée par le fait que la maison Ipatieff, par ses dimensions même, ne pouvait abriter longtemps la famille impériale tout entière. Il fallut immédiatement répartir en différentes catégories, les prisonniers emmenés de Tobolsk. Les uns furent

libérés : Gilliard, Gibbs, Derevenko, la demoiselle d'honneur Buxhœvden. Les autres furent emprisonnés, pour être assassinés successivement par la suite : le général aide de camp Tatistcheff, le prince Dolgorouky, la comtesse Hendrikoff, Mlle Schneider, Nagorny, Sedneff et Volkoff. Restait la famille impériale qui fut gardée à la maison Ipatieff pour y attendre la nuit fatale du 16/17 juillet.

Mais, de toutes les preuves, la plus décisive est la déposition du docteur Sakovitch qui, après avoir été membre de l'Union du peuple russe (union réactionnaire de l'extrême droite) devint ensuite membre du présidium du Sovdep d'Ekaterinbourg et commissaire d'hygiène. Il a déposé « qu'en mars ou au début du mois d'avril, le présidium du Sovdep, composé de Golostchekine, Beloborodoff, Saratoff, Voykoff, le letton Toupetoul et lui, Sakovitch, examina la question de l'urgente nécessité d'emmener la famille impériale de Tobolsk et *d'organiser au cours du transfert un accident de chemin de fer* ». Il ajoute : « Sur la question du transfert à Ekaterinbourg, on correspondit avec le Centre, qui déclara que les commissaires d'Ekaterinbourg répondaient sur leur tête de la personne du Tsar. » Ainsi, c'est le Centre qui donna l'ordre du transfert; mais, tout en laissant au présidium du Sovdep et à son entourage le rôle de bourreau qu'ils réclamaient, le Centre se réserva le sort de l'Empereur et de sa famille, dont il devait disposer dans la nuit du 17 juillet.

Le Sovdep d'Ekaterinbourg a certainement consacré à cette affaire plusieurs séances. Celle à laquelle fait allusion le docteur Sakovitch ne peut être que la dernière, puisque l'Empereur, l'Impératrice et la grande duchesse Marie Nicolaevna furent emmenés de Tobolsk, le 26 avril, par Yakovleff. Arrivés le 30 à Ekaterinbourg, ils trouvèrent la maison Ipatieff entourée de palissades et les hommes de la garde, — dont le choix parmi les ouvriers des usines locales a dû exiger des soins et du temps, — à leur poste.

LE CRIME AURAIT-IL PU ÊTRE ÉVITÉ ?

A cette question je réponds sans hésitation aucune : dans les conditions où s'effectua, le 27 février 1917, le changement de régime qui aboutit à l'abdication de l'Empereur, dans

les conditions où le Gouvernement provisoire se forma et gouverna jusqu'au 7 novembre de la même année, date où il fut renversé, la catastrophe de la maison Ipatieff ne pouvait être évitée. Malgré le désir ardent de beaucoup de Russes, il n'existait aucun pouvoir, aucune force capable de détourner ce malheur.

Ma conviction est que la famille impériale et l'Empereur lui-même n'auraient pu sauver leur vie que pendant les tout premiers jours de la révolution de février 1917 et sous la seule condition de quitter la Russie. Restés sur le sol russe, ils étaient voués à la mort inévitable et placés sur un plan incliné pour glisser sans arrêt de Tsarskoié-Sélo par Tobolsk jusqu'à Ekaterinbourg et les puits abandonnés de la forêt de Koptiaki. Alors, la question se pose de savoir pourquoi la famille impériale ne quitta pas la Russie, comme il en fut question à cette époque, et quels obstacles s'opposèrent à la réalisation de ce projet qui eût épargné à la Russie et à l'humanité une honte ineffaçable.

Les documents dont nous disposons nous donnent la réponse.

Il faut, avant tout, écarter l'hypothèse d'après laquelle le départ aurait été empêché par la maladie des enfants. Les Grandes-Duchesses étaient, en effet, malades de la rougeole, mais, même entièrement bien portante, la famille impériale n'aurait pas pu quitter la Russie parce que l'autorité qui, en fait, gouvernait le pays et qui fit la révolution, ne l'aurait pas laissée partir.

Cette autorité n'était nullement entre les mains du Gouvernement provisoire. Le Gouvernement provisoire ne disposait d'aucun pouvoir réel. Tout le pouvoir était concentré, en fait, entre les mains du Conseil des députés ouvriers, soldats et paysans, qui jouait avec le Gouvernement provisoire comme le chat avec la souris et, en toute occasion, grande et petite, lui dictait sa volonté.

Je ne serai pas injuste; je ne contesterai pas que le Gouvernement provisoire souhaitât le départ de la famille impériale. Il comprenait parfaitement le danger dont la menace, dès les premiers jours, pesa sur l'Empereur. Aussi désirait-il sincèrement emmener à l'étranger le Tsar et sa famille. Il faisait même de faibles tentatives pour réaliser ce désir; mais il était impuissant et avait la conscience de cette impuissance. Tout en faisant mine de vouloir prendre les mesures nécessaires pour le départ de l'Empereur, il se heurtait à une volonté

supérieure, et il dut finalement obéir à la force dont il ne cessa de dépendre depuis les premiers jours de son existence.

Les intentions du Gouvernement provisoire nous sont connues non seulement par la conversation que le premier ministre des Affaires étrangères de ce gouvernement eut avec l'ambassadeur d'Angleterre, sir George Buchanan, mais par un document plus sûr encore : les procès-verbaux du Comité exécutif du Sovdep de Pétrograd que vient d'éditer le Gosisdat.

Ces procès-verbaux établissent que, dès le 3/16 mars, c'est-à-dire au moment même de l'abdication de l'Empereur, le Sovdep de Pétrograd faisait fonction de pouvoir suprême, et dictait ses volontés au Gouvernement provisoire, menaçant d'employer la force pour exécuter ses décisions, en cas de non obéissance.

Le 3/16 mars, jour de l'abdication de l'Empereur, le procès-verbal dit (paragr. 1) : « On décide d'arrêter la famille Romanoff : le Gouvernement provisoire devra procéder à cette arrestation, de concert avec le Conseil des députés ouvriers. En cas de refus du Gouvernement provisoire, savoir de lui ce qu'il ferait au cas où le Comité exécutif procéderait lui-même à l'arrestation. » Et en annexe à ce procès-verbal, page 289, on lit : « Parmi les membres du Gouvernement provisoire, Kerensky lui-même, comme procureur général, ne s'opposait pas au départ des Romanoff à l'étranger. » Trois jours plus tard, le 6/19 mars, c'est-à-dire avant l'arrivée de l'Empereur à Tsarskoié, le procès-verbal (paragr. 7) déclare :

« Tchéidzé fait part de ses négociations avec le Gouvernement provisoire au sujet de l'arrestation des Romanoff. Le gouvernement ne donne pas encore de réponse définitive. Le général Alexéieff communique, au nom de Romanoff, le désir de ce dernier de se rendre à Tsarskoié-Sélo. Le gouvernement ne paraît pas s'y opposer. Un des ministres (le procès-verbal ne dit pas lequel, mais on peut supposer qu'il s'agit de Kerensky) déclare que le Gouvernement provisoire est prêt à faciliter la tâche du Comité exécutif, s'il procède à l'arrestation de Nicolas. » Suit le texte de la décision : « Informer la commission militaire auprès du Conseil des mesures à prendre pour arrêter Nicolas Romanoff. »

Trois jours plus tard, le 9/21 mars 1917, le procès-verbal enregistre, dans son paragraphe 1er, la décision suivante du Sovdep :

« Étant donné les informations d'après lesquelles le Gouver-

nement provisoire autorisait Nicolas Romanoff à se rendre en Angleterre, et ce dernier se trouvant en route pour Pétrograd, le Comité exécutif décide de prendre immédiatement des mesures extraordinaires pour ne pas le laisser continuer sa route et pour l'arrêter. Ordre est donné d'occuper par « nos troupes » toutes les gares de chemins de fer et d'envoyer des commissaires munis de pouvoirs extraordinaires aux stations de Tsarskoié-Sélo, de Tosno, et de Zvanka.

« Décidé d'envoyer dans toutes les villes des radios avec ordre d'arrêter Nicolas Romanoff, et, en général, de prendre *des mesures extraordinaires*.

« Décidé de communiquer au Gouvernement provisoire la volonté inébranlable du Comité exécutif de ne pas admettre le départ de Nicolas Romanoff pour l'Angleterre et de l'arrêter. Choisir comme lieu de détention de Romanoff le bastion Troubetzkoy de la forteresse Pierre et Paul, à Pétrograd, et remplacer le personnel de commandement de la forteresse.

« Décidé d'arrêter à tout prix Romanoff, même s'il y avait danger de rupture des relations avec le Gouvernement provisoire. »

Il était intéressant de bien définir l'ambiance dans laquelle eurent lieu les conversations du ministre des Affaires étrangères, Milioukoff, avec l'ambassadeur, sir George Buchanan. On ne peut admettre que le ministre des Affaires étrangères ait pu ne pas être au courant de l'attitude du Comité exécutif du Sovdep dans la question du départ de la famille impériale pour l'étranger et que ce ministre ait pu ne pas se rendre compte de sa situation d'entière dépendance vis-à-vis du Sovdep. Mais alors pourquoi continuer les pourparlers quand on savait d'avance que le Sovdep, détenant le pouvoir de fait, s'opposerait au départ et que le Gouvernement provisoire serait forcé de se soumettre ?

Cette situation subordonnée du Gouvernement provisoire par rapport au Sovdep n'est pas une hypothèse : elle est prouvée par des faits certains.

Le recueil, déjà cité, des procès-verbaux des séances du Sovdep contient dans sa préface, à la page 5, l'extrait suivant de la lettre qu'adressa au général Alexéieff, chef d'état-major du généralissime, le ministre de la guerre, Goutchkoff, qui, comme on sait, démissionna ensuite, en même temps que le ministre des Affaires étrangères, Milioukoff.

« Je vous prie de me croire, écrivait Goutchkoff, quand je vous dis que la vraie situation est la suivante : le Gouvernement provisoire ne dispose d'aucun pouvoir réel ; ses ordres ne sont exécutés qu'autant que le permet le Sovdep, lequel dispose des éléments essentiels du pouvoir : *l'armée, les chemins de fer, les postes et les télégraphes*, sont entre ses mains. On peut dire sans détour que le Gouvernement provisoire n'existe que dans la mesure où le permet le Sovdep. Notamment, en ce qui concerne le ministère de la Guerre, on ne peut donner d'ordres qu'autant qu'ils ne sont pas en contradiction avec les décisions du Sovdep... »

Il me semble que l'extrait de la lettre que je viens de citer est plus que suffisant pour prouver que, si le Gouvernement provisoire désirait sincèrement emmener la famille impériale à l'étranger, ce désir était purement académique, tout moyen d'action manquant à ce gouvernement qui ne détenait qu'un pouvoir de pure forme. Le Gouvernement provisoire faisait, dans ces conditions, ce qu'il pouvait : Kerensky prononçait, au Sovdep de Smolny, de belles phrases et déclarait « qu'il ne jouerait pas le rôle de Marat ». Réduits à louvoyer entre leurs désirs irréalisables et les exigences du Sovdep, les membres du Gouvernement provisoire écartèrent la décision du Sovdep d'emprisonner l'Empereur à la forteresse Pierre et Paul et combattirent, par la voix du procureur général, le projet de l'extrême gauche d'appliquer à l'Empereur la peine capitale : tout ce qu'ils purent arracher au Sovdep, ce fut un compromis qui consista dans le transfert de l'Empereur à Tobolsk et aboutit à la nuit fatale d'Ekaterinbourg.

Je ne songe pas ici à récriminer. Le seul reproche que j'adresse à certains membres du Gouvernement provisoire, c'est de n'avoir pas eu le courage de dire la vérité, même ici, parmi nous, en émigration, quand, en 1921, feu N.-A. Sokoloff, qui recherchait avec tant de passion la vérité dans cette affaire, s'adressa à eux. Dans son livre, Sokoloff a reproduit les réponses que lui firent le prince Lvoff, Milioukoff et Kerensky. Les voici.

Le prince Lvoff, président du Gouvernement provisoire : « Je certifie qu'il y avait à cette époque, parmi les membres du Gouvernement provisoire, des échanges de vues au sujet du départ de la famille impériale à l'étranger. Étant donnée la situation du pays dans l'été de 1917, ils considéraient que la

famille impériale devait quitter la Russie. On parlait de l'Angleterre et du Danemark. Il me semble que le ministre des Affaires étrangères, Milioukoff, s'enquit des possibilités : autant que je me le rappelle, l'initiative dans cette question venait des Grand-Ducs et, en particulier, de Nicolas Mikhaïlovitch et de Michel Alexandrovitch. Je ne sais pas pourquoi rien n'en est sorti. »

Milioukoff : « J'ai le souvenir très net qu'aussitôt que fut constitué le Gouvernement provisoire et jugée nécessaire l'abdication de l'empereur Nicolas II, la question se posa du sort qui lui serait fait ainsi qu'à sa famille. Leur départ pour l'étranger fut reconnu désirable et nécessaire. J'affirme, d'une manière absolue, que tel fut le désir du Gouvernement provisoire et que le pays auquel nous pensions était l'Angleterre. En qualité de ministre des Affaires étrangères, je considérai comme de mon devoir d'entretenir de cette question l'ambassadeur de Grande-Bretagne, sir George Buchanan. Après cet entretien, Buchanan interrogea son gouvernement qui répondit qu'il était prêt à recevoir la famille impériale en Angleterre : Buchanan, en m'en informant, ajouta qu'un croiseur devait arriver pour effectuer le transport de la famille impériale. Je crois que l'Empereur a dû en être informé. Mais le croiseur n'arrivait pas : on n'avançait à rien. J'en parlai une seconde fois à Buchanan qui me répondit que le gouvernement anglais « n'insistait pas » sur le transport de la famille impériale en Angleterre. C'est avec intention que je reproduis ce terme d'insister. Il ne signifie pas que l'initiative dans cette question soit venue du gouvernement anglais. L'initiative appartenait à nous, Gouvernement provisoire. Le terme « insister » fut employé dans le sens que lui donne le langage diplomatique. Je ne sais pas si mon successeur a eu d'autres entretiens sur cette question avec Buchanan. Alors, je n'appartenais plus au gouvernement. »

Kerensky : « Le Gouvernement provisoire décida d'essayer d'obtenir du gouvernement anglais des précisions sur la possibilité du départ de la famille impériale pour l'Angleterre. Le ministre des Affaires étrangères (au début, peut-être, Milioukoff) a eu des entretiens à ce sujet avec l'ambassadeur anglais Buchanan. Comme suite à ces entretiens, Buchanan remit la réponse suivante du gouvernement anglais qui la communiqua

à Terestchenko, à ce moment en possession du portefeuille de ministre des Affaires étrangères, et au prince Lvoff : « Le gouvernement anglais, tant que la guerre ne sera pas finie, ne considère pas comme possible de réserver l'hospitalité à l'ancien Tsar. » Cette réponse fut examinée par le Gouvernement provisoire dans une séance secrète dont on n'a pas tenu de procès-verbal. »

D'autre part, voici ce qu'écrit à ce sujet sir George Buchanan lui-même dans ses *Mémoires* (vol. II, p. 76-77) : « Le 8/21 mars, quand Sa Majesté se trouvait encore au Grand Quartier général, j'ai demandé à Milioukoff si l'information parue dans la presse sur l'arrestation du Tsar était exacte. Il me répondit que cette information n'était pas rigoureusement exacte. Sa Majesté est seulement privée de liberté, — expression d'un sens plus atténué, — et sera transférée à Tsarskoié sous la garde d'un détachement envoyé par le général Alexéieff. Je lui rappelai immédiatement que le Tsar était un parent et un ami intime du Roi et j'ajoutai que je serais heureux si je recevais de lui l'assurance que toutes les mesures pour garantir sa sécurité seraient prises. Milioukoff me la donna volontiers. Il dit qu'il n'était pas partisan du transfert du Tsar en Crimée, comme on le projetait tout d'abord ; il jugeait préférable qu'il restât à Tsarskoié jusqu'au rétablissement des enfants, malades de la rougeole ; après quoi la famille impériale pourrait se rendre en Angleterre. Il me demanda si nous faisions des préparatifs pour la recevoir. Sur ma réponse négative, il dit que son vif désir serait que l'Empereur quittât la Russie le plus vite possible. Par conséquent, il serait très heureux si le gouvernement de Sa Majesté lui réservait un asile en Angleterre, en s'engageant à ne pas autoriser le Tsar à quitter l'Angleterre tant que durerait la guerre. J'ai immédiatement télégraphié au ministre des Affaires étrangères pour recevoir les pleins pouvoirs nécessaires. Le 10/23 mars, j'informai Milioukoff que le Roi et le gouvernement de Sa Majesté étaient heureux de s'associer à la proposition du Gouvernement provisoire, et de mettre à la disposition de l'Empereur et de sa famille l'asile en Angleterre, dont Leurs Majestés pourraient user tant que durerait la guerre. Milioukoff déclara que si le gouvernement de la Grande-Bretagne acceptait cette proposition, le Gouvernement provisoire assurerait l'entretien de la famille impériale et m'assura que l'Empereur obtiendrait une

large pension. En même temps, Milioukoff me demanda de ne pas rendre public le fait que le Gouvernement provisoire ait pris l'initiative dans cette question. J'exprimai ensuite l'espoir qu'on procéderait, sans perdre de temps, aux préparatifs du départ de Leurs Majestés à Port-Romanoff (Mourmansk). Nous espérons, lui dis-je, que le Gouvernement provisoire prendra toutes les mesures de sauvegarde nécessaires, et je le prévins que si un malheur arrivait, le Gouvernement provisoire serait discrédité aux yeux du monde civilisé tout entier. Le 25 mars-8 avril, Milioukoff me dit qu'ils n'avaient pas parlé à l'Empereur du voyage projeté, parce qu'ils avaient encore à vaincre l'opposition du Sovdep et qu'en tout cas Leurs Majestés ne pourraient partir avant le rétablissement de la santé des enfants.

« L'assurance m'a été maintes fois réitérée qu'il n'y avait pas à s'inquiéter du sort de l'Empereur : nous n'avons pu rien faire de plus. Nous avons offert asile à l'Empereur, comme nous le demandait le Gouvernement provisoire, mais étant donné que l'opposition du Sovdep ne faisait qu'augmenter, le Gouvernement provisoire n'osa pas assumer la responsabilité du départ et modifia sa première position. Nous avions aussi une extrême gauche, avec laquelle il fallait compter, et nous n'avons pas pu prendre l'initiative pour qu'on ne nous soupçonnât pas d'engager l'avenir. D'autre part, il nous semblait inutile d'insister sur l'autorisation pour l'Empereur de partir pour l'Angleterre, quand nous avons appris que les ouvriers menaçaient de déboulonner les rails de la voie du train impérial. Ce n'était pas à nous d'assurer sa sécurité au cours du voyage vers Port-Romanoff. C'était le devoir du Gouvernement provisoire. Mais le projet n'aboutit pas, parce que le Gouvernement n'était pas maître chez lui. »

Je ne crois pas qu'on puisse hésiter entre les dépositions du prince Lvoff, de Milioukoff et de Kerensky d'un côté et le récit de sir George Buchanan, de l'autre.

On est naturellement tenté de comparer les promesses et les bonnes intentions avec la réalité. Le ministre russe des Affaires étrangères, dans son entretien avec l'ambassadeur de Grande-Bretagne, affirme que le Gouvernement se chargera de l'entretien de l'Empereur et de sa famille et qu'il leur assurera une large pension. Et de même, Kerensky, en envoyant, le 31 juillet, le Tsar en exil, dit à la gare au commandant Kobylinsky, sur

le mode théâtral qui lui est propre : « N'oubliez pas, colonel, qu'il s'agit de l'ancien Empereur. Sa famille ne doit manquer de rien. » Or, tant que Kobylinsky eut la haute main sur la famille impériale, il n'oublia pas cette recommandation et ne causa pas le moindre mal aux augustes prisonniers. Mais quant à la manière dont le Gouvernement provisoire lui-même accomplit son devoir en cette matière, voici ce que nous apprend la déposition suivante que Kobylinsky fit devant le juge d'instruction Sokoloff :

« A Tsarskoié l'argent ne nous manquait pas. A Tobolsk, la situation se gâta : le Gouvernement provisoire paraissait avoir oublié la famille impériale et n'adressait pas les moyens nécessaires à l'entretien de la famille et du détachement de garde. L'argent était dépensé sans que les fonds fussent complétés. Il fallut vivre à crédit. J'écrivis, mais sans résultat, à Pétrograd. Enfin, le cuisinier Haritonoff me déclara qu'on « n'avait plus confiance et qu'on ne donnerait plus rien à crédit ».

Kobylinsky finit par se rendre en ville pour se procurer l'argent nécessaire à l'entretien du Tsar et de sa famille, contre un effet signé de lui, de Tatistcheff et de Dolgorouky. « J'ai demandé, déposa Kobylinsky, à Tatistcheff et à Dolgorouky de ne parler de cet emprunt à personne, surtout à l'Empereur et à sa famille. »

Dans ses Souvenirs, publiés au premier volume des *Archives de la Révolution russe*, feu V.-D. Nabokoff, premier chef de chancellerie du Gouvernement provisoire, donne une courte formule qui résume admirablement tout le drame. « Par l'acte qui priva le Tsar de la liberté, écrit-il, fut noué le nœud qui a été tranché ensuite à Ekaterinbourg. »

Voilà la vérité. Le 3/16 mars 1917, le Comité exécutif central du Sovdep ordonna l'arrestation du Tsar. Cet ordre fut exécuté, au nom du Comité provisoire et sur la proposition du procureur général Kerensky, par le général Korniloff : ainsi fut noué le nœud que tranchèrent, un an plus tard, les bourreaux d'Ekaterinbourg à la gloire de la IIIe Internationale et pour la perte de la Grande Russie.

Comte W. Kokovtzoff.

VISITES A LA PRESSE DE PROVINCE

V [1]

BOURGOGNE ET RÉGION LYONNAISE

DIJON

C'est à Sombernon que l'on pénètre dans la vallée de la Saône, avec le regret de laisser, à droite, Vézelay. Le toit du curé de Sombernon, situé sur la crête, partage si bien les eaux qu'une des gouttières se déverse dans le bassin du Rhône, et l'autre dans le bassin de la Seine.

Mon intention première était d'aller directement à Lyon. Mais une étude rapide me permit de constater l'existence à Dijon d'une presse solidement implantée, qui se défend très bien au centre d'un triangle formé par Paris, Lyon et Nancy.

A Dijon, deux journaux quotidiens satisfont le besoin de nouvelles régionales et répondent à ce particularisme bourguignon qui faillit autrefois mettre en échec l'unité française : *le Bien public* et *le Progrès de la Côte-d'Or*. L'intense vie locale justifie depuis longtemps leur existence, puisque le premier a soixante-dix-neuf ans d'âge, et que le second inscrit à côté de son titre : Soixante et unième année. Journaux solides et complets où il n'est pas seulement question de vins fameux. La vie littéraire occupe dans leurs pages une place de premier plan, tout comme la vie artistique, car Dijon est, à juste titre,

(1) Voyez la *Revue* des 15 décembre 1928, 1er février, 15 mars et 15 juin 1929.

fière de son école de sculpteurs qui nous donna les Piron, les Gasc, les Bouchard.

La structure même du réseau ferroviaire est un élément de lutte et d'expansion pour ces deux journaux. Installés au carrefour du P. L. M., avec embranchements sur Nancy, Besançon, Belfort et Genève, se heurtant sur leur route aux habitudes lyonnaises, à l'envahissement de Paris et à la vieille rivalité comtoise, ils vivent. Mieux encore, ces journaux de soixante et un et soixante-dix-neuf ans ne sont pas des vieillards, mais des journaux en pleine vigueur.

LE BIEN PUBLIC

Installé dans les anciens fossés de la ville, avec façade sur la place Darcy, *le Bien Public* tire sur 6, 8 et 10 pages un journal correctement fait, avec une mise en pages intelligente sur six colonnes et qui comprend l'information générale, régionale et locale.

— Nous ne cessons de nous perfectionner, me dit M. Gillet, le secrétaire général, qui me reçoit en l'absence du baron Thénard, directeur et propriétaire. Ici, comme en toute industrie humaine, arrêt veut dire déchéance. Certes, notre journal n'a pas l'importance des grands régionaux que vous visitez, mais ses manifestations ne sont pas indifférentes.

Et il me détaille les enquêtes du journal : *De l'existence d'un génie bourguignon, Bossuet et notre temps, Sainte Jeanne d'Arc;* ses grands reportages : *Le Bien public en Yougoslavie.*

Tout ce travail se fait à côté de l'imprimerie commerciale, spécialisée dans la lithographie et qui travaille beaucoup pour Paris. C'est là que j'ai vu une des plus belles bibliothèques de pierres qui soient en France. En passant, M. Gillet me montre la première rotative du journal, une Marinoni qui fut exposée à Paris, en 1889, et qui travaillait, pour démonstration, sur la première plate-forme de la Tour Eiffel.

Dans une armoire spéciale, j'aperçois des tracts, des cahiers, des opuscules : *Voici comment je propage le Bien Public.* Le journal ne se repose pas sur ses mérites et soutient sa chance avec des méthodes commerciales modernes. De leur côté, cent cinquante ouvriers travaillent dans la paix verdoyante de cette petite usine.

LE PROGRÈS DE LA CÔTE-D'OR

Le Progrès, dans son hôtel de la rue de la Gare, a un tirage plus important, un tirage qui ne laisse pas de m'étonner : entre 30 000 et 40 000 numéros à 6 et 8 pages fournis par dix linotypes et deux rotatives. Il se prépare à tirer sur 10 à 12 pages. Influence de la publicité : les échanges et les transactions sont nombreuses en Bourgogne : la proportion des annonces va jusqu'aux cinq-huitièmes du papier.

La mise en pages rappelle celle de *la Dépêche de Toulouse* : les *Questions du jour* ou *Opinions* à gauche, l'*Actualité* à droite. Au centre, l'information, complétée fort heureusement par une *Dernière heure* en troisième page, clairement présentée. Causeries historiques, agricoles, littéraires, médicales, familiales et, — n'oublions pas, — sportives, instruisent et renseignent le lecteur.

Pressés par les journaux de la capitale, de Lyon et de Nancy, les deux quotidiens de Dijon échappent cependant aux fluctuations du tirage par la proportion énorme de leurs abonnés : les sept huitièmes pour le *Bien Public* et la moitié pour *le Progrès*. Voilà de la belle pierre de fondation.

LYON

L'influence de Paris et de Dijon s'arrête à Meursault. Depuis le Clos-Vougeot, la route traverse les grands crûs de Bourgogne. Ils se présentent au touriste sans fioritures, simples et nets, confiants dans leur célébrité. A partir de Montrachet, on peut voir apparaître des affiches sur le mur des fermes : *le Progrès* de Lyon. C'est là que commence, en effet, l'influence de la grande cité du sud-est. A Meursault, on prend le train pour aller faire ses achats à Dijon et à Paris : à Puligny, on prend le train pour le Sud.

Lyon, ses fabriques, ses universités, son pèlerinage et ses grands magasins, ses campagnes à richesses concentrées; Lyon, route de Genève, de l'Italie et de la Méditerranée, agglomération de près d'un million d'âmes, qui eut ses volontés politiques au point de susciter les rancunes impériales de Napoléon, il me semblait bien qu'un tel pôle attractif méritait une

presse importante : j'y ai trouvé des journaux de capitale.

Le Lyonnais mérite bien cette qualité de journaux. Ses amitiés comme ses affections sont fidèles. Je n'en veux pour preuve que les événements qui se sont déroulés en 1923. Du 6 au 28 janvier, une grève des ouvriers imprimeurs et typographes empêcha les journaux de paraître ; seules les feuilles de Paris et des centres voisins alimentaient la curiosité de la ville. On aurait pu craindre une rupture d'accoutumance, des engouements nouveaux. Il n'en fut rien. Le jour même de la reprise du travail, les quotidiens lyonnais avaient retrouvé le tirage intégral de la veille de grève.

Cette fermeté du caractère lyonnais n'est pas sa seule qualité. Placée entre les deux massifs montagneux, la population lyonnaise connaît l'opulence de la plaine en même temps qu'elle participe de la solidité montagnarde. Les jeux de l'eau et des collines toutes proches lui apportent, avec le brouillard, une sorte de mouvement intérieur qui ne laisse en paix ni les âmes ni les cerveaux. Entre le Nord et le Midi, Lyon n'a résisté aux influences venues de ces deux pôles, à la poussée de l'Est et à la tentation de s'échapper vers l'Ouest, que grâce à une forte discipline acceptée par tous avec joie et fierté. De là un équilibre de l'esprit et du cœur, une mesure dans la parole et les actes, que nous retrouverons dans les feuilles quotidiennes. Pas d'optimisme ni d'enthousiasme déplacé. A Lyon, on est patient. On ne bondit pas, on gravit, sans hâte, avec sûreté, les échelons du savoir et de la société.

Si le Lyonnais est un client fidèle, il est aussi un client difficile. Le Lyonnais de qualité ne confie pas plus à un inconnu la garde de ses traditions que la gestion de ses pensées. S'il cherche un appui, une aide, ce sera auprès de ses pairs, qu'il a coutume de fréquenter sans rien risquer de la considération, qui, avec la fortune, demeure son bien le plus précieux.

A Lyon, les jardins sont clos de hauts murs comme les âmes, mais derrière les façades sans caractère que de splendeurs se dévoilent à ceux qui parviennent dans ces refuges intimes! Même la foi religieuse ne se manifeste qu'avec une discrétion qui n'a d'égale que sa profondeur. Fourvières n'a pas besoin de flèches élancées. La beauté spirituelle est ici par-dessus tout en honneur; et cependant qui ne sait à quelle merveilleuse débauche d'art se livrent les artisans et les ouvriers de la soie?

Là encore, c'est l'anonymat qui règne. On dit les soieries de Lyon bien plus que les soieries de la maison X ou Y. Et il n'a pas moins fallu que la volonté de toute une population pour imposer cette marque collective au monde entier, jusqu'à l'Extrême-Orient, maître du textile précieux.

Ces traditions ont engendré un classicisme un peu ombrageux. Le canut qui tisse chez lui et le maître d'usine, pas plus que la bourgeoisie si fermée, ne subissent les passagères influences extérieures. La manie de l'exotisme ne joue pas dans une cité qui impose son propre goût à l'étranger.

Habileté et travail, persévérance et honnêteté animent le vaste groupe des travailleurs de la soie, tout comme ces grandes familles, ces dynasties de commerçants, de banquiers et d'industriels autochtones qui servent de courtiers entre le vaste monde et le monde lyonnais. Si j'emploie le mot « dynastie », c'est qu'à Lyon, on ne compte pas seulement sur l'individu, trop vite périssable, mais sur la famille dont le nombre est ainsi garant de continuité, de durée prospère.

Depuis la guerre et l'avènement de l'automobile, certains changements se sont produits. Beaucoup d'étrangers sont venus se mêler à la population ouvrière. Le produit chimique et la métallurgie ont modifié certains aspects de la ville. L'œuvre de la soie, elle-même, n'est plus dans la cité, où sont restés les bureaux, mais dissimulée dans les faubourgs. Quant aux campagnes, elles deviennent plus riches de prés que de vignes, car la main-d'œuvre manque.

Autour du sanctuaire de Fourvières et des asiles discrets où des fortunes insoupçonnées dirigent avec modestie de très grosses affaires, un bouillonnement se produit, que trahit l'effervescence, — heureusement périodique, — des passions politiques.

Et voilà qui offre un champ nouveau que ne peuvent dédaigner les journaux de Lyon. On n'endigue pas un torrent, on le canalise, on l'assagit, on l'utilise. Les Brotteaux se sont dressés en face de la presqu'île. L'unité s'est un peu disloquée, et il faut satisfaire tous ces clients divers, sans heurter les principes qui ont fait de Lyon une des grandes forces économiques et intellectuelles de la France.

LE SALUT PUBLIC

Le Salut Public arrive en premier lieu par ordre d'ancienneté : quatre-vingt-un ans. Il fut fondé en mars 1848 sous le titre : *Le Salut Public, journal de Lyon, politique, commercial et littéraire* et succédait au journal *le Rhône* fondé en 1841. Sa devise était : « L'ordre dans la liberté ». Liberté que nous devons savoir pratiquer, disait le journal, pour montrer que nous en sommes dignes. »

Ces paroles portaient déjà la marque du caractère lyonnais. Même dans la griserie de cette liberté récemment conquise, le jeune quotidien mettait de la mesure.

Le Salut Public est le seul journal du soir vendu dans la grande ville. Il ne dépasse donc guère la banlieue. Mais son influence est hors de proportion avec son tirage. C'est une véritable institution lyonnaise. Il n'est pas un rentier, pas un office ni un comptoir, qui n'achète son journal de cinq heures avant la fermeture des bureaux. Les nouvelles de la journée, les cours des marchandises, des valeurs à Paris et sur les places françaises et étrangères, sont indispensables à ces hommes d'affaires méticuleux et discrets qui se retirent sur les hauteurs de Francheville ou dans le secret de leurs appartements pour se reposer et méditer leurs plans du lendemain.

MM. L. Henriet, directeur, et Marius Gonin, rédacteur en chef, après m'avoir fait visiter les installations du journal, son fil spécial, ses douze linotypes et ses deux rotatives qui tirent 6, 8, et 12 pages, l'imprimerie commerciale qui, en 1882, fusionna avec le journal dans le cadre d'une Société unique, m'ont retracé l'histoire de la presse lyonnaise depuis le *Nouveau Mercure Galant*, la *Gazette* et les *Affiches de Lyon* qui s'imprimèrent de 1677 à 1750. Actuellement le nombre des revues et bulletins historiques, techniques, religieux, industriels, commerciaux et corporatifs, édités périodiquement par les imprimeurs lyonnais atteint presque la centaine. Mais cinq grands quotidiens dominent la presse, répondent aux besoins du pays et satisfont son régionalisme.

Solidement installé dans son hôtel de la rue Molière, au centre de la presqu'île, *le Salut Public* est un de ces cinq grands journaux. S'il n'est pas le plus important, il mérite par

sa tenue, sa rédaction et son étroite parenté avec le caractère lyonnais la sympathie dont il jouit dans la ville.

LE PROGRÈS

Depuis 1894, *le Progrès* occupe, rue de la République, l'immeuble qui avait été édifié, en 1879, pour le théâtre Bellecour. L'entrée somptueuse sert de hall de publicité. Tout Lyon peut y défiler pour lire les dépêches, voir les photographies des favoris de la politique et du sport. L'emplacement, qui était parfait pour un théâtre, ne l'est pas moins pour un journal, la rue de la République étant à Lyon ce que la rue Royale est à Paris.

Le Progrès s'annonce tout de suite au visiteur comme un grand journal, pour la seule raison qu'on ne saurait dissimuler le matériel employé. Car à Lyon, on est discret, on se refuse à dire sa richesse, encore moins à la prouver. On tient à être fort, plus fort que le voisin; on ne montre de sa force que l'indispensable ou ce qu'il faut pour la consolider et l'accroître, on est ennemi de toute vaine publicité. On est âpre au travail en même temps que généreux, et l'on brûle d'un feu intérieur dont on cache la flamme. Il m'a fallu bien des indiscrétions, bien des observations pour démonter les magnifiques pièces de cette presse, pour analyser le jeu de ses rouages, évaluer sa puissance. Dans un pays où « tout homme qui mange plus que le revenu de ses revenus est un prodigue », il est une règle de modestie habile: laisser croire que le voisin vous dépasse et grossir en silence sa propre clientèle et son compte en banque. La mesure, le travail *efficient* compensent la publicité.

Le premier numéro du *Progrès* parut le 12 décembre 1859. Son fondateur, le maître imprimeur Chanoine, était un parvenu de grand mérite. Ouvrier typographe, il avait su, à force d'intelligence et de travail, fonder à Lyon une des plus considérables imprimeries du sud-est. En même temps que la richesse, il avait acquis le savoir. Ce fut à la fois un érudit et un homme à convictions énergiques.

Sous l'Empire, il dut cependant être prudent, afin de vivre, sans toutefois faire abandon du programme ainsi énoncé dans le premier numéro :

« Un nouveau journal doit être un journal nouveau.

« *Le Progrès* se propose en premier lieu de donner à ses lecteurs, non pas des amplifications plus ou moins littéraires sur des thèmes connus, mais un ensemble d'études exactes, de renseignements positifs sur tous les grands faits politiques, économiques, littéraires, scientifiques, qui à Lyon ou dans les départements voisins, en France ou à l'étranger, méritent l'examen d'un esprit sérieux. Et nous entendons par esprit sérieux celui qui se préoccupe de l'avancement des individus et des peuples en moralité, en liberté, en bien-être, ainsi que des droits immortels de la conscience humaine.

« Nous nous bornerons à dire que *le Progrès* prendra son titre au sérieux, que ses rédacteurs ont fait, de l'amélioration du sort du plus grand nombre, le souci de leur vie, et que, pour eux, le premier moyen de cette amélioration, c'est la liberté. »

Ce premier journal était édité en quatre pages et coûtait quinze centimes. Il vécut, traversa la guerre de 1870, et l'avènement de la République. En 1880, M^me^ Chanoine, qui avait pris courageusement la succession du fondateur, son mari (nous verrons en d'autres villes cet exemple se reproduire avec succès), mourut à son tour, et le journal fut acquis par Léon Delaroche qui s'adjoignit immédiatement comme rédacteur en chef, Charles Mengin, et comme secrétaire de la rédaction, Abel Peyrouton.

C'est de ce moment que date *le Progrès* actuel. Jusque-là, le journal, en raison de son prix relativement élevé, quinze centimes, n'avait qu'une vente limitée : trois, quatre, cinq mille, suivant le jour et l'importance des événements. Une première édition se tirait à quatre heures du soir, et une seconde le lendemain matin à sept heures. Cette seconde édition ne différait de l'autre que par une dépêche de Paris et quelques télégrammes particuliers.

Léon Delaroche pensa qu'avant tout il fallait arriver au tirage le plus élevé possible, et pour cela, faire un journal à bon marché. Les frais d'établissement du numéro se répartiraient sur un plus grand nombre d'exemplaires et rendraient la publicité plus fructueuse. Une première fois, le 1^er^ mars 1881, il abaissa à dix centimes le prix du journal. L'amélioration de la vente fut médiocre. Le 20 avril suivant, il complétait l'opération et mettait *le Progrès* à cinq centimes.

Ses confrères, les autres directeurs de journaux, et pareil-

lement les imprimeurs, l'avaient dissuadé de leur mieux, l'avaient gourmandé même de courir ainsi à la faillite et de les y entraîner. Trois mois après, Léon Delaroche offrait à son personnel et à ses amis le banquet du *cinquantième mille* du premier journal de province à grand format et à cinq centimes.

Entre temps, le 17 mai, il avait mis en route sa première rotative. La machine plate, dite à réaction, n'allait plus assez vite pour un si fort tirage.

Bientôt *le Progrès* poussa un rejeton, *le Progrès illustré*, supplément du dimanche qu'on donnait gratuitement à Lyon à tous les acheteurs au numéro. Ce supplément disparut lorsque *le Progrès* quotidien, paraissant sur six pages, fut lui-même illustré.

Et le centième mille fut atteint.

Léon Delaroche n'avait pas eu le temps de jouir de son triomphe : il avait succombé en 1897. M^me^ veuve Delaroche, qui avait été son admirable collaboratrice aux heures difficiles, poursuivit son œuvre avec une hauteur de vues, une noblesse d'âme, une énergie, auxquelles ont rendu hommage tous ceux qui l'ont approchée. Aidée par son beau-frère, Paul Delaroche, elle put fêter, le 25 décembre 1902, le deux cent millième numéro de tirage quotidien.

Ce sont ses neveux, MM. Léon et Henri Delaroche, qui lui ont succédé, en 1903, date de sa mort. Ce sont eux qui m'ont accueilli dans leurs bureaux parisiens de la rue de la Sourdière.

Tout aussitôt, utilisant les perfectionnements introduits dans la phototypie, ils firent paraître les premières gravures du *Progrès*. Deux ans après, en 1905, le journal comptait 6 pages, et 9 pages en 1908. Le premier numéro à 10 pages parut en décembre 1912. Aujourd'hui, il n'est plus un journal de province qui n'atteigne les six pages. Certains vont jusqu'à quatorze pages.

En 1910, le poids du papier ne dépassait pas huit tonnes par jour : quinze tonnes sont maintenant absorbées chaque nuit, pour la confection d'un journal qui, s'il venait à Paris, prendrait aussitôt une place de premier plan.

M. Vuillermet, qui administre le journal à Lyon, quittant son vaste bureau installé à la place du foyer de l'ancien théâtre, m'a guidé le long des seize linotypes du dernier modèle et

toujours en travail, à travers les engins d'une clicherie très moderne, dans le laboratoire de photogravure, pour redescendre dans la salle des rotatives. Il y a là des machines impressionnantes à trois étages (on a gagné en hauteur la place que le centre de la ville refuse avec parcimonie) qui peuvent tirer deux fois seize pages avec des couleurs.

On est discret à Lyon, je le répète, on ne dit pas son tirage. Mais il n'est pas besoin d'être grand clerc pour deviner, d'après l'outillage, le papier, l'encre, les dépositaires dont on peut dénombrer les casiers, et je ne sais quelle atmosphère qui ne trompe pas, que *le Progrès* est très probablement le plus grand régional de France.

Rien n'a été oublié pour la sécurité de sa marche. Les sous-sols comportent un enchevêtrement de canalisations et de machines de secours : il n'est pas jusqu'au Rhône dont on ne défie les colères et les débordements avec des pompes d'une puissance presque exagérée.

— Votre personnel a le calme des gens en place, dis-je à M. Vuillermet.

— C'est que, pendant la guerre, M. Delaroche n'a jamais cessé de payer ses ouvriers qui étaient aux armées comme des ouvriers en activité, près de leur machine...

Sur cinq pages d'informations, *le Progrès* en consacre une ou deux seulement à la chronique régionale. Le reste comprend la vie mondiale, politique, économique, intellectuelle, artistique et scientifique. Pour ce qui est de la politique, j'ai pu apprécier la méthode du *Progrès*, qui est la méthode des journaux de Lyon : à base de courtoisie. Je suis tombé en pleine période électorale : il s'agissait de renouveler les conseils municipaux. Du haut de sa tribune, *le Progrès* marquait les coups, exposait les thèses, délimitait les champs, prévoyait les conséquences des suffrages, en un mot, ne cessait d'exposer la situation avec ses fluctuations et ses revirements, l'élan des adversaires et leur résistance, de telle sorte que l'électeur avait la sensation de choisir lui-même et sans pression extérieure les diverses données du problème. Suprême habileté à l'époque où la presse d'opinion s'efface chaque jour davantage devant la presse d'information.

Aucun des articles n'est signé. Rédaction d'équipe très cultivée, homogène, dirigée par une volonté cachée. Rien de

ce qui peut intéresser un « honnête homme », dans le sens du XVII^e siècle, n'est indifférent au journal. Journal de capitale, dont la grande diffusion a surtout lieu dans cette énorme agglomération formée par Lyon et ses faubourgs.

LE LYON RÉPUBLICAIN

Le Lyon républicain est installé dans un immeuble de la rue Bellecordière, qui date du début du XVI^e siècle et qu'il occupe depuis sa naissance, depuis cinquante-deux ans. Il fut fondé par L. Jantet et Auguste Ferrouillat, en 1877, et n'a jamais changé de titre.

Sa mise en pages est originale : pour preuve, il n'est que de lire les nouvelles mondiales insérées en deux cartouches, à droite et à gauche du titre, et dont la concision rappelle les radiotélégrammes affichés à midi, en mer, sur chaque paquebot.

— Notre journal, me dit M. Soustelle, qui me reçoit dans les bureaux de la rue Childebert, s'adresse à une clientèle cultivée, qu'elle soit urbaine ou rurale. La campagne fournit une cohorte de fidèles lecteurs pour nos dix éditions, tandis que la ville nous achète les deux éditions du matin. Toute notre région est celle de la houille blanche, de l'électricité largement diffusée, une région de grande et de petite industrie, de cultures intensives et rares...

Aussi bien, tout le journal est documentaire. On ne plaisante pas sur les sujets agricoles. Et le rédacteur en chef sait que tout progrès accompli à Java dans la culture de la canne à sucre intéresse, par son exemple, les exploitations agricoles de la vallée du Rhône.

— Nous avons une correspondance suivie avec nos lecteurs. Cela les met en confiance, en fait des collaborateurs bénévoles et des clients satisfaits, car nous répondons toujours à leurs lettres.

Le Lyon républicain s'achemine chaque nuit dans les départements voisins, au moyen de ses dix éditions, du Jura à l'Ardèche, de la Savoie à la Haute-Loire et à la Loire. Luttant avec des confrères fortement installés, tels que *la Tribune* de Saint-Étienne et *le Petit Dauphinois* de Grenoble, il répand ses quatre ou cinq tonnes de papier quotidien dans ces villages de plaine et de montagne où, chaque dimanche, les joueurs de boule s'affrontent avec un méthodique entrain.

La page régionale est si pleine, si nourrie, qu'on sent bien que les correspondants locaux ont fait preuve d'émulation. Quant à la grande information, elle vient du boulevard des Capucines à Paris, où les bureaux de *la Petite Gironde* envoient de la copie aux rédacteurs du *Lyon républicain*, aux douze linotypes et aux trois Marinoni des ateliers.

LE NOUVELLISTE

Le Nouvelliste de Lyon a été fondé le 15 mai 1879 par un groupe de catholiques lyonnais qui, à la suite de divers échecs, voulaient créer un organe de défense religieuse et sociale. Dès le début, la présidence du conseil d'administration et la direction du journal furent confiées à M. Joseph Rambaud, professeur d'économie politique à la Faculté catholique de Lyon, membre correspondant de l'Académie des sciences morales et politiques, qui conserva ces fonctions jusqu'à son décès, le 28 mars 1919. Elles sont occupées depuis cette date par son fils, M. Régis Rambaud, qui m'a lui-même reçu dans les vastes et luxueux bureaux de la rue de la Charité.

— L'idée première, me dit-il, était de créer un journal d'information, car on estimait que l'information était suffisante pour défendre une doctrine et suggérer des idées sans les imposer. Par la suite, la nécessité de commenter les événements amena la rédaction à donner un court article de doctrine ; mais le développement et le perfectionnement de l'information furent, au point de vue professionnel, une des préoccupations dominantes du journal. On s'efforça, en même temps, de présenter les nouvelles d'une manière toujours claire et bien ordonnée, et de faciliter ainsi la lecture de nos feuilles. Le succès de la formule fut rapide : quelques mois à peine après sa fondation, le journal paraissait financièrement assuré du succès.

« Depuis cette époque, nous avons toujours eu le désir de vivre de nos propres ressources et de n'avoir à subir aucune influence financière ou politique. Ce qui, dans notre esprit, est toujours resté une œuvre, nous l'avons dirigé comme une affaire. A ce titre, nous avons estimé que sa prospérité exigeait le développement et le perfectionnement incessant des services techniques et commerciaux. Nous avons, comme la plupart des

grands journaux de province, multiplié les grandes éditions départementales et progressivement adopté les moyens de transport les plus modernes. La diffusion du journal s'étend sur la plus grande partie du bassin de la Saône et du Rhône, depuis Dijon jusqu'à Avignon, depuis le haut cours de l'Allier jusqu'à la frontière italienne et suisse.

« Pour les nécessités de son information, *le Nouvelliste* a créé à Paris une agence qui lui est propre, mais dont bien vite les services ont été assez appréciés pour être sollicités par d'autres journaux ayant les mêmes préoccupations religieuses et sociales. C'est ainsi que sont groupés autour de lui, reliés avec ses bureaux de Paris par des fils spéciaux, *le Nouvelliste de Bretagne*, *l'Éclair* de Montpellier, *l'Express du Midi* à Toulouse, *la Dépêche* de Lille.

« Pendant tout ce demi-siècle d'existence, les directives de notre journal ne se sont jamais modifiées. Il avait voulu, dès le début, faire, en dehors de toute question d'ordre constitutionnel, l'union des bonnes volontés sur le terrain de la défense religieuse et sociale; il s'y est strictement cantonné sans s'inféoder jamais à aucun parti politique.

« Et maintenant, conclut M. Rambaud, si vous voulez me suivre, je vais vous montrer notre usine. »

Il me parut que dans le regard du directeur passait une lueur de fierté, discrète mais résolue, justifiée d'ailleurs par l'organisation considérable qu'il me présentait. Répartie en quatre étages de béton armé, l'usine est montée en hauteur à cause du terrain trop exigu. Nous commençons par le quatrième étage où, légères, montent les dépêches et la copie, pour passer ensuite aux linotypes. Composition, prise d'empreinte, descente des flans à la clicherie, descente des clichés aux rotatives : ainsi la pensée, la matière et l'information suivent ensemble les lois de la pesanteur, pour arriver aux trois énormes machines (à trois étages superposés pour gagner de la place) qui impriment à tours de cylindres douze à quatorze tonnes de papier par nuit.

— Vous arrivez quatre mois trop tôt, me confie M. Rambaud à l'instar de ses confrères. Nous ne tirons encore qu'à 8 pages, mais en octobre, nous pousserons à 10 et 12 pages. Au surplus, une de nos machines peut déjà tirer à 12 pages à raison de 44 000 numéros à l'heure.

On n'a négligé aucun perfectionnement. Par exemple, ce sont des freins électro-magnétiques. et non pas la main d'un ouvrier, qui règlent la tension du papier qu'une brosse mécanique dépouille de ses impuretés extérieures. Mais en déployant la première page toute fraîche du *Nouvelliste*, ce qui me frappe comme tous les nouveaux lecteurs du journal, ce ne sont pas des clichés ordinaires, des similis, mais de véritables photogravures teintées dont le grain est si fin qu'on ne l'étudierait qu'à la loupe.

L'œil de M. Rambaud s'allume davantage :

— Vous témoignez la même surprise, dit-il, que le directeur de la *Gazette de Francfort* quand il vint nous faire visite. Passons à l'atelier voisin.

Dans un local clair et sans cesse lavé à grande eau, des cylindres de cuivre à la dimension des cylindres de rotatives se présentent en diverses positions. Ici, des spécialistes impriment la fine trame de la photographie, la vernissent et la livrent à la morsure circulaire du perchlorure de fer. Les creux obtenus de la sorte retiendront l'encre pour l'abandonner sur le papier pressé contre le flanc du cylindre, tout à l'opposé du cliché ordinaire dont les bosses seules travaillent. Plus loin, les cuivres qui ont servi la nuit précédente sont poncés jusqu'à usure de l'image. Enfin, pour remplacer la matière qui disparaît ainsi à chaque opération, on recharge ces lourdes pièces dans des bains électrolytiques de sulfate de cuivre où, patiemment et sans à-coups, les fines parcelles du métal rouge viennent redonner au cylindre en rotation le diamètre qu'il avait perdu.

— Tout cela est fort compliqué, dis-je timidement.

— Une première page de journal ainsi illustrée, me dit M. Rambaud, nous coûte 600 000 francs par an...

Le merveille est que cette rotogravure, qui comporte des encrages et des essuyages si délicats, donne des résultats surprenants sur un papier fort médiocre, dont le grain grossier, écrasé contre le cuivre et les « blanchets », arrive à s'aplanir sans rupture, comme par enchantement. C'est qu'ici tout « tourne rond ».

Des bouches d'air frais, des installations hygiéniques de premier ordre, une fabrique de glace, rien ne manque au confort de ces ateliers comme à celui de l'indispensable imprimerie commerciale.

A une question que je lui pose, au risque d'être indiscret, M. Rambaud répond : « Pour être bon journaliste, il faut être bon administrateur et faire de son journal une bonne affaire. La bonne œuvre, montée à son début par souscription, est réellement devenue une bonne affaire. »

Je le quitte sur ces mots devant la salle des fils spéciaux qui relie *le Nouvelliste* à son grand organisme d'information de la rue Feydeau, à Paris.

Rentré à l'hôtel, j'ai dépouillé les dix éditions de la journée. En camaïeu, en sanguine, en sépia, selon le jour, je retrouve partout cette première page qui plaît aux yeux comme un magazine illustré.

LE NOUVEAU JOURNAL

Un peu plus loin que *le Nouvelliste*, dans la même rue de la Charité, au numéro 46, se trouve un hôtel édifié par un préfet de l'Empire. Les camions en ont violenté la porte aux sculptures romaines. Un vestibule à colonnes contient des services d'abonnement, des guichets de départ. Dans la cour de l'hôtel, des rotatives, des marbres, des linotypes. C'est là qu'est installé *le Nouveau Journal*.

Son titre de « Nouveau » se justifie aisément, puisqu'il est né en 1925.

J'avais donc devant moi, — et cela offre un intérêt spécial, — non pas un de ces nombreux journaux commencés dans les temps heureux où, pour réussir, il suffisait de posséder une plume alerte, un bel enthousiasme, du tempérament et quelques milliers de francs, mais un journal né en pleine période de dévalorisation monétaire, à une époque où la matière et le travail (la matière surtout) voyaient leur valeur de la veille chaque jour culbutée par les événements et les agioteurs. J'ai voulu savoir comment une telle mise en train peut se faire à l'heure actuelle : je l'ai demandé à M. Émile Rodet, le secrétaire général de la rédaction, et à M. l'abbé Bailly, l'administrateur-délégué de la Presse lyonnaise du Sud-Est.

— Notre dessein, m'ont-ils dit, était de devenir un organe de large pénétration en même temps que d'éducation populaire, et d'informer nos lecteurs de toutes les manifestations de l'activité humaine dans l'ordre politique, social, économique,

religieux, littéraire et artistique. Pour y réussir, nous avons voulu que la lecture du *Nouveau Journal* fût variée et sa lecture agréable.

D'abord un éditorial que l'on rédige court, pour qu'il soit lu; un article bref encore, intitulé « En passant » et signé alternativement Jeannot et Colin (pseudonymes de journalistes parisiens) qui commente, non sans ironie, les menus événements dont une leçon profitable peut être tirée; une lettre de Paris intitulée « l'Événement parisien » qui rend compte des diverses manifestations de la capitale; un article intitulé « Vous, Moi, Nous toutes » rédigé par une collaboratrice et destiné aux lectrices; un article, qui alterne avec le précédent, intitulé « En traboulant » (trabouler est à peu près le synonyme lyonnais de déambuler) où Jean de la Semelle disserte sur ce qu'il a vu dans la rue; un article intitulé « Un livre par jour », dans lequel il est rendu compte de la production littéraire; un article sur la situation à Paris, qui, rédigé à l'agence parisienne du *Nouveau Journal*, est extrêmement apprécié; de vastes enquêtes en un ou plusieurs articles.

Je remarque un reportage sur les incidents qui se sont produits à Toulouse entre le poste d'État et le poste privé de radiophonie, et auquel son rédacteur a donné le titre amusant de « la Guerre des ondes ». D'autres enquêtes, très coûteuses, telles qu'un reportage en avion dans toutes les capitales d'Europe, sont destinées à frapper l'attention et y réussissent.

— Ces enquêtes, continue M. Émile Rodet, sont faites par des rédacteurs attachés au *Nouveau Journal*. A cela s'ajoutent une Revue de la presse intitulée « A travers les journaux » ou « Chez les uns et chez les autres »; une rubrique hebdomadaire d'aéronautique intitulée « Gens et choses de l'air »; une rubrique hebdomadaire avec petite correspondance sur les questions militaires, et enfin une chronique financière hebdomadaire. Il faut aussi retenir les renseignements commerciaux et agricoles et un tableau financier de la Bourse particulièrement abondant et complet.

Le Nouveau Journal tire, bien entendu, afin de servir les différents départements où il étend son rayonnement (Jura, Ain, Saône-et-Loire, Savoie, Haute-Savoie, Isère, Drôme, Vaucluse, Ardèche, Haute-Loire, Loire et Rhône), plusieurs éditions dont le nombre varie selon les modifications des horaires

de chemin de fer. Elles sont actuellement au nombre de huit.

Comme j'allais prendre congé, l'abbé Bailly m'entraîna dans la salle des rotatives et me dit en me montrant une vaste plate-forme bétonnée, toute nue :

— Nous allons monter là, sous peu, une rotative capable de tirer un journal à 16 et 32 pages...

Le Nouveau Journal a de l'ambition. Il me fait songer qu'à mon passage à New-York j'avais toujours envie de louer un *boy* nègre pour porter les journaux du samedi qui tiraient déjà à 92 pages.

Rue de la République, au numéro 71, j'avise un hall de publicité : *Nouveau Journal*. C'est là qu'en plein centre le public est attiré par une exposition permanente de clichés photographiques, de résultats sportifs, et par un auditorium de musique par T. S. F. ou phonographe, suivant l'heure.

Atteindre le lecteur par tous les moyens, l'obliger à se féliciter d'avoir en mains le journal le mieux informé et le plus éclairé, voilà ce que la presse lyonnaise tente chaque jour de faire, consciente de ses devoirs dans une des régions les plus laborieuses et les plus productives de France.

André Demaison.

(A suivre.)

POÉSIES

LES REGISTRES DE LA PAROISSE

Comme postillons, voyageurs,
Soldats, chasseurs qui vont songeurs.
Les registres de la paroisse,
En temps de guerre, en temps de paix.
Que la race augmente ou décroisse,
Marchent, bottés de cuir épais.

Étrange marche, étranges bottes;
Par des chemins qu'on ne voit pas,
Les pans de leurs longues capotes
Étouffant le bruit de leurs pas.

Larges dos noirs, tranches garance,
Immobiles en apparence,
Au bord des rayons poussiéreux,
Contre le vent, têtes courbées,
Ils font de grandes enjambées,
Face à la Mort qui vient sur eux.

***

Papiers jaunis des Intendances,
Écussonnés de fleurs-de-lis,
Attestez, dans mes ascendances,
De quelles rares concordances :
Honneur, travail, soucis, prudences,
Amours et jeux, chansons et danses;
Je suis l'arrière-petit-fils.

Cloches des glas et des baptêmes,
Un fondeur vous change en canons ;
Ossements, vous passez vous-mêmes ;
Mais un cahier garde vos noms,
Paraphés d'une encre rouillée,
Disparus, de qui nous tenons
La vie et notre âme embrouillée.

I

Ce hameau bocager tapi dans la rosée,
Face aux tours de Cognac, vis-à-vis la croisée
Qu'ornent la salamandre et l'écu des Valois,
C'est mon fief : là les miens rassemblaient sous leurs lois,
Sonnant du cor rustique au fond des vieilles pluies,
Les porcelets pendus aux tétines des truies.
Bas faubourg hors des murs, le lieu se nomme Crouin (1).
Apre son tout pareil au bruit qui sort d'un groin,
Et que seul, nasillard, l'accent du crû sait rendre.
Tel il est, trivial, tel il faut bien le prendre.
Un nom sans euphonie a parfois sa grandeur.
Pour celui-ci, la sienne est dans sa forte odeur,
Dans ses exhalaisons de terreaux, de fumures,
D'humus noir pourrissant sous d'épaisses ramures.
C'est pourquoi, bourg de Crouin, je t'inscris dans ces vers,
Avec l'ombre qui dort au pied des chênes verts,
Ou plutôt qui dormait, car l'ombre aussi s'efface.
L'obscurité sylvestre où pâturaient nos porcs
A rejoint les soleils des printemps qui sont morts.
Bourg de Crouin suit le monde et tout change de face.

II

Premier juin dix-neuf cent vingt-neuf,
Étant à Cognac de passage,
Allant vers Crouin, sur le pont neuf,
J'ai reçu des morts ce message :

« Nous, serfs par la grâce de Dieu,
Nous avons vécu dans ce lieu,

(1) La prononciation locale est Croin.

Ayant pour épée un épieu.
Jamais léopard ni licorne,
Tenant sous sa patte un blason,
Ne désigna notre maison.
Notre humble vie eût été morne
Si la marguerite à foison
Ne nous eût ri dans le gazon.
Chacun son génie et sa borne :
Au preux Roland sied l'olifant
Taillé dans la dent d'éléphant,
Car un baron peut, mon enfant,
Vaincu, se dire triomphant,
Mais notre geste, à nous, ne s'orne
D'aucune phrase qui flagorne :
Nous avons soufflé dans la corne.

Laissant aux rois leurs hallalis,
Au point du jour quittant nos lits,
Nous lancions vers les prés pâlis
Deux ou trois appels monotones.
O sons perdus, ensevelis
Sous les feuilles de tant d'automnes !

Rejeton du chêne abattu,
Enfant, enfant, ne pourrais-tu,
De nos terriennes harmonies
Retrouver l'âpre accent têtu
Par delà les saisons finies ?

Hélas ! hélas ! le temps est loin
De ces fanfares enrouées.
Où sont les bals du port de Crouin ?
Où sont nos sommeils dans le foin ?
Baisers donnés, bières clouées,
Nos ritournelles sont jouées.

Pourtant, mon fils, écoute en toi.
Quand sur ton âme tu te penches,
N'entends-tu rien, dans tes nuits blanches ?
D'abord, l'écho de quelque aboi,
Puis un grand souffle sous les branches

Et les pas obscurs d'un troupeau ?...
Ah ! la sueur germe à ta peau !
De tous côtés, dans tout ton être,
Nous avançons, nous surgissons,
Sautant par-dessus les buissons.
Enfin, les sons, les chers vieux sons
Qu'on a crus morts, vont-ils renaître ? »

III

Aïeux, d'un vil troupeau farouches magistrats,
Rudes comme la soie aux ventres des verrats,
Vous dont ce fut l'honneur de maintenir sans cesse
Un bétail indocile en un champ limité,
Vos femmes, sur les seuils, étalant leur grossesse,
Étaient belles à voir dans leur difformité.
L'une avait nom Jacquette et l'autre Mathurine.
Toutes, la croupe large et les seins opulents,
Debout avant le jour, pétrissaient la farine,
Puis, sous un jet glacé, tendaient leurs bras brûlants.
L'amoureuse le soir regardait la fenêtre,
Et, pendant que les vieux radotaient dans leur coin,
Quelque choc en son cœur l'aidait à reconnaître
Dans les rumeurs des bois un son de trompe au loin.

IV

Frères Le Nain, maître Chardin,
Si j'avais votre exactitude,
De Mariette en son jardin
Je ferais une longue étude ;

Oui, longue, où je m'enfoncerais
Dans les couleurs et dans les lignes,
Comme un chasseur dans les forêts,
Comme un vendangeur dans les vignes

Je n'embellirais rien. Pourtant,
Marie et l'orme centenaire,
Tout serait chantant, éclatant
D'une joie extraordinaire.

Nul mensonge, un tranquille aveu
De quelque ancienne et lente usure,
Jusqu'en ce toit qui penche un peu,
Jusqu'en la trame de la bure.

Il n'était lors objet commun
Qui ne fût beau dans sa misère,
Tout meuble étant comme quelqu'un
Dont la présence est nécessaire.

A force d'amour, de souci,
Par un triomphe du scrupule,
J'accéderais au monde aussi
Dont le nôtre est le vestibule.

Du bandeau d'or que devenait,
Dans le halo d'une chandelle,
La batiste de son bonnet
Je peindrais l'image fidèle;

Et, sur ce masque souriant,
Tout empourpré par l'humble flamme,
Luirait, comme un autre orient,
L'éternité promise à l'âme.

V

Lorsque je vous connus, lorsque je vous aimai,
Rien en vous n'était plus de votre mois de mai;
Aïeules, vous touchiez au terme où tout dévie
Vers la chute profonde ou vers quelque autre vie.
Comme l'algue qui flotte au bord des entonnoirs,
Déjà, vous approchiez des spires tournoyantes,

Sans révolte, sans peur, chères âmes croyantes.
Nobles, comme exhaussés par de grands bonnets noirs,
Vos fronts jaunis des ans attestaient les injures,
Tel un papier très fin qui montre ses vergeures.
Vos mains, pour rendre grâce aux destins accomplis,
Elles-mêmes semblaient, en d'innombrables plis,
Sourire faiblement comme vos lèvres grises.
Mais vos regards surtout me causaient des surprises :
Tout retraits, tout lointains, rompus et délicats
Comme le jour qui filtre au travers des micas.

Mes grand mères, pardon, je n'ai de vous qu'idées
En accord avec l'âge où vous fûtes ridées.
Je vous revois toujours comme, enfant, je vous vis,
Ainsi que deux portraits qui se font vis-à-vis,
Dans un salon grenat prisonniers sous un verre,
L'œil apparemment gai, profondément sévère.

Mais vous, cendres des corps dont j'ignore les noms,
De la chaîne où je pends vous les obscurs chaînons,
Compagnes des Porché dans les jours du servage,
Sur vous le Temps rongeur a cessé son ravage.
Comme un flot qui découvre un sable étincelant,
La Mort qui vous baignait s'est enfin retirée.
Vous revoici, chacune au bras de son galant,
Éternellement jeune et toujours désirée.

VI

« Laboureurs à charrue », ainsi,
Par leur grandesse héréditaire,
Désignait-on ceux que voici,
Lorsqu'ils venaient chez le notaire,
Le front ravagé de souci,
La langue forte pour se taire,
Grattant d'un ongle noir de terre
Le bord d'un vieux chapeau roussi.

Des artisans auxquels je touche
L'un de ces paysans fit souche.

C'était avant quatre-vingt neuf.
Frelon doré, dans l'Œil-de-bœuf,
Artois faisait son bruit de mouche
Mais la révolte était dans l'œuf.
« Liberté ! » le mot semblait neuf :
Tel un fruit vert surprend la bouche.

Le soir, dans les cendres crachant,
Le jour, dans leurs doigts se mouchant,
Nourris de rave et de laitue,
Ils allaient à pas de tortue,
D'un sillon sur l'autre marchant ;
Un fer qui brille en défrichant
Leur plaisant mieux qu'un fer qui tue,
On les voyait toujours bêchant,
L'échine à ce jeu courbatue ;
Ou bien, soufflant au coin d'un champ,
Sur les fonds pourpres du couchant,
Ils semblaient leur propre statue.

Humeur bizarre d'un sabot !
Quand, sous le faix d'un lourd fagot,
Il peine dans les terres grasses,
Du talon s'échappe un sanglot
Qui meurt étouffé sur ses traces.
Comme si tout le sang des races,

Par lui plaignait son triste lot;
Mais, quand ils sonnent sur les dalles
Des vieilles tombes féodales,
Les sabots des humbles faneurs
Ont de grands éclats ricaneurs.

VII

Donc, parmi ces mangeurs de soupe,
Chevauchant à cru leur bidet,
Coiffés de tricots dont la houppe
Sur leur épaule cascadait,

Il advint qu'un Porché cadet,
De force enrôlé dans la troupe,
Portât perruque en grosse étoupe
Et tunique blanche à godet.

Simple soldat d'infanterie
En quelque Royal-Angoumois,
Mis au piquet pendant des mois,
Il frottait sa buffleterie
Comme un valet dans l'écurie,
Pleurant sur la peau de chamois.

Puis venait enfin l'habitude,
Cette heure où, dans la servitude,
L'âme est égale à ses douleurs.
Puis, brusquement, d'autres souleurs :
Après la garde endimanchée,
Celle qu'on monte à la tranchée.
Ce que j'en dis n'est point couleurs
Comme il s'en voit sur la faïence,
Refrain bravache d'almanach,
Mais, en Saxe, en Palatinat,
Long tissu d'obscure vaillance,
Blessure à Rosbach, ou ailleurs,
Et, pour complaire aux dieux railleurs,
Mort de maladie à Mayence.

VIII

Mon grand père était charpentier,
Son père était dans la charpente.
J'ai trois quartiers de ce métier.
En remontant toujours la pente,
Je vois, au cours d'un siècle entier,
Rabots chanteurs sur le chantier,
Copeaux frisés dans la soupente.

Un trône ancien tombe à l'oubli,
Un conquérant partout galope,

Bientôt son règne est accompli,
Sans qu'ait cessé sur l'établi
Le sifflement de la varlope.

Dans les mois où les jours sont longs,
Douze ou treize heures par journée,
Le maître indiquait des aplombs
Sur la muraille charbonnée.
O plus fine que les sablons,
Poudre de bois, poudre dorée,
En toi les bruns devenaient blonds,
Ivres de sève évaporée!

Quand, sur la planche qu'il sciait,
Courbé, le maître officiait,
L'apprenti lui passait l'équerre,
Les talons joints, l'œil virginal,
Respectueux comme un vicaire
Qui sert la messe au cardinal.

La belle solive apparente
Fleurissait lors dans la Charente,
Et, pareille aux bons limoniers,
Centre et soutien d'un attelage,
La poutre où pendaient les carniers
Portait, infléchie avec l'âge,
Le poids du vent sur les greniers.

Frais parfum du bois qu'on écorce,
Rends-moi l'ardeur, rends-moi la force
Dont ces prud'hommes étaient pleins.
Lorsqu'oublieux de leur noblesse,
Fils de charpentiers, je me plains
Pour quelque écharde qui me blesse,
Fais-moi honte de ma faiblesse.

François Porché.

DANS L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

LA GUERRE A L'HISTOIRE

« Le véritable patriotisme n'est pas l'amour du sol, c'est l'amour du passé. » Ce mot de Fustel de Coulanges nous revenait à l'esprit en écoutant, à la dernière session du baccalauréat, les réponses des candidats soumis à notre juridiction. Si la pensée du grand historien est vraie, — et elle l'est, — quelles inquiétudes ne devons-nous pas avoir sur le patriotisme des générations qui viennent! Car l'on ne saurait aimer ce que l'on ignore, et elles ignorent tout du passé, même le plus récent.

En histoire, le programme du baccalauréat portait, cette année encore, pour la première partie, en ce qui concerne les jeunes filles et les anciens admissibles, sur la période allant de 1715 à 1815, et, pour la seconde partie, sur l'histoire contemporaine de 1815 au traité de Versailles.

L'on ne saurait accuser ces programmes de remonter au déluge, ni de demander aux jeunes gens des connaissances ridiculement inutiles. S'il était un reproche à leur adresser, ce serait plutôt celui d'être trop restreints. Songez qu'ils permettent d'être bachelier sans connaître rien de mouvements aussi considérables pour le développement de la civilisation humaine que la Réforme et la Renaissance. Un jeune Français est par eux estimé avoir une culture d'esprit suffisante, — puisque aussi bien l'enseignement secondaire que couronne le baccalauréat est un enseignement de culture, — en ignorant tout de cette grande époque française que fut le XIII^e^ siècle, le siècle

des cathédrales. Bien plus, il lui est tout loisible de n'avoir aucune connaissance de cette autre période d'épanouissement français, plus éclatante encore que la première, et qui est le siècle de Louis XIV.

Les exigences ne sauraient donc être jugées excessives. Et cependant, à quelques exceptions près, les réponses sont restées lamentables.

Les questions posées étaient-elles donc de nature à dérouter des esprits de seize à dix-sept ans? Nous en faisons nos lecteurs juges. Les voici, telles que nous les trouvons dans nos feuilles d'interrogation. Tout d'abord, pour le programme de Première :

La Régence. — Le gouvernement personnel de Louis XV. — L'opposition parlementaire sous Louis XV. — Louis XVI. — Turgot. — Les essais de réforme sous Louis XVI. — La politique extérieure de Louis XV. — La perte des colonies françaises au XVIII^e siècle. — La guerre d'indépendance américaine. — La Russie au XVIII^e siècle. — Frédéric II. — La peinture française au XVIII^e siècle. — Le mouvement philosophique au XVIII^e siècle. — Les causes de la Révolution. — La France en 1789. — Les États généraux jusqu'au 14 juillet. — La Constitution civile du clergé. — La Constitution de 1791. — L'Assemblée législative. — La Convention. — Le premier Comité de Salut public. — La France en juillet 1793. — Le deuxième Comité de Salut public. — L'organisation du gouvernement révolutionnaire. — Le Directoire. — Le Consulat. — La lutte contre l'Europe de 1792 à 1795. — La Paix d'Amiens et sa rupture. — La troisième coalition (Austerlitz). — Le Blocus continental. — La cinquième coalition (Wagram). — La guerre d'Espagne. — La Campagne de France. — Les deux traités de Paris. — Le Congrès de Vienne. — Les Cent jours. — L'art sous la Révolution et l'Empire.

On voit quel est l'esprit qui a présidé au choix de ces questions.

Nous n'en avons voulu poser que de fort simples, pour lesquelles l'ignorance ne fût pas tolérable chez un jeune homme ayant fait des études secondaires sérieuses, et qui sera, une année plus tard, susceptible de suivre les cours de la Faculté de droit ou de la Faculté des lettres.

Si, parmi les sujets proposés, il en est qui paraissent un

peu délicats, comme la Constitution civile du clergé (si importante à connaître, toutefois, pour comprendre la Révolution), ou l'opposition parlementaire sous Louis XV, c'est que le livret scolaire du candidat était excellent, et que nous avons voulu qu'il bénéficiât de son effort en méritant une note élevée. C'est d'ailleurs ce qui s'est produit le plus souvent.

Nos questions furent donc, à de rares exceptions près, élémentaires. Elles portèrent, avant tout, sur l'histoire de la France, alors que le programme fait une place, légitime, aux autres nations de l'Europe. Nous n'avons pas interrogé par exemple sur la politique orientale, ni sur les partages de la Pologne, malgré l'importance de ces événements pour notre propre histoire. Le redressement français de l'an II eût-il été possible, sans les compétitions soulevées entre les envahisseurs par le deuxième partage de la Pologne ? Nous n'avons point, non plus, interrogé sur Marie-Thérèse, ni sur Joseph II. Et cependant, quelle leçon, pour de jeunes esprits, que la réussite de l'une qui entend ne froisser en rien les habitudes des peuples, et l'échec de l'autre qui, sans se préoccuper de ces contingences, veut établir « le règne de la philosophie » ! « Ici repose un prince dont les intentions étaient pures, mais qui eut le malheur de voir échouer tous ses projets. » Ses réformes aussi gisaient sous la pierre, ou plutôt elles ne survivaient plus que dans les révoltes qu'elles avaient soulevées.

* * *

En dépit des précautions prises pour obtenir des réponses acceptables, le plus souvent, elles ont été lamentables.

Quelle que soit la question, neuf fois sur dix, elle est ignorée. On ignore que la France, à la mort de Louis XIV, avait le plus bel empire colonial du monde, — l'Espagne exceptée. On ne sait pas davantage dans quelles circonstances cet empire fut perdu. L'erreur qui a consisté à s'enfoncer, durant vingt-trois ans, de 1740 à 1763, dans l'imbroglio des compétitions continentales, sans but précis, tandis que l'Angleterre conquérait sa place dans le monde à nos dépens, cette erreur aucun de ces jeunes Français ne semble la soupçonner. Et cependant, de quelle importance n'a-t-elle pas été dans notre histoire ! Quelles difficultés ne nous seraient pas épargnées aujourd'hui, si Nouvelle-France et Louisiane, — c'est-

à-dire, outre le Canada, tous les États-Unis à l'ouest des Alleghanys, — étaient de population et de civilisation françaises!

A propos du Canada, tel candidat nous répond que sa capitale était Yorktown!!! Il n'a jamais entendu parler de Montcalm, pas plus que tel autre, à propos de l'Inde, n'a entendu prononcer le nom de Dupleix.

Le bicentenaire de la naissance de Suffren est tombé le 17 juillet dernier. Tous les journaux ont été pleins de ses exploits... Personne, parmi les futurs bacheliers, n'a pu nous dire qui il était, ni ce qu'il avait fait. Et c'est l'un des plus grands marins que nous ayons eus!

Le XVIII^e^ siècle est, par excellence, un siècle d'art français. Art charmant d'ailleurs, d'un peuple heureux, qui n'avait plus de préoccupations sur sa sécurité. L'Allemagne, — sa voisine rhénane, — était divisée en quatre cents États. *O fortunatos nimium!* Aucun lien dynastique n'unissait plus cette voisine à l'Espagne, devenue notre alliée, d'ennemie qu'elle avait été si longtemps. Les Français d'alors eurent vraiment toute liberté d'esprit pour jouir de la douceur de vivre. Ils se complurent dans les images riantes : fêtes galantes, scènes mythologiques où des Vénus et des Jupiters peu solennels se rassemblent en groupes harmonieux, parmi les guirlandes de fleurs et d'amours joufflus, sous un azur d'opéra. Art dont nous ne sommes pas près, hélas! de revoir l'équivalent. Sa grâce spirituelle, sa gaieté fraîche et délicate lui avaient conquis l'Europe. Ce XVIII^e^ siècle fut vraiment le siècle français, non seulement par la souveraineté de nos écrivains et de notre langue, mais aussi par celle de nos artistes.

Eh bien! de ces artistes nos rhétoriciens et nos rhétoriciennes ne peuvent dire un mot. Ce jeune garçon ne connaît, comme peintres du XVIII^e^ siècle, que Lesueur et Le Lorrain. Cette jeune fille ne paraît pas même savoir le nom de Watteau ou de Boucher.

— Vous n'êtes donc jamais allée au Louvre?

— Au Louvre?

N'insistons pas.

Pour la Révolution, on s'imagine que 1793, c'est le Consulat. — Non! c'est la campagne d'Égypte. — Non! c'est l'année de Waterloo!...

Personne, malgré les méfaits de l'inflation toute récente, ne peut nous parler des assignats; personne ne connaît la question financière en 1789, l'aggravation du déficit par la Révolution, — faite pour lui porter remède, — ni l'organisation du gouvernement révolutionnaire. Ces quelque vingt mille sociétés populaires dont Lénine s'est inspiré pour former ses « soviets », personne n'en soupçonne l'existence. D'autres, aujourd'hui, peuvent essayer de ressusciter le régime. La première expérience, — combien sanglante pourtant! — ne profitera pas plus que si elle n'avait jamais été.

On ne sait rien non plus sur la déclaration de guerre du 20 avril 1792, qui fut l'origine de la plus terrible période de luttes sanglantes qu'ait connue l'Europe avant la Grande Guerre, et ne devait se terminer que sur le champ de bataille de Waterloo. Encore moins sait-on que cette déclaration de guerre est le fait du gouvernement français, où tout le monde voulait le conflit, la Cour, parce qu'elle espérait la défaite, les révolutionnaires, parce qu'ils escomptaient une victoire qui consoliderait le régime nouveau. Et les faits essentiels de cette lutte ne sont pas plus connus, aussi bien Valmy que Jemmapes, Fleurus, Arcole ou Rivoli. Aucune des grandes dates lumineuses de cette épopée française ne dit rien à ces jeunes Français.

Étant de passage, naguère, à Léopol, nos amis Polonais eurent la délicate attention de donner, en l'honneur du groupe français dont nous faisions partie, une représentation de gala dans leur Opéra qui est somptueux. La *Marseillaise* jouée, le rideau se leva sur... *l'Aiglon*. Touchante surprise qui nous émut aux larmes. Or, ici, nous avons vu tels candidats bacheliers être éberlués, quand on leur demande s'ils ont entendu parler de la victoire de Wagram.

Même si l'on estime que ces longues guerres furent pour nous un désastre; que la Révolution, puis Napoléon renouvelèrent ici l'erreur déjà commise sous Louis XV d'engager toutes les ressources de la France dans une lutte continentale sans issue, tandis que notre domaine d'au delà des mers nous était ravi une fois de plus, il n'en reste pas moins que ces vingt-trois années de luttes épiques ont enrichi notre histoire d'une gloire incomparable; qu'à New-York et à Tokio, sur les bords du Rhin ou ceux de la Vistule, si nous sommes la nation de Pas-

teur et de Hugo, nous sommes aussi celle de Napoléon. Il fait partie de notre patrimoine national. Il est douloureux de voir de jeunes Français ignorer jusqu'aux plus importantes péripéties du drame dont il fut le héros.

Quant aux deux traités de Paris qui ont terminé l'épopée, on n'en sait rigoureusement rien. Et ceci est particulièrement grave. Le second, en effet, de ces traités, celui du 20 novembre 1815, pèse encore lourdement sur nous. Il a démantelé notre frontière de Lorraine et d'Alsace, non seulement en nous enlevant Sarrelouis et Landau que nous avait laissés le premier, mais encore en nous imposant le tracé le plus défavorable qui soit au point de vue militaire. Aujourd'hui où la question de notre sécurité nous angoisse, nous ne pouvons nous empêcher de regretter qu'en 1919, nos négociateurs n'aient pas tout au moins obtenu le rétablissement du tracé de 1814. Mais comment aurait-on pu susciter un mouvement d'opinion en faveur de cette revision, si la majorité de l'élite cultivée ne soupçonnait même pas l'existence de la question?

Ce traité est intéressant, pour un Français, encore à un autre titre.

Il nous avait grevés d'une indemnité de guerre très forte pour l'époque : sept cents millions; indemnité d'autant plus lourde que s'y joignaient les sommes nécessaires à l'entretien des troupes d'occupation et au désintéressement des étrangers, victimes des hostilités. Remarquez que les puissances alliées ne s'entendaient pas plus après la victoire en 1815 qu'en 1919. La France était au moins aussi épuisée que l'Allemagne, lors du traité de Versailles. Et cependant les Alliés se sont fait payer. Comment s'y sont-ils pris? D'abord, ils ont précisé la somme réclamée dans le texte même du traité de paix. Ils ont ensuite fixé un terme précis pour le règlement, et un terme court : cinq ans. Enfin, comme la somme leur paraissait trop considérable pour être payée par versements massifs, ils ont décidé de la faire régler « à la petite journée », comme ces commerçants qui font acquiter les achats trop lourds pour les ménages modestes, au moyen d'abonnements à tant par mois. Les Alliés divisèrent donc sept cents millions par le nombre de jours contenus dans cinq années. Ils obtinrent ainsi le chiffre de trois cent quatre-vingt-cinq mille six cent soixante-quinze francs, que chaque jour leur receveur venait exiger du trésor français. Souvent,

nos ministres des Finances, le baron Louis ou Corvetto, durent faire aller chercher auprès des recettes particulières de Paris les fonds recueillis dans la journée pour parfaire la somme à verser à l'agent des Alliés. D'ailleurs, un titre de rente de sept millions, toujours immédiatement négociable et devant être maintenu à sept millions, garantissait la régularité des paiements.

Voilà, certes, un instrument diplomatique dont la connaissance ne devrait pas être négligée dans les classes, un précédent historique utile à méditer.

Nous avons eu beau multiplier les tentatives, essayer de trouver un candidat qui le connût; aucune réponse n'est venue.

Pour la seconde partie (philosophie-mathématiques), notre chance n'a pas été meilleure. Nous avons cependant suivi, dans nos interrogations, les mêmes principes que pour la première partie : ne poser que des questions élémentaires sur des notions qu'il n'est pas permis d'ignorer.

En voici d'ailleurs la liste :

La seconde Restauration. — La Révolution de 1830. — Louis-Philippe. — La République de 1848. — Les ateliers nationaux. — Le coup d'État du 2 décembre 1851. — L'Empire autoritaire. — L'Empire libéral. — Cavour. — Bismarck. — L'unité italienne. — La question romaine. — L'unité allemande. — La guerre de 1870. — La réforme électorale en Angleterre. — La question d'Irlande. — L'indépendance hellénique. — Méhémet-Ali. — La guerre de Crimée et le Congrès de Paris. — La présidence d'Ad. Thiers. — La Constitution de 1875. — La France (politique intérieure) de 1875 à 1889. — L'art en France au XIX^e^ siècle. — La politique coloniale de la France sous la troisième République. — L'alliance franco-russe. — La politique extérieure de la France de 1898 à 1914. — L'Allemagne depuis 1871. — La première guerre balkanique et le Congrès de Berlin. — La question d'Orient de 1878 à 1914. — Les causes de la Grande Guerre.

Nous avons fait quelques tentatives d'interrogation sur la Grande Guerre elle-même. Nous avons dû rapidement y renoncer, si extraordinaire que cela paraisse.

Les questions que nous avons le plus souvent posées ont

porté sur la guerre de 1870 et l'histoire de la troisième République, en particulier sur la Constitution de 1875. Il nous a paru important que des jeunes gens ayant fait des études jusqu'à dix-sept ou dix-huit ans, connussent au moins les institutions sous lesquelles ils vivent, et aussi l'épreuve douloureuse de 1870 qui a dominé la vie de leur pays pendant un demi-siècle.

Nous n'avons eu, pour ainsi parler, aucune réponse satisfaisante. En revanche, nous avons entendu les assertions les plus étranges.

« Qui fut nommé chef du pouvoir exécutif en février 1871? » Réponse : le maréchal Cavaignac.

Celui-ci croit que nous n'avons qu'une Chambre, cet autre que les ministres sont responsables devant le Président de la République. Frœschviller, Sedan sont des mots qui n'éveillent rien dans les esprits. Faidherbe, Chanzy? Quels hommes désignent ces noms? On ne sait. Gambetta lui-même est inconnu.

***

D'où provient une pareille ignorance, une ignorance si générale? Car notez que les bonnes réponses ne sont point excellentes, et sont rarissimes. Sur cent deux interrogations, nous n'avons pu donner que cinq notes égales ou supérieures à quinze, dont une seule approchant dix-huit.

Il n'y a pas là, de toute évidence, un effet du seul hasard. On n'a pas choisi les candidats qui nous ont été présentés. D'ailleurs, autant que nous pouvons savoir, nos confrères ont fait les mêmes constatations. Il ne saurait être question d'un fait accidentel.

Sans doute, l'histoire a été, à certains moments, sacrifiée dans l'enseignement des lycées et collèges. Il fut un temps même, au début du second Empire, où elle avait été rayée des études. Mais ce sont là, précisément, procédés de régimes de compression. Il ne saurait en être question directement ou indirectement dans un véritable régime de liberté.

L'ancien programme du baccalauréat, d'autre part, ne faisait pas de place à l'histoire dans l'examen écrit. Mais comme il n'en donnait qu'à la dissertation française et à la version latine, l'histoire ne pouvait se déclarer particulièrement défavorisée. Elle était placée sur le même rang que les langues vivantes ou les sciences. La réforme de 1902, déjà, lui porta

préjudice en l'oubliant, elle aussi, à l'écrit, alors que de nouvelles matières y trouvaient place.

Mais il est certain que le coup de grâce lui a été donné par les programmes de 1925.

Ici les épreuves écrites, — pour le baccalauréat de Première, — ne sont pas moins de cinq. C'est dire que toutes les matières sont l'objet de compositions écrites, soit dans les trois séries, soit dans une ou deux d'entre elles; toutes, sauf l'histoire, et sa compagne ordinaire, la géographie.

Et cela, alors que l'exposé des motifs du décret instituant ce nouveau régime dit expressément et à juste titre : *Il n'est pas de professeur qui n'ait constaté que les élèves donnent le principal de leurs soins et de leur effort aux matières qui sont sanctionnées au baccalauréat par une épreuve écrite.*

L'histoire n'étant pas au nombre de « ces matières sanctionnées par une épreuve écrite », c'est très évidemment que l'on n'a point voulu que les élèves donnassent une part du « principal de leurs soins et de leur effort » à cette méprisable discipline.

Et si l'on songe que, dans l'enseignement primaire, la place faite même à l'histoire de la France par nombre d'instituteurs est de plus en plus réduite; que les candidats aux bourses, — par conséquent élèves d'élite, — interrogés par nous-même au concours de cette année, n'ont pu répondre à des questions aussi simples que « Charlemagne », « Louis XIV » ou « la Convention », l'on est bien obligé de penser que l'on se trouve en présence d'un système.

Sous prétexte de donner aux jeunes Français une éducation en rapport avec la République universelle en gestation; sous prétexte de combattre le nationalisme, on entend supprimer l'histoire de l'enseignement secondaire, — et aussi primaire : l'âme du citoyen des temps nouveaux ne doit pas plonger ses racines spirituelles dans le passé.

Aberration dangereuse. En voulant atteindre le nationalisme, c'est le patriotisme même que l'on risque de mettre à mort. Le long effort des générations qui nous ont précédés sur cette terre pour former l'entité matérielle et morale qu'est la France, ce long et admirable effort se trouve méconnu. De l'ignorance à l'ingratitude, il n'y a qu'un pas.

L'on travaille à ce que ce grand et noble pays dont l'œuvre

pour l'humanité, ainsi que l'a dit Michelet, élèverait une pyramide « montant jusqu'au ciel », alors que celle des autres peuples « irait au genou d'un enfant », on travaille à ce que ce noble pays cesse d'être une nation. Et cependant, si l'on veut qu'il y ait « Société des nations », encore faut-il qu'il subsiste des « nations », et d'abord celle qui s'est dévouée pour le salut des autres. Le but est, non pas de les supprimer, mais de faire qu'elles s'entendent, au lieu de s'entre-massacrer. Et s'il est un pays où le patriotisme n'a jamais été exclusif, c'est bien cette terre accueillante et généreuse, assise au bord des océans, et où des quatre points de l'espace les souffles du ciel ont de tout temps apporté les parfums de l'âme humaine.

Qu'espère-t-on de cette rupture entre les générations présentes et celles du passé? Qu'espère-t-on de ce déchirement? Quelles générations fermées à toute idée de sacrifice va-t-on nous donner? Où trouveront-elles ce bien plus précieux que la vie même, — et qui est la fierté de vivre, — si elles ignorent l'effort grandiose à travers les âges de la collectivité humaine à laquelle elles ont l'honneur d'appartenir; si elles ne savent pas que, des Croisades aux soldats de l'An II et aux « poilus » de la Grande Guerre, la France est le pays qui fournit le plus lourd sacrifice d'existences humaines à la défense d'un noble idéal?

* * *

Et lorsqu'on examine de plus près les programmes fixés par le décret du 7 août 1927, les buts des auteurs, en ce qui concerne les études historiques, se précisent. Non seulement, elles sont les seules auxquelles ils ne font point de place dans les épreuves écrites, mais encore le peu qu'ils exigent des candidats, ils le limitent d'une façon significative.

Désormais, en effet, le programme de Première part de 1789. L'idéal de ceux qui entendaient faire commencer la France à la Révolution se trouve réalisé.

Les futurs étudiants en lettres ou en droit pouvaient, — au grand désespoir des professeurs de Faculté, — ignorer tout du XIII^e^ siècle ou de Louis XIV; ils pourront désormais plonger au fond de ce *tempus incognitum*, le XVIII^e^ siècle lui aussi.

La France ne date que de 1789.

Si vous vous promenez dans Paris, vous êtes priés de faire

abstraction de Notre-Dame, de la Sainte Chapelle, du Louvre, des Invalides et autres vestiges sans intérêt de siècles négligeables. Nous ne datons que de la Révolution. C'est d'ailleurs ce que l'on nous enseignait lorsque, enfant, nous fréquentions l'école communale.

Les temps désirés sont venus. La vérité s'épanouit pour l'enseignement « bourgeois » (c'est de l'enseignement secondaire qu'il s'agit) comme pour l'enseignement laïque et populaire.

* * *

Mais les récriminations ne servent de rien. Qu'il nous soit permis d'indiquer les remèdes que nous proposons.

Tout d'abord, nous demandons que, sur les cinq épreuves écrites imposées au baccalauréat de Première, une seule soit réservée à l'histoire.

— Vous sacrifierez donc une des épreuves existantes ?

— Il le faudra bien ; car l'on ne saurait demander six épreuves écrites à des adolescents, — et des adolescentes, — de seize à dix-sept ans. Il y a deux épreuves écrites pour chacune des trois séries : A (latin-grec), A' (latin sans grec), B (sciences-langues). Pourquoi ces deux épreuves ? Les sciences ne pourraient-elles se contenter d'une seule ? de l'épreuve de culture générale, c'est-à-dire de celle de mathématiques ? On se plaint, à juste raison, que les jeunes gens soient surmenés. La raison n'en est pas mystérieuse. On a entendu leur imposer à tous, sans distinction d'ailleurs, quatre heures de mathématiques et *quatre heures et demie de physique*. Que l'on réduise ces dernières à deux. Et que l'on supprime l'épreuve écrite. Une interrogation orale suffira.

— Mais les programmes ?

— Les programmes seront fixés suivant les horaires. L'on réservera *optique*, *magnétisme*, *chimie organique*, aux classes plus élevées, au lieu de prétendre les enseigner à des enfants de quinze à seize ans. L'enseignement ne saurait qu'y gagner.

Il va sans dire que, cette épreuve écrite d'histoire, nous la demandons également à la deuxième partie du baccalauréat (philosophie, mathématiques élémentaires). Aucune bonne raison ne saurait, ici, être objectée, l'examen n'étant pas surchargé : il ne comporte que trois compositions écrites.

Ainsi la France aura une élite cultivée ayant quelques lueurs sur le passé de la patrie. Ainsi nos professeurs d'enseignement supérieur, de droit ou de lettres, n'auront pas besoin de demander pour leurs étudiants une « année propédeutique » qui corrige leur insuffisante culture historique.

***

Enfin, il est inadmissible que, pour des jeunes gens cultivés, l'histoire de la France commence en 1789. Le remède est ici d'autant plus facile que le programme de Première (1789 à 1848) est relativement court. L'on pourrait, sans aucun inconvénient de surcharge, le faire précéder d'une revision très sommaire des grandes questions indispensables à connaître pour comprendre la vie de la France dans le passé : « *La Gaule indépendante et la Gaule romaine. — La formation de l'État français par les Capétiens. — Le XIII^e^ siècle. — Jeanne d'Arc. — La Renaissance et la Réforme. — La constitution des frontières actuelles au XVII^e^ siècle. — La civilisation française au XVIII^e^ siècle.* »

Programme de revision, fort sommaire, réduit à sept ou huit questions et *pour lequel les huit leçons du mois d'octobre suffiront*, mais programme essentiel, et qui permettra aux jeunes Français de comprendre, par une large synthèse, quelle a été la vie de leur pays jusqu'au moment où éclate la grande crise révolutionnaire.

On dira : « Vous surchargez les programmes au moment où chacun s'inquiète du surmenage. »

Nous répondrons que, bien loin de surcharger les programmes, nous les allégeons en supprimant une épreuve scientifique dont la préparation exige un effort considérable.

Nous demandons simplement que de jeunes Français cultivés ne soient pas ignorants des principales étapes parcourues par la collectivité nationale dont ils sont les héritiers, les bénéficiaires, et dont ils seront bientôt les responsables. Qu'ils sachent par quelle suite d'efforts soutenus et souvent douloureux, entre l'Océan, la Méditerranée, les Pyrénées et le Rhin, s'est formée et a grandi la collectivité française ; comment elle a brillé d'un merveilleux éclat dès le XIII^e^ siècle, dès l'époque où son Université de Paris et ses cours seigneuriales attiraient quiconque était ambitieux de savoir et de belles manières ;

comment, par les Croisades, elle porta le nom des Francs à travers l'Orient; comment elle dressa sous le ciel ces cathédrales qui sont la plus haute expression de la foi, de l'élan de l'âme humaine vers Dieu; comment elle répandit sa civilisation sur toutes les mers; par suite de quelles erreurs, elle perdit une première fois un vaste empire; de quel éclat brillèrent ses arts, sa littérature, et son activité scientifique au XVII^e^ et au XVIII^e^ siècle, avant la grande convulsion d'où devait sortir la France moderne; comment elle entreprit de diffuser à travers le monde les idées de liberté, d'égalité, de fraternité et ce qu'il lui en coûta d'or et de sang; comment, enfin, après les cruelles épreuves du XIX^e^ et du XX^e^ siècle, son nom, sa civilisation rayonnent sur la dixième partie des terres émergées, sur les rives de tous les océans, et sa langue demeure l'idiome préféré de tout homme épris de pensée et de culture humaine.

Voilà ce que nous voulons que sachent les nouvelles générations auxquelles nous passerons le flambeau, — et par suite aussi quels devoirs spéciaux impose la qualité de Français.

CHARLES DELVERT.

UNE ANGLAISE
PRISONNIÈRE DES AFGHANS

LADY SALE A CABOUL (1842)

Le 23 août dernier, l'Afghanistan célébrait, comme de coutume, son indépendance par de grandes fêtes qui se déroulèrent dans les faubourgs de Caboul. *L'Illustration* publiait une photographie, venue par avion, représentant le nouveau souverain, l'émir Habib-Oullah, en costume national, entouré des membres de son gouvernement.

Or, il y a exactement quatre-vingt-six ans, cette même *Revue* reproduisait, en première page, le portrait d'une Anglaise qui avait assisté à la sanglante révolte de Caboul et qui avait été prisonnière d'Akbar-Khan pendant de longs mois.

Le temps passe et l'histoire recommence. Aujourd'hui comme hier l'Afghanistan est la terre de prédilection des émeutes et des guerres civiles. A peine sont terminées les derniers discours, les dernières danses que déjà l'on annonce la marche sur Caboul du général rebelle Nadir-Khan et l'assassinat probable d'Habib-Oullah...

Un soir de novembre 1841 à Caboul. La foule tourne dans le Char Chouk, le Grand Bazar illuminé. Chaque boutique a sa lampe suspendue : ronde de points scintillants dans la nuit des voûtes à arcades. Ils sont tous là, les marchands de soies et d'étoffes brodées, les graveurs de cachets et les harnacheurs, les fabricants de boucliers en rhinocéros, les peintres, les cui-

siniers qui apprêtent en hâte les fameux *Kabobs*, les viandes travaillées, — célébrités de Caboul, — les boulangers qui appliquent encore les galettes contre les parois du four assiégé par une horde de retardataires. Partout la bataille de la lumière contre l'ombre rend les couleurs plus vivantes, l'obscurité plus morte. Mais voici le quartier des orfèvres où la flamme accroche au passage les gemmes des anneaux massifs et les filigranes d'or, et celui des cordonniers et des selliers où éclate la symphonie des cuirs rouges et fauves. Et surtout, voici le quartier merveilleux où Caboul, la ville aux mille fruits, étale, empile, écrase les trésors des innombrables vergers d'alentour. Caboul, la cité des raisins, où six mois de l'année flottent dans les ruelles l'odeur des vendanges et l'ivresse des pressoirs. La marée montante des grappes déferle sur le marché. Les petits enfants nust aux joues si vermillonnées qu'on les croirait peintes, les chiens errants, les bestiaux eux-mêmes, gonflés, repus, gavés, piétinent les grains mûrs. Et de la terre monte l'âcre odeur des ferments.

Sans doute, les marchands de *falodeh* n'offrent plus la gelée rafraîchissante où fondent la neige et le suc des fruits, et les crieurs de rhubarbe sauvage n'importunent plus les amateurs avec leurs voix aiguës. L'été agonise. Mais autour des montagnes de noix fraîches, de grenades sans pépins et de poires de Samarkand dansent les flots toujours plus pressés des acheteurs. Le voyageur Elphinstone n'écrivait-il pas déjà de Caboul que « le fruit y était plus commun que le pain » ?

Pourtant, ce soir, le quartier des armuriers attire visiblement le peuple. Fascination des poignards et des dagues agitées par quelque augure à barbe noire qui fait l'article. Mais une sorte de remous secoue les spectateurs. Un chuchotement court, grossit, s'éteint, disparaît. Que se passe-t-il donc ? Rien. A l'étage où gîtent les marchands, une femme se penche, blanche forme strictement voilée ; elle distingue au loin l'immense turban d'un mollah Les épaules drapées d'un fichu bleu, un bâton à la main, un gros livre de lois sous le bras, suivi de maigres disciples, il rentre d'une expédition pieuse. A son approche, les rangs s'écartent. Vraiment, il y a quelque chose d'étrange. Voici qu'un homme accourt, culottes bouffantes, chemise à larges manches, bonnet à la uhlan en brocart d'or et visière noire. Qu'est-ce qu'il dit ? Akbar-Khan marche sur Caboul ? Akbar-Khan, dont le père fut chassé jadis du trône,

par les Anglais, au profit d'un Afghan plus soumis et plus sûr. Et dans le vieux marché l'émeute gronde sourdement. Et puis, tout s'apaise.

Les dernières lampes brûlent. En dehors des murailles, le camp anglais silencieux repose dans les ténèbres. Peu à peu meurent les dernières rumeurs. Les forteresses jumelles de Bala-Hissar dressées sur leur colline rocailleuse se distinguent à peine. Un chien passe sur le petit pont appelé Poul-Mesten. Ainsi Caboul s'endort à la veille de la révolution.

Au matin, trois cents insurgés assiègent la maison d'un Anglais, Sir Alexandre Burnes, et le tuent ainsi que plusieurs officiers, ses hôtes. Le toit flambe. Certes, l'heure est favorable à la rébellion. Le général Elphinstone, commandant les forces anglaises, a envoyé, le 12 octobre, le major général Sir Robert Sale, à la tête d'une brigade pour forcer les défilés de Khourd-Caboul assurant les communications avec l'Inde, défilés que les chefs Ghildjis, malgré une convention largement payée, ont fermés. Il est sans nouvelles certaines de l'expédition et n'a pris aucune mesure en vue d'une attaque brusquée. Akbar-Khan a la haine tenace et dure. A Caboul, la bataille de rues fait rage. Chaque porte est une embuscade, chaque fenêtre un guet-apens. Elphinstone, assez inquiet de la tournure que prend le combat, ordonne la retraite des troupes dans leurs cantonnements. « Ces cantonnements dont l'emplacement avait été choisi, écrivait avec rigueur l'*Annual Register* de 1842, comme un défi au bon sens et à la prudence la plus élémentaire. » Murs croulants, avant-postes isolés par la rivière de Caboul, vivres et munitions enfermés dans un fort désaffecté impossible à défendre. Il semble que le général en chef ait perdu la tête devant l'invasion du camp par des milliers de réfugiés, parmi lesquels se trouvaient la femme, la fille et le gendre du général Sale.

Une émeute à Caboul. La chose est ordinaire. Et qui saurait s'en étonner ? Il y a en effet des coins de terre destinés à être des zones d'influence. Poste de vigie, carrefour de races, sentinelle de civilisation, l'Afghanistan, dans sa forteresse de montagne et ses remparts de roc, menaçant à la fois les routes de la Perse et les frontières de l'Inde, devait fatalement devenir le champ clos où s'affronteraient les ambitions des puissances asiatiques, la Grande-Bretagne et la Russie.

Les premiers voyageurs anglais, un Forster à la fin du XVIII^e^ siècle, puis, un Elphinstone, au temps des projets orientaux de Napoléon, plus tard encore, un Burnes, contrecarrant les intrigues des agents du Tsar, avaient été jusqu'à Peschawer, et jusqu'au cœur même du mystérieux pays afghan. Ils avaient tous écrit leur journal de route, naturellement : Elphinstone, rappelant que « les pluies qui tombent par intermittence en Angleterre (est-il de très bonne foi?) sont inconnues dans la plupart des contrées asiatiques » ; Burnes, célébrant le goût exquis des fruits de Caboul et l'immoralité de ses femmes.

Depuis très longtemps, le gouverneur général de l'Inde avait pris l'habitude de s'intéresser passionnément aux affaires intérieures de l'Afghanistan : remplaçant les monarques comme des vêtements hors d'usage, imposant des prétendants à l'échine plus souple, tel ce Shah-Shoojah, contre lequel Akbar-Khan s'est levé. Mais s'il n'a pas l'esprit national, l'Afghan a la nostalgie de l'indépendance. En politique, comme en affaires, il applique ses deux préceptes favoris : « Chacun mange le produit de la terre qui lui appartient » et celui-ci, plus exclusif encore : « Personne n'a rien de commun avec son voisin. » Alors, quand le joug anglais paraît trop pesant, la révolte menace. Tout à coup, les bouches hurlent, les bras se lèvent sous l'afflux de la colère et de la haine imprudemment narguées. Les veines gonflées, noueuses, énormes; les muscles saillants, dans un sursaut tragique, font éclater les liens trop serrés.

Vraiment, le récit des journées de novembre 1841 à Caboul semble dater d'hier. En Orient surtout, rien ne change. Qu'il s'appelle Akbar-Khan ou Bakri-Sakao, qu'il soit héritier du souverain déchu ou dictateur jailli du sein même du peuple exaspéré, on peut aisément deviner la main qui élève ou renverse les marionnettes de parade et qui règle à sa guise l'intrigue politique. Seulement, parfois, le dénouement est inattendu. « Il y a un intérêt vital à ce que le prestige du nom anglais ne soit pas diminué aux Indes par quelques revers... » Or, 1842 est un désastre pour la Grande-Bretagne, un recul pour l'Europe, un avertissement pour l'Asie. Ce désastre a eu lady Sale pour témoin. Elle a eu l'audace de l'appeler par son nom : *A Journal of the disasters in Afghanistan*. Tel est, en effet, le titre du livre publié à Londres, en 1843. Qui donc pré-

tendait que le mot *disasters* était historiquement banni du vocabulaire britannique ?

Voici donc le camp anglais assiégé par les rebelles. Le Fort du Commissariat, réserve de vivres et de munitions, est perdu. La situation paraît désespérée. Sir William Macnaghten est chargé de négocier un armistice honorable. Il échoue et, le 11 décembre, le général Elphinstone, anéanti, doit signer la capitulation. Les Anglais se retireront sains et saufs aux Indes, mais ils évacueront tout l'Afghanistan et n'y rentreront pas. Cependant, Akbar-Khan, du fond de son cœur, sent monter toute la haine accumulée par les années d'humiliation. Il combattra sans quartier. Et il feint de reprendre les négociations pour permettre aux Anglais de rester jusqu'au printemps. Le 23 décembre, coup de théâtre : Macnaghten et Trevor, envoyés en parlementaires, sont abattus par derrière, leurs têtes envoyées à Caboul, leurs corps exposés aux insultes de la populace dans le Grand Bazar. Le général Elphinstone ne sent-il donc pas que ses troupes, ses cipayes, ses officiers et lui-même sont déjà condamnés? Il fournit des armes à l'ennemi. Il accepte de livrer tous ses canons, à l'exception de six, et de retraiter immédiatement. Après soixante jours de fusillade, d'assaut, de sorties vaines, après soixante jours de soif et de faim, le 6 janvier 1842, l'armée britannique sort du camp ravagé.

Lady Sale a vécu cette défaite avec angoisse, avec honte. Elle ignore tout de son mari, mais elle sait que, vivant, il n'aura pas mis bas les armes. Le ciel est clair, transparent et glacé, le soleil étincelant, sans chaleur, et partout la neige, la neige magnifique, éblouissante, inquiétante, monte comme un linceul sous les pas des chevaux. Une armée qui retraite? Non pas, une foule où frissonnent des enfants et des femmes, un peuple qui fuit... Cinq mille soldats à peine pour protéger cette horde en détresse que guettent la terre et le froid... Ils n'ont plus ni pain, ni thé, ni feu, ni tente. Toute la rigueur de l'hiver a brusquement fondu sur eux. Le lendemain, lorsque le soleil se lève, toujours aussi hostile, des hommes et des femmes continuent à dormir sur la terre gelée un sommeil que n'interrompent pas les coups de feu. Comme dans la retraite de Russie, l'armée, talonnée par un ennemi invisible,

s'émiette dans les solitudes neigeuses. Elle laisse une traînée de mourants qu'achèvent les longs couteaux des Ghildjis, un sillon de cadavres à demi dévorés par les bêtes rôdeuses. Des cipayes brûlent leurs vêtements pour réchauffer une dernière fois leurs mains à la joyeuse flamme.

Alors, Akbar-Khan reparaît. Les troupes anglaises vont s'engager dans les fameux défilés de Khourd-Caboul où le fleuve roule, étranglé entre des murailles à pic. Il offre une escorte et promet la sécurité. Le général Elphinstone, dont on ne sait s'il faut admirer davantage l'inconscience ou l'optimisme, remet trois de ses officiers, les capitaines Pottinger, Mackensie et Lawrence, en otages. Or, à peine aventurés dans la gorge, les soldats sont accueillis par une fusillade. Tragique guérilla! Chaque rocher cache un tireur. Toutes les crêtes sont gardées par l'ennemi. Des hommes tombent, des enfants hurlent, des femmes courent au bord des abîmes, comme des folles. Le gendre de lady Sale est blessé mortellement. Elle-même reçoit une balle dans l'épaule. Sa pelisse est percée de part en part. A la nuit, quand les malheureux veulent dresser les tentes, ils s'aperçoivent que cinq mille des leurs n'ont pas rejoint.

Enhardi, Akbar-Khan propose de prendre les enfants et les femmes sous sa protection et de les conduire en lieux sûrs. Il exige d'ailleurs, pour sauver les débris de l'armée anglaise, trois nouveaux otages dont le général en chef. Elphinstone n'a plus de canons, il renonce à la lutte. Lady Sale, sa fille et lady Macnaghten, veuve de l'officier assassiné, sont parmi les prisonniers.

Désormais le soldat anglais est la proie de l'Afghan. Celui-ci le traque, il le suit à la piste, le harcèle sans trêve et, brusquement, c'est la boucherie de Jugdulluk. Un seul survivant, le docteur Brydon, atteint Jellallabad et crie au monde l'effroyable désastre.

Or, Jellallabad est tenu par le général Sale depuis le 15 novembre. Exécutant fidèlement la consigne reçue, il a forcé les passes de Khourd-Caboul, où il a été blessé, et s'est emparé de la ville. Il s'est fortifié dans les murailles croulantes. En quelques jours, il a relevé les remparts, creusé des fossés, fortifié les portes, édifié des parapets. Déjà les insurgés bloquent la place. Et voici que les mauvaises nouvelles accourent comme des vols d'oiseaux redoutés. Le 13 janvier, le docteur Brydon

se traînant jusqu'à Jellallabad, dans l'épuisement et l'épouvante, apprend au général que l'armée de Caboul n'est plus et que lady Sale et sa fille sont aux mains du vainqueur. Le surlendemain, il connaît l'échec du major Wild dans les passes de Khaïber et la retraite des troupes venues des Indes pour dégager la ville. C'est alors qu'un chef afghan lui transmet l'ordre du général Elphinstone d'avoir à livrer la place et à évacuer le pays.

La vie crée des situations plus tragiques que les romans les mieux construits. Comment imaginer des nuits comparables à celles qu'a veillées le général Sale dans l'angoisse et le doute? Il sait qu'il ne peut compter sur personne. Il n'a aucun secours à attendre. Quelle est la valeur de l'ordre transmis par l'ennemi? Est-il volontaire ou imposé? Et, d'autre part, quelle confiance avoir dans Akbar-Khan, le massacreur sans honte des soldats dont il avait assuré la garde? La vie des prisonniers est entre ses propres mains, la vie de sa femme qu'il n'a pas revue depuis de longs mois, de sa fille déjà veuve. C'est alors que le mot patrie prend tout son sens. Le chef ne se sent pas le droit d'abandonner la forteresse qui est la clef des défilés de l'Afghanistan. Sa décision est prise, il tiendra.

L'histoire n'est qu'un perpétuel recommencement. Bien des années plus tard, pendant la campagne de Cilicie, un homme devait connaître la même torturante responsabilité. C'était au printemps de 1919 : le commandant Mesnil, qu'on a justement appelé le héros de Bozanti, assiégé dans la ville, apprenait que sa femme, infirmière de la Croix-Rouge, avait été faite prisonnière avec les ambulances. Les Turcs, espérant une reddition plus facile, avaient voulu la contraindre à intervenir. Elle avait refusé. Et au parlementaire, venu pour l'avertir, et peut-être pour le menacer, le commandant avait répondu : « Je suis ici par ordre. Je m'y défendrai. Je n'ai pas à m'occuper du reste... »

Lady Sale, cependant, enfermée a Tighree, au bord des riches vallées du Lughman, puis à Buddecabad, la forteresse imprenable, avait réussi à prévenir son mari. Elle était vivante et le suppliait de défendre Jellallabad jusqu'au bout, sans souci de sa sécurité, car elle préférait la mort au déshonneur. Les jours étaient lents pour les malheureux captifs retranchés du monde. Il y avait là le général Elphinstone, malade et sombre

et qui ne devait pas reposer en terre chrétienne, les officiers livrés en otages, des enfants, des femmes et le petit chat de lady Macnaghten. Ils se demandent avec anxiété si l'insurrection triomphe ou si la Grande-Bretagne a repris la campagne. Le 11 avril, ils sont brutalement transférés à Zanduh, et entassés au nombre de trente-quatre, pêle-mêle, dans une chambre de vingt mètres carrés. Un soir, un lointain grondement retentit. Canons anglais ou canons pris par l'ennemi? On se bat là-bas... Ils tendent désespérément l'oreille. Le bruit reprend plus proche. Et, de nouveau, c'est le silence des campagnes endormies.

Les Anglais ne sont cependant pas restés inactifs. Jellallabad résiste toujours, malgré un tremblement de terre qui a détruit tous les ouvrages de défense. « Cela tient du roman, écrit le général Sale, nous avons ressenti cent secousses en moins d'un mois. » Et Akbar-Khan en personne est venu attaquer la ville. Le gouverneur général des Indes rappelé, lord Ellenborough, à peine débarqué, a donné au général Nicholls, commandant en chef des troupes britanniques, l'ordre de concentrer ses forces vers Peschawer. Le major Wild est rejoint par le général Pollock qui va essayer de dégager Jellallabad. Mais il doit forcer les fameuses passes de Khaïber, dont vingt-deux milles sur vingt-huit sont réputés infranchissables. « Le sentier serpente au-dessus d'un effroyable précipice, dans le genre des galeries qui traversent le Simplon. » Le 5 avril, à trois heures et demie du matin, le général Pollock, qui n'a reçu que la moitié de ses effectifs et qui ne dispose que de 4000 hommes, commence la marche en avant. Deux colonnes volantes escaladent les crêtes. « C'est le premier exemple dans l'histoire, écrit fièrement l'*Annual Register*, qu'une armée ait frayé sa route à travers les terribles défilés. Nadir-Shah lui-même, le grand Persan conquérant des Indes, dut acheter le passage. »

Or, le jour même où les troupes de Pollock prenaient l'offensive, les espions du camp afghan rapportaient dans Jellallabad la nouvelle que l'armée anglaise en déroute retraitait vers Peschawer. Le général, incrédule, hochait la tête. Mais bientôt des salves d'artillerie retentissaient, de grands feux de joie trouaient les ténèbres. Le camp ennemi fêtait la victoire. Alors Sale ordonnait l'attaque suprême. A l'aube, toute la garnison, divisée en trois colonnes, se ruait sur le camp. Akbar-

Khan, abandonnant les étendards de sa cavalerie, les canons livrés par le général Elphinstone, son matériel de guerre, levait le siège. Le 15 avril, les soldats de Pollock arrivaient devant Jellallabad.

La dysenterie et la fièvre retenaient l'armée jusqu'au milieu d'août. Akbar-Khan a essayé de négocier l'échange de ses otages. Pour toute réponse, les Anglais ont repris l'offensive et les insurgés se replient promptement sur Caboul. Dure campagne à travers les défilés que les troupes de Sale doivent remonter en sens inverse.

Mais où sont les prisonniers? Les voici au fort d'Ali Mohammed : lady Sale est reléguée d'abord dans une écurie, puis dans l'appartemont des épouses favorites, ce qui, à vrai dire, ne la change guère. La fusillade crépite. L'armée de Pollock se rapproche. Alors, le 25 août, nouvelle geôle, à Bamekan, « l'horrible forteresse à demi ruinée ». Mais le commandant de la citadelle est opportuniste. La marche triomphante des Anglais l'incite à composer avec les prisonniers. Avec de l'argent, en Orient, tout s'arrange. Le 11 septembre, un conseil de guerre est tenu dans la chambre de lady Sale. En une heure tout est réglé. Contre 20 000 roupies et une pension mensuelle assez appréciable, l'Afghan s'engage à combattre Akbar-Khan. Mais il insiste pour que l'accord soit signé au nom du Christ. Quelle méfiance dans son dieu menacé!

L'étendard de la révolte, blanc à bords rouges et à franges vertes, flotte sur les créneaux. Lady Sale écrit à son mari : « *Nous tiendrons jusqu'à ce que nous recevions du secours, dussions-nous être obligés de manger les rats et les souris dont le fort est rempli.* » Mais un renégat ne saurait être un bien fidèle défenseur. Ah! l'ardente espérance de ces nuits d'été, nuits asiatiques, vivantes, chaudes, où rôdent au pied des murailles des cavaliers dont on ne sait s'ils sont alliés ou ennemis! Une nouvelle insurrection à Caboul? La fuite d'Akbar-Khan, l'avance de Pollock et de Notts, qui arrive à marches forcées de Kandahar? Quels récits croire? A bout de patience, les prisonniers décident de gagner les avant-postes anglais, au risque d'être attaqués par les fuyards. Sept jours plus tard, lady Sale est dans les bras de son mari. Il y avait un an qu'ils étaient séparés. Les soldats se précipitent en criant pour accueillir la

femme et la fille de leur général. L'artillerie de montagne les salue par des salves répétées. Les officiers portent les armes.

Là s'arrêtent les Mémoires de l'Anglaise. On se rappelle le reste. La répression impitoyable. Istalif, la ville forte du Khohistan, prise d'assaut et livrée pendant deux jours au pillage et à la mort. Caboul incendiée et le Grand Bazar flambant après le départ des Anglais. Jellallabad dévastée, dont les ruines pouvaient désormais servir de « repaire aux chacals ».

Lord Ellenborough avait lancé une proclamation assez curieuse, inspirée sans doute par les Lawrence de l'époque, et qui ouvrait des horizons singulièrement profonds sur l'altruisme britannique, en matière coloniale : « Le gouverneur général laissera les Afghans organiser eux-mêmes leur gouvernement au milieu de l'anarchie qui est la conséquence naturelle de leurs crimes... Forcer un souverain à régner sur un peuple rebelle serait aussi incompatible avec la politique qu'avec les principes du gouvernement anglais qui tendrait ainsi à *mettre les armes et les ressources de ce peuple à la disposition du premier agitateur venu* et qui s'imposerait la charge d'aider un prince sans l'espoir ni le bénéfice de son alliance. »

L'armée anglaise évacue le pays, mais elle trébuche sur les morts, « écrasés comme de la vermine ». Sans doute il y a à venger les assassinés qui pourrissent dans les ravins de la montagne. Mais l'*Annual Register* demande : « Est-ce la manière dont une nation chrétienne fait la guerre? » Et un écrivain anglais avoue : « Notre route est marquée par le feu et par le sang; rien ne nous échappe, amis et ennemis, au moins soi-disant amis, subissent le même sort. Pendant longtemps le nom anglais sera exécré en Afghanistan. »

Certes, il ne faut pas chercher dans le *Journal of the disasters in Afghanistan* des vues historiques très profondes, ni des analyses psychologiques très aigües. Une Isabelle Eberhardt, elle, peut arriver, dans les pages incohérentes des *Journaliers*, à glisser de tout, « de tout ce qui fait vivre son âme ». L'âme d'une lady Sale nous demeure étrangère. Elle objective trop; elle raconte et ne se raconte pas assez. Sans doute, elle fut le témoin de grandes choses, mais elle fut aussi acteur. Nous aimerions la voir davantage.

Mais quel caractère merveilleusement anglais! Vivre

à Caboul, en 1841, c'est presque du sport... Lady Sale s'adapte et ne se plaint pas. C'est une vraie voyageuse : elle a bon moral, bon estomac, bonne humeur. Elle aime le détail pittoresque, la note gaie. Et, surtout, elle a le goût du *fair play*, le sens de la justice. Pourquoi charger l'ennemi de griefs imaginaires? Ceux qui sont réels suffisent. La saleté, le manque d'eau, la vermine qui grouille, les aliments grossiers, le beurre fort, l'huile rance, l'absence de fourchettes, le mouton avarié, les marches sous le soleil et dans la pluie, les logements sordides, tout cela, c'est la guerre! et elle ajoute avec philosophie : « Les femmes du pays étaient-elles mieux traitées que nous? » Elle a le sourire des héroïnes.

Et quels curieux tableaux de mœurs elle trouve moyen de tracer d'une plume colorée, sans violence! Sûrement elle fut l'introductrice des femmes afghanes dans les salons d'Europe. Portraitiste trop peu flatteuse pour n'être pas sincère. Les voyons-nous, pressées autour des jattes de *Kourout* où le lait caille dans le lait aigri, les voyons-nous, les matrones trapues, avec leurs mille tresses gluantes où la gomme a laissé des traces visqueuses, avec leur étrange visage où les arcs de sourcils peints et démesurément agrandis jettent une note écarquillée, avec leurs mains passées au rouge et comme trempées dans du sang frais, les voyons-nous, les jeunes filles en blancs pantalons avec leurs longs cheveux flottants jusque dans les yeux, ce qui contribue à leur donner un certain air hargneux et repoussant des plus réussis?

« Quant à l'épouse favorite, qui avait la plus belle toilette, écrit-elle, elle portait une robe de soie de Caboul d'une qualité inférieure, recouverte par derrière, sans doute par économie, d'un tablier de perse. Cette robe ressemblait à nos vêtements de nuit et était ornée çà et là de pièces de monnaie d'or et d'argent ou de morceaux des mêmes métaux découpés de diverses manières. »

Et puis, tout à coup, nous recevons la récompense d'une longue lecture. Oh! c'est une toute petite phrase de rien, celle par exemple qu'elle date de sa prison, le 10 mai 1842 : « Que sont nos vies, si on les met en balance avec l'honneur de notre pays? Non que je désire vivement avoir la gorge coupée; au contraire, j'espère vivre assez longtemps pour voir les armes anglaises triompher encore dans l'Afghanistan. » Seulement,

une nation est faite de petits fragments de journal intime comme ceux-là...

Et la renommée de celle qu'on appelait « l'héroïne de la retraite d'Afghanistan », et qui devait s'éteindre dix ans plus tard au Cap, où elle vivait d'une pension accordée par la reine Victoria, passa les frontières. En France, une Revue, qui venait d'être fondée et qui lançait alors ses premiers numéros, *l'Illustration*, lui consacra un article de tête, le 1er juillet 1843. On peut voir son portrait : le corsage serré au ras du col, la taille rebondie dans une robe à manches savamment torturées, le visage 1840 avec une coiffure à la vierge et un lâche turban, seule concession orientale. Franchir les passes de Khourd-Caboul dans cet accoutrement, c'est plus que de l'héroïsme!

A l'heure où le roi Aman-Oullah quitte la terre afghane avec ses regrets et ses trésors, où Caboul s'assoupit dans une quiétude factice, comme au soir des émeutes de naguère, il est amusant de feuilleter l'histoire, de retrouver le jugement de lady Sale sur cet Akbar-Khan, prédécesseur d'un Bakri-Sakao et d'un Nadir-Khan, mais qui ne put réussir, parce qu'il avait négligé le voisinage des Indes où veillait la Grande-Bretagne : « S'il eût taillé en pièces notre armée en rase campagne ou dans les défilés, quelque stratagème qu'il eût employé pour la surprendre, il fût devenu le Guillaume Tell de l'Afghanistan, car il eût délivré sa patrie d'un joug odieux imposé par les infidèles, mais il assassina un plénipotentiaire, il traita avec ses ennemis et il les trahit; il fit massacrer sous ses yeux un millier d'hommes et de femmes mourant de faim et de froid, qu'il avait promis de nourrir et de défendre... son nom sera voué à un opprobre éternel. »

Que voilà donc une belle haine! L'accent est brutal, mais net, sans arrière-pensées ni réticences; il eût contristé les agents de l'*Intelligence Service*, mais il nous enchante parce qu'il nous livre le portrait de lady Sale, le vrai, pas celui de *l'Illustration*. Et nous lui prêtons un visage qui est peut-être plus réel que le sien, comme il arrive... Un calme visage aux clairs yeux sans peur. Elle fut naturelle; elle resta elle-même dans le malheur; et la simplicité est encore plus rare que le courage.

PAULE HENRY-BORDEAUX.

LE PROBLÈME MEXICAIN
LES ÉTATS-UNIS ET NOUS

LE PROBLÈME

Un pays dont la superficie est triple de celle de la France, avec une population de quinze millions d'habitants, pays dont la situation géographique, avec ses deux larges façades sur les plus grands océans du monde, lui donne l'avantage sur toutes les Républiques sud-américaines; dont la formation en terrasses aboutissant à un immense plateau central et tempéré, en fait presque partout une « white man's country »; un pays qui comporte tous les climats et permet toutes les productions; dont le sol est un des plus riches et le sous-sol probablement le plus riche du monde. Et ce pays est pauvre, insuffisamment exploité et développé; ce pays, indépendant depuis plus d'un siècle, n'a connu qu'une trentaine d'années de tranquillité : dix-neuf révolutions ou émeutes militaires dans les dix-neuf dernières années. Financé, équipé, outillé, industrialisé presque exclusivement par des capitaux européens ou américains, il ne donne, depuis des années, aucune rémunération à ces capitaux et partage avec la Russie le triste privilège d'être parmi toutes les nations du monde le seul débiteur volontairement insolvable.

Mitoyenne de ce pays, séparée de lui seulement par une médiocre rivière ou une simple ligne conventionnelle, la République la plus peuplée, la plus puissante, la plus riche, la mieux outillée et organisée du monde. Cette République, ayant

comme la France et comme l'Angleterre, des intérêts qui se chiffrent par milliards chez sa turbulente voisine, et les laissant en souffrance.

Voilà le problème.

Avant d'en chercher la solution, il faut en examiner les données.

LE MEXIQUE

Quelle est la cause de cette situation déplorable du Mexique? Incontestablement, au premier chef, l'instabilité politique. Le Mexique a essayé, depuis 1821, toutes les formes de gouvernement : l'empire avec un souverain national, Yturbide; l'empire avec un souverain étranger, Maximilien d'Autriche; la dictature civile ou militaire (Santa Anna, Juarez, Porfirio Diaz); le gouvernement constitutionnel (Comonfort, Miramon, Lerdo) jusqu'au socialisme, teinté de communisme, de Carranza, d'Obregon et de Calles.

Pourquoi, maintenant, cette impossibilité congénitale à s'adapter définitivement à une forme stable de gouvernement? Pour s'en rendre compte, il faut analyser la population mexicaine.

Cette population se compose pour environ un cinquième de Blancs purs, presque tous de race ibérique; pour deux cinquièmes, de métis provenant de croisements à tous les degrés entre Blancs et Indiens; enfin, pour deux cinquièmes, d'Indiens purs, de différentes origines, de différentes langues, de différents degrés de civilisation et dont l'immense majorité est illettrée.

L'élite de cette population formée, à peu d'exceptions près, de Blancs purs ou légèrement teintés de sang indien, a évolué depuis l'indépendance parallèlement aux élites des nations les plus civilisées. Parmi toutes les Républiques hispano-américaines, elle partage avec la seule élite péruvienne le privilège d'une ascendance et de traditions remontant à l'entourage des Vice-Rois, dont plusieurs furent des hommes éminents, ainsi que celui d'une culture développée dès la seconde moitié du XVI^e^ siècle par la plus ancienne université du continent américain. Libre de toute entrave depuis l'indépendance, très influencée dès lors par les principes de la Révolution française,

puis par la philosophie positiviste de Comte, partagée maintenant entre éléments traditionalistes et libéraux très avancés, cette élite a produit depuis un siècle, dans tous les domaines de la pensée et des arts, des personnalités remarquables. Mais elle s'est détachée du corps de la nation. Ainsi que nous le disait spirituellement un de ses membres, c'est une locomotive qui a rompu ses attelages : elle chemine à toute vapeur, alors que le train reste en arrière, immobile sur ses rails.

Lorsque ce peuple, composé à peu de chose près comme il l'est aujourd'hui, se détacha définitivement de la mère-patrie, son premier soin fut naturellement de se donner une constitution, et cette constitution fut non moins naturellement une copie de celle de sa grande voisine, c'est-à-dire une République démocratique et fédérative à base de suffrage universel. Personne ne se demanda si ce vêtement tout fait, de coupe tout à fait étrangère, conviendrait à celui qui devait le porter, si la forme parlementaire à laquelle à peine une douzaine de nations parmi les plus évoluées et les plus homogènes ont pu réellement s'adapter et à laquelle notamment l'ancienne métropole, l'Espagne, a toujours été réfractaire, pouvait être assise sur une base aussi hétéroclite. Le peuple ne fut pas long à s'apercevoir que le vêtement ne lui allait pas ; dès 1833, il y fit des retouches, il en fit encore de plus importantes en 1857 et en 1917; — mais la structure générale est restée la même. Ces constitutions d'ailleurs n'ont jamais pu être réellement appliquées pour la simple raison qu'un système électif comporte des électeurs votant, et qu'au Mexique les électeurs, en majorité illettrés et totalement indifférents, n'ont jamais voté. Le régime depuis plus d'un siècle a donc toujours été et ne pouvait être que celui de dictatures civiles ou militaires, se succédant à plus ou moins longs intervalles, et se terminant presque toujours par des émeutes ou des séditions militaires qualifiées de révolutions, au profit d'un dictateur nouveau.

Le mal est-il endémique et faut-il désespérer de l'avenir de ce qui pourrait être une des grandes nations de l'Amérique? Nous ne le croyons pas. Nous pensons, au contraire, qu'il peut être, sinon radicalement guéri, du moins très atténué, et cela par l'application, avant tout, du grand remède : l'éducation de la masse. Mais c'est là un traitement qui nécessite de l'argent, de la persévérance et surtout du temps, une au moins et peut-

être plusieurs générations. En attendant, il faut vivre et laisser vivre. Pour le moment, nous n'en voyons qu'un moyen, c'est la continuation du régime dictatorial, mais atténué, normalisé, exercé pour des périodes régulières, en respectant les formes extérieures de la constitution, par des personnalités prises dans l'élite de la nation et qualifiées par leur capacité, leur patriotisme et leur désintéressement. Le mal ne peut être guéri par une opération chirurgicale ; il y faut au contraire un traitement prolongé. Mais l'expérience prouve que le malade est incapable de s'appliquer lui-même ce traitement avec l'énergie et surtout la persévérance nécessaires ; il y faut un praticien habile, ferme sans brutalité, joignant la bienveillance à l'autorité.

LES ÉTATS-UNIS

Seul le grand voisin peut être ce praticien. Entendons-nous bien, il ne s'agit pas d'user de la force. Personne d'ailleurs n'y songe. Non pas que ce soit impossible. Le Mexique a maintes fois, au cours de son histoire, prouvé son patriotisme et ses qualités militaires ; mais il n'est pas outillé pour la guerre moderne. Ne pouvant fabriquer chez lui ni artillerie, ni avions, ni explosifs, ni chars d'assaut, ni gaz, sans marine pour suppléer à ces insuffisances par des importations, il se trouverait bientôt aussi désarmé devant son puissant adversaire que les guerriers de Guatimozin devant les couleuvrines et les arquebuses de Fernand Cortez. Mais nous n'avons jamais entendu aucun Américain sérieux déclarer qu'il fallait franchir le Rio Bravo les armes à la main et s'emparer d'une parcelle quelconque du territoire mexicain. Cela pour beaucoup de raisons, dont les principales sont certainement la crainte de répercussions sur toute l'Amérique latine, celle d'ajouter, par une annexion quelconque, un problème indien à celui déjà assez épineux de l'électorat nègre, et enfin le sentiment subconscient de la majorité nordique et protestante du peuple américain, sentiment de défense si bien analysé par M. André Siegfried, contre l'intrusion dans l'Union de nouveaux éléments catholiques et d'un sang entièrement différent.

Mais, à défaut de la force, il y a d'autres moyens : il y a notamment la pression diplomatique et la pénétration paci-

fique. Ces moyens, les États-Unis les ont déjà employés avec succès dans d'autres républiques latines, aujourd'hui plus ou moins soumises à leur influence ; et ils ont déjà commencé à les appliquer au Mexique.

La pression diplomatique s'exerce, non pas sous la forme positive, — car les États-Unis, pas plus qu'aucune autre nation étrangère, ne pourraient imposer au peuple mexicain ni un homme, ni une forme de gouvernement, — mais sous la forme négative, c'est-à-dire qu'aucun gouvernement ne peut se maintenir au Mexique contre la volonté bien arrêtée de Washington. De cela la preuve a été faite depuis l'empire de Maximilien jusqu'à la présidence de Huerta.

La pénétration pacifique prend la forme de construction de chemins de fer, d'établissements de banque, d'exploitations minières et pétrolières, d'équipements de chutes d'eau qui deviennent, chacune dans son rayon, maîtresses de ce qui s'appelle aux États-Unis *Public utilities :* traction, force et lumière.

Tout démontre que la politique américaine s'est définitivement et exclusivement orientée vers l'emploi de ces deux moyens pour résoudre le problème mexicain.

En ce qui concerne la pression diplomatique, le rôle joué par M. Morrow, ambassadeur des États-Unis à Mexico, pendant la très sérieuse sédition militaire qui éclata au printemps dernier à la suite de l'assassinat de l'ancien président Obregon, le soutien à peu près officiel donné par le Gouvernement américain au Président provisoire Portes Gil prouve à quel point cette pression s'est déjà affirmée et s'est montrée efficace.

Quant à la pénétration pacifique, elle s'est depuis longtemps opérée sous toutes ses formes, sauf jusqu'à présent la forme intellectuelle. Elle a commencé sous le régime de Porfirio Diaz, dans les dernières années du siècle dernier, par les constructions de chemins de fer. Le seul chemin de fer existant jusqu'alors était la ligne de Vera-Cruz à Mexico, environ 400 kilomètres construits et exploités par une compagnie anglaise. Les deux grandes lignes reliant Mexico et tout le plateau mexicain aux grands réseaux américains, le « Mexicain central » et le « Mexicain national », plus de 14 000 kilomètres de voie normale, fusionnés plus tard en une seule compagnie mexicaine, les

« Chemins de fer nationaux », par une très habile opération de M. Limantour, ont été entièrement construits par des Américains et financés par eux pour plus des trois quarts. Depuis, les quelques embranchements et lignes d'intérêt local ajoutés à ce réseau, l'ont été à l'aide de capitaux américains pour environ 94 pour 100.

En ce qui touche les mines diverses, il est difficile de chiffrer exactement la proportion exacte des intérêts américains dans leur exploitation, mais, quoique ce soit la seule branche d'industrie à laquelle les capitaux nationaux aient pris part, notamment pour les mines d'argent, cette proportion n'en reste pas moins très importante, surtout dans les mines de cuivre, de plomb et de zinc. Mais elle est tout à fait prépondérante dans les exploitations et les industries pétrolières.

On sait que le Mexique, où le pétrole n'a été découvert qu'en 1901, était devenu, en 1921, le plus grand producteur du monde, après les États-Unis, avec un chiffre d'extraction de 193 398 000 barils. Depuis, soit pour des causes naturelles d'épuisement, soit surtout par suite des difficultés légales suscitées aux compagnies américaines par le Gouvernement, en vertu des dispositions de la Constitution de 1917 auxquelles le Gouvernement voulait donner un effet rétroactif, cette extraction a très sensiblement diminué. Les capitaux américains ont en grande partie abandonné les champs pétrolifères de la Huasteca et ceux reconnus, mais non encore exploités, de l'isthme de Tehuantepec, pour se porter en Colombie et au Venezuela où, jusqu'à présent, ils rencontraient plus de facilités. En 1927, la production mexicaine est tombée de 193 à 64 millions de barils, et la diminution s'est encore très fortement accentuée en 1928. Il n'en reste pas moins qu'il y a encore là, en puissance, une immense richesse. Les difficultés légales qui entravaient sa mise en valeur ont été en grande partie levées par le jugement de la Cour suprême du Mexique, rendu en janvier 1928, déclarant inconstitutionnelle la rétroactivité de la loi de 1917 et une légère reprise s'en est suivie. La part américaine dans l'énorme capital investi dans ces exploitations est de beaucoup la plus importante : 224 millions de dollars, contre 102 anglais et 45 hollandais. Il est donc bien probable que les puissantes compagnies américaines qui

ont arrêté ou ralenti leur travail dans ces régions le reprendront dès qu'elles y trouveront convenance.

La pénétration financière, sous forme d'établissements de banques américaines, n'a pas marché de pair avec celle des autres branches d'activité. Les concurrences française, canadienne, anglaise et allemande ont-elles rebuté les grands établissements américains, ou les actes de banditisme du gouvernement de Carranza, qui en 1916 vida les caisses de la Banque nationale du Mexique et de la Banque de Londres, les ont-ils effrayés? Toujours est-il que jusqu'à présent la participation américaine à l'activité financière du pays est peu importante (1).

Mais c'est surtout dans la branche *Public utilities*, télégraphes, téléphones, eau, lumière, traction et force, que depuis quelque temps la pénétration se fait sentir.

Au Mexique, comme dans presque tous les pays de l'Amérique latine, la politique américaine est d'occuper d'abord les points stratégiques, c'est-à-dire de se faire concéder les chutes d'eau. Celles-ci, par suite de la conformation du pays en terrasses, sont nombreuses et quoique leur débit soit irrégulier, le potentiel hydraulique total est estimé entre six et sept millions de chevaux.

Dans la capitale, le courant nécessaire pour la lumière, la force et la traction, est fourni par la Mexican Light and Power C°, qui est une compagnie canadienne. Mais dans presque toutes les villes importantes, Vera-Cruz, Orizaba, Tampico, Guanajuato, Durango, Merida, Guadalajara, Mazatlan et en partie aussi Puebla, les services publics sont assurés par l'American and Foreign Power C°, émanation de la puissante Compagnie General Electric. Dans ce domaine, les intérêts américains se sont donc assuré une position prépondérante et inexpugnable.

C'est dans le domaine intellectuel que la pénétration s'est fait le moins sentir, jusqu'à présent. Dans l'élite, les idées et les méthodes d'éducation sont restées sous l'influence européenne et particulièrement française. L'enseignement ecclésiastique, spécialement celui des Maristes, a puissamment contribué à ce résultat; mais les libéraux de l'Université sont aussi fortement imprégnés de nos principes et de notre litté-

(1) Seule la National City Bank de New-York vient d'ouvrir une succursale à Mexico.

rature (1). Toutefois, cette influence menace d'être battue en brèche par deux moyens contre lesquels il nous est bien difficile de lutter; ce sont le cinéma et les stations radiophoniques.

Dans tout le continent américain, les États-Unis se sont assuré le monopole à peu près absolu de l'industrie cinématographique et cette invasion n'a rencontré au Mexique aucune opposition, tant qu'il ne s'agissait que de *novies*, c'est-à-dire de spectacles mouvants, mais muets. Depuis quelque temps ceux-ci avaient été remplacés par des *talkies*, c'est-à-dire par des films parlés, et parlés en langue anglaise; mais alors ce fut un tollé dans la presse, et le Gouvernement vient de prohiber par décret l'usage d'une langue étrangère dans les films parlés.

Quant aux stations radiophoniques américaines, il serait vain de vouloir lutter contre leur prépondérance au Mexique.

Enfin, il importe de mentionner la pénétration rurale qui s'est beaucoup accrue dans ces dernières années. Un rapport consulaire officiel de la fin de 1926 estimait à 166 millions de dollars la valeur des propriétés rurales américaines à cette époque. Il est probable que ce chiffre a augmenté depuis.

Nous venons de donner un aperçu rapide des principaux intérêts possédés par les États-Unis dans la république voisine. Deux ouvrages très documentés et très consciencieux, celui de MM. I.-E. Sterrett et I. Davis, experts du Comité international sur *la Condition fiscale et économique du Mexique* et celui de M. Butler Sherwell, *la Capacité de paiement du Mexique*, donnent sur ce sujet des renseignements très complets, et c'est à eux que nous empruntons la plupart de nos chiffres. Qu'il nous soit permis pour terminer d'en citer encore deux. D'après M. Butler Sherwell, le total du capital américain investi au Mexique était en 1910 de 350 millions de dollars. D'après le rapport consulaire cité plus haut, il était à la fin de 1926, malgré toutes les révolutions, monté à 1 389 millions de dollars, et des chiffres encore sensiblement plus élevés sont mentionnés actuellement dans la presse américaine. Une portion considérable de cet énorme capital, notamment tout ce qui est repré-

(1) Il serait hautement désirable d'amener le gouvernement mexicain à édifier une maison d'étudiants à la Cité universitaire de Paris. Nous recommandons cette suggestion à M. Honnorat, mieux qualifié que personne pour la faire aboutir.

senté par les chemins de fer et la dette extérieure, est depuis quelques années totalement improductif.

C'est là une situation qui ne saurait se prolonger indéfiniment : le problème mexicain est devenu, aux États-Unis, la question brûlante de la politique extérieure.

L'INTÉRÊT FRANÇAIS

Et nous?

D'abord quelle est l'importance de la question pour nous? Bien peu de personnes en France s'en rendent compte.

Sait-on par exemple suffisamment que la colonie française au Mexique y est établie depuis plus d'un siècle, qu'elle se compose de véritables dynasties émanant presque toutes de la petite ville de Barcelonnette, qu'elle est restée française à travers les générations; qu'elle est une des plus nombreuses, probablement la plus riche et, par ses qualités de travail, d'énergie, de haute probité commerciale, la plus respectable de toutes les colonies françaises en Amérique? Sait-on que ni les Américains, ni les Anglais, ni les Allemands, ni les Espagnols, n'ont pu enlever à cette colonie la primauté dans le commerce d'importation et d'exportation, que les plus grandes filatures de coton et de laine, la plus grande manufacture de tabacs, la plus grande brasserie, la plus grande fabrique de papier, la seule fabrique de dynamite, sont au Mexique entre des mains françaises, — enfin que le total des intérêts français au Mexique sous toutes les formes, fonds d'État, banques, industries diverses, commerce, mines, etc., se chiffre non par centaines de millions, mais par milliards?

Prouvons par des chiffres que nous n'exagérons rien.

Des études détaillées ont été faites sur l'importance des capitaux français au Mexique, dès 1913, par M. Limantour, l'éminent ministre des Finances du gouvernement de Porfirio Diaz. Cette étude publiée alors dans *l'Économiste europeen*, donnait un total de 500 millions de dollars environ. Des enquêtes plus complètes ont été faites ensuite au Mexique même, notamment en 1917 par un membre important et compétent de la colonie française, M. Génin, et enfin, en 1921, par le groupe français du Comité international pour la protection des porteurs de valeurs mexicaines. Les résultats de ces diverses enquêtes,

quoique faites à des dates et par des moyens différents, sont à peu près concordants et se confirment les uns les autres. Les totaux ne varient qu'entre 2 300 millions environ et 2 660 millions de francs-or. Nous reproduisons ici les chiffres du Comité international, chiffres les plus récents et qui donnent un total moyen.

A. — *Valeurs mexicaines cotées à Paris.*

	francs-or.
I. Fonds d'États	748 515 000
II. Banques	546 280 000
III. Chemins de fer et tramways	226 750 000
IV. Certificats et parts	33 650 000
V. Sociétés industrielles, compagnies minières	438 725 000
Ensemble	1 993 920 000

B. — *Valeurs mexicaines non cotées à Paris.*

I. Affaires financières	27 424 000
II. Sociétés industrielles, agricoles, chemins de fer	185 240 000
III. Affaires minières	33 622 000
IV. Sociétés charbonnières	8 510 000
V. Compagnies pétrolifères	5 100 000
VI. Différentes autres entreprises	10 000 000
VII. Emprunts hypothécaires	59 637 000
VIII. Capitaux en placements divers non compris dans les tableaux précédents	162 500 000
Ensemble	492 033 000

Total approximatif des intérêts français engagés au Mexique.

Valeurs cotées à Paris	1 993 920 000
Valeurs non cotées à Paris	492 033 000
	2 485 953 000

Juin 1922.

Ainsi deux milliards et demi, en chiffres ronds, de francs-or, douze milliards et demi de nos francs actuels, telle est l'importance des capitaux français engagés au Mexique et les quatre cinquièmes de ces capitaux sont depuis plus de quinze ans

totalement improductifs; non pas qu'il n'ait rien été tenté pour les défendre. Dès après la guerre, en 1919, un Comité international composé en nombre égal d'Américains, de Français et d'Anglais appartenant aux principales maisons de banque de leurs pays respectifs, avait pris en mains la défense des intérêts de leurs nationaux. De longues et laborieuses négociations aboutirent, en juin 1922, à un arrangement connu sous le nom de règlement La Huerta-Lamont, qui naturellement imposait aux porteurs des sacrifices importants mais temporaires. Les stipulations de cet arrangement furent exécutées pendant un peu plus d'une année, puis nouvelle suspension, nouvelles négociations, nouvel arrangement Pani-Lamont en 1925. Cette fois-ci les termes furent observés pendant deux ans à peine et depuis tout est retombé dans le néant.

Telle est la situation aujourd'hui. Elle ne peut, elle ne doit pas se prolonger. Nous ne pouvons pas assister indifférents à l'effritement, à l'annihilation des milliards engagés par la France au Mexique. Une seule Russie nous suffit. N'oublions pas que, si nous restons inactifs, le temps comme toujours travaille pour le débiteur, et prenons exemple sur la ténacité montrée par d'autres nations lorsqu'il s'agit de défendre leurs intérêts, même pour des sommes beaucoup moindres.

Mais quelle politique suivre, quels moyens employer pour nous protéger ?

Les moyens employés par les États-Unis ne sont pas à notre portée. D'abord la doctrine de Monroe, passée à l'état de dogme international, rendrait notre pression diplomatique inopérante, car la pression diplomatique est un fusil de paille lorsqu'elle n'est pas appuyée par la crainte des sanctions.

Nous avions bien une sanction, et fort efficace, avant la guerre : c'était la menace de fermeture du marché de Paris aux valeurs mexicaines. Il est à espérer que les modifications indispensables aux lois fiscales actuelles restitueront bientôt cette arme précieuse dont nous sommes actuellement démunis.

Dans ces conditions, ne pouvant efficacement nous défendre nous-mêmes, il ne nous reste qu'une politique : celle de rechercher le seul appui pouvant nous donner des résultats pratiques, celui des États-Unis, et à cet effet ne pas contrecarrer la pénétration américaine, mais, au contraire, collaborer avec elle et nous en servir.

Nous n'ignorons pas que chez certains cette solution pourra heurter des sentiments respectables. Le développement rapide de l'influence et de la pénétration américaines provoque tout naturellement chez le peuple mexicain des résistances dont l'intensité augmente à mesure que l'on descend de l'élite vers la masse. Chez celle-ci l'aversion contre le « Gringo », c'est-à-dire l'Américain, est en train de remplacer l'aversion contre le « Gachupin », l'ancien maître espagnol, et il faut avouer que le « Gringo » n'a pas toujours la manière appropriée de traiter l'indigène qu'il emploie. Le sentiment de solidarité des peuples de culture latine pourrait nous inciter à encourager ces résistances ; mais nous ne pouvons sacrifier à ce sentiment des intérêts immenses et positifs et nous devons loyalement collaborer avec ceux qui sont nos co-intéressés dans l'œuvre d'assainissement de l'économie mexicaine que, d'accord avec nous, ils ne peuvent manquer d'entreprendre à bref délai.

Toutefois, cette collaboration ne doit pas être inconditionnelle, et la condition, c'est que les États-Unis protègent les intérêts européens comme ceux de leurs nationaux.

Selon toute probabilité, l'occasion va s'en présenter bientôt.

Les élections présidentielles au Mexique vont avoir lieu, sauf imprévu, en novembre prochain. L'accord intervenu en juin dernier entre le Gouvernement actuel et le Vatican paraît avoir calmé les esprits et mis fin à la querelle religieuse qui, pendant un moment, paraissait devoir dégénérer en guerre civile ; il y a donc tout lieu d'espérer que, dès l'hiver prochain, tout sera rentré dans l'ordre.

Dans ces conditions, le Comité international pourra utilement reprendre ses travaux et la réunion d'une troisième conférence s'impose à bref délai. Mais la tâche de cette conférence sera plus ardue que celle des deux précédentes, car si la capacité de paiement du Mexique n'a pas diminué, le chiffre total des créances présentées a augmenté dans des proportions considérables. Ce n'est pas le montant des dettes extérieures consolidées, ni celui des obligations de chemin de fer garanties par le gouvernement qui se sont accrus, — si l'on ne tient pas compte des intérêts impayés. Ce sont ces dettes qui intéressent particulièrement notre public et leur service n'exige qu'une annuité d'environ 18 millions de dollars. Des études des experts américains, il ressort que le gouvernement mexicain

ne devrait avoir aucune peine à couvrir cette annuité, et ce qui le prouve encore mieux, c'est que M. Limantour, alors ministre des Finances, pouvait y faire face en 1910, avec un budget de recettes de 106 millions de piastres, alors que les recettes de 1926 se sont élevées à 322 millions; et ce ministre arrivait à ce résultat non seulement sans aucun expédient, mais en laissant, lors de son départ, un excédent de 63 millions de piastres dans les caisses du Trésor.

Si donc le problème se bornait là, sa solution serait simple. Malheureusement, à ces dettes anciennes, reconnues, incontestables et incontestées, sont venues s'ajouter deux catégories de dettes nouvelles, dont les titulaires sont bien décidés à faire valoir leurs droits.

En premier lieu, les révolutions qui se sont succédé au Mexique depuis 1910 ont naturellement fait subir aux personnes et aux biens des étrangers des dommages pour lesquels des indemnités sont réclamées au Gouvernement. En 1926, des commissions mixtes ont été instituées dans lesquelles les pays étrangers sont représentés, commissions auxquelles les réclamations sont soumises et qui ont à se prononcer sur leur légitimité. Le montant total des réclamations présentées s'élève jusqu'à présent à 954 millions de dollars, soit près du double du montant total des dettes extérieures. Or, sur ce total de 954 millions, 848 millions sont réclamés par des citoyens ou des sociétés américaines, 18 millions seulement par des Français, 81 par des Espagnols, 3 millions par des Anglais, autant par des Allemands.

L'énoncé de ces chiffres suffit à montrer à quel point ils sont sujets à caution.

La troisième catégorie de dettes est la dette agraire. Lors du partage forcé des terres qui a suivi la révolution de 1917, les propriétaires de « latifundia » expropriés ont été invités à recevoir, comme indemnité, des bons agraires de 5 pour 100, dont jusqu'à présent le service est en suspens. Le montant des réclamations présentées au 31 décembre dernier, de ce chef, s'élevait au chiffre officiel de 243 millions de dollars.

Si l'on additionne ces différentes dettes, on arrive à un total dépassant largement un milliard et demi de dollars, exigeant par conséquent une annuité hors de toute proportion avec la capacité de paiement actuelle du Mexique.

Il n'est pas admissible que toutes ces créances soient traitées *pari passu*. Un examen très serré des droits des créanciers sera nécessaire avec un juste classement des créances et une absolue impartialité dans la fixation de leur rang. La tâche de la conférence ne peut donc manquer d'être ardue.

C'est ici que les représentants des États-Unis pourront donner la mesure de leur esprit d'équité et de leur sollicitude pour la défense des intérêts européens en général, français en particulier, puisque, après eux-mêmes, c'est la France qui est la principale intéressée.

La doctrine de Monroe, principe de droit international qui ne repose après tout que sur l'adage *quia nominor leo*, ne peut être acceptée comme telle que si, comme tous les droits, elle implique des devoirs ; et parmi ces devoirs, le premier est celui de protéger, en Amérique, ceux qui ne sont pas admis à s'y protéger eux-mêmes. Nous ne doutons pas d'ailleurs que le gouvernement américain ne reconnaisse spontanément toute l'étendue de ce devoir. Nous savons combien les États-Unis sont férus de leurs droits, mais nous savons aussi qu'ils ont à un haut degré le sentiment de l'équité. C'est à ce sentiment que, dans les âpres discussions d'intérêts qui ont suivi la guerre, les nations européeennes ont fait appel. Dans les diverses conférences qui ont eu à débattre ces questions, les délégués américains ont servi d'arbitres et leurs suggestions impartiales ont été acceptées à l'unanimité. Nous espérons que, lors de la prochaine réunion du Comité international, ils ne failliront pas à cette tradition ; et nous espérons aussi que l'opinion publique en France, éclairée sur l'importance des intérêts en jeu, ne se montrera pas indifférente à ces débats.

JACQUES KULP.

REVUE LITTÉRAIRE

VICTOR HUGO
NON LE POÈTE, MAIS L'HOMME

Que Victor Hugo soit l'un des plus grands poètes, l'un des plus prodigieux assembleurs de mots et de rythmes qui aient jamais existé, c'est, je crois, l'évidence même. A l'inverse de

Lamartine, ignorant qui ne sait que son âme,

et qui n'avait pour lui que son génie, — un merveilleux génie d'improvisation et de négligence, — Victor Hugo, lui, avait le génie, qui est essentiellement invention et inspiration, et le talent, qui n'est qu'une longue patience. Et cette heureuse alliance a produit l'une des œuvres poétiques les plus riches, le plus puissamment orchestrées dont se puisse honorer une littérature.

Cette vérité ressort avec une force singulière du beau livre où M. André Bellessort vient de recueillir les fines, solides et vivantes conférences qu'il a prononcées l'hiver dernier sur Victor Hugo, et qui forment, à mon gré, l'étude la plus compréhensive et la plus impartiale que nous ayons encore sur le poète des *Contemplations*. Entre tous les points de vue auxquels on pouvait se placer pour l'étudier, M. Bellessort a choisi, en poète qu'il a été et qu'il reste encore, celui qui était le plus favorable à son héros : le point de vue littéraire. Laissant la psychologie et la biographie à l'arrière-plan, et se contentant, sur ces deux points, d'aperçus rapides et souvent féconds, il a surtout regardé l'œuvre ; il a suivi, d'année en

année et de livre en livre, le développement de cet extraordinaire génie d'écrivain. Il s'est proposé de l'embrasser dans la complexité de son effort et, par d'ingénieuses analyses, par des observations jetées en passant, par des traits successifs qui se renforcent les uns les autres, d'en préparer une définition large et précise tout ensemble. Maniée avec une extrême dextérité, mise au service d'un esprit très libre, très averti, très direct, d'un talent robuste et chaleureux, cette méthode n'est pas sans rappeler un peu celle de Sainte-Beuve. Elle a, dans le cas présent, donné les plus heureux résultats. Pour parler de l'auteur de *la Légende des siècles*, il faudra désormais partir du livre de M. Bellessort.

On pourra y joindre plusieurs ouvrages récents relatifs à Victor Hugo, dont le nom et l'œuvre sont décidément redevenus d'actualité : le livre très informé et très pénétrant de M. Pierre de Lacretelle sur *la Vie politique de Victor Hugo*; les deux livres également intéressants de M. André Le Breton et de M. Edmond Benoît-Lévy sur *la Jeunesse de Victor Hugo*; les deux volumes pleins de choses, de M. Edmond Benoît-Lévy encore, sur *Sainte-Beuve et M^me^ Victor Hugo* et sur *les Misérables de Victor Hugo*; le livre si curieux de M. Louis Barthou sur *les Amours d'un poète*; la fine étude dont M. Maurice Levaillant a fait précéder son édition critique de *la Tristesse d'Olympio*; le livre excellent, très consciencieux, sobrement synthétique, un peu optimiste peut-être, de M. Paul Berret sur *Victor Hugo*; enfin le livre pittoresque, vivant, un peu trop « romancé » pour mon goût, et, çà et là, quelque peu conventionnel, de M. Raymond Escholier sur *la Vie glorieuse de Victor Hugo*. Et l'on fera bien de ne pas oublier le livre déjà ancien, mais si intelligent, et dont la *Préface* est une admirable page d'anthologie, du regretté Ernest Dupuy sur *Victor Hugo*, et le décisif article d'Émile Faguet dans son *Dix-neuvième siècle* (1).

(1) André Bellessort, *Victor Hugo, essai sur son œuvre*, 1 vol. in-8, illustré; Librairie Académique Perrin.

Cf. Pierre de Lacretelle, *la Vie politique de Victor Hugo*, 1 vol. in-16, Hachette; — André Le Breton, *la Jeunesse de Victor Hugo*, 1 vol. in-16, Hachette; — Edmond Benoît-Lévy, *la Jeunesse de Victor Hugo*, 1 vol. in-8, Albin Michel; — *Sainte-Beuve et M^me^ Victor Hugo*, 1 vol. in-8, les Presses universitaires de France; — *les Misérables de Victor Hugo*, 1 vol. in-16, Edgar Malfère; — Louis Barthou, *les Amours d'un poète*, 1 vol. in-16, Louis Conard; — Maurice Levaillant, *la Tristesse d'Olympio*, édition critique, 1 vol. in-4, Champion; — Paul Berret, *Victor Hugo*, 1 vol. grand in-16, Garnier; — Raymond Escholier, *la Vie glorieuse de Victor Hugo*, 1 vol. in-16, Plon; — Ernest Dupuy, *Victor Hugo*, 1 vol. in-16, Boivin; — Émile Faguet, *Dix-neuvième siècle*, 1 vol. in-16, Boivin.

Je voudrais, dans les quelques pages qui vont suivre, prendre le sujet par un tout autre biais que M. Bellessort, et, sans négliger l'œuvre, et même, avec le ferme dessein de la mieux comprendre, essayer de saisir l'homme sous l'auteur, et de démêler les liens subtils et forts qui rattachent l'âme au talent du poète, la vie intérieure à la production poétique.

***

Je cherche un mot qui traduise assez exactement ce que nous devons penser de la personnalité morale de Victor Hugo et qui, en même temps, nous aide à nous représenter la vraie nature de son génie d'écrivain, et, dans la mesure où une simple formule abstraite peut exprimer l'ondoyante diversité d'une âme humaine, je n'en trouve pas qui me paraisse plus satisfaisante que celle-ci : Victor Hugo est essentiellement un *primitif*.

Il l'est d'abord dans ses origines. Quand Victor-Marie, vicomte Hugo et pair de France, s'est avisé, assez sottement, de se fabriquer une généalogie et de se faire passer pour le descendant de Georges Hugo, capitaine du duc René II de Lorraine, se doutait-il qu'il se répudiait lui-même? Ce bourgeois gentilhomme, ce petit-fils du menuisier de Nancy et du matelot breton, cet arrière-petit-fils d'un paysan lorrain, est peuple, comme son père le général, des pieds à la tête, peuple par toutes les fibres de son être, et, par conséquent, tout proche de la nature. Avec Lamartine, avec Vigny, avec Musset, qui sont des aristocrates, il forme un frappant contraste : ceux-là, héritiers d'une vieille culture, ont des raffinements de pensée et de sensibilité que lui, Victor Hugo, n'a jamais connus. Comme Jean-Jacques Rousseau, auquel il ressemble par plus d'un trait, comme Michelet aussi, il est une force intacte et neuve lâchée à travers la littérature. Un tempérament robuste et violent; des accès de grosse sensibilité; des haines ardentes, forcenées, inexpiables; une étonnante faculté d'invective presque populaire : voilà ce qu'à première vue il tient de son hérédité plébéienne. Joignez à cela une admirable puissance persévérante de travail qui ne connaît ni trêve, ni repos, et qui prolonge bien avant dans la nuit l'effort obstiné du matin. Pendant près de soixante-dix ans, Hugo, sans se lasser, alignera des vers avec la même régulière ardeur que le vieil artisan nancéen rabotait ses planches.

Comme beaucoup d'hommes du peuple, il avait la sensibilité rude

et un peu courte. Ses débuts dans la vie, sa réelle affection pour ses parents, les *Lettres à la fiancée*, son jeune et frais amour pour Adèle Foucher, son précoce mariage ne doivent pas nous faire illusion à cet égard. Ce sont là « bêtises d'avant sa naissance ». Le vrai Victor Hugo s'est dégagé et développé assez tard, sous l'influence en particulier d'une amère et profonde déception sentimentale. Dès le 23 mai 1829, Vigny notait ceci dans son *Journal* : « Le Victor que j'aimais n'est plus. Il était un peu fanatique de dévotion et de royalisme, chaste comme une jeune fille, un peu sauvage aussi ; tout cela lui allait bien ; nous l'aimions ainsi. A présent, il aime les propos grivois et il se fait libéral : cela ne lui va pas. Mais quoi! il a commencé par sa maturité ; le voilà qui entre dans sa jeunesse et qui vit après avoir écrit, quand on devrait écrire après avoir vécu (1). » Il y a bien de la justesse et de la profondeur dans cette observation. La vérité est que, défendu contre lui-même par une extrême naïveté d'enfant sauvage et pur, par sa pauvreté, par sa vie laborieuse, par son âpre ambition d'« être Chateaubriand ou rien », par les convenances sociales, morales et religieuses du milieu où il vivait, Victor Hugo a commencé par être ou par paraître presque le contraire de ce qu'il était dans son fond et de ce qu'il allait devenir un jour. Même d'ailleurs dans cette phase charmante et idyllique de sa vie, je ne trouve rien en lui de cette profondeur d'accent, de cette délicatesse pénétrante, de cette résonnance intime qui nous paraît inséparable de la vraie sensibilité, rien en un mot de ce que nous aimons chez Sully Prudhomme. La vraie sensibilité suppose une capacité de réflexion, une subtilité d'âme, bref, une richesse de vie intérieure que n'a jamais eues ce « jeune Barbare » de Hugo, comme l'appelait si joliment Dubois en le recommandant à Sainte-Beuve.

Fatale recommandation qui devait aboutir à la rupture d'une union en apparence parfaitement assortie. En apparence seulement. Mme Victor Hugo a-t-elle été la maîtresse de Sainte Beuve ? Si elle n'avait rien eu d' « irréparable » à se reprocher, je ne m'expliquerais pas son attitude humiliée et passivement complaisante en face de Juliette Drouet, et je m'expliquerais moins encore que l'on eût détruit ses *trois cent trente-quatre* lettres à l'auteur peu platonique de *Volupté*. D'autre part, je n'ai pas grande estime, je l'avoue, pour le caractère et la moralité de Sainte-Beuve, encore que, peut-être, au début de cette liaison, il n'ait pas été sans quelque excuse. Mais je

(1) Fragments inédits du *Journal d'un poète*, publiés par M. Fernand Gregh dans la *Revue* du 15 décembre 1920.

suis entièrement de l'avis de M. Bellessort (1) : si, ayant crié sur les toits, en prose et en vers, son « unique succès », il s'est vanté, — ne mâchons pas ici les mots, — il est le dernier des goujats ; et je me refuse, jusqu'à plus ample informé, pour l'honneur des Lettres françaises et de l'historien de *Port-Royal*, à lui appliquer pareille qualification. Je ne reviendrais pas d'ailleurs sur cette douloureuse histoire, si elle n'avait pas eu, sur l'évolution morale du poète et sur le fond même de son génie, une action peut-être néfaste, mais décisive. A sa manière, un peu brutale, je le crains, despotique, grandiloquente, naïvement égoïste, Victor Hugo aimait sa femme : de voir qu'elle se détachait de lui, lui fut un effondrement. Son mot tragique à Sainte-Beuve est bien significatif : « Car, voyez-vous, je ne dis cela qu'à vous seul, je ne suis plus heureux. J'ai acquis la certitude qu'il était possible que ce qui a tout mon amour cessât de m'aimer. » Le

Laissez-moi, tout a fui

du *Livre d'amour* s'applique cruellement à lui. Dans toute cette affaire, où presque tous les torts semblent du côté de Sainte-Beuve, Hugo avait été l'imprudence et la candeur, mais aussi la noblesse et la générosité mêmes. Il ne dut rien comprendre à son aventure. Il ne se rendit pas compte que sa femme trouvait dans Sainte-Beuve tout ce qui lui manquait à lui-même, la finesse, le tact, la délicatesse, l'expérience des âmes, bref, tout un ensemble de qualités qu'elle prisait fort, et qu'elle avait souffert de ne pas rencontrer dans son propre mari. Désorbité, sentant chanceler en lui les bases un peu fragiles sur lesquelles il avait construit sa vie morale, incapable de la réédifier sur un fondement plus solide, il ne réagit plus, comme il le faisait jusqu'alors, contre les instincts tumultueux qui s'agitaient obscurément en lui. Délesté désormais des habitudes et des idées qui semblaient former le fond substantiel de sa personnalité, un nouveau Victor Hugo va bientôt apparaître, plus libre d'allures, plus fidèle à sa vraie nature et qui, les circonstances politiques aidant, laissera peu à peu Caliban prendre décidément le pas sur Ariel.

C'est alors qu'il rencontra sur sa route Juliette Drouet, et qu'en marge de sa vie conjugale s'organisa cette liaison singulière qui connut, à ses débuts, bien des orages, admit, de la part du poète,

(1) André Bellessort, *Sainte-Beuve et le XIX^e siècle*, Perrin, 1927, p. 60.

toute espèce de dérogations plus charnelles que sentimentales, et finit dans une sorte d'union bourgeoise aux dehors fort respectables : « Philémon et Beaucis », disait Victor Hugo. Liaison qui a duré un demi-siècle, et où, certes, la passion sensuelle a joué son rôle, mais la vanité aussi, et la littérature. Il y a trop d'encre d'imprimerie dans ces effusions. Que dire d'un amoureux qui, dans la perte de quelques-unes de ses lettres d'amour, déplore surtout la disparition des belles pages qu'il a écrites, et qui, une nuit, au moment le plus pathétique, se précipite sur son crayon pour rédiger quelques lignes ardentes et suggestives, que M. Barthou nous a fidèlement conservées! Je sais bien que chez ces organisations exceptionnelles que sont les grands hommes de lettres, il est souvent fort difficile de démêler où la nature finit et où la littérature commence : tout de même, il est bien décevant, quand on cherche un homme, de se heurter toujours à un auteur.

Cette sensibilité fine et délicate, qui est la vraie tendresse, et que Victor Hugo, faute sans doute d'en être doué, n'a pas portée dans ses amours, la trouvons-nous dans ses autres affections familiales? Nous avons tous dans la mémoire les vers délicieux qu'il a consacrés à l'enfance et les vers déchirants que lui a inspirés la mort de sa fille. Certes, Hugo a aimé ses enfants, et, quand il les a perdus, il a souffert, il a pleuré comme le plus humble des pères. Pourquoi faut-il cependant qu'un doute nous assaille, qu'on voudrait repousser, et qui revient avec insistance? On serait si heureux que l'idée d'un admirable thème à développer en vers ne se fût pas de trop bonne heure présenté à son esprit, et que le long intervalle qui s'est écoulé entre la nouvelle de la mort de Léopoldine et la rédaction des poèmes *Pauca meæ* n'eût été rempli que par la douleur! D'autre part, M. Jasinski et M. Bellessort ont observé que ce n'est jamais la jeune fille qu'il évoque, mais le tout petit enfant. Serait-ce, comme M. Bellessort l'indique, que son amour paternel, un peu élémentaire peut-être, a surtout été intéressé par les gestes de la première enfance? Même dans cet ordre de sentiments, on entrevoit qu'il y a eu des natures plus riches, plus nuancées, plus complètes que celle de ce grand poète.

C'est que, beaucoup plus qu'un sensible ou un tendre, il était un imaginatif. Sur ce terrain-là Victor Hugo ne connaît pas de rivaux. Il avait une imagination royale et qui, dans une certaine mesure, suppléait aux lacunes ou aux faiblesses de ses autres facultés. C'est à son imagination qu'il a dû de faire encore figure d'homme de sen-

timent et de pensée. Non pas qu'il soit jamais parvenu à se représenter avec une suffisante exactitude certaines nuances de sensibilité, certaines finesses ou certaines profondeurs de l'ordre intellectuel : en ce sens, on ne saurait lui appliquer le mot de Taine sur Shakspeare et son « imagination complète ». N'allons pas toutefois jusqu'à lui refuser, dans le domaine des idées et des sentiments, toute espèce de faculté divinatrice. L'imagination de Victor Hugo, incomplète peut-être, plus tournée vers le dehors que vers le dedans, a pourtant sur les choses de l'âme des pressentiments, des intuitions, qui feraient honneur à un pénétrant psychologue. Il a jeté

Sur le fond désolé du gouffre intérieur

des regards un peu rapides, mais plus perçants qu'on ne veut bien parfois le dire. Mais, ce qui est plus sûr encore, c'est que, dans l'univers matériel, rien ne lui échappe. Il a au suprême degré l'imagination des formes et celle des couleurs ; les détails précis et les vastes ensembles se peignent en lui et ressuscitent en lui avec une netteté saisissante, une vigueur de relief qui ont véritablement quelque chose d'hallucinatoire. Et il n'a pas besoin d'avoir vu, de ses yeux vu, les choses qu'il veut décrire pour les voir à volonté plus tard reparaître dans le champ de sa mémoire visuelle. Son imagination est créatrice, en ce sens que, pour la mettre en branle, pour lui permettre de développer une série de visions modelées en apparence sur le réel, une médiocre page descriptive, moins que cela même, un simple article de dictionnaire lui suffisent : à l'appel d'un mot qui lui semble évocateur, les images accourent et s'ordonnent, les souvenirs se groupent, les traits essentiels se gravent : l'objet, la « chose vue » ou devinée, la scène, le personnage se reconstituent, sortent de la pénombre, apparaissent en pleine lumière, dans une lumière sinon réelle, tout au moins vraisemblable. Il est prodigieux qu'un homme ait pu écrire *les Orientales* sans avoir vu ni l'Orient ni la Grèce. Soit qu'il se rappelle, soit qu'il imagine, Hugo est de ceux pour lesquels le vaste monde, suivant le mot d'un autre poète, Auguste Angellier, déroule sans se lasser

La fête toujours neuve du regard.

Il nous restitue sans effort l'état d'esprit d'un enfant ou d'un premier homme qui ouvre les yeux sur les choses et qui s'enchante des spectacles qui lui sont offerts, et qui prête sa jeune vie à tout

ce qu'il voit. Les images qui l'assaillent, les mots ou les sons par lesquels il essaie de les figurer, ce sont pour lui tout autant d'« êtres vivants ». Par cette disposition mentale, Victor Hugo se retrouve le frère des grands créateurs de poésie biblique, cosmogonique, mythique, symbolique ou épique. Sur cette âme qui, par bien des côtés, semble contemporaine des Védas, un nombre incalculable de siècles de culture rationnelle ont passé sans l'entamer, sans modifier son mécanisme intérieur. Dans une littérature essentiellement raisonnable ou intellectuelle telle que la nôtre, son cas est unique. Son imagination visionnaire a renouvelé la poésie française.

Cette prédominance de l'imagination chez Victor Hugo explique les lacunes ou les faiblesses de son intelligence. Abstraire, analyser, raisonner sont choses dont il est totalement incapable. Il ne pense que par images. Traduite en termes intellectuels, sa philosophie est non seulement rudimentaire, mais profondément ridicule. A chaque instant, quand on le lit, le mot terrible de Veuillot : « Jocrisse à Pathmos », ou celui de Taine : « Un garde national en délire », nous remonte aux lèvres. Il ne comprend rien aux idées d'autrui : ce sont choses trop subtiles ou trop délicates pour ce cerveau embrumé et mal dégrossi qui, parfois, semble le peu enviable apanage d'un être tout à fait inculte. Ses idées à lui sont à peu près celles d'un enfant qui entre à l'école primaire. Tout ce qui est, on n'ose dire métaphysique, mais simple psychologie lui échappe entièrement; il n'est jamais sorti de lui-même pour essayer d'entrer dans une âme ou une pensée étrangères. Peu d'écrivains, en vérité, ont été plus complètement dépourvus d'esprit de finesse...

Et pourtant, on aurait tort de s'en tenir là pour juger l'intelligence de cet homme qui tenait tant à passer pour un « penseur », pour un « mage ». Oui, Dieu, le Peuple, la Liberté, le Progrès, ce sont là pour lui moins des idées que de grands mots dont il se grise, et qu'il n'a jamais vidés de leur « substantifique moelle », sur lesquels il entasse Ossa sur Pélion, images sur images, avec cette intarissable abondance verbale qui fut l'un de ses plus beaux dons. Mais la raison abstraite n'est pas tout l'homme ; les symboles matériels sont nécessaires à sa pensée pour s'exprimer, et même pour s'exercer; et il arrive parfois que les images lui sont un moyen d'atteindre et de traduire des vérités et des « correspondances » qui lui échapperaient, si elle était réduite à ses seules ressources. Et comme, d'autre part, on ne peut faire que les mots ne suggèrent pas des idées, il n'est pas

rare qu'à accumuler et à entrechoquer des mots, on finisse par découvrir et par rendre certaines nuances et même certaines profondeurs de pensée qui se dérobaient à l'esprit géométrique. Pareille aventure est souvent arrivée à Victor Hugo. Le philosophe peut faire son profit des intuitions de la faculté imaginative du poète (1); et le critique se refusera toujours à suivre son conseil d'« admirer comme une brute », mais il devra reconnaître que, pour définir le génie et caractériser l'originalité de certains poètes, on ne trouvera jamais mieux que certaines métaphores de l'auteur des *Contemplations*.

A cette intelligence très incomplète était jointe une volonté puissante qui s'est trop rarement employée à discipliner les exigences d'un tempérament violent, à réprimer les mouvements impulsifs d'un orgueil, ou plutôt d'une vanité proprement monstrueuse, mais qui, toute tendue vers les réalisations d'une ardente ambition littéraire, nous offre, dans cet ordre d'idées et de préoccupations, l'imposant spectacle d'une continuité dans la pensée, d'une persévérance obstinée dans l'effort dont il n'y a pas beaucoup d'exemples. A cette passion maîtresse Victor Hugo a tout subordonné, tout sacrifié, même peut-être son bonheur intime. Pendant près de soixante-dix ans, il a travaillé, avec la régularité inlassable d'un bon ouvrier aux rudes mains calleuses, à cette apothéose finale, à cette veillée funèbre sous l'Arc de triomphe, à ces funérailles nationales qui ont dû ravir d'aise son ombre fastueuse. Pour parvenir à cet honneur suprême, il s'est fait chef d'école, homme politique, proscrit; il a changé innocemment d'opinions suivant les régimes; et surtout, il a écrit, vers et prose, dans tous les genres, intarissablement. Bien servie d'ailleurs par sa longévité et par les circonstances, sa volonté a réussi à réaliser le secret idéal de sa vie. Il a voulu être, et il a été le plus grand poète, le premier homme de lettres de son pays et de son temps.

Une nature rude et forte, puissamment plébéienne, sans finesse ni délicatesse, sans grande vie intérieure, mais riche de réserves inemployées, de sensations neuves, de facultés presque vierges et qu'une longue culture ancestrale n'a point émoussées; des passions violentes; des naïvetés énormes; une imagination démesurée, qui transfigure et personnifie tout; un besoin candidement puéril de dominer, d'imposer son moi, de se faire voir et admirer; un goût immodéré du décor, de l'étalage, et même du charlatanisme; avec

(1) Voyez, à ce sujet, le livre de Renouvier sur *Victor Hugo, le Philosophe*.

cela, une certaine bonhomie, et une réelle bonté qu'on voudrait seulement moins verbeuse : voilà, à peu près, comme on peut se représenter la personne morale de Victor Hugo.

***

Et maintenant, regardons l'œuvre.

Sous l'opulente fantasmagorie des images, le poète s'y est peint lui-même avec une involontaire fidélité que ses adversaires ont, à plus d'une reprise, cruellement soulignée. Cette personnalité qui s'enfle, qui s'étale, qui ignore la pudeur et le ridicule, qui s'égale sans façon aux plus grands noms de l'histoire, — que dis-je! à Dieu même, — on la retrouve dans presque tous ses livres. Elle n'a pas attendu l'exil, les rêveries apocalyptiques au bord de l'Océan, les folles exaltations et les inexpiables rancunes du proscrit du Deux-Décembre, pour déferler en immenses vagues sonores dans des poèmes interminables. Hugo n'était pas encore pair de France, lorsque, dans une pièce qui s'intitule *les Deux côtés de l'horizon*, il s'écriait déjà :

Et maintenant, Seigneur, expliquons-nous tous deux.

Quand, dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 décembre 1842, Jéhovah a pu lire ce vers, j'imagine qu'il a dû bien rire. Hugo, lui, ne riait pas. Il a toujours cru, même au temps de sa prime jeunesse, qu'il était le fondé de pouvoirs de l'Éternel, le « penseur blême », le mage « effaré » qui avait pour mission d'expliquer au monde les révélations divines, et cette conviction profonde est l'un des *leitmotifs* de son œuvre.

Il faut reconnaître qu'à cette conviction, si elle lui a dicté bien des sottises, il est redevable de quelques-unes des plus rares beautés de sa poésie. D'abord, elle est le grand principe inspirateur de son lyrisme. Pour entretenir l'humanité de ses aventures personnelles, pour exprimer, avec l'autorité, l'accent qui en renouvellent la force persuasive, ce que les sceptiques appellent des vérités premières, les rhéteurs des lieux communs, et ce que l'on devrait peut-être appeler des vérités éternelles, il n'est pas mauvais de se croire un être prédestiné et d'avoir toujours l'air de descendre du Sinaï. D'autre part, l'illusion où il vécut, dix-huit années de sa vie, d'être l'un des grands persécutés de l'histoire, de représenter, presque à lui tout seul, le droit outragé, la conscience universelle contre la force oppressive et brutalement parjure, lui a certainement inspiré quelques-uns des plus

beaux cris de colère et d'indignation vengeresse qui aient jamais jailli d'une poitrine humaine. Auprès du Victor Hugo des *Châtiments*, Juvénal semble un petit écolier de rhétorique ; et bien plutôt qu'au poète latin, c'est à Dante, c'est aux prophètes hébreux que nous fait songer le poète français.

Les sentiments et les idées de Victor Hugo ne nous parviennent jamais à travers ses livres que transfigurés par son imagination ; et, littérairement, il ne faut pas s'en plaindre, car, on aura beau médire d'elle, l'imagination reste la faculté maîtresse d'un grand écrivain, et celle de Victor Hugo était si riche, si fertile en ressources qu'elle a réussi à amplifier jusqu'à l'infini une matière au total assez pauvre. Elle a fait de lui, à ses propres yeux, une sorte de demi-dieu. Elle lui a représenté les réalités de la nature, de la vie et de l'histoire sous un jour si grandiose que tout naturellement il s'est senti une âme de poète épique pour les exprimer. Les naïvetés et les grandeurs des temps primitifs, il n'a besoin d'aucun effort pour les concevoir, et pour les épouser. Et comme il est doué d'une puissance, d'une richesse, d'une fécondité d'invention verbale qui seraient uniques dans notre langue, si Rabelais n'existait pas, comme, d'autre part, la justesse de son oreille musicale, sa virtuosité rythmique tiennent véritablement du prodige, il suit de là qu'il dispose, pour rendre toutes les images qui se pressent dans son cerveau, de moyens d'expression dont l'histoire de la littérature nous offre bien rarement l'équivalent. Un poète n'est pas complet, s'il n'est pas capable de traduire au dehors et de communiquer à autrui ce qu'il pense, ce qu'il sent, ou ce qu'il imagine. Victor Hugo était un poète complet. Il a le don de l'expression adéquate. Jamais son verbe ne trahit sa pensée, si même il ne la magnifie pas en l'appelant à l'être.

« Hugo, disait Sainte-Beuve, n'est pas de la race des hommes, il est né des dents du dragon (1). » Et il le compare à « un jeune roi barbare », à un « Cyclope », à Polyphème. La comparaison, M. Bellessort l'a finement noté, a défrayé plus d'un critique, ami, comme Sainte-Beuve, des « coteaux modérés ». En la dépouillant de tout ce qu'elle peut avoir d'ironique, ou même d'injurieux, on peut la reprendre et la suivre. Victor Hugo n'appartient pas à la famille d'esprits et d'âmes dont un Virgile ou un Racine sont les plus nobles représentants : ceux-là sont l'extrême fleur, la fleur exquise et

(1) Sainte-Beuve, *Mes poisons*, Plon, in-16, p. 43.

raffinée d'une civilisation, d'une culture qui les a pénétrés jusqu'aux moelles, et dont ils sont inséparables. Victor Hugo, lui, est sans âge; il y a en lui quelque chose de préhistorique ou d'antédiluvien. Par l'énormité de quelques-unes de ses facultés, il déborde tous nos cadres. Homère, Eschyle, voilà quelques-uns de ceux auxquels il s'apparente. Il est une de ces forces de la nature devant lesquelles le commun des hommes s'arrête étonné, avec l'inquiétude de savoir si leur étonnement est fait de stupeur ou d'admiration.

En 1914, quelques jours avant la guerre, je visitais à Guernesey la fameuse demeure de Hauteville-House. J'avais parcouru ces pièces où la fantaisie du poète avait accumulé, avec un peu de bric-à-brac romantique, tant de rares et précieux bibelots. Dans la salle à manger, autour de la table de famille, j'avais lu, gravées au dos des vastes sièges, ces trois inscriptions fastueuses : *Pater*, *Mater*, *Filius*. J'étais monté à l'observatoire vitré, d'où l'on a une si belle vue sur la mer, et dont Olympio avait fait son cabinet de travail. Et de toutes les admirables pages qui étaient nées là, et qui avaient enchanté ma jeunesse, et qui me remontaient à la mémoire, un vers surnageait, que je ne pouvais m'empêcher, en l'arrangeant un peu, d'appliquer au poète :

Et *son* âme chantait dans *un* clairon d'airain, —

une âme de primitif, naïve, puissante et rude, une âme tour à tour orageuse et sereine, comme le tumultueux Océan.

Victor Giraud.

REVUE DRAMATIQUE

Théatre de la Michodière. — *L'Ascension de Virginie*, comédie en trois actes de MM. Maurice Donnay et Lucien Descaves.

Cet esprit parisien, dont il a été beaucoup parlé, ces temps derniers, au souvenir de Robert de Flers, c'est un charme de le retrouver, avec toute sa grâce et toute sa fraîcheur, dans la pièce nouvelle de MM. Maurice Donnay et Lucien Descaves. Est-il besoin de le définir une fois de plus? Qu'il me suffise de remarquer qu'il est fait avant tout d'observation. Il se promène à travers les mœurs du jour, à l'affût des manies et des ridicules nouvellement éclos. Il les relève plutôt qu'il ne les dénonce, et s'en amuse plus souvent qu'il ne s'en indigne. Il n'a ni méchanceté dans sa malice, ni amertume dans son ironie. Il a la bonne humeur, la gaieté légère, le rire bon enfant. Et puis cette qualité si française : la mesure, — cette élégance que rien ne remplace : le goût. Remercions MM. Donnay et Descaves de nous en avoir, une fois de plus, offert le régal.

Un des traits du temps que nous vivons est la rapidité des changements sociaux. Tel que vous aviez vu hier mener un train des plus modestes, vous éclabousse aujourd'hui de son luxe. Cette ascension dans la fortune ne s'accompagne pas toujours d'une ascension parallèle dans l'ordre de la culture et des manières C'est le thème connu de toute comédie qui met en scène des nouveaux riches. MM. Donnay et Descaves se sont bien gardés d'en donner une réédition. Leur sujet est tout autre. Ce qu'ils se sont amusés à nous montrer, c'est comment une petite personne, qui a plus d'ambition que de scrupules, peut, dans la société d'aujourd'hui, pourvu qu'elle ne regarde pas trop aux moyens, grimper quelques échelons, et d'ailleurs, avec la souplesse féminine, à chaque échelon gravi, s'adapter à sa nouvelle condition.

Virginie, au premier acte, nous apparaît en femme du peuple. Voici à quelle occasion. La voiture de Mme de La Guithardière a renversé un ouvrier, lequel s'en est tiré avec de légères, de très légères blessures. Cet ouvrier est le propre mari de Virginie, et Virginie a tout de suite aperçu le parti qu'on peut tirer d'un accident, à condition d'avoir la manière de s'en servir. Elle vient trouver Mme de La Guithardière, et obtient d'elle pour sa « victime » une somme de vingt mille francs. Et cela, depuis la baisse du franc, est peu de chose ; mais ce qui vaut mieux, c'est que, sur la fin de la visite, est entré M. de La Guithardière : et voilà la chance de Virginie.

Car ce vieillard, resté sentimental, a eu le coup de foudre. Et nous voyons, au second acte, Virginie installée, presque chez lui, à la campagne. Elle joue maintenant les coquettes, fait la loi chez son vieil amoureux, à qui d'ailleurs elle n'a garde de rien accorder. La première étape est franchie : voici la seconde, celle-là décisive. Un des gendres de M. de La Guithardière, M. Lyrisse, s'est à son tour épris de Virginie. Il ne l'installera pas, comme c'était jadis l'usage, dans un petit hôtel : il lui fait présent d'un garage : il est moderne.

Le dernier acte marque le terme de l'ascension de Virginie. La voici dans le garage, où elle trône au bureau. Elle est maintenant une de ces bourgeoises de fraîche date, reconnaissables à leur morgue, sévères au pauvre monde et peu désireuses de tendre la main à celles qui tentent la même ascension. « Vous, lui dit une dactylo qu'elle vient de réprimander, vous ne renvoyez pas l'ascenseur ! »

A travers les trois actes de cette comédie, d'une actualité piquante et d'une si jolie note littéraire, les auteurs ont semé à profusion les mots heureux qui partent en fusée, et dont l'esprit facile, aisé, naturel, nous ravit.

L'interprétation est excellente. Mme Jeanne Cheirel joue, en parfaite comédienne, le rôle de Mme de la Guithardière. Mlle Renée Devillers (Virginie) a su très heureusement varier sa triple incarnation. M. Baroux est amusant sous les traits de cette bonne poire de La Guithardière. Et M. Berthier a dessiné avec beaucoup de pittoresque le rôle du vieux jardinier Anselme.

René Doumic.

ANTOINE BOURDELLE

C'était au mois d'avril dernier, sur la place de l'Alma, par une vive matinée de printemps parisien. Il m'avait convoqué d'un mot pour voir monter la figure de son Mickiewicz. Il était là avec son fondeur, le grand artiste, M. Rudier, chez qui, si peu de temps après, le maître vient de mourir.

Nous étions un petit groupe d'amis, de journalistes, auxquels se joignaient quelques passants, pour entourer le grand trophée enveloppé d'échafaudages. Autour de nous, le majestueux décor du coude de la Seine, les quais, l'étoile superbe des avenues rayonnantes. Il était là, le petit démiurge, avec sa houppelande et son feutre de berger, grisonnant, nerveux, un peu inquiet comme un auteur à une générale : il avait deux soucis, celui de savoir comment se passerait l'ascension d'une figure de deux tonnes, sans dommage pour elle et pour le chapiteau; l'autre, quel serait l'effet du monument définitif, s'il ne serait pas un peu grêle, s'il tiendrait bien dans l'air, recevrait le baptême et la grâce du ciel. Il passait son temps, un peu ému, assis sur le piédestal, les deux mains sur sa canne et le menton sur la main, tantôt surveillant la manœuvre, tantôt les yeux en l'air, faisant des calculs et prenant la mesure des maisons. Et c'était émouvant de le voir, si petit à côté du colosse, inutile, ne pouvant plus rien sur son œuvre qui, sans lui, s'érigeait dans les airs, prenait possession de l'espace.

C'est toujours une merveille de voir faire de vrais ouvriers parisiens. Il y a, Dieu merci! dans quelques professions, la coquetterie du beau travail. A cinq ou six, pas davantage, sans cris, sans hâte, avec une poulie, des chaînes de montre, un château d'allumettes, c'était fait. Cela n'avait pas duré dix minutes. « On n'imagine pas, me dit-il, la résistance du bois, en poussée verticale. Songez donc à ce que porte un arbre! »

Je m'éloignai du monument, clou d'or dans son amphithéâtre de façades et de verdure, dans l'axe de ce pont de l'Alma qui commémore une victoire, à deux pas de ce théâtre de l'avenue Montaigne que Bourdelle a décoré de fresques et de bas-reliefs : ce coin de Paris lui appartient, il l'a fait sien. Et je songeais à cet autre monument, celui de la Défense, le premier de ses grands ouvrages, que l'on découvre au bout du pont qui enjambe le ravin du Tarn, au seuil de Montauban. Je me replaçais là-bas en imagination, pour embrasser une autre perspective, cette voie triomphale, ces trente années du siècle que Bourdelle a jalonnées de monuments.

Il était, depuis vingt ans, le premier sculpteur du siècle, l'artiste peut-être le plus célèbre aux quatre coins de l'univers. Du vivant même de Rodin, retiré sur son Olympe de la rue de Varenne, il lui avait succédé dans la fonction de statuaire mondial. Dans son atelier de la Grande-Chaumière et ses hangars encombrés de l'impasse du Maine, il donnait des leçons à toute la terre. C'est à lui que les jeunes nations et les Républiques nouvelles demandaient les images de leurs héros ou de leurs législateurs.

Pendant une quinzaine d'années, jusqu'aux environs de 1905, le jeune artiste avait vécu dans l'ombre de l'enchanteur. La merveille de l'art de Rodin, c'est son incroyable profondeur, ce qu'on appelle l'intimité : on ne peut pas dire à quel point ses figures sont du sang et de la chair. La limite de cet art inouï, c'est que l'imitation le confine au morceau. Le charme du sentir est si fort, qu'il détruit toute idée d'ensemble.

Bourdelle, avec un sens très vif de ce qui faisait le génie unique de son maître, avait compris très vite aussi ce qui en constitue l'infirmité secrète, ou si l'on préfère, la rançon. Il avait au contraire le démon constructeur, le sens monumental, l'instinct de la grandeur hérité des maîtres du Languedoc, des vieux maîtres romans qui nous ont laissé, aux tympans de Moissac, de Beaulieu, de Cahors, les modèles de la sculpture décorative. Il tenait de son père, le menuisier de Montauban, chez qui, jusqu'à seize ans, il avait équarri des planches et assemblé des bancs, la vieille idée de bon sens qu'une figure, avant d'être expressive, doit répondre à certaines conditions d'équilibre. Dans un art anarchique et ultra-émotif, il faisait rentrer la discipline, restaurait le cerveau. Ce n'est pas par hasard que sa première œuvre personnelle est une tête d'Apollon, une œuvre de jeunesse dont il ne devait d'ailleurs jamais surpasser la perfection, comme Rodin tient tout entier dans ce fac-

similé de douleurs, ce masque raviné de l'*Homme au nez cassé* qui annonçait, à vingt-quatre ans, sa prestigieuse carrière. Le dieu Musagète, le dieu de l'ordre, se montrait à Bourdelle et venait prendre la tête du chœur...

Je ne puis que rappeler dans ces notes ce fameux *Héraklès* qui fut, en 1907, le manifeste de Bourdelle et qui apprit au monde que l'art changeait de direction et s'engageait sur des voies nouvelles. La sculpture, depuis Carpeaux, vivait sous le signe de la volupté : elle se plaçait désormais sous la catégorie de l'esprit. Sans doute nous y perdions un charme, le sortilège de Rodin, ces corps modelés par l'amour, expirant l'amour par tous les pores; mais en échange de ces délices, l'art gagnait en vertu. Il reprenait le mode dorien. Il sortait du charnel et de la sensualité. Il retrouvait les grandes lois. Depuis un siècle, le sculpteur s'était brouillé avec l'architecte, ne savait plus faire bon ménage avec un monument. Il était réservé à Bourdelle de refaire l'accord. Au théâtre des Champs-Élysées, un de ses bas-reliefs montre deux sœurs, dont l'une présente une colonne, tandis que l'autre, sur le chapiteau, pose une Victoire ailée; ce geste gracieux exprime le mariage de la sculpture et de l'architecture.

Ce tour de l'esprit de Bourdelle devait le désigner pour ses œuvres les plus fortes et les plus profondes, celles qui lui donnent sa place dans l'art contemporain. Il est bien évident qu'une telle sculpture n'est pas faite pour traduire des émotions individuelles. Mais ces sentiments ne sont pas les seuls, ce ne sont même pas les plus nobles dont nos cœurs soient capables; il en est d'autres qui unissent les hommes dans le culte des objets sacrés. A côté du lyrisme qui médite sur l'amour, la jeunesse, la douceur et le néant de la vie, il y a celui qui exalte, la poésie de l'honneur, des fins spirituelles de l'homme; Bourdelle possédait d'instinct ce langage de la gloire, ce langage du bronze et de l'immortalité, cette éloquence qui parle aux foules et leur propose la leçon des saints et des héros.

Cette statuaire tyrtéenne est le domaine de Bourdelle. Il est par excellence le sculpteur des grandes abstractions dont vivent les parties hautes de l'âme. Il est naturellement héroïque. Il était bien d'un âge voué par le destin aux grandes épreuves et aux grandes choses et, lorsque survint la victoire, il se trouva être l'homme qu'il fallait pour célébrer le triomphe et le sacrifice. Sur un ballon des Vosges, c'est lui qui érigea la Vierge qui sourit à l'Alsace retrouvée; au phare de la pointe du Grave, c'est lui qui dressa la figure de la

Pallas française, guettant par delà les mers l'arrivée des soldats de la liberté; lui à qui l'Argentine confiait le monument équestre de son président Alvear, et la Pologne la colonne qui affirme sa foi dans son prophète, l'indestructible attente et l'*Alleluia* de ses Pâques nationales.

« Je commence à croire, me disait-il un jour, qu'il n'y a pas de hasard. » Il pouvait en effet se sentir un des élus de la Providence, ce petit homme aimé du ciel, à barbiche de vieux chevrier, à qui les dieux avaient fait, par miracle, au milieu de notre monde moderne, une enfance de berger grec, et qui, destiné à chanter les hymnes de Pindare, les grandes odes républicaines, avait eu pour marraine la veuve de Michelet.

Depuis quelques années, sa santé avait subi une première atteinte. Mais son énergie était telle, il y avait dans ses yeux tant de feu, dans sa parole un tel entrain, qu'on aurait rougi de s'alarmer. Je ne connaissais pas de présence plus tonique. Tous les jours il était debout à quatre heures du matin et, comme un musicien fait ses gammes, il se mettait à dessiner : c'était sa façon de faire sa prière et de donner leur part aux dieux, avant le labeur de la journée. Je le vis pour la dernière fois le lendemain de la scène du rond-point de l'Alma. Délivré de cet ouvrage qui l'avait occupé vingt ans, il ne pensait qu'à l'avenir; il débordait de génie. Il me montra cinq ou six maquettes qu'il venait de composer; il rêvait d'un monument Foch, à la porte du Bois, un immense monument de triomphe, comme un char à quatre chevaux; puis, c'étaient des Bacchantes couchées sur des panthères, des Lédas embrassées par les ailes du cygne, un Apollon vainqueur du serpent... Jamais il n'avait eu plus d'idées. Les esquisses lui ruisselaient des mains. C'était plein de quadrupèdes, de lyres, de choses envolées et de frémissements d'ailes. Il y avait là des projets pour deux ou trois vies d'artistes. Au seuil de la vieillesse, le prodigieux petit homme s'apprêtait à repartir, à recommencer une carrière. Je ne l'ai plus revu. Ce grand cœur, ce cerveau bouillonnant, ces mains de créateur qui n'avaient jamais connu le repos, viennent de s'arrêter. Les dieux qui le chérissaient, les dieux de la raison, de la justice et de la mesure, ont jugé qu'il avait assez fait pour sa gloire et celle de la patrie.

LOUIS GILLET.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

L'Asie, mère de toutes les religions, est le pays de l'immuable. Sur la terre brûlée de la Palestine, où souffle l'Esprit, où tant de rois, tant de peuples, tant de prophètes ont imprimé la trace de leurs pas, l'histoire parle dans les vieilles pierres ; les conflits antiques revivent autour de ces Lieux-saints où le judaïsme, le christianisme et l'islamisme vénèrent leurs souvenirs les plus sacrés. Aujourd'hui, c'est entre Arabes et Juifs qu'un conflit aigu s'est élevé. Entre ces deux races qui se sont développées sur le même sol, la querelle remonte à Abraham ; jamais Israël et Amalek ne vécurent en bons voisins. La lutte, entre sédentaires et nomades, pour la vallée du Jourdain et les rares oasis cultivables, la guerre pour le pays de Chanaan, est un phénomène éternel. Le sionisme apporte au livre sanglant d'Esther une saisissante actualité. Les Arabes de nos jours ont-ils gardé le souvenir d'Aman pendu avec ses dix fils et des 75 000 Amalécites exterminés par l'intrigue de Mardochée? Ce sont les Arabes, cette fois, qui ont pris l'offensive. N'était la police anglaise, comme naguère les gendarmes turcs, de terribles vêpres sonneraient pour les « amis de Sion ». Incidents locaux? Minces querelles? Mais il y a, par le monde, 200 millions de musulmans qui prennent fait et cause pour leurs coreligionnaires ; et, dans la plupart des pays de civilisation européenne, où les Juifs dominent par la banque et la presse, la solidarité israélite s'émeut et agite l'opinion. Donc, grosse affaire, dont les conséquences intéressent toutes les nations.

Les troubles récents ont une double origine. Religieuse d'abord et, pour ainsi dire, symbolique. Le Mur des lamentations est, pour Israël, sacré entre tous, puisque les Juifs y reconnaissent les assises du temple de Salomon et viennent y déplorer leur grandeur

évanouie et la destruction du sanctuaire; mais ces lamentations s'accompagnent d'espérances, dont MM. J. et J. Tharaud, dans *l'An prochain à Jérusalem!* nous ont montré toute la portée nationale et sociale. Or, le Mur des pleurs est le soubassement de la mosquée d'Omar, du Haram es Sharif, l'un des Lieux-saints de l'Islam, où s'arrêta le Prophète avant de s'élancer vers le Ciel sur son cheval Borak. Le terrain, au pied du mur où, dans les interstices des gigantesques pierres, les Juifs glissent les feuillets chargés de leurs plaintes et de leurs prières, est propriété de l'administration du Wakf, c'est-à-dire des fondations charitables musulmanes. En 1928, le jour du Kippour, un incident éclata. Au pied du Mur des lamentations, hommes et femmes israélites n'étaient point séparés; cette promiscuité fut, pour quelques rabbins de Galicie, un objet de scandale et l'on s'avisa d'établir un écran pour séparer les deux sexes. Il n'en fallut pas davantage pour déchaîner les passions latentes et, depuis lors, les esprits restèrent fort échauffés.

Tels sont les faits apparents; ils trouvent leur explication dans la situation politique de la Palestine. Les Arabes, depuis des temps très lointains, se considèrent comme les maîtres du pays. Sur 795 000 habitants, on recense 557 000 musulmans, 150 000 juifs, 78 000 chrétiens. Les juifs de Palestine, avant la guerre, ne portaient pas ombrage aux Arabes qui les méprisaient sans les molester. Mais le mouvement sioniste, dont nous ne saurions refaire ici l'histoire, a tout changé. Le sionisme, sous l'impulsion originelle de Théodore Herzl, demandait, pour le peuple juif, un « foyer national » où il pût fuir les persécutions qu'il ne cesse de redouter, établir les Juifs misérables qui sont si nombreux dans l'Europe orientale, particulièrement en Pologne, en Roumanie, en Russie, et les transformer en paisibles agriculteurs. Durant la guerre, sous l'influence de la haute banque israélite des États-Unis, les principales puissances alliées s'engagèrent, par des déclarations publiques, à favoriser « l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif (1) ». Dès le 4 juin 1917, M. Jules Cambon écrivait à l'un des chefs de la fédération sioniste, M. Nahum Sokolow, pour lui donner l'assurance de la sympathie du gouvernement français pour la cause sioniste « dont le triomphe est lié à celui des Alliés ». Entre cette déclaration et l'entrée en guerre des États-Unis il existe une corrélation certaine.

(1) Déclaration de M. Balfour. — Les principaux documents relatifs au foyer national juif ont été reproduits dans *l'Europe nouvelle* du 14 septembre, à la suite d'un article de M. Maurice Pernot.

La déclaration de M. Balfour, approuvée par le cabinet britannique, date du 2 novembre 1917 ; elle réserve « les droits civils et religieux des communautés non juives existant en Palestine ». Le 14 février 1918, M. Pichon notifiait officiellement à M. Sokolow « que l'entente est complète entre les gouvernements français et britannique en ce qui concerne la question d'un établissement juif en Palestine ». Les gouvernements italien, suisse, japonais suivirent cet exemple. Le Congrès des États-Unis approuva. Enfin l'acte constitutif du mandat britannique sur la Palestine et la Transjordanie, du 16 septembre 1922, précise que le mandataire sera « responsable de la mise à exécution » de la déclaration Balfour et rappelle les réserves qui y sont formulées. Il appartenait donc à l'Empire britannique de réaliser à ses risques et périls l'expérience scabreuse dont il avait été l'un des plus ardents promoteurs.

Telles sont les origines juridiques et historiques de l'établissement en Palestine d'un « foyer national » juif. Dans l'esprit de M. Balfour et du gouvernement britannique, il s'agissait surtout d'une entreprise humanitaire et idéaliste destinée, tout en donnant satisfaction à la démocratie juive de l'Europe orientale, à produire un effet d'ordre politique général favorable à l'Angleterre. Mais les sionistes aspirent à créer un État juif riche et peuplé et à reconstituer, sous la forme d'un septième dominion, la puissance juive d'autrefois, comme ils ont ressuscité la langue hébraïque qui, au temps du Christ, était déjà une langue morte. Jusqu'à présent, la colonisation juive, si elle est assez prospère, n'est pas très nombreuse, — environ 100 000 personnes, — et elle coûte très cher. Mais les chefs du mouvement, tout en protestant de leur désir de vivre en bonne intelligence avec les Arabes, cherchent à intensifier l'émigration. Au congrès de Zurich, qui a clos sa session le 14 août dernier, des déclarations retentissantes annoncèrent la volonté des sionistes de créer en Palestine un grand État juif. Les Arabes, qui se considèrent de tout temps comme les maîtres et les propriétaires du pays, s'inquiètent et se voient déjà dépossédés et chassés. Beaucoup d'entre eux vivent encore aujourd'hui sous la tente, comme au temps d'Abraham, du lait de leurs troupeaux. Ils se laissent tenter par les sommes considérables que les organisations juives leur offrent pour l'achat de leurs terres, mais leurs notions juridiques assez courtes ne comportent pas l'axiome : « donner et retenir ne vaut » et ils s'indignent de se voir spoliés de ces mêmes terres qu'ils ont vendues. Les Sionistes ont apporté dans le pays, outre beaucoup d'argent, de

meilleures méthodes de culture, une civilisation plus occidentale, plus moderne; mais les Arabes n'en sentent que mieux le danger qui les menacerait si l'immigration juive amenait un afflux nouveau de population. Un mémorandum adressé par l'Exécutif arabe au Haut-Commissaire britannique exigeait : un parlement, le retrait de la déclaration Balfour, la fermeture des frontières à l'émigration juive. En même temps, un soulèvement général s'organisait. Une manifestation de « jeunes sionistes » au Mur des lamentations avec drapeau et discours où étaient affirmées les revendications de la nationalité juive, fut l'étincelle qui mit le feu aux poudres; le 23 août, les premiers coups de fusil éclatèrent devant le Mur des lamentations et bientôt la Palestine fut à feu et à sang. Les autorités mandataires, surprises, ne disposaient d'aucune force britannique et la milice indigène fut débordée. Plusieurs colonies juives sont pillées, incendiées; à Hébron, après un vif combat, une soixantaine de Juifs et une trentaine d'Arabes sont tués, un plus grand nombre blessés; le nombre total des victimes est de plusieurs centaines. Il fallut que, d'Égypte et de Malte, arrivassent en hâte des troupes anglaises munies d'avions et d'autos blindées pour mettre fin aux massacres et aux hostilités.

Les conséquences sont très graves. D'abord, en Palestine même, Arabes et Juifs sont également mécontents du gouvernement mandataire. Les Juifs l'accusent de favoriser les Arabes et de ne pas se prêter à l'immigration des israélites pauvres; ils se plaignent que, malgré les symptômes les plus alarmants, aucune mesure de protection ou de police n'ait été prise; de là à laisser entendre que la puissance mandataire a volontairement laissé faire, il n'y a qu'un pas qui a été franchi. Au congrès de Zurich, le rabbin Wise, de New-York, accusait le gouvernement anglais d'apporter une mauvaise volonté systématique à collaborer avec le sionisme et à favoriser l'immigration. Les Arabes, de leur côté, prétendent que des influences israélites très puissantes s'exercent sur le gouvernement britannique et favorisent l'immigration juive et la création d'un grand État sioniste sous la protection de l'Angleterre. Tandis que, dans tous les pays et particulièrement aux États-Unis où un million et demi de Juifs sont établis dans la seule ville de New-York, des meetings de protestation réclament protection et assistance pour les colons israélites de Palestine, à Londres, des voix s'élèvent en faveur des Arabes auxquels le gouvernement royal avait promis d'accorder un *self-government*. N'est-il pas imprudent d'irriter l'opinion des musulmans du proche-

Orient, des Indes et d'Afrique, à commencer par ces Wahabites qui sont les maîtres des villes saintes du Hedjaz et qui sont assez forts pour menacer la Transjordanie, la Palestine et les communications terrestres de l'Empire britannique? D'autre part, dans les pays de l'Europe orientale où les Juifs sont particulièrement nombreux, le mouvement sioniste, s'il ne reçoit pas quelques satisfactions, tend à créer des minorités nationales prêtes à réclamer la reconnaissance de droits spéciaux au lieu de tendre à s'assimiler avec les populations dominantes. La conception d'un État juif en Palestine, à peine née, engendre déjà difficultés et massacres, ravive les querelles religieuses. Même et surtout parmi les Israélites, beaucoup se demandent si ce n'est pas là une politique dangereuse. D'autres, au contraire, prenant texte des déclarations du dictateur de la Turquie, Mustapha Kemal, qui admet que l'Islam a été, pour ses adeptes, un obstacle au progrès et à la culture civilisée, imaginent de régénérer la vieille terre de Palestine par une renaissance juive. Sous quelque aspect que l'on envisage le problème, il apparaît, surtout pour l'Angleterre, gros de difficultés et de périls.

Des événements de Palestine, il convient de rapprocher les concessions considérables que le gouvernement travailliste vient d'accorder à l'Irak, sur lequel il exerce un mandat, et à l'Égypte. Précisément, le 12 septembre, lord Rothermere publiait, dans son *Daily Mail*, un article sensationnel sous le titre à fracas : « Rendez les mandats ou le proche Orient peut amener notre ruine. » Il s'y prononçait nettement contre l'expérience ruineuse du foyer national juif et proposait de remettre à l'Italie le mandat britannique sur la Palestine et d'abandonner l'Irak. Très peu de jours après, le gouvernement britannique annonçait que, conformément à l'avis exprimé par l'ancien Haut-commissaire dans l'Irak, sir Gilbert Clayton, il soutiendrait en 1932 l'admission de ce pays dans la Société des nations dont la conséquence serait la complète indépendance de l'Irak et la revision des traités qui lient ses destinées aux intérêts britanniques. A Bagdad, un nouveau gouvernement a été formé avec le chef du mouvement nationaliste qui poursuit l'indépendance complète de l'Irak. Des négociations vont commencer pour la revision des traités par lesquels l'Angleterre saura, comme elle vient de le faire en Égypte, se réserver des avantages économiques et des garanties militaires.

Depuis que la gouvernement anglais, le 28 février 1922, a renoncé au protectorat sur la terre des Pharaons, les relations entre

une Égypte indépendante et un Empire britannique qui prétend s'y réserver certaines prérogatives de la souveraineté, constituent un problème insoluble auquel chaque gouvernement s'est appliqué à trouver une issue. Le ministère travailliste n'a pas manqué cette occasion d'appliquer ses principes ou du moins de s'en donner l'air. Dès le mois de juillet, le Haut-Commissaire, lord Lloyd, qui exerçait en Égypte, selon la vieille méthode anglaise, toutes les réalités du pouvoir sous le couvert d'un ministère dirigé par Mohammed Mahmoud pacha, recevait un télégramme de M. Henderson qui était une invite à donner sa démission et s'exécutait galamment. Un voyage du roi Fouad et de son premier ministre en Angleterre, à la fin de juillet, fut l'occasion de pourparlers à la suite desquels le *Foreign Office* élaborait un nouveau traité qui représente « l'extrême limite des concessions de la Grande-Bretagne ».

L'occupation militaire de l'Égypte prend fin; les troupes britanniques ne seront plus autorisées à séjourner qu'aux environs immédiats du canal de Suez, considéré comme une voie de communication indispensable à la sécurité et à la prospérité de l'Empire britannique. Une alliance sera conclue entre l'Angleterre et l'Égypte, comme puissance indépendante et admise, sous les auspices de Londres, dans la Société des nations qui sera chargée de trancher par voie d'arbitrage les différends éventuels entre les deux pays. L'action diplomatique des deux alliés sera toujours concordante; en cas de guerre, ils se prêteront mutuelle assistance. Les conseillers financiers et juridiques du gouvernement égyptien seront sujets britanniques; une mission militaire organisera l'armée dont l'armement et l'équipement seront semblables à ceux des troupes anglaises. Des officiers britanniques resteront à la tête de la police égyptienne pendant cinq ans à partir de la mise en vigueur du traité. Enfin, l'Angleterre flatte le nationalisme des Égyptiens en promettant de les aider à obtenir la suppression des capitulations, l'Égypte prenant la responsabilité de la sécurité des personnes et des biens des étrangers. Reste la question du Soudan qui tient fort au cœur des Égyptiens qui le revendiquent comme une dépendance de leur pays. Le gouvernement anglais s'engage à « examiner avec sympathie » l'envoi au Soudan d'un bataillon égyptien, sans que, pour cela, les troupes anglaises soient retirées.

Il suffit d'examiner les articles de ce traité pour s'apercevoir qu'ils n'apportent guère à l'Égypte que des satisfactions de principe et de façade. Les troupes, dont le nombre n'est pas limité (il y a

actuellement environ 12 000 hommes en Égypte), séjourneront sur le canal de Suez, c'est-à-dire en territoire égyptien. Il y a longtemps déjà que lord Cromer déclarait que les troupes anglaises ne tiennent garnison en Égypte que pour la protection des intérêts de l'Empire britannique et qu'il proposait de les retirer à Alexandrie ou aux abords du Canal. Au reste, il coulera encore beaucoup d'eau dans le Nil avant que les aménagements nécessaires pour le séjour et « l'agrément » des troupes anglaises près du Canal soient organisés par les soins de l'Égypte et à ses frais. La présence, même si elle devenait effective, d'un bataillon égyptien au Soudan ne changerait guère le caractère de possession directe de l'Angleterre que les campagnes de lord Kitchener ont donné à cette vaste et riche contrée qui commande la haute et la moyenne vallée du Nil par où l'Égypte peut être privée de l'eau nourricière qui la fait vivre. En promettant l'abolition des capitulations, c'est surtout aux dépens des autres pays que le gouvernement britannique fait une concession. Il garde, en pratique, une influence directrice sur le pays et les divisions des partis politiques lui donneront sans doute l'occasion de l'accroître. Que peut-être cette action soit nécessaire même dans l'intérêt de l'Égypte, c'est ce que nous ne nous demanderons pas : il nous suffit de constater le caractère incomplet et partiellement illusoire des concessions octroyées par le gouvernement travailliste ; il s'agit d'une manœuvre de politique intérieure et d'une manifestation à l'adresse des Américains.

Les partis politiques égyptiens ne s'y sont pas trompés. Le Wafd, c'est-à-dire le parti nationaliste fondé par Zagoul pacha, craint les Anglais, même les mains pleines de présents, et fait campagne pour le rejet du traité. Mohammed Mahmoud pacha, qui exerçait, avec l'appui britannique, une véritable dictature, a donné sa démission et a été remplacé par un cabinet de concentration modérée sous la présidence d'Adly pacha qui se donne la mission limitée de revenir à la pratique constitutionnelle et de consulter le pays par des élections générales. Les intransigeants font campagne pour le rejet des propositions britanniques que les conciliateurs sont d'avis d'accepter comme un régime provisoire et une étape vers l'avenir.

En attendant, le premier résultat de la politique de concessions suivie par les travaillistes en Palestine, en Irak, en Égypte, a été de déchaîner, plus violemment que jamais, les passions et les luttes. La reprise des relations avec les Soviets qui faisait, elle aussi, partie du

programme du Labour et qui vient d'être conclue sans aucune garantie sérieuse pour la sécurité intérieure des Iles britanniques, n'apportera sans doute pas plus de satisfaction à ceux qui l'ont réalisée. L'ère des déboires, encore retardée par le succès du voyage de M. MacDonald à Washington, ne tardera pas à s'ouvrir pour le travaillisme au pouvoir, âprement attaqué déjà par ses éléments les plus socialistes et sérieusement critiqué par la presse conservatrice.

Nous ne quitterons pas l'Orient sans rappeler que, le 23 juin dernier, M. de Chambrun, ambassadeur de France en Turquie, a signé avec Tewfik Rouchdy bey, ministre des Affaires étrangères du gouvernement d'Angora, plusieurs conventions amicales qui règlent les derniers différends au sujet de la délimitation de la Syrie sous mandat français et du régime frontalier, notamment en ce qui concerne la police des nomades et des troupeaux transhumants. La question longtemps controversée du « bec de canard », c'est-à-dire de la pointe que forme au nord-est le territoire syrien jusqu'au Tigre, est réglée. La Turquie renonce à la plus grande partie de ses prétentions et reconnaît à la Syrie sous mandat français 500 milles carrés, un territoire souvent fertile et 101 villages. L'influence française est définitivement établie sur le Tigre. C'est un résultat qui fait honneur à nos négociateurs et à l'esprit de conciliation du gouvernement d'Angora, avec lequel nos relations pourront devenir, s'il se peut, encore plus amicales. En même temps, par la direction éclairée de M. Ponsot, les régions sous mandat français s'organisent, travaillent et prospèrent ; il faut espérer que les agitations du nationalisme arabe en Irak et en Palestine ne viendront pas entraver un développement économique qui est le meilleur garant de la sécurité et de la paix dans tout le territoire de la Syrie et du Liban.

Nous sommes de ceux qui, en histoire comme en politique, croient à l'importance prépondérante de l'action des personnalités fortes : aussi disons-nous, avec la plupart des journaux de tous les pays, que la mort de M. Stresemann est un événement considérable dont il est impossible de calculer la répercussion et de mesurer les conséquences.

Le ministre des Affaires étrangères du Reich allemand est mort le 3 octobre. Jeune encore, — il était né en 1878, — il se savait condamné à bref délai : il a usé ses dernières forces au service de son pays et habilement utilisé, pour la réalisation de ses desseins, sa

maladie même et le pronostic inexorable des médecins. C'est à juste titre que ses compatriotes reconnaissants, et ceux-là même qui le combattaient, lui ont rendu, en d'imposantes obsèques nationales, un hommage solennel. Le chancelier Muller a pu dire qu'il est resté toute sa vie, jusqu'à son dernier souffle, un partisan, un serviteur de la plus grande Allemagne. C'est l'oraison funèbre que méritait sa vie et qui la résume.

Allemand du type le plus caractérisé, il l'était jusque dans sa personne physique, dans sa physionomie et ses habitudes de vieil étudiant ami des longues beuveries et des cigares énormes. Rien chez lui de l'idéalisme doctrinal d'un président Wilson, de l'humanitarisme utilitaire d'un Ramsay MacDonald, de la sensibilité généreuse d'un Briand : il est un bismarckien, formé à l'école du créateur de la monarchie impériale de l'Allemagne prussianisée ; la seconde partie de sa carrière, celle qui suit la guerre, s'explique par la première. Avant 1914, M. Stresemann est un pangermaniste ; pendant la guerre, il se fait remarquer par son ardeur à réclamer des annexions : l'Allemagne doit englober les minerais de Briey, les côtes de la mer du Nord et du Pas de Calais, la Belgique, les provinces baltiques. Même lorsque les militaires désespèrent, il ne se résigne pas encore à une paix blanche ; il veut la suprématie allemande : *Deutschland über alles*, voilà sa philosophie et sa foi, voilà sa conception du monde.

Elle n'a pas changé jusqu'à la fin, mais, avec la défaite et la révolution, elle s'est assouplie, elle a cherché de nouvelles voies. Le mérite de M. Stresemann, aux yeux de ses compatriotes, est de n'avoir jamais désespéré, d'avoir toujours vu grand. L'offensive pangermaniste a conduit l'Allemagne à la catastrophe : l'Angleterre ni les États-Unis n'acceptent une hégémonie germanique sur terre et sur mer. La leçon n'est pas perdue pour M. Stresemann On fait de la politique avec les moyens de son temps et les armes qu'on trouve à sa portée. Le ministre des Affaires étrangères, arrivé aux affaires après l'occupation de la Ruhr, lance résolument la barque de l'Allemagne sur le courant pacifique et démocratique N'est-ce pas le seul moyen de capter cette opinion publique qui s'est dressée contre l'Allemagne en 1914? En même temps qu'il se déclare partisan d'un rapprochement avec la France, sa diplomatie se sert des moindres prétextes pour alarmer Londres et Washington du fantôme d'une hégémonie française sur l'Europe. Il est sincère d'ailleurs quand il cherche une entente avec la France : l'économie allemande la lui

demande; et la prudence n'est-elle pas le seul moyen de rendre à l'Allemagne la place qu'elle a perdue par sa présomption? L'Allemagne, théoriquement désarmée, se fait la propagandiste du désarmement général.

L'entente avec la France est le meilleur moyen d'arriver à éluder le traité ou même à le modifier jusqu'à ce qu'on puisse ouvertement le déchirer pour refaire l'Europe bismarckienne avec une Allemagne agrandie de l'Autriche. Et c'est le plan Dawes, Locarno, l'entrée à la Société des nations. Thoiry, Lugano, La Haye et le plan Young avec l'évacuation anticipée de la Rhénanie. Stresemann meurt en plein succès. Il est d'ailleurs évident qu'une telle politique peut comporter, pour la France aussi, des avantages, pourvu qu'elle ne soit pas dupe des apparences et reste vigilante et forte, appuyée sur ses alliés naturels. Mais comment ne pas concevoir des inquiétudes et des doutes quand, au lendemain de la mort de M. Stresemann, toute la presse européenne se demande si sa politique sera continuée, si son successeur, à supposer qu'il suive la même ligne, aura la force et le talent de l'imposer au Reichstag et à l'opinion, si même le parti populiste, qui suivait les inspirations du ministre des Affaires étrangères, ne retournera pas à ses anciennes affinités avec le vieux conservatisme nationaliste?

M. Stresemann lui-même jugeait son action nécessaire pour empêcher, sinon une restauration des Hohenzollern, du moins quelque dictature nationaliste, et sauver le système parlementaire. S'il était obligé de faire des concessions aux passions chauvines, au point de paraître souvent jouer double jeu et d'avouer à M. Briand que parfois il lui rendait difficile et amère sa politique, que sera-ce pour son successeur? Si la forte main de M. Stresemann était indispensable au bon fonctionnement du jeu de bascule qu'il avait réglé, ne regrettons pas trop sa disparition, tout en rendant hommage à son intelligence supérieure, car une politique qui repose sur un homme est bien fragile. C'est maintenant que l'on saura si vraiment la tactique de M. Stresemann répondait aux vœux du peuple allemand et s'il est possible de faire fond sur une telle politique.

René Pinon.

Le Directeur-Gérant : René Doumic.

SEPTIÈME PÉRIODE. — XCIXe ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

CINQUANTE-TROISIÈME VOLUME

SEPTEMBRE — OCTOBRE

Livraison du 1er septembre

Pages.

VALOMBRÉ, dernière partie, par M. HENRY BORDEAUX, de l'Académie française 5

LA PAIX DES EMPIRES CENTRAUX. — I. 1916-1917, par *** 42

LES QUATRE SERGENTS DE LA ROCHELLE. — I. *LA CONSPIRATION*, par M. J. LUCAS-DUBRETON 81

ÉTAPES AFRICAINES. — EN A. O. F., par M. ANDRÉ DEMAISON 107

MÉMOIRES. — VI. *DE M. THIERS AU MARÉCHAL DE MAC MAHON*, par le Duc DE BROGLIE. 131

LA VOIX DES JEUNES. — L'ESPRIT DE LA LITTÉRATURE MODERNE. — II, par M. ANDRÉ BERGE. 165

QUESTIONS SCIENTIFIQUES. — *LAIT DE BREBIS, FROMAGE DE ROQUEFORT*, par M. LUCIEN ROMIER. 186

POÉSIES, par M. TRISTAN DERÈME 201

A LA CONFÉRENCE DE LA HAYE. — *CHOSES VUES ET ENTENDUES*. — I, par M. MAURICE PERNOT. 206

LITTÉRATURES ÉTRANGÈRES. — *L'ORLANDO DE Mme VIRGINIA WOOLF*, par M. LOUIS GILLET 218

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — *HISTOIRE POLITIQUE*, par M. RENÉ PINON. . . . 231

Livraison du 15 septembre

ARMÉE NATIONALE OU ARMÉE DE MÉTIER ? par M. le général DEBENEY. 241

L'ARBRE, première partie, par CLAUDE EYLAN. 277

LA PAIX DES EMPIRES CENTRAUX. — II. 1917-1918, par *** 304

LES QUATRE SERGENTS DE LA ROCHELLE. — II. *L'ÉCHEC*, par M. J. LUCAS-DUBRETON. 343

MON ÉVASION DE BOHÊME EN MOLDAVIE. — *AVRIL-JUIN 1918*, par M. SEPTIME GORCEIX. 368

LE CONSULAT DE BONAPARTE. — IV. *MARENGO*, par M. LOUIS MADELIN, de l'Académie française 403

Pages.

La voix des jeunes. — L'esprit de la littérature moderne. — III, par M. André BERGE 431
A la Conférence de la Haye. — *Choses vues et entendues.* — II, par M. Maurice PERNOT 455
Les académies de province au travail, par M. C.-M. SAVARIT 466
Chronique de la quinzaine. — *Histoire politique*, par M. René PINON. . . 471

Livraison du 1er octobre

Mes Mémoires, par Maurice BARRÈS 481
La vérité sur la tragédie d'Ekaterinbourg. — I. *Les faits*, par M. le comte KOKOVTZOFF 506
L'arbre, deuxième partie, par Claude EYLAN 532
M. Yeats et le mouvement poétique en Irlande. — I. par M. Louis PAUL-DUBOIS. 558
Dagnan-Bouveret, par M. Camille BELLAIGUE 584
Lettres a un ami, par DAGNAN-BOUVERET 587
La presse et la vie politique aux États-Unis, par M. Pierre DENOYER . . . 606
Les quatre sergents de la Rochelle. — III. *Le procès*, par M. J. LUCAS-DUBRETON 627
La voix des jeunes. — L'esprit de la littérature moderne. — IV. par M. André BERGE. 649
Idées actuelles sur le salaire, par M. Antoine DE TARLÉ. 675
Essais et Notices. — *Un grand reportage au XVIe siècle*, par M. Louis GILLET. 690
Questions scientifiques. — *Les déluges géologiques*, par M. Louis de LAUNAY, de l'Académie des Sciences. 698
Chronique de la quinzaine. — *Histoire politique*, par M. René PINON. . . 710

Livraison du 15 octobre

Épilogue de la vie amoureuse, première partie, par M. Abel HERMANT, de l'Académie française. 721
Le long de nos frontières. — La question de la Sarre, par M. François de WITT-GUIZOT 764
Mémoires. — *Mon second ministère*, par le Duc de BROGLIE. 795
M. Yeats et le mouvement poétique en Irlande. — II. par M. Louis-Paul-DUBOIS. 824
La vérité sur la tragédie d'Ékaterinbourg. — II. *Les responsabilités*, par M. le comte KOKOVTZOFF 847
Visites a la presse de province. — V. *Bourgogne et région lyonnaise*, par M. André DEMAISON. 866
Poésies, par M. François PORCHÉ 883
Dans l'enseignement secondaire. — La guerre a l'histoire, par M. Charles DELVERT 892
Une Anglaise prisonnière des Afghans, par Mlle Paule HENRY-BORDEAUX. 905
Le problème mexicain. — Les États-Unis et nous, par M. Jacques KULP . . 917
Revue littéraire. — *Victor Hugo, non le poète mais l'homme*, par M. Victor GIRAUD 917
Revue dramatique. — *L'Ascension de Virginie*, par M. René DOUMIC, de l'Académie française 943
Antoine Bourdelle, par M. Louis GILLET. 945
Chronique de la quinzaine. — *Histoire politique*, par M. René PINON . . . 949

Paris, 1929. — Typographie Philippe Renouard, 19, rue des Saints Pères. — 39251.

GETTY CENTER LINRARY
3 3125 00675 2741